

Elsaß-Lothringen: Une Nation interdite

[Ouvrages Complets](#)



Elsaß-Lothringen: Une Nation interdite est le fruit de longues années de recherches et d'études, rempli d'informations inédites et de documents importants. Censuré en raison de son caractère violemment antifrçais. Une contribution magistrale à l'histoire de l'Alsace-Lorraine mais aussi de toute l'Europe. Dans ce livre, [Pierri Zind](#) (M 1923 – Y 1988) bouscule beaucoup d'idées admises ou imposées et déchire bien des mythes véhiculés par l'enseignement officiel.

- [Avertissement](#)
- [I – DES DEPARTEMENTS AU REICHSLAND](#)
 - [1. L 'Alsace et l'opinion britannique](#)
 - [2. L'Alsace et l'Assemblée Nationale](#)
 - [3. Le Reichsland Elsaß-Lothringen](#)
- [II – DU REICHSLAND AU BUNDESSTAAT](#)
 - [1. La «Protestation»](#)
 - [2. Le premier autonomisme](#)
 - [3. Les premiers Statthalter](#)
 - [4. La constitution de 1911](#)
 - [5. Partis politiques et élections au Landtag](#)
- [III – L'ALSACE-LORRAINE ET LA GUERRE DE 1914-1918](#)
 - [1. Les prodromes](#)
 - [2. Les débuts de la guerre en Alsace-Lorraine](#)
 - [3. Les souffrances du peuple](#)
 - [4. La dictature militaire](#)
 - [5. Menaces contre Elsaß-Lothringen](#)
- [IV – LE DÉSARROI D'ELSAß-LOTHRINGEN EN 1918](#)
 - [1. L'Elsaesser-Bund](#)
 - [2. Le gouvernement Schwander/Hauss et le plébiscite](#)
 - [3. La révolution de 1918 et le mouvement neutraliste](#)
 - [4. Le Nationalrat](#)

- V – ENTRE L'ARMISTICE ET LE TRAITÉ DE PAIX
 - 1. La grave désunion du Nationalrat
 - 2. L'entrée des armées françaises en Alsace-Lorraine
 - 3. Les débuts de l'administration française
 - 4. La mort du Nationalrat
 - 5. Le racisme français et les Commissions de Triage
- VI – LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET SES CONSÉQUENCES
 - 1. Les prétentions territoriales de la France
 - 2. Le traité de Versailles
 - 3. Les «revenants» et leur politique d'assimilation «à chaud»
 - 4. Le Commissariat Général de la République à Strasbourg
 - 5. L'étouffement du Commissariat Général
- VII – PRODIGES D'UN NOUVEL AUTONOMISME
 - 1. Reconstruction des partis politiques
 - 2. Les nouveaux partis autonomistes de 1919
 - 3. Elections législatives du 16 novembre 1919
 - 4. Le mouvement neutraliste du «Trio Badois»
 - 5. Associations d'Alsaciens-Lorrains en Allemagne
- VIII – LE «MALAISE» DES OUVRIERS ET DES FONCTIONNAIRES
 - 1. La situation socio-économique en Alsace-Lorraine
 - 2. L'autonomisme et les ouvriers
 - 3. Dans la foulée des mouvements sociaux
- IX – L'ALSACE-LORRAINE CHRETIENNE CONTRE LE LAÏCISME FRANÇAIS
 - 2. Monseigneur Charles Ruch évêque de Strasbourg
 - 3. L'Alsace-Lorraine chrétienne se dresse contre Paris
 - 4. La lutte scolaire pour le maintien de la loi Falloux
- X – LE MOUVEMENT DE LA ZUKUNFT
 - 1. Le concept de Minorité Nationale
 - 2. Prise de contact entre les Alsaciens-Lorrains départ et d'autre du Rhin
 - 3. Die Zukunft
 - 4. Le Mouvement de la Zukunft
 - 5. La Zukunft et la Volkspartei (UPRA)
 - 6. Nouveau programme politique de la Volkspartei (UPRA)
 - 7. Réorganisation du mouvement de la Zukunft
- XI – DER HEIMATBUND
 - 1. Joseph Rossé (1892-1951)
 - 2. Création du Heimatbund
 - 4. La Volkspartei et le Heimatbund
 - 5. L'autonomisme des communistes de Charles Hueber
 - 6. Le Front Unique des autonomistes et des communistes
 - 7. Le «Dimanche Sanglant» (22 août 1926)
- XII – DANS LES REMOIS DU HEIMATBUND
 - 1. Fondation de l'Elsaessische Fortschrittspartei
 - 2. Le «Code des Autonomistes»
 - 3. Le dossier France/Alsace-Lorraine
 - 4. La question linguistique à l'école
 - 5. Lutte des Communistes contre les sanctions
 - 6. Les évêques contre les autonomistes qui en appellent au pape

- [XIII – DU HEIMATBUND A LA LANDESPARTEI](#)
 - [1. Organisation du Heimatbund](#)
 - [2. La crise du Heimatbund](#)
 - [3. Fondation du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine](#)
 - [4. Le Comité Central des Minorités Nationales de France](#)
 - [5. L'Elsaessischer Oppositionsblock et la Wahrheit de Zorn von Bulach](#)
 - [6. Création de l'Unabhängige Landespartei \(ULP\)](#)
- [XIV – L'ÈRE DES PROCÈS](#)
 - [1. Les procès de 1926 et 1927](#)
 - [2. Le procès de Colmar](#)
 - [3. Au lendemain du procès de Colmar](#)
 - [4. Retour du Dr Karl Roos en Alsace](#)
 - [5. Le procès de Besançon](#)
- [XV – EINHEITSFRONT, LE FRONT UNIQUE ALSACIEN](#)
 - [1. Les élections législatives de 1928 ; création de la Christlich-Soziale Volkspartei](#)
 - [2. Les élections cantonales et la fondation de l'Action Populaire Nationale d'Alsace \(APNA\)](#)
 - [3. Le débat parlementaire sur l'Alsace-Lorraine](#)
 - [4. Le nouveau programme de la Fortschrittspartei](#)
 - [5. Communauté de travail entre la Landespartei et la Fortschrittspartei](#)
 - [6. Elections municipales et fondation de la Kommunistische Partei-Opposition](#)
- [XVI – SOUS L'EGIDE DU VOLKSFRONT \(1930-1932\)](#)
 - [1. Un «Soldatenbund»?](#)
 - [2. La Volkspartei jusqu'aux élections législatives de mai 1932](#)
 - [3. La Fortschrittspartei jusqu'aux élections législatives de mai 1932](#)
 - [4. Les communistes jusqu'après les élections législatives de mai 1932](#)
 - [5. L'Unabhängige Landespartei jusqu'en 1933](#)
 - [6. Bongartz, Neff, Schneider et Baumann](#)
- [XVII – LES MOUVEMENTS DE JEUNESSE](#)
 - [1. Les vides](#)
 - [2. Les Jungkreuzfahrer de l'abbé Eugène Arnold \(1887-1976\)](#)
 - [3. Le Bund Erwin von Steinbach et Fritz Spieser](#)
 - [4. Les associations d'étudiants universitaires](#)
 - [5. Die Jung- Volkspartei](#)
 - [6. La Jungmannschaft de Hermann Bickler](#)
- [XVIII – DU HEIMATFRONT A LA PRISON ET A LA MORT](#)
 - [1. La Landespartei jusqu'en 1936](#)
 - [2. L'Alsace-Lorraine contre le gouvernement Léon Blum](#)
 - [3. Dernières manifestations autonomistes](#)
 - [4. Le chemin de croix des chefs autonomistes](#)
- [XIX – ÉPILOGUE](#)
 - [Related Posts](#)

Avertissement

L'autonomisme en Alsace-Lorraine demeure officiellement un sujet tabou. Les nombreuses Sociétés d'histoire qui couvrent l'Alsace abordent avec délices la préhistoire et l'archéologie, l'époque romaine, le Moyen Age et les temps contemporains, mais elles évitent soigneusement de dépasser la barre fatidique de 1871. Au delà, et jusqu'en 1940, c'est le silence, un silence voulu ou

imposé, le silence du refoulement : il n'est pas honnête d'en parler, et encore moins d'écrire sur un tel sujet !

Ce livre brise le tabou. *Non par goût du scandale, mais pour libérer et éclairer. Les populations d'Alsace-Lorraine d'abord, mais aussi celles de la France entière, ont droit de savoir ce qui se cachait en réalité derrière ce nom fascinant et inquiétant : Alsace-Lorraine.*

Cette histoire n'est point comme les autres. Elle ne flatte aucun patriotisme officiel. Elle se veut sans compromission au service de la dignité et de la tragédie d'une nation «interdite», toujours victime de l'orgueil et de l'impérialisme de ses voisins.

Cette histoire est ethnique : le mythe y perd, la vérité y gagne. *Ce n'est pas une histoire gaie, mais le chemin de croix de deux fragments des peuples rhénans alaman et francique se débattant, au gré du déplacement de forces brutales ou insidieuses, sous l'emprise statocratique d'un vainqueur militaire, tantôt allemand, tantôt français.*

Ce chemin de croix, arrosé de larmes amères et taché de sang innocent, doit conduire quelque part. Au delà des Etats dits chrétiens, qui ont commandé les plus effrayants massacres de notre histoire, il doit mener vers un sommet. Ce sommet, c'est l'Europe réconciliée; non point une Europe quelconque, une Europe des Etats implacables et sacralisés ou une Europe des régions capitalistes, mais l'Europe authentique des hommes, l'Europe des ethnies fraternelles.

I – DES DEPARTEMENTS AU REICHSLAND

Napoléon III rêvait de reconquérir la rive gauche du Rhin perdue par son oncle, Napoléon Ier. Le 23 août 1866, il avait fait proposer à la Prusse un traité d'alliance militaire qui comportait l'annexion par la France de la Belgique et du Luxembourg. Les négociations diplomatiques échouèrent, et le gouvernement impérial décida de recourir à la force des armes.

Sous un prétexte des plus futiles, la dépêche d'Ems, la France déclarait la guerre à la Prusse, le 19 juillet 1870.

Cette dépêche avait été ainsi libellée par Bismarck :

«Après que les nouvelles de la renonciation du prince héritier de Hohenzollern eurent été communiquées au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol, l'ambassadeur français à Ems a exigé de nouveau de sa Majesté le Roi pour tout l'avenir qu'elle s'engage à ne plus jamais donner son autorisation si les Hohenzollern revenaient de nouveau sur leur candidature ».

Là-dessus, Sa Majesté le Roi a refusé de recevoir une nouvelle fois l'ambassadeur et a fait dire au même par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur. Les traducteurs français rendirent le mot allemand Adjudant, qui signifie en français aide de camp, adjudant qui se dit Feldwebel ; Paris considéra ce télégramme comme un casus belli

1. L 'Alsace et l'opinion britannique

Le Royaume-Uni était à cette époque la plus grande puissance mondiale. Or, six jours après la déclaration de guerre, le Times révélait à l'opinion publique le dossier secret des tractations de 1866 entre Napoléon III et Bismarck, ce qui déclencha une très vive indignation contre la France.

A la nouvelle des premiers désastres français de Wissembourg, Woerth-Froeschwiller-Morsbronn, Forbach, et du siège de Metz, le Daily News du 20 août 1870 reconnaissait aux Allemands le droit de rentrer en possession de l'Alsace:

«... Il n'est plus besoin de se demander si les Allemands prendront, ou pour mieux dire, reprendront l'Alsace, mais bien s'ils la rendront ! Louis XIV la leur a volée il y a près de 200 ans. La prescription peut couvrir un vol, mais ne prescrit pas le droit de rentrer en possession de son bien.

La population de l'Alsace est allemande de race, de langage et de mœurs. Les récits d'Erckmann-Chatrian décrivent des habitudes sociales, des manières de penser si manifestement allemandes, qu'on croirait l'Alsace située sur la rive badoise du Rhin».

Pour ce journal, les Alsaciens offrent une tragique ambiguïté :

«Les Alsaciens, il est vrai, sont eux-mêmes des Français ardents, mais seulement extérieurement, peut-être afin de cacher la conscience intime qu'ils ont de n'être pas du tout Français ; en tout cas, leur ardeur n'est pas un sentiment vraiment profond. Ils sont à peine considérés comme Français par les habitants des autres provinces de la France... Dans le brillant tableau de la France, par lequel M. Michelet commence la deuxième partie de son histoire et où il nous décrit si parfaitement les différentes provinces sous la figure de personnes vivantes, cet éminent écrivain renonce à y inclure l'Alsace. «La langue française, dit-il, cesse en Lorraine, et je n'irai pas plus loin. Je renonce à franchir les monts d'où la vue embrasse l'Alsace. Le monde allemand est dangereux pour moi. Il y croît une fleur de lotus douée d'un pouvoir tout-puissant, qui fait oublier sa patrie à un étranger».

Ainsi, note le Daily News, pour Michelet, «les Vosges sont la véritable frontière entre la France et l'Allemagne», et le journal conclut :

«Il est difficile de prévoir d'avance les idées des Alsaciens sur un pareil changement. Ils étaient fiers d'appartenir à la grande nation qui occupait jusqu'ici le premier rang sur le continent. Ils peuvent être non moins fiers de retourner au sein d'une nation plus grande encore, de même sang et de même race qu'eux».

Le 31 août suivant, au moment où Napoléon III s'enferme dans Sedan, le Daily News justifie les Allemands et attaque la France :

«L'armée allemande n'est pas une armée d'invasion, c'est une armée de défense, une armée qui veut savoir pourquoi elle combat, et qui ne prend pas les armes à la légère. L'histoire de la France, l'incendiaire de l'Europe, chante un autre refrain. Dans la guerre actuelle précisément, la France a été l'agresseur afin de pouvoir s'emparer de tout ce qui lui tomberait sous la main, et il est à peine douteux que si elle avait été victorieuse, l'Empereur et ses conseillers n'auraient pas eu la force de remonter le courant populaire et de ne pas annexer la Belgique».

Une semaine plus tard, après la chute de l'Empire, le Daily News écrit le 8 septembre 1870 :

«La France s'est constamment immiscée dans les affaires de l'Allemagne. Cette immixtion n'était pas le fait de tel ou tel gouvernement, mais celui du peuple français tout entier. Tous ses hommes d'Etat, légitimistes cl orléanistes, bonapartistes et républicains, ont été également jaloux de l'unité allemande et avides de sol allemand. Une guerre pour le Rhin a toujours été populaire. Elle l'était encore il y a six mois, et le redevien-drai! probablement dans six mois, si la paix se faisait aujourd'hui».

Le 10 septembre, la Saturday Review en tirait les conclusions :

«Pour nous, la seule idée juste, que professe aussi le gouvernement britannique, en tant que nous sommes en cause, c'est que les Allemands ont pleine liberté de prendre autant de territoire français qu'ils peuvent en exiger et que leurs conseillers le jugent convenable pour leur sûreté militaire. Et si l'Allemagne se décide à prendre l'Alsace et peut l'obtenir, elle est à notre avis parfaitement dans son droit en manifestant l'intention de ne pas recourir sur cette question au charlatanisme du plébiscite».

Ce même mois de septembre 1870, la division géographique et statistique de l'Etat-Major Général allemand publiait à Berlin la fameuse carte au «liséré vert» qui délimitait pour l'essentiel le futur **Reichsland Elsaß-Lothringen**.

2. L'Alsace et l'Assemblée Nationale

Le 29 octobre 1870, le maréchal Bazaine avait capitulé à Metz avec 175 000 soldats ; le 28 janvier 1871, Paris se rendait à son tour. Les Allemands occupaient alors 25 départements et avaient fait 600 000 prisonniers, parmi lesquels pratiquement tous les officiers. L'une des clauses de la capitulation parisienne fut l'élection d'une Assemblée Nationale.

En dépit de la fameuse carte «au liséré vert», les Allemands autorisèrent les élections législatives en Alsace et en Lorraine. Le Haut-Rhin députa le 8 février 1871 le comte Emile Keller, le colonel Denfert-Rochereau, le préfet Jules Grosjean, Albert Tachard, Louis Chauffour, l'on Gambetta, Frédéric Titot, Frédéric Hartmann, Scheurer-Kestner, Alfred Koechlin-Steinbach et Renker, le Bas-Rhin envoya Emile Küsss, Edouard Teutsch, Albrecht, Melsheim, Boell, Auguste Schneegans, Saglio, Gambetta, Ostermann, Boersch, Jules Favre et Jacques Kablé.

Léon Gambetta, membre du gouvernement provisoire de Paris, s'était fait élire dans les deux départements à la fois, et le ministre des Affaires Etrangères, Jules Favre, dans le Bas-Rhin. Grosjean était le préfet impérial du Haut-Rhin qui s'était réfugié le 16 septembre 1870 auprès du colonel Denfert-Rochereau à Belfort.

Titot et Hartmann étaient les directeurs associés d'usines de textile ; Schneegans et Boersch étaient journalistes au Courrier du Bas-Rhin ; Albrecht et Melsheim étaient tous deux de Sélestat ; Küsss, Schneegans, Saglio, Boersch et Kablé habitaient tous les cinq à Strasbourg. Denfert-Rochereau était né dans le département des Deux-Sèvres, Jules Favre à Lyon, Gambetta à Cahors, Titot à Paris. Denfert-Rochereau et Jules Favre moururent à Versailles, Kablé à Nice, Scheurer-Kestner à Bagnères-de-Luchon, Küss à Bordeaux, enfin Saglio, Koechlin, Chauffour, Gambetta et Keller à Paris.

Les 22 députés étaient tous des bourgeois français ou francisés, et tandis que le peuple alsacien était largement favorable à Napoléon III, ils étaient généralement des opposants. Alors, ces 22 députés qui prétendaient représenter l'Alsace, représentaient-ils vraiment les Alsaciens ?... Sur 600 406 habitants du Bas-Rhin par exemple, il n'y eut que 101 741 votants !

Sous la présidence de Jules Grévy, l'Assemblée Nationale se réunit à partir du 12 février 1871 au théâtre de Bordeaux. Le vendredi 17 février, le comte Emile Keller, en uniforme de colonel de la garde mobile, interrompit les opérations de validation des élus pour lire la déclaration rédigée par un membre du gouvernement provisoire, Léon Gambetta:

«Voici maintenant, messieurs, la déclaration qui nous est dictée par le vote unanime de nos électeurs... Elle est un élément sérieux des négociations qui vont s'ouvrir, puisqu'elle est l'expression de la volonté des populations, et qu'au temps où nous sommes, en pleine civilisation, il ne saurait être question de disposer des peuples sans leur assentiment».

Lorsque les applaudissements se furent calmés, le colonel comte Keller déclama la «protestation de Bordeaux» en quatre points :

1 L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas être aliénées

2 La France ne peut consentir à la cession de la Lorraine et de l'Alsace

3 L'Europe ne peut permettre ni ratifier l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine: «Gardiennes des règles de la justice et du droit des gens, les nations civilisées ne peuvent rester plus longtemps insensibles au sort de leurs voisins, sous peine d'être à leur tour victimes des attentats qu'elles auraient tolérés. L'Europe moderne ne peut laisser saisir un peuple comme un vil troupeau...»

4 «En foi de quoi, nous prenons nos citoyens de France, les gouvernements et les peuples du monde entier à témoin, que nous tenons d'avance pour nuls et nonavenus tous les actes et traités, votes ou plébiscites, qui consentiraient abandon en faveur de l'étranger de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine. Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous

jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs».

La déclaration était signée par 48 députés de la Moselle, de la Meurthe, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Thiers prit la parole pour critiquer le verbiage et l'irréalisme de cette proclamation:

«Quant à moi, je partage tous les sentiments de M. Keller ; mais je le dis avec une résolution qui est tout entière dans mon âme, il faut que nous agissions comme des citoyens éclairés, et qui savent ce qu'ils veulent. Il ne faut pas que les paroles nous entraînent ; il faut que nous sachions ce que nous voulons mettre derrière nos paroles. Ayez le courage de votre opinion : ou la guerre, ou la paix ! Tout cela est très sérieux. Pas d'enfantillage quand il s'agit ou du sort de provinces très intéressantes, ou du sort du pays tout entier !...».

Le dilemme de l'Assemblée était aussi clair que brutal : ou bien c'était la guerre à outrance, mais avec quels moyens ? ou bien c'était la cession de l'Alsace-Lorraine avec la paix.

Une suspension de séance fut accordée pour étudier la résolution Beulé : «L'Assemblée Nationale, accueillant avec la plus vive sympathie la déclaration de M. Keller et de ses collègues, s'en remet à la sagesse et au patriotisme des négociateurs».

Cette résolution fut finalement adoptée à l'immense majorité des représentants, par assis et levé. Ainsi, les négociateurs du traité de paix obtenaient un blanc-seing. Immédiatement après, Adolphe Thiers fut nommé chef du pouvoir exécutif de la République française à la presque unanimité.

Le 19 février 1871, à Versailles où venait d'être proclamé le 18 janvier l'Empire allemand, Thiers, Dufaure et Grévy commencèrent les négociations avec le chancelier impérial Otto von Bismarck-Schönhausen, le comte Otto von Bray-Steinburg (Bavière), le baron Auguste von Waechele (Wurtemberg) et Jules Jolly (Bade) pour aboutir le 26 février suivant à la signature des préliminaires de paix.

L'article premier détachait de la France ce qui devint l'Alsace-Lorraine :

«La France renonce en faveur de l'Empire allemand à tous ses droits et mies sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée... L'Empire allemand possédera ces territoires à perpétuité en toute souveraineté et propriété... La frontière, telle qu'elle vient d'être décrite, se trouve marquée en vert sur deux exemplaires conformes de la carte du territoire formant le Gouvernement Général d'Alsace publiée à Berlin en septembre 1870...».

Toutefois, deux modifications étaient apportées le 26 février à la carte «au liséré vert» : l'Allemagne recevait Marie-aux-Mines (Marie-aux-Chênes) et Vionville en Moselle, en échange de la ville et des fortifications de Belfort qui constitueraient une enclave française en Alsace.

Les préliminaires de paix furent soumis à l'Assemblée Nationale de Bordeaux le mercredi 1er mars 1871. A l'ouverture de la séance, Scheurer-Kestner déposa une protestation des Alsaciens d'Allemagne, Tirard une protestation des Alsaciens de Paris, Keller une protestation des Alsaciens de Chambéry, et Claude une protestation des Alsaciens de Périgueux. En dehors de ces Alsaciens, une seule collectivité française protesta : le conseil municipal de Sète !...

Victor Lefranc fut chargé du rapport sur les négociations :

«... Sans doute, nos frontières atteintes, notre Alsace, une partie de notre Lorraine, notre Metz, arrachés à la vieille patrie, et surtout cet oubli du droit des populations, dont nous ne sommes pas responsables, ce sont là des sacrifices qui brisent le cœur de tout Français, et dont nous avons les premiers senti tout le poids et tous les déchirements... (Mais) une nation qui s'est honorée en se défendant, s'honore encore en reconnaissant qu'elle a été vaincue et en ne reculant pas devant les nécessités qu'impose la défaite».

Edgard Quinet s'opposa à l'adoption des préliminaires de paix, sous prétexte que l'Alsace et la Lorraine n'étaient pas seulement deux provinces intéressantes, mais aussi les boulevards et les remparts de la France. Malheureusement, Quinet ne pouvait apporter une solution au dilemme.

Là-dessus, la discussion parlementaire s'enlisa dans la question de Napoléon III et l'Assemblée Nationale vota la confirmation de la déchéance de l'empereur prisonnier.

Ce fut Victor Hugo qui sortit la séance de son marécage par un discours prophétique, le sommet de cette mémorable journée. Après une esquisse de l'histoire de France qui aboutit à la perte de l'Alsace-Lorraine, il annonça l'avenir :

«On verra la France se redresser, on la verra ressaisir la Lorraine, ressaisir l'Alsace. Et puis, est-ce tout ? Non ! Saisir Trêves, Mayence, Cologne, Coblenz, toute la rive gauche du Rhin. Et on entendra la France crier : C'est mon tour ! Allemagne, me voilà ! Suis-je ton ennemie ? Non ! Je suis ta sœur ! (Très bien, très bien). Je t'ai tout repris, et je te rends tout, à une condition : c'est que nous ne ferons plus qu'un seul peuple, qu'une seule république ! Je vais démolir mes forteresses, tu vas démolir les tiennes. Ma vengeance, c'est la fraternité !... (Bravo, bravo à gauche) Plus de frontières ! Le Rhin à tous ! Soyons la même République, soyons les Etats-Unis d'Europe, soyons la Fédération Continentale ; soyons la liberté européenne !...».

L'ex-préfet Jules Grosjean lut ensuite une nouvelle protestation qu'il venait d'élaborer et qui comportait 27 signatures :

Nous déclarons encore une fois nul et non avenue un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera...».

Mais le général Changarnier lui répliqua :

«En 1807, Napoléon Ier, insatiable, implacable dans son ambition, se montra cruel pour la Prusse. Il prétendit la ruiner, et il crut y être parvenu ; mais on ne tue pas une nation ! Aujourd'hui nous payons les crimes de Napoléon Ier. (Marques d'assentiments)... Défions-nous des entraînements d'un patriotisme dramatique, (Très bien !) désireux d'une fausse popularité. (Très bien, très bien !) En tous temps, la jactance est odieuse aux hommes de goût. Aujourd'hui, nous avons le respect de nos adversaires, nous avons les sympathies de toutes les autres nations. Ce respect, cette sympathie, la jactance nous les ferait perdre !»

Ces mots furent accueillis par un ouragan d'applaudissements, de bravos, de cris : «Aux voix ! aux voix ! — Clôture !»

Pourtant, Buffet et Millière combattirent encore l'adoption des préliminaires. Keller remonta à la tribune : «... J'entends dire de tous côtés : Vous, députés de l'Alsace, vous pouvez voter contre le traité, mais nous, nous le voterons !... J'en appelle à tous les peuples qui ne peuvent pas indéfiniment se laisser vendre comme un vil bétail ! J'en appelle à l'honneur...».

Thiers l'interrompit : «Ne parlez pas d'honneur devant des gens qui en ont autant que vous, mais qui mettent leur honneur à ne pas risquer de perdre leur pays pour une fausse popularité qu'on vient courtoiser à la tribune !»

Vers les 19 heures, l'on passa au vote. Sur les 653 votants, 546 avaient donné le bulletin blanc de l'adoption, et 107 le bulletin bleu du rejet. Les préliminaires du 26 février 1871 et la cession de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne étaient votés à une majorité de 83%.

Les députés alsaciens-lorrains quittèrent alors définitivement l'Assemblée Nationale sans que personne, à une exception près, ne se levât ni ne les saluât ! En effet, le député de la Seine, Millière, serra la main de Keller au passage : il était le seul, et sera fusillé quelques semaines plus tard par l'armée des Versaillais devant le Panthéon au cours de la «Semaine Sanglante».

Ce même 1er mars 1871 mourait à Bordeaux le député Emile Küss, maire de Strasbourg.

Le 30 mars suivant, Mgr Freppel, évêque d'Angers, déplorait dans sa lettre à Mgr Raess, évêque de Strasbourg, le comportement des députés alsaciens et lorrains à Bordeaux :

«J'aurais empêché les représentants de l'Alsace de faire la faute énorme qu'ils ont commise. Ne vont-ils pas, dès la première réunion, mettre les représentants en demeure de se prononcer entre la guerre à outrance, qui était devenue impossible, et la cession de l'Alsace ? Je suis convaincu que sans cette malencontreuse proposition qui avertissait les Prussiens de notre faiblesse, nous aurions pu arriver à la neutralisation militaire de l'Alsace...».

De fait, l'ancien député de Bastia, le comte Agénor de Gasparin, avait publié en décembre 1870 à Bâle et à Genève un petit livre de 124 pages : *La République Neutre d'Alsace*. S'appuyant sur des précédents, la création du royaume souverain et neutre de Belgique en 1831, et du grand-duché souverain et neutre de Luxembourg en 1867, il trouvait normal l'érection en 1871 de **la république souveraine et neutre d'Alsace**, que prolongerait la Suisse également souveraine et neutre.

Bref, un chapelet d'Etats neutres de la Mer du Nord au lac de Genève qui séparerait la France de l'Allemagne. En effet, Agénor de Gasparin prédisait les difficultés d'une Alsace-Lorraine non indépendante rattachée à l'empire allemand :

«Il y aurait là un pays sujet, qui ne se sentirait pas sur un pied d'égalité avec les autres pays allemands ; il y aurait un pays suspect, où les intrigues réelles et imaginaires de la France provoqueraient d'incessantes persécutions... Délivrer nos compatriotes d'un joug imposé et maintenu par la force, ce serait l'idée fixe de la France ; aucun parti de la paix ne se formerait chez nous».

La bonne solution évidente qu'autorisait précisément la défaite française, c'était l'indépendance et la neutralité de la nation alsacienne, car Agénor de Gasparin reconnaissait à l'Alsace «une véritable individualité nationale» et affirmait :

«Pour moi, je l'avoue, j'ai la conscience moins blessée par le siège loyal de Strasbourg en 1870, malgré ses duretés, que par la prise déloyale de Strasbourg en 1681» . Et notre auteur d'imaginer le nouvel Etat Alsacien indépendant et neutre, où l'on continuera d'aimer la France, mais avant tout l'Alsace : «L'Alsace sera alsacienne et ne sera plus française».

Hélas ! Les députés alsaciens-lorrains de 1871, comme plus tard ceux de 1918 ou ceux de 1944/45, se révélèrent incapables de saisir la véritable chance qui s'offrait à l'Alsace-Lorraine et à toute l'Europe. Le traité définitif fut signé à Francfort, le 10 mai 1871 ; du côté français par Jules Favre, Pouyer-Quertier et le comte de Goulard ; du côté allemand par le chancelier Otto von Bismarck et le comte von Arnim.

Le texte définitif reprenait l'essentiel des préliminaires du 26 février, mais offrait aux Alsaciens-Lorrains jusqu'au 1er octobre 1872 le droit d'opter pour la France. Une variante était soumise à la France : l'élargissement du rayon de Belfort en compensation du recul des frontières près de Thionville (Diedenhofen).

A son retour d'Allemagne, le 13 mai 1871, Jules Favre déposa le traité sur le bureau de l'Assemblée Nationale désormais installée à Versailles et demanda une ratification en deux articles : le premier ratifiait l'ensemble du traité, et le second adoptait les dernières modifications frontalières au bénéfice de Belfort et au détriment de la Lorraine.

Le vote final eut lieu le jeudi 18 mai 1871. L'article premier de la ratification du traité définitif de paix fut adopté, sans que l'on sache avec quelle majorité ; quant à l'article second relatif à l'échange du territoire de Belfort contre une extension de la Lorraine allemande, il fut adopté par 433 voix contre 98 sur 531 votants.

«Je n'aime pas qu'on me parle des Alsaciens-Lorrains, écrivait plus tard Péguy. Quand on a vendu son frère, il vaut mieux ne pas en parler !»

3. Le Reichsland Elsaß-Lothringen

Lorsque Napoléon III fut contraint de déclarer stupidement la guerre à la Prusse avec comme objectif l'annexion de la rive gauche du Rhin, ni le roi Guillaume Ier ni son chancelier Bismarck n'avaient encore arrêté leurs conditions en cas de défaite de l'agresseur.

Assurément, dès le 7 août 1870, Bismarck annonçait à son quartier général de Mayence qu'en cas d'annexion de l'Alsace, il y ajouterait Metz et les unirait au grand-duché de Bade pour en former un Reichsland. Mais vers la mi-décembre, il ne voulait déjà plus de Metz.

D'autre part, dans la laineuse lettre datée de Versailles le 26 octobre 1870, le roi de Prusse écrivait à l'ex-impératrice Eugénie qu'il n'envisageait l'annexion de l'Alsace que pour des raisons stratégiques, afin que l'Allemagne puisse plus facilement repousser une nouvelle et inévitable agression française :

«C'est une triste considération seule, et non le désir d'agrandir mon pays, dont le territoire est assez grand, qui me force à insister sur les cessions de territoire, qui n'ont d'autre but que de reculer le point de départ des armées françaises qui à l'avenir viendront nous attaquer».

Le premier contact privé alsacien fut pris indirectement avec le vainqueur par le député impérial de Colmar, Lefébure, qui, à l'époque du nouvel an, rencontra le chargé de presse allemand, Ludwig Bamberger, en Suisse.

En effet, le retour de l'Alsace à l'Allemagne ne faisait plus aucun doute ; les journalistes allemands, tel Gustav Freytag, notaient en traversant la province que *«les hommes de ce pays partagent la même origine et le même sang que nous ; leur place est au milieu de nous»*

Lefébure insista donc auprès de Bamberger dans le sens d'Agénor de Gasparin, à savoir que l'Allemagne devrait accorder à l'Alsace la plus large autonomie possible.

Deux mois plus tard, le 23 février 1871, l'industriel Auguste Dollfus rencontrait personnellement Bismarck à Versailles pour traiter de l'avenir des intérêts économiques de l'Alsace. Puis en mars, des notables de la Basse-Alsace, Herrenschmidt, Nessel, Reichard et Sengenwald, se rendirent à Berlin pour plaider la cause de l'autonomie alsacienne : en effet, du côté de l'Assemblée Nationale française, il n'y avait plus rien à espérer. Des notables de la Haute-Alsace les imitèrent.

Le 16 avril 1871, 91 personnalités alsaciennes se rassemblèrent autour de Hartmann, Chauffour, Klein et Kablé pour réclamer la création d'un Etat alsacien-lorrain: *«L'Alsace est allemande; il ne reste plus qu'à en subir le sort et à donner aux Alsaciens-Lorrains toutes les satisfactions de nature à adoucir les amertumes de la conquête».*

En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, l'empire allemand voyait trois possibilités :

1 – Annexer purement et simplement ce territoire à la Prusse, comme le réclamait le grand historien Heinrich von Treitschke ;

2 – Partager le territoire, en donnant la Lorraine à la Prusse, la Basse-Alsace à la Bavière et la Haute-Alsace au Pays de Bade, comme le souhaitait le gouvernement bavarois ;

3 – Créer un Etat fédéré alsacien-lorrain dans le cadre de l'empire allemand.

Mais la première solution était vivement combattue par les autres Etats fédérés de l'Empire, qui ne voyaient pas d'un bon œil l'accroissement du poids politique de la Prusse au sein de la Fédération. La seconde solution fut attaquée de différents côtés, mais surtout par l'archiduc Friedrich von Baden, qui estimait que ni la Bavière ni le grand-duché de Bade n'étaient capables de conserver et d'intégrer les nouveaux territoires enlevés à la France. Quant à la dernière solution, la création de l'Etat fédéré d'Alsace-Lorraine, Bismarck s'y montrait favorable, non point pour l'Immédiat, mais pour l'avenir.

Au cours des vives discussions du 2 mai 1871 au Reichstag, le chancelier impérial assurait que

l'empire allemand était seul capable d'octroyer à l'Alsace ce que la France n'avait jamais su lui offrir : le droit à l'autonomie (das Recht der Selbstverwaltung).

En attendant cette éventualité que l'avenir allait réaliser, l'empereur (Guillaume Ier et le chancelier Bismarck firent admettre le 7 juin 1871 par le Reichstag que les territoires recouverts sur la France formeraient un tout, le Land Elsaß-Lothringen, propriété commune et gage mutuel de l'union des 25 Etats fédérés du nouvel empire allemand. La solution était très originale.

Après l'accord du Bundesrat, l'empereur Guillaume et Bismarck promulguèrent **le 9 juin la loi qui, par son article premier, rattachait «pour toujours» l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand.** L'article 2 fixait au 1er janvier 1873 la date d'introduction complète de la Constitution impériale, date qui fut plus tard repoussée au 1er janvier 1874. Par l'article 3, l'empereur disposait, en accord avec les deux chambres, du pouvoir souverain en Alsace-Lorraine.

Le 6 septembre 1871, l'Empereur remplaçait le comte von Bismarck-Bohlen, gouverneur général de l'Alsace depuis le 14 août 1870, par un Oberpräsident, Eduard von Moeller. Suivait la loi du 30 décembre 1871. Se référant à la loi prussienne du 31 octobre 1825 et à la loi française du 9 août 1849, elle divisait administrativement le Reichsland Elsaß-Lothringen en 22 Kreise ou arrondissements, regroupés sous trois Bezirke ou présidences : la Haute-Alsace, la liasse-Alsace et la Lorraine.

Contrairement aux autres Etats fédérés, Elsaß-Lothringen n'envoyait de députés ni au Reichstag ni au Bundesrat; il n'existait pour lui encore ni Landtag ni exécutif régional. L'Empereur y légiférait par ordonnances, et auprès de la chancellerie impériale fut instituée une Division d'Alsace-Lorraine (Abteilung für Elsaß-Lothringen), devenue le 1er janvier 1877 la **Chancellerie Impériale d'Alsace-Lorraine (Reichskanzleramt für Elsaß-Lothringen)**, confiée au sous-secrétaire d'Etat Herzog.

Enfin, avec une lenteur méritoire, la Constitution de l'empire allemand fut introduite le 1er janvier 1874. Débarrassée de la structure des départements français, l'Alsace-Lorraine entra dans l'Histoire sous le nom courant de **Reichsland Elsaß-Lothringen.**



II – DU REICHSLAND AU BUNDESSTAAT

Fondé d'après le droit international à conserver l'Alsace-Lorraine, jadis durant un millénaire «Herzland des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation», l'empire allemand ne pouvait empêcher le peuple d'Alsace-Lorraine de réclamer un jour ou l'autre son autonomie, à l'instar des 25 autres Etats fédérés, ou même à l'instar de ses frères du Liechtenstein, du Vorarlberg et de la Suisse alémanique.

L'évolution se déroula en plusieurs étapes. De la «Protestation» initiale, Elsaß-Lothringen glissa vers une autonomie de plus en plus étendue; du statut de territoire conquis, il se hissa progressivement à celui d'Etat fédéré, et de Reichsland, il se mua en Bundesstaat. Non sans mal!

1. La «Protestation»

En Europe régnait alors un complexe de supériorité des Etats situés à l'Ouest à l'égard des Etats situés à l'Est : Le Royaume-Uni se sentait supérieur à la France, la France se sentait supérieure à l'Allemagne, l'Allemagne se sentait supérieure à la Russie. Et ceci valait également pour l'Alsace, en sorte que les Alsaciens s'imaginaient supérieurs, plus fins, plus évolués, plus cultivés, plus civilisés que leurs frères de la rive droite du Rhin, comme du reste ils imaginaient que les Français leur étaient supérieurs.

Mais les défauts que les Alsaciens attribuaient aux Allemands, les Français les attribuaient exactement aux Alsaciens : «Dans les journaux français de l'époque et jusqu'à la veille de la guerre, écrivait Pierre Quillard en 1897 au Mercure de France, l'Alsacien était représenté comme une sorte de jocrisse, ridicule et balourd».

Au niveau surtout de la bourgeoisie francisée (verwelscht), les Alsaciens-Lorrains avaient donc le sentiment de déchoir en passant de la citoyenneté française à la citoyenneté allemande; et si l'on veut y ajouter l'amère humiliation de la défaite intégrale, l'on comprendra aisément que, d'une manière générale, ils n'étaient guère enthousiastes pour leur changement de sort.

Les Alsaciens-Lorrains s'enfermaient donc dans la politique sentimentale imaginée par Léon Gambetta et inaugurée le 17 février 1871 à l'Assemblée Nationale de Bordeaux : la Protestation. Stimulés par les agents patriotes français, notamment par la mystérieuse Ligue d'Alsace créée en mars 1871 par Gambetta (généreusement financée, elle était constituée d'une vingtaine de bourgeois de Mulhouse), ils protestaient systématiquement.

L'occasion rêvée se présenta, lorsque d'après la convention additionnelle du 11 décembre 1871, non seulement les anciens citoyens français qui avaient habité l'Alsace-Lorraine au 2 mars 1871, mais aussi tous ceux qui y étaient nés avant cette date et qui vivaient soit en Alsace-Lorraine, soit en France ou ailleurs, devenaient citoyens allemands au 1er octobre 1872, à moins d'opter formellement pour la France.

Or, à l'époque des négociations du traité de paix, la Ligue d'Alsace de Gambetta avait lancé ce mot d'ordre : «Abstention complète de toute participation à l'administration étrangère à notre Patrie».

En même temps, elle incitait tous les fonctionnaires à rejoindre la France : la moitié des instituteurs, plus de la moitié des notaires, les militaires de profession, la grande majorité des gardes-forestiers, la presque totalité des professeurs de l'enseignement secondaire et de l'Université, avaient obéi à cette injonction, d'autant plus qu'ils y gagnaient financièrement.

En effet, l'Assemblée Nationale leur attribuait les droits civils et politiques français le 19 juin 1871, une concession gratuite de 100 000 hectares des meilleures terres d'Algérie enlevées aux indigènes le 21 juin 1871, le transport, l'installation et le campement gratuits le 15 septembre 1871, et enfin l'exemption d'impôts pendant trois années le 16 octobre 1871. Ces «patriotes français» ne perdaient rien socialement ni professionnellement:

«Les malheureux Alsaciens conviendront avec moi, écrivait en 1897 André Ibels au Mercure de

France, qu'ils ont gagné à notre perte, si l'on daigne examiner les places qu'ils occupent depuis 1873 dans nos grandes administrations françaises. Malheur à qui n'est pas Alsacien !... Qu'on ne nous rende point l'Alsace, nous n'avons hélas que trop d'Alsaciens !»

Première conséquence de ces départs anticipés et de la convention franco-allemande du 11 décembre 1871, environ 378 777 Français d'Alsace et de Lorraine, déjà installés à «l'intérieur», choisirent librement la France et refusèrent la citoyenneté allemande.

La seconde conséquence fut qu'il fallut remplacer en Alsace-Lorraine ces «bons patriotes» par autant d'Allemands, de sorte qu'à la fin de 1872, le corps des fonctionnaires du Reichsland Elsaß-Lothringen comptait 46 % de Prussiens, 26 % d'Alsaciens-Lorrains, 9 % de Bavares ; les 19 % restants étaient représentés par d'autres Allemands, des Luxembourgeois et des Suisses.

La ligue d'Alsace de Gambetta chercha à transformer le droit d'option en plébiscite. Son tract «18 bis» disait : «Optez, Alsaciens et Lorrains, votre cœur vous le dit et l'honneur vous le commande... C'est le plébiscite final, et la honte qui doit en rejaillir sur nos oppresseurs aux yeux du monde entier marquera notre première vengeance...»

Si bien qu'en résultat de cette propagande, outre les 378 777 personnes déjà établies en France, 154 032 autres optèrent pour la République Française (93 109 de la Haute-Alsace, 39 130 de la Basse-Alsace et 21 793 de la Lorraine)². Mais un tiers seulement de ces «optants» quitta le Reichsland Elsaß-Lothringen.

A la protestation politique s'ajouta la protestation religieuse contre le Kulturkampf, dont l'aspect le plus spectaculaire concernait l'enseignement. Le 11 avril 1871, la langue allemande était devenue la langue scolaire, sauf dans les quelques régions francophones. Trois jours plus tard, le 14 avril 1871, une ordonnance établissait l'école obligatoire en Alsace-Lorraine, pour les garçons de 6 à 14 ans, pour les filles de 6 à 13 ans. Enfin, une loi du 12 février 1873 mettait tout le système scolaire sous la direction et le contrôle de l'Etat, ce qui souleva une vive opposition, surtout de la part des catholiques.

Bismarck riposta par la fermeture des petits-séminaires et l'expulsion des ordres religieux qui avaient leur maison générale à l'étranger, tels les Jésuites, les Rédemptoristes, les Frères de Marie et les Sœurs de Portieux. Trente prêtres du Kreis de Sarrebourg et du Kreis de Château-Salins, non encore détachés canoniquement de l'évêché de Nancy, furent condamnés à une ou deux semaines de prison pour avoir lu en chaire le 26 juillet 1872 une lettre pastorale hostile à l'Allemagne, tandis que les séminaristes furent soumis au service militaire comme leurs autres camarades.

Face à cette persécution allemande, la France de Mac-Mahon instaurait une politique qui, dans le cadre de l'«Ordre Moral», privilégiait l'Eglise catholique. Le 23 juillet 1873, l'Assemblée Nationale votait la construction de la basilique de Montmartre ; plus tard, cinquante députés consacraient la France au Sacré-Cœur à Paray-le-Monial ; les pèlerinages de Lourdes prenaient une ampleur extraordinaire ; l'enseignement congréganiste atteignait son apogée, tandis que le budget des cultes était confortablement augmenté. Une prédication populaire avait un peu vite associé le catholicisme à la France et l'hérésie persécutrice à la Prusse et à l'Allemagne.

A l'opposition confessionnelle s'ajoutait l'opposition au régime. La bourgeoisie d'Alsace-Lorraine était de tendance républicaine et n'acceptait qu'à contre-cœur l'incorporation dans un empire dynastique. En outre, la révolution de 1789 avait supprimé les seigneuries, et l'Empereur vivait trop loin, à Berlin. Il manquait enfin au Reichsland Elsaß-Lothringen un homme du pays, un Landesherr, capable de cristalliser sur sa personne le sentiment patriotique que la bourgeoisie francisée avait accordé à une France bourgeoise et capitaliste.

C'est dans ce climat politico-religieux de protestation que le 1er janvier 1874 entra en vigueur la Constitution allemande et que fut lancée la campagne électorale pour les députés au Reichstag. Sur une population de 1 549 000 habitants, 166 000 électeurs de la classe bourgeoise élirent 15 députés «protestataires», parmi lesquels 7 ecclésiastiques : Mgr Raess, évêque de Strasbourg, représentait le

Kreis de Sélestat et Mgr Dupont des Loges, évêque de Metz, celui de Metz ; les abbés Philippi, Winterer, Soehlin, Guerber et Simonis représentaient respectivement les Kreise Molsheim-Erstein, Altkirch-Thann, Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé.

Le 18 février 1874, l'entrée des députés alsaciens-lorrains au Reichstag fut des plus tumultueuses. Comme trois années plus tôt, Léon Gambetta, qui avait rédigé la protestation du 17 février 1871 à l'Assemblée Nationale de Bordeaux, rédigea aussi la protestation du 18 février 1874 pour le Reichstag.

Le député «sauvage» Sonnemann, adversaire de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, avait traduit le texte- français en allemand ; 38 députés, dont les 15 députés du Reichsland Elsaß-Lothringen, signèrent la protestation ; la lecture fut confiée à dessein à un député qui connaissait peu l'allemand, l'ancien «protestataire» de Bordeaux, Edouard Teutsch, député de Saverne et protestant.

Teutsch lut donc le plus mal possible la déclaration dictée par Paris:

«... En nous choisissant tels que nous sommes, nos électeurs ont avant tout voulu exprimer les sympathies pour la patrie française et le droit à disposer d'eux-mêmes...». Puis il présenta sa motion : «Plaise au Reichstag que les populations d'Alsace-Lorraine, incorporées sans leur consentement à l'Empire Allemand par le traité de Francfort, soient appelées à se prononcer d'une manière spéciale sur cette incorporation».

Un grand tumulte s'ensuivit. Le calme revenu, Mgr Raess, évêque de Strasbourg, qui avait reçu une lettre personnelle du Président de la République Française Mac-Mahon, adversaire de Gambetta, prit ses distances par rapport à la déclaration de Teutsch, d'autant plus qu'il ne voulait pas compromettre la situation des catholiques, minoritaires dans l'empire allemand ; il demanda donc la parole et déclara : *«Les Alsaciens-Lorrains de ma confession n'ont en aucune manière l'intention de mettre en question le traité de Francfort conclu entre deux grandes puissances».*

Le Reichstag applaudit l'évêque, mais la députation d'Alsace-Lorraine se trouvait désormais entraînée dans la politique générale du Kaiserreich et se divisa selon les fractions politiques de l'Empire. Quatre députés quittèrent le Reichstag ; quant à Teutsch lui-même, il se retira en 1879 comme trésorier-payeur général en France.



2. Le premier autonomisme

Depuis la fin de 1870, l'idée de l'autonomie de l'Alsace était en l'air et s'exprimait soit par des écrits, comme *La République Neutre d'Alsace* d'Agénor de Gasparin, soit par des démarches, comme celles des notables alsaciens au printemps de 1871. Progressivement, derrière le pathos théâtral des éternels protestataires, l'idée de l'autonomie faisait son chemin, surtout dans les milieux libéraux qui plaçaient le libéralisme au-dessus du nationalisme. Et comme le libéralisme avait été condamné en 1864 par l'encyclique *Quanta Cura* et le Syllabus de Pie IX, l'autonomisme prôné par ces libéraux était initialement anticlérical. En cela, ces premiers autonomistes rejoignaient le *Kulturkampf* de Bismarck, leur idéologie anticléricale les éloignant du Paris de l'Ordre Moral et les rapprochant du Berlin positiviste.

Le 18 avril 1873, ils publiaient un premier programme dans l'*Elsässer Volksblatt* : «Nous sommes liés à l'Allemagne, nous devons revendiquer comme notre premier droit l'égalité des droits avec les Allemands» ; ce qui revenait à revendiquer l'autonomie. Puis ils tâchèrent le terrain électoral à l'occasion des *Bezirkstagswahlen* (élections du conseil général) de Colmar, Strasbourg et Metz. Les «protestataires» leur facilitaient la campagne par leur mot d'ordre : «Protestation et Abstention», de sorte que les 21 et 22 juin 1873, les autonomistes remportèrent les élections.

Au cours de l'été 1873, un ancien «protestataire» libéral de l'Assemblée Nationale de Bordeaux, Auguste Schneegans (1835-1898), rentrait à Strasbourg. Antimilitariste, il avait quitté la France pour la Suisse en 1871, puis devint journaliste au *Journal de Lyon* avant de devenir rédacteur en chef du *Journal d'Alsace*. Ses amis du reste l'y appelaient :

«Si nous, Alsaciens, ne prenons pas personnellement en main les rênes de notre pays, lui déclarait Klein, nous serons livrés aux fonctionnaires qu'on nous a envoyés, qui ignorent tout de l'Alsace-Lorraine, et nous serons administrés complètement de travers».

L'autonomisme de Schneegans apparaît clairement dans ses *Souvenirs des années 1870-1873* : «Quelle que soit la conquête qui passe sur nous, Strasbourg doit rester Strasbourg. Le jour viendra peut-être où nous retrouverons notre ancienne indépendance. Nos enfants y travailleront». Schneegans faisait évidemment allusion à l'indépendance de la ville impériale d'avant le 30 septembre 1681, indépendance détruite par Louis XIV.

Leur libéralisme et leur anticléricalisme valurent aux premiers autonomistes une vive hostilité de la part des milieux catholiques, de sorte que la première élection au Reichstag (février 1874) apparut d'abord comme une victoire des cléricaux et des protestataires sur les autonomistes, mais aussi comme une victoire de la France de l'Ordre Moral sur l'Allemagne du *Kulturkampf*.

Le gouvernement impérial de Berlin sentit le besoin d'aider les autonomistes en leur accordant une première satisfaction devant l'opinion publique. Le 29 octobre 1874, huit mois après l'épisode *Deutsch au Reichstag*, l'empereur Guillaume Ier instituait par ordonnance une assemblée consultative, le *Landesausschuss* ou Délégation d'Alsace-Lorraine, qui comprenait 30 députés : 10 membres élus par chacun des trois *Bezirkstage* de Colmar, Strasbourg et Metz, formés en majorité d'autonomistes.

Le Landesausschuss se réunit la première fois le 17 juin 1875 à Strasbourg ; il donnait son avis sur tous les projets de loi concernant le *Reichsland Elsaß-Lothringen*, avant toute discussion au Reichstag et au Bundesrat. L'industriel mulhousien Jean Schlumberger, décoré de la Légion d'Honneur, de l'Aigle Rouge de Prusse, du Lion de Zaehringen badois, anobli en 1895 par l'Empereur, devait présider avec bonheur le *Landesausschuss* jusqu'en 1903. Dès cette première session, Schlumberger exprimait son ferme espoir de voir rapidement le *Landesausschuss* devenir une assemblée délibérative et législative.

Entre la création du *Landesausschuss* et sa première réunion, Auguste Schneegans fondait avec ses amis, le 5 avril 1875, le premier parti autonomiste alsacien-lorrain : *die Autonomistische Partei*. Aux jactances sentimentales et aux manifestations théâtrales des protestataires, à leur nostalgie de la

France, à leur immobilisme et à leur abstentionnisme politique, le nouveau parti voulait opposer l'action efficace au service exclusif du Reichsland Elsaß-Lothringen dans le cadre de l'empire fédéral allemand et la dynamique du réalisme politique en vue de l'autonomie ethnique.

Le 10 janvier 1877, cinq autonomistes furent élus députés au Reichstag : Auguste Schneegans pour Saverne, le Dr Achilles Rack pour Molsheim-Erstein, le Dr Jean North pour Strasbourg-Campagne, Gustave Bergmann pour la ville de Strasbourg, et Joseph Nessel pour Haguenau-Wissembourg. Ils décidèrent de s'affilier au parti national-libéral, et Schneegans, l'ancien protestataire de Bordeaux en 1871, déclara : *«Nous nous présentons devant vous en tant que députés allemands d'un pays allemand»*.

Immédiatement Schneegans et ses amis réclamèrent une constitution pour l'Alsace-Lorraine, avec Strasbourg comme capitale, et une représentation au Bundesrat. Ils déposèrent une motion sur le bureau du Reichstag : *«Es möge unserm Lande eine eigene Verfassung als Bundesstaat, mit dem Sitz der Landesregierung in Strassburg, und Vertretung im Bundesrate, zugestanden werden»*.

Schneegans proposait plusieurs possibilités:

1°) Le Kaisertand ou Kaiserliches Kronenland : l'Alsace-Lorraine formerait un Etat fédéré sous forme de grand-duché, propriété personnelle de l'Empereur ou de la couronne impériale

2°) Le Kronprinzenland ou Dauphinat, avec comme grand-duc et Landesherr le prince héritier Friedrich, futur empereur Friedrich III.

La première solution du Kaisertand se heurta à l'opposition de Bismarck. Le chancelier rêvait alors de transformer l'empire fédéral en empire unitaire, à l'image de l'empire français. Mais si cette unification jacobine ne pouvait se réaliser, la création du Kaisertand entraverait l'évolution ultérieure du Reichsland Elsaß-Lothringen en un Bundesstaat autonome. Donc, dans l'un comme dans l'autre cas, le Kaiserland ou Kronenland était à rejeter.

La seconde solution, celle du Dauphinat, échoua du fait de l'empereur Guillaume qui ne voulait point se séparer de son Kronprinz en l'envoyant à Strasbourg. Toutefois, l'Empereur apporta une demi-satisfaction aux députés autonomistes : les lois du 2 mai 1877 et du 4 juillet 1879.

Par la loi du 2 mai 1877, le Landesausschuss, d'assemblée consultative, devenait assemblée délibérative et législative ; il remplaçait désormais le Reichstag dans cette dernière fonction pour toutes les lois locales. Les lois d'Alsace-Lorraine étaient donc votées au Landesausschuss, soumises au Bundesrat, et finalement promulguées par l'Empereur. En outre, le landesausschuss devait nécessairement être convoqué au moins une fois l'an. Le 10 août 1878, Schneegans présenta au Landesausschuss une nouvelle demande d'autonomie:

«Dans la dernière séance du Landesausschuss, nous avons exprimé le vœu qu'il soit accordé à l'Alsace-Lorraine une organisation propre par la translation du siège du Gouvernement dans le pays et par l'établissement de l'administration centrale à Strasbourg... Quoi qu'il en soit des résolutions à prendre quant aux conditions définitives de notre constitution autonome, ce en quoi nous sommes tous d'accord, c'est qu'il est urgent plus que jamais que satisfaction soit donnée à nos justes réclamations ; ce qui est certain pour nous, c'est que des hésitations prolongées et de nouveaux retards qu'on y apporterait ne pourraient que compromettre gravement les intérêts essentiels de notre pays».

Et, comme l'année précédente, il déposa à nouveau la motion autonomiste au bureau du Landesausschuss : *«Qu'il soit accordé à notre pays une constitution propre comme Bundesstaat, avec siège du gouvernement à Strasbourg et représentation au Bundesrat»*.

Charles Grad (1842-1890), qui représentait le canton de Wintzenheim au Landesausschuss depuis 1875 et le Kreis Colmar au Reichstag depuis 1877 jusqu'à sa mort, appuya vivement son ami Schneegans :

«... Je demande une constitution propre en faveur de l'Alsace-Lorraine, avec siège du

gouvernement à Strasbourg. Je demande l'émancipation complète du Landesausschuss avec des attributions aussi étendues que celles des assemblées législatives des autres Etats».

Et la proposition Schneegans fut adoptée à l'unanimité. Le 26 février 1879, les autonomistes déposèrent au Reichstag une nouvelle motion, «dass Elsaß-Lothringen eine selbständige, im Lande befindliche Regierung erhalte», signée par Schneegans, North, le Dr Rack, Lorette et 70 autres parlementaires.

L'Empereur fit un nouveau pas dans le sens souhaité, d'autant plus que son chancelier avait abandonné l'idée d'un empire unitaire jacobin. D'Ems, Guillaume Ier et Bismarck promulguèrent l'importante loi du 4 juillet 1879. L'Empereur déléguait ses pouvoirs souverains à un gouverneur, le Statthalter, qui remplaçait l'Oberpräsident à Strasbourg et qui envoyait au Bundesrat trois plénipotentiaires avec voix consultatives. A la chancellerie d'Alsace-Lorraine, (Reichskanzler-Amt für Elsaß-Lothringen), se substitua un ministère d'Alsace-Lorraine, le Ministerium für Elsaß-Lothringen, présidé par un Staatssekretär ou secrétaire d'Etat.

Ce ministère, nommé par l'Empereur, comprenait quatre divisions sous la responsabilité de quatre sous-secrétaires d'Etat, les Unterstaatssekretäre : 1°) celui de l'Intérieur, des Cultes et de l'Instruction ; 2°) celui de la Justice ; 3°) celui des Finances et des Domaines ; 4°) celui de l'Industrie, de l'Agriculture et des Travaux Publics. Plus tard s'y ajouta le sous-secrétariat des Enseignements Secondaires et Supérieurs.

Un Staatsrat ou Conseil d'Etat fut adjoint au gouvernement alsacien-lorrain. Présidé par le Statthalter, il comprenait, outre le Ministerium et des juges, douze membres nommés par l'Empereur, dont quatre sur proposition du Landesausschuss. Les membres du Landesausschuss passaient de 30 à 58 : 34 élus par les Bezirkstage de Colmar, Strasbourg et Metz, 20 par les 33 Kreise nouvellement délimités, 4 par les conseils municipaux (Gemeinderäte) de Strasbourg, Colmar, Mulhouse et Metz. Désormais, le Landesausschuss pouvait proposer des lois nouvelles pour l'Alsace-Lorraine et transmettre des pétitions au Ministerium.

Grâce à la politique autonomiste, la loi du 4 juillet 1879 jetait les bases politiques de l'identité du Reichsland Elsaß-Lothringen. L'Alsace-Lorraine prenait en main son propre destin.

3. Les premiers Statthalter

Trois semaines après la promulgation de la loi constitutionnelle du 4 juillet 1879, le 23 juillet, Edwin Freiherr von Manteuffel fut nommé premier Statthalter du Reichsland Elsaß-Lothringen et remplaçait le 1^{er} octobre suivant l'Oberpräsident Eduard von Moeller.

Né à Dresde en 1809, ancien aide de camp du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, gouverneur du Schleswig en 1864, général de l'armée prussienne du Main lors de la guerre contre l'Autriche en 1866, vainqueur de l'armée de Bourbaki en 1870-1871, commandant-général des troupes d'occupation en France, le Generalfeldmarschall von Manteuffel était un vieillard de 70 ans très estimé et très spirituel, une personnalité puissante et pleine de charme, parlant un français parfait.

Comme sa nomination de Statthalter avait été précédée par sa nomination de commandant du 15^{ème} corps d'armée installé en Alsace-Lorraine, von Manteuffel cumulait tous les pouvoirs civils et militaires du Reichsland.

En ouvrant la première session du Landesausschuss, il annonça sa ferme volonté d'obtenir la reconnaissance de la totale autonomie de l'Alsace-Lorraine aussi bien dans la législation que dans la constitution du Reich impérial ; l'Alsace-Lorraine devait retrouver au sein des peuples allemands son ancienne place de Kernland.

L'année même de sa mort, le 13 janvier 1885, il proclamait encore au Landesausschuss :

«Je déclare en toute franchise que je me suis fixé comme dernier devoir de ma vie d'obtenir à l'Alsace-Lorraine sa Constitution d'autonomie, et j'ai placé mon honneur en ce fait que l'on puisse

un jour graver sur ma tombe : «Ci-gît l'homme, sous l'administration duquel l'Alsace-Lorraine a obtenu les mêmes droits que les autres Etats».

L'Alsace-Lorraine a gardé de ce grand Statthalter, le souvenir d'un homme très humain, très cultivé, d'humeur conciliante et d'une grande libéralité dont abusèrent certains notables. Le 17 juin 1885, il mourut à Karlsbad (Bohême) sans avoir pu achever l'œuvre entreprise.

Le 11 octobre 1885, Furst Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingsfurst était nommé deuxième kaiserliche Statthalter d'Alsace-Lorraine. Né à Roten-burg en 1819, ancien ministre des Affaires Etrangères du roi Louis II de Bavière, vice-président du Reichstag et ambassadeur d'Allemagne à Paris de 1874 à 1885, le prince était un diplomate habile et expérimenté, mais il dut rompre avec la politique conciliante de son prédécesseur von Manteuffel.

De 1886 à 1889 en effet, le boulangisme² suscitait en France une animosité revancharde contre l'Allemagne, orchestrée par des manifestations et des déclarations cocardières et chauvines. Avec la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède, il fomentait des troubles et provoquait des tensions en Alsace-Lorraine.

Le Statthalter se vit donc contraint de recourir aux pouvoirs discrétionnaires que lui accordait l'article 10 de la loi du 30 décembre 1871, appelé par les protestataires avec beaucoup d'exagération «Diktaturparagraph», mais ressemblant parfaitement à l'article 9 de la loi française du 9 août 1849 ou même au fameux article 16 de la constitution actuelle de la France...

Il fut amené à dissoudre des chorales et des sociétés de gymnastique qui n'étaient que camouflages pour la propagande française; il fit condamner, suspendre et supprimer des journaux ; de 1888 à 1891, il obligea les Français désirant se rendre dans le Reichsland Elsaß-Lothringen à se munir d'un passeport visé à Paris et interdit les inscriptions françaises sur la voie publique dans les régions germanophones.

Parallèlement à cet aspect plutôt déplaisant, mais peut-être inévitable, de son gouvernement, le prince de Hohenlohe-Schillingsfurst inscrivit à son actif l'important développement que connut alors l'Alsace-Lorraine dans tous les domaines : industrie, artisanat, agriculture, commerce, travaux publics.

Il mit en application d'excellentes lois sociales, améliora les procédures juridiques. Il fit construire le beau Palais du Landesausschuss et l'inaugura en 1893. Enfin, il fit naître dans le cœur des Alsaciens-Lorrains ce sentiment d'admiration pour l'efficacité qui caractérise l'administration allemande, et dont ils ont jusqu'à nos jours conservé le souvenir nostalgique.

En recourant à la loi municipale de l'Empire, il put nommer des «maires professionnels» en lieu et place des maires élus, battant ainsi en brèche l'influence exagérée des notables, bourgeois francisés, sur la masse populaire. Cette libération psychologique et les résultats économiques et administratifs spectaculaires ne furent point étrangers à la naissance d'un climat favorable à la prise de conscience d'une nation nouvelle : le **Volkstum Elsaß-Lothringen**.

Lorsque le deuxième Statthalter quitta Strasbourg le 11 octobre 1894, ce fut pour devenir Reichskanzler de l'Empereur Guillaume II de 1894 à 1900. Il laissa toutefois en Alsace son fils, le prince Alexander de Hohenlohe-Schillingsfurst, élu député de Haguenau-Wissembourg au Reichstag de 1893 à 1903, avant de remplir comme Bezirkspräsident à Colmar de 1898 à 1906 les fonctions d'administrateur de la Haute-Alsace.

L'Empereur Guillaume 1er étant décédé le 9 mars 1888, son fils Frédéric III lui avait succédé pour 99 jours seulement — car il mourut d'un cancer à la gorge le 15 juin de la même année, laissant le trône impérial à Guillaume II. Ce fut donc le dernier des empereurs Hohenzollern qui nomma le troisième Statthalter du Reichsland Elsaß-Lothringen, Fürst Hermann von Hohenlohe-Langenburg.

Ce prince, cousin du précédent Statthalter et oncle de l'impératrice Augusta-Victoria von Schleswig-Holstein, était né à Langenburg en Wurtemberg en 1832. Il avait servi comme général de

cavalerie dans les armées wurtembergeoises, autrichiennes et badoises. Surtout préoccupé par son rôle représentatif et particulièrement intéressé par les affaires culturelles, il laissa l'administration courante aux mains de ses Staatssekretäre (von Puttkammer jusqu'au 18 juillet 1901, et von Koeller à partir d'octobre de la même année).

Ces secrétaires d'Etat continuèrent efficacement l'œuvre des administrations précédentes. Entre le Landesausschuss et le Statthalter, les relations étaient exemplaires.

Le 1er janvier 1900, le code civil allemand remplaça le code Napoléon de 1804. Le 18 juin 1902, le «Diktaturparagraph» était abrogé. Le 21 juin 1905, une loi améliorait sensiblement le droit de réunion et d'association, tandis que la loi d'Empire du 19 avril 1908 donnait aux partis politiques et aux journaux d'opinion un essor considérable, favorisant l'éducation politique du peuple et le libérant progressivement de la tutelle des notables.

Depuis le 1er novembre 1907 régnait un nouveau Statthalter, le quatrième du Reichsland Elsaß-Lothringen : le comte Karl von Wedel. C'était un ancien général de cavalerie au service du royaume de Hanovre qui à ce titre avait combattu les Prussiens à Langensalza en 1866. Depuis 1891, il avait embrassé la carrière diplomatique, et après un passage à Stockholm, avait été successivement ambassadeur d'Allemagne à Rome et à Vienne.

Le comte von Wedel, familier de la scène politique mondiale, avait épousé une princesse suédoise, née Stéphanie von Hamilton ; elle était célèbre non seulement pour sa beauté, mais plus encore pour sa grande compréhension vis-à-vis des problèmes spécifiques de l'Alsace-Lorraine et pour sa charité envers les enfants handicapés. Restée très attachée à l'Alsace, même après 1918, elle avait acquis en 1925 une concession au cimetière Saint-Urbain à Strasbourg pour y être enterrée.

Pourtant, le comte von Wedel n'eut point la partie belle. La crise marocaine battait son plein ; la France manifestait sa volonté de revanche militaire, affichait son alliance avec la Russie et son entente avec le Royaume-Uni, multipliait ses interventions en Alsace-Lorraine soit ouvertement par le «Souvenir Français», les conférences, la Revue Alsacienne Illustrée, le Musée Alsacien, etc., soit secrètement par son argent et ses agents, comme le docteur Pierre Bücher.

Mais le Statthalter avait aussi de bonnes cartes dans son jeu. Une nouvelle génération d'Alsaciens-Lorrains, qui n'avait point connu la France, était née, et depuis 1890 elle commençait à se faire entendre. Instruits par les écoles allemandes, les jeunes pouvaient continuer leurs études à l'université «Kaiser Wilhelm» de Strasbourg, ouverte en mai 1872 et devenue rapidement célèbre, ou bien fréquenter les autres universités allemandes, surtout celles de Fribourg-en-Brisgau, de Heidelberg et de Tübingen.

Jeunes et adultes étaient par ailleurs formés par la presse locale, les stages socio-économiques à Mönchen-Gladbach, les voyages ; la nouvelle génération se sentait dans son élément naturel et de plain-pied avec ses concitoyens allemands du même âge. Avec pourtant une différence : le destin de leur Heimat ne reposait point encore totalement en leurs propres mains, ils ne jouissaient pas encore de l'autonomie des autres Etats fédérés.

La France avait perdu son attrait séducteur. En 1872, l'année des «options» et de la violente campagne anti-allemande de la Ligue d'Alsace de Gambetta, sur 33 475 jeunes gens arrivés à l'âge du service militaire, 7 454 seulement s'étaient présentés dans les casernes. Il est vrai que tous ceux qui avaient servi l'année précédente dans la garde mobile française en avaient été dispensés, ainsi que les réformés.

Mais il n'en reste pas moins que nombre de conscrits alsaciens-lorrains s'étaient engagés cette année-là dans l'armée française avec des rêves de gloire et d'expéditions coloniales. Les lettres que ces jeunes gens envoyèrent à leurs familles pouvaient et devaient faire illusion sur leur sort, mais pour un temps seulement. En effet, la réalité était bien différente, comme le déclarait l'ancien député protestataire de 1871, Emile Keller, le 16 janvier 1904 :

«... Comment ces jeunes gens, cette jeunesse annexée venant servir la France, comment furent-ils

accueillis ? Ah ! je rougis de le dire ; au lieu d'être reçus à bras ouverts comme des Français qui venaient réclamer et conserver leur nationalité, ils ont été traités comme des déserteurs allemands. On les a incorporés dans la Légion Etrangère où on n'a même pas daigné leur faire des compagnies et des bataillons séparés et on les a mêlés aux déserteurs de tous pays. Et de là, on les a expédiés dans des colonies au climat meurtrier où il en est mort 500 par an. Il a fallu dix-huit ans de réclamations pour obtenir une loi ouvrant enfin aux Alsaciens-Lorrains les régiments français...».

Cette loi, qui avait été proposée par Emile Keller lui-même, ne fut jamais vraiment appliquée, comme nous l'apprend une lettre du 4 mars 1902 adressée à la Libre Parole :

«... M. Keller le constate lui-même : Sous prétexte, écrit-il, que les jeunes volontaires n'apportent pas tous les papiers nécessaires exigés, on n'hésite pas à les incorporer dans la Légion Etrangère et à les envoyer prématurément mourir dans une colonie, alors qu'ils pourraient former un si excellent noyau de soldats de métier dans notre armée nationale».

Par ailleurs, la situation religieuse en France et en Allemagne se trouvait inversée en ce début du XXème siècle. Cléricale sous Mac-Mahon, la IIIème République française était passée à l'anticléricalisme sectaire des radicaux, alors que l'Empire allemand avait pris le chemin inverse.

En 1901, Martin Spahn, fils du chef des catholiques allemands et leader du Zentrum, obtenait à l'âge de 25 ans l'importante chaire d'histoire contemporaine à l'université de Strasbourg, tandis que l'empereur Guillaume II ouvrait en 1903-1904 la magnifique faculté de Théologie catholique, avec des professeurs de renom comme le Dr Albert Ehrhard et le futur cardinal Faulhaber, archevêque de Munich.

En février 1903, le chancelier von Bülow autorisait le retour des ordres religieux chassés par le Kulturkampf, et l'empereur allemand recevait en mai 1903 au Vatican un excellent accueil du pape Léon XIII. Guillaume II était très estimé par Pie X qui déclara à un diplomate italien étonné de cette considération pour un protestant: *«Protestant ! Protestant ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Protestant tant que vous voudrez, mais honnête, grandement honnête. Avec lui, on peut s'entendre !».*

Le 5 janvier 1906, à Metz, le cardinal Kopp remettait solennellement à l'empereur allemand les insignes de l'Ordre du Saint-Sépulcre.

En France par contre, l'anticléricalisme faisait rage. En 1903, Combes expulsait les congrégations enseignantes ; en janvier 1904, le gouvernement français allait jusqu'à interdire la lecture de notre Volksfreund ! Enfin, en 1905, c'était la rupture unilatérale du Concordat de Napoléon, la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

En Alsace, cette politique jeta le trouble dans l'esprit et le cœur des catholiques francophiles. Député au Reichstag, l'abbé Wetterlé dépeignait ainsi la France dans son Journal de Colmar le 10 mai 1903 :

«Les finances sont saccagées, l'armée et la magistrature en pleine décomposition, la criminalité augmente, les catastrophes financières se multiplient, les grèves éclatent partout, l'industrie et le commerce sont compromis, les libertés si chèrement achetées sont détruites une à une... Sur toutes ces ruines, l'égoïsme sectaire de quelques hommes sans valeur triomphe béatement. La religion est atteinte, mais avec elle sont partis et la prospérité de la nation et le respect de l'étranger. Les jacobins ont tout détruit, ils n'ont rien mis à la place...».

Puis il présentait ainsi l'Allemagne de Guillaume II :

«L'Allemagne a un souverain qui comprend mieux les intérêts de son pays et de sa couronne. Le contraste entre sa prospérité et la décadence de nos voisins à l'Ouest ne fait que mieux mettre en relief les avantages d'une politique de justice et de tolérance... L'auguste vieillard qui veille aux destinées du catholicisme (Léon XIII) a mis sa main bénissante dans la main loyale de l'empereur allemand, et c'était là comme le symbole d'une alliance solide entre la plus grande puissance

matérielle et la plus grande puissance morale de notre temps, spectacle réconfortant pour tous ceux qui ont le souci de la civilisation et du calme développement de nos institutions économiques et sociales».

De même qu'en 1814 le Kulturkampf avait détourné les Alsaciens-Lorrains catholiques de l'Allemagne pour les jeter dans la «Protestation», l'anticléricalisme de Paris les détournait de la France à partir de 1903, les rejetant dans l'autonomisme au sein de l'empire fédéral allemand. Ainsi naissait le second autonomisme, l'autonomisme clérical, qui prenait la relève de l'autonomisme anticlérical de Schneegans et de ses amis libéraux.

4. La constitution de 1911

Dès le 10 mars 1903, le Landesausschuss avait adopté à l'unanimité moins une voix la motion du doyen Krafft demandant la transformation du Landesausschuss en Landtag ainsi que trois députés au Bundesrat, motion reprise le 5 mai 1904 par Goetz.

Puis les députés au Reichstag prirent la relève. Le 12 mai 1905, à l'instigation de Preiss, député du Kreis Colmar, ils adoptèrent une ancienne idée de Schneegans, l'érection du Reichsland Elsaß-Lothringen en Kaiserland Elsaß-Lothringen. Ils revinrent à la charge devant le Reichstag le 5 décembre 1905, le 3 décembre 1909 et le 14 mars 1910. En vain.

Dès sa prise de pouvoir en 1907, le Statthalter von Wedel se montra favorable à l'autonomie. Mais il pensait que l'occasion favorable pour l'établissement du Bundesstaat Elsaß-Lothringen avait été manquée en 1905. Les attermolements de Berlin et les méfiances exagérées des milieux politiques allemands avaient indisposé, puis aigri les autonomistes. Le Dr Pfleger, ne menaçait-il pas en 1908, en plein Landesausschuss, d'en appeler à la conscience internationale ?

De Strasbourg, von Wedel attirait donc inlassablement l'attention gouvernementale sur la nécessité de plus en plus urgente d'accorder à l'Alsace-Lorraine la Constitution qui en ferait un Bundesstaat analogue aux autres Etats fédérés allemands. Il exposait qu'un Landtag issu du suffrage universel, conduit par les partis politiques, serait bien plus efficace et bien plus intéressant qu'un Landesausschuss dominé par quelques notables qui étaient souvent des bourgeois francophiles plus ou moins avoués.

En février 1908, il demandait à l'Empereur Guillaume II de «libérer les Alsaciens-Lorrains du sentiment humiliant, exprimé avec une vigueur croissante, de n'être que des Allemands de seconde classe» ; il proposait encore «de développer l'originalité alsacienne-lorraine dans le cadre allemand», car «un pays qui a la libre détermination de son sort renoncera peu à peu de lui-même à l'idée de redevenir une province française».

L'opinion publique attendait donc avec un intérêt particulier les visites de l'Empereur, dans l'espoir qu'il proclamerait l'érection du Reichsland en Bundesstaat. Guillaume II vint trois fois en Alsace-Lorraine durant l'année 1908. Le 13 mai, il inaugurait en grande pompe son château de Haut-Koenigsbourg, mais il se borna à lancer une proclamation solennelle à la population.

En juin, il rendit visite à son fils August-Wilhelm («Auwi») qui faisait ses études de droit à Strasbourg, mais il se contenta d'assister à la comédie en dialecte alsacien D'r Herr Maire et de décorer son auteur, Gustave Stoskopf, de l'Aigle Rouge de Prusse.

La troisième fois, en septembre, accompagné par Zorn von Bulach, il traversa la Haute-Alsace pour monter au col de la Schlucht ; il roulait en automobile à la vitesse alors remarquable de 60 km/h.

Une petite compensation devait néanmoins clore l'année 1908 si riche en désillusions : pour la première fois, un Alsacien entra au Ministerium du Reichsland Elsaß-Lothringen en qualité de Staatssekretär (secrétaire d'Etat). En décembre 1908, le Statthalter nommait Hugo Freiherr Zorn von Bulach comme successeur de von Koeller qui avait donné sa démission en octobre.

Hugo Zorn von Bulach était le fils de l'ancien chambellan de Napoléon III, et de 1890 à 1908 il

avait été chargé du sous-secrétariat à l'Agriculture, l'Industrie et les Travaux Publics. Il était aussi le frère de Mgr François Zorn von Bulach, évêque-coadjuteur depuis 1901 du bon Mgr Adolf Fritzen, évêque de Strasbourg de 1890 à 1919. (De tendance libérale et moderniste, Mgr Fritzen avait été précepteur des enfants du roi de Saxe).

Le 14 mars 1910, en réponse aux deux motions déposées au Reichstag par les députés alsaciens-lorrains, le chancelier Bethmann-Hollweg révéla qu'il avait déjà pris l'initiative de préparer un projet de loi octroyant une Constitution fédérale au Reichsland Elsaß-Lothringen.

Les journaux y firent immédiatement écho. Le 22 avril 1910, le Journal d'Alsace-Lorraine, que finançait en partie le gouvernement français, avançait cette proposition de neutralité : *« Avec la Suisse, le Luxembourg, la Belgique et la Hollande, l'Alsace-Lorraine formera ainsi, tout en restant pays d'empire allemand, la bande neutre qui empêchera toute action directe par les armes »*.

C'était reprendre quarante années plus tard l'idée que le comte Agénor de Gasparin, ancien conseiller d'Etat français et ancien député corse, avait exprimée dès 1870, dans son ouvrage ***La République Neutre d'Alsace***.

De son côté, le député au Reichstag Wetterlé écrivait le 2 juin 1910 dans Le Nouvelliste : *« Nous ne serons entièrement satisfaits que lorsque nous aurons une autonomie totale qui en tous points nous mette sur le même pied que les autres Etats allemands »*.

La conception d'une Alsace-Lorraine autonome et neutre fut encore relancée le 27 novembre 1910 par G. Ginzert, président du Comité d'Initiative pour le Monument de Wissembourg, monument inauguré le 17 octobre précédent en présence de 50 000 Français, Allemands et Alsaciens-Lorrains.

En 1911, un prix Nobel de la Paix, Albert Gobât, de nationalité suisse, publiait à Strasbourg *Le cauchemar de l'Europe*. Dans cette brochure, il souhaitait que l'Alsace-Lorraine, autonome et Etat fédéré de l'empire allemand, forme avec la Belgique et le Luxembourg un Etat-tampon entre Français et Allemands.

Cette même année, le 24 mai 1911, après bien des discussions, le Reichstag votait une loi électorale pour l'Alsace-Lorraine par 261 voix contre 47. Deux jours plus tard, le 26 mai, il adoptait à la majorité de 212 voix contre 94 la loi constitutionnelle pour l'Alsace-Lorraine ou Verfassungsgesetz. Acceptées par le Bundesrat dès le 27 mai, les deux lois organiques furent promulguées par l'empereur le 31 mai 1911.

L'article premier stipulait que l'Alsace-Lorraine était l'équivalent d'un Etat fédéré : « *Elsaß-Lothringen gilt... als Bundesstaat* ». A ce titre, le nouvel Etat disposait de trois voix au Bundesrat ; toutefois, ces trois voix n'entraient pas en ligne de compte si elles devaient donner une majorité favorable au royaume de Prusse (Preussenklause) ni pour les questions de guerre et de paix.

L'article 2 exposait en 28 paragraphes l'ensemble de la Constitution d'Alsace-Lorraine. D'abord, l'Empereur d'Allemagne conservait l'autorité souveraine et délguait un Statthalter ou gouverneur à la tête d'Elsaß-Lothringen. Résidant à Strasbourg, le Statthalter conservait les pouvoirs conférés par la loi du 4 juillet 1879, avec droit d'utiliser l'armée à des fins de police.

Il nommait et instruisait les plénipotentiaires envoyés au Bundesrat, contresignait les ordonnances et les décrets impériaux afin d'en endosser la responsabilité. Par délégation impériale, il pouvait exercer les pouvoirs souverains avec la contresignature de son secrétaire d'Etat, qui à l'échelon local lui servait en quelque sorte de chancelier ou de Premier ministre.

Avec l'accord des deux chambres du Landtag, l'Empereur promulguait les lois qui entraient en vigueur 15 jours après leur publication dans le Bulletin des Lois d'Alsace-Lorraine. Chaque année, le Landtag votait la loi sur le budget du Land.

Le Landtag comprenait deux chambres.

La « Première Chambre » ou Erste Kammer, genre de Sénat, comptait parmi ses membres :

— les évêques de Strasbourg et de Metz, le président de la Commission supérieure de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, le président du Bureau du Synode de l'Eglise Réformée, et le président du Tribunal

— un représentant de l'université «Kaiser Wilhelm» de Strasbourg élu par les professeurs et les employés universitaires, un représentant élu du consistoire israélite, quatre représentants élus respectivement par les conseils municipaux de Strasbourg, Metz, Colmar, Mulhouse ; en outre, quatre représentants élus par les Chambres de Commerce des quatre villes principales, six représentants des Conseils agricoles (deux pour la Haute-Alsace, deux pour la Basse-Alsace et deux pour la Lorraine, l'un des deux étant nécessairement petit propriétaire) ; enfin deux représentants de la Chambre des Métiers de Strasbourg. Etaient encore prévus trois délégués d'ouvriers, après le vote d'une loi organisant la représentation ouvrière

— Enfin l'Empereur se réservait le droit de désigner, jusqu'à concurrence de la moitié des membres, des Reichsangehörige, c'est-à-dire des citoyens allemands vivant en Alsace-Lorraine.

Pour être membre de cette «Première Chambre», il fallait être âgé d'au moins 30 ans, être Reichsangehörig et être domicilié en Alsace-Lorraine. Le mandat était de 5 années.

La «Deuxième Chambre» (Zweite Kammer) correspondait à l'Assemblée Nationale. Les députés étaient élus pour 5 ans au suffrage universel et direct, à bulletins secrets. Pour être électeur, il fallait être citoyen allemand Reichsangehörig, âgé de 25 ans au moins, être domicilié en Alsace-Lorraine depuis 3 ans (mais seulement 1 an si l'on était fonctionnaire, instituteur ou ministre du culte). Pour être éligible, il fallait payer l'impôt direct et être âgé d'au moins 30 ans. L'ordonnance impériale du 3 juillet 1911 précisait que les élections se feraient au scrutin uninominal à deux tours, dans 60 circonscriptions électorales.

L'Empereur convoquait, ouvrait, prorogait, clôturait et dissolvait les deux Chambres du Landtag qui devaient se réunir au même moment une fois l'an. Il était donc impossible d'être à la fois membre des deux Chambres.

Les députés au Landtag représentaient collectivement le Volkstum d'Alsace-Lorraine et jouissaient de l'immunité parlementaire ; ils ne pouvaient exercer leur mandat qu'après avoir prêté serment d'obéissance à la Constitution et de fidélité à l'Empereur : «Gehörsam der Verfassung und Treue dem Kaiser». Les débats du Landtag étaient publics et avaient lieu en allemand.

Les deux Chambres partageaient avec l'Empereur l'initiative des lois et elles pouvaient interpellier le gouvernement ou remettre des pétitions. Les membres du Ministerium pouvaient assister aux débats et être entendus. Les décisions se prenaient à la majorité absolue des voix, à condition que le quorum des membres présents fût atteint (c'est-à-dire 23 pour la Erste Kammer et plus de 30 pour la Zweite Kammer).

Le paragraphe 26 imposait dans l'administration et dans l'enseignement la langue allemande dans les régions germanophones et la langue française dans les régions francophones. Un modèle de respect des identités linguistiques que la France jacobine ignore !

Telle quelle, la Constitution du 31 mai 1911 restait assurément imparfaite. En tant qu'équivalent d'un Etat fédéré, Elsaß-Lothringen possédait bien la forme extérieure d'un Etat, mais il n'en était pas encore un dans son essence, ne disposant pas encore de la souveraineté propre et étant soumis à l'empereur d'Allemagne qui y déléguait son Statthalter ; en outre, l'Alsace-Lorraine ne pouvait de sa propre autorité modifier sa propre Constitution.

En d'autres termes, Elsaß-Lothringen était bien un Etat, mais un Etat encore sous tutelle. C'est pour ce motif que les sept députés du Zentrum Elsaß-Lothringen se permirent d'exprimer leur déception en votant contre, sachant par ailleurs que la loi constitutionnelle serait adoptée à une confortable majorité.

Ce qui du reste n'empêchera point l'un d'entre eux, l'abbé Wetterlé, d'écrire le 20 mai 1921 dans *Le problème alsacien-lorrain*:

«Sans en avoir l'indépendance, l'Alsace-Lorraine avait donc effectivement les principales attributions d'un Etat autonome ; et parmi ses prérogatives, la principale était la possibilité de faire voter par son parlement particulier son budget et ses lois locales» («Revue de la Semaine»).

5. Partis politiques et élections au Landtag

Durant les premières décennies du Reichsland Elsaß-Lothringen, la vie politique dominée par les notables se répartissait entre deux tendances principales :

— le courant protestataire, dont le programme politique se ramenait à une jactance patriotique, aussi vide que théâtrale, puisque ses partisans se contentaient de protester et de s'abstenir de toute action constructive ;

— le courant autonomiste, qui depuis 1873 surtout se présentait comme un mouvement dynamique et efficace, résolument tourné vers l'avenir et l'action ; c'est lui qui conduisit l'Alsace-Lorraine à sa maturité politique.

Progressivement, le courant autonomiste s'enrichit, se diversifia, entraîna les protestataires, se modifia, de sorte que l'on pouvait inventorier cinq partis alsaciens-lorrains en 1911. Le plus important et le plus célèbre fut le Zentrum Elsaß-Lothringen. Son origine remonte à la fin de 1894, lorsque Mgr Muller-Simonis fonda la Katholische Volkspartei, qui devint la Elsaß-Lothringische Landespartei en 1903 au moment des élections au Reichstag ; trois ans plus tard, en 1906, la Landespartei devenait le Zentrum Elsaß-Lothringen.

Ce parti défendait en premier lieu les droits du catholicisme et comptait beaucoup d'ecclésiastiques dans ses rangs. Mais il recherchait aussi le bonheur du peuple: «das Volkswohl soll sein das höchste Gesetz» ; et sa visée politique était d'obtenir le statut complet d'Etat fédéré allemand: «Elsaß-Lothringen in die Stellung eines vollberechtigten deutschen Bundesstaates einrücken zu lassen».

Grâce aux 35 000 membres du Volksverein, fondé en 1890 par Ludwig Windthorst, qui allaient se former à l'université Populaire de Mönchen-Gladbach près de Cologne, le Zentrum Elsaß-Lothringen possédait un programme social avancé, réclamant par exemple la formation professionnelle, la défense des classes moyennes et la justice sociale pour les ouvriers selon l'encyclique Rerum Novarum de Léon XIII (15 mai 1891). Les jeunes membres du parti passaient depuis 1904 par le Windthorstbund alsacien. Son électorat se trouvait dans les campagnes et les villes moyennes, parmi les ruraux, la petite bourgeoisie et les ouvriers chrétiens, surtout ceux de Mulhouse.

Du Zentrum Elsaß-Lothringen, presque exclusivement enraciné dans la Haute et Basse-Alsace, il faut rapprocher le Lothringer Block ou Bloc Lorrain, uniquement circonscrit à la Lorraine mosellane ; dominé par le patronat sidérurgique de Lorraine, ce parti était socialement en retrait sur le Zentrum Elsaß-Lothringen qu'il rejoignait surtout sur le plan religieux.

La Sozialdemokratische Partei n'était point un parti autonome et spécifique comme les deux précédents, mais une simple section locale du Parti social-démocrate d'Allemagne, dont elle suivait les mots d'ordre. La collaboration de ses membres avec ceux du Zentrum Elsaß-Lothringen était fréquente, car les deux partis combattaient pour la justice sociale et le particularisme alsacien-lorrain.

Leurs différences apparaissaient essentiellement au niveau religieux. Fondée en 1890 et deuxième parti en importance avec ses 3 088 adhérents en Alsace et ses 488 en Lorraine (en 1910), la Sozialdemokratische Partei recueillait des voix surtout à Strasbourg, Mulhouse et Colmar, ainsi que dans les centres industriels.

Les démocrates se rencontraient dans la **Elsaß-Lothringische Volkspartei** créée par Blumenthal en 1895. A l'exemple des radicaux français, ils réclamaient la neutralité confessionnelle à l'école (laïcité), la séparation de l'Eglise et de l'Etat, des réformes démocratiques et la fin du régime

d'exception de l'Alsace-Lorraine. Ils trouvaient leur électorat surtout en Haute-Alsace, à Colmar, Munster et Sainte-Marie-aux-Mines.

Les libéraux, héritiers de la Révolution de 1789 et du spiritualisme protestant allemand, créèrent la Libérale Landespartei le 17 mai 1903 en réunissant onze associations, dont le Strassburger Burgerverein de 1901. De nombreux fonctionnaires impériaux, les Alt-Deutsche, y trouvaient asile ; son électorat se situait dans la haute bourgeoisie et les grandes villes. Le parti libéral était tiraillé entre le réformisme et le conservatisme, entre l'attachement à l'Allemagne et l'attachement à la France.

Le sixième et dernier parti avait été constitué spécialement pour les élections au nouveau Landtag, par l'abbé Emile Wetterlé dont il a déjà été et dont il sera encore question dans la suite. Il était Alsacien de souche récente ; son arrière grand-père en effet, avait quitté la ville d'Adelshausen au Wurtemberg dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle. Le nom primitif de la famille était Windelein et la raison pour laquelle il fut transformé en Wetterlé demeure inconnue.

Emile Wetterlé naquit moins d'un siècle après l'immigration de sa famille à Colmar, en 1861. De 1873 à 1878, il fréquenta le petit-séminaire de La Chapelle-sous-Rougemont (Territoire de Belfort) qu'il abandonna pour Aix-en-Provence avec l'intention d'entrer dans la marine française. Mais il était de très petite taille et il fut réformé. Il entra alors chez les Dominicains dans le Var, puis en Espagne à Salamanque sous le nom de frère Marie-Paul.

Malade, il quitta la vie religieuse à la fin de 1882 et se rendit chez les Jésuites à l'université d'Innsbruck. Ses biographes lui reconnaissent «une jeunesse active, bouillonnante, voire même indisciplinée et rétive au frein et au mors». Ordonné prêtre en 1885, il fut d'abord pendant cinq ans précepteur dans une famille bourgeoise, puis devint vicaire à Mulhouse à partir de 1890. En 1892, il publiait une petite brochure de 46 pages qui attira l'attention : La presse catholique en Alsace, et se lança dès lors dans le journalisme avec l'impétuosité de David contre Goliath. En 1898, le Kreis de Ribeauvillé l'envoyait pour la première fois au Reichstag ; en 1900 il entra au Landesausschuss.

Bourgeois très francophile malgré son article virulent du 10 mai 1903, soutenu moralement et financièrement par les agents du gouvernement français, il créa un parti autonomiste équivoque dont l'extrémisme devait, d'une part exciter la méfiance du gouvernement allemand et ruiner par la surenchère l'action bénéfique des autonomistes authentiques, et d'autre part, fomenter une agitation irrédentiste en faveur de la France.

Avec 24 de ses amis, parmi lesquels le Dr Pfleger, Preiss et l'anticlérical Daniel Blumenthal dont le père était né à Telszė en Lituanie, l'abbé Wetterlé publia le 4 juin 1911 un Manifeste dans lequel il attaquait la nouvelle Constitution alsacienne-lorraine du 31 mai 1911 : «Elle représente dans son ensemble un recul ; nous sommes plus éloignés de l'autonomie qu'auparavant».

Puis, il annonçait la fondation de la Elsaß-Lothringische Nationalpartei (Parti National alsacien-lorrain) et terminait par cet appel :

«Alsaciens et Lorrains !... Ne pensez qu'au seul but élevé qui nous est à tous commun : la création d'un Etat alsacien-lorrain autonome et de mêmes droits que les autres Etats fédérés, au sein de l'empire allemand, dans lequel notre originalité alsacienne-lorraine peut s'épanouir librement (Die Schaffung eines gleichberechtigten, selbständigen Staates Elsaß-Lothringen im Deutschen Reiche, in welchem unser elsäß-lothringisches Volkstum sich frei entfalten kann)».

Il s'agissait là d'un mensonge patent, comme le reconnut Wetterlé lui-même en mai 1919 en révélant son but véritable :

«Deux hypothèses se présentaient en effet devant nous ; ou bien, l'empire, désireux d'écarter enfin la question d'Alsace-Lorraine, nous permettrait de former un Etat indépendant, et alors nous profiterions des libertés conquises pour renouer la chaîne de nos traditions françaises ; ou bien, il opposerait à nos justes revendications une fin de non-recevoir absolue, et alors nous pourrions arguer de son refus pour entretenir dans notre population un esprit d'opposition irréductible, tout

en ne sortant pas des voies légales» {L'Alsace et la Guerre, p. 21).

Le 29 juin 1911, le nouveau parti manœuvré par Paris s'appela Elsaß-Lothringischer Nationalbund ou Union Nationale d'Alsace-Lorraine ; Wetterlé en obtint la présidence. Le lendemain, le Nouvelliste indiquait le programme du pseudo-autonomisme, destiné à couler le vrai autonomisme. Il réclamait :

- que l'accès aux charges publiques soit réservé, dans la mesure la plus large, à l'élément autochtone ;
- que la préférence soit donnée aux Alsaciens-Lorrains au cours des adjudications publiques ;
- le refus du vote des crédits militaires allemands ;
- le service militaire effectué en Alsace-Lorraine ;
- la création de consulats alsaciens-lorrains à l'étranger ;
- le respect, dans l'enseignement, des traditions de la famille et du pays dans l'âme des enfants ;
- le respect absolu de l'individualité du peuple alsacien-lorrain, telle que l'ont formée l'usage de deux langues et le contact avec deux civilisations différentes, etc.

Les élections pour la Zweite Kammer du Landtag se déroulèrent les 22 et 29 octobre 1911. Pour les 60 sièges à pourvoir, 184 candidats se présentèrent au premier tour. La participation fut importante : 80,67 % pour toute l'Alsace-Lorraine (82,70 % pour la Haute-Alsace, 82,10 % pour la Basse-Alsace, 77 % pour la Lorraine).

Le principal vainqueur de la campagne électorale fut le Zentrum Elsaß-Lothringen, qui avait lancé le slogan : «Elsaß-Lothringen den Elsaß-Lothringern ! (L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains !)». Au premier tour, il avait réuni 93 101 voix (31 % du total) et fit passer 24 députés auxquels s'adjoignirent 2 députés apparentés qui avaient bénéficié de l'appui du Zentrum, de sorte que finalement cette fraction comprenait 26 députés au Landtag. Le deuxième vainqueur fut la Sozialdemokratische Partei (S.D.P.) qui avec 71 476 voix remporta 11 sièges.

Les démocrates-libéraux s'étaient présentés sous deux partis : la Libérale Landespartei qui avec 47 759 voix obtint 7 sièges et la Elsaß-Lothringische Volkspartei qui avec 20 783 voix obtint 5 sièges ; mais comme un député de ce dernier groupe resta indépendant, les démocrates-libéraux ne comptaient que 11 députés au Landtag.

Le Lothringer Block obtint 10 députés, mais il avait affronté les élections en deux formations également : l'une se présenta sous son propre sigle et recueillit 4 sièges avec 18 478 voix ; l'autre appuyée par le Zentrum E-L obtint 6 sièges avec 16 287 voix. Enfin 2 indépendants siégeaient avec les 26 députés du Zentrum Elsaß-Lothringen, les 11 Sozialdemokraten, les 11 Liberal-Demokraten et les 10 députés du Lothringer Block.

Quant au parti pseudo-autonomiste soutenu par l'étranger, l'Elsaß-Lothringischer Nationalbund, il n'obtint pas un seul mandat et ne recueillit que 9 476 voix, soit 3,2 % des votes. Par contre, quelques signataires du Manifeste du 4 juin 1911 se firent élire sous le couvert du Zentrum Elsaß-Lothringen, cherchant à noyauter le Landtag, de sorte que la défaite de l'Allemagne en 1918 allait leur permettre de jouer plus tard un rôle capital mais néfaste.

La Erste Kammer du Landtag fut constituée entre le 14 octobre et le 10 novembre. Apolitique, elle comprenait 18 députés des corporations, 18 délégués de l'Empereur et 6 fonctionnaires membres de droit. Convoquées par le Statthalter von Wedel, les deux chambres du Landtag se réunirent pour la première fois le mercredi 6 décembre 1911. La Deuxième Chambre, couramment appelée Volksparlament, élut le Dr Eugène Ricklin comme président et le 22 décembre suivant, la Seconde Chambre élut à la présidence le sous-secrétaire d'Etat du Ministerium Elsaß-Lothringens, l'ancien maire de Strasbourg et curateur de l'Université, Otto Back.

Le 12 janvier 1912 eurent lieu les élections au Reichstag. Le Zentrum Elsaß-Lothringen recueillit 34 % des voix et envoya six députés à Berlin : le Dr Eugène Ricklin, Albert Thumann, l'abbé Emile Wetterlé, l'abbé Dionysius Will (qui fut remplacé le 10 septembre de la même année par l'abbé

Xavier Haegy), l'abbé Nicolas Delsor, et Karl Hauss. La Sozialdemokratische Partei recueillit 31,7 % des voix et envoya quatre députés : Joseph Emmel, Jacques-Laurent Peirottes, Bernhard Böhle et Fritz-Richard Fuchs. Enfin la Liberal-demokratische Partei ne recueillit que 19,5 % des voix et n'envoya à Berlin que Adolf Roeser.

Parallèlement à l'action politique tendue vers une véritable autonomie, se développait puissamment dans le pays — par la littérature, le théâtre, le chant, les autres arts, les associations — un profond sentiment du particularisme ethnique illustré par le fait qu'à partir de 1900, les professeurs Bloch et Wolfram consacraient leurs cours universitaires à l'histoire propre de l'Alsace et de la Lorraine.

En effet, l'Alsace-Lorraine portait en elle-même assez de valeurs culturelles et mystiques pour que pût naître, selon le vœu du comte Agénor de Gasparin en 1870, le sentiment de la nationalité alsacienne-lorraine. Pour l'élite des générations nouvelles, comme pour la masse silencieuse du Volkstum, la Heimat ne renvoyait pas en définitive à une «grande patrie», «Vaterland» allemand ou «Patrie» française : l'Alsace-Lorraine était pour ses vrais fils à la fois Heimat, Vaterland et Patrie, sans référence outre-Rhin ou outre-Vosges.

L'Alsacien-Lorrain était en train de récupérer son identité ethnique et son droit à la différence dans le cadre libéral de l'empire fédéral allemand, lorsque la première guerre mondiale vint tout remettre en question.

III – L'ALSACE-LORRAINE ET LA GUERRE DE 1914-1918

La complète maîtrise de son propre destin n'était plus pour Elsaß-Lothringen qu'une question de temps et de paix. Le sort implacable refusa l'un et l'autre à notre pays frontière. En effet, l'Alsace-Lorraine était devenue, tant pour la Illème République française que pour l'Empire allemand, un trophée qui récompenserait symboliquement le plus fort dans un monde où s'affrontaient orgueilleusement des impérialismes nationalistes, antagonistes et cupides.

1. Les prodromes

Ceux qui avaient librement choisi de quitter l'Alsace-Lorraine pour rester, ou devenir, Français — surtout des fonctionnaires, des militaires, des fils de bourgeois — avaient fondé en 1872 la Ligue de Délivrance, devenue dix ans plus tard l'ultra-nationaliste Ligue des Patriotes. D'abord soutenue par le gouvernement français, elle fut dissoute comme dangereuse en 1889 à la suite de la crise boulangiste, mais se reconstitua en 1891 sous la direction du chansonnier chauvin Paul Déroulède. Partout, cette ligue se démenait pour allumer une guerre de revanche contre l'Allemagne.

Cette Ligue des Patriotes finança en 1912 la publication d'ouvrages aussi partiels et haineux que le Professor Knatschke de J. J. Waltz, plus connu sous le nom de Hansi, tandis que Raymond Poincaré, devenu Président du Conseil, accordait des subventions pour l'impression de la mythique Histoire de l'Alsace racontée aux petits enfants d'Alsace et de France par l'oncle Hansi, écrite par le même fauteur de haine.

Un autre empoisonneur politique s'appelait Hinzelin. Non content d'écrire, il faisait encore des tournées de conférences dans les lycées et les collèges français, brochant sur quelques faits insignifiants «un tissu de racontars tendancieux et d'erreurs manifestes, sinon de mensonges».

L'abbé Wetterlé multipliait ses voyages en France, principalement au cours de l'hiver 1911-1912, attaquant l'administration alsacienne-lorraine et la Constitution, recueillant des fonds pour la propagande française en Alsace-Lorraine, poussant à la guerre de reconquête, comme dans le célèbre discours du Havre, qui annonçait la perte irrémédiable du peuple alsacien-lorrain pour la France, «à moins que...».

Georges Ducrocq, fondateur des «Marches de l'Est», et Paul Déroulède, président de la Ligue des

Patriotes, publiaient à Paris 214 pages de caricatures haineuses contre l'Allemagne et déformaient la situation réelle de l'Alsace-Lorraine ; ces caricatures étaient de Zislin. Dans un court texte d'accompagnement de 1913, on lit à la page 187 cette menace : «Les Alsaciens et les Lorrains savent que leur sort est lié au remaniement de la carte de l'Europe. Ils sont dans un état précaire et qui ne peut durer».

Mais l'agent le plus efficace et le plus habile de la propagande française en Alsace-Lorraine était le Dr Pierre Bücher (1869-1921). Il dirigeait la Revue Alsacienne Illustrée, les Veillées Alsaciennes, créait le Musée Alsacien de Strasbourg. S'il publiait depuis 1912 ses Cahiers d'Alsace, il avait bien soin que des auteurs allemands lui servent de masque et de couverture, à leur insu. Il faisait jouer en Alsace-Lorraine des œuvres dramatiques françaises, organisait des tournées de conférences pour les patriotes français et des cours d'enseignement populaire pour répandre la langue française.

En liaison avec le «Souvenir Français», il ouvrit en 1910 une Bibliothèque de livres français et organisait des fêtes qu'encadraient les membres de l'Association Familiale Alsacienne, spécialement soutenue par la comtesse de Pourtalès-Robertsau et par madame Gruber-Koenigshofen.

Il avait encore créé le Cercle des Etudiants qui, dissous en 1911, se mua en Cercle des Anciens Etudiants ; l'un des buts recherchés était la fréquentation des écoles et des universités françaises par des Alsaciens-Lorrains dont Paul Mellon Finança ou Fit financer, durant 14 années, les séjours en France.

Lorsque à partir du printemps 1913 une guerre contre l'Allemagne apparut de plus en plus probable, le Dr Bücher accepta d'être l'agent spécial du lieutenant-colonel A. Carré installé à Besançon ; il devait recruter déjeunes conscrits des régions de Strasbourg et Guebwiller, les faire engager dans l'armée française, et pour cela assurer leur passage à la frontière. Espion, il renseignait non seulement l'armée, mais également les journalistes et les écrivains français, tels Maurice Barrés (un ancêtre du national-socialisme) et Hallay.

En France, les poésies, les chansons et même les manuels scolaires distillaient le mépris et la haine à l'égard de l'Allemagne, exaltaient la guerre de revanche, présentaient l'acceptation du traité de 1871 comme une lâcheté à réparer.

En 1894, dans Christianisme et Patriotisme, Tolstoï s'étonnait déjà de l'esprit belliciste des livres en Russie et en France : «Tandis que dans les discours officiels, on parle sans cesse de paix, on fait entrer dans la tête du peuple, des jeunes générations, de tous les Russes et de tous les Français, l'idée que la guerre est nécessaire, qu'elle est juste, qu'elle est utile, oui, qu'elle est une chose glorieuse. Nous ne pensons pas à la guerre, nous ne nous préoccupons que de paix ! Qui diable trompe-t-on ici ?»

La caserne amplifiait naturellement l'intoxication commencée à l'école. Le but de tout soldat français ne pouvait être que la reconquête de l'Alsace-Lorraine. Le Petit Livre du Soldat regrettait que les circonstances n'aient point encore permis de déclarer la guerre à l'Allemagne, tandis que le Manuel Patriotique du Citoyen et du Soldat affirmait sereinement qu'une agression allemande serait de nature à réjouir les Français, parce qu'elle offrirait l'occasion de la revanche.

En fait, avant d'arriver à cette éventualité, deux solutions pouvaient être envisagées : le référendum et l'échange colonial. Certains, tels Novicow, préconisaient un référendum qui permettrait à l'Alsace-Lorraine de disposer d'elle-même conformément au droit des peuples. Mais les Allemands récusèrent une procédure qui jetterait le doute sur la légalité de leur conquête, tandis que les Français n'étaient pas assez certains que le plébiscite tournerait en leur faveur, surtout depuis que les «optants» avaient été relayés par des Alt-Deutsche entre Rhin et Vosges.

La seconde solution consistait à offrir des territoires coloniaux en compensation de l'Alsace-Lorraine. Ce marchandage avait des antécédents. En 1890, l'Angleterre avait échangé avec l'Allemagne l'île de Heligoland contre l'île de Zanzibar, et le 4 novembre 1911, la France accordait

à l'Allemagne d'importants territoires au Congo (le nouveau Cameroun) contre l'établissement de son protectorat sur le Maroc. Mais toutes les velléités d'arrangement diplomatique et d'échange territorial, même partiel, échouèrent.

Restait la violence guerrière. Elle existait et prenait malheureusement de plus en plus d'ampleur. En 1913, Jeanne et Frédéric Régamey publiaient à Paris *L'Allemagne Ennemie*. A la page 300, on peut lire cet appel au génocide :

«Il faut que tout le monde en soit convaincu chez nous, et il faut qu'au dehors les nations comprennent, qu'à l'heure actuelle, le tragique problème se pose ainsi : il y a en Europe vingt millions d'Allemands de trop ; l'Europe ne pourra vivre en paix que lorsqu'elle aura été débarrassée de ces vingt millions d'Allemands d'une façon ou d'une autre».

Il importe de dire que le peuple alsacien-lorrain, et c'est tout à son honneur, rejetait fermement une guerre qui ne pouvait qu'être désastreuse pour lui, qui ne lui apporterait que misères et souffrances. L'Alsace-Lorraine gémissant sous l'oppression de la botte prussienne était une image mensongère créée par les écrivains, les journalistes et les conférenciers avides de popularité et cherchant à justifier le désir de revanche militaire de la France humiliée par 1870. L'Alsace-Lorraine était alors foncièrement pacifiste et ne demandait qu'à continuer de vivre en paix.

Son aspiration pacifiste s'exprimait d'abord par des articles de journaux et dans des discours, aussi bien de l'abbé Haegy que d'Auguste Lalance. En octobre 1912, dix Alsaciens-Lorrains avaient été délégués aux grandes assises pacifistes tenues à Heidelberg par le Verband fur Internationale Verständigung ou Association pour la Concorde Internationale.

Le 9 mars 1913, le démocrate Drumm et le pasteur Scheer tinrent un congrès à Mulhouse ; à cette occasion ils firent une proclamation au peuple alsacien-lorrain où ils préconisaient une entente franche et honnête entre la France et l'Allemagne ; mais le Journal d'Alsace-Lorraine, qui travaillait pour la France, critiqua vivement cette proclamation qui semblait «approuver l'acte de folie allemand et désapprouver l'acte de raison français» (sic).

Le 13 mars suivant, dans un important meeting où fraternisaient catholiques et protestants, libéraux et socialistes, centristes et démocrates, les Alsaciens-Lorrains adoptèrent à l'unanimité une motion qui affirmait leur nationalité propre et leur volonté de servir de trait d'union entre la France et l'Allemagne.

Le 6 mai, toujours de l'année 1913, le Landtag Elsaß-Lothringens invitait officiellement le Statthalter Karl von Wedel à instruire les représentants d'Alsace-Lorraine au Bundesrat pour que celui-ci examine les voies et les moyens susceptibles d'amener un rapprochement entre la République française et l'Empire allemand.

Enfin, le 11 mai 1913, le Dr Ricklin, président du Landtag Elsaß-Lothringens, et un certain nombre de ses collègues se rendirent à la Conférence interparlementaire franco-allemande tenue à Berne à l'instigation de quelques membres du Conseil National Suisse ; les Français y étaient représentés par 164 députés et 21 sénateurs. Jean-Jaurès, vice-président de la réunion, fit adopter la déclaration suivante:

«La première conférence des parlementaires français et allemands... s'engage à une action incessante pour dissiper les malentendus, prévenir les conflits, et elle remercie de tout cœur les représentants de l'Alsace-Lorraine d'avoir facilité par leurs nobles déclarations, votées à l'unanimité, le rapprochement des deux pays pour une œuvre commune de civilisation».

Décus par cette condamnation de la guerre, les «patriotes» de la délégation française quittèrent la salle sans voter. Cependant, la folie meurtrière entraînait inexorablement l'Europe au massacre et à la destruction collective. Les esprits étaient tendus ; les provocations chauvines des Français déclenchaient des réponses pangermanistes non moins passionnées ; partout retentissait le cliquetis des armes que l'on apprêtait.

Le moindre incident, telle une injure lancée à une jeune recrue dans une caserne à Saverne, prenait des proportions stupides et insensées. L'on voulait la guerre, et de part et d'autre, l'on fit tout pour qu'elle éclate.

2. Les débuts de la guerre en Alsace-Lorraine

Lorsque le 26 juin 1914 les journaux annoncèrent la nouvelle de l'attentat de Sarajevo qui coûta la vie à l'archiduc d'Autriche, François-Ferdinand, et à son épouse, personne ne voulait cependant croire qu'une guerre mondiale sortirait vraiment d'un assassinat politique.

Mais rapidement, comme la Russie, alliée à la France depuis 1892-1893 par une convention secrète, soutenait énergiquement la Serbie responsable du crime, et que l'empire allemand accordait son appui à l'empire austro-hongrois désireux de donner une leçon aux fauteurs de troubles, les populations se demandaient avec une angoisse croissante si la guerre n'allait point éclater.

L'activité industrielle se mit au ralenti et les transactions commerciales s'emballèrent. Les familles se précipitaient dans les banques pour retirer tout ce qu'elles pouvaient et stockaient les denrées de première nécessité. L'or, l'argent et la monnaie métallique disparurent. La riche bourgeoisie crut bon de se mettre à l'abri en Suisse. La plupart des instigateurs du parti pseudo-autonomiste, l'Elsaß-Lothringischer Nationalbund, avertis à temps, quittèrent en toute hâte l'Alsace-Lorraine à partir du 23 juillet 1914, date d'envoi de l'ultimatum autrichien à la Serbie.

Ni la France ni la Russie ne mobilisaient encore, que déjà l'abbé Wetterlé (dont la seule crainte était que la guerre n'eût point lieu !) se sauvait en automobile vers la Suisse par Saint-Louis, trahissant son double mandat de député au Reichstag et au Landtag. Le Dr Pierre Bücher s'installa à Réchézy, commune-frontière entre l'Allemagne, la Suisse et la France, d'où il continua durant toute la guerre son travail d'espion et d'agent de renseignement français.

Le vendredi 31 juillet 1914, l'Allemagne lançait un double ultimatum : le premier demandait aux Russes de démobiliser, le second réclamait, en gage de la neutralité française, l'occupation de Toul et de Verdun tant que durerait la tension internationale. Ce même soir, la population allemande apprenait la proclamation de l'état de guerre ou Erklärung des Kriegszustandes, ce qui signifiait pour toute l'Allemagne, à l'exception de la Bavière, état de siège, censure militaire, contrôle par l'armée des voies de communication.

L'état-major allemand ne croyait pouvoir vaincre les Russes qu'à la condition d'être chaque fois en avance sur eux d'une étape. Si les Russes procédaient à une mobilisation partielle, les Allemands devaient procéder à une mobilisation générale ; si les Russes faisaient la mobilisation générale, les Allemands devaient ouvrir les hostilités...

Or les Russes maintenaient l'ordre de mobilisation générale, et les Allemands se crurent obligés de leur déclarer la guerre. Le 1er août 1914 à 18 heures, dans toute l'Alsace-Lorraine, les cloches sonnèrent pour annoncer le fléau. Partout on affichait l'ordre de mobilisation ou Mobilmachung, et à partir de minuit, les réservistes alsaciens-lorrains commençaient à rejoindre leurs unités.

A la campagne, la population, calme et résignée, recevait les ordres avec sérieux et silence. Par contre, les villes de garnison étaient la proie du vacarme. Les rues étaient pavoisées, et à Strasbourg, la grand-rue résonnait d'une interminable «Wacht am Rhein» :

***Lieb'Vaterland magst ruhig sein ; (bis)
Fest steht und treu die Wacht,
Die Wacht am Rhein !
Fest steht und treu die Wacht,
Die Wacht am Rhein !***

Les moyens de communication étaient bondés, et dès la première nuit, les projecteurs balayaient le ciel à la recherche d'éventuels avions ennemis. On enrôla ensuite les territoriaux de

la Landwehr, de 17 à 20 ans, et de 38 à 48 ans, pour les travaux de fortification. Chevaux et voitures étaient réquisitionnés, partout l'intendance militaire achetait bétail et fourrage.

Tohu-bohu, insécurité, angoisse régnaient sur l'ensemble de l'Alsace-Lorraine dont la population était persuadée qu'elle aurait à supporter le principal champ de bataille. Dès le 2 août, des patrouilles allemandes opéraient en territoire français du côté de Suarce et de Joncherey, et des patrouilles françaises en territoire allemand du côté de Sainte-Marie, Orbey, Montreux-Vieux et sur le Hohneck.

Finalement, le 3 août 1914, l'Allemagne déclarait la guerre à la France ; le lendemain, elle commença l'invasion de la Belgique et du Luxembourg. Contrairement aux appréhensions populaires et aux prévisions de l'état-major français, les principaux combats ne devaient point se livrer en Alsace-Lorraine, dont le territoire se trouvait trop étroit pour les armées modernes, mais dans la grande plaine du Nord de la France.

Le plan d'invasion de l'armée française, appelé Plan XVII, prévoyait l'attaque et l'occupation immédiate de l'Alsace-Lorraine. Le général Joffre avait concentré ses meilleures troupes (11 corps d'armée, 6 divisions de cavalerie, 4 divisions de réserve) entre Epinal et Mézières : il pensait livrer à partir du 14 août la bataille décisive en Lorraine, entre Metz et Sarrebourg. A cet effet, son aile droite (5 corps d'armée, 2 divisions de cavalerie), sous la direction du général Dubail, devait préalablement s'emparer de l'Alsace, dont on escomptait une révolte spontanée.

La veille de la déclaration de guerre, le 2 août 1914, le général Bonneau avait reçu l'ordre de se préparer à franchir les cols vosgiens, à s'emparer de Mulhouse, Colmar et Sélestat, à détruire les ponts sur le Rhin et à prendre le contrôle de Neuf-Brisach en vue d'établir une tête de pont sur le fleuve. Sur le flanc gauche de Dubail, le général de Castelnau devait marcher à travers la Lorraine sur Sarrebruck. Enfin, renforcées par les réservistes, les troupes devaient s'emparer de Strasbourg.

A l'aube du 7 août 1914, 40 000 soldats français brisèrent les poteaux-frontières. Menacées d'encerclement, les troupes de couverture allemandes battirent en retraite sous un tir de 75 meurtrier. Le lendemain, comme prévu, Bonneau pénétrait dans Mulhouse au son de «Sambre-et-Meuse». Joffre y fit placarder une proclamation qui célébrait «la grande œuvre de la Revanche» et «les noms magiques de Droit et de Liberté inscrits dans les plis du drapeau tricolore (in den Falten ihrer Fahne stehen mit Zauberkraft die Namen von Recht und Freiheit geschrieben)». Des avions larguaient des drapeaux bleu-blanc-rouge et des tracts bilingues de la proclamation Joffre.

Bonneau établit son Q.G. à Galfingen, et déjà ses soldats parlaient de marcher sur Berlin. Mais dans l'après-midi du 9 août, les Allemands de von Deimling contre-attaquèrent à Cernay et rejetèrent les envahisseurs sur Thann et Aspach, tandis que von Heeringen engageait un nouveau combat inopiné à six heures du soir, qui le conduisit le lendemain à reprendre Mulhouse abandonné par les Français. Pour éviter l'encerclement, Bonneau avait dû battre en retraite et évacuer le Sundgau. La première bataille de Mulhouse était terminée.

Pourtant Joffre, qui dormait 10 heures par jour, persistait toujours à vouloir attaquer en Lorraine le 14 août. Il réunit immédiatement 150 000 hommes échelonnés de la frontière suisse au col de la Schlucht, et il confia cette armée d'Alsace au vieux général Pau, avec mission de reprendre le plan abandonné par Bonneau. De leur côté, les Allemands dégarnissaient encore le Sundgau pour remonter leurs troupes d'activité vers le Nord-Ouest, de sorte que la Haute-Alsace n'était guère protégée que par un mince réseau de Landwehr.

Comme prévu, le 14 août 1914, les Français passaient à l'offensive. Avec leur artillerie de campagne, ils écrasèrent leurs adversaires dans la vallée de la Bruche à Saint-Baise. Les vaincus (le 132ème Wurtembergeois caserne à Strasbourg), abandonnèrent 537 prisonniers, 12 canons, 8 mitrailleuses et un drapeau rouge-framboise frappé d'une croix blanche de St André et bordé de noir, considéré à tort par les Français comme étant un drapeau alsacien-lorrain.

Au Sud, le 16 août, le général Pau atteignait Guebwiller, Cernay, Dannemarie ; le 19, il arrivait

devant Altkirch, Zillisheim et Mulhouse. La bataille fit rage. Finalement, le général von Gaede battit en retraite et se replia sur la forêt de la Hardt après avoir perdu 24 canons et 2 400 blessés ou tués.

La veille, le 18 août, les troupes françaises avaient occupé la vallée de Munster après leur victoire de Wihr-au-Val : la route de Colmar était ouverte, et après les combats d'Ingersheim, les premières patrouilles entraient dans les faubourgs du chef-lieu de la Haute-Alsace, le 23 août 1914. Pratiquement tout le Sundgau était envahi. Avec un peu de retard sur le plan prévu, le général de Castelnau avait bien attaqué le 20 août, mais son centre buta sur les forêts et les étangs devant Sarrebourg, entraînant l'échec final du Plan XVII.

Les Allemands de la VIème armée passèrent alors à l'offensive sur tout le front d'Alsace-Lorraine. Le général de Castelnau fut rejeté sur Nancy et Lunéville ; la vallée de la Bruche fut libérée, le Donon reconquis, Weiler incendié. Les Allemands menaçaient Saint-Dié tandis que les Bavarois franchissaient le col Sainte-Marie.

Le 22 août 1914, von Eichhorn contre-attaquait sans résultat sur la Fecht, ne prenait Wettolsheim que le 28 à midi et Wintzenheim une heure plus tard. Le 1er septembre, il pénétrait dans la vallée de Munster, réoccupait Les-Trois-Epis, se retranchait au Barrenkopf, au Lingenkopf et au Schratzmännle. Dès le 24 août, l'armée d'Alsace avait évacué Mulhouse pour la seconde fois : la vallée de Guebwiller repassait en grande partie aux Allemands, mais non la vallée de Saint-Amarin avec Thann.

Puis, pour quatre années, avec parfois des combats violents comme ceux de février-mars 1915 au Hartmannswillerkopf ou ceux de juin 1915 autour de Metzeral, le front se stabilisa le long d'une funeste ligne de feu qui, après avoir longé la frontière lorraine, pénétrait en Alsace par le col de Sainte-Marie, d'où elle descendait perpendiculairement à travers les Vosges jusqu'à la frontière suisse vers Pfetterhouse, laissant sous contrôle française la future route des Crêtes, Saint-Amarin, Thann, Massevaux et Montreux-Vieux.

L'invasion du Nord de la France révélait à l'état-major français qu'il venait de tomber dans le piège et, qu'en s'acharnant sur l'Alsace-Lorraine, il faisait le jeu de l'armée allemande. Sans la victoire française de la Marne les 6-9 septembre 1914, devenue possible grâce à l'attaque des Russes sur la Prusse Orientale, l'erreur du général Joffre se transformait en désastre irréparable.

3. Les souffrances du peuple

Alors que les soldats alsaciens-lorrains combattaient sur tous les fronts, en 1914 à Mulhouse, Sarrebourg, Craonne, et au Chemin des Dames ; en 1915 à Ypres ; en 1916 à Verdun (Fort de Vaux), sur la Somme, en Pologne, en Biélorussie, mais aussi sur les océans dans la Kriegsmarine¹, la population restée au pays se montrait loyale à l'égard de l'empire allemand ; le soulèvement attendu en 1914 n'eut point lieu ; incapable d'agir sur l'Histoire dont elle était la victime depuis des siècles, elle était résignée à son sort.

Aux soldats allemands qui montaient exténués vers le front, elle apportait, sérieuse et soucieuse, des vivres et à boire. Mais quand les cloches sonnaient une victoire, elle ne faisait point claquer des drapeaux aussi nombreux qu'à l'intérieur de l'Allemagne ; c'était prudence et méfiance en un temps où personne ne pouvait affirmer qui sortirait vainqueur de cette boucherie européenne.

Une telle réserve ne faisait qu'aggraver la désertion d'un certain nombre de personnalités alsaciennes-lorraines, tels les députés au Reichstag et au Landtag Elsaß-Lothringens Emile Wetterlé et Daniel Blumenthal qui s'étaient enfuis en France, d'où ils menaient une violente campagne contre l'Allemagne.

Le comportement de l'espion Pierre Bücher à Réchézy était connu ; ainsi il avait fait déposer par avion, au grand duché de Bade un jeune Alsacien de 21 ans originaire de Guebwiller afin de se procurer des renseignements militaires ; le jeune David Bloch fut arrêté et fusillé le 1er août 1916.

La propagande française faisait grand tapage autour de quelques transfuges ; du reste, elle transformait facilement les prisonniers alsaciens-lorrains en déserteurs, ce qui au fond permettait souvent au jeune soldat de s'en tirer au meilleur compte.

Des milliers d'Alsaciens-Lorrains (13 000 d'après Wetterlé) avaient été surpris en France par la déclaration de guerre au mois d'août 1914 ; ils furent mis devant le choix suivant : ou être internés dans un camp de concentration, ou s'engager dans l'armée française comme volontaires ; ceux-là aussi, la propagande française les transformait en déserteurs allemands.

Enfin, l'accueil favorable que les habitants du Sundgau auraient fait aux troupes françaises était présenté comme «acclamations et manifestations triomphales», comme l'expression d'un sentiment anti-allemand. Comment discerner le vrai et le faux, le fait authentique et sa déformation mensongère, le héros et la victime?

Assurément, les Alsaciens-Lorrains étaient suspects pour les habitants de l'Allemagne intérieure ; ce qui était simple opposition interne sur la rive droite du Rhin devenait automatiquement trahison sur la rive gauche. Et après tout, la seule portion du territoire allemand occupé par l'ennemi, n'était-ce pas en Alsace-Lorraine ?

Précisément et paradoxalement, dans ce millier de kilomètres carrés, la population «formée uniquement de femmes, de vieillards et d'enfants» n'était pas moins suspecte aux soldats français. Une publication militaire faite à Thann en 1917 explique :

«On a dit que les Français avaient été surpris de la froideur et de la réserve de certains Alsaciens-Lorrains ; on a même raconté qu'au moment où nous dûmes évacuer Mulhouse, des civils tirèrent sur les troupes en retraite... Ce qui a fortifié cette détestable légende reconnue controuvée, c'est le préjugé populaire qui s'obstine à voir dans le langage le signe même de la nationalité. L'Alsacien qui ne sait pas le français est un «boche», axiome monstrueux, qui a fait commettre de cruelles erreurs».

L'espionnage régnait dans toute la zone occupée ; des crapules dénonçaient comme espions aux autorités militaires françaises leurs ennemis personnels, leurs créanciers ou tout simplement quiconque leur était antipathique. E. Nussbaum nous renseigne tristement sur les traitements dont furent victimes les malheureux Alsaciens déportés en France :

«Des vieillards impotents, des femmes malades ou enceintes, des enfants élevés au sein, furent emmenés impitoyablement en captivité. Beaucoup moururent en exil et bien d'autres sont décédés après leur libération des suites de leur internement. Pendant leur évacuation, ces innocentes victimes sans défense subirent toutes les horreurs de la faim et de la soif, car on leur refusa à manger et à boire, en les traitant comme de vrais brigands.

Des captifs alsaciens-lorrains furent emmenés enchaînés, pieds nus, la corde au cou et attachés aux chevaux de leur escorte. Ces malheureux innocents furent piqués avec des lances jusqu'à ce qu'ils tombent d'inanition. En cours de route, la populace ameutée contre eux leur jetait des pierres, des bouteilles ; il y en a qui furent assommés avec des matraques, d'autres reçurent des coups de couteau.

Un grand nombre d'entre eux furent maltraités dans les prisons et les camps de concentration, notamment à la maison d'arrêt de Belfort, où le gardien-chef les assommait avec un gourdin ou les frappait à la tête avec une grosse clef jusqu'à ce qu'ils tombent baignés dans leur sang. En d'autres endroits, des femmes qui ne voulaient pas se soumettre à la lubricité de leurs gardiens furent violées.

Des internés alsaciens-lorrains, soumis à un traitement inhumain, furent obligés de travailler comme des forçats au début de leur arrestation arbitraire. Beaucoup moururent en captivité, à la suite des maladies contractées pendant leur séjour dans les prisons et les camps, faute de soins. Nous avons vu des gendarmes, des policiers et des fonctionnaires, soustraire à leur profit des objets de valeur, de l'argent appartenant à nos chers compatriotes arrêtés comme nous».

Dans ces camps de déportation, les autorités parquèrent également tous les Alsaciens-Lorrains qui en août 1914 se trouvaient en France et qui avaient refusé de s'engager comme «volontaires» dans l'armée française. Sur environ 65 000 internés, on comptait de 10 000 à 15 000 Alsaciens-Lorrains, et de ce fait, les autorités allemandes avaient grandement tort de tant suspecter la loyauté des Alsaciens-Lorrains, puisque souvent, isolés par le blocus, ils n'avaient le choix qu'entre l'internement et l'engagement volontaire.

L'on comptait 153 camps de prisonniers et de concentration en France durant la guerre de 1914-1918. Les principaux étaient : Moulins-sur-Allier, Cerlois, Carnac, l'île de Sainte-Croix, Luçon, Paray-le-Monial, Clermont-Ferrand, Annonay, Angers, Ornans, Issoire, Collioure, Montélimar, le fort Saint-Nicolas de Marseille, le château d'If, l'île Frioul, la Corse, Béziers, Garaison, Saint-Rémy-de-Provence, Vire, la Chartreuse- près-le-Puy, St-Michel-de-Frigolet, St-Maximin, Viviers. En outre, il y avait trois camps disciplinaires : Aurec, Ajain et Précigné.

L'abbé Wetterlé visitait ces camps pour y recruter des «volontaires» pour l'armée française. Afin de distinguer les vrais Alsaciens-Lorrains des autres Allemands, il leur montrait son parapluie et leur demandait de le désigner ; ceux qui disaient Regenschirm étaient les Allemands, et ceux qui disaient Barabli étaient les Alsaciens-Lorrains¹. Ces derniers étaient alors dirigés sur trois camps spéciaux réservés aux seuls Alsaciens-Lorrains : Monistrol, St-Rambert-sur-Loire et Lourdes.

E. Nussbaum décrit aussi les conditions de vie dans ces camps de prisonniers qui violaient «avec un cynisme révoltant» les conventions internationales signées par la France : *«Les internés subirent un régime alimentaire infect et insuffisant. Ils étaient obligés de coucher sur un peu de paille sans couverture ou sur de vieilles paillasses avec une couverture usagée, remplie de la plus repoussante vermine. Les plus cruelles humiliations furent imposées à ces malheureux».*

En Alsace même, les soldats français fusillaient tout propriétaire qui cachait un blessé ou un soldat allemand dans sa maison. Enfin, quiconque assurait un service officiel et public, comme les instituteurs, les curés, les cheminots, les postiers, les maires, était considéré à priori comme otage.

C'est surtout lors des deux offensives d'août 1914 en Alsace que les militaires français s'emparèrent de nombreux otages ; du reste, ils confondaient les uniformes des cheminots, gardes-forestiers, postiers, avec les uniformes militaires. Dans des wagons de marchandises portant les inscriptions «Pillards des champs de bataille», «Espions d'Alsace», les Français déportèrent environ 3 200 personnes «suspectes» des vallées de Saint-Amarin et de Massevaux, plus 559 personnes du canton de Dannemarie et 4 200 d'autres localités. Certains Alsaciens avaient été engagés pour faire les moissons dans le Sud-Ouest et ils furent rapidement traités en otages.

Bien qu'ayant trahi l'Alsace-Lorraine, l'abbé Emile Wetterlé dut confesser en 1915 : «On a souvent traités nos compatriotes résidant en France et ceux qui ont été recueillis dans les communes d'Alsace-Lorraine occupées par les troupes françaises, comme de véritables ennemis, parce qu'il ne parlaient pas français ou le parlaient mal». On aura relevé l'euphémisme ont été recueillis pour ont été déportés !

Français et Allemands tenaient à jour des listes noires, où les «bons» et les «sûrs» des Allemands devenaient automatiquement les «mauvais» et les «traîtres» des Français, et vice versa. La population se trouvait ainsi entre le marteau et l'enclume. Les Français comme les Allemands exerçaient des représailles ; emprisonnement, déportation, maisons brûlées, villages incendiés, sanctionnaient toute action jugée à tort ou à raison, hostile par les militaires en place, quel que fût leur camp.

Ainsi, Médard Brogly, député au Landtag Elsaß-Lothringens, était condamné à 10 ans de travaux forcés : il aurait renseigné un officier français lors des combats dans le Sundgau. Ailleurs, les Rédemptoristes étaient arrêtés parce qu'ils avaient fait passer comme blessés des Français recouverts de pansements sanguinolents.

A Schweighausen, le séminariste Türk était pris pour un espion français et abattu sur le pas de sa

porte. Arnold Kielholz, Victor Rieder, Loewengerth étaient fusillés comme agents de renseignements français ; d'autres seront fusillés sous différents prétextes, tels Kaeufling, Alfred Meyer, etc. Le village de Willern (Romagny), dont le maire avait faussement soutenu qu'il était inoccupé par les Français, fut gravement endommagé par un tir de représailles ; à Burzweiler, 56 maisons furent systématiquement incendiées.

Environ 5 000 Alsaciens-Lorrains végétaient en détention préventive en Allemagne intérieure ou étaient interdits de séjour dans leur Heimat. Par suite du front qui traversait l'Alsace-Lorraine, 99 villages durent être évacués par leurs habitants (47 villages dans le Kreis Altkirch, 20 villages dans celui de Thann, 11 villages dans celui de Guebwiller, 11 villages dans celui de Colmar et 4 villages dans celui de Ribeauvillé). Les réfugiés, près de 70 000, ne disposaient souvent que de 24 à 48 heures pour préparer un maigre bagage.

Le chanoine Eugène Müller décrit au Landtag un convoi d'expulsés formé de Lorrains suspects, qui ressemble comme un frère aux convois de déportation du côté français :

«Je sais qu'en Lorraine on a transporté des déportés dans des wagons sur lesquels on avait écrit «Espions». Ces malheureux furent insultés, frappés avec des cannes. On leur jeta des pierres et de la boue partout où ils passèrent. On les entassa dans des casemates à Ehrenbreitstein en compagnie de bagnards et ils furent dévorés par la vermine. Les femmes étaient enfermées avec les prostituées. On ne leur donna même pas de fourchettes et de cuillers ; les infortunés durent manger leur maigre pitance avec les doigts. Ils dormaient sans matelas sur la terre nue. Des soldats, baïonnette au canon, les accompagnaient aux W.C. Et il y avait parmi eux des gens de la meilleure compagnie».

Ainsi, les Lorrains francophones n'étaient pas moins suspects aux Allemands que les Alsaciens germanophones ne l'étaient aux Français. Dans tout le Land Elsaß-Lothringen, les paysans étaient en butte aux réquisitions militaires. Les cartes de ravitaillement firent leur apparition et engendrèrent le marché noir. Toutefois, à Strasbourg, les jeunes mariés avaient droit à une carte spéciale, artistiquement décorée.

Un mélange de plus en plus douteux de farine et de pommes de terre servait à fabriquer le Kriegsbrot et tout le monde n'en mangeait point à sa faim ! A partir de 1916 la viande se raréfia. Il fut défendu aux restaurants d'en servir les lundis et jeudis, sans parler du vendredi. Selon les lieux, la ration hebdomadaire oscillait entre 100 et 400 grammes de viande par personne.

La graisse surtout faisait défaut. Des collectes de corps gras étaient organisées à partir de l'automne 1917. Comme leur rendement s'avéra très faible, on contraignit tous ceux qui abattaient un porc à livrer une portion de lard, le Hindenburg-Speck.

Au fur et à mesure que le blocus établi par les flottes britanniques et françaises contre les Empires Centraux dégradait le ravitaillement des masses populaires, le peuple affamé d'Alsace-Lorraine souhaitait plus vivement la paix : il se prit à rêver au pain blanc et au «pinard» rouge des Français bien nourris...

4. La dictature militaire

Le 31 juillet 1914, «die Verhängung des Kriegszustandes» suspendait l'application normale de la Constitution de l'Alsace-Lorraine octroyée le 31 mai 1911 et instaurait l'état de siège selon des lois militaires datant du 4 juin 1851. Et l'année 1851, en Allemagne comme du reste en France, était une année de dictature. Au surplus, ces lois étaient des lois d'exception votées pour une durée maximale de 3 mois !...

Ce ne fut que le 4 décembre 1916 que le Reichstag se décida à remplacer ce provisoire, qui durait depuis 65 années, par une nouvelle loi, en pratique simple mise à jour juridique de l'ancienne législation. La dictature militaire pesa donc durement et trop longuement sur tous les peuples allemands, et il n'est point téméraire de lui attribuer une part déterminante dans la révolution qui en 1918 emporta le Kaiserreich.

Toutefois, c'est en Alsace-Lorraine, dernier Etat rattaché à l'empire allemand, frontière avec la France revancharde et la Suisse neutre, seul territoire où les opérations militaires se déroulaient sur le sol allemand, que la dictature militaire se montra la plus méfiante et la plus sévère, en dépit de l'action modératrice du Statthalter von Dallwitz, qui le 1er mai 1914 avait remplacé von Wedel démissionnaire, et du courage des représentants de l'Alsace-Lorraine au Landtag et au Reichstag restés au milieu de leur population.

L'état de siège suspendait les libertés de la presse, des réunions, des personnes ; les domiciles n'étaient plus protégés par l'inviolabilité.

Le Nouvelliste de Colmar de l'abbé Wetterlé et le Journal d'Alsace-Lorraine de Léon Boll étaient supprimés dès le début de la guerre, non pas tant parce que ces journaux étaient entièrement publiés en français, mais parce que leurs directeurs s'étaient enfuis en France, touchaient des subventions de Paris (Combes avait fait financer le journal de Boll de 1904 à 1906 au moins), faisaient campagne contre l'Allemagne et assistaient à partir de 1915 aux réunions de la Conférence d'Alsace-Lorraine à Paris. Ces deux interdictions semblaient donc normales. D'autres journaux, tels le Volksfreund, l'Elsässer et l'Elsässer Kurier n'échappèrent que de justesse à la suppression.

La censure contrôlait sévèrement les épreuves de la presse ; et gare aux fautes d'impression ! Pour avoir imprimé le 4 avril 1916 : «Drei Luftschiffe kehrten unversehrt zurück» (Trois Zeppelins revinrent indemnes) au lieu de «Die Luftschiffe...» (Les Zeppelins...), l'Elsässer Kurier fut suspendu deux semaines, auxquelles s'ajoutèrent deux semaines supplémentaires quand le journal osa dire à ses lecteurs la cause de cette interruption : il avait donné la bonne version de l'événement !

La correspondance privée était soigneusement contrôlée. Sur ordre du général von Gaede, les lettres devaient être remises ouvertes au guichet de la poste, ne point dépasser quatre pages, être bien lisibles et sous enveloppe non doublée.

Certaines mesures concernaient les animaux. Non seulement il fallait dès le début des hostilités abattre tous les pigeons, ce qui se comprend, mais il fut même interdit d'aller à la chasse aux grenouilles ! A partir du 22 juin 1915, on ne devait plus mener à l'abreuvoir chevaux, bœufs et vaches qu'isolément ou tout au plus deux par deux.

A proximité du front, les déplacements des personnes durant la journée étaient soumis aux visas de passage. La nuit, seuls les curés, les sages-femmes et les médecins pouvaient quitter les villages, et encore après autorisation exceptionnelle. A la suite de nombreux incidents purement fortuits, la sonnerie des cloches fut strictement réglementée, voire même interdite complètement dans les zones stratégiques. Par contre, toutes les victoires, même de peu d'importance, étaient obligatoirement carillonnées partout.

Les tribunaux étaient prévenus contre les Alsaciens-Lorrains. Pour avoir osé envoyer au chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg un Mémoire sur les abus exercés au cours de l'évacuation des villages, l'abbé Xavier Haegy, député de Sélestat au Reichstag depuis le 16 septembre 1912, fut d'abord vertement rappelé à l'ordre ; comme il récidivait, il fut mobilisé du 4 mai 1916 à l'automne 1917 et dirigé sur le front russe en Pologne.

Dans le climat de méfiance qu'alourdissaient de jour en jour les déclarations fracassantes des nationalistes français sur le sort futur de l'Alsace-Lorraine, l'autorité militaire allemande attaqua de front ce qui, dans la spécificité alsacienne-lorraine, relevait des traditions françaises. Le cri séditionnel de «Vive la France !» valait à son auteur au minimum un mois de prison.

A l'école primaire, la langue française vit son usage se restreindre progressivement. Des formules aussi courantes, même à Mayence et à Darmstadt, que «Bonchour», «Adié», «Au revoir», furent interdites sinon sanctionnées. Il fallut traduire les enseignes commerciales à résonances françaises. Le 2 septembre 1915, les noms de 247 lieux furent débaptisés : le Climont devint le Winberg, et le Nationalberg devint le Volksberg.

Les langues employées dans les offices culturels furent l'objet de sévères réglementations. La soutane et le rabat ecclésiastique, qui évoquaient l'abbé Wetterlé, le député transfuge, étaient mal vus des autorités militaires. Bien que d'origine allemande, les évêques de Strasbourg et de Metz, Mgr Fritzen et Mgr Benzler, membres de droit de la Première Chambre du Landtag Elsaß-Lothringens, défendaient courageusement leur clergé alsacien-lorrain et s'opposaient aux exigences de l'armée.

Les Bezirkstage (conseils généraux) ne furent plus convoqués jusqu'en 1916. A partir de cette date, souvent réduits à l'état de «Conseils Croupions», ils durent se borner aux affaires strictement budgétaires. Les assemblées au Landtag Elsaß-Lothringens, au niveau de la Commission des Finances qui s'était arrogé un droit de remontrance, étaient nettement plus houleuses, bien que l'autorité militaire cherchât par tous les moyens à les réduire au rôle de «béné-oui-oui» serviles prêtes à voter tout budget proposé. Les critiques du Landtag étaient parfois très mordantes.

Assurément, les dehors étaient respectés : le service religieux ouvrait toujours les sessions, et si les réunions se tenaient désormais au Palais du Statthalter, c'était tout simplement parce que le Palais du Landtag, comme le Kaiserpalast (actuellement Palais du Rhin), avait été transformé en hôpital. En 1917, la convocation du Landtag se fit attendre : il fallut en appeler au chancelier von Bethmann-Hollweg. L'année était cruciale. Au milieu du découragement des soldats des deux camps et des révolutions russes, les négociations de paix soulevaient le sort de l'Alsace-Lorraine, non seulement dans ses limites de 1871, mais encore de 1790, c'est-à-dire avec le Saargebiet et Landau.

En effet, en janvier-février 1917, le ministre des Colonies et futur Président de la République Française Gaston Doumergue signait des accords secrets avec la Russie : la Russie devenait libre de déterminer sa frontière avec l'Est de l'Allemagne ; en retour, la France obtiendrait l'Alsace-Lorraine, la Sarre et Landau sans plébiscite ; la rive gauche du Rhin serait séparée de l'Allemagne et deviendrait un protectorat français, sous la forme d'une république autonome et neutre.

D'autres tractations secrètes avaient lieu à Paris entre émissaires français et allemands. Au printemps de 1917, la comtesse de Mérode faisait savoir qu'en retour de la paix, le général von Ludendorff serait prêt à rendre à la France la partie francophone de la Lorraine et la frange territoriale occupée par l'armée française dans le Sud-Ouest de l'Alsace. Les négociations continuèrent ensuite avec les barons Coppée.

Et au mois de septembre de la même année 1917, Aristide Briand, Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères jusqu'en mars, déclarait au journaliste Recouly : «L'Allemagne est prête à nous rendre la Lorraine ; elle consent à l'autonomie de l'Alsace, et pour cette dernière, nous pourrions peut-être obtenir mieux». Briand avait cru comprendre que Guillaume II ferait de l'Alsace un Etat indépendant neutre et rendrait la Lorraine à la France, qui pourrait peut-être obtenir le protectorat de l'Etat Alsacien.

C'est dans ce contexte de diplomatie secrète que se placent les votes des deux chambres du parlement français. Le 5 juin 1917, par 467 voix contre 52, les députés français avaient voté une résolution réclamant «le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie». Le lendemain, le Sénat votait à l'unanimité une motion allant dans le même sens, mais avec encore plus de virulence. Ces votes devaient annuler ceux de février, mars et mai 1871 qui avaient livré l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand et ils dénonçaient ainsi le traité de Francfort, qui avait pourtant été signé avec toutes les garanties du droit international d'alors.

Ce même 5 juin 1917, comme le gouvernement allemand s'était cru obligé de demander au Landtag Elsaß-Lothringens une déclaration de loyauté à l'égard de l'Empire, le président de la Deuxième Chambre, le Dr Eugène Ricklin déclarait :

«Nous bénissons toute action capable d'abrèger, ne serait-ce que d'un seul jour, les misères de la guerre, et nous rejetons toute tentative qui prétend modifier notre sort et qui en réalité ne fait que prolonger la guerre et nos souffrances. Le peuple d'Alsace-Lorraine, dans son écrasante majorité,

n'a voulu aucune guerre, ni cette guerre.

Ce qu'il veut, c'est achever l'élaboration d'un Etat de plein droit au sein de l'Empire Allemand, et pour le reste, vaquer à ses activités pacifiques. (Was das elsäß-lothringische Volk wollte, war, den Ausbau seiner staatsrechtlichen Stellung in seiner Zugehörigkeit zum Deutschen Reich zu vollenden und im übrigen seiner friedlichen Arbeit nachzugehen)».

Comme les journaux internationaux avaient largement reproduit les votes de la Chambre des députés et du Sénat, le Dr Ricklin estima nécessaire de donner une réponse au chef du gouvernement français, Alexandre Ribot. Le 12 juin 1917, le président du Landtag clôtura donc la session par une nouvelle déclaration :

«Les courageux fils de notre Land, notre fierté et notre espérance, combattent et meurent sur le front, non seulement pour le salut et l'existence de l'Empire Allemand, mais encore pour leur propre but de guerre : ils luttent pour obtenir à leur Heimat l'égalité légitime et juridique avec les autres Etats fédérés ; le peuple allemand ne pourrait exprimer plus dignement et plus noblement sa gratitude à ces braves héros qu'en leur permettant, une fois la paix revenue, de retourner chez eux en tant que citoyens de plein droit, égaux aux autres Allemands

(Die im Felde stehenden tapferen Söhne unseres Landes, — unser Stolz und unsere Hoffnung, — kämpfen und sterben nicht nur für die Rettung und den Bestand des Deutschen Reiches, sie haben noch ein eigenes, besonderes Kriegsziel : sie erkämpfen ihrem Heimatland die Gleichberechtigung und Gleichstellung unter den deutschen Bundesstaaten, und das deutsche Volk kann diesen tapferen Helden seinen Dank auf keine würdigere und edlere Weise abstaten, als dass es sie nach erkämpftem Frieden als gleich- und vollbe-rechtigte Staatsbürger in ihre Heimat zurückkehren lässt)».

Les vifs applaudissements du Landtag qui accueillirent cette déclaration capitale montraient bien que l'Alsace-Lorraine ne souhaitait pas alors revenir à la «mère-patrie» française, mais qu'elle aspirait au contraire à accéder à sa maturité politique en devenant un Etat fédéré de l'empire allemand, égal aux 25 autres Etats fédérés, dans la liberté et l'égalité des droits.

5. Menaces contre Elsaß-Lothringen

Le désir profond de l'Alsace-Lorraine de devenir un Etat fédéré Allemand de plein droit se heurtait à une double opposition : celle de la France assimilatrice, d'une part, celle de l'Allemagne méfiante d'autre part.

Pour la France, la reconquête de l'Alsace-Lorraine était le premier et principal but de guerre. Six mois à peine après le début des hostilités, le gouvernement français avait constitué à Paris une Conférence d'Alsace-Lorraine, qui tint sa première séance le 10 février 1915 sous la direction de l'ancien Président du Conseil, Louis Barthou. A l'origine, cette Conférence était composée de 16 membres : 12 Français parmi lesquels Maurice Barrés, et 4 Alsaciens-Lorrains fugitifs.

Ces 4 Alsaciens-Lorrains étaient du reste d'anciens agents français. Georges Weill, né en 1882, avait fait un séjour à Paris où ses deux sœurs étaient établies comme professeurs ; en 1912, Metz l'envoyait comme député socialiste au Reichstag, mais il s'enfuit en France en 1914.

L'Abbé Emile Wetterlé, déjà souvent cité, député à la fois au Landtag et au Reichstag, fondateur-directeur du journal français Le Nouvelliste de Colmar, était le fondateur et le président du parti pseudo-autonomiste, l'Elsaß-Lothringischer Nationalbund ; il se mit à l'abri auprès de ses bailleurs de fonds dès le 25 juillet 1914.

Victor Laugel était un ancien membre du Landesausschuss Elsaß-Lothringens, signataire avec Wetterlé du manifeste pseudo-autonomiste du Nationalbund, mais il avait été battu aux élections de 1911 au Landtag. Enfin Albert Helmer, né en 1874, ami de Wetterlé, rédacteur du manifeste, battu aux élections de 1911 au Landtag, avait également pris le large dès l'été de 1914.

A ces quatre Alsaciens-Lorrains fugitifs s'ajoutèrent bientôt deux autres transfuges, également membres de l'Elsaß-Lothringischer Nationalbund de Wetterlé : le socialiste Léon Boll, directeur du Journal d'Alsace-Lorraine écrit en français et financé par Paris, et Daniel Blumenthal, ancien député anticlérical au Reichstag, dont le père était un juif émigré de Lituanie.

Telle était donc la composition de cette fameuse Conférence d'Alsace-Lorraine qui prétendait représenter le Volkstum Elsaß-Lothringen, parler en son nom et prendre des dispositions qui allaient peser lourdement sur l'histoire de notre pays.

Le peuple français, traumatisé par le souvenir de 1870, fortement conditionné par les manuels scolaires et par toute une littérature aussi haineuse que méprisante à l'égard de l'empire allemand, était incapable de discerner les mensonges de la propagande chauvine.

Et quand au cours de ses tournées de conférences à travers la France, l'abbé Wetterlé, s'agitait en soutane et rabat gallican sur un podium pavoisé de bleu-blanc-rouge, flanqué de jeunes filles déguisées en Alsaciennes et en Lorraines, et glapissait que la pauvre Alsace-Lorraine était écrasée par la botte prussienne et n'avait qu'un rêve, celui de revenir sous la coupe de la «mère-patrie» française, comment ces Français n'y auraient-ils pas cru ?

Imbue donc de la grandeur de sa mission, la Conférence d'Alsace-Lorraine jetait à Paris, quatre années avant le traité de paix, les bases, les principes et les modalités de la réannexion de l'Alsace-Lorraine à la France. A côté de mesures assimilatrices comme l'introduction immédiate de la législation scolaire laïque et des programmes français en Alsace-Lorraine, avec des manuels français, elle posait ce principe fondamental : l'administration de l'Alsace-Lorraine ne devra pas dans l'avenir former une exception au régime général de la France. La France refusait un droit naturel, celui d'être différent des autres et de rester soi-même. Si donc le sort des armes se terminait en faveur de la République française, c'en était fait des libertés ethniques et de la spécificité culturelle des Alsaciens-Lorrains.

Menacée d'assimilation par la France jacobine, l'Alsace-Lorraine n'était pas moins menacée par une Allemagne méfiante et militariste. Dès le 31 octobre 1914, le Statthalter von Dallwitz avait rédigé un rapport secret directement adressé à l'Empereur. Il proposait de reprendre le projet rejeté au Reichstag en 1871, la partition en trois de l'Alsace-Lorraine : la Haute-Alsace serait donnée au grand-duché de Bade, la Basse-Alsace serait rattachée au Palatinat qui appartenait déjà au royaume de Bavière, et la Lorraine serait offerte à la Prusse rhénane.

Guillaume II acquiesça, mais une enquête de 1915 révélait que la meilleure solution pour l'Allemagne serait l'annexion pure et simple du Reichsland Elsaß-Lothringen, dans son intégralité, au royaume de Prusse, comme du reste cela avait également été un moment projeté en 1871. Seul, le ministre catholique de l'Economie s'y opposa : il objectait que du point de vue religieux, il était préférable que l'Alsace-Lorraine fût intégralement rattachée au royaume de Bavière. Les traditionnelles rivalités religieuses et politiques entre les Etats du Sud et la Prusse firent échouer cette solution.

Malgré le caractère secret de ces tractations, le Landtag Elsaß-Lothringens en eut connaissance. Profondément émus par cette nouvelle menace de démantèlement, les centristes Ricklin et Karl Hauss protestèrent énergiquement :

«Une fois de plus, l'on disposera du destin de l'Alsace-Lorraine sans demander l'avis de la population. Le vœu du peuple n'est point le morcellement, mais l'érection d'un Etat fédéré entièrement autonome. Cette demande est celle de tous les partis politiques locaux... Si contrairement à notre volonté et sans notre accord, l'Alsace-Lorraine devait être partagée, nous supplions le gouvernement bavarois de faire en sorte que l'Alsace ne soit pas ainsi partagée, mais qu'elle puisse, comme un tout, passer à la Bavière. Nous nous sentons obligés de nous opposer énergiquement à toute incorporation à la Prusse (...Der Wunsch der Bevölkerung sei nicht auf eine Zerstückelung gerichtet, sonder auf die Ausgestaltung Elsaß-Lothringens zu einem vollberechtigten Bundesstaat. Diese Forderung sei Gemeingut aller politischen Parteien... Einer Einverleibung in

Preussen müssen wir uns mit aller Energie widersetzen)».

Le Premier ministre de Bavière, le comte von Hertling, en avisa le roi Louis III qui, enchanté de la proposition, tenta d'utiliser ses troupes cantonnées en Alsace pour fraterniser avec la population et préparer le rattachement ; Sa Majesté se rendit elle-même en Alsace.

Par une indiscretion peut-être voulue, la Frankfurter Zeitung écrivait le 10 novembre 1915 qu'un rattachement de l'Alsace à la Bavière serait dangereux, tandis que son annexion à la Prusse n'offrirait que des avantages.

C'est alors que le parti social-démocrate d'Allemagne vola au secours de l'Alsace-Lorraine ; il soumit, le 15 décembre 1915, à la Commission de l'Intérieur du Reichstag, la proposition d'abandonner les projets de démantèlement du Land Elsaß-Lothringen et de l'ériger plutôt en Etat autonome de plein droit, exactement comme tous les autres Etats de la Fédération allemande. Les voix de la Commission se partagèrent à l'égalité : 18 pour et 18 contre.

La discussion rebondit dans les journaux à l'époque de la bataille de Verdun. Les 8 et 9 mars 1916, la Kölnische Volkszeitung publia deux articles qui suggéraient le rattachement total d'Elsaß-Lothringen à la Bavière. Le 14 mars, un troisième article exposait la nécessité du statu quo. Dès lors, toute la presse de l'empire allemand s'empara du problème. Politiciens, généraux, professeurs, y allèrent de leurs articles et de leurs études. Toute la presse allemande ? Non ! Une fois de plus, l'Alsace-Lorraine faisait exception ; le 19 avril 1916, la censure militaire lui imposait le silence sur son propre sort !

Pourtant, le 9 mai 1916, la commission budgétaire du Landtag put exprimer l'opinion du peuple par la bouche du centriste Karl Hauss, du social-démocrate Peirottes et du progressiste Georges Wolf.

Karl Hauss présenta les vœux du Zentrum Elsaß-Lothringen qui visaient à la fondation d'un royaume héréditaire d'Alsace-Lorraine:

«Je dois déclarer que mes amis politiques sont unanimes, tant au Landtag qu'au Reichstag, pour réclamer l'entière réalisation de l'Etat fédéré alsacien-lorrain avec une dynastie héréditaire issue d'une maison souveraine qui posséderait le caractère des Allemands du Sud et pratiquerait une religion correspondant à celle de la grande majorité du peuple alsacien-lorrain (...Elsaß-Lothringen zu einem Bundesstaat auszubauen mit erblicher Monarchie, und zwar einem Herrscherhause, dem süddeutsches Wesen eigen ist und das in religiöser Beziehung dem Glaubensbekenntnis der überwiegenden Mehrheit des elsäß-Lothringischen Volkes angehört)».

Peirottes exprima le désir de son groupe de voir l'Alsace-Lorraine devenir un Etat fédéré allemand avec une constitution républicaine : ce serait la République d'Alsace-Lorraine. Enfin, Georges Wolf expliqua que le parti libéral-progressiste était partagé entre la solution royaliste des centristes et la formule républicaine des socio-démocrates, mais que de toute façon, il aspirait aussi à l'autonomie pleine et entière de l'Alsace-Lorraine.

Le 28 septembre 1917, cinq députés alsaciens-lorrains, parmi lesquels Karl Hauss et l'abbé Haegy, déposèrent une proposition sur le bureau de la commission principale du Reichstag :

«Le Reichstag doit décider de requérir du Chancelier :

1°) Qu'un projet de loi soit soumis immédiatement au Reichstag pour élever le Reichsland Elsaß-Lothringen au niveau d'un Etat fédéré autonome, muni de la garantie d'égalité constitutionnelle avec les autres Etats fédérés.

2°) Que soit convoqué sur-le-champ le Landtag Elsaß-Lothringens pour fixer les détails de ce projet de loi».

Dès le lendemain, un télégramme du chancelier Michaelis (il avait remplacé Bethmann-Hollweg le 14 juillet précédent et il se montrait favorable à l'Alsace-Lorraine) accordait une audience aux représentants d'Elsaß-Lothringen. Le Bundesrat fut saisi de la proposition le 1er octobre 1917, et l'autonomie de l'Alsace-Lorraine prenait une tournure favorable, lorsque le 9 octobre 1917, à la

surprise générale, le comte von Hertling se prononçait au Landtag de Munich pour la partition du pays alsacien-lorrain.

Le surlendemain, les députés de la social-démocratie repoussèrent les prétentions bavaroises au milieu d'un tumulte indescriptible et le Reichstag se disposait à voter le plus rapidement l'autonomie complète de l'Alsace-Lorraine.

Une fois de plus, le projet échoua ! En effet, deux semaines plus tard, le chancelier Michaelis était remplacé précisément par l'ancien ministre bavarois von Hertling ; or celui-ci se montrait très soumis aux exigences des militaires. En décembre, von Hertling provoquait une enquête administrative sur l'avenir de l'Alsace-Lorraine ; le résultat fut entièrement défavorable !

Le Statthalter von Dallwitz fit connaître son opinion le 19 décembre 1917 : selon lui, l'autonomie actuelle du Reichsland Elsaß-Lothringen ne pourrait que renforcer l'influence française. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, von Wallraf, répondit le 29 décembre 1917 : pour lui, l'autonomie totale de l'Alsace-Lorraine dans les circonstances actuelles serait interprétée comme un signe de faiblesse de l'empire allemand et constituerait le dernier maillon d'une longue chaîne d'erreurs.

Deux jours plus tôt, le maréchal von Hindenburg avait déjà formellement rejeté l'autonomie pour des motifs identiques. Le Dr Rudolf Schwander, natif de Colmar et maire de Strasbourg, était prêt lui-même à accepter la totale incorporation au royaume de Prusse, afin de mettre fin à l'intolérable dictature militaire qui régnait en Alsace-Lorraine depuis 1914.

Mais le destin du Reichsland Elsaß-Lothringen était-il encore entre les mains de l'empire allemand ?

IV – LE DÉSARROI D'ELSAß-LOTHRINGEN EN 1918

A mesure que la guerre se prolongeait, la population avait à affronter de nouvelles misères et de nouveaux dangers. Depuis le 7 février 1915, de toutes les églises catholiques d'Alsace-Lorraine montait vers Dieu la prière suivante :

«Ecoute la prière que nous t'adressons pour notre Empereur ; bénis la puissance militaire allemande ; conduis-la vers la victoire et permets que nous arrivions bientôt à une paix pleine d'honneur».

Dans la frange sud-ouest occupée par l'armée française, les autorités militaires firent modifier le contenu de la prière : «Il est même désirable, mandait le capitaine Heurtel au curé de Thann, que vous spécifiez que cette paix, en faveur de laquelle vous priez, soit une paix conforme à la justice et par conséquent assurée par le succès des armes de la France». Et en cas de refus, le capitaine menaçait le curé de lui supprimer son traitement.

En attendant cette paix, des milliers d'habitants étaient victimes de la Peste. Comme on ignorait que la France, voire même les Etats-Unis en étaient frappés, sous le nom volontairement dédramatisant de «grippe espagnole», les Alsaciens-Lorrains l'attribuaient à la famine et la dénommaient Hungerpest.

1. L'Elsaesser-Bund

En juillet 1918 arrivèrent les nouvelles du recul des Allemands dans le Nord de la France ; elles ne compensaient pas la victoire sur la Russie. L'on craignait du reste une prochaine offensive française contre la Lorraine et le Sundgau, et pour y faire face, les troupes allemandes stationnées en Russie, parmi lesquelles nombre d'Alsaciens-Lorrains, étaient transportées sur le front ouest et mises en alerte, de Lorquin à Mulhouse.

On redoutait même l'évacuation imminente de toute la Haute-Alsace. Or, le général Süsskind avait déclaré : «*Si jamais nous étions contraints d'évacuer l'Alsace-Lorraine, nous la laisserions comme*

une coquille d'œuf sur un fumier (wie ein ausgesoffenes Ei auf dem Misthaufen)».

La Constitution accordée à l'Alsace-Lorraine en 1911 ne satisfaisait véritablement personne : pour les uns elle était insuffisante et pour les autres elle allait trop loin ; l'avenir d'Elsass-Lothringen s'annonçait donc fort complexe et offrait trois possibilités fondamentales :

1°) La suppression du Reichsland et son incorporation à la Prusse ;

2°) L'autonomie et même l'indépendance, qui pouvaient être octroyées de deux façons.

— par le gouvernement impérial allemand, avec ou sans plébiscite préalable ;

— par la future Conférence internationale de la Paix, avec plébiscite.

3°) Le rattachement à la France, souhaité par les amis de l'abbé Wetterlé. La première solution, qui consistait à annexer l'Alsace-Lorraine à la Prusse conformément aux résultats de l'enquête du chancelier von Hertling en décembre 1917, fut vivement combattue par le vice-chancelier von Payer.

Le 21 février 1918, il avait écrit :

«...On peut s'attendre en Allemagne à une vive protestation dans le cas où l'incorporation se ferait contre la volonté de la majorité de la population. Les uns se prononceront contre ce plan, en tant que partisans convaincus du droit de libre disposition ; en l'espèce, il s'agit d'une partie importante de la population. Les autres s'y opposeront, parce qu'ils ne voudront pas que précisément l'Alsace-Lorraine soit violente après quarante années d'existence commune avec l'Empire. D'autres encore ne seront pas disposés, pour des raisons d'ordre fédéral, à donner leur assentiment à l'agrandissement de la Prusse».

Von Payer ajoutait :

«Et même si l'on arrivait à obtenir au Reichstag une petite majorité, nous ne pourrions pas, devant l'Empire et le Monde, décider formellement par quelques voix de majorité, du droit de libre disposition des Alsaciens-Lorrains, d'autant plus que dans leur grande majorité, ils ont rempli leur devoir pendant la guerre et très souvent dans des circonstances vraiment difficiles».

L'éloge officiel des Feldgrauen alsaciens-lorrains n'était point exagéré. En effet, sur une population mâle de 965 625 individus, 380 000 Alsaciens-Lorrains combattaient parmi les 13 387 000 soldats de l'armée allemande. Une élite servait dans l'aviation et dans la Kriegsmarine qui ne comptait pas moins de 16 000 Alsaciens-Lorrains. Le dernier ministre de la Guerre du royaume de Prusse était le général d'infanterie alsacien Heinrich Scheüch, né à Sélestat le 21 juin 1864.

50 000 Alsaciens-Lorrains environ moururent sous l'uniforme allemand et 150 000 à peu près revinrent blessés ou mutilés. A la fin des hostilités, sur 993 775 prisonniers de guerre allemands, on dénombrait 29 000 Alsaciens-Lorrains, soit 7,6 % des mobilisés (chiffre au dixième près analogue au pourcentage du reste de l'Allemagne qui est de 7,5 %). Plusieurs milliers de ces Alsaciens-Lorrains prisonniers, environ 6 %, moururent avant l'armistice.

La solution de l'annexion à la Prusse étant écartée, restait pour l'Allemagne celle de l'autonomie, chaudement recommandée par le vice-chancelier von Payer :

«En faveur de l'octroi de l'autonomie milite le fait que le Landtag Elsaß-Lothringens se prononcera sans aucun doute pour ce plan : il pourrait donc être réalisé le plus vite possible... Abstraction faite du maintien de l'actuel état de choses, l'autonomie est la seule solution qui puisse être appliquée immédiatement ; elle répond le mieux à la volonté de la population et de la majorité du Reichstag ; au sein du Bundesrat, elle ne se heurterait probablement qu'à des difficultés minimales».

Mais pour que l'empereur Guillaume II puisse octroyer cette autonomie, il fallait combattre l'intense propagande française réclamant le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. Dans ce but de contre-propagande, le maire de Strasbourg, Rudolf Schwander (né en 1868 à Colmar) et le

sous-secrétaire d'Etat du Ministerium Elsaß-Lothringens, Emil Pétri (né en 1852 à Bouxwiller) fondaient en août 1918 l'Elsaesser-Bund.

L'Elsaesser-Bund lança immédiatement un Manifeste :

«L'importance extrême du rôle attribué à notre pays d'Alsace dans la plus terrible des guerres que l'histoire ait enregistrée, devient de plus en plus évidente. La France veut reconquérir les provinces d'Alsace et de Lorraine que le traité de Francfort avait rendues à l'Allemagne. Elle a exprimé cette volonté dès le début de la guerre et persiste de plus en plus dans cette résolution.

«Les Alsaciens-Lorrains qui, dès le début des hostilités, ont fui en France ou dans les pays neutres, soutiennent énergiquement cette revendication qui est l'un des premiers et des plus importants buts de guerre du gouvernement français.

«Utilisant les moyens mis à leur disposition, ils veulent faire croire au monde que l'Alsace est française et qu'elle attend avec impatience d'être séparée de l'Allemagne pour retourner à la France.

«Certains de nos compatriotes se sont déjà élevés contre cette prétention et ont protesté au nom des Alsaciens contre la continuation des hostilités. Leur courageuse intervention n'a cependant jusqu'à ce jour produit aucun revirement de l'opinion en France ou dans les pays alliés induits en erreur. Au contraire, ces voix ont été et seront toujours honnies comme étant celles de quelques «renégats». Cependant, ces hommes n'ont fait qu'exprimer l'opinion d'un grand nombre de nos compatriotes en affirmant que les Alsaciens-Lorrains ne désiraient nullement être libérés par la France.

«Le silence des Alsaciens animés de sentiments nationaux et allemands a trop duré. Le moment est venu de répondre à ces excitateurs qui, bien que d'origine alsacienne, ont fui leur pays et ne sont nullement qualifiés pour parler en leur nom.

«Il faut qu'au début de cette cinquième année de guerre nous rompions le silence que nous avons observé jusqu'à présent et que nous répondions par ces mots aux complices du gouvernement français :

— Nous ne voulons pas que cette guerre, qui entraînera nécessairement la ruine de l'Europe, dure un jour de plus à cause de nous ; car nous ne voulons pas que l'Alsace soit séparée de l'empire allemand ; nous faisons partie de l'Allemagne à laquelle nous voulons rester attachés.

— Nous n'avons pas l'intention d'indiquer et de développer ici les raisons de cet appel. Nous les exposerons amplement dans les communiqués que le Bund a l'intention de publier.

«Celui qui approuve notre mot de ralliement si clair et si précis ; celui qui comprend qu'il est indigne des Alsaciens d'être le but de cette lutte terrible entre deux nations et que de cette lutte mondiale, les Alsaciens sortiront finalement épuisés moralement et physiquement ; celui qui désire que la langue de nos ancêtres et les mœurs de notre pays soient intégralement et sans corruption transmises à nos descendants ; celui qui veut préparer à notre cher Heimatland un avenir digne de son valeureux passé spirituel et culturel ; celui qui est persuadé que cette proclamation d'attachement de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne est susceptible d'amener la fin de cette lutte, cause de tant de ruines matérielles, économiques, spirituelles et morales pour des millions de personnes, celui-là doit faire partie de notre Bund !

«A quelle classe, à quelle confession, à quel parti qu'il appartienne, il sera le bienvenu. Toutes les différences et toutes les oppositions doivent s'effacer devant l'intérêt général. Et il en va de l'intérêt général ! Car il ne s'agit pas seulement du bonheur de notre Heimat si éprouvée, qui ne veut plus être à l'avenir, comme elle l'a été dans le passé, le trophée (der Kampfspreis) de luttes sanglantes, mais il en va de l'existence ou de la destruction de l'Empire Allemand ; il en va du bonheur de toute l'Europe, et même de toute l'humanité civilisée».

Les statuts de l'Elsaesser-Bund contenaient 18 articles, dont le premier disait :

«L'Elsaesser-Bund se donne pour tâche, en vue de la sauvegarde de l'idée alsacienne-allemande :

1°) de poursuivre le développement de l'Alsace en considération de son passé allemand ;

2°) de combattre toutes les manœuvres ayant pour but de la séparer de l'Empire Allemand, dans la persuasion de son attachement national, artistique et économique à l'Allemagne».

Parmi les 63 membres fondateurs de l'Elsaesser-Bund, on relevait 18 membres du corps enseignant : le Dr Anrich et le Dr Ehrhardt, professeurs à l'université «Kaiser Wilhelm» de Strasbourg ; Dreyfus, Ehrismann, Kapp, Lienhardt, Truschel et Würtz, professeurs à Strasbourg ; Beyer, directeur de la Realschule à Barr ; Koenig, directeur du séminaire de Strasbourg ; Landmann, directeur du Collège de Zillisheim replié à Colmar ; Will, directeur de l'orphelinat de Strasbourg-Neudorf ; Braun, Lévêque, Mehl, Raepel, Simon et Weydhaupt, respectivement instituteurs à Ittenheim, Burgfelden, Strasbourg-Neudorf, Schiltigheim, Colmar et Koenigshoffen.

L'on comptait aussi 18 pasteurs protestants : Adam (Dorlisheim), Bauer (Ittenheim), Braun (Koenigshoffen), Ernst (Strasbourg), Grucker (Haguenau), Guerrier (Alteckendorf), Herrmann (Woerth), Kauffmann (Monswiller), Klein (Strasbourg), Klein (Durstel), Lasch (Strasbourg), Liebrich (Herbitzheim), Millier (Neuwiller), Metzger (Strasbourg-Neudorf), Oschmann (Strasbourg), Stricker (Strasbourg), Unsinger (Schiltigheim) et Zier (Strasbourg-Neudorf).

On comptait encore 9 curés ou vicaires catholiques : Braun (Strasbourg), Gapp (St Gall en Suisse), Hanhart (Colmar), Huss (Neukirch), Hartmann (Bischwiller), Mazzoni (Wangenbourg), le Dr Scherer (vicaire apostolique à Barr), Sigwalt (Runtzenheim), et le chanoine Wilhelm (Strasbourg).

En outre 2 rabbins : Lévy (grand-rabbin à Strasbourg) et Uhry.

Parmi les autres professions libérales, signalons, à côté de l'avocat Dif-fort (Strasbourg-Robertsau) et des deux médecins, le Dr Spindler (Munster) et le Dr Schweitzer (Koenigshoffen), deux écrivains : madame Kurr née Hartmann, connue sous le pseudonyme de Marie Hart, et Stadler.

Les fonctionnaires étaient représentés par Emil Pétri, sous-secrétaire d'Etat en retraite, Adolf Goetz, conseiller d'Etat, Berst et Leonhardt, conseillers à la Cour des Comptes, et habitant Strasbourg ; Gilg, conseiller municipal à Colmar, Rudolf Schwander et Georges Wehrung, maires respectivement de Strasbourg et d'Ottwiller, et le bibliothécaire Ritter de Geispolsheim.

Enfin, il faut y joindre le baron von Turckheim (château de Trutten-hausen), le baron von Grunelius (château de Kolbsheim) et le forgeron de Monswiller, Albert Koettmann.

Une mystérieuse association installée en Espagne, près de Barcelone, l'Union Révolutionnaire pour la Paix, faisait distribuer des tracts rouges à l'intérieur de la France. On pouvait y lire :

«Lord Grey avait prétendu que l'Angleterre était entrée en guerre pour défendre la Belgique. Lloyd George proclame maintenant que la lutte doit continuer jusqu'à ce que l'Alsace-Lorraine soit reconquise, ce territoire dont l'annexion par l'Allemagne avait été expressément approuvée par la Grande-Bretagne en 1871.

«En décembre 1870, le célèbre historien Carlyle avait écrit dans le Times, organe gouvernemental : Depuis 400 ans, aucune nation n'a eu des voisins aussi malveillants que ne l'étaient pour l'Allemagne les Français, insolents, rapaces, insatiables, implacables et toujours prêts à prendre l'offensive. Je ne connais aucune loi naturelle ou divine qui puisse dispenser la France de l'obligation de restituer l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne. Ayant volé ces provinces, la France ne peut faire valoir d'autres titres de propriété que l'astuce de Richelieu et la puissante épée de Louis XIV».

D'autres tracts d'origine inconnue étaient glissés dans les journaux parisiens, par exemple :

«Ravoir l'Alsace-Lorraine sans sa volonté, c'est introduire en France des ennemis mortels à sa tranquillité ! Français, réclamez le plébiscite pour l'Alsace-Lorraine !»

«Ravoir l'Alsace, c'est un leurre ! Ravoir l'Alsace, serait introduire en France des milliers

d'Allemands qui prendraient le travail aux ouvriers français !»

Si la question de l'Alsace-Lorraine prenait ainsi en 1918 une aussi grande importance, la cause en était le message que le président des U.S.A., Wilson, avait adressé au Sénat, le 8 janvier 1918, pour qu'il vote les crédits nécessaires à la continuation de la guerre. Or, sur les 14 points soulevés, le 8ème concernait directement l'Alsace-Lorraine :

«... Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante années, devra être réparé, afin que la paix puisse une fois de plus être assurée dans l'intérêt de tous».

2. Le gouvernement Schwander/Hauss et le plébiscite

Le message de Wilson parlait de «réparation» et non du retour de l'Alsace-Lorraine à la France ; cette réparation pouvait se faire en donnant par exemple aux Français les colonies allemandes d'Afrique. Et si vraiment l'Allemagne devrait livrer l'Alsace-Lorraine, un silence total régnait sur les modalités de ce retour. La population serait-elle consultée par un plébiscite, selon les grands principes de Wilson?

Des précisions furent demandées, et Wilson répondit le 12 février 1918 :

— «Les peuples et les provinces ne doivent pas faire l'objet de marchés et passer de souveraineté en souveraineté, comme s'ils étaient de simples objets ou de simples pions d'un jeu, même du grand jeu maintenant à jamais discrédité de l'équilibre des forces.

— «Tout règlement territorial se rapportant à cette guerre doit être fait dans l'intérêt et au bénéfice des populations intéressées, et non pas comme partie d'un simple arrangement ou d'un compromis de revendications entre Etats rivaux.

— «Toutes les aspirations nationales bien définies devront recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse être accordée sans introduire de nouveaux ou perpétuer d'anciens éléments de discorde ou d'antagonisme susceptibles, avec le temps, de rompre la paix de l'Europe et par conséquent du monde».

Enfin, dans un discours du 27 septembre 1918, Wilson déclarait encore : «La justice impartiale que nous voulons, ne devra pas faire de différence entre ceux à l'égard desquels nous voulons être justes. Elle devra être une justice ne connaissant pas le favoritisme, mais seulement les droits égaux des différents peuples».

Sur plus d'un point, la position du président des Etats-Unis rejoignait celle du Pape. Le 1er août de l'année précédente, Benoît XV avait envoyé une lettre rédigée en français à tous les belligérants. Il y demandait notamment que, en ce qui concerne le Tyrol autrichien et l'Alsace-Lorraine, «les parties en conflit voudront les examiner avec des dispositions conciliantes, tenant compte, dans la mesure du juste et du possible... des aspirations des peuples, et à l'occasion, coordonnant les intérêts particuliers au bien général de la grande société humaine». Ainsi, le Pape proposait clairement le recours au plébiscite.

Devant l'échec de l'offensive allemande en France et le début de la retraite générale sur le front ouest, face à la famine et à l'épuisement de tous les secteurs de l'empire allemand du fait du blocus, Guillaume II finit par trouver les propositions de Wilson intéressantes, presque avantageuses. En faisant jouer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en accordant le plébiscite, il pouvait peut-être conserver le Land Elsaß-Lothringen, ou tout au moins éviter qu'il ne passe au pouvoir de la France en lui octroyant l'indépendance et la souveraineté avec la neutralité. Mais à une condition : assurer au plus vite ce qui avait été si longtemps différé, l'autonomie pleine et entière, en supprimant la tutelle impériale et en lui accordant le droit de pouvoir modifier lui-même sa propre Constitution.

Le chancelier von Hertling donna donc sa démission à la fin de septembre, et le 3 octobre 1918,

Max von Baden, prince héritier de l'archiduché de Bade, marié à une princesse anglaise, fut nommé nouveau chancelier de l'Empire. Au cours des négociations qui avaient précédé cette nomination, Karl Hauss, chef du Zentrum Elsaß-Lothringen au Reichstag, avait fait pression sur les différents partis politiques de la majorité gouvernementale pour leur faire accepter la quatrième condition posée par la social-démocratie à sa participation au gouvernement ; cette quatrième condition était l'autonomie complète du Reichsland Elsaß-Lothringen.

Cette exigence devint le cinquième point de la politique du nouveau chancelier : «Création d'un Etat fédéré alsacien-lorrain de plein droit, par l'octroi de l'autonomie, conformément aux demandes de la population d'Alsace-Lorraine (Schaffung eines selbständigen Bundesstaates Elsaß-Lothringen unter Gewährung der Autonomie, entsprechend dem Verlangen der elsäß-lothringischen Bevölkerung)».

Le 5 octobre 1918, dans son discours-programme au Reichstag, Max von Baden déclarait solennellement :

«Je tiens inébranlablement aux principes fédératifs du Reich en tant qu'Etat fédéral, dont chaque membre peut disposer en toute autonomie de sa propre vie constitutionnelle, un droit auquel l'Alsace-Lorraine prétend à juste titre».

Dans le même discours, le chancelier annonçait qu'il avait donné ordre, la nuit même, d'entamer les négociations d'armistice avec le président des Etats-Unis. De fait, ce 5 octobre 1918, le baron von Romberg, ambassadeur d'Allemagne à Berne, remettait au chef du département politique du gouvernement fédéral suisse une note destinée à être télégraphiée à Wilson:

«Le gouvernement allemand prie le président des Etats-Unis d'Amérique de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les Etats belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations. Le gouvernement allemand prend pour base de ces négociations le programme élaboré dans le message adressé au Congrès le 8 janvier 1918 par le président des Etats-Unis d'Amérique et dans ses déclarations ultérieures, en particulier dans le discours du 27 septembre 1918. Pour éviter que l'effusion de sang ne continue, le gouvernement allemand demande la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs. Max von Baden».

Trois jours plus tard courait le bruit du remplacement du Statthalter von Dallwitz par le Rhénan Frenken, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Justice et aux Cultes au Ministerium Elsaß-Lothringens de 1914 à 1916. Quant au secrétariat d'Etat, il devait revenir à Karl Hauss, journaliste et imprimeur à Strasbourg, né à Brumath le 3 janvier 1871, député au Reichstag depuis 1907 et chef du Zentrum Elsaß-Lothringen, le principal parti politique alsacien.

En réalité, Frenken ne tenait guère à cette nomination et le gouvernement impérial penchait plutôt vers un exécutif constitué uniquement d'Alsacien-Lorrains de souche. Au demeurant, comme Frenken et Karl Hauss passaient pour être catholiques fervents, les protestants auraient pu craindre une oppression confessionnelle à une époque qui ignorait superbement l'œcuménisme et dans un pays où le clivage religieux était important.

Finalement, le Dr Rudolf Schwander, protestant originaire de Colmar, maire de Strasbourg et membre élu de la Première Chambre du Landtag Elsaß-Lothringens, revenait de Berlin, le 9 octobre 1918, avec pour mission de négocier la formation d'un nouveau gouvernement pour l'Alsace-Lorraine.

Le 14 octobre 1918, l'Empereur le nommait officiellement Statthalter et lui adjoignait Karl Hauss comme Staatssekretär, chargé d'expédier les affaires courantes.

Le 16 octobre, une réunion des députés alsaciens-lorrains au Reichstag avait lieu à Berlin. Karl Hauss, qui avait négocié l'autonomie avec les chefs des partis politiques, mais qui n'avait pas encore reçu sa nomination officielle de Premier Ministre d'Alsace-Lorraine, leur exposa la situation. On jugea bon de faire une déclaration commune à la tribune du Reichstag, contenant

notamment la revendication du peuple alsacien-lorrain à disposer de lui-même.

Jacques Peirottes critiqua cette proposition qu'il trouvait inopportune. Quand il avait auparavant réclamé un plébiscite, les députés du Zentrum s'y étaient toujours opposés :

«J'ai toujours le même point de vue, ajouta-t-il, mais je ne signerai pas de déclaration commune, parce que je ne puis apposer mon nom à côté de noms de collègues qui, il y a quelques mois encore, s'opposaient au droit de libre disposition pour l'Alsace-Lorraine et qui ont une autre opinion depuis qu'un changement est intervenu dans la situation. Je refuse de me compromettre avec eux !».

Finalement, Hauss fut désigné pour rédiger la déclaration commune, et une nouvelle réunion fut fixée pour le lendemain, jeudi 17 octobre 1918. Plusieurs députés en étaient absents : les socialistes Peirottes et Emmel avaient préféré une assemblée des socialistes allemands qui se tenait en même temps ; le Dr Ricklin, président de la Deuxième Chambre du Landtag était parti en voyage ; enfin, Karl Hauss, qui avait reçu entre temps sa nomination de Staatssekretär du Ministerium Elsaß-Lothringens, avait pris le train pour Strasbourg.

Au cours de cette seconde réunion à effectif réduit, l'abbé Xavier Haegy fut chargé de remplacer Hauss à la tribune du Reichstag et de rédiger le discours, dont les principales parties furent adoptées à l'unanimité.

Pendant ces concertations à Berlin, le Staatssekretär Karl Hauss exposait le 18 octobre 1918 à Strasbourg que l'Alsace avait été détachée de la France en 1871 par la simple force des armes, mais que les premiers députés alsaciens-lorrains au Reichstag le 18 février 1874 réclamaient le plébiscite en se fondant sur l'article 286 du Droit des Peuples publié par le célèbre juriste suisse Jean-Gaspard Bluntschli à Heidelberg en 1865:

«Pour rendre valide le retranchement d'un territoire, il faut d'abord qu'il soit approuvé par sa population en possession de tous ses droits politiques. Cette reconnaissance de droit ne peut sous aucun prétexte être passée sous silence ou escamotée, car les populations ne sont point pur objet du Droit et de la Volonté, et on ne peut les remettre en propriété au premier venu».

Or, continuait Hauss, en 1871 le gouvernement allemand n'y avait pas donné suite, provoquant par là un malaise durable : la population d'Alsace-Lorraine protestait parce que ses droits à l'autodétermination étaient alors violés. Il est vrai que dans son refus, Berlin faisait valoir que la situation de pays frontière et les menaces de revanche de la France ne permettaient point de donner satisfaction aux justes réclamations de l'époque.

Puis il advint que le Reichsland Elsaß-Lothringen, faisant de nécessité vertu, prospéra quand même au sein de l'empire allemand qui l'acheminait vers sa maturité politique en lui octroyant la Constitution de 1911. Mais depuis que le gouvernement allemand acceptait de négocier la paix sur la base des 14 points de Wilson, la situation n'était-elle pas entièrement remise en question ? En effet, l'article 8 transformait la question intérieure concernant l'Alsace-Lorraine en question internationale.

Malgré cette incertitude, le Staatssekretär Hauss allait de l'avant ; le 19 octobre il recevait l'ordre de former son ministère et il convoqua le Landtag pour le 3 novembre : il fallait auparavant déménager l'hôpital militaire qui occupait ses locaux.

De son côté, l'abbé Xavier Haegy avait achevé sa proclamation solennelle destinée à être lue à la tribune du Reichstag et dont les principes avaient été approuvés unanimement le 17 octobre précédent. Le passage essentiel en était le suivant :

«Le programme de paix du président Wilson a soulevé à nouveau la question de l'annexion de 1871. Les peuples, notamment celui d'Alsace-Lorraine, doivent prendre position à ce sujet. Nous n'avons pas jusqu'à présent de mandat pour procéder à un plébiscite, mais nous croyons pouvoir déclarer que le peuple d'Alsace-Lorraine admet sans réserve le droit de libre disposition des peuples dont l'application réglera son avenir politique.

«L'Alsace-Lorraine doit servir d'exemple pour l'application de cette conception juridique. Elle a subi autrefois, par force, des annexions sans ou contre la volonté de la population. Il lui manque cet attachement historique continu à l'une ou à l'autre des nations voisines ; son passé mouvementé, son particularisme linguistique et ethnique, l'esprit indépendant de ses habitants, n'en font pas une partie intégrante d'un Etat (Es fehlt Elsaß-Lothringen die lückenlose historische Zugehörigkeit zu einem der angrenzenden Staategebilde ; seine wechselvolle Vergangenheit, seine sprachliche und völkische Eigenart, die selbständige Gesinnung seiner Bewohner lassen es nicht von Natur und Geschichte als zu integrierendem Bestandteil eines Staatswesens geworden erscheinen).

«La puissance des armes et la victoire ne doivent pas seules décider du sort de l'Alsace-Lorraine, si ce pays doit cesser d'être une pomme de discorde (der Zankapfel) entre deux grandes nations dont les langues et les nationalités sont représentées sur son sol, s'il ne doit pas constituer une menace constante pour la paix européenne, et s'il doit être autre chose qu'un glacis dirigé contre l'ennemi en cas de guerre.

«La population, à laquelle par la grâce de Dieu appartient légitimement le pays qu'elle habite, doit décider de quelle manière elle veut que l'avenir de son Etat soit réglé ; et sa décision doit créer un droit inviolable (Die Bevölkerung, der von Gottes Gnaden und von Rechts wegen das Land gehört, das sie bewohnt, soll darüber entscheiden, wie sie ihre staatliche Zukunft geregelt wissen will, und ihre Entscheidung soll unantastbares Recht schaffen).

«L'Alsace-Lorraine pourra ainsi jouer le rôle auquel l'histoire la destine : être un trait d'union entre deux peuples qui se sont déjà trop déchirés par des guerres sanglantes, constituer le pont de la réconciliation entre deux nations et une zone de contact amical entre deux cultures qui sont appelées à collaborer avec émulation pour le salut et le bonheur de l'humanité».

Ce texte magnifique, l'abbé Haegy voulut le soumettre aux députés alsaciens-lorrains en vue d'éventuelles retouches de détail. Mais le Dr Ricklin empêcha cette ultime réunion de mise au point.

En réalité, le Dr Eugène Ricklin était ulcéré de ce que Karl Hauss ait été nommé premier ministre à sa place ou du moins sans qu'il ait été consulté, lui qui avait toujours courageusement défendu l'Empire et qui était le président du Volksparlament au Landtag Elsaß-Lothringens.

Le soir donc du 16 octobre où fut connue la mission de Karl Hauss, il se précipita dans les bureaux des ministères pour se renseigner et demander des explications sur le brusque revirement gouvernemental au sujet de l'Alsace-Lorraine. Le Staatssekretär Lewald lui aurait alors déclaré (et plus tard démenti) :

«Il s'agit d'une action de sauvetage qui devrait se montrer bénéfique à l'Allemagne dans l'hypothèse d'un plébiscite du peuple alsacien-lorrain, lequel ne manquerait pas de se prononcer pour le Reich allemand, d'autant que le nouveau gouvernement ferait pression en ce sens».

Le lendemain 17 octobre, le Dr Ricklin refusa également de participer à la commission qui avait chargé l'abbé Haegy de la déclaration au Reichstag. Il avait maintenant changé d'idée et il fit rejeter le texte préparé par l'abbé Haegy en faisant prévaloir ses nouvelles conceptions. Puis, en accord avec deux députés lorrains, Schatz et Lévêque, et deux députés alsaciens, Thumann et Haegy, le Dr Ricklin prit le 23 octobre la parole au Reichstag pour répondre au chancelier Max von Baden :

«M. le Chancelier de l'Empire a annoncé dans son discours du 5 octobre que l'Alsace-Lorraine obtiendrait l'autonomie d'Etat fédéré. Il nous a fait savoir dans son discours d'hier que des Alsaciens venaient d'être nommés Statthalter et secrétaire d'Etat. Il a ajouté qu'il accepterait d'exposer publiquement le programme que le nouveau Statthalter aurait établi pour son gouvernement avec la collaboration des chefs de parti.

Mais M. le Chancelier a omis complètement d'indiquer dans quel but le gouvernement allemand introduisait ces réformes en Alsace et ce qu'il attendait d'elles. Il y a tout lieu d'admettre qu'il attend de cette action que l'état d'esprit des Alsaciens-Lorrains soit influencé dans le sens

germanophile. Nous considérons comme un devoir de conscience de dire l'entière vérité au peuple allemand pour qu'il n'ait point d'espérances illusoires à ce propos. La vérité est que tout ce qui peut être entrepris en ce sens à Berlin ou par le nouveau gouvernement de Strasbourg ne peut avoir aucune influence efficace sur l'état d'esprit actuel en Alsace-Lorraine, tel qu'il résulte de la guerre.

«Le gouvernement allemand ayant accepté les 14 points du programme de paix de Wilson, notamment le paragraphe 8 relatif à l'Alsace-Lorraine, la question d'Alsace-Lorraine est devenue une question internationale dont la solution incombe, si ce n'est au président Wilson, du moins au Congrès de la Paix. Nos conceptions s'appuient d'ailleurs sur les paroles de M. le Chancelier qui a déclaré hier que la question de droit ne s'arrêterait pas aux frontières du pays et que les articles qui ont été adoptés concernaient également des problèmes intérieurs du Reich.

«Etant persuadés que lors de la discussion de la question alsacienne-lorraine on tiendra compte de ce que la grande majorité de la population réclame le droit de décider elle-même de son sort politique, nous devons actuellement laisser de côté tout ce qui pourrait empiéter sur la libre manifestation de la volonté des Alsaciens-Lorrains. Les modifications apportées à la Constitution, en ce qui nous concerne, sont, de l'avis d'un grand nombre de milieux, préjudiciables à la libre expression de la volonté du peuple alsacien-lorrain. En tout cas, elles sont de nature à troubler l'opinion publique.

«Mais depuis que la question d'Alsace-Lorraine a pris cette tournure et s'est placée sur le terrain international, nous estimons dépassé le mandat, confié par nos électeurs, d'obtenir à notre pays l'autonomie d'un Etat Fédéré».

En terminant, le Dr Ricklin remerciait tous les députés allemands qui avaient régulièrement soutenu les demandes de l'Alsace-Lorraine ; il regrettait que cette autonomie d'Etat fédéré n'ait point été accordée plus tôt : elle aurait pu éviter à l'Alsace-Lorraine beaucoup de malheurs et au monde entier la terrible guerre.

Ainsi, le Dr Ricklin, avec ses quatre collègues, déniait au gouvernement allemand la possibilité d'octroyer l'autonomie à l'Alsace-Lorraine, mais il reconnaissait par contre ce droit à la future Conférence de la Paix.

Grande fut la stupeur du Statthalter Schwander et du Staatssekretar Karl Hauss, lorsqu'ils lurent dans les journaux du 24 octobre la déclaration Ricklin au Reichstag. Le lendemain, 25 octobre, la Strassburger Neue Zeitung publiait une interview accordée par Karl Hauss qui se déclara fort surpris des paroles du Dr Ricklin, parce qu'elles ne correspondaient pas au texte établi précédemment.

«Je suis convaincu, dit-il, que le peuple alsacien-lorrain revendique absolument l'application de ce droit de libre disposition et ne veut pas laisser à la Conférence de la Paix ou à M. Wilson, comme l'indique M. Ricklin, le soin de décider de son sort ; il attend au contraire de la Conférence de la Paix la ratification de la décision que le peuple aura prise. Tel est le projet pour l'avenir du pays et la base de mon programme. Je pense que le Landtag alsacien-lorrain est seul compétent pour faire valoir la volonté du peuple et qu'il adoptera ce programme».

Puis, le journal publiait le texte de la déclaration que l'abbé Haegy aurait dû faire au Reichstag ce même 25 octobre 1918.

Effectivement, l'abbé Haegy prenait la parole ce jour-là au Reichstag, mais il ne parla point dans le sens du texte que Karl Hauss faisait publier dans la Strassburger Neue Zeitung ; au contraire, il défendit les mêmes idées que le Dr Ricklin deux jours plus tôt. Son long discours débutait par une confession d'opportunisme politique : «En chaque affaire terrestre, le plus important est le lieu et l'heure (Das Wichtigste an jedem irdischen Ding ist Ort und Stunde)».

Il rappela brièvement que le cri «L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains» avait toujours été la devise de tous les partis politiques du pays, mais que l'Allemagne y avait trop mis de mauvaise volonté ; voilà que brusquement, parce que la guerre tournait mal, on allait hâtivement concéder à

l'Alsace-Lorraine une autonomie d'Etat fédéré.

Cela n'était pas possible, parce que trop tard, et les projets du nouveau gouvernement d'Alsace-Lorraine n'étaient point connus officiellement. «Il est de notre devoir, expliquait l'orateur, de dire ici qu'il est difficile de concilier le paragraphe 8 des conditions de Wilson et la réorganisation de l'Alsace-Lorraine en un nouvel Etat fédéré».

L'abbé Haegy terminait en reprenant la thèse du Dr Ricklin :

«Nous sommes convaincus qu'au moment où la question d'Alsace-Lorraine sera discutée à la Conférence de la Paix, il sera tenu compte de ce que la grande majorité du peuple alsacien-lorrain réclame le droit de disposer de son sort politique ; c'est pourquoi nous voulons laisser de côté tout ce qui pourrait empiéter sur la libre expression de la volonté des Alsaciens-Lorrains».

Ce 25 octobre 1918, l'abbé Haegy fut le dernier Alsacien-Lorrain à parler à la tribune du Reichstag !

Une réunion privée réunissait le 29 octobre les membres du Zentrum Elsaß-Lothringen à l'Hôtel-de-Ville de Strasbourg ; elle fut des plus houleuses et plusieurs tendances s'y manifestèrent comme il était à prévoir.

D'un côté, le Staatssekretär Karl Hauss et le chanoine Karl Didio estimaient qu'en cas d'annexion probable à la France, seule une Alsace-Lorraine autonome pourrait participer comme membre à part entière à la Conférence de la Paix et ainsi seulement pourrait défendre son originalité et son caractère ethnique ; il fallait donc soutenir le gouvernement local Schwander/Hauss et obtenir rapidement la modification de la Constitution du pays ; ils avaient probablement raison.

D'un autre côté, le Dr Eugène Ricklin et le Dr Alphonse Schott penchaient pour la solution inverse : une Alsace-Lorraine autonome serait trop suspecte à une France ivre de sa victoire et elle compromettrait l'avenir du Zentrum Elsaß-Lothringen aux yeux du vainqueur. Mais Schott et Ricklin différaient encore entre eux : Ricklin voulait l'organisation d'un plébiscite sous la protection de la Conférence de la Paix, et il espérait que ce plébiscite ferait de l'Alsace-Lorraine une nouvelle Suisse ; quant à Schott, il était pour la remise pure et simple de l'Alsace-Lorraine au vainqueur, comme c'était également le vœu du chanoine Delsor et de Wetterlé, Blumenthal, Boll, Bücher, etc., à Paris.

Le Zentrum Elsaß-Lothringen éclatait en deux. Le lendemain 30 octobre 1918, la fraction Ricklin votait l'exclusion de Karl Hauss et de tous les membres qui accepteraient de faire partie de son gouvernement !...

Ce fut une grave erreur. D'autre part, la Sozial-Demokratie refusa également sa participation à un gouvernement «bourgeois», tandis que le Lothringer Block estima lâchement que le destin d'Elsaß-Lothringen ne le concernait plus : il vivait déjà dans le tricolore ! Seule, et c'est à son honneur, la Liberale-Fortschrittspartei, à laquelle appartenait le Statthalter Rudolf Schwan-der, accordait son soutien au ministre Karl Hauss, à condition qu'il ne comptât que des Alsaciens-Lorrains.

Le 1er novembre 1918, le comte von Andlau, le chanoine Charles Didio et le pasteur Kuntz acceptaient de participer au premier gouvernement constitué uniquement d'Alsaciens. Le premier Unterstaatssekretär fut chargé de l'Economie, le second de l'Enseignement et le troisième, qui était président de la commission synodale de l'Eglise Réformée, fut chargé de la Justice. Mais étant donné les circonstances tragiques du moment, ce Ministerium ne pouvait plus être qu'un simple ministère chargé d'expédier les affaires courantes.

Pendant que Karl Hauss s'affairait à former, avec des difficultés inouïes, son ministère, le Statthalter Rudolf Schwander allait de l'avant. Il transmettait au Bundesrat un projet de loi qui modifiait la constitution de l'Alsace-Lorraine pour la mettre à égalité avec les 25 autres Etats de la Confédération allemande.

Le Bundesstaat Elsaß-Lothringen aurait trois délégués au Bundesrat ; au bout de six mois,

contre le paiement de 350 milliards de francs (valeur de la plus value depuis 1870), la propriété des chemins de fer passerait au Bundesstaat Elsaß-Lothringen ; les taxes sur la bière et les alcools devaient être transférées dans le même esprit au nouvel Etat. Et le Reichstag en était aussi saisi. Enfin, le Landtag Elsaß-Lothringens fut convoqué pour le 12 novembre 1918.

Quant à Karl Hauss, une fois de plus, il s'était rendu à Berlin pour rendre compte de la situation tendue et de son échec, puisque trop peu de politiciens et de députés alsaciens-lorrains soutenaient son effort. Le chancelier Max von Baden lui délégua alors tous les pouvoirs dont il aurait besoin pour s'adapter aux conditions nouvelles, avec l'unique mission «de faire en sorte que chaque Alsacien-Lorrain pût exprimer en toute liberté son vœu en ce qui regarde l'avenir de son pays (Dass jeder Elsaß-Lothringer in der Frage der Zukunft des Landes seinen Wunsch unbehindert bekennen kann)». Hauss se consacra dès lors exclusivement à la préparation du plébiscite en Alsace-Lorraine.

Mais la situation devenait désespérée. Le 2 novembre 1918, le Statthalter Rudolf Schwander expliquait :

«Il y a six semaines, j'avais encore l'espoir de pouvoir mener à bien l'institution de l'autonomie. La réponse à Wilson montre que l'Alsace-Lorraine est abandonnée. Résultat : on ne peut plus exiger des partis qu'ils s'exposent. Le Landtag n'est pas prêt à faire un pas en faveur du Deutschtum. Le gouvernement parviendra à mettre quelque chose sur pied avec tous les partis, à l'exception des socio-démocrates, mais il ne peut plus rien faire en faveur de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine».

Quant à la question du plébiscite, le Statthalter restait méfiant :

«Je ne sais pas si la majorité ne votera pas pour la France. Un grand nombre d'intellectuels sont hostiles à l'incorporation à la France. Si les troupes de l'Entente entrent, tout est perdu ; des drapeaux bleu-blanc-rouge sortiront de toutes les maisons. Des troupes suisses seraient le dernier espoir».

3. La révolution de 1918 et le mouvement neutraliste

Le 20 octobre 1918, sur la demande de Wilson, la marine allemande acceptait d'arrêter la guerre sous-marine. Sans doute, les sous-marins étaient interdits par la Cour internationale de La Haye, mais les Allemands n'y avaient eu recours que pour répondre à un autre acte illégal interdit par la même Cour internationale : le blocus maritime.

En cessant la guerre sous-marine, les autorités allemandes escomptaient en contre-partie la levée du blocus, ou du moins son allègement. Les Alliés n'en firent rien ; le blocus fut même maintenu après l'armistice du 11 novembre !

Afin de soulager le front ouest ébranlé par la seconde bataille de la Marne, l'amirauté impériale décida de jeter en un combat désespéré toute la flotte allemande contre sa rivale britannique. L'ordre de prendre le large fut donné les 28 et 29 octobre 1918, mais plusieurs navires de ligne refusèrent d'obtempérer et il fallut renoncer au projet.

Le 3 novembre, toute la Kriegsmarine de Kiel se mutina. L'armée de terre attaqua les matelots révoltés auxquels s'étaient joints les ouvriers du port. L'attaque échoua et le lendemain, la ville de Kiel était entre les mains des mutins. La révolution socialiste qui en mars 1917 avait renversé le tsar Nicolas II, suivie de la révolution bolchevique de novembre 1917 qui livrait la Russie à Lénine, s'allumait à son tour dans l'empire allemand.

Ce même 3 novembre, six Alsaciens membres de l'Elsaesser-Bund envoyèrent un télégramme au président Wilson :

«Monsieur le Président,

«Des citoyens alsaciens de vieille souche, de profession et de partis politiques différents, réunis le 3

novembre 1918 à Strasbourg, se placent résolument sur le terrain du droit de libre disposition des peuples, tel que vous l'avez formulé, et vous prient d'user de toute votre influence pour que l'exercice de ce droit soit assuré intégralement au peuple alsacien-lorrain. C'est le seul moyen d'éviter que l'Alsace-Lorraine soit l'enjeu d'une nouvelle guerre».

Le télégramme était signé par le professeur Würtz, docteur en médecine, et par Ehrhardt, docteur en théologie, professeur à la faculté de théologie catholique de l'université Kaiser-Wilhelm ; par Gilg, conseiller municipal de Colmar, Grucker, pasteur protestant à Haguenau, Xavier Koenig, directeur du séminaire de Strasbourg et Charles Sigwalt, curé de Rountzenheim.

Depuis le 1er novembre 1918, l'abbé Sigwalt diffusait un tract qu'il avait fait imprimer à Colmar, 15 rue Bruat, et tiré à 10 000 exemplaires dont il avait lui-même diffusé 7 000. Ce tract disait :

«Citoyens alsaciens-lorrains !

«En 1871, on a arraché l'Alsace-Lorraine à la France sans consulter nos pères. Nos pères ont protesté.

«Ils ont protesté à Bordeaux contre la séparation. Ils ont déclaré le 18 février 1874 au Reichstag allemand : Les populations ne sont pas des objets sans droit et sans volonté que l'on peut livrer au premier venu. Ils ont en vain réclamé un plébiscite. A cette époque, la force primait le droit.

«Doit-on encore disposer de nous sans nous consulter ?

«Nous devons protester avec la dernière énergie. Une paix du droit doit être conclue aujourd'hui. La paix ne sera une paix du droit que lorsqu'on aura reconnu notre droit de disposer de notre avenir. Par notre vote, une situation légale que tous les peuples devront respecter sera créée. Ce n'est qu'à cette condition que la paix pourra être durable en Europe.

«Le Président Wilson a déclaré : Les peuples ne doivent pas passer comme les pions d'un jeu d'une puissance à l'autre, et la solution des questions territoriales doit intervenir dans l'intérêt et en faveur des populations en cause. Il a proclamé à nouveau le droit pour tous les petits peuples de disposer d'eux-mêmes.

«Le gouvernement impérial allemand a reconnu les principes de Wilson. Nous pouvons et devons exiger qu'ils nous soient appliqués. On veut reconnaître à tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes (Tchèques et Slaves du Sud, Polonais et Lituanais, Arabes et Arméniens et même aux Nègres de l'Afrique). On ne peut nous refuser ce que l'on accorde à ces peuples. Nous réclamons aussi pour nous le même droit. Notre dignité l'exige ; c'est un devoir que nous devons remplir envers nos pères, envers nous-mêmes et envers nos enfants. «Nous devons obtenir l'assentiment du nouveau gouvernement populaire allemand au sujet de cette revendication et la reconnaissance de notre droit de la part des gouvernements de l'Entente et de l'Amérique. Pour cela, nous avons besoin d'un organe qui fera connaître notre volonté au monde : un parlement populaire et un gouvernement populaire qui s'appuiera sur ce parlement.

«Notre parlement est notre Landtag. Un gouvernement parlementaire sera constitué par le Landtag. On donnera à notre pays une constitution autonome. Le gouvernement et l'administration seront complètement entre les mains du peuple alsacien-lorrain. Cette constitution autonome prouvera au monde, qu'en qualité de peuple libre, nous voulons décider de notre sort librement et sans aucune pression extérieure.

«Le temps presse. Il faut établir immédiatement notre constitution démocratique, former immédiatement un gouvernement parlementaire. Il faut que le Landtag et le gouvernement revendiquent immédiatement le droit de disposer de nous-mêmes. Nous ne devons pas laisser passer les événements sans intervenir, sinon nous arriverons trop tard et l'on prendra encore des décisions à notre sujet sans nous entendre.

«Citoyen de toutes professions et de tous partis ! «Celui d'entre vous qui veut que nous puissions décider de notre avenir en qualité de libres citoyens d'un pays libre, doit réclamer ouvertement, en

donnant sa signature, que notre gouvernement et notre Landtag réalisent immédiatement un gouvernement et une administration autonomes, et qu'ils revendiquent immédiatement devant le monde et avec énergie notre droit de disposer de nous-mêmes. «Strasbourg, Colmar, Mulhouse. «Octobre 1918.

«Un comité de citoyens alsaciens de vieille souche sans distinction de parti».

Le 6 novembre 1918, l'Elsaesser publiait un appel de l'abbé Charles Sigwalt aux ecclésiastiques catholiques:

«Il est possible qu'un changement intervienne dans la situation politique de l'Alsace. L'annexion à la France peut être envisagée. Etant donné les rapports étroits qui existent entre le peuple et l'Etat, il y a lieu de faire remarquer que la grande majorité du peuple français est athée et que les milieux catholiques n'ont aucune influence. Un peuple catholique ne peut s'accommoder d'un Etat athée. La possibilité de l'annexion de l'Alsace à cet Etat et à ce peuple impose aux catholiques le devoir d'étudier à fond la situation et d'employer tous les moyens pour éviter un tel malheur. Le clergé doit donner des directives. Le soussigné prie tous les confrères qui sont du même avis d'indiquer, en lui envoyant leur adresse, qu'ils sont prêts à collaborer avec lui dans l'esprit du Judicium 7 ; 3-7. Les personnes bien douées qui s'intéressent particulièrement à la question sont priées de sonder l'opinion de leurs milieux, afin de pouvoir fournir des renseignements complets, lors des conférences qui auront lieu prochainement.

«Avec le salut fraternel.

«Sigwalt, curé de Rountzenheim (Basse-Alsace)».

Les partisans de la neutralité d'un Etat Alsacien se manifestaient encore par l'affichage sauvage sur papier rouge pâle. Par exemple :

«Nous ne voulons pas demeurer plus longtemps le ballon entre deux nations, ni le théâtre de leurs luttes. Nous voulons être neutres et loyaux à l'égard des deux antagonistes. Nous voulons, d'une part servir de cloison entre deux puissances militaires toujours ennemies, d'autre part être le lien entre deux grandes cultures.

«Nous voulons être libres. Libres d'abord du côté de la dictature et de la tutelle militaire... Mais nous voulons aussi être libres face à la France. De même souche que nos voisins suisses, nous ne voulons pas être rattachés par force à une nation statocratique étrangère... Nous voulons la paix, une paix durable ! Nous ne voulons plus que nos fils deviennent des soldats et de la chair à canon au service du militarisme, aussi bien allemand que français.

«Nous voulons présider nous-mêmes à la conduite de notre pays et le constituer conformément à notre culture et à nos habitudes. Nous ne voulons plus de gouvernement, ni de Berlin ni de Paris.

«Notre pays nous offre ce dont nous avons besoin ; nous ne voulons plus qu'à l'avenir ses forces soient mises au service d'une guerre d'extermination. Nous ne voulons pas renverser toute notre conduite et être rejetés 48 années en arrière.

«Concitoyens ! Nous réclamons de l'empire allemand la liberté et la neutralité... Nous réclamons de la France qu'elle renonce à ses prétentions sur notre pays, prétentions que la nationalité ne justifie point ; et qu'elle cesse à l'avenir d'y entretenir l'agitation. Nous faisons confiance au président Wilson pour qu'il réalise ses déclarations solennelles sur le droit d'autodétermination des peuples, sur une paix juste et sur l'empêchement de toute possibilité de nouvelle guerre, et pour qu'il fasse triompher nos droits.

«Nous promettons aux deux grandes nations à l'Est et à l'Ouest, dont nous sommes en bonne partie culturellement redevables, d'être de loyaux voisins et de respecter leurs droits justifiés et leurs particularités... Nous espérons alors qu'à l'avenir, l'Alsace-Lorraine, en tant qu'élément de la Fédération des Etats neutres de la Mer du Nord aux Alpes, en collaboration avec les laborieux et intelligents peuples de Belgique, du Luxembourg, de Suisse, pourra participer efficacement au

compromis des intérêts opposés des grandes puissances à l'Est et à l'Ouest, en vue de la paix future du monde.

«L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains et à personne d'autre ! (Elsaß-Lothringen den Elsaß-Lothringern und niemand anderem !)» Le 7 novembre 1918, l'on trouvait encore d'autres affiches : *«Le pays avec ses richesses nous appartient. Personne ne doit nous ravir notre originalité. Les langues allemande et française doivent toutes deux être reconnues au même titre. Les Allemands et les Français qui peuvent nous supporter pourront venir en hôtes, mais nous voulons être nos propres maîtres !*

(Aber unsere eigenen Herren wollen wir sein !) Seule une Alsace-Lorraine qui ne soit ni allemande ni française peut donner au monde une paix durable. Aucun sang ne doit plus être versé pour nous ; de notre côté, nous ne voulons plus être de la chair à canon. Debout pour la Liberté ! Point de crainte ! Vive la République d'Alsace-Lorraine libre et neutre ! (Auf zur Freiheit ! Keine Furcht ! Es lebe die freie, neutrale Republik Elsaß-Lothringen !)

Cependant, en Allemagne du Nord, la révolution de Kiel avait fait tache d'huile. Le 5 novembre 1918, Lübeck était tombé entre les mains des mutins ; Hambourg tombait le 6. Du triangle Kiel, Lübeck, Hambourg, partaient des trains bondés de marins en armes vers toutes les directions de l'Allemagne. Les garnisons et les ouvriers se ralliaient au mouvement insurrectionnel.

Partout surgissaient des soviets de soldats (Soldatenräte) et des soviets d'ouvriers (Arbeiterräte), contre lesquels les autorités impériales se trouvaient désarmées, ne sachant que faire et n'étant plus obéies.

Le 7 novembre 1918, le socialiste Kurt Eisner proclamait à Munich la déchéance des Wittelsbach ; le lendemain, il remplaçait le royaume de Bavière par la république démocratique et sociale de Bavière. Le 9 novembre, Guillaume II fut contraint d'abdiquer la couronne impériale, tandis que le chancelier Max von Baden transmettait ses pouvoirs au social-démocrate Friedrich Ebert.

Ce dernier décida de réunir à Berlin les délégués des Soldaten- und Arbeiterräte afin d'élaborer avec eux une nouvelle constitution. D'une fenêtre du Reichstag, et contre la volonté d'Ebert, le Staatssekretär Philipp Scheidemann, qui démissionnera le 20 juin 1919 de son poste de chancelier pour protester contre le traité de Versailles, proclama la République allemande, tandis que le spartakiste Karl Liebknecht faisait flotter le drapeau rouge sur le toit du Kaiserpalast.

Les uns après les autres, 22 rois et souverains allemands abdiquèrent. Le 28 novembre 1918, Guillaume II se résignait à renoncer aussi au trône de Prusse. Et dans toute l'Allemagne, le pouvoir réel appartenait à quiconque osait le prendre.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1918, la révolution socialiste atteignait Strasbourg. A la suite d'un coup de main insignifiant, les marins venus de la Baltique maîtrisèrent les postes militaires de la gare vers 2 heures du matin, et ceux de la place Kléber vers 6 heures du matin. Une dépêche officielle de Berlin ayant demandé d'éviter toute effusion de sang, le gouverneur militaire de la place donnait sa démission. Nulle part le mouvement révolutionnaire ne rencontra de résistance.

Bon gré mal gré, les officiers et les soldats enlevaient leurs galons et leurs cocardes militaires ; des Soldatenräte étaient rapidement élus. Généraux et officiers supérieurs avaient disparu du décor ; la population était ahurie.

A 10 heures, les révolutionnaires ouvraient les portes des prisons de Strasbourg. Il en sortit d'honnêtes gens, mais aussi des canailles ! Au même instant, à Sarreguemines, le député au Landtag Médard Brogly franchissait le seuil d'une prison où il devait purger 10 années de détention. Dans les restaurants régnait une grande animation. Au milieu des bocks de Kriegsbier, on discutait ferme de la paix imminente, de la grande fraternité des peuples. On allait aussi entendre les proclamations hurlées sur la place Kléber, sans d'ailleurs y comprendre grand'chose.

Le soir du 10 novembre 1918, des milliers de soldats déserteurs bivouaquaient à la gare de

Strasbourg, dans l'espoir de rejoindre bientôt leurs foyers. En grappes compactes, ils s'accrochaient aux portières des wagons bondés ou bien se couchaient sur les toits du train. Ce fut du reste l'unique jour de joyeuse et folle pagaille. Et c'est merveille de constater que tout se passait paisiblement et fraternellement.

Le professeur et médecin Würtz, membre de l'Elsaesser-Bund et signataire du télégramme du 3 novembre à Wilson, convoqua pour le 11 novembre au Sängershaus des hommes de confiance originaires de toute l'Alsace-Lorraine en vue de prendre le pouvoir et de proclamer l'indépendance du Land Elsaß-Lothringen. Mais les membres de l'Elsaesser-Bund furent pris de vitesse par les socialistes.

En effet, ce même 10 novembre 1918, le député social-démocrate au Reichstag, Jacques Peirottes, s'empara de l'Hôtel de Ville de Strasbourg et y convoqua le conseil municipal. Au cours de la réunion se présentèrent trois bourgeois, cocardes bleu-blanc-rouge à la boutonnière, apportant un drapeau français destiné à la flèche de la cathédrale : ils furent bien vite congédiés avec leur bannière tricolore.

De leur côté, les Soldaten- und Arbeiterräte élurent un Comité Exécutif de 13 membres sous la présidence modératrice de Rebholz ; parmi eux, encore Jacques Peirottes. Dès lors il y avait deux gouvernements distincts en Alsace-Lorraine ; d'abord le gouvernement légal Schwander/Hauss, puis le gouvernement révolutionnaire socialiste du Comité Exécutif issu des Soldaten- und Arbeiterräte.

Les villes de Metz et de Mulhouse étaient aussi tombées entre les mains des révolutionnaires le 9 novembre. Dans ces villes, des proclamations civiques en appelaient à l'autodiscipline, à l'accomplissement consciencieux des devoirs, à la concorde :

«Nous avons le droit à l'autodétermination, ajoutaient-elles, et nous devons agir en conséquence. Gardons les relations amicales entre nous Feldgrauen et la population civile... (wir stehen auf dem Boden des Selbstbestimmungsrechts und müssen auch daher dementsprechend handeln. Der freundschaftliche Verkehr zwischen uns Feldgrauen und der Zivilbevölkerung muss bis zur letzten Minute bleiben und darf durch nichts getrübt werden...)».

A Colmar, le Soldatenrat fut élu le 10 novembre et l'Arbeiterrat le 12. L'administration municipale passa à l'avocat Lehmann. D'autres soviets se formèrent dès le 10 novembre à Sélestat, Haguenau, Schiltigheim, Bischwiller, Molsheim, Erstein, Saverne. A Neuf-Brisach, la présidence du soviet était assurée par le curé catholique Richert.

Sur le front des Vosges, les Soldatenräte se constituèrent comme sous la baguette d'une fée, avec la participation des officiers. La discipline n'eut pas à en souffrir, ni la défense des positions. Et plus tard c'est en ordre que les troupes allemandes évacuèrent les tranchées vosgiennes pour se replier à 10 km derrière le Rhin.

Le 11 novembre 1918, à midi heure allemande (et onze heures en France), les armes se turent. Au même instant fut proclamée officiellement la **République d'Alsace-Lorraine**, déjà acclamée la veille par les Soldatenräte sur la place Kléber.

Comme il s'agissait d'une république sociale, ce ne fut point le drapeau ethnique Rot un Wiss (rouge et blanc) qui fut hissé au sommet de la tour de la cathédrale de Strasbourg, mais le drapeau rouge, afin de faire connaître aux troupes françaises d'invasion que la liberté avait triomphé en Allemagne et qu'il ne fallait point transformer l'Etat d'Alsace-Lorraine en glacis du capitalisme français. Ce drapeau flotta au-dessus de la capitale de l'Alsace-Lorraine du 11 au 19 novembre 1918.

4. Le Nationalrat

La grande majorité des membres du Landtag avait retiré son soutien au gouvernement

alsacien-lorrain de Schwander et de Hauss dans les dramatiques journées des 29 et 30 octobre. Une semaine plus tard, le 9 novembre, le chanoine Eugène Muller convoquait les chefs des différents partis du Landtag et ses amis politiques du Zentrum dans la chambre de l'Hôtel de France à Strasbourg où la maladie retenait le chef du Lothringer Block, le Dr Labroise.

Il s'agissait d'aviser aux meilleurs moyens de faire face aux nouveaux événements. Immédiatement après la sonnerie du «Cessez le feu», dans l'après-midi du 11 novembre 1918, le groupe réussit à réunir la majorité des députés du Volksparlament du Landtag, lorsque survint à l'improviste le Dr Eugène Ricklin, président de cette chambre et qui rentrait de Berlin.

Le Dr Ricklin proposa à ses collègues la création d'un nouveau gouvernement alsacien-lorrain, qui s'opposerait d'une part au gouvernement légitime constitué dans le cadre de l'empire allemand, savoir le gouvernement alsacien-lorrain du Statthalter Schwander et de son Premier ministre Karl Hauss et d'autre part au gouvernement insurrectionnel de la République Rouge et Neutre formé par les Soldaten- und Arbeiterräte.

S'étant ralliés à la proposition de leur président, les députés du Landtag s'érigèrent en Elsaß-Lothringischer Nationalrat ou Conseil National d'Alsace-Lorraine, et se déclarèrent seuls détenteurs légitimes de la souveraineté du peuple.

Sur le champ, le Nationalrat se dota d'un exécutif destiné à remplacer celui du gouvernement Schwander ; il s'appelait Verwaltungsausschuss. Le président en était provisoirement le Dr Ricklin, celui auquel l'empereur Guillaume II avait préféré Karl Hauss comme Staatssekretär ; il prenait maintenant sa revanche.

Le ministère de la Justice et des Cultes fut confié à Burger ; le ministère de l'Economie et des Finances, à Heinrich ; l'Aide Sociale, à Imbs ; les Travaux Publics et les Transports Publics, à Meyer ; l'Intérieur et l'Instruction Publique, à Pfleger ; enfin, Peirot, déjà maire de Strasbourg et membre de l'exécutif des Soldaten- und Arbeiterräte était nommé ministre sans portefeuille et était surtout affecté aux relations publiques et politiques.

Le Nationalrat fit placarder le lendemain dans tout le pays une proclamation qui exposait la nouvelle situation, demandait à tous les fonctionnaires de rester à leur poste, aux travailleurs de continuer leurs activités et surtout d'assurer le ravitaillement des populations ; il rappelait le maintien des lois pénales et octroyait immédiatement l'amnistie aux détenus politiques. Bref, le Nationalrat usait immédiatement de ses pouvoirs souverains.

L'Alsace-Lorraine aurait-elle maintenant trois gouvernements distincts ? Le gouvernement constitutionnel de Schwander/Hauss, le gouvernement insurrectionnel des Soldaten- und Arbeiterräte et le Verwaltungsausschuss issu du Landtag/Nationalrat ?

Le Dr Eugène Ricklin conduisit personnellement une délégation du Nationalrat auprès du Statthalter, afin de lui signifier que le Nationalrat avait pris le pouvoir souverain dans l'Etat d'Alsace-Lorraine. Schwander répondit qu'il venait d'envoyer sa propre démission et celle du ministre Karl Hauss au chancelier Ebert et que Berlin les avait acceptées.

Restait à faire admettre le Verwaltungsausschuss du Nationalrat par les 13 membres du Comité exécutif des soviets de soldats et d'ouvriers. Heureusement, les députés Peirot, Böhle et Imbs, en tant que socialistes, étaient membres simultanément des deux gouvernements révolutionnaires, celui du Nationalrat et celui des soviets, de sorte que le Comité exécutif des Soldaten- und Arbeiterräte accorda son aval, à la condition que disparaissent dans tout le pays les manifestations francophiles que préparaient déjà des agents français.

En conséquence, cocardes et drapeaux tricolores furent interdits. A Sélestat on les brûla, y compris un drapeau historique de 1789 sorti trop tôt du musée de la ville. Le lendemain 12 novembre, à 15 heures, le Nationalrat tint sa première séance dans la grande salle du Palais du Landtag. Le président Ricklin commença par expliquer la légitimité totale de la révolution parlementaire qui venait de transformer le Landtag en Nationalrat. Son argumentation pouvait se

résumer en cinq points :

1 – La disparition de l’empire allemand le 9 novembre 1918 a créé un vide constitutionnel en la personne du Kaiser qui exprimait la souveraineté nationale allemande.

2 – Cette souveraineté nationale a donc reflué de l’Empereur à sa source, savoir au peuple d’Alsace-Lorraine.

3 – La seule expression légitime connue et existante de cette souveraineté du peuple d’Alsace-Lorraine est celle des députés réunis en Landtag.

4 – La Deuxième Chambre ou Volkskammer du Landtag a été régulièrement convoquée par son président élu Eugène Ricklin ; en effet, il n’y avait plus lieu de solliciter la permission d’une autorité impériale qui n’existait plus.

5 – Le 11 novembre, les membres du Landtag estimaient de leur droit et de leur devoir, en tant que seul pouvoir souverain, de se constituer en Nationalrat ou Conseil National d’Alsace-Lorraine, et d’élire en son sein un Verwaltungsausschuss ou Comité Exécutif.

Le Dr Ricklin exposa ensuite le but du Nationalrat :

«Le Nationalrat se sent responsable de son activité politique exclusivement devant le peuple alsacien-lorrain, et il n’a point d’autre but que de faire en sorte que la période transitoire actuelle se déroule sans troubles de l’ordre public, ce qui aurait d’indicibles et terribles conséquences pour nos populations».

En conséquence, il demandait à tous les fonctionnaires, sans distinction de leur Etat d’origine, de rester à leurs postes ; en contre-partie, le Nationalrat leur assurait toute sa protection, protection du reste étendue à toutes les personnes qui séjournaient alors en Alsace-Lorraine. Et Ricklin de terminer par ces mots : *«La population d’Alsace-Lorraine n’a jamais quitté le terrain de la légalité ; elle est fermement décidée à s’y maintenir et à ne pas s’en laisser détourner, ni par rien, ni par personne».*

En fait, comme l’avait désiré certains membres du gouvernement Schwander/Hauss, le Dr Ricklin et ses amis voulaient pouvoir négocier, d’Etat souverain à Etat souverain, le retour de l’Alsace-Lorraine à la France en exigeant la garantie solennelle et écrite, confirmée par la Conférence internationale de la Paix, du respect des traditions, des libertés, de la culture et des organisations propres à l’Alsace-Lorraine ; en d’autres termes, l’autonomie de l’Alsace-Lorraine au sein de IIIème République française comme elle l’avait obtenue au sein de l’Empire allemand.

Au moment où prenaient fin les monstrueux sacrifices humains en l’honneur des Etats, «idoles sanglantes et cupides», l’Alsace-Lorraine avait définitivement échappé aux risques d’une incorporation à la Prusse et ne se trouvait point encore incorporée à la France victorieuse. Assise entre deux chaises, saurait-elle conserver son autonomie, ses libertés, son patrimoine culturel, son identité et sa dignité ?

V – ENTRE L’ARMISTICE ET LE TRAITÉ DE PAIX

La convention d’armistice signée dans la clairière de la forêt de Compiègne le 11 novembre 1918 ne portait primitivement que sur 36 jours. Elle fut reconduite trois fois, successivement le 13 décembre 1918, le 16 janvier et le 16 février 1919.

Quatre articles concernaient plus directement l’Alsace-Lorraine : les articles 2, 5, 8 et 9. L’article 2 stipulait : *«Evacuation immédiate des pays envahis, Belgique, France, Luxembourg, ainsi que l’Alsace-Lorraine, réglée de manière à être réalisée dans un délai de quinze jours à dater de la signature de l’armistice»*, c’est-à-dire à partir du 26 novembre 1918. Par cette énumération d’Etats et non de régions, l’article 2 reconnaissait d’une manière indirecte la souveraineté politique et le caractère d’Etat d’Elsaß-Lothringen.

L'article 5 déclarait : «*Evacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes*» ; puis il en réglait l'administration de la manière suivante : un mois après la signature de l'armistice (donc à partir du 11 décembre 1918), les territoires occupés par les vainqueurs seraient soustraits administrativement au gouvernement de Berlin ; les autorités locales seraient chargées de l'administration sous le contrôle direct des troupes d'occupation, qui s'empareraient de toute la rive gauche du Rhin, plus quatre têtes de pont : Cologne, Coblenze, Mayence et Kehl.

Juridiquement donc, l'Alsace-Lorraine devenait un pays occupé par les vainqueurs et elle serait détachée du gouvernement de Berlin à partir du 11 décembre 1918.

L'article 8 demandait que les chemins de fer d'Alsace-Lorraine fussent livrés avant le 11 décembre 1918 à la France, personnel et matériel inclus. L'article 9 était encore plus révélateur des intentions françaises d'annexion de l'Alsace-Lorraine : il mettait l'entretien des troupes d'occupation de la rive gauche du Rhin à la charge du gouvernement allemand, mais en excluait formellement l'Alsace-Lorraine ; grâce à cet artifice, les troupes d'occupation sembleraient stationner en territoire français et non pas en pays étranger.

Juridiquement, jusqu'au traité de Versailles, l'Alsace-Lorraine était un territoire allemand occupé par les troupes françaises, et ce territoire dépendait de Berlin jusqu'au 11 décembre 1918, puis jusqu'au 28 juin 1919, des troupes d'occupation. Mais la présence des troupes françaises dans ce territoire devait le faire basculer du côté de la France victorieuse, comme moins de trente années plus tard la présence des troupes soviétiques devait livrer l'Europe orientale à l'Union Soviétique.

1. La grave désunion du Nationalrat

En ces jours tragiques de novembre 1918, où l'Histoire allait prendre un cours nouveau, les députés alsaciens-lorrains, du fait de leur origine bourgeoise, multipliaient les erreurs politiques. La rivalité Hauss-Ricklin avait déjà fait manquer à l'Alsace-Lorraine, les 23 et 25 octobre 1918, une sortie du Reichstag digne de son passé historique, puis avait fait échouer, les 29 et 30 octobre, la création autour du duo Schwander/Hauss d'un gouvernement national soutenu par tous les Heimattreuen.

Plus grave encore : au gouvernement constitutionnel, le Dr Ricklin avait opposé le gouvernement du Nationalrat, opposant ainsi la légitimité populaire à la légitimité impériale.

Ricklin restait bien logique avec lui-même : en abandonnant l'appareil étatique allemand, l'autorité politique de l'Alsace-Lorraine résidait dans le Peuple Souverain, dont la seule expression authentique était le Nationalrat qui regroupait les députés de la Deuxième Chambre du Landtag et les députés au Reichstag.

On aurait pu objecter cependant que le mandat des députés aussi bien au Reichstag qu'au Landtag devait s'exercer dans le cadre de la Constitution de l'empire fédéral allemand (d'autant plus que les députés avaient dû émettre le serment de fidélité à la Constitution et de loyauté à l'Empereur).

En outre, les électeurs n'avaient point confié leurs mandats aux députés pour l'usage qu'ils venaient d'en faire, en créant notamment un Nationalrat révolutionnaire opposé au gouvernement constitutionnel du Statthalter et de son ministère. D'une certaine façon pourtant, le comportement du Dr Ricklin et de son Nationalrat avait obtenu une sorte de légitimation du fait qu'Ebert, chef du gouvernement révolutionnaire de Berlin, avait félicité Ricklin et avait reconnu le Verwaltungsausschuss créé par le Nationalrat dès l'après-midi du 11 novembre 1918 ; cet exécutif remplaçait le gouvernement démissionnaire de Schwander/Hauss.

C'était donc avec confiance que le Dr Ricklin envisageait sa politique d'autonomie de l'Alsace-Lorraine, autonomie qui serait octroyée, pensait-il, par la Conférence de la Paix à la suite d'un plébiscite probablement favorable. Il pourrait alors négocier, d'Etat à Etat, sur un pied d'égalité, le rattachement du pays à la France de manière à sauvegarder toutes les libertés et toutes les valeurs ethniques du Volkstum Elsass-Lothringen. L'accord entre la France et l'Alsace-Lorraine

serait ainsi garanti par tous les Etats réunis à la Conférence de la Paix.

Et c'est dans ces sentiments et dans cet espoir que le Dr Ricklin franchissait en cet après-midi du 12 novembre 1918 le seuil de la grande salle du Landtag où se tenait le Nationalrat. Mais après son remarquable discours inaugural dans lequel il justifiait la légitimité de la nouvelle politique qu'il avait dû mener, il dut déchanter. Les masques tombèrent, et il s'aperçut brusquement que les nouveaux maîtres du jeu étaient le Lothringer Block et les amis de Nicolas Delsor.

Le Lothringer Block, lié à la bourgeoisie industrielle et francophile de Lorraine, voulait que le Nationalrat puisse justifier sa légitimité afin de remettre sans contestation possible et inconditionnellement l'Alsace-Lorraine à la France, afin qu'elle redevienne le plus rapidement possible semblable à tous les autres départements français.

Ce parti n'avait absolument pas le sens ethnique. L'abbé Nicolas Delsor était né en 1847 d'un père auvergnat émigré à Strasbourg. Il avait passé une partie de sa vie en France, notamment comme précepteur à Nantes de 1874 à 1877, puis était revenu en Alsace-Lorraine, d'abord comme vicaire, puis comme curé de Marlenheim.

En 1882, il relança la Revue Catholique d'Alsace fondée en 1859 et interrompue en 1870, et il continua de la faire paraître en français. Pourtant, dans la France anticléricale de Combes, sa situation était ambiguë ; parce qu'il avait défendu le catholicisme, il se vit interdire une tournée de conférences en France et fut même expulsé en Alsace-Lorraine.

En janvier 1904, la revue satirique L'Assiette au Beurre lui avait consacré son numéro 148, et le présentait, des souliers «à la française» aux pieds, d'immenses ailes noires de chauve-souris aux épaules, courant derrière un coq effrayé portant un drapeau tricolore ; Delsor soulevait sa soutane et s'écriait : *«Je suis Allemand, voyez mes ailes ; je suis Français, voyez mes pieds !»*

La position politique de l'abbé Delsor, pratiquement identique à celle du Lothringer Block, était clairement exprimée dans la lettre que la Freie Presse du 30 octobre 1918 rendit publique. Delsor, bien que membre du Zentrum Elsaß-Lothringen, n'avait donné son assentiment ni au contenu ni à la forme de la remarquable déclaration rédigée pour le Reichstag par l'abbé Haegy (divulguée par Karl Hauss, mais, sur l'instigation de Ricklin, remplacée au dernier moment par de vives attaques contre l'Allemagne).

Et Delsor déclarait : *«Je suis, dans les circonstances actuelles, adversaire de tout plébiscite et je n'approuve pas non plus à ce sujet le Dr Ricklin dont j'applaudis quant au reste la déclaration».*

Donc, en cette réunion du Nationalrat le 12 novembre au soir, l'abbé Nicolas Delsor et le Lothringer Block s'en prirent violemment au Dr Ricklin ; estimant qu'il n'était plus représentatif de l'opinion alsacienne-lorraine, ils le contraignirent à démissionner de son poste de président du Verwaltungsausschuss ou Comité exécutif du Nationalrat.

Ainsi, Delsor allait faire échouer la politique d'autonomie de Ricklin, tout comme Ricklin avait fait échouer la politique d'autonomie de Karl Hauss, si bien que ce furent les adversaires de l'autonomie et les partisans du retour pur et simple à la France qui devenaient les maîtres du Nationalrat.

En effet, le lendemain 13 novembre 1918, dans une nouvelle séance, l'abbé Delsor chercha à rallier la majorité du Nationalrat en déclarant :

«Nous sommes ici d'abord au nom de la souveraineté du peuple d'Alsace-Lorraine ; nous sommes les représentants du peuple, et au jour où l'empire allemand a dû nous abandonner, il ne reste plus aucune autre souveraineté que la nôtre ; et en prenant en main la souveraineté du peuple, nous n'avons pris que ce dont on nous avait privé depuis 47 ans».

En renvoyant à 1871, Delsor laissait entendre que l'Alsace-Lorraine devait revenir à la France. Bien qu'éliminé de la présidence du Verwaltungsausschuss, le Dr Ricklin restait toujours président du Nationalrat, et à ce titre il provoqua une nouvelle réunion de l'assemblée dans l'après-midi de ce même 13 novembre. Afin de neutraliser l'abbé Delsor, il avait personnellement invité les

anciens membres du gouvernement Schwander alors présents à Strasbourg, Karl Hauss et le chanoine Didio.

Seul se présenta l'ancien Staatssekretär Hauss à qui l'on donna la parole. Il venait à peine de prononcer quelques phrases en termes très modérés, quand brusquement l'abbé Delsor l'interrompit sarcastiquement et l'attaqua dans son honneur d'une manière fort blessante et hors de toute mesure ; quelques députés du Lothringer Block applaudirent bruyamment.

Hauss tint à reprendre la parole, calmement, objectivement. Sa voix émue laissait pourtant deviner le coup terrible qui venait de le frapper. Il acheva en rappelant qu'il avait été durant sept années le chef et le porte-parole du Zentrum Elsaß-Lothringen au Reichstag, et qu'il y avait lieu de s'étonner de ce que son collègue Delsor découvrit maintenant seulement quel pitoyable et misérable homme il était : «was für ein elender, miserabler Mensch er sei !».

Puis, brisé de douleur, l'ancien Staatssekretär du dernier gouvernement alsacien-lorrain et député de Guebwiller au Reichstag depuis 1911, quitta dignement cette séance lamentable, aigri jusqu'à la fin de ses jours contre ses anciens collègues, et sans jamais avoir obtenu de la part de ses calomniateurs la moindre réhabilitation officielle. Il devait continuer le combat pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine sur un autre terrain, avant de mourir à 54 ans en janvier 1925. C'était un Alsacien authentique.

2. L'entrée des armées françaises en Alsace-Lorraine

Les nouveaux vainqueurs avaient mis à profit les quinze jours accordés pour la retraite des soldats allemands. Renvoyant les authentiques combattants des tranchées vosgiennes en permission parce qu'ils payaient trop peu de mine, les généraux faisaient venir des troupes reposées, sémillantes, habillées de neuf, prêtes pour les bals et les défilés, en vue de séduire les Alsaciens-Lorrains vaincus et affamés.

Les vrais soldats étaient mis en réserve, en cas d'une reprise des hostilités. L'opération «séduction» fut d'autant plus facile que les soldats allemands, éprouvés par la révolution sociale, s'en allaient hâves, étiés, épuisés, humiliés, dans des uniformes usés, déchirés, délavés, sans galons ni décorations.

Du fait de la situation révolutionnaire en Alsace-Lorraine, l'entrée des Français fut avancée au 16 novembre 1918 et échelonnée en trois étapes. Elle donna lieu à une double et dangereuse illusion. A mesure qu'avançaient les troupes françaises, les braves gens du pays pouvaient contempler ces galants militaires sortis de l'imagerie d'Epinal, conformes au mythe que la propagande franco-bourgeoise en Alsace-Lorraine avait forgé dans l'opinion publique.

D'autre part, pour ne pas être en reste, pour ne point trahir l'image d'une Alsace-Lorraine chimérique que les «pioupious» portaient dans leur cœur depuis les bancs de l'école primaire (sur lesquels ils avaient suivi, et avec quelle émotion ! le «Tour de France» par deux petits orphelins de Phalsbourg), Alsaciennes et Lorraines en costume folklorique, échappées des aquarelles légendaires de Hansi, s'élançaient au-devant des glorieux vainqueurs.

Des Comités d'accueil et de propagande, où figuraient bien des éléments douteux, organisaient le spectacle. Partout pointaient des drapeaux tricolores : on les expédiait de Paris par wagons entiers ! Les fanfares ne cessaient de jouer la Marseillaise et d'autres airs militaires.

C'était la fête, la grande fête, du moins dans les villes. Les journaux locaux, coiffés par des «revenants» et par l'autorité militaire, publiaient des reportages délirants. Au peuple affamé, la France victorieuse, riche et puissante, prodiguait son pain blanc, son vin rouge, les menus objets de la vie courante, acompte du bonheur à venir !

On fêtait la libération de la dictature militaire imposée par la Prusse, dictature qui avait engendré la haine et qui jetait un voile sur tous les bienfaits apportés à l'Alsace-Lorraine par l'ancien empire

allemand. On chantait la paix retrouvée, la Fin de l'angoisse de guerre, le proche retour des 350 000 Feldgrauen alsaciens-lorrains dans leurs foyers. Pendant que l'Allemagne et l'Europe Centrale étaient menacées par le bolchevisme triomphant en Russie, l'armée française apportait à l'Alsace l'ordre bourgeois et capitaliste.

En célébrant hystériquement le vainqueur, l'Alsace-Lorraine s'identifiait à lui et se fêtait en quelque sorte elle-même ; battue, elle allait se trouver du côté de la victoire, et cela d'autant plus qu'elle prenait davantage ses distances avec l'Allemagne. Elle ne payerait point les fameuses réparations et dettes de guerre, elle en profiterait au contraire !

L'Alsace-Lorraine, plutôt que d'être violée, se réfugiait dans l'illusion d'un don libre et spontané, d'un choix volontaire. En ces jours de folie, les descendants des Germains se crurent les descendants des Gaulois! Ils feignaient d'imaginer que leur Heimat avait été de toute éternité terre française, qu'elle n'avait point été arrachée par la violence et la ruse au Saint Empire Romain Germanique du XVII^{ème} siècle ; et les illustrations, les montages photographiques, la littérature officielle donnaient une apparence de véracité à cette suggestion collective.

Il se rencontrait aussi, surtout parmi les notables, des simulateurs et des opportunistes, toujours nombreux entre Rhin et Vosges comme en tout pays frontalier. «Parmi les Français les plus fervents, les plus fanatiques même, écrit Baechler, se trouvent beaucoup d'Alsaciens qui étaient autrefois d'ardents défenseurs du germanisme».

De son côté, Mgr Kannengieser déclarait : «Quand je passe en revue ceux qui flagornaient le gouvernement allemand à outrance, je m'aperçois que ces mêmes hommes sont aujourd'hui parmi les grands patriotes français, voulant sans doute se faire pardonner ainsi les faveurs du passé».

Mais surtout, pesaient d'un grand poids les promesses solennelles faites par la France à l'Alsace-Lorraine. En effet humainement, socialement ou politiquement, l'administration fédérale de l'empire allemand s'était trouvée en avance sur celle de la France «une et indivisible», qui au nom d'abstractions, telles que «Liberté, Egalité, Fraternité» avait colonisé les différentes ethnies de l'Hexagone et des continents, détruisant leurs valeurs culturelles parfois plus anciennes que la France elle-même!

Pour assurer l'annexion de l'Alsace-Lorraine à un Etat politiquement et socialement rétrograde mais victorieux, il fallait que la France promette de respecter l'acquis politique et social du vaincu, c'est-à-dire son originalité ethnique et ses libertés concrètes.

La longue liste de ces promesses enjôleuses, qui s'avéreront autant de parjures, commença dès le 24 novembre 1914, lorsque le général Joffre s'adressa aux habitants de Thann en ces termes : «... La France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs».

Méfiant, et à juste titre, le maire de Thann, Krumholtz, demanda en 1919 à Joffre de mettre par écrit ses fameuses promesses, et le maréchal s'exécuta de bonne grâce. Enfin, cette promesse, déjà signalée par la presse française du 2 décembre 1914, fut officialisée intégralement par le Bulletin des Armées de la République, le 30 novembre 1924. En outre, le 11 février 1915, le Président de la République Française, Raymond Poincaré, vint confirmer à Saint-Amarin les déclarations faites moins de trois mois plus tôt par le général Joffre, ajoutant que la France respecterait ces «traditions et libertés».

C'est du moins ce qu'écrivait un journal sérieux, Le Temps, le 14 février 1915. Vint l'armistice. Les promesses fallacieuses allaient couler à flots... Le 11 novembre 1918, à Paris, Paul Deschanel, président de la Chambre des Députés et futur Président de la République, déclama lyriquement à l'adresse de l'Alsace-Lorraine : «C'est toute la France... qui respectueuse de vos traditions, de vos coutumes, de vos libertés, de vos croyances, vous apporte toute sa gloire !».

Il avait donné le ton. Cinq jours avant de recevoir son bâton de maréchal, Philippe Pétain, le héros de Verdun, s'adressait le 14 novembre 1918 aux troupes qui devaient occuper l'Alsace :

«La République Française entend reprendre, dans les pays qui lui reviennent, la tradition de libéralisme que vos pères y avaient établie. Que les coutumes et les traditions locales, que les croyances religieuses, que les intérêts économiques doivent être respectés, comment les Alsaciens et les Lorrains pourront-ils en douter ? ... Ne s'immisçant dans aucune question politique, religieuse ou sociale, le Français ne verra dans les Alsaciens-Lorrains que des frères !»

L'illusion de la liberté était créée : une fois de plus, la conquête militaire scintillait du clinquant de la «libération». Le 17 novembre, Mulhouse accueillait triomphalement les Français ; Colmar, Ribeauvillé, Barr, Obernai, Sélestat firent de même le lendemain. Le 19 novembre, le général Mangin pénétrait dans Metz et déclarait : *«L'armée de la République apporte sur le sol lorrain la liberté et la justice. Vos familles, vos biens, seront protégés ; vos institutions, vos traditions seront respectées».*

Ce fut ensuite Strasbourg, la capitale d'Elsaß-Lothringen, puis Brumath, l'ancienne capitale des Germains Triboques, et enfin Haguenau, la capitale préférée des empereurs Hohenstaufen. Des gardes civiques aux brassards Rot un Wiss (rouge et blanc) avaient été mises sur pied pour faire contrepoids aux gardes rouges des socialistes révolutionnaires.

En prélude à cette entrée solennelle, le Cercle des Anciens Etudiants, créé et inspiré par l'espion Pierre Bûcher, décidait de démolir les monuments érigés par les Allemands. Le médaillon en bronze d'un Statthalter fut d'abord arraché place de Broglie ; puis la statue équestre de l'empereur Guillaume Ier élevée devant le Kaiserpalast fut renversée et décapitée ; les statues en pierre des trois empereurs Hohenzollern, Guillaume Ier, Frédéric III et Guillaume II, qui ornaient la façade de la Poste Centrale, furent mutilées.

Ce comportement iconoclaste étaient d'autant plus révoltant, que de 1870 à 1918, les Allemands avaient scrupuleusement respecté les monuments français ; ils avaient même autorisé le Souvenir Français à en ériger de nouveaux, comme le Monument des Soldats Français morts à Wissembourg en 1870, qui fut inauguré en grande pompe le 17 octobre 1909. Les nazis s'en souviendront en 1940 : ils n'eurent qu'à imiter l'exemple donné en 1918 !

Les troupes victorieuses entrèrent donc à Strasbourg dès le 21 novembre 1918 ; à midi, les montres officielles furent mises à l'heure de Paris et les aiguilles rétrogradèrent sur 11 h 05. Un symbole ? Le lendemain, à 10 heures, le général Gouraud présidait à la fête militaire. Opportuniste, le socialiste Jacques Peirotes, en qualité de président du Verwaltungsausschuss du Nationalrat et surtout de maire de Strasbourg, salua le général Gouraud et le Haut-Commissaire d'Alsace-Lorraine, Maringer, en termes aussi pompeux que ridicules ; ils se virent traités de «libérateurs de l'Humanité, de pionniers de la Démocratie et de vainqueurs de la Tyrannie».

Il est vrai que les discours patriotiques alsaciens sont toujours écœurants, parce qu'ils sonnent toujours faux! De leur côté, les Eglises officielles, dans un œcuménisme rare à l'époque, répandaient à l'envi l'encens de leurs panégyriques devant les puissants de l'heure. Partout triomphait la lâche flagornerie : la sentimentalité alsacienne était aux abois.

«Ce qu'il y a d'inquiétant, note justement un témoin et acteur de ces journées, Robert Heitz, c'est que les récits qui aujourd'hui peuvent paraître les plus écœurants de sentimentalisme pompeux sont les plus rigoureusement exacts. Mais on se doutait un peu que les émotions les plus sincères sont facilement ridicules».

Deux jours plus tard, le 24 novembre 1918, le général Gouraud lançait également sa promesse rituelle : «La France vient à vous... Non seulement elle respectera vos coutumes, vos traditions locales, vos croyances religieuses, vos intérêts économiques, mais elle pansera vos blessures...».

Citant ces paroles du général Gouraud dans une conférence à Lyon le 29 novembre 1918, Edouard Herriot ajoutait : «Une telle promesse doit être tenue !». On verra comment Herriot entendait tenir cette promesse en 1924 ! Mais après tout, il était fort possible qu'en 1918 les généraux fussent sincères... et Herriot aussi.

3. Les débuts de l'administration française

Dès 1915, la Conférence d'Alsace-Lorraine réunie à Paris avait proposé de diviser l'Alsace-Lorraine reconquise en trois départements gouvernés par des préfets subordonnés à un Commissaire Général de la République nommé par le gouvernement et destiné à remplacer d'une certaine manière l'ancien Statthalter de l'empire allemand.

Ce Commissariat Général était considéré comme une étape provisoire, de courte durée, précédant l'intégration totale des trois départements dans le système uniforme français. Deux mois avant l'armistice, le 15 septembre 1918, un premier pas en ce sens avait été la création à Paris du Service Général d'Alsace-Lorraine dont le but était de préparer les modalités d'absorption de l'Alsace-Lorraine par la France. Ce Service Général d'Alsace-Lorraine accoucha d'un premier décret, signé le 15 novembre par le président Poincaré et Clemenceau. Il s'agissait trouvait remplacé par le Haut-Commissaire de la République et les Bezirkspräsidenten par des Commissaires de la République.

A la direction de chaque Kreis ou arrondissement, le décret plaçait une Mission Militaire Administrative. Georges Maringer fut ensuite nommé Haut-Commissaire à Strasbourg. Chargé de l'administration de la Basse-Alsace, il dirigeait les deux Commissaires Léon Mirman et Henry Poulet, installés à Metz et à Colmar, chargés le premier de la Lorraine et le deuxième de la Haute-Alsace.

A partir de ce 15 novembre 1918, la hiérarchie administrative était la suivante : les Missions Militaires des arrondissements étaient subordonnées à Maringer, Mirman et Poulet ; ces deux derniers étaient subordonnés à Maringer qui lui-même dépendait étroitement du ministre de la Guerre et Président du Conseil des ministres, alors Georges Clemenceau.

Le décret du 15 novembre 1918 ramenait l'Alsace-Lorraine politiquement en arrière, pratiquement à la loi allemande du 30 décembre 1871. Plus grave encore, ce décret violait l'article 5 de la convention d'armistice signée quatre jours plus tôt, et qui prévoyait le maintien de l'administration locale sur la rive gauche du Rhin, cette administration locale devant passer à partir du 11 décembre sous le simple contrôle militaire.

Ainsi ce décret signifiait clairement que la République Française ne reconnaissait pas le Nationalrat, car à cette date, les troupes françaises n'avaient pas encore fait leur entrée triomphale dans le Land Elsaß-Lothringen et les généraux — le cas de Joffre en 1914 mis à part — n'avaient pas encore proclamé leurs promesses solennelles.

Comme aucune protestation sérieuse ne pouvait s'élever contre ces violations flagrantes de la convention d'armistice, Poincaré et Clemenceau signèrent un second décret, le 26 novembre 1918, qui abrogeait pratiquement la Constitution du Land Elsaß-Lothringen, constitution que les autonomistes avaient arrachée de haute lutte à l'empire allemand en 1911.

On peut à bon droit rester étonné d'une telle procédure : un simple décret supprimant une loi organique aussi importante qu'une Constitution! Par ce décret du 26 novembre, ironiquement appelé «November-Verfassung» (Constitution de Novembre), le Service Général d'Alsace-Lorraine, qui avait été constitué le 15 septembre 1918 autour de Clemenceau, recevait pour mission de centraliser à Paris l'administration des trois Commissaires de la République de Metz, de Colmar et surtout de Strasbourg.

Décisions et responsabilités étaient ainsi monopolisées par la capitale centralisatrice. Nouvelle violation de l'article 5 de la convention d'armistice et nouvelle aliénation de l'Alsace-Lorraine !

Outre ce travail de centralisation, le Service Général d'Alsace-Lorraine reçut le pouvoir «de coordonner l'action des œuvres de protection ou assistance en faveur des Alsaciens ou Lorrains». A partir de ce moment, le gouvernement français affectait de ne plus parler d'Alsace-Lorraine, mais d'Alsace et de Lorraine, nuance qui indiquait la volonté de détruire l'entité politique et étatique créée après 1871.

Une troisième mission était confiée au Service Général d'Alsace et Lorraine : régler les questions posées par la réintégration des territoires conquis. A cette fin, chaque ministre, au besoin chaque grand service, déléguait un représentant au Service Général pour :

«1°) Coordonner et contrôler au nom et par ordre du Président du Conseil, sur toute l'étendue des territoires recouverts d'Alsace et de Lorraine, le fonctionnement des services relevant du département ministériel qu'il représente

2°) assurer la liaison avec les services de ce département

3°) étudier l'organisation définitive à donner aux territoires après la signature de la paix».

L'article 4 du décret du 26 novembre 1918 plaçait le Service Spécial d'Alsace et de Lorraine sous l'autorité d'un secrétaire d'Etat à Paris, Jules Jeanneney (1864-1957), parent du Haut-Commissaire Maringer. Jeanneney était assisté par un Conseil Supérieur d'Alsace et Lorraine, pseudo-Landesausschuss, essentiellement composé de fonctionnaires sûrs et siégeant à Paris:

1°) Le président Louis Barthou, et cinq vice-présidents de l'ancienne Conférence d'Alsace-Lorraine créée dès février 1915

2°) les présidents des dix sections d'études d'Alsace-Lorraine, instituées dès le 22 août 1917

3°) le président de la Commission interministérielle de classement des Alsaciens-Lorrains

4°) douze personnalités alsaciennes ou lorraines, dont neuf choisies par les trois Commissaires de Metz, Colmar et Strasbourg

5°) le directeur du Service Général d'Alsace et Lorraine, le directeur des Affaires Politiques, le directeur des Affaires Administratives au ministère des Affaires Etrangères.

Sur un total de 32 conseillers supérieurs siégeant à Paris, on ne comptait que 12 Alsaciens-Lorrains, c'est-à-dire des Alsaciens et des Lorrains qui avaient opté pour la France après 1871 ou des bourgeois francisés connaissant bien la langue française. Le Volkstum Elsaß-Lothringen ne s'y trouvait absolument pas représenté.

Or, ce même mardi 26 novembre où fut signée la «November-Verfassung» qui dépouillait l'Alsace-Lorraine de sa Constitution et de son autonomie, catholiques, protestants et juifs de Strasbourg nageaient encore dans la béate euphorie des lâches illusions, rivalisant d'offices solennels d'actions de grâces, au milieu d'un grand concours d'officiers et de généraux des troupes françaises mais où manquait le vrai peuple.

4. La mort du Nationalrat

De fait, l'action d'uniformisation était facilitée par le manque de courage civique des élus du Nationalrat. Après la neutralisation du plan Ricklin (qui devait créer une République d'Alsace-Lorraine pouvant négocier son retour à la France par un contrat d'association garanti par les Etats de la Conférence de la Paix et assurant l'autonomie à l'Alsace-Lorraine dans le sein de la Illème République), après surtout l'ignoble «exécution» de l'ancien Staatssekretär Karl Hauss, le Nationalrat n'avait plus grand avenir. Cette décadence, amorcée déjà avant l'entrée des troupes françaises à Strasbourg les 21 et 22 novembre 1918 devait encore s'accroître.

Avant cette date, le Nationalrat, sous la direction contestée du président Eugène Ricklin, s'était borné à collaborer avec les Soldaten- und Arbeiterräte, aux affaires de ravitaillement, à la sécurité des transports, à l'accueil des émigrés et des fugitifs, à la démobilisation des militaires rentrant du front, au rapatriement des fonctionnaires alsaciens-lorrains employés en Prusse ou dans les autres Etats Allemands, à la récupération des cloches non encore fondues, à l'achat de chevaux et de voitures pour les paysans.

Le 15 novembre 1918, jour de la proclamation de la République au Wurtemberg et en Bohême, dans une déclaration unanime, le Nationalrat assurait de sa protection les Allemands

«**Alt-Deutsche Einwohner**» établis en **Alsace-Lorraine**, tant en ce qui regardait leurs personnes que leurs familles et leurs biens. De plus, il s'engageait à intervenir en leur faveur pour qu'ils puissent continuer à demeurer en Alsace-Lorraine. On verra quel fut leur triste sort.

Le 19 novembre 1918 arrivait du gouvernement de Berlin un télégramme daté du 17 novembre. Il attirait l'attention du Nationalrat sur le fait que l'occupation du Land Elsaß-Lothringen par les troupes françaises n'était que provisoire et que l'armistice n'était signé que pour 36 jours; en outre, un plébiscite était prévu pour la population. Ce télégramme reflétait la position prise alors par le Président des Etats-Unis Wilson et par le chef du cabinet britannique Lloyd George en faveur des minorités.

Ricklin se hâta de faire remarquer que ce télégramme exposait le point de vue allemand, sans poids ni influence alors au Nationalrat. Mais était-il vraiment renseigné sur la position respective des différents Etats de l'Entente au sujet de l'Alsace-Lorraine, et une fois de plus ne s'est-il pas trompé ? Toujours est-il qu'il n'utilisa point les possibilités fournies par le télégramme berlinois.

Le lendemain 20 novembre 1918, jour de la remise des premiers U-Boot allemands aux Anglais, le Nationalrat accordait par ordonnance l'amnistie à tous les condamnés politiques se trouvant sur le sol d'Elsaß-Lothringen. Ainsi, à défaut d'un comportement courageux et lucide, le Nationalrat se montrait au moins utile dans sa première étape. Mais après l'entrée des troupes victorieuses à Strasbourg, le Nationalrat perdit pied.

A partir de ce moment, en effet, les membres du Nationalrat n'étaient plus pris en considération en tant que tels, en tant que députés, mais uniquement en tant que notables individuels à qui l'autorité militaire daignait s'adresser pour des renseignements et éventuellement des conseils. Ils devenaient des marionnettes chargées de donner une certaine représentativité aux Comités de Réception créés par les agents français et qui organisaient les fêtes, les défilés...

Et lors de la solennelle réception officielle du Maréchal Pétain à Strasbourg le 25 novembre 1918, on avait tout simplement «oublié» d'inviter les membres du Nationalrat !... Profondément mortifiés, les députés du Nationalrat cherchèrent à se revaloriser et à redorer leur blason. Ils firent comprendre au Dr Eugène Ricklin qu'il n'était pas assez «tricolore» pour accueillir le Président de la République, Raymond Poincaré. Ils remplacèrent donc le 28 novembre 1918 le Dr Ricklin par leur doyen d'âge, l'équivoque abbé Nicolas Delsor, à la fois adversaire de Karl Hauss et de Ricklin.

Le curé de Marlenheim, fils d'Auvergnat, après avoir joui durant vingt années des honneurs du Reichstag, rêvait-il maintenant de faire une autre carrière politique au Parlement français ? Ou bien pensait-il jeter du lest pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire les intérêts de l'Eglise catholique en ce qui concernait le Concordat et la Loi Falloux, tous deux abolis en France ? Toujours est-il que Delsor allait lancer le Nationalrat dans une lamentable et basse surenchère patriotique, dont l'Alsace devait si souvent offrir le spectacle.

L'abbé Delsor commença donc par envoyer des télégrammes serviles à Poincaré et à Clemenceau. Poincaré répondit qu'il était «très sensible aux souhaits de bienvenue que lui adressent par avance les élus du suffrage universel de l'Alsace et de la Lorraine», faisant allusion au cliché des «frères retrouvés». Quant au «Tigre», avec un sens plus aigu de la fierté face à la flagornerie, il dédaigna simplement de répondre à Delsor ; pas même un accusé de réception ! Peut-être pensait-il à janvier 1904 et aux attaques de l'abbé Delsor contre le gouvernement anticlérical de Paris ?

Dans un dernier sursaut d'honneur et du sens des responsabilités, et qui sait, de honte d'avoir trahi le Volkstum Elsaß-Lothringen, certains membres du Nationalrat tentèrent d'obtenir quand même quelques garanties écrites de la part de la France. Le 3 décembre 1918, le chanoine Eugène Muller avait rédigé un projet ainsi conçu :

«... Nos provinces seront fières de devoir à la mère-patrie retrouvée, avec la sauvegarde de leurs

libertés, de leurs traditions, de leurs croyances, qui leur a été solennellement garantie par les chefs de l'armée victorieuse, une nouvelle ère de prospérité et de bonheur».

Ce texte n'était assurément pas un chef-d'œuvre. Il parle de «province» et ce mot désigne un «pays vaincu» ; il parle de «Mère-Patrie», et cette expression désigne une métropole par rapport à sa colonie ; il parle enfin de «retrouvailles» là où il s'agit en réalité d'une «reconquête» militaire. Mais enfin, ce texte avait du moins le mérite de faire allusion à l'Elsaß-Lothringertum pour le respect duquel les généraux avaient donné leur caution.

Le lendemain, le Dr Eugène Ricklin, fort bien inspiré cette fois, proposait l'addition suivante après le mot «sauvegarde» :«(...la sauvegarde) de notre langue, de nos institutions religieuses, de notre individualité administrative dans la mesure où le permet l'unité de la République, ainsi que nos intérêts économiques».

Malheureusement, l'abbé Haegy, le chanoine Millier et quelques autres députés, qui auraient voté en faveur de l'addition Ricklin, ne purent assister à la séance du 4 décembre, de sorte que l'amendement ne recueillit que l'appui du chanoine Didio, ancien sous-secrétaire d'Etat du ministère Karl Hauss, du curé Heymes et de trois autres membres. La majorité estimait l'addition Ricklin trop précise, et dans la crainte de froisser le vainqueur, elle n'en retint que la sauvegarde bourgeoise des intérêts économiques.

Il y eut pire ! Sur la proposition du socialiste Jacques Peirottes qui s'alignait déjà sur les mots d'ordre de Paris et qui tournait le dos à l'autonomie, le projet primitif du chanoine Muller fut amputé de sa clause primordiale : «la sauvegarde de nos libertés» !

Dans cette triste assemblée de pleutres, les Lorrains se distinguèrent par une flagornerie exceptionnelle. Au projet Muller déjà deux fois modifié et dénaturé, ils demandèrent que l'on ajoutât :

«L'Assemblée Nationale, préoccupée de ne laisser subsister ni en France, ni chez les nations alliées, ni chez les neutres, ni chez l'ennemi, le moindre doute sur les sentiments véritables des Alsaciens et des Lorrains, constate que l'agitation neutraliste était l'œuvre d'une infime minorité ou d'agents allemands, et déclare solennellement que, fidèle interprète de la volonté constante et irréductible de la population de l'Alsace et de la Lorraine, exprimée en 1871 par ses représentants à l'Assemblée de Bordeaux, elle considère à jamais comme inviolable et imprescriptible le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la famille française. L'Assemblée Nationale estime comme un devoir avant de s'ajourner, de proclamer à son tour la rentrée de l'Alsace et de la Lorraine dans le droit, leur rattachement à la France indiscutable et définitif».

Inutile de dire que cette longue capitulation et abdication imposée par les Lorrains au Nationalrat avait été réclamée par Paris afin de prendre de court les Allemands et de les contraindre à renouveler le 13 décembre 1918 la signature de la convention d'armistice. Par la même occasion, le gouvernement français se donnait des atouts contre les mouvements neutralistes et autonomistes qui reprenaient vigueur.

Persuadé que le Nationalrat sauverait son existence par ses capitulations, son président, le chanoine Nicolas Delsor, convoqua tout le beau monde de Strasbourg à une «Solennelle Séance Plénière de l'Assemblée Nationale», le lendemain, jeudi 5 décembre 1918 à 15 h 30. Ce fut un vrai cirque mélodramatique. Officiers, journalistes, représentants parisiens, tous ces étrangers garnissaient les tribunes, mais l'Alsace authentique était absente.

Delsor donna lecture de la proposition préparée la veille : elle fut votée publiquement, par «assis et levés», évidemment à l'unanimité, et son affichage fut ordonné dans toutes les communes d'Alsace-Lorraine. Après cette comédie, Delsor ajouta ces paroles ahurissantes :

«Les hommes d'Etat qui revendiquent le plus énergiquement pour les peuples le droit de disposer librement et souverainement de leurs destinées peuvent être en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine pleinement satisfaits. Le référendum n'a plus de raison d'être, il est fait! (Vifs applaudissements) Il

s'est accompli dans un enthousiasme indescriptible de village en village, de cité en cité, sur les pas triomphants de nos légions victorieuses ! (Vifs applaudissements)».

Ces paroles également avaient été dictées par Paris, pour fermer la bouche aux Américains et aux Anglais qui, comme les Allemands, réclamaient l'application du plébiscite en Alsace-Lorraine.

Pareilles confusions politiques et psychologiques laissent perplexe. Comment peut-on assimiler le référendum ou plébiscite, vote individuel, anonyme et secret, organe de la démocratie directe, à un vote public par «assis et levé», en présence du vainqueur invité précisément pour assister à ce simulacre et effectué dans la fièvre par quelques dizaines de députés nullement élus pour cette opération — députés qui avaient juré fidélité à la Constitution alsacienne-lorraine de 1911 — députés qui par un coup d'Etat avaient transformé le Landtag en Nationalrat, et qui de toute façon n'étaient que les organes de la démocratie indirecte ?

Comment peut-on assimiler à un référendum individuel, secret et anonyme, l'accueil fait aux troupes victorieuses apportant enfin la paix et organisé par des agents français dans des villes épuisées par cinq années de guerre et de privations innombrables, sous un régime de dure dictature militaire ?

Comment peut-on proclamer le rattachement du Land Elsaß-Lothringen à la France, alors que l'Alsace-Lorraine se trouvait toujours dans la situation de territoire allemand occupé, conformément aux articles de la convention d'armistice et valables au moins jusqu'au 17 décembre 1918 à 12 h ?

Comment enfin peut-on parler sérieusement de «nos légions victorieuses», alors que 380 000 Alsaciens-Lorrains étaient — morts ou vifs — des «Feldgrauen» vaincus ? Où est la vérité ? Où est le droit ? Où sont la pudeur du vaincu et la fierté du héros malheureux ? Où est la dignité humaine ?

Mais toutes ces flagorneries bourgeoises ne modifièrent en rien l'inéluctable cours des événements. Les jeux étaient faits, et une fois de plus, sans le peuple alsacien-lorrain. Le 9 décembre 1918, accompagnés de plus d'un millier de politiciens et de parlementaires, le Président de la République Raymond Poincaré et le Président du Conseil Georges Clemenceau faisaient à leur tour une entrée triomphale dans Strasbourg. Anticipant gaillardement sur le futur traité de Versailles, le gouvernement de Paris prenait possession de sa conquête pour mettre les Alliés devant le fait accompli.

A la mairie de Strasbourg, l'illustre cortège n'aurait même pas accordé un regard aux membres du Nationalrat assemblé, si le chanoine Muller n'avait pris sur lui d'arrêter le «Tigre» pour lui présenter, comme par hasard, les véritables et lamentables détenteurs de la souveraineté du peuple d'Alsace-Lorraine.

Quelle humiliation pour le président du Nationalrat, l'abbé Delsor ! Quant à l'ancien président de la «Volkskammer» du Landtag Elsaß-Lothringens, ancien député au Reichstag, et créateur du Nationalrat, le Dr Eugène Ricklin, c'est debout sur la pointe des pieds au milieu de la foule anonyme qu'il a dû assister aux cérémonies fastueuses de la visite du gouvernement français !

Il était clair que le gouvernement français ne reconnaissait plus d'autre autorité que la sienne, celle du vainqueur militaire ; il n'admettait plus d'autre source de pouvoir que celle de Paris, que celle d'un gouvernement centraliste.

Dix jours plus tard, le 19 décembre, les membres humiliés du Nationalrat se réunirent en séance privée pour adresser un Mémoire au ministre de la Guerre et Président du Conseil, Georges Clemenceau, autorité suprême de fait en Alsace-Lorraine. Delsor commençait une fois de plus par plier l'échiné en reconnaissant que le Nationalrat «n'a plus le pouvoir législatif et que la pensée de le réclamer à nouveau lui est complètement étrangère». Il abdiquait sans condition le pouvoir démocratique de l'ethnie alsacienne-lorraine.

Delsor déclarait ensuite ne point vouloir revendiquer pour «l'Alsace et la Lorraine les privilèges

d'un Etat autonome en-dehors de l'unité française». Comme si une autonomie au sein de la République Une et Indivisible était concevable par Clemenceau ! Le Nationalrat rampait, et il rampait fort bas !

Enchaînant sur ces deux abdications, Delsor affirmait timidement : «Le Conseil National ne croit pas outrepasser les droits des élus du suffrage universel en se regardant encore comme représentant la démocratie alsacienne et lorraine».

Et dans un dernier sursaut de dignité et de fierté, il rappelait les droits politiques acquis sous le régime allemand :

«L'Alsace et la Lorraine ont eu jusqu'ici à Strasbourg, dans le Ministère d'Alsace-Lorraine, une administration centrale pour toutes les questions fiscales, scolaires, judiciaires, culturelles, etc., qui n'étaient pas du ressort de l'Empire. Même certaines administrations impériales, comme les chemins de fer, les assurances ouvrières, avaient à Strasbourg des directions revêtues de pouvoirs assez étendus. Le Conseil National ne voit pas sans une certaine inquiétude le passage trop rapide de ce régime au régime départemental, qui ferait dépendre trop directement les commissaires départementaux des services établis à Paris».

Indirectement, Delsor et ses amis reconnaissent qu'ils avaient fait fausse route en livrant l'Alsace-Lorraine sans aucune garantie à la France. Mais il était trop tard. Faute de pouvoir agir sur le volant de direction, les membres du Nationalrat tentaient de freiner la course à l'abîme. Clemenceau fit traîner sa réponse qui ne fut expédiée de Paris que le 14 janvier 1919.

C'était une lettre strictement confidentielle et non officielle, adressée non point directement à Delsor, président du Nationalrat, mais au Haut-Commissaire Maringer, «une vieille ganache» d'après Robert Heitz. Elle révèle le frémissement du «Tigre» tenant sa proie : «J'ai une satisfaction égale à constater que sur les trois points essentiels, l'accord est complet entre le Gouvernement et les auteurs de la motion :

1) on y écarte que le Conseil National puisse avoir aucune attribution législative ;

2°) on y repousse pour l'Alsace-Lorraine le privilège d'une autonomie, avec laquelle l'unité et l'indivisibilité de la nation française seraient incompatibles ;

3°) on n'y méconnaît pas la nécessité de faire (avec discernement, mais dès maintenant) évoluer certains services d'Alsace et de Lorraine vers le cadre départemental d'institutions françaises».

Enfin, si Clemenceau avalisait la possibilité pour le Nationalrat de donner des avis au Haut-Commissaire Maringer, c'était uniquement à titre individuel, pour chacun de ses membres, et non en tant que corps constitué. Il ne pouvait plus habilement dissoudre la représentation authentique du peuple d'Elsaß-Lothringen, tant il est vrai que la ruse gouvernementale a toujours eu facilement raison des élus alsaciens et lorrains. Mais Nicolas Delsor et ses amis du Nationalrat étaient tellement entrés (ou tombés ?) dans le jeu du gouvernement français, qu'on peut se demander si finalement le Mémoire du 19 décembre 1918 n'était pas aussi le résultat d'une habile manœuvre dirigée de Paris.

Toujours est-il, qu'à partir de ce 14 janvier 1919 où Clemenceau répondit au Nationalrat, ce dernier n'était plus que l'ombre de lui-même, et sa dernière manifestation publique eut lieu le 11 septembre 1919, aux obsèques discrètes du bon Mgr Adolf Fritzen, évêque de Strasbourg de 1891 à 1919. C'étaient aussi les propres funérailles du Nationalrat !

5. Le racisme français et les Commissions de Triage

Les origines du racisme des temps modernes sont à chercher auprès du comte Arthur de Gobineau. Le premier, il avait attiré l'attention sur certains problèmes importants soulevés par l'existence de races humaines différentes dans son Essai sur l'Inégalité des Races Humaines (1854). Ce racisme prit rapidement une coloration politique destinée à justifier la colonisation des vaincus, c'est-à-dire

des races inférieures, par les vainqueurs, c'est-à-dire les races supérieures.

Comme beaucoup de bourgeois impérialistes, le ministre Jules Ferry partageait ces idées. Le 28 juillet 1885 par exemple, il avait déclaré à la Chambre des Députés : «Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures».

Mais l'idée raciste de répartir les Alsaciens-Lorrains en quatre races est à mettre au compte (déjà sinistrement chargé) du député fugitif de Ribeauvillé, l'abbé Emile Wetterlé. Dès les 19 et 26 avril 1915, la Conférence d'Alsace-Lorraine avait adopté ses idées et ses suggestions : au fur et à mesure que les troupes françaises pénétreraient en Alsace-Lorraine, elles distribueraient immédiatement quatre modèles de cartes d'identité.

Ces cartes furent officiellement instituées par l'arrêté ministériel du 14 décembre 1918.

La carte Modèle A, barrée aux couleurs tricolores, était remise aux habitants dont les parents et les grands-parents étaient nés en France ou en Alsace-Lorraine. Les détenteurs de la carte A se trouvaient volens nolens «réintégrés de plein droit».

La carte Modèle B, barrée de deux traits rouges, était imposée aux habitants dont un des membres de la famille était d'une origine dite étrangère, c'est-à-dire non française et non alsacienne-lorraine.

La carte Modèle C, barrée de deux traits bleus, était attribuée aux Alsaciens-Lorrains dont les deux branches paternelles et maternelles étaient originaires de pays alliés à la France ou restés neutres durant la guerre de 1914-1918.

La carte Modèle D, sans aucune barre de couleur, était réservée aux «étrangers des pays ennemis», entendez par là aux descendants d'Allemands, d'Autrichiens, de Hongrois ou d'autres peuples des Empires Centraux. Cette carte D revenait aussi à leurs enfants, même s'ils étaient nés depuis 1870 en Alsace-Lorraine !

Cette ségrégation raciste était foncièrement ignoble. D'abord, elle disloquait les ethnies alémanique et francique d'Alsace-Lorraine en leur surimprimant l'unité artificielle de l'Hexagone; elle les coupait de leur milieu naturel, du reste de leurs Stämme, pour les constituer en minorités rejetées à la périphérie de la France.

En effet, les Alsaciens-Lorrains forment un des éléments des peuples rhénans, le peuple alémanique et le peuple francique ; ces peuples, de part et d'autre du Rhin, sont naturellement unis par les liens raciaux, familiaux, économiques, linguistiques et culturels.

Ethniquement, le Badois et le Suisse ne sont pas des étrangers pour les Alsaciens, ni les Sarrois, les Luxembourgeois ou les habitants du Palatinat (Pfalz) pour les Lorrains ; ce sont au contraire les Parisiens qui sont des étrangers à l'ethnie alémanique et à l'ethnie francique.

Les frontières, «cicatrices de l'histoire», séparent donc les Alamans et les Franciques d'Alsace-Lorraine de leurs frères naturels et les rattachent à des frères artificiels. Dans le cadre du mythe politique de la «Nation», l'Education Nationale s'acharne à déraciner les ethnies de leur passé historique et culturel authentique pour lui substituer un passé mensonger et une culture qui ne sont pas les leurs.

Sur le plan économique également, cette séparation par la pseudo-frontière est un malheur pour l'Alsace-Lorraine. «Au cœur de l'Europe, l'Alsace est le fléau d'une balance qui penche fortement vers l'Est... Le partage politique de la portion rhénane supérieure de l'axe en deux territoires, le badois et l'alsacien, est intervenu dans l'histoire alsacienne comme l'élément perturbateur d'un développement axial.

La configuration finistérienne imposée par les frontières à l'Est, au Nord et de façon moindre au Sud, a entravé les capacités d'intégration de la région à l'axe européen depuis le développement des nationalismes au XIXème siècle».

Mais surtout ce racisme scandaleux disloquait et détruisait les liens sacrés de la famille. Prenons le cas d'un Alsacien-Lorrain de souche, un Alt-Elsaß-Lothringer comme on dit. Si entre 1871 et 1918 il avait épousé une Alsacienne-Lorraine dont le père ou la mère, ou l'un des quatre grands-parents était né au grand duché de Bade ou en Sarre, le mari recevait la carte Modèle A et sa femme la carte Modèle B ; leurs enfants mineurs en 1918 recevaient la carte Modèle A du père, et leur enfants majeurs la carte Modèle B de la mère!

Si maintenant notre Alsacien avait directement épousé une Badoise, c'est-à-dire une femme de la même ethnie (Stamm), le père recevait toujours la carte Modèle A, mais la mère ne recevait que la carte Modèle D et les enfants la carte Modèle B !...

Ces cartes d'identité raciale jouaient un rôle discriminatoire en de multiples occasions, comme pour l'échange de la monnaie allemande contre de la monnaie française, l'établissement des listes électorales, la liberté de circulation, etc.

Ordinairement, seuls les titulaires de la carte Modèle A passaient pour être Français. Contrairement à la convention d'armistice, la France avait déclaré illégale la monnaie allemande en Alsace-Lorraine après le 15 décembre 1918 et elle avait imposé la monnaie française. Or, un porteur de la carte d'identité Modèle A échangeait son mark contre 1,25 F et un porteur de la carte Modèle D échangeait son mark contre seulement 0,74 F. Le premier touchait donc 125 francs pour 100 marks tandis que le second devait se contenter de 74 francs.

Pendant la guerre déjà, le gouvernement français avait fait connaître sa volonté d'expulser 400 000 «indésirables» (Alt-Deutsche et même Alt-Elsaß-Lothringer), coupables d'avoir cru de bonne foi que par les 546 «oui» contre 107 «non», la France avait accepté en 1871 la cession de l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand et que le traité de Francfort avait été établi avec toutes les garanties juridiques internationales d'alors...!

Dès 1917, le funeste abbé Wetterlé avait dressé la liste des «têtes de boches» (c'est le titre d'un de ses ouvrages !) à éliminer en priorité. Dans cette triste affaire, aussi inhumaine qu'anti-chrétienne, il s'est malheureusement trouvé chez nous des «patriotes» pour égarer les Français.

Dans *La Vérité sur l'Alsace*, Oscar de Férenzy l'affirme formellement : «Toute la responsabilité en incombe à des Alsaciens qui ont réussi à convaincre les autorités françaises que la présence en Alsace de tels de leurs concitoyens présentait un danger.»

En considérant aujourd'hui les événements avec sang-froid, on reconnaît ce qu'il y avait d'odieux à chasser de leur propre pays des Alsaciens que le traité de paix allait réintégrer dans leur nationalité française, cela uniquement parce qu'ils avaient peut-être manifesté quelque servilité à l'égard du gouvernement allemand dont ils étaient les fonctionnaires, parce qu'ils avaient misé sur la mauvaise carte et pavoisé, avec plus ou moins d'enthousiasme, à l'annonce des victoires allemandes.

Et que s'est-il passé ? Les dénonciations pleuvaient, émanant des gens les moins recommandables qui, pour se venger d'un ennemi personnel, pour se débarrasser d'un créancier gênant ou d'un concurrent, parfois tout simplement pour faire oublier leur propre passé, se livraient à la plus misérable délation».

A la suite des troupes françaises, des bandes de «patriotes français» parcouraient les rues des villes, pillaient les magasins des uns, baissaient le rideau métallique des autres en leur interdisant tout commerce. Chaque magasin devait afficher la nationalité de son propriétaire ; les firmes qui avaient exploité le privilège de fournir la Cour Impériale du Kaiser se hâtèrent de faire de la surenchère patriotique et apposèrent de grands placards tricolores : Maison essentiellement française!

Durant la dictature militaire de 1914-1918, parler français était jugé séditieux. Sous la dictature patriotique d'après 1918, parler en Hochdeutsch ne l'était pas moins. Au mépris de la convention d'armistice et de la plus élémentaire justice, les personnes expulsées ne pouvaient emporter que 30 kg de bagages et une somme d'argent strictement limitée.

A Strasbourg, les victimes innocentes devaient, en colonne et à pied, parcourir le chemin jusqu'au pont de Kehl. Les «patriotes français», qui avaient constitué des Comités d'Accueil les y attendaient: des femmes hystériques, des voyous injuriaient les expulsés, leur crachaient au visage, leur lançaient des crottins de cheval.

Dans la Strassburger Neue Zeitung du 3 décembre 1918, Haniel, spectateur sadique et cynique, étalait sa joie perverse en rapportant ces faits révoltants. Un témoin, toujours vivant, se rappelle avec indignation la haine diabolique fomentée à Colmar par les «patriotes français». C'était en 1919. On allait expulser en camions militaires des Alt-Deutsche qui depuis presque un demi-siècle s'étaient entièrement identifiés avec les Alsaciens et faisaient souvent partie de la même ethnie alémanique.

On les rassembla dans la cour du Cercle Saint-Martin. S'y trouvait l'un des plus haineux «grands patriotes», Jean-Jacques Waltz, dit Hansi, qui excitait une bande de jeunes gamins irresponsables à hurler des chansons injurieuses à l'adresse de ces innocentes victimes. Parmi les malheureux, une femme avec un nouveau-né dans les bras ; le bébé pleurait et la mère pour le calmer voulut lui donner du lait, lorsqu'une furie se précipita sur elle, arracha le biberon des mains de la mère, en versa le contenu sur le sol en criant : «Un enfant boche ne boira pas du lait français !»

Le plus célèbre proviseur du lycée de Colmar avant la guerre de 1914 était Gustav Gneisse, originaire de la Saxe prussienne, exactement de Naumburg-an-der-Saale, où était né le célèbre égyptologue Lepsius. Gneisse avait fréquenté la fameuse Ecole de Schulpforta, près de Halle, pépinière d'hommes remarquables. Il avait achevé ses études universitaires à Strasbourg avant d'entrer dans le corps enseignant d'Elsaß-Lothringen. Ses élèves, dont plusieurs vivent encore, rendent un hommage chaleureux à la compétence et au dévouement de cet enseignant.

Sauf évidemment les mauvais élèves, et parmi ces cancre, notre J.J. Waltz, dit Hansi. Sous le titre de Professeur Knatschké, Hansi caricatura et traîna dans la boue l'illustre maître qui d'ailleurs n'avait jamais porté un quelconque uniforme militaire. Vieillard presque aveugle, Gustave Gneisse vivait retiré à Colmar, lorsqu'en 1919 la police se présenta à son domicile pour lui notifier l'ordre d'expulsion... Le fanatisme patriotique de Hansi n'en réclamait pas moins !

Mgr Willibrord Benzler, bénédictin et évêque de Metz, avait courageusement défendu les Lorrains durant la guerre de 1914-1918 ; il n'en fut pas moins avisé qu'il aurait à se présenter à la gare centrale de Metz le 27 août 1919 «avec 30 kg de bagages au maximum, 2 jours de vivres et au plus 2 000 marks en argent de poche», pour être expulsé avec un groupe d'autres Allemands.

Son vicaire général et futur successeur, Mgr Pelt, intervint et finit par obtenir que l'évêque de Metz pût quitter son diocèse par Sierck et Perl, pour se retirer à Lichtental, comme archevêque titulaire d'Attala, où il mourut le 16 avril 1921 ; il est enterré à l'abbaye de Beuron.

Quant à l'excellent évêque de Strasbourg Mgr Adolf Fritzen, c'est la mort seule qui le 9 septembre 1919 lui permit de demeurer au milieu de ses fidèles en Alsace ; nous avons vu comment son discret enterrement le 11 septembre 1919 fut la dernière manifestation du Nationalrat.

Les deux principaux responsables de ces expulsions étaient l'officier d'état-major du général Gouraud, le général Vandenberg, et le Haut-Commissaire Maringer, «la grande ganache». De novembre 1918 à septembre 1920, 111 915 habitants durent brutalement quitter l'Alsace-Lorraine : environ 15 000 en décembre 1918 et janvier 1919 ; puis de février 1919 à septembre 1920, 29 083 hommes, 29 492 femmes et 36 840 enfants, auxquels il faut ajouter environ 1 500 soldats qui préférèrent rester en Allemagne et qui ne rentrèrent pas dans leurs foyers.

Or, après 1870-1871, les Allemands n'avaient expulsé personne. De ce comportement inauguré par la France, les nazis se souviendront hélas en 1940...

La troisième initiative néfaste de l'abbé Wetterlé consista dans les Commissions de Triage. Dès 1915, dans sa brochure La Grande-Guerre : l'Alsace-Lorraine, il proposait l'expulsion de tous les

immigrés venus en Alsace-Lorraine depuis 1871, ainsi que de leurs descendants. En 1917, dans **Têtes de boches**, il s'en prenait même à d'authentiques Alt-Elsaß-Lothringer :

«Avec les Bulach, les Pétri, les Ricklin, les André Kiener, les Nordmann, les Lehmann et les Hans Kuntz, les deux Wolf devront s'en aller rejoindre, de l'autre côté du Rhin, les Allemands vaincus. Ayant déjà de plein gré léché les pieds des maîtres prussiens de l'Alsace, il ne leur en coûtera sans doute pas beaucoup de continuer cette malpropre opération, même après l'évanouissement de leurs rêves ambitieux».

Sur les conseils de ce prêtre égaré par le nationalisme, Clemenceau fit paraître dès le 2 novembre 1918, donc une semaine avant l'armistice, une instruction ministérielle qui ordonnait la création des Commissions de Triage immédiatement après l'entrée des troupes sur le territoire ; le prétexte avancé était celui d'assurer la sécurité militaire conformément à l'article 9 de la loi du 9 août 1849...

Ces Commissions de Triage étaient de deux sortes : de première et de deuxième instance.

Les Commissions de Triage de première instance avaient comme président un officier du service d'espionnage et comprenaient un collaborateur alsacien-lorrain désigné par l'administration militaire, et deux autres Alsaciens ou Lorrains, réfugiés en France durant ou avant la guerre, et déjà membres des Commissions chargées des camps de prisonniers et des Camps d'Internement français.

Cette première Commission fournissait un rapport à une Commission de Triage de deuxième instance, pratiquement secrète ; cette dernière seule proposait les expulsions et les internements au Commandement Militaire des troupes d'occupation françaises constitué autour du général d'état-major Pettolat. Un officier intègre, membre de cet état-major, jugeait ainsi ses collègues :

«Ces Messieurs, aussi ignorants de l'Alsace que j'eusse le droit de l'être de la Catalogne, se croyaient positivement en pays ennemi. Ils ne parlaient que d'arrestations, d'expulsions, etc. et se considéraient comme des justiciers vis-à-vis des Alsaciens n'ayant pas cru fermement dans les dernières années de la guerre à la Revanche... Ils ne comprenaient rien aux vicissitudes des pays de Marche, ni à la nécessité pour certains Alsaciens pourvus de fonctions publiques de faire, je dirais gros dos devant les exigences de leur situation... Un Ricklin était un traître né. Dans la famille du baron de Bulach, il fallait faire de tous les membres un fagot uniforme et le jeter au feu...».

Plus tard, le 8 novembre 1929, le député Marcel Stürmel déclarait en préambule à une proposition de loi :

«Les victimes de ces Commissions de Triage, le plus grand nombre des Alsaciens ou Lorrains de vieille souche, se recrutaient parmi toutes les classes sociales de la population. Une partie, probablement ceux qu'on jugeait les plus dangereux, fut internée en territoire allemand occupé, notamment au pont de Kehl (Bodersweier, Kork, Appenweier, Wilstätt, etc.).

L'autre partie fut envoyée dans différentes contrées de l'intérieur de la France. En dehors d'environ 200 fonctionnaires de toutes catégories, on y trouvait : juristes, médecins, pharmaciens, ingénieurs, agriculteurs, hôteliers, cheminots, photographes, retraités, rentiers, curés, ouvriers, employés, etc. Les hommes politiques ne furent pas épargnés non plus.

En dehors de M. Ricklin, président de l'ancien Lantag et du Conseil National d'Alsace-Lorraine, interné du 13 mars 1919 au 16 janvier 1920 à Kork, l'ancien secrétaire d'Etat Hauss fut également traduit devant la Commission de Triage de Strasbourg. Ses explications furent tellement énergiques qu'on n'osa pas toucher à sa personne... On a même osé citer devant une Commission de Triage M. Millier, aujourd'hui sénateur du Bas-Rhin, qui à ce moment faisait fonction de curateur de l'université française de Strasbourg, nouvellement installée...

Il est ensuite à remarquer que des fonctionnaires, cités devant la Commission de Triage et relâchés malgré la dénonciation, furent tout de même suspendus ou révoqués de leurs fonctions ou forcés de prendre une retraite prématurée. Les autres citoyens se virent exposés à toutes sortes de chicanes

administratives ou professionnelles. Pendant des années, on les persécutait comme mauvais Français, sans se soucier de leur famille, ni de leurs droits d'homme et de citoyen...».

Internées ou expulsées, les victimes des Commissions de Triage ne pouvaient emporter comme bagages que ce qu'elles pouvaient porter sur elles-mêmes et une somme de 200 francs. En exil, elles devaient se nourrir et se loger à leurs frais, tandis que leur famille restait dans la misère si des parents ou des amis ne se chargeaient pas de leur entretien. Deux fois par jour, les internés étaient tenus de se présenter au Commandant de Place de leur résidence forcée.

Le publiciste radical Lucien Minck nous renseigne dans La Dépêche du 12 janvier 1930 sur la valeur des Commissions de Triage :

«Ces tribunaux n'ont pas seulement été illégaux, mais leur procédure et leurs jugements ont été dépourvus de toutes les garanties des procédures et jugements ordinaires. Les juges n'avaient aucune des qualités officielles qui sont requises pour un juge

Ils n'étaient ni assermentés ni responsables de leurs jugements. Les témoins ne prêtaient pas serment et n'encourageaient aucune responsabilité légale. Ils témoignaient en l'absence des accusés qui d'ordinaire ne connaissaient même pas leurs accusateurs. L'accusé ne pouvait pas prendre connaissance de son dossier et l'assistance d'un défenseur lui était interdite.

C'est l'accusé qui devait prouver son innocence et non le tribunal sa culpabilité. Le tribunal jugeait sans appel et sans être obligé de donner les attendus de son jugement. Il convient d'ajouter que les tribunaux ont usé et abusé de cette situation illégale, au point de baser parfois leurs jugements sur des dossiers sciemment faussés et sur des documents inexistant».

Au milieu des juges de ces Commissions de Triage siégeaient souvent des gens sans aveu, qui ne rêvaient que représailles, ou bien des «revenants» fanatiques, voire même des gens notoirement indignes. Tel cet Alsacien expulsé d'une Ecole Normale d'Instituteurs de Basse-Alsace pour immoralité, qui alla s'installer en France et devint interprète dans l'armée française; revenu avec les troupes d'occupation, nommé président d'une Commission de Triage, il sévissait impitoyablement contre ses anciens camarades de classe. En avril 1929, Robert Redslob, professeur de droit international à l'université de Strasbourg, écrivait dans Le Temps :

«Le régime français qui s'installait dans le pays a fait le jeu de ces mouvements réactionnaires par l'institution d'une sorte de Haute Cour de justice en patriotisme. Je qualifierai cette Cour du qualificatif le plus indulgent que je sois capable de trouver : je dirai qu'elle fut une conception antijuridique. Faire rendre compte à des Alsaciens, devant la barre d'une espèce de tribunal, de l'attitude qu'ils avaient eue pour le régime constitutionnellement établi et basé sur un traité en règle, je dois avouer en toute humilité que je n'ai rien compris à cette procédure...».

Ce ne fut que le 16 juin 1919 que le Commissaire Général Alexandre Millerand suspendit provisoirement le fonctionnement de ces tribunaux d'injustice. Finalement, quinze jours après la ratification du traité de Versailles, une circulaire de Millerand, datée du 27 octobre 1919, mit un terme à la Haute Cour de patriotisme : *«La mission qui vous avait été confiée ainsi qu'aux membres de la Commission devra être considérée comme terminée...»*

A partir de cette date, les victimes des Commissions de Triage purent rentrer dans leurs foyers si elles avaient été internées en France ; celles qui avaient été internées en Allemagne durent attendre la ratification du traité de Versailles par les autres pays, c'est-à-dire qu'elles ne furent pas libérées avant le 10 janvier 1920. Le Dr Eugène Ricklin, qui en sa qualité de citoyen français avait demandé son rapatriement au moment de la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919, fut condamné pour ce «crime» à deux mois de prison supplémentaires !

Les fanfares qui claironnaient la Marseillaise à longueur de journée depuis le début de l'occupation militaire française s'étaient à peine tues, les enfants conçus par les jeunes Alsaciennes et Lorraines dans l'ivresse des après-défilés et des après-bals patriotiques n'étaient pas encore nés et abandonnés dans les orphelinats, le traité de paix n'était pas encore signé à Versailles ou du moins ratifié par les

puissances victorieuses, que déjà se manifestaient les premiers symptômes de ce qu'on appela d'abord pudiquement «le Malaise Alsacien-Lorrain».

Ce malaise était en partie la conséquence du racisme français, des iniquités des Commissions de Triage, des expulsions et internements abusifs et haineux ; ce malaise révélait un mal corrupteur inoculé par le vainqueur et dans lequel les différents mouvements autonomistes de l'entre-deux-guerres trouvèrent le résonateur nécessaire.

VI – LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET SES CONSÉQUENCES

La France semblait avoir gagné la guerre, grâce il est vrai, au potentiel économique des Etats-Unis ; mais elle devait échouer dans l'établissement d'une paix juste et honnête. La cause fondamentale de cet échec tragique est à chercher dans le nationalisme virulent qui caractérisait à cette époque la Belgique, l'Italie, mais surtout la France.

L'école de la République jacobine, avec ses manuels scolaires, endosse une grande part des responsabilités de ce mal. L'enseignement français, surtout au niveau élémentaire, confond France, Nation, Etat, Hexagone. Il véhicule un mythe, celui d'une France prédestinée et éternelle, limitée par des frontières «naturelles».

Pour les besoins de la cause, les Pyrénées, les Alpes, le Jura et le Rhin, qui en réalité sont des traits d'union habités de part et d'autre par des hommes de même ethnie, sont présentés comme des frontières qui reviennent de par un droit divin et éternel à l'Etat «France», la France n'étant que la Gaule du XXème siècle : «Autrefois la France Rappelait la Gaule et ses habitants les Gaulois». A certaines époques, quelques méchants ont bien pu chercher à entamer cette création sacrée, mais forte de son droit divin et naturel, la France a su «libérer» ces territoires usurpés.

Telle est bien la thèse sous-jacente de tant de manuels d'histoire et qu'exprime naïvement mais nettement le général Bruneau dans ses Vers héroïques : poèmes à lire et à dire de 1916 :

Œil pour œil, dent pour dent ! Pas de sottise clémence !
Le Rhin, a dit César, est un fleuve gaulois.
Que le Rhin, désormais, soit frontière de France !

Pour cette raison, la perte de l'Alsace-Lorraine avait été 1871 d'une manière intolérable, comme un châtiment divin que seul le culte du Sacré-Cœur de Jésus pouvait peut-être adoucir, ou encore le culte de Jeanne d'Arc dont la fête devint précisément en 1919 une fête nationale.

1. Les prétentions territoriales de la France

Mais à l'intégrité sacrée du territoire hexagonal, le nationalisme français ajoutait un impérialisme de conquête et de démembrement des pays voisins, surtout de l'Allemagne. Si le sol de la France était intouchable, celui des voisins, par contre, était à prendre. En effet, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'était reconnu valable que s'il jouait en faveur des intérêts français, au point que l'établissement de «bonnes frontières» géopolitiques et stratégiques devait l'emporter sur le droit naturel des peuples.

«Si ce résultat (des bonnes frontières) ne peut être acquis qu'en négligeant le droit des nationalités et le principe de libre disposition des peuples, il est logique et nécessaire d'aller jusque-là»

Dans *Le partage de l'Allemagne ; l'échéance de demain*, ouvrage paru en 1913, donc un an avant la guerre, le lieutenant-colonel R. de D. réduit l'Allemagne à la simple Thuringe, qu'il a du reste soin de neutraliser encore et de faire administrer par l'ex-roi du Wurtemberg ! L'Autriche reçoit la Bavière, la Russie s'étend curieusement jusqu'à l'actuelle frontière entre les deux Allemagnes, la Russie absorbant l'actuelle Allemagne de l'Est, et Berlin devenant une ville russe ! Le Danemark

descend sur la vallée inférieure de l'Elbe jusqu'à Magdebourg et sur celle de la Weser ; l'Angleterre prend pied sur le continent et annexe l'Emsland, la Ruhr et une partie de la vallée du Rhin inférieur, tandis qu'une autre partie de la vallée rhénane avec Aix-la-Chapelle passe à la Belgique.

Quant à la France, elle annexe simplement tout ce qui reste, et bien au-delà du Rhin, soit : le Luxembourg, pourtant Etat indépendant, les Etats fédérés d'Alsace-Lorraine, de Bade, du Wurtemberg, le Palatinat bavarois et la Rhénanie jusques y compris Cologne!

En 1915, dans *Visions de guerre et de paix*, Enée Boulloc réclamait pour la France, non seulement toute la rive gauche du Rhin, mais encore au-delà «toute l'Allemagne du Sud jusqu'à la Westphalie et la Bohême» ! Ces territoires arrachés à l'Allemagne formeraient une nouvelle province française, naturellement appelée : Franconie...

Cette même année 1915, le libraire F. Pigeon publiait à 30 000 exemplaires *L'Europe future de demain*, vendu sous le patronage du ministre Viviani et du président de la Chambre des Députés, Paul Deschanel. La France y annexait toute la rive gauche du Rhin, de Bâle à Coblenche, et surveillait un protectorat neutre établi sur une bande de 100 km de large sur la rive droite du Rhin.

Encore en 1915, André Sardou faisait imprimer *L'indépendance européenne*. La France annexait, outre le Land Elsaß-Lothringen, le Palatinat (Pfalz), Hessen, la principauté de Birkenfeld, la basse vallée de la Moselle, l'Eifel. En plus des villes de «Fribourg, Carlsruhe, Heidelberg, Mannheim, Darmstadt, Wiesbaden, Elberfeld et Essen, la grande ville métallurgique d'Allemagne où se trouvent les usines Krupp... nous gagnerions les énormes bassins miniers de la Ruhr, de la Sieg et de la Lahn... Il faut en effet considérer la frontière du Rhin comme un minimum».

Conformément à la tradition coloniale, André Sardou prévoyait que les habitants des territoires allemands annexés par la France perdraient leurs droits à la propriété foncière de leur propre terre en même temps que le droit d'acquérir des terres en France ; il serait interdit aux Allemands de constituer ou de fonder des établissements industriels, commerciaux ou financiers; bien plus, ils devraient abandonner ceux qu'ils exploitaient jusqu'alors !...

En 1916, dans *Au lendemain de la Victoire. Le nouvel équilibre européen*, Alexis Delaire demandait, en plus de la rive gauche du Rhin, «la Plaine badoise jusqu'aux crêtes de la Forêt-Noire».

Les accords secrets, négociés en février-mars 1917 entre la France et la Russie par le futur président de la République Gaston Doumergue, stipulaient que la Russie serait libre de déterminer sa frontière avec l'Est de l'Allemagne tandis que la France obtiendrait le retour à la frontière de 1814 en annexant le Land Elsaß-Lothringen, la Sarre et Landau ; la rive gauche du Rhin serait politiquement coupée de l'Allemagne pour devenir un Protectorat français.

Cette mentalité impérialiste de beaucoup de Français » encore à travers les écrits d'une foule d'auteurs, tels que Dontenville, Savarit, Richter, Aulard, Maillard, Juge, Biottot, Dimier, etc. Parmi eux, évidemment, l'abbé Emile Wetterlé. Dans *Les lendemains réparateurs*, ce nationaliste fanatique réclamait en 1917 l'annexion de la rive gauche du Rhin sous prétexte que les habitants en seraient des Celtes germanisés qu'il importait de «débochiser» :

«On ne devra donc procéder qu'avec prudence à des naturalisations individuelles, se réserver la faculté d'expulser les indésirables et de nationaliser contre indemnité les richesses du sous-sol, enfin n'admettre définitivement l'ensemble de la population de ce territoire d'administration directe dans la grande famille française, que lorsqu'elle aura donné en apprenant notre langue, une preuve tangible de son évolution nationale».

Avec Maurice Barrés, l'abbé Wetterlé est l'un des plus authentiques ancêtres du nazisme ; les nazis de 1940-1944 n'ont eu qu'à se mettre à leur école en Alsace.

Une fois l'armistice du 11 novembre 1918 signé, les négociations territoriales se firent après. Avec le Land Elsaß-Lothringen, Clemenceau et Tardieu réclamaient la Sarre et Landau au nom des «droits historiques» ! Depuis 1915 en effet, le capitalisme français, représenté en l'occurrence par le

Comité des Forges, demandait le bassin houiller de la Sarre, complément indispensable du minerai de fer lorrain.

Le 27 novembre 1918 et le 10 janvier 1919, le maréchal Foch, porte-parole de l'impérialisme français, adressait aux différents gouvernements deux notes, dans lesquelles il réclamait non seulement que «la frontière militaire de l'Allemagne soit fixée au Rhin et que les pays de la rive gauche soient détachés du Reich et constitués en Etats Autonomes», mais qu'ils soient encore unis à la France et à la Belgique par «un régime douanier commun».

Les Anglais et les Américains estimèrent toutefois que si la France annexait le Land Elsaß-Lothringen, cette conquête devait bien lui suffire. Wilson s'opposait si fermement aux prétentions françaises sur la Sarre qu'il menaça de quitter la Conférence de la Paix. De son côté, Lloyd George trouvait l'argument historique avancé par la France comme fort «douteux» : il fallait éviter de créer avec la Sarre «une nouvelle Alsace-Lorraine». Pour la même raison, le gouvernement britannique s'opposait complètement dès la fin de décembre 1918 aux vues et désirs du maréchal Foch ; Wilson partageait le point de vue des Anglais.

Le 25 février 1919, Clemenceau fit établir par Tardieu un mémorandum destiné aux Britanniques et aux Américains. Outre l'annexion du Land Elsaß-Lothringen, il demandait l'érection de la rive gauche du Rhin en «Etat Libre», englobé dans une union douanière franco-belge. Contrairement à Foch, Clemenceau suggérait de placer ce nouvel «Etat de la Rive Gauche du Rhin» sous le contrôle de la Société des Nations

Les 11 et 12 mars 1919, lors d'une rencontre entre Tardieu, Kerr et Mazes, les Anglais et les Américains s'opposèrent vigoureusement aux prétendons du mémorandum : séparer sept millions d'Allemands du Reich était à l'opposé des principes pour lesquels les Alliés étaient venus sauver la France. Le 14 mars, au cours de la réunion à l'hôtel Crillon Wilson et Lloyd George renouvelaient leur totale opposition à l'impérialisme français, non seulement en ce qui concernait l'Etat Rhénan Libre à créer, mais aussi en ce qui touchait l'annexion par la France de la Sarre et de Landau.

Clemenceau en était inquiet : *«Les doctrines qui viennent d'être invoquées, reconnaissait-il justement le 28 mars 1919 au Conseil des Quatre, permettraient si elles étaient interprétées dans toute leur rigueur, de nous refuser aussi bien l'Alsace-Lorraine. En réalité, la Sarre et Landau font partie de la Lorraine et de l'Alsace».*

Clemenceau se rabattit alors sur la démilitarisation de toute la rive gauche du Rhin et d'une bande de 50 km de large sur la rive droite, avec une occupation interalliée de longue durée après rétablissement de la paix. Le 15 avril 1919, en l'absence de Lloyd George, Clemenceau arrivait à imposer son point de vue à Wilson. Point de vue auquel se résigna finalement Lloyd George le 22 avril, non sans avoir obtenu une réduction progressive des zones d'occupation en Allemagne.

Mais le maréchal Foch était furieux. Dans Le Matin du 18 avril 1919, puis au Conseil des Ministres du 25 avril, et à la Conférence de la Paix le 6 mai, il protesta véhémentement : l'occupation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont pendant 15 années est «égale à zéro», car durant cette période, les Allemands ne pourraient de toute façon pas tenter de prendre leur revanche.

Le 21 avril 1919, une délégation allemande conduite par le ministre des Affaires Etrangères, le comte von Brockdorff-Rantzau, était convoquée à Paris pour prendre connaissance des conditions de paix imposées par les Alliés. Puis, le 7 mai 1919, au Trianon Palace, Clemenceau, entouré des membres de la Conférence de la Paix au complet, accueillait sèchement tes plénipotentiaires allemands :

«L'heure est venue du lourd règlement de comptes. Vous nous avez demandé la paix, nous sommes à votre disposition pour vous l'accorder. Vous allez recevoir le livre qui contient nos conditions de paix...»

Et il leur accorda 15 jours pour présenter leurs observations «par écrit». Le lendemain, le chancelier allemand Scheidemann déclarait que le projet de ce traité était «un document de haine et

d'aveuglement» qui prononçait une condamnation à mort de l'Allemagne «avec sursis». Le 9 mai, le comte von Brockdorff-Rantzau adressait lettre à Clemenceau : le projet de traité, écrivait-il, contenait des clauses intolérables pour toute nation» et en contradiction avec les «bases d'une paix de justice, telles qu'elles avaient été établies d'un commun accord par l'adoption des 14 points de Wilson.

Du 10 au 28 mai 1919, le comte von Brockendorff-Rantzau adressait à la Conférence de la Paix quinze notes, et finalement le 29 mai un memorandum d'une centaine de pages imprimées.

La première partie, Remarques Générales était l'œuvre d'un juriste de réputation mondiale, Walter Schücking. Elle reprochait au projet de traité de ne point respecter les «bases de paix» acceptées au moment de la signature de l'armistice ; le droit de libre disposition des peuples était violé aux dépens de l'Allemagne ; la vie économique et financière de l'Allemagne serait détruite, et ce serait «un nouveau désastre pour le monde tout entier».

La seconde partie du memorandum allemand entraînait dans les détails. Elle demandait qu'en Alsace-Lorraine et dans les territoires d'Eupen-Malmédy la population fût consultée par un plébiscite. Elle s'élevait contre le règlement de la question sarroise, car elle estimait inadmissible de détacher de l'Allemagne un territoire où la population était incontestablement de sentiment allemand ; en même temps, elle protestait contre la clause qui interdisait à la république d'Autriche de se rattacher à l'Allemagne comme elle le demandait, car le droit de libre disposition des peuples devait être appliqué partout et non seulement aux dépens des populations allemandes.

Elle demandait la réduction du plébiscite danois uniquement aux parties du Schleswig où les deux populations allemandes et danoises se trouvaient mêlées, et contestait le statut de Dantzig, ville de 300 000 Allemands, rattachée économiquement à la Pologne ; elle estimait que la Posnanie ou «Poméranie polonaise» était peuplée de Kachoubes et non de Polonais, et qu'en conséquence la Pologne ne pouvait revendiquer le «corridor». Surtout, elle s'élevait contre les prétentions polonaises sur la Haute-Silésie qui n'avait plus eu de connexions politiques avec la Pologne depuis 1163 !

La note du gouvernement allemand protestait encore contre l'internationalisation de ses fleuves, contre les clauses relatives à la marine marchande et aux colonies, contre la mise en accusation de l'ex-empereur Wilhelm II et les responsabilités de guerre ; enfin, elle s'offrait à payer une dette de 100 milliards de marks-or.

De son côté, un membre très actif du cabinet de Guerre britannique, Smuts, écrivait à Wilson le 30 mai pour lui déclarer que le traité envisagé «sera un désastre plus grand que la guerre ne l'a été». Mais les militaires français voulaient forcer la main aux Alliés. Le 31 mai 1919, le général Mangin fit proclamer dans la zone d'occupation française la «République Rhénane» et reconnut le Dr Dorten comme président du nouvel Etat. Mais la population fit échouer le projet séparatiste en cours de réalisation.

Une vive discussion éclata alors entre les vainqueurs avant d'arriver à un accord. Le 16 juin 1919, Clemenceau signifiait par lettre aux plénipotentiaires allemands que la Conférence de la Paix avait rejeté leur contre-projet, sauf pour des aménagements de détail, comme la possibilité de conserver la Haute-Silésie jusqu'au plébiscite en 1920 et son armée jusqu'au 31 mars 1920. Le gouvernement allemand avait cinq jours pour accepter le traité, sinon la guerre reprenait ; en même temps les troupes alliées étaient mises en état d'alerte pour marcher sur Berlin ; l'invasion devrait commencer le 23 juin à 19 heures.

Le rejet du contre-projet allemand entraîna la démission du chancelier Scheidemann le 20 juin 1919 et son remplacement par Bauer. Le lendemain, la Kriegsmarine sabordait ses navires de guerre internés à Scapa-Flow (Orkades), tandis qu'à Berlin les officiers brûlaient les drapeaux français pris durant la guerre. Mais le 23 juin 1919, au début de l'après-midi, le ministre des Affaires Etrangères Hermann Müller recevait de l'Assemblée Nationale, par un vote à mains levées, l'autorisation de signer le traité. Ce soir-là, à 19 heures, les canons tonnèrent à Paris pour annoncer l'événement.

Le 28 juin 1919 eut lieu l'échange des signatures du traité au château de Versailles. Bertrand de Jouvenel, alors âgé de 16 ans, y assistait parce que son père était le célèbre directeur du journal Le Matin. Les Alliés étaient assis dans la Galerie des Glaces derrière une longue table. On fit entrer les représentants de l'Allemagne vaincue, conduits par le ministre des Affaires Etrangères Hermann Millier ; on les laissa debout et on leur dit brutalement dans un grand silence : «Signez là !»

Sans avoir eu la faculté de discuter les conditions du traité, les plénipotentiaires devaient reconnaître, sous la menace de la reprise des hostilités, tout ce que voulaient les vainqueurs. En 1871, Bismarck avait accepté de discuter avec les autorités françaises et le vainqueur tenait compte des demandes du vaincu. En 1919, les puissants de l'heure rejetèrent systématiquement tout dialogue avec les faibles de l'heure. Une telle morgue parut intolérable même à l'adolescent Bertrand de Jouvenel qui dès ce moment voyait dans ce traité la cause des cataclysmes de demain. Comment n'alimenterait-il pas un cruel ressentiment dans le peuple allemand ?

2. Le traité de Versailles

Sur les 440 articles constitutifs du traité de Versailles 28 article (du numéro 51 au numéro 79), auxquels s'ajoutait une annexe de 4 paragraphes, concernaient l'Alsace-Lorraine. Pas plus que les autres Allemands, les Alsaciens-Lorrains n'eurent droit à la parole ; aucun Alsacien-Lorrain n'a contre-signé le traité. Eternels mineurs, ils ont dû entériner les volontés des «autres» ; ils ont été aliénés.

Des plébiscites d'autodétermination étaient prévus et organisés à la frontière belge dans les cantons de St Vith, Malmédy, Montjoie et Eupen ; des plébiscites étaient prévus dans le Schleswig à la frontière danoise, dans les districts d'Allenstein et de Marienwerder en Prusse Orientale ; des plébiscites étaient prévus en Haute-Silésie en 1920 et en Sarre en 1935. Elsaß-Lothringen, une fois de plus, se voyait privé de son droit naturel : le plébiscite lui était refusé ; d'autres que lui savaient mieux ce qui lui convenait.

Le gouvernement français cherchait assurément à justifier son comportement, digne des temps féodaux, par l'artifice de la «réintégration de plein droit». Et le ministre français des Affaires Etrangères, André Tardieu, expliquait candidement : «L'affranchissement de fait avait dans ce cas spécial suffi à créer le droit».

Adolf Hitler n'en pensera pas différemment et il avait un précédent ! L'Alsace-Lorraine s'est toujours trouvée dans «un cas spécial» qui «crée le droit» et l'affranchissement de l'Alsace-Lorraine a toujours été une chute dans la servitude!

C'est en vertu d'un droit artificieux et arbitraire que fut encore décidée la rétroaction étonnante du traité de Versailles sur la convention d'armistice. En effet, l'article 51 commençait par déclarer tout de go que la réintégration de l'Alsace-Lorraine datait «de l'armistice du 11 novembre 1918», alors que cette convention d'armistice était absolument muette sur ce point.

Evidemment, le gouvernement français savait ce qu'il faisait. En effet, depuis l'entrée des troupes d'occupation, les autorités nouvelles avaient multiplié les injustices et les violations du droit des gens comme de la convention d'armistice: confiscations de biens, expulsions haineuses et arbitraires, Commissions de Triage illégitimes, internements abusifs, mesures racistes des cartes d'identité, dislocation des familles, mesures d'oppression linguistique, isolement ethnique, etc. Pour éviter les accusations d'injustice, il ne restait que la solution qui consistait à justifier ces iniquités par l'action rétroactive du traité de Versailles jusqu'au novembre 1918. Mais l'artifice juridique ne supprime pas la réalité de l'iniquité.

L'article 54, qui renvoyait aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe, continuait la fiction juridique et n'accordait la nationalité française à partir du 11 novembre 1918 :

1°) aux personnes qui avaient perdu la nationalité française B l'application du traité franco-allemand du 10 mai 1871 et n'avaient pas acquis depuis cette date une nationalité autre que la nationalité

allemande

2°) aux descendants légitimes ou naturels de ces personnes «à l'exception de ceux ayant parmi leurs ascendants en ligne paternelle un Allemand immigré en Alsace-Lorraine postérieurement au 15 juillet 1870» ;

3°) aux individus nés en Alsace-Lorraine de «parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue» ;

La nationalité française n'était point octroyée automatiquement à certaines catégories d'Alsaciens-Lorrains qui pouvaient pourtant la réclamer, quitte à essuyer éventuellement un refus. C'étaient :

1°) l'Alsacien-Lorrain ayant dans sa lignée paternelle un Allemand venu après le 15 juillet 1870 en Alsace ;

2°) «tout étranger non ressortissant d'un Etat Allemand, qui avait acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914 ;

3°) tout Allemand déjà domicilié en Alsace-Lorraine antérieurement au 15 juillet 1870, ainsi que ses descendants ;

4°) tout Allemand qui avait trahi sa patrie pour passer à l'ennemi en s'engageant dans les armées françaises ou alliées ;

5°) les enfants et descendants d'étrangers, nés en Alsace-Lorraine avant le 10 mai 1870 ; 6°) enfin, le conjoint des réintégrés de plein droit ou des personnes ayant obtenues la nationalité française.

Il est évident que ces dispositions du traité de paix révélaient une volonté statocratique de disloquer les ethnies alémanique et francique de part et d'autre du Rhin, afin d'en faire des minorités faciles à digérer par l'Etat centralisateur et assimilateur. Financièrement, les dettes du Land Elsaß-Lothringen étaient annulées (art. 55), tandis que les biens et les propriétés de l'empire allemand et des autres Etats allemands, y compris les biens privés de la Couronne et des anciens souverains allemands, étaient confisqués au bénéfice de Paris, naturellement au désavantage de l'Alsace-Lorraine (art. 56).

Les dépenses exceptionnelles de l'Alsace-Lorraine provoquées par guerre, ainsi que les amendes infligées par le gouvernement allemand, devaient être remboursées en marks, non point aux Alsaciens-Lorrains, mais à Paris (art. 58 et 63) ! En outre, Paris percevait désormais pour son propre compte les impôts, droits et taxes d'Empire, toujours à partir du 11 novembre 1918, et non à partir du 28 juin 1919 ou mieux du 10 janvier 1920.

L'article 62 obligeait l'Allemagne à payer aux Alsaciens-Lorrains les pensions civiles et militaires, mais toujours par le canal de Paris, percepteur et unique distributeur ; et les pensionnés n'avaient qu'à bien se tenir et surtout à crier fort : «Vive la France !».

L'article 64 internationalisait le Rhin et la Moselle ; l'article 66 livrait à la France tous les ponts rhénans qui aboutissaient en Alsace «dans toutes leurs parties et sur toute leur longueur».

L'article 65 rattachait pour sept années avec droit de prolongation pour trois ans, le port de Kehl avec tous les équipements au port de Strasbourg. En fait, Kehl restera occupé jusqu'en 1930.

Le gouvernement français confisquait aussi les chemins de fer et les tramways (art. 67), les mines de potasse (art. 71), tous les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands et des sociétés industrielles et commerciales allemandes en Alsace-Lorraine, à charge au gouvernement allemand de les indemniser (art. 74).

Enfin, par l'article 77, l'Allemagne devait «remettre à l'Etat français» les fonds déposés en Alsace-Lorraine dans les caisses de l'Empire par les différentes sociétés d'assurances.

Le traité de Versailles, qui n'entrait juridiquement en vigueur que le 10 janvier 1920, souleva de violentes réactions à travers le monde. En France même, il se voyait contesté par le Parti socialiste. Dans l'Humanité du 16 juillet 1919, Léon Blum écrivait écœuré :

«Nous avons cru que cette guerre serait vraiment la guerre du Droit. N'y aurait-il plus que moi aujourd'hui pour l'avoir cru ?... Et cette idée de la guerre déterminait notre idée de victoire. La victoire, ce n'était pas la primauté matérielle, l'affirmation d'une force qui prédomine, c'était la prédominance et la primauté d'une idée morale, d'un système de Droit. Et cette idée de victoire déterminait notre idée de paix. La paix, ce n'est pas l'établissement d'un nouvel équilibre des forces, c'était le Droit, tout le Droit réalisé. Nous l'avons dit. On nous a encouragés quand nous le disions. C'est pour cela que le traité de Versailles vient nous frapper comme un reniement, une trahison».

Le 16 mars 1920, le Sénat des Etats-Unis rejetait définitivement le traité de Versailles.

«Cette paix, écrivait le célèbre économiste britannique J.M. Keynes, fut dictée par une passion et une cupidité aveugles ; elle n'est pas la réalisation des principes de Wilson, mas elle en est une parodie. Elle mènera l'Europe souffrante jusqu'au bord de la ruine et de la famine».

Unanime, l'Allemagne se dressa contre le machiavélisme des vainqueurs. Erzberger, l'un des signataires du traité, se justifiait ainsi : *«Sous la menace du revolver, on pourrait du traité m'obliger à promettre de grimper dans la lune. Je ne serais pas obligé de le faire pour autant».*

Quant à Adolf Hitler, il en tirait en 1925 dans Mein Kampf leçon suivante :

«Seuls des esprits puérils et naïfs peuvent se bercer de l'idée d'amener une révision du traité de Versailles par l'humilité et par les supplications... Seule la force rassemblée et concentrée d'une passion nationale peut, d'un sursaut, braver les menées internationales qui tendent à réduire les peuples en esclavage. Mais un tel geste ne saurait aller sans effusion de sang... Car aucun peuple ne possède ici-bas un seul mètre carré de territoire en vertu d'une volonté ou d'un droit supérieur. Les frontières de l'Allemagne sont des limites fortuites et momentanées au cours de l'éternelle lutte politique ; il en est de même des frontières délimitant l'habitat des autres peuples».

Et Adolf Hitler rendit hommage à Georges Clemenceau qu'il prenait pour modèle : *«Si j'étais Français et si par conséquent la grandeur de la France m'était aussi chère que m'est sacré celle de l'Allemagne, je ne pourrais et je ne voudrais agir autrement que ne le fait en fin de compte un Clemenceau».*

Le national-socialisme de Hitler n'était en somme que la forme allemande du national-jacobinisme français.

Mais au fait, pourquoi n'a-t-on jamais officiellement fêté l'anniversaire de la signature du traité de Versailles ?... C'est l'armistice que l'on fête le 11 novembre, et à juste titre.

3. Les «revenants» et leur politique d'assimilation «à chaud»

En 1912, P. Viollet avait publié **Le Roi et ses Ministres**. *«L'Etat moderne, y écrivait-il, n'est autre chose que le roi des derniers siècles, qui continue triomphalement son labeur acharné, étouffant toutes les libertés locales, nivelant sans relâche et uniformisant».*

A ce propos, le cas de l'Alsace-Lorraine demeure exemplaire. Profitant du désarroi des vaincus, de l'intimidation engendrée par les expulsions injustes et l'administration de bureaucrates tatillons, mesquins et dépourvus de toute générosité comme de toute compréhension ethnique, les nouveaux maîtres du pays entreprirent fébrilement de franciser les Alamans et les Franciques d'Elsaß-Lothringen. Parmi les principaux instruments de cette première tentative d'assimilation à chaud se trouvaient des esprits étroits et fanatiquement patriotes : les «revenants».

On a vu qu'après 1870, les Allemands n'avaient expulsé personne; jusqu'au 1er octobre 1872, tout Alsacien-Lorrain pouvait choisir entre la citoyenneté française et allemande. Bien plus, ceux qui avaient opté pour la France pouvaient tranquillement rester dans leur Heimat avec le statut d'étrangers.

Un certain nombre de personnes, surtout en 1872, obéirent à la propagande de la Ligue d'Alsace de

Gambette et préférèrent s'en aller ; **c'étaient essentiellement des bourgeois déjà coupés du Volkstum, des militaires, et surtout des fonctionnaires à qui leur option valait un avancement et des honneurs.** En claquant ostensiblement et théâtralement la porte par «patriotisme», ils savaient qu'ils le monnaieraient largement de l'autre côté des Vosges ou de la Méditerranée : à certaines époques, la «profession patriotique» rapporte!

Le portrait de ces chauvins a été tracé de main de maître par le futur député de Saverne Camille Dahlet, né à Saverne le 21 juillet 1883, dans une famille protestante, dont le père venait de Buckenheim et la mère de Marmoutier Avant 1918, le milieu familial des Dahlet était francophile et le père était le président local du Souvenir Français. Après ses études de pharmacie, Camille Dahlet abandonna l'officine pour le journalisme dès 1919.

Devenu l'un des fondateurs du Parti radical qui soutenait la politique du gouvernement français en Alsace-Lorraine, il se hissa rapidement à la place de rédacteur en chef de La République. C'est donc dans ce journal francophile qu'il publia le 11 septembre 1919, soit quatre mois avant l'application du traité de Versailles, un article révélateur, aussi percutant que courageux : «Les Revenants».

L'article est écrit en deux tableaux : 1871 et 1918.

«1871 !... Les plus aisés quittèrent en partie le pays pour aller... chanter de l'autre côté des Vosges, avec des accents aussi intransigeants que théâtraux, le beau refrain «Ils n'auront pas l'Alsace et la Lorraine», car en France tout finit par des chansons... Ceux qui partirent prirent de très haut ceux qui restèrent ; ils les traitèrent de lâches, de vendus, de traîtres, et allèrent continuer à vivre leur vie française de l'autre côté des Vosges... Ils entrèrent surtout dans l'armée où ils atteignirent les grades les plus élevés...

«1918 !... Ceux des nôtres qui nous avaient quittés en faisant claquer les portes sont revenus et ils ne nous ont pas compris plus en revenant qu'ils ne nous avaient compris en partant, à part quelques exceptions très louables. Réparation, pour la plupart d'entre eux, voulait dire vengeance. Avec la même sainte colère au front qui seyait si bien aux «boches» et avec une mentalité que nous croyions disparue définitivement avec ces derniers, ils vinrent ici et s'arrogèrent le droit de nous demander des comptes, de nous juger et d'assouvir sur une partie des nôtres leurs haines fanatiques. Ils firent comme si nos provinces n'avaient été occupées que pendant six mois et voulurent punir ceux qui n'avaient pas toujours été des héros.

«Malheureusement, ils trouvèrent chez nous des acolytes parmi les descendants de ceux qui, au Moyen Age, pratiquaient avec le succès que l'on sait, l'Inquisition et les autodafés, et qui n'ont jamais su profiter de, leçons de l'histoire.

«Ce fut alors le triste spectacle des immondes Commissions de Triage des licenciements de fonctionnaires indigènes, qui avaient trente ans de service loyal et utile au pays à leur actif, et un contrat de vie que l'on déchira. Il est vrai que leurs droits et les nôtres n'étaient inscrits que sur un chiffon de papier. Et il est si facile de déchirer des chiffons de papier. Quand on le fait soi-même, on s'en formalise moins que lorsque ça se passe chez les autres.

«Ce furent les dénonciations, les expulsions illégales d'Alsaciens de leur sol, contraires aux droits des gens et aux droits de l'homme. Ce fut une orgie de fanatisme, ce fut la négation des principes les plus sacrés de la République Française pour lesquels on prétendait avoir lutté.

«Aujourd'hui, la colère gronde. Tout peuple qui est conscient de ses droits a toujours fini par triompher tôt ou tard dans l'histoire. Nous aussi, nous triompherons, car nous maintiendrons !

«Mais ce qui nous fait saigner le cœur, à nous qui étions de ceux qui tenaient le drapeau, c'est que ce droit, au lieu de se faire par la France, devra peut-être se faire contre elle. Car si nous n'arrivons pas à anéantir l'influence du fanatisme réactionnaire, il produira au bout d'un an le résultat que les Allemands se sont efforcés vainement d'atteindre durant 48 ans : la germanisation de l'Alsace, ou tout au moins son détachement de la France».

Et Camille Dahlet, le francophile rédacteur en chef d'un journal francophile de lancer en terminant

ce grave avertissement :

«Il faut nous prendre tous avec toutes nos qualités et tous nos défauts, avec ce que nous avons en nous de français et avec ce que nous avons de boche. Il faut nous prendre tels que nous sommes ! C'est à prendre ou à laisser».

De toute évidence, la situation douloureuse à laquelle l'administration française avait acculé l'Alsace-Lorraine dès 1919 ne correspondait point à ce qui avait été prévu et préparé. Lorsqu'en février 1915, le ministre Viviani avait ouvert à Paris la Conférence d'Alsace-Lorraine, il avait prononcé un discours fort sensé :

«Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France soulèvera de nombreuses questions épineuses, et personne ne peut penser que la législation française et son régime administratif puissent être dans les territoires recouverts appliqués sans délais et sans période d'adaptation. Les Alsaciens tiennent à leurs traditions, à leurs habitudes, qui leur ont permis de conserver sous le régime allemand leur intégrité et leur autonomie. Au cours de 44 années de prise de possession allemande, des lois civiles, juridiques, administratives, fiscales et culturelles furent élaborées, qui ont créé une situation de droit et de fait, des droits particuliers, dont il faut tenir compte d'une manière convenable, notamment au point de vue religieux».

Aussi, après avoir remplacé Maringer, «la grande ganache», à la tête du Haut-Commissariat de la République Française en Alsace et en Lorraine, Millerand rappelait le 1er octobre 1919 que les conclusions de cette Conférence d'Alsace-Lorraine proposaient, non pas de substituer le droit français au droit local et allemand, mais d'en retenir les éléments les plus valables pour doter le pays d'un régime de droit particulier. Et pourtant ! Malgré trois années de préparations spéciales pour rattacher l'Alsace-Lorraine à la France, ce fut avec un programme entièrement improvisé que les généraux et les émissaires de Clemenceau pénétraient sur le sol reconquis.

L'un de ces émissaires, qui joua un rôle de premier plan, était précisément le Dr Pierre Bucher, agent français à l'époque allemande et espion pendant la guerre de 1914-1918, avec lequel le lecteur a déjà fait connaissance. Enfant naturel d'un industriel de Guebwiller, il faisait alors, d'après Robert Heitz, aussi peu plébéen et aussi peu Alsacien que possible.

«De teint olivâtre, les cheveux d'un noir de jais (auquel sans doute la cosmétique n'était pas étrangère), toujours strictement vêtu de noir, ce qui faisait valoir la gouttelette de son ruban rouge, quelques détails vestimentaires évoquant avec discrétion le genre «artiste arrivé», gestes d'une discrétion étudiée, il faisait très Académie Française, à mi-chemin entre Edmond Rostand et le Julius de Baraglioul des Caves du Vatican».

En 1918, Pierre Bucher était rentré en Alsace avec les troupes françaises. «Il était littéralement sinistre à voir, exsangue sous les cheveux et la moustache de plus en plus noirs, les yeux profondément enfoncés dans les orbites, marchant avec des mouvements mécaniques et saccadés de pantin. Il joua pourtant encore un rôle important et fort discuté d'éminence grise des représentants du Gouvernement ; longtemps, je le rencontrais presque chaque matin, quai Rouget-de-l'Isle, en promenade avec Alexandre Millerand, qui avait accepté le poste de Commissaire de la République à Strasbourg, dont il se servira comme tremplin pour accéder à l'Elysée.

Son physique aidant, Bucher à son apogée passait pour une sorte de des Esseintes quelque peu mâtiné de Cagliostro. On parlait avec admiration du cadre luxueux où se déroulait sa vie d'esthète, de ses aventures amoureuses avec telles dames de la société strasbourgeoise, avec telle comtesse, poétesse au cœur innombrable... Ses ennemis jasaient aussi d'histoires moins brillantes».

De son côté, la comtesse Jean de Pange présente ainsi le Dr Pierre Bucher :

«C'était un personnage étrange, un peu énigmatique, souvent discuté, mais sachant adroitement manœuvrer dans les heures troubles, si bien qu'en 1919, rien ne pouvait se faire à Strasbourg sans lui. Ce retour de l'Alsace à la France n'était pas pour lui un rêve réalisé, mais un événement prévu depuis des années, préparé avec soin, sur lequel il avait fondé tout son destin personnel. On

l'appelait partout à toute besogne, on lui donnait tout pouvoir dans le désarroi général».

Notre homme s'était installé à Strasbourg ni plus ni moins que dans l'ancien palais du Statthalter d'Elsaß-Lothringen, le bel hôtel construit par J.P. Pflug entre 1730 et 1736 par François-Joseph Klinglin, prévaricateur public et courtisan de Louis XIV. C'est là que la comtesse Jean de Pange le vit pour la première fois, «assis comme un homme d'Etat devant un solennel bureau Louis XV, chargé de dossiers...

D'allure encore jeune, bien qu'il eût déjà cinquante ans, il passait pour très séduisant. On lui attribuait de grands succès féminins, même Anna de Noailles disait-on s'était laissée séduire par son regard fascinateur. Quelque chose m'a toujours déplu en lui. Je n'aimais pas ses allures de conspirateur inquiet et soupçonneux».

Le Dr Pierre Bucher devait mourir en février 1921 des suites d'une fracture du crâne. En tant que chef de la résistance française en Alsace-Lorraine avant 1914, il avait joué après 1918 «le grand jeu», un jeu serré entouré de mystères.

Quoi qu'il en ait été, au début de l'administration française en Alsace-Lorraine, l'on avait tâché de respecter deux éléments du particularisme local : d'abord le Concordat de 1802, dont les articles organiques non reconnus par le Pape permettaient au gouvernement de Paris de tenir en main les Eglises de Metz et de Strasbourg, et ensuite le caractère confessionnel des écoles primaires régies par la loi Falloux de 1850.

En dehors de ces deux concessions provisoires, les administrateurs avaient les mains libres pour détruire le plus rapidement et le plus complètement possible toutes les structures politiques, sociales, économiques et culturelles d'Elsass-Lothringen. «Partout, à tous les degrés, avouait un des rares «revenants» lucides, on ne se liait au passé, à celui de 1870, qu'à travers les récits utopiques ou quintessenciés des Bazin, Barrés, Hansi et consorts. L'Alsace réelle n'apparaissait pas !».

Il est vrai qu'avant l'arrivée de Millerand, les représentants du Cabinet Militaire et du Haut-Commissaire Maringer se considéraient comme en Pays ennemi. Les préjugés régnaient ; tout ce qui était originalité alsacienne-lorraine, c'est-à-dire tout l'Elsaß-Lothringertum, apparaissait selon leur propre expression «système boche» !

Et pour les fanatiques de l'assimilation, tout cela devait disparaître. La majestueuse montée d'une nation vers son autonomie et sa maturité politique, montée gravie de 1871 à 1918 devait être bloquée et anéantie, uniquement et simplement parce qu'elle était étrangère aux conceptions parisiennes et non conforme au modèle dépassé d'une République Une et Indivisible.

«Dans les villes en particulier, écrivait en 1930 le journaliste Oscar de Férenzy, et notamment chez les fonctionnaires, chez les jeunes intellectuels formés à l'école et à l'Université allemande, tous ceux qui ignoraient le français se trouvaient dépaysés en leur propre pays ; ils se voyaient menacés dans leur carrière, du moins entravés dans leur avenir ; Us se sentaient en quelque sorte des citoyens diminués».

Voilà du côté des Alsaciens-Lorrains. Et voici du côté des Français :

«Le plus grand nombre de fonctionnaires et autres Français venus de l'Intérieur, ignoraient la langue allemande, ignoraient peut-on dire totalement l'Alsace. Comme en France on n'avait guère connu l'Alsace qu'à travers la littérature sentimentale de Maurice Barrés et de René Bazin, la plupart des Français commirent l'erreur d'incarner toute l'Alsace en Wetterlé, en Hansi, et deux ou trois autres militants de l'opposition anti-allemande d'avant-guerre».

En bref, les Français prenaient pour d'authentiques Alsaciens-Lorrains ceux-là mêmes qui en étaient les moins représentatifs et qui pouvaient passer au contraire pour traîtres jà l'authentique Alsace-Lorraine. L'erreur était de taille et lourde de conséquences.

Curieusement, en 1918, beaucoup de Français s'imaginaient naïvement que la langue allemande avait été introduite en Alsace-Lorraine après 1870, alors qu'elle est indigène et

héréditaire depuis le premier siècle avant notre ère ! Encore de nos jours, certains s'étonnent quand on leur dit que la langue française est une langue étrangère au Volkstum et qu'elle a été introduite en Alsace par les vicissitudes de l'histoire, par la politique culturelle et scolaire au service de l'impérialisme linguistique français.

En 1919, une dame parisienne monta dans un tramway strasbourgeois. Horreur ! ses oreilles n'y entendirent parler que notre langue alémanique deux fois millénaire à Strasbourg dont le nom est d'ailleurs allemand. Et de s'écrier avec cette sottise indignation qui caractérise l'ignorance et l'intolérance jacobine : «Dire que quinze cent mille de nos petits soldats ont donné leur vie pour l'Alsace, et qu'en venant dans ce pays, on a encore les oreilles écorchées à entendre parler boche !»... Comme si les Alsaciens-Lorrains avaient souhaité la guerre !

En fait, dès 1918, de nombreux Alsaciens-Lorrains se trouvaient déjà indisposés par la politique assimilatrice de la France ; mais comme ils se prenaient pour des cas d'exception et que parents et amis gardaient aussi le silence par crainte des Commissions de Triage et des espions, ils dissimulèrent leur malaise et leur indignation. Bientôt il ne fut plus possible de se taire : les conflits entre les vaincus «'exprimant en allemand et les vainqueurs s'exprimant en français se multiplièrent et éclatèrent au grand jour ; les langues se déliaient.

On se racontait les déceptions des marins et des Feldgrauen qui regagnaient leurs foyers. Au pont de Kehl, ils avaient été reçus avec une animosité méfiante et, tels des prisonniers ennemis, encadrés de troupes coloniales, baïonnette au canon, conduits à travers Strasbourg en liesse parfois internés à la caserne Sainte-Marguerite.

Edmond Herber, un francophile notoire et futur conseiller général du Bas-Rhin, mit plus tard ses souvenirs par écrit et fit raconter son aventure à un Strasbourgeois.

«Nous étions trente qui, ayant enfin réussi à franchir les lignes françaises, américaines et anglaises, arrivâmes le cœur en joie, arborant la cocarde tricolore, à la gare de Metz, dans l'espoir de prendre le premier train pour Strasbourg. Et voilà que l'on nous enferma à clef dans la salle d'attente ; puis, sous la conduite de troupes nègres, on nous dirigea vers une forteresse où durant plusieurs jours nous fûmes traités en prisonniers, mal nourris, mal couchés, mal traités à tous égards. Je vous prie de croire que ce nous fut une rude désillusion. De colère, nous arrachâmes tous nos cocardes bleu-blanc-rouge. Le souvenir de ces jours d'humiliations et de souffrances ne s'effacera jamais de notre mémoire».

S'il arrivait qu'un Alsacien-Lorrain portât l'uniforme d'officier ou de sous-officier allemand, les «patriotes français» et les «dames nationalistes» l'invectivaient comme «Boche» ! Durant le voyage en Alsace-Lorraine du président de la République Française Raymond Poincaré et de Clemenceau en décembre 1918, la nouvelle frontière du Rhin fut fermée durant deux semaines, et tandis que ces messieurs banquetaient, les soldats alsaciens-lorrains demeuraient bloqués en Bade jusqu'aux approches de Noël.

Rien d'étonnant à ce que les Feldgrauen démobilisés ne prennent point part aux fêtes organisées pour célébrer la fin des hostilités. Et à l'adresse des «patriotes», des «chauvins», courait cette remarque souvent justifiée en Alsace-Lorraine : «Ce sont toujours les tire-au-cul, ceux qui n'ont jamais tenu un fusil entre les mains ni entendu une décharge, qui se mettent en avant et qui crient le plus sauvagement contre l'Allemagne».

Peu de jours après l'arrivée des troupes françaises, et contrairement à la convention d'armistice, de nombreux conseils municipaux, pourtant régulièrement élus, furent dissous et remplacés par une commission municipale nommée par les troupes françaises. Les séides de ces commissions municipales se mirent à débaptiser nos rues et nos places en les affublant de noms choisis sur la liste des nouveaux vainqueurs, ou de traductions stupides, **telle la rue Knobloch, du nom de la célèbre famille d'imprimeurs strasbourgeois aux XVème et XVIème siècles, devenue la rue de l'Ail ! Beaucoup de noms de communes furent déformés ou traduits en français.**

Une vive excitation régnait en milieu étudiant. Arrivés presque terme de leurs études secondaires ou universitaires en langue allemande, les jeunes Alsaciens-Lorrains durent du jour au lendemain subir les cours en un français parfois fort douteux. Quant aux nouveaux professeurs parachutés par Paris, ils ignoraient les coutumes estudiantines allemandes et plus d'une fois ils se méprirent lourdement sur le sens des manifestations.

La question linguistique s'avéra une source inépuisable d'ennuis, d'énervements et d'humiliations. En 1971, un instituteur alsacien en retraite racontait :

«En 1918, je savais quelques bribes de français. D'un jour à l'autre, j'ai dû donner tout l'enseignement en français. Qui pourrait avoir une idée de l'effort héroïque qu'il a fallu pour se mettre à la page ? Que de nuits blanches passées à apprendre le français, aux côtés de ma femme qui avait eu la chance d'apprendre le français au pensionnat. Le matin, fatigué, en classe je ne pouvais me passer du dictionnaire pour trouver mes mots. Au bout de six mois, les enfants étaient beaucoup plus avancés que moi ; combien de fois ai-je été la risée des élèves et aussi de la commune : «Dr Schulmeister kann ken französisch». Heureusement en 1921 on m'a envoyé une année à Bordeaux pour être auditeur dans une école communale où j'ai fini par apprendre le français sur les bancs des élèves...».

Un élève de cette époque écrivait en 1975 :

«Notre instituteur se donnait beaucoup de mal à nous enseigner les premiers éléments de la langue française... Nous avons appris à saluer le maître quand il entrait en classe avec «Bonjour Monsieur l'instituteur» au lieu de «Guten Tag Herr Lehrer». Mais cela sonnait tellement faux que l'instituteur lui-même essaye de nous faire admettre peu à peu un langage plus élégant. Un officier, sans doute enseignant dans la vie civile, finit par venir au secours du maître d'école pendant quelques semaines. Mais il avait l'accent méridional et notre façon de parler n'y gagna pas tellement. Bientôt nous savions chanter la première strophe de la Marseillaise, sans comprendre grand'chose et sans le moindre souci de prononciation».

De fait, une préoccupation instante dès rentrée des troupes et des autorités françaises en contact avec les populations «rédimées» était la propagation de l'enseignement de la langue française. Tout le monde s'y était employé activement et de bon cœur, depuis les administrateurs civils et les militaires de tous grades jusqu'au général Serret.

«Les poilus — active, réserve, territoriale et surtout réserve et territoriale — ont tous fait depuis Je 7 ou le 8 août 1914 de renseignement en Alsace libérée. L'instruction publique a eu comme fonctionnaires depuis 4 ans tous les troupiers de la 7ème armée».

A partir de 1918, les écoles furent envahies par des instituteurs et des institutrices qui ignoraient totalement la langue de leurs élèves. Les parents ne pouvaient aborder ces enseignants que par le truchement d'interprètes. Et si tels père et mère se sentaient flattés d'entendre leur progéniture déclamer quelques vers ou quelques phrases en français, ils déchantèrent vite en constatant que leurs gamins n'y comprenaient rien, pas plus qu'eux-mêmes, et que la fin de la scolarité les laissait lésés dans leur développement intellectuel et sans véritables connaissances, ignorant leur langue allemande qu'on ne leur apprenait plus et n'ayant point pu apprendre convenablement la langue française à laquelle on avait voulu les contraindre.

Le journal socialiste Die Freie Presse signalait que pour 90% des écoliers d'Alsace-Lorraine, la langue française était complètement étrangère. Le 8 novembre 1920, le même journal imprimait :

«Nous formons des poupées pour la parade qui, par pression sur un bouton, déballent leur petit laïus, mais nous ne formons pas des hommes (Wir erziehen Paradepuppen, die beim Druck auf den Knopf ihr Sprüchlein herplappern, aber keine Menschen)». Et il commentait : «C'est le droit incontestable pour chaque peuple de parler et de cultiver sa langue maternelle... Et lorsque notre Directeur Général de l'Instruction Publique signale comme nécessaire quel Alsace-Lorraine devienne une région francophone, alors nous savons que si cette nécessité s'appelle contrainte, elle

n'atteindra jamais le but visé... Les fruits de notre politique scolaire nous apprendront que la voie prise est fausse et injuste (Dass der jetzt beschrittene Weg nicht der richtige ist, lehren die Früchte unserer Schulpolitik)».

Dans l'euphorie de la victoire, l'administration française en Alsace-Lorraine avait beaucoup espéré de l'organisation de cours du soir de fran-

Mais ils connurent un rapide déclin. Il advint donc qu'un peuple germanophone par nature fut administré par des fonctionnaires qui ne comprenaient rien à la langue indigène et qui sciemment ne voulaient point l'apprendre, persuadés au demeurant que leur propre langue était la plus belle et la meilleure au monde. Après avoir épuisé les anciens formulaires allemands, l'administration n'imprima plus que des feuilles en langue française, à l'exception toutefois des feuilles d'impôts qui devenaient bilingues.

Les Alsaciens-Lorrains en furent réduits à courir les interprètes, souvent incompetents et douteux, qui ne comprenaient guère la langue technique et administrative. De toutes façons, ces traductions entraînaient des frais supplémentaires. Beaucoup de quittances, de titres de rentes, de droits aux dommages de guerre, furent par là égarés et perdus, parce que leurs propriétaires et titulaires n'en pouvaient comprendre le contenu exact ou bien ne pouvaient les faire valoir. D'où une foule d'injustices rentables pour d'autres, à commencer pour le gouvernement français.

Parmi les fonctionnaires des Postes et du réseau de Chemin de fer d'Alsace-Lorraine, avaient trouvé place de nombreux démobilisés que la révolution de novembre 1918 avait entraînés à la contestation.

Lorsqu'ils s'aperçurent de la colonisation administrative des services publics, lorsqu'ils constatèrent que les «revenants» et autres gens de France, qui ignoraient la langue allemande ou alémanique, la langue de leurs subordonnés et de leurs clients, occupaient en outre sans la moindre formation requise les postes de direction et entreprenaient la modification du réseau ferré afin de le réduire au système français ; lorsqu'en outre, ces «étrangers» touchaient une importante allocation supplémentaire de «mission spéciale» qui doublait leurs traitements alors que les cheminots alsaciens-lorrains étaient traités de «sales boches» et en restaient à des salaires disproportionnés par rapport à la montée des prix, l'atmosphère tourna rapidement à l'irritation totale et à l'hostilité contre les intrus.

Le 15 septembre 1919, quatre mois donc avant l'application officielle du traité de Versailles, le *Messin*, journal lorrain, tirait la sonnette l'alarme :

«Il serait puéril de dissimuler la vérité : il y a dans nos provinces reconquises un état d'esprit nettement hostile aux fonctionnaires venus de France. L'Alsace-Lorraine était, lorsque nous l'avons reprise, un pays à tendance très particulariste. Il est resté tel... Au point de vue administratif, ce pays prenait l'habitude de l'ordre et de la discipline ; au point de vue moral, il avait une mentalité toute particulière, différente de celle de toutes les autres régions de France ; et surtout il avait un besoin très ardent de liberté et d'indépendance... Le malaise est très grave... Il n'y a pas de temps à perdre».

Et dans un important article de l'*Elsaesser Kurier* intitulé «Die verfehlte Methode», l'abbé Xavier Haegy, le dernier député alsacien-lorrain à avoir parlé au Reichstag, dressa un bilan négatif des trois premiers mois d'occupation française, le 20 février 1919 :

«Si l'ordre français dans l'administration et la législation était toujours meilleur que celui de l'Allemagne, alors le passage immédiat sous le nouveau régime aurait été plus facile. Qu'en toute chose jusqu'ici nous nous trouvions plus mal, c'est une croyance de gens entièrement naïfs, de patriotes sauvages. C'est une chose que ne croit aucun Français qui s'intéresse aux affaires politiques et sociales, qui se réserve de mettre à profit et d'apprendre plus d'une leçon de l'Alsace-Lorraine et des Alsaciens-Lorrains».

L'abbé Haegy reprochait aussi à l'administration française d'avoir trop écouté les fanatiques du

patriotisme, c'est-à-dire les gens les moins représentatifs du peuple :

«On a aimé le malheureux système qui consistait à mettre partout en avant ceux qui avant ou pendant la guerre avaient souffert pour leurs sentiments nationaux. Sans vouloir froisser qui que ce soit, on peut voir que la vie officielle des dernières décennies nous apprend que les Messieurs concernés n'étaient point les chefs et les conseillers du peuple, qu'ils ne se trouvaient point au premier rang pour défendre l'Alsace-Lorraine contre la domination et l'oppression étrangère, soit parce qu'ils manquaient de l'ardeur et de l'intelligence nécessaires, soit parce que la population ne les avait point jugés aptes à cette mission».

Et d'énumérer une partie des gaffes françaises imputables aux conseillers «patriotes» : les expulsions, les Commissions de Triage, le remplacement brutal des fonctionnaires, l'ignorance des nouveaux administrateurs, le non-paiement des pensions aux vieux Allemands (Alt-Deutsche) qui avaient travaillé en Alsace-Lorraine, la stagnation de la reconstruction dans les régions sinistrées de guerre, la politique scolaire déplorable et risible, l'absence d'une autorité régionale et locale responsable.

Ainsi, cinq mois avant la signature du traité de Versailles, il apparaissait clairement que la politique d'assimilation «à chaud» allait échouer en Alsace-Lorraine.

4. Le Commissariat Général de la République à Strasbourg

On a vu au chapitre précédent que le 26 novembre 1918, Clemenceau avait illégitimement remplacé la Constitution de 1911 du Land Elsass-Lothringen par la «November-Verfassung» ou Service Général d'Alsace et de Lorraine, sous la direction de Jules Jeanneney et de son gendre, Georges Maringer. Le résultat immédiat en fut la pagaille, la rogne et la grogne. Bref, déjà le fameux «malaise».

Symptomatique de la profondeur du mal était le fait que les francophiles notoires, partisans de l'assimilation et anti-autonomistes, criaient casse-cou. Un Lorrain, l'abbé Hackspill, un des anciens chefs du Zentrum Elsass-Lothringen et ancien membre du Nationalrat, redoutait un «Saverne français», tandis que Charles Frey réclamait dans la Strassburger Neue Zeitung des 10 et 16 février 1919 l'abandon du centralisme administratif de Jeanneney.

Même le sournois Pierre Bucher appréhendait les événements en gestation, et l'abbé Nicolas Delsor, le maléfique président du Nationalrat, se permit de critiquer dans le Volksbote du 25 février 1919 l'incompétence des pseudo-Alsaciens de Paris, et réclamait, mais un peu tard, une administration régionale allemande : «unsere Landesverwaltung».

Clemenceau convoqua donc à Paris son éminence grise, le Dr Pierre Bucher, et après discussion, il se résigna à réorganiser l'administration en Alsace-Lorraine. Le 21 mars 1919 paraissait l'important décret qui ramenait de Paris à Strasbourg la direction administrative de l'Alsace-Lorraine, sous le nom de Commissariat Général de la République, délégation permanente du Président du Conseil. «Ministériel» à la manière de l'administration allemande, ce nouveau Commissaire Général avait ses entrées au Conseil des Ministres et pourvoyait à tous les emplois de l'Alsace-Lorraine.

Bref, ce Commissaire Général rappelait par ses fonctions et ses pouvoirs, l'Oberpräsident Eduard Moeller qui avait gouverné le Reichsland Elsass-Lothringen de 1872 à 1879. Assurément c'était en 1919 un progrès vers l'autonomie, comme cela avait été le cas en 1872.

Le Commissaire Général était secondé dans son travail par trois Commissaires de la République, résidant à Strasbourg, Colmar et Metz ; fil étaient respectivement chargés de la Basse-Alsace, de la Haute-Alsace et de la Lorraine mosellane*. Ils rappelaient les Bezirkspräsidenten de l'époque allemande.

Qui serait nommé Commissaire Général de la République à Strasbourg ? Très attaché à la Lorraine et aux Habsbourg, le maréchal Lyautey suivait de très près la situation morale et politique en

Alsace-Lorraine, si trouble et si déroutante pour un Français. Il désirait énormément cette mission de Commissaire Général de la République et certainement il aurait bien rempli ses fonctions»

Le maréchal, en effet, était un adversaire résolu de l'assimilation jacobine ; il était opposé à l'administration directe de Paris qui avait échoué partout et qui avait fait «toutes nos colonies sans exception, pauvres, phytiques, sucées, cataleptisées...». Le système de l'administration indirecte et de l'autonomie lui apparaissait d'autant meilleur qu'il déplaisait «aux fonctionnaires et aux militaires, puissant argument pour qu'il soit sensé» ! Mais le maréchal Lyautey se heurtait à l'hostilité bien connue du Président de la République, Raymond Poincaré, un autre Lorrain, son ennemi personnel.

On pensa aussi au général de Castelnau, réputé pour la vigueur et la sincérité de sa foi chrétienne ; de Castelnau avait déclaré en novembre 1919 à l'abbé Haegy : «Ne devenez pas Français sans poser vos conditions». On avança ensuite le nom de Jonnart, ancien gouverneur colonial qui avait doté l'Algérie d'une administration régionalisée ; mais ce fut simplement le chef du Bloc National, Alexandre Millerand, qui fut nommé Commissaire Général de la République le 21 mars 1919 après avoir donné téléphoniquement son agrément.

Né à Paris en 1859, ancien socialiste et ancien ministre de la Guerre en 1914-1915, Millerand se mit courageusement à la besogne. Dès le 20 mars 1919, dans une conférence de presse, il avait exposé son vaste programme qui devait à la fois maintenir les lois sociales allemandes — en avance sur celles de la France — et recruter des fonctionnaires parmi les indigènes alsaciens-lorrains. «Pas un fonctionnaire alsacien-lorrain, déclara-t-il, ne perdra un centime par suite de l'établissement du nouvel ordre des choses».

Il promettait une équité absolue à l'occasion des expulsions d'Alt-Deutschen, l'agrandissement de l'université de Strasbourg, la consultation régulière des députés après les élections de novembre 1919. En terminant, il réaffirmait solennellement les fameuses promesses de 1914 et de 1918 : «La France restera toujours le symbole de la justice et de la liberté. Le Président de la République, le Président du Conseil, le maréchal Joffre, ont prononcé des paroles garantissant la liberté, les coutumes et les croyances : cette promesse sera tenue par moi !»

Le 22 mai 1919, Alexandre Millerand déclarait dans le même sens : «Nous savons quel prix vous attachez avec raison à vos croyances, à vos coutumes, à vos traditions. Vous avez recueilli l'engagement solennel que République Française les respectera intégralement».

La comtesse Jean de Pange se félicitait de la nomination de Millerand. «Dès mon arrivée, notait-elle, M. et Mme Millerand offrent un bal à la grand-messe à la cathédrale, ce qui est du meilleur effet. Nous nous entraînons, mon mari et moi, à écouter sans parti et à comprendre chaque jour davantage».

Enfin, le 2 juin 1919, Millerand affirmait : «La politique traditionnelle de la France dans ce pays, depuis le XVIII^{ème} siècle, a été de ménager avec le plus grand soin ses mœurs et habitudes. Elle a voulu avant tout respecter l'âme alsacienne pour s'en faire aimer et elle y a réussi».

Mais l'essentiel, ce ne sont point les paroles, ce sont les actes. Par une décision du 16 avril 1919 prise à Strasbourg, Alexandre Millerand créait pour l'Alsace-Lorraine une nouvelle administration décentralisée : «Les sévices d'administration générale des territoires d'Alsace et de Lorraine sont placés sous l'autorité directe du Commissaire Général ; ils comprennent, outre le cabinet du Commissaire Général :

1°) le Secrétariat Général ;

2°) la direction des affaires militaires et les directions chargées des affaires civiles».

Le Secrétariat Général centralisait toutes les directions à Strasbourg : les Affaires Militaires, l'Intérieur, les Finances, la Justice, le Commerce, l'industrie et les Mines, l'instruction Publique avec les Beaux-Arts, les Travaux Publics avec les Voies de Communication, les Eaux et Forêts avec l'Agriculture, la Législation ouvrière avec les Assurances sociales, enfin la Poste et les

Télécommunications.

Parmi les attributions de l'Intérieur figuraient la police et la sûreté, chargée des enquêtes spéciales, de la surveillance des manifestations, des réunions, des grèves, des étrangers, de la circulation, des délits et des mœurs.

Toutes ces directions étaient exclusivement accaparées par des Français de l'Intérieur étrangers à l'Elsass-Lothringertum, et elles s'installèrent dans les locaux de l'ancien Ministerium Elsass-Lothringens, sur le Kaiserplatz à Strasbourg.

Le Conseil Supérieur d'Alsace et de Lorraine, institué à Paris le 26 novembre 1918, fut aussi transféré à Strasbourg le 10 mai 1919 et soumis au Commissaire Général. Millerand en devint le président, et Louis Barthou, l'ancien président de la Conférence d'Alsace-Lorraine de 1915, devint son vice-président.

Mais lorsque les journaux portèrent à la connaissance du public la liste des 32 personnes nommées membres du Conseil Supérieur, le 10 mai 1919, ce fut une surprise bien amère. Il s'agissait presque exclusivement de bourgeois étrangers au Volkstum, d'avance acquis à la politique assimilatrice du gouvernement parisien et pratiquement sans compréhension pour les affaires religieuses. La courageuse protestation populaire fut alors assumée par le secrétaire général de la Volkspartei (UPR) récemment créée, Jean Keppi. Dans la Correspondance Populaire du 13 mai 1919, il publia un article énergique : «Weg mit dem Ballast (Jetez du lest !)».

Jean Keppi (1888-1967) notait que «sur les 16 Alsaciens-Lorrains nommés au Conseil Supérieur et qui constituaient la moitié de ses membres, le gouvernement français ne manquera pas de faire valoir que cinq sont membres de la Volkspartei (UPR), à savoir Heinrich, les deux Helmer, Laugel et l'abbé Wetterlé ; Paris les fera passer pour les vrais porte-parole du puissant parti centraliste d'Alsace ; or rien n'est plus faux !

Si Heinrich d'une certaine façon se reconnaît de la Volkspartei, il n'a qu'une valeur technique en ce qui regarde l'agriculture ; quant aux deux Helmer à Laugel et surtout à l'abbé Wetterlé, ils ne comprennent absolument rien au parti et ne possèdent aucune valeur représentative.

De par leur milieu bourgeois francisé et culturellement déraciné du Volkstum, Laugel et Wetterlé sont des indésirables au parti, que la situation politique générale ne permet pas d'expulser ; ils sont foncièrement incapables de défendre le programme de la Volkspartei, (UPR) même sur les points les plus essentiels ; n'ont-ils pas pris des positions linguistiques contraires au parti et ne sont-ils point favorables à la destruction de la langue naturelle en Alsace-Lorraine au profit d'une langue étrangère au Volkstum ? Ni Laugel ni Wetterlé ne comprennent rien à la régionalisation ; ils ne s'intéressent point aux problèmes socio-économiques et ils sont entièrement coupés des couches populaires».

Et Jean Keppi de conclure :

«Nous ne sommes point un parti de militaristes, d'annexionnistes et de bourgeois anti-sociaux, nous sommes le parti de la démocratie chrétienne et sociale (Wir sind keine Partei der Militaristen, der Annexionisten und anti-sozialen Bourgeois, wir sind die Partei der christlich-sozialen Demokratie)». «Une partie de nos pseudo-représentants au Conseil Supérieur ne peut en faire partie. Disons-le hautement et catégoriquement au moment où se complète le Conseil Supérieur, afin que tous ceux que cela concerne l'entendent, et que disparaisse le doute parmi nos meilleurs et plus zélés membres. Jetez le lest ! (Weg mit dem Ballast !)».

En dépit de ces bavures, Alexandre Millerand pensait non seulement faire œuvre durable avec le Commissariat Général d'Alsace et de Lorraine, mais encore œuvre exemplaire pour une France tout entière à régionaliser. Lui-même était mécontent de la servilité coloniale du Conseil Supérieur et il rêvait d'un Conseil Régional d'un nouveau style, lorsque la loi du 17 octobre 1919 vint en quelque sorte saboter le projet.

Cette loi avait été proposée dès le 29 juillet 1919 aux Chambres par Clemenceau, mais elle ne fut

connue à Strasbourg qu'au moment des débats Parlementaires, les 2, 4 et 5 octobre. La nouvelle loi, qui avait été acceptée Par le Sénat sans discussion, disposait une fois de plus de l'Alsace-Lorraine sans son consentement ; aucun Alsacien-Lorrain n'avait participé à l'élaboration de la loi, à sa discussion et à son vote, puisque les députés n'allaient être élus que le 16 novembre suivant.

En outre, cette loi était illégitime, puisque le traité de Versailles, s'il était déjà ratifié par la France ne Tétait pas encore par les autres membres de la Conférence de la Paix et qu'il n'était applicable qu'à partir du 10 janvier 1920. Il s'agissait en quelque sorte d'une véritable loi « coloniale » et d'une politique du fait accompli, de la violence légale.

L'Article 1, qui ne soufflait mot sur une telle intégration, et sur le traité de Versailles signé le 28 juin 1919 qui n'était pas encore applicable. Il posait aussi la base juridique de la destruction des structures politiques de l'administration régionale spéciale de l'Alsace-Lorraine en qualifiant le Commissariat Général de la République et le Conseil Supérieur du caractère transitoire.

L'article 2 disloquait le Land Elsass-Lothringen : La Basse-Alsace devenait le Bas-Rhin, la Haute-Alsace devenait le Haut-Rhin, et la Lorraine mosellane devenait la Moselle. Divide ut imperes ! Les Kreise se muèrent en arrondissements. Ainsi se trouvait réalisé le vœu de l'abbé Wetterlé en 1915 : « Nous voulons que l'Alsace-Lorraine disparaisse pour se transformer en trois départements qui ne se distingueront en aucune manière des 86 autres ».

Les articles 3 et 4 jetaient aux oubliettes les solennelles promesses de 1914 et de 1918 de respecter les traditions et les coutumes de l'Alsace-Lorraine et montraient ce qu'il fallait entendre par le mot « Liberté ». En effet, l'article 3 ne tolérait la législation propre à la population alsacienne-lorraine que « jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'introduction des lois françaises ». Et déjà pointait à l'horizon l'ombre jacobine d'Edouard Herriot !

L'article 4 déclarait crûment :

« La législation française sera introduite dans lesdits territoires par des lois spéciales qui fixeront les modalités et délais de son application. Toutefois, les dispositions de la législation française, dont l'introduction présenterait un caractère d'urgence, pourront être déclarées applicables par décret rendu sur la proposition du Président du Conseil et après rapport du Commissaire Général de la République. Ces décrets seront soumis à la ratification des Chambres dans le délai d'un mois ».

L'esprit de cet article 4 se comprend surtout si l'on considère son application. En effet, plus de 500 décrets furent ainsi appliqués sous le prétexte de « l'urgence ». Et la plupart du temps, la ratification parlementaire nécessaire pour leur validité n'arrivait que plusieurs années plus tard ! Rarement une ethnie allogène fut aussi arbitrairement méprisée par le gouvernement central.

Enfin, l'article 9 accordait 5 sénateurs à la Moselle et au Bas Rhin, et 4 au Haut-Rhin, tandis que l'article 10 fixait le nombre des députés à 9, 8 et 7, respectivement pour le Bas-Rhin, la Moselle et le Haut-Rhin.

Telle fut cette loi du 17 octobre 1919, loi qui ne représentait en rien l'expression de la volonté du peuple alsacien-lorrain et qui était illégitime parce qu'antérieure à l'application du traité de Versailles qui seule devait livrer l'Alsace-Lorraine à la France. Cette loi resta en vigueur jusqu'au 15 octobre 1925.

Après avoir mené l'aseptique Bloc National à la victoire législative le 16 novembre 1919, Alexandre Millerand quittait le Commissariat Général de la République à Strasbourg le 20 janvier 1920 pour remplacer Clemenceau comme Président du Conseil des Ministres. Si Millerand a mis fin à la pagaille instaurée par Maringer, il n'a réglé aucune question vitale pour l'avenir du Volkstum Elsass-Lothringen et, par la loi du 17 octobre 1919, il y a introduit les germes de sa destruction.

5. L'étouffement du Commissariat Général

On pensa un moment remplacer Alexandre Millerand à Strasbourg par un parlementaire, mais l'intervention du Dr Pierre Bucher, l'éminence grise du gouvernement, fit nommer le 20 mars 1920 un certain Gabriel Alapetite.

Le nouveau Commissaire Général avait été Résident Général à Tunis, puis ambassadeur de France à Madrid. Pour l'abbé Haegy, Alapetite était un homme gentil, distingué, discret et éloquent, mais qui, dès le début de sa mission, se considérait comme un simple «Commis de Paris» ; un bon subalterne, étranger à l'esprit régionaliste de Millerand et qui, dans ses fonctions antérieures, avait appris à aller au-devant des désirs de Paris et à appliquer servilement ses instructions.

D'après le sénateur Fritz Eccard, Alapetite ignorait autant l'Alsace que sa langue. A un rédacteur du Petit Journal, notre Commissaire Général déclarait avec un cynisme probablement inconscient : «Je compte surtout sur le temps pour aplanir la route. Chaque jour qui commence est un gain Pour la France, car l'écolier apprend quotidiennement quelques mots français de plus, et l'adolescent oublie quotidiennement quelques mots allemands».

La nomination de Gabriel Alapetite à Strasbourg signifiait donc que le Commissariat Général de la République n'aurait plus de vie propre, qu'il devenait un simple relais de la politique parisienne en Alsace-Lorraine en attendant sa suppression complète déjà prévue par la loi illégitime dû 17 octobre 1919. Alapetite reconnaissait volontiers qu'il était l'heureux fossoyeur de cette timide régionalisation, elle-même pâle décalque de l'ancienne autonomie octroyée, si imparfaite soit-elle, par l'empire allemand du Kaiser Guillaume II.

L'agonie du Commissariat Général trama en trois étapes :

- 1°) du 20 mars à la fin de l'année 1920 ;
- 2°) de la fin de l'année 1920 au 24 juillet 1925 ;
- 3°) du 24 juillet 1925 à la veille de la seconde guerre mondiale.

Durant la première période, de mars à décembre 1920, régnait encore tant bien que mal l'esprit de Millerand ; Millerand venait d'être élu en septembre 1920 à la Présidence de la République en remplacement de Paul Deschanel devenu fou. Le 3 juin 1920, au moment de la discussion du budget, Alapetite souligna la nécessité d'une représentation alsacienne-lorraine pour établir le budget propre à l'Alsace-Lorraine et réclama un compromis entre le système fiscal français et le système fiscal alsacien-lorrain. Pure intervention de forme qui ne fut suivie d'aucun effet.

La seconde période était dominée par l'idéologie des «rattachements». Toute une série de rattachements à Paris fut opérée par simples décrets, généralement à caractère d'urgence... Les Chemins de fer d'Alsace-Lorraine furent rattachés le 30 novembre 1920 au ministère français des Travaux Publics ; la Justice d'Alsace-Lorraine fut rattachée le 4 juillet 1921 au ministère français de la Justice ; les Contributions Directes, l'Enregistrement et les Manufactures d'Alsace-Lorraine furent rattachés au ministère français des Finances le 31 décembre 1921.

Suivirent les rattachements à Paris de la navigation d'Alsace-Lorraine, des services pénitentiaires, des Eaux et Forêts, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Bref, Paris dépouillait le Conseil Supérieur d'Alsace et de Lorraine pratiquement de tous ses pouvoirs. Finalement, le 31 décembre 1921, le Président du Conseil Leygues supprimait le budget spécial d'Elsaß-Lothringen.

De janvier 1921 à janvier 1922, Aristide Briand avait en effet confié la responsabilité des Affaires d'Alsace et de Lorraine au sous-secrétaire d'Etat Tissier, un adversaire déclaré et décidé du Commissariat Général de la République et de la régionalisation. En janvier 1922, Tissier fut remplacé par Louis Barthou, l'ancien président de la Conférence d'Alsace-Lorraine de 1915 qui partageait entièrement les idées de son prédécesseur.

En automne 1922, Barthou se présenta benoîtement au Conseil Supérieur de Strasbourg, déjà réduit pratiquement à une sinécure, avec l'intention d'annoncer la suppression du Commissariat Général.

In extremis, les élus d'Alsace-Lorraine purent le convaincre de modifier le discours initialement prévu ; Barthou fit la pirouette, mais fut remplacé fin décembre 1922 par le conseiller d'Etat Colrat, à qui le gouvernement français confia la mission de liquider le Commissariat Général pour la date du 1er juillet 1925.

Survinrent les élections législatives du 11 mai 1924 avec la défaite du Bloc National de Millerand et l'avènement du Cartel des Gauches¹. Le nouveau chef du gouvernement à Paris, Edouard Herriot, convoqua chez lui le recteur de l'Académie de Strasbourg, Charléty, pour lui confier la rédaction d'un projet qui remplacerait le Commissariat Général de la République à Strasbourg par une Direction Générale à Paris.

Le projet Charléty fut transformé en projet de loi et soumis le 13 novembre 1924 à la Chambre des Députés. Le rapporteur de cette loi n'était autre qu'un fanatique de l'assimilation, le socialiste Georges Weill, qui se montra tellement odieux que 21 députés d'Alsace-Lorraine quittèrent en corps le Palais Bourbon en signe de protestation et menacèrent de démissionner collectivement afin de provoquer de nouvelles élections. Contrairement à la volonté de l'Alsace-Lorraine, fut donc votée la loi du 24 juillet 1925 qui inaugurait la dernière étape de l'administration spécifique de l'Alsace-Lorraine.

Cette loi, imposée au peuple alsacien-lorrain par une majorité parlementaire qui lui était étrangère, supprimait ce qui restait du Commissariat Général de la République à Strasbourg et instituait à partir du 15 octobre 1925 une Direction Générale d'Alsace et de Lorraine à Paris, sous l'autorité immédiate et directe du Président du Conseil, afin de servir d'instrument à la politique de Paris en Alsace-Lorraine : il n'y avait plus de politique alsacienne-lorraine en Alsace-Lorraine !

Les trois préfets de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, ne dépendaient donc pas du ministre de l'Intérieur comme dans le reste de la France, mais ils dépendaient directement du Président du Conseil, de manière à pouvoir continuellement légaliser l'illégalité et légitimer l'illégitime selon le bon plaisir du vainqueur de 1918. On laissa à Strasbourg un os à ronger : les services de l'Instruction Publique et des Cultes, l'Office des Assurances Sociales et un Organisme de Réclamations. Mais tous ces services étaient à la merci de Paris.

Le 30 octobre 1935, Pierre Laval (1883-1945) remplaçait la Direction Générale d'Alsace et de Lorraine à Paris par un Service Central, toujours Placé sous l'autorité directe du Président du Conseil, avec effet à partir du 1er juin 1936. Ce service Central fut chargé des travaux législatifs, du contrôle et de la centralisation des affaires préparées par les quelques services demeurés à Strasbourg et enfin de la liaison avec les différents ministères. Mais dès le 13 août de la même année 1936, le gouvernement rétablissait la Direction Générale prévue par la loi de 1925.

A rapproche de la guerre, une simple ordonnance supprimait la Direction Générale ; le Service des Cultes fut rattaché au Bureau des Cultes et Associations auprès du ministère de l'Intérieur.

C'est ainsi que fut détruit le Land Elsass-Lothringen ; c'est ainsi que fut consommée la déchéance politique d'une nation minoritaire ; c'est ainsi que fut enchaîné un peuple sous prétexte de libération. A la veille de la seconde Guerre Mondiale, au niveau des institutions, l'Alsace-Lorraine n'était plus qu'une ruine politique.

VII – PRODROMES D'UN NOUVEL AUTONOMISME

La guerre de 1914-1918 avait laissé l'Alsace-Lorraine meurtrie et profondément marquée dans sa chair, ses biens et son âme. Les destructions avaient été grandes: 77 000 hectares de terres avaient été dévastés en Alsace et 15 000 en Lorraine. Dans 138 communes alsaciennes, l'on comptait 14 145 maisons et 135 usines en ruines; dans 107 communes lorraines, on comptait 4 061 maisons et 15 usines détruites. Il fallut 15 années pour payer les deux milliards et demi de dégâts et une armée de 7 000 ouvriers pour reconstruire les zones sinistrées.

Les invalides de guerre s'élevaient au nombre d'environ 25 000 ; 20 000 veuves et orphelins

Mais dans l'immédiat, un danger mortel guettait l'Alsace-Lorraine : son identité ethnique se trouvait menacée par la défaite de 1918 et par la volonté assimilatrice du vainqueur. Il était urgent de relancer la vie politique et d'organiser des partis capables d'instruire le peuple, de le défendre, de lui servir de porte-parole. A cette défense interne devait s'ajouter la défense externe, appuyée sur les Alsaciens-Lorrains volontairement ou involontairement repliés à l'étranger, notamment en Allemagne.

Avec l'autre fraction des libéraux, Charles Frey avait fondé à Strasbourg, dès le 22 février 1919, la

Republikanisch-Demokratische Partei dont la présidence échet à l'avocat Frédéric Eccard. Renonçant à établir sa propre organisation, le parti républicain-démocrate s'appuyait sur la Neue Zeitung. Proche du capitalisme, il craignait le socialisme et le communisme, ce qui l'amenait à s'allier aux centristes cléricaux de l'Elsaessische Volkspartei (UPRA).

Il en résultait une certaine neutralisation de son propre programme qui, à l'image de celui des autres radicaux et des socialistes, réclamait la séparation de l'Eglise et de l'Etat avec l'introduction de la législation scolaire laïque en Alsace-Lorraine. L'une des figures les plus marquantes de la Republikanisch-Demokratische Partei fut le pasteur de Wissembourg, Charles Altorffer, plus tard député et Directeur des Cultes au gouvernement à Paris.

Sous le régime allemand, le célèbre Elsass-Lothringische Zentrum (1906-1918) s'était fixé comme objectif la sauvegarde du patrimoine religieux et culturel d'Elsass-Lothringen, et il avait atteint son but. Au point de vue social, économique, culturel et confessionnel, il correspondait au Zentrum allemand de Windthorst. Or, à partir de 1918, l'Elsass-Lothringische Zentrum ne trouvait aucun correspondant dans la vie politique française. Si confessionnellement il se trouvait plutôt à droite, voire même proche des royalistes, socialement il était plutôt à gauche ; culturellement et régionalement, il était entièrement à part et sans équivalent dans l'Hexagone.

En effet, sur le plan confessionnel, la France était anticléricale ; en 1905 elle avait unilatéralement brisé le Concordat de 1802. Depuis 1882, l'enseignement officiel était laïc, pour ne pas dire sectaire, avec les fameuses lois de Jules Ferry. En 1903, religieux et religieuses enseignants avaient été expulsés de France ; l'éducation était du ressort de l'Etat.

La grande masse des Alsaciens-Lorrains tenait au Concordat de 1802, respecté par l'Allemagne ; elle tenait aussi à la loi Falloux du 15 mars 1850 qui avait instauré un enseignement confessionnel ouvert aussi bien aux congréganistes qu'aux non religieux. Enfin, conformément au droit naturel, la population prétendait que l'enfant, avant d'appartenir à un Etat quelconque, appartenait d'abord à la famille, principal responsable de l'éducation et de l'instruction.

Culturellement, depuis la destruction systématique des langues et les dialectes des régions et des minorités ethniques, la France s'était appauvrie par un monolinguisme étroit. Or, l'Alsace-Lorraine se voulait bilingue. Dans la séance constitutive de la Volkspartei (UPRA), le 13 février 1919, le Dr Pfleger s'était clairement exprimé à ce sujet :

«Avant guerre, nous avons admis que l'étude des deux langues était pour un pays frontière comme le nôtre une nécessité, parce que sans cela, face aux Suisses et aux autres gens bilingues, les nécessités nous mettraient en perte de vitesse- Ce point de vue ne serait-il pas encore vrai de nos jours ?»

Sur le plan économique, la France était et est toujours un pays hyper-centralisé dont tous les leviers de l'économie se trouvent à Paris, de sorte que les régions apparaissent comme colonieusement exploitées par les hommes de la capitale- Or, sous le régime allemand, l'Alsace-Lorraine possédait sur place, à Strasbourg, d'une manière presque autonome, la gestion de son économie. Et le Dr Pfleger d'affirmer que l'autonomie régionale est la véritable solution aux problèmes économiques de la France :

«Le nivellement, la faiblesse et l'incapacité à diriger face à l'Etat, qu'entraîne avec elle la départementalisation, présente de si graves inconvénients économiques et culturels pour chacune des parties constitutives des régions, que de tous les coins de France s'élève contre elle une forte résistance et que les partisans d'un développement libre de chaque province se sont groupés sous le titre de «Régionalistes». Les régionalistes réclament une certaine liberté des provinces et le respect de leurs originalités.

Ne serait-ce que dans l'intérêt de notre économie rurale, de notre développement social et de nos voies de communication, nous devons être des partisans du régionalisme... On voudra pourtant bien admettre que nous savons mieux ce qu'il nous faut, que par exemple les gens de Provence ou

de Gascogne ; et nous entendons nous immiscer dans les affaires spécifiques des Bretons ou des Parisiens aussi peu que nous voulons nous laisser diriger par eux dans nos propres affaires (Und so wenig wir den Bretonen oder den Parisern in ihre speziellen Verhältnisse hineinreden, so wenig wollen wir uns von ihnen in unseren Sachen leiten lassen)».

L'écrasement implacable du mouvement social au moment de la Commune de 1871 avait mis la France en retard par rapport à l'Allemagne et donc à l'Alsace-Lorraine, sur le plan social. Accepter sur ce point la législation française équivalait à un important recul. Cette avance exemplaire de l'Alsace-Lorraine, le Dr Pfleger la soulignait en ces termes :

«Précisément, au cours des cinquante dernières années nous pouvons souligner de tels progrès dans les domaines économiques et sociaux, que ce serait une myopie impardonnable que de nous laisser imposer une législation rétrograde. Oui, nous pouvons dire sans trop blesser la modestie, que sous plus d'un point de vue, ce qui existe chez nous peut servir d'exemple au reste de la France, et je ne veux rappeler que notre législation sociale, notre cadastre, notre Poste et notre Chemin de fer (Ja, wir können, ohne die Bescheidenheit allzu sehr zu verletzen, sagen, dass in vieler Hinsicht das, was bei uns existiert, — ich erinnere an die soziale Gesetzgebung, an das Grundbuch, an die Post, an die Eisenbahnen — im übrigen Frankreich als Exempel dienen kann)».

Enfin, la conception jacobine d'une «République Une et Indivisible» est un carcan qui paralyse et aliène les populations. Sous le régime allemand, l'Alsace-Lorraine avait su mener à bien une autonomie très avancée, dont l'abandon forcé avait conduit le pays au chaos. «En effet, explique le Dr Pfleger, le fait que l'Exécutif ne se trouve plus chez nous est déjà l'une des fautes capitales de notre organisation administrative, voire même l'une des causes principales de notre désorganisation, du chaos qui règne en partie».

Ainsi donc, confessionnellement, culturellement, économiquement, socialement et politiquement, l'Alsace-Lorraine différait de la France. Il ne restait donc plus d'autre solution que la fondation d'un parti autonome, spécifique à l'Alsace-Lorraine. Assurément, les «Patriotes français» ne manquèrent pas de pousser des cris scandalisés ; mais le Dr Pfleger demandait que l'on veuille bien distinguer entre «pays» et «gouvernement» :

«En effet, on ne doit pas s'imaginer un patriotisme tel qu'à propos de tout ce qui nous est servi d'en-haut il faille répondre «oui» et «amen» ; non ! La France, à laquelle nous sommes avec enthousiasme dévoués jusqu'à la mort, doit de prime abord être distinguée de son gouvernement. Si jamais nous devons combattre, pour un motif ou un autre, un gouvernement, nous ne combattrions pas la patrie. (Wenn wir einmal aus irgendwelchen Gründen irgendeine Regierung bekämpfen müssten, würden wir nicht das Vaterland bekämpfen)».

Cette explication prudente n'était point inutile. En effet, chaque fois qu'à l'époque allemande le Landtag Elsass-Lothringens ou les députés au Reichstag s'opposaient au gouvernement impérial de Guillaume II, les Français traduisaient naïvement et arbitrairement cette opposition interne en un témoignage de francophilie et en une volonté de retour à la France.

Il ne fallait pas maintenant que toute opposition des Alsaciens-Lorrains au gouvernement central à Paris fût interprétée comme un rejet de la France et un désir de retour à l'Allemagne. La tentation était d'autant plus grande qu'en Alsace-Lorraine, les problèmes intérieurs avaient toujours pris une dimension internationale qui nous aliénait.

Pour cette raison, le Dr Pfleger éliminait du parti à créer tous les arrivistes, les profiteurs, les étrangers à l'ethnie :

«C'est pourquoi nous ne pouvons utiliser aucun politicard, aucun franc-maçon, aucun arriviste et aucun profiteur, qui ne cherchent qu'à être bien vus du gouvernement afin de servir leurs intérêts personnels ; ni aucune personne étrangère qui ignore totalement notre situation ou ne la connaît que par ouï-dire. Mais ceux dont nous avons besoin, ce sont des hommes intimement soudés à notre peuple, chair de notre chair et sang de notre sang, qui connaissent notre pays et ses besoins par

une vision propre et qui témoignent assez de courage civique pour annoncer officiellement la couleur et placer toujours l'intérêt général au-dessus de leur intérêt privé. Ceux qui dans le passé ont souffert et combattu ensemble doivent demeurer ensemble dans cette ère nouvelle, dans laquelle certes il faudra encore combattre pour nous affirmer et nous imposer. Tous pour un et un pour tous ! (Alle für einen und einer für alle !)».

C'est ainsi que le 19 février 1919 fut créée à Strasbourg en vue de la défense du Volkstum la Elsässische Republikanische Volkspartei ou Union Populaire Républicaine d'Alsace, couramment désignée par le mot Volkspartei ou par le sigle U.P.R. Son premier président fut le Dr Joseph Pfleger, né le 30 septembre 1873 à Rhinau (Basse-Alsace).

Il avait fait ses études à Strasbourg, Wurtzbourg, Berlin et Paris, et avait passé son doctorat en médecine en 1899 pour exercer sa profession à Turckheim, où il devint conseiller municipal avant d'être envoyé au Landesausschuss de 1906 à 1911 et au Landtag de 1911 à 1918 pour représenter le Kreis Sélestat-Marckolsheim. En 1914, il avait été relégué en Westphalie et en 1918, au sein du Nationalrat, il accueillait le général Gouraud à Strasbourg.

Dans le nouveau parti cohabitaient deux courants, l'un de tendance jacobine et française, L'autre de tendance fédérale et autonomiste. Ces deux courants paralysèrent le grand parti centriste et provoquèrent finalement son éclatement. Les deux principaux quotidiens de la Volkspartei (UPR) étaient Der Elsaesser à Strasbourg et Der Elsaesser Kurier à Colmar.

Les Lorrains, dont la conscience régionale était plus ténue, refusèrent d'adhérer à la Volkspartei alsacienne. A la suite de l'ancien Lothringer Block, ils fondèrent le 2 mars 1919 à Metz l'Union Républicaine Lorraine (URL). Le capitalisme de la grosse industrie lorraine avait lourdement pesé en ce sens, car il trouvait la Volkspartei, dont la devise était «Alles durch das Volk und für das Volk (Tout par et pour le peuple)», précisément trop proche du peuple et pas assez de la bourgeoisie.

Il reste que cette division en groupe lorrain et en groupe alsacien des centristes gênait énormément la défense des droits naturels et sacrés des ethnies alémanique et francique, et si actuellement encore, les Franciques ont été moins bien protégés que les Alamans, la faute en remonte partiellement à l'Union Républicaine Lorraine.

La Volkspartei désigna Jean Keppi comme secrétaire général. Né en 1888 à Mulhouse, Jean Keppi avait d'abord étudié l'économie politique (Volkswirtschaft) à l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg, puis à l'université de Zürich. Le 10 mai 1911, le député au Reichstag Martin Spahn l'avait fait nommer secrétaire général du Zentrum Elsass-Lothringen, dont Karl Hauss était le président. En 1912, il s'était rendu à München-Gladbach pour suivre les cours de l'Académie «des Volksvereins für das katholische Deutschland» dirigée par un prêtre de Cologne l'abbé Pieper, et présidée par Herzog von Löwenstein. De 1919 à 1925 il était adjoint au maire de Strasbourg, Peirottes.

C'était donc en homme très averti que Jean Keppi avait assisté le 13 février 1919 au Sangerhaus de Strasbourg, sous la présidence du Dr Schott de Sélestat, à la réunion constitutive de la Volkspartei où le discours de Pfleger avait fait sensation. Dès le 18 février 1919, il publiait le premier bulletin interne du nouveau parti, la Correspondance Populaire qui prenait la relève de l'Elsass-Lothringische Partei und Presse-Korrespondenz de l'ancien Zentrum.

Le bulletin comprenait deux parties : la première destinée à être divulguée par la presse locale, la deuxième destinée à rester confidentielle et qui ne contenait «que des articles ou des informations qui ne devaient être lus que par un nombre restreint de lecteurs». Le bulletin paraissait une ou deux fois par semaine, au prix d'abonnement annuel de 30 F ; l'expédition se faisait «sous enveloppe fermée».

Deux jours plus tard, le 20 février 1919, Jean Keppi avait fait accepter par le comité provisoire de la Volkspartei la création de quatre commissions qui devaient élaborer les statuts :

1° commission : Politique générale et administrative (constitution, régionalisme, réforme électorale,

administration).

2° commission : Eglise et école.

3° commission : Politique économique et financière (agriculture, classe moyenne, industrie, commerce, finance).

4° commission : Politique communale et sociale.

Mais au sein de ces commissions s'affrontèrent immédiatement les deux courants. Joseph Pfleger et ses amis voulaient écarter «toute question de plébiscite, de neutralité ou d'autonomie politique». Au contraire, Jean Keppi, l'abbé Xavier Haegy et le professeur Joseph Hummel se montraient farouchement hostiles à l'assimilation et se prononçaient en faveur de l'autonomie politique.

En mai 1919, l'abbé Haegy lançait au président Pfleger : «L'Alsace avant tout et non la France avant tout, comme vous le désirez». C'est dans ces circonstances que le 13 mai 1919, Jean Keppi Publiait dans la Correspondance Populaire son fameux article contre Wetterlé, les deux Helmer, Laugel et Heinrich : «Weg mit dem Ballast !». Finalement, après pas mal de heurts et de compromis, le programme de la Volkspartei (UPRA) fut adopté le 4 août 1919.

Il commence par réclamer le maintien de l'autonomie acquise antérieurement : «Dans le cadre de la grande patrie une et indivisible, l'UPRA revendique pour l'Alsace et la Lorraine le maintien de toutes les libertés et de tous les droits acquis au cours de leur histoire séculaire». Après cette revendication générale non exempte de contradiction, la Volkspartei proposait un Etat au-dessus des partis, la révision de la Constitution française de 1875, un Président de la République responsable devant la nation et donc élu au suffrage universel, la stabilité ministérielle, les élections à la proportionnelle intégrale avec scrutin de liste, «le vote et l'éligibilité des femmes à tous les scrutins, le vote familial pour les chefs de famille comme mandataires de tous les membres de la famille n'ayant pas le droit de vote».

«Comme parti démocratique, l'UPRA préconise l'institution du référendum, soit pour l'approbation des lois votées, soit pour l'initiative des projets de lois nouvelles». A l'instar des Etats-Unis, et «pour parer aux abus des pouvoirs législatif et exécutif, une Cour Suprême indépendante sera établie pour veiller à l'observation des lois constitutionnelles et annuler les mesures prises par le gouvernement contrairement aux lois».

La Volkspartei approuvait la fondation de la Société des Nations : «Le rôle de cette Société des Nations devra consister à appliquer dans les rapports des Nations les principes du Décalogue», reconnus par les catholiques, les protestants et les juifs. «Afin de diminuer les dangers de guerre, la Société des Nations devra procéder au désarmement général dans la plus large mesure et veiller à ce que le désarmement s'effectue réellement partout».

Après s'être penchée sur la supranationalité, la Volkspartei abordait l'infranationalité, la région: «Cette réforme devra découler des saines conceptions régionalistes. Les différentes régions de la France doivent avoir le droit de poursuivre plus librement les aspirations qui résultent de leur situation particulière ; il faut qu'elles puissent sauvegarder, dans l'intérêt même de la nation, leurs mœurs, coutumes, usages et langues propres, et porter au maximum leur développement économique.

L'UPRA réclame plus spécialement, pour chaque région et selon ses besoins, la création d'un cadre administratif qui comprendrait un Conseil Régional élu sur une base très étendue, chargé de voter le budget régional et certaines mesures administratives, entre autres dans les domaines des Cultes, de l'Instruction Primaire et Secondaire, de l'Université, du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, des Travaux Publics, des Transports et des Assurances Sociales».

Voilà pour toutes les régions de France. Mais en tant que minorité ethnique, l'Alsace-Lorraine possédait un droit plus impératif à cette autonomie : «En Alsace-Lorraine, une réforme administrative dans le sens d'une large décentralisation régionale s'impose plus que partout en raison des situations, institutions et coutumes issues du passé historique ; on ne les supprimerait qu'au préjudice grave de la vie intellectuelle et de l'essor économique». Or, pas de régionalisation

authentique si les communes restent sous la tutelle préfectorale !

Sous le régime allemand, les communes étaient majeures et les conseils municipaux indépendants. Aussi le manifeste demandait-il «le maintien de l'autonomie communale telle qu'elle existe actuellement (c'est-à-dire le système allemand), notamment en ce qui concerne la nomination des fonctionnaires, l'établissement et la gestion du budget dans les communes les plus importantes, et le droit d'engager des maires et des adjoints de carrière».

La Volkspartei entendait promouvoir le progrès intellectuel et la morale chrétienne, fondements de notre civilisation. «Une des premières tâches sera le rétablissement et le maintien des bases chrétiennes du mariage et de la famille». Face à la France laïque, elle exigeait le respect, la protection et la liberté confessionnelle : «L'UPRA demande dans leurs domaines respectifs, l'indépendance des Eglises et de l'Etat, et leur collaboration loyale sur les terrains où leurs intérêts se rencontrent... La liberté et l'autonomie des Eglises impliquent essentiellement le droit à la satisfaction des besoins intellectuels et matériels indispensables à leur existence»...

Capital au point de vue de l'autonomie régionale était le statut de l'école. La Volkspartei «considère en Alsace et en Lorraine le bilinguisme comme une nécessité intellectuelle et sociale». Elle demandait «dans les écoles primaires et secondaires l'étude de l'allemand à côté de la langue française, celle-ci comme langue principale. Elle considère comme inopportun l'emploi de professeurs ne parlant que le français, partout où cette mesure compromettrait l'éducation et l'enseignement».

Bien que sous la pression des membres bourgeois, la Volkspartei se soumit à l'impérialisme de la langue française, langue étrangère au Volkstum, en le déclarant langue principale, elle revendiquait plus justement et «énergiquement l'emploi facultatif des deux langues en matière judiciaire». Tout en respectant la liberté de conscience des incroyants, la Volkspartei réclamait «nécessairement le maintien :

- 1° de l'enseignement confessionnel de l'école ;
- 2° de l'instruction religieuse dans le programme de l'enseignement à tous les degrés
- 3° des rapports d'union entre les Eglises et l'Ecole».

Elle rejetait la simultanéité religieuse et la laïcité des Ecoles Normales, que les inspecteurs étrangers à l'esprit de l'école confessionnelle. Tous les droits d'enseigner devaient rester aux congréganistes. On verra comment les menaces scolaires du gouvernement Herriot provoqueront en 1924 la mutation du «malaise alsacien-lorrain» en mouvements autonomistes.

S'appuyant sur les grandes idées chrétiennes, «sur le terrain économique comme sur les autres, l'UPRA s'inspirera des principes du régionalisme Dans le cadre de la vie économique de la France, elle poursuivra une politique conforme aux intérêts économiques spéciaux de la province».

Pour les fonctionnaires, la Volkspartei demandait la liberté syndicale, «la liberté de manifester librement leurs opinions politiques», l'égalité des traitements avec les fonctionnaires de l'Intérieur. Pour la protection des ouvriers et des employés, elle revendiquait le maintien de la législation allemande sur les assurances sociales et la création d'une assurance obligatoire contre le chômage. Bien plus, elle demandait l'alignement de la législation française sur celle de l'Alsace-Lorraine : «que la législation sociale française soit transformée dans le sens d'un rapprochement aussi complet que possible avec la législation alsacienne».

D'autres dispositions concernaient la paysannerie, les transports et la finance. Tel était en août 1919 le programme régionaliste, largement inspiré par Jean Keppi, de la Volkspartei. A l'intérieur du parti, les positions se durcissaient, car ce programme n'était guère du goût des autorités françaises qui faisaient pression sur les bourgeois francisés, si bien que la crise éclata le 1er octobre 1919.

Ce jour-là, pour dénouer le conflit, l'abbé Martz, vice-président de la section de Strasbourg, proposa un vote de confiance en faveur du secrétaire général Keppi, mais le conseiller municipal Doll s'y opposa violemment. Exaspéré par la situation, Jean Keppi lança à l'assemblée : «Messieurs, de vous

je ne puis accepter une motion de confiance, car je suis autonomiste ! (Ihr Herren, von euch kann ich keine Vertrauensresolution annehmen, denn ich bin Autonomist !)). Et il sortit en donnant sa démission de secrétaire général.

2. Les nouveaux partis autonomistes de 1919

Jean Keppi n'était certes pas le premier à être déçu par l'atmosphère ambiguë du nouveau parti. En effet, avant la rédaction définitive du programme de la Volkspartei et immédiatement après la signature du traité de Versailles (28 juin 1919), l'un de ses membres, le professeur d'enseignement privé Joseph Hummel, l'avait quitté. La Correspondance Populaire du 7 juillet 1919 annonce officiellement cette sortie et en donne le motif : Joseph Hummel voulait fonder un nouveau parti, le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine.

Hummel n'avait pas agi sur un coup de tête et sa démarche n'était pas improvisée. Le jour même où Le Matin reproduisait l'article du maréchal Foch contre les projets de la Conférence de la Paix sur la rive gauche du Rhin, Joseph Hummel avait rédigé une lettre qu'il envoyait le lendemain 19 avril 1919 à Clemenceau ; il lui demandait deux choses :

1°) Si la France était prête à déclarer l'Alsace-Lorraine Etat fédéral français indépendant à partir du jour de la signature du traité de paix ;

2°) Dans la négative, de bien vouloir déclarer officiellement que le gouvernement ne considérerait pas la création d'un Parti fédéraliste comme un acte hostile à la France, de manière que cet acte ne puisse en aucun cas être exploité par l'Allemagne en faveur de sa politique de revanche.

Comme il fallait s'y attendre, Clemenceau garda le silence. Mais lorsque le 29 juin 1919, le professeur Hummel eut lu dans la presse les clauses du traité de Versailles signé la veille, il envoya immédiatement une protestation à Clemenceau :

«Je proteste à partir d'aujourd'hui, au nom des nombreux partisans du fédéralisme, qui figurent sur mes listes de souscription, contre cette façon de faire la paix, qui tient à départementaliser ou régionaliser l'Alsace-Lorraine, au lieu de lui accorder l'autonomie qu'elle exige depuis longtemps et qu'elle a méritée ; ce qui nous permettrait, entre autres, de faire occuper dans notre République d'Alsace-Lorraine les postes supérieurs par des fonctionnaires indigènes qui connaissent notre langue et nos mœurs, en remplacement des Français dont nous espérons qu'ils retourneront chez eux aussi tôt que possible.

Nous avons suffisamment de forces indigènes. Nous voulons rester les meilleurs amis de la France, mais nous ne voulons pas être les enfants mineurs de la Mère Patrie, ni les domestiques de la France. Nous autres, qui sommes tous des indigènes de race pure, en possession de la Carte A9 nous sommes prêts, pour remercier la France et l'Entente, à nous unir à la France dans une organisation de «Grande France», qui laisserait à notre pays et à la France les libertés que nous avons méritées.

«Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de nos sentiments de sympathie pour la France, au cas où celle-ci aurait l'intention de nous accorder l'autonomie, qui ne doit avoir aucune tendance séparatiste, mais qui est pour nous d'une urgente nécessité».

Le 10 juillet 1919, Joseph Hummel dressait les statuts provisoires de son Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine. L'article premier fixait les objectifs «Le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine a pour but :

1°) de discuter toutes les questions concernant la vie publique d'Alsace-Lorraine et d'adopter vis-à-vis d'elle l'attitude légale qui convient ;

2°) d'organiser et de grouper, en vue des élections, les camarades professant les mêmes idées».

Le deuxième article s'inspirait directement du plan Foch, exposé le 27 novembre 1918 et le 10 janvier 1919, plan repris par Clemenceau avec des variantes de détail dans son mémorandum du 25 février 1919, établi par Tardieu pour les Britanniques et les Américains. On a vu précédemment que ce plan envisageait de détacher de l'Allemagne les pays de la rive gauche du Rhin pour faire de ces

Länder des Etats autonomes, unis à la France et à la Belgique par un régime douanier commun. Or, l'Alsace-j Lorraine était précisément un Land de la rive gauche et il convenait de lui appliquer le même traitement qu'aux autres. Donc, l'article deux stipulait :

«Le parti tend à la création d'une République Autonome d'Alsace-Lorraine, qui formera, avec la France et éventuellement avec la Belgique, le Luxembourg et les Pays de la Rive Gauche du Rhin, la «Plus Grande ! France», sous le protectorat éventuel de la France. Les deux Etats occuperont une position analogue à celle qu'occupait la Prusse vis-à-vis de la Bavière. Le parti repousse énergiquement toute arrière-pensée pouvant conduire à la neutralité ou à une alliance avec l'Allemagne, et insiste sur son intention de vouloir maintenir des liens amicaux avec la France, autant que cette dernière lui en donnera la possibilité».

Le troisième article indiquait les conditions d'admission dans le nouveau parti : «Tout Alsacien d'origine, à condition qu'il soit électeur, de bonne réputation et détenteur de la Carte A peut devenir membre de ce parti. Le comité local décidera de son admission, s'il y a lieu».

Le 14 juillet 1919, Joseph Hummel envoyait un mémoire d'une centaine de pages au gouvernement français pour lui exposer ses idées et la situation de l'Alsace-Lorraine. Ce même jour, il expédiait les statuts provisoires à ses amis. Joseph Hummel remplissait les fonctions de président provisoire ; son père, Jacques Hummel, fut promu secrétaire général, et le journaliste Jean Dumser devint le trésorier.

Le lendemain, 15 juillet 1919, Jean Dumser faisait connaître par le Journal de Thionville la fondation du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine, et terminait par ces mots :

«Le parti, qui est convaincu que la majorité du peuple alsacien-lorrain est avec lui, espère avoir fourni ainsi l'occasion de faire de la fête nationale française, de la fête de la proclamation de la liberté, celle de la naissance de la liberté alsacienne-lorraine et que par la suite la France et l'Alsace-Lorraine, unies par les mêmes liens à la «Grande France», pourront longtemps encore continuer ce même jour à fêter le souvenir de la liberté indispensable qui leur a été rendue pour le progrès de la culture et le bonheur commun».

L'effet de l'article fut excellent : les intellectuels, et tout spécialement le jeune clergé, envoyèrent de nombreuses félicitations à la rédaction du journal. Par contre, les autres journaux d'Alsace et de Lorraine, à plus forte raison de France, gardèrent lâchement le silence et ne reproduirent point le programme du nouveau parti.

Le 11 août 1919, Dumser relançait la question dans le Journal de Thionville. Il présentait les buts du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine et concluait : «Chose remarquable, toute la presse d'Alsace-Lorraine a passé sous silence la création de ce parti». Le lendemain et le surlendemain, 12 et 13 août, Joseph Hummel, en tant que président, fit paraître deux articles pour exposer sa conception politique. On peut y lire, entre autres :

«Les membres du gouvernement, de même que les troupes françaises, ont été reçus par nous, fin 1918, avec le plus grand enthousiasme, parce que nous avions le légitime espoir qu'après nous avoir débarrassés du joug prussien, ils nous donneraient les libertés nécessaires. Nous ne voulons pas qu'on nous impose le joug français qui, parfois, est plus lourd que le joug prussien.

«Nous voulons être et rester les meilleurs amis de la France, non pas ses valets. Nous serons ses valets aussi longtemps que nous ne posséderons pas notre pays natal. Nous ne voulons pas imposer nos revendications naturelles par la force, mais, si possible, de façon légale, pour montrer à la France, si elle continue à employer la force, qu'elle est en contradiction avec ses propres promesses figurant dans le traité de paix. Nous voulons démontrer que l'Alsace-Lorraine connaît une civilisation supérieure à celle de la France, qui prétend pourtant marcher à la tête des peuples civilisés, ce qui n'est nullement démontré.

«Que l'amour de notre peuple pour la France depuis tell novembre 1918 n'a pas augmenté, mais a considérablement diminué, en raison de conflits économiques et moraux, c'est une réalité qu'un

aveugle peut observer à ses premiers pas dans le monde des ouvriers et des petits entrepreneurs. J'ai justement devant moi l'Elsaesser, n° 212, du 7 août 1919, qui écrit dans son article de tête intitulé «De notre Justice» ce qui suit :

«Les premiers mois après l'armistice, on se montrait très optimiste dans les cercles des juristes alsaciens en ce qui concerne les nombreuses places vacantes des fonctionnaires supérieurs. Cet optimisme n'a pas duré : les places bien rétribuées dans lesquelles on pouvait obtenir puissance, influence et réputation, furent offertes en proportions exagérées à ces fonctionnaires venant de l'Intérieur de la France. De cette façon, le plus fort optimisme a fait place au plus profond pessimisme, et il y a lieu de prévoir que les juges déplacés de l'Intérieur se trouveront un de ces beaux matins dans un splendide isolement. Si cela ne suffit pas, nous offrirons mieux encore !»

«Les journaux français ont publié des listes, d'après lesquelles 66 généraux français, onatifs d'Alsace-Lorraine, ont pris une part active à la guerre mondiale ; une carte de géographie française d'Alsace-Lorraine, de Blondel (Paris), mentionne la liste de ces généraux. Du côté allemand, le général Scheüch est parvenu jusqu'aux hautes fonctions de ministre de la Guerre ; Pétri, Zorn von Bulach, Hauss, à celles de secrétaires d'Etat ; le docteur Schwander, à celle de ministre et gouverneur d'Alsace-Lorraine. L'histoire de notre pays fourmille d'exemples de cerveaux supérieurs, et maintenant nous ne devons plus en avoir ? La France a-t-elle en comparaison autant d'hommes intelligents ? Nous prétendons que non, et en doutons fortement».

Le gouvernement français commençait à s'effrayer sérieusement et ordonna deux enquêtes. La première avait pour objet de cerner l'importance du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine. Il apprit alors qu'immédiatement après la création du parti, ce dernier comptait déjà 1 000 membres et «parmi eux, des députés alsaciens. Ces adhérents seraient en provenance des centres de Strasbourg, Metz, Thionville, Sarrebourg, Sarreguemines, Haguenau, Wissembourg, Sélestat, Colmar et Mulhouse. Il n'a pas été possible d'avoir le nom des députés sociétaires, ni même des membres du bureau. Toutefois, M. Hummel, président, pourrait être mis en demeure de donner la liste de ces derniers, en vertu de la loi de l'empire allemand sur les associations, du 19 avril 1908». Précision supplémentaire : «Hummel est soutenu par Georges Wolf et l'abbé Didio». Georges Wolf, que nous retrouverons par la suite, était député de Strasbourg au Landtag/Nationalrat, et le chanoine Didio avait été sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Karl Hauss.

La deuxième enquête portait sur le Journal de Thionville, porte-parole du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine. Le soir même du 13 août 1919, la censure française biffait l'article qui devait paraître le 14 août ; défense la plus formelle fut faite de publier à l'avenir d'autres articles sur le même sujet. Le 16 et le 17 août, Dumser s'était rendu à Strasbourg auprès de Joseph Hummel ; la police profita de cette absence pour perquisitionner au domicile du rédacteur en chef du Journal de Thionville et trésorier du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine ; elle entreprit une enquête minutieuse sur sa personne, ses activités et ses agissements.

Depuis un certain temps, la police confisquait les lots de journaux destinés notamment à Strasbourg. Elle fit également pression sur un autre rédacteur du même journal, l'abbé Kircher, qui était entièrement acquis au service de la France ; il intervint très énergiquement et menaça de démissionner si Dumser continuait sa campagne fédéraliste. Ce dernier dut céder, et le 21 août 1919, il envoyait au président Hummel une lettre de démission et de reniement en des termes tels qu'il est difficile de croire qu'elle ne lui a pas été dictée par une autorité au service de la police française :

«Très honoré M. Hummel,

«Je me vois dans la nécessité de renoncer à l'emploi de trésorier du Parti Fédéraliste que j'ai dû accepter sans consentement préalable de ma part. Ensuite, je tiens à vous faire connaître qu'en qualité de rédacteur responsable du Journal de Thionville, je ne veux et ne peux me déclarer d'accord avec le but poursuivi par le Parti Fédéraliste. Votre très honoré Jean Dumser, Rédacteur au Journal de Thionville».

Dans ses Confessions d'un autonomiste alsacien-lorrain, Dumser s'explique ainsi : «Par la censure et l'autorité policière, mon activité dans le sens autonomiste fédéraliste fut rendue particulièrement difficile. Je m'appliquai alors, en ce qui concerne la question alsacienne-lorraine, davantage à faire un travail négatif — pour m'exprimer ainsi — et destructif, et à une critique sévère, puisqu'il était interdit par la police d'émettre des idées véritablement constructives en vue de réaliser, sous une forme quelconque, la situation particulière promise à l'Alsace-Lorraine».

Malgré les entraves que la France mettait à la liberté d'expression et de réunion, le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine continuait à s'organiser. Le 12 septembre 1919, le professeur de Philosophie Joseph Hummel déposait les statuts définitifs à la Direction de la Police à Strasbourg.

«Art. 1 — Le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine veut être un parti alsacien-lorrain national et francophile, différent de tous les autres partis politiques par son caractère purement politique et plus élevé, un parti de réconciliation et de civilisation. Dans la vie économique comme dans la vie politique, les nouvelles conceptions de notre siècle exigent une séparation du travail toujours plus grande, et pour cela aussi un classement des partis politiques en partis de Kultur, de civilisation et de progrès, ou en partis de conciliation.

«Art. 2 — Le Parti Fédéraliste, en général, a les buts suivants : Traiter toutes les questions concernant rechange des intérêts par la lutte contre les exagérations ou négligences ennemies du progrès et de la nature ; par la lutte contre la tendance à l'exploitation, à l'égalisation ou à la centralisation dans les communes, dans l'Etat et dans toutes les formations supérieures politiques, d'après les droits et devoirs des peuples, c'est-à-dire d'après les principes d'un gouvernement raisonnable et ami de la liberté (autonomie) ressortant des nouveaux droits de l'homme (droit du sol héréditaire), c'est-à-dire : dignité d'existence, amour du prochain, justice et liberté développées dans le Mémoire du 14 juillet 1919 remis à M. le Président du Conseil Clemenceau.

«Art. 3 — Le Parti tend surtout à la fondation d'une République d'Alsace-Lorraine :— éventuellement sous le protectorat français ;— si possible à la fondation d'une «Grande France» avec la France, la Belgique, le Luxembourg, et des pays de la rive gauche du Rhin, et où les deux pays se trouveront placés dans la situation qu'occupait après 1871 la Bavière vis-à-vis de la Prusse. Le Parti repousse énergiquement toute tendance à la neutralité ou à une alliance avec l'Allemagne, et fait ressortir son intention de vouloir maintenir la plus grande amitié avec la France, autant que cette dernière lui en fournira les moyens.

«Art. 4 — Le Parti demandera sans répit que la ville de Strasbourg devienne le siège central de la Société des Nations ; c'est-à-dire le lieu où siégeront le gouvernement et les délégations de cette organisation mondiale qui sera nécessaire pour arriver à cette paix durable proclamée solennellement par le traité de paix de Versailles. Strasbourg est le lieu le plus digne et qui convient le mieux.

«Art 5 — Avant d'atteindre le but désigné par le paragraphe 3, le Parti Fédéraliste ne développera pas un programme uniforme sur le terrain économique, social, intellectuel et idéal, cela en vue de créer une Union vigoureuse de tous les membres des différents partis politiques, qui permettra d'atteindre le but principal du Parti Fédéraliste. Il ne sera donc interdit à aucun membre de poursuivre des buts personnels, économiques, appropriés au parti auquel il a appartenu.

«Art. 6 — Ne pourra être membre du parti que le détenteur indigène de la Carte A, de bonne réputation et n'ayant pas perdu ses droits électoraux. La Direction locale du Parti se prononcera sur son admission.

«Art. 7 — Les membres qui contreviennent aux statuts peuvent être exclus définitivement du parti après le rejet de leur justification.

«Art. 8 — Chaque membre, après son élection, versera une cotisation mensuelle de 0,25 F ou de 0,50 F jusqu'à 1 F, ou un «don» destiné aux usages suivants : fonds pour la propagande, presse du

parti cnr^{TMTM} dance, école, bibliothèque, etc.

«Art. 9 — Les organes du Parti sont :

- le Comité, la Délégation et les Conseils Adjoints ;
- l'Ecole du Parti et le Sénat ;
- Les réunions des membres, annoncées à l'avance et qui seront tenues au siège social, dans chacun des trois départements, dans chaque arrondissement, dans chaque canton, dans chaque commune.

Le Comité du Parti aura son siège à Strasbourg.

«Art. 10 — Les intérêts de cette organisation, jusqu'au moment d'une décision définitive de la première Assemblée Générale, seront entre les mains d'un Comité de Travail, composé de 12 à 16 membres : le Comité (président, secrétaire et trésorier) et la Délégation. Les deux peuvent s'adjoindre les membres qui leur paraissent nécessaires.

«Art. 11 — Dans les réunions, toutes les décisions ne pourront être prises qu'à une majorité de voix de 60 %.

«Art. 12 — Tous les membres doivent être avisés trois jours avant l'assemblée qui devra décider de toute modification aux statuts du Parti.
— Le Comité de travail sera dissous au moment où une première Assemblée Générale sera décidée.

«Fait à Strasbourg, le 12 septembre 1919.

Le Président: Hummel Joseph, philosophe, Strasbourg, Frankgartengasse n°6.
Le secrétaire : Sigwalt Charles, curé à Runzenheim.
Le trésorier : Trommeter Pierre, cultivateur à Krautwiller.

Cinq jours plus tard, le 17 septembre 1919, le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine lançait un «Appel à l'union de tous les partis politiques d'Alsace-Lorraine» sur la base de l'article 3 de ses statuts: *«Le parti tend surtout à la fondation d'une République d'Alsace-Lorraine, éventuellement sous le protectorat français»* et préparait activement la campagne électorale de novembre.

Cependant, l'idée d'un Etat Alsacien-Lorrain autonome sous; protectorat français était encore prônée dans d'autres milieux politiques, et d'abord au sein de la Volkspartei (UPRA) de la Haute-Alsace. Le chef de cette tendance était l'abbé Xavier Haegy, originaire d'une ancienne famille hongroise (le nom Hegy-Berger est courant en Hongrie) qui, devant l'invasion turque, avait fui en Suisse, dans la région de Porrentruy, avant de s'installer à Hirsingue (Hirsingue) en Alsace.

Xavier Haegy était né le 2 décembre 1870. Il avait fait ses études du premier cycle auprès de son oncle, Joseph Haegy, curé de Rouffach (Rufach), puis au collège de Zillisheim qui préparait alors au Grand Séminaire. Xavier Haegy suivit les cours du Grand Séminaire de Strasbourg de 1887 à 1892 et comme il était trop jeune pour l'ordination, l'évêque l'envoya aux universités de Munich (1892-1893) et de Wurtzbourg (1893-1896) ; cette dernière université comptait dans son corps professoral des Alsaciens, tel le chanoine Didio, futur sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Hauss à Strasbourg.

Ordonné prêtre le 10 août 1895 par Mgr Fritzen, il coiffa le bonnet de docteur en Théologie summa cum laude en mai 1896. Xavier Haegy retourna en Alsace comme vicaire de Thann ; lorsqu'à cause de l'article «Wir machen nicht mit» (28 mars 1897), le Mülhauser Volksblatt dut changer de titre et de directeur, l'abbé Xavier Haegy en reprit la direction à la suite de l'abbé Charles Sipp, et il changea le nom du journal en Oberelsaessische Landeszeitung ; le premier numéro paraissait le 24 avril 1897.

Trois années plus tard, en 1900, Haegy s'installait à Colmar, chez les Sœurs de Niederbronn (Rösselmannstrasse), pour prendre la direction de l'Elsaesser Kurier. Le Kreis Sélestat l'envoya en 1912 au Reichstag où il resta député jusqu'à la fin de 1918. Durant la première guerre mondiale, il prit si fermement la défense des victimes alsaciennes, qu'il fut mobilisé à la Pentecôte de 1916 et

dut partir en Posnanie, dans la caserne Iarotschin, comme simple Landsturmmann, puis comme infirmier à Pleschen.

En fait, grâce à sa qualité de député au Reichstag, l'abbé Haegy pouvait assez facilement visiter les Alsaciens à travers toute l'Allemagne pour les encourager et leur apporter son réconfort, à la fois comme compatriote et comme prêtre. On a vu précédemment comment le 25 octobre 1918, sur l'instigation du Dr Ricklin, l'abbé Haegy avait prononcé un dur réquisitoire contre l'Allemagne, à la place de la belle déclaration primitivement envisagée ; il fut le dernier Alsacien à avoir parlé tant que député dans un parlement allemand.

Le 8 août 1919, l'abbé Xavier Haegy avait convoqué au Cercle Catholique de Colmar, par les soins des curés des paroisses St Martin et St Joseph, une assemblée d'une soixantaine de personnes appartenant à toutes les classes de la société : des commerçants, des rentiers, des ouvriers, des fonctionnaires et des ecclésiastiques. Il leur expliqua que le but de la réunion était la création d'une section de la Volkspartei (UPRA) et donna la parole à l'abbé Joseph Fashauer qui, depuis le 1er juin de la même année, était rédacteur à l'Elsaesser Kurier.

L'abbé Fashauer traita de la question religieuse, critiqua l'attitude du Nationalrat et présenta un programme politique ainsi résumé : «L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains. Autonomie des deux provinces avec Parlement local. Administration indépendante sous le protectorat français».

L'abbé Wetterlé s'opposa violemment à ce programme d'autonomie qu'il avait pourtant ardemment réclamé en 1911 ; en effet, pour cet agent français, l'autonomie de l'Alsace-Lorraine n'était souhaitable que dans le cadre de l'empire allemand et elle devenait indésirable dans le cadre de la République Française Une et Indivisible...

Avec le sculpteur Théophile Kiem, un vétéran de 1870, et l'agent d'assurance Gestermann, Wetterlé quitta la salle furieux en déclarant qu'un parti qui réclamait l'autonomie était «le parti des boches» ! Cette fausse accusation sera du reste continuellement brandie contre les autonomistes Alsaciens, à moins qu'elle ne rappelle cette vérité, qu'effectivement les Alsaciens sont des «boches», puisqu'ils étaient des Alamans, mot qui a donné Allemand.

L'abbé Fashauer ne fut vraiment approuvé que par une minorité, notamment par l'abbé Aloyse Kieffer de Birkenwald, vicaire à St Joseph, et par les abbés Victor Jungbluth de Marlenheim et Armand Schultz de Houssen, tous deux vicaires à St Martin. L'abbé Xavier Haegy prit note de l'échec en déclarant à ses amis qu'il renonçait au programme autonomiste, mais qu'il agirait au sein de la Volkspartei dans un sens ultra-régionaliste.

Dans la Basse-Alsace, Jean Keppi menait parmi les 'membres de la Volkspartei (UPRA) la même campagne en vue de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine sous le protectorat de la France, sans plus de résultats, semble-t-il, que les abbés Haegy et Fashauer dans la Haute-Alsace.

Curieusement, dans les milieux anticléricaux et radicaux de la Basse-Alsace, un sentiment identique d'autonomie se manifestait. Le 26 octobre 1919, Georges Wolf organisait à l'hôtel-restaurant Diebold, place de la Gare de Strasbourg, une réunion strictement privée à laquelle n'étaient conviés que des hommes de confiance, essentiellement des protestants, parmi lesquels Georges Wehrung, maire d'Ottwiller, député depuis 1900 au Landesausschuss puis au Landtag Elsass-Lothringens, l'un des fondateurs en août 1918 de l'Ekaesser-Bund.

Les participants de la rencontre estimèrent que le récent programme de la Volkspartei (UPRA) permettait d'accepter un compromis qui ne devait être envisagé que comme un pis-aller, un moyen d'arriver au but suivant : «Administration indigène indépendante — L'Alsace aux Alsaciens !». Par prudence, l'on avait décidé de remplacer le mot «autonomie» par «régionalisme» durant la campagne électorale.

Finalement, en dehors des partis traditionnels, le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine était le seul en lice dans la campagne électorale à réclamer l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, éventuellement sous protectorat de la France ; mais dans la Volkspartei (UPRA), comme dans les partis libéraux et

radicaux, on trouvait une aile autonomiste aussi décidée que dynamique, inspirée et dirigée par Jean Keppi, les abbés Haegy et Fashauer pour la Volkspartei, Georges Wolf et Camille Dahlet pour les radicaux.

3. Elections législatives du 16 novembre 1919

C'est par un véritable abus de pouvoir que le gouvernement français préparait les élections législatives en Alsace-Lorraine, non seulement avant la ratification complète du traité de Versailles, mais avant même sa signature, alors que l'Alsace-Lorraine était juridiquement un territoire allemand occupé par les troupes victorieuses.

Un arrêté du 6 mai 1919 prévoyait d'établir les listes électorales à la manière française. Le droit de vote était abaissé de 25 à 21 ans ; afin de permettre aux dizaines de milliers de Français installés en Alsace-Lorraine depuis l'armistice de prendre part au vote, le délai de résidence passait de 12 à 6 mois ; par contre, les Alsaciens-Lorrains restés en Allemagne ou chassés d'Alsace-Lorraine, les internés ou emprisonnés, ne pouvaient exercer le droit de vote. Les porteurs de la carte d'identité Modèle D étaient automatiquement radiés des listes.

Des personnalités politiques importantes, partisans de l'autonomie du pays, étaient calomniées et ainsi neutralisées, comme le Dr Ricklin, ancien président de la Volkskammer du Landtag, interné à Kork, dans la tête de pont de Kehl.

La loi du 17 octobre 1919 accordait à d'Alsace-Lorraine 24 députés : 9 au Bas-Rhin, 8 à la Lorraine et 7 au Haut-Rhin ; ces députés seraient élus au suffrage de liste à la proportionnelle.

Au cours de la campagne électorale, l'abbé Sigwalt, secrétaire général de l'Elsass-Lothringische Föderalistenpartei ou Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine, avait organisé à Soufflenheim (Sufflenheim) une importante réunion, dans laquelle l'on réclama, à la place de l'annexion, le rattachement fédéral de la République Autonome d'Alsace-Lorraine la France, comme la Bavière était rattachée à la Prusse.

Effrayé de ce succès ces, le gouvernement français, qui depuis des mois entravait le développement du parti fédéraliste, se hâta de l'interdire complètement, au mépris des libertés politiques élémentaires. Le 30 octobre 1919, l'administrateur du Kreis Haguenau, un certain Le Hoc, envoyait une circulaire en allemand à tous les maires de son arrondissement pour leur signaler l'interdiction de toute propagande fédéraliste :

«Je me fais un honneur de vous faire savoir que l'Administration ne saurait tolérer une quelconque réunion publique ou privée, sous aucun prétexte, même sous celui des élections, dans laquelle on prônerait ou simplement aborderait au sujet de l'Alsace-Lorraine une quelconque autre forme de gouvernement que celle qui a été établie par les conditions de l'armistice ou du traité de paix, savoir la réunion inconditionnelle à l'unité nationale des provinces ravies à la France par la paix de Francfort».

On ne peut s'empêcher de remarquer le cynisme de ceux qui invoquent le respect des conditions d'armistice qu'ils n'ont cessé de violer eux-mêmes, et le respect d'un traité qu'aucun Alsacien-Lorrain n'a signé et qu'aucun Alsacien-Lorrain n'a eu le droit de ratifier ou de rejeter par un plébiscite, accordé aux autres habitants détachés de l'Allemagne.

Une fois de plus, la force faisait le droit en Alsace-Lorraine. Tout écrit fédéraliste, tout tract ou circulaire défavorable à la France, furent également prohibés. Mgr Charles Ruch, ancien aumônier général des armées françaises, le seul évêque européen ayant combattu durant la guerre 1914-1918 et évêque de Strasbourg par la grâce de Clemenceau, avait, à la demande du Commissaire Général Millerand, interdit toute activité politique à l'abbé Sigwalt qui dut quitter l'Elsass-Lothringische Föderalistenpartei au début de novembre 1919.

Une campagne de diffamation fut lancée par les journaux pro-français contre le président du même

parti fédéraliste Joseph Hummel ; la police essaya de l'arrêter et Hummel dut se sauver à l'étranger avant les élections ; il mourut en 1929. De son côté, l'ancien Staatssekretar Karl Hauss, qui, en vue des élections, avait réuni la Ligue d'Alsace-Lorraine ou Elsass-Lothringische Liga autonomiste, fut également contraint au silence et il dut renoncer à sa campagne électorale.

Les partis fédéralistes et spécifiquement autonomistes étant éliminés par l'autorité, ne restaient en piste pour les élections que la Volkspartei (UPRA) et les partis de gauche. Les socialistes avaient décidé à leur congrès national de Paris, le 20 avril 1919, de n'accepter aucune alliance avec les partis bourgeois en Alsace-Lorraine ; comme dans l'Intérieur, ils firent campagne seuls et n'eurent pas le moindre succès.

Par opposition au socialisme et au communisme, la Volkspartei (UPRA) s'unit aux républicains-démocrates de Charles et de Frédéric Eccard. C'était bien le mariage de la carpe et du lapin ! La Volkspartei voulait par exemple maintenir le Concordat de 1802 et l'enseignement confessionnel de la loi Falloux de 1850, tandis que les républicains-démocrates (Republikanisch-Demokratische Partei) voulaient les supprimer. Cependant, la crainte bourgeoise de la subversion bolchevique (victorieuse en Russie, difficilement vaincue en Allemagne et en Hongrie) l'emportait sur les impératifs de la défense des droits et des intérêts de l'Alsace-Lorraine; de sorte qu'une fois de plus, la bourgeoisie alsacienne-lorraine, tant cléricale qu'anticléricale, abandonnait le Volkstum pour défendre ses propres avantages.

Le 25 septembre 1919, un accord fut signé entre les deux partis : ce n'était point un programme minimal au demeurant impossible, mais l'admission d'un simple statu quo en Alsace-Lorraine, en attendant plus tard. Liés par cette alliance, la Volkspartei (UPRA) et les républicains-démocrates s'unirent en outre au Bloc National dont le chef était le Commissaire Général d'Alsace et de Lorraine, Alexandre Millerand. L'une des conséquences de cette union électorale fut l'isolement des radicaux-démocrates (Radikal-Demokratische Partei) de Blumenthal et d'Oesinger.

La situation se trouvait pratiquement identique en Lorraine ; l'Union Républicaine Lorraine (URL) rappelait la Volkspartei (UPRA) de l'Alsace, la Ligue Républicaine de Lorraine les radicaux-démocrates, et les socialistes de Lorraine était évidemment de la même veine que ceux d'Alsace. Quand les listes furent établies, le Bloc National du Bas-Rhin comprenait 5 candidats de la Volkspartei (UPRA) et 4 républicains-démocrates ; dans le Haut-Rhin, le Bloc National comprenait 4 candidats de la Volkspartei et 3 républicains-démocrates ; dans les deux départements, les républicains-démocrates avaient été fortement avantagés.

Les élections se déroulèrent le 16 novembre 1919, deux mois avant l'application du traité de Versailles. Le Bloc National de Millerand auquel s'était aussi rattachée l'Union Républicaine Lorraine, remporta tous les sièges, avec 53,2 % des voix dans le Bas-Rhin, 62,1 % dans le Haut-Rhin et 64,2 % des voix en Lorraine. Par ordre décroissant des voix, les élus alsaciens étaient : Michel Walter, le chanoine Muller, Oberkirch, Seltz, le comte de Leusse, Médard Broglv, Bilger et Wetterlé, pour la Volkspartei (UPRA) ; Charles Frey, Simonin, Altorffer, Baradé, Scheer et Jourdain pour les républicains-démocrates. Les élus de l'Union Républicaine Lorraine étaient Schuman, Charles François, Louis Meyer, le général de Maud'huy, Jean-Pierre Jean, l'abbé Hackspill, Guy de Wendel et Robert Serot. Au total, la députation de l'Alsace-Lorraine au Palais Bourbon comprenait 9 députés de la Volkspartei (UPRA), 8 députés de l'Union Républicaine Lorraine et 7 républicains-démocrates.

Ce succès électoral était une victoire à la Pyrrhus. Paralysé par sa composition hétéroclite unissant jacobins et autonomistes, le Bloc National d'Alsace-Lorraine était de surcroît noyé dans le grand rassemblement bleu-horizon, nationaliste et patriote de la nouvelle Chambre.

Lorsque le 8 décembre 1919, le «Tigre» vit nos députés entrer pour la première fois dans l'hémicycle, comme des brebis dans la cage des fauves, il en versa des larmes. Le Dr Charles François, de l'Union Républicaine Lorraine, prononça un discours patriotique exalté et déclama, au nom des 24 députés d'Alsace-Lorraine, la protestation de fidélité suivante :

«Héritiers légitimes des protestataires de Bordeaux, nous tenons, au moment où nous prenons possession de leurs sièges demeurés vacants pendant près d'un demi-siècle, à signifier à l'Allemagne et au monde entier que l'Alsace et la Lorraine n'ont jamais cessé d'appartenir de cœur à la famille française et qu'elles éprouvent une joie profonde d'y rentrer de fait... Le détestable traité de Francfort a été déchiré. La population de l'Alsace et de la Lorraine a réservé un accueil enthousiaste à ses libérateurs...».

C'était bien larmoyant ! Mais ce que le Dr François ne disait pas, c'est que la France avait refusé le plébiscite à la population alsacienne et lorraine ; il ne disait pas que les mouvements fédéralistes et autonomistes avaient été interdits et leurs partisans poursuivis ; il ne disait pas que tous les journalistes d'Alsace-Lorraine avaient été convoqués individuellement « successivement par les Commissaires de la République de Metz, de Strasbourg et de Colmar en présence du Haut-Commissaire Général Millerand et qu'on leur avait alors dicté leur comportement et leurs articles. Bref, le Dr François ne disait pas que ces élections avaient été faussées et que les députés ne représentaient ni l'Alsace-Lorraine ni les Alsaciens-Lorrains.

Si Clemenceau exigeait absolument que la déclaration du Dr François affirmât, à l'adresse de l'Allemagne, que l'Alsace-Lorraine n'avait jamais cessé d'appartenir de cœur à la France même après 1871, c'était que précisément les Alsaciens-Lorrains menaient depuis l'Allemagne une forte campagne en faveur de la République Neutre d'Alsace-Lorraine, et que le 19 octobre précédent, les premières arrestations avaient été opérées par la police.

4. Le mouvement neutraliste du «Trio Badois»

Depuis le milieu de l'été 1918, l'autonomisme et le neutralisme s'était fortement développés dans les parties de la population qui craignait qu'en reprenant l'Alsace-Lorraine, la France ne respectât ni son originalité, ni ses libertés politiques, et encore moins sa qualité d'Etat fédérés » après la défaite de l'Allemagne, certains Alsaciens-Lorrains préférèrent continuer leur combat pour l'autonomie sur place, d'autres décidèrent de traverser le Rhin et de mener la lutte à partir de l'autre rive. Parmi ces derniers, il faut d'abord nommer le «trio badois».

Ce trio comprenait le comte Charles Rapp, né le 9 février 1875, et qui se disait descendant de l'aide de camp de Napoléon Ier ; son internement en France durant la guerre de 1914-1918 l'avaient fortement aigri. Le deuxième personnage était René-César Ley, dit baron Lore, né à Mulhouse le 7 février 1889.

Quant au troisième homme, c'était le Dr Kaspar-Heinrich Muth, né à Bollwiller le 21 avril 1886. Les trois hommes s'étaient provisoirement installés à Munich ; deux jours après la proclamation de l'indépendance de l'Irlande par le Dail Eireann, ils lancèrent le 23 janvier 1919 un appel au soulèvement de l'Alsace-Lorraine : «Alsaciens-Lorrains, levez-vous en masse afin de combattre pour l'Etat Libre d'Alsace-Lorraine !»

S'étant constitués en gouvernement provisoire de la République d'Alsace-Lorraine, ils créèrent en avril 1919 à Baden-Baden un organisme appelé «Das Executiv-Komitee der Republik Elsass-Lothringen» (Comité Exécutif de la République d'Alsace-Lorraine) et lancèrent un nouvel appel encore plus précis que le premier : «Alsaciens-Lorrains, vous devez combattre pour un pays indépendant, pour l'Etat Libre d'Alsace-Lorraine. Nous ne voulons rien savoir de la domination française ; elle est aussi pour nous une domination étrangère».

Le jour de la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, Rapp, Ley et Muth adressèrent au «Secrétaire Général de la Société des Nations, sir James Eric Drummond, à Genève» une longue lettre, dont le passage essentiel était le suivant : «Nous demandons solennellement, devant le monde entier, le droit de pouvoir disposer librement de nous-mêmes. Nous demandons la permission d'élever notre voix jusqu'à la tribune de la Société des Nations. Nous protestons en outre contre l'article 54, paragraphe 5, additif au paragraphe I, des conditions de paix concernant l'Alsace-Lorraine. D'après cet article, la nationalité française est confère de force au peuple alsacien-lorrain

par la loi française du 11 novembre 1918 sans que le peuple ait été consulté auparavant. Nous sommes Alsaciens et Lorrains et nous voulons être reconnus par le monde entier comme les maîtres de notre pays et comme un peuple libre».

Des lettres exprimant les mêmes idées, notamment le droit au plébiscite de l'Alsace-Lorraine, avaient précédemment été envoyées le 23 avril 1919 au président Wilson, et seront envoyées plus tard au président des Etats-Unis Harding le 23 février 1921 et au chef du gouvernement canadien, Sir Meighen, le 19 juillet 1921.

Le «trio badois» avait créé un parti politique, l'Elsass-Lothringische Autonomisten- und Nationalistenpartei, c'est-à-dire le Parti National-Autonomiste d'Alsace-Lorraine, avec comme slogan : «Elsass-Lothringisches Volk, erwache ! (Peuple alsacien-lorrain, réveille-toi !)».

Il expédiait en Alsace-Lorraine des cartes aux couleurs ethniques, rouge et blanc, avec les armoiries du nouvel Etat libre et l'inscription : «Die neutrale Republik Elsass-Lothringen allein gibt dem Lande Ruhe und Wohlstand und Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern ! (Seule la République Neutre d'Alsace-Lorraine apporte au pays tranquillité et bonheur, et l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains !)» Il éditait également des timbres représentant les cathédrales de Strasbourg et de Metz, les armes des principales villes, une Alsacienne et une Lorraine, avec des inscriptions du genre : «Elsass-Lothringen, Volksabstimmung» ou «Alsace-Lorraine, requires plebiscitum», ou encore «Eisen, Kohle, Kali (Fer, charbon, potasse)».

Le «trio badois» avait l'appui du gouvernement provisoire de la République allemande de Weimar. En effet, avant la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919 et son application à partir du 10 janvier 1920, Elsass-Lothringen restait en stricte justice internationale un territoire allemand simplement occupé par des troupes d'invasion françaises. Assurément, le gouvernement de Ebert/Scheidemann, comme d'ailleurs celui de Max von Baden avant l'armistice, pensait bien qu'il ne conserverait pas Elsass-Lothringen, mais il croyait possible un Etat indépendant et neutre d'Alsace-Lorraine dont la création rendrait le futur traité de paix moins lourd.

En outre, la campagne neutraliste du «trio badois» fournissait au comte von Brockdorff-Rantzau, ministre des Affaires Etrangères de l'Allemagne, un argument à faire valoir contre l'annexion du pays d'Alsace-Lorraine à la France sans plébiscite préalable. Des plébiscites avaient été en effet prévus, le 10 février 1920 au Schleswig, le 11 juillet 1920 en Prusse Orientale, toujours en 1920 à Eupen, Malmédy, St Vith ; le 20 mars 1921 était prévu le plébiscite de la Haute-Silésie et le 13 janvier 1935 celui de la Sarre.

Or les Allemands souhaitaient faire du plébiscite d'Elsass-Lothringen le modèle de cette consultation populaire. Jusqu'au 10 janvier 1920, l'Allemagne était donc habilitée à défendre par tout moyen légitime le droit à l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine et éventuellement son accession au statut d'Etat indépendant et neutre.

En mars 1919, précisément au moment où Lloyd George et Wilson s'opposaient le plus vivement aux revendications françaises sur la rive gauche du Rhin, Erzberger Matthias, l'un des principaux négociateurs de l'armistice de novembre 1918, eut un entretien au Bureau de la Commission d'armistice avec l'Alsacien René César Ley ; Erzberger promit l'aide de la Chancellerie à la campagne neutraliste du «trio badois». L'on peut évaluer, pour les trois années 1919-1921, à environ 3 millions de marks de l'époque, l'ensemble des sommes ainsi avancées par des moyens détournés, ce qui, compte tenu de la rapide dévaluation du mark après la guerre, ne représentait rien d'extravagant.

Une autre source financière était les Etats-Unis où les Alsaciens-Lorrains et les autres Allemands émigrés avaient fondé des Ligues pour aider les territoires allemands soumis à des plébiscites. Les fonds américains destinés au Comité Exécutif de la République Neutre d'Alsace-Lorraine étaient centralisés par Tommer, surnommé Tomy, un Alt-Elsaesser (Alsacien de vieille souche) qui habitait sur les bords du lac Michigan à Milwaukee.

Il n'en demeure pas moins que l'ensemble des sommes dont pouvait disposer le «trio badois» pour sa propagande en faveur d'une République d'Alsace-Lorraine indépendante et neutre, ne représentait qu'une très infime partie des sommes énormes que la France engloutissait alors également en Alsace-Lorraine en faveur de l'assimilation et de la destruction de l'Elsass-Lothringertum.

Rapp, Ley et Muth utilisaient l'argent pour imprimer et faire distribuer leurs tracts ; il fallait bien payer les déplacements en chemin de fer, parfois en faisant des détours. L'activité du parti autonomiste et neutraliste couvrait trois fragments de la nation alémanique : la Suisse, le pays de Bade et l'Alsace.

Les principaux militants qui étaient en relation directe avec l'Executiv-Komitee der Republik Elsass-Lothringen étaient surtout Christian-Eduard Hemmig à Bâle, Elisabeth Zink à Zurich, Gustave Burger à Colmar, Walter Koessler et Karl Hauss à Strasbourg. Gustave Burger, né le 6 février 1878 à Altkirch, fils d'un secrétaire général de la mairie de Colmar, possédait une exploitation agricole et viticole modèle ; en sa qualité de président du Syndicat de la Viticulture alsacienne, il disposait de grandes facilités commerciales et financières en Allemagne.

Walter Koessler était architecte à Strasbourg et dirigeait tout un groupe de militants, parmi lesquels l'étudiant Alphonse Hitter, le paysan Henri Fuhrmann, le mécanicien Martin Pfistermeister, le caviste Jean Reeb, le journaliste Jules Loegel et son père Georges Loegel, le tourneur Eugène Heilmann, le Dr Herdt, le prêtre Lehmann, un certain Müller, fort riche, et aussi le socialiste Charles Hueber que nous retrouverons encore souvent par la suite et qui joua un grand rôle dans l'histoire de l'Alsace. Quant à Karl Hauss, ce n'était autre que l'ancien Staatssekretar du gouvernement Schwander à Strasbourg en 1918.

En octobre 1919, le Comité Exécutif de la République d'Alsace-Lorraine diffusait son programme :

- 1°) Plébiscite — Gouvernement particulier et autonome, même si la population se prononce pour le protectorat français ;
- 2°) pas de Français à la direction de nos affaires ;
- 3°) pas de service militaire dans l'armée française ;
- 4°) création d'une milice et d'une police purement alsaciennes.

En même temps il répandait dans les trois départements d'Alsace-Lorraine une copie de la lettre envoyée le 28 juin précédent au Secrétaire (Général de la Société des Nations à Genève :

«... Nous demandons solennellement devant le monde entier le droit de libre disposition pour notre pays. Nous demandons la permission d'élever notre voix jusqu'à la tribune de la Société des Nations...» En somme, le programme du Parti National-Autonomiste d'Alsace-Lorraine ne faisait que reprendre le programme publié le 3 juin 1911 par l'Elsass-Lothringische Nationalbund de l'abbé Wetterlé, à l'époque soutenu financièrement par Paris !

Au début du mois d'octobre 1919, la police française avait réussi à infiltrer un espion comme agent de liaison entre Rapp et l'architecte Koessler, chef du groupe de Strasbourg ; cet espion s'appelait Léon-François Becker, dit Sam, et il était né le 20 novembre 1893 au Luxembourg. L'enquête policière fut alors menée très rapidement et sans filatures : le 19 octobre 1919, sur les indications de Becker, trois militants alsaciens étaient arrêtés au moment où ils se partageaient un lot d'environ 2000 tracts à diffuser.

Quelques heures plus tard, l'architecte Koessler, le prêtre Lehmann, l'étudiant Hitter, le mécanicien Pfistermeister, le paysan Fuhrmann, le caviste Reeb, le tourneur Heilmann, étaient sous les verrous. Pour faire bonne mesure, on y ajouta le journaliste radical-démocrate de La République, Fritz Decker (1891-1968).

Les élections législatives devaient avoir lieu le mois suivant, et le gouvernement se hâta d'exploiter politiquement l'événement. Les renseignements utilisables fournis par la police, vrais et faux, furent

transmis à la presse, notamment au journaliste anti-autonomiste Charles Frey, futur maire de Strasbourg. Dès le lendemain 20 octobre 1919, il publiait dans la Neue Zeitung un article à sensation, gonflé à dessein, sous le titre : «Le complot neutraliste-bolchevique est découvert».

Il y annonçait même qu'un attentat était projeté contre le Commissaire Général Alexandre Miilerand ! Le lendemain, Charles Frey continuait sa campagne contre l'Autonomistenbande, la bande des autonomistes, et menaçait de révéler d'autres noms d'un très grand intérêt pour l'opinion publique : «die für die Allgemeinheit sicher von ganz besonderem Interesse sind».

Le 11 novembre 1919, premier anniversaire de l'armistice et cinq jours avant les élections législatives, la police française arrêtait le rédacteur de La République, Jules Loegel, et son père, un instituteur en retraite. Sept mois durant, tes prisonniers durent attendre que la justice française eût suffisamment étoffé son accusation. La presse locale protestait, parlait de «Bastille moderne» (Die Freie Presse) et d'«injure faite au peuple d'Alsace-Lorraine» (Der Republikaner).

Finalement, le 18 mai 1920, la Cour d'Assises du Bas-Rhin ouvrit les débats : le Procureur Général Cura réclamait avec tout le pathos du prétoire patriotique le bannissement des comploteurs. Les plaidoyers avaient occupé quatre jours, après quoi, le jury que les agents français n'avaient pas réussi à intimider, rejetait à l'unanimité l'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat. Il ne restait plus à la Cour d'Assises qu'à proclamer l'innocence et l'acquittement des accusés. C'était le premier échec du gouvernement contre les Alsaciens authentiques.

En privé, les représentants du gouvernement français reconnaissaient qu'ils n'avaient fait juger que des «complices insignifiants». De fait, des hommes tels Karl Hauss, Charles Hueber, Gustave Burger, lui échappaient pour une raison bien simple : l'un des policiers français chargé de l'enquête, le strasbourgeois Scherf, était en réalité un espion au service de l'Allemagne ; il réussit à réduire au maximum les conséquences de la trahison de Becker.

Toutefois, écœuré par l'atmosphère nouvelle du Strasbourg français, l'architecte Walter Koessler émigra en Amérique, tandis que le jeune journaliste Jules Loegel mourut peu de mois après des suites des sévices endurés en prison. Ni Hueber, ni Burger, ni Hauss ne furent inquiétés. Hueber accentuera son activité socialiste et autonomiste, Burger sera député du Haut-Rhin de 1924 à sa mort le 2 mai 1927, et Ferdinand Buisson prononcera même son éloge funèbre le 10 mai suivant.

Quant à Karl Hauss, il avait été convoqué par Rapp au domicile de Hemmig à Bâle afin de se voir proposer par les militants réunis la présidence de la République Neutre d'Alsace-Lorraine et le lancement d'un journal authentiquement alsacien-lorrain indépendant de la tutelle du gouvernement ; dans ce but, on devait lui remettre 400 000 marks. Il est fort possible que la réunion projetée fin mars 1920 n'ait pas eu lieu, mais l'ancien Staatssekretär du gouvernement Schwander, éliminé par Delsor de la Volkspartei, n'en continuera pas moins sa lutte la sauvegarde de l'Elsass-Lothringertum.

Le gouvernement avait cru pouvoir intimider le jury de la Cour d'Assises qui devait juger Koessler et ses compagnons en faisant d'abord juger le 15 mai 1920 le «trio badois», qui se garda bien de comparaître. Rapp, Ley et Muth furent alors condamnés par contumace à la déportation à vie. Ce qui ne les empêchait nullement de continuer leur lutte.

Le 23 mai 1922 par exemple, César Ley et Henri Muth envoyaient la lettre suivante à Raymond Poincaré, alors Président du Conseil :

«Dans votre discours du 18 mai 1922 à Strasbourg, vous avez prononcé les paroles suivantes : «Et ne voyons-nous pas d'ailleurs se développer dans un grand nombre de pays, et notamment en Amérique, une campagne allemande de tracts et de brochures en faveur de l'autonomie et de la neutralité de l'Alsace et de la Lorraine ? Avant et pendant la guerre, en un temps où une proclamation d'indépendance aurait été pour l'Alsace une marque de bienveillance et lui aurait procuré, faute de mieux, un avantage relatif, l'Allemagne a brutalement écarté une mesure dont elle

redoutait les conséquences... Aujourd'hui, sans aucun souci de se contredire, ils réclament la neutralité. Mais chaque fois que des populations | sont consultées, et cette semaine encore dans les élections cantonales, l'Alsace crie très haut sa volonté d'être française, et contre cette résolution unanime ne saurait prévaloir aucune machination du dehors».

«Nous avons déjà eu l'occasion de constater l'impudence sans pareille de la démarche de l'ambassadeur de France à Washington, qui présenta au gouvernement américain, comme une machination allemande, notre lutte honnête pour l'autonomie de notre patrie, qui souffre profondément de sa malheureuse situation économique et sociale.

«Quoique vous sachiez très bien que la lutte pour l'autonomie de notre pays, qui nous a été léguée par nos ancêtres du Moyen Age, n'a absolument rien de commun avec une campagne de propagande pangermaniste, vous interprétez nos efforts légitimes comme «machination allemande». !

«Ainsi, sachant très bien qui nous sommes et à quel but nous tendons, vous avez consciemment avancé une déclaration fausse.

«Vous n'ignorez pas qu'un membre de notre Comité a été pendant la guerre gravement menacé à plusieurs reprises par le Parti Militaire Allemand, et que différentes ordonnances ont été émises contre lui sous prétexte d'atteinte à la sécurité de l'Empire. Vous savez que ces ordonnances j ont été émises contre un «Vieil Alsacien» (Altelsaesser) parce qu'il a demandé publiquement le rétablissement de la Belgique, l'évacuation a la France, l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, et parce qu'il a insisté pou une paix de conciliation sans annexions de territoire et sans indemnités de guerre. Malgré votre connaissance exacte de ces faits, vous avez l'audace de présenter notre lutte pour la Heimat comme une propagande pangermaniste. Nous sommes donc obligés de considérer vos paroles comme le comble de l'hypocrisie politique.

«Vous avez en outre pris connaissance de nos propositions concernant te rétablissement de notre pauvre patrie et vous n'ignorez pas les pourparlers relatifs à ce sujet. Vous vous êtes également rendu compte que notre parti n'est formé que de «Vieux Alsacien.» (Altelsaesser) et de «Vieux Lorrains» (Altlothringer), et que par conséquent ils sont actuellement sujets français.*

«Vous avez certainement appris que le renouvellement du passeport français a été refusé à certains membres de notre Comité, ceux-ci étant condamnés à la déportation à vie, dans une place fortifiée — parfois même sur preuves falsifiées — pour avoir soutenu courageusement la lutte pour l'autonomie de leur Heimat.

«Votre dictature qui est en contradiction avec les principes de la Grande Révolution Française, n'aura aucun succès en Alsace-Lorraine. On peut faire condamner et tuer les hommes, mais les idées sont immortelles et l'idée de l'autonomie de notre Heimat, transmise depuis des siècles de père en fils, vivra toujours. Déjà à l'époque de Louis XIV, nos villes libres, ainsi que nos Républiques, ont énergiquement protesté contre l'annexion par la France ; les archives de l'Alsace et de la Lorraine en font foi.

«Il est vrai qu'aujourd'hui la population de l'Alsace-Lorraine est complètement détachée de l'Allemagne au point de vue politique, nous l'avons affirmé bien des fois depuis l'armistice, mais il est également vrai que notre pays dépend en grande partie de l'Allemagne au point de vue économique. M. Lloyd George, votre allié, se rapportant à ce fait, a préconisé une entente économique de ces territoires dans son dernier discours à la Chambre des Communes avant son départ pour Gênes.

«Mais vous, M. le Président du Conseil, vous ne désirez pas la réconciliation et la reconstruction ; vous êtes l'homme de la force brutale et de la guerre, ne reculant point, même devant le mensonge, comme il prouvé. Sous les gestes hypocrites, vous cherchez à cacher au monde le résultat qu'obtiendrait un plébiscite en Alsace-Lorraine : le rejet de votre au politique agressive qui a créé une désillusion et un malaise plus grands qu'ils n'ont jamais été et qui dans l'avenir fera de notre

belle Heimat le théâtre d'une effroyable guerre.

«Il est clair que le régime français continue à justifier pleinement les efforts pour l'autonomie en Alsace-Lorraine.» En exil, le 23 mai 1922

René-Caesar Ley, Henry Muth»

Le gouvernement de la République de Weimar ne pouvait plus toute fois continuer à soutenir le «trio badois» : D'une part, le 22 mai 1922 i veille même de la lettre de Ley et Muth à Raymond Poincaré l'ambassadeur de France à Berlin avait vivement protesté auprès du ministre des Affaires Etrangères allemand contre les agissements des Alsaciens du Comité Exécutif de la République Libre d'Alsace-Lorraine.

D'autre part la campagne de ce Comité Exécutif en faveur de l'union économique et douanière de l'Alsace-Lorraine avec la Sarre et la rive gauche du Rhin favorisait le mouvement séparatiste rhénan dirigé par Smets, président du «Rheinischen Bund» et soutenu par la France. L'aide allemande aux autonomistes Alsaciens-Lorrains se trouvait contrebalancée par l'aide française aux autonomistes Rhénans, et dans les deux cas, la France occupait une position privilégiée, puisqu'elle administrait aussi bien l'Alsace-Lorraine annexée que la rive gauche du Rhin occupée. La chancellerie allemande se résigna dès lors à cesser toutes relations avec le «trio badois», dans l'été de 1922.

La situation devint encore plus critique, lorsque le 11 janvier 1923 les troupes franco-belges occupèrent la Ruhr, cœur économique de l'Allemagne. Enfin, la dévaluation du mark prit des proportions catastrophiques : le dollar, qui valait encore 4 marks à la fin de la guerre, grimpait à 75 marks en juillet 1921, atteignait 402 marks en juin 1922 et 260 000 marks en juin 1923 ! L'argent allemand n'avait plus de valeur. Ce fut donc l'effondrement du «trio badois».

Lorsque le Dr Muth chercha asile en Suisse à Bâle (à l'hôtel de la Bourse) le 28 avril 1923, son ami Ley s'était déjà volontairement présenté au commissariat de Police de Saint-Louis qui le fit écrouer à Strasbourg. Le 4 décembre 1923, la Cour d'Assises du Bas-Rhin rouvrit le procès de contumace du 15 mai 1920 et réduisit la condamnation de déportation à vie à 7 années de travaux forcés.

Ley partit les purger au pénitencier de Clairvaux (Aube) ; mais ni sa santé physique, ni sa santé morale ne résistèrent. Le 12 septembre 1925, il fut libéré par anticipation, à condition de ne plus se montrer en Alsace-Lorraine durant cinq années 1... Réduit à la misère, il se fixa à Fribourg-en-Brisgau, d'où il continua son combat désespéré pour les droits de l'Alsace-Lorraine, ce qui lui valut d'être à nouveau impliqué dans le célèbre «Komplott-Prozess» de Colmar en mai 1928. Nous ignorons ce qu'il advint par la suite de Rapp, Ley et Muth.

5. Associations d'Alsaciens-Lorrains en Allemagne

On a vu qu'après l'armistice, les autorités françaises avaient expulsé plus de 100 000 Alsaciens-Lorrains de leur Heimat, et si l'on ajoute ceux qui ont volontairement préféré partager le sort des autres Allemands vaincus, on peut évaluer à environ 150 000 le nombre des Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne.

Il existait depuis plusieurs décennies une société qui défendait la culture allemande à travers le monde de la même manière que l'Alliance Française valorise et propage la culture française. Cette association était le Verein für das Deutschtum im Ausland (V.D. A.) que la propagande française dénommait Ligue Pangermaniste.

Au printemps de 1919, en vue des plébiscites prévus par la Société des Nations dans différents territoires de l'ancien empire allemand et de] l'ancien empire austro-hongrois (notamment en Prusse Orientale, au Schleswig, en Haute Silésie, à Eupen-Malmédy, à Sopron et Klagenfurt), te Dr Cari von Loesch avait créé le Deutscher Schutzbund für die Grenz- und Auslandsdeutschen (Association de défense des Allemands frontaliers et de l'étranger), dont le noyau était précisément fourni par le

Verein für das Deutschtum im Ausland (V.D.A.).

Le Schutzbund regroupait aussi, par le biais du Bund der Auslandsdeutschen, les Allemands expulsés des autres pays et des anciennes colonies allemandes confisquées par les vainqueurs.

Toutes ces associations prenaient naturellement la défense des minorités ethniques allemandes incorporées à d'autres Etats et soutenaient les écoles allemandes à l'extérieur, comme l'Alliance Française soutenait et soutient encore les écoles françaises hors de France :

Parallèlement, et sous la direction de Max Donnevert, ancien avocat à Metz et ancien député au Landtag Elsass-Lothringens, d'Erwin Gadomsky, de l'instituteur Alfred Gilg de Colmar, et de Nussbaum et d'Arndt (tous deux de Strasbourg), les réfugiés d'Alsace-Lorraine s'étaient rassemblés pour la défense de leurs droits et pour l'entraide mutuelle en une association appelée **Hilfsbund der vertriebenen Elsass-Lothringer im Reich** ou Association d'Aide aux Réfugiés alsaciens-lorrains en Allemagne. Cette association éditait à Fribourg-en-Brisgau une feuille hebdomadaire : Elsass-Lothringische Mitteilungen (Communications pour les Alsaciens-Lorrains) qui informait d'une façon pratique sur les activités du Hilfsbund, tout en donnant des nouvelles de la Heimat perdue.

En mai 1919, le Hilfsbund élut une délégation à l'Assemblée Nationale de Weimar pour protester contre l'annexion d'Elsass-Lothringen à la France et réclamer un plébiscite, comme les députés à l'Assemblée Nationale de Bordeaux avaient protesté les 17 février et 1er mars 1871 contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand et comme les députés au Reichstag de Berlin contre l'absence de plébiscite après 1871.

Cette délégation protestait aussi contre le fait que les habitants d'Elsass-Lothringen n'eussent pas été autorisés, en février 1919 à élire leurs députés à l'Assemblée Nationale allemande de Weimar ; juridiquement en effet l'Alsace-Lorraine demeurait un territoire allemand occupé par des troupes étrangères et aucun document officiel ne l'avait encore rattachée à la France ; en janvier-février 1871, les Allemands avaient pourtant accepté que l'Alsace-Lorraine occupée par les troupes victorieuses allemandes élise ses députés à l'Assemblée Nationale de Bordeaux.

La délégation protestataire d'Elsass-Lothringen était patronnée par Rudolf Schwander (1868-1950), né à Colmar, ancien maire de Strasbourg, dernier Statthalter d'Elsass-Lothringen, premier Oberpräsident du Land Hessen-Nassau dans la République de Weimar. Elle comprenait également le général Heinrich Scheüch (1864-1946) de Sélestat, dernier ministre de la Guerre au royaume de Prusse, Adolf Goetz, ancien directeur du cadastre (Grundbuch) de Strasbourg, Regierungsrat, cofondateur de l'Elsaesser-Bund et ancien député au Landtag Elsass-Lothringens, le Dr Gustav Anrich, ancien professeur de Théologie protestante à l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg, le Dr Emil Scherer, vicaire apostolique à Barr, également cofondateur avec Anrich de l'Elsaesser-Bund et enfin le Dr Max Donnevert, déjà directeur du Hilfsbund der vertriebenen Elsass-Lothringer im Reich.

L'Assemblée Nationale de Weimar ne voulut point reconnaître le caractère représentatif des députés de la délégation alsacienne-lorraine [puisque les Alsaciens-Lorrains restés en Elsass-Lothringen n'avaient pu prendre part à l'élection ; d'autre part, elle ne voulait pas provoquer le gouvernement français au moment de l'élaboration du traité de paix.

Les Alsaciens-Lorrains ne furent donc pas admis à lire leur proclamation à l'Assemblée Nationale allemande, mais eurent la liberté d'en distribuer le [texte. Par ailleurs, le ministre des Affaires Etrangères, le comte von Brockdorff-Rantzau fut invité à insister fortement auprès de la Conférence de la Paix à Paris pour faire reconnaître aux Alsaciens-Lorrains le droit au plébiscite, avec la possibilité d'une triple option :

- 1°) annexion à la France sans conditions ;
- 2°) maintien d'Elsass-Lothringen à l'Allemagne
- 3°) indépendance d'Elsass-Lothringen sous forme d'état neutre, analogue à la Suisse ou au Luxembourg.

Enfin le gouvernement de Weimar instituait auprès du ministère de l'Intérieur une «Section Alsace-Lorraine», «die Abteilung Elsass-Lothringen im Reichsministerium des Innern», qui fonctionna sous la direction d'un Alsacien, le Ministerialdirektor Adolf Goetz, jusqu'à l'application du pacte de Locarno en 1926.

C'est alors qu'entra en scène le Dr Robert Ernst dont l'activité politique fut déterminante parmi les Alsaciens-Lorrains d'Allemagne, mai» aussi d'Alsace. Robert Ernst était né le 4 février 1897 au presbytère de Hürtigheim, en plein Kochersberg, où son père était pasteur. Son père était d'une vieille famille alsacienne dont l'état civil garde le souvenir depuis le XVII^{ème} siècle à Mietesheim, à l'orée de la forêt de Haguenau, alors propriété du comte de Hanau-Lichtenberg.

Il en sortit une longue dynastie de maîtres d'école ; le grand-père mourut instituteur à Brumath. Le père de Robert Ernst, August, avait fait ses études de théologie, au cours desquelles il devait se fier avec Amélie Wagner (La famille paternelle d'Amélie Wagner venait du Palatinat et s'était installée en Basse-Alsace au début du XIX^{ème} siècle, tandis que la branche maternelle était de vieille souche strasbourgeoise). August Ernst épousa Amélie Wagner en 1894.

Il fut successivement vicaire à la Thomaskirche de Strasbourg, puis pasteur de Hürtigheim, avant de devenir en 1900 pasteur de la célèbre Thomaskirche. En 1917, il avait été fait docteur honoris causa de l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg.

Trois enfants vinrent agrandir la famille : Suzanne (1895-1927), Robert (1897) et Eduard (1902). Le père, en tant qu'Alt-Elsaesser, était sentimentalement attaché à ses racines germaniques ; en août 1918, il figurait parmi les 63 fondateurs de l'Elsaesser-Bund. La mère, partiellement de souche palatine, était plutôt attirée par la culture française, comme beaucoup de bourgeois de cette époque.

Mère et grand-mère parlaient ordinairement français, et les lettres échangées entre les membres de la famille étaient également rédigées en français. Cette dualité alsacienne allait se retrouver dans les deux garçons ; Robert, sérieux et logique, penchait pour le Deutschtum, et Eduard, plus nuancé, pour le Welschtum ; Robert se sentait proche du peuple d'Alsace-Lorraine, et Eduard proche de la bourgeoisie.

Dès le 1er août 1914, Robert Ernst s'engageait comme volontaire à 17 ans au 10^{ème} régiment d'artillerie lourde qui tenait garnison à Strasbourg. Cette même année, il participait aux combats du Chemin des Dames et d'Ypres. Il pensait alors faire carrière dans l'armée. En juillet 1915, il accédait au grade de Leutnant (sous-lieutenant) et comme officier d'artillerie combattit devant Verdun en 1916, prenant part notamment à la prise du célèbre fort de Vaux.

En décembre 1916, il était expédié sur le front oriental, face aux Russes et aux Roumains dans les Carpates. Il fut un moment officier d'ordonnance d'un lieutenant-colonel bavarois, Karl Haushofer (1869-1946), l'un des fondateurs de la Géopolitique. Recommandé par son supérieur, Robert Ernst fut détaché dans l'aviation. A sa troisième sortie en avion d'observation, il fut abattu près de Cambrai par quatre appareils britanniques, le 17 novembre 1917. La carcasse de son biplan D.F.W. montrait 147 impacts de balles, et lui-même était blessé de sept balles, dont il gardera toujours une dans l'épaule.

Ernst s'en tira pourtant, et sur le front en mai 1918, comme aviateur d'observation pour l'artillerie. A ce titre, il participa à la deuxième bataille de la Marne. Le 20 novembre 1918, deux jours avant l'entrée des troupes françaises à Strasbourg, Robert Ernst quittait l'Alsace pour s'installer librement en Allemagne, où sa famille l'avait déjà précédé. Monarchiste à l'époque ne voulut plus servir dans une armée devenue républicaine, et il abandonna la carrière militaire pour entreprendre des études universitaires à Heidelberg et à Tübingen. Entre temps, en décembre 1918, il avait obtenu la nationalité badoise.

Etudiant en Sciences Politiques à Tübingen, Robert Ernst entra en relation avec une cellule du Hilfsbund dirigée par l'ancien professeur de l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg, Philaethes Kuhn. Celui-ci le chargea de recruter ses compatriotes de l'Université afin d'œuvrer en commun et

de venir en aide aux plus dépourvus. Dès le mois suivant, il avait mis sur pied parmi les corporations estudiantines de Tübingen une Union des Etudiants Alsaciens-Lorrains : der Elsass-Lothringische Studentenbund.

Avec le Strasbourgeois Karl Brill (1894-1978) comme secrétaire, Thomas Erwin, étudiant en chimie, comme trésorier, Angela Walter, étudiante en médecine dentaire et Alexander Reinhard, étudiant en droit, comme assesseurs, ils organisèrent des ventes de charité, des Elsass-Owe (soirées alsaciennes), jouèrent de la musique de chambre et des pièces de théâtre du répertoire alsacien, notamment Saint-Cécile de Julius Greber (1868-1914) et le célèbre Dr Herr Maire de Gustav Stoskopf (Brumath 1869-1944).

Comme d'autres associations d'Alsaciens-Lorrains s'étaient constituées dans différentes universités, Robert Ernst provoqua une réunion de leurs délégués à Fribourg-en-Brisgau, le 23 mars 1920. Les Alsaciens-Lorrains de l'université de Francfort étaient représentés par Ganss, étudiant en Sciences politiques ; ceux de Fribourg par Schmelcher, étudiant en Sciences politiques ; ceux de Karlsruhe par Ritter, étudiant en Electricité ; ceux de Stuttgart par Winzinger, étudiant en Chimie, ceux de Tübingen par Ernst lui-même.

Ils décidèrent de s'associer à l'intérieur du Verband der Elsass-Lothringischen Studentenbünde en vue de cultiver le souvenir de leur Heimat perdue, de s'entraider matériellement et moralement, de faire prendre conscience aux autres Allemands de la communauté culturelle et historique qui existait entre Elsass-Lothringen et les autres peuples alamans et franciques. Rejetant idée de revanche, ils ne voulaient que réaliser leur idéal.

Une affiche placardée par le Studentenbund du Tübingen en mai 1920 indiquait le programme d'action :

- 1°) Assurer l'union des étudiants alsaciens-lorrains par l'échange d'idées dans les Elsass-Lothringische Mitteilungen, par des circulaires, la communication des adresses et l'échange des locaux et des chambres ;
- 2°) Faire connaître à de larges auditoires allemands la culture et l'histoire d'Elsass-Lothringen par des conférenciers célèbres ;
- 3°) Cultiver le dialecte alsacien, notamment par des pièces de théâtre montées par des troupes ambulantes (Wanderbühne) ;
- 4°) Défendre les droits des Alsaciens-Lorrains à l'Université et devant les Services d'entraide officiels et privés ;
- 5°) Se rencontrer régulièrement, par exemple à chaque fin de semestre, entre responsables des différents groupes afin d'établir de nouveaux objectifs et d'étudier leur réalisation.

Robert Ernst fut élu président du Verband der Elsass-Lothringischen Studentenbünde, et à ce titre, il entra au comité directeur du Hilfsbund der vertriebenen Elsass-Lothringer im Reich, dont le responsable, Adolf Goetz, était précisément un ami de son père.

En février 1921, en même temps que son ami Brill, Robert Ernst soutenait sa thèse de doctorat préparée sous la direction du professeur Gutmann ; le thème en était la réinsertion des Alsaciens-Lorrains expulsés dans la vie économique allemande : «Die Eingliederung der vertriebenen Elsass-Lothringer in das deutsche Wirtschaftsleben».

En exergue était placée une pensée de Paul de Lagarde : «Etre un peuple, c'est éprouver un même besoin». La thèse ne revendiquait pas le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, mais critiquait la politique d'assimilation de la France. Robert Ernst demandait au peuple allemand d'entamer le combat contre l'ethnocide des minorités germanique», sans se préoccuper Alamans et les Franciques entre Rhin et Vosges ou sur le plateau lorrain leur en sauraient gré : «Ob die Alemannen und Franken zwischen Rhin und Vogesen und auf der lothringischen Hochebene uns diesen Kampf gegen ihre Unterdrücker lohnen werden».

Il continuait : «Prétendre en Allemagne qu'il n'existait plus de question d'Alsace-Lorraine, c'est

donner le coup de poignard dans le dos d'un peuple qui, déjà aigri, lutte contre l'anéantissement de sa langue et de sa culture allemande».

Robert Ernst épousa alors Liselotte Meyer qu'il connaissait depuis 1915. Ils eurent deux enfants, Gerhard qui mourut comme soldat à Breslau le 22 avril 1945, et une fille Liselotte qui se suicida à 18 ans avec sa mère pour échapper aux Russes, à Berlin, le 9 mai 1945.

Peu de jours après sa soutenance de thèse, Robert Ernst remplaçait Rudolf Diffort (ancien avocat à Strasbourg-Robertsau, cousin de Camille Dahlet, et cofondateur de l'Elsaesser-Bund en août 1918) à la tête de la section Elsass-Lothringen du Deutscher Schutzbund für die Grenz- und Auslandsdeutschen et s'installait à Berlin, 12 Meeranerstrasse, dans le quartier Schöneberg.

Avant son départ, au printemps de 1922, les délégués des différents groupes du Verband der Elsass-Lothringischen Studentenbünde se réunirent une dernière fois à Heidelberg. Le grand historien, Hermann Oncken, y prononça une conférence sur un thème qui lui était cher : «Staatsnation und Kulturnation».

Oncken exprima clairement la volonté des Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne de ne s'immiscer en rien dans les affaires politiques de leur Heimat ; par contre, ils avaient la ferme volonté de ne point renier le lien culturel unissant Elsass-Lothringen aux autres Allemands. Puis, dans le théâtre de la ville, les étudiants jouèrent Gottfried von Strassburg écrit en 1897 par l'Alsacien Friedrich Lienhard (1865-1929). Une soirée littéraire illustrée par les œuvres de Marie Hart, de Lina Ritter et de Hans-Karl Abel, complétée par un concert de musique de chambre sous la direction de Hans Pfitzner, terminait la fête en beauté et mettait fin au Verband der Elsass-Lothringischen Studentenbünde.

Robert Ernst savait quelle ligne de conduite il aurait à suivre avec les Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne. En effet, au cours de l'hiver 1919-1920, il avait rendu visite au président-fondateur du Schutzbund, Carl von Loesch, installa au Château de Bellevue à Berlin. Sous les yeux du jeune Alsacien, Carl von Loesch déploya trois cartes :

La première comprenait les régions pour lesquelles le traité de Versailles avait prévu un plébiscite : Prusse Orientale, Haute-Silésie, Schleswig, Sarre.

La deuxième indiquait les régions enlevées à l'Allemagne et à l'Autriche pour lesquelles il fallait réclamer un plébiscite en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Se trouvaient sur cette carte : l'Autriche allemande, les Sudètes, le Corridor polonais avec Dantzig, les cantons d'Eupen-Malmédy et St Vith enlevés à la Rhénanie pour être livrés à la Belgique, le Tyrol du Sud, le Sud de la Carinthie et de la Styrie, le Burgenland et l'Alsace-Lorraine. Mais pour Elsass-Lothringen, la question restait, bien que le «trio badois» fût un partisan fanatique du plébiscite.

L'Alsace-Lorraine se retrouvait donc sur une troisième carte, avec le Banat, la Transylvanie et la Lituanie. Il s'agissait d'obtenir pour ces territoires, non point le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais le droit des Minorités Ethniques, afin de sauvegarder leur originalité culturelle, sans remettre en cause leur appartenance politique actuelle.

Robert Ernst et ses amis adoptèrent cette troisième solution, et de ce fait, ils allaient rencontrer les conceptions des Heimatrechtler d'Alsace-Lorraine restés au pays. L'adoption de ce principe entraîna deux conséquences. En effet, moment que, sur la troisième carte, Elsass-Lothringen représentait le territoire enlevé au Kaiserreich allemand, il constituait nécessairement un cas particulier qu'il importait de traiter à part en le séparant du reste de l'organisation du Deutscher Schutzbund für Grenz- und Auslandsdeutsche, tout en l'y maintenant comme «hôte». C'est ainsi que dans un premier temps, Robert Ernst créait en février 1922 l'Elsass-Lothringischer Pressedienst ou Service de Presse

d'Alsace-Lorraine. Puis, dans un second temps, en janvier 1923, il groupait tous les Alt-Elsaesser réfugiés dans le Reich en une association autonome : Die Alt-Elsass-Lothringische Vereinigung dont la revue mensuelle Elsass-Lothringen / Heimatstimmen devint immédiatement le porte-parole

célèbre.

La seconde conséquence fut la création et le développement du Wissenschaftliches Institut der Elsass-Lothringer im Reich ou Institut Scientifique des Alsaciens-Lorrains en Allemagne. Dès juillet 1919, afin de demeurer en communion avec l'Elsass-Lothringertum et lui être utile, le Hilfsbund der vertriebenen Elsass-Lothringer im Reich avait décidé la fondation d'une section de la Strassburger Landesbibliothek sur la rive droite du Rhin.

Le 20 juin 1920, à Kassel, le projet fut complété par l'établissement d'un Institut universitaire rattaché en février 1921 à l'université de Francfort ; c'était le Wissenschaftliches Institut der Elsass-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt-am-Main, dont l'activité s'étendit de 1920 à 1945, et que Rudolf Schwander (ancien et dernier Statthalter d'Elsass-Lothringen, maintenant Oberpräsident du Land Hessen-Nassau), mit sous sa protection spéciale.

Le premier président de cet Institut fut l'historien et théologien catholique Mgr Albert Ehrhardt, ancien professeur à l'université Kaiser Wilhelm et cofondateur de l'Elsaesser-Bund en août 1918. Le 12 novembre de l'ouverture solennelle des travaux de l'Institut, il prononça un cours sur les finalités de l'établissement culturel.

A l'origine, l'Institut ne disposait que de deux petites salles dans les bâtiments universitaires de Francfort, mais plus tard, en 1926, il put acquérir une maison neuve à proximité de l'université et sise 127 Bockenheimer Landstrasse. Il resta toujours sous la haute juridiction du recteur et possédait régulièrement deux professeurs de philosophie attitrés.

L'institut des Alsaciens-Lorrains se trouvait soutenu par les anciens professeurs et étudiants de l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg, que le conseiller d'Etat privé, Georg Wolfram (ancien bibliothécaire de Strasbourg et fondateur en 1910 de la Gesellschaft für elsässische Literatur (Société de Littérature Alsacienne), avait regroupés dans la ville de Francfort sous le nom de «Lose Vereinigung der ehemaligen Strassburger Dozenten und Studenten (Libre Association des anciens professeurs et étudiants de l'Université de Strasbourg), à laquelle il ajoutera encore en 1929 la Strassburger Wissenschaftliche Gesellschaft (Association Scientifique de Strasbourg).

Le «Wissenschaftliches Institut der Elsass-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt-am-Rhein» a jeté les fondements de toutes les études historiques et culturelles de l'Alsace-Lorraine, et par ses nombreuses publications savantes il a fourni un travail gigantesque et de très haut niveau.

Parmi ses «monuments», il faut absolument citer: Elsass-Lothringischer Atlas, Landeskunde, Geschichte, Kultur und Wirtschaft Elsass-Lothringens, dargestellt auf 45 Kartenblättern mit 115 Haupt- und Nebenkarten (1931) et Das Reichsland Elsass-Lothringen : T.I. Die wirtschaftliche Entwicklung Elsass-Lothringens 1871-1918 (Schlenker, 1931) ; T. II Verfassung und Verwaltung von Elsass-Lothringen (G. Wolfram, 1936) ; T. III Wissenschaft, Kunst und Literatur in Elsass-Lothringen 1871-1918 (G. Wolfram, 1934).

Quelle est, au terme de ce long chapitre, la situation de l'Alsace-Lorraine au lendemain de la signature du traité de Versailles ? Deux idéologies s'affrontent : du côté de la France victorieuse, ce sont l'assimilation et la centralisation destructives de la culture et des libertés des ethnies d'Elsass-Lothringen ; du côté des Alsaciens-Lorrains, face aux agents du gouvernement français, aux girouettes politiques, aux opportunistes et à leurs victimes, se déploie un vaste éventail autonomiste qui engage de part et d'autre du Rhin le combat pour la survie d'une nation.

Sur la rive gauche du Rhin, le parti le plus important et le plus influent, issu du Zentrum Elsass-Lothringen d'avant l'armistice, était la Elsaessische Republikanische Volkspartei (Union Populaire républicaine d'Alsace) ou UPRA, qui publiait son programme le 4 août 1919 : «Dans le cadre de la grande patrie une et indivisible, l'UPRA revendique pour l'Alsace et la Lorraine le maintien de toutes les libertés et de tous les droits acquis au cours de leur histoire séculaire».

Distinguant nettement «grande», et «petite» patrie, c'est-à-dire France et Heimat Elsass-Lothringen, la Volkspartei réclamait formellement le maintien de l'autonomie que le pays avait

conquise sous le régime allemand ; mais du fait de la forte pression de la minorité bourgeoise, porte-parole d'« autorités françaises, elle entendit ne point porter ombrage à la République «une et indivisible» et se résignait en somme à demander, implicitement, les droits des minorités ethniques.

Précisément par suite de cette dictature morale de la minorité bourgeoise francisée et coupée du Volkstum, les hommes les plus lucides de la Volkspartei, tels Jean Keppi et Karl Hauss dans la Basse-Alsace les abbés Xavier Haegy et Joseph Fashauer dans la Haute-Alsace, cherchèrent à fonder un parti autonomiste ; ils se rattachaient psychologiquement au mouvement autonomiste clérical de l'époque allemande, mais échouèrent dans leur entreprise.

Les différents groupements de libéraux et de radicaux s'étaient ralliés à la politique d'assimilation et de centralisation de la France. Mais dans leurs rangs aussi, une minorité lucide se rebellait contre cette déchéance politique et culturelle, cherchant à créer un parti autonomiste dans le sillage de l'autonomisme anticlérical de Schneegans d'après 1873 et se groupant autour de Georges Wolf dans la Basse-Alsace et de Gustave Burger dans la Haute-Alsace. Là encore ce fut un échec.

Par contre, le Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine ou Elsass-Lothringische Foederalistenpartei prit, autour de Joseph Hummel, de Jean Dumser et de l'abbé Sigwalt, de plus en plus d'importance. S'inspirant surtout du «plan Foch» soumis à la Conférence de la Paix, il poursuivait l'édification et la reconnaissance d'une République d'Alsace-Lorraine sous protectorat français, associée à une «Plus Grande France» (sorte de «mini Marché Commun») comprenant la République d'Alsace-Lorraine, le Luxembourg, la Belgique et les Etats autonomes à créer au détriment de l'Allemagne dans la zone d'occupation militaire des forces de l'Entente et économiquement liée par une union douanière à la République Française.

Les relations entre la République d'Alsace-Lorraine et la République Française devaient ressembler à celles qui avaient existé entre le Royaume de Bavière et le Royaume de Prusse au sein du Kaiserreich allemand ; or, des 25 Bundesstaaten constitutifs de l'empire fédéral allemand, celui de Bavière était resté le plus indépendant. Ce parti original fut détruit dès octobre 1919 par l'action conjuguée du gouvernement français et des évêchés de Strasbourg et de Metz, concordataires et aux ordres de Paris.

Sur la rive droite du Rhin, les trois Alsaciens Rapp, Ley et Muth, soutenus par la chancellerie allemande Jusqu'en 1922, créèrent un Gouvernement de l'Etat Libre et Neutre d'Alsace-Lorraine en exil. Leur activité, surtout à base de tracts et de lettres aux chefs des gouvernements de la Société des Nations, tendait essentiellement à faire obtenir à l'Alsace-Lorraine l'application du droit au plébiscite, dans la ligne des protestataires français de 1871 et alsaciens-lorrains de 1874.

Comme le parti fédéraliste précédent, ils rêvaient d'une Fédération Rhénane. Par suite du procès de Strasbourg en mai 1920, de la crise financière et de l'arrêt de l'aide de la Chancellerie Allemande, le «trio badois» échoua pareillement. Il avait établi des liaisons avec la rive gauche du Rhin, notamment avec Karl Hauss, Gustave Burger et Charles Hueber.

Enfin, il y avait les dizaines de milliers d'Alsaciens-Lorrains expulsés ou réfugiés en Allemagne ; ils se regroupèrent rapidement en de nombreuses associations sociales et culturelles. Ils ne réclamaient pas le droit à l'autonomie et donc au plébiscite, mais ils se contentaient de revendiquer pour Elsass-Lothringen tous les droits reconnus par la Société des Nations aux minorités nationales, et par là rejoignaient la Volkspartei.

Ces différents mouvements autonomistes de part et d'autre du Rhin, étaient absolument spontanés, car inhérents et traditionnels à l'ethnie alémanique dont fait partie l'Alsace avec la Suisse. Mais, parce que le «trio badois» avait créé un Gouvernement d'Alsace-Lorraine en exil, qu'il touchait quelques subsides de Berlin, et qu'il avait des contacts avec des Alsaciens restés en Alsace, la police française obsédée par l'idée d'un complot et le gouvernement français incapable d'imaginer un système politique fédéral, s'acharnèrent à créer le mythe : «Autonomisme = Pangermanisme», du moins après 1918. Autonomisme se trouvait traduit par séparatisme, d'autant plus que la France poursuivait une politique séparatiste, par l'autonomie de la rive gauche du Rhin, en territoire

indubitablement allemand.

Un exemple parmi des milliers de cette déformation : on a vu que le Dr Robert Ernst avait fondé en janvier 1923 l'Alt-Elsass-Lothringische Vereinigung (Association des Alsaciens-Lorrains de vieille souche) et le mensuel Elsass-Lothringen/Heimatstimmen qui abandonnaient l'idée de Plébiscite et d'autonomie pour réclamer les droits de minorité ethnique. Voici maintenant comment les rapports de Police destinés au gouvernement français traduisaient ces aspirations :

«22 mars 1923. A Berlin, un certain Dr Robert Ernst s'occupe activement en ce moment de créer une association qui se dénommera La République Neutre d'Alsace-Lorraine. Les buts n'en sont pas encore connus. | Partir du 1^{er} avril 1923, un journal portant le titre de l'association sera Publié. On croit que les nobles allemands expulsés d'Alsace-Lorraine ainsi que plusieurs gros industriels participeraient financièrement à cette entreprise...»

VIII – LE «MALAISE» DES OUVRIERS ET DES FONCTIONNAIRES

Les difficultés politiques de l'Alsace-Lorraine furent encore aiguës par le climat socio-économique de l'après-guerre. En effet, dans tous les Etats belligérants s'était opéré un important transfert des capitaux et des revenus.

La paysannerie avait eu à supporter les plus lourds sacrifices en vies humaines, mais du fait des impérieux besoins en ravitaillement et en vivres, elle avait réalisé de bonnes affaires. Chez les ouvriers, grâce à la tendance au nivellement des salaires, le niveau de vie s'était amélioré, sauf chez les Allemands et les Austro-Hongrois, victimes du blocus ; les Alsaciens-Lorrains entraient dans cette exception.

Dans la bourgeoisie, ceux qui avaient travaillé pour la guerre avaient édifié de scandaleuses fortunes, tandis que la dévalorisation monétaire et la hausse des prix avaient lourdement frappé les fonctionnaires, les petits rentiers et les petits propriétaires changements survenus dans les structures sociales traditionnelles provoquèrent des aigreurs et des rancœurs contre les «nouveaux riches».

La guerre terminée, régnait unanimement la conviction qu'il ne pouvait plus être question de revenir à la situation antérieure ; les ouvriers pouvaient aisément constater que, s'ils avaient obtenu de modestes, les patrons avaient réalisé des profits considérables. La classe ouvrière réclamait donc la journée de 8 heures, la semaine de 44 heures, l'établissement de régimes d'assurances et la nationalisation de certaines entreprises de base. Dès novembre 1918, pour l'anniversaire de la révolution d'octobre en Russie, les grèves et les manifestations secouaient Zurich, Rotterdam, Amsterdam, Copenhague et Lisbonne.

Du 5 au 13 janvier 1919, les spartakistes (communistes) étaient les maîtres de Berlin ; le 3 février, Seattle (U.S.A.) se trouvait paralysé par la grève générale ; le 6 avril, la flotte française se mutinait en Mer Noire ; le 11 avril, la grève générale s'abattait sur Rome ; du 13 au 16 avril, la grève générale et les violences secouaient Milan. En France, les ministres socialistes abandonnaient le gouvernement le 1^{er} mai 1919 et au début de juin commençait une longue série de grèves à travers tout le pays.

1. La situation socio-économique en Alsace-Lorraine

Au lendemain de l'armistice, le long du front vosgien, ce n'étaient que ruines. Le gouvernement français fit voter des lois le 24 février 1919 et le 28 juillet 1921 en faveur des victimes civiles de la guerre. Mais une astucieuse jurisprudence fit bientôt prévaloir que seuls pouvaient être pris en considération les méfaits imputables aux Allemands et à leurs Alliés.

Le manichéisme des vainqueurs plaçait naturellement le Bien du côté des Français et le Mal du côté de l'Allemagne. Or, il se trouvait que la plus grande partie des destructions en Alsace provenait des

armées françaises. Les plus défavorisés et pour longtemps, demeuraient les anciens internés alsaciens-lorrains qui avaient été maltraités dans les camps français.

Le gouvernement français ne voulait pas les indemniser, et au projet de loi déposé tardivement à ce sujet au Palais Bourbon le 13 novembre 1929 par les députés Robert Schuman et Marcel Stürmel, des Rotours répondait candidement le 3 juillet 1930 :

«L'hypothèse envisagée par nos collègues d'Alsace-Lorraine se heurte à la répugnance que nous éprouvons à admettre que de mauvais traitements aient pu être infligés aux personnes que les nécessités de la guerre nous ont fait interner dans des camps français... Il n'est pas nécessaire de supposer qu'il s'agit de traitements inhumains, il suffit de considérer que, du fait des circonstances, les camps n'ont pas toujours pu être organisés de façon à toujours éviter à ceux qui y étaient internés des privations et des souffrances qui ont pu entraîner des maladies, des infirmités, des morts».

C'est ainsi que Pilate se lavait les mains en toute innocence. Si le gouvernement français répugnait après 1920 à punir les tortionnaires à son service, du moins avait-il la responsabilité et le devoir de réparer les injustices commises en son nom. Ce compromis avait du reste été proposé le 28 mai 1921 par la Voix d'Alsace :

«Il y va de l'intérêt même et de l'honneur de la France de désarmer la rancune de ces hommes aigris, en écoutant leurs doléances en faisant droit à leur légitime demande de M ration. Alsaciens de vieilles souches pour la plupart ces hommes aujourd'hui citoyens français, et si ceux qui se sont rendus coupables à leur égard échappent à tout châtiment, du moins voulons-nous espérer qu'il y aura une justice pour les victimes».

Paris continua de faire la sourde oreille, et le nombre des mécontents cessait d'augmenter ; les plus furieux étaient encore les fonctionnaires. Avant l'armistice de 1918, les fonctionnaires d'Elsass-Lothringen possédaient un statut bien différent et surtout meilleur que celui de leurs homologues français. Sous le régime allemand, aucune retenue n'était opérée sur les traitements pour constituer la retraite. Or, après l'armistice de 1918, le régime français effectuait des retenues de 5% et en outre ponctionnait chaque augmentation de 1/12ème.

Contrairement à la législation française, la législation allemande ne distinguait point deux catégories de fonctionnaires, ceux du service «actif» et ceux du service «sédentaire». Depuis l'armistice, les derniers se trouvaient sensiblement défavorisés par le système français.

Le régime allemand accordait aux veuves et aux orphelins une pension très supérieure à celle octroyée par le régime français. En outre, lors du décès du mari, la veuve et les enfants touchaient durant trois mois encore le traitement complet du défunt ; le gouvernement français supprima cette pratique allemande, suppression qui ne pouvait qu'être agréable à la classe patronale francophile. En cas de maladie, le régime français était moins favorable que le régime allemand.

L'administration française établit une discrimination intolérable entre les fonctionnaires indigènes et les fonctionnaires parachutes de l'Intérieur. Ces derniers se voyaient attribuer de confortables indemnités de séjour, de logement, de fonction, etc., à l'instar de ce qui se pratiquait pour les fonctionnaires coloniaux d'Afrique ou d'Asie.

Et ces indemnités pour fonctionnaires métropolitains en Elsass-Lothringen étaient parfois supérieures aux traitements eux-mêmes ! Le pasteur Altorffer, député du Bas-Rhin (1919-1928) et directeur des Cultes à partir du 1er juin 1929, signalait qu'à Wissembourg, une simple institutrice venant de France, complètement ignorante du dialecte alsacien et de la langue, touchait le double du traitement de sa directrice qui avait le grave défaut d'être une Alsacienne. Et juchés sur leurs supertraitements aussi élevés que leur incompétence, ces fonctionnaires de l'Intérieur s'en prévalaient pour regarder de haut les fonctionnaires originaires du pays.

Favorisés financièrement, les fonctionnaires métropolitains l'étaient encore au point de vue professionnel et social. Jamais Paris ne leur confiait des postes inférieurs ; les postes inférieurs

étaient abandonnés aux indigènes alsaciens-lorrains, tandis que les fonctionnaires de France se réservaient les postes moyens et surtout les postes supérieurs.

Les fonctionnaires alsaciens-lorrains se trouvaient bloqués dans leur avancement, à moins de faire de la surenchère patriotique et jacobine. Cette situation paraissait d'autant plus inique que les fonctionnaires d'origine alsacienne-lorraine, formés sous le régime allemand, avaient dû faire face à des exigences beaucoup plus rigoureuses : stages plus longs, instruction et formation pédagogique ou administrative supérieures à celles de leurs homologues français, etc., de sorte que dans leur spécialité, ils avaient à la fois une meilleure qualification que leurs homologues, mais une rémunération et une position sociale inférieures.

Dans leur immense majorité, les fonctionnaires métropolitains ignoraient complètement la langue écrite et orale du peuple qu'ils devaient administrer, et ils ne cherchaient aucunement à l'apprendre. Par contre, les fonctionnaires issus du Volkstum étaient astreints à l'effort considérable d'apprendre rapidement une langue étrangère parlée et écrite, celle du vainqueur militaire.

Investis des postes de commandement et de direction, les fonctionnaires, parachutés par la métropole, apportaient des méthodes de travail inusitées et parfois moins efficaces. D'où heurts et froissements des personnes, perturbation inutile des services, irritation continuelle et incompréhension mutuelle. Enfin, le fonctionnaire alsacien-lorrain avait une autre mentalité que le fonctionnaire français, comme le signalait le professeur d'histoire de l'Alsace, Fritz Kiener :

«Le type du fonctionnaire, tel que les Allemands l'ont formé et laissé chez nous, diffère de celui de son collègue français... Le fonctionnaire du type local est plus fortement attaché à sa fonction, tandis que le fonctionnaire français est plutôt un employé dépendant de son supérieur».

D'où l'importance dans le système français de la notion de «patron» et de fonctionnaires «employés». En vertu de cette domestication du fonctionnaire français, l'avancement pouvait s'opérer par «grand choix» et «petit choix» et non simplement par ancienneté ; c'est-à-dire que le favoritisme avec toutes ses implications politiques régnait souverainement, alors que le système allemand ne connaissait que l'avancement méthodique par ancienneté.

En somme, aux dires de Charles Frey «le gouvernement semble avoir pris le parti d'écarter les Alsaciens de tout poste élevé dans leur pays. L'Alsacien est administré par le Français de l'Intérieur qui, à partir d'un certain niveau dans les carrières, règne seul». L'administration française en Alsace-Lorraine était donc de style parfaitement colonial.

De son côté, le sénateur Fritz Eccard portait le jugement suivant :

«L'administration française me semble en retard, tout comme la comptabilité française, sur l'administration allemande qu'elle est venue remplacer. Elle paralyse l'initiative par ses contrôles superposés et se révèle trop accessible au favoritisme politique qui ruine son autorité. L'idée d'une bureaucratie soumise au régime des partis ne réussira pas à se faire accepter par une population accoutumée aux fonctionnaires sortis d'écoles professionnelles et n'attendant leur avancement que de leur compétence technique».

Le corps enseignant alsacien-lorrain se sentait particulièrement menacé. La Conférence d'Alsace-Lorraine réunie à Paris avait prévu l'expulsion de 70% du personnel scolaire en Alsace-Lorraine : 3 000 hommes et femmes environ devaient perdre leur poste et être remplacés par autant d'enseignants français, souvent des mobilisés, qui la plupart du temps ne possédaient pas la moindre formation pédagogique.

Il est vrai que leur mission n'était point culturelle, mais simplement politique : détruire et assimiler le Volkstum, déculturer et déraciner les enfants d'Elsass-Lothringen, leur enseigner que les Alsaciens-Lorrains ne descendaient point des Germains mais des Gaulois et que le dialecte alsacien était un dialecte celtique ; faire croire finalement aux enfants que les Français étaient seuls généreux et civilisés tandis que les Allemands étaient des brutes barbares. Si en fin de compte les 3 000 instituteurs, institutrices et professeurs alsaciens-lorrains n'ont pas tous été

éliminés, il n'en demeure pas moins vrai que des circulaires avaient effectivement déjà été rédigées dans ce but, mais que Joseph Rossé (1892-1951) avait réussi à faire échec à l'opération projetée.

En ce qui concernait les enseignants congréganistes, la Conférence d'Alsace-Lorraine à Paris avait encore prévu que les religieux enseignants (Jésuites, Frères de la Doctrine Chrétienne, Sœurs de la Divine Providence, Sœurs de St-Jean de Bassel) ne seraient tolérés en Alsace-Lorraine que pendant dix années, au terme desquelles ils seraient expulsés, en vertu des lois françaises de 1886, 1901 et 1904 qu'aucun Alsacien-Lorrain n'avait votées.

Considérés par Paris comme des fonctionnaires indésirables en Alsace-Lorraine, les fonctionnaires alsaciens-lorrains ne l'étaient pas moins en France. Un instituteur-stagiaire ayant été envoyé à la rentrée de 1919 dans une école de Montbrison (Loire) en fut chassé par son directeur sous prétexte qu'il avait été soldat allemand en 1914-1918. Un autre, envoyé à Privas (Ardèche) se vit refuser la poignée de main du directeur : «Je regrette, je ne puis serrer la main à un officier boche !».

Les Alsaciens-Lorrains qui devaient faire leur service militaire en France se trouvaient fréquemment qualifiés de boches et traités en ennemis ; à Langres, les choses allèrent si loin qu'au printemps de 1920, les Alsaciens-Lorrains au 21^{ème} régiment d'infanterie se mutinèrent. Enfin lorsqu'un instituteur débutant touchait comme Alsacien-Lorrain en 1919 un traitement annuel de 1 800 francs, le balayeur de rues à Paris touchait 5 289 francs !

En somme, la France voulait bien l'Alsace-Lorraine, mais sans les Alsaciens-Lorrains.

Sur le plan économique, d'après le rapport du député Cluzel à la Chambre des Députés en 1920, 40 000 entreprises industrielles et commerciales avaient été confisquées après novembre 1918 au détriment de l'Alsace-Lorraine et au bénéfice de la France. Par exemple, les usines sidérurgiques et métallurgiques de Rombach, Knutange et Hagondange, qui valaient officiellement 1,4 milliards de marks-or, c'est-à-dire 8 milliards de francs, avaient été revendues en 1919 à des entreprises privées françaises pour 385 millions de francs seulement, auxquels il convient d'ajouter 95 millions de provisions et de matières premières, soit au total 480 millions de francs. Mais après la défalcation des frais de liquidation, d'honoraires d'arbitrage, etc., sur les 8 milliards de francs primitifs, il ne restait à l'Office des Biens publics que la ridicule somme de 165 millions de francs.

La différence, soit 7,5 milliards de francs, était allée dans la poche du patronat français. Dans l'Illustration Economique et Financière du 15 mai 1920, Fernand Engerand avouait que le traité de Versailles avait totalement bouleversé les industries sidérurgiques en France et en Allemagne, et que la sidérurgie française avait été le plus grand profiteuseur mondial de la guerre de 1914-1918.

L'Alsace-Lorraine avait réalisé un énorme progrès industriel et économique durant son rattachement à l'Empire Allemand ; après le retour à la France, ce fut partout le marasme, bien que, par l'intermédiaire du président de la Chambre des Députés Jules Siegfried, l'industriel mulhousien Mieg eût obtenu l'insertion des articles 68 et 268 dans le traité de Versailles, qui laissaient les portes douanières de l'Allemagne ouvertes pendant 5 ans à tous les produits d'Alsace-Lorraine.

Les usines textiles des vallées vosgiennes étaient détruites, et à partir de 1926, les usines alsaciennes étaient écrasées par la concurrence des usines du Nord de la France reconstruites et modernisées : en 1927, 25% des filatures alsaciennes étaient arrêtées. Seules les mines de charbon de Lorraine connurent un développement après un fléchissement passager : l'extraction, qui avait baissé de 3,79 Mt (millions de tonnes) en 1913 à 2,59 Mt en 1919, avait grimpé à 5,27 Mt en 1924.

Mais les mines de fer n'atteignirent qu'en 1928 le niveau de 1912 ! En 1913, l'extraction de minerais était de 21,13 Mt ; elle tomba à 7,13 Mt en 1919 et ne remontait qu'à 12,48 Mt en 1924 ; le nombre de mines de fer en activité passait de 49 en 1913 à 47 en 1919 et à 32 en 1924. La production de fer, qui en 1913 était de 3,87 Mt tombait en 1919 à 1,113 Mt pour n'atteindre que 2,98 Mt en 1924. Et si le nombre des mineurs de charbon montait de 16 328 en 1913 à 29 715 en 1924, celui des mineurs de fer dégringola de 17 273 en 1913 à 9 534 en 1919 pour remonter légèrement à 10 459 en 1924. Le développement des mines de potasse était spectaculaire, passant de 350 000 en

1913 à 1,222 Mt en 1920 et 1,665 Mt en 1924 ; mais les salaires y étaient très bas et ne compensaient pas les pertes subies ailleurs.

L'agriculture régressa également jusqu'en 1923. Le vin alsacien se vendait mal en France et la vente du houblon en Allemagne ne rapportait rien du fait de la forte dévaluation du mark. Si la culture du tabac se développait, les revenus tirés des céréales avaient baissé de 25 %.

Cet effondrement économique de l'Alsace-Lorraine après son rattachement à la France, et la montée continuelle du coût de la vie expliquent le nombre exceptionnel de grèves :

en	1919,	85	grèves	firent	perdre	814	759	journées	de	travail	
en	1920,	80	grèves	firent	perdre	1	149	049	journées	de	travail
en	1921,	95	grèves	firent	perdre	1	017	612	journées	de	travail
en	1922,	29	grèves	firent	perdre	160	926	journées	de	travail	
en	1923,	46	grèves	firent	perdre	1	219	397	journées	de	travail
en 1924, 49 grèves firent perdre 200 633 journées de travail.											

Pourtant, la France ne voulait pas voir que ces grèves et cette agitation sociale étaient les conséquences de l'effondrement économique et de la condition «coloniale» des travailleurs, engendrés par le changement de statut politique de l'Alsace-Lorraine ; elle préféra, et c'était phis facile, [en rejeter la responsabilité sur le pangermanisme et les autonomistes.

L'espion Léon Becker, au service de la police française, n'avait-il pas déclaré le 12 novembre 1919 que Charles Hueber, l'un des meneurs de | grèves, touchait 1 000 francs par mois du comte Rapp, membre du gouvernement d'Alsace-Lorraine en exil à Baden-Baden ? Et tout s'expliquait...

2. L'autonomisme et les ouvriers

En réalité, le «trio badois» essayait de prendre le train en marche et d'ajouter sa teinte autonomiste aux manifestations des travailleurs profondément déçus par la France. Ce qui était inutile car même sans Rapp, Ley et Muth, le mouvement autonomiste aurait quand même vu le jour, ne serait-ce que par la condition faite aux indigènes par les nouveaux maîtres.

Toujours est-il que lors des grèves lorraines en 1919, qui avaient fortement secoué les centres industriels de la Petite-Rouelle, de Spittel, de Kreutzwald, de Hayange, de Hagondange, de Metz, et d'Alsace (notamment à Mulhouse), ainsi que les Chemins de fer d'Alsace-Lorraine, la police aurait ramassé des tracts imprimés à Baden-Baden, dans l'imprimerie du Badener Tagblatt.

Le grand chef d'orchestre de toute cette agitation était l'Alsacien Charles-Louis Hueber (1883-1943), né à Guebwiller en Haute-Alsace? 21 avril 1883. Ancien serrurier devenu gérant d'imprimerie, la guerre l'avait jeté sur le front et la révolution de novembre 1918 avait fait de lui un membre influent du Soldatenrat ou Soviet de Soldats de Strasbourg Dès cette époque, il affichait ouvertement son autonomisme, avant donc Rapp, Ley et Muth. Le 17 novembre 1918, le jour même de l'entrée triomphale des troupes françaises à Mulhouse, Charles Hueber proclama au Sängershaus sous un tonnerre d'applaudissements : «Vom Jura bis zum Moselstrand soll ein freies Volk, ein freies Land sein ! (Du Jura jusqu'au bord de la Moselle doit exister un peuple libre, doit exister un pays libre !)».

Après la signature du traité de Versailles, Charles Hueber reprit ses occupations de secrétaire du syndicat des Métaux. La police le surveillait particulièrement et un rapport du 2 août 1919 résume ainsi ses activités durant les grèves de juin-juillet 1919 :

«Il prend la parole dans les réunions ouvrières et a su assez habilement combiner ses plans pour que la grève subsiste toujours à l'état latent dans l'une ou l'autre corporation ouvrière de la Basse-Alsace. Cette tactique a depuis quelque temps ému certains ouvriers patriotes, car on est presque certain d'autre part que Hueber est un partisan de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine».

Il est clair que dans les relations Rapp-Hueber, le second n'était point l'agent du premier ni son

disciple. Le secrétaire du syndicat des Métaux utilisait les possibilités financières et les services de Rapp, mais le sentiment autonomiste lui était propre, comme à beaucoup d'Alsaciens-Lorrains. C'est ainsi qu'il avait pu faire imprimer sans frais ses tracts de 1919 à Baden-Baden.

Du reste, il n'existait pas de relations directes entre Rapp et Hueber : Hueber se contentait de recevoir ses mille francs mensuels par l'intermédiaire de l'architecte Joseph Koessler, ancien maire de Saint-Avold, acquitté par la Cour d'Assises du Bas-Rhin le 18 mai 1919. Hueber avait l'étoffe d'un chef et non d'un exécutant, comme le démontre le fait qu'il fut député en 1924-1928 et 1936-1942, maire de la ville de Strasbourg de 1929 à 1935, puis conseiller général de Strasbourg-Sud et conseiller municipal.

Au début de 1920, Charles Hueber ajoutait à sa fonction de secrétaire du syndicat des Métaux celle de secrétaire de la Fédération socialiste du Bas-Rhin ; il exerçait désormais une très grande influence sur la classe ouvrière d'Alsace-Lorraine. Le 6 mars 1920, grâce à Edmond Schwartz, ami et confident de Hueber, éclatait une grève des métallurgistes, alors que le pouvoir espérait un arrangement à l'amiable entre patrons et ouvriers et que les autres syndicats se déclaraient partisans de la conciliation.

La grève se durcit et provoqua du 24 au 26 mars une première grève de solidarité d'une durée de 48 heures, au cours de laquelle se produisirent de «graves désordres». Les meneurs apparents étaient Edmond Schwartz, Paul Meyer (Strasbourg), Charles Hornecker (Mulhouse), Eckhardt et Trunzer. Huit mois plus tôt, le 22 juillet 1919, une bataille avait déjà éclaté à Strasbourg entre les conducteurs de tramways en grève et les soldats français qui les chargeaient aux cris de «Prussiens !». En 1920, c'étaient les ouvriers alsaciens-lorrains qui expulsaient les Français de Rombach en les traitant d'«étrangers».

Le 19 avril 1920, le «trio badois» entra en jeu et faisait distribuer un tract incitant à la révolte : «Tout le monde dans la rue ! Le gouvernement français nous refuse l'autonomie. Nous devons la conquérir devant l'univers. Ne reculez pas devant les baïonnettes ! Si l'on tire, ne vous sauvez pas ! Qui meurt pour la liberté est immortel !»

Le lendemain, 20 avril 1920, la grève générale «à caractère politique» éclatait d'abord à Hagondange en Moselle. Le personnel de l'ex-entreprise Thyssen croyait ses intérêts menacés par l'élimination d'une partie du personnel alsacien-lorrain et son remplacement par un personnel français venu de l'Intérieur. Une violente campagne se déclenchait en faveur de «L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains ! (Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern !)». Un tract imprimé sur les rotatives de la Freie Presse socialiste à Strasbourg (Volksdruckerei) était distribué parmi le personnel des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine :

«Appel aux Cheminots du réseau Alsace-Lorraine !

«Le droit à l'existence pour nos enfants du pays (unserer Landeskindern) vous appelle à la lutte contre l'injustice, contre la force brutale et contre le terrorisme (Schreckensherrschaft) qui sévissent chez nous en toute connaissance du gouvernement.

«La France n'est pas la France pour laquelle nos pères avaient conservé de la sympathie, elle n'est pas la France dont nous avons rêvé, avec sa tradition démocratique de Liberté, d'Egalité et de Fraternité (Frankreich ist nicht das Frankreich, für welches uns unsere Väter die Sympathie wach gehalten haben, es ist nicht das Frankreich, das wir uns entsprechend seiner demokratischen Tradition in Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit erträumten). Nous avons espéré que ce pays, qui a inscrit la Fraternité sur ses drapeaux, nous offrirait également des comportements fraternels. Mais le rêve fut court et scandaleuses sont ses réalités nues (Doch kurz war der Traum und skandalös sind die ernüchternden Tatsachen).

«La domination arbitraire et la grossière exploitation que nous constatons et dont nous ressentons les effets dans la France démocratique, nous les tenions pour impossibles. Nous sommes trompés ! (Wir sehen uns getäuscht !)

«Où est la Fraternité dans la vie civique ? Les fils d'Alsace-Lorraine sont systématiquement éloignés des postes de direction dans l'Etat et l'Administration. Et ce n'est pas tout ! Non ! Des fonctionnaires sont écartés de leur place par la violence, parce qu'ils se sont opposés aux actes scandaleux de gens sans conscience, qui s'imaginent être ici (en Lorraine) des dieux ! (Die da Götter zu sein wähnen).

«Le droit ethnique, que possède chaque homme de jouir de la terre sur laquelle il est né, est foulé aux pieds par des parvenus qui expulsent arbitrairement nos fils hors de notre pays, s'ils refusent de se plier à leurs caprices (Das Heimatrecht, das ein jeder Mensch auf die Scholle, auf der er geboren wurde, hat, wird von den Ankömmlingen mit Füssen getreten, sie stossen Sonne unseres Landes hinaus wie es ihnen gefällt, wenn sie sich nicht ihrer Willkur fügen).

«La force militaire lancée contre un peuple qui lutte pour son existence perd toute retenue ; elle foule aux pieds des chevaux les femmes et les enfants sans défense, comme s'ils étaient des marchandises vénales. Les tire-au-cul et les exploiters jouissent sans contrainte de la pleine liberté pour accomplir des actes franchement scandaleux ; ils ont même le soutien du gouvernement. Le peuple qui lutte là-contre est écrasé (Lorraine, Strasbourg, Colmar et Belfort)...

«Camarades ! Ce que réclament les Lorrains, nous le réclamons nous aussi ; ce sont aussi nos réclamations ; bien plus, ce sont les mêmes réclamations que nous avons déjà faites le 12 septembre 1919, pour lesquelles on nous avait promis chaque jour satisfaction, sans qu'aujourd'hui une seule d'entre elle ait été encore satisfaite. N'avons-nous pas réclamé la nationalisation des biens alsaciens-lorrains ? Sommes-nous Chemin de fer d'Etat ?

«Ne voulons-nous pas sauvegarder les droits de notre sang et de notre ethnie ? (Wollen wir nicht die Wahrung unserer Bluts — und Heimat-rechte ?) Ne voulons-nous pas que soit immédiatement réglée par voie législative la situation juridique de nos employés, avec la sauvegarde des acquisitions sociales antérieures ?

«Nous demandons qu'aucun indigène (Landeskind) alsacien ou lorrain ne soit lésé dans sa situation administrative par un Français immigré de l'intérieur ; nous demandons en outre le renvoi des incapables et des agents en surnombre ; nous demandons notre propre administration ; nous demandons le départ des fonctionnaires venus de l'intérieur de la France, de ceux qui ne comprennent pas la langue du pays et qui font tort notre Heimat : ils peuvent et doivent être remplacés par des indigènes (Wir verlangen ferner Entfernung der unfähigen, überflüssigen und unsere Verwaltung ; und somit unsere Heimat schädigenden Beamten au. dem Innern Frankreichs, desgl. derjenigen, die die Sprache unseres Landes nicht verstehen : Sie können und müssen durch Landeskinder ersetzt werden).

«...Il en va de ce que nous avons de plus sacré, de la sauvegarde de nos droits ethniques (Es geht ums Heiligste : Wahrung der Heimatrechte)»

Tel était l'essentiel du tract distribué par l'Union des Syndicats des cheminots d'Alsace-Lorraine. Une grève générale de solidarité fut ensuite déclenchée par les autres fonctionnaires : aux cheminots s'ajoutèrent les employés des Postes et les instituteurs et institutrices du Syndicat des maîtres chrétiens, ces derniers sur l'instigation officielle de Wicky à Mulhouse et de Richard à Colmar.

Durant plusieurs jours, toute la vie économique des trois départements d'Alsace-Lorraine se trouvait complètement suspendue et une grande effervescence régnait parmi la population.

Le rapport que Joseph Csendes envoyait de Strasbourg au Comité Exécutif de la Illème Internationale à Moscou s'exprimait ainsi :

«La politique de la Chambre du Bloc National parisien a plongé les travailleurs dans une situation sociale et économique intenable. Le mécontentement général ne connaît plus de bornes. La situation d'Alsace-Lorraine était arrivée fin avril 1920 au point d'ébullition. L'air était chargé d'électricité et on pouvait s'attendre à chaque instant à un coup de foudre.

«Le 21 avril 1920 à minuit, la tempête éclata dans toute l'Alsace-Lorraine. A 8 heures du matin,

tous les rouages étaient arrêtés. Pas une fabrique, pas une locomotive ne marchait, pas un facteur n'avait pris son service. 98 % de la population ouvrière, organisée ou libre, avaient obéi à l'ordre du jour. Ce n'était pas une grève générale, mais un véritable mouvement populaire. L'industrie, le commerce, les moyens de transport, étaient paralysés. Les directeurs, le gouvernement, la bourgeoisie, étaient complètement désarmés devant cette gigantesque manifestation. S'il y avait eu une étincelle révolutionnaire de plus, on aurait pu faire enfin table rase. Le mouvement se serait même propagé dans les régions voisines. Le gouvernement avait perdu la tête, il se trouvait dans un état hystérique.

«La masse espérait tout de ce mouvement général. Mais l'incapacité du Prolétariat à prendre les rênes du gouvernement et la mauvaise volonté des chefs laissèrent échapper une victoire si facile à obtenir. La misérable bureaucratie des syndicats, qui voyait d'un mauvais œil l'extension du mouvement révolutionnaire dans la masse, a fait tout son possible pour écarter le danger».

Csendes fait ici allusion à la délégation qui, au lieu de prendre le pouvoir à Strasbourg, s'était rendue dans la soirée du 24 avril 1920 à Paris, où elle fut reçue par Paul Jourdain, né en 1878 à Altkirch, député radical du Haut-Rhin depuis 1919, et alors ministre du Travail dans le cabinet Millerand. Cette délégation comprenait Eugène Imbs, secrétaire général de l'Union des Syndicats Libres du Bas-Rhin, ancien membre du Landtag Elsass-Lothringens et depuis le 10 mai 1919 membre du Conseil Supérieur d'Alsace et de Lorraine, Auguste Wicky, autre socialiste membre depuis le 10 mai 1919 du Conseil Supérieur d'Alsace et de Lorraine ; Fritz Becker de Metz représentait la Lorraine.

Dans la soirée du 25 avril 1920, de Paris, par téléphone et au nom de toute la délégation, Eugène Imbs donna ordre au comité de grève de procéder à la reprise du travail. Cet ordre fut communiqué aux grévistes de Strasbourg au cours d'un meeting tenu dans la matinée du 26 avril 1920, place de la Bourse, devant l'immeuble de la Freie Presse, où Charles Hueber, secrétaire de la section socialiste du Bas-Rhin, avait son domicile.

Charles Hueber apparut alors à une fenêtre du deuxième étage pour crier aux grévistes que la délégation les avait trahis à Paris, qu'il ne fallait point interrompre une manifestation si grandiose sur de simples promesses et sans avoir obtenu quelque chose de concret. Il en résulta que le comité de grève ne put procéder à la reprise du travail immédiatement, et ce ne fut que le lendemain, 27 avril 1920, après le retour d'Imbs, que la situation se normalisa.

Dans le rapport de Csendes au Comité Exécutif de la IIIème Internationale, on pouvait lire : «Le quatrième jour, les pourparlers furent engagés à Paris, malgré l'énergique protestation des délégués des P.T.T. qui durent céder ensuite à la violence de leurs camarades. Un accord inspiré par Millerand fut accepté. Le gouvernement ne s'engageait à rien, mais les ouvriers étaient obligés d'arrêter le combat. La dictature outrageante des traîtres socialistes est alors entrée en vigueur, et sur l'ordre du général en chef des syndicats, conseillé par son bon ami Jouhaux, les ouvriers durent reprendre le travail».

A partir de ce jour, Charles Hueber devint l'ennemi acharné d'Eugène Imbs. A la fin de décembre 1920 et à la suite du Congrès socialiste de Tours, il créait avec Ernest Haas et Michel Heysch (ce dernier décoré des palmes académiques) le Parti communiste d'Alsace-Lorraine ; se séparant de la IIIème Internationale, le nouveau parti se rattacha à la IIIème Internationale de Moscou. Comme organes de presse, il conservait en Lorraine Die Volkstribune et en 1921 il fondait pour l'Alsace Die Neue Welt. Le premier journal tirait à 9 000 exemplaires et le second à 4 000.

Toutefois, les communistes ne rallièrent qu'une minorité des socialistes d'Alsace-Lorraine. Un an plus tard, le 29 novembre 1921, ils étaient 4 600 en Basse-Alsace, 3 700 en Lorraine et seulement 1 500 en Haute-Alsace, soit au total 9 800 membres environ. Il n'en restait pas moins qu'en 1920, donc quelques mois à peine après la signature du traité de Versailles qui annexait l'Alsace-Lorraine à la France, cette dernière avait réussi à dilapider l'immense capital de confiance qu'Elsass-Lothringen, opprimé par la dure dictature militaire avait chimériquement placé dans une France

idéalisée et irréaliste.

Des événements, auxquels l'Alsace-Lorraine se sentait étrangère et qu'elle n'avait point voulus, avaient renversé son destin historique. La France détruisait une nation dont elle avait pourtant joyeusement fêté l'autonomie en 1911 ; elle faisait avorter un Etat rhénan, elle plongeait un peuple dans un malaise lourd d'un avenir tragique.

Dès les premières grèves, Der Republikaner de Mulhouse énumérait le 22 mars 1920 toutes les graves erreurs commises depuis l'armistice : «Cartes d'identité ; Commissions de Triage ; qualificatifs de «Boches» ; censure ; autocratie militaire ; autorités administratives incapables ; favoritisme unilatéral ; intervention des soldats et des organismes civils contre les travailleurs à l'occasion des mouvements de grèves professionnelles ; importation de fonctionnaires qui appliquent une politique «coloniale» ; attentats gouvernementaux contre la langue allemande, dans les écoles, dans l'appareil judiciaire et dans les communiqués officiels ; salaire des enseignants inférieur à celui qui était accordé aux gens venus de l'Intérieur».

Et après cette triste litanie, le journal socialiste se posait la question : «Où conduiront ces premiers débuts dans leurs futurs développements, si le gouvernement ne se met sérieusement en devoir d'écarter du chemin la pierre d'achoppement ?».

Et faisant allusion aux frères alémaniques de Suisse, Der Republikaner lançait ce grave avertissement : «Le gouvernement veut-il laisser arriver les choses au point que le peuple d'Alsace-Lorraine s'écrie avec Guillaume Tell : C'est en un bouillonnant poison de dragon que tu as changé le lait de mes douces manières ! (Will sie es soweit kommen lassen, bis das elsass-lothringische Volk mit Tell ausruft : In gärend Drachengift hast du die Milch der frommen Denkart mir verwandelt !)».

Et le 20 mai 1920, le même journal écrivait :

«Personne d'entre nous n'aurait pu croire qu'il fût possible en France de lancer des charges de cavalerie contre des Alsaciens, qu'en Lorraine on enlevât les moyens d'existence aux travailleurs indigènes pour les donner à des immigrants, voire même à des Belges... Si on n'y apporte pas rapidement le remède... nous devons nous dire en Alsace-Lorraine que nous ne sommes pas des Français (Wenn nicht baldigst Remedur geschaffen wird... müssen wir uns in Elsass-Lothringen sagen, wir sind keine Franzosen) ! On nous traite pire que des indigènes coloniaux (Man behandelt uns schlimmer als Kolonialeinwohner). Et si l'on continue à nous traiter ainsi, alors il nous faudra, d'une manière ou d'une autre, nous faire rendre justice. Car cela ne peut et ne doit plus continuer. Nous nous le devons à nous-mêmes, et nous le devons à l'humanité !».

La détermination des ouvriers et des fonctionnaires alsaciens-lorrains fit hurler les jacobins français. Le 16 septembre 1922, un certain Casa Soprana se fit l'écho de ces bons patriotes dans Le Cri de Strasbourg en lançant un article fielleux et injurieux à la tête des fonctionnaires indigènes « Trop d'entre vous sont de secrets bochisants,... profiteurs du régime actuel... Fermez-la ! et allez vous cacher, vous êtes de mauvais citoyens, dignes de tout mépris et de toute sévérité... ».

Ainsi donc, tout Alsacien-Lorrain qui voulait rester lui-même, rester ce que l'histoire et la géographie avaient fait de lui, devenait un «mauvais citoyen». Joseph Rossé réagit, et au nom de la Fédération des Fonctionnaires d'Etat, il intenta un procès contre Casa Soprana qu'il gagna le 9 juillet 1923 grâce à la plaidoirie de maître Julien Kraehling originaire de Kingersheim. La Fédération toucha 1 001 francs de dommages et intérêts...

Le 4 octobre 1920, un rapport envoyé au gouvernement par un de ses agents d'observation écrivait : «Si on faisait le plébiscite maintenant, il n'y aurait pas une majorité pour la France. Les Allemands, en 50 ans, n'avaient pas réussi à se faire aimer, les Français en moins de 20 mois se sont fait détester».

L'année suivante, le congrès des Cheminots d'Alsace-Lorraine se réunissait à Metz les 8 et 9 avril 1921 ; les délégations de Mulhouse et de Bischheim se montrèrent les plus violentes. Le premier

jour, Jacquet, de Mulhouse, déclara : «... Le gouvernement a saboté toutes les administrations... A l'oppression allemande a succédé l'oppression française. Celle-ci, invoquant le danger bolchevique, reste ultra-militaire...».

Joseph-Emile Fürstoss, né en 1872 à Fessenheim, ancien membre du conseil général du Bas-Rhin, et membre du comité exécutif des cheminots de Bischheim, parla comme les autres orateurs «des promesses faites au pays après l'armistice par les hommes d'Etat et les généraux. Tout cela fut dit pour éviter en Alsace-Lorraine un plébiscite. Rien n'est changé ; au contraire, ce que nous avions de bon est saboté et malheureusement nous n'avons rien à espérer des gens qui sont actuellement au pouvoir».

Fürstoss terminait : «Cette situation ne saurait être tolérée plus longtemps», et il lança un appel à la révolution qui seule «délivrera le monde du chaos actuel». Finalement, le congrès rejeta le statut élaboré par le sous-secrétaire d'Etat Tissier pour les cheminots d'Alsace-Lorraine.

De nouvelles réunions eurent lieu à Metz le 22 avril et le 20 juin. Ce dernier jour, le général Hirschhauer, sénateur de la Moselle, voulut prendre la parole ; les cheminots exigèrent qu'il leur parlât en allemand et non en français ; comme le général s'y refusa, il fut copieusement hué et dut se retirer. A Colmar, le 8 novembre 1921, le chef de gare tournait en dérision les décorations françaises portées par des cheminots engagés volontaires et injuriait la France. Et l'Echo de Paris de se demander : «Qu'arriverait-il en cas de mobilisation, si l'armée devait avoir des traîtres sur ses voies de communication ?»

Le 17 août 1922, Charles Hueber prononça un discours de protestation contre l'expulsion d'Alsaciens-Lorrains qui avaient un ou plusieurs ascendants allemands. Le compte rendu de la manifestation s'exprimait ainsi : «Hueber Charles prend ensuite la parole. Il déclare qu'il a appris que l'on a projeté de saboter la réunion pour la dissoudre aux cris de «Vive la France !», mais que le calme et l'esprit de discipline des assistants sauront faire échouer cette manœuvre réactionnaire.

Il précise que cette réunion provoquée par le Parti communiste, aurait dû être organisée en collaboration avec tous les autres partis, étant donné qu'il s'agit en l'occurrence d'une question alsacienne-lorraine et que tous les représentants de la population alsacienne avaient protesté contre l'expulsion des familles allemandes. Il blâme les autres partis qui se sont abstenus de cette manifestation, notamment les socialistes dissidents qui ont abandonné aux communistes le soin de défendre les intérêts du pays.

«Les clameurs de protestation d'une contre-manifestation venant de la place Kléber ayant excité l'orateur de plus en plus, il donne à son discours un sens nettement neutraliste. Il s'écrie que c'est aujourd'hui que les Français font pour la première fois une manifestation contre les Alsaciens, alors que ceux-ci n'ont jamais manifesté contre les Français. D déclare que c'est la première manifestation patriotique qui n'ait pas été organisée par Fritz Kieffer (président des comités de réception en novembre 1918) et dont les frais n'ont pas été payés par les contribuables alsaciens».

Hueber affirma textuellement : «On veut nous forcer à devenir quelque chose que ne sommes pas du tout et dont nous sommes séparés par notre langue. On peut dire ce que l'on voudra, nous sommes Alsaciens avant tout !». A ces mots, un Alsacien sortit un petit drapeau Rot un Wiss (rouge et blanc) et le plaça au bout de sa canne : l'assistance applaudit. Et Hueber enchaîna : «Oui, voici nos couleurs que nous sortions toujours en guise de protestation contre le système prussien ; nous ne les avons pas encore arborées contre la France, mais cela pourra venir, car ces couleurs sont nôtres malgré tout ; on pourra leur ajouter du bleu ou dans quelques années du noir !».

Revenant à son propos, Hueber s'écria :

«Ces mesures d'expulsion ne font qu'augmenter l'esprit de revanche qui couve déjà en Allemagne. D'ici quelques années, le régime politique de l'Alsace-Lorraine pourra changer à nouveau, et alors les mêmes expulsions se produiront dans le contraire, mais toujours au détriment de l'Alsace-Lorraine.

Et tout cela aura été possible, parce qu'on a omis, après l'armistice, de régler définitivement le sort de l'Alsace-Lorraine, enjeu de toutes les guerres qui se produisent. Dans l'époque mouvementée qui a suivi l'armistice, il y a eu des hommes soucieux des intérêts du pays ; on ne les a pas écoutés et on les a calomniés. Le gouvernement français a trouvé à cette époque des valets complaisants, qui se sont chargés de son intérêt. Ces valets qui sont aujourd'hui à la mairie de Strasbourg, sont déjà reniés par le gouvernement, parce que l'on n'a plus besoin d'eux.

Le Cri de Strasbourg en fournit la meilleure preuve. On soutiendra peut-être ces vils serviteurs encore pendant une législature, mais on s'en débarrassera définitivement ensuite. Je regrette infiniment d'être affilié à un parti international, car ce que Bulach n'a pas réussi au Palais des Fêtes, je le réussirai moi.

J'affirme qu'à partir d'aujourd'hui, je soulèverai le problème alsacien-lorrain à tous les congrès internationaux auxquels je participerai. Je protesterai contre l'introduction forcée de la langue française dans une population qui ne la comprend pas. Je protesterai contre le fait que l'on est en train d'élever des idiots dans nos écoles et qu'on force les enfants à réciter des vers qu'Es ne comprennent pas».

Et Hueber enchaînait : «Nous Alsaciens, nous ne sommes pas des imbéciles. Nous ne tolérons plus que l'on piétine nos droits ; et plus tard quand la réconciliation des peuples aura lieu, nous choisirons librement notre régime politique et nos amitiés. Nous adhérons peut-être à un peuple qui ne sera pas nombreux et qui ne comprendra peut-être que quelques millions d'hommes, mais des hommes généreux».

Il terminait par les slogans communistes : «Guerre à la guerre !», «Mourir pour la révolution plutôt que pour la réaction !» et invitait son auditoire à faire une active propagande en faveur de la question d'Alsace-Lorraine.

Un mois plus tard, Charles Hueber prononça un nouveau discours, cette fois à Bischheim, le 21 août 1922, pour attaquer

«le gouvernement qui fait des lois mais ne les applique pas, et qui se fait obéir des prolétaires par la force brutale. Il faut donc armer les ouvriers. (La France se ruine, déclarait-il, en entretenant des troupes en Rhénanie, en Syrie, et en alimentant le budget de l'armée polonaise. C'est une honte de la part de la France qui est venue après l'armistice soi-disant pour libérer ! Les armées françaises ont occupé l'Alsace pour faire régner et triompher le capitalisme. L'Alsace est envahie par des fonctionnaires français. Russ mit dene franzose ! (Les Français dehors !) Nous sommes capables de diriger nous-mêmes nos affaires».

Ces idées autonomistes et séparatistes avaient déjà été exprimées par la neue Welt l'année précédente, le 3 février 1921 :

«Le peuple alsacien-lorrain, tel un petit enfant, a pris goût à un fruit qui depuis des siècles était pour lui le fruit défendu. Il veut, à l'encontre de son oppresseur passé et de son libérateur actuel, construire une demeure qui lui soit propre, où il puisse vivre libre et sans contrainte».

L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges le 11 janvier 1923 rendit Charles Hueber furieux. Il accompagna les communistes français à la conférence d'Essen où il leur servit d'interprète et participa à la protestation commune des communistes français et allemands contre la politique de force dont le prolétariat devait une fois de plus faire les frais. Au même moment, des Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne après 1918 étaient également venus dans la Ruhr sous la direction du Dr Ernst pour protester contre la politique annexionniste et impérialiste française.

A son retour en Alsace-Lorraine, la police française arrêtait Charles Hueber et l'incarcérait quelques semaines dans la prison de la Santé. Hueber n'abandonna pas pour autant l'idée de constituer les ouvriers alsaciens-lorrains en milices ; il fit organiser les communistes en «centuries» au moins en Lorraine, et des exercices eurent lieu. En mai 1923 Roth avait convié les communistes de Hayange à un rassemblement nocturne qui réunit une soixantaine d'hommes ; il s'agissait de tester l'esprit de

discipline de chacun. L'exercice suivant devait se faire en armes.

Ainsi, après l'interdiction du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine de Joseph Hummel en 1919 par les autorités françaises et l'élimination du mouvement neutraliste du «trio badois» par les autorités allemandes en 1922, les communistes alsaciens-lorrains de Charles Hueber se plaçaient à l'avant-garde du combat autonomiste pour la survie d'Elsass-Lothringen.

3. Dans la foulée des mouvements sociaux

Les réactions aux grèves et aux manifestations populaires furent nombreuses et assez désordonnées. Elles allaient des charges de cavalerie aux Projets de lois, en passant par des sanctions ou des réalisations quelque peu fantaisistes. En avril 1920, le ministre du Travail Jourdain avait fait des promesses, une fois de plus, à la délégation ouvrière d'Alsace-Lorraine. Mais ces promesses n'engageaient pas les autorités administratives, à commencer par l'Education Nationale.

Une centaine de maîtres et de maîtresses d'école reçurent des blâmes écrits ; d'autres furent mutés pour «nécessités de service» et parfois rétrogrades Huit furent traînés devant la Chambre Disciplinaire : six instituteurs (Herzog, futur maire de Colmar, Week, Kientz, Uentz, Blind, Hosenlopp) et deux institutrices (Mme Kruch et Mme Müller) ; ils passaient pour avoir été officiellement les meneurs des grèves de 1920 et furent frappés de condamnations diverses.

Pour ne pas apparaître inutiles à la population, les députés alsaciens-lorrains du Bloc National présentèrent le 16 avril 1920 à la Chambre une résolution indiquant au gouvernement la bonne voie à suivre pour la reconnaissance d'un statut local des fonctionnaires. Le 31 juillet fut donc créée une commission sous la présidence du chanoine Eugène Müller (1861-1948)

La machine législative française se mit alors en marche, le plus lentement possible, en vertu de son principe fondamental relatif aux minorités ethniques de l'Hexagone : «Toujours promettre, accorder le moins possible et le plus tard possible». Le 11 juin 1921, le projet de la commission Müller était adopté par les députés, mais remanié le 8 avril 1922 par les sénateurs.

Mutilé, le projet repassa devant les députés qui le remanièrent encore le 22 mars 1923. Ainsi entièrement défiguré, il fut adopté par les sénateurs le 6 juillet 1923. Si la loi parut au Journal Officiel du 28 juillet 1923, les décrets d'application ne furent signés que le 8 mars 1924. Encore le furent-ils pour des raisons électorales ! Alexandre Millerand préparait les élections législatives du 11 mai 1924...

De toutes façons, avec ou sans statut local pour les fonctionnaires indigènes, l'administration française en Alsace-Lorraine demeurerait un modèle de pagaille, parce que, comme le notait fort justement le journaliste Oscar de Férenzy, les fonctionnaires français «voulurent à tout prix bouleverser toutes les méthodes, et sous prétexte d'assimiler, introduire la routine paperassière de l'administration française là où cette dernière aurait eu tout à gagner à s'inspirer des méthodes plus simplifiées, plus pratiques, plus économiques, qui étaient en usage ici. Ça c'est boche, disait-on ; nous n'en voulons pas !» Mais c'était précisément au «système boche» que les Alsaciens-Lorrains étaient attachés dans leur administration.

Les mécontentements et les froissements de tous genres entre Français et Alsaciens-Lorrains donnèrent naissance à l'éphémère Elsaesserpartei ou Parti Alsacien, fondé par un original, le baron Claus Zorn von Bulach. Il appartenait à une famille de vieille noblesse alsacienne, originaire du château d'Osthausen près d'Erstein. Le grand-père, Hugo, ancien chambellan de l'Empereur Napoléon III, était devenu en 1874 vice-président du Landesausschuss Elsass-Lothringens.

Le père, Hugo également, avait été député de Molsheim-Erstein au Reichstag en 1881-1887, membre du Landesausschuss Elsass-Lothringens de 1890-1898 et premier Alsacien à accéder aux fonctions de secrétaire d'Etat du Land Elsass-Lothringen de décembre 1908 à janvier 1914. Il était un ami personnel de l'Empereur Guillaume II et son frère François Zorn von Bulach, camérier intime du Pape Léon XIII (1897), secrétaire de la Nonciature à Madrid (1898), avait été nommé

évêque d'Erythrée en 1904, avant de devenir le 3 novembre de la même année, évêque coadjuteur de Strasbourg avec droit de succession. Après l'armistice de 1918, toute la famille Zorn von Bulach avait été expulsée et s'était retirée sur ses terres en Bade.

Le baron Claus était un personnage assez extravagant qui manquait de mesure mais qui savait parler en tribun de la plèbe, sur un ton agressif et libre, et par là il en imposait aux Alsaciens. Durant l'époque allemande, il affichait volontiers des sentiments pro-français et sa Hundesaffäre était célèbre. Dînant durant la guerre au restaurant strasbourgeois «Valentin», il fut apostrophé par un étudiant allemand parce qu'il parlait français. «Moi, riposta-t-il, je ne parle allemand qu'à mon chien !» En 1921, à son retour d'exil, il rossa un homme qui l'avait traité de «boche», ce qui lui valut d'être traduit en justice pour voies de fait.

En réalité le baron Claus Zorn von Bulach était un homme profondément aigri contre la France. Il ne pouvait oublier l'exil infligé à une famille installée en Alsace depuis plus de huit siècles, ni la colonisation administrative de la Heimat. Le refus du Jockey-Club de Paris de lui accorder le brevet de «gentleman-rider» fut la goutte qui fit déborder le vase.

Le 7 juillet 1922, Les Dernières Nouvelles» Le Journal d'Alsace et de Lorraine, La République, La Dépêche, Die Neue Welt et Die Freie Presse annonçaient pour le lendemain 8 juillet 1922, à 8 h 30 du soir, au Sängershaus à Strasbourg, la première réunion publique de l'Elsaesserpartei ou Parti Alsacien. Zorn von Bulach devait y prendre la parole et répondre faux contradicteurs éventuels. L'entrée était gratuite, et le spectacle garanti !

Ce 8 juillet 1922, la Salle des Fêtes était pleine à craquer ; environ 5 000 auditeurs y étaient entassés. Zorn von Bulach attaqua les hergeloffene Franzose (les immigrés français) et lança : «De Schwoowe hän uns ingeseift un jetzt wäre mr von de Franzose rasiert ! (Les Allemands nous ont savonnés et maintenant les Français nous rasent !)». Des tonnerres d'applaudissements secouaient la salle surchauffée. Et lorsque Michel Walter, député du Bas-Rhin et gérant de la Volkspartei (UPRA) voulut mettre un frein aux sentiments anti-français en essayant d'entonner avec ses compagnons la «Marseillaise», il fut copieusement hué avec ses amis et réduit au silence. Un vent de fronde soufflait sur l'auditoire survolté.

Le Parti Alsacien dont Claus Zorn von Bulach était le héros d'un jour rejetait tout autant le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne que la séparation d'avec la France, il réclamait le bilinguisme français-allemand dans l'administration et au tribunal ; il défendait l'avancement et la carrière des fonctionnaires alsaciens-lorrains, exigeait la libération des biens et des obligations encore sous séquestre, insistait sur le maintien des avantages sociaux acquis à l'époque allemande et réclamait une administration régionale pour l'Alsace. En cela il ne faisait que reprendre les grandes lignes du programme 1919 de la Volkspartei.

En 1923, Claus Zorn von Bulach publiait à la Freie Presse une brochure : Was will die Elsässer-Partei ? qui soulignait bien l'originalité du jeune parti. Sa nouveauté résidait essentiellement dans le fait qu'il entendait se situer, non point à côté, mais au-dessus des partis traditionnels, corporativement structurés suivant les différentes classes sociales.

L'Elsaesserpartei voulait rassembler tous les Alsaciens de toutes les catégories sociales pour les mettre au service du seul Elsaessertum, de l'ethnie alsacienne. En quoi il visait trop haut et trop tôt. Il manquait en outre de structures internes expérimentées et, en attaquant violemment la Volkspartei — coupable de temporiser et même de pactiser avec les maîtres du pays — il s'attirait évidemment son hostilité.

L'Elsaesserpartei fut sans lendemain et nous avons entendu Charles Hueber regretter un mois plus tard, le 17 août 1922, d'être affilié à une organisation internationale, sans quoi il ferait réussir ce qui avait échoué avec Claus Zorn von Bulach. Cela ne signifiait nullement que le bilan de l'entreprise fût entièrement négatif : le baron avait donné un ton et un style à une nouvelle littérature politique beaucoup plus percutante qu'auparavant ; il avait en partie libéré les Alsaciens-Lorrains de la peur des maîtres, et leurs discours, du verbalisme patriotique écœurant et stupide.

Néanmoins, les élections législatives du 11 mai 1924 se déroulèrent en j Alsace-Lorraine dans une atmosphère relativement calme et résignée, ‘ mais leur résultat se situait aux antipodes de celui de la France. Cette dernière avait vu le triomphe du Cartel des Gauches conduit par Edouard Herriot, alors que l’Alsace-Lorraine avait vu le triomphe de son rival, l’ancien Bloc National d’Alexandre Millerand.

Dans le Haut-Rhin, le Bloc National obtenait 52,7 % des voix contre 32,7 % aux socialistes, 7,4 % aux communistes et 6,3% aux radicaux-socialistes. Dans le Bas-Rhin, le Bloc National réunissait 44,2 %des voix contre 25,5 % aux socialistes, 14 % aux communistes et 10,8 % aux radicaux-socialistes. En Moselle, le Bloc National rassemblait 50,8 Vo des voix contre 23,2 % aux communistes. Finalement, l’Elsaessische Volkspartei (UPRA) eut 8 députés, l’Union Républicaine Lorraine (URL) également 8 ; les républicains-démocrates se contentèrent de 5 députés, les socialistes de 2 et les communistes qui se présentaient pour la première fois emportèrent un siège : celui de Charles Hueber précisément.

En fait les communistes n’avaient récolté que 26 266 voix en Lorraine, 20 784 en Basse-Alsace et 8 264 en Haute-Alsace, soit 55 314 au total et c’est le scrutin de la liste à la proportionnelle et au quotient électoral qui avait permis cette victoire.

L’Alsace-Lorraine avait-elle renoncé à être elle-même ? La presse parisienne le croyait. Delage écrivait dans Le Temps du 1er mai 1924 :

«L’Alsace et la Lorraine seront devenues trois départements en tous points semblables aux autres. L’impression générale... est celle d’une stabilité absolue, d’un retour définitif à la France».

Une fois de plus, Paris se trompait lourdement.

IX – L’ALSACE-LORRAINE CHRETIENNE CONTRE LE LAÏCISME FRANÇAIS

Les généraux français avaient promis en 1914, et surtout en 1918, que la France respecterait l’originalité et les libertés de l’Alsace-Lorraine. Ces promesses furent reprises et souvent réitérées par les autorités civiles.

Le 1 septembre 1920, le Président du Conseil Alexandre Millerand déclarait à Metz, exactement 17 jours avant d’être élu Président de la République : «Les mœurs, les habitudes, les coutumes auxquelles vous tenez tant et que la France, en mettant le pied sur le sol de l’Alsace en 1914, a pris l’engagement solennel, par la bouche de ses représentants, de respecter, je vous répète que non seulement elles ne devront pas être vexées, mais même pas effleurées».

Le 13 novembre 1921, c’est le ministre de la Justice Barthou qui déclarait au banquet de Strasbourg :

«Des promesses vous ont été faites, ces promesses seront tenues. Le gouvernement de la République n’est pas de ceux qui considèrent leurs engagements comme des chiffons de papier. Pendant la guerre et depuis la victoire pendant la paix qui a suivi cette victoire, on vous a dit que dans l’unité nationale qui dominait tout, on saurait tenir compte de vos traditions, de vos mœurs, de vos libertés et de vos croyances. Le gouvernement auquel j’appartiens est solidaire des engagements qui ont été pris par ceux qui l’ont précédé. Croyez en ma parole mes frères et mes compatriotes d’Alsace, ces engagements tenus !»

Le 30 mai 1923, Alexandre Millerand déclarait à Colmar, mais cette fois en sa qualité de Président de la République :

«C’est ce qu’avait bien compris des hommes comme Joffre, Poincaré et Clemenceau, quand ils promettaient à P Alsace et à la Lorraine, au moment où ils mettaient 1 pied sur leur sol, que la France respecterait avec un soin religieux ses habitudes, ses coutumes, toutes ses croyances, ses

opinions, qu'elles n'avaient rien à craindre du retour à la mère-patrie... Cette politique-là, nous ne l'abandonnerons pas».

Et le même Président de la République déclarait le 5 juin 1923 à Metz :

«Il est tels monuments de la législation locale qu'il importe de maintenir parce que nous nous réservons d'en faire ultérieurement bénéficier la France entière. Et je laisse volontiers de côté ces parties de la législation locale où la conscience est particulièrement intéressée, et qui ont provoqué des représentants les plus autorisés de la France et de la République de solennels et réitérés engagements».

Si Millerand estimait nécessaire de calmer les Alsaciens-Lorrains en ce qui touchait la question religieuse liée au Concordat de 1802 et à la loi Falloux de 1850, c'est que dans la pratique, la croyance religieuse des Alsaciens-Lorrains se trouvait souvent blessée par les fonctionnaires français.

En effet, après 1918, pour assimiler la population reconquise, Paris avait nommé 1 500 instituteurs français en Elsass-Lothringen ; non seulement ces maîtres ignoraient la langue écrite et parlée de leurs élèves, mais ils venaient de renseignement public qui depuis 1882 était laïque. Or la loi Falloux prévoyait l'obligation pour le maître de donner un enseignement religieux.

A Schweyen, commune frontalière au Nord de Bitche, un jeune instituteur français ne faisait aucun catéchisme et se moquait des prières des enfants en injuriant la Vierge Marie. Toutes les plaintes de la municipalité auprès des inspecteurs français étant restées sans effet, les parents envoyèrent le 3 janvier 1922 une délégation de 17 pères de famille, conduite par les adjoints qui remplaçaient le maire malade.

L'instituteur expulsa la délégation, mais non sans avoir dû entendre la lecture des plaintes de la population de Schweyen. Qu'arriva-t-il ? L'administration scolaire fit condamner devant les tribunaux les 17 pères de famille à une amende et 3 d'entre-eux furent passibles, en plus, d'une peine de prison. La réalité française avait un autre visage que les promesses solennelles et officielles !

Aux élections législatives du 11 mai 1924, le Bloc National avait été battu en France, mais il était largement victorieux en Alsace-Lorraine, inversement avec 62,22 % des députés de la Chambre, le Cartel des Gauches sortait vainqueur de la consultation électorale en France, mais fortement battu en Alsace-Lorraine où il n'avait obtenu que 12,30 % des députés.

Face aux 21 députés alsaciens-lorrains du Bloc National (Walter, Dr Müller, Seltz, Dr Oberklich, Dr Brom, Dr Pfleger, Bilger et Silbermann de la Volkspartei ; Jourdain, Scheer, Burger, Frey et Altorffer du parti républicain-démocrate ; plus huit députés lorrains de l'Union Républicaine, il n'y avait que 3 députés du Cartel des Gauches (les deux socialistes Jacques Peirotes et Georges Weill, et le communiste autonomiste Charles Hueber). Ainsi, une large majorité nationale s'opposait politiquement à une très large majorité ethnique. Laquelle des deux majorités allait l'emporter ?

Le fondateur de la démocratie moderne, Jean-Jacques Rousseau, avait bien prévu le cas, et pour empêcher que le «pouvoir du peuple» ne se transforme en «pouvoir sur le peuple», il avait prévu qu'une loi votée au niveau national ne devenait applicable que si le plébiscite régional (la votation des Suisses) l'acceptait.

Mais la démocratie française n'a Jamais reconnu ce droit de veto régional, de sorte qu'elle n'est qu'une fausse démocratie et une vraie dictature — l'une des moins nobles, puisqu'elle est la dictature du nombre anonyme. Et c'est bien à cette démocratie faussée que s'applique la condamnation de Rousseau : «Pour vous, peuples modernes, vous n'avez point d'esclaves, mais vous l'êtes !» (Contrat Social III, chap.15)

En fait, la crise n'existait pas seulement entre la France et l'Alsace-Lorraine, elle sévissait aussi au niveau national, à Paris. En effet, le Président de la République était sorti de son rôle d'arbitre pour faire campagne en faveur du Bloc National. Vaincu, Alexandre Millerand invita le vainqueur

Edouard Herriot à former le nouveau gouvernement, mais il essuya un refus : Herriot ne voulait point collaborer avec son adversaire battu. Millerand s'adressa alors à François Marsal qui accepta mais se vit refuser la confiance de la Chambre, de sorte qu'il ne restait à Millerand qu'une issue : la démission. Gaston Doumergue fut élu Président de la République ; il chargea Herriot de constituer son gouvernement. La crise nationale était résolue ; la crise ethnique s'ouvrait.

Le 17 juin 1924, le président du Conseil Herriot présentait son gouvernement à la Chambre et lut sa déclaration :

«La guerre a posé deux problèmes qui n'ont reçu à ce jour que d'incomplètes solutions. Le gouvernement est persuadé qu'il interprétera fidèlement le vœu des chères populations enfin rendues à la France en hâtant la venue du jour où seront effacées les dernières différences de législation entre les départements recouvrés et l'ensemble du territoire de la République — Dans cette vue, il réalisera la suppression du Commissariat Général et préparera les mesures qui permettront, en respectant les situations acquises, en ménageant les intérêts matériels et moraux de la population, d'introduire en Alsace-Lorraine l'ensemble de la législation républicaine».

Traduite en termes concrets et clairs, la déclaration Herriot signifiait que la France envoyait au diable toutes ses promesses sacrées et solennelles réitérées régulièrement de 1914 à 1923, de respecter l'originalité ethnique que de l'Alsace-Lorraine, promesses qu'Edouard Herriot s'était engagé à tenir le 29 novembre 1918. La déclaration Herriot du 17 juin 1924 signifiait encore la séparation de l'Eglise et de l'Etat par la dénonciation unilatérale du Concordat de Napoléon 1er, l'introduction des lois laïques de Jules Ferry et l'expulsion des congrégations religieuses enseignantes. Bref cette déclaration provoqua la stupeur dans une Alsace-Lorraine à qui l'on imposait une majorité nationale qu'elle rejetait et une législation qu'elle n'avait jamais votée !

Le député Robert Schuman, membre de l'Union Républicaine Lorraine, prit la tête de l'opposition ethnique. Né d'une vieille famille de paysans lorrains à Luxembourg en 1886, étudiant à Cologne, avocat à Metz et depuis 1919 député de la Moselle, spécialiste des questions allemandes, Robert Schuman (1886-1963) lut une protestation solennelle à la séance du 19 juin 1924 :

«Au nom de 21 sur 24 députés alsaciens et lorrains (les trois députés du Cartel, Peirottes, Weill et Hueber n'ayant point signé), j'ai à faire la déclaration suivante : en dehors des critiques d'ordre général que nous avons à formuler, nous avons été douloureusement surpris par la déclaration gouvernementale en tant qu'elle envisage l'introduction dans les départements recouvrés de l'ensemble des lois religieuses et scolaires.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1918 ont tous confirmé et solennellement réitéré les promesses faites pendant la guerre au nom de la nation française. Nous ne pouvions nous attendre à voir le gouvernement exposer un programme d'avenir qui est en contradiction formelle avec les programmes sur lesquels ont été élus les 7/8èmes des représentants des départements intéressés. Poursuivre la réalisation d'un pareil programme sera non seulement contraire aux principes démocratiques si souvent invoqués dans la déclaration ministérielle, mais ce serait jeter dans notre région un trouble grave au sujet duquel nous déclinons toute responsabilité».

Le socialiste Georges Weill prit la parole pour dénier à l'Alsace-Lorraine le droit à la différence, ce qui lui valut cette réplique du Dr Pfleger : «Il n'y avait pas de question d'Alsace-Lorraine, on va la créer ! ». En quoi, le Dr Pfleger ne faisait que reprendre son interpellation du 17 juin à Herriot, interpellation qui ne figure pas au compte rendu officiel de la séance : «Allez à Londres et dites à votre ami Macdonald que grâce à vous, il y a de nouveau une question d'Alsace-Lorraine ! ».

En Alsace-Lorraine, la presse se déchaîna. Le 25 juin 1924, sous le titre «Foi Punique», l'Elsaesser écrivait :

«Seule la haine de l'Eglise unit le Bloc des Gauches. M. Herriot, écoutant les socialistes alsaciens, a déclaré qu'il allait allumer la torche de la guerre religieuse. Mais M. Herriot avait compté sans le courage enthousiasme de la population alsacienne dans la défense de ses droits sacrés. M.

Herriot a fait appel «aux vœux» de la «chère population alsacienne». Nous le prenons au mot. Nous demandons le plébiscite sur les questions en litige. Pendant des siècles, on a parlé de foi punique pour stigmatiser la trahison. Le gouvernement des sectaires à Paris est en train de compromettre la fidélité de la France».

Le lendemain, 26 juin 1924, le radical Camille Dahlet publiait dans La République son article «Debout pour le plébiscite» :

«Nous étonnerons sans doute ces Messieurs du Bloc en disant que nous aussi nous sommes partisans d'un plébiscite. Que tous les députés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle démissionnent et donnent ainsi aux trois départements la possibilité de voter en toute connaissance de la responsabilité qu'ils prennent sur eux. Puisque les députés du Bloc prétendent avoir derrière eux la majorité de la population dans la question des lois laïques, ils ne refuseront certainement pas cette façon élégante et légale de le prouver sans que l'intérêt national puisse en recevoir préjudice à l'étranger. Que le peuple parle. Debout pour le plébiscite !».

La démission collective prônée par Dahlet n'eut point lieu et on a le droit de le regretter.

2. Monseigneur Charles Ruch évêque de Strasbourg

Le chef d'orchestre de cette nouvelle phase de relations mouvementées entre la France et l'Alsace-Lorraine demeure sans contredit l'évêque de Strasbourg, Mgr Charles Ruch. Charles Ruch, né le 24 septembre 1873, était le neuvième enfant d'un Père luthérien originaire de Bouxwiller et d'une mère catholique de Thann.

Ainsi, le futur évêque réunissait en sa personne la Basse et la Haute Alsace, de même que la foi catholique et la foi protestante. Son père, militaire de carrière, avait fait la guerre de Crimée ; une fois admis à la retraite, il s'était installé à Nancy, place Carnot, où il ouvrit un café-restaurant fréquenté par les militaires de la garnison et les étudiants de l'université. Sa mère était assidue — comme beaucoup d'autres alsaciens — à l'église des Jésuites de la place Léopold où le père Jaxel faisait ses sermons en allemand.

Le jeune Charles Ruch avait commencé ses études à l'école des Frères des Ecoles Chrétiennes à Nancy et rêvait de la vie des hussards, de brillants uniformes, de morts glorieuses sur les champs de bataille. Le Père Jaxel lui révéla sa véritable vocation et le fit entrer en octobre 1886 au petit séminaire de Pont-à-Mousson. En 1890, il entra au grand séminaire de Nancy. Trop jeune pour être ordonné, il fit d'abord son service militaire puis s'inscrivit à l'Institut catholique de Paris en vue du doctorat en Théologie. En 1897 il était ordonné prêtre et, à peine âgé de 25 ans, il devenait professeur de Dogme au grand séminaire de Nancy !

Vicaire général de Mgr Turinaz en 1907, il était rapidement sacré évêque coadjuteur le 16 juillet 1913 ; il prit comme armes épiscopales deux chardons, emblème de Nancy, mais peut-être aussi symbole de son caractère. En tant que plus jeune évêque de France, il fut mobilisé en 1914, cas unique dans les armées européennes ; il servit au 20ème corps d'armée en qualité d'aumônier général.

Hélas ! notre évêque-soldat n'échappait point à la mentalité nationaliste et cocardière des poilus : les termes injurieux à l'adresse des Allemands, comme «boches» et «vandales» émaillaient sa correspondance. Assurément, Charles Ruch (le mot ruch est un vieux terme alémanique, correspondant à rauh et signifiant «rude, grossier, âpre, sauvage») avait complètement renié ses origines germaniques et se faisait appeler «Ruche» en français.

Quand Mgr Turinaz mourut le 26 octobre 1918, Mgr Ruch obtint une permission militaire pour prendre la succession du défunt à la tête du diocèse de Nancy. Il avait 45 ans.

Depuis Louis XIV, la France veillait jalousement à ce que le titulaire de l'évêché de Strasbourg fût une personne favorable à la politique gouvernementale. Et si en 1871, les Allemands avaient eu la

correction et l'élégance de ne point expulser les évêques de Metz et de Strasbourg, il n'en fut pas de même en 1918. Clemenceau voulut immédiatement profiter du maintien du Concordat de Napoléon en Alsace-Lorraine pour mettre l'administration ecclésiastique au service de sa politique.

Estimant que le comportement des troupes françaises après l'armistice rendait l'exercice de leur charge épiscopale moralement impossible, Mgr Benzler, évêque de Metz, et Mgr Fritzen, évêque de Strasbourg, avaient offert leur démission au pape Benoît XV, qui la refusa, puisqu'aucun traité de paix n'était encore signé et que juridiquement, devant le silence de la convention d'armistice, Elsass-Lothringen demeurait territoire allemand.

Dès janvier 1919, Poincaré et Clemenceau firent connaître à Rome leur intention d'utiliser les articles 3 et 4 du Concordat pour changer les évêques de Metz et de Strasbourg ; le 24 avril 1919, effectivement, parure au Journal Officiel deux décrets gouvernementaux nommant Mgr Ruch à Strasbourg et l'ancien vicaire général de Mgr Benzler, Jean Baptiste Pelt, à Metz.

En même temps, Clemenceau signifiait ces nominations au Pape : «Aux termes du Concordat, la présentation n'est qu'une notification de la nomination faite par le gouvernement. Le droit du Saint Siège est de conférer l'institution qui ne peut être refusée que pour des motifs canoniques. Dans la circonstance, les évêques nommés ont été choisis sur la liste de candidats jointe à la lettre». Cette liste des évêques avait été dressée par le cardinal Amette, archevêque de Paris de 1908 jusqu'à sa mort en 1920 et «ardent patriote».

Le pape Benoît XV, pour éviter un conflit ouvert avec le vainqueur de la guerre, accepta dès lors la démission des deux évêques titulaires et le 1er août 1919, il accorda l'institution canonique aux candidats de Clemenceau. Dès le 22 août 1919, Mgr Benzler recevait son ordre d'expulsion de France pour le 27, à 9 h 30, avec un maximum de 30 kg de bagages, deux jours de vivres et 2 000 marks d'argent liquide.

La bulle romaine arriva le 6 septembre 1919 ; huit jours plus tard, le 13 septembre, dans la grosse voiture officielle du Commissaire Général Alexandre Millerand et entouré de deux officiers français, le nouvel évêque gagnait Strasbourg pour prendre possession de son siège. Ce fut un impair ! Les Alsaciens entendaient tenir leur évêque de l'Eglise et non de l'Etat français.

Le vicaire général Jost l'exprima sans trop d'ambages en recevant Mgr Ruch sur les marches de la cathédrale : «N'est-ce pas, Excellence, c'est bien Rome qui vous a choisi, Rome en dehors de toute influence étrangère ? Rome, chaque fois qu'elle le pouvait en toute liberté, nous a toujours envoyé des hommes tels que Maternus, Amandus, Arbogast !». Deux jours auparavant, l'on avait enterré très discrètement le prédécesseur, le bon Mgr Fritzen...

Pourtant, Mgr Charles Ruch donna l'exemple d'un homme de bonne volonté qui cherchait pour le salut de ses ouailles à se réenraciner dans l'ethnie d'où ses parents étaient originaires. A peine arrivé, il rédigea une lettre pastorale :

«Puisse Dieu m'accorder rapidement la connaissance de toutes vos coutumes, institutions et organisations qui vous sont chères. Elle me sont aussi chères qu'à vous-mêmes. J'appartiens à votre famille. Ma présence ne change rien à l'aspect et à la vie du diocèse. Il n'existe qu'un changement : il y a un Alsacien de plus parmi vous. Persuadé que vos coutumes sont bonnes, si on doit juger l'arbre à ses fruits, je veux apprendre à les connaître toutes pour me les approprier, les maintenir et les rendre toujours plus fécondes».

Mgr Ruch aborda ensuite la délicate question linguistique :

«Parmi ces biens de famille, il y a votre langue alsacienne. Je regrette de ne pas encore la maîtriser. Mais cela va sans dire que je dois la posséder et je le veux. Ma raison me dit que c'est nécessaire ; mon cœur, que je ferai par là plaisir à la majorité d'entre vous. Lorsque le Saint Père m'a parlé pour la première fois de Strasbourg, il m'ordonna d'apprendre l'allemand. Depuis plusieurs mois, j'en ai commencé l'étude. Presque chaque jour par amour pour vous, j'ai pris la grammaire allemande en mains... je veux le plus tôt possible pouvoir prêcher en votre langue là où

cela est nécessaire. Je caresse aussi le désir de pouvoir suivre passablement une conversation dans votre dialecte. Mais je dois vous prier de m'en laisser encore un peu de temps».

Dès le 9 décembre 1919, l'évêque pouvait écrire à un ami sa joie de pouvoir prêcher un peu en allemand, et jusqu'à la fin de sa vie, il s'appliqua à parler à ses fidèles en leur langue. Ce n'était point facile, et les sermons de Mgr Ruch n'avaient rien de très académique ; mais ils restaient compréhensibles malgré des bévues devenues légendaires.

Parlant un jour de «manche de chemise», qui se dit Hemdarmel, il accentua malencontreusement la dernière syllabe au lieu de la première et de la deuxième, et à leur grande stupéfaction, les auditeurs entendirent Hemdermehl ce qui signifiait «farine de chemises»... A un couvent de religieuses, il souhaitait un jour, au lieu de novices (Novizinneri) un grand nombre de conscrits (Rekruten)... Les jeunes filles chrétiennes (christliche Jungfrauen) devinrent à l'occasion des jeunes filles chatouilleuses ou scabreuses (kitzlichen Jungfrauen)... Et le coq de la tentation de Saint Pierre, au lieu de Hahn devint à la joie générale un Hühnerbock, un «bouc à poules»... !

La bonne volonté évidente de l'évêque ne lui épargnait cependant pas de lourdes erreurs psychologiques comme l'appel qu'il lança en novembre 1920 pour inciter les Alsaciens à souscrire à un emprunt d'Etat. Appel complètement étranger à sa mission ecclésiastique et spirituelle et d'autant plus malencontreux qu'il avait justifié sa démarche par des motifs aussi ahurissants que malheureux :

«Vos fils ont été forcés, à leur vif regret, de refuser à la France le tribut de leur sang. Pour augmenter le butin de guerre allemand, vous avez été obligés de payer votre participation à l'Allemagne. Sous la pression de la force, contre votre volonté, vous avez mis entre les mains de votre propre ennemi, les moyens de combattre votre patrie et de rendre plus lourde la charge sous laquelle nous souffrons aujourd'hui».

Et ce n'est pas tout : Mgr Ruch terminait son appel en présentant la souscription à l'emprunt d'Etat comme un plébiscite : «Vous êtes appelés par là à un authentique plébiscite (Ihr seid hier-mit zu einer richtigen Volksabstimmung aufgerufen)» (!?)

Le 23 janvier 1921, Mgr Ruch avait convoqué les chanoines de sa cathédrale pour leur soumettre deux questions ; la première concernait le recrutement clérical et la seconde l'Action Catholique et Sociale. Après les exposés des chanoines Gass (bibliothécaire), Wendling (juge à l'officialité) et Müller-Simonis (camérier), on décida la création d'une Ligue Catholique dans le diocèse.

Suivant les directives de Mgr Ruch, la Ligue Catholique d'Alsace devait avoir à sa tête un centre diocésain en relation avec les centres cantonaux qui se trouvaient en liaison directe avec les centres paroissiaux composés de Comités catholiques. «Le Comité Paroissial devait fournir sur place un groupe de nombreux adhérents catholiques, prêts à l'action et à l'apostolat, résolus à défendre vaillamment, l'heure venue, la cause et les libertés religieuses». Et à la fin de sa lettre pastorale constitutive de la Ligue, l'évêque écrivait : «L'heure presse, le travail nous appelle, nos adversaires ne sont pas inactifs. Debout et à l'œuvre pour vos droits et vos libertés religieuses, pour vos écoles, vos foyers, vos autels, pour votre Eglise et votre Dieu ! Nous pourrions ajouter : c'est pour l'Alsace et la France !».

Lors du deuxième congrès de la Ligue Catholique qui se tint à Mulhouse en septembre 1923, Mgr Ruch déclarait : «Notre école confessionnelle est sujette aux attaques. Les uns veulent la renverser, les autres veulent la contourner. On oublie qu'en renversant cette école, on forcerait les catholiques d'Alsace à une lutte pour leurs intérêts religieux contre les institutions de l'Etat !»...

Le 9 juin 1924, après la défaite du Bloc National mais avant la constitution du gouvernement Herriot, se déroulait à Strasbourg le congrès de l'Association Catholique de la Jeunesse Française. Mgr Ruch y prononça un important discours :

«Merci ! A ceux qui, pour déconsidérer les catholiques d'Alsace, pour mieux combattre leurs traditions religieuses, se plaisent à représenter comme des amis de l'Allemagne des hommes

coupables seulement d'avoir trop aimé la religion qui, depuis Clovis, a été celle de la majorité des Français, vous avez fait la meilleure réponse en venant nous donner la main. Notre presse fera connaître dans toutes nos paroisses votre nom, vos sentiments ; et alors nous saurons en ces heures où nous arrivent de l'autre côté des Vosges tant de bruits alarmants, que là-bas aussi il y a une splendide jeunesse catholique qui se donne à l'Eglise avec toute la flamme dont on est capable quand, à une intelligence, à un profond savoir, on joint un cœur pur et une âme de 20 ans !

«Merci ! Si un jour — je ne fais cette hypothèse que pour désirer de toute mon âme de Français sa non-réalisation, mais gouverner, c'est prévoir ! — si un jour les catholiques d'Alsace étaient attaqués ; si des Vosges au Rhin, de Huninge à Wissembourg, tout un peuple se dressait dans chacune de ses paroisses, résolu, frémissant, indomptable, pour défendre ce qu'il a de plus cher au monde, sa foi religieuse ; si nous devions faire appel à tous les évêques, à tous les prêtres, à tous les fidèles, à tous les patriotes, à toutes les honnêtes gens du pays, nous savons, vous venez de nous le dire en termes poignants et inoubliables, jeunes catholiques de toute la France, que vous seriez avec nous au premier rang, debout à nos côtés pour empêcher les incorrigibles adversaires de la Liberté de fouler aux pieds la parole de la patrie, les droits de l'enfance, des pères de famille et de la conscience humaine, les vœux légitimes d'innombrables cœurs. Pacifiques ! nous le sommes, nous devons l'être plus que personne. Nous ne déclarons pas la guerre ; mais si l'on vous attaque, répondez en attaquant, en luttant, non contre les hommes qui nous sont chers comme des frères, mais contre tout ce qui peut nuire à la Patrie et à l'Eglise».

3. L'Alsace-Lorraine chrétienne se dresse contre Paris

Treize jours plus tard, le 22 juin 1924, c'est-à-dire cinq jours après la déclaration Herriot, les journaux catholiques d'Alsace publiaient la vigoureuse riposte épiscopale :

«L'heure n'est pas aux phrases, mais à l'action. Les droits et libertés religieuses des catholiques d'Alsace sont menacés. Puisque la Ligue des Catholiques a été instituée pour leur défense, elle a des devoirs à remplir sur le champ».

Mgr Ruch développait ensuite une stratégie en quatre points. D'abord créer et fortifier une structure de défense ; puis faire connaître d'une part le danger qui menace, d'autre part le «non» des Alsaciens à Paris ; enfin, réunion d'un congrès général à Molsheim.

- 1) Un comité de la Ligue devait être établi dans chacune paroisse qui en était encore dépourvue, en liaison avec les Comités de canton. A Strasbourg seraient organisés dès la fin du mois de juin un comité de Jurisconsultes et une Caisse de Défense Religieuse. Le curé doyen et les correspondants locaux devaient assurer la liaison avec Strasbourg.
- 2) «La Ligue publiera des tracts courts, clairs, précis, sur les lois qui régissent dans toutes les autres provinces de France l'école, les rapports avec l'Eglise et de l'Etat, les congrégations religieuses. Nous ordonnons que dans toutes les paroisses du diocèse sans exception, la Ligue organise avant le 24 août 1924 une ou plusieurs conférences sur ces trois sujets afin que partout les fidèles sachent ce qu'on désire leur prendre et ce qu'on veut leur imposer. Les assemblées prendront les résolutions qui leur paraîtront utiles et qu'elles feront connaître au Comité Directeur avant le 24 août».
- 3) Après avoir recueilli les doléances des Alsaciens vis-à-vis des lois de Paris, les sénateurs et les députés catholiques, ainsi que les journaux feraient connaître au gouvernement et aux Français les vœux et demandes de l'ethnie alsacienne.
- 4) Le 24 août se tiendrait à Molsheim le Congrès Annuel de la Ligue des Catholiques, dont les résolutions seront «publiées dans tout le diocèse par une réunion tenue dans chaque canton, en septembre et en octobre».

Mgr Ruch terminait sa déclaration de guerre au gouvernement par trois conseils :

«Du sang-froid : pas une faute, pas de maladresse. Nos adversaires les attendent pour les exploiter. Ils s'apprêtent à dire que nous combattons la République : ne confondons pas notre cause avec une autre ; nous sommes des catholiques qui défendons notre religion. Nous sommes accusés de

combattre la France. Personne ne s'y trompera.

«De l'union : oublions tout ce qui nous sépare, ne pensons qu'à ce qui nous rapproche. Sans discipline, il n'y a que des cohues ; sans organisation, il est impossible de se défendre et d'obtenir la victoire. Alsaciens d'origine et Français venant des autres provinces, hommes, femmes, jeunes gens, n'ayons qu'un cœur et qu'une âme. Unis, nous sommes invincibles ; divisés, nous sommes en péril.

«De la rapidité :... Il n'y a plus une minute à perdre... Parlons donc bien vite, parlons tous, parlons avec respect, mais très haut».

Des lettres d'approbation et d'encouragement affluaient à l'évêché de Strasbourg. «L'orage qui grondait depuis longtemps, écrivait un groupe de prêtres, a éclaté. M. Herriot, poussé par les ennemis de l'Eglise, nous déclare la guerre. En effet, malgré l'hypocrisie des paroles prononcées, nous voyons où l'on veut en venir en introduisant en Alsace les lois appelées laïques...

Nul ne s'y trompe : l'école laïque doit être, dans l'intention de ceux qui veulent l'introduire chez nous, une arme contre l'Eglise. Ceci est d'autant plus vrai qu'ils le nient, car on sait comment ces Messieurs savent déguiser leur pensée... Nous ne pouvons pas admettre que la France commette ce forfait devant lequel l'Allemagne a reculé. Ce serait une honte à la face de tous les peuples. Ce serait commencer pour nos provinces l'histoire de la Pologne et de l'Irlande... L'Univers entier a les yeux sur vous, Monseigneur ! Allez jusqu'au bout de vos droits et de vos devoirs ! Donnez-nous vos instructions. Parlez ! Votre clergé vous suivra».

La Volkspartei (UPRA) appuya immédiatement et énergiquement l'évêque. Dès le lendemain de la publication de la lettre de Mgr Ruch, elle convoquait en assemblée extraordinaire son comité directeur : en effet le président de la Ligue des Catholiques d'Alsace, Joseph Weydmann, était membre de ce comité directeur.

Le 23 juin 1924, à 14 h, le député Seltz ouvrait la séance, en soulignant que la déclaration ministérielle, en ce qui concernait la situation religieuse en Alsace-Lorraine, était grave ; le gouvernement venait de «jeter le gant aux catholiques d'Alsace-Lorraine» ; ceux-ci le relevaient en constituant un front unique de défense catholique et régionale. Puis il donnait la parole au député Michel Walter.

Walter fit un exposé sur la situation politique et parlementaire depuis les dernières élections. Il réfuta les arguments du député Georges Weill, un socialiste, qui prétendait que l'Alsace-Lorraine s'était prononcée le 11 mai dernier en faveur de l'introduction des lois laïques. Abordant la démission récente de M. Millerand, Président de la République, il déclara que la constitution avait été violée, et qu'en conséquence, les députés alsaciens-lorrains n'étaient plus tenus de la respecter, puisqu'en fait elle n'existait plus.

C'était pour cette raison que le député Robert Schuman, parlant au nom de 21 de ses collègues sur 24, avait déclaré à la tribune : «Nous demandons qu'une consultation spéciale ait lieu sur ce point qui nous tient tant à cœur». En terminant, Walter demandait que l'on consultât les conseils municipaux au sujet des questions religieuses et scolaires. Il ne croyait pas en effet, qu'un projet de loi réclamant un référendum en Alsace-Lorraine fût ratifié par la Chambre des Députés.

L'abbé Xavier Haegy, conseiller général du Haut-Rhin, invita l'assemblée «à marcher en avant, coûte que coûte. Il faut que le gouvernement sache que les Alsaciens ne se laisseront pas conduire. Si nous devons être les dupes du juif Weill, nous ferions appel au monde entier, à l'opinion étrangère qui jugera quelle valeur peut être accordée désormais aux promesses solennelles de la France».

Le sénateur Gegauff jugea sévèrement le Cartel des Gauches et proposa l'organisation d'un front unique des catholiques et des protestants ; «ceux-ci ne laisseront pas instaurer chez eux le régime abject du fanatisme maçonnique». Puis Kleitz, conseiller général, proposa que le parti prenne en main la propagande contre l'introduction des lois laïques en Alsace-Lorraine et que l'on étende cette

propagande à la presse internationale.

Joseph Weydmann, président de la Ligue des Catholiques, donna lecture d'un vaste programme de réunions de protestation, qui commenceraient dans les villes avant de s'étendre aux villages. Il donna connaissance de la création du Comité d'Action de Défense des Libertés Religieuses et des Traditions en Alsace et en Lorraine, sous la présidence de Michel Walter. Ce Comité d'Action regroupait la Volkspartei (UPRA) la Ligue des Catholiques, toutes les associations catholiques de jeunesse et d'adultes, les Cercles Catholiques (di Bengale) et la Ligue des Femmes Françaises de la Croix-Rouge.

Avant de se séparer, les membres du comité directeur de la Volkspartei fixèrent au dimanche prochain, 29 juin 1924, à 14 h, une assemblée extraordinaire de tous les délégués de la Volkspartei. Au jour dit, les délégués cantonaux s'étaient rassemblés dans la Salle St-Joseph, 9, rue Kuppelhof à Strasbourg, et le président Seltz, député, ouvrait à nouveau la séance en annonçant le double objet de la réunion :

- 1°) prendre position contre le projet du gouvernement tendant à l'introduction de l'ensemble des lois laïques en Alsace-Lorraine ;
- 2°) étudier les moyens d'action pour lutter contre cette introduction.

Seltz déclarait que l'heure était l'une des plus graves de l'histoire nationale de la France : le gouvernement Herriot, comme d'autres cabinets d'avant guerre, était appelé à tomber sous la tutelle allemande. Après avoir rappelé que M. Delcassé, ministre des Affaires Etrangères, avait dû se retirer à la suite des exigences du Kaiser Guillaume II, M. Seltz ajoutait que M. Herriot, Président du Conseil, profane en politique extérieure et sectaire en politique intérieure, porterait préjudice au prestige de la France, en voulant introduire ce sectarisme en Alsace-Lorraine, mais que les Alsaciens sauraient réagir et qu'ils triompheraient.

Ayant reçu la parole, le député Walter reprit l'exposé du dimanche précédent et fit ressortir que le Bloc National était victime de sa conception nationaliste, mais que le Cartel victorieux ne tenait pas ses promesses essentielles (comme la suppression du double décime, le minimum de 1800 francs pour les fonctionnaires et la lutte contre la hausse des prix). Aucune de ces promesses électorales ne figurait dans la déclaration de Herriot le 17 juin ; ce qui y figurait, c'était, sous l'impulsion et la dictature de la franc-maçonnerie, la lutte anti-religieuse brutale en Alsace-Lorraine.

Soulignant combien la politique nationaliste avait été nuisible à la Volkspartei, le député Walter ajoutait : «A partir d'aujourd'hui, le temps des ménagements est passé. Nous ne compterons que sur nos propres forces et nous opposerons aux paroles infâmes du Président du Conseil des faits et des actes. Les députés du Bloc National des trois départements sont les interprètes de l'immense majorité de la population alsacienne dans la question scolaire et, quelque contestation qu'aient pu susciter les dires d'un Georges Weill, nous réclamons le référendum qui est l'un des articles de notre programme politique».

Walter termina par ces mots : «Le fruit de quatre années d'efforts catholiques pour maintenir la paix, pour adoucir certaines amertumes, pour calmer la population inquiète, vient d'être perdu».

Le troisième orateur était le comte de Leusse, spontanément ovationné Il déclara que depuis plus de quarante ans, la IIIème République s'acharnait à réaliser en France l'idéal de l'Etat sans Dieu, que la politique anti-cléricale avait tout dominé et avait dévoré les ressources budgétaires. Il ajouta que le gouvernement Herriot s'engageait de nouveau dans cette voie, mais qu'il se heurterait à la question alsacienne et à la question de l'ambassade auprès du Vatican. L'Alsace, dit-il, pouvait compter sur beaucoup d'amis à l'Intérieur, et surtout à Paris où l'on savait très bien que personne en Alsace ni en Lorraine ne demandait un plébiscite indiquant si nous voulions ou non rester français ; le référendum n'était réclamé que contre les sectaires, pour défendre nos traditions religieuses et le bien de notre patrie française.

1. Le député Brom laissait entendre que le socialiste Weill n'avait été élu que grâce aux

fonctionnaires français émigrés en Alsace, de sorte qu'il n'était point représentation alsacienne. Quant au député Charles Hueber, il préférait voir à l'école l'image du Crucifié que celle d'un général français : «Ich sehe in einer Schule lieber das Bild des Gekreuzigten als das Bild eines französischen Generals».

Lorsque le député Joseph Pflieger obtint la parole, il fut longuement ovationné par l'assemblée. Très ému, il déclara que le cœur lui saignait en voyant qu'une «clique de francs-maçons» s'apprêtait à désavouer la noble parole que la France victorieuse avait proclamée devant le monde entier : «L'âme alsacienne sera respectée ! Nous lutterons comme libres Français républicains contre un gouvernement aveuglé par les partis de gauche, sûrs que la France d'hier, la France de 1870, nous comprendra et nous aidera».

Le chanoine Eugène Müller (1861-1948), député, annonçait que «l'heure d'une lutte sans le moindre égard contre une agression brutale et sans égard était arrivée (Die Stunde einer rücksichtslosen Verteidigung gegen einen rücksichtslosen, brutalen Angriff ist angebrochen)».

L'abbé Xavier Haegy enchaîna en rappelant que le comité directeur de la Volks-partei avait décidé d'organiser le dimanche 6 juillet 1924 des réunions de protestation dans toutes les villes et tous les principaux villages, à l'exception de Strasbourg, Colmar, Mulhouse et Metz, où de grands rassemblements étaient prévus le dimanche suivant 13 juillet avec la participation de députés de l'Intérieur. Les conseils municipaux et généraux devaient prendre des résolutions et les envoyer à Paris, comme cela avait déjà été fait pour Strasbourg et Colmar.

«Personne, dit-il, ne doit se laisser intimider par les préfets ou par les sous-préfets ; la lutte sera menée jusqu'à ce que les promesses de 1914 soient renouvelées par écrit. Sans ces promesses formelles, le Nationalrat présidé en 1918 par M. le Chanoine Delsor, n'aurait pas rendu son pouvoir à la France sans garanties. L'Alsace et la Lorraine ne peuvent pas être traitées en provinces conquises par les pies et auxquelles le vainqueur impose ses volontés. Si le sectaire Herriot veut aujourd'hui plonger dans le dos du peuple alsacien le poignard détruites religieuses, il effacera alors du cœur de ce même peuple la patrie ! (Wenn der Sektierer Herriot heute dem elsässischen Volke den Dolch des Kulturkampfes in den Rücken stossen will, dann stösst er diesem selben Volke das Vaterland aus dem Herzen !)».

Avant de passer au vote de la motion, le député Joseph Pflieger reprit la Parole pour manifester la joie qu'il éprouvait de constater avec quel élan et avec quelle vigueur, la population des provinces du Rhin et de la Moselle s'était dressée «pour signifier énergiquement aux Loges qu'eue n'entendait point se laisser brimer par les francs-maçons.

En raison de l'indignation qui éclatait partout, le référendum s'imposait immédiatement sous forme de pétition réclamant la sauvegarde du statut local de l'Eglise et de l'école en même temps que le maintien de l'ambassade de France auprès du Vatican. Cette pétition serait soumise à la Chambre des Députés, et «en cas de résistance, nous saurons opposer nos têtes carrées à l'introduction des lois laïques en Alsace et en Lorraine».

La motion fut votée à l'unanimité et elle s'exprimait ainsi :

«L'assemblée générale de l'UPRA constate que la menace d'un déchaînement des luttes religieuses en Alsace et en Lorraine a été accueillie par toute notre population croyante avec une douleur et une indignation très vives.

«Constatant que cette menace porte une grave atteinte à nos droits les plus sacrés, à nos libertés les plus chères, et constitue une rupture des promesses faites solennellement à l'Alsace et à la Lorraine au nom de la France, le parti a la certitude d'être l'interprète de la majorité de nos populations en protestant avec la dernière énergie contre le projet et toutes les mesures visant à l'introduction des lois laïques dans les provinces recouvrées.

«Pour que cette majorité puisse s'affirmer non douteuse, le parti réclame une consultation populaire sur cette question, revendication qu'il soutiendra à outrance.

«Le parti constate que notre population est résolue, dans ce débat, à épuiser tous les moyens. C'est pourquoi il adresse à tous les milieux croyants, à tous les partisans de la tolérance, de la liberté et de la fidélité à la parole donnée qui se trouvent en France, l'appel le plus pressant de leurs frères des provinces désannexées pour qu'ils leur apportent leur appui dans la défense énergique des convictions religieuses, des traditions et des institutions garanties. Ce faisant, le parti estime, par sa ferme attitude, servir les intérêts vitaux de la France».

La campagne de pétitions se développa rapidement. Le ton avait été donné par la motion du comité directeur de la Volkspartei :

«Le comité directeur de l'UPRA a pris connaissance avec indignation des déclarations du gouvernement, annonçant l'introduction en Alsace et en Lorraine de la législation laïque régissant l'Intérieur de la France.... Il n'aurait jamais cru possible qu'un gouvernement français ravît à l'Alsace les libertés auxquelles même les hommes d'Etat allemands n'ont osé toucher... Le parti adresse à toutes ses sections locales, à ses membres et amis, l'appel pressant de se tenir prêts à la lutte qui va s'ouvrir».

Sur les 945 conseils municipaux que comptait l'Alsace, 675 exprimèrent leur ferme volonté de s'opposer à l'offensive laïque. Le conseil municipal de Haguenau par exemple s'exprimait ainsi le 11 juillet 1924 :

«Considérant que l'introduction, dictée par la haine religieuse, des lois laïques doit nous apporter une situation qui consisterait en réalité à supprimer l'ambassade auprès du Vatican, à séparer l'Eglise de l'Etat, à léser les droits de nos établissements congréganistes et surtout à introduire des écoles sans Dieu, de manière à briser brutalement une tradition religieuse ininterrompue de plus de 12 siècles et intimement liée à nos libertés et à nos traditions démocratiques, le Conseil municipal de Haguenau déclare solennellement et avec toute son énergie que la population qu'il représente et toutes les populations autour de Haguenau, n'accepteront jamais l'introduction annoncée des soi-disant lois laïques avec leurs conséquences (... dass die von ihm vertretene Bevölkerung ebenso wie die der Gegend deren Mittelpunkt Hagenau ist, niemals die angekündigte Einführung der sogenannten Laiengesetze mit ihren Folgen annehmen wird).

En vue de quoi, le Conseil municipal proteste avec toute la vigueur possible, contre toute modification de la situation telle que les autorités françaises l'ont trouvée à l'armistice et qu'elles nous avaient promis de respecter réclame un plébiscite sur les questions ci-dessus nommées et se déclare décidé, solidairement avec l'immense majorité des concitoyens, à recourir à toutes les mesures capables de faire échouer les prétentions d'un gouvernement mal conseillé (...alle Massregeln anzuwenden, um die Absichten einer übelberatenen Regierung zu vereiteln)».

Les Eglises protestantes faisaient cause commune avec l'Eglise catholique :

«Les Cercles catholiques de notre pays se sont levés pour la défense de religion. Pour nous protestants, la foi, la religion évangélique ne sont moins qu'à d'autres la chose la plus sacrée et la plus chère dans la vie. Nous nous défendrons donc avec la dernière énergie, afin que la possibilité et les moyens soient laissés à nos enfants de cultiver la vie religieuse dans nos écoles, comme par le passé... Si l'on devait nous obliger à une lutte au nom de l'école religieuse, il faudra l'accepter, et nous la mènerons avec la conscience de combattre pour la plus grande et la plus noble des causes».

Ernwein, président du directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsburg, et Kuntz, président de la Commission synodale de l'Eglise Réformée, après avoir constaté la grande émotion des fidèles protestants, ajoutaient :

«Les soussignés expriment aussi de la manière la plus formelle le souhait qu'aucune modification ne soit apportée à la situation actuelle sans un accord préalable des autorités civiles et religieuses...(... dass keine Änderung an dem jetzigen Zustande vorgenommen werde ohne vorhergehende Verständigung der staatlichen und kirchlichen Behörden...). Ils tiennent pour absolument nécessaire que l'enseignement religieux obtienne sa place dans les horaires de classe,

quel que soit le système scolaire jugé bon par le gouvernement (...dass dem Religionsunterricht im Studienplan eine Stelle eingeräumt werde, welches auch das Schulregime sei, das die Regierung zu wählen für gut findet)».

En Moselle, la lutte était conduite par Mgr Pelt, évêque de Metz qui, à la suite de la Ligue Catholique d'Alsace, avait créé la même année 1921 le **Lothringer Volksbund** (Ligue Populaire Lorraine). Dans le deux cas, aussi bien en alsace qu'en Lorraine, il suffisait de ressusciter l'organisation catholique d'avant 1918, le célèbre Volksverein für das katholische Deutschland ou Ligue Populaire pour l'Allemagne Catholique. En novembre 1921, l'évêque confiait la direction du Lothringer Bund à Jean Dumser, déjà bien connu du lecteur.

Né à Rolbing, à quelques mètres de la frontière de la Sarre, Jean Dumser avait été d'abord élève au collège de Bitsch, puis au petit séminaire de Metz. Il passa la guerre de 1914-1918 en Suisse, à Fribourg, dont il fréquenta l'université et où il conquist le grade de docteur es Sciences Economiques. Dumser rentra en Lorraine en 1919 comme rédacteur au Journal de Thionville où il mena une campagne autonomiste aussi vive qu'originale en tant que trésorier du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine de Joseph Hummel en juillet-août 1919.

Mis en demeure de donner sa démission de trésorier (21 août 1919), et même de quitter le parti à l'occasion de la campagne électorale, fortement tancé en octobre 1919 par le Commissaire de la République à Metz, M. Mirman, il dut aussi finalement quitter le Journal de Thionville pour avoir voulu soutenir la candidature de Robert Schuman contre celle du comte de Berthier imposée par le directeur du journal, l'archiprêtre Wagner. En novembre 1919, il devint rédacteur au Courrier de la Sarre à Sarreguemines (Saargemünd), d'où il fut expulsé en mars 1921 par l'assemblée générale des actionnaires qui contestait ses «idées boches» et le traitait de «bochisant, autonomiste, fédéraliste», etc.

N'ayant pu être accepté dans la presse catholique alsacienne sous prétexte, entre autres, qu'il n'y avait pas de place pour un Lorrain, il se rendit à Paris où, par l'intermédiaire de la famille du sénateur Stuhl, il entra en relation avec le royaliste Pujo, rédacteur en chef de l'Action Française. C'est alors, en novembre 1921, que Mgr Pelt lui offrit la présidence du **Lothringer Volksbund**.

Dans la semaine de Noël et du nouvel an, Dumser organisa des réunions dans 21 paroisses à raison de trois par jour, à 10 h, 14 h et 19 h. Effectuant à pied chaque jour de 15 à 20 km dans la neige et le froid, il prenait la parole à chacune des trois assemblées. Il se trouva naturellement mêlé à l'affaire de Schweyen en 1922, ce qui lui valut de violentes attaques dans la presse française : «C'est une faiblesse extraordinaire de la part du gouvernement, écrivait un journal parisien, de laisser se mouvoir librement dans le pays le seul responsable Dumser et de ne pas l'empêcher de continuer des menées anti-françaises».

De son côté, le préfet de la Moselle fit des démarches auprès de Mgr Pelt pour que Dumser fût chassé du Volksbund et «envoyé au diable» !

L'évêque de Metz n'en fit rien, et Dumser chercha à créer un centre analogue à celui du Volksverein à Mönchen-Gladbach. Bientôt, grâce à une petite imprimerie, il publiait un bulletin mensuel et une édition populaire de l'encyclique Rerum novarum, en même temps qu'il encadrait la protestation contre la politique anti-religieuse du gouvernement Herriot.

Le 13 juillet 1924, se tenait à Metz, comme prévu, la grande réunion de protestation. Mgr Pelt prit la parole : «Nous catholiques, nous voulons l'union entre le Créateur et la Créature, l'union entre l'Etat et l'Eglise l'union entre la Propriété et le Travail, l'union entre l'Ecole et la Famille». Et au nom des 540 000 fidèles de son diocèse, l'évêque rejetait les lois iniques de Paris.

Toute l'Alsace-Lorraine était en ébullition. Les réunions contestataires se multipliaient partout, depuis le petit rassemblement paroissial jusqu'aux grands meetings urbains. Des orateurs politiques, habitués à ne parler qu'à des auditoires squelettiques, étaient émus aux larmes en se trouvant brusquement devant des salles bondées et enthousiastes, face à de sages vieillards, à des adultes

décidés, à des adolescents passionnés, à des jeunes filles et à des femmes brusquement saisies par la conscience collective de l'ethnie menacée dans sa foi.

Les assemblées se terminaient généralement par le puissant choral du «Grosser Gott wir loben Dich !», par l'envoi d'un télégramme de dévouement au Pape Pie XI à Rome et à l'évêque de Strasbourg ou de Metz, et enfin par l'expédition d'une ferme résolution au gouvernement français.

On compta environ soixante réunions importantes. Thionville (Diedenhofen), Saverne (Zabern), Masevaux (Masmunster), Kaysersberg, Grafenstaden réunirent chacun 3 000 contestataires ; Haguenau 4 000, Guebwiller (Gebweiler) 4 500, Sarreguemines (Saargemiind) et Metz 6 000 : Mulhouse (Mülhausen) 20 000. A Colmar, le député Pflieger déclarait :

«Nous avons défié Bismarck et les siens, et pourtant ils disposaient d'une excellente organisation ; nous résisterons aussi victorieusement à Herriot et à toute sa compagnie ! (Wir haben Bismarck und den Seinen getrotzt, die über eine vorzügliche Organisation verfügten ; wir werden auch Herriot siegreich standhalten und seiner ganzen Gesellschaft !)».

La campagne de protestation populaire devait se terminer par une grande manifestation à Strasbourg, le dimanche 20 juillet 1924. Un gigantesque défilé de 50 000 hommes traversa la capitale alsacienne et se répartit ensuite entre les 15 salles de la ville et les places en plein air. L'abbé Bergey, député de la Gironde, enflamma le Sängershaus et Bala-nant, député breton, la Halle du Marché.

Le député Camille Bilger (1879-1947), ancien secrétaire général puis président du Syndicat Chrétien d'Alsace-Lorraine jusqu'en 1918, député du Haut-Rhin à partir de novembre 1919 tout en ignorant la langue française, fit souffler le vent autonomiste en déclarant :

«Notre Seigneur Jésus-Christ possède un droit ethnique en Alsace. Si nous sommes contraints de devenir les locataires dans la maison maternelle de la France sans avoir le droit d'emmener Notre-Seigneur dans cette maison louée, eh bien ! au nom de Dieu, nous resterons dehors et nous fabriquerons notre propre demeure (Unser Herrgott hat Heimatrecht bei uns im Elsass. Wenn wir, die wir als locataires in das französische Mutterhaus einziehen sollen, diesen Herrgott nicht mit-nehmen dürfen in unsere Mietwohnung, dann in Gottes Namen bleiben wir draussen und schaffen uns eine eigene Wohnung)».

Tout le monde se retrouva sur la place Kléber où le député Michel Walter, président du Comité Central de la Ligue des Catholiques, déposa une couronne aux couleurs «rouge et blanc» devant la statue du général Kleber en déclarant :

«Faisons nôtre cette parole de ce grand fils de l'Alsace gravée dans la pierre du socle, et déclarons aux sectaires : A de telles positions on répond par la victoire (Machen wir unser das Wort diases grossen Sohnes des Elsass, das auf diese Steine eingemeisselt ist, und sagen wir den Sektierern : Auf eine solche Unverschämtheit antwortet man nur mit einem Sieg)».

Sous une forme édulcorée, c'était somme toute le mot du général Cambronne que l'Alsace-Lorraine adressait à Paris. Puis on lut la longue protestation destinée au gouvernement Herriot :

«Réunis à Strasbourg, 50 000 citoyens et citoyennes des provinces recouvrées, français de cœur et d'âme, acclament leur patrie française à laquelle ils resteront attachés à jamais. Mais,

«constatant la consternation et l'irritation profonde causées dans toute la population croyante de l'Alsace et de la Lorraine par la déclaration ministérielle concernant la suppression de l'ambassade du Vatican et l'introduction des lois dites laïques dans nos provinces ;
«considérant que la rupture avec le Vatican représente un acte d'hostilité vis-à-vis de la plus grande force morale du monde, acte d'hostilité nullement justifié qui ne peut que nuire aux intérêts de la France ;
«considérant que l'introduction des lois laïques serait une atteinte aux libertés et aux traditions de nos provinces ;
«considérant que l'introduction de ces lois ébranlerait la confiance absolue de nos provinces en la

parole de la France, leur garantissant de la façon la plus officielle et solennelle leurs libertés et traditions ;
*«considérant que l'introduction de ces lois, même abstraction faite de ces promesses, violerait la liberté de conscience et les convictions religieuses de nos populations et compromettrait gravement le prestige de la France ;
 «se font l'interprète des populations croyantes d'Alsace et de Lorraine pour protester avec toute leur énergie contre les mesures envisagées par le gouvernement, pour protester également contre les conclusions fausses que le gouvernement et les partisans des lois dites laïques se plaisent à tirer des élections du 11 mai en faveur de l'introduction en Alsace et en Lorraine des lois prétendues républicaines ; étant donné que, même en admettant les chiffres sans critique, ils ne prouveraient rien, parce que ici comme dans le reste de la France, la question religieuse et scolaire a été mise à l'arrière-plan par les questions économiques, sociales et de politique étrangère ;
 «constatant que les partisans des lois dites laïques avouent clairement leur infériorité numérique par les prétextes spécieux et les faux-fuyants qu'ils opposent à l'idée d'une consultation populaire faite exclusivement sur la question religieuse et scolaire ;
 «déclarant d'accord avec la grande majorité de nos populations, qu'ils s'opposeront par l'action la plus énergique et la plus tenace à toute réalisation directe ou indirecte du projet gouvernemental, tout en déclinant toute responsabilité des suites désastreuses que pourra entraîner leur lutte pour les droits et les traditions les plus sacrés qu'ils défendent ;
 «font appel à tous les Français qui avec eux ne veulent pas que soit foulée aux pieds la parole de la France, et à ceux qui partagent leurs convictions religieuses, pour soutenir nos provinces dans la lutte qui leur est imposée ;
 «les deux provinces d'Alsace et de Lorraine, fières de leur passé et de leurs traditions, seront aussi à l'avenir à la hauteur de leur tâche».*

Une timide «Marseillaise» fut ensuite entonnée, à laquelle succéda le puissant «Grosser Gott wir loben Dich !» dans lequel tout un peuple retrouvait son unité et son identité. Et le reste de la soirée se passa autour des bocks de bière, des «Bratschtale» et des «Sälzschtangler».

Assurément, les déclarations de fidélité à la France qui émaillaient les nombreuses protestations étaient surtout des concessions aux bourgeois francophiles, aux «revenants», aux Français de l'Intérieur et avant tout à Mgr Charles Ruch, et il était très facile de suivre dans toutes ces manifestations religieuses le filigrane des revendications autonomistes.

L'Elsaesser des 7 et 8 juillet 1924 parlait non seulement de «l'Eglise menacée», mais aussi du «soulèvement de tout un peuple menacé (Erhebung eines bedrohten Volkes)» et du peuple souverain d'Alsace et de Lorraine (sou-verâne Volk von Elsass und Lothringen). En août 1924, le clergé du canton de Kaysersberg déclarait :

«Le peuple alsacien a omis de faire valoir à la conférence de Versailles ses droits au plébiscite, parce que la France avait engagé sa parole, par la voix de son généralissime Joffre et du Président Poincaré, de respecter nos traditions et libertés, nos droits et coutumes... En raison de la rupture de promesse et de contrat par un gouvernement sectaire, il ne reste qu'une possibilité pour le peuple alsacien : c'est de défendre son droit devant la conscience de tous les peuples civilisés et d'exiger avec toutes les forces disponibles le plébiscite au sujet de la question alsacienne remise sur le tapis».

Les 25 maires du canton de Sarreguemines en Lorraine écrivaient dans leur motion destinée à Paris et publiée dans Le Sarregueminois 17 septembre 1924 :

«De fait, on doit déjà constater dans les régions indiquées un mouvement anti-français, dont le fondement est la déclaration du gouvernement français relative aux modifications prévues pour le statut de l'Eglise et de l'Ecole dans les départements recouvrés (Denn tatsächlich muss in den genannten Gebieten jetzt schon eine antifranzösische Bewegung festgestellt werden..)». Cette situation n'avait point échappé à Wardrop, consul-général britannique à Strasbourg, qui dès le 24 juin 1924 rapportait à Londres : «Avec Herriot, l'Alsace se vit soudain dépouillée de toutes

influences sur son organisation sociale. Elle s'effraya, parce qu'elle constatait combien de valeurs elle avait déjà lâchées».

Le 8 septembre 1924, l'évêque de Strasbourg jetait l'interdit sur les journaux soutenus par Paris qui attaquaient la religion, persiflaient les dogmes catholiques, patronnaient des erreurs condamnées par le Saint-Office ; Mgr Ruch interdit donc «tout particulièrement Les Dernières Nouvelles, car nous estimons devoir faire savoir que ce journal s'est rangé parmi ceux qui prennent à tâche d'attaquer la religion».

4. La lutte scolaire pour le maintien de la loi Falloux

Toutefois, à mesure que les grandes vacances s'en allaient vers leur fin, le problème scolaire prenait de plus en plus d'importance par rapport au maintien du concordat de Napoléon et de l'ambassade de France auprès du Vatican. Cette préoccupation devenait visible dans la résolution prise à l'issue du troisième congrès de la Ligue Catholique d'Alsace, tenu à Colmar les 18 et 19 septembre 1924:

«Le Congrès de la Ligue des Catholiques d'Alsace réuni à Colmar s'associe aux manifestations énergiques et spontanées qui ont eu lieu dans tout le pays contre la menace de l'introduction de la législation laïque dans nos provinces. Il s'appuie d'une part sur les promesses qui ont été données solennellement et à plusieurs reprises à la population croyant des provinces recouvrées au nom de la France, et, d'autre part, sur le droit imprescriptible des parents d'élever leurs enfants dans l'esprit dans la foi du père de famille.

«Sur cette double base, le Congrès de la Ligue des Catholiques d'Alsace fonde une protestation énergique contre toute introduction d'écoles simultanées en tant que par cette mesure les parents catholiques sont privés de la Loi Falloux qui leur garantit de pouvoir assurer à leurs enfants une éducation catholique.

«Il proteste également avec énergie contre les abus qui se sont déjà introduits contrairement à la loi, soit au point de vue des programmes d'enseignement, soit au point de vue des livres scolaires, soit au point de vue des maîtres et des inspecteurs. Il réclame qu'il y soit mis immédiatement un terme et est résolu à en poursuivre la suppression par tous les moyens».

La Ligue des Catholiques d'Alsace se trouvait fortement soutenue par la Volkspartei (UPRA) dont les tracts avaient un autre retentissement dans la population que les anciens tracts du «trio badois». On peut relever dans le principal tract de la Volkspartei :

«La dictature allemande durant l'annexion nous a laissé la liberté de fonder des écoles et la France voudrait maintenant nous ravir les écoles chrétiennes que nous avons sauvées et nous obliger à envoyer nos enfants dans les écoles sans religion, car nous n'avons pas d'écoles chrétiennes libres et nous ne pouvons d'ailleurs pas les créer actuellement en raison de la cherté de la vie.

«Ce n'est pas de la neutralité, mais un combat brutal contre la religion et les libertés civiles dans notre république démocratique. La neutralité scolaire n'est qu'un voile trompeur pour dissimuler la lutte religieuse qui a été malheureusement couronnée de succès en France.

«Tous nos coreligionnaires de France nous ont appris que la religion a été bannie du cœur des masses populaires par l'école laïque. Le peuple qui a reçu son éducation de cette école vit sans Dieu et meurt sans la foi.

«Le commandant en chef des armées, lors de sa première visite en Alsace pendant la guerre, le Président de la République entouré des membres du gouvernement et du parlement, ainsi que les représentants des Alliés nous ont promis solennellement le maintien de nos traditions et de nos croyances. Ils n'ont pas parlé de l'assimilation complète ; au contraire, ils nous ont promis devant le monde et au milieu de l'enthousiasme de notre peuple, le maintien de nos coutumes.

«Pourquoi veut-on introduire les lois laïques chez nous ? Parce que le gouvernement, induit en

erreur, affirme que c'est le désir de notre peuple. Notre peuple a exprimé sa volonté dans la forme légale aux dernières élections. Dans deux départements, tous les candidats qui repoussaient introduction des lois laïques ont été élus. Dans le troisième, les deux-tiers des députés élus sont des adversaires des lois laïques. C'est l'expression légale de la volonté du peuple.

«Cependant, si le gouvernement veut en appeler au peuple lui-même nous sommes prêts à le suivre dans cette voie. Que l'on nous donne l'occasion de démontrer par un plébiscite que la majorité du peuple alsacien tient absolument à conserver son école religieuse. Parmi toutes les erreurs et les confusions qui se sont abattues sur notre pays, nous avons conservé notre foi et nous voulons que cette foi passe intacte à nos descendants. L'introduction de l'école laïque lui fait courir un grand danger, c'est pourquoi nous la repoussons avec la dernière énergie.

«On parle de la volonté du peuple alsacien-lorrain. Restons unis. Que nul ne demeure à l'arrière ! Hommes, mères de famille avant tout, car il s'agit du salut de vos enfants ! Notre manifestation doit être unanime et suffisamment puissante pour vaincre les préjugés accumulés.

Poussons le cri : «Nous voulons nos écoles religieuses ! Nos instituteurs chrétiens ! Nous voulons conserver nos chères Sœurs enseignantes pour le salut de l'âme de nos enfants, pour le bien de notre pays, pour la paix intérieure et la prospérité de notre patrie !

«Ne nous laissons pas effrayer par le reproche de manquer de sentiment national. L'amour du peuple alsacien pour la patrie française est connu du monde et ne fait aucun doute. C'est justement dans notre sentiment religieux que nous trouvons un terrain propice au véritable patriotisme qui s'accorde complètement avec les devoirs que nous avons à remplir envers le Royaume de Dieu.

«Dans l'évangile de la messe de la patronne du patriotisme, Sainte Jeanne d'Arc, on trouve l'appel suivant du ciel : A quoi sert aux hommes de gagner l'univers si leur âme souffre ? Que pourrait donner l'homme pour regagner son âme ? — Nous voulons sauver notre âme et servir notre patrie. Nos enfants doivent apprendre à l'école chrétienne comment ces deux principes se confondent et ils doivent les conserver toute leur vie comme des dons précieux. Besognons et Dieu besognera !».

A la session d'automne, le 15 septembre 1924, les conseils généraux des trois départements cherchèrent un moyen de se mettre au diapason des conseils municipaux et des populations. Mais leurs déclarations embarrassées montraient bien combien ces notables se trouvaient complètement à la merci des préfets.

Le conseil général du Bas-Rhin, «n'obéissant qu'à son amour de la France» se montrait néanmoins «ardemment désireux que soient tenues les promesses solennelles faites à l'Alsace au nom de la France, et qu'il ne soit porté atteinte ni aux traditions ni aux intérêts religieux du pays» ; mais le conseil général du Haut-Rhin rampait vraiment et se déclarait heureux «du retour de notre pays à la mère-patrie à laquelle nous demandons à être assimilés sans heurts pour toutes les lois matérielles, intellectuelles et morales» !

Les intérêts des populations se trouvaient ainsi en quelque sorte trahis par les conseillers généraux avides de promotions personnelles, et toute la lutte défensive retombait sur les partis politiques, dans la mesure où ils n'étaient pas de simples antennes parisiennes.

C'est pourquoi la Volkspartei (UPRA) convoqua pour le 21 septembre 1924 l'Assemblée Générale Extraordinaire de son comité directeur. La séance fut ouverte à 14 h 30 par le président Seltz, député du Bas-Rhin. Il rappela :

1°) Que la Volkspartei devait se prononcer au sujet de la résolution prise à l'occasion du 3ème Congrès le 19 septembre 1924 à Colmar par le comité diocésain de la Ligue des Catholiques d'Alsace

2°) Que le dit comité diocésain, en examinant les moyens à employer pour assurer la défense de l'école confessionnelle, avait envisagé la grève scolaire.

Le député Michel Walter déclara alors qu'il ne fallait pas prendre au sérieux les paroles conciliantes

du ministre du Commerce, Rainaldy ; puis il exposa les mesures adoptées par le Comité d'Action pour la Défense des Libertés Religieuses, citant toutes les villes et tous les villages où des réunions de protestation avaient été organisées avec succès et faisant connaître que plus de la moitié des conseils municipaux d'Alsace avait jusqu'à présent pris position contre les lois laïques. Et, à titre rigoureusement confidentiel, il signalait que la Ligue des Catholiques d'Alsace avait décidé que le jour où les lois laïques seraient introduites en Alsace, la grève scolaire serait ordonnée par une lettre pastorale de Mgr Ruch.

L'abbé Xavier Haegy proposa l'envoi d'une délégation auprès du président Herriot afin d'obtenir certaines précisions au sujet des déclarations conciliantes du ministre Rainaldy lors de son passage à Colmar.

Cette proposition fut immédiatement combattue par le sénateur Lazare Weiller (1858-1928), originaire de Sélestat ; il mit les membres de l'assemblée en garde contre les manœuvres de Marcel Knecht, secrétaire général du journal *Le Matin* et chargé par le gouvernement d'une mission officielle pour acheter non seulement les dirigeants du parti catholique, mais aussi les directeurs et les rédacteurs des journaux contrôlés par la Volkspartei.

«Que les optimistes ne s'illusionnent pas, s'écria Lazare Weiller ; M. Herriot est dominé par les Loges dont l'intransigeance est connue». «le sénateur fit adopter la décision de renoncer à toute démarche compromise et d'adresser une lettre au Président du Conseil Edouard Herriot. Furent désignés pour cette rédaction : le sénateur Lazare Weiller, ancien député Brogly, le député Walter et le conseiller général Weydmann, qui était en même temps président de la Ligue Catholique d'Alsace.

Après de courtes interventions de l'abbé Haegy et de Médard Brogly, le comité directeur décida la création d'une commission chargée de prendre avec la Ligue Catholique d'Alsace des mesures concertées en cas de grève scolaire, et même d'étudier les moyens pour provoquer une agitation populaire en cas d'arrestation des dirigeants du mouvement. En outre, le Comité d'Action pour la Défense des Libertés Religieuses, qui comptait quinze membres dans chacun des deux départements alsaciens, était chargé d'organiser dès maintenant une contre-manifestation à Beblenheim au cas où Edouard Herriot s'aviserait de venir inaugurer lui-même le monument érigé en l'honneur de Jean Macé (1815-1894), fondateur de la Ligue de l'Enseignement.

Les 21/22 septembre 1924, *La Croix* rendait compte de cette réunion dans les termes suivants : «Une soixantaine de délégués venus de presque tous les cantons d'Alsace discutèrent sur d'importantes questions d'organisation et sur les questions plus importantes encore, relatives à la lutte religieuse. Ces discussions ont eu un caractère confidentiel, qui nous interdit d'en rendre compte».

La veille de Noël 1924, l'évêque de Strasbourg repartit à l'attaque en publiant une lettre pastorale adressée aux membres du clergé : «L'heure est grave, critique même, grosse de périls. L'Alsace catholique est en danger ! Des adversaires impitoyables lui ont déclaré une guerre acharnée».

Mgr Charles Ruch énumérait ensuite les griefs de l'Alsace-Lorraine contre le gouvernement français : «Ils ont résolu de faire élever l'enfant malgré la volonté des parents dans des écoles sans Dieu ; ils s'efforcent de pervertir la jeunesse par l'immoralité ; ils sont décidés à proscrire plusieurs congrégations religieuses et à toutes ils retireront le droit d'enseigner ; ils ont juré de remplacer la paix religieuse par des dispositions qui, condamnant l'Eglise à une existence précaire et misérable, paralysent son action civilisatrice et l'empêchent de se dévouer autant qu'elle le voudrait au bien public».

L'évêque concordataire ne mâcha point ses mots à l'égard du gouvernement :

«Ces nouveaux Barbares — et ils ne sont pas à nos portes, ils travaillent au sein même de la nation ! — déclarent bien haut qu'ils supprimeront tout ce qui les gêne : fortune, liberté, vie des particuliers. Ni la famille, ni la morale trouveront grâce devant eux. Contre ces menaces, prêtres et

catholiques d'Alsace dressent leur résistance, avec quelle énergie, les adversaires ne l'ignorent pas et ils hésitent. L'univers catholique le constate et vous admire».

Puis, Monseigneur Ruch promulguait son Ordonnance :

«A ces causes, le Saint Nom de Dieu invoqué, sur l'initiative et le désir du vénérable Chapitre de notre Eglise Cathédrale, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er — Pendant toute l'année 1925, tous les prêtres ajouteront à la Sainte Messe, les jours où les rubriques ne le défendent pas l'Oraison Contra Persecutores Ecclesiae.

Art. Ilème — Pendant la même année, chaque dimanche en toutes les paroisses, à la messe principale, sera récitée publiquement la prière pour les besoins généraux de l'Eglise : Allmächtiger ewiger Gott.. On y inter calera la supplication pour l'Eglise et le Saint-Père : Wir bitten Dich, o Herr...».

L'une des raisons qui avaient poussé Mgr Ruch à durcir la lutte défensive provenait du fait que le 28 novembre 1924, Edouard Herriot avait annoncé qu'il allait soumettre la question du Concordat de Napoléon au Conseil d'Etat. En attendant la réponse, les séances à la Chambre des Députés devenaient de plus en plus houleuses, surtout le 22 janvier 1925.

Croyant amadouer les représentants de l'Alsace-Lorraine, Herriot leur déclara généreusement que le gouvernement français n'entendait point interdire aux fidèles l'accès des églises, des temples et des synagogues. «Il ne manquait plus que cela !» interrompit le Dr Pfleger. Herriot continua : «Le gouvernement français vous protège...» — «Mais contre qui ?» lui crièrent plusieurs députés, tandis qu'un Lorrain, le Dr François, pointant son index sur le Président du Conseil, lui lançait : «Contre vous-même !».

Profondément ému, Edouard Herriot se présenta alors comme l'innocente victime d'une odieuse campagne menée notamment par l'évêque de Strasbourg contre sa personne et sa politique. Son lamento fut continuellement interrompu par les apostrophes des députés alsaciens-lorrains qui prenaient plaisir à piquer leurs banderilles dans le cou du Minotaure, si bien que Herriot finit par ne plus savoir où donner de la tête. Toutefois, avant de lâcher la tribune, il réaffirma sa volonté de ne rien retirer de sa déclaration gouvernementale du 17 juin 1924, ce qui permit au Dr Oberkirch de lui crier : «Alors, vous défiez à nouveau l'Alsace ?».

Le surlendemain, 24 janvier 1925, le Conseil d'Etat donnait son avis :

«Considérant que la Convention passée le 26 messidor An IX entre le gouvernement français et le Pape a été rendue exécutoire comme loi de la République par la loi du 18 germinal An X ; qu'elle y est incorporée ainsi que les articles organiques du culte catholique avec lesquels, en vertu même de ladite loi, elle forme un ensemble indivisible ; qu'il résulte des pièces jointes au dossier, d'une part, que pendant la période d'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne, les dispositions de cette convention ont continué à être appliquées du consentement mutuel du Saint-Siège et de l'Allemagne ; d'autre part, qu'après la réincorporation de l'Alsace et de la Lorraine à la France, le gouvernement français et le Saint-Siège ont été d'accord pour maintenir en vigueur ladite Convention et pour exécuter les obligations réciproques et corrélatives qu'elle imposait, est d'avis que le régime concordataire tel qu'il résulte de la loi du 18 germinal An X est en vigueur dans les départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle».

Herriot eut assez de noblesse pour donner personnellement connaissance à la Chambre, le 3 février 1925, du désaveu exprimé par le Conseil d'Etat à l'égard de sa politique anti-concordataire. Mais battu sur la question du Concordat, Herriot n'en chercha que davantage une compensation sur la question de l'Ecole.

Or, au moment du traité de Versailles le 28 juin 1919, l'Ecole d'Alsace-Lorraine s'opposait à l'Ecole de France surtout sur trois points :

1°) L'Ecole officielle était au niveau primaire en Alsace-Lorraine, une Ecole confessionnelle, où

dans les écoles catholiques, des maîtres catholiques éduquaient des élèves catholiques ; où dans les écoles protestantes des maîtres protestants éduquaient des élèves protestants ; où dans des écoles juives, des maîtres juifs éduquaient des élèves juifs. L'enseignement tout entier baignait dans le contexte religieux respectif et l'enseignement religieux était partie intégrante des programmes scolaires. En France, au contraire, l'Ecole officielle, surtout au niveau élémentaire, était laïque, c'est-à-dire qu'elle se comportait comme si la dimension religieuse de l'être humain n'existait pas. Pire, trop souvent, cette laïcité de l'école devenait un laïcisme sectaire et anti-religieux. Par réaction à ce laïcisme, les catholiques français avaient créé les Ecoles Libres, qui n'existaient pratiquement pas en Alsace-Lorraine.

2°) La loi Falloux du 15 mars 1850, légèrement modifiée une première fois par la loi Duruy du 10 avril 1867, avait encore été retouchée par la loi allemande du 18 avril 1871 qui rendait l'enseignement primaire obligatoire en Alsace-Lorraine pour les garçons de 6 à 14 ans, pour les filles de 6 à 13 ans. Mais en France, la loi Jules Ferry du 28 mars 1882 avait rendu l'école primaire non seulement laïque, mais obligatoire uniquement de 6 à 13 ans tant pour les garçons que pour les filles, avec la possibilité de quitter l'école dès l'âge de 12 ou même de 11 ans, si l'écopier réussissait son Certificat d'Etudes Primaires ; et cette possibilité d'arrêter l'école primaire à 12 ans était devenue la pratique la plus ordinaire. Les garçons alsaciens-lorrains avaient donc deux années d'études primaires de plus que les garçons français, et les fillettes une année de plus que celles de l'Intérieur.

3°) Dès l'arrivée des troupes françaises en Alsace-Lorraine, la langue dite française devint brutalement, avec l'aide de 1 500 instituteurs venus de France, la langue scolaire dans un pays germanophone à 87,20 % en 1910 et encore à 80,90 % en 1926, malgré la forte immigration de fonctionnaires français après l'armistice. Les écoliers alsaciens-lorrains furent contraints de négliger leur langue naturelle, l'allemand, pour apprendre une langue étrangère, le français. Sur cette question linguistique, la situation scolaire était analogue à celle des Bretons bretonnants, des Flamands Nord et des Basques d'Euskadi Nord. Les Occitans, les Catalans, les Corses et les Franco-Provençaux devaient pareillement adopter une langue scolaire distincte de leur langue maternelle, mais la langue française était une langue sœur de la leur. Seuls les Français de l'Ile de France et la classe bourgeoise trouvaient sur les bancs de l'école leur langue maternelle, le «francien», élevé depuis la Révolution au rang de langue nationale sous le nom de «français».

Ces trois différences seront l'objet de trois luttes scolaires. Dans la première, en 1924-1925, le gouvernement Herriot travaillait à détruire le caractère confessionnel de l'école d'Alsace-Lorraine ; dans la seconde, en 1936-1937, le gouvernement Blum tentait une manœuvre à la fois contre la confessionnalité et la durée de l'obligation scolaire ; enfin, entre temps, en 1927, les Alsaciens-Lorrains obtenaient une très discrète réintroduction de leur langue allemande au niveau primaire.

Dans l'immédiat, pour parer aux menaces de laïcisation des écoles d'Alsace-Lorraine, la Volkspartei (UPRA) se réunit en assemblée générale dès le 15 février 1925. Le président Thomas Seltz ouvrait la séance en déclarant : «Il s'agit de délibérer sur les graves répercussions que la victoire du Cartel des Gauches a eues en Alsace et en Lorraine, et de fixer l'attitude du parti en présence de la politique anti-religieuse du gouvernement dont le premier geste en arrivant au pouvoir a été un défi à l'Alsace croyante».

Le député Pflieger se lança alors dans un long discours d'une heure et demie pour souligner que la politique du Cartel des Gauches avait fait faillite et que le régime actuel se trouvait compromis par les hommes au pouvoir :

«Il faudrait être aveugle pour ne pas prévoir dans un avenir plus ou moins rapproché le remplacement du régime démocratique par un autre. Les catholiques de la France entière, hier et aujourd'hui encore simple force morale, seront demain peut-être, dans quelques mois sûrement, une force solidement organisée et disciplinée qui brisera tous les obstacles. Les succès obtenus par la politique du Bloc National ne peuvent être contestés. M. Herriot n'a à son actif que la reconnaissance des Soviets et la suppression de l'ambassade du Vatican ». Le fameux protocole de

Genève est sans intérêt pour la France. Il ne constitue qu'un succès personnel pour les idées pacifistes du Président du Conseil. La suppression de l'ambassade du Vatican doit être considérée comme désastreuse Pour le prestige de la France. Pour les catholiques, le vote de la Chambre est une provocation.

Pour les Alsaciens et les Lorrains, c'est un grossier défi. La politique foncièrement laïque du gouvernement actuel ne tient aucun compte des opinions et des consciences des minorités croyantes et nationales».

Ainsi, dès le 15 février 1925, Pfleger estimait que l'Alsace-Lorraine constituait non seulement une minorité religieuse, mais aussi une «minorité nationale». Il continua :

«L'instigateur de cette politique anticatholique et laïque dirigée contre l'Alsace n'est autre que le «bambin» israélite Georges Weill qui avec Léon Blum et Renaudel, inspire le chef du gouvernement. C'est lui qui au parlement et dans les conseils généraux s'est fait le champion passionné de l'introduction des lois laïques en Alsace et en Lorraine. Les catholiques alsaciens n'ont jamais fait d'antisémitisme. Mais le fait que c'est précisément le député israélite Weill qui veut porter atteinte aux libertés religieuses de l'Alsace et heurter les croyances de la grande majorité de la population alsacienne est considéré comme une provocation intolérable. Nous sommes arrivés à l'époque de l'impérialisme juif ! Organisons-nous et protégeons-nous contre ce nouveau fléau de la société contemporaine !»

Le député Pfleger s'en prit ensuite violemment à un certain journaliste de Strasbourg, M. Wagner, qui avait osé écrire dans le Populaire de Nantes que le gouvernement devrait proposer aux Allemands de racheter l'Alsace et la Lorraine pour quelques milliards de francs, et l'orateur terminait par ces mots : «S'ils ne veulent plus de nous, ils peuvent nous vendre ; mais ils sauront alors à qui ils ont affaire ; nous serons là pour choisir notre homme !»

L'assemblée tout entière se leva pour faire une ovation enthousiaste au Dr Pfleger et demanda à l'unanimité la diffusion du discours. Le député Oberkirch ajouta ensuite quelques commentaires et signalait que depuis les déclarations ministérielles de Herriot, un mouvement en faveur de l'autonomisme et un autre mouvement en faveur du royalisme s'étaient rapidement développés, et que les royalistes surtout feraient parler d'eux aux prochaines élections. Le député Michel Walter prononça la clôture de l'Assemblée Générale en donnant des renseignements sur le développement et l'organisation de la Volkspartei.

La police française était sur les dents, effrayée par les royalistes, et plus encore par les autonomistes qui n'en finissaient pas de renaître. Le 10 février 1925, donc cinq jours avant la réunion de la Volkspartei, le Commissaire Spécial de Police Bauer transmettait ses observations à Paris :

«Depuis le mois de juin 1924, à la suite de la déclaration ministérielle, la Ligue des Catholiques d'Alsace, appuyée par l'UPRN, mène une campagne très active contre le gouvernement. L'attitude de certaines personnalités protestantes, hostiles à l'introduction des lois laïques, a facilité la tâche des leaders catholiques. M. le Président du Conseil est représenté comme un chef de gouvernement sans expérience, incapable et de mauvaise foi, dominé par les ennemis de la religion catholique, francs-maçons et israélites.

Cette campagne soigneusement entretenue par les hommes de confiance que les deux groupements précités possèdent dans toutes les localités, sera prochainement développée. Jusqu'à ce jour, elle n'est pas restée sans effet. Les dirigeants du parti catholique se déclarent satisfaits des résultats obtenus. Bien que la situation des cultivateurs soit en ce moment particulièrement prospère, la majeure partie de la population rurale serait hostile à la politique du Cartel des Gauches. Certains affirment que cette politique aurait permis aux militants du parti royaliste (qui s'étaient heurtés à une fin de non recevoir lorsqu'ils avaient offert leur concours à l'UPRN au moment des élections législatives de 1924) de constituer des sections et de trouver un appui sérieux chez d'anciens adversaires. On m'affirme enfin qu'une propagande en faveur de l'autonomie serait envisagée par les ultra-catholiques».

Et un mois plus tard, le 28 mars 1925, le même Commissaire Spécial de Police rapportait encore à Paris : «Il existe actuellement en Alsace un malaise aggravé par la cherté de la vie et par la situation financière très précaire du pays. Ce malaise doit être entretenu pour mettre en péril la politique du Cartel. Dans toutes les réunions et assemblées du parti (Volkspartei), les orateurs devront souligner, à l'appui des arguments courants contre la politique cartelliste et contre l'introduction des lois laïques dans les trois départements, l'importance que le mouvement autonomiste prend actuellement en Alsace.

La population rurale doit savoir que la Illème République, gouvernée dans la coulisse par la franc-maçonnerie, est hostile aux Alsaciens (cf. l'article du Populaire de Nantes et l'incident qui avait opposé Michel Walter à Maes à la Chambre). Il faut faire ressortir partout que les Alsaciens sont écœurés de vivre sous un régime colonial et de se voir considérés comme des Français de seconde classe. On doit proclamer hautement que les Alsaciens sont constamment brimés par les sectaires à cause de leur régionalisme et de leur attachement à la religion».

Puisque l'Alsace-Lorraine ne voulait point adopter les lois de Jules Ferry et prétendait conserver la «Grande Loi» Falloux, Herriot tenta de procéder par étapes à l'assimilation scolaire :

1°) passer de l'école confessionnelle à l'école interconfessionnelle ;

2°) passer de l'école interconfessionnelle à l'école laïque. Aussi l'un des porte-parole de Herriot en Alsace, le journaliste radical Oesinger, expliquait que dans un premier temps, l'on ne s'occuperait que des écoles primaires des grandes villes ; celles des villages seraient l'objet des soins ultérieurs du gouvernement.

Il est vrai que l'article 15 de la loi Falloux prévoyait l'établissement ou le maintien d'écoles dans lesquelles seraient admis «des enfants appartenant aux différents cultes reconnus», mais ces écoles, dites «mixtes» n'étaient autorisées qu'à raison des circonstances et provisoirement. En outre, une instruction ministérielle du 24 décembre 1856 précisait que ces écoles «mixtes» ou interconfessionnelles ne pouvaient résulter de l'arbitraire, mais uniquement du petit nombre d'élèves de chaque culte et de la faiblesse des ressources communales.

Nonobstant, le Cartel des Gauches entendait généraliser les écoles interconfessionnelles en Alsace-Lorraine. Strasbourg-Grafenstaden et Colmar avaient élu en 1924 des municipalités à majorité de gauche qui se hâtèrent d'aller au devant des désirs gouvernementaux en réclamant dès septembre 1924 la substitution arbitraire des écoles mixtes aux écoles confessionnelles. Les municipalités de Schiltigheim, Huningue et Guebwiller firent de même.

Le 3 mars 1925, Herriot accordait son autorisation, et dès le 16 mars, sans même passer par le conseil départemental comme l'exige la loi, Colmar procédait à l'interconfessionnalité des écoles primaires, opération qui fut suivie par les quatre autres communes. Lorsque les journaux firent connaître ces faits, l'émotion des catholiques alsaciens fut intense.

Dès le 6 mars 1925, en réponse à l'autorisation d'Edouard Herriot en date du 3 mars, Mgr Ruch lançait un premier appel aux catholiques de Colmar et dans sa Lettre Pastorale du Carême, il exposait le caractère propre des différents types d'enseignement, condamnant les écoles laïques en termes violents, mettant en garde contre les dangers de l'école interconfessionnelle, mais louant l'école confessionnelle qui depuis trois quarts de siècle avait donné toute satisfaction à la population, grâce à la foi des parents et au sens religieux des maîtres.

Et l'évêque de Strasbourg demandait aux fidèles de recourir à «tous les moyens légaux et honnêtes qui s'offraient pour s'opposer aux législateurs téméraires qui oseraient violer la conscience d'hommes et de chrétiens libres. Avec une énergie invincible que ne sauraient ébranler ni promesses, ni menaces, ni mesures de violence, ni laïcisation progressive, parents, prêtres et évêque combattront côte à côte pour empêcher la concrétisation du rêve des Loges maçonniques».

Le Comité d'Action pour la Défense Religieuse organisa immédiatement une pétition en faveur du maintien intégral de l'école confessionnelle. Dans la Haute-Alsace, sur 135 046 électeurs

masculins, 83 502 signèrent la pétition, soit 63 % ; dans la Basse-Alsace, sur 174 464 électeurs masculins, 81 919 signèrent, soit 45 % ; en Moselle, sur 136 931 Électeurs masculins, 88 716 signèrent, soit 65 %. Maîtres d'école et fonctionnaires étaient exclus de cette pétition pour leur éviter des difficultés professionnelles, à une époque où les instituteurs se trouvaient à la merci des préfets. Mais outre les hommes, les femmes furent admises à signer, de sorte que la pétition collecta au total environ 600 000 signatures : 373 315 en Alsace et 220 000 en Lorraine.

La grève scolaire envisagée par la Volkspartei et la Ligue des Catholiques d'Alsace dès le 21 septembre 1924 fut annoncée le 14 mars par une nouvelle lettre de Mgr Ruch publiée dans la presse locale et fixée au 16 mars comme «grève scolaire générale d'avertissement et de menace» ; à Colmar, elle devait durer trois jours, du 16 au 19 mars 1925. Dans cette lettre, l'évêque de Strasbourg déclarait aux parents et aux membres des associations :

«Tous les parents catholiques sont engagés à n'envoyer aucun de leurs enfants dans les écoles primaires publiques de la Haute et de la Basse-Alsace le lundi 16 mars (Alle katholischen Eltern werden aufgefordert, am Montag den 16. März, keines ihrer Kinder in die öffentlichen Volksschulen des Ober- und Unter-Elsass zu schicken). La grève durera trois jours à Colmar, et un jour dans le reste des communes alsaciennes.

Si les circonstances l'exigent, elle reprendra et durera aussi longtemps qu'il sera nécessaire (Wenn die Verhältnisse es erfordern, wird der Streik wieder beginnen und solange fortgesetzt werden, als es notwendig sein wird). Parents catholiques ! Votre évêque approuve cette décision sans restriction. Il la fait sienne et vous conjure de l'exécuter unanimement et sans délai (Katholische Eltern ! Euer Bischof billigt diesen Beschluss rückhaltlos. Er macht ihn zu dem seinigen, und beschwört Euch, ihn auszuführen, geschlossen und ohne Zögern).

«L'introduction des écoles athées est un attentat contre la conscience des parents catholiques. L'on écarte de l'école les symboles de notre religion, l'on supprime les prières et les manuels scolaires catholiques. L'on oblige le personnel enseignant catholique à cacher sa foi à l'école, ou bien on le remplace par des enseignants éloignés de notre Eglise. Tôt ou tard, l'on chassera nos Sœurs enseignantes des écoles, puisque leur habit religieux n'est point interconfessionnel...

Ces mesures sont une atteinte à la liberté des parents. Pères et mères catholiques ! Le budget de l'Instruction Publique est alimenté par vos impôts. L'école n'appartient pas à la franc-maçonnerie ni vos enfants à l'Etat (Die Schule gehört nicht der Freimaurerei und Eure Kinder nicht dem Staate). Ce dernier n'a pas le droit de vous tirer les sous de la poche pour imposer à vos enfants une éducation dont vous ne voulez rien savoir ! (Dieser hat nicht das Recht Euch die Steuergroschen aus der Tasche zu holen, um Euern Kindern Erziehung aufzuzwingen von der Ihr nichts wissen wollt !)

«Ces mesures gouvernementales ne frappent pas seulement les catholiques des Colmar, elles vous frappent tous ! Si l'on touche aux droits et aux libertés d'un seul d'entre nous, même du plus petit enfant, ce sont les droits et les libertés de tout le peuple catholique d'Alsace qui sont lésés... Comme le chevalier du Moyen Age, chaque chrétien doit répondre «Me voici ! » au cri de secours de son frère (Wenn man die Rechte und die Freiheiten eines einzigen von uns antastet, auch nur des kleinsten Kindes, so sind die Rechte und Freiheiten des ganzen katholischen elsassischen Volkes verletzt... Wie der Ritter des Mittelalters, muss jeder Christ auf den Hilferuf seines Bruders antworten : «Hier bin ich !»).

«... Catholiques ! Si aujourd'hui vous ne vous dressez pas avec toute votre énergie contre la première modification de notre législation scolaire, alors ce sera pour toujours trop tard. Parents catholiques, l'heure est venue de faire front contre les ennemis de notre religion... L'Allemagne ne doit pas devenir témoin du parjure de la France (Deutschland darf nicht Zeuge der Wortbrüche Frankreichs werden). Parents catholiques ! Si la liberté de conscience et les droits religieux d'un seul Alsacien sont touchés, alors se lèveront tous ses frères dans la foi pour contraindre le persécuteur à la retraite. C'est ce que vous montrerez par votre défense. Cette défense est le

commandement de l'heure et un acte de légitime défense. Elle est donc autorisée, et pour cette raison vous bénit votre évêque, Charles Ruch, évêque de Strasbourg».

Grande fut la surprise, pour ne pas dire la consternation des jacobins français lorsqu'ils lurent cet appel dans leurs journaux du 14 mars 1925! Ils cherchèrent immédiatement un moyen de saboter la grève générale annoncée. Henri Gasser, préfet du Haut-Rhin depuis le 28 novembre 1924, et Henri Borromée, préfet du Bas-Rhin depuis le 26 mars 1922, expédièrent de suite aux maires d'Alsace de longues dépêches administratives et leur enjoignirent de faire appliquer la loi allemande du 18 avril 1871 sur l'obligation scolaire.

Ils leur signifiaient qu'en leur qualité de représentants du pouvoir central (Zentralgewalt), les maires devaient instruire les parents de l'illégalité de la grève scolaire, ainsi que des conséquences personnelles ; surtout, les maires devaient en appeler au bon sens, à l'esprit de concorde et à la compréhension de la population alsacienne.

La plupart des maires courbèrent l'échiné et se conformèrent aux dépêches préfectorales. Quelques-uns se hâtèrent même de faire du porte à porte pour conjurer leurs chers administrés de ne point donner trop d'extension à une grève qui risquait de ternir leur bon renom patriotique auprès des sous-préfets. Le maire de Colmar fit distribuer des tracts par la police dans toutes les maisons, avec menace de sanctions. Quant aux maires qui étaient d'authentiques Alsaciens, ils donnèrent bien lecture des exigences parisiennes en français, et se réservèrent d'en faire le commentaire en dialecte, commentaire qui contredisait les dépêches préfectorales.

A l'intimidation administrative des services du ministère de l'Intérieur s'ajoutait celle du ministère de l'Instruction Publique. Sous la pression des ordres formels de l'autorité académique, certains instituteurs et certaines institutrices (surtout des maîtres parachutés de France) menacèrent les enfants de sévères punitions et les parents d'amendes au cas où ils suivraient le mot d'ordre de grève.

C'est ainsi qu'un instituteur d'outre-Vosges, exerçant dans la commune socialiste de Strasbourg-Grafenstaden demanda, le samedi 14 mars 1925, les noms des élèves qui feraient grève le lundi 16 mars. «Ils furent treize à se lever. Le maître les obligea à tendre la main, et avec une règle, il les frappa. Il posa la question une deuxième fois, quelques heures après ; les treize enfants se levèrent de nouveau et l'instituteur les frappa derechef. La question fut posée une troisième fois à la fin de la classe et pour la troisième fois, les treize enfants se levèrent, tendirent la main et furent frappés. Le lundi 16 mars, les treize enfants faisaient effectivement grève».

Le lundi 16 mars 1925, dans 324 communes, la grève générale scolaire était suivie à 100 % ; dans 277 communes, entre 80 et 100 % ; dans 124 communes, entre 50 et 80 %. Seules 58 communes, parmi les plus importantes, il est vrai, avaient un taux d'écoliers grévistes inférieur à 50%.

Ce même jour se déroulaient de grandes manifestations organisées par la Ligue des Catholiques d'Alsace à Colmar. Y prirent la parole le Dr Pflieger, Michel Walter, Brom et l'évêque de Strasbourg. Ce dernier déclarait : *«Les larmes dans les yeux, le rouge de la honte au visage, je suis malheureusement obligé de dire qu'un Alsacien catholique ne peut plus aujourd'hui avoir confiance en la parole d'un représentant de la France»*. Un tonnerre d'applaudissements prolongés salua cette phrase que la presse du lendemain imprimait en caractères gras. Puis une résolution fut adoptée : elle réclamait le plébiscite sur la question scolaire et la liberté scolaire des parents.

Au lendemain de la première grève scolaire jamais connue dans l'histoire de l'Alsace, Mgr Ruch remerciait les fidèles de son diocèse : «Par tous les moyens, l'on a essayé de garrotter votre liberté de conscience. Tous les efforts de l'ennemi ne sont parvenus qu'à souligner davantage sa défaite. Toutes les menaces se sont écrasées sans force contre votre volonté... Vous avez répondu aux tyrans : vous n'aurez jamais l'âme des enfants de l'Alsace ! (Den Tyrannen habt Ihr die Antwort gegeben : Niemals werden sie die Seele der Kinder des Elsass haben !)». «Les patriotes français avaient chanté jadis contre les Allemands : «Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine» ; l'évêque de Strasbourg retournait le refrain au gouvernement de Paris : «Vous n'aurez

pas l'âme des enfants de l'Alsace !». Et le gouvernement français ne lui pardonna jamais, même un an avant sa mort, d'avoir défendu l'Alsace catholique. Le 26 juillet 1944, une note inspirée par Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance, était consacrée à l'épuration de l'épiscopat ; on pouvait y lire : «En ce qui concerne l'évêché de Strasbourg, il semble que Son Excellence Mgr Ruch, indiscutable au point de vue national, ne puisse être maintenu à la tête de son diocèse, en raison de la situation qui s'y était créée avant la guerre». Et l'on proposait son remplacement par le chanoine Flory de Montbéliard '. La presse anticléricale aux ordres de Paris se déchaîna également contre Mgr Ruch : Les Dernières Nouvelles s'en prirent jusqu'à la personne privée de l'évêque et répandirent sur son compte de monstrueuses calomnies. Le gouvernement Herriot voulut utiliser le Concordat auprès de la Curie Romaine pour obtenir la mutation de Mgr Ruch : en vain. Au contraire, le 20 mai 1925, le pape Pie XI fit à Rome l'éloge de l'Alsace contestataire : «Je sais, déclarait-il, ce qu'est l'Alsace et ce que sont les Alsaciens. Je sais quel merveilleux héritage religieux ils ont reçu de leurs ancêtres. Je connais les combats que les Alsaciens ont livré pour leur famille, l'école chrétienne, l'Eglise et Dieu. J'ai béni en mon esprit tous les efforts de l'Alsace pour conserver ses droits religieux, j'ai prié pour elle et je prie pour elle».

Le gouvernement français ne se considérait pas encore comme battu. Il changea de tactique pour faire autoriser par le Vatican les écoles interconfessionnelles et du même coup condamner l'Eglise d'Alsace par Rome. Il prétexta pour cela qu'en pratique fonctionnaient déjà 400 écoles interconfessionnelles. L'artifice échoua : il avait, suffi qu'une fois, quelque part, un élève d'une autre religion se soit trouvé dans une école, pour que Paris considérât cette école comme «mixte» ! Les débats à la Chambre des Députés, les 17 et 23 mars avaient été difficiles. Michel Walter y prononça un discours de huit heures au milieu des injures des Cartellistes et il le terminait par cet avertissement à Herriot : «Monsieur le Président du Conseil, aujourd'hui vous êtes encore au pouvoir ; demain peut-être plus. Mais l'Alsace vous survivra !»

Le comité directeur de la Volkspartei se réunit le 28 mars 1925 pour étudier la situation, notamment à la suite des manœuvres gouvernementales pour séparer les députés de la Volkspartei (UPRA) des députés radicaux-démocrates. Michel Walter prit le premier la parole pour rappeler les injures dont il fut l'objet à Paris : «Je suis heureux de savoir qu'on nous traite quasi officiellement d'Alsaciens non Français. Eh bien ! s'il fut être laïque pour être Français, je ne le serai jamais !».

Il se montra très pessimiste en ce qui concernait l'évolution du problème scolaire Alsace et en Lorraine : «Je suis partisan d'un coup de force, pour trouver au gouvernement qui s'inspire de la devise «La force prime le droit» que les Alsaciens sauront faire triompher leur droit sacré au détriment des idées sectaires du Cartel». Il proposa en conséquence la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire immédiatement après la fin des débats à la Chambre sur l'Alsace et la Lorraine. En outre, Walter redoutait l'affaiblissement de la Volkspartei par le développement de plus en plus important de fractions royalistes et de partisans de l'autonomie politique. Il demanda également la modification des statuts et du programme de la Volkspartei (UPRA), de manière à mieux souligner ses principes fondamentaux «démocratie» et «christianisme», et surtout pour pouvoir concilier les autonomistes et les royalistes. Il proposa par exemple de remplacer : «L'Union Populaire est un parti politique ; comme parti démocratique, elle veut transformer la République» par la proposition suivante : «L'Union Populaire est un parti politique ; comme parti démocratique, elle veut transformer la République actuelle, fondée sur une centralisation et une bureaucratie, en une véritable démocratie basée sur les principes du christianisme, qui exige pour les confessions religieuses une réglementation leur garantissant le respect, la protection et la liberté auxquelles elles ont droit d'après leurs principes, et qui demande dans leurs domaines respectifs l'indépendance des Eglises et de l'Etat, et leur collaboration loyale sur les terrains où leurs intérêts se rencontrent. La révision de la Constitution de 1875 doit être réalisée conformément au programme du Parti Démocratique Populaire de France». Michel Walter ajouta : «Nous devons réclamer la suppression de toute centralisation. L'autonomie communale devra être élargie, et l'autonomie régionale devra être sauvegardée par la création d'un

cadre administratif comprenant un Conseil Régional dont les attributions sont exposées dans le programme actuel». L'assemblée approuva à l'unanimité l'exposé de Walter. Thomas Seltz prit ensuite la parole. Il signalait que le gouvernement Herriot s'était laissé acculer, par sa majorité à la Chambre des Députés, dans une impasse, car le Sénat bloquerait aussi bien la suppression de « ambassade auprès du Vatican que l'approbation du budget. Il s'étendit assez longuement sur le cas du député communiste Charles Hueber. En effet, quatre jours plus tôt, le 24 mars 1925, Charles Hueber était monté Pour la première fois à la tribune de la Chambre des Députés et, au grand scandale des Français, il avait prononcé toute la seconde partie de son discours en dialecte alsacien ! Or le gouvernement français avait espéré que les 21 députés alsaciens-lorrains de l'opposition provoqueraient des incidents en empêchant Hueber de s'exprimer en alsacien, ce qui aurait ainsi permis aux deux députés socialistes de faire en Alsace une campagne contre la Volkspartei. Mais les 21 députés du Bloc National n'en firent rien au grand dépit des socialistes. Et durant les deux mandats de 1924-1928 et 1936-1942, Charles Hueber se fit toujours remarquer à la Chambre en provoquant de nombreux incidents, parce qu'il commençait régulièrement en dialecte alsacien ses interventions toujours et uniquement consacrées à l'Alsace-Lorraine, dont il déplorait, d'après le Dictionnaire des Parlementaires, «qu'elle fut soumise à la dictature du gouvernement». Par l'usage de la langue allemande, Hueber rendait sensible aux députés le particularisme alsacien. Le député Joseph Brom (1881-1945) insista fortement sur le mouvement autonomiste qui d'après lui pourrait prendre une rapide extension dans tout l'ancien Reichsland Elsass-Lothringen. Pour le moment, Claus Zorn von Bulach semblait en être le chef, mais il pourrait être rapidement remplacé par une personnalité plus marquante ; le Dr Eugène Ricklin lui avait parlé en effet d'un nouveau mouvement autonomiste qui mettrait Zorn von Bulach sur la touche. Et Brom de se demander quelle attitude devrait prendre la Volkspartei en face du malaise actuel qui nuisait au prestige de la France. Il acheva son intervention en souhaitant que la question du mouvement autonomiste figurât à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire, à côté et en conséquence du problème scolaire.

Depuis l'arrivée de Herriot au pouvoir, les capitaux quittaient la France. En avril 1925, la Banque de France ne put faire face aux demandes massives de remboursement des titres d'emprunt. Afin de sortir de l'impasse, Herriot demanda au Parlement l'autorisation de mettre en route la «planche à imprimer les billets». Le Sénat refusa, et le 17 avril 1925, un mois après la grève des écoliers alsaciens, le gouvernement Herriot était renversé. Painlevé (1863-1933) fut appelé par le président Doumergue à former un nouveau gouvernement qui se hâta de mettre en veilleuse les projets de son prédécesseur. Il exposa son programme gouvernemental le 21 avril 1925, avec un budget en équilibre et la ferme volonté de ne point s'égarer dans les «malentendus irritants» et les «polémiques passionnées». A bon entendeur, salut !

Painlevé maintint donc l'ambassade de France auprès du Vatican : «Il est apparu qu'il convenait de faire état à la fois des exigences de la concorde nationale et des conditions délicates de la politique mondiale

Pour maintenir auprès du Vatican un représentant hautement qualifié. Mais les membres du gouvernement, quelles que soient leurs convictions doctrinales, ont été d'accord pour demander, au nom de l'intérêt général, de ne pas rouvrir une controverse inopportune et dommageable au crédit public».

Après avoir souligné l'attachement indéfectible de la République à la législation laïque qu'il entendait faire respecter «en l'appliquant avec autant de mesure que de fermeté», Painlevé aborda la question de l'Alsace-Lorraine : «Quant à l'Alsace et à la Lorraine recouvrées, elles sont trop chères à notre cœur, le jour d'indicible joie où elles ont été rendues à leur vraie patrie est trop vivant dans notre souvenir, pour que des malentendus, passionnés peut-être, mais destinés à s'apaiser, entraînent une mésintelligence réelle entre elles et le gouvernement. L'assimilation législative ne saurait être poursuivie — que leurs représentants en soient assurés — qu'entourée de tous les conseils qualifiés, dans le respect des droits acquis, dans un souci d'entente générale et d'unité nationale. Aucun Français n'ignore le pur et invincible patriotisme des fils du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle

et leurs nobles traditions séculaires de liberté et de démocratie républicaine. Nous sommes sûrs qu'ils entendront notre appel fraternel, quand nous leur demanderons d'effacer ensemble et d'un commun accord, avec le concours du temps, les traces d'un demi-siècle de douloureuse séparation».

Le discours gouvernemental du 21 avril 1925 était, en ce qui concernait l'Alsace-Lorraine, un véritable chef d'œuvre à la fois de principes contradictoires, de cynisme et d'apaisement factice. Certes, il mettait provisoirement fin au Kulturkampf français et accordait un répit religieux aux Alsaciens-Lorrains. Mais Painlevé était le digne successeur d'Edouard Herriot quant à la perfidie. En effet, deux mois plus tard, le 24 juillet 1925, Painlevé allait arracher à l'ancien Elsass-Lothringen le dernier fantôme de sa noble autonomie : le Commissariat Général de la République à Strasbourg. Le 15 octobre 1925 était créée la Direction Générale d'Alsace et de Lorraine à Paris.

Tout semblait donc fini. Pourtant tout ne faisait que recommencer.

X – LE MOUVEMENT DE LA ZUKUNFT

La crise religieuse déclenchée par Edouard Herriot, en s'ajoutant aux crises culturelles, sociales et économiques, hâta la restructuration de l'autonomisme alsacien-lorrain, toujours aussi vivace après l'armistice qu'avant l'armistice. Malgré tous les obstacles élevés par le gouvernement centralisateur et assimilateur de la France, l'autonomisme bourgeonnait partout.

1. Le concept de Minorité Nationale

Dans l'immédiat après-guerre, cet autonomisme revêtait surtout un caractère séparatiste et visait la création d'un Etat souverain et neutre d'Alsace-Lorraine, fédéré ou non fédéré à l'intérieur d'une Fédération Rhénane, qui aurait éventuellement pu s'appeler «la plus grande France». Mais à partir de 1922, l'autonomisme alsacien-lorrain s'alimentait à un autre principe, celui de Minorité Nationale, qui ne supposait plus le séparatisme, mais l'autonomie ethnique des Etats fédéraux polyethniques.

Le principe de Minorité Nationale semble être apparu en 1814 aux Pays-Bas ; il fut vulgarisé au Congrès de Berlin en 1878, et le président des U.S.A., Wilson, lui accorda une importance primordiale dans ses déclarations, et notamment dans ses 14 points du 10 janvier 1918, base de la paix nouvelle. Il figurait à l'article 93 du traité de Versailles et se rencontrait dans la correspondance d'hommes d'Etat, comme Clemenceau.

Dès l'hiver 1919-1920, les Alsaciens-Lorrains expulsés ou réfugiés en Allemagne, et regroupés autour du jeune Robert Ernst, avaient adopté cette ligne politique en renonçant au droit légitime du peuple alsacien-lorrain de se décider en faveur d'un Etat Elsass-Lothringen indépendant et souverain. Ils avaient préféré suivre la politique modérée des Minorités Nationales, qui permettrait à l'Alsace-Lorraine de conserver son autonomie au sein de l'Etat français et qui semblait correspondre aux promesses solennelles faites par les autorités françaises elles-mêmes en 1914, mais surtout en 1918 et 1919.

En Alsace-Lorraine même, on accorda une grande attention à la résolution que la troisième session de l'Assemblée Générale de la Société des Nations avait votée le 21 septembre 1922 dans son article 4 : «L'Assemblée exprime l'espoir que les Etats qui ne sont liés vis-à-vis de la S.D.N. par aucune obligation légale en ce qui concerne les minorités, observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les Traités et selon l'action permanente du Conseil». Or, précisément, l'Alsace-Lorraine constituait une minorité de race, puisque peuplée traditionnellement par les Alamans et les Franciques ; une minorité de religion, puisqu'elle s'opposait au laïcisme français ; une minorité de langue, puisque le peuple était naturellement germanophone. L'Alsace-Lorraine était bel et bien une Minorité Nationale, et à ce titre elle avait des droits naturels imprescriptibles, reconnus de surcroît par les promesses solennelles de la France, même si ces droits étaient cyniquement violés par les gouvernements français.

Le premier Alsacien à attirer d'une façon régulière l'attention sur le concept de Minorité Nationale était un jeune journaliste, Paul Schall, né le 15 juin 1898 à Strasbourg. Démobilisé de l'armée allemande après l'armistice, il avait d'abord exercé la profession de dessinateur avant de devenir gérant et directeur d'une feuille hebdomadaire gauloise : D' Stadtbrill (La lunette de la ville), dont la durée fut éphémère. C'est alors que Alphonse Heydt fonda, à l'imitation des feuilles satiriques parisiennes, D'r Schliffstaan (La meule à aiguiser), avec Paul Schall comme principal collaborateur. Très anti-conformiste, la publication heurta plusieurs fois le sentiment strasbourgeois ; sur plainte de l'association «Pro Familia», elle fut condamnée le 18 mars 1921 par le Tribunal Régional de Strasbourg à 100 francs d'amende. Elle comprenait deux parties, la première critique, la seconde humoristique

1. La partie critique exprimait les idées d'un petit groupe d'autonomistes strasbourgeois dirigé par Schall, Schlegel et Matter ; René Hauss était un sympathisant. Très tôt, Paul Schall estima dans ses articles que les différences ethniques et culturelles entre la France et l'Alsace-Lorraine justifiaient le droit naturel de cette dernière à développer une culture autonome : «la France neut et ne doit pas assimiler l'Alsace-Lorraine ; tout au plus peut-elle se l'associer». Le 5 mai et le 2 juin 1923, il stigmatisait l'assimilation comme une «politique de violence» (Gewaltpolitik) qui interdisait toute liberté. A l'occasion de la Fête Nationale, Schall écrivait le 13 juillet 1923 : «Nous savons bien aujourd'hui que la France ne partage pas notre conception de la liberté. Nous voulons savoir nos richesses culturelles à l'abri, nous ne voulons pas voir notre langue maternelle poussée de côté. Voilà un élément essentiel de notre conception de la liberté». Mais ce fut le 10 mai 1924, à la fin de la campagne électorale, que sous la plume de Paul Schall, D'r Schliffstaan utilisa pour la première fois l'expression de «Minorité opprimée» (unterdrückte Minorität) et avertissait les fanatiques de l'assimilation française que leur attitude vis-à-vis de la langue maternelle conduirait l'Alsace-Lorraine à la sécession. Enfin, en mars 1925, lors des grèves scolaires, Schall publiait un article caractéristique du tournant que prenait la politique en Alsace-Lorraine : «Les droits des Minorités Nationales», et revendiquait l'autonomie ethnique comme un droit naturel 1.

En cela, D'r Schliffstaan rejoignait la thèse qui s'exprimait de plus en plus clairement dans le mensuel de l'abbé Xavier Haegy, Die Heimat (Le pays natal). En octobre 1924, quelques jours après que le comité directeur de la Volkspartei eût décidé d'appuyer la grève scolaire générale, Die Heimat publiait un article de Bernhard Hartschmied : «Elsass-Lothringen und der Volkerbund» (L'Alsace-Lorraine et la Société des Nations). On pouvait y lire entre autre : «L'Alsace-Lorraine compte parmi les territoires dont les questions intérieures ont une répercussion internationale. Les représentants des puissances à la Société des Nations s'intéressent naturellement à elle. Les événements qui se produiront entre le Rhin et les Vosges feront, comme dans le passé, l'objet de l'attention de l'Europe et du monde entier... Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France par le traité de Versailles est l'un des éléments les plus importants des temps nouveaux. Les conditions dans lesquelles ce retour s'est effectué sont d'ordre international. Il a eu lieu avec la promesse solennelle, donnée à la population croyante, de respecter les institutions et les traditions religieuses.

1. Les autonomistes n'acceptèrent qu'à regret la politique de Minorité Nationale : «L'abandon du plébiscite et de l'indépendance est un grand cadeau fait à la France qui reconnaîtra pas à l'Alsace-Lorraine sa qualité de Minorité Nationale, parce que cet abandon sera interprété comme une faiblesse» (Communication de Paul Schall à l'auteur). La réalisation de cette promesse intéresse la Société des Nations comme le développement que prennent les événements intéresse les amis de la paix. Il peut se faire que l'on parle un jour de l'Alsace-Lorraine à la Société des Nations, comme par exemple de la Sarre et des territoires occupés. La question du statut de l'école et de l'Eglise pourra y être agitée».

2. Prise de contact entre les Alsaciens-Lorrains départ et d'autre du Rhin

On a vu à la fin du septième chapitre que le Dr Robert Ernst avait fondé en janvier 1923 une

Association d'Alsaciens-Lorrains de vieille souche ou Alt-Elsass-Lothringische Vereinigung. Les événements suscités par la politique antireligieuse du gouvernement Herriot attirèrent spontanément son attention sur la question. Dès la livraison d'août 1924, son bulletin mensuel *Elsass-Lothringen / Heimatstimmen* publiait un important compte rendu de la manifestation du 20 juillet à Strasbourg :

«C'est le 20 juillet que les catholiques de toute l'Alsace s'étaient donné rendez-vous à Strasbourg pour manifester contre les lois laïques françaises. On avait prévu cinq réunions, il fallut en organiser quatorze, à tel point les manifestants étaient nombreux. «La presse alsacienne de gauche perd son temps à vouloir faire croire que ce mouvement de protestation n'est autre chose que la répercussion de l'agitation du clergé inspirée par des motifs purement égoïstes et matériels. Au fond, ce mouvement est le premier sursaut de notre peuple contre les efforts d'assimilation depuis son rattachement à la nation française. Pour la première fois depuis 1918, notre peuple fait voir que le lien qui nous relie à la France nous meurtrit. C'est pour cela que nous autres Alsaciens, qui rejetons de notre cœur et en conscience la France, qui sommes condamnés à vivre provisoirement dans ses frontières et réduits à une attitude passive par la force des baïonnettes et de la police, saluons avec satisfaction ces manifestations du Kulturkampf. Il faut en effet que ces manifestations ouvrent les yeux à tout l'univers et qu'elles lui prouvent que nous constituons un problème international et que, dans ce siècle de protection des Minorités et du Droit des Peuples à disposer eux-mêmes de leur sort, nous revendiquions les mêmes droits que toutes les autres minorités de race qui gémissent dans tous les coins de notre Europe enchaînée par les fameux traités de paix qui ont mis fin à la guerre mondiale». Estimant l'occasion favorable, l'ancien chef du dernier gouvernement du Land Elsass-Lothringen, Karl Hauss, chercha à entrer en contact avec les Alsaciens-Lorrains groupés autour du Dr Robert Ernst, auquel il demanda en automne une entrevue personnelle. Elle eut lieu dans la tête de pont tenue par les troupes françaises sur la rive droite du Rhin, face à Strasbourg, dans la ville de Kehl. Dès le début, Karl Hauss conjura Robert Ernst de concentrer l'action de tous les Alsaciens-Lorrains établis dans la République de Weimar sur le maintien de notre culture indigène en Alsace-Lorraine, et cela en dehors de tout esprit de revanche et d'irréductibilisme : «Sous aucun prétexte, l'Alsace-Lorraine ne doit redevenir la pomme de discorde entre l'Allemagne et la France. Au contraire, une honnête compréhension entre les deux peuples doit constituer le préalable à tout développement pacifique des deux nations. Nous Alsaciens-Lorrains germanophones, nous devons de part et d'autre du Rhin renoncer à nos désirs personnels. Toutefois notre renoncement à modifier l'appartenance politique d'Elsass-Lothringen à la France nous impose par contre le devoir sacré d'exiger, à l'intérieur du cadre de l'Etat Français, un genre de vie qui nous permette d'unir un comportement loyal de citoyen français à la fidélité à l'égard de notre Volkstum héréditaire.

«Nous n'avons pas le droit de nous laisser ravir notre langue allemande, nos coutumes ancestrales, nos liens intimes avec la culture allemande, notre caractère alaman et francique, si nous ne voulons point perdre notre propre dignité et ne point laisser paralyser notre propre développement. Notre position frontalière exige aussi une situation exceptionnelle. Notre agriculture et notre industrie, toutes deux hautement développées, réclament l'union étroite avec tout l'espace rhénan, si nous voulons réaliser notre plein épanouissement économique. Pour le jour où la France et l'Allemagne se seront engagées dans une collaboration commune, nous ne devons pas, par la politique d'assimilation de la France, laisser échapper nos chances ; cause de rivalité dans le passé, nous serons dans l'avenir les médiateurs nés des deux pays. «Le combat pour sauvegarder, par l'octroi du statut d'autonomie dans le cadre de la France, les richesses de notre Volkstum sera assurément difficile, à cause de la mentalité centralisatrice qui domine dans l'esprit des chefs politiques de la Illème République. Et ce combat sera d'autant plus difficile, que la puissance statocratique de la France, qui s'est emparée des leviers de décisions, cherchera à exercer une pression formidable en vue de ses propres conceptions d'assimilation et d'uniformisation, et cela dans tous les secteurs de la vie des Alsaciens-Lorrains. «Par rapport à cette assimilation et à cette uniformisation dévastatrices, la situation demeure tragique en Alsace-Lorraine. Du fait de sa puissance financière et de sa position sociale qui lui vaut

une certaine indépendance dans la sphère économique et politique, la bourgeoisie a pour vocation naturelle de conduire l'Etat vers le compromis d'un statut original et propre, celui de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine au sein de la France Or, la bourgeoisie alsacienne-lorraine ne remplit pas ses devoirs politiques, parce qu'elle a perdu tout sentiment pour les libertés ethniques et s'est entichée d'un ultra-patriotisme français ; parce que depuis longtemps coupée des masses populaires d'Elsass-Lothringen, elle s'est fondue dans la langue et la civilisation parisiennes. Largement francisée, elle a perdu toute communion intime avec le Volkstum autochtone ; pire, elle cherche à entraîner le peuple à sa suite vers une francisation de plus en plus complète, afin de servir l'Etat Français qui est à son service. A ces descendants dégénérés de l'ancienne et fière bourgeoisie des villes libres du Saint Empire Romain Germanique, il manque encore une plus triste action : pouvoir jeter par-dessus bord ce riche héritage culturel que nous, Alsaciens, éléments importants de cette culture allemande, possédons dans une si large mesure. De ce côté donc, nous n'avons aucun secours à attendre ; nous ne trouverons que des oppositions et des trahisons. « Dans ces conditions, le front défensif contre la politique assimilatrice de l'Etat français repose largement sur l'aide que vous, Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne, vous pourrez nous prêter. Le combat proprement dit, nous seuls, Alsaciens-Lorrains d'Alsace, nous pourrions le mener sur place. Vous devrez d'abord vous faire l'écho de notre lutte à travers toute l'Allemagne et même à l'étranger. A ce propos, je salue la publication à Berlin de vos Heimatstimmen et de votre Elsass-Lothringischer Pressedienst, en même temps que vos relations avec différents journaux étrangers. Mais, tout cela, en réalité, n'est qu'un travail secondaire. « Ce qui est plus important, c'est de nous aider à édifier un front défensif en Alsace-Lorraine même. Ce front, fondé sur la revendication d'une culture originale et propre, demande des moyens beaucoup plus étendus que la simple action politique. Nous devons faire entrer en ligne le livre allemand, le théâtre allemand, la musique allemande, le contact vivant — surtout des plus jeunes générations — avec l'ensemble de la vie culturelle allemande ; nous devons créer une littérature propre, publier nos propres revues, voire même des journaux qui échappent à l'emprise parisienne ; et finalement par le jeu des élections, n'envoyer que d'authentiques Heimattreuen dans les conseils municipaux, les conseils généraux de nos trois départements, à la Chambre des Députés et au Sénat, afin qu'ils représentent les vœux particuliers du peuple alsacien-lorrain ». « Moi-même, ajoutait Karl Hauss, j'envisage la publication d'un hebdomadaire à Strasbourg. Vous pouvez être convaincu que, malgré toutes les manœuvres d'intimidation que nous prévoyons dans tout le pays, nous réunirons autour de nous une masse de partisans dont le nombre étonnera. Nous avons surmonté le profond traumatisme de l'effondrement allemand en 1918. Pour secouer la torpeur des partis politiques et dépasser toutes les oppositions confessionnelles, notamment entre catholiques et protestants, pour nous unir tous, il nous faudra un programme raisonnable qui tienne compte à la fois des intérêts de la France et du peuple d'Alsace-Lorraine. Vous, sur la rive droite du Rhin (vo drewa), tenez-vous prêts à venir en aide partout où se manifesterait notre combat de défense culturelle. Chez nous, qu'il n'y ait plus d'opposition entre ceux qui penchent vers la France ou vers l'Allemagne, entre gauche ou droite, entre catholiques ou protestants, voire même libres-penseurs. Dans un effort commun, comme un seul homme, il nous faut affronter l'immense danger de l'effondrement culturel de notre peuple d'Alsace-Lorraine ». Le journal ethnique que Karl Hauss rêvait de fonder ne vit jamais le jour : l'homme mourut brusquement le 30 janvier 1925, âgé seulement de 54 ans. Pour l'Histoire, Karl Hauss restera l'un des Alsaciens les plus authentiques et les plus lucides, l'un de nos grands hommes politiques. L'abbé Karl Sigwalt, curé de Runzenheim, co-fondateur de l'Elsaesser-Bund en 1918 et ancien secrétaire du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine, ne lui survécut que deux mois : il mourut en mars 1925. Lui aussi restera une belle figure alsacienne. Toutefois, avant leur mort, ils purent deviner la fin de l'hiver et la proximité du printemps ethnique. Le 26 novembre 1924, la troupe bâloise « Pons » jouait à Strasbourg le Don Carlos (1787) de Schiller : c'était la première pièce de théâtre en Hochdeutsch depuis 1918 ! En mars 1925, la même troupe donnait le Faust I (1808) de Goethe. A la Chambre, les députés alsaciens-lorrains défendaient le Concordat, l'école confessionnelle, les droits des fonctionnaires indigènes, le bilinguisme et la

légitimité de la langue allemande ; ils réclamaient en outre un régionalisme poussé. La défense s'organisait spontanément selon l'origine et la profession d'un chacun. Les prêtres catholiques et les pasteurs protestants s'attachaient à maintenir dans le domaine religieux la Muttersprache qu'ils considéraient à bon droit comme le vrai chemin du cœur des enfants aussi bien que des adultes. Les intellectuels étaient décidés à ne point perdre leur enracinement dans les richesses culturelles de la pensée allemande. Avec effroi, les responsables syndicaux paysans et ouvriers voyaient le recul de l'instruction et du développement intellectuel des enfants, du fait d'un enseignement donné uniquement dans la langue étrangère au peuple, la langue française. De plus en plus, des avocats courageux refusaient de Plaider en français parce que les parties et les témoins devaient entendre le droit dans leur propre langue. Employeurs et employés exigeaient la conservation d'une entité Alsace-Lorraine pour des motifs économiques. D'une façon générale si, hors le temps des crises, personne ne réclamait plus l'application du droit à l'autodétermination, par contre, de toutes les nuances de l'éventail politique, depuis les communistes Hueber et Mourer jusqu'aux radicaux libéraux Wolf et Dahlet, en passant par les gros bataillons de la Volkspartei, partout s'élevaient les voix de la fidélité au sang et au sol pour réclamer de plus en plus fortement l'autonomie régionale de l'Alsace-Lorraine, comme seul véritable garant des droits naturels et sacrés.

De l'autre côté du Rhin, le Dr Ernst se mit à réunir des fonds pour aider ses compatriotes d'Alsace-Lorraine. Des sociétés parallèles, les titulaires de postes officiels et semi-officiels, des personnalités du monde industriel et commercial, répondirent plus ou moins favorablement aux demandes financières du chef de l'Alt-Elsass-Lothringische Vereinigung. Il avait aussi accès aux fonds officiels de la République de Weimar : son ami Adolf Goetz, ancien directeur du Grundbuch à Strasbourg et Regierungsrat, se trouvait à la tête de la Section Elsass-Lothringen auprès du ministère de l'Intérieur allemand ; le colmarien Rudolf Schwander, ancien maire de Strasbourg et dernier Statthalter du Land Elsass-Lothringen, était Oberpräsident du Land de Hessen ; le général Heinrich Schetich de Sélestat avait été le dernier ministre de la Guerre du royaume de Prusse et avait de nombreuses relations ; enfin, le Dr Otto Meissner, né à Bischwiller en 1880, était membre de tous les gouvernements allemands de 1923 à 1945. Mais l'aide officielle ne fut pas accordée de suite. En effet, dès 1924, peut-être immédiatement après l'entrevue Hauss / Ernst à Kehl, le Dr Ernst et le général Scheuch rédigèrent une demande de subventions de la part du ministère des Affaires Etrangères. Pour les besoins de la cause, ils exagéraient la situation réelle en Alsace-Lorraine en déclarant que poussés à bout par la politique antireligieuse de Herriot, les Alsaciens-Lorrains réclamaient le droit au plébiscite, et ce plébiscite pourrait bien conduire à la neutralisation d'Elsass-Lothringen. Die Alt-Elsass-Lothringische Vereinigung avait l'intention de participer activement à cette campagne, d'autant plus que la neutralisation de l'Alsace-Lorraine serait finalement bénéfique à la France même puisqu'elle garantirait sa frontière de l'Est. Mais le ministère des Affaires Etrangères allemand ne voulait point s'immiscer dans les affaires intérieures de la France et rejeta la demande. Le 20 avril 1925, trois jours après que le gouvernement Herriot eût été renversé à Paris, le Dr Robert Ernst fit une nouvelle demande de subventions au ministère des Affaires Etrangères allemand ; mais prenant note que l'exagération précédente avait conduit à un échec, il rédigea une demande très objective ne demandant plus qu'une subvention destinée à aider la fondation d'un journal dont le but serait de «sauvegarder les droits ethniques et la culture traditionnelle» en Alsace-Lorraine (ein Organ zur Wahrung der elsass-lothringischen Heimatrechte und zur Pflege der angestammten Kultur). Cette fois, les bureaux ministériels accordèrent leur attention bienveillante à la supplique, mais ils ne purent se décider ; en effet, les négociations pour un rapprochement franco-allemand étaient en cours. Dans un article publié anonymement le 10 avril 1925 par le Hamburger fremdenblatt, Gustav Stresemann, ministre des Affaires Etrangères de 1923 à 1929, écrivait : «Il faut convenir que la renonciation à l'Elsass-Lothringen est moralement très pénible... D'un point de vue idéal, il est peut-être regrettable que les Alsaciens-Lorrains n'aient pas été appelés à se prononcer conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais du point de vue réaliste, il n'y a pas grand regret à avoir, car il n'y a guère de doute sur le résultat qu'aurait eu un plébiscite... Si les

Alsaciens veulent une autonomie, il ne dépend que d'eux de travailler à l'obtenir. J'ajoute que moins l'Allemagne donnera l'impression qu'elle s'érige en protectrice de l'Alsace mieux cela vaudra pour le succès de l'autonomisme». Pour mesurer toute la portée de ce renoncement en 1925, il faut savoir que le 13 avril 1919, Stresemann avait prononcé un important discours au Congrès de la Deutsche Volkspartei (DVP) à Iéna, dans lequel figurait ce passage : «L'Alsace et une bonne partie de la Lorraine sont de pays et de sang allemands. Le drapeau tricolore peut bien flotter sur la cathédrale de Strasbourg, il n'en demeure pas moins vrai que l'édifice qui se dresse là-bas est issu de l'esprit allemand et qu'il n'a rien à voir avec l'esprit français... Tout cela se meut (lebt und webt) dans la spécificité allemande et se meut dans l'esprit allemand, et c'est pour cette raison que nous n'oublierons jamais qu'Elsass-Lothringen est allemand (Und deshalb werden wir niemals vergessen, dass Elsass-Lothringen deutsch ist)».

C'était encore dans le même sens qu'en avril 1925, le Dr Robert Ernst avait écrit dans le Rheinischer Beobachter, sous le titre «Promesses françaises» un article assez virulent : «Nous sommes fermement convaincus qu'en dépit de la politique de francisation, nous resterons fidèles à notre caractère allemand, qu'en dépit de l'impérialisme français, nous obtiendrons le droit, refusé jusqu'ici aux Alsaciens-Lorrains, de disposer de nous-mêmes, et que nous userons de ce droit pour briser les chaînes françaises. Mais pour que notre espoir se réalise, il faut que la nation allemande reste forte dans tous ses membres. Si la pensée allemande, si la culture allemande étaient affaiblies Par les forces françaises, tout particulièrement dans les pays rhénans, alors nous devrions perdre tout espoir. «Pendant les journées de novembre 1918, nos bourgeois, ce petit noyau de notables qui, de fait, est intimement lié aux Français, nous ont livrés à la vie et à la mort, à l'Etat français. Et c'est ainsi que notre peuple alsacien-lorrain, qui appartient sans réserve à la nation allemande, fut incorporé à l'Etat et au peuple français. Le droit des minorités que l'on proclame en faveur des Polonais, des Tchécoslovaques, etc. ne fut point admis en ce qui concerne les Alsaciens-Lorrains. Et depuis lors, la France a procédé avec méthode à la francisation de notre Heimat». Quoi qu'il en soit, le 16 octobre 1925 étaient signés à Locarno (Suisse) des accords entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Ces accords comportaient d'abord le Pacte Rhénan, par lequel la République de Weimar reconnaissait les frontières occidentales telles que les avait fixées le traité de Versailles. La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Italie s'engageaient à garantir le statu quo territorial et l'inviolabilité de la frontière en Alsace-Lorraine et en Belgique ; la démilitarisation prévue aux articles 42 et 43 du traité de Versailles était maintenue. La France, la Belgique et l'Allemagne s'engageaient aussi à «ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir en aucun cas à la guerre», sauf en cas de légitime défense ou sur ordre de la Société des Nations. Tous les différends devaient être réglés par une commission de conciliation ou d'arbitrage. Les accords de Locarno, qui établissaient la sécurité territoriale en France, en Belgique et en Allemagne, devaient entrer en vigueur le 14 septembre 1926. Ce ne fut donc qu'après la signature des accords de Locarno et l'acceptation de la perte territoriale, mais non de la culture traditionnelle d'Elsass-Lothringen, que Stresemann autorisa les fonds secrets de son ministère à verser des subventions à la fois au Dr Robert Ernst, né à Hurtigheim en 1897, et à Mgr Emil-Clemens Scherer, né à Mutzig en 1889, toujours membre du clergé du diocèse de Strasbourg et directeur du Reichsverband der Katholischen Auslanddeutschen ou Association Nationale des Catholiques Allemands à l'Etranger. La somme globale de ces subventions pour quatre années s'élevait à 1 529 578 marks (141 247 marks alloués sur le budget 1925/1926 ; 548 331 marks alloués sur le budget 1926-1927 et 840 000 marks alloués sur les budgets 1927/1928/1929).

Ces sommes étaient très inférieures à celles que la propagande française distribuait dans les zones d'occupation française de Mayence et de Coblenche pour y soutenir le séparatisme de la rive gauche du Rhin et la création d'Etats rhénans indépendants, ou le rattachement de la Sarre à la France. Ces sommes étaient encore très inférieures à celles que la France versait à partir de 1926, par crainte du communisme, à Adolf Hitler ; en 1930 exemple, le gouvernement avait autorisé le Crédit Lyonnais

à avancer 20 milliards de francs à 8 % à Hitler par l'intermédiaire d'industriels allemands pour la campagne électorale, avec le résultat que l'on sait : 6 407 000 voix envoyèrent, le 14 septembre 1930, 104 députés nazis au Reichstag, alors que le 20 mai 1928, les nazis n'avaient pu réunir que 810 000 voix pour seulement 12 sièges. Ces sommes étaient encore bien inférieures à celles que la propagande française distribuait en Alsace-Lorraine pour réaliser sa politique d'assimilation et de déculturation, et qui allaient surtout aux journaux et à un certain «service d'information» qui était l'espionnage français en Alsace-Lorraine. Dans le dernier cas, l'argent était ordinairement versé par le secrétaire général de la Présidence du Conseil des Ministres pour les budgets aussi bien ordinaires qu'extraordinaires ; et lorsque la caisse était vide, l'argent venait sans lettre explicative ni indication de but spécifique : «Ne pas répondre et verser» annotait le secrétaire général. Des «journaux» pouvaient brusquement offrir 200 000 francs à quiconque apporterait un renseignement permettant l'arrestation de tel ou tel autonomiste alsacien-lorrain. Après la chute du gouvernement Pierre Laval le 20 février 1932, la revue parisienne Information Sociale signalait, sans trouver de démenti, que les Services d'Alsace et de Lorraine disposaient de fonds secrets plus importants que tous les autres budgets ; ils auraient même été plus importants que ceux du Quai d'Orsay où se trouvait le ministère des Affaires Etrangères, et c'était le Directeur Général Valot qui en était le maître et le dispensateur. Mais la politique d'assimilation ethnique s'appuyait avant tout sur le puissant appareil des fonctionnaires qui exerçaient en Alsace-Lorraine — par priorité — une fonction politique et utilisaient à cet effet les propres ressources de la région : préfets, sous-préfets, directeurs des services publics (chemin de fer, P.T.T., radio, etc.), sans oublier le corps enseignant soumis à la pression des recteurs d'Académie et des inspecteurs. Le clergé concordataire lui-même avait un statut de fonctionnaire et montait à l'échelon au «choix» ou au «grand choix», ne passant d'une cure inférieure à une cure supérieure qu'avec l'agrément du gouvernement français. Le million et demi de marks reçus par l'intermédiaire des Alsaciens-Lorrains d'Allemagne servait d'abord au maintien de la culture traditionnelle. La troupe «Pons» de Bâle absorba 150 000 marks pour des représentations théâtrales de 1924 à 1929 ; chaque année, 30 000 marks passaient dans l'achat de livres religieux allemands que le «Colportage Catholique» de l'abbé Goldschmidt à Sarralbe (Saaralben) et le «Colportage Evangélique» de l'instituteur libre Jean-Eugène Würtz à Dorlisheim, distribuaient ensuite dans les paroisses catholiques ou protestantes ; vers 1929, Würtz écoulait environ six tonnes de livres religieux allemands par mois. En outre, une bibliothèque avec plus de 10 000 livres allemands et plus de 100 journaux ou revues d'Allemagne, avec salle de lecture, fut installée à Strasbourg. L'argent venu d'outre-Rhin servait encore à financer partiellement la Société d'Histoire de l'Eglise (Gesellschaft für Kirchengeschichte) et la Société Scientifique de Strasbourg (Strassburger Wissenschaftliche Gesellschaft), les almanachs populaires (Heimatkalender) et à partir de 1928, la publication des quatre premiers recueils de vieux chants populaires de Lorraine de l'abbé Louis Pinck, curé de Hambach : Verklingende Weisen, œuvre de grande valeur qui n'a son équivalent nulle part, pas même en Allemagne. L'argent du Dr Robert Ernst servait aussi à soutenir les journaux qui défendaient les idées régionalistes, et cela sans distinction d'appartenance politique, comme les journaux communistes L'Humanité d'Alsace-Lorraine et Die Neue Welt, les journaux radicaux-libéraux Das Neue Elsass et Die Freie Zeitung, les journaux catholiques Elsaesser, Elsaesser Kurrier, Lothringer Volkszeitung, et naturellement les journaux autonomistes Zukunft et Elsass-Lothringer-Zeitung. Le soutien apporté à l'imprimerie Erwinia et au journal Die Volksstimme s'avéra fort onéreux : il engloutit à lui seul 250 000 marks. En général, l'aide à la presse se réalisait par l'achat de matériel et de matières premières, ainsi que d'actions des journaux adverses¹. Enfin, des sommes importantes servaient à entretenir les fugitifs, à payer ceux auxquels le gouvernement français avait fait perdre leur emploi ou qu'il avait ruinés, à venir en aide aux prisonniers et à leurs familles. Ces sommes contribuaient également à financer les tracts électoraux, les tournées de conférences et permettaient éventuellement aux partis autonomistes d'entretenir des

permanents.

A ces indications, il faut ajouter quatre remarques :
1°) Aucune loi ni aucun règlement n'avaient jamais interdit de recevoir de l'argent de l'étranger ; ce ne pouvait être un délit avant le 21 avril 1939.
2°) Le Dr Robert Ernst et Mgr Scherer faisaient depuis 1925 pour la sauvegarde de la culture traditionnelle de l'Alsace-Lorraine, ce que Pierre Bücher, Hansi, Zislin et d'autres, comme les membres de la Ligue des Patriotes ou du Souvenir Français, avaient fait avec l'argent français pour la culture et la pensée française avant 1918.

1. La presse autonomiste aurait pu se soutenir elle-même, si le gouvernement français ne s'était pas opposé à la liberté de la presse, en interdisant la vente des publications autonomistes dans les gares (perte de 10 000 exemplaires) et en exerçant un chantage sur les libraires, les vendeurs de journaux et les annonceurs.

3°) Seuls parmi les Alsaciens-Lorrains, le Dr Ernst, le Ministerielfdirektor Dr Goetz, le Dr Rudolf Schwander, Mgr Scherer et le général Scheüch en Allemagne, savaient qu'une aide financière provenait depuis la fin de 1925 des fonds secrets du ministère des Affaires Etrangères ; en Alsace-Lorraine, cette origine restait encore totalement inconnue aux chefs de l'autonomisme en 1945.
4°) Actuellement, la France continue cette politique d'aide à la francophonie, notamment au Québec, en Belgique, en Suisse, en Afrique où l'aspect militaire n'est point ignoré, et même aux U.S.A. en Louisiane. Dans une interview accordée à Charles Hargrove, chef du bureau parisien du Times, et partiellement répercutée par le Monde du 28 Juillet 1973, le ministre des Affaires Culturelles Maurice Druon précisait à cet égard : «Il serait grand temps de dissiper quelques malentendus. On veut y voir je ne sais quelle tendance au chauvinisme ou à l'impérialisme culturel. C'est tout à fait faux. Il y a simplement une réalité et des responsabilités. La réalité, c'est que la langue française est celle non seulement des Français eux-mêmes, mais de cent cinquante autres millions d'hommes à travers le monde... Les responsabilités, ce sont celles de la France devant cet état de fait. Nous sommes responsables, moralement et en partie matériellement, de l'enseignement du français, de sa diffusion et du maintien de sa qualité. Nous devons faire en sorte qu'il reste pour le bien de ceux qui l'emploient, ce qu'il est, une des grandes langues de communication universelle».

Le ministère des Affaires Etrangères allemand et les Alsaciens-Lorrains retirés ou expulsés en Allemagne ne raisonnaient pas autrement ; ils étaient non seulement dans leur droit mais dans leur devoir.

De 1925 à 1929, l'aide financière pour le maintien de la culture traditionnelle en Alsace-Lorraine était complètement désintéressée au point de vue territorial. Le 3 février 1926, Stresemann avait déclaré à l'ambassadeur britannique à Berlin, Viscount d'Abernon : «Si on devait m'offrir demain Elsass-Lothringen, je ne l'accepterais pas. Nous n'en aurions que des ennuis, comme l'Angleterre en a avec l'Irlande». On chercherait en vain une telle affirmation dans la bouche d'un membre du gouvernement français avant 1918 !
Enfin, à la fin d'avril 1927, Stresemann notait que l'essentiel de sa politique étrangère consistait dans une bonne entente avec la France, ce qui impliquait naturellement l'abandon de toute revendication vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine.

1. Le ministre Maurice Druon double le chiffre ; en réalité il n'y aurait que 87 millions de francophones, voire même 65 millions seulement, contre 117 millions de germanophones.

C'est pourquoi, lorsqu'en 1929, au cours d'une rencontre culturelle à Genève, Aristide Briand se fut plaint de ce que l'aide culturelle du gouvernement de Weimar lui semblait comporter une influence politique, Stresemann décida la suppression des subventions au Dr Ernst et à Mgr Scherer ; mais il mourut peu de jours après ; son successeur au ministère des Affaires Etrangères, le Dr Julius Curtius, promit cependant de continuer l'aide financière à l'Alsace-Lorraine, en en réduisant toutefois fortement le montant. De fait, pour l'année 1930/1931 l'on ne trouve plus qu'une proposition de somme de 190 à 210 000 marks (les documents d'archives font défaut pour la suite). Après même la prise du pouvoir par Adolf Hitler en 1933, cette aide fut secrètement continuée, à

l'insu de Hitler et du Parti nazi qui étaient des jacobins hostiles aux idées autonomistes et qui avaient besoin de l'aide ou de la neutralité bienveillante de la France.

3. Die Zukunft

Peu de jours après la chute du gouvernement Herriot et durant la période de négociation des accords de Locarno, avant donc que les Alsaciens-Lorrains d'Allemagne puissent apporter leur aide financière à leurs compatriotes restés au pays, parut le 9 mai 1925 le premier numéro d'un nouveau journal : Die Zukunft, c'est-à-dire L'Avenir. Il portait en sous-titre : Hebdomadaire indépendant pour la défense des droits du pays et du peuple alsacien-lorrains : Unabhängige Wochenschrift zur Verteilung der Elsass-Lothringischen Heimat- und Volksrechte¹. Imprimé en lettres gothiques et entièrement en allemand, il était vendu 30 centimes le numéro ; l'abonnement annuel s'élevait à 12 francs. La première livraison, tirée à 5 000 exemplaires, fut envoyée gratuitement sous bande à tous les maires, à tous les curés et à tous les pasteurs, à tous les instituteurs et à tous les professeurs alsaciens-lorrains ; le journal se trouvait aussi exposé dans les kiosques.

En première page s'étalait un vigoureux appel en style direct, tel que l'avait introduit en 1922 Zorn von Bulach. Cet appel commençait par rappeler les promesses mensongères du gouvernement français et demandait aux Alsaciens-Lorrains de relever la tête : «Die Zukunft invite tous les Alsaciens et tous les Lorrains fidèles à leur ethnie, à défendre leurs droits ethniques par l'union et l'action. D'une année à l'autre, nous avons attendu la réalisation de la plupart des promesses que l'on nous avait faites avant la conclusion de la paix, pour répondre à nos revendications et même à nos désirs.

1. Emile Pinck avait emprunté le titre Zukunft à la feuille berlinoise de Maximilian Harden, alors beaucoup lue.

En vain ! Il est temps que nous sortions de cette fumée de belles paroles et de ces nuages d'illusions, si nous ne voulons pas nous avilir plus que jamais au milieu de notre passé si agité. Le découragement pèse lourdement sur notre pays et sur notre peuple (Auf Land und Volk lastet schwer der Missmut)».

L'appel soulignait ensuite les richesses naturelles de l'Alsace-Lorraine : «Notre pays présente des possibilités exceptionnelles de développement, par la fertilité de son sol, par les richesses de son sous-sol, ainsi que par le dynamisme de ses habitants. Notre peuple n'a rien à envier à ses voisins au point de vue du travail et du progrès dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'artisanat, les arts et les sciences».

Hélas ! le peuple et le pays baignaient dans la morosité et après plusieurs décennies de progrès, ils étaient ramenés en arrière, enfermés dans un système centralisateur et étouffant : «Nous constatons aujourd'hui que notre action est paralysée sur le terrain politique et économique. Un zèle fanatique et aveugle, aux efforts exorbitants, tend à tout niveler dans la République française et rejette pour des générations entières notre développement en arrière. Nous voyons notre particularisme, notre vieille culture, vivement attaqués. Après des dizaines d'années de progrès, nous retombons dans un système d'administration étroit et suranné. Morceau par morceau nos libertés s'effritent. Notre langue autochtone (unsere Landessprache) est opprimée à l'école et dans l'enseignement, dans l'administration, la justice et la législation ; c'est à peine si elle est encore tolérée dans la vie publique où elle régnait depuis quinze siècles. Les enfants du pays passent dans les administrations après les Français de l'Intérieur ; les fonctions publiques sont bourrées de gens qui nous comprennent aussi peu que nous les comprenons. Les effectifs de la police et de la gendarmerie ont été multipliés et constituent de lourdes charges pour les contribuables. Des barrières endiguent notre développement économique, comme aux temps depuis longtemps oubliés. Nous souffrons d'une misère morale et matérielle (Wir leiden geistige und materielle Not)».

Et la Zukunft de se demander ce que pouvait bien signifier pour les Alsaciens-Lorrains la devise Liberté-Egalité-Fraternité : «Que valent en réalité chez nous ces nobles principes de Liberté, d'Egalité et de Fraternité ? Une Liberté qui ne respecte pas le premier et le meilleur des Droits de

l'Homme, celui de la langue maternelle, n'est pas une liberté. Une Egalité qui n'existe que dans les articles et non dans les droits, nous n'en avons pas besoin. Nous ne voulons pas d'une Fraternité qui n'est qu'humiliation pour la plupart d'entre nous (Eine Freiheit, die nicht einmal das erste vornehmste Menschenrecht, das auf die Muttersprache, achtet, ist für uns keine. Eine Gleichheit, die nur in Paragraphen, aber nicht in den Rechten besteht, brauchen wir nicht. Eine Brüderlichkeit, die für die meisten von uns nur Zurücksetzung ist, wollen wir nicht)).

Le nouveau journal exprimait ensuite son amertume face au comportement du gouvernement français : «Nous n'avons pas mérité d'être traités comme on nous a traités, surtout après la réception que nous avons réservée à la France. Et cela, bien que l'Alsace et la Lorraine se trouvent en première ligne pour la conservation des forces statocratiques, bien qu'elles soient très au-dessus de la France par leurs progrès sociaux comme par l'efficacité communale et les réalisations concernant les impôts. Nous Alsaciens-Lorrains, non seulement on nous méconnaît, mais on nous conduit encore de travers. Les principes fondamentaux de notre existence et les conditions de notre prospérité sont différents de ceux de Paris. Seulement là-bas, on ne veut pas le voir». C'était précisément cela le «malaise» de l'Alsace-Lorraine : «Ces sentiments de notre peuple sont aussi ses griefs. Us le sont surtout pour les 90 % de la population de langue allemande à la ville et à la campagne, par-delà toutes différences sociales, confessionnelles et politiques. Même s'ils ne s'expriment que maintenant, ils existent depuis longtemps. Et depuis longtemps, nous aurions dû être entendus. La plus grande partie de notre presse a failli à son devoir d'exprimer honnêtement l'opinion publique. Sa force s'est effritée dans les querelles et les dissensions internes». Et là apparaît l'originalité de la Zukunft : «Pour cette raison, dans la Zukunft, le sérieux de la vérité ne sera jamais sacrifié à l'égoïsme d'un parti, la Fierté de la liberté ne sera jamais vendue au bon plaisir de notre gouvernement, la dignité du droit ne sera jamais livrée au pouvoir. Notre vie publique ne peut être assainie que par une presse qui se tient au-dessus des querelles des partis politiques et au-dessus des luttes économiques. C'est pourquoi nous devons posséder un organe qui, se plaçant sur le terrain des traditions, soit au service de tous les habitants du pays et qui veuille participer dans un esprit de paix et de justice à la réconciliation des peuples. Et tels seront le but et la ligne de conduite de notre feuille.

La Zukunft précisait : «C'est dans ce sens que nous réclamons avant tout le droit de vivre notre particularisme sans être inquiétés. Nous voulons voir respecter notre culture et notre langue. Nous demandons que l'on interrompe la politique linguistique actuelle et que l'on rende de nouveau à notre langue maternelle ses droits naturels. Nous réclamons que l'on respecte le particularisme religieux de toujours de notre peuple. L'administration doit répondre à nos besoins et doit être réorganisée, et à cette occasion, les indigènes doivent avant tout recevoir leur part et leur influence, surtout dans les postes de direction : c'est une question de justice. Nous ne souffrons pas qu'on nous considère comme des étrangers dans notre propre maison ! (In diesem Sinne fordern wir vor allem für uns ungestört unserer Eigenart leben zu können. Unsere Kultur, unsere Sprache wollen wir geachtet wissen. Wir verlangen, dass mit der heutigen Sprachenpolitik gebrochen und unsere Muttersprache in ihre natürlichen Rechte wieder eingesetzt werde. Wir verlangen Rücksicht auf die von jeher ausgeprägte religiöse Eigenart unseres Volkes. Die Verwaltung muss unseren Bedürfnissen entsprechen und umgestaltet werden, und dabei sollen vor allem die Einheimischen, besonders in den leitenden Stellen, den Anteil und den Einfluss bekommen der ihnen von Rechts wegen zukommt. Wir dulden nicht, dass man uns zu Fremden macht im eigenen Hause !)).

L'appel s'achevait par une invitation à faire l'union autour de la Zukunft : «Alsaciens et Lorrains, groupez-vous autour de la Zukunft. Nous voulons travailler ensemble au bien de notre Heimat et lutter ensemble pour nos droits et pour notre avenir, pour le pays, le droit et la paix. (Elsässer und Lothringer, schart Euch um die Zukunft. Wir wollen miteinander zum Wohle der Heimat arbeiten und kämpfen, um unsere Rechte und für unsere Zukunft, für Heimat, Recht und Frieden)).

Toujours sur la première page, l'appel de la Zukunft était accompagné d'un long article «Nach sechs Jahren» (Six ans après), signé par Paul-Joseph Schall, qui se présentait comme rédacteur en chef. Agé de 27 ans, il était aussi le rédacteur en chef de l'hebdomadaire satirique D'r Schliffstaan

et un spécialiste de la question des Minorités Nationales. Mais la Zukunft apparaissait pratiquement comme un journal anonyme, imprimé dans une petite entreprise à Saverne au 115 de la Hauptstrasse. Qui pouvait bien se tenir derrière ce nouveau phénomène de la presse locale ? Mystère !

Pris au dépourvu, la police et l'espionnage français se lancèrent immédiatement sur la piste et firent leurs enquêtes. Ils crurent identifier neuf personnes de religions et de milieux différents, savoir, en dehors de Paul Schall :

— René Hauss, né le 26 juin 1896, fils de Karl Hauss, dernier Staatssekretär du Land Elsass-Lothringen, mort trois mois plus tôt, le 30 janvier 1925, peu de temps après son entrevue à Kehl avec le Dr Robert Ernst ; René Hauss avait pris la suite de l'imprimerie de son père. C'était à l'imprimerie Hauss, 24 Knoblochgasse, que se tenait la réunion hebdomadaire des rédacteurs de la Zukunft.

— Joseph Zemb, né le 30 août 1898 à Schoenau ; il avait fait son grand séminaire en France, était parti Français à Paris et en revint Alsacien ; ordonné prêtre en 1923, il était vicaire à Schiltigheim ; c'était un « orateur de talent et très combatif ».

— Auguste-Frédéric Hirtzel, né le 16 octobre 1884 à Strassburg, et pasteur à Ernolsheim : il était le caissier-gérant du journal et exerça une grande influence autonomiste.

— Charles Maurer, né le 26 juin 1874 à Strasbourg, également pasteur protestant, rédacteur-gérant de la revue hebdomadaire Evangelischer Lutherischer Friedensbote in Elsass-Lothringen.

— Ernest-Louis Matter, né le 26 décembre 1881 à Strassburg, gérant de la Zukunft, acteur revenu à Strasbourg le 10 avril 1924, après des séjours en Autriche et à Berlin.

— Henri-Frédéric-Hermann Solveen, né le 3 janvier 1891 à Strasbourg, artiste-peintre et publiciste, collaborateur à Der Eiserne Mann fondé en octobre 1924 et au journal La République.

— Frédéric Decker, né le 15 avril 1891 à Weitbruch, traducteur au journal La République, et arrêté avec Louis-Edouard Schaeffer, lorsqu'ils étaient étudiants à l'Université, en tant que militants du mouvement neutraliste en automne 1919 et en liaison avec le « Trio Badois ».

— Emile Pinck, né à Lemberg (Moselle) en 1872, frère de l'abbé Louis Pinck, curé de Hambach et auteur des célèbres Verklingende Weisen ; frère aussi de Léon Pinck également prêtre, et enfin de Gaston Pinck, restaurateur à Strasbourg ; Emile était banquier à Strasbourg. Il semble en fait que la toute première initiative de fonder un journal autonomiste revienne à René Hauss, qui voulait réaliser le rêve de son père Karl Hauss, dont le journal prévu ne vit jamais le jour par suite de son brusque décès. En pleine campagne anti-gouvernementale du « printemps chaud » de 1925, René Hauss téléphona à Paul Schall, rédacteur en chef du Schliffstaad, qu'il connaissait à peine. Durant la guerre de 1914-1918, Schall avait fréquenté la « Kunstgewerbeschule » (Ecole des Arts Décoratifs) qu'il dut quitter parce que la guerre avait réduit son père au chômage. Il était dessinateur industriel lorsque René Hauss le conduisit dans un restaurant auprès d'un groupe d'amis. C'est alors que l'on discuta de la création d'un organe au-dessus des partis politiques, destiné à engager énergiquement le combat pour les Heimatrechte, les droits ethniques des Alsaciens-Lorrains. Paul Schall accepta la proposition d'en assumer la direction politique, à condition que les Heimatrechte fussent défendus dans le cadre du traité de Versailles, c'est-à-dire sans remettre en question l'appartenance de l'Alsace-Lorraine à la France, et sur le principe de l'autonomie régionale telle que l'avait accordée l'empire allemand par sa loi constitutionnelle, le Verfassungsgesetz du 31 mai 1911. Schall estima qu'il fallait réunir pour une telle entreprise de 80 000 à 100 000 francs ; or, on ne pouvait compter que sur 25 000 à 30 000 francs ! L'on s'accorda donc une semaine de réflexion, et l'on contacta le banquier Emile Pinck. Emile Pinck avait été receveur général des Postes à Strasbourg-Neudorf et possédait de nombreuses relations en Allemagne ; il avait bien connu Matthias Erzberger, un Allemand, chef des catholiques d'Allemagne et l'un des dirigeants du Zentrum, assassiné en 1921 pour avoir négocié l'armistice du 11 novembre 1918. Après la guerre, il avait quitté les P.T.T. et s'était associé avec son beau-frère, Alphonse Gérardot, docteur en droit et mari de Marthe Pinck. Le 1er octobre 1920, ils avaient fondé la « Banque Gérardot-Pinck et compagnie », située 21 rue du Dôme à Strasbourg ; elle comptait dans sa clientèle l'évêché de Strasbourg et le clergé alsacien. Emile Pinck était encore membre du conseil

d'administration des Verreries de Goetzenbruck dans le Bitscherland (Moselle). Le 24 avril 1923, la Banque «Gérardot-Pinck» s'était associée à la banque suisse «Merkur und Handels A.G.» de Bâle, dont le directeur commerciale était Eric Röchling, un Sarrois. Le lendemain, 25 avril 1923, Wilhelm Neu, directeur de la banque «W. Neu et Compagnie» à Kehl décidait de commanditer la banque Gérardot-Pinck. Or cette banque de Kehl était déjà commanditée par la banque Röchling de Sarrebruck, dirigée par Wilhelm Neu père. Les banques «Merkur Trust» de Bâle, «W. Neu» de Kehl, «Gérardot-Pinck» de Strasbourg, étaient donc des succursales de la banque Röchling de Sarrebruck qui, avant 1918, possédait des mines de potasse en Alsace et des ateliers sidérurgiques en Lorraine. Or, lorsque Rudolf Hannenwald et Fritz Kuhn venaient contrôler la banque «Gérardot-Pinck» à Strasbourg, ils allaient au restaurant de Gaston Pinck avec l'ancien Staatssekretär Karl Hauss, et c'était probablement pour la fondation de son journal autonomiste que la banque de Kehl avait porté à l'actif de Pinck Emile une somme de 100 000 à 150 000 F au commencement de l'année 1925. Comme à cette époque le Dr Robert Ernst ne disposait pas encore de fonds pour l'Alsace-Lorraine, l'on peut supposer qu'une partie de l'argent nécessaire au lancement du journal Die Zukunft, fourni par des bienfaiteurs inconnus, avait pu transiter par ce canal : ce n'est qu'une hypothèse qui n'a pas encore pu être vérifiée. Les 5 000 exemplaires du premier numéro avaient été distribués gratuitement. Le troisième numéro comptait déjà 3 000 acheteurs, le quatrième 5 000, le cinquième 7 000. Le prix unitaire passait de 30 à 50 centimes. Dans l'automne de la même année 1925, la Zukunft s'appuyait sur 17 000 abonnés ; ils étaient 28 000 au printemps de 1926. Le tirage maximum se situait autour de 40 000, mais le tirage moyen était de 35 000. Alors que la fondation en 1919 du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine avait complètement été passée sous silence par la presse locale, la parution la Zukunft fut saluée avec enthousiasme par la presse régionaliste Alsace-Lorraine. Dès 1925, Die Heimat de l'abbé Haegy notait : «l'Alsace est un pays, et l'alsacianité n'est pas un vague concept, et les droits ethniques du peuple alsacien ne sont pas de vains mots. Cela est prouvé par le succès du mouvement de la Zunkunft (Das Elsass ist eine Heimat, und das Elsaessertum kein vager Begriff, und elsaessische Volksrechte sind kein leeres Wort. Das beweist der Erfolg der Zukunftsbewegung)». Et en janvier 1926 : «L'apparition de la Zukunft était comme l'éclatement d'une soupape de sécurité. Depuis, cette soupape rugit et gicle (Das Erscheinen der Zukunft war gleich dem Aufspringen eines Sicherheitsventils. Seither braust und sprüht es)». Dans Le Roman de l'Alsace que le publiciste Raymond Portai publiait en 1927, l'on trouve une assez juste appréciation du phénomène Zukunft : «La situation présente un caractère de gravité extrême. L'hostilité à la France, sporadique hier, est maintenant quasi générale. D'individuelle et de négative qu'elle était, elle est entrée dans une phase d'activité et de concentration qui ne laisse pas d'ouvrir des perspectives redoutables. Il a suffi que la Zukunft naquît pour qu'elle cristallisât toutes les formes du mécontentement... Les cadres de la Zukunft sont assez vagues pour qu'il soit vain de se demander si elle est plus protestante que catholique, ou inversement. Catholiques et protestants s'y rencontrent d'autant plus aisément que, reflétant en ceci le caractère présent du mécontentement alsacien, elle ne donne pas à la question religieuse la première place. On peut mesurer là d'ailleurs la gravité du recul que la France a éprouvé en Alsace depuis un an. La question religieuse, certes, prime toutes les autres, mais on ne la trouve pas à l'origine du malaise alsacien. Dans l'ordre chronologique, celui-ci avait reçu ses premiers aliments des froissements et des heurts qu'avaient provoqués dès le début les problèmes pratiques posés par le retour de l'Alsace-Lorraine. Mais rien n'était très grave, rien n'était vraiment inquiétant. L'imprudence de M. Herriot, et elle seule (pour ne pas dire son sectarisme), a tout compromis : aux yeux de l'Alsace, par le fait d'une généralisation excessive, mais compréhensible, il semble bien que son attitude ait fait la preuve d'une définitive incompatibilité d'humeur entre l'Alsace et la France».

4. Le Mouvement de la Zukunft

Le fait est que les milieux officiels virent avec effroi le développement que prenait d'une manière

inattendue la situation politique en Alsace-Lorraine, et cela d'autant plus que la Zukunft avait des abonnés dans le monde entier, en Chine comme en Amérique, au Cap comme en Australie, où la presse répercutait le mouvement autonomiste de l'Alsace-Lorraine et lui donnait un écho international. Le gouvernement se hâta de jeter du lest et essaya de se montrer compréhensif. René-César Ley, l'un des membres du «Trio Badois» qui voulait fonder la République Neutre d'Alsace-Lorraine et qui se trouvait emprisonné à Clairvaux (Aube), fut libéré par anticipation le 12 septembre 1925 comme le réclamait la Zukunft. Trois Alsaciens furent nommés directeurs de prison : un événement sensationnel pour l'époque ! Et lorsqu'à la Pentecôte 1925, le président du Conseil Painlevé se rendit en Alsace, il emprunta les idées de son discours à la Zukunft pour parler de l'idéal de l'Alsace : être le pont entre la France et l'Allemagne («das Brückenideal des Elsass»).

Mais ces moyens s'avéraient insuffisants pour endiguer une opinion publique en effervescence. Le gouvernement français changea donc de méthode et recourut à d'autres procédés. Toutes les polices d'Alsace-Lorraine furent mises en alerte ; le courrier privé était ouvert par des services spéciaux, y compris les lettres des députés et de l'évêque de Strasbourg, Mgr Charles Ruch ! Les allées et venues des rédacteurs de la Zukunft étaient espionnées jour et nuit. C'est ainsi que vers midi, le 26 novembre 1925, le Commissaire Spécial des Ponts du Rhin et du Port de Strasbourg, Salzgeber, fit fouiller «à corps» le banquier Emile Pinck, qui passait pour être le directeur ou le gérant de la Zukunft. On le trouva porteur de cinq pièces :

- 1°) Un Personalausweis valable pour un an, délivré le 28 août 1925 par le Bureau des Passeports à Karlsruhe et qui lui permettait de circuler librement en Allemagne.
- 2°) Un reçu sur papier libre du 19 novembre 1925, indiquant qu'Emile Pinck avait remis 5 400 francs au royaliste Jean Dumser, ancien trésorier du Parti Fédéraliste d'Alsace-Lorraine. Pour 45 000 francs, Dumser avait acheté durant Pété l'imprimerie du Sarregueminois et le 1er septembre, il avait lancé un nouveau journal, Die Volksstimme, à Sarreguemines ; hélas, ceux qui avaient promis de lui prêter de l'argent s'étaient récusés, et il cherchait partout de quoi payer ses dettes.
- 3°) Une lettre adressée à Von Gemmingen, fils de l'ancien Bezirkspräsident de Metz (gouverneur de la Moselle), qui avait épousé une fille de Hermann Rochling ; Emile Pinck intervenait pour que M. Voisin, de la société Alsacienne de Travaux Publics, fût agréé comme représentant des établissements Rochling Hermann à Strasbourg.
- 4°) Une enveloppe vide adressée à Liselotte Ernst, épouse du Dr Robert Ernst à Berlin-Schöneberg.
- 5°) Une lettre probablement destinée au Dr Ernst lui-même où l'on relevait les phrases : «Nous devons maintenant nous en prendre aux assimilateurs (Wir müssen jetzt an die Assimilatoren heran)». et «Pour la propagande nous n'avons presque rien. Pensons à Hélène».

De ces quelques pièces anodines, sans véritable intérêt et au fond sans valeur, la police spéciale et la préfecture de Strasbourg allaient essayer de tirer, grâce à de savantes élucubrations, une arme qui exterminerait le mouvement autonomiste en Alsace-Lorraine. En attendant, la Zukunft élargissait son emprise sur la population. Elle soumit à ses hommes de confiance un questionnaire en cinq points :

- Tenez-vous pour nécessaire la création d'un mouvement autonomiste (Heimatsbewegung) ?
- Ce mouvement doit-il se placer au-dessus des partis politiques ?
- Quelle position devons-nous adopter par rapport aux autres partis ?
- Qu'en pensent nos amis avec qui vous êtes en relation ?
- Quels conseils pouvez-vous nous donner pour l'organisation du mouvement ?

A l'unanimité, les militants qui répondirent souhaitaient un mouvement indépendant des partis politiques et beaucoup insistaient sur la prudence. De Riedisheim, le jeune géomètre âgé de 26 ans Frédéric-Charles Schweitzer écrivait : «Avant tout, être prudent et en même temps souligner le rattachement à la France. Il faudra faire comprendre le programme aux non-Alsaciens en leur expliquant la mission européenne de l'Alsace (Man müsse darnach trachten, das Programm auch den Nicht-elsässern begreiflich zu machen, dadurch, dass man ihnen die europäische Mission des Elsasses erkläre)». Quant au programme lui-même, on le demandait assez modéré, afin que tous les amis qui occupaient des «postes exposés aux sanctions administratives», ou qui étaient de caractère plutôt timide, pussent s'y reconnaître et y adhérer. En effet, beaucoup d'Alsaciens-Lorrains, qui un

jour doivent crier «Hoch !» et un autre jour «Vive !», qui aujourd'hui sont épiés par la police allemande et le lendemain par la police française, étaient devenus très méfiants, pour ne pas dire hypocrites : «Le manque de courage civique est une des caractéristiques d'une population frontalière qui change souvent de nationalité». Ces caractères fragiles, qui adorent aujourd'hui ce qu'ils ont brûlé hier, et qui brûlent demain ce qu'ils adorent aujourd'hui, ont besoin d'être délivrés de leurs complexes avilissants nés de l'obligation de ramper devant des conquérants successifs et alternatifs. Connaissant cette situation et le fait que la police ouvrait les lettres privées, Paul Schall avait mis ses correspondances ordinaires en code : «L» désignait les Lorrains, «U» les Alsaciens du Bas-Rhin (Unter-Elsaesser), «O» les Alsaciens du Haut-Rhin (Ober-Elsaesser). Suivaient ensuite les chiffres de 1 à 9 ; par exemple L8, U3 et 05. Pour le soutien de l'hebdomadaire la Zukunft on créa l'Association des Amis de la Zukunft : Die Freunde der Zukunft, dont le but était de faire de la propagande et de recueillir des subsides. L'association se réunissait toutes les deux semaines pour étudier les événements politiques et analyser la situation. Ainsi furent constitués sept Cercles Politiques à travers l'Alsace-Lorraine, qui disparurent le lundi de Pentecôte 1926, lors de la publication du manifeste du Heimatbund : en effet, ordre fut donné aux membres des Cercles Politiques de rejoindre la nouvelle formation. La Zukunft comportait un supplément culturel de quatre pages, sous le titre Die Brücke (le Pont). Il paraissait une fois par mois avec des articles du genre «Beethoven und wir», «Die Alemannen und das Elsass», «Die flüssige Kohle und ihre Bedeutung», «Der diluviale Mensch», «Die Vögel Mitteleuropas», «Au soir d'un mont», «Hygiène internationale et la Société des Nations», «Etude sur Oberlin», etc. Les principaux rédacteurs du supplément Die Brücke étaient Emile Pinck et l'abbé Joseph Zemb. La dernière livraison de ces quatre pages datait de mars 1927 ; la Zukunft devait être supprimée par le gouvernement français le 12 novembre 1927. Dès le début de la publication de la Zukunft, les rédacteurs et les membres du mouvement avaient été inondés de lettres d'injures et de lettres de menaces ; le 20 mai 1925, le Journal de l'Est, qui soutenait la politique assimilatrice de Paris, traitait le nouveau né de «vilaine et suspecte petite feuille». Le 3 octobre 1925, les anciens «engagés volontaires français» qui avaient déjà combattu leurs compatriotes en 1914-1918, attaquaient la petite imprimerie de Saverne et essayèrent de la détruire.

Plus perfide était la collusion entre les préfets et certains journalistes véreux et vénaux. En effet, les rapports de la Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine sur les autonomistes étaient conservés par le Commissaire Spécial Bauer à la gare de Strasbourg, dans une armoire fermée par une serrure à chiffres ; le chiffre d'ouverture était lui-même enfermé sous clef dans le bureau personnel de Bauer qui traitait seul les renseignements et faisait dactylographier en trois exemplaires les rapports dont il déchirait en petits morceaux les éléments originaux avant de les brûler dans le foyer d'une locomotive.

L'un des trois rapports était remis au préfet du Bas-Rhin, Henri Borromée. Avec l'assentiment de Pierre Laval, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, le préfet Borromée confia le dossier secret sur la Zukunft à un préfet honoraire, M. Degay, parachuté directeur du Journal d'Alsace et de Lorraine afin d'y déclencher, au moment le plus favorable, une violente campagne de presse contre le mouvement de la Zukunft. Mais ce journal radical n'avait pas encore commencé la publication des articles fielleux, médisants et calomnieux, qu'il fut précédé dans cette besogne par un journal parisien, L'Echo de Paris, dont le premier article paraissait dès le 30 novembre 1925, grâce à Paul Bourson.

Paul Bourson était un Lorrain, instituteur de son état, qui avait quitté enseignement pour le journalisme aux côtés de l'abbé Emile Wetterlé ; il était correspondant de nombreux journaux, dont Le Matin. D'après Robert Heitz, Bourson était le journaliste né, capable «de torcher un papier sur n'importe quel sujet et même quand il n'en savait à peu près rien»¹. Incarcéré durant presque toute la guerre de 1914, il s'était rallié aux idées de l'Action Française après l'armistice et présidait les dîners royalistes des «Affinités Françaises». Il était aussi pendant plusieurs années et jusqu'en décembre 1923 le directeur du service de presse au Commissariat Général à Strasbourg. Chevalier

de la Légion d'Honneur et titulaire de la Médaille de la Fidélité Française, Bourson n'en était pas moins considéré par certains hauts fonctionnaires comme un homme fourbe et vénal. En 1924, redevenu journaliste sans journal attitré, il vivait modestement d'honoraires occasionnels et de combines. Il avait trouvé moyen de copier une partie du rapport secret du Commissaire de Police Spéciale Bauer et l'avait négocié avec un de ses anciens élèves et amis, Lemblé, correspondant de l'Echo de Paris à Strasbourg ; Lemblé envoya la copie à Paris et il ne restait plus à M. de Kerillis qu'à mijoter ses articles patriotiques et anti-autonomistes, mêlant le vrai au faux, le désir à la réalité, pourvu que cela nuise aux Alsaciens-Lorrains authentiques. Ce ne fut que deux semaines plus tard, à partir du 17 décembre 1925, que Paul Bourson publiait à son tour dans le Journal d'Alsace et de Lorraine ses articles sournois sous le titre suggestif : «Histoire naturelle des gens de la Zukunft», où, grâce aux rapports de police, il traîna dans la boue les responsables de la Zukunft, et en première ligne le banquier Emile Pinck, qui ne devait jamais se relever de cette campagne de dénigrement. Ce procédé malhonnête et dictatorial, d'autant plus dangereux qu'il laissait supposer plus qu'il ne disait, devint l'instrument préféré des autorités françaises contre les autonomistes alsaciens-lorrains qui ne pouvaient que difficilement combattre toutes les suppositions et tous les sous-entendus lancés par la presse au service du pouvoir central. En outre, le procédé était relativement simple et fort efficace : la police spéciale utilisait ses droits spéciaux pour violer l'intimité et la vie privée des habitants, choisissait ce qui lui paraissait utile pour échauffer une thèse politique, puis fabriquait un délit ou un pseudo-délit qui passant au clair dans un rapport, montrait à l'évidence que les autonomistes n'étaient que des agents travaillant au retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne ! Le rapport était ensuite vendu complètement ou partiellement à la presse qui en tirait des articles à sensation, répandus à travers la France entière, semant partout les soupçons malveillants et les pseudo-délits. Il ne restait plus aux préfets qu'à jurer que jamais ils n'avaient communiqué à la presse les anoorts secrets de la police et le tour était joué.

1. R. Heitz : Souvenirs de jadis et de naguère, p. 138. L'auteur raconte à la page suivante la triste fin de Bourson.

«Je suis écœuré de l'attitude de la préfecture qui persiste à dire qu'elle n'a communiqué le dossier à personne. Et pourtant, j'ai appris de source sûre que la campagne du Journal d'Alsace et de Lorraine contre la Zukunft est due à l'initiative de m Borromée avec l'assentiment de M. Pierre Laval...», écrivait avec amertume le 31 décembre 1925 le directeur général des Services Généraux de Police d'Alsace et de Lorraine à la Direction de Paris.

5. La Zukunft et la Volkspartei (UPRA)

Un mois après le lancement de la Zukunft, Emile Pinck achetait Der Volksbote en vue d'en faire le journal de l'aile autonomiste du principal parti politique d'Alsace-Lorraine, la Volkspartei (UPRA).

Du 2 au 6 juin 1925, en effet, son frère l'abbé Louis Pinck, curé de Hambach, était intervenu auprès d'un professeur du collège épiscopal de Strasbourg, l'abbé Louis Mury, frère de Paul Mury, directeur de la société «Le Roux et Cie», propriétaire du Volksbote. Ce journal avait été fondé par l'abbé Delsor, dernier président du Nationalrat, pour défendre les intérêts religieux, mais le jeune Paul Armbruster en avait fait l'organe des royalistes et une filiale spirituelle de l'Action Française et du maurrassisme. Comme l'on préférait regrouper les catholiques d'Alsace en dehors de toute question politique pour lutter plus efficacement contre l'anticléricalisme du gouvernement français, Paul Mury vendit Der Volksbote le 9 juin 1925 à Louis-Edouard Schaeffer, secrétaire auxiliaire de la Volkspartei (UPRA) et représentant la banque Gérardot-Pinck.

Né le 19 mai 1902 à Obernai, Louis-Edouard Schaeffer avait fait partie du groupe d'étudiants qui en juin 1919 avaient été trahis par leur professeur et arrêtés au moment où ils se préparaient à diffuser un tract en faveur de la République Neutre d'Alsace-Lorraine et du plébiscite. Il était membre du groupe artistique Der Eiserne Mann (L'homme de fer) fondé en octobre 1924, correspondant des Basler Neuste Nachrichten et de l'éphémère Echo d'Alsace et de Lorraine (1923-1924).

Le 15 juin 1925, la Volkspartei (UPRA) réunissait à la salle de l'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie, 9 rue des Juifs, à Strasbourg, une quinzaine de présidents cantonaux et des sections de l'arrondissement de Strasbourg, sous la présidence de Thomas Seltz, député. Des le début, l'abbé Hincky, sous-directeur des Œuvres Diocésaines, réclamé certaines explications au sujet de la vente du Volksbote pour 5 000 francs et l'orientation politique qu'on entendait lui donner. Schaeffer répondit qu'il avait fait l'acquisition du journal afin de s'assurer un emploi stable, celui de secrétaire auxiliaire de la Volkspartei n'étant que provisoire. Il fit remarquer que Der Volksbote avait été acculé à la ruine financière par le royaliste Armbruster et que de toute façon le journal devait disparaître le 1er juillet 1925. Pour en payer le déficit, la banque Gérardot-Pinck lui avait avancé les fonds ; ainsi, Der Volksbote resterait à la Volkspartei et servirait à défendre un régionalisme plus accentué à l'intérieur du parti.

Thomas Seltz expliqua ensuite que Emile Pinck avait sollicité le député Michel Walter et lui-même pour être les directeurs politiques du Volksbote qui devait devenir l'organe de liaison entre la Volkspartei d'Alsace et l'Union Populaire Lorraine pour réclamer en faveur de F Alsace-Lorraine l'autonomie dans le cadre de la France ; la France elle-même devait faire partie de l'Union des Pays Européens, telle qu'elle était envisagée par M. Seipel, ancien chancelier d'Autriche. Seltz n'avait pas donné de réponse définitive à Emile Pinck et cherchait comment concilier les statuts de la Volkspartei, dont les articles relatifs au régionalisme et à l'école confessionnelle devaient être prochainement modifiés, avec les thèses de la Zukunft. Pinck avait laissé un délai de réponse jusqu'à cette modification prévue avant la fin de l'année. Cinq jours plus tard, le 20 juin 1925, se réunissait le comité directeur élargi de la Volkspartei. Le député Michel Walter était cette fois présent, et Thomas Seltz lui demanda de s'expliquer. Comme Monsieur et Madame Walter estimaient avoir été l'objet d'attaques de la part du secrétaire auxiliaire Schaeffer, il y eut d'abord une scène de règlement de comptes : Walter posa la question de confiance et demanda aux délégués s'il devait se retirer ou si Schaeffer devait être congédié. Finalement, sur l'insistance de l'auditoire, Michel Walter expliqua que le banquier Emile Pinck s'était présenté au secrétariat du parti en exprimant l'intention d'acheter Der Volksbote afin de rassembler tous les catholiques sur un programme régionaliste très avancé ; pour bien lui conserver l'esprit de la Volkspartei, il demandait de voir à ses côtés les députés Walter et Seltz. Quelques jours après, à Paris, Walter et Seltz décidèrent d'accepter l'offre d'Emile Pinck. Or, entre temps, Emile Pinck avait offert l'emploi de rédacteur en chef à Louis-Edouard Schaeffer avec des appointements mensuels de 1 000 francs et Walter se désista avec Seltz. Louis-Edouard Schaeffer prit alors la parole pour se plaindre d'être l'objet des vives attaques de Michel Walter, vexé de s'être vu préférer Schaeffer comme rédacteur politique et de voir s'échapper les 1 000 francs mensuels. Une vive discussion s'ensuivit, au cours de laquelle le député Walter fut convaincu de mensonge. L'abbé Hincky vint alors à son secours et prit à partie Schaeffer, parce qu'il aurait auparavant collaboré avec Paul Schall à D'Stadtbrill et D'r Schliiffstaan, et que de ce fait, le secrétaire auxiliaire ne pouvait plus être maintenu à son poste. Le président Thomas Seltz voulut recourir au vote pour trancher le différend, lorsque Schaeffer se leva en disant qu'il donnait sa démission de secrétaire auxiliaire de la Volkspartei, ajoutant qu'il se trouvait en possession de documents dont la publication mettrait fin à la carrière politique de Michel Walter.

Un ou deux jours plus tard, le Conseil de Surveillance de la société «Le Roux et Cie» informait L.E. Schaeffer et Emile Pinck que le directeur Paul Mury n'avait point qualité pour vendre sans autorisation Der Volksbote, qui écrasé de dettes, cessa de paraître le 28 juin 1925. Cependant la querelle restait vive entre l'aile nationaliste et l'aile autonomiste de la Volkspartei (UPRA). A la suite de certaines manœuvres, Thomas Seltz se transforma en violent adversaire de la Zukunft et adopta toutes les calomnies que la presse aux ordres de Paris déversait sur elle, si bien que, lors de l'assemblée générale des présidents et secrétaires cantonaux de la Volkspartei de la Basse-Alsace, fin octobre 1925, il lança un violent réquisitoire contre les autonomistes, s'en prenant calomnieusement aussi bien aux personnes qu'aux idées : «L'Alsace traverse actuellement une crise politique assez grave. Les mécontents de la classe

ouvrière, groupés autour du drapeau rouge de la Illème Internationale, ne se contentent pas de faire de la propagande en faveur du bolchevisme. Ils vont plus loin et veulent séparer l'Alsace-Lorraine de la France pour permettre ensuite aux Allemands de revenir chez nous en maîtres absolus. «Un mouvement analogue, mais plus dangereux parce qu'il est dirigé par des intellectuels, où les Allemands naturalisés et les pro-Allemands dominent, se dessine depuis quelque temps. Sous les voiles de l'anonymat, ces propagandistes réclament aujourd'hui une Alsace autonome. Ils réclameront demain une Alsace séparée de la France, mais unie à l'Allemagne. Un financier de la Zukunft, autrefois employé des P.T.T. à Francfort, regrette amèrement de se trouver à Strasbourg, sous prétexte Que de l'autre côté du Rhin, on lui aurait dit que s'il s'était fixé en Allemagne après l'armistice, il serait devenu un membre influent du Zentrum, puis député et ministre. Ayant constaté qu'il ne pouvait devenir ministre des P.T.T. en France, il cherche à se rendre populaire en Allemagne»

Thomas Seltz fit ensuite allusion à certains articles favorables à la Zukunft publiés dans l'Elsaesser par Michel Walter :

«On ne saurait établir le moindre rapprochement entre le programme de la Zukunft et celui de la Volkspartei. L'article de M. Walter dans l'Elsaesser n'est pas heureux. Jamais je n'aurais signé un pareil article. M. Walter donne l'impression qu'il redoute les gens de la Zukunft et qu'il cherche à les ménager. Il faut bien dire que la Volkspartei réclame le régionalisme pour toute la France et non pas uniquement pour l'Alsace Le régionalisme, de même que l'école confessionnelle et la question religieuse, était abordé en France avant 1918. L'Alsace-Lorraine pouvait être considérée comme un petit Etat confédéré, avec son administration. Pour l'unité de la République, les dirigeants de la Volkspartei ont sacrifié presque tout ce qui restait des institutions particulières de l'Alsace». Le président de la Volkspartei (UPRA) exposait ensuite son opposition totale à la Zukunft : «Le régionalisme, voire même l'autonomie, laissent les gens de la Zukunft indifférents. Ce qu'ils veulent, je le répète, c'est séparer l'Alsace de la France pour le triomphe du Deutschtum. La circulaire confidentielle que j'ai fait parvenir à toutes les sections vous a suffisamment éclairés. Il s'agit de combattre par tous les moyens les idées de la Zukunft et de démontrer à la population alsacienne que si le programme de ce journal triomphait, les Allemands ne seraient pas nos frères, mais nos maîtres et que nous ne serions que des esclaves. Ne soyons pas dupes de gens qui n'ont pas le courage de se faire connaître. En sauvegardant l'unité du parti, nous ne travaillons pas pour tel ou tel gouvernement, mais pour la France, pour l'Alsace, pour nos familles, pour notre avenir». Le discours du député Seltz, s'il avait été rédigé par la préfecture de Strasbourg ou les ministères parisiens, n'aurait pas été différent ; il correspondait exactement à la campagne gouvernementale de dénigrement de la Zukunft en répandant les soupçons contre ses militants et en affirmant que les autonomistes étaient les agents de la revanche allemande. Il est difficile de ne pas supposer à cette occasion des accords secrets et peut-être des promesses qui liaient les représentants du gouvernement français et le président du principal parti politique d'Alsace-Lorraine. Quoi qu'il en soit, Michel Walter répliqua au président Seltz qu'il regrettait que ses articles sur la Zukunft parus dans l'Elsaesser aient été aussi mal interprétés : «Je n'ai à aucun moment cherché un rapprochement avec la Zukunft. J'ai simplement voulu prouver au gouvernement que le mouvement prenait de l'extension — ce qui ne saurait être contesté. Je suis persuadé que la Zukunft ne soutient aucune politique proallemande séparatiste. Son programme régionaliste est identique à celui de la Volkspartei, peut-être plus accentué et dirigé par des mécontents arrivistes qui n'ont pu trouver place dans aucun parti. Puisqu'au sein de la Volkspartei on nous reprochait d'être nationalistes, et puisque notre action politique avait provoqué un mécontentement, il était nécessaire de dire la vérité». Visiblement, la Volkspartei arrivait à un point de rupture et les nationalistes français s'opposaient de plus en plus violemment aux autonomistes alsaciens-lorrains. C'est dans cette atmosphère que se tint le 29 novembre 1925 l'assemblée générale des délégués de la Volkspartei (UPRA)- Us étaient ce jour-là 220 militants réunis au Munsterhof, rue des Juifs à Strasbourg. Le président Seltz ouvrit la séance en soulignant la vi'té du malaise alsacien-lorrain : «Nous surmonterons les difficultés, ajouta-t-il, en restant unis et en faisant preuve d'attachement à la République Française, Une et Indivisible. Si certains d'entre vous avaient des visées séparatistes, je

ne resterais pas à la présidence du parti». L'abbé Xavier Haegy, chef de l'aile autonomiste de la Volkspartei de la Haute-Alsace, prit alors la parole pour reprocher aux députés de la Volkspartei leur inertie depuis le 11 mai 1924, et faisant allusion à la Zukunft, déclara : «Les dirigeants de ce journal ne sont pas nos ennemis. On a prétendu que la Zukunft était mon héritage. J'en suis fier. La Volkspartei, je le reconnais, ne peut participer à ce mouvement, mais elle doit accentuer son programme régionaliste». La droite nationaliste contre-attaqua, d'abord par la bouche de l'avocat de Saverne Heyl, qui s'en prit vivement au gérant du parti, Michel Walter, lui reprochant de placer ses intérêts personnels au-dessus des intérêts du parti ; une crise d'autorité et de confiance minait la formation. Puis les sénateurs de la Volkspartei présentèrent une motion tendant à reporter à plus tard les modifications du programme politique. Elle était soutenue par le général Bourgeois (1857-1945), Albert Helmer (1874-1929), l'abbé Nicolas Delsor (1847-1927), Joseph Pflieger (1873-1957), le comte de Leusse (1877-1963) et défendue par l'abbé Speich, curé de Ville, les délégués de Niederbronn, Erstein et St-Amarin.

La motion nationaliste des sénateurs était combattue par l'aile autonomiste, surtout par l'abbé Xavier Haegy, l'abbé Fashauer, l'abbé Gromer, le conseiller général de Wissembourg Herber, Joseph Rossé, les députés Michel Walter et le chanoine Eugène Müller. Les autonomistes l'emportèrent, et les résolutions élaborées par le Comité Directeur furent examinées et adoptées.

6. Nouveau programme politique de la Volkspartei (UPRA)

Ces	résolutions	étaient	au	nombre	de	six	:
a)	— le	caractère	fondamental	de	la	Volkspartei	;
b)	—	la	politique		générale		;
c)	—	la	politique		internationale		;
d)	—	la	politique		administrative		;
e)	—	la	politique		ethnique		;
f)	—	la	politique	scolaire	et	linguistique.	

Dans sa première résolution, la Volkspartei se reconnaissait comme un parti «réformateur progressiste» en tout domaine et en collaboration avec toutes les classes ethniques, en même temps qu'elle se proclamait fondée sur les principes du christianisme. Elle réclamait en conséquence :
— la défense énergique des droits de la minorité alsacienne-lorraine («energische Wahrung der elsassischen Volks – und Heimat -redite innerhalb des französischen Staates»);
— la défense de toutes les libertés politiques («Gewissensfreiheit, Unterrichtsfreiheit, Vereinsfreiheit, Versammlungs – und Press -sefreiheit»);
— une politique intérieure capable d'assurer aux citoyens de n'importe quelle profession et de n'importe quelle orientation politique, un comportement et une assistance propres à leurs intérêts spirituels et matériels ;
— une politique extérieure conforme à la fois à l'intérêt national et à l'esprit de compréhension et de collaboration internationale.

Dans la seconde résolution, en vue de réaliser son idéal de justice et de liberté, la Volkspartei (UPRA) entendait transformer l'Etat centraliste et bureaucratique français en un véritable Etat démocratique, qui respecterait enfin les principes naturels de l'autonomie de toutes les communautés constitutives de la nation : familles, professions, communes, régions. Elle réclamait à nouveau l'élection du Président de la République au suffrage universel, la stabilité ministérielle, le recours au référendum pour tous les projets de lois importantes («die Einführung des Volksreferendums für wichtige Gesetzvorlagen»). Pour assurer une authentique représentation populaire au pouvoir législatif et à l'administration, la Volkspartei proposait le vote par scrutin de liste et à la proportionnelle, le droit de vote et de candidature pour les femmes, et finalement le vote familial pour les chefs de famille représentant les mineurs. Dans sa troisième résolution, la Volkspartei demandait une plus grande justice dans les relations internationales, en vue d'une paix durable fondée sur la justice et la liberté. Elle était prête à

collaborer au désarmement des esprits et rejetait la mentalité impérialiste, les conquêtes militaires comme la lutte des classes et la haine politique. A ce sujet, elle souhaitait l'éducation de l'âme populaire dans tous les pays en vue de l'élimination des préjugés nationalistes et pour créer le climat nécessaire au désarmement («Sie hait eine Erziehung der Volksseele in allen Landern fur notwendig, die den Hass der Völker verschwinden lasst und die moralische und materielle Abrüstung ermöglicht»). En même temps elle proclamait attachement à une Société des Nations qui travaillerait en collaboration avec le Vatican. Dans sa quatrième résolution, la Volkspartei, convaincue de ce que la centralisation outrancière est le mal fondamental de la France, réclamait avec insistance la décentralisation et la création de grandes régions auxquelles serait octroyée l'autonomie administrative («Die Partei, in der von einsichtigen Politikern aller Richtungen geteilten Ueberzeugung, dass eine aufs Aeusserste getriebene Zentralisation das Grundtbel bildet, an dem seit mehr als einem Jahrhundert das französische Staatswesen leidet, fordert mit allem Nachdruck eine durchgreifende Reform im Sinne eines gesunden Regionalismus. Nur eine grossztlgige Dezentralisation mit Schaffung grosser Regionen und Gewahrung regionaler Verwaltungsa-tonomie kann dem Staats — und Volkskörper neues Leben, der nationalen Einheit neue, den Wurzeln des Volkstums entwachsene Kräfte zuführen»).

Concrètement, elle demandait une administration régionale, un Conseil Régional (Beratungskörper) formé de délégués directement élus par le peuple, un budget régional. Ces organismes régionaux devraient disposer de larges pouvoirs, tandis que le gouvernement central et le parlement se borneraient aux affaires générales, telles que les Affaires Etrangères, la Défense Nationale, le Budget National et la Législation Nationale, suivant le principe : les affaires de l'Etat à l'Etat, les affaires de la région à la région, les affaires de la commune à la commune («Die Angelegenheiten des Staates dem Staate, die Angelegenheiten der Région der Région, die Angelegenheiten der Gemeinde der Gemeinde»). Les communes surtout devaient disposer d'une large autonomie. La législation particulière aux régions historiques devrait être respectée et ne pourrait être modifiée qu'avec l'accord de l'ethnie concernée. Cette législation ethnique des minorités en France devrait être reconnue comme élément constitutif des droits de l'Etat : «Sie sind als Bestandteil des nationalen Staatsrechtes anzuerkennen». «Nécessaire pour toutes les régions de la France, cette exigence l'est à un titre particulier pour l'Alsace profondément déçue par la politique assimilatrice de Paris ; la Volkspartei se présente comme fondamentalement opposée à toute assimilation (Die Partei erklärt sich deshalb als grundsatzliche Gegnerin einer jeden Assimilation, die das elsässische Volkstum sowie die Interessen des elsassi-schen Volkes schadigen könnte und mit der Wahrung der Volks und Heimatrechte unserer Provinz unvereinbar ist»).

L'autonomie réclamée par l'Alsace était celle que Elsass-Lothringen Possédait au sein de l'empire allemand : «Notre pays avait avant son retour à la France une vie provinciale propre avec une large autonomie administrative, voire même une certaine indépendance d'Etat, dans le domaine des cultes, du système scolaire à tous les degrés, dans la langue des tribunaux et de l'administration, dans l'Université et notre bibliothèque ethnique (Landesbibliothek), dans le commerce, l'industrie, l'agriculture, les travaux publics et les transports, comme aussi dans les assurances sociales. Le parti réclame donc avec la dernière insistance, qu'avant toute chose, en ce qui concerne notre pays, aucune intervention de l'administration centrale et du parlement ne soit tolérée, si elle fait traîner en longueur la solution des problèmes ou bien si elle méconnaît la volonté de notre pays. Cette autonomie régionale administrative conviendra le mieux à notre pays, dont personne ne saurait contester le caractère particulier. Par le maintien et le développement des acquisitions aussi précieuses qu'avancées dans les domaines culturels, économiques et sociaux, cette autonomie conduira le caractère ethnique de notre province vers un développement intellectuel et économique plus grand pour le bien de toute la nation, et le rendra en outre apte à participer, par son rôle d'intermédiaire entre deux grandes nations culturelles (zwischen zwei grossen Kulturnationen), à l'œuvre pacifique de la Société des Nations». Dans sa cinquième résolution, la Volkspartei attendait un renversement immédiat et total de la politique parisienne en Alsace-Lorraine, notamment le prochain octroi de l'autonomie. Réglant

rapidement tous les problèmes pendants, le gouvernement devrait assurer la pacification religieuse et la réconciliation réclamées par toutes les confessions et respecter nos traditions scolaires et culturelles. Il devrait encore introduire le bilinguisme à l'école, au tribunal et dans la vie publique, et pour en assurer la réalisation, il devrait veiller à ce que les fonctionnaires venus de l'intérieur de la France, à tous les échelons, maîtrisent les deux langues française et allemande, de manière à tenir compte des nécessités économiques de notre pays frontalier. En conséquence, la Volkspartei rejetait toute assimilation de nature à s'opposer aux intérêts, aux droits et aux libertés ethniques («Die Partei betont, dass sie in dem Bekenntnis zu diesen Forderungen jede die Interessen unseres Volkstums schädigende und den Rechten und Freiheiten unseres Landes entgegenstehende Assimilierung verwirft»).

La sixième et dernière résolution se rattachait davantage, dans sa première partie, à la lutte contre la politique laïciste du gouvernement français qu'au mouvement autonomiste de la Zukunft. Le parti rappelait d'abord un certain nombre de principes :

- L'école primaire n'est pas simplement un établissement d'instruction.
- Le fondement nécessaire à toute éducation est la formation morale.
- Comme l'enfant appartient d'abord à la famille, le souci éducatif est en premier lieu un devoir et un droit naturel des parents ; dans la mesure où il faut tenir compte de la formation religieuse, c'est aussi un devoir et un droit naturel des Eglises selon la religion des parents.

__Pour cette raison, l'école confessionnelle offre la meilleure garantie éducative.

__De cette école confessionnelle se portent garants nos traditions, nos lois et la volonté de la grande majorité de la population, mais il demeure possible aux incroyants de promouvoir pour leurs enfants une école laïque ou interconfessionnelle.

- En aucune manière, la Volkspartei ne peut accepter dans une commune, à rencontre de la tradition, des lois et des droits des parents, l'établissement d'une école interconfessionnelle.
- Des Conseils de Parents élus doivent représenter les droits des familles en milieu scolaire.

La question linguistique revenait avec une insistance particulière : «En ce qui concerne les plaintes qui vont en se multipliant au sujet des règlements pris par l'administration sans avoir contacté les responsables du pays et qui touchent à la langue enseignée dans les écoles primaires, dont les résultats sont franchement lamentables, le parti réclame, avec la plus grande instance, l'introduction dans les écoles élémentaires, d'un bilinguisme suivi, bilinguisme dont les principes sont du reste reconnus par l'administration».

Enfin, la Volkspartei réclamait les impératifs scolaires que Joseph Rossé demandait à la tête du puissant syndicat des Maîtres Chrétiens :

- Création et mise en pratique rapide d'un programme scolaire régional pour toutes les catégories d'établissements et pour tous les examens.
- Début de l'étude de la langue allemande (lecture, écriture et grammaire) dès le cours préparatoire (6-7 ans) ; partir de l'allemand pour aller au français.
- L'instruction religieuse doit être donnée en allemand.
- Avoir une plus grande estime pour le bilinguisme généralisé : («Grössere Rücksicht auf die Zweisprachigkeit des Landes, auch im mittleren und höheren Unterricht, damit auch den höheren Ständen in entsprechender Weise die Vorzüge der Zweisprachigkeit gesichert werden»).
- Collaboration entre les écoles professionnelles et techniques d'une part, et les associations économiques d'autre part.
- Formation du corps enseignant en fonction des principes et des exigences déjà indiqués, c'était le programme politique adopté contre l'aile nationaliste le 29 novembre 1925 par la Volkspartei (UPRA) sous la pression de la Zukunft et de ses amis.

Dès lors, l'accent autonomiste devint de plus en plus déterminant, comme le prouve le discours du député Michel Walter le 16 mai 1926 devant une assemblée de 1 500 personnes, en grande partie constituée par les fonctionnaires du Cadre Local dirigés par Joseph Rossé :

«Que les Alsaciens fassent front contre l'assimilation, dans l'intérêt du peuple, s'écria Walter. Nous

ne voulons plus qu'on viole nos droits ; assez de belles paroles, la mesure est pleine, notre patience est à bout».

Lorsque les applaudissements prolongés se furent calmés, Walter continua : «Le mouvement de la Zukunft...»

Et les applaudissements crépitèrent de plus belle, de sorte que l'orateur déclara qu'il allait reprendre le mot de Zukunft pour donner encore lieu d'applaudir :

«Le mouvement de la Zukunft... (vifs applaudissements) n'est qu'un renforcement de nos revendications régionales. Il est un danger national uniquement pour ceux qui ne veulent pas se rendre compte des causes du malaise alsacien. On ne peut étouffer ce mouvement par des rapports de police ou en portant la suspicion sur les personnalités du pays. Il n'est pas le fait d'agitateurs étrangers. Le remède au malaise est le régionalisme... (quelques voix crièrent : «le plébiscite !» ou «l'autonomie !»)

L'ère des concessions est passée, l'expérience est une leçon. La langue maternelle est évincée de nos écoles ; les postes élevés dans l'administration sont réservés aux fonctionnaires de l'Intérieur. Des Alsaciens sont condamnés sans comprendre les débats. (Protestations dans la salle). Il est temps de parler ouvertement. La politique anticléricale a enrayé en France tout progrès au point de vue social et financier. Les Alsaciens n'ont d'ailleurs pas besoin de recevoir des leçons de loyalisme. Ils ont exprimé leur volonté d'être Français, mais ils ne veulent pas sombrer dans le chaos général engendré par les loges. L'administration du pays doit se trouver entre les mains d'Alsaciens ; nous ne serons pas plus mal administrés.

«Le Messin, le général Taufflieb le traître, pourront nous reprocher d'être autonomistes ; ça nous est égal (applaudissements). Nous sommes résolus à lutter pour notre pays et nous n'avons pas honte de notre passé ! («Bravo»). Nous combattons aussi pour faire appliquer notre programme à la France, pour la libérer de ces vieilles formules antidémocratiques, de cette vieille ferraille. Ce pays ne doit pas se laisser ravir ses droits. Nous collaborerons avec la Lorraine, notamment avec la Lorraine de langue allemande. Les démocrates nous soutiennent aussi. Nous sommes le plus fort parti de l'Alsace et de la Lorraine. Nous accueillerons tous ceux qui se prononceront pour notre programme, sans renoncer à aucune des libertés religieuses qui se trouvent à la base.

«Beaucoup de gens comprennent aujourd'hui cette politique qu'ils ne saisissaient pas autrefois. La politique française doit respecter l'Alsace, si elle veut que cette dernière conserve des sentiments français. Le pasteur «Ioulier, qui est l'un des parlementaires qui connaissent le mieux notre avs a parlé un jour à la Chambre des rochers du Mont Saint-Odile. Les têtes carrées n'ont jamais cédé ; elles défendront leurs droits avec la même force de résistance que présentent les rochers de la patronne de l'Alsace !»

La chaleur politique de ce discours révélait que l'on était à la veille d'un événement important : le Heimatbund.

7. Réorganisation du mouvement de la Zukunft

Les anti-autonomistes étaient déchaînés à la fin de 1925. Interdire la parution de la Zukunft, c'était soulever les masses ouvrières ; le socialiste Peirottes le signifiait clairement au Président du Conseil Painlevé le jour de la Pentecôte. Préfets et sous-préfets n'arrêtaient pas de prononcer des toasts et des discours d'inauguration pour attaquer la Zukunft.

Les bureaux des associations sportives et des clubs, qui avaient besoin des subsides de leurs «patrons» officiels, votèrent des motions anti-Zukunft. Les «Engagés Volontaires» et les «Anciens de la Légion» plastronnaient et fulminaient tous azimuts. La presse parisienne et ses filiales d'Alsace-Lorraine exhibaient et manipulaient les rapports secrets de la Police Spéciale qui sévissait en Alsace-Lorraine.

Mais le plus atteint, le plus abattu par ces attaques et cette campagne de suspicion, fut Emile Pinck qui dut quitter le devant de la scène politique, après avoir essayé de se défendre dans l'interview publiée par l'Elsaesser le 28 décembre 1925.

C'est alors que le Docteur Eugène Ricklin, ancien président du Landtag et créateur du Nationalrat, qui jusqu'alors n'avait pas participé activement au mouvement autonomiste de l'après-guerre, mais qui au début de 1925 avait fait ses offres à la Volkspartei pour diriger un mouvement autonomiste, refit surface et se lança dans la bataille.

Dans son interview du 28 décembre, Pinck avait prétendu, à tort ou à raison, que Ricklin se trouvait à la tête du Comité de Rédaction de la Zukunft ; Ricklin saisit la balle au bond, accepta le fait accompli, et après avoir reçu l'assurance que la Zukunft rejetait tout séparatisme, fit publier le 3 janvier 1926 une déclaration dans laquelle il affirmait être bel et bien « la tête du Comité de Rédaction » ; il rappelait qu'en 1926 comme en 1918 la tête du Nationalrat, il réclamait toujours l'autonomie de l'Alsace-Lorraine dans le cadre de la France.

L'on réorganisa ensuite la société éditrice de la Zukunft, qui n'avait été enregistrée au Tribunal de Bailliage de Strasbourg sous le n°9535 que le 4 novembre 1925, alors que le journal paraissait depuis le 9 mai ! Le gérant légal était l'acteur Ernest-Louis Matter, qui fut remplacé le 19 août 1926 par un homonyme, le jeune Albert Matter.

Le journal était toujours imprimé à Saverne (Zabern), chez Sohn et Robitzer, dont les nouveaux ateliers étaient installés sur l'avenue de Zornhof et abritaient depuis novembre un nouveau matériel, notamment une presse rapide de Frankenthal. Le 26 avril 1926, fut créée une société à responsabilité limitée avec 25 000 francs de capital ; le Dr Eugène Ricklin et le pasteur Auguste-Frédéric Hirtzel avaient fourni chacun 10 000 francs et l'abbé Joseph Zemb 5 000 francs ; la société fut enregistrée sous le n°1547 le 21 mai 1926 à Strasbourg¹.

Pour soutenir Emile Pinck dans sa défense, le député Michel Walter lui écrivit le 18 janvier 1926 :

«Mon très honoré M. Pinck. Un de mes amis vient de me faire connaître que vous me rendriez volontiers visite à l'occasion de ma maladie, mais que vous ne l'aviez pas fait jusqu'à présent, parce que vous ne voudriez pas me compromettre. Je vous prie de venir me voir, car je n'ai pas peur des compromissions. Mon ami aurait pu vous faire part personnellement de mon désir, mais comme je sais que la police ouvre vos lettres (le secret de la correspondance n'existe manifestement plus au pays de la Liberté !), j'ai préféré vous écrire. Avec mes meilleures salutations, Michel Walter».

Et comme prévu, la lettre fut ouverte et copiée par la police. Le 25 janvier, Eugène Ricklin rendit aussi visite au député Walter qui prit alors l'engagement de revendiquer l'autonomie administrative pour l'Alsace-Lorraine à la tribune de la Chambre lors des prochains débats.

Les autorités françaises suivaient avec inquiétude le développement de l'action de la Zukunft en Alsace. Le Directeur des Services Généraux de la Police d'Alsace et de Lorraine notait dans son rapport du 28 janvier 1926 : «Dans le clergé, la Zukunft recrute des partisans de plus en plus nombreux ; 75 % de ses membres approuveraient cette campagne. A l'évêché même, les vrais amis de la France en dehors de l'évêque Mgr Ruch et Mgr Kolb, vicaire général, seraient peu nombreux.

En présence de cette situation, Mgr Ruch serait très perplexe, n'osant entreprendre quoi que ce soit de peur de mécontenter la majorité des prêtres du diocèse. Certains parlementaires alsaciens se tiendraient également sur l'expectative, attendant la tournure que prendront les événements. La presse de langue française et francophile du Parti clérical se trouve dans une situation de plus en plus difficile. Le nombre de ses lecteurs va en diminuant presque journellement.

La Voix d'Alsace qui depuis 3 mois a entrepris une vive campagne contre la Zukunft et fait une propagande active dans les milieux catholiques d'Alsace, a à peine recruté une centaine de nouveaux abonnés. Son directeur, M. de Ferenzy, se plaint de ce que les dirigeants du Parti, à part quelques rares exceptions, ne le soutiennent nullement, que certains au contraire, comme Gromer,

conseiller général, et Keppi à Haguenau, entravent par tous les moyens sa propagande francophile.

D'autre part, dans les milieux catholiques des «Français de l'Intérieur», on n'encouragerait nullement son action. Il n'a pas réussi à gagner à sa cause de bons Français et de fervents catholiques venus de l'Intérieur...».

Cependant, le ton de la Zukunft devenait de plus en plus mordant. Emile Pinck ripostait aux «Anciens de la Légion» qu'ils n'étaient qu'un ramassis d'étrangers ayant fui leur pays d'origine et ayant parfois porté les armes contre lui, qu'ils n'étaient naturalisés Français que depuis quelques années à peine, et qu'ils prétendaient se poser en champions du patriotisme français, donner des leçons aux Alsaciens et se constituer les défenseurs du Welschtum en Alsace-Lorraine !

Le 3 janvier 1926, le Dr Eugène Ricklin écrivait dans la Zukunft :

«La Zukunft a uniquement pour but d'assurer aux Alsaciens-Lorrains les droits qu'ils peuvent revendiquer en raison de leurs conceptions religieuses et humaines. Nous ne céderons jamais pour la défense de ces droits et nous ne nous laisserons arrêter ou détourner par aucun obstacle. Nous ne nous laisserons pas intimider, surtout par les attaques personnelles, si haineuses soient-elles, du genre de celles qui ont été dirigées contre nous, les temps derniers. De telles attaques ne peuvent que nous encourager à employer tous les moyens, même ceux qui sont à notre disposition au titre de Minorité Nationale, pour atteindre notre but».

Dans le même esprit, le Dr Ricklin écrivait une longue lettre le 23 janvier 1926 à l'Echo de Paris, qui le premier avait manipulé les rapports secrets de la Police Spéciale :

«Je ne me laisserai pas objecter que la constitution de la République une et indivisible s'oppose à notre revendication. La France doit modifier sa constitution dans ce sens, afin que nous puissions vivre comme il nous plaît. C'est à prendre ou à laisser. La population d'Alsace-Lorraine n'est pas une chose sans vie (eine leblose Sache), dont on peut disposer arbitrairement. Vous savez que les Minorités Nationales ont des droits et qu'il existe un tribunal devant lequel on peut faire valoir ces droits. Nous saurons trouver, le cas échéant, ce tribunal !

«On ne mettra pas fin à ce mouvement autonomiste par la création d'un sous-secrétariat pour l'Alsace-Lorraine à Paris, tel qu'un sénateur Bas-Rhin le propose. Ce monsieur regarde avec horreur dans l'abîme qui s'ouvre devant lui, mais il a creusé en partie cet abîme en cachant trop longtemps à la France le véritable état d'esprit en Alsace-Lorraine et en faisant croire que le seul retour à la France avait satisfait tous les vœux et que les Alsaciens-Lorrains avaient sacrifié avec un cœur joyeux leur indépendance. Mais nous, nous la réclamons de nouveau notre indépendance à laquelle la population d'Alsace et de Lorraine n'a d'ailleurs jamais renoncé.

«Nous demandons que le siège de notre gouvernement soit à Strasbourg, capitale de notre pays. Nous voulons nous gouverner nous-mêmes, tel que nous l'avons fait avant notre retour à la France».

Comme on le constate, le retour du Dr Ricklin à la vie politique s'effectuait sans aucune ambiguïté. Avec la même clarté, la Zukunft du 6 mars 1926 écrivait :

«Nous avons toujours conservé dans le cadre de l'empire allemand notre nationalité alsacienne-lorraine. On nous a attribué de plein droit la nationalité française après l'armistice, bien que ce fût contraire à la vérité historique, car notre histoire est bien antérieure à 1648!

«Notre soi-disant intégration n'est pas seulement en contradiction avec le développement historique de notre pays et de ses habitants, mais aussi avec la définition courante de l'idée de la nation. Une nation est une communauté d'hommes de même race, de même langue, de même culture, ayant la même histoire. Nous pouvons donc parler avec raison et avec droit d'une nation alsacienne-lorraine et d'une nationalité alsacienne-lorraine.

«Nous sommes une partie du peuple français sans être en réalité une partie de la nation française, car nous avons une origine, une langue, une culture et une histoire qui nous sont propres. Les

personnes qui appartiennent à une autre nationalité, c'est-à-dire qui ont une autre origine, une autre langue, une autre culture et une autre histoire, constituent des Minorités Nationales. Nous ne devons pas laisser contester que nous Alsaciens-Lorrains, nous comptons aussi parmi les Minorités Nationales.

«Nous voulons vivre notre propre vie dans le cadre de l'Etat sans nous laisser assimiler et absorber. Dans ce but, un conseil administratif, dont les attributions et la compétence sont très limitées, ne nous suffit pas. Il n'y a qu'un seul moyen pour nous mettre à l'abri de toutes les surprises : c'est l'autonomie qui nous donnera, en dehors d'une administration autonome, l'indépendance au point de vue législatif. Notre but, l'Autonomie dans le sens du Fédéralisme, s'accorde bien avec le principe de l'Etat des Nationalités, tel qu'il devrait être. Il est en contradiction avec l'Etat National qui est démodé ; il est basé sur le principe de la nationalité».

De même, un mois plus tard, le 17 avril 1926, la Zukunft écrivait encore :

«Le nouvel idéal européen, le respect des droits naturels du peuple triomphera chez nous aussi. Le principe rigide et outré de la souveraineté de l'Etat français devra se replier devant le principe plus élevé de la souveraineté du peuple alsacien-lorrain qui garantit seul le droit de disposer de soi-même. Notre cause ne pourra pas être perdue à Paris ou à Genève ; elle ne le sera que lorsque les Alsaciens-Lorrains renonceront à l'Alsace-Lorraine !»

Certains Alsaciens-Lorrains allaient assurément déjà plus loin que la Zukunft : ils rejetaient l'autonomie «dans le cadre de la France», comme l'écrit un Strasbourgeois dans *Elsass-Lothringen / Heimatstimmen* en mars 1926 :

«D'autres forces montent, jeunes, fraîches et décidées, qui jugent sévèrement la politique des hommes de Saverne (= Zukunft). Ils ne veulent pas admettre que le but du mouvement alsacien-lorrain ne puisse être que «dans le cadre de la France». Leur but va plus loin et ils veulent aujourd'hui avant tout, que ce mouvement, dont tout le monde parle, se meuve effectivement. La Zukunft était le cri d'alarme nécessaire pour réveiller les masses qui dormaient. Mais aujourd'hui, ces masses attendent un chef qui commande et qui les conduise au but, drapeaux en tête. Et ce but n'est pas dans le cadre de la France. Depuis longtemps des forces sont à l'œuvre, qui travaillent à la libération de l'Alsace-Lorraine, à briser les chaînes de Versailles !»

XI – DER HEIMATBUND

Le mouvement autonomiste de la Zukunft avait fait éclater la Volkspartei en deux camps : les nationalistes francophiles et les autonomistes alsaciens-lorrains. Dans le camp nationaliste, l'abbé Wetterlé avait déjà été neutralisé, car dès septembre 1923, les abbés Haegy et Fashauer l'avaient écarté de la presse locale et ils avaient supprimé son journal, *Le Nouveau Rhin Français*, fondé en 1919. La Volkspartei l'avait trouvé tellement compromettant, qu'elle lui avait interdit de se porter candidat aux élections législatives et sénatoriales.

Pour le consoler, le gouvernement français le fit nommer consultant canonique près le Saint-Siège en 1924 et la mort le surprit en Suisse, à Lausanne, en 1931. D'autre part, la majorité des sénateurs se rangeait également dans le camp nationaliste. C'est ainsi qu'en novembre 1925, Albert Helmer (1874-1929), Pius Gegauff (1862-1935), le général Bourgeois (1857-1945), le chanoine Delsor (1847-1929) et Lazare Weiller (1858-1928) adressèrent la note suivante aux journaux contrôlés Par le parti :

«Questionnés sur le mouvement autonomiste qui s'est soudainement révélé dans certains milieux des départements recouverts, les sénateurs du Haut-Rhin et du Bas-Rhin soussignés, membres de l'UPRN affirment leur indéfectible attachement à la France. Ils déplorent que les déclarations inopportunes d'un précédent ministère et son incompréhension des traditions chères à la majorité des Alsaciens aient pu fournir un prétexte à ce mouvement et expriment le vœu que le bon sens et le patriotisme de leurs compatriotes ne se laissent pas influencer par lui et continuent à faire confiance

aux destinées de la Patrie».

Mais le camp autonomiste alsacien-lorrain s'opposait vivement à cette tendance. Le 14 novembre 1925, au cours de la réunion du Comité Directeur de la Volkspartei, comme le général Bourgeois avait déclaré que les sénateurs du parti s'opposaient à la Zukunft parce qu'elle s'efforçait de séparer l'Alsace de la France, l'abbé Haegy contesta aux sénateurs le droit de publier des notes dans les journaux du parti sans l'autorisation du Comité Directeur, et il ajouta : «Nous ne devons pas lutter contre la Zukunft, mais contre le gouvernement français qui nous est hostile». On a déjà vu comment, à l'assemblée générale du 29 novembre 1925, le clan nationaliste avait été mis en minorité par le clan autonomiste.

1. Joseph Rossé (1892-1951)

Parmi les militants les plus actifs et les plus influents de l'aile autonomiste de la Volkspartei se signalait Joseph Rossé, né le 26 août 1892 à Alt-Münsterol (Montreux-Vieux), dans une famille de 13 enfants. Il avait embrassé la carrière d'instituteur et n'était encore que stagiaire, lorsqu'il fut mobilisé le 6 août 1914 pour la construction de forteresses ; mais il fut réformé à la fin d'octobre de la même année. Rappelé au service armé le 6 novembre 1916 dans l'infanterie, il combattit en Russie sur les bords du lac Peïpous et de la Dwina, et revint en 1918 avec le grade de sous-lieutenant et la Croix de Fer de 2ème classe.

Après l'armistice, Joseph Rossé avait enseigné à Lauterbourg, puis à l'Ecole Primaire Supérieure de Colmar où il épousait le 7 septembre 1920 une demoiselle Sonntag ; le couple n'eut point d'enfant, mais il adopta un enfant handicapé mental, «dr Lüllala», qui mourut comme Madame Rossé à Wintzenheim. Il avait reconstitué le puissant Syndicat des Maîtres Chrétiens et avait fait échouer le projet gouvernemental d'expulser 70 % des maîtres alsaciens-lorrains de l'enseignement, soit environ 3 000 instituteurs et institutrices.

Directeur de la Revue Scolaire, Rossé critiquait vivement les modifications apportées arbitrairement par le gouvernement au statut scolaire, et blâmait les mesures prises à l'encontre des instituteurs et des fonctionnaires du cadre local. En 1924, il réclamait l'autonomie scolaire en Alsace-Lorraine et un enseignement régionalisé, où le choix des matières d'enseignement, les livres, les méthodes tiendraient compte du caractère bilingue de l'Alsace-Lorraine. Il réclamait aussi la suppression dans les classes des livres nationalistes qui développaient chez les enfants la haine des peuples.

Très actif sur le plan syndical, Joseph Rossé travaillait à unir les revendications des fonctionnaires avec celles des ouvriers ; à ce titre, il ne craignait pas d'entreprendre avec les communistes de l'autonomiste Charles Hueber des actions communes. Le 13 décembre 1925, en présence de 600 fonctionnaires réunis à Strasbourg, il prononçait un long discours dans lequel on pouvait entendre :

«Avant l'armistice, un bon nombre de fonctionnaires d'origine alsacienne occupaient des postes supérieurs dans les administrations allemandes. Depuis le 11 novembre, la situation a complètement changé. Nous avons trouvé une France tout à fait différente de celle dont nous avaient parlé nos parents. La République Française n'est pas une démocratie, mais une oligarchie qui a substitué au régionalisme une centralisation absurde, aux rouages administratifs compliqués. Les fonctionnaires de l'Intérieur venus chez nous n'ont pas su faire aimer la France, mais ont accru le malaise par leur ignorance totale de notre situation particulière. On n'a tenu aucun compte des efforts fournis par les fonctionnaires alsaciens-lorrains après l'armistice. Au contraire, on s'est hâté de supprimer la législation locale, ce que nul autre pays n'a fait dans les provinces retrouvées, ni la Pologne en Silésie, ni le Danemark dans le Schleswig. Seul Mussolini a eu recours à ces mesures dans le Tyrol.

«Notre premier succès dans la lutte que nous menons depuis l'armistice fut la loi sur le reclassement en date du 22 juillet 1923. Malheureusement les différents bureaux des ministères chargés de l'application de cette loi sabotent systématiquement cette victoire. Nous demandons par conséquent qu'on nous traite sur le même pied que les collègues venus de l'Intérieur, ou bien qu'on

nous accorde les avantages dont bénéficient les fonctionnaires d'outre-Rhin !».

Rossé regrettait que la direction des services centralisés fût confiée à des chefs sans aucune compétence ; ceux qui étaient responsables des trois départements d'Alsace-Lorraine savaient à peine qu'ils étaient dans l'Est de la France... Peu d'Alsaciens se trouvaient parmi les 41 fonctionnaires affectés à la Direction des Services d'Alsace et de Lorraine à Paris. «Nous Protestons contre la composition actuelle de cette Direction à laquelle le service des pensions n'est point rattaché».

Rossé abordait ensuite la question des traitements :

«En ce qui concerne les traitements, le minimum vital n'a pas été atteint en France par 'es agents de l'administration publique depuis 40 ans. Nous ne demandons que l'assimilation de nos traitements d'avant-guerre au coût actuel de la vie. Nous insisterons en outre pour qu'on nous accorde une indemnité spéciale, car depuis fin 1924, époque à laquelle nous devons toucher les nouveaux traitements, la valeur d'achat de notre monnaie a sensiblement baissé. Qu'on ne vienne pas nous dire que la situation financière du pays ne permet pas de telles concessions. Nous ajouterons : Percevez dans les autres départements les mêmes impôts que chez nous, et vos caisses seront vite remplies !»

En conclusion, Joseph Rossé protesta contre la «déportation à l'Intérieur» de fonctionnaires alsaciens-lorrains et contre la suppression de la liberté d'opinion. Il affirma que trois employés des P.T.T. avaient dû livrer, sous menace de sanctions, les listes des abonnés de la Zukunft aux services de la préfecture. «Qu'on laisse aux Alsaciens la liberté de choisir leurs journaux, car si on voulait sévir contre les fonctionnaires qui lisent la Zukunft, il faudrait les punir tous !».

Le lundi 11 janvier 1926, au cours de la réunion du Comité Directeur de la Volkspartei au MUnsterhof (6, rue des Juifs) à Strasbourg, Rossé déclarait que les 9/10èmes des fonctionnaires et instituteurs étaient nettement partisans du mouvement de la Zukunft.

2. Création du Heimatbund

Au début de l'année 1926, les réunions secrètes se multipliaient à travers toute l'Alsace et la police était sur les dents, surveillant attentivement la correspondance, le téléphone et les gares de chemin de fer. C'est ainsi qu'elle épiait la réunion à l'Ecole Préparatoire d'Instituteurs à Colmar où se rencontraient Joseph Rossé, Emile Pinck, le Dr Eugène Ricklin, l'abbé Zemb, le pasteur Hirtzel et Paul Schall, le 27 janvier 1926 ; elle suivait ensuite Ricklin et Zemb qui allaient rendre compte de la réunion à l'abbé Haegy, chez les Sœurs de Niederbronn, rue Roesselmann, etc. Les réunions se multipliaient surtout à Strasbourg, à l'hôtel Monopole, en vue de la création d'un mouvement ethnique commun, une Heimatbewegung, pour laquelle on avait d'abord proposé le nom d'Elsass-Lothringische Liga ; mais bientôt quelqu'un lança le mot magique de Heimatbund qui rencontra immédiatement un accord enthousiaste et unanime. Cette dénomination épousait parfaitement les sentiments et les idées des Heimattreuen. Curieusement, à la même époque, d'autres groupes minoritaires germaniques avaient adopté le même terme, spontanément et sans vouloir se l'emprunter.

On élaborait ensuite dans les grandes lignes un manifeste réclamant l'essentiel de la constitution octroyée à Elsass-Lothringen par le Kaiserreich le 31 mai 1911, avec l'autonomie législative et administrative. Un point retint particulièrement l'attention des rédacteurs du manifeste : fallait-il spécifier explicitement dans le manifeste du Heimatbund que l'autonomie de l'Alsace-Lorraine était réclamée «dans le cadre de la France» («im Rahmen Frankreichs») ? Question symptomatique du chemin parcouru depuis l'entrée des troupes françaises en 1918, à peine huit années plus tôt ! Les uns estimaient cette mention du «cadre de la France» inutile, soit qu'ils rêvaient d'une République Neutre d'Alsace-Lorraine, soit qu'ils pensaient au contraire que cela allait de soi. D'autres insistaient pour que l'expression y figurât formellement, ne serait-ce que par prudence. Le 3 mai 1926, le Dr Ricklin s'en expliquait de la manière suivante :

«Nous risquerions de nous faire traduire devant les Assises, si nous nous permettions de laisser de côté les termes «dans le cadre de la France», car, n'étant pas un parti politique comme les communistes, qui demandent pourtant la séparation pure et simple, nous ne pouvons aller aussi loin : si réellement nous étions traduits devant les Assises, étant donné la partialité des tribunaux français en cette matière, nous risquerions d'être envoyés à Cayenne, sans pouvoir compter sur l'intervention de parlementaires d'aucun parti».

Le 15 mai 1926, en sa qualité de Président de la Fédération des Fonctionnaires d'Etat et des Maîtres Chrétiens d'Alsace et de Lorraine, Joseph Rossé louait pour le 24 la salle de la brasserie du Luxhof, rue de la Comédie, à Strasbourg, sous prétexte d'une réunion de fonctionnaires locaux. En fait, ce jour-là, s'y rassemblaient 65 personnes. Rossé exerça un contrôle rigoureux à l'entrée de la salle ; toutefois, il n'avait pas débusqué le commissaire de la Police Spéciale, Antoine Becker, caché dans un W.C. attendant à la salle...

Rossé ouvrit donc la séance du 24 mai 1926 à 14 h 15 par une courte allocution, déclarant notamment : «L'Alsace-Lorraine est traitée en quantité négligeable par le gouvernement français. Il faut réagir et former le front unique de tous les Alsaciens et Lorrains fidèles à leur pays (Heimattreue), sans distinction de confession religieuse et d'opinion politique». Puis l'abbé Joseph Zemb prit la parole pour traiter la question de la langue maternelle ; il fut suivi par le Dr Ricklin qui fit le point de la situation politique en Alsace-Lorraine.

Après une suspension de séance, on donna libre cours aux discussions ; elles étaient conduites par le Dr Ricklin, Joseph Rossé, Emile Pinck, l'abbé Zemb, René Hauss et Paul Schall. Un Comité Provisoire fut constitué qui comprenait deux membres de la direction de la Zukunft, le Dr Eugène Ricklin (1862-1935) et l'abbé Joseph Zemb, (1898-1979) ; on y adjoignit comme secrétaire général Jean Keppi (1888-1967), qui faisait Par là sa rentrée politique. Ce Comité avait pour mission immédiate de Publier dans une dizaine de jours un Manifeste définitivement mis au Point et de réunir 100 signatures. L'unanimité fut facile à obtenir, sauf sur l'importante question de l'idéologie fondamentale. En effet, la majorité des membres présents insistait pour donner un caractère ouvertement chrétien au Heimatbund ; c'étaient les hommes de l'aile autonomiste de la Volkspartei. Au contraire, la minorité radicale penchait vers la neutralité religieuse du mouvement, de manière à ne point gêner les autres partis politiques que le Bund avait mission de rallier également. Cette minorité estimait que les catholiques pouvaient se tenir satisfaits avec la garantie du maintien du statu quo tant que l'autonomie ne serait pas obtenue («bis das elsass-lothringische Volk selbst in der Lage ist, liber die letzte Form endgültig zu entscheiden»). Mais la majorité alléguait l'impossibilité d'établir un programme alsacien-lorrain authentique, sans référence aux problèmes religieux¹.

A cause de la coloration ouvertement chrétienne du Heimatbund, un certain nombre de responsables politiques de gauche, essentiellement les amis de Camille Dahlet et de Georges Wolf, s'abstinrent de donner leur signature au Manifeste, tout en déclarant qu'ils étaient en principe d'accord sur les actions à entreprendre. D'autre part, les trois députés de la Volkspartei qui avaient promis leur adhésion, savoir Joseph Silbermann (né à Oberspechbach en 1875), Médard Brogly (né à Rixheim en 1878) et Camille Bilger (né à Mulhouse en 1879), devaient finalement s'abstenir à la suite de la défense qui leur fut signifiée par le Comité Directeur du parti. Enfin, pour ne point compromettre les journaux catholiques de la Volkspartei, l'abbé Xavier Haegy s'abstint également, mais autorisa son principal collaborateur, l'abbé Fashauer, à signer².

Les signatures définitives au nombre de cent étant réunies le samedi 5 juin, les journaux catholiques publièrent le Manifeste en primeur et à la première page le lundi de Pentecôte 7 juin 1926, suivis le lendemain par le reste de la presse. L'opinion publique, non seulement en Alsace-Lorraine mais aussi en France, était fortement frappée par la publication de ces signatures. Ce n'était plus dans des articles anonymes de presse, dans des réunions privées plus ou moins secrètes, mais à visage découvert que des hommes réclamaient l'autonomie de l'Alsace-Lorraine.

1. Paul Schall, bien que signataire du Manifeste, proposait que l'on ne mette pas en avant la question religieuse : le Concordat et les Articles Organiques donnaient au gouvernement français un puissant levier politique contre l'Alsace-Lorraine.
2. La formule «im Rahmen Frankreichs» (autonomie dans le cadre de la France) avait été adoptée

par prudence, précisément pour couvrir les fonctionnaires, les élus, les rédacteurs de journaux, etc. Mais du fait des pressions préfectorales et policières, la formule se révéla sans effet ; l'on avait espéré 200 à 250 signatures.

Dans son ouvrage *La Vérité sur l'Alsace* (1930), un adversaire de la Zukunft, Oscar de Férenzi, écrivait : «Pour la première fois, on devait voir des hommes, appartenant aux partis les plus opposés, faire abstraction de leurs opinions politiques et mettre au second plan leurs idées religieuses ou antireligieuses, et tout ce qui les divisait, en vue de créer indépendamment et au-dessus des partis, un front unique sur le terrain de leurs communes revendications régionales. Pour la première fois, des Alsaciens-Lorrains, en tant du moins que collectivité de quelque importance, émettaient la prétention de constituer au sein de la nation française une Minorité Nationale. Pour la première fois enfin, était catégoriquement formulée la revendication de l'Autonomie politique» (p. 95-96).

Les 100 signatures se répartissaient de la manière suivante : 56 signatures de 26 villes de la Basse-Alsace, 17 signatures de 13 villes de la Haute-Alsace et 27 signatures de 16 villes de la Moselle. On relevait les signatures de 15 prêtres catholiques (dont un Monseigneur), de 6 pasteurs protestants, de 9 médecins, de 3 pharmaciens, de 2 vétérinaires, de 5 journalistes, de 4 membres de l'enseignement, de 2 écrivains et artistes, de 3 libraires, de 3 commerçants, d'un douanier, d'un avocat, d'un notaire, de 2 architectes, de 4 industriels, d'un ingénieur, de 7 ouvriers ou employés, d'un entrepreneur, de 9 cheminots, de 8 agriculteurs, de 8 conseillers municipaux, de 5 maires, de 2 conseillers d'arrondissement et de 2 conseillers généraux :

Basse-Alsace

Artolsheim	:	Romy Adalbert,	maire.	Dutter Joseph,	curé	catholique.
Baldenheim	:	Schnaebele Mathias,			ancien	maire.
Benfeld	:	Daessle Achilles,				notaire.
Bischheim	:	Dr Saettel Léon,				médecin.
Dambach	:	Mattern Auguste,				viticulteur.
Ernolsheim	:	Schnell Charles,	agriculteur.	Hirtzel Auguste-Frédéric,	pasteur	protestant.
Haguenau	:	Dr Ohlmann Eugène,	médecin, conseiller municipal.	Meyer Camille,	journaliste.	Keppi Jean, secrétaire général de la commune.
Jules,	libraire.	Braun Edmond,			secrétaire	d'usine.
Harskirchen	:	Nest Joseph,			curé	catholique,
Herbitzheim	:	Charpentier Emile,				instituteur.
Hilsenheim	:	Jung Michel,			curé	catholique.
Hochfelden	:	Hasselmann Alphonse,				libraire.
Keskastel	:	Hauss Florent,			curé	catholique.
Kirrwiller	:	Ruch Georges,			pasteur	protestant.
Maennolsheim	:			Stiegler,		agriculteur.
Markolsheim	:	Dr Brickert Robert,				vétérinaire.
Molsheim	:	Forster Michel,				agriculteur.
Muttersholz	:	Hirn Emile,			ancien	maire.
Mutzig	:	Heil Charles,				pharmacien.
Neuwiller	:	Kummer Emile,	jardinier.	Decker Ernest,	pasteur	protestant
Schiltigheim	:	Zemb Joseph,	vicaire catholique.	Dr Benmann Louis		médecin.
Schweighausen	:	Müller Georges,	propriétaire			de brasserie.
Schwindratzheim	:	Schmidt Georges,	agriculteur.	Maurer Charles,	pasteur	protestant.
Strasbourg	:	Zimmer Paul-Nicolas,	technicien.	Vomhoff Paul,	libraire.	Vogel Antoine, cheminot.
Solveen Henri,	peintre et écrivain.	Schlegel René,	commerçant.	Schall Paul,	journaliste.	Ruhlmann Victor, cheminot.
Risch Charles,	cheminot.	Reithler Albert,	architecte-ingénieur diplômé.	Reisacher Henry,	commerçant.	Kopp Paul, professeur au lycée de Strasbourg.
Heitz Paul-H.,	rue J.J. Rousseau.	Heil C-P,	journaliste, expert scientifique.	Hauss René,	propriétaire d'imprimerie.	Erdmann Alfred, architecte.
Ehrminger Henri,	receveur des douanes.	Decker Fritz,	écrivain.			

Strasbourg-Meinau : Dr Roos Charles, ancien directeur d'école commerciale.
 Strasbourg-Neudorf : Dr Weichel Alfred, vétérinaire. Marco Julien-Joseph, cheminot. Dr Koessler Alfred, médecin.
 Strasbourg-Robertsau : Meyer René, ingénieur.
 Waltenheim : Reichart Ernest, pasteur protestant.
 Wissembourg : Herber Edmond, conseiller général.
 Wolschheim : Baltzer Jean, agriculteur.

Haute-Alsace

Bühl : Hossenlopp Aimé, employé.
 Colmar : Rossé Joseph, professeur d'E.P.S. Fashauer Joseph, journaliste et prêtre.
 Dannemarie : Dr Eugène Ricklin, médecin.
 Felleringen : Schaffer Aloyse, vicaire.
 Guebwiller : Reinold Armand, ouvrier du textile. Ritter Albert, journaliste.
 Illfurth : Arnold Joseph, curé catholique. Dr Ehrhard J., médecin. Wolf Ernest, entrepreneur.
 Ingersheim : Knittel Henri, adjoint au maire.
 Schnierlach (Lapoutroie) : Dr Bruar Camille.
 Mulhouse : StUrmel Marcel, cheminot.
 Neudorf : Deichtmann Victor, maire, conseiller d'arrondissement.
 Richwiller : Schultz Armand, curé catholique.
 Soultz : Dr Bücher René, médecin. Wintzenheim : Rohmer Alphonse, vicaire.

Moselle

Berthelming : Léonard, conseiller municipal.
 Bliesbrücken : Mgr Wack, prélat de Sa Sainteté.
 Erchingen : Klingler Ignace, maire.
 Fénétrange : Antoni Victor, agriculteur, cons. d'arr.
 Gosselming : Wilhelm, plâtrier, adjoint au maire. Risy Jean, maire.
 Grossblittersdorf : Dr Haag, médecin.
 Petite-Rosselle : Eichstätter Nicolas, mineur, cons. mun. Steckler Joseph, commerçant, cons. mun.
 Metz : Schiller Joseph, cheminot. Mourer J.P., cheminot. Kessler Pierre, cheminot. Ismert, chanoine. Frankum, fonctionnaire retraité. Demesse Joseph, cheminot. Bloch Adolphe, pasteur protestant.
 Mondelange : Henck Xavier, chef de bureau.
 Oettingen : Millier N.J., curé catholique.
 Phalsbourg : Weber Charles, pharmacien, conseiller municipal.
 Rohrbach : Krebs Victor, industriel.
 Romelfing : Hartoin, conseiller municipal. Parmentier, maire.
 Sarreguemines : Thomas Charles, avocat. Schaaf André, ancien conseiller général. Hollender E. pharmacien, cons. municipal.
 Schweyen : Sackstedter Jean, curé catholique.
 Welferding : Kirch J.P., curé catholique.

Le texte du Manifeste lui-même se passe de commentaire. Il débute avec une grave majesté : «A une heure lourde de destin, les soussignés s'adressent au peuple alsacien-lorrain pour l'appeler à l'action (In schicksalsschwerer Stunde treten die Unterzeichneten vor das elsass-lothringische Volk, um es zur Tat aufzurufen). Hésiter davantage serait trahir notre caractère ethnique, car la mesure est comble.

«Depuis sept années, nous nous sommes vus jour après jour dépouillés de nos droits dans notre propre Heimat ; toutes les promesses qui nous ont été solennellement faites, ont été bafouées ; on a cherché à étrangler nos caractéristiques ethniques, notre langue, nos traditions et nos coutumes. Nous savons maintenant que les fanatiques de l'assimilation en veulent à l'essence même, à l'âme et à la culture du peuple alsacien-lorrain sans même s'arrêter aux questions soulevées par la

conviction intime et la conscience. Si nous parlons des droits et des libertés, naturels et acquis, de notre Heimat et de notre peuple, on nous raille, on nous couvre de calomnies et de menaces. Nous ne voulons plus sous aucun prétexte, supporter plus longtemps cette situation affligeante. «Nous avons compris que presque tout le peuple alsacien-lorrain, que tous ceux qui ont su rester d'authentiques Alsaciens-Lorrains debout pensent au plus intime d'eux-mêmes comme nous, et que, pour l'amour du sol natal, ils veulent remplacer la division qui existe actuellement par un sentiment d'estime réciproque et les liens d'un profond enracinement ethnique. Au premier signe de ralliement, ils chercheront à former ce front unique tant désiré pour défendre notre pays de l'oppression et de la décadence avec un cœur et une volonté unanimes. Nous sommes convaincus que la garantie et la pratique vivante des droits ethniques imprescriptibles et inaliénables du peuple alsacien-lorrain, et que la réparation des torts causés à des milliers et à des dizaines de milliers d'entre nous ne nous sont assurées, que si nous obtenons, en qualité de Minorité Nationale, l'autonomie complète dans le cadre de la France (... wenn wir als nationale Minderheit die vollständige Autonomie im Rahmen Frankreichs erhalten). «Cette indépendance législative et administrative trouvera son expression naturelle dans une assemblée représentative élue par notre peuple, assemblée jouissant du droit de budget, et dans un pouvoir exécutif siégeant à Strasbourg. Les membres de cet exécutif seront pris dans le peuple alsacien-lorrain et ils auront à assurer, à côté du Parlement de Paris, compétent seulement pour les questions françaises d'ordre général, le contact avec l'Etat français». «Avant tout, en ce qui concerne l'importante question de l'idéologie (Weltanschauung), nous devons établir un front unique qui empêche le sabotage et l'affaiblissement de nos forces combattives par des querelles idéologiques ou des conflits de partis. C'est pourquoi, relativement aux rapports de l'Eglise et de l'Etat et aux questions scolaires, nous sommes partisans du maintien de la législation actuelle, jusqu'à ce que le peuple alsacien-lorrain soit en état de prendre lui-même une décision définitive à ce sujet. Nous voyons la solution de la question scolaire dans l'application du principe fondamental, qu'il appartient incontestablement aux parents de décider de quelle manière seront éduqués leurs enfants. En outre, nous réclamons respect et considération pour les conceptions chrétiennes : elles servent d'ancrage à la majorité de nos concitoyens et la civilisation de notre pays en est historiquement issue. Leurs forces culturelles si variées doivent être utilisées pour édifier une vie populaire saine et riche. La tolérance équitable impliquée dans ce point de notre programme garantira pour tous le respect de n'importe quelle autre idéologie et évidence dans l'avenir les querelles intestines dont nos ennemis tirent parti pour nous désunir et pour nous dérober tranquillement les droits ethniques de notre peuple». Après la délicate question des convictions religieuses et spirituelles, le Manifeste du Heimatbund abordait les droits de la langue allemande : «Nous exigeons que la langue allemande prenne dans la vie publique de notre pays le rang qui lui revient comme langue maternelle de la partie la plus considérable de notre peuple et comme l'une des premières langues de culture du monde. A l'école, elle doit être le point de départ et le véhicule permanent de l'enseignement en même temps qu'une matière d'enseignement avec examen terminal (In der Schule muss sie Ausgangspunkt und ständiges Unterrichtsmittel und Unterrichtsfach mit abschliessender Prüfung sein). Dans l'administration et devant les tribunaux, on doit lui reconnaître la même valeur qu'à la langue française. «Notre enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que tous autres organismes de formation, seront dans toutes leurs branches réglés et organisés, non selon les oukases du pouvoir central de Paris (nicht gemäss Diktat der Pariser Zentralgewalt), mais par notre futur Parlement ethnique, en conformité avec le caractère original et le niveau intellectuel du peuple alsacien-lorrain, en plein accord avec le droit des parents et avec le corps enseignant. «Nous estimons que l'une de nos principales tâches est de cultiver l'unité alsacienne-lorraine et l'esprit alsacien-lorrain, et de faire en sorte que la connaissance du passé, si riche historiquement et culturellement, soit conservée sans falsifications pour notre peuple, afin de l'encourager à en tirer ses propres ressources et sa propre culture. «En vertu de notre droit le plus primordial, de notre conscience ethnique, des principes sociaux et

linguistiques, nous réclamons une place au soleil pour nos enfants engagés dans n'importe quelle fonction administrative. Eux seuls peuvent assurer ce travail administratif jusqu'aux postes les plus élevés, parce que du fait de notre particularisme linguistique et culturel, ce travail est deux fois plus difficile. Eux seuls pourront nous libérer à nouveau de tout le poids d'une bureaucratie rétrograde et de toutes les criantes injustices qui nous étouffent». Le Manifeste du Heimatbund exposait ensuite cinq exigences pratiques immédiates : «Nous exigeons en outre :
1°) L'autonomie complète du réseau des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, propriété ethnique du peuple alsacien-lorrain.
2°) La protection de l'agriculture, de la viticulture, du commerce et d l'industrie d'Alsace-Lorraine, dans tous les traités commerciaux étrangers ainsi que contre la concurrence des départements de l'Intérieur.
3°) La réforme du système fiscal, conformément aux principes de la justice sociale et de l'égalité.
4°) L'achèvement de notre législation sociale, engourdie et retardée depuis des années et dont le développement ultérieur a été stoppé par les efforts rétrogrades de l'assimilation.
5°) Le rétablissement de l'ancienne législation communale, en l'adaptant aux conditions politiques et économiques actuelles».

Et pour finir, le Heimatbund présentait sa carte d'identité : «Nous sommes les partisans enthousiastes de l'idée de paix et de collaboration internationale, adversaires du chauvinisme, de l'impérialisme et du militarisme sous toutes ses formes. Notre pays doit être mis en mesure de devenir le point de rencontre de deux grandes cultures ; il doit participer à la réconciliation de la France et de l'Allemagne, et à celle de toute la communauté civilisatrice de l'Europe Occidentale et de l'Europe Centrale. Sur le terrain de ces revendications, nous voulons regrouper tout le peuple alsacien-lorrain en une Ligue de notre Heimat (Heimatbund), laquelle remplira fermement et sans peur sa mission de défenseur et de guide (Schützer und Wegweiser). Nous ne voulons pas former un parti nouveau ; nous ne serons qu'un organisme qui décidera les partis déjà existants à renoncer enfin à la politique d'attribution, de faiblesse et d'illusion, et à mener, avec une force inébranlable, le combat pour les droits ethniques du peuple et du pays d'Alsace-Lorraine. Vive F Alsace-Lorraine, consciente d'elle-même, forte et libre ! (Es lebe ein selbstbewusstes, starkes und freies Elsass-Lothringen)».

Certains journaux ajoutaient un commentaire au Manifeste du Heimatbund. C'est ainsi que Paul Schall écrivait dans la Zukunft : «A partir de ce moment, le peuple alsacien-lorrain prend lui-même son propre sort en main. Nous ne voulons et nous n'avons pas besoin d'être des valets ; nous sommes nés pour être des maîtres, et maîtres en notre propre pays ! Pour notre propre honte, et aussi à titre d'avertissement pour les générations futures, nous devons reconnaître que nos propres compatriotes ont trahieusement prêté la main aux calomnies et menaces dirigées contre les champions du mouvement autonomiste. Nous les connaissons et garderons bonne mémoire de leurs noms».

3. Réactions à la publication du Manifeste du Heimatbund

Pour des raisons aussi nombreuses que variées, qui apparaîtront progressivement dans la présente étude, le gouvernement français prit peur en constatant l'ampleur et la vigueur du mouvement autonomiste d'Alsace-Lorraine, moins de huit années après l'armistice. Pierre Laval, Garde des Sceaux et chargé des Affaires d'Alsace et de Lorraine, estimait que le Manifeste du Heimatbund portait atteinte à l'unité nationale «dans ses termes comme dans son esprit» ; il ordonna donc aussitôt une série de sanctions contre les signataires par une note du 11 juin 1926 : «Les rares magistrats municipaux dont les noms figurent parmi les signataires, font l'objet de la procédure de suspension prévue par l'article 86 de la loi Municipale. Les fonctionnaires publics sont poursuivis devant leur Chambre de Discipline suivant les règles de la loi Locale du 31 mars 1873, aux fins de révocation, et en vertu de l'article 127 de cette loi, ils sont d'ores et déjà suspendus de leurs fonctions. Un notaire est traduit devant le tribunal de Strasbourg aux fins de destitution. Quant aux ministres des cultes qui ont adhéré au Manifeste, ils seront soumis à la

procédure disciplinaire qui découle de leurs statuts». Le lendemain, les journaux commentaient diversement la situation de l'Alsace-Lorraine et les mesures de répression prises par Pierre Laval. L'Humanité se rangea du côté des autonomistes et répliqua dès le lendemain au ministre : «M. Laval espère par des mesures de rigueur en tous points dignes des ministres prussiens du Kaiser au temps où l'Alsace-Lorraine était allemande, briser le mouvement de revendications nationales. Mais la population alsacienne est autonomiste en majorité et les mesures fortes contre les dirigeants du mouvement ne peuvent que la pousser à une âpre résistance contre l'impérialisme français».

Ce même 12 juin 1926, Oscar de Férenzy écrivait désabusé dans La Voix d'Alsace : «Il ne faut pas prendre la chose au tragique, vous dira-t-on. Certes, ne la prenons pas au tragique, mais prenons-là cependant au sérieux. Que les journaux qui haussent dédaigneusement les épaules en présence du problème alsacien comptent leurs lecteurs et comparent leur nombre à celui des lecteurs assidus non seulement de la Zukunft, mais encore de tous les autres journaux qui ne cachent pas leurs sympathies pour le courant autonomiste. Casse-cou, avons-nous crié aux pouvoirs Publics, à l'administration, à la presse qui réclamaient l'assimilation à toute vapeur. Mais on ne nous a pas écouté, on allait jusqu'à nier l'existence du malaise, pour complaire à certaine clientèle que l'on fortifiait ainsi dans son entêtement ; on a fait fi, on tournait même en dérision les avertissements de ceux qui voyaient plus clair ou qui étaient mieux informés. Le résultat, nous l'avons !». Dans l'Echo de Paris du 12 juin 1926, le comte de Leusse, maire de Reichshoffen et ancien député du Bas-Rhin, essayait de distinguer ce qui était blâmable et ce qui était valable dans le Manifeste du Heimatbund. Assurément, le comte rejetait l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, mais reconnaissait les droits de la langue allemande et du statut religieux particulier : «Au point de vue pédagogique, le Manifeste réclame avec raison un remaniement des programmes et méthodes. Il est bien certain que, si les enfants intelligents sortent de nos écoles en sachant fort bien le français et suffisamment l'allemand, les enfants moins bien doués ne savent plus aucune langue et deviendront rapidement illettrés. Il y a là une situation grave qui demande un remède radical et rapide. Il faut donner à la langue allemande une place plus grande, étant donné que nos enfants ne parlent et n'entendent en dehors de l'école que l'alsacien, qui est un dialecte uniquement parlé, mais d'origine purement germanique. Il est nécessaire qu'ils puissent correspondre avec leurs parents quand leur métier, la vie militaire, etc. etc. les conduisent loin du foyer familial. Les parents ont le droit d'exiger cela de nous et aucun gouvernement ne peut le leur refuser. «Il sera du reste très facile de remédier à ce mal qui est à la base du mécontentement de nos populations ; les cantons suisses, bilingues et parfois trilingues, nous offrent un excellent exemple à suivre...

«Il y a quelques mois,... je suppliais nos gouvernants de ne plus faire de politique en Alsace, surtout de politique cartelliste, et de se mettre résolument et rapidement à l'œuvre pour donner à nos populations tout apaisement au point de vue confessionnel et scolaire, tout en lui donnant au point de vue administratif les satisfactions qu'elles sont en droit d'exiger du gouvernement de la France. Je veux adjurer une fois encore M. Briand et M. Pierre Laval de se hâter et d'agir rapidement... Tout n'est pas perdu, loin de là, mais le temps presse. Que nos gouvernants se souviennent du vieil adage latin qui doit résumer toute ma pensée : Acta non verba !». Quant au Heimatbund, il riposta d'abord par la distribution d'un tract, intitulé : «Appel à tous les Alsaciens et à tous les Lorrains» : «Une puissante campagne contre le Heimatbund alsacien-lorrain est en cours. On emploie dans cette lutte les moyens les plus bas auxquels on n'avait jamais eu recours jusqu'à présent dans les luttes politiques. La grande presse capitaliste et celle qui est au service du chauvinisme se distinguent particulièrement en propageant autour d'elles les mensonges les plus grossiers et les calomnies les plus basses. Pourquoi ce zèle ? Pourquoi tout cela ? «On veut non seulement écarter de la vie politique les hommes qui ont signé le manifeste autonomiste, mais encore étouffer l'idée des droits du pays (Heimatrechte), la fierté et la conscience du peuple alsacien-lorrain. Alsaciens-Lorrains ! Consentez-vous à cela ? Non ! Les ennemis du Heimatbund sont aussi vos ennemis ! «Ce sont eux qui, depuis des années, prônent l'assimilation ignominieuse et qui veulent supprimer

toutes nos libertés. Ils sont cause que vous considérerez bientôt comme des étrangers dans votre pays.

Ils sont cause que beaucoup d'entre vous croient devoir renier leur langue et leurs opinions devant les tribunaux et l'administration. Ils sont cause ce régime, qui est une insulte à l'Alsace-Lorraine, la mène à l'abîme. Récemment encore, ces gens combattaient ouvertement tout ce qui vous est cher et sacré. Ils n'osent plus le faire aujourd'hui, mais luttent contre le Heimatbund dans l'intention d'atteindre le peuple.

«Que nous reprochent-ils ? Rien d'objectif. Ils n'apportent rien qui puisse servir les intérêts de notre peuple. Ils disent que les dirigeants du Heimatbund sont des agents de l'Allemagne. Ils disent que le Heimatbund est alimenté avec l'argent allemand. Ce sont des mensonges, des Calomnies grossières et des plus basses. Si l'on avait eu la moindre preuve, il y a longtemps que nous serions tous en prison. Peu importe à nos ennemis. Tous les moyens leur sont bons pour empêcher que la masse du peuple se rende compte des desseins que l'on nourrit à son égard. «Certains de nos ennemis ont de fausses conceptions politiques, mais la plupart agissent par égoïsme, car ils savent très bien que leur influence disparaîtra et que leur situation sera perdue le jour où le peuple verra clair. Alsaciens et Lorrains ! Il est temps que vous puissiez intervenir dans le règlement de vos affaires. Votre honneur et vos intérêts vous commandent d'avoir du courage et de l'énergie à l'heure actuelle. Ne vous laissez pas induire en erreur. Repoussez énergiquement les intrigues. Soyez unis contre vos ennemis. Faites partie du Heimatbund. «Que veut le Heimatbund ? Veut-il créer le mécontentement ? Veut-il venir en aide à tel ou tel parti ? Veut-il vendre notre pays à une puissance étrangère ? Non ! Il veut simplement vous assurer les droits auxquels vous pouvez prétendre en qualité de peuple ayant une langue et une civilisation particulière. Il veut que les Alsaciens-Lorrains s'administrent eux-mêmes, parce qu'ils savent mieux que tout autre ce qui leur manque. Il veut que nous puissions nous donner des lois propres et nécessaires à notre pays. Il veut que l'héritage de nos pères, la langue, les traditions, les mœurs, les usages, les opinions ainsi que nos institutions de progrès soient respectés. En un mot, il veut que l'Alsace-Lorraine soit aux Alsaciens-Lorrains, sans toutefois poser la question de notre rattachement à la France.

«Pour établir une base solide en vue de la solution des problèmes sus-indiqués, le Heimatbund a déclaré publiquement que les Alsaciens-Lorrains représentaient une Minorité Nationale en France. Ce n'est rien de nouveau et les voyageurs attentifs qui parcourent notre pays s'en rendent compte immédiatement. Il n'y a rien de grave dans cette déclaration. N'est-il pas vrai que notre langue, nos opinions, nos mœurs, nos usages tout enfin jusqu'à l'architecture de nos villes et de nos villages sont différents des villes et des villages de l'Intérieur. Ce sont des faits bien connus. On n'a pas osé jusqu'à présent se prononcer ouvertement à ce sujet, par crainte de la terreur exercée par les chauvins, crainte qui a souvent bâillonné la vérité dans notre pays. Souvenons-nous des Commissions de Triage !

«Alsaciens-Lorrains de toutes catégories et professions, ouvriers, paysans, vigneron, classes moyennes, fonctionnaires, instituteurs, ecclésiastiques, industriels, membres des professions libérales, vous avez un devoir et un but commun : le maintien de notre particularisme alsacien-lorrain. Le Heimatbund veut vous réunir et vous guider pour vous conduire au but. Laissez de côté les disputes fraternelles. Unissez-vous ! Faites preuve de courage et d'énergie ! Adhérez au Heimatbund !

Le Président : Dr Ricklin. Le Secrétaire général : Jean Keppi». Dès le 13 juin 1926 se produisirent les premières violences contre un signataire du Heimatbund, le Dr Camille Bruar, né en 1883 à Sarre-Union. Il avait fait ses études au collège épiscopal et à l'université de Strasbourg. Médecin-major dans l'armée allemande durant la guerre, il était président de la Musique Municipale de Lapoutroie (Schnierlach) où il habitait. Il avait épousé une fille d'Orbey (Urbeis) Marie-Germaine Guidât, présidente de la section de Lapoutroie des Dames Françaises (infirmières), nièce de Lucien Baffrey, maire d'Orbey de 1900 à 1919 et ancien conseiller général.

A l'occasion de la Kilbe d'Orbey, M. Baffrey avait précisément invité les Bruar qui arrivèrent en

auto vers midi. En face de la maison Baffrey se trouvait l'hôtel Cornélius où dînaient environ 200 «Engagés Volontaires Français» de la région de Mulhouse, en route vers le Lac Noir. Or, dans l'hôtel se trouvait également René Husson, marchand de fromages à Orbey. Durant la guerre, il était capitaine payeur (Zahlmeister) à la caserne Marguerite de Strasbourg et très pro-allemand ; il avait un jour, en automne 1918, offert un banquet au Statthalter Rudolf Schwander et il voulait dénoncer aux autorités allemandes le maire Baffrey parce qu'il ne faisait pas mobiliser immédiatement un père de famille nombreuse, Jean-Baptiste Maire. Après la défaite de l'Allemagne, il arriva ce qui s'est souvent vérifié en Alsace-Lorraine : les plus ardents patriotes allemands deviennent du jour au lendemain les plus grands patriotes français ; c'est donc ainsi que René Husson devint patriote français. Voyant arriver le Dr Bruar et son épouse devant l'hôtel, Husson les désigna aux «Engagés Volontaires Français» attablés.

Après dîner, les Bruar se rendirent à la Kilbe ou fête du village. Mais au moment où le médecin endossait son pardessus devant l'hôtel Cornélius, trois «Engagés Volontaires Français» se mirent à les injurier. C'étaient Albert Schirmer, ingénieur et représentant industriel de Mulhouse (1, rue de l'Horticulture), Paul Rigenbach, employé à la Société Générale Alsacienne de Banque à Mulhouse, et Louis Clerc, chef de service de la maison Dolle (cotons filés). Le Dr Bruar n'avait d'abord rien entendu, et comme sa femme attirait son attention sur ceux qui les injuriaient, le médecin s'approcha pour leur dire : «Me connaissez-vous ? Moi, je ne vous connais pas !» — «Nous te connaissons très bien, riposta Schirmer, tu es l'un des signataires du Heimatbund». Bruar le confirma et ajouta : «Que voulez-vous de moi ? Je ne vous ai pas fait de mal ; je ne vous connais même pas !» A peine eut-il fait cette remarque qu'il fut traité de «sale Boche, officier boche avec ta casquette boche !» et en même temps, Albert Schirmer le frappa à coups de poing, imité par ses deux compagnons. Madame Bruar se porta au secours de son mari en criant : «Mais laissez mon mari, il ne vous a rien fait !» et se mit à donner des coups de parapluie sur l'arcade sourcillière gauche de Schirmer et le nez de Rigenbach ; mais ce dernier lui arracha le parapluie et le cassa sur le dos du médecin. Le Dr Bruar se défendit de son mieux, mais voyant grossir la troupe des agresseurs, il se réfugia dans la maison Baffrey, poursuivi par Schirmer et Clerc. Madame Baffrey voulut barrer le passage, mais fut bousculée contre le mur. M. Baffrey, âgé de 70 ans, voulut porter secours à son épouse, mais il se fit molester et fut projeté sur la route, où il s'affala dans la boue. Trois Italiens de passage, Lucchini, Nostrani et Chiodetti, se précipitèrent au secours du vieillard et dégagèrent M. Baffrey, couvert de boue et les habits en loques. Les «Engagés Volontaires Français» traitèrent alors les trois courageux Italiens de «macaroni». Lorsque les «Engagés Volontaires Français», fiers de leur acte de patriotisme, rentrèrent à l'hôtel Cornélius, René Husson qui avait suivi la bagarre derrière les rideaux, les félicita : «Ils n'ont que ce qu'ils méritent !» dit-il à l'adresse des Bruar et des Baffrey. Puis, il interpella les Italiens ; Lucchini lui répliqua qu'il n'avait commis qu'un acte d'humanité et qu'il serait intervenu pour n'importe quelle personne en danger.

De retour à Mulhouse, les «Engagés Volontaires Français» décidèrent de fonder un Comité anti-autonomiste qui vit le jour le 28 août 1926 au café Moll à Mulhouse ; ce Comité, secondé par les Français de l'Intérieur, ne devait comprendre officiellement que des Alsaciens. La présidence d'honneur fut donnée au Dr Rust ; Albert Schirmer l'instigateur de cette société, en était le vice-président, assisté de Burkardt, marchand de vin ; l'avocat Roth en était le secrétaire et le directeur d'école communale, Grummler, le trésorier. Parmi les membres de ce Comité Anti-Autonomiste de Mulhouse, se trouvaient les noms de Lambert, Stein-bach, Tritsch, Salomon, Clerc, Metzger, Brun et le docteur Specklin¹. La quête faite pour confectionner des tracts rapporta 1775 francs. Le lendemain de l'échauffourée de Lapoutroie, par décision du 14 juin 1926, les neuf cheminots qui avaient signé le Heimatbund étaient suspendus de leurs fonctions et devaient comparaître devant le Conseil d'Enquête du Réseau des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine. C'étaient : Pierre Kessler, Joseph Demesse et Jean-Pierre Mourer de Metz (futur député), Charles Risch et Victor Ruhlmann de Strasbourg, Joseph Schiller de Metz, Marcel Stürmel de Mulhouse (futur député) et Antoine Vogel de Strasbourg, secrétaire du Syndicat des Agents des échelles 5 à 10. Deux jours plus tard, le 16 juin, 7 autres cheminots étaient suspendus puis révoqués le 20 juillet, pour avoir signé l'appel du

Comité d'Action ou Heimatbund Communiste du 8 juin 1926, savoir Lucien Bonn, Emile Fuerstoss, Charles Moerschel, Hermann, Hungler, Kerbel et Fritsch ; il en sera question plus loin. Le notaire de Benfeld, Achille Daessle, perdit son mandat officiel, les médecins leur qualité de médecin-conseil. L'abbé Gromer et Edmond Herber furent mis dans l'obligation, soit de retirer leur signature du Heimatbund, soit de renoncer à leur mandat de conseiller général du Bas-Rhin ; Joseph Rossé, bien qu'à la tête d'un syndicat de 40 000 fonctionnaires, fut destitué le 4 août 1926 avec droit pendant 5 années aux 9/10èmes de sa pension ; le professeur Paul Kopp se heurta à une foule de difficultés et de tracasseries ; il perdit provisoirement son emploi le 28 juin 1926. Les curés signataires du Heimatbund furent convoqués par Mgr Ruch pour émettre le serment de fidélité au gouvernement prévu par le Concordat de Napoléon ; les abbés Fashauer, bras droit de l'abbé Haegy, et Joseph Zemb, «chef du jeune clergé alsacien», se virent interdire toute collaboration à l'Elsaesser Kurier ; le vicaire de Wintzenheim, Alphonse Rohmer (1899-1977), fut réduit au silence et nommé à Schirmeck dans une paroisse francophone à partir du 1er octobre 1926. Les maires et employés municipaux furent destitués de leurs fonctions. L'avocat de Sarreguemines, Maître Charles Thomas, qui avait été déporté en Silésie avec son frère au début de la guerre, se défendit habilement dans un mémoire du 1er juillet 1926 adressé à Maître Villard, désigné comme rapporteur par le Conseil de l'Ordre :

1. Le Dr Specklin, avait appartenu avant 1918 au «Cercle des Etudiants» de Pierre Bûcher. Il devint royaliste et antisémite virulent, épousa une Tille Dollfus, adhéra ensuite au parti radical et mourut autonomiste après la seconde guerre mondiale !

«... Je n'aurai jamais cru qu'un avocat puisse en France, dans ce pays qui n'a fait les révolutions que pour conquérir à ses citoyens les Droits de l'Homme et des libertés plus grandes, être inquiété pour avoir manifesté une opinion quelconque... La plainte est allée chercher dans l'arsenal de nos vieux textes législatifs une Ordonnance Royale de 1822... Cette Ordonnance se trouve abrogée par le décret du 20 février 1922... Depuis 1920, les Conseils de l'Ordre n'ont plus l'obligation de maintenir les sentiments de fidélité à la République, ce qui se manifeste en pratique par une éclosion surabondante et une floraison magnifique dans nos rangs de tous les genres politiques à la mode : avocats royalistes, bonapartistes, communistes, fascistes probablement et tutti quanti. Pourquoi ne pas avoir à la suite et à l'exemple de notre éminent confrère M. Alexandre Millerand, des avocats régionalistes, ou même fédéralistes ? Ce fédéralisme est l'évolution possible et probable du régionalisme ; la centralisation absolue et rigide est un mal unanimement reconnu et vainement déploré...» Et Maître Thomas eut gain de cause. L'avocat faisait allusion au discours prononcé le 10 mai précédent à Melun par l'ancien Commissaire Général d'Alsace-Lorraine et ancien Président de la République, Alexandre Millerand, qui déclarait :

«Enfin, en dehors et à côté des réformes constitutionnelles, il en est une autre non moins importante et non moins urgente. Par quel paradoxe, alors que toutes les conditions de l'existence ont été bouleversées par les découvertes de la science, alors que chemins de fer, automobiles, avions, télégraphe, téléphone sont venus renverser toutes les conditions de la vie industrielle et économique, notre organisation administrative est-elle demeurée figée dans le moule de l'An VIII ? Il est temps d'en finir avec ce paradoxe ! Il est temps que le régionalisme, pour l'appeler par son nom, mette fin à cette congestion administrative qui fait affluer les affaires au centre, qui retarde leur examen et qui suspend la solution à l'intervention irresponsable d'un parlementaire dans le cabinet d'un ministre quand ce n'est pas celui d'un chef de bureau... «Toutes les régions de la France souffrent des maux que je viens de dénoncer. Mais il en est entre toutes une, celle-là même que l'héroïsme de nos morts a ramenée à la mère-patrie, qui les supporte avec plus d'impatience. Le malaise alsacien-lorrain n'est pas, hélas, une imagination. Au point où on l'a laissé venir, il ne disparaîtra, j'en suis profondément convaincu, que par la guérison de ces maux dans la France entière. Nos mœurs politiques, nos mœurs administratives, paraissent intolérables à nos compatriotes retrouvés. Ils s'indignent, non sans raison, de ce que les promesses

solennelles qui leur ont été faites et renouvelées aient été si légèrement oubliées. On ne résoudra définitivement les questions culturelles et scolaires comme elles peuvent et doivent être aisément résolues, on n'en finira avec les lenteurs et les incohérences dont se plaignent avec tant d'amertume les Alsaciens et les Lorrains, qu'en restituant dans la France entière le principe d'autorité contrôlé par le jeu naturel de nos institutions libres, qu'en dotant notre pays d'organismes régionaux, qu'en opérant en un mot cette double assimilation de l'Alsace et de la Lorraine à la France sans doute, mais aussi de la France à l'Alsace et à la Lorraine... Oui, j'en ai la conviction, c'est de Strasbourg et de Metz qu'à la France viendra le salut !».

En dehors de Me Thomas, deux autres signataires du Heimatbund furent acquittés par le Conseil de Discipline : l'abbé Gromer et le secrétaire Jean Keppi, tous deux membres du conseil municipal de Haguenau. Enfin, au cours des procès dans le Haut-Rhin, le tribunal reconnut que si le Manifeste du Heimatbund comportait de violentes critiques contre le gouvernement de la France, il n'était néanmoins pas antinational.

4. La Volkspartei et le Heimatbund

Entre les instances directrices et une minorité des membres de la Volkspartei (UPRA) de tendance nationaliste française, d'une part, et la majorité des militants de la Volkspartei de tendance autonomiste ou favorable à l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, d'autre part, la crise éclatait d'autant plus violemment, que les membres de la Volkspartei jouaient des rôles de premier plan à la tête du Heimatbund.

Dès le 14 juin 1926, des résolutions contradictoires étaient prises. Celle du Comité Directeur (Landeskomitee) repoussait à la fois le Manifeste du Heimatbund et les sanctions de Pierre Laval : «Le Comité Directeur de l'UPRN constate que le parti n'a aucun rapport avec le Heimatbund, qu'il est complètement étranger à son Manifeste et que les signataires de ce Manifeste portent seuls la responsabilité de leur attitude. Le Comité Directeur constate cependant qu'un grand nombre de revendications contenues dans le Manifeste du Heimatbund sont identiques à celles précisées, dans une forme plus modérée, dans la résolution de l'UPRN du 29 novembre 1925. «Le Comité Directeur constate d'autre part, que le Manifeste du Heimatbund contient des revendications essentielles qui sont directement opposées au programme de son parti. L'UPRN a repoussé dans sa résolution du 29 novembre 1925 la revendication d'une autonomie législative pour l'Alsace-Lorraine comme étant incompatible avec la Constitution Française. Le parti réclame une autonomie administrative. Il considère la réalisation de cette revendication comme une garantie suffisante pour la sauvegarde des intérêts de la population alsacienne et lorraine. La population d'Alsace et de Lorraine ne saurait être considérée d'après le point de vue de notre parti comme une Minorité Nationale, mais comme une fraction essentielle de la nation française qui veut réaliser ses revendications dans le cadre de la souveraineté française. «Ces constatations de principe établies, le Comité Directeur de l'UPRN souligne avec force que le parti repousse résolument les mesures et sanctions prises par le gouvernement contre les signataires du Manifeste. Le parti adopte ce point de vue pour des considérations de principe et pour des considérations pratiques. Le Comité Directeur déclare que les fautes de la politique gouvernementale et de l'administration française sont les premières responsables si de tels faits se produisent en Alsace sept ans après les journées de novembre 1918. Persuadé que la situation actuelle en Alsace ne peut être modifiée que par un changement de politique, mais non par des mesures de contrainte, le Comité Directeur s'attend à ce que le gouvernement retire les sanctions afin de permettre aux partis de réaliser leur programme régional et national». Ce même 14 juin 1926, la section de Colmar de la Volkspartei votait une résolution favorable au Manifeste du Heimatbund :

«Les membres de la Section colmarienne de l'Union Populaire d'Alsace (UPRA ou Volkspartei) protestent avec véhémence contre les sanctions prises par le gouvernement de Paris à l'égard des signataires de l'appel et du programme du Heimatbund d'Alsace-Lorraine, et ils expriment leur sympathie la plus profonde aux courageux défenseurs des intérêts de notre pays.

«L'assemblée constate que le programme du Heimatbund dans ses grandes lignes est identique au programme de l'UPRA. Les points dépassant le programme de notre parti ne sont pas en contradiction avec la tendance générale de nos revendications, et l'assemblée revendique le droit absolu de tous les Alsaciens, fonctionnaires et instituteurs compris, de demander une réforme plus radicale de la Constitution de la France, comme chaque Alsacien-Lorrain aurait eu le droit, en 1918, de demander le maintien d'une administration spéciale de notre pays avec un Landtag issu du suffrage universel. L'assemblée constate en outre que le terme «Minorité Nationale» n'implique pas de tendances séparatistes et qu'il signifie simplement que les Alsaciens forment une partie spécifique d'un peuple, avec des traditions, une langue et des institutions culturelles propres, et que chaque Alsacien attaché à son foyer a le droit et le devoir de les défendre». Quatre jours plus tard, le 18 juin 1926, la section de Haguenau publiait sa résolution dans la presse : «Les hommes de confiance de l'UPRA de Haguenau constatent, après un échange de vues détaillé, que bien que les revendications du Heimatbund soient plus radicales que celles contenues dans la résolution du Parti Populaire d'Alsace du 29 novembre 1925, elles ne se trouvent pas en contradiction avec l'état d'esprit actuel des membres de notre parti, et que par ailleurs elles ne poursuivent aucune tendance séparatiste. Nous sommes en effet une race distincte, ayant un caractère spécial, une culture propre, des traditions particulières et une langue spéciale, et nous ne pourrions nous déclarer satisfaits que le jour où l'Etat français aura reconnu notre caractère de Minorité Nationale dans le cadre de la France, et qu'il aura tiré les conséquences nécessaires de cet état de choses au point de vue de l'administration de notre pays. «Tout Alsacien fidèle au pays (heimattreu) n'a pas seulement le droit, mais aussi l'obligation, et cette obligation est sacrée, de proclamer courageusement ce point de vue, et le gouvernement français commet un acte de violence et d'injustice en causant un préjudice quelconque à n'importe quel Alsacien ou Lorrain — qu'il soit fonctionnaire ou non — qui défend, conformément à son devoir, son pays natal. «L'assemblée proteste avec indignation contre les sanctions prises par le gouvernement à rencontre de certains membres du Heimatbund, car ces sanctions se trouvent en contradiction flagrante avec l'idéal tant prôné de liberté ; elle exprime sa plus chaleureuse sympathie aux compatriotes persécutés à cause de leur amour du pays natal et s'attend à ce que les députés du parti populaire alsacien prennent des contre-mesures très énergiques». Le 20 juin 1926, les membres de la Volkspartei du Bas-Rhin se réunissaient en assemblée départementale au Münsterhof à Strasbourg, en présence de quatre députés : Seltz, Walter, l'abbé Millier, Oberkirch ; de cinq conseillers généraux : Herber, Weydmann, Moschenross, Guri, Birkenstock ; et de bien d'autres personnalités, parmi lesquelles le secrétaire général du Heimatbund Jean Keppi. Un certain nombre de délégués s'étaient déjà retirés lorsque le secrétaire du Syndicat des Indépendants et futur député, Henri Meck (1897-1966), proposa le vote d'une résolution qu'il avait rédigée et dans laquelle le gouvernement français était violemment pris à partie au sujet des sanctions. Des protestations s'élevèrent contre les termes de cette résolution ; certains criaient : «Le Heimatbund est une ligue de boches !». Se croyant visé, le conseiller général Herber se tourna vers le notaire de Schiltigheim, Felz, et un certain Rampspacher, pour leur lancer : «Bande de cochons !», ce qui provoqua le départ d'un certain nombre de militants nationalistes. Les députés Walter et Oberkirch s'opposèrent énergiquement à l'adoption de la résolution Meck. Un autre député, l'abbé Eugène Millier, proposa un compromis entre la résolution du comité directeur du 14 juin et celle de Henri Meck, mais sans parvenir à mettre les deux camps d'accord. L'on mit donc la résolution du comité central et celle de Meck aux voix, et cette dernière l'emporta par 23 bulletins contre 19. Walter était furieux du résultat et menaça de dissoudre la Volkspartei du Bas-Rhin ; devant cette éventualité, et bien qu'il ait avec lui la majorité des militants, Meck accepta de retirer sa résolution. Walter exigea alors, non point le retrait, mais l'annulation, ce qui fut également accepté.

L'incident avait été si violent que les députés Seltz et Walter donnèrent leur démission de président et de vice-président de la section strasbourgeoise de la Volkspartei ; du reste, le comte de Leusse avait déjà démissionné du comité central le 16 juin, parce que, contrairement à ce comité, il

approuvait les sanctions prises par Laval contre les Heimatbündler. Quatre jours plus tard, le 24 juin 1926, le député Walter Michel rendit visite au préfet Borromée pour lui confier les efforts qu'il déployait au sein de la Volkspartei afin de maîtriser les tendances autonomistes. Et le 26 juin, ce même Michel Walter, qui avait fait applaudir la Zukunft le mois précédent au Sängershaus, faisait une pirouette inexplicable et déclarait : «Il faut choisir : ou l'union ou la scission ! Je suis partisan de l'union. Mais pour la maintenir, il faut que les signataires du Heimatbund retirent d'abord leurs signatures. Une entente avec les signataires du Heimatbund est impossible, parce qu'ils parlent de minorité nationale alsacienne. Je tiens à déclarer que l'Alsace, contrairement à ce que prétend Rossé, est française et que nous voulons vivre la vie nationale de la France, sans toutefois abandonner notre programme régionaliste». Le député Walter récitait-il la leçon que lui avait apprise le préfet Borromée ? Avait-il changé d'opinion, parce qu'il s'apercevait qu'il n'était point considéré comme un chef du Heimatbund ? Toujours est-il que la fraction bourgeoise et francophile de la Volkspartei faisait des efforts inouïs pour empêcher que le parti ne tombe totalement dans les bras du Heimatbund. Le 20 juin 1926, à l'occasion de la remise du drapeau tricolore à l'Union nationale des combattants de la section de Thann, le sénateur et général français Robert Bourgeois, un «revenant», prononça un long discours nationaliste et anti-autonomiste :

«L'autonomie dans le cadre de la France, c'est prendre notre drapeau alsacien rouge et blanc, ce drapeau que nous avons adopté pendant 48 années pour ne pas arborer celui de l'Allemagne ; c'est l'entourer d'un tout petit liseré tricolore, bien légèrement cousu, de telle façon que l'on puisse immédiatement l'arracher, pendant que l'on ajouterait solidement aux deux couleurs alsaciennes la bande d'étoffe noire, que les fidèles du Heimatbund ont toute prête, croyez-le bien. Soyez-en sûrs, on saura immédiatement faire tomber le cadre.

«Et ensuite, après l'affirmation que depuis sept ans l'Alsace est bafouée par la France, calomniée, menacée de telle sorte que sous aucun prétexte cette misère ne peut être supportée, après la relégation de la langue française au second plan comme une langue étrangère quelconque, on perçoit aussi clairement que possible le séparatisme complet ; le cadre tombe à la lecture même de l'appel !

«En effet, ce n'est plus le régionalisme ou l'autonomie administrative, c'est un pouvoir exécutif à Strasbourg, dont les membres sont pris dans le peuple alsacien-lorrain, chargé, dit le manifeste, d'assurer le contact avec l'Etat Français, et pour finir, un protectionnisme douanier contre la concurrence des départements français. Si ce n'est là un séparatisme complet, je ne vois pas ce qu'il faut de plus. C'est autour de ce terrain que le Heimatbund, comme il le dit, remplira son rôle, sans respect humain ni faiblesse, et groupera tout le peuple alsacien-lorrain.

«Messieurs, il est inutile je crois d'insister. On ergotera tant qu'on voudra, mais cet appel constitue certainement un attentat à la souveraineté de la France. Que parmi ceux qui l'ont signé il y en ait qui ne s'en soient pas rendu compte, c'est possible. Mais quand on songe que ceux qui, en pleine connaissance de cause, ont rédigé cet appel, ont choisi pour le lancer et asséner ainsi à la France un coup de poignard dans le dos, le moment où le pays se débat dans une crise financière dont il sortira vainqueur, je n'en doute pas, mais qui actuellement n'en est pas moins terrible, pour ces dirigeants du Heimatbund qui sciemment ont commis cet acte odieux, c'est plus qu'une faute, c'est plus qu'une honte, c'est un crime !».

Les membres les plus nationalistes de la Volkspartei, anciens partisans de l'abbé Wetterlé, se réunirent le 1er juillet 1926 au café Vauban à Colmar pour rédiger une résolution qu'on essaierait de faire adopter le 4 juillet à l'assemblée générale. C'étaient les sénateurs Lazare Weiller, le général Bourgeois, le chanoine Delsor, Gegauff et Albert Helmer, les députés Oberkirch et Pfleger, plusieurs conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement. Voici leur projet de résolution :

«Les membres de l'UPRN d'Alsace réunis à Colmar le 1er juillet 1926 et leurs amis protestent contre la confusion que certains groupements du parti essaient d'effectuer entre le programme du parti et celui du Heimatbund, en déclarant que l'attitude de ces groupements n'est aucunement compatible avec la décision du Comité Directeur du parti du 14 juin, et se place en opposition directe avec des parties essentielles du programme du parti. Ils protestent en outre contre la

campagne manquant de modération et de sincérité, menée par les journaux l'Elsaesser Kurier et l'Elsaesser qui ameutent leurs lecteurs par une surenchère démagogique tissée d'exagérations, d'insinuations, d'omissions et de déformations. Ils demandent que ces journaux, qui engagent la responsabilité du parti, soient sommés, par une décision formelle du parti, d'observer dorénavant les règles fondamentales du programme qui repose sur les principes chrétiens de la vérité et de la justice ; et qu'aucun membre du Heimatbund ne puisse être employé comme rédacteur dans un journal qui est considéré comme un organe du parti». En termes plus clairs, cela signifiait que le clan bourgeois et anti-autonomiste de la Volkspartei s'en prenait directement à l'abbé Xavier Haegy, directeur de l'Elsaesser Kurier, qui avait neutralisé l'abbé Wetterlé en 1923, et qui engageait comme rédacteurs à la place de l'abbé Fashauer, éliminé par Mgr Ruch, deux autres signataires du Heimatbund, le journaliste de Guebwiller Albert Ritter et le maître révoqué Joseph Rossé. D'ailleurs, le fait même que Colmar ait été choisi pour la rédaction de ce projet de résolution comportait déjà en soi une provocation contre la Volkspartei de la Haute-Alsace très autonomiste. Le projet continuait ensuite : «L'assemblée réclame, en conformité avec le programme du parti, des réformes administratives promptes et vigoureuses dans le sens d'une décentralisation profonde de la France tout entière. Elle revendique le maintien du statut religieux et scolaire, comme il était en vigueur au moment de l'armistice, et le respect scrupuleux des usages séculaires de l'Alsace et de tous les droits acquis. Elle blâme toutes les injustices et toutes les maladroites commises en Alsace par les pouvoirs publics, notamment la présence d'instituteurs qui se réclament de la IIIème Internationale dans nos écoles publiques. Mais elle proclame en même temps, faisant ressortir la nécessité d'un gouvernement d'autorité et d'ordre pour restaurer le crédit moral et matériel de la France à l'intérieur et à l'extérieur, le devoir pour tous les Français d'Alsace de mettre hors de toute atteinte l'intégrité nationale, et insiste auprès du parti afin qu'il se désolidarise nettement des aspirations malsaines et antinationales du Heimatbund et ne laisse planer aucun doute sur le fait que les adhérents du parti ne poursuivent aucune revendication qui puisse porter préjudice à l'unité nationale et que, voulant être et rester français pour toujours, ils ont la ferme volonté de collaborer à la grandeur et à la prospérité de la patrie française et à l'affermissement de la paix du monde. C'est à ceux qui ne voudraient pas les suivre d'abandonner le parti qui est et doit rester national, en rompant avec lui franchement, sans rechercher des équivoques Qui, dans les circonstances où nous sommes, ne sauraient exister». Il est fort probable que ce même jour, le Dr Ricklin et Jean Keppi, respectivement président et secrétaire général du comité de direction du Heimatbund, aient eu connaissance de ce projet de Colmar. En effet, le lendemain ils ripostaient par une déclaration publiée dans les journaux du 2 juillet 1926 pour mettre les choses au point. Ils voulaient répondre «aux calomnies dirigées contre le Heimatbund et propagées non seulement en France, mais dans le monde civilisé, lui reprochant d'être une association au service de l'étranger et tendant à séparer l'Alsace-Lorraine du reste de la France».

«Nous déclarons vils et effrontés menteurs tous ceux qui accusent le Heimatbund d'être subventionné avec de l'argent venant du dehors et de se trouver sous une influence étrangère quelconque. Notre mouvement a pris naissance exclusivement sur la terre d'Alsace-Lorraine et n'englobe que des Alsaciens-Lorrains de vieille souche, qui pourvoient par leurs propres moyens aux dépenses que nécessite leur lutte. De même, nous déclarons calomniateurs tous ceux qui osent nous jeter à la face que nous ne demandons l'autonomie pour notre Heimat que pour la séparer de la France et la rendre à l'Allemagne. «Notre revendication de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine dans le cadre de la France est sincère et dénuée de toute arrière-pensée ; il n'y a que des menteurs et des hypocrites qui osent douter de la sincérité de notre déclaration solennelle. Le fait que nous nous désignons comme Minorité Nationale et que nous demandons le respect de notre particularisme ethnique, de notre langue, de nos coutumes et de nos traditions, ne peut contenir rien d'antinational, c'est-à-dire qui puisse porter atteinte à l'existence, à l'unité et à la sécurité de la France, ni qui soit capable de nous détourner de l'accomplissement consciencieux de nos devoirs envers la France, dont notre pays est partie

intégrante.

«Nous savons aussi qu'une Constitution n'est pas une chose inaltérable et que l'on pourrait, sans grandes difficultés, opérer une réforme constitutionnelle, qui permettrait de donner satisfaction à l'Alsace-Lorraine, compte tenu de sa situation toute spéciale, de son passé historique ainsi que de son droit indiscutable à une position particulière en France. En demandant cette réforme constitutionnelle partielle, nous ne demandons rien d'autre que ce que bien des hommes politiques éminents envisagent depuis des années pour la France entière, en réclamant une décentralisation allant jusqu'au fédéralisme et dont les projets de loi prévoient une autonomie régionale qui dépasse de beaucoup le programme autonomiste du Heimatbund. «Aucun gouvernement n'a jamais songé à poursuivre ces régionalistes, fédéralistes et autonomistes provinciaux ; tandis que nous autres Alsaciens-Lorrains, qui avons grandi dans l'idée de mener une vie politique fédéraliste et qui avons, pendant des années, il est vrai avec certaines entraves, mais pour le plus grand bien de notre pays — joui d'une autonomie législative et administrative, nous sommes traités de criminels, quand nous nous permettons d'exiger pour l'Alsace-Lorraine un statut constitutionnel semblable à celui que la France a trouvé chez nous à l'armistice». La déclaration du Dr Ricklin et de Jean Keppi s'achevait par une sorte de défi :

«Nous attendons du gouvernement français qu'il reconnaisse qu'il ne saura étouffer nos revendications légitimes par la violence, suggérée par de mauvais conseillers et que sa manière de procéder à notre égard est indigne d'une grande Nation qui se flatte d'avoir gratifié le monde de la liberté civique. Qu'il reconnaisse de même qu'il ne pourra maîtriser un mouvement légitime en faisant prononcer les sanctions disciplinaires les plus dures contre ceux de nos partisans qui occupent des fonctions publiques, car ce faisant, il démontre qu'un fonctionnaire ne jouit pas des mêmes droits civiques qu'un autre citoyen français. Nous déclarons néanmoins, aussi bien à la face de nos détracteurs et des ennemis de nos libertés, qu'à la face du gouvernement mal inspiré, que tous les moyens de violence entrepris contre notre mouvement échoueront devant la fermeté de caractère des Alsaciens-Lorrains, et que le jour n'est pas éloigné où le peuple français comprendra combien il a été induit en erreur sur nos vraies intentions et combien de personnes sans foi ni loi ont abusé de sa crédulité».

Le 3 juillet 1926, en prévision de l'assemblée générale du 4 juillet, les membres du comité directeur de la Volkspartei (Landeskomitee) se réunirent ; à la majorité, ils rejetèrent le projet de résolution élaboré au café Vauban à Colmar le 1er juillet sur l'instigation du général Robert Bourgeois et du député Joseph Pflieger ; le Dr Pflieger donna alors sa parole d'honneur que ce projet ne serait jamais rendu public. Encore une promesse fallacieuse, car quelques jours plus tard, Y Echo de Paris, par l'entremise de Lemblé, le publiait... Puis le comité directeur fit approuver le projet de résolution préparé par les députés Michel Walter et Oberkirch. Le 4 juillet 1926 se tenait l'assemblée générale de la Volkspartei (UPRA) ; 175 délégués représentant 215 mandats s'étaient réunis, précisément à l'endroit même où avait été préparé le Heimatbund, à l'hôtel Monopole de Strasbourg. Le gérant du parti, Michel Walter, reçut la parole du président Lazare Weiller, et déclara :

«Le régionalisme correspond entièrement à la mentalité alsacienne. Notre parti s'est toujours efforcé de faire une politique nationale, dans l'intérêt de la France et de notre pays, l'Alsace. Il est nécessaire de dire aujourd'hui, une fois pour toutes, que nous entendons rester sur ce terrain. Les problèmes alsaciens-lorrains relèvent de la souveraineté française. On ne saurait admettre le contraire. Tous les problèmes n'ont pas reçu de solution. La faute en incombe aux partis de gauche alsaciens qui nous reprochent aujourd'hui de vouloir séparer l'Alsace de la France. Le mouvement autonomiste a été provoqué par la politique de M. Herriot. «Les problèmes alsaciens ne peuvent être réglés en cédant sur tous les points au gouvernement. Ils le seront encore moins en adoptant la ligne de conduite tracée par le Heimatbund. La seule voie à suivre est celle que nous avons indiquée le 29 novembre 1925 en adoptant un programme régional bien défini en même temps qu'un programme national. Nous ne voulons en aucun cas aller plus loin. Cela signifierait la fin de notre politique alsacienne. Un front unique entre les différents partis

politiques n'est possible que contre le Heimatbund. Il existe. Je m'élève également contre le mouvement royaliste. Il n'aura d'ailleurs aucun succès appréciable, car l'Alsacien a toujours été républicain. Je tiens à déclarer que le mouvement déclenché par le Heimatbund restera sans écho, car il est antinational et les Alsaciens en grande majorité sont Français. «L'Alsace ne doit pas être considérée comme une Minorité Nationale. Je flétris les procédés de ceux qui, en créant le Heimatbund, ont cru anéantir notre parti. Je flétris également les chefs du mouvement autonomiste. Ils n'auraient jamais dû solliciter les signatures de fonctionnaires pour exposer ceux-ci aux représailles gouvernementales. Notre parti repousse formellement toute responsabilité à cet égard. Nous ne tolérons pas que quelques-uns de nos membres cherchent à rendre le parti responsable d'un acte qu'ils ont commis sans consulter leurs chefs». En termes particulièrement sévères, le député Walter s'éleva contre l'attitude de la presse du parti et lui reprocha d'avoir mis la Volkspartei dans une situation fâcheuse. Il s'éleva également d'autre part contre les résolutions des groupes de Colmar et de Haguenau les 14 et 18 juin 1926. Finalement, il présenta son projet élaboré la veille avec Oberkirch. L'abbé Haegy, directement visé, répondit avec modération pour ne pas envenimer la situation. Il déclara que les divergences d'opinion avaient toujours existé en Alsace au sujet des questions sociales, religieuses, politiques et nationales. «Au point de vue national, ajouta-t-il, nous sommes actuellement en présence de deux tendances : la tradition française et l'esprit des jeunes générations qui est plutôt germanophile. Au lieu de les dresser l'une contre l'autre, on devrait essayer de les concilier. C'est le point de vue chrétien qui doit toujours régler notre vue politique. Pour ce motif, nous devons combattre toute atteinte à notre religion. Pour triompher, il faut que notre parti reste uni et que la droite s'entende avec la gauche». Quant au Dr Joseph Pfleger, qui avait retiré sa motion de Colmar du 1er juillet, il se déclara prêt à faire des concessions, mais rendit la presse responsable de la situation : «Notre presse a fait plus de mal que la Zukunft, parce qu'elle a abandonné le terrain national». Pfleger s'en prit aussi bien ensuite à la Zukunft qu'au Heimatbund, parce qu'à son sentiment, «le cadre de la France» n'était qu'une façade. Les partisans du Heimatbund réagirent et cherchèrent à faire modifier certains passages de la résolution Walter-Oberkirch, qui fut finalement adoptée telle quelle : «L'assemblée des délégués de l'UPRNA fait ressortir qu'à sa dernière réunion, le parti avait, une fois de plus, précisé ses revendications régionales qui, dès la première heure, avaient fait partie intégrante de son programme politique ; il n'avait laissé subsister aucun doute sur le fait que tous ces problèmes ne pouvaient se concevoir qu'en complète harmonie avec les sentiments nationaux et les intérêts de la France. «L'Assemblée proteste énergiquement contre toute tendance — de quelque côté d'ailleurs qu'elle puisse venir — qui voudrait identifier le programme du parti avec celui du Heimatbund. Elle déclare que le parti se place sans réserve aucune sur le terrain national et qu'il repousse énergiquement toute tendance qui chercherait à affaiblir la communauté nationale et qui voudrait soustraire à la souveraineté de l'Etat Français la solution des problèmes de l'Alsace. Convaincue des excès de la centralisation de l'Etat Français qui rend très difficile la solution de ces problèmes, elle insiste sur la nécessité absolue de hâter la réforme administrative dans le sens d'une large décentralisation, réforme qui d'ailleurs s'impose comme une nécessité vitale non seulement pour l'Alsace, mais pour la France entière. «Pénétrée de cette conviction que la situation confuse en Alsace est en tout premier lieu imputable à l'insuffisance de nos institutions politiques, l'assemblée demande de la façon la plus pressante une révision de la Constitution et l'amélioration du régime parlementaire comme étant seules capables de ramener le principe d'autorité si chancelant à l'heure présente et si nécessaire pourtant pour toute société humaine, et qui seul saura donner à l'ensemble de la politique française cet esprit de suite et de continuité indispensable pour sortir des immenses difficultés d'après-guerre. Plus que jamais, le parti exprime sa volonté de rester fidèle à son programme national et régional, et de lutter énergiquement pour le maintien des droits, des libertés et des traditions de la population d'Alsace et de Lorraine. «L'assemblée impose à tous les membres, à tous ses mandatés, à toutes ses organisations locales et

en tout premier lieu à la presse du parti, de se conformer d'une façon rigoureuse à ce programme défini. Elle exige que sa presse se considère plus que jamais comme presse du parti et qu'elle entende accepter toutes les directives du comité central (Landeskomitee). Elle déclare formellement qu'aucun membre du parti ne pourra soutenir les revendications susceptibles de porter atteinte à l'unité nationale et qu'elle n'a qu'un seul désir, c'est de travailler pour le salut de l'Alsace et pour la grandeur et la prospérité de la patrie française. «Après l'affirmation des principes de conduite du parti, le congrès des délégués souligne qu'il désapprouve de la façon la plus énergique les mesures prises par le gouvernement contre les signataires du manifeste du Heimatbund. Le congrès constate que les personnes frappées par les sanctions sont pour la plupart victimes d'une situation, dont les fautes de la politique du gouvernement et de l'administration française sont en premier lieu responsables. Le congrès est convaincu que la situation actuelle ne saurait être changée par des sanctions, mais uniquement par une modification de la politique. Il exprime l'espoir que le gouvernement réparera les conséquences de ces sanctions. Le congrès donne mandat aux élus du parti pour prendre les moyens susceptibles de réaliser cette revendication». Même si, au cours du congrès des délégués, le général et sénateur Robert Bourgeois fut hué pour son discours de Thann le 20 juin précédent, il n'en restait pas moins que ce 4 juillet 1926, les autonomistes de la Volkspartei s'étaient heurtés à une forte opposition des notables francophiles, de sorte qu'une fois de plus, la minorité bourgeoise put faire la loi aux masses populaires en condamnant le Heimatbund et le mouvement de la Zukunft. La Zukunft, dans son édition du 10 juillet 1926 rendit compte de la manière suivante du congrès de la Volkspartei six jours plus tôt : «L'UPR est sur le chemin de l'autonomie où la conduira l'autonomie administrative qu'elle revendique. Ce sont les autonomistes qui ont obtenu ce succès à l'assemblée générale de l'an dernier. Pflieger, Bourgeois, Weydmann et compagnie, ont contre-attaqué cette année. Ils perdent de plus en plus de terrain et une éclatante victoire aurait seule pu les sauver. Ils avaient préparé minutieusement leur attaque. Ils avaient mobilisé toutes leurs forces, ils avaient épuisé tous les moyens, notamment les menaces et le concours de la presse de l'adversaire ; bref, ils ont jeté toute leur puissance dans le plateau de la balance. Leur attaque a échoué. Sous sa violence, les autonomistes ont fait un pas en arrière, mais ce n'est que provisoire ; on constatera demain, par le caractère inébranlable de la presse catholique, que l'on n'a pas cédé. Les signataires du manifeste autonomiste devaient être exclus du parti, l'action de quelques députés contre les sanctions devait cesser, il ne devait plus être question d'autonomie administrative. Les nationalistes n'ont rien obtenu de tout ce programme. Ils ont été battus, les partisans des droits du pays (Heimatrechtler) ont maintenu leur position et ont remporté une belle victoire défensive».

5. L'autonomisme des communistes de Charles Hueber

Alors que la Zukunft déployait toute son influence dans l'esprit des Accords de Locarno en préparation, Charles Hueber redonnait de l'acuité à son action parmi les communistes du Parti des Paysans et des Ouvriers. Le 11 septembre 1925, à l'assemblée de la section communiste de Strasbourg, il déclarait «que le mouvement autonomiste avait fait de grands progrès en Alsace et que même ce fait était reconnu par ceux qui avaient considéré les autonomistes comme quantité négligeable un an plus tôt». Et il révéla que l'Allemagne mettrait comme condition à son entrée dans la Société des Nations l'organisation d'un plébiscite en Alsace-Lorraine.

Pour le 20 septembre 1925, les communistes organisèrent le premier congrès régional des ouvriers et paysans d'Alsace-Lorraine, dans la Salle de l'Aubette à Strasbourg, et sous la présidence du camarade Treint, délégué de Paris. A l'imitation des communistes de Paris, Lille, Lyon, Béziers, Marseille et Bordeaux, ils devaient manifester l'existence d'un «front unique des exploités et des opprimés comme l'impérialisme français», c'est-à-dire contre la guerre du Maroc, contre la vie chère, contre les impôts Caillaux, contre l'esclavage des ouvriers alsaciens-lorrains par le capital anglo-saxon, qui voulait établir un plan «Dawes» pour la France, sous prétexte de recouvrer les

dettes de guerre contractées par la France auprès de la Grande-Bretagne, et enfin contre les préparations d'une guerre dirigée contre l'URSS sous le couvert d'un «pacte de garantie». Treint donna lecture d'un long manifeste établi par le Comité Central du Parti communiste français : «...Le P.C.F. sait très bien qu'à l'oppression du prolétariat, des paysans et des masses ouvrières par les capitalistes, s'ajoute l'oppression nationale de la population d'Alsace et de Lorraine par l'impérialisme français. Le sort de l'Alsace et de la Lorraine a été réglé en 1918 à la suite de la guerre, uniquement par la force des armes. Personne n'a consulté la Population. Cependant beaucoup d'Alsaciens et de Lorrains, qui avaient dû subir pendant des dizaines d'années le joug de l'impérialisme allemand et du militarisme prussien, ont salué avec joie l'annexion à la France. Leurs illusions furent vite dissipées !

«Les gendarmes, les officiers, les autorités et les fonctionnaires de l'impérialisme allemand ont été remplacés par les gendarmes, les officiers, les autorités et les fonctionnaires de l'impérialisme français. Des milliers d'ouvriers et de fonctionnaires ont été chassés. Les biens d'un grand nombre de petits propriétaires ont été placés sous séquestre. Les grands capitalistes d'Alsace et de Lorraine, alliés autrefois avec les grands capitalistes allemands, sont actuellement les associés du grand capital français, avec lequel ils exploitent les masses ouvrières de l'Alsace et de la Lorraine. «L'impérialisme français a confisqué apparemment le grand capital allemand. En réalité, les biens de ce dernier sont devenus la propriété de sociétés qui appartiennent au même trust. Les salaires des ouvriers d'Alsace et de Lorraine sont souvent inférieurs à ceux des ouvriers de France. L'impérialisme français a maintenu les vieilles lois allemandes chaque fois qu'elles permettaient une plus grande exploitation que les lois françaises. Les impôts communaux pèsent aujourd'hui encore plus lourdement sur les travailleurs et les paysans d'Alsace-Lorraine que sur ceux de l'Intérieur de la France, pendant que les gros capitalistes sont moins imposés en Alsace-Lorraine que chez nous.

«La langue française, officielle et obligatoire, a remplacé la langue allemande. Autrefois, c'était une minorité de la population qui était opprimée ; aujourd'hui, c'est la grande majorité. Les enfants quittent l'école sans connaître véritablement une langue. Les ouvriers, les paysans et les artisans ne peuvent se défendre auprès des autorités ni devant les tribunaux. Ceux qui ne parlent que l'allemand ou le dialecte alsacien sont supplantés par les fonctionnaires de l'Intérieur qui jouissent d'autres avantages encore. Le militarisme français empoigne notre jeunesse pour la jeter sur les champs de bataille de Syrie et du Maroc, où elle figure avec un pourcentage plus élevé que celui de l'Intérieur. Hindenburg et Ludendorff ont été remplacés par Pétain et Foch.

«L'indignation contre l'oppression croît de jour en jour. Elle se concentre dans un mouvement qui grandit, au sein duquel les masses populaires d'Alsace et de Lorraine commencent à revendiquer le droit de disposer d'elles-mêmes. Ce mouvement d'une partie de la classe ouvrière et de nombreux fonctionnaires alsaciens-lorrains, trouve un écho de plus en plus fort parmi les classes moyennes et les paysans. L'idée de revendiquer un plébiscite est déjà dans l'air.

«Certains éléments de la grande bourgeoisie utilisent ce mouvement pour obtenir un compromis avantageux avec les capitalistes français. Le parti communiste réclame donc un plébiscite qui permettra à tous ceux qui sont opprimés par l'impérialisme français d'exprimer leur volonté, en dehors de l'influence du gouvernement français et des puissances financières et industrielles. Le Parti communiste français réclame que le plébiscite auquel doivent participer les hommes et les femmes, soit précédé de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine par les autorités civiles et militaires françaises. Il réclame également que le plébiscite soit contrôlé par les comités d'ouvriers et de femmes de la classe ouvrière ou paysanne, et en principe des milieux qui ne vivent pas de l'exploitation.

Tout en luttant de toute son énergie pour le droit de la population d'Alsace-Lorraine à disposer d'elle-même, le parti communiste exige la réalisation immédiate des revendications suivantes :

- 1°) La langue employée par l'administration, la justice, l'école sera celle pour laquelle la majorité de la population du lieu se sera prononcée. Retrait des fonctionnaires français.
- 2°) Suppression des impôts spéciaux que doivent payer les ouvriers en Alsace-Lorraine.
- 3°) Droit pour les soldats alsaciens-lorrains de faire leur service militaire en Alsace-Lorraine.

4°)

Autonomie

administrative.

«A bas l'oppression de l'Alsace-Lorraine par l'impérialisme français ! A bas la vie chère et les impôts Caillaux ! A bas l'esclavage des travailleurs de France, d'Alsace et de Lorraine par les banquiers anglo-saxons ! A bas la guerre du Maroc ! Vive la lutte commune des travailleurs, des paysans, des classes moyennes de France, ainsi que du peuple alsacien-lorrain, et des populations opprimées des colonies contre leur ennemi commun : l'impérialisme français». La presse communiste reproduisit ce manifeste du 20 septembre 1925. D'après l'Humanité de Paris, 200 000, et d'après l'Humanité de Strasbourg 125 000 travailleurs, ouvriers et paysans, syndiqués, confédérés et unitaires communistes, et les sans-parti, représentés tous par 710 délégués, auraient exprimé la volonté de l'immense majorité des deux provinces d'Alsace et de Lorraine. Que ces chiffres aient été fortement exagérés, personne ne le contestera en ce qui concerne les 200 000 ou 125 000 personnes représentées par les 710 délégués. Toujours est-il que par ses exigences, le parti communiste se situait à la pointe avancée du combat autonomiste, d'un autonomisme très proche du séparatisme, sans que le gouvernement français ne pense à prendre des mesures coercitives contre les communistes comme il le fit contre le Heimatbund beaucoup plus modéré. Or, le 5 octobre 1925 devaient se réunir en Suisse les ministres des Affaires Etrangères de plusieurs puissances occidentales pour préparer le Pacte de Garantie dit Accords de Locarno. Les communistes étaient persuadés que la question de l'Alsace-Lorraine y serait agitée, et dans cette intention, ils profitèrent du Congrès des Ouvriers et Paysans à Strasbourg, le 20 septembre 1925, pour faire approuver une lettre ainsi libellée : «Messieurs les ministres des gouvernements capitalistes de France d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique et d'Italie.

Nous avons appris que la Conférence de Lucerne¹ devait s'occuper à nouveau du sort de notre pays, puisque les représentants du gouvernement allemand doivent confirmer pour la deuxième fois depuis le traité de Versailles le renoncement définitif de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine. «Les représentants des gouvernements capitalistes prétendent encore une fois traiter notre pays comme un objet de transaction et décider de notre sort sans consulter les masses ouvrières d'Alsace-Lorraine. Pour la seconde fois depuis le conflit mondial, le droit de disposer de soi-même, qui a été défendu et proclamé par les gouvernements alliés comme étant le but principal de la guerre, ne doit pas être applicable à notre peuple. Etant donné cette situation, le Congrès des Ouvriers et Paysans d'Alsace-Lorraine, véritable représentant des masses ouvrières de notre pays, considère comme étant de son devoir de protester contre ce nouveau marché et déclare dès à présent que le Pacte de Garantie ne saurait être applicable à l'Alsace-Lorraine. Nous déclarons que les masses ouvrières d'Alsace-Lorraine n'ont jamais renoncé et ne renonceront jamais à leur droit de disposer d'elles-mêmes.

«Nous réclamons en Alsace-Lorraine un plébiscite qui donnera l'occasion aux hommes et aux femmes de notre pays de décider du sort futur de ce dernier, en écartant au préalable la pression qui pourrait être exercée par les autorités civiles et militaires françaises. Nous demandons que les résultats du plébiscite soient contrôlés par des commissions élues par les masses ouvrières. Le gouvernement russe des ouvriers et paysans a accordé le droit de disposer d'eux-mêmes aux plus petits et aux plus arriérés des peuples de l'ancien empire du tsar. Il a été jusqu'à leur permettre la séparation. Des territoires, comme la Bachkirie, sont devenus des Républiques Autonomes qui jouissent d'une autonomie administrative complète et dont la langue maternelle est pratiquée à l'école, dans l'administration et en Justice. «Les ouvriers et les paysans de notre pays, dont le degré de civilisation est beaucoup supérieur, n'ont même pas ces droits élémentaires. Nous stigmatisons en même temps le Pacte de Garantie que nous considérons comme une alliance des gouvernements capitalistes contre le premier Etat libre des Ouvriers et des Paysans, l'Union des Républiques Socialistes des Soviets.

«Nous déclarons que les provinces «libérées» n'ont pas été libérées, mais qu'elles sont simplement passées sous le joug de l'impérialisme français qui est tout aussi pénible que le joug haï de l'impérialisme allemand. Nous informons officiellement et publiquement la Conférence des ministres des Affaires Etrangères que nos masses populaires ne reconnaîtront que la décision

exprimée par un plébiscite, en ce qui concerne la question d'Alsace et de Lorraine. Si notre droit de disposer de nous-mêmes est à nouveau méconnu, les ouvriers et les paysans d'Alsace-Lorraine lutteront avec le prolétariat français pour ce droit.

«Le Congrès des Ouvriers et des Paysans d'Alsace-Lorraine».

Le 17 août 1922, à Strasbourg, Charles Hueber avait promis qu'il soulèverait la question de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine dans toutes les conférences internationales communistes. Il tint parole. Du 10 au 12 novembre 1925, les députés communistes de l'Europe se réunissaient à Bruxelles ; le député Charles Hueber y fit voter la résolution suivante : «La Conférence des Députés Communistes de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre, de Pologne, de Hollande et de Suisse, qui s'est réunie à Bruxelles du 10 au 12 novembre 1925, constate que bien qu'il s'en défende et affirme avoir libéré l'Alsace-Lorraine, l'impérialisme français n'a fait que remplacer dans ce pays frontière la dictature allemande par sa propre dictature ; dictature renforcée encore par l'envoi d'un grand nombre de fonctionnaires français de l'administration, de la gendarmerie et de la police, par le mépris de la langue du pays, par l'expédition de soldats alsaciens-lorrains sur les champs de bataille des colonies, par la réduction des salaires accompagnée du maintien d'impôts et de prélèvements spéciaux à l'Alsace-Lorraine, et enfin par la suppression d'une série de conquêtes sociales du prolétariat alsacien-lorrain. «Considérant que la lutte entre les impérialistes français et allemands pour la possession de l'Alsace-Lorraine n'a d'autre but que d'assurer à l'impérialisme vainqueur l'exploitation des richesses du sol et de la population ouvrière du pays, la conférence déclare que seul le peuple alsacien-lorrain, qui n'a jamais été consulté sur cette question, a le droit de décider de son propre sort, même s'il faut aller jusqu'à la séparation complète d'avec chacune des grandes puissances qui veulent l'asservir.

«La Conférence approuve l'appel du Parti communiste français au Congrès ouvrier et paysan de Strasbourg, de même que la lettre ouverte que ce Congrès a adressée à la Conférence des ministres de Locarno, réclamant pour les Alsaciens-Lorrains le droit de disposer d'eux-mêmes. «En présence de l'oppression permanente des masses ouvrières d'Alsace-Lorraine, la Conférence donne son appui à celles-ci dans leur revendication pour un référendum populaire qui doit donner à la population d'Alsace-Lorraine la possibilité de se prononcer sur son propre sort La Conférence appuie la revendication actuelle des larges masses ouvrières d'Alsace-Lorraine qui réclament l'introduction immédiate d'une autonomie administrative complète dans le cadre de la France, accompagnée du retrait de l'administration française, la reconnaissance de la langue du pays et l'établissement d'une représentation pour l'Alsace-Lorraine (Landtag). La Conférence déclare toutefois que la véritable libération nationale de la population d'Alsace-Lorraine de tout joug impérialiste ne pourra se réaliser et se consolider que par la lutte révolutionnaire et la victoire des masses ouvrières et paysannes».

Après le vote de cette résolution, le député allemand Stoecker donna lecture d'une déclaration des communistes allemands :

«Le Parti communiste allemand approuve la résolution commune sur la question d'Alsace-Lorraine et salue l'attitude du Parti communiste français. Il soutiendra, d'un commun effort avec les communistes français, la lutte des ouvriers et des paysans alsaciens et lorrains contre toute oppression impérialiste. Comme les masses travailleuses d'Alsace-Lorraine souffraient jadis de la dictature de l'impérialisme allemand, elles souffrent aujourd'hui de l'asservissement à l'impérialisme français. Nous soutenons les aspirations du peuple alsacien-lorrain à l'autonomie et nous attendons que les ouvriers et les paysans d'Alsace-Lorraine prennent conscience chaque jour davantage que leur libération définitive ne saurait venir que de la révolution prolétarienne, résultat du renversement de toute dictature capitaliste. L'autonomie, ne sera réalisée qu'au sein d'une Union des Républiques Soviétiques d'Europe».

Il est intéressant de relever les noms de quelques députés communistes présents à la Conférence de Bruxelles des 10 au 12 novembre 1925. On trouve, pour la France, les députés Marcel Cachin (1869-1958), André Marty (1886-1956) et Charles Hueber (1883-1943) ; pour l'Allemagne,

Stoecker, Heckert, Hoernle, Hoellein ; pour la Grande-Bretagne, Saklatwoka ; pour la Belgique, Jacquemot, Overstraeten ; pour la Suisse, Welti ; etc. Cette position des communistes français et allemands en faveur de l'autonomie, voire même de l'indépendance de l'Alsace-Lorraine, permet de comprendre la collusion entre la France bourgeoise et les Nazis allemands, et leur commune opposition à la fois aux communistes et aux autonomistes ; on a vu au chapitre précédent comment la France finançait à cette époque Adolphe Hitler et lui permit de devenir le maître de l'Allemagne.

6. Le Front Unique des autonomistes et des communistes

Un événement important marqua la date du 1er février 1926 : ce soir-là fut constitué un front unique (Einheitsfront) entre les communistes et les autonomistes de la Volkspartei ou autonomistes cléricaux. Les agents de cet accord étaient Joseph Rossé pour les autonomistes et Jean-Pierre Mourer pour les communistes.

Ce dernier était né en Moselle, à Wittring, le 19 août 1897, et écrivait son nom tantôt Murer, tantôt Mourer. Employé des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine, il militait depuis sa première jeunesse dans les rangs des communistes et il devint rapidement secrétaire de l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine.

Joseph Rossé rédigea le communiqué de presse ainsi conçu :

«Une réunion a eu lieu hier soir à Strasbourg, entre les délégués de la Fédération des fonctionnaires d'Etat d'Alsace et de Lorraine et le Comité d'action des cheminots d'Alsace et de Lorraine. Cette réunion avait pour but d'examiner la situation dans laquelle se trouvent les fonctionnaires de l'Etat et les cheminots. On a pu constater une harmonie parfaite entre les deux organismes et on a décidé à l'unanimité une action commune aux fins d'assurer un front unique (Einheitsfront) pour la défense des revendications générales et particulières».

Le 5 février 1926, Jean-Pierre Mourer allait déclarer au Comité Central du Parti communiste français à Paris : «Notre parti a proclamé dans son manifeste du Congrès ouvrier et paysan de Strasbourg le droit du peuple alsacien-Lorrain à disposer de lui-même. Il soutiendra ce droit sans réserve jusqu'à la séparation d'avec la France, si le peuple en décide ainsi. Nous-mêmes demandons un libre plébiscite où nous réclamons l'autonomie complète dans le cadre de l'Etat Français».

Deux jours plus tard, le 7 février 1926, Joseph Rossé lui donna la réplique au cours d'une réunion des fonctionnaires du Cadre local à Strasbourg : «Nous souffrons et nous crevons sous la camisole de force de l'administration française. Je combattrai l'assimilation parisienne avec la dernière énergie, au risque d'être qualifié de Boche, de Bavaïrois ou de Prussien !» Et après qu'il eût ajouté «qu'à cette occasion, j'irai jusqu'à sacrifier ma situation», il fut longuement ovationné par l'auditoire. Il terminait son discours par cette menace : «Pour obtenir satisfaction, non seulement nous ne reculerons pas devant une grève, mais encore nous ne craignons pas d'employer tous les moyens légaux et illégaux (Nicht allein haben wir keine Angst vor einem Streik, sondern wir scheuen uns selbst nicht, alle gesetzlichen und ungesetzlichen Mittel anzuwenden)». Et en répétant qu'il irait jusqu'à sacrifier sa situation, il déclencha de nouveau une tempête d'acclamations. Au cours de son discours, Rossé avait également récusé les statistiques publiées par le préfet du Bas-Rhin en ce qui concernait les Alsaciens-Lorrains de statut local parmi les fonctionnaires subalternes et supérieurs : «Le préfet a déclaré que ces statistiques lui avaient été fournies par les différents bureaux. Il a «peut-être» agi de bonne foi, mais en tout cas, nous tenons à affirmer que tous les emplois supérieurs où il y a des décisions à prendre sont occupés par des fonctionnaires de l'Intérieur».

La Zukunft avait consacré un long article à la réunion de Rossé à Strasbourg : «L'importante réunion des fonctionnaires et instituteurs de dimanche dernier 7 février 1926, a eu lieu dans la ligne du mouvement pour les droits ethniques (Heimatrechte). Le chef des fonctionnaires, Rossé, a prononcé un discours courageux qui a donné la mesure de cette puissante

manifestation en faveur de la défense des droits ethniques sacrés et de nos libertés. Au cours de cette réunion, M. Rossé a eu le grand mérite : 1° d'avoir dénoncé les agissements anti-alsaciens du Syndicat National (dirigé par le professeur socialiste de l'Ecole Normale de Strasbourg, M.E. Naegelen (1892-1978), originaire de Belfort ; 2° d'avoir montré pour la première fois dans une assemblée publique que toutes les protestations et toutes les interventions faites à Paris pour régler les questions d'Alsace-Lorraine n'avaient donné aucun résultat ;

3° d'avoir invité tous les Alsaciens-Lorrains à s'unir pour lutter en faveur des droits ethniques. «Rossé est prêt à sacrifier sa personne et sa situation dans ce combat. Il a aussi déclaré que la statistique du préfet n'était qu'une machination contre le mouvement des droits ethniques. La réunion des fonctionnaires alsaciens-lorrains a été un succès complet pour le mouvement des droits ethniques. Conscients de leurs droits, de véritables Alsaciens-Lorrains se sont montrés tels qu'ils sont : moralement forts face aux falsifications d'un gouvernement. M. le Préfet n'a pas paru dans cette réunion».

Deux jours après, le 9 février 1926, le «Comité d'action des syndicats des cheminots unifiés, des fonctionnaires et instituteurs d'Alsace et de Lorraine», dirigé par Jean-Pierre Mourer (1897-1947), proclamait la grève ethnique : «A l'unanimité, le Comité d'action proclame sa volonté d'obtenir le triomphe des revendications des cheminots par le seul moyen non encore employé jusqu'ici, la grève, en étendant le front de combat à toutes les organisations d'Alsace et de Lorraine qui sont disposées à prendre part à la lutte pour la reconnaissance des droits des Minorités Nationales opprimées et pour la défense des revendications les plus élémentaires, des droits aux salaires et aux traitements convenables». En fait, pour des motifs ignorés, la grève prévue n'eut pas lieu en février. Pourtant, le 15 février 1926, l'Humanité de Paris publiait un long manifeste du Comité Central de Paris sous le titre : «La question d'Alsace-Lorraine. — Au prolétariat français». On pouvait y lire entre autre :

«A cette heure, le PCF soutient les revendications immédiates suivantes formulées par les masses alsaciennes et lorraines elles-mêmes ; en même temps, il proclame à nouveau pour les Alsaciens et les Lorrains le droit à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation totale si la population en décide ainsi.

1 — Augmentation des salaires et des pensions, échelle mobile, réintégration des salariés frappés pour faits de grèves ou pour leur activité politique.

2 — Nationalisation des biens confisqués après l'armistice.

3 — Développement des réformes sociales et abolition de tous les impôts spéciaux à l'Alsace-Lorraine.

4 — Autonomie administrative des Chemins de fer et versement des bénéfices à l'Alsace et à la Lorraine.

5 — Faculté pour les Alsaciens et les Lorrains d'accomplir leur service militaire en Alsace et en Lorraine.

6 — Révision de tous les postes de fonctionnaires sous le contrôle des organisations syndicales.

7 — Remplacement de la police et de la gendarmerie française par une milice alsacienne et lorraine.

8 — Usage de la langue maternelle à l'école et pour tous les actes officiels.

9 — Autonomie dans le cadre français et institution d'un Landtag d'Alsace-Lorraine.

«Le parti communiste se prononce à nouveau pour le libre plébiscite, réclamé pour la première fois par le congrès ouvrier et paysan de Strasbourg (20 septembre 1925). Le prolétariat français ne permettra pas qu'une poignée de capitalistes, au nom de la nation française, se joue de tout un peuple. Il ne permettra jamais que cette terre d'Alsace et de Lorraine, arrosée au cours des siècles de tant de sang et de larmes, serve de barrière entre les prolétariats frères de France et d'Allemagne.

«Le parti communiste, tout en appelant le prolétariat français à soutenir la lutte nationale des Alsaciens et des Lorrains, sait que la pleine libération des opprimés ne viendra que par le renversement de la domination capitaliste, l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan, et sera comme en Russie l'œuvre de la Révolution victorieuse».

Enfin, dans le même journal, L'Humanité de Paris, le député Charles Hueber publiait un autre

article le 9 mars 1926 : «La question d'Alsace-Lorraine», où se trouvaient les passages suivants :
«Les masses laborieuses d'Alsace et de Lorraine n'ont jamais renoncé au droit de libre disposition d'elles-mêmes. Ce qu'ont décidé, au cours des conférences sur le sort des Alsaciens-Lorrains, des représentants des gouvernements capitalistes ne nous regarde point. Nous ne reconnaissons pas le traité de Versailles, ni aucun traité élaboré entre diplomates capitalistes, nationalistes et impérialistes. Sur aucun de ces traités n'a été apposée la signature d'un ouvrier alsacien-lorrain, d'un paysan alsacien-lorrain.

«Les ouvriers et les paysans ont clamé leur volonté nette à leur congrès de Strasbourg, accueillant par des tempêtes d'acclamations le Manifeste du Parti communiste français. Depuis, au cours de nombreuses assemblées immenses, la population a fait sienne nos revendications, et dans tout le pays, de la Suisse jusqu'au Luxembourg, du Rhin aux plus lointaines vallées des Vosges, dans des centaines de réunions, des masses populaires exploitées et trompées vont discuter elles-mêmes de leur propre sort.

«L'avalanche se forme. Le joug fiscal, la vie chère, les bas salaires, poussent les ouvriers dans des mouvements de lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Les fonctionnaires se dressent contre le gouvernement. Ils luttent, unis au prolétariat révolutionnaire et aux travailleurs de France, pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine».

Mais L'Humanité d'Alsace-Lorraine ne restait point muette sur la question de l'autonomie ; le 16 février 1926, donc le lendemain du grand article de L'Humanité de Paris, elle écrivait sous le titre «Pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine — Peuple et Parti» :
«Nous ne voulons retirer aucun avantage personnel : nous avons plus à cœur la libération du peuple alsacien-lorrain du joug étranger qu'une clique vendue, n'ayant que des intérêts privés. C'est pourquoi nous crions : «Nous sommes là !» Un communiste est toujours avec ceux qui souffrent, avec les opprimés, les humiliés et les non-libérés. Pour nous communistes, auxquels on a reproché d'être des sectaires, il apparaît que tous les ouvriers, les employés, les fonctionnaires d'Alsace-Lorraine, quelle que soit leur opinion, souffrent sous la domination de Paris. Les gouvernements de droite ou de gauche ne font pas de différences entre les radicaux, les cléricaux, les socialistes ou les communistes, lorsqu'il s'agit de questions d'impôts, de salaires ou de mettre à l'arrière-plan les éléments autochtones. Dans leurs méthodes d'oppression, les Parisiens ne connaissent plus de parti, ils ne connaissent que les Alsaciens-Lorrains. Pour répondre à ce procédé brutal de nos conquérants, il n'y a qu'un moyen : l'unité de front des opprimés du pays ! Que tous ceux qui soutiennent loyalement le peuple marchent la main dans la main ! Tout pour l'action commune !»
C'est donc dans un climat politique déjà passablement échauffé qu'éclata le 7 juin 1926 le Manifeste du Heimatbund, qui comptait parmi ses signataires un certain nombre de cheminots communistes. Le lendemain 8 juin, le Comité d'action régionale des ouvriers et paysans rendait public dans L'Humanité d'Alsace-Lorraine un long article, banalement intitulé : «Création d'un Heimatbund qui réclame l'autonomie politique». Il posait des «questions de conscience» au nouveau venu sur le terrain politique, en prévision du Congrès des ouvriers, paysans et du Parti communiste à Strasbourg, du 12 au 15 juin 1926 :
«Nous aurions préféré vous adresser les questions et remarques suivantes avant la publication de votre Manifeste. Malheureusement, à la suite de circonstances fâcheuses, nous n'en avons eu connaissance qu'aujourd'hui, c'est-à-dire au moment où il a été mis à la disposition de la presse pour être publié. Le camarade Hueber à qui vous l'aviez envoyé il y a quelques jours pour qu'il le signe, se trouvait dans une maison de santé. Nous constatons qu'il semble y avoir possibilité de faire un bout de chemin ensemble.
«Nous saluons le fait qu'une ligue (Bund) a été créée pour combattre ouvertement en faveur de l'autonomie politique de l'Alsace-Lorraine que le Congrès des ouvriers et paysans de Strasbourg avait réclamée le 20 septembre 1925 et que nous avons revendiquée, seuls jusqu'à présent avec le Parti communiste.

«1 — Le Heimatbund est-il prêt à lutter pour le droit du peuple alsacien-lorrain à disposer de lui-même et surtout pour un plébiscite qui ne sera soumis à aucune influence impérialiste ?
«2 — Est-il prêt à lutter avec l'Internationale révolutionnaire, seule à combattre pour la libération

des peuples opprimés, ou place-t-il tout son espoir en la Société des Nations, instrument des impérialistes contre les peuples des colonies et les Minorités Nationales au Tyrol, en Tchécoslovaquie, en Bessarabie, en Pologne, en Irlande et en Alsace-Lorraine ?

«3 — Est-il prêt dans sa lutte contre tous les impérialismes, à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire l'expropriation immédiate des gens du Comité des Forges qui ont acquis des richesses placées sous séquestre en Alsace-Lorraine ; pour l'amélioration de la situation économique des ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans, aux dépens des grands capitalistes ; contre le fascisme français, les cléricaux Millerand, de Castelnau, de Kérillis, Daudet et Valois ?

«4 — Est-il prêt à constituer des comités communs de défense et d'autres organisations, en vue d'obtenir la révision de tous les jugements des Commissions de Triage ? «Lorsque nous aurons obtenu des précisions au sujet de ces questions nous pensons qu'il nous sera possible de collaborer avec vous. En tous cas, nous vous invitons dès aujourd'hui à participer aux discussions publiques que nous allons ouvrir dans toute l'Alsace-Lorraine.

«Toutefois, si le Heimatbund veut réaliser l'unité de front de toutes les classes du peuple alsacien-lorrain contre l'impérialisme français, il doit écarter comme condition «le respect complet des conceptions chrétiennes», car pour nous et pour les centaines de mille d'ouvriers et de paysans de gauche, il faut lutter pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat aussi bien que contre le grand capital et l'impérialisme. Nous refusons nettement de provoquer la confusion, par ces conceptions étrangères, dans la lutte pour la libération sociale et nationale qui offre un vaste terrain d'entente. Nous refusons de combattre pour les droits de l'Eglise, car nous considérons qu'ils ne font pas partie des droits ethniques (Heimatrechte). Il faut donc que le Heimatbund écarte complètement cette question, s'il tend vers l'unité de front de toutes les classes du peuple alsacien-lorrain contre l'impérialisme français.

«Enfin, quels sont les moyens envisagés par le Heimatbund pour atteindre les buts qu'il se propose ? Nous sommes convaincus qu'un combat extra-parlementaire très énergique, grâce à la mobilisation de nos masses de paysans, d'ouvriers et de la classe moyenne, contribuera à obtenir un but aussi limité que l'autonomie politique dans un Etat bourgeois.

«Si une réponse claire nous parvient et si une action commune est possible, nous organiserons en commun un référendum dans toutes les communes d'Alsace-Lorraine, dans toutes les entreprises et les bureaux. Nous soulignons que le droit de notre peuple à disposer de lui-même ne trouvera des défenseurs que dans notre classe ouvrière et ses alliés, le prolétariat de l'Intérieur et de tous les pays soumis aux impérialistes, la Russie Soviétique, les peuples opprimés des colonies et les Minorités Nationales. Nous vous prions de répondre clairement aux questions que nous vous posons. Nous invitons tous les ouvriers alsaciens-lorrains, les paysans et la classe moyenne, toutes les organisations et communes qui partagent notre point de vue, à donner par écrit leur adhésion au Comité d'action qui a été chargé par le Congrès des ouvriers et paysans de Strasbourg de grouper en une organisation tous les ouvriers, paysans et la classe moyenne, qui sont prêts à lutter pour obtenir au peuple alsacien-lorrain le droit de disposer de lui-même et l'autonomie, telle qu'elle a été accordée aux peuples de la Russie Soviétique.

«Le Comité d'Action du Congrès des Ouvriers et Paysans de Strasbourg : Charles Hueber, député, Strasbourg ; Emile Fritsch, cheminot, maire de Basse-Yutz ; Charles Hornecker, secrétaire de syndicat, Mulhouse ; Charles Ditner, maire d'Amneville ; Ernest Haas, rédacteur, Strasbourg ; Weibel, menuisier, conseiller municipal de Colmar ; Frédéric Wuertz, cultivateur, maire de Pisdorf ; Henri Heckel, cultivateur à Pisdorf ; Joseph Kerbel, cheminot, adjoint au maire de Basse-Yutz ; Adolphe Hungler, cheminot, adjoint au maire de Basse-Yutz ; Frédéric Metzger, métallurgiste, conseiller municipal de Grafenstaden ; Emile Fuerstoss, cheminot, ancien conseiller général, à Bischheim ; Jean-Pierre Mourer, secrétaire de syndicat, Strasbourg ; Emile Béron, métallurgiste à Rombas ; F.-Wilhelm Liebrich, rédacteur à Metz ; Lucien Witz, mineur à Algrange ; Dechbacher, mineur à Guebwiller ; George Schreckler, secrétaire des Jeunesses Communistes, Strasbourg ; Victor Hermann, cheminot de Gamsheim ; Victor Doriath, cheminot de Strasbourg ; Charles Lorenz, président du Comité d'Action des cheminots et des fonctionnaires d'Alsace-

Lorraine, Strasbourg ; Joseph Paulus, employé à Eckbolsheim ; Frédéric Quiri, artisan à Wolfisheim ; Florent Stenglér, typographe à Metz ; Meinrad Meyer, cultivateur à Hanwiller-les-Bitche ; Hengstler, coiffeur, président de l'Union des Sociétés chorales ouvrières, à Strasbourg ; Paul Meyer, secrétaire de syndicat, à Strasbourg ; Joseph Mohn, secrétaire de syndicat, à Strasbourg ; Brutschy, ex-instituteur, à Metz ; Lucien Bonn, président de la Fédération sportive du Travail d'Alsace-Lorraine, à Strasbourg ; Eugène Mathis, rédacteur à Metz.

«Le secrétaire Hueber étant actuellement souffrant, on est prié d'adresser la correspondance : Pour l'Alsace, à Jean-Pierre Mourer, 8 rue de l'Argonne, Strasbourg ; Pour la Lorraine, à Florent Stenglér, typographe, 12 rue Dupont des Loges, Metz».

Les conditions, telles qu'elles étaient exprimées, notamment l'abandon des principes chrétiens en politique, ne permettaient pas aux membres du Heimatbund de répondre aux avances du Comité d'action communiste. Mais les sanctions de Pierre Laval, qui dès le 11 juin s'abattaient sur les Heimatbundler, allaient réaliser un accord pratique entre communistes et Heimatbund. Alors que la Volkspartei se trouvait paralysée par son aile bourgeoise, nationaliste et anti-autonomiste, les communistes réagirent assez rapidement. Le mercredi 16 juin 1926, ils organisèrent à l'Aubette (Place Kléber), pour 20 h. une grande manifestation de protestation. Le tract distribué à cette occasion disait:

«Le Parti communiste de la région Elsass-Lothringen, à la population de Strasbourg et des environs :

«Depuis 8 années, l'on foule aux pieds les droits de notre peuple. Le combat contre l'oppression devient de jour en jour plus vif. Pour mieux démontrer ce qu'est la «Liberté», la bande de capitalistes parisiens a imaginé un nouveau coup. Les signataires du Manifeste du Heimatbund vont être sanctionnés. Le gouvernement répond à nos demandes par des sanctions qui frappent aujourd'hui les autonomistes, et demain, les organisations des ouvriers et des fonctionnaires. Nous communistes, nous avons expliqué que nous soutenons le mouvement autonomiste. Nous ne souffrirons pas que quelque part quelqu'un qui s'est engagé pour l'autonomie — peu importe qui — soit sanctionné pour ce motif (Wir werden nicht dulden, dass irgend jemand, der für die Autonomie eingetreten ist, gleich, wer es auch sei, dafür gemassregelt werde). Nous communistes, nous tenons parole ! Nous répondrons à la déclaration de lutte du gouvernement et des fascistes. Nous ne supporterons pas que ceux qui menacent de troubler notre manifestation de masse puissent passer à l'action. Tous dehors pour la protestation ! (Alles heraus zum Protest !)

Ce même 16 juin 1926, 10 cheminots signataires du texte du 8 juin 1926, parfois appelé «Heimatbund communiste», étaient suspendus de leurs fonctions ; le 30 juin, le Conseil d'Enquête, refusant de suivre la volonté gouvernementale, décidait que ces cheminots seraient simplement, et pour la dernière fois, l'objet d'une réprimande. Furieux de cette opposition, Bauer, directeur des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine, révoqua de par sa propre autorité, le 20 juillet 1926, les sept cheminots suivants : Lucien Bonn, employé à la Direction des Chemins de fer, secrétaire général de l'Union des syndicats des cheminots d'Alsace et de Lorraine (CGTU) ; Emile Fuerstoss, ouvrier aux ateliers de Bischheim, ancien conseiller général du Bas-Rhin, ancien secrétaire général de l'Union des syndicats des cheminots d'Alsace et de Lorraine ; Charles Moerschel, serrurier aux ateliers de Bischheim ; Victor Hermann, ouvrier aux ateliers de Bischheim ; Hungler de Thionville, Kerbel de Thionville et Fritsch, de Basse-Yutz.

Pendant que la procédure des sanctions suivait son cours, se tint à Lille, au mois de juin 1926, le congrès national communiste, à la fin duquel fut votée une longue motion : «Seul le Parti socialiste, jadis défenseur de la même autonomie sous le régime de l'impérialisme allemand, nie la profondeur du mouvement populaire vers l'autonomie et se démasque une fois de plus comme le plus fidèle agent de la bourgeoisie. Aux côtés du prolétariat révolutionnaire s'est formée une ligue d'intellectuels, d'artisans et de classes moyennes, se réclamant de l'autonomie politique dans le cadre de la France. L'élargissement du mouvement, l'entrée des classes moyennes dans la lutte, ont affolé le gouvernement qui doit enregistrer la faillite de sa politique et de ses

manifestations nationalistes dans le pays.
«Le gouvernement ne s'est pas contenté de voler la bouchée de pain à des fonctionnaires qui, pour la plupart, ont vieilli dans leur service, dont d'aucuns sont pères de famille de 6 enfants, mais il a interdit toute réunion publique et toute manifestation ayant trait à la discussion sur l'autonomie politique de l'Alsace-Lorraine. Il a donc confirmé la profondeur du mouvement pour l'autonomie politique qui n'est pas une revendication communiste, mais qui est née de l'exploitation et de l'oppression économiques éhontées de larges masses humaines. Cette situation pousse à une solution révolutionnaire ; le Comité des Forges sent le danger et tente de se prémunir contre lui. «Les sanctions prises montrent l'importance du problème. Le Congrès National du PCF proteste de la façon la plus énergique contre les poursuites engagées contre les fonctionnaires et agents des services publics d'Alsace-Lorraine et exige leur réintégration pure et simple». La colère monta encore d'un degré lorsque la révocation définitive des cheminots fut divulguée par la presse. Le 21 juillet 1926, L'Humanité as Strasbourg écrivait : «Le directeur des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine a décidé hier de révoquer les cheminots qui avaient signé le Manifeste autonomiste et l'Appel du Parti communiste. On a osé faire cela malgré les protestations de la majorité du peuple alsacien-lorrain. On a poussé le cynisme et l'impudence jusqu'à l'extrême. Seize cheminots (9 du Heimatbund et 7 de l'Appel) sont privés de leurs moyens d'existence, parce qu'une poignée de chauvins l'a voulu. Anathème et honte à tous ceux qui ont prêté leur concours aux nationalistes et aux socialistes-traîtres, à ces pitoyables laquais de la grande bourgeoisie française. «Le peuple alsacien-lorrain les connaît tous et il se vengera tôt ou tard Nous demandons à tous les ouvriers, fonctionnaires, paysans, artisans à tous ceux qui ont encore le sentiment de l'honneur, de relever avec la dernière énergie cette provocation infâme. Protestez ! Organisez partout des manifestations ! Montrez les dents à l'impérialisme français ! Jetez au diable ces vendus de parlementaires qui passent en souriant sur 16 cheminots privés de pain et qui ont encore l'audace de se dire représentants du peuple ! Jusque-là, mais pas plus loin ! Ce doit être le cri du peuple alsacien-lorrain. Il y aura une fin ! Nous le promettons à la racaille impérialiste !» L'Elsaesser Kurier de Colmar s'élevait aussi contre la révocation des cheminots : «Le roi des Chemins de fer (Bauer), qui non seulement touche un traitement princier sorti de notre caisse, mais empoche également une gratification de presque 50 000 francs, jette par un trait de plume 16 cheminots indigènes sur le pavé sans même leur reconnaître le droit à la pension !» L'une des sanctions qui, outre celles qui frappaient les 16 cheminots, avaient attiré le plus l'attention, était celle prise contre Joseph Rossé, professeur à l'Ecole Primaire Supérieure et président de la puissante Fédération des fonctionnaires du Cadre local d'Alsace et de Lorraine. La Chambre de discipline de Colmar l'avait convoqué le 28 juillet de 10 à 12 h et de 14 h 30 à 19 h. Une centaine de personnes assistaient aux séances. Pierrot, directeur de l'école d'Ingersheim et Schmitt, professeur-adjoint de Rossé à Munster pendant la guerre, firent l'éloge du prévenu. Schmitt rappelait qu'en 1916, Rossé avait récolté 5 jours d'arrêts pour avoir pris sur le front, la défense d'Alsaciens maltraités par leurs sous-officiers. Le chanoine et député Eugène Müller déclara que le mouvement autonomiste était uniquement «le cri d'alarme d'une génération sacrifiée». L'abbé Haegy témoigna que des personnalités de l'Intérieur lui avaient assuré que le Manifeste du Heimatbund ne contenait rien de répréhensible. Le Dr Vazeille, ancien député, fédéraliste convaincu dont la police photographiait la correspondance, déclara que l'autonomie de l'Alsace constituerait le premier pas vers les Etats-Unis d'Europe, dont elle formerait le centre avec Strasbourg comme capitale. Le Dr Eugène Ricklin affirmait que la culture alsacienne est basée sur des principes et des fondements germaniques : «Si nous demandons l'autonomie, c'est dans le but de défendre nos particularités alsaciennes et pour nous opposer à une assimilation outrancière». Parmi les autres témoins en faveur de Rossé, il y avait Jean Keppi, Camille Dahlet, le député Camille Bilger, Heusner, Hertzog, futur maire de Colmar, Bouillet, Fendt, Grilneisen, Médard Brogly, ancien et futur député et sénateur, etc. La défense était assurée par maître Zilliox et maître Kraehling. Me Zilliox reprocha au gouvernement le favoritisme chez les fonctionnaires, vice qui n'existait pas sous le régime allemand. Me Kraehling donna lecture de nombreux articles de

journaux et de revues publiés à l'Intérieur, beaucoup plus violents contre le gouvernement et son régime que le Manifeste du Heimatbund et dont les auteurs n'avaient jamais été inquiétés : il y avait donc visiblement deux poids et deux mesures ! Et lorsque Joseph Rossé sortit, il fut acclamé aux cris de «Vive Rossé !» Il n'en fut pas moins révoqué.

7. Le «Dimanche Sanglant» (22 août 1926)

Cependant, face au Front unique du Heimatbund et des communistes, s'était constitué un front fasciste et anti-autonomiste. Ce contre-front comprenait d'abord les «Engagés Volontaires Français» et les «Anciens de la Légion Etrangère» qui faisaient étalage bruyant d'un patriotisme d'opéra et qui se sentaient mal dans leur peau depuis que l'armistice avait mis fin aux stupides et gigantesques boucheries humaines de la civilisation européenne. On a déjà pu apprécier au cours du chapitre la bravoure de ces gens dans l'affaire de Lapoutroie (Schnierlach), le 13 juin 1926.

Il y avait encore dans ce camp l'aile nationaliste et patriote de la Volkspartei que les francophiles affectaient d'appeler «Union Populaire des Républicains Nationaux d'Alsace» (UPRNA) et qui, en bons bourgeois, mettaient leur promotion personnelle et celle de leur famille avant celle du peuple qu'ils représentaient, comme aussi l'Eglise catholique au service de l'Etat.

Le général et sénateur Robert Bourgeois n'avait-il pas prononcé le 20 juin 1926 à Thann un violent réquisitoire contre les hommes du Heimatbund, «des inconnus sans notoriété aucune, hormis quelques autonomistes notoirement connus» ? N'avait-il même pas été, en bon «Revenant», jusqu'à féliciter personnellement Pierre Laval de s'être montré énergique et d'avoir pris de bonnes sanctions contre ces mauvais Alsaciens-Lorrains ? Et le député Oberkirch n'assistait-il pas aux réunions des royalistes de l'Action Française ?

C'étaient ces derniers précisément, qui étaient alors les plus fanatiques adversaires de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. Le samedi 19 juin 1926, «s s'étaient réunis au nombre d'une quinzaine à la «Brasserie du Pêcheur» à Strasbourg, dans le but de créer l'Union Nationale des Provinces Recouvrées, afin de lutter «contre les menées autonomistes de la Zukunft et du Heimatbund». Les invitations avaient été adressées à toutes les associations patriotiques strasbourgeoises qui délèguèrent un de leurs membres à la réunion. Le cerveau de ce nouveau mouvement d'extrême-droite était le délégué régional de l'Action Française à Strasbourg, Jacques Denisane, un ancien aviateur de la guerre, grand et sec. «Tête brûlée ayant gaspillé deux ou trois héritages successifs, grand seigneur et pochard (ivrogne), fanfaron, casse-cou, il n'avait jamais ouvert un livre, mais était naïvement respectueux des choses de l'esprit, auxquelles il refusait de rien entendre». Son groupe de royalistes strasbourgeois comportait, «à côté des idéalistes, un certain nombre de fantaisistes, de déséquilibrés et d'aventuriers, au sens le plus vulgaire du mot»¹. Outre Denisane, il y avait à la réunion le président de la section strasbourgeoise des Médailleurs Militaires, Fidéri, et le secrétaire général de l'Union nationale des Combattants, Ruff. Un comité provisoire fut nommé sous la présidence du conseiller général du Haut-Rhin, Ostermeyer, assisté de Huck, employé aux Grands Moulins de Strasbourg, de Schlatter, employé des établissements Solvay, de Hahn, président des Sociétés d'Aviron, de Kubler, journaliste, et de Paul Bourson, un journaliste que le lecteur connaît déjà. Denisane prit la parole pour déclarer «qu'il était au courant mieux que quiconque de la situation politique en Alsace, qu'il possédait des renseignements sûrs, que le danger était grave et imminent» ; il préconisait l'action directe et mettait à la disposition du Comité en formation une force armée de 10 000 hommes ; il avait fourni à la préfecture des renseignements sur le mouvement autonomiste, mais «les rapports sur la Zukunft et le Heimatbund n'étaient pas encore sortis de la Préfecture que déjà les gens de la Zukunft en avaient connaissance ; il ne fallait pas se leurrer : le danger était grave». Et pour montrer la force des autonomistes alsaciens-lorrains, Denisane ajoutait : «Si un régime quittait Strasbourg pour aller rétablir l'ordre à Sélestat, il serait décimé avant d'arriver !»

L'un des assistants fit remarquer l'intérêt d'adopter un insigne ; Denisane émit l'avis que la «Fleur de Lys» était tout indiquée. Puis l'on essaya de mettre sur pied une grande manifestation patriotique de protestation contre les menées autonomistes et l'on proposa le 14 juillet suivant. En bon royaliste, Denisane rejetait cette date révolutionnaire et ne réussit qu'à dresser l'auditoire contre l'Action Française. L'assemblée décida d'agir sans les royalistes, au cas où ceux-ci persisteraient dans leur attitude. On envisagea aussi la fusion de toutes les forces patriotiques sans distinction de partis ni d'opinions politiques pour détruire l'autonomisme. Les moyens à employer seraient examinés dans la prochaine assemblée prévue pour le samedi suivant.

Le dimanche 27 juin 1926, les royalistes organisèrent une manifestation de l'Action Française, au cours de laquelle Léon Daudet (1868-1942) devait prendre la parole dans la Halle de l'ancienne gare de Strasbourg. Denisane était prêt : «Les matraques sont aiguisées. Elles ne demandent qu'à marcher !»

Cependant, les communistes voulaient absolument obtenir le retrait des sanctions de Laval. Le 19 juin 1926, le député Charles Hueber pour le Bas-Rhin, le secrétaire de syndicat Charles Hornecker pour le Haut-Rhin et le typographe Florent Stengler pour la Moselle, lancèrent un appel aux socialistes, aux membres de la Volkspartei, «notamment aux sections de Colmar et de Haguenau», à l'Union Républicaine de Lorraine, au Parti radical-socialiste du Bas-Rhin et enfin au Heimatbund, en vue d'une action commune :

«Vous avez condamné les actes arbitraires des préfets et des autorités ainsi que les sanctions qu'ils ont prises à la suite des décisions de l'ancien gouvernement Briand et notamment du ministre de la Justice, Laval, et du ministre de l'Intérieur, Durand. La Frète Presse, Der Republikaner, l'Elsaesser Kurier, Die Lothringer Volkszeitung, l'Elsaesser, les ont repoussées. La direction de la Volkspartei et les sections de Colmar et de Haguenau de ce parti les ont également stigmatisées. Ils ont indiqué que les «stupidités», les «actes de violence» et les sanctions injustifiées s'étaient particulièrement multipliées les derniers temps dans nos provinces et ils ont protesté.

«Dans votre intérêt et notamment dans celui des victimes des sanctions, il conviendrait d'accentuer votre protestation qui n'a été que platonique, surtout après l'arrêt d'hier, rendu contre le notaire Daessle de Benfeld, qui crée un précédent pour d'autres condamnations, et parce que de nombreux cheminots, notamment des pères de famille, subissent un préjudice considérable depuis qu'ils ont été suspendus.

«Nous vous proposons d'organiser une manifestation commune, qui indiquera sans aucun doute que votre protestation doit être prise au sérieux et que vous êtes prêts à imposer le retrait des sanctions. Une telle attitude sera bien accueillie par les membres de tous les partis et sera comprise malgré les contrastes politiques auxquels on ne fera d'ailleurs pas allusion dans cette affaire. Il ne s'agit pas d'une unité de front, mais d'une collaboration passagère entre tous ceux qui ont déclaré qu'ils protestent contre les atteintes portées d'une façon arbitraire aux Droits de l'Homme, garantis par la Constitution. Nous vous prions de vouloir bien faire connaître au secrétaire régional, 56 rue Jacques Kablé à Strasbourg, avant le 27 juin, si vous êtes prêts à participer ou à soutenir une manifestation commune. — P.O. du comité régional d'Alsace-Lorraine du P.C.F., le secrétaire Béron, métallurgiste».

Il est curieux de constater que les communistes lançaient leur appel en premier lieu aux socialistes de Imbs, adversaire personnel de Charles Hueber depuis le 26 avril 1920. En outre, le 27 septembre 1925, au Congrès Extraordinaire de la CGT à Strasbourg, les socialistes avaient fermement pris position contre les autonomistes, qu'ils soient de la Zukunft ou communistes, dans un long manifeste qui fut affiché à travers l'Alsace, et dans lequel on pouvait lire : «Au lieu d'arracher les bornes-frontières par l'institution des Etats-Unis d'Europe, et du Monde, ou du moins d'effacer les frontières actuelles, le soi-disant Congrès des ouvriers et paysans (20 septembre 1925), dans sa haine aveugle, s'est laissé entraîner à poser de nouvelles bornes à côté de celles qui existent déjà. Par cette résolution, le Parti communiste et les syndicats unitaires se sont aliénés le droit de se dire internationalistes. Il leur manque, à eux qui se réclament toujours du grand meneur socialiste Marx, toute direction marxiste...

«Mais aussi, du point de vue du bien-être général et du développement prospère du peuple alsacien, et particulièrement des classes laborieuses, tout système consistant à ériger des Etats minuscules est à rejeter. L'Etat minuscule d'Alsace-Lorraine serait écrasé entre les deux grandes puissances, la France et l'Allemagne, et ne serait qu'un jouet dans la main de l'une ou de l'autre. Tout le reste n'est que tromperie du peuple et duperie grossière. «La Conférence CGT ne se dissimule pas qu'un certain malaise au point de vue matériel se manifeste. La responsabilité du retard apporté à la solution de tous les problèmes économiques si importants soulevés par le retour de l'Alsace-Lorraine à la France incombe cependant uniquement à la réaction de cinq années de l'ancienne majorité gouvernementale du Bloc National. «Mais la Conférence de la CGT s'élève énergiquement contre le fait que le Parti communiste et les syndicats unitaires, en front unique avec les capitalistes de la Zukunft, veulent se servir de ce malaise comme tremplin pour faire aboutir une revendication telle que l'autonomie de l'Alsace et de la Lorraine... Elle constate que le plébiscite réclamé a bel et bien eu lieu, sinon par le bulletin de vote, du moins en fait. Aucun parti, aucune fraction, aucune organisation n'a contesté jusqu'à ce jour cette vérité. Par l'accueil indescriptible préparé aussi bien aux troupes françaises qu'aux Chambres françaises en novembre et décembre 1918, la volonté unanime des populations d'Alsace et de Lorraine de vouloir revenir à la France s'est exprimée d'une façon claire et évidente. Personne, aucun parti n'a jamais contesté ce fait... «poser la question d'Alsace-Lorraine n'est autre chose que fournir un appui aux tendances nationalistes allemandes et amener un nouveau danser de guerre entre l'Allemagne et la France, même peut-être une nouvelle guerre mondiale. Par cette action, le Parti communiste et son appendice, les syndicats unitaires, se sont faits la succursale des partis racistes et nationalistes allemands. Sous prétexte de protester contre la guerre actuelle du Maroc, ces éléments préparent une nouvelle guerre en Europe. Ils travaillent ainsi sciemment, la main dans la main, avec les chauvins des deux côtés du Rhin contre toute entente des peuples... «La Conférence CGT... repousse avec indignation toute communauté, tant avec le parti communiste qu'avec les syndicats unitaires. Quant aux revendications particulières de nos trois départements, elle renouvelle ses demandes arrêtées dès l'armistice :

- Bilinguisme dans toutes les administrations et institutions publiques ;
- Introduction dans la France entière de la législation sociale d'Alsace-Lorraine ;
- Participation de la classe ouvrière au contrôle des entreprises ;
- Institution d'Offices pour le recrutement de la main d'œuvre étrangère ;
- Modification du système fiscal ;
- Introduction de l'Ecole Unique, ... bref l'application du programme minimum de la CGT...

Pour la Conférence,
 Pour l'Union Départementale de la CGT : P.o. E. Imbs».

Si le Manifeste cégétiste et socialiste d'Imbs avait été rédigé par le gouvernement lui-même à Paris, il n'aurait certes guère été différent. Le 30 septembre 1925, L'Humanité d'Alsace-Lorraine répliquait à Imbs : «Les Imbs et consorts savent très bien que l'autonomie, dont le congrès a effectivement réclamé la réalisation immédiate et que M. Imbs et le Parti socialiste d'Alsace-Lorraine avaient également demandée lorsque ce pays appartenait à l'Allemagne, ne signifierait pas la séparation d'avec la France, mais qu'elle serait un frein à l'oppression nationale du peuple alsacien-lorrain».

Il était donc assez peu probable que les socialistes répondent favorablement à l'appel communiste du 19 juin 1926, d'autant moins, qu'au Congrès de Lille quelques jours plus tôt, les communistes avaient présenté les socialistes «comme le plus fidèle agent de la bourgeoisie». De fait, le refus des socialistes fut brutal. Réunis à Sélestat le 27 juin 1926, les socialistes rédigèrent la proclamation suivante :

«Les comités directeurs des Fédérations alsaciennes du P.S. déclarent à nouveau et énergiquement que pour eux, il ne pouvait pas exister de Front unique avec ceux qui, sous le couvert du maintien des traditions et des mœurs alsaciennes, voulaient ériger une véritable muraille de Chine qui séparerait pour toujours les provinces d'Alsace et de Lorraine du reste de la France.

«Dans l'intérêt de la classe ouvrière, les socialistes alsaciens se déclarent adversaires de tout mouvement régionaliste, autonomiste et séparatiste de quelque côté qu'il vienne, susceptible de porter atteinte à l'unité démocratique et républicaine de la France». La collaboration de tous les partis politiques, tant attendue par les communistes, n'eut donc pas lieu ; seuls acceptèrent de manifester les hommes du Heimatbund, de la Zukunft et la fraction autonomiste de la Volkspartei (UPRA). L'on fixa la manifestation à Colmar, le dimanche 22 août 1926, pour 14 h 45. Devaient prendre la parole : le communiste Jean-Pierre Mourer, secrétaire du syndicat des métallurgistes, le Dr Eugène Ricklin, président du Heimatbund, et Joseph Rossé, président de la Fédération des fonctionnaires du Cadre local, professeur récemment révoqué. Le préfet du Haut-Rhin, Henri Gasser, avait accordé par écrit l'autorisation gouvernementale de manifester, mais en même temps il convoquait les associations patriotiques et chauvines pour empêcher par une contre-manifestation musclée le projet des autonomistes : Camelots du Roy, Engagés Volontaires Français, Anciens Combattants, Faisceau des Combattants. Les Camelots du Roy étaient commandés par Jacques Denisane, et par Paul Gerber, venus de Strasbourg. Ils avaient reçu des renforts de France, étaient bien armés, et certains d'entre eux avaient communiqué le matin afin de puiser dans l'Eucharistie la force nécessaire pour bien matraquer les autonomistes. Les Engagés Volontaires Français étaient sous le commandement du démocrate Alfred Wallach, né à Mulhouse en 1882 et président de l'Association des Engagés Volontaires. Les Anciens Combattants avaient à leur tête maître Kalb, M. de Türkheim et Geis. Quant aux fascistes du Faisceau, fondé l'année précédente par Georges Valois, ils étaient résolus à imiter les Chemises Noires de Mussolini matraquant les Slovènes de l'Istrie et les Allemands du Tyrol. Dès le matin du 22 août, ces troupes privées avaient occupé la Salle des Catherinettes où devaient se rendre les autonomistes, et prévu un solide barrage devant le local avec le mot d'ordre : «On ne passe pas !» Les autonomistes, confiants dans l'autorisation officielle, ne se doutaient pas que le préfet leur avait préparé un guet-apens. Vers midi, le Dr Ricklin débarquait tranquillement du train de Mulhouse, accompagné d'un invalide de guerre, Zadock, lorsqu'à la sortie de la gare de Colmar, ils furent attaqués à l'improviste par environ 25 patriotes français, frappant les deux hommes, un vieillard de 63 ans et un invalide, avec des cannes plombées. Ils s'acharnaient contre Zadock en hurlant : «Encore un de ces cochons qui ont combattu contre nous dans l'armée allemande ! (Noch einer dieser Schweinehunde, die gegen uns in der deutschen Armee Kämpften !)» Après un pansement sommaire, les deux victimes purent rejoindre le lieu du rassemblement. Vers 14 h 30, les autonomistes se présentaient devant la Salle des Catherinettes, marchant au pas en rangs par quatre, avec en tête quinze rangées de la Strassburger Schutztruppe conduite par le boxeur Kiehl, la canne à la main. Environ 150 communistes suivaient sans arme, et derrière eux les membres du Heimatbund arborant le ruban ethnique rouge-blanc. Quelques abbés, comme l'abbé Rohmer de Wintzenheim et le vicaire d'Ingersheim, conduisaient de pacifiques campagnards. Soudain retentirent des coups de sifflet : royalistes, fascistes, Engagés Volontaires et Anciens Combattants passaient à la riposte, à coup de cannes plombées, de matraques, de casse-tête et de coups de poings américains. Un autonomiste resta quatre jours dans le coma. Gendarmes et policiers n'intervinrent point pour protéger les Heimmattreuen et assurer la liberté de réunion ; au contraire, ils dressèrent des procès-verbaux contre les victimes. L'une d'elles, ayant failli passer sous les pieds des chevaux, protesta ; un gendarme la prit par la nuque, lui braqua son revolver sur le front, et la fit ainsi passer entre deux haies de contre-manifestants qui la frappaient à coups redoublés. Gendarmes et policiers avaient reçu des ordres supérieurs ! Environ 120 à 150 Heimatbundler parvinrent à se retrancher avec Joseph Rossé et l'abbé Fashauer dans le jardin du Cercle Saint-Martin, d'où ils réussirent à repousser les assauts de leurs agresseurs. Quelques autonomistes furent arrêtés et condamnés à trois ou quatre jours de prison. Quant au préfet Henri Gasser, qui l'année suivante dut abandonner ses fonctions et la politique dans des conditions peu honorables, il régala ensuite de Freibier (bière gratuite à volonté) les gendarmes et les contre-manifestants partriotes, aux frais du peuple alsacien-lorrain. Tel fut le Blutige Sonntag (Dimanche Sanglant) du 22 août 1926. Le 23 août, l'Elsaesser Kurier rendait compte des événements, en désignant les adversaires du

Heimatbund comme Stahlhelm blau-weiss-rot (Casques d'Acier bleu-blanc-rouge) par allusion à la formation paramilitaire allemande :
 «Les événements ont montré aux Colmariens de quoi est capable le chauvinisme effréné : sans égard, cruel même et inhumain. Ils ont montré sous quelle «Terreur» est placée la population d'Alsace-Lorraine quand elle fait valoir ses droits ethniques (Heimatrechte). Jamais dans notre pays frontière, on n'avait vu semblable bataille politique, et jamais encore on n'avait cherché au moyen de bâtons, de matraques en caoutchouc et d'autres instruments, à donner aux Alsaciens conscience qu'ils n'étaient plus chez eux dans leur propre pays, qu'on se contentait de les tolérer sur le territoire où s'était dressé leur berceau.
 «... Il n'a pas échappé aux Alsaciens qui ont assisté aux scènes violentes et révoltantes, que la plupart de ceux qui combattaient avec rage étaient des Français venus en Alsace depuis l'armistice ou qui étaient venus hier d'Epinal, de Belfort et d'autres localités de l'Intérieur, non pour empêcher la réunion, mais pour maltraiter le chef du mouvement du Heimatbund de la manière la plus odieuse».

Certaines réactions d'Alsaciens étaient très violentes, telle celle du pasteur de l'Eglise luthérienne de Mulhouse, rue du Saule, qui envoya à Léon Daudet le 25 août la lettre suivante :
 «Vos mameluks ont fait du bel ouvrage dimanche dernier ; ils peuvent être fiers et vous pouvez être fier de ces héros ! Un peu plus, ils assassinaient mon pauvre fils, garçon le plus doux et le plus inoffensif du monde, qui ne leur avait rien fait et ne les avait nullement provoqués. Sauvagement, ils l'ont assailli et frappé à Colmar, à la gare, lui arrachant même les cheveux, les barbares ! Et ce sont de prétendus Chevaliers Servants du Roy, qui se livrent à une besogne si ignoble, si infâme, sur des citoyens français comme eux. Jolie engeance que nous livrons au mépris du public. C'est à dégoûter toutes les honnêtes gens d'être Français, et certes tous les membres du Heimatbund salueront avec joie le jour où ils retrouveront leur nationalité allemande, où leurs frères allemands viendront les venger des brutes francophiles. Qu'ils tremblent alors, ces misérables !
 «Je suis honteux de porter encore un nom français. Aussitôt redevenu Allemand, je m'empresserai de le traduire en allemand. D'ailleurs nous n'avons de français que le nom et la nationalité, mes enfants et moi, cette odieuse nationalité française qui nous a été imposée, hélas ! Aussi nous ne parlons jamais qu'allemand ; le pur et noble haut-allemand, pour ne pas salir nos lèvres avec ce vil idiome welche et pour bien témoigner de nos sentiments d'immuable fidélité à la patrie allemande. Agréez, Monsieur, la considération qui vous est due. Guerrier, pasteur de l'Eglise Luthérienne».
 Le Journal d'Alsace et de Lorraine écrivait assez justement : «... En réalité, dans la lutte de dimanche dernier, ce n'étaient pas deux partis politiques qui s'affrontaient, mais deux nationalités».

DIE WAISE

Der Vater war ein grosser Humanist –
 in meinem Mund geht noch die Kunde um ;
 dann hat er sich vertan im Völkerzwist
 und schlug mich sinkend ins Barbarentum.

Die Mutter Lockte mich mit Zuckerbrot,
 ich weiss nicht, bin ich schüchtern oder keck,
 ich hatte keinen Ausweg in der Not, ich kam –
 da warfsie meine Kleider weg.

Nun steh ich da, und niemand kennt mich mehr,
 verstört mit einem doppelten Gesicht
 aus der Erinnerung und Wiederkehr
 gemacht –und die sie meinen, bin ich nicht.

L'ORPHELIN

Le père était un grand Humaniste,
 sa science est encore sur mes lèvres ;
 puis il se compromet dans la querelle des nations

et d'un coup m'enfonça dans la barbarie.

La mère m'attira avec des biscuits ;
suis-je timide ou effronté ?
je ne sais, mais dans le besoin je n'avais pas le choix,
je vins – ; elle jeta mes habits au loin !

Maintenant je me tiens là, et personne ne me connaît plus,
hagard avec un visage double
fait de souvenir et de retour ;
et celui pour qui vous me prenez, je ne le suis pas !

Joseph Reithler (St-Petersholz / St Pierre-Bois 1907).

XII – DANS LES REMOUS DU HEIMATBUND

Dans sa *Psychanalyse de l'Alsace* (1951), Frédéric Hoffet caractérisait assez bien les deux camps qui s'affrontaient en Alsace-Lorraine. «Un mouvement de fierté naturelle, écrivait-il, ramène l'Alsacien vers ses traditions germaniques», car

«l'aire spirituelle de l'Alsace est cet espace germanique de l'Ouest, cette Lotharingie qui ne vécut politiquement qu'un jour, mais qui reste une réalité morale. De Rotterdam à Cologne, de Mayence à Strasbourg, de Bâle à Zurich, des terres s'étendent que se partagent des pays différents, où l'on parle des langues différentes, où dominent des religions opposées et qu'habite cependant un même esprit: l'esprit rhénan, qui est celui de l'Europe».

Et plus loin, il ajoutait :

«Tandis que les patriotes se faisaient remarquer par leurs allures germaniques, les autonomistes frappaient par un je ne sais quoi de dégagé et de libre dans les manières, qui les eût volontiers fait prendre pour des Méridionaux. Autant les chauvins étaient fermés, distants, fiers, autant les autonomistes étaient loquaces et francs. Ils parlaient comme bon leur semblait, comme le bec leur avait poussé, selon une amusante locution alsacienne, tantôt le dialecte, tantôt le haut-allemand, fréquemment le français. Ils connaissaient d'ailleurs le français aussi bien, si ce n'est mieux, que beaucoup de chauvins... Ils étaient peut être, sans s'en douter, sinon les plus Français, au moins les plus profondément francisés parmi les Alsaciens» (pp. 177, 204 et 181).

Face à ces autonomistes, les patriotes. Hoffet ne les ménage guère : «Nulle part on ne trouve davantage de ces exaltés pour lesquels la vie tout entière se réduit à une entreprise patriotique. Un homme vaudra, pour un chauvin, ce que valent ses sentiments français. Une cause sera juste ou injuste selon qu'elle sera celle d'un patriote ou d'un germanisant, et il divisera ses compatriotes en deux catégories : les bons et les mauvais, les patriotes et ... les autres. Il poursuivra ceux-ci d'une haine implacable tandis qu'il aura pour les premiers des indulgences étonnantes. Le chauvin n'a plus de jugement, plus de cœur, plus de sensibilité. Tout est fonction chez lui d'une même passion inassouvie et sans doute inassouissable. Aussi, dans les périodes difficiles de l'histoire apparaîtra-t-il à chaque fois comme un élément de trouble. Justicier aveugle, il ajoutera encore aux divisions de sa malheureuse province. Il dénoncera... Et comme on l'écouterait trop souvent en haut lieu, il provoquera des mesures qui iront à rencontre des véritables intérêts du pays. Le chauvin est le plus dangereux ennemi de la cause française en Alsace» (pp. 145-146). Et une grande responsabilité de cette triste situation retombe sur la classe bourgeoise. «En Alsace, écrivait encore Hoffet, les classes dominantes de la société s'appliquent à nier tout ce qui les unit à leur terre et à ses habitants, n'ayant qu'un désir, qui est de ne point paraître alsaciennes. Elles veulent être exclusivement françaises, considérant comme dégradant tout ce qui leur rappelle leurs origines véritables... Cette attitude d'une classe qui aurait dû être le guide spirituel et moral du pays, a eu les conséquences les plus désastreuses pour le peuple alsacien. Elle a empêché en particulier, après les événements de 1648, le maintien et le développement d'une culture alsacienne

autochtone, et sans doute faut-il voir dans certaines formes virulentes de l'autonomisme, moins une marque d'hostilité à l'égard de la France qu'une réaction contre des hommes qui prétendent l'incarner et dont il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont trahi leur pays sous l'empire de leurs complexes» (pp. 144-145).

1. Fondation de l'Elsaessische Fortschrittspartei

La Volkspartei (UPRA) n'était pas le seul parti politique déchiré entre la tendance nationaliste française et la tendance autonomiste alsacienne-lorraine. Un parti libéral, comme celui des radicaux, en faisait également la douloureuse expérience.

Le chef de l'aile autonomiste radicale était Georges Wolf, né en 1871, et successivement pasteur à St-Avold, Strasbourg et Wintzenheim. En 1900 il quittait le ministère pastoral pour se lancer dans la politique. De 1900 à 1906, il était rédacteur en chef de la Strassburger Zeitung et il fondait le 17 mai 1903, avec le notaire Goetz, la Libérale Landespartei ; l'année suivante, il entra au Consistoire Supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg et en 1906, il était élu au Landesausschuss Elsass-Lothringens.

Lors des élections au Landtag Elsass-Lothringens en application de la Constitution de 1911, la Libérale Landespartei fusionna avec la Demokratische Partei pour former le 12 mai 1912 l'Elsaessische Fortschrittspartei. Elu au Landtag par Strasbourg-2, Georges Wolf comptait parmi ses amis Friedrich Naumann et surtout Rudolf Schwander, dernier Statthalter d'Elsass-Lothringen.

Très patriote allemand au début de la guerre, il publia un article dans la Bürger Zeitung du 8 août 1914, où se trouve le passage suivant : «Ce grand événement, la guerre, qui pour la première fois nous arrive et nous emporte dans et avec l'Empire, nous ne l'avons, ni désiré, ni occasionné ; et de suite, une action exaltante se manifeste et purifie les sentiments : cet événement prend au cœur, à l'âme et à la conscience. Tout comme les Prussiens, les Bavares ou les Badois, nous ne nous reconnaissons plus qu'Allemands, fils d'une même patrie dont la défense est notre devoir le plus sacré. Ce sentiment instinctif a fait accourir la totalité de nos hommes sous les drapeaux ; il incite nos jeunes filles, nos jeunes garçons et nos petites filles à se mettre volontairement au service des organisations auxiliaires. Notre union avec l'empire allemand serait mise en question, au cas où la guerre aurait une issue défavorable. Devons-nous souhaiter à nos fils, ou même subir encore nous-mêmes ce que nos pères ont dû subir ? Il ne peut y avoir à cette question qu'une seule réponse : Pour autant qu'il dépendra de nous, jamais !» Les désirs de Georges Wolf ne se réalisèrent point et après l'armistice, l'Alsace-Lorraine repassait à la France. Le 26 octobre 1919, avec quelques amis de son parti, Georges Wolf tint une réunion à l'hôtel Diebold, 2 place de la Gare, dont le gérant, Munsch, ami du policier Muthmann, avait mis une pièce attenante à la disposition de la Police Spéciale pour espionner les conversations. Au cours de la discussion, l'on tomba d'accord pour faire une alliance avec les catholiques de la Volkspartei et réclamer une administration indigène autonome sous le slogan : «L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains».

Dans les mois suivants, Georges Wolf se rendait souvent en Suisse, surtout à Bâle et à Liesthal, pour s'entretenir avec des Alsaciens-Lorrains d'Allemagne et toucher les rentes d'un capital d'un million qu'il avait hérité en Amérique. En mai 1923, Georges Wolf fut élu délégué au Consistoire Supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, mais une violente campagne se déclencha contre lui, et après la publication par les journaux de son article «L'Alsace-Lorraine allemande se réveille» du 8 août 1914 cité plus haut il se vit obligé de donner le 18 mai 1923 sa démission, en même temps que le Commissaire de la Police Spéciale l'inscrivait dans le «Carnet B» qui contenait la liste de tous les Alsaciens-Lorrains suspects et à surveiller.

Après la parution de la Zukunft en mai 1925, Camille Dahlet, rédacteur en chef du journal radical La République, entra en conflit avec son directeur, Lucien Minck, rallié au centralisme parisien ; il quitta la rédaction en claquant la porte et fut remplacé par Georges Wolf, qui en même temps

adhérait au parti radical. Mais la tension entre les nationalistes et les autonomistes n'en devint que plus vive, si bien que le 25 septembre 1925, le comité local de Strasbourg donnait sa démission ; il fut remplacé par Lucien Minck comme président, et Georges Wolf comme vice-président. En 1926, la lutte s'intensifia entre les deux tendances. Oesinger, chef des radicaux du Bas-Rhin et champion de l'assimilation, s'en prit violemment à Georges Wolf ; il lui écrivit une lettre ouverte, le 4 mars 1926, dont le ton indique suffisamment la violence : «Vous êtes inscrit depuis quelques mois seulement et vous prétendez faire la leçon à ceux qui ont organisé le parti radical depuis 1898 et 1902 ! Quand vous parlez de l'Alsace, vous dites toujours «chez nous» ! Mais nous sommes tous chez nous en Alsace ! Vous faites beaucoup d'opposition au gouvernement qui se débat au milieu d'une situation difficile. Je ne vous en ai jamais vu faire au gouvernement allemand. C'est que, voyez-vous, le protestantisme, religion d'Etat, est aussi hideux que le catholicisme. L'un a produit l'infâme Louis XIV ; mais l'autre l'immonde et répugnant Guillaume II. Le protestantisme, comme le catholicisme, ont droit au respect à condition de demeurer dans le domaine de la conscience. Jusque-là, mais pas plus loin !»

Lorsqu'en février 1926, Charles Hueber et Joseph Rossé eurent constitué le Front Unique, Georges Wolf s'y montra favorable. Le président du Parti radical, Lucien Minck, s'en plaignit le 1er mai 1926 : «Par le Front Unique, M. Wolf voudrait nous dresser tous ensemble contre la France, de laquelle nous exigeons nous ne savons encore quelle autonomie, puisque les Alsaciens sont loin d'être d'accord à ce sujet. Mais il est certain que, contre le Front Unique de M. Wolf, qu'on suspectera nécessairement de faire le jeu du nationalisme allemand, un autre front unique se dressera, qui ne voudra pas faire, lui, le jeu allemand. Ce sera la lutte fratricide. Qui restera victorieux ? En doutez-vous, M. Wolf ?»

Toutefois, les autonomistes gagnaient du terrain. Le 30 mai 1926, au cours du Congrès de la Fédération radicale et radicale-socialiste du Bas-Rhin, le nationaliste Oesinger fut remplacé à la présidence par Georges Wehrung, ancien signataire de l'Elsaesser-Bund d'août 1918 ; la vice-présidence passait à son ami, Georges Wolf. La motion qui fut votée à l'issue du congrès indiquait que le Parti radical repoussait toute autonomie ayant pour but la création d'un Etat dans l'Etat, incompatible avec l'unité et la souveraineté législative de la République, mais qu'il était décidé à revendiquer une autonomie régionale avec contrôle sur les nominations aux emplois supérieurs. La situation devint inextricable lorsque le 27 juin l'on apprit que le Comité exécutif du Parti radical n'avait point agréé Wehrung, mais Oesinger comme président de la fédération du Bas-Rhin. Dans la pratique, la fédération éclata en trois tendances :

- 1 — celle de Georges Wolf, partisan du Front Unique pour lutter en faveur de l'autonomie régionale ;
- 2 — celle d'Oesinger, qui voulait se dégager du «sophisme des intérêts alsaciens» et qui luttait pour l'introduction des lois laïques et républicaines en Alsace-Lorraine ;
- 3 — celle de Lucien Minck, qui provisoirement tentait de tenir une voie moyenne, récusait tout fanatisme et toute violence, et se déclarait partisan de la défense des intérêts justifiés des Alsaciens et des Lorrains, parce que c'était le seul moyen de pacifier les esprits.

Le 11 août 1926, sur demande d'Oesinger à Paris, le Comité exécutif du Parti radical et radical-socialiste publiait la note suivante pour régler le différend :

«Suivant le désir exprimé par les membres de la Commission de discipline, en présence de la propagande autonomiste qui se manifeste en Alsace et Lorraine, tantôt ouvertement, tantôt sous la forme d'une action favorable à un régionalisme politique spécial pour ces trois départements, le bureau du Comité exécutif déclare : «1 — En conformité aux statuts de la Fédération radicale et radicale-socialiste du Bas-Rhin, le bureau élu en octobre 1925 est seul qualifié pour en assurer le fonctionnement sous la présidence de M. Oesinger. 2 — Le bureau du Comité exécutif, fidèle à sa doctrine, réproouve avec énergie la campagne et les manœuvres de tendance autonomiste en Alsace et en Lorraine. Il ne peut admettre qu'une langue autre que la langue française ait la primauté, soit dans l'enseignement, soit dans les tribunaux. Il admet qu'une période de transition soit accordée aux départements recouverts n déclare que tout citoyen qui ne se conformerait pas strictement à ces directives s'exclut par cela même du Parti radical et radical-socialiste».

Le 3 octobre 1926, violemment attaqué par La Dépêche de Lucien Minck qui l'accusait de «faire de la dissidence à jet continu», Georges Wolf donnait sa démission de rédacteur en chef du journal radical La République. Puis, passant à la contre-offensive, il prit sa revanche le 12 octobre suivant, en présentant à la section radicale de Strasbourg une motion qui se déclarait favorable à la résolution prise le 30 mai précédent et rejetée par Paris. Cette motion favorable à l'autonomie fut approuvée par 30 voix contre 2 (dont celle de Minck) et 15 abstentions. Le Parti radical du Bas-Rhin disparut pour un temps et en novembre 1926, Georges Wolf fondait l'Elsaessische Fortschrittspartei ou Parti Alsacien du Progrès Républicain, qui regroupait les autonomistes radicaux.

2. Le «Code des Autonomistes»

La pensée politique de Georges Wolf se trouvait développée dans un livre qui parut en mai 1926 à l'Imprimerie Strasbourgeoise de la Rue des Juifs, sous le titre Das elsässische Problem – Grundzüge einer elsässischen Politik im Zeitalter des Pakts von Locarno, c'est-à-dire Le problème alsacien – Principes d'une politique alsacienne à l'ère du Pacte de Locarno. Cet ouvrage qui reprenait l'essentiel des articles que Wolf avaient publiés dans La République depuis 10 mois, fut rapidement dénommé «Code des autonomistes Alsaciens».

Il comprend trois parties précédées par une introduction et suivies par une conclusion. La première partie comporte 6 chapitres et les deux autres chacune trois. L'introduction présentait un survol historique de l'Alsace sous le titre «La tragédie du peuple alsacien-lorrain», et débutait ainsi :

«L'Alsace, dont les racines sont profondément ancrées dans le passé allemand, et dont le sort a été jusqu'au XVII^e siècle intimement lié à celui du Saint Empire Romain Germanique, a senti avant 1648 et 1681 déjà ce qu'avait de tragique sa situation de pays frontière de l'Empire... La lutte pour la puissance sur les frontières franco-allemandes s'est terminée par la victoire du plus fort qui, sans prendre égard à la différence de culture et de langues, s'est incorporé une contrée entièrement allemande... L'Alsace et la Lorraine sont devenues un article d'échange de la politique des convenances et de la politique de cabinet».

plus loin, on lit encore pour la période de 1648-1871 : «Ce n'est pas la communauté de langue et de culture, mais la communauté de la vie politique et étatique qui a fait des Alsaciens des Français... Mais l'Etat nationaliste qu'est devenue la France ne souffre plus une autre culture que la culture nationale. Elle était en train de prendre à notre peuple sa langue, lorsque nous avons été de nouveau incorporés à l'Empire Allemand».

Toute la première partie étudiait l'assimilation destructrice par la France en Alsace. Le chapitre I voyait dans la doctrine radicale des jacobins une idéologie en dehors de la réalité ; la doctrine religieuse des Eglises s'attachait trop aux intérêts purement confessionnels et spirituels, de sorte que cette dernière n'était pas plus apte que la première à résoudre le problème alsacien. Le chapitre II traitait de l'assimilation législative et le chapitre III de «la ruine de notre administration» qui pouvait se résumer ainsi : Nous avons chez nous une bonne administration centrale où triomphent la routine et l'incompétence ; nous sommes en tous points dépassés par les Allemands. Le chapitre IV était consacré aux fonctionnaires ; il stigmatisait les abus et l'arbitraire des Français : on a semé la méfiance parmi les anciens fonctionnaires alsaciens-lorrains ; on a été injuste d'écarter par principe les Allemands, qui auraient pourtant été prêts à servir sous la tutelle française. Surtout il est impardonnable de faire croire aux Alsaciens qu'ils ne sont que tolérés dans le pays de leurs pères, qu'on devrait les mettre sous la tutelle des fonctionnaires français et les éloigner des postes de direction. Il est révoltant «de voir qu'on vous préfère partout des gens qui n'ont aucune éducation, ni instruction, mais qui ont de bonnes relations qui remplacent leurs connaissances absentes».

Le chapitre V étudiait les menaces qui pèsent sur notre culture, menaces dont on ne s'était d'abord point aperçu. Il fallait donc lutter pour notre langue. «Mais si nous nous unissons pour défendre la culture de notre Pays, ce n'est pas par antipathie contre la France ou par amour de l'opposition,

mais uniquement pour remplir notre devoir sacré à l'égard de notre Pays, de notre langue et de notre culture... Nous voulons libérer la France de son nationalisme et lui faciliter le chemin vers une ère de politique européenne, sur lequel ses hommes d'Etat, au regard génial, se sont déjà engagés». Les méthodes scolaires s'étaient avérées catastrophiques : «L'instituteur était devenu un artisan, un «dresseur» qu'on aurait pu remplacer par un sous-officier à la Frédéric II. On en a fait l'épreuve chez nous avec des «bouchers» de l'Intérieur, et les parents se sont rendu compte que leurs enfants n'apprenaient ni le français ni l'allemand Nous ne devons pas nous faire illusion : la France ne nous accordera que difficilement ce que nous considérons comme une chose toute naturelle Nous ne pouvons nous contenter d'une libéralisation de la question linguistique et de concessions concernant le bilinguisme — qu'on pourrait nous retirer à chaque instant — mais il nous faut une loi constitutionnelle qui garantisse notre Heimatkultur et qui fasse disparaître toute menace à ce sujet».

Le chapitre VI traitait sur 18 pages la «tradition religieuse», car lorsque la religion est menacée, la culture d'un peuple l'est également. Les peuples germaniques possèdent une conception plus profonde de la religion que les peuples latins qui la réduisent «aux cultes et aux cérémonies». Chez nous, la religion est encore fortement ancrée dans le peuple. Catholiques et protestants ont dès le début tenu à ce que la religion soit enseignée en allemand aux enfants. «Nous devons nous défendre contre ceux qui veulent nous enlever notre personnalité, dont la conservation seule, à notre avis, sert l'intérêt national bien compris. C'est en Alsaciens que nous voulons appartenir à la France et nous assimiler à sa vie politique et spirituelle, car nous cesserions d'être des hommes, si nous abandonnions notre particularisme ethnique».

La seconde partie du livre de Georges Wolf s'attachait plus spécialement au problème linguistique et culturel de l'Alsace. Le chapitre I distinguait la langue de l'Etat et la langue du peuple. Après avoir montré les efforts de la France pour unifier sa langue, l'auteur écrivait que c'est «le bon allemand, la langue d'un peuple cultivé, qui constitue la base de notre culture». Le chapitre II était consacré à l'école, à la culture populaire et aux buts de l'Etat. Pour Georges Wolf, l'école élémentaire ou Volksschule devait initier les jeunes générations à la culture populaire, la Volkskultur, en leur apprenant à s'exprimer correctement et couramment dans la langue du peuple (Volksprache), en leur permettant de prendre part à la vie spirituelle et intellectuelle des masses, qui lisaient, parlaient et écrivaient en allemand. Cette exigence était d'autant plus importante que la langue du peuple n'était pas celle de la nation. Or, l'Etat donnait un autre but à l'école : celui de répandre sa langue nationale et sa culture nationale. En cela, l'Etat commettait une injustice et provoquait un malheur, car il ne permettait pas aux peuples minoritaires de faire valoir leurs droits, de sorte qu'il exploitait l'école uniquement à son profit et avec l'argent des spoliés. «C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons depuis plus de sept années et contre laquelle le peuple proteste de plus en plus fortement».

L'administration en effet, s'était contentée de remplacer l'enseignement de l'allemand par l'enseignement du français, et malgré les protestations, elle avait continué dans cette voie, de sorte que la politique en Alsace tuait la pédagogie : «D'où notre revendication qui consiste à demander que l'enseignement soit bilingue dans les communes de langue allemande, mais que l'allemand redevienne la langue sur laquelle l'enseignement doit rester fondé dans l'école populaire». Nos pédagogues retrouveraient par là la vraie méthode que les maîtres allemands utilisaient dans la vallée de la Bruche.

Dans les Ecoles Normales l'on avait transformé les élèves-maîtres en agents du nationalisme. On laissait échouer aux examens les élèves indigènes qui étaient remplacés par des Français de l'Intérieur de moindre valeur, par ceux qui n'auraient point réussi en France et qui seraient toujours assez bons pour l'Alsace. Ce système renfermait un grave danger pour l'avenir de nos écoles populaires. Notre pays serait perdu si les maîtres de nos enfants y étaient des étrangers. Mais cette école nationaliste a échoué, parce que sa méthode n'était pas naturelle et qu'elle était en contradiction avec la saine pédagogie ; l'étude d'une seconde langue est inutile aussi longtemps que la langue maternelle n'a pas été apprise complètement. «Il est honteux d'être obligé au XXème siècle de faire une discussion sur un pareil sujet, alors que l'homme le plus simple du peuple se rend

compte du mal que fait à l'âme de son enfant une politique insensée... Il faut sacrifier une génération ! Voilà ce que demande le Moloch du nationalisme, sans se rendre compte de la folie qui réside dans cette revendication. Artificiellement, on veut détruire trente années de ce qu'un pays a créé de meilleur, le déformer, pour que la «libération» de l'Alsace ne puisse jamais se faire à rebours. Il est très problématique que ce but soit atteint. Il est nécessaire d'éclairer le peuple pour que ses yeux s'ouvrent et qu'il se rende compte du danger qui le menace». Le chapitre III étudiait les problèmes de langue et de culture posés par le niveau des Ecoles Moyennes et Supérieures. Toutes ces écoles auraient dû tenir compte du fait que les élèves parlaient l'allemand dans leurs familles. Quand à l'université de Strasbourg : «nos professeurs indigènes n'ont pas été consultés, ils n'avaient rien à dire, et comme les instituteurs, ils ont dû accepter le nouveau régime passivement et le voir transformé en appareil bureaucratique. C'était cela, leur libération...» Or, l'université de Strasbourg aurait dû être la dispensatrice de la science et de la culture de deux grandes nations cultivées et développées. Que l'Etat Français le sache : «Une politique linguistique généreuse à l'égard des Minorités Nationales se transformera en bénéfice pour la nation qui a su l'adopter». La troisième partie de l'ouvrage de Georges Wolf débouchait sur l'actualité : «Principes d'une culture européenne à l'ère du Pacte de Locarno». «L'année du Pacte de Locarno est une Année Sainte pour l'Alsace, plus encore que l'année de l'armistice ou celle du traité de Versailles». C'est par cette considération que s'ouvre le chapitre I. Pour l'auteur, les souffrances de l'Alsace de 1918 à 1923 n'étaient qu'une conséquence de la guerre, parce que la France, dans son orgueil de victoire, avait cru pouvoir dépasser les limites humainement permises. Elle avait confié son sort aux mains d'hommes sans cœur qui lui avaient presque fait perdre les fruits de la victoire. Les Herriot, Painlevé et Briand, qui n'avaient point gardé de la guerre les idées de haine et de revanche, et qui avaient compris ce que cette guerre comportait d'affreux, avaient à la dernière heure mis le cap sur une Europe nouvelle. «L'Alsace ne pouvait vivre en paix aussi longtemps que durait la tension entre l'Allemagne et la France... Mais voici que l'Allemagne nous abandonne et renonce librement à nous ; la France, par conséquent peut nous accorder également plus de liberté». Comment la France nous avait-elle traités ? «On a voulu nous rendre inoffensifs et nous encadrer dans l'unité schématique de la République centralisée. Nous devons être heureux de nous perdre nous-mêmes et de nous laisser administrer en silence par deux préfets dirigés par Paris !... Nous rappelons tout cela, afin d'en tirer une conclusion qui oblige la France à donner à l'Alsace la vraie liberté, puisque, comme elle le prétend, notre pays a été malheureux sous la domination allemande... S'il est prouvé que la France ne peut remplir cette obligation, tout le problème pourrait être soulevé à nouveau... Une chose est certaine... : la manière dont la France a cru incorporer l'Alsace et la Lorraine n'est pas acceptable... Nous ne voulons pas disparaître dans la vie sans gloire et ennuyeuse d'une province française. Tout notre être s'élève contre cette éventualité». L'Alsace avait une mission spécifique, et pour la remplir, elle devait rester vivante et garder son particularisme ethnique. Le chapitre II présentait rapidement la Heimatbewegung ou mouvement régionaliste. Parce que les partis ne voulaient pas se débarrasser de leurs petites vues étroites, la France et l'Alsace couraient à la ruine. Du «malaise alsacien-lorrain» étaient issus deux mouvements : le mouvement des Droits de la Heimat (Heimatrechte) et le mouvement autonomiste proprement dit, dont l'organe était la Zukunft. Le principal mérite de la Zukunft était «d'avoir brisé le mensonge qui dominait l'opinion publique alsacienne pendant des années et d'avoir obligé la population à faire un retour sur elle-même en ce qui concerne la politique». Faisant allusion au mouvement autonomiste des radicaux et des libéraux de l'entourage de Rudolf Schwander, Georges Wolf, qui recevait souvent le dernier Statthalter d'Elsass-Lothringen dans sa propriété de Hunsbach, révèle que dès 1919, un appel avait été préparé en vue de fonder une Ligue des Alsaciens-Lorrains avec comme objectif l'autonomie administrative, mais cet appel n'avait point trouvé d'imprimeur ! Dans ce projet d'appel se trouvait déjà l'esprit de Locarno que Clemenceau maintenait dans l'ombre ; cependant, peu à peu, le journaliste Camille Dahlet devint à

cette époque le porte-parole d'une Alsace réduite au silence : «Nous sommes une race alémanique et parlons un dialecte alémanique ; c'est la langue allemande qui est notre langue culturelle. Nous sommes donc une Minorité Nationale à l'égard du reste de la France, de sa langue et de sa culture... Cette Minorité relève la tête et elle a le droit de réclamer la conservation de sa langue et de sa culture... Le *cujus regio ejus religio* a vécu ! Regardez la Constitution de Weimar : elle comporte une clause de respect des droits linguistiques et culturels des Minorités Nationales. Pourquoi la France, pays de la déclaration des Droits de l'Homme, veut-elle se laisser distancer par d'autres nations ? Il nous faut donc une loi spéciale qui règle la question linguistique, une loi qui déclare la langue allemande égale en droits à la langue française, coofficielle dans les régions germanophones, aussi bien dans l'administration que dans la Justice ; il faut à l'Alsace-Lorraine un bilinguisme légal. Un devoir sacré nous pousse à faire de la Heimatbewegung la cause de tout le peuple alsacien-lorrain... Il ne doit plus y avoir de partis, de confessions, de classes sociales... pour que la mission européenne de l'Alsace puisse être sauvée». Le chapitre III étudiait l'autonomisme proprement dit. L'idée autonomiste, cultivée sous le régime allemand, revivait. Autrefois, la lutte était facile, nos adversaires ne disposant point de la presse ; mais à l'époque, la lutte devenait beaucoup plus dure car les nationalistes français disposaient d'une presse puissante. «Nous ne voulons pas chercher à savoir si les provinces françaises sont mûres pour l'autonomie administrative. Mais nous prétendons... que nous Alsaciens-Lorrains, nous sommes mûrs pour l'autonomie administrative et pour une véritable décentralisation... Un Conseil Régional, qui serait à élire à peu près comme les députés au vote par arrondissement, et complété par les délégués des différentes professions économiques, intellectuelles et spirituelles, devra prendre en main la direction des affaires régionales. Il devra avoir le droit de proposer des préfets régionaux ainsi que les fonctionnaires dirigeants, avec un droit de contrôle sur l'administration tout à fait insuffisante du Parlement à Paris. Il devra se prononcer sur tout changement dans la législation régionale... Les chemins de fer devront être débarrassés des chaînes de la convention de 1921... Quant aux fonctionnaires, ce sont les enfants du pays qui ont, les premiers, droit aux postes dans l'administration de leur Heimat. Cela n'exclut pas un échange des capacités administratives»...

Enfin, en conclusion, Georges Wolf signalait que son livre avait été écrit par amour pour l'Alsace et pour la France, afin qu'un jour les enfants ne puissent pas nous demander pourquoi nous étions restés silencieux, alors qu'il était encore possible d'éviter la destruction de notre ethnie. «Le problème alsacien ne peut être résolu par l'esprit qui a présidé au traité de Versailles... Cet esprit ne crée que l'irrédentisme... Qu'on fasse, d'accord avec les fils de l'Alsace, qui ne veulent pas se laisser prendre leur pays, une politique nouvelle qui nous permettra, dans une Alsace Française, d'accomplir avec joie notre mission européenne sur les frontières de l'Est de la France».

3. Le dossier France/Alsace-Lorraine

Au moment même où sortait le «Code des Autonomistes d'Alsace-Lorraine» paraissait un véritable dossier du contentieux entre la France et l'Alsace-Lorraine sous le titre *Elsaessisches Lust- und Leidbuch* que l'on pourrait traduire par Livre des joies et peines de l'Alsace. Son auteur, Edmond Herber, était conseiller général du Bas-Rhin, membre de la Volkspartei (UPRA) et signataire du Heimatbund.

Imprimé à Haguenau, cet ouvrage de souvenirs devint vite célèbre ; il ne comptait pourtant que 109 pages et neuf chapitres, dont quatre s'étendaient sur le départ des Allemands, l'intermède de la République de Strasbourg des Soldatenrate (Soviets de Soldats) et l'entrée des troupes françaises en novembre 1918.

Après avoir déploré que des hommes tels que Rudolf Schwander (1868-1950) et Karl Hauss (1871-1925) n'aient pu conduire le peuple d'Alsace-Lorraine «vers un nouvel avenir plein de lumière», Edmond Herber brossait quelques portraits rapides qui ne manquent pas de saveur : le Dr Eugène Ricklin, l'Alsacien du compromis, des concessions aux circonstances,... le premier Alsacien devenu l'étudiant allemand au fleuret ; une greffe mal réussie, voilà ce qu'indiquaient chez lui les cicatrices

sur sa figure osseuse de Sundgauer ; et malgré le ruban coloré et l'uniforme de médecin-major prussien, le cœur chaud du protestataire qui battait dans sa vaste poitrine ne laissait pas toujours cet Alsacien en paix ; c'est pour cette raison qu'en dépit de ses nombreuses inconséquences, Ricklin portait à l'Alsace une fidélité indiscutable. Suivaient : le Dr Joseph Pflieger, issu d'un milieu foncièrement alsacien ; Georges Wolf, l'arriviste de l'école protestante, sans chaleur ni sentiment, tout en calcul et tendu tout droit au but ; Jacques Peirottes, qui en son for intérieur est resté Alsacien et rien qu'Alsacien ; Karl Hauss, le politicien sympathique, travailleur, dont le cœur ne connaît pas la haine, pour qui tout est moyen d'atteindre son but ; esprit pétillant, orné d'une bonne culture générale, le seul bilingue parfait d'Alsace... Herber décrivait ensuite l'accueil fait aux troupes françaises : «Cet abandon du peuple alsacien au cours des semaines de transition n'était que l'expression de son âme éternellement chancelante et jamais satisfaite». Après les Commissions de Triage et les dénonciations, l'auteur évoquait «la tragédie intime qui se livrait dans l'âme des Alsaciens, anciens soldats allemands revenant du front...»

Le chapitre V était consacré aux fonctionnaires alsaciens, allemands et français : «Ce fut un grand dommage pour l'idée française en Alsace que l'envoi de fonctionnaires français imbus de fausses conceptions sur l'Alsace-Lorraine et mal renseignés». Ces fonctionnaires n'étaient nullement préparés à leur mission, et sans la présence des fonctionnaires alsaciens, la machine administrative se serait tout simplement arrêtée dans les services publics. Il aurait fallu ménager une prudente progression : «Mais cela n'intéressait pas les fonctionnaires de l'Intérieur qui touchaient de fortes indemnités de mission ; ils voulaient montrer à l'administration centrale de Paris qu'ils étaient indispensables... Le premier souci des fonctionnaires supérieurs était de détruire les institutions existantes et les organisations administratives... Et sur leurs ruines, ils établissaient, en dignes partisans de la République des camarades, des postes rémunérateurs pour leurs parents et protégés...»

«Partout la population établissait des comparaisons entre le système administratif allemand et le système français, malheureusement au désavantage du dernier... Du reste, bien des raisons de mécontentement sommeillaient à l'état latent chez les Alsaciens-Lorrains. Nous avons cultivé l'amour de la France au fond de nos cœurs, mais ce n'était plus cette France que nos pères et nos mères nous vantaient et qu'ils avaient aimée... Le plus grand obstacle entre la France d'aujourd'hui et nous, obstacle qui rendra peut-être impossible une assimilation complète telle que la rêvent les partisans de la République Une et Indivisible, c'est notre Particularisme ethnique très prononcé, qui consiste dans l'opposition à tout ce qui n'est pas alsacien...»

Durant l'époque allemande, la presse française avait fortement soutenu ce particularisme qu'elle prétendait oublier depuis l'armistice : «Nous n'avons pas la mémoire aussi courte que les Français. Il ne faut pas qu'ils s'imaginent que notre particularisme soit mort, parce qu'eux-mêmes l'ignorent aujourd'hui ! Il ne fait aucun doute pour moi, que si la France ne veut pas jouer banco, nous la forcerons à reconnaître notre autonomie régionale et notre indépendance, dans le cadre de la souveraineté française, par rapport à l'administration centrale de Paris, et nous exigerons une autonomie administrative absolue. C'est notre droit de disposer de nous-mêmes que nous réclamons pour nous, comme le réclament toutes les Minorités Nationales. «Dieu merci ! nos nerfs sont assez solides et nous sommes assez entêtés pour réussir. Nous voyons trop clair pour nous laisser endormir par les fantasmagories des Tartarins du Midi et nous ne sommes pas assez chauvins pour chercher outre-Rhin le pays des barbares !... La France ne nous obligera pas à abandonner notre particularisme alsacien... Nous voulons être le pont qui reliera les deux grands peuples d'Europe... Nous ruiner ensemble ou travailler ensemble au salut de l'Europe ! Que l'on veuille permettre à l'Alsace de jouer son rôle d'intermédiaire...»

Le chapitre VI abordait la question linguistique, et affirmait que l'allemand était la langue des Alsaciens... Durant la période allemande, leurs cœurs enthousiastes retrouvaient progressivement leur patrie dans les œuvres des poètes et des musiciens allemands ; ils avaient réappris à se réjouir et à pleurer avec Heine, Lenau, Eichendorff, Schubert, tandis que Verlaine et Maeterlinck, tout en parlant à leur esprit, ne pouvaient toucher leur sensibilité profonde. En conséquence, Herber

demandait que l'enseignement du français fût confié à des maîtres bilingues. Pour les tribunaux, «nous voulons que le droit reste le droit et que ce droit soit examiné dans une langue que parle la majorité de notre peuple... Notre Université doit également avoir le caractère régional qui lui permettra de donner un enseignement bilingue». La «culture alsacienne» faisait l'objet du chapitre VII. Herber posait le principe que le peuple est incapable de posséder généralement une double culture ; même la littérature dialectale reste «une spécialité de la littérature allemande». Les costumes alsaciens et les mœurs populaires sont franciques ou alémaniques, et on les retrouve en Bade et dans la Hesse : «Il n'y a donc jamais eu de pure culture alsacienne, et l'Alsace n'a pas de double culture. Si l'on ne peut pas parler d'une culture alsacienne, on ne peut cependant nous nier un particularisme alsacien qui a été assez fort pour empêcher notre assimilation à l'Allemagne nouvelle de Bismarck et qui restera avant tout assez fort pour empêcher également notre assimilation complète aux Français de l'Intérieur... Ce particularisme forcera finalement les plus fanatiques partisans de l'assimilation à se contenter de la souveraineté politique française sur l'Alsace et à nous accorder pour le reste une vie régionale propre en ce qui concerne la vie publique et privée». D'une manière inattendue, le chapitre VIII s'intitulait : «Das alte Lied» («la vieille chanson») : «... Et nous voilà tous aujourd'hui, à l'exception d'une infime minorité, en plein dans la grande, dans la profonde douleur alsacienne ; et effrayés, nous dressons l'oreille pour entendre les sons qui nous parviennent du pays entier, des villes et des villages..- C'est la vieille chanson, l'éternelle chanson de la tragédie alsacienne. Aussi épouvantable, aussi attristant que cela puisse être, surtout pour nous Alsaciens, la vieille chanson retentit de nouveau ; non seulement la question alsacienne-lorraine n'a pas été résolue par la guerre mondiale, mais elle revient sous une forme plus dure que jamais... Si nous sommes forcés aujourd'hui à nous en prendre à la France,... ce n'est pas de notre faute, mais c'est la faute de la politique d'incompréhension et de dédain appliquée par le gouvernement français à toutes nos justes revendications. C'est le fanatisme des jacobins incapables... qui veulent nous imposer la camisole de force de la République Une et Indivisible, qui a compromis la situation de la France en Alsace-Lorraine». Herber critiquait sévèrement la mise sous séquestre des banques allemandes en Alsace, la mise au rancart de fonctionnaires alsaciens, l'internement d'Alsaciens en France durant la guerre de 1914-1918, l'annonce de l'introduction des lois laïques, l'influence néfaste des «Revenants» : «Il faut dire à ceux-là (= Revenants) une fois pour toutes, que ce sont ceux qui sont restés dans le pays qui ont maintenu le particularisme alsacien, qui se sont opposés à la culture allemande par le «culte du passé», qui ont préparé le terrain aux «affaires de Grafenstaden et de Saverne», et que ce sont seulement ceux qui sont restés dans le pays qui ont permis à la France pendant les pourparlers de paix, de parler d'une Alsace française... Aussi avons-nous aujourd'hui le droit et le courage de demander à la France qu'elle reconnaisse nos droits moraux ; et une France équitable et magnanime ne nous le refusera pas». Le neuvième et dernier chapitre, «Ausklang», résumait l'état d'esprit des Alsaciens, ni Allemands ni Français ! «A l'époque de l'armistice, je croyais, et beaucoup le croyaient avec moi, que si nous ne pouvions sentir et penser avec les Allemands, c'était parce que nous étions foncièrement Français. Mais les fêtes finies et les lampions éteints, nous nous sommes rapidement aperçus que dans le fond de notre âme, nous n'étions pas Français, du moins pas des Français actuels. Et pourquoi ? «L'efféminisation de la race française est devenue plus prononcée... L'amour de la parole chez tout Français est l'expression de ce féminisme qui devient souvent un besoin de parler et un manque de fond... Dans le Parlement, dans la vie publique, cette passion du discours empêche tout travail pratique... Un produit de cette efféminisation est également l'orgueil national des Français,... ainsi que la sentimentalité dans toute la politique en générale... Et cette efféminisation française nous est tellement étrangère que nous ne la comprenons même pas... Il est vrai qu'à côté de ces défauts, le peuple français a tellement d'autres qualités splendides que nous n'avons pas et que nous ne pouvons pas avoir... A ce point de vue il faudra des siècles pour nous assimiler complètement !» Une autre grande différence entre les Français et les Alsaciens-Lorrains découlait de leur conception respective de l'Etat. Et Herber posait la question de l'avenir politique de l'Alsace. «Je dirai de suite

et clairement : une Alsace politiquement autonome à tous les points de vue est une chose impossible, puisque la souveraineté économique en est la première condition. Or celle-ci nous forcerait à sortir de la communauté douanière et économique française sans naturellement nous rattacher à l'Allemagne. Cette indépendance nationale et économique deviendrait notre perte, le moment où la France et l'Allemagne nous fermeraient leurs débouchés... Il nous faut donc reconnaître la souveraineté politique de l'un de ces deux pays, et cela doit être la France, sous condition toutefois qu'elle reconnaisse franchement et sans arrière-pensées l'équité des revendications de notre peuple au point de vue culturel et au point de vue administratif. «Pour cela, il nous faut un Parlement indépendant du reste de la France, qui adapte à nos besoins régionaux toute la législation française et qui examine le budget régional comme il le vote. Seule une administration autonome peut s'occuper de notre particularisme ethnique, linguistique et religieux, ainsi que de notre situation économique, et cela dans l'intérêt aussi bien de la France que du peuple alsacien, étant donné que ce dernier, dans ses milieux aussi influents qu'étendus, est décidé à porter plainte devant la Société des Nations pour obtenir la reconnaissance des droits linguistiques et religieux de l'Alsace». Ces idées assurément, ne cadraient pas avec la conception d'une République Une et Indivisible, mais elles correspondaient néanmoins à l'esprit de la Société des Nations et se trouvaient corroborées par l'esprit de Locarno, dont M. Briand était le plus grand protagoniste et qui devait mener, dans une dizaine d'années, à l'Union Européenne. C'est là que se trouvait la mission historique de l'Alsace. Edmond Herber terminait sa brochure en déclarant que c'était à l'Alsace de forger la Paix Eternelle entre deux grandes nations.

4. La question linguistique à l'école

Dans cette analyse rapide des deux ouvrages caractéristiques de l'état d'esprit en Alsace-Lorraine au printemps de 1926, on aura remarqué l'insistance particulière apportée à la revendication culturelle et linguistique. C'est alors que le sénateur Albert Helmer, un ami de Wetterlé et un tenant du camp nationaliste de la Volkspartei (UPRA), adressa le 17 août 1926 un long rapport au Président Raymond Poincaré. Après avoir écarté la question confessionnelle soulevée par la politique antireligieuse de Herriot, Helmer abordait la question linguistique, «le problème le plus grave et en même temps le plus délicat». Il dissipa tout de suite la grave objection très répandue parmi les journalistes et les autorités gouvernementales, que l'enseignement de l'allemand signifierait «la suppression ou du moins la limitation de l'enseignement français. Grave et funeste malentendu ! Personne en Alsace ne pense à supprimer ou à limiter l'enseignement de la langue nationale». Du moment que les deux départements alsaciens étaient bilingues, «on ne saurait y exclure l'enseignement d'une langue pour donner l'exclusivité à celui de l'autre. Durant l'annexion (à l'Allemagne), il y a eu une immigration continue de Suisses et de Luxembourgeois venant grâce à leur connaissance du français et de l'allemand occuper dans le commerce et l'industrie alsacienne des situations pour lesquelles les enfants du pays n'étaient pas préparés au sortir des écoles allemandes. Il ne faudrait pas qu'après le retour de l'Alsace à la France, les Alsaciens aient de nouveau à se plaindre de cette infériorité». Si les méthodes pédagogiques introduites dans les écoles publiques d'Alsace-Lorraine depuis sept années ne semblaient pas avoir tenu compte de cette question économique propre aux pays frontaliers, il fallait constater qu'elles négligeaient aussi gravement l'aspect moral de toute question linguistique, car «négliger l'enseignement de l'allemand dans le programme des écoles primaires, c'est froisser à un point plus délicat encore ce que nous nommons du temps allemand «l'âme alsacienne». Dans les familles qui ont toujours parlé l'alsacien, et dans celles où les parents n'ont pas eu l'occasion d'apprendre le français, l'allemand est la langue écrite. Sa connaissance est donc indispensable sous peine de rendre impossible l'échange de lettres entre les parents et les enfants». S'appuyant sur les statistiques officielles des résultats de l'école primaire de 1829 à 1877 publiés par Jules Ferry en 1880, Helmer faisait remarquer que de 1830 à 1871, les deux départements

alsaciens se plaçaient en tête de tous les départements français, et cela malgré (ou à cause) de l'étude de l'allemand. «Est-il vrai qu'aujourd'hui il y aurait de nouveau des illettrés en Alsace, comme l'affirment fréquemment les journaux du pays sans être démentis ? Combien il serait pénible de constater un pareil recul !
«Assurons aux enfants de l'Alsace redevenue française, continuait le sénateur, un enseignement conforme au caractère bilingue du pays nous seront plus heureux que ne l'ont été leurs parents... Oublierait-on déjà que c'est au sein des populations parlant le dialecte que la résistance à la germanisation s'est manifestée de la façon la plus énergique ?» Et de conclure : «L'Alsacien qui s'est senti Français quand les Allemands étaient dans le pays, ne doit pas, maintenant que la France y est revenue, se trouver comme un étranger, forcé à traiter avec les autorités à l'aide d'interprètes et de traducteurs jurés. Fonctionnaires et magistrats en contact avec le public et les justiciables devraient comprendre la langue usuelle des milieux populaires et savoir en user». Le Président du Conseil, Poincaré, ne répondit pas de suite au sénateur Helmer, parce qu'il voulait profiter de son voyage en Alsace pour se renseigner personnellement sur place. En attendant, au nom de la Fédération agricole d'Alsace et de Lorraine et de l'Office agricole du Bas-Rhin, le comte d'Andlau lui envoya à son tour, le 24 septembre 1926, une lettre concernant l'enseignement de l'allemand à l'école primaire :
«Je prends la liberté de vous informer que cette question fut également l'objet de vifs débats dans la dernière assemblée générale de la Fédération agricole que je préside et dans laquelle se trouvaient réunis les représentants des différentes sections des organisations agricoles groupant environ 150 000 agriculteurs. Une partie restreinte de la population des trois départements recouverts parle le français comme langue maternelle... L'allemand est la langue maternelle du reste des départements, il a donc une très grande prépondérance». Tout en reconnaissant l'importance capitale du français, «l'Assemblée considère que dans notre pays de frontière, la connaissance de la langue allemande est d'une nécessité absolue et elle demande à l'unanimité que dans nos écoles primaires l'enseignement des deux langues soit donné aux enfants au même degré, de manière à ce qu'aucune des deux ne soit négligée. Elle part du point de vue — et l'expérience lui donnera raison — qu'une langue inconnue ne peut être apprise avec toute l'intelligence dont dispose l'enfant que si son enseignement est basé sur la langue maternelle. Il est donc indispensable que les enfants connaissent bien celle-ci et que l'allemand soit enseigné à nos enfants dès leur première année scolaire. L'éducation et la formation intellectuelle de l'enfant du peuple est un des plus grands et des plus difficiles problèmes qui soient à résoudre. Or la solution de ce problème est singulièrement entravée par l'élimination de la langue maternelle dans les premières années scolaires. Nous avons la conviction que sans un enseignement suffisant de la langue maternelle dès le début de l'école, une profonde éducation de l'enfant de la campagne est impossible».

Et le comte d'Andlau expliquait que dans le système scolaire en usage depuis l'armistice, seule une petite élite arrivait à connaître assez convenablement les deux langues alors que la grande masse se trouvait dans une situation lamentable :
«Après la sortie de l'école, l'usage de la langue française diminue forcément, car en famille, les enfants et les adultes continuent à parler le dialecte local. Ils ne sauront le bon allemand que très imparfaitement, ne l'ayant, d'après le système actuel, appris que superficiellement. Ne connaissant ni l'une ni l'autre des deux langues, le niveau intellectuel de la jeunesse tombera à un tel point que celle-ci ne pourra plus développer sa culture scolaire par de bonnes lectures, un des moyens les plus efficaces de développement intellectuel et économique tel qu'on pouvait le constater dans nos campagnes. Les illettrés représenteront un chiffre bien plus élevé que celui que nous avons connu jusqu'ici dans nos statistiques et qui était absolument minime. Et les habitants de nos campagnes verront baisser avec une déception amère le niveau de la culture de leurs enfants au-dessous de celui de leurs parents avec lesquels ils ne pourront même plus correspondre par écrit». Comme solution, le comte d'Andlau proposait que l'on augmente les heures consacrées aux langues en prélevant sur le temps des disciplines de moindre importance, et que l'on organise des cours post-scolaires de perfectionnement. Avant de clore sa lettre, il tenait à réfuter d'avance une

objection que ne manquerait pas de faire le nationaliste Poincaré : «Nous ne craignons pas que la connaissance de la langue allemande, qui facilitera singulièrement celle de la langue française, porte un préjudice au sentiment national. L'histoire du passé, les 50 années de régime allemand pendant lesquelles la population a donné d'innombrables preuves de fidélité et d'attachement à la France suffisent pour nous rassurer». Hélàs ! les appréhensions du sénateur Helmer et du comte d'Andlau n'étaient pas vaines. Le 22 octobre 1926, l'officielle Gazette des Métiers publiait les résultats des examens à la Chambre des Métiers de Strasbourg :

«1 — Le niveau général des connaissances scolaires s'est fortement effondré par rapport à celui d'avant guerre. Plus de 50 % des candidats possèdent des connaissances insuffisantes.
2 — Dans les dernières années, les connaissances en français ont progressé dans les milieux urbains. Chez les apprentis des métiers ruraux, ces connaissances demeurent superficielles et fragiles.
3 — La connaissance de l'allemand indique sur toute la ligne un recul. La majorité des candidats ne sait plus correctement l'allemand et ne sait pas encore suffisamment le français, de sorte qu'elle se trouve dans l'incapacité de s'exprimer, si ce n'est en dialecte.
4 — Les connaissances en calcul, géographie et instruction civique sont en moyenne insuffisantes. Le plus souvent, nous dûmes constater l'absence de toute idée claire dans ces matières.
5 — Le faible niveau intellectuel des candidats au cours des cinq dernières années n'a pas permis à la Commission d'Examen de faire appel au programme des connaissances théoriques qui figurent à l'examen. Bien qu'en général les connaissances pratiques des candidats soient bonnes, il y a toutefois lieu de craindre que sauf exception, ils ne parviendront jamais à la «Maîtrise» (Meisterschaft) de leur métier, précisément du fait des lacunes en connaissances théoriques». Ainsi, l'impérialisme linguistique français sacrifiait à l'orgueil national le développement intellectuel de centaines de milliers d'Alsaciens-Lorrains. Cela, le président Poincaré ne l'avait pas vu durant son voyage dans les trois départements. Le 14 octobre 1926, il félicitait même le recteur Charléty des bons résultats obtenus, et les Sœurs de Ribeauvillé de leur dévouement pour la langue de l'Etat. «Les progrès réalisés dans l'enseignement du français dépassent incontestablement toutes les espérances. J'ai entendu dans les écoles maternelles de petits enfants épeler joyeusement des mots français, dans les écoles élémentaires de jeunes élèves commenter avec une verve ingénieuse des dictées françaises, dans des Ecoles Normales des jeunes gens dissenter avec une étonnante pénétration sur les œuvres des grands écrivains français...» Poincaré tenait assurément à ce que, conformément aux circulaires Charléty du 15 janvier 1920 et du 10 février 1926, l'enseignement dans les communes germanophones fût bilingue ; mais le bilinguisme «à la Poincaré» était la langue française et le dialecte alsacien ou lorrain, le dialecte n'étant qu'une béquille provisoire pour accéder au français. Bref, il s'agissait d'un bilinguisme décadent qui à brève échéance devait se ramener au monolinguisme de la langue de l'Etat, le français. Il fallait appliquer en Alsace-Lorraine le procédé qui avait permis dans le reste de la France de détruire les langues et les dialectes minoritaires. «En matière d'enseignement et en ce qui concerne plus particulièrement la langue, il va sans dire qu'elle (= la France) n'a jamais songé et ne songera jamais à restreindre ou à gêner l'emploi du dialecte. Que le flamand se parle dans le Nord, le breton en Bretagne, le basque au pied des Pyrénées, le provençal au pied des Alpes, ce sont là des diversités qui ne menacent en rien l'unité nationale. L'essentiel est que le français se parle et se comprenne partout, mais comme le dialecte n'est pas une langue écrite et grammaticale et, comme du reste pendant cinquante années les Allemands y ont superposé le haut allemand, la France a voulu dans l'intérêt des familles, que l'école française enseignât aussi le haut-allemand dans toutes les communes où se parle le dialecte» 1.

En réalité, cet appendice de hochdeutsch concédé par la France se ramenait à trois heures hebdomadaires uniquement à partir de la troisième année de scolarité ; auparavant, le français, langue étrangère, régnait en maître exclusif et absolu ! En plus, l'allemand ne figurait point comme matière d'examen au Certificat d'Etudes Élémentaires, même si le catéchisme devait se donner en allemand dans les communes germanophones. Le haut-allemand ou allemand littéraire n'était que

provisoirement toléré, faute de pouvoir l'éliminer immédiatement ; il devait donner le change et faire croire à la tolérance linguistique de l'école française. Mais quiconque connaît les lois qui régissent les différents bilinguismes ne pouvait que constater le cynisme, l'hypocrisie et l'impérialisme du Président du Conseil français et des autorités scolaires. Comme dans les colonies françaises, chez les minorités ethniques de la métropole, l'école était d'abord, non point un instrument de culture, mais l'arme privilégiée pour arracher aux populations indigènes leur langue héréditaire et lui substituer celle de l'Etat vainqueur. Or en Alsace, l'allemand était la langue naturelle et héréditaire depuis les années 72 (pour la Basse-Alsace) et 63 (pour la Haute-Alsace) avant notre ère, donc avant l'invasion des Romains ! Conscients du crime linguistique et culturel perpétré en Alsace-Lorraine par le gouvernement français, les députés de la Volkspartei (UPRA) Seltz, Walter, Brom, Bilger, Burger, Louis Meyer, Oberkirch, Pflieger et Silbermann rédigèrent une résolution «invitant le gouvernement à constituer à Strasbourg une Commission Scolaire, chargée d'amener une prompte solution au problème des langues dans l'enseignement Primaire des trois départements d'Alsace et de Lorraine». Dans cette résolution de novembre 1926, les députés commençaient par rappeler les paroles prononcées par le comte de Leusse durant la campagne électorale : «Il est manifeste qu'en matière scolaire, nous avons fait fausse route dans nos régions de langue allemande. A l'école, les enfants apprennent passablement, même très bien parfois, une langue qu'ils comprennent à peine ; chez eux, ils continuent à parler une langue qu'ils savent à peine lire et écrire... Au lendemain de la guerre, nos enfants, qui auparavant avaient appris l'allemand, ont pu faire dans la langue française qui leur était complètement étrangère, des progrès tout à fait surprenants ; depuis, la situation s'est sensiblement modifiée...»

1 A la base du système scolaire français il y a d'abord la destruction de la culture qui existe déjà chez l'enfant. L'école française fait le vide pour implanter ensuite du préfabriqué, cf. M. Arrouays et D. Moerdijk : «Notre éducation est une colonisation» (Le Monde, 12, X, 1978). Poincaré ignore, ou feint d'ignorer, que le haut-allemand (Hochdeutsch), langue littéraire, c'est la langue scolaire de base en Alsace jusqu'en 1852 ; l'allemand littéraire avait toujours figuré au programme des écoles primaires d'Alsace jusqu'en 1870, et naturellement après !

Les députés rappelaient tous les vains efforts faits depuis 1920, tant à la Chambre que dans les conseils généraux, pour donner à l'allemand la place naturelle qui lui était due, et à propos du voyage de Raymond Poincaré le 12 octobre 1926, ils citaient le commentaire de Joseph Rossé dans la Revue Scolaire d'Alsace et de Lorraine du 25 octobre 1926 : «Les résultats médiocres en allemand ont fortement inquiété la population des trois départements. C'est une partie de ce qu'on appelle le malaise alsacien. Nous pensons qu'on pourrait y remédier en commençant dans nos écoles bilingues, dès la première année scolaire, avec l'enseignement de l'allemand. Nous voudrions baser notre premier enseignement sur la langue maternelle de l'enfant. Nos élèves apprendraient d'abord à lire et à écrire en allemand». Les députés proposaient ensuite un plan linguistique pour l'école primaire. Pour la «première année», donc le cours préparatoire, ils demandaient : «Langue allemande dès la première heure. Exercices de langage, leçons de choses en allemand, lecture allemande, écriture allemande, religion en allemand, calcul, chant en allemand. Mais tous les jours, une heure réservée à des leçons de choses et de conversation en français. Par là, les élèves acquerront un vocabulaire oral très appréciable, des tournures usuelles, les termes pour les divers mouvements en classe, les termes pour divers jeux, les nombres et autres termes de calcul. Cette branche pourra éventuellement bientôt être donnée en français». Le français ne devenait la langue scolaire dominante qu'à partir de la septième ou huitième année de scolarité obligatoire, mais l'allemand y restait toujours une matière enseignée. Grâce à cette réforme, les députés espéraient que la presque totalité des élèves auraient réellement acquis les deux langues, «tandis qu'avec le système actuel une élite intellectuelle seulement échappe au semi-analphabétisme». Ils demandaient en outre que la religion et la langue allemande devinssent matière d'examen au Certificat d'Etudes, que l'on fasse des livres scolaires spéciaux à l'Alsace-Lorraine,

que l'école maternelle redevienne «ce qu'a été autrefois la Salle d'Asile». Du reste, l'évêque de Strasbourg, Mgr Ruch, le 8 janvier 1926, l'évêque de Metz, Mgr Pelt, le 23 janvier 1926, les autorités protestantes en automne 1926 et au printemps de 1927, réclamaient tous un enseignement allemand suffisant pour assurer la compréhension du catéchisme. Le 24 mai 1927, Poincaré répondit au député Seltz qu'il était persuadé de la nécessité d'une réforme scolaire en Alsace-Lorraine, mais qu'il abandonnait cette affaire aux spécialistes, lesquels se complaisaient dans un silence éloquent ! Finalement, le nouveau recteur de l'académie de Strasbourg, Christian Pfister, ancien professeur à la Sorbonne, envoyait une circulaire le 30 août 1927 qui devait régir l'école dans son académie jusqu'en 1940. Il insistait pour que l'enseignement fût toujours donné «entièrement en français» et par la «méthode directe» dès le début de la scolarité, rejetant ainsi les propositions des députés alsaciens ; il concéda néanmoins que l'allemand fût introduit six mois plus tôt, c'est-à-dire à partir du second semestre de la deuxième année, à raison de deux heures hebdomadaires, et que l'allemand figurât aussi bien au Certificat d'Etudes qu'à l'examen passé devant la Commission scolaire municipale en fin de scolarité. Toutes ces petites concessions étaient ridiculement insuffisantes et la protestation autonomiste continua de s'amplifier.

5. Lutte des Communistes contre les sanctions

Dans l'automne de 1926, l'attention des communistes alsaciens-lorrains était surtout rivée sur deux objectifs : la réalisation du Front Unique amorcé en février 1926, et le retrait des sanctions infligées en juin 1926 par Pierre Laval. Le 14 septembre 1926, le Parti communiste réunissait son comité régional pour confirmer les propositions adoptées par le Congrès régional de Strasbourg les 12 et 15 juin. Il constatait d'abord que le Front Unique n'existait pas en réalité, puisque son appel n'avait provoqué aucun pourparler avec les autres partis politiques qui demeuraient réticents parce que le Comité régional du Parti communiste devait se soumettre aux décisions des Congrès internationaux et nationaux. Ces décisions pouvaient se ramener à deux :

«1 — Le Parti Communiste ne peut participer à un Front Unique permanent qu'avec des organisations qui se placent sur le terrain de la lutte des classes.

«2 — Lorsque les revendications des ouvriers et des paysans sont identiques à celles d'autres groupes et des classes moyennes, des accords temporaires pourront être conclus jusqu'à ce que satisfaction ait été obtenue.

«Le Front Unique permanent aurait pu être réalisé avec la CGT et les socialistes sur la base des revendications suivantes :

1 — Etude et usage de la langue allemande au même titre que la langue française à l'école et dans l'administration.

2 — Suppression du Concordat et introduction des lois laïques.

3 — Abolition de tous les impôts spéciaux en Alsace-Lorraine .

4 — Etatisation des industries qui ont été mises sous séquestre. Suppression de la convention de 1921 relative aux Chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

5 — Augmentation des salaires, des traitements, des retraites ; échelle mobile des salaires.

6 — Prise en considération des revendications des petits paysans au sujet des crédits, de l'électrification, des engrais et des lois sur la chasse et les bouilleurs de cru. «Au lieu de répondre à l'offre qui leur a été faite le 4 juillet 1926 par le Parti communiste, les chefs socialistes ont préféré réaliser le Front Unique avec la réaction et les fascistes. Le maire socialiste de Strasbourg, M. Peirottes, a déclaré à la feuille gouvernementale Le Journal de l'Est qu'il ne pouvait combattre les sanctions pour ne pas mettre obstacle à l'autorité du gouvernement».

En ce qui concernait le Front Unique temporaire, le Comité régional du Parti communiste déclarait : «Nous sommes prêts à former un Front anti-impérialiste et à faire un bout de chemin avec tous ceux qui ont d'autres conceptions que les nôtres, à condition toutefois qu'ils veuillent défendre avec nous les droits du peuple ouvrier alsacien-lorrain et qu'ils soient prêts par exemple à combattre avec nous

contre l'oppression sans pareille et l'exploitation de notre peuple par l'impérialisme français. Les intérêts confessionnels devront être mis à l'arrière-plan ; on ne devra s'occuper que des intérêts vitaux de la grande majorité du peuple, des ouvriers, des paysans et de la classe moyenne. A l'heure de la grande misère, il faudra laisser de côté les manœuvres de diversion ou la propagande contre-révolutionnaire déguisée. Cette ligne de conduite du Parti communiste a dicté les questions de conscience que le Comité d'action du Congrès des ouvriers et paysans de Strasbourg (20 septembre 1925) a posées au Heimatbund. Le Comité régional du P.C. ignore l'attitude officielle du Heimatbund au sujet de ces questions. Pour ces raisons, il n'a pas engagé de pourparlers en vue d'accords temporaires qui auraient permis de faire ensemble un bout de chemin dans la lutte pour les revendications économiques et linguistiques, consignées dans le Manifeste du Congrès des Ouvriers et Paysans de Strasbourg». Le Comité régional reconnaissait d'autre part que la publication du Manifeste du Heimatbund le 7 juin 1926 et celle des Questions de Conscience posées le 8 juin par le Comité d'action du Congrès de Strasbourg au Heimatbund, avaient eu un grand retentissement dans les masses ouvrières. «Le gouvernement de Paris, pris de panique, a prononcé des sanctions et a supprimé les moyens d'existence à des ouvriers et à des fonctionnaires éprouvés d'Alsace-Lorraine. Il a montré une fois de plus son incapacité à résoudre le problème alsacien-lorrain et a créé par ces mesures brutales et insensées cet esprit de résistance inébranlable qui a fait front pendant 48 années au régime bismarckien et à l'impérialisme allemand. Le 19 juin 1926, le P.C. a adressé un appel à tous les partis et à toutes les organisations, qui feignaient de réprouver les sanctions, pour les inviter à passer des déclarations platoniques à la lutte pratique contre les mesures infâmes du gouvernement. Le Comité régional tient à souligner que seul le Heimatbund et les sections de la Volkspartei (UPRA) de Colmar et de Haguenau ont déclaré qu'ils étaient prêts à participer à une large lutte qui aurait pour unique but le retrait des sanctions. Aucune organisation n'a participé cependant à la campagne menée par le P.C. jusqu'au 22 août 1926, date de la manifestation de Colmar». Mais le Parti communiste ignorait si le Heimatbund voulait toujours maintenir ou non, dans son programme, la défense du Concordat et de l'école confessionnelle. Est-il prêt à mettre ces deux questions de côté pour défendre les intérêts de la grande majorité du peuple ouvrier d'Alsace-Lorraine ? Et le Comité régional de préciser : «Il est nécessaire, plus que jamais, de répondre à cette question qui n'est d'ailleurs pas une condition pour continuer la lutte contre les sanctions, 1°) parce que les masses ouvrières et paysannes ont trop souvent reçu des coups de la réaction, des banques et de l'industrie, dont les fidèles soutiens sont les autorités religieuses ; 2°) parce que le gouvernement corrobore cette opinion, puisqu'il n'a pas révoqué, et qu'il continue à payer les ministres du Culte qui auraient dû être l'objet eux aussi de sanctions. Il pardonne ainsi la petite révolte du bas-clergé aux autorités ecclésiastiques en raison des bons services qu'elles rendent. Nous constatons simplement un fait, sans parler de l'Elsaesser qui a réclamé indirectement des sanctions contre les communistes qui n'étaient pas encore frappés ; 3°) parce que les chefs les plus en vue du Heimatbund sont membres de la Volkspartei (UPRA), dont l'aile droite cléricale, royaliste et réactionnaire a organisé les bandes fascistes qui ont précisément maltraité ces chefs à Colmar. «Le Parti communiste ne fait pas de distinction, lorsqu'il s'agit de combats de rue contre le fascisme ; mais dans la lutte contre les sanctions qui est indirectement une lutte pour les droits ethniques (Heimatrechte), la classe ouvrière voudrait avoir la conviction que sa participation ne constituera pas un appui pour les revendications cléricales dont on a pu constater les excès à Colmar».

Le Comité régional du P.C. se félicitait aussi de ce que les maires et adjoints communistes d'Amnéville et de Basse-Yutz, révoqués par le gouvernement, aient été réélus avec une majorité jamais encore atteinte auparavant, avec le slogan : «Lutte contre les sanctions, lutte contre l'impérialisme français !» En conclusion, il invitait les ouvriers socialistes à réaliser le Front Unique par-dessus leurs chefs qui étaient passés à la bourgeoisie. «Le parti communiste continuera momentanément une politique d'alliance avec les classes moyennes, dont les revendications sont identiques à celles de la classe ouvrière, et chaque fois que ces revendications nécessiteront un

combat contre l'adversaire commun : le capitalisme, l'impérialisme et le fascisme». Effectivement, le 16 octobre 1926, lors d'une réunion à Strasbourg du Comité d'action des cheminots et fonctionnaires, si les députés de la Volkspartei de l'aile nationaliste, Pflieger et le général Bourgeois, avaient retourné leur invitation, ceux de l'aile autonomiste, tels que Bilger, y répondirent positivement ; et, surprise, également le député Michel Walter, qui autonomiste en 1925 avec la Zukunft, avait passé à l'anti-autonomisme contre le Heimatbund en juin 1926 pour revenir à l'autonomisme, sans que les raisons de ces volte-face soient connues. Les personnes présentes réalisèrent enfin le Front Unique temporaire, que depuis quinze mois la Zukunft avait en vain essayé de constituer — et les communistes depuis plus de huit mois. Charles Hueber pouvait s'estimer satisfait, bien que la plate-forme commune fût étroite. Il fut décidé que les parlementaires insisteraient pour que Poincaré lève les sanctions avant le 24 novembre 1926 : «Si Poincaré faisait dépendre la levée des sanctions de conditions inacceptables, comme par exemple le retrait des signatures du Manifeste du Heimatbund, le député Michel Walter l'interpellerait à la Chambre au nom de tous les parlementaires présents à la réunion du 16 octobre». Joseph Rossé était du reste déjà en train de rédiger l'interpellation. Une semaine plus tard, le dimanche 25 octobre 1926, les communistes s'étaient rassemblés à Strasbourg au nombre d'une trentaine pour écouter le rapport d'Emile Béron. On apprit ainsi que les mesures autonomistes prises par les communistes alsaciens-lorrains avaient été approuvées au Congrès de Moscou qui avait blâmé le Comité Central de Paris en raison de son inertie : «Le Congrès de Moscou, déclarait Béron, a notamment reproché au Comité Central de n'avoir pas publié sous forme de brochure, ainsi qu'il avait été décidé, le compte rendu des débats du Congrès de Lille (juin 1926) relatifs à la question de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. Les décisions adoptées à ce moment ayant été, comme celles prises par les dirigeants alsaciens-lorrains, approuvées par le Comité exécutif de Moscou, il y a lieu d'intensifier la propagande autonomiste dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle. A la reprise des travaux parlementaires, les députés communistes protesteront contre le projet de la loi d'exception qui ne vise que les menées autonomistes en Alsace-Lorraine». La parole passait ensuite au député Charles Hueber : «Je ne puis cacher ma satisfaction. Après quatre années de lutte en faveur de l'autonomie, le Comité exécutif et le Congrès de Moscou se sont enfin occupés de cette question. Je regrette cependant qu'aucun délégué de notre région n'ait assisté au Congrès. Puisque notre tactique est approuvée, la propagande va entrer dans une nouvelle phase. Je puis maintenant agir sans autorisation du Comité Central de Paris. Je soulèverai la question à la Chambre, en dialecte alsacien». Le germe du futur éclatement du parti communiste en Alsace-Lorraine se trouvait précisément dans cette autorisation de Moscou 1. Charles Hueber annonçait également que le Heimatbund comptait maintenant près de 25 000 adhérents ; les propagandistes du Heimatbund avaient réussi à recruter jusqu'à 80 membres dans certaines localités, ce qui indiquait sa grande popularité. Comme prévu, le 24 novembre 1926, la Chambre des députés s'occupait de l'Alsace-Lorraine à propos de la discussion du budget. C'est pourquoi, la majorité de la Chambre avait décidé d'aller vite, et le gouvernement la pressait d'aller plus vite encore. Charles Hueber était inscrit pour monter à la tribune, mais, comme il tenait absolument à s'exprimer en dialecte alsacien, le bureau de la Chambre, puis la Chambre elle-même, lui refusèrent ce droit. Le lendemain 25 novembre 1926 L'Humanité de Paris publiait un article de Marcel Cachin (1869-1958) : «Comme l'immense majorité des prolétaires des trois départements, Hueber ne parle pas français. Imposer aux ouvriers alsaciens ou lorrains délégués à la Chambre par leurs camarades une langue qu'ils ne connaissent pas ou qu'ils connaissent mal, c'est leur faire violence, c'est les bâillonner, et nous devons élever la protestation du Parti contre cette absurde et odieuse mesure. Nous n'y avons pas manqué. L'interdiction

1- Les communistes alsaciens-lorrains avaient été directement rattachés à la IIIème Internationale et ils étaient donc autonomes par rapport au Parti communiste français. n'atteint pas seulement Hueber ; elle frappe tous les travailleurs d'Alsace et de Lorraine qui la ressentiront vivement. Notre protestation a d'ailleurs porté : un grand nombre de députés de tous partis se sont déclarés prêts à ne

plus contester à Hueber son droit à représenter effectivement le prolétariat du Bas-Rhin et à lui permettre de remplir normalement son mandat. «Les socialistes eux-mêmes, continuait Cachin, talonnés par l'opinion ouvrière, ont été contraints de nous donner raison. Mais nous n'oublions pas que quatre d'entre eux siègent au bureau de la Chambre qui a pris la décision contre laquelle nous nous élevons. Hueber a préparé une motion qui réclame le retrait immédiat des sanctions prises depuis six mois contre les Alsaciens et les Lorrains coupables de réclamer leur liberté de critique et d'opinion. On a révoqué des cheminots, des maires, des adjoints, déplacé des instituteurs et des fonctionnaires qui avaient commis le crime de s'élever contre les brutalités de l'administration française. Poincaré refuse de les réintégrer. Hueber proposait à ses collègues des trois départements d'en appeler à la population elle-même ; il leur proposait de donner leur démission pour soumettre la question à une sorte de plébiscite. Naturellement, on ne l'a pas suivi : mais les prolétaires alsaciens et lorrains sauront juger. «En une intervention énergique, Jacques Duclos a rappelé les innombrables abus, les criantes injustices, les violences absurdes, les vexations, que fait subir aux travailleurs des trois départements le capitalisme français, qui a remplacé le capitalisme allemand dans la région. Il a demandé qu'on procède là-bas à une consultation des populations elles-mêmes qui seraient appelées à fixer leur propre statut d'avenir. «Enfin, notre fraction a proposé que les 20 millions consacrés aujourd'hui aux différentes manifestations du Culte en Alsace et en Lorraine soient affectés aux œuvres sociales et d'assistance, aujourd'hui si misérablement dotées. Nous nous sommes trouvés 31 au moment du vote. Ainsi, au cours de la discussion de ce budget, bâclée comme toutes les autres sous la pression de Poincaré, le Parti communiste a pris seul la défense des revendications totales des ouvriers et des paysans d'Alsace et de Lorraine. Il s'est placé, comme toujours, à leurs côtés, selon son devoir. Le problème reviendra en forme ; il le faut. Il importe que la date de ce débat ne soit pas remise, comme il arrive trop souvent, aux calendes. Notre parti a tout à gagner à ce qu'on lui accorde toute l'ampleur et l'importance qu'il mérite».

Dans le compte rendu de la séance du 24 novembre, une coquille faisait dire à Duclos : «Nous combattons le Heimatbund». Le 27 novembre, Charles Hueber apportait un rectificatif dans l'Humanité d'Alsace-Lorraine : «... Nous ne savons pas encore si cette erreur est imputable à l'orateur ou au reporter de l'Humanité. Nous tenons à déclarer que d'accord avec la Centrale, nous continuerons notre politique claire et ouverte d'alliance avec le Heimatbund, tout en combattant l'aile cléricale qui apparaît malheureusement trop souvent dans ce mouvement». Le 8 décembre 1926, un article de Florent Stengler fut publié par l'Humanité d'Alsace-Lorraine sous le titre «La question d'Alsace et de Lorraine», qui soulignait la lutte des communistes contre l'aile cléricale du mouvement autonomiste : «... Nous combattons l'aile cléricale du Heimatbund qui a encore entre les mains la direction de cette organisation, ce qui ne veut pas dire que nous soyons des adversaires des catholiques membres du Heimatbund. Nous voulons désigner simplement ceux qui font passer les intérêts de la Volkspartei (UPRA) avant les principes qui se manifestent dans le mouvement du Heimatbund. Nous déclarons aujourd'hui encore que la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'introduction des lois laïques, sont et demeurent des revendications communistes. Nous les reléguons cependant au second plan, car dans la lutte actuelle, elles ne nous intéressent pas en premier lieu. Nous combattons avant tout pour l'usage de la langue allemande à l'école, au Palais de Justice et dans l'administration, pour la diminution des impôts, pour les droits des ouvriers et des fonctionnaires indigènes, pour l'augmentation des salaires, pour la nationalisation de la propriété du peuple qui a été vendue à des capitalistes de l'Intérieur, pour le retrait des sanctions, pour l'autonomie politique. Le programme du Heimatbund contient à peu près les mêmes revendications. Cette organisation, peut-elle et veut-elle combattre avec nous ? Veut-elle justifier sa réserve en agitant l'épouvantail des cléricaux ? Nous attendons une réponse précise».

Nul organe n'avait engagé la lutte en faveur de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine avec autant d'acharnement que l'Humanité d'Alsace-Lorraine. La campagne, commencée le 20 septembre 1925 dans le sillage de la Zukunft à l'occasion du Congrès des ouvriers et paysans à Strasbourg, fut

menée dans la suite par le Comité d'action de ce Congrès et par le Comité régional du Parti communiste ; or, à la tête des deux Comités se trouvait Charles Hueber.

6. Les évêques contre les autonomistes qui en appellent au pape

La lutte des autonomistes communistes contre les autonomistes cléricaux devait nécessairement entraîner des complications pour ces derniers et expliquait les réticences du Heimatbund à répondre aux avances des communistes en vue d'un Front Unique large et durable.

Le 6 août 1926, la Zukunft avait donné cette ligne de conduite politique en conformité avec l'esprit du Front Unique : «Quand un candidat honnête et loyal défend les droits de l'Alsace, qu'il soit communiste, catholique de la Volkspartei (UPRA), libéral, ou qu'il n'appartienne à aucun parti, tous les vrais Alsaciens doivent se grouper derrière lui... tous les partis doivent se soumettre à cette direction».

De cette collaboration, Mgr Ruch prit fait et cause pour condamner la Zukunft, officieusement d'abord, au cours d'un Congrès des délégués cantonaux de la Ligue des catholiques d'Alsace, à Colmar, le 16 septembre 1926. Le Comité du Heimatbund se réunit alors le 14 octobre 1926 et publia une déclaration, dont voici les principaux passages : «Le Comité du Heimatbund alsacien-lorrain constate avec regret que jeudi 16 septembre, l'évêque de Strasbourg a, au cours d'une réunion catholique, cru devoir attaquer le mouvement autonomiste en général et le Heimatbund en particulier. Il l'a fait d'une manière qui ne permet pas que le Heimatbund se taise. L'évêque de Strasbourg a donné à quelques principes du Heimatbund une signification qui ne correspond ni à l'esprit ni au caractère dont le Heimatbund est animé... Le Heimatbund veut former le Front Unique de tous les Alsaciens-Lorrains fidèles à leur Heimat (Heimattreue)... Le Heimatbund a d'autre part demandé le respect des croyances chrétiennes et cela dans l'esprit de tolérance qui conduit au respect de n'importe quelle opinion, même si elle n'est représentée que par une infime minorité. En cela, il est de bonne foi et ne blesse en rien les droits et la conviction de ses membres catholiques. En effet, la tolérance et le respect des droits des minorités sont les principes dominants du Heimatbund, au nom desquels il tire ce principe général, à savoir que l'Alsace-Lorraine constitue une Minorité Nationale en France. Il est évident que le Heimatbund serait infidèle à son programme, le jour où il admettrait qu'une minorité fût privée de ses droits religieux, sociaux ou économiques... Le Heimatbund s'oppose à tout chauvinisme ; il promeut en Alsace-Lorraine cette conscience de soi-même (das Selbstbewusstsein) sans laquelle aucun peuple ne saurait exister d'une façon durable».

Le lendemain de cette réunion du Heimatbund, le Bulletin ecclésiastique du Diocèse de Strasbourg rapportait les manifestations du Congrès de la Ligue des catholiques avec le discours de l'évêque. Mgr Ruch alla encore plus loin, et le 1er décembre 1926, il condamnait officiellement, sinon le Heimatbund, du moins la Zukunft : «L'évêque de Strasbourg se voit gravement obligé par sa conscience de signaler aux prêtres et aux fidèles l'opposition qui existe entre la doctrine de l'Eglise et certaines affirmations de la Zukunft. 1 — La Zukunft demande de mettre au premier rang le souci d'intérêts purement humains. 2 — La Zukunft encourage la division entre catholiques et les invite à se combattre les uns les autres.

3 — La Zukunft propose aux catholiques de s'allier aux communistes qui, en septembre dernier et hier encore à la Chambre, déclaraient une fois de plus exiger la suppression du Concordat et l'introduction des lois laïques en Alsace.

4 — La Zukunft demande aux catholiques de former un Front Unique avec la Fortschrittspartei, alors que dans un Manifeste récent, ce groupe réclame pour l'Etat seul la direction de l'école et lui réserve le monopole absolu de l'enseignement, menaçant ainsi les droits de la famille, de l'Eglise et des congrégations religieuses.

«L'Eglise l'affirme,... pour les croyants la politique n'est pas indépendante du dogme et de la morale religieuse, elle doit les respecter et même s'en inspirer. La Zukunft étudie les problèmes les plus divers, sans s'occuper de ce qu'enseigne sur certains d'entre eux la doctrine catholique... La

Zukunft affirme que là où commence le domaine de la politique cesse celui de l'autorité spirituelle. «La Zukunft menace l'unité des groupements catholiques, d'autant plus qu'à plusieurs reprises, elle a invité les fidèles en termes formels à refuser obéissance à l'évêque. Entre le catholicisme et la Zukunft, il n'y a qu'une opposition, mais elle est irréductible. D'après la Zukunft, les droits politiques de l'Alsace priment le reste, du moins pour un temps. Aux yeux du chrétien, les droits de Dieu passent toujours avant les autres. Entre ces deux thèses, il faut choisir. On est disciple de la Zukunft ou de l'Eglise.

«La Zukunft n'est, ni par son but, ni par son programme, ni par la personne de la grande majorité de ses rédacteurs, un journal catholique. La Zukunft, par ses nombreuses attaques contre l'autorité épiscopale, expose les fidèles qui la lisent régulièrement, à se faire un état d'âme non catholique... La Zukunft met en péril l'union catholique, la discipline, la cause catholique». Il est vraiment dommage que Mgr Ruch, un prélat nationaliste de tendance royaliste, n'ait point songé à se demander s'il ne confondait point ses propres conceptions politico-religieuses avec l'Eglise, et si ce n'était pas, par hasard, le jacobinisme anti-chrétien et païen des adversaires de la Zukunft qui divisait les catholiques et qui véhiculait un «état d'âme non catholique». En fait, l'on devait assister à la condamnation de nombreux mouvements autonomistes par les évêques. Le 25 février 1927, La Croix rapportait la condamnation portée contre le Heimatbund par l'évêque de Metz, Mgr Pelt, au cours d'une réunion de l'Action Catholique de la Jeunesse Française ; à cette occasion il rappelait l'article 2 de ses statuts : «Cette association a été créée également dans le but de maintenir les principes du patriotisme français. Ce n'est pas là du chauvinisme, ce n'est que l'application du IVème précepte du Décalogue, que la patrie, c'est notre famille». L'on voit dans quels travers politico-religieux s'étaient embourbés beaucoup de responsables catholiques et combien le «Catéchisme Impérial» de Napoléon était encore proche. A la même époque, Mgr Duparc, évêque de Quimper et «second préfet jacobin du Finistère», condamnait aussi les autonomistes bretons. Le prêtre Yann-Vari Perrot (1877-1943), fondateur du Bleun-Brug dès 1905 et directeur de la revue Feiz ha Breiz depuis 1911, eut un douloureux combat à livrer avec ses supérieurs. Le 16 janvier, Mgr Duparc le mettait en garde contre le séparatisme breton ; le 10 avril 1926, il l'obligeait à faire censurer tous les articles de sa revue par un chanoine : «En donnant libre cours à vos tendances séparatistes, vous avez nui à la cause bretonne...». L'abbé Yann-Vari Perrot avait beau se défendre qu'il n'était point «séparatiste» mais «autonomiste» ; c'était tout un pour l'évêque de Quimper. Une autre fois, Mgr Duparc lui écrivit : «... Aucun ne pousse le rêve aussi loin que vous, excepté un groupe d'Alsaciens, dont l'initiative s'explique, mais dont l'exemple n'est pas à suivre !» Finalement, le 16 octobre 1927, l'évêque interdit à ses prêtres toute participation au Bleun-Brug qui devait soumettre ses manifestations à l'évêché ! En 1930, l'abbé Perrot fut muté à Scrignac, une paroisse «impossible», où il sera assassiné par Jean Thépaut le 12 décembre 1943. Dans son testament, il s'adressait aux Bretons : «... Ah, chers compatriotes, croyez-moi, vous ne vous protégerez jamais assez de la méchanceté de nos voisins les plus proches et, au nom de Dieu, ne cessez de lutter tant que vous n'aurez pas reconquis l'un après l'autre, les droits que nous avons perdus. Les droits de la Bretagne, comme les droits de chaque peuple, sont sacrés et ils ne peuvent être supprimés à moins de réduire d'abord tous les Bretons au silence». Ce fut encore à la même époque que l'évêque de Bruges condamnait les autonomistes flamands ; mais l'étude d'ensemble de l'attitude nationaliste des évêques face aux revendications ethniques, tant dans les colonies que dans les Etats européens, reste à faire. Quoi qu'il en soit, ces condamnations épiscopales gênaient réellement les mouvements autonomistes et leur nuisaient, surtout en Alsace-Lorraine, où avant 1918, un évêque allemand, Mgr Fritzen, n'avait pourtant jamais inquiété les autonomistes, pas même les extrémistes comme l'abbé Wetterlé ; pourquoi donc, depuis l'armistice et l'occupation du siège épiscopal de Strasbourg par un évêque français, l'autonomisme devenait-il maintenant condamnable ? N'y avait-il pas ici un cas intolérable d'abus clérical ?

Les paroles proclamées un certain 14 juillet 1974 à la cathédrale de Strasbourg par Mgr Elchinger étaient sûrement déjà valables un demi-siècle plus tôt : «Il est difficile d'aider les hommes à respirer spirituellement, si les témoins de l'Evangile ne prennent pas à cœur de changer certaines structures

de la société. S'ils participent eux-mêmes à diverses formes d'oppression et d'esclavage, comment dans ce cas pourraient-ils se faire comprendre, et comment seraient-ils crédibles, en disant aux opprimés qu'ils sont leurs frères et que Dieu les aime tous d'un égal amour ?» Il restait pourtant un recours que Mgr Ruch eut l'honnête de signaler lui-même à ses adversaires et victimes : «Votre évêque vous a donné, en qualité de premier pasteur du diocèse, des directives officielles. Libre à tout fidèle du diocèse de solliciter sur ces questions l'avis d'une autorité plus haute encore. Si le Souverain Pontife réforme nos instructions, personne ne sera plus docile à son auguste voix que l'évêque de Strasbourg». Se fondant sur cette autorisation, les membres catholiques influents du Heimatbund rédigèrent une longue lettre adressée au Pape Pie XI, datée du 24 janvier 1927, qui fut portée à Rome par l'abbé Schies, directeur de l'Elsaesser ; une copie fut aussi remise aux évêchés de Strasbourg et de Metz. La lettre était signée par Joseph Rossé, Marcel Stürmel, Eugène Ricklin, Jean Keppi, René Hauss et les deux Lorrains Victor Antoni et Schaaf, tous membres du comité central du Heimatbund.

Très habilement, ils évitaient de mettre Mgr Ruch en cause et partaient des articles malveillants de Pierre Fervacque (Georges Roux de son vrai nom) qui, dans la presse parisienne accusait le Vatican de fomenter et d'encourager l'autonomisme en Alsace-Lorraine. C'est pourquoi, les auteurs de la lettre avaient pris l'initiative de présenter au pape un rapport sur le Heimatbund : «Nous ne voulons nullement par là provoquer une approbation du Saint-Siège, mais uniquement lui donner les renseignements auxquels il a droit».

Le principe de base qui justifiait l'autonomisme clérical était posé avec brièveté et clarté : «Nous sommes absolument persuadés que nos traditions et tout particulièrement nos institutions religieuses ne peuvent pas être conservées à la longue dans l'Etat laïque et unitariste français sans la garantie constitutionnelle d'une large autonomie régionale de notre province».

En effet, l'Alsace-Lorraine possédait en 1918 une législation toute différente de celle de France ; elle avait des lois scolaires conformes en principe aux prescriptions de l'Eglise, un Concordat satisfaisant et des congrégations religieuses florissantes : «Nous avons donc ces trois lois fondamentales de la vie religieuse qui n'ont pas seulement disparu en France, mais dont la disparition est le principe même de la vie politique de l'Etat laïque français». Herriot et les francs-maçons réclamaient une assimilation rapide et générale ; Poincaré, Millerand et autres avaient toujours le même but mais entendaient laisser aux Alsaciens-Lorrains le temps de s'habituer aux lois françaises : «Le programme de tous consiste donc dans une assimilation totale et surtout dans l'introduction des lois laïques ; ils diffèrent seulement dans l'application du moment opportun... Malheureusement nous ne pouvons avoir aucun espoir d'échapper à ce sort fatal qui nous menace, si nous n'obtenons pas des garanties constitutionnelles qui empêchent le parlement français de nous imposer ces lois. L'administration entièrement centralisée dans la métropole permet au gouvernement d'infiltrer de jour en jour l'esprit laïque dans notre législation locale et de saper lentement, mais sûrement, ces lois qui étaient une des causes de l'essor de la vie religieuse dans notre province. Et l'administration locale, nommée et inspirée par les bureaux de Paris, s'y emploie déjà avec succès».

Dans ce combat inégal, impossible de se faire illusion : «Comme nous ne sommes qu'une petite minorité vis-à-vis du reste de la France, il n'y a pas lieu d'espérer que nous pourrions changer cet état de choses par une intervention à la Chambre ou au Sénat. Une garantie sûre et certaine contre la peste de la laïcité qui nous menace ne nous serait donnée que par un statut régional qui nous assurerait notre administration locale et qui laisserait à une collectivité alsacienne et lorraine les soins de la législation régionale et religieuse».

Mais sauver par l'autonomie le caractère historique de l'Alsace pour des motifs politiques et culturels restait encore un but souhaitable. Justifiant l'alliance avec ceux qui poursuivaient ces finalités naturelles, car le traité de Versailles n'accordait aucune garantie, ni religieuse, ni culturelle, ni ethnique aux populations d'Alsace-Lorraine, la lettre continuait : «On ne nous a donné que des promesses... Nous craignons même que les milieux officiels n'aient pris d'avance les précautions nécessaires pour ne pas être forcés de les tenir formellement... Mais pourquoi promettre ce qu'on n'avait pas l'intention de tenir ? Ce fut par suite d'un calcul machiavélique. Les ennemis du

christianisme, tout en désirant ardemment le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, se rendaient fort bien compte de l'aversion que le laïcisme français sous toutes ses formes inspirait à notre population religieuse (qui est bien en accord avec le Souverain Pontife qui frappa la formule de la peste de la laïcité). Pour conjurer les difficultés qui pouvaient surgir de là, le maréchal Joffre fut autorisé à faire les promesses dont nous avons parlé plus haut». Grâce à ces promesses non assorties de garanties, le gouvernement français était parvenu à se soustraire aux risques d'un plébiscite vivement réclamé par certains alliés, «Mais nous assistons depuis 1918 à la démolition systématique de nos lois, à une infiltration de l'esprit laïque par les voies multiples de l'administration, ce qui nous remplit de craintes sérieuses pour l'avenir de nos libertés religieuses». De cette lutte secrète, celle menée contre le statut scolaire alsacien-lorrain, «premier objectif de l'emprise de la franc-maçonnerie», était révélatrice. En 1918, l'école était confessionnelle ; la religion occupait le premier rang parmi les matières d'enseignement dans les programmes et les examens. Les futurs instituteurs, après un examen religieux devant le délégué épiscopal, «étaient investis par l'évêque diocésain de l'autorisation de contribuer pour leur part à l'enseignement religieux à l'école, et il était rare que ces maîtres, ainsi formés, ne donnassent pas l'exemple d'une édifiante fidélité à leurs pratiques religieuses... Sous ce régime donnant satisfaction à chaque confession, nous avions en Alsace-Lorraine la paix religieuse presque complète sur le terrain scolaire, des écoles parfaitement tenues et donnant d'excellents résultats, une proportion d'illettrés infime... Jamais le principe même de la confessionnalité scolaire ne fut contesté par le gouvernement allemand. Il a fallu la haine sectaire de la franc-maçonnerie française pour s'attaquer à ce point capital de nos libertés religieuses, en reniant et foulant aux pieds l'engagement solennel de respecter nos traditions».

Comment procéda la France ? «Dès l'armistice, par suite du départ forcé de tous ceux de nos anciens maîtres catholiques que leur situation, au point de vue national, permettait d'expulser du territoire, une première équipe de 1 500 instituteurs, sur un effectif de 5 000, recrutés vaille que vaille dans l'Intérieur de la France, vint s'abattre sur l'Alsace-Lorraine. Ces nouveau-venus, formés par l'école laïque et n'ayant jusqu'alors que les principes et la méthode laïques, étaient d'ailleurs pour la plupart des étrangers à toute pratique religieuse, et ne connaissaient guère que le nom de la religion qu'ils devaient contribuer à enseigner à nos enfants... Ces 1500 pionniers du laïcisme se sont installés dans nos écoles, sans que personne en dehors de la préfecture et de l'administration scolaire pût savoir d'où ils venaient, ni ce qu'ils étaient, ni ce qu'ils valaient. Ce qu'ils valaient, on ne l'a malheureusement su que trop tôt ; à part de rares exceptions, ils se sont montrés incapables — aussi bien sous le rapport religieux que sous celui de la langue de plus des trois quarts de notre Population, qui est l'allemand — de se rendre utiles dans nos écoles, sinon pour saboter l'enseignement. Car, pour pallier les inconvénients venant de la langue du pays, on introduisit pour leur usage une méthode insensée et absurde, vrai dressage de perroquets, la méthode appelée «directe», qu'on a eu soin de prôner comme le nec plus ultra de l'art pédagogique, et qui en réalité, fait de la très grande majorité de nos enfants, sinon des crétins intellectuels, au moins des illettrés, ne sachant ni le français ni l'allemand. Seuls quelques élèves privilégiés émergent... Et les autres ? On n'en parle pas dans la presse gouvernementale, mais les parents gémissent et le pauvre curé ou vicaire, qui ne sait quelle langue parler pour faire comprendre le catéchisme, se demande avec angoisse ce qu'ils deviendront avec le triste bagage d'instruction religieuse qu'il a pu leur donner...»

Les auteurs de la lettre au Pape donnaient ici un certain nombre de faits qui illustraient la confusion religieuse et certains aspects de la vie privée du nouveau corps enseignant infligé à l'Alsace-Lorraine : «En envoyant dans l'Intérieur le plus possible de nos instituteurs anciens et nouveaux du cadre local (qu'on engage souvent même à s'y fixer), sous prétexte qu'ils ont besoin de se perfectionner dans la langue et les méthodes françaises, notre administration scolaire obéit ostensiblement à un mot d'ordre qu'on peut formuler ainsi : en Alsace-Lorraine, le moins possible de maîtres indigènes et le plus possible d'éléments laïcisés et laïcisants tirés de la métropole ! Il est évident que cette politique gouvernementale ne tend à rien moins qu'à la ruine de nos écoles confessionnelles en installant l'ennemi dans la place».

A Metz venait de se constituer une Amicale d'Instituteurs absolument laïque de près de 5 000 membres ; les jeunes instituteurs de l'Ecole Normale de Montigny-les-Metz étaient poussés à y entrer en masse ; cette Amicale laïque combattait avec acharnement le syndicat professionnel des instituteurs du Cadre local qui voulait rester fidèle à l'école traditionnelle. D'autre part, les nouveaux manuels scolaires laissaient beaucoup à désirer sous le rapport religieux et moral ; l'instituteur était libre de choisir les livres sur une liste dressée unilatéralement par l'autorité scolaire en dehors des autorités ecclésiastiques. «L'institution religieuse perd de plus en plus son influence salubre sur la vie de l'enfant. Les causes en sont multiples : absence de pratique religieuse chez beaucoup de maîtres ; attitude parfois très irrespectueuse de ces derniers pendant que les enfants récitent les prières d'usage au commencement et à la fin de la classe ; paroles regrettables, de mépris ou de moquerie, à l'endroit de la religion ou de ses représentants. En général, l'instituteur se désintéresse complètement de l'assistance des enfants au catéchisme et aux offices religieux. Silence absolu sur la religion dans tous les examens et certificats d'études de quelque importance ! Mais le plus grand mal provient de l'ignorance de la langue maternelle, qui est l'allemand pour plus des trois quarts de l'Alsace-Lorraine, ignorance dont le régime scolaire actuel est responsable par ses méthodes absurdes... En sommes, nos écoles ne sont plus, sous le rapport religieux et éducatif, que l'ombre de ce qu'elles étaient». La déchristianisation par l'école française se trouvait mise en relief par la transformation en 1925 des écoles de Strasbourg, Schiltigheim, Grafenstaden, Colmar, Guebwiller et Huningue en écoles interconfessionnelles, étape précédant la laïcisation. «A Colmar, l'inspecteur d'académie, venu de l'Intérieur, a même fait enlever ces jours-ci des écoles primaires de la ville, des tableaux religieux tels que la Madone Sixtine et la Cène de Léonard de Vinci ! ... L'ignorance religieuse fait des progrès effrayants, surtout parmi les jeunes... La sanctification du dimanche, autrefois l'une des plus grandes forces du catholicisme en Alsace-Lorraine, a diminué considérablement dans les derniers temps».

Que faire ? L'exemple des catholiques français ne peut s'appliquer en Alsace-Lorraine : «Ils ont à reconquérir tout le terrain perdu depuis un demi-siècle ; et nous, Alsaciens-Lorrains, nous avons à défendre ce que grâce à Dieu nous tenons encore... Le temps presse, nous sommes comme une ville assiégée ; attendre, pour nous dégager de l'étreinte, les secours qui pourraient nous venir de l'Intérieur, ce serait nous exposer à n'avoir d'ici-là plus rien à sauver de tous nos droits». L'Alsace-Lorraine ne devait donc compter que sur elle-même. Heureusement sa population était habituée à une activité politique fondée sur des bases chrétiennes, et c'est par le moyen de la politique qu'elle pourrait démocratiquement se défendre. Puisque «c'est de la Bastille de la France unitariste dans la législation et centraliste dans son administration que s'avance notre adversaire, nous réclamons l'autonomie régionale, détachée de la franc-maçonnerie parisienne. Les promesses ne peuvent plus nous suffire. Nous en avons à satiété et nous savons ce qu'elles valent... Il nous faut des garanties sérieuses».

Les Heimatbündler affirmaient qu'ils n'étaient «ni anti-nationaux, ni 'révolutionnaires, ni séparatistes», puisqu'ils cherchaient ces réformes dans le cadre de la France et par des moyens légaux. «Mais tenant compte de la situation actuelle en Alsace-Lorraine, nous jugeons utile de chercher à nous unir aux milieux non-catholiques qui peuvent être partisans de notre programme autonomiste. La situation actuelle dans le pays impose cette tactique. En dehors de la population catholique qui craint surtout pour l'avenir des libertés religieuses, il y a un bon nombre de protestants qui ont les mêmes soucis et les mêmes intérêts à défendre. Il y a aussi une grande foule d'autres qui, malheureusement n'ont pas été fidèles au patrimoine religieux, mais qui aiment notre particularisme et notre langue maternelle, dont la disparition est chose résolue, et qui s'occupent des intérêts d'ordre économique et social en souffrance. En ce moment, toute la population d'Alsace-Lorraine est en évolution, remuée dans ses profondeurs par un immense mécontentement». Suivait un bref condensé de quelques griefs de l'Alsace-Lorraine contre la France : «gaspillage éhonté des deniers publics,... l'incurie, le laisser-aller, l'indiscipline d'une administration aux méthodes surannées,... le mépris de la langue maternelle... La qualité d'Alsacien-Lorrain est devenue une tare, une sorte de péché originel, que seul le baptême maçonnique peut laver, mais qui

en attendant interdit tout avancement même au plus méritant. Est-il étonnant que cette situation dégradante de «coloniaux» qui nous est faite, que le sectarisme et les fautes accumulées d'une administration au-dessous de tout, aient fini par exaspérer non seulement tout ce qu'il y a de croyant, mais encore de simplement honnête parmi nous ? Le mécontentement est immense ; l'air est chargé d'électricité ; un vent d'orage souffle sur le pays». Dans ces circonstances, «la résignation serait non seulement une lâcheté, mais un crime... Il faut agir et sans retard... Nous ne nous sommes pas bornés à une action purement catholique, mais nous avons entrepris un mouvement autonomiste général qui trouve son expression dans le Heimatbund». C'était en ce point de la lettre que ses auteurs prenaient position contre Mgr Ruch sans le nommer. L'évêque de Strasbourg interdisait la collaboration des catholiques avec les non-catholiques ? «Etant solidement encadrés dans les organisations de l'Eglise, nous n'avons pas à craindre le contact avec les non-catholiques dans les organisations politiques. Dans notre état laïc, nous travaillons forcément avec eux !» Et en référence, ils renvoyaient aux directives du Pape Léon XIII sur ce point. Du reste, en ce qui concernait le Concordat et les lois scolaires, les non-catholiques s'étaient engagés à maintenir le statu quo tant que l'Alsace-Lorraine ne serait pas autonome. Par cette clause, ces questions étaient soustraites au parlement de Paris, «dominé par la franc-maçonnerie», mais non à l'autorité ecclésiastique légitime. Parce que la franc-maçonnerie savait que l'autonomie soustrairait l'Alsace-Lorraine à son influence, elle jetait feu et flammes, lançait «toutes ses foudres et toute sa meute officielle et officieuse contre les audacieux autonomistes qui osaient déranger ses plans. De grands mots aussi sonores que creux furent mis en avant : République Une et Indivisible, Atteinte à l'Unité Nationale, comme si l'unité nationale ne pouvait être que l'uniformité nationale !» Les sanctions de Laval étaient évoquées ainsi que les accusations de faire le jeu de l'Allemagne et de troubler la paix de l'Europe. «Tous nos efforts tendent vers un apaisement des esprits, vers une réconciliation de la France avec l'Allemagne, réconciliation qui sera la base d'une véritable paix en Europe, vers laquelle le Saint-Siège porte tous ses désirs. Nous avons élevé notre voix contre le projet prôné assez souvent par des représentants de l'Etat, de faire de nos provinces un bastion contre l'Allemagne et de détruire à cette fin notre langue maternelle qui est l'allemand. Nous protestons contre ce nationalisme exagéré qui tend à détruire les institutions locales de nos provinces, parce que les lois qui s'y réfèrent n'ont pas été votées par le parlement français. Nous protestons contre ce nationalisme qui ne pardonne une faute à un Alsacien qu'à la condition qu'il soit «bon» Français. Nous pensons qu'un Alsacien-Lorrain a droit au respect et à la bienveillance, parce qu'il est homme et citoyen, et que les religieux doivent rester dans notre pays parce qu'ils font un immense bien à notre peuple et à l'humanité en dehors de toute idée politique». Et les Heimatbündler concluaient : «Voilà les crimes antinationaux que nous commettons ! Comment s'étonner de ces calomnies sans fondements, alors que les mauvais organes de presse, Le Journal de Paris par exemple, ne reculent pas devant l'affirmation aussi ridicule qu'odieuse, que le Saint-Siège, de connivence avec l'Allemagne, voudrait arracher l'Alsace-Lorraine à la France !... Envisagées sous l'angle de la justice et de la vérité, toutes les accusations contre le Heimatbund se réduisent ainsi à l'absurdité». Nous ignorons la réponse du Pape Pie XI. Quant aux accusations lancées contre le Vatican censé vouloir arracher l'Alsace-Lorraine à la France laïque et franc-maçonne, il semble qu'elles aient pris naissance dans le projet de la «Grande Fédération Rhénane Catholique» du Dr Schmittmann, professeur à l'université de Cologne, chef d'un mouvement autonomiste rhénan et directeur du Reichs- und Heimatbund Deutscher Katholiken (Ligue des Catholiques Allemands de la Heimat et de la Nation), qui avait repris une idée de Constantin Franz pour la réaliser avant l'évacuation de la rive gauche du Rhin par les troupes d'occupation. Cette grande fédération devait primitivement comprendre la Bavière et son Palatinat, l'Autriche et différentes Républiques Rhénanes pour devenir le noyau d'une Europe Fédérale, des «Etats-Unis d'Europe». Or, le 6 février 1926, donc juste avant l'apparition du Heimatbund, un Comité d'Action Fédéraliste avait été créé à Zurich en vue de :

1 — étudier les problèmes communs au fédéralisme allemand, au séparatisme rhénan et à

l'autonomisme alsacien-lorrain ;
 2 — mettre au point les problèmes et les questions à soumettre à l'examen de la Société des Nations ;
 3 — créer des organes d'expression allemande destinés à suivre et à propager le mouvement fédéraliste ;
 4 — assurer les relations entre les organismes fédéralistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Alsace-Lorraine.

Précisément en juin 1926, au moment même où paraissait le Manifeste du Heimatbund, des chefs du Mouvement Fédéraliste Catholique Rhénan faisaient des démarches pour inciter le clergé catholique d'Alsace-Lorraine à les rejoindre. Le Mouvement Fédéraliste avait établi une base d'opération à Sarrebruck, et le clergé sarrois, dont les relations avec le clergé d'Alsace-Lorraine devenaient de plus en plus étroites, devait servir d'intermédiaire. A plusieurs reprises, le professeur Schmittmann avait demandé audience à l'évêque de Strasbourg qui avait toujours refusé de le recevoir. Finalement, il fut entendu avec le gouvernement français qu'il serait reçu avec ses principaux collaborateurs par Mgr Rémond, aumônier de l'armée du Rhin en zone occupée. De là, à voir dans le Dr Schmittmann un agent secret du Vatican, il y avait un abîme que les journalistes parisiens franchirent allègrement.

NIEMANDSLAND

Wo		fängt		es		an,
Wo	hört		es		auf	?
Wer		kann		es		sagen
Mit der Hand auf dem Herzen ?						

Wo	sich	mein		Blick		bewegt,
Wohin	mein	Aug	sich		dreht	:
Ueberall						Grenzen
Ohne Land.						

Ich	stoss	mich	an	jedem		Baum,
Aber	die		Vögel	werfen		mir
Ihre						Melodien
zu Mein Herz fängt sie auf.						

Mein	Herz	singt		sie		nach
Auf		der				Suche
Nach		dem				Land
Ohne Grenzen...						

NO MAN'S LAND

Où		commence-t-il		?
Où		s'arrête-t-il		?
Qui	peut		le	dire
la main sur le cœur ?				

Où	se	meut	mon	regard,
vers	où	se	mon	œil :
partout		des		frontières
sans pays.				

Je	me	heurtai	à	chaque	arbre,
mais	les	oiseaux		me	déversaient
leurs					mélodies
que mon cœur saisit au vol.					

Mon	cœur	se	les	répète
-----	------	----	-----	--------

à
du
sans frontières..

la

recherche
pays

Raymond Buchert (Strassburg 1893 – Strasbourg 1968)

XIII – DU HEIMATBUND A LA LANDESPARTEI

Le **Manifeste du Heimatbund** (7 juin 1926), qui éclata comme une petite Pentecôte dans le ciel politique, et les sanctions, qui s'abattirent sur ses signataires, conduisirent plus d'un honnête homme à s'interroger sur le système politique français.

Au milieu des remous, Lucien Romier put écrire en toute sérénité dans le Figaro :

«Ces gens du Heimatbund sont-ils des Alsaciens ? Si oui, et s'ils formulent des revendications pour leur pays et le bien de leurs concitoyens, qu'on écoute ce qu'ils demandent, qu'on cause avec eux au lieu de les poursuivre. Nous ne comprendrions pas que l'on traitât des Alsaciens, autonomistes ou non, en raison de leurs opinions et de leurs manifestations, autrement que les autres citoyens. Et d'ailleurs, la question essentielle qui se posait était celle-ci : du point de vue de la Constitution et de la loi, le Manifeste du Heimatbund était-il passible de poursuites ? Quelque critique que l'on soit en droit de formuler sur le ton général du Manifeste, ses signataires demandaient-ils autre chose qu'un régime fédéralisé, préconisé en France même par de hautes personnalités politiques ?»

Sans parler de Millerand et de son discours de Melun (10 mai 1926), auquel Romier fait allusion, beaucoup de régionalistes et de fédéralistes français battirent des mains. L'un des témoignages les plus émouvants dans son lyrisme venait d'un Auvergnat, ancien député, le Dr Vazeille, dont la police contrôlait du reste la correspondance.

«Alsaciens, écrivait-il à la fin de juillet 1926, restez inébranlablement attachés à l'amour de votre Heimat, de votre Alsace ! ... La République Une et Indivisible ! C'est le chapeau de Gessler, que Guillaume Tell refusa de saluer, et d'où est née la Suisse ! C'est en effet une formule impérialiste, vide de sens, que répètent les perroquets parleurs, au brilla plumage, sans la comprendre... La République Une et Indivisible est vouée à la mort, à l'irréversible décadence. Alsaciens autonomistes c'est la vie que vous offrez à mon pays, en réclamant votre autonomie* dans le cadre de la France républicaine. Insensés les mauvais bergers Qui ne le voient pas, et qui tentent de décréter l'amour de la République Indivisible. L'amour ne se commande pas...
«Ce fut un sort tragique que celui de l'Alsace, tiraillée, écartelée entre deux ambitions rivales. L'une veut lui imposer la cocarde allemande l'autre la cocarde française. Querelle à perpétuité, suivant les vicissitudes de la roue de la fortune. L'âme alsacienne, entre ces deux prétentions s'est regimée. Pourquoi, s'est-elle dit, ne serais-je pas moi-même, simplement alsacienne ? Mon pays est assez beau pour constituer une petite, mais douce patrie... Vouloir se gouverner soi-même, et n'être pas esclave, n'est-ce pas un signe de grandeur de la part de l'âme humaine ? L'Alsace réclame ce droit humain. Tout le monde devrait mettre chapeau bas !...
«Peuple alsacien, une grande destinée t'attend ! L'Alsace est au cœur de l'Europe. Pomme de discorde entre l'Allemagne et la France, elle peut devenir entre ces deux sœurs ennemies le trait d'union qui rapproche et réconcilie. Participant de l'une et de l'autre, elle fera la paix de l'Europe. Son autonomie est l'embryon nécessaire, autour duquel se grouperont les Etats-Unis d'Europe, merveilleuse couronne de petits Etats, petits par le territoire, mais grands par leur labeur... Alsace autonome ! Tu seras dans l'Europe nouvelle le cristal autour duquel se cristallisera la masse saline en magnifiques cristaux ! Strasbourg, la noble cité, avec la flèche de sa cathédrale dressée comme un doigt levé vers le ciel pour affirmer son serment, deviendra la capitale de l'Humanité européenne, de l'Humanité qui ne se lasse pas d'engendrer les œuvres de civilisation.
«... La légende parle d'un trésor enfoui, caché au fond du Rhin. Il est réel, l'or du Rhin, mais ce n'est pas un trésor matériel, c'est la Paix du Monde ! De cette paix, tu seras l'artisan glorieux,

peuple alsacien, si tu te tiens inébranlable, invincible, dans ta volonté d'émancipation. Dans le cadre de la France d'abord, pour son salut ; mais surtout et par-dessus tout, dans le cadre de l'Europe réconciliée et unie... L'Alsace autonome, avec son Heimatbund, fera ce miracle : les mères d'Allemagne et de France pourront tranquillement se pencher sur le berceau où l'enfant sourit à la vie. Les jeunes filles de France et d'Allemagne pourront, sans inquiétude, offrir à leurs fiancés la lumière, la fleur vivante de leur regard, pendant que les hommes forgeront sur l'enclume. Voila l'Avenir !»

Et le Dr Vazeille terminait en citant ces deux strophes de Schiller dans l'Hymne à la Joie mis en musique par Beethoven :

Duldet		mutig,		Millionen,
Duldet	für	die	bess're	Welt !
Doben		über'm		Sternenzelt
Wird ein grosser Gott belohnen.				

«Unser	Schuldbuch	sei	vernichtet,
Ausgesöhnt	die	ganze	Welt.
Brüder	!	über'm	Sternenzelt
Richtet Gott, wie wir gerichtet.			

1. Organisation du Heimatbund

Hélas ! en cet été de 1926, la réalité était aux antipodes de la grande fraternité universelle chantée par Schiller. Après l'agression sanglante du 22 août, les autonomistes devaient s'organiser pour assurer leur défense, à la manière des Camelots du Roy ou des fascistes de Georges Valois.

René Hauss (1896-1965), l'un des fils de l'ancien Staatssekretär du Land Elsass-Lothringens, Karl Hauss, proposa la création d'une troupe de protection, la Schutztruppe du Heimatbund. Cette troupe ne devait jamais être employée sans l'autorisation de la direction politique du mouvement, et elle ne devait jamais servir contre des adversaires politiques, ni contre les forces de l'ordre.

L'appel aux volontaires parut dans la Zukunft du 4 septembre 1926 et précisait formellement qu'elle n'entendait point s'engager sur le terrain de la violence des adversaires royalistes et fascistes : «Nous rejetons ce banditisme. Nous combattons avec les armes de l'esprit (Dieses Banditentum lehnen wir ab. Wir kämpfen mit geistigen Waffen)».

Ce fut à Paul Schall, né à Strasbourg en 1898, qu'échut la mission d'organiser la Schutztruppe. Il commença donc par étudier les organisations similaires des partis français, et s'aperçut ainsi que les royalistes et les fascistes disposaient d'une organisation paramilitaire qui couvrait toute la France, se livrant à des exercices de mobilisation et de combat. A Strasbourg même, les Camelots du Roy furent ainsi mobilisés à l'improviste et transportés en camion vers des destinations inconnues pour se compter. Paul Schall ne voulut point de cet esprit militariste et adopta un esprit démocratique pour ses troupes.

La Schutztruppe se réunit la première fois le 19 septembre 1926 au nombre de 25 hommes ; elle ne dépassa jamais le nombre de 40 hommes. Elle n'existait que dans la région de Strasbourg, savoir à Strasbourg même à Schiltigheim, à Hoenheim et à Bischheim. Elle était armée d'une simple canne noire d'aspect ordinaire ; l'on avait envisagé un moment l'acquisition de matraques en caoutchouc, mais le projet ne fut pas réalisé.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la Schutztruppe ne fut régulièrement convoquée qu'une seule fois, le jour où le Dr Ricklin devait tenir une réunion à Strasbourg et que l'on craignait une agression. En fait tout fut calme : la Schutztruppe s'était rendue à la gare, salua poliment le chef du Heimatbund et l'accompagna tranquillement jusqu'au restaurant du Pigeon. Avec bien du retard, le Heimatbund tint sa première Assemblée Générale Extraordinaire dans l'après-midi du 26 septembre 1926 à Strasbourg, sous la présidence du Dr Ricklin. Elle avait été précédée le matin par la réunion du comité directeur ou Landesausschuss des Elsass-Lothringischen

Heimatbundes. L'on était fortement préoccupé par la condamnation portée contre les autonomistes par l'évêque de Strasbourg dans son discours au congrès de la Ligue des Catholiques à Colmar, le 16 septembre. On étudiait aussi la question des sanctions de Laval et son évolution. Le comité directeur fut chargé par l'assemblée d'organiser et d'animer des réunions politiques contradictoires sur les thèmes du Heimatbund et d'entrer en contact avec les fédéralistes français comme avec les autonomistes corses et bretons. L'on discuta aussi deux projets, l'un concernant les statuts organiques du comité directeur, l'autre les lignes directrices de la Schutztruppe du Heimatbund : ils furent adoptés à l'unanimité une fois modifiés. Après un Hoch ! à la Heimat, patrie alsacienne, la réunion fut déclarée close. L'Elsaesser du 11 octobre, et la Zukunft du 12, en rendirent compte sous la plume de Jean Keppi.

Quelques jours plus tard, le comité directeur du Heimatbund entra en relation avec les organisations régionalistes françaises, notamment avec les professeurs Barthélémy et Le Brun, de Paris, mais aussi avec les autonomistes corses dont le journal A Muvra avait publié, sous la signature de Jean Keppi, le Manifeste du Heimatbund dans son numéro 262 du 8 août 1926. Avec les autonomistes bretons de BreizAtao, les relations devinrent rapidement plus étroites. Morvan Marchai envoya une longue lettre pour féliciter les Heimatbündler et rappelait les sanctions de Laval, les injures de la meute jacobine aux ordres de Paris : «Romani sunt !...» Morvan Marchai soulignait deux erreurs commises par les Alsaciens-Lorrains :

- 1 — croire que l'on puisse appartenir à la nation française tout en restant Alsacien par l'esprit et la langue ;
- 2 — croire qu'à l'époque du fédéralisme, déclarer clairement et franchement, que l'autonomie de l'Alsace-Lorraine était revendiquée dans le cadre de la France, suffirait à empêcher la colère des chauvins et du gouvernement assimilateur. En effet, ces prétentions allaient à rencontre de l'opinion française, pour qui «être français» signifiait «abandonner et renier ce que l'on est», «ne parler que le français», «ne lire que des livres français», «être pillé par Paris» et «être dominé par les préfets». «Or, vous Heimatbündler, vous venez de constater tout l'artificiel, tout le faux et toute la décadence du passé glorieux de la Culture Française. Les Bretons se trouvent logés à la même enseigne : l'Alsace et la Bretagne sont sœurs, parce qu'elles sont étrangères à la France dont la puissance et le gouvernement les oppriment».

«Nous sommes autonomistes comme vous, ajoutait Marchai, parce que notre unique patrie, c'est la Bretagne, et parce que seul le bonheur de notre Breiz nous guide et nous dirige. Et voici que dans tous les coins, les petits peuples que la France a conquis et qu'elle s'est incorporés au cours d'un millénaire, croyant pouvoir les assimiler, opposent une même volonté de vivre, une même revendication de liberté, à la francisation qui semblait avoir définitivement triomphé. Flandre, Alsace, Bretagne, Corse, Roussillon catalan et Pays-Basques : parmi eux, vous êtes, Alsaciens, les plus forts et les mieux organisés. Et c'est pour cela que vous êtes les premières victimes. Pour vous, Messieurs, c'est un grand honneur et pour nous, une grande leçon». Et, rappelant la devise du Sinn Fein irlandais, il complétait : «Nous mêmes ! Oui, de nous-mêmes vient le salut, de nous seuls. Peut-être aussi de nous tous !»

Chaque semaine, le mercredi, le Dr Ricklin, Jean Keppi, Joseph Rossé, René Hauss, les abbés Fashauer et Zemb, le pasteur Hirtzel, et d'autres, se réunissaient à Strasbourg chez un partisan du Heimatbund, Merckel, propriétaire de l'hôtel Monopole. L'une des grandes questions alors débattues était la fondation d'un journal autonomiste, non point neutre comme la Zukunft, mais catholique ; et pour lui donner une base consistante, il était nécessaire de disposer d'une maison d'édition autonomiste. Précisément, dès la fin de 1925, le Dr Ricklin avait rencontré en Suisse, à Bâle à l'hôtel Drei Koenige, le Dr Robert Ernst, chef des Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne. D'accord avec l'abbé Haegy, l'ancien Président de la 2ème Kammer du Landtag Elsass-Lothringens, exposa presque dans les mêmes termes que Karl Hauss un an auparavant, le but et les besoins des Alsaciens-Lorrains en lutte contre l'assimilation française. Bref, il s'agissait de trouver une grosse somme d'argent pour financer la nouvelle maison d'édition, environ 800 000 francs. Le Dr Robert Ernst pensa d'abord à son ami de Zofingen en Sui l'avocat Wildy, qui lui avait déjà avancé les quelques centaines de francs suisses nécessaires à la fondation en janvier 1923 des

Elsass-Lothringen/Heimatstimmen ; mais la somme de 100 000 francs suisses demandée cette fois parut au-dessus des moyens de la famille Wildy, sans parler des difficultés possibles venant d'une France en pleine crise économique et politique ; elle refusa donc de s'engager, et le Dr Ernst dut trouver d'autres bienfaiteurs.

Finalement, le 10 avril 1926, une société d'exploitation d'une imprimerie, nommée Erwinia, fut fondée officiellement par Eugène Hertzog, né à Hattstatt en 1883, professeur à l'Ecole Primaire Supérieure de Colmar futur maire de cette ville, ami intime de Joseph Rossé, et par Théophile Vonblon, parent de l'abbé Fashauer, qui reçut le titre de gérant. Hertzog et Vonblon avaient apporté chacun 150 000 francs, et ce capital de 300 000 francs fut partagé en 300 parts. Un terrain fut acheté à Strasbourg-Neudorf, entre la rue de Mulhouse et celle de Colmar, pour 210 000 francs ; l'architecte Siegrist y éleva un bâtiment pour environ 600 000 francs. En attendant la fin des constructions, un immeuble, appartenant à Charles Kupfer, concierge du lycée Fustel de Coulanges, était loué depuis le 1^{er} août 1926 dans la rue Joseph Guerber pour 36 000 francs. M. Ehret, ancien inspecteur primaire de Sarreguemines en devint le directeur avant d'être remplacé l'année suivante par Agnès Fashauer. Comme ouvriers, l'on embaucha des Heimatbtindler révoqués par Laval, comme le cheminot Julien Marco. Restait la fondation du journal autonomiste catholique. On avait longuement débattu de son titre. Après le «Dimanche Sanglant», le Dr Ricklin avait un moment pensé par défi à Die Wacht am Rhein, puis on avait proposé Landmann, Erwinia, Morgen, Volkswille.

Or à Sarreguemines, vivotait, plutôt mal que bien, Jean Dumser, ancien membre fondateur du Parti fédéraliste d'Alsace-Lorraine en 1919 et ancien président du mouvement catholique lorrain «Volksbund». Le 1^{er} septembre 1925, il avait lancé Die Volksstimme à Sarralbe, avec l'aide financière de Joseph Hummel, en vue de promouvoir l'idée autonomiste en Lorraine. Se trouvant rapidement acculé à la faillite, il décida d'arrêter la publication de son journal afin de sauver son imprimerie de Sarreguemines. C'est alors que Joseph Rossé lui apporta une subvention de 30 000 francs pour tenir jusqu'à la sortie d'un nouveau journal autonomiste. Ce journal devenait d'autant plus nécessaire que l'aile nationaliste de la Volkspartei (UPRA), dirigée par le député Pfleger et le général Bourgeois, sénateur, attaquait non seulement les autonomistes dans la presse parisienne, mais créait des journaux pirates, comme Klarheit und Wahrheit (Clarté et Vérité) qui parut la première fois le samedi 3 octobre 1926 pour s'en prendre violemment à l'Elsaesser Kurier, à l'abbé Haegy et aux Heimatrechtler en général. Après trois éditions, le journal devint le 16 octobre 1926 le bi-hebdomadaire 's Elsass, qui disparut le 24 novembre 1928 pour céder la place à l'Elsaesser Bote, largement financé par les subventions gouvernementales de Paris.

Cependant, expédiée d'Augsbourg le 6 août 1926, était arrivée une rotative de 13,5 tonnes à l'imprimerie Erwinia ainsi que les caractères d'imprimerie en provenance de Francfort, le tout via Bâle ; enfin, deux linotypes américaines étaient envoyées de Berne. Avec tous les accessoires, cela représentait 54 tonnes de matériel valant 734 792 francs, sans parler des 92 107 francs de droits de douane. De telles commandes d'Allemagne étaient courantes en Alsace, et lorsque la France construira sa fameuse Ligne Maginot, elle utilisera l'acier allemand et les installations électriques de la firme berlinoise Siemens !...

Avant même d'exister, le futur journal était déjà la cible de la presse anti-autonomiste qui lançait bobards et suspicions dans l'opinion publique. L'hebdomadaire royaliste National d'Alsace affirmait que les machines d'Erwinia avaient englouti des millions, et certains milieux strasbourgeois précisaient : 30 millions !... Le Temps prétendait avec son sérieux légendaire, qu'un agent allemand avait assisté dernièrement à une réunion des fondateurs du futur journal, pour leur donner dans un long exposé les directives politiques ! Jacques Bardoux prophétisait toujours dans Le Temps que l'organe du Heimatbund serait une feuille d'action communiste et qu'elle prônerait le séparatisme. Etc.

Après pas mal de tractations, le Heimatbund finit par acheter Die Volksstimme de Jean Dumser qui se transporta de Sarreguemines à Strasbourg ; dès lors, sous la direction de l'abbé Fashauer et la gérance de Dumser, Die Volksstimme parut à partir du 23 décembre 1926 comme journal catholique

du Heimatbund, avec comme sous-titre : «Zeitung für das elsass-lothringische Volk» (Journal pour le peuple alsacien-lorrain). Un avant-propos en livrait le programme : «Notre journal est un organe chrétien et social. Il défendra avec la même énergie les droits et les intérêts de toutes les confessions et toutes les religions. Il luttera au même titre que d'autres organes pour le maintien des libertés religieuses et des traditions du peuple croyant alsacien-lorrain, qu'il considère comme partie intégrante des droits du pays (Heimatrechte). Il ne se laissera pas dépasser, dans son amour des travailleurs, par aucun de ses adversaires, qu'il soit marxiste, bolchevique ou d'autres opinions... Die Volksstimme repousse toute tendance séparatiste. Elle soutient le mouvement des droits du pays (Heimabewegung) qui a touché la grande masse du peuple alsacien-lorrain. Elle continuera à défendre les droits du peuple alsacien-lorrain ouvertement, sans crainte et malgré toutes les suspicions et toutes les calomnies. Elle sera l'alliée de tous les organes qui sont depuis des années les porte-parole des désirs et des revendications de notre peuple. Elle veut être, comme son nom l'indique, la voix sincère du peuple alsacien-lorrain». Le ton de la Volksstimme était vif et net. Dans la livraison du 10 février 1927, le Dr Ricklin écrivait en conclusion à son article «L'Alsace-Lorraine et la Communauté Européenne» : «L'autonomie de l'Alsace et de la Lorraine serait donc, d'après ma plus intime conviction, la première condition pour la création des Etats-Unis d'Europe». Dans le numéro du 24 mars 1927, l'on pouvait lire : «Nous aurons la paix en Europe par l'entente entre la France et l'Allemagne, mais à la condition qu'on dise la vérité. C'est un mensonge de dire que l'Alsace-Lorraine est un pays entièrement français. C'est un mensonge de dire que l'Alsace a été libérée. Proclamons la vérité dont la première est que les Alsaciens-Lorrains ont le droit de disposer d'eux-mêmes». Dans la livraison du 2 avril 1927, l'on trouvait : «L'Alsace-Lorraine ne demande qu'une chose : être une fois maître dans sa propre maison. Et elle le sera un jour !... Paris doit nous donner rapidement notre loi d'exception, la seule dont nous avons besoin ; une loi contre sa mauvaise gestion, contre son incapacité et contre son intolérance. Bientôt ! Car, si nous en arrivions à haïr la France, nous ne la craindriens plus jamais. Donc, patriotes ! donnez-nous bientôt cette loi d'exception, produit de votre esprit d'aujourd'hui, une loi pour la liberté, l'égalité, la fraternité : l'autonomie !» Une semaine plus tard, le 9 avril, dans l'article «France et Allemagne», la Volksstimme écrivait : «La peur empêche l'entente franco-allemande, la haine pourrait l'arrêter à jamais. Seule une chose peut liquider l'affaire pour toujours : le droit des Alsaciens-Lorrains à disposer d'eux-mêmes. Si la France se prétend tellement sûre de notre fidélité, qu'elle en donne une preuve au monde entier, par nous, et l'Europe sera tranquille pour toujours». Dans l'article «Ouvrez les fenêtres !» du 28 avril 1927, on peut lire : «La question de la démilitarisation de la zone rhénane sera discutée en juin devant la Société des Nations. On sait que l'Angleterre et l'Amérique voudraient que l'Alsace fût comprise dans cette zone démilitarisée de 50 km où aucune fortification ne doit être élevée et où il ne doit y avoir aucune garnison militaire... Le secrétariat des Minorités Nationales s'est installé le 1er avril 1927 à Vienne. C'est une organisation qui représente 40 millions d'Européens faisant partie des Minorités Nationales. Ces dernières sont toutes représentées : des Prussiens de la Prusse Orientale jusqu'aux Catalans en passant par les Ukrainiens et les Biélorussiens. Ces 40 millions réclament le maintien de leur particularisme au point de vue national et économique. Les Alsaciens-Lorrains n'en font pas encore parade mais ils ne peuvent ignorer toujours cet organisme. Le Saint-Siège s'occupe également de la situation des Minorités Nationales. C'est un motif suffisant pour Paris de cacher que ça sent le roussi en Alsace-Lorraine, et l'on pourrait aussi sentir quelque chose de roussi en Flandre, Corse, en Bretagne et au Pays-Basque... On vante de par le monde entier nos manifestations, mais la France étouffe nos plaintes alsaciennes, C'est pourquoi nous devons élever d'autant plus notre voix : Vérité ! Mérité ! Donnez-nous l'autonomie ! Nous réclamons le droit de disposer nous-mêmes ! Nous sommes une Minorité Nationale ! Et pour que tout le monde l'entende, ouvrez les fenêtres !» Le 4 juin 1927, Die Volksstimme publiait le long article «Pentecôte européenne» dont voici quelques extraits : «Nous, les Minorités Nationales, nous clamons cette injustice faite à notre Volkstum. Qui donc ne

se détournerait avec horreur d'un assassin sadique ? Les grands Etats qui dans leur soif de conquêtes ont annexé des peuples étrangers, sans même les consulter, sont pires que des assassins i «adiques. Ils ont assouvi un désir inique. Ils ont imposé de sang-froid et sans vergogne, à d'autres peuples, leur propre nature. C'est un procédé honteux et inhumain à l'égard des minorités impuissantes, surtout si ce procédé est employé par des nations qui n'ont à la bouche que la formule des Droits de l'Homme ! Cette religion des Droits de l'Homme, notamment en ce qui nous concerne, a été honteusement avilie, et aucun homme .raisonnable n'accepte plus de sacrifier pour elle les Droits de Dieu sur l'Etat et la société. L'histoire liera un jour la France laïque à la faillite de la civilisation laïque, et la montrera aux générations futures comme l'exemple le plus repoussant que le monde ait connu. La chute de la France après 1918, son abandon des idéaux dont elle s'était vantée devant le monde, sa désertion devant la vérité, sa séparation des Eglises, poussent l'Europe vers une catastrophe pire que celle de la guerre mondiale elle-même... «L'issue de la guerre a permis à la France de jouer à la première puissance continentale. Mais elle joue son rôle avec un aveuglement sans précédent et dont seuls sont capables des vieillards comme ceux qui président « ses destins. Ces gens n'ont plus le sens réel de la vie. Tout est jeu pour eux, et ils s'imaginent qu'ils régleront la vie avec quelques jongleries d'avocat. Ils pourront arrêter temporairement l'évolution naturelle jusqu'au jour sans doute où un Front Unique de tous ceux qui croient à la vi et à une Europe rénovée, se sera établi contre une France ennemie du monde».

2. La crise du Heimatbund

Parmi toutes les sections du Heimatbund, la plus dynamique semble avoir été celle de Mulhouse qui avait tenu sa première réunion le 5 août 1926. Ces réunions avaient lieu à partir de 20 heures, généralement au Cercle de la paroisse St Fridolin. Au cours de la réunion du 12 août 1926 Stürmel fit connaître la liste des 15 personnes de confiance ou Vertrauensleute, parmi lesquelles se trouvaient : Marcel Stürmel (1900-1972) futur député et cheminot révoqué, Gustave Keppi, Walliser, Wassner l'abbé Aloyse Edel, l'abbé Léon Ohl, le professeur Paul Stintzi et Schweitzer. Stiirmel demanda aussi le secret sur les décisions et distribua 7 000 feuilles de propagande pour le Heimatbund. Il avait également été décidé que le Heimatbund participerait au Congrès des pacifistes organisé à Bierville par Marc Sangnier, président du mouvement «Jeune République». Après la condamnation des autonomistes par Mgr Ruch le 16 septembre 1926, il sembla convenable au Heimatbund de Mulhouse de se rassembler en dehors des salles paroissiales, et il adopta souvent l'hôtel du Saumon de la place Franklin. C'est là que le dimanche 28 novembre 1926, à 9 h 30, le jeune Paul Schall prononça une longue conférence sur l'organisation du Heimatbund de Strasbourg. Il commença par souligner un parallélisme entre Mulhouse et Strasbourg. Dans les deux villes existait avant le Heimatbund un groupe autonomisant, à Mulhouse celui de Schweitzer, à Strasbourg le «Bund der elsass-lothringischen Heimattreuen» (Ligue des Alsaciens-Lorrains fidèles au pays) créé par René Hauss ; et les deux groupes s'étaient fondus en juin 1926 dans le Heimatbund. Il donna ensuite des renseignements sur sa Schutztruppe qui fonctionnait admirablement sous l'autorité du président, et sur l'Ecole Politique qui avait été organisée pour apprendre aux membres du mouvement à participer aux discussions, à répondre aux contradicteurs, à manœuvrer la dialectique ; cette école était dirigée par le professeur du lycée Fustel de Coulanges, Paul Kopp, suspendu pour avoir signé le Manifeste du Heimatbund, et par le journaliste C.P. Heil, de la Fortschrittspartei, également signataire du Manifeste. Dans un but bien précis, dont on verra le bien-fondé plus tard, Paul Schall ajouta les propos suivants, qui étaient pure fantaisie : «En plus, nous disposons à Strasbourg d'une espèce de «Tchéka» entre les mains de trois personnes absolument sûres, qui contrôlent toutes les demandes d'admission ; car vous ne devez pas perdre de vue que nos adversaires essaient sans aucun doute de glisser des informateurs et des espions dans nos réunions. Le travail souterrain de ces espions est toujours de nature à nuire à notre action. Les trois chefs de la «Tchéka» ne sont connus que par le directeur du Heimatbund. Si une trahison est constatée, elle sera sévèrement punie ; à Strasbourg, le traître s'expose à la mort. De quelle manière

la punition est éventuellement exécutée, je ne puis pas vous le dire ici et c'est du reste l'affaire de notre «Tchéka»¹.

Paul Schall raconta alors un exemple de lutte culturelle contre Auguste Rieffel, qui sous le pseudonyme de «Haniel» ou de «Schnawelkett» écrivait des pièces chauvines et stupides qui critiquaient le Heimatbund et se moquaient des autonomistes. Lorsque Rieffel essaya de faire jouer *S'Teschament vom Cousin Casimir*, trente Heimatbündler avec sifflets firent un tel vacarme que le Théâtre Alsacien de Strasbourg raya de son répertoire toutes les pièces de cet auteur. Et l'orateur enchaîna : «Nous ne contrôlons pas seulement le Théâtre Alsacien de Strasbourg, mais nous assurons aussi un service de surveillance dans le Théâtre de l'Union, où la troupe suisse «Pons» donne des pièces en allemand ; et nous veillons à ce qu'aucun adversaire du théâtre allemand ou français ne se risque à troubler l'ordre. Nous le mettons, le cas échéant, à la porte». Marcel Stürmel demanda alors à l'assistance de garder le secret sur la conférence de Schall et annonça que Rudler avait gagné 35 agents des P.T.T. de Mulhouse à la cause du Heimatbund. Puis, il redonna la parole à Paul Schall : «A Strasbourg, tous les membres du Heimatbund ne sont pas inscrits nominalelement. Nous avons de hauts fonctionnaires qui font partie du Heimatbund et on ne pourrait pas faire figurer leurs noms sur une liste quelconque sans compromettre leur situation. Nous avons par exemple à Strasbourg un contrôleur des Contributions qui nous a déjà rendu de très grands services. Ce membre figure chez nous sous un numéro. Il nous a déjà renseignés très exactement sur la situation de fortune des chefs socialistes de Strasbourg, etc. Les renseignements fournis serviront aux prochaines élections parlementaires de 1928. Nous disposons en plus d'un haut fonctionnaire du Chemin de fer, qui travaille dans l'entourage immédiat du «Patent Elsaesser» qu'est Bauer, directeur du réseau d'Alsace-Lorraine, et qui a toute facilité pour voir les documents qui passent dans ce service. Monsieur Stürmel en sait quelque chose...» Et Stürmel : «Oui, cet homme vaut de l'or pour nous cheminots et pour le Heimatbund».

1. A la demande de Schweitzer, Paul Schall avait inventé cette histoire de la Tcheka pour essayer de mettre fin aux agissements d'un espion de la police infiltré dans la section de Mulhouse.

L'orateur reprit la parole pour dire qu'il fallait avoir partout, dans les administrations, des postes d'écoute et qu'à Strasbourg, le Heimatbund en avait même glissé deux dans le parti fasciste de Georges Valois. Sur quoi, l'assistance réclama l'établissement d'une liste noire permettant de boycotter les commerçants fascistes. Avant la dissolution de la séance, Marcel Stürmel fit une remarque importante : le Heimatbund de Mulhouse semblait être espionné !... Schall ajouta que cela devait cesser et qu'il fallait découvrir le mouchard. Jean Lampert, ancien adjoint au maire de Mulhouse et membre de la Volkspartei fit alors allusion à Riehl, comme étant de mèche avec les socialistes qu'il aurait renseignés sur une affaire délicate qui le concernait. Effectivement, il y avait un espion et un agent provocateur au service de la Police Spéciale ou Police Secrète dans le Heimatbund de Mulhouse ; ce Spitzel et Lockspitzel était précisément Henri Riehl. Agé d'une trentaine d'années, il était né dans une famille chauvine francophile, dont le père, ancien gérant du *Mülhauser Volksblatt* et directeur technique de l'imprimerie *Alsatia* à Mulhouse, appartenait à l'aile nationaliste de la Volkspartei, animée par le Dr Pfleger et le général Bourgeois, eux-mêmes agents informateurs du gouvernement. En outre, le commissaire Boltz, de la Police Spéciale, était depuis de nombreuses années un ami de la famille Riehl. Enfin, le père et le fils Riehl allaient être expulsés de la maison *Alsatia* pour avoir détourné du papier qu'ils revendaient à leur profit.

Lorsqu'en mai 1925 parut la *Zukunft*, Henri Riehl chercha à s'infiltrer dans l'organisation et offrit d'abord ses bons services à l'imprimerie «Sohn et Robitzer» de Saverne qui éditait ce journal, mais sans recevoir de réponse. Il écrivit alors au gérant de la *Zukunft*, Matter : «Ma haine contre la France est grande, je n'avalerais plus ma rage. Le vin rouge que les Français nous ont apporté s'est transformé en vinaigre... Les méthodes allemandes et françaises sont comme le ciel et l'enfer ; cette prétendue grande nation ne vivra plus longtemps : c'est un peuple sans Dieu ni maître. Nous ne

voulons pas périr avec ce pays perdu... Le Français est un monstre en putréfaction. L'Alsace vit son calvaire depuis le retour des Français». Mais cette lettre de l'agent provocateur n'obtint qu'une froide réponse administrative.

Dans différentes lettres, l'espion Riehl écrivait encore : «... Foch et ses collègues sont les plus grands meurtriers de l'humanité et ils ont mutilé notre jeunesse au Maroc et en Syrie. Il faut faire disparaître le portrait de Foch de nos écoles. Foch s'est ouvertement déclaré à Strasbourg comme le pire ennemi de l'Alsace. Il veut transformer notre pays en champ de bataille pour demain... Nous, bouledogues alsaciens-lorrains, nous mordrons profondément la Marianne vérolée au cou et nous ne la lâcherons pas avant qu'elle nous aura lâchés la première». Des lettres de cette encre étaient envoyées, non seulement au Dr Ricklin, à Jean Keppi, à Paul Schall, à Würtz, bref à tous les chefs de l'autonomisme d'alors, mais aussi aux autonomistes corses et bretons, aux fédéralistes français comme le Dr Vazeille, aux autonomistes belges d'Eupen-Malmédy, aux séparatistes rhénans, aux Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne ou expulsés de France, notamment à René-César Ley, au Stahlhelm allemand, etc. Les réponses étaient remises au policier Boltz qui les photographiait. De plus, Henri Riehl poussait des Alsaciens-Lorrains, comme Zorn von Bulach, Baumann et Kohler, à se rendre à Bâle afin de pouvoir les compromettre aux yeux de la police.

Dans le Heimatbund de Mulhouse, Henri Riehl parvint à se hisser le 22 octobre 1926 à la fonction de secrétaire de la section, bien que dès septembre 1926, Stürmel l'eût invité à se retirer. Pourtant en dépit des soupçons qui pesaient ouvertement sur lui depuis le 28 novembre 1926, il réussit à se disculper. Le 2 décembre 1926, Riehl était élu membre du Bureau des collectes d'argent, et il put constater que le député Bilger et le futur député et sénateur Médard Brogly avaient versé les 300 francs de membres fondateurs du Heimatbund ; les membres bienfaiteurs versaient 150 francs, les membres passifs 50 francs et les membres actifs 25 francs. Finalement, à la fin de février 1927, Henri Riehl fut démasqué et expulsé du Heimatbund. «L'on voyait à cent mètres que c'était un Spitzel, déclara alors le géomètre Frédéric Schweitzer, mais il avait un bon côté : il nous payait généreusement les tournées !» Il avait de quoi ! Les agissements malhonnêtes de Riehl constitueront l'une des bases importantes du Procès de Colmar en mai 1928. Dans l'immédiat, après la publication dans Le Journal de certaines réponses du Dr Ricklin à l'espion, une grave crise avait éclaté au sein du comité directeur du Heimatbund qui comprenait, outre le Dr Ricklin, Jean Keppi, Joseph Rossé, René Hauss, Paul Schall, les abbés Haegy, Fashauer et Zemb. Le Journal avait publié entre autres, une lettre écrite à Riehl le 12 mars 1926, donc trois mois avant la fondation du Heimatbund, avec ce passage relatif à «l'autonomie dans le cadre de la France» : «Ce que vous écrivez du cadre est plus que vrai ; je ne doute cependant pas un moment que ce ne soit qu'une façade que nous serons bientôt obligés de démolir, si les autres partis nous suivent tellement près, comme cela paraît être le cas ces derniers jours». Le secrétaire général du Heimatbund, Jean Keppi, qui cherchait un prétexte pour prendre ses distances, profita des événements pour exiger du Dr Ricklin une déclaration officielle sur le «cadre de la France» ou bien sa démission de la présidence. Jean Keppi n'eut point gain de cause, et le lendemain il écrivit au Dr Ricklin : «Etant donné que j'ai été mis en minorité au cours de la réunion du comité central d'hier et cela au sujet de deux votes importants concernant le mouvement autonomiste dans le cadre de la France dont il est question dans votre lettre, je me vois malheureusement forcé de vous faire parvenir ma démission comme membre du Heimatbund, comme secrétaire général et comme membre du comité central. Je me suis efforcé loyalement, et je n'étais pas le seul, au cours des deux dernières réunions, d'exposer au comité central les raisons de principe, de sentiment et de tactique qui réclamaient que le Heimatbund exprime à nouveau et d'une manière décisive ce qu'on appelle la politique dans le «cadre» et la nécessité de dire publiquement que vous vous êtes laissé conduire malheureusement sur une mauvaise voie par un espion de la police». La démission de Jean Keppi (1888-1967) fut acceptée et Karl Roos (1878-1940) le remplaça.

3. Fondation du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine

Le Heimatbund semblait condamné à plus ou moins long terme. Le 12 mars 1927, le comité central déclarait bien qu'il continuait à s'abstenir de toute politique de parti, se voulant au-dessus d'eux, mais qu'il laissait à ses membres le soin de faire la propagande pour les droits ethniques et l'autonomie dans le cadre de leur parti d'origine.

Or, cette ligne de conduite, qui avait déjà été contestée par une minorité de membres au moment de la rédaction du Manifeste publié le 7 juin 1926, avait échoué : ne s'étaient ralliés au Heimatbund que les petits groupes autonomistes préexistants, du genre de celui de René Hauss à Strasbourg et de Frédéric Schweitzer à Mulhouse, l'aile autonomiste de la Volkspartei (UPRA) et des isolés ou des membres d'autres partis qui s'engageaient à titre personnel.

Des motifs d'ordre religieux avaient exclu les radicaux de la Fortschrittspartei de Georges Wolf et les communistes de Charles Hueber. Ceux donc, qui dès le début avaient proposé de faire du Heimatbund un vrai parti politique distinct des autres partis, étaient fort déçus et, profitant de la crise provoquée par les révélations plus ou moins fantaisistes (et d'autant plus nuisibles !) de l'espion Henri Riehl, ils se remirent à penser à leur projet initial.

Le 26 mars 1927, Paul Schall publiait une déclaration dans la Zukunft qui peut apparaître comme la première mention du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine :

«Il se peut que le Heimatbund ait trouvé la forme voulue lors de sa création, en se limitant comme il l'a indiqué ; mais j'estime qu'il est impossible de faire valoir les droits du peuple alsacien-lorrain (Heimatrechte) dans toute leur ampleur en utilisant cet unique procédé. Le développement politique des derniers mois m'engage à maintenir mon opinion qu'une action politique est nécessaire pour mener au but le mouvement autonomiste. Pour ces motifs, je prêterai mon concours à la création d'un parti autonomiste, et pour ne pas gêner, je remets à la disposition du Heimatbund mon mandat de membre du Comité Central».

Il n'en fallut pas davantage pour que la presse annonce que Paul Schall venait aussi, après Jean Keppi, de quitter le Heimatbund, et notre homme se vit contraint de publier un rectificatif dans D'r Schliffstaan du 2 avril 1927, déclarant que sa démission du comité central ne signifiait absolument pas qu'il abandonnait le Heimatbund dont il restait membre. Mais les tiraillements continuaient à ébranler le Heimatbund, d'autant plus que le nouveau secrétaire général, Karl Roos, se montrait favorable au projet de Schall. Afin de calmer les esprits, le Landessekretär Roos envoya le 17 avril 1927 une circulaire qui rejetait les bruits de scission, rappelant que la création d'un nouveau Parti autonomiste ne correspondait point à un éclatement, puisque son comité d'initiative entendait le créer et le développer à l'intérieur du Heimatbund, lequel était au-dessus des partis. Et il concluait par cet appel :

«Nous prions nos amis de représenter partout la pensée ethnique (die Heimatgedanken) et de nous attirer de nouveaux membres. Ce n'est qu'ainsi que nous conduirons notre affaire à la victoire. Nous ne sauvegarderons nous-mêmes, notre propre âme, et par là notre Heimat, de la décadence, que le jour où tous les Alsaciens et Lorrains seront remplis d'amour et de fidélité envers leur Heimat, que le jour où chacun d'entre nous en son for intérieur sera conscient de sa valeur et de son destin ! Renforçons donc là notre front de combat ! Quiconque recrutera même un seul nouveau membre, fera à sa Heimat et à nous-même le plus beau cadeau de Pâques ! Alors, debout ! pour la défense de notre Heimat. Vive l'Alsace-Lorraine libre ! Vive l'autonomie ! (Es lebe ein freies Elsass-Lothringen ! Es lebe die Autonomie !)».

Karl Roos, dont le destin tragique symbolise celui de l'Alsace, était né le 7 septembre 1878 à Surburg où son père était instituteur. Il fréquenta d'abord l'école élémentaire de Nordhausen où son père venait d'être déplacé, puis l'école moyenne de Sélestat et le collège épiscopal de Strasbourg ; il réussit son baccalauréat (Abitur) en 1897 et alla continuer ses études, d'abord à l'université de Fribourg-en-Brisgau, puis à l'université Kaiser Wilhelm de Strasbourg où il reçut le grade de docteur avec une thèse en linguistique : Die Fremdwörter in den elsässischen Mundarten (Les mots étrangers dans les dialectes d'Alsace). Il professa successivement dans différentes villes comme

Strasbourg Mulhouse, Barr, Ste-Marie-aux-Mines et dans le Ruhr à Bochum. Depuis 1908 il enseignait au Kaiserin-Augusta-Victoria Realgymnasium de Cologne, lorsqu'éclata la guerre. Mobilisé à 36 ans au 26ème bataillon du Landsturm à Trêves, il participa à la prise d'Anvers du 26 septembre au 9 octobre 1914, puis passa la plus grande partie de la guerre comme chef de gare en Belgique avec le grade de lieutenant. Il revint en 1918 avec l'Eiserne Kreuz (Croix de Fer) de 1ère classe.

Redevenu civil, il ouvrit une école commerciale libre pour laquelle il fit construire un nouveau bâtiment et trouva même le temps de publier un mini-dictionnaire alsacien-français fort précieux du fait du renversement de la situation politique en Alsace-Lorraine. Après le putsch de Hitler-Ludendorff à Munich, les autorités françaises lui demandèrent d'assurer à partir du début de 1924 les fonctions d'inspecteur des Etudes françaises dans les Ecoles des Mines Domaniales de la Sarre. Au bout de deux années, il démissionna, écœuré par ce qui s'y passait, et il fut admis à la retraite. Le 7 juin 1926, son nom figurait parmi les cent signataires du Heimatbund, et à la fin de février 1927, il devint secrétaire général du Heimatbund. Son frère, l'abbé Victor Roos, était curé de Mussig.

Le 18 mai 1927, Die Volksstimme annonçait que le comité d'initiative du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine avait achevé ses travaux préliminaires et que l'on se trouvait à la veille de la naissance d'un nouveau parti. Emile Pinck avait rédigé un programme de tendance plutôt séparatiste, mais qui fut remanié et mitigé. L'heureux événement n'eut lieu que bien plus tard, après le Congrès de Rosporden (10 septembre 1927) et la signature par Paul Schall de la charte du Comité Central des Minorités Nationales de France à Quimper, le 12 septembre 1927. Le 25 septembre 1927, se tenait donc à Strasbourg l'assemblée constitutive du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine ou Elsass-Lothringische Autonomistenpartei (Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei) dans une grande salle du restaurant de l'Abattoir, tendue de rouge et de blanc. Des inscriptions en lettres rouges sur fond blanc occupaient les intervalles entre les drapeaux et rappelaient les principales revendications : Muttersprache (langue maternelle) et Selbstbestimmungsrecht (droit de disposer de soi-même). Au-dessus de la grande table du bureau, une grande inscription accaparait immédiatement l'attention : «Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern» (L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains).

Environ 300 personnes participaient à la réunion, beaucoup de la région strasbourgeoise, mais aussi des délégations de toute l'Alsace-Lorraine, depuis la Moselle jusqu'à la frontière suisse. L'auditoire était sérieux et grave.

Le Dr Karl Roos souhaita en termes clairs et précis la bienvenue et ouvrit la séance au cri de «Es lebe ein freies Elsass-Lothringen ! (Vive l'Alsace-Lorraine libre !)», accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Puis, il prononça le discours suivant : «L'instant que nous vivons est sérieux. Peut-être revêt-il même une importance historique. Vous savez tous, à quel degré, dès les premiers jours, la désillusion, le découragement, le mécontentement et la mauvaise humeur ont pris pied dans le pays entier. Nous avons reconnu dès ces premiers jours que le véritable but de la politique française consistait à opprimer notre peuple et à l'exploiter. Certains de nos compatriotes, voire même des familles entières qui étaient établies depuis plusieurs siècles dans notre pays, ont été l'objet d'abominables persécutions. Il arrive à notre peuple ce qui était arrivé à ces personnes, à l'exception de ceux qui se vendirent corps et âme aux maîtres étrangers. Ce que l'on doit considérer comme un éternel opprobre et une honte pour la France, et qui le demeure, est le fait aussi triste qu'incroyable, que certaines professions ont été persécutées parce que leurs représentants avaient accompli sous l'ancien régime leurs devoirs de fonctionnaires ; en d'autres termes, parce qu'ils avaient écouté la voix de leur conscience. L'accomplissement du devoir professionnel a été stigmatisé par les nouveaux maîtres comme un acte répréhensible, voire même comme un crime. Des fonctionnaires consciencieux, qui avaient blanchi à la tâche, ont été jetés sur le pavé. Un scandale inouï ! Il me répugne de citer des exemples à l'appui de ces faits. Disons simplement : mauvais traitements au point de vue moral et même physique, oppression culturelle, étiolement, mensonge et trahison, voilà le début et la fin de la politique française en Alsace-Lorraine. C'est en même temps le sens et le résultat de la prétendue

«libération». C'est la substance de la devise mensongère : Liberté, Egalité, Fraternité. «Un peuple d'une valeur intellectuelle, morale et économique comme le nôtre, ne peut s'accommoder de la situation, du traitement, du désordre et de la corruption, que le nouveau régime nous a apportés. Nous pouvons dire tranquillement : Notre peuple était tout de même habitué à un peu mieux et il méritait aussi quelque chose d'un peu mieux. Notre peuple s'est ressaisi rapidement. Il a repris conscience de sa propre valeur, de sa propre dignité, de ses propres forces. Il réclame de plus en plus ses droits élémentaires de peuple et ses droits élémentaires de pays». Le Dr Roos se lança alors dans une longue explication du «droit à la libre disposition de soi-même», droit auquel prétendaient les Alsaciens-Lorrains d'une manière absolue, non seulement parce que ce droit figurait dans les 14 points du président Wilson et qu'il avait été promis à tous les petits peuples, mais plus encore parce que ce droit était naturellement dû aux Alsaciens-Lorrains. Sans contestation possible, les Alsaciens-Lorrains représentaient une «Minorité Nationale» en raison de leur passé historique, de leur origine, de leurs traditions et de leur langue. Ils constituaient un peuple opprimé, en qui la volonté de vivre sa propre vie se faisait de jour en jour plus ardente et dont la conséquence logique était la revendication de l'autonomie. Après ces explications, Karl Roos poursuivait :

«Vous connaissez la méthode selon laquelle nous avons jusqu'à présent lutté pour la réalisation de nos revendications. Elle consiste à examiner d'une façon approfondie les questions culturelles, politiques, sociales et économiques. Nos adversaires nous accusent, nous et tous les groupements et journaux qui combattent en faveur des droits ethniques (Heimatrechte), de prêcher la haine contre la France. Nous repoussons avec indignation cette affirmation et disons : Si réellement cette mauvaise humeur à l'égard de la France s'est depuis longtemps déjà transformée en haine chez certains, nous n'en sommes pas la cause, Dieu merci ! mais uniquement les Français, avec leur politique d'oppression à outrance, leur impérialisme fanatique au point de vue culturel et linguistique. «Nous ne voulons pas de haine, mais la paix et la réconciliation des peuples, à condition bien entendu que cette paix et cette réconciliation reposent sur les principes du droit et non sur la violence, telle qu'on nous l'impose. Nous sommes aussi pour cette raison les adversaires acharnés de l'impérialisme, du chauvinisme et du militarisme. «La question suivante est certainement sur les lèvres de plus d'un parmi vous : Où veut aller le Parti autonomiste ? Veut-il la séparation d'avec la France ? Cette question est claire. Permettez que j'y réponde avec autant de clarté et de netteté : Nous autres, les autonomistes, nous ne sommes pas un parti séparatiste. Nous soulignons le fait, afin de répondre à l'avance à nos adversaires. Nous insistons aussi de la même façon sur le fait qu'en toute circonstance le salut de notre pays et de notre peuple est au premier plan. Il ne dépend pas de nous, mais de la France, de répondre à la question sur la séparation. Il appartient à la France seule de résoudre cette question dans un sens favorable aux deux parties. Il est évident que nous ne nous contenterons que de la meilleure solution. D'ailleurs, cette question ne se pose pas ainsi pour nous. Celui qui la pose de cette façon n'a pas du tout compris le problème. Il n'a pas encore compris «les idées modernes» qui ont été l'unique résultat de la dernière guerre. Nous vivons actuellement dans une ère nouvelle qui a donné naissance à des points de vue nouveaux dans le domaine des conceptions politiques. Dans ce nouvel esprit, dans l'esprit de la Grande Europe, je vous dis que les peuples en ont assez de se laisser enfermer et isoler par des poteaux-frontières, comme le bétail parqué dans un enclos ! La pensée, de même que les aspirations humaines, ne peuvent plus être limitées par les conceptions démodées de l'Etat. Nous, Alsaciens-Lorrains, nous ne voulons rien d'autre que vivre. Nous voulons vivre notre propre vie, comme un peuple parmi les peuples, libres, ayant les mêmes droits, dans le vaste cadre de l'Europe. Nous voulons vivre en parfait accord avec tous, avec la France et l'Allemagne aussi !» De vifs applaudissements et une longue ovation saluèrent la fin du discours de Karl Roos. Le dirigeant de la Zukunft, Paul Schall, reçut alors la parole pour indiquer la nécessité d'une constitution pour le nouveau parti, pour déterminer les caractéristiques de son existence et pour fixer son attitude par rapport aux autres partis politiques. Il brossa un rapide historique du développement du mouvement ethnique (Heimabewegung) depuis huit années, raconta les débuts et l'évolution du mouvement au milieu des difficultés avant qu'il ne devienne une force capable

d'influencer la vie politique de l'Alsace-Lorraine. Puis, Paul Schall déclara : «Le parti rejette toute politique de haine et de négation systématique, parce qu'un travail positif, conduit selon des directives nettement tracées, mène seul au but. L'autonomie, telle que la réclame le parti, ne tend cependant nullement vers une politique de clocher, car elle découle d'une conception très vaste de la question européenne. Revendiquer l'autonomie pour l'Alsace-Lorraine constitue un élément de la grande revendication du Droit des Peuples. Pour ce motif, le parti autonomiste est un parti qui désire sincèrement la réconciliation des peuples. Il réprouve la guerre et réclame le désarmement jusqu'à la dissolution de l'armée active. Le nouveau parti se déclare l'adversaire résolu de ces milieux bourgeois alsaciens-lorrains qui ont toujours été les fidèles laquais des gouvernants de tout temps. Le parti défend contre ces gens-là les droits des classes saines de notre peuple, classes que l'on trouve à la campagne et à l'atelier. Le parti se place exclusivement sur le terrain politique en ce qui concerne le problème religieux. Le droit de prendre une décision au sujet du Concordat et des écoles confessionnelles n'appartient pas à la Chambre des Députés de Paris, mais au peuple alsacien-lorrain. On devra donc ajourner les questions culturelles et scolaires jusqu'à ce que le peuple alsacien-lorrain soit en mesure d'exercer librement ses droits. L'autonomie étant acquise, si le besoin d'une nouvelle réglementation des rapports de l'Eglise et de l'Etat se fait sentir, on devra y procéder d'accord avec les confessions intéressées. En tous cas, le Parti autonomiste rejette toute Persécution religieuse. «L'attitude du Parti autonomiste à l'égard des autres partis résultera nettement de la ligne de conduite qu'il s'est tracée. Le Parti autonomiste combattra tous ceux qui entraveront les intérêts de notre pays. Il est prêt à marcher avec tous ceux qui comprennent les besoins du peuple et qui s'engagent à lutter sincèrement pour la défense des droits ethniques même si pour une raison quelconque ils ne présentent pas leurs revendications avec autant de clarté et précision que notre parti. A cet effet, le parti tend vers l'unité de front de tous ceux qui sont animés dans le pays de bonnes intentions et qui veulent détruire le front de l'adversaire, sous le mot d'ordre : «Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringen !»

L'exposé de Paul Schall fut accueilli par de vigoureux applaudissements, qui redoublèrent lorsque le président donna la parole à René Hauss. Il déclara : «Cette journée constitue un événement important sur la voie semée d'épines qui doit mener l'Alsace-Lorraine à l'autonomie. Si le peuple alsacien-lorrain revendique l'autonomie, ce n'est pas, comme veut le faire croire une certaine presse de Paris, l'expression de la volonté d'un petit groupe de mécontents, ou bien le résultat des manœuvres d'agents allemands. Non ! La prétention de notre peuple de s'administrer et de se gouverner lui-même est fondée sur des faits historiques ; la lutte actuelle en faveur des droits ethniques du peuple et du pays est la conséquence logique de l'évolution du mouvement autonomiste dont l'origine remonte à plusieurs décennies. «Après une âpre lutte contre le gouvernement de Berlin, l'Alsace-Lorraine fut dotée en 1911 d'une Constitution qui ne représentait d'ailleurs qu'un succès partiel par rapport aux aspirations de notre peuple. L'essentiel de cette Constitution fut la création du Landtag ou parlement populaire. La deuxième Chambre du Landtag d'Alsace-Lorraine, composée des diverses fractions politiques du pays, a accompli un travail utile tant pour le pays que pour le peuple. Tous les partis sans exception avaient reconnu la nécessité d'obtenir l'autonomie. De nombreuses manifestations officielles avaient témoigné de cette volonté de l'opinion publique. «Le 6 mai 1913, les partis réunis présentaient une motion pour demander au gouvernement et au Bundesrat d'examiner quels moyens pourraient favoriser l'entente entre l'Allemagne et la France. Dans l'intérêt de la paix, le Landtag d'Alsace-Lorraine réclamait l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. Le parti socialiste fit de la question de l'autonomie l'un des points les plus importants de son programme. Salomon Grumbach, entre autres, ne se laissa pas de réclamer l'autonomie pour l'Alsace-Lorraine dans l'intérêt de la paix européenne. «Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern !» s'étaient écriés les socialistes. Grumbach fit voter au congrès socialiste d'Iéna en 1913 une motion réclamant le droit à l'autonomie du peuple alsacien-lorrain pour des motifs pacifistes. «De nombreux politiciens français reconnaissaient eux aussi la nécessité de l'autonomie pour

l'Alsace-Lorraine. Tous étaient d'avis que seule l'autonomie de ce pays pourrait assurer une paix durable. Comment cette autonomie peut-elle à l'heure actuelle troubler la paix, alors qu'elle devait contribuer autrefois à la maintenir ? Non ! Nous n'admettons pas ce changement d'opinion ! Nous luttons pour notre droit et le droit seul peut être une base durable pour la paix. Nous aurons cette paix par l'autonomie qui nous permettra de jeter le pont entre l'Allemagne et la France». Comme Paul Schall, René Hauss achevait son discours par le cri «Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern !» qui déclencha l'enthousiasme de la salle. Paul Schall donna ensuite lecture du programme du nouveau parti comme suit :

«Le Parti autonomiste est partisan sans réserve du fédéralisme. Il entend par là l'association des peuples en ce qui concerne les intérêts supérieurs communs, mais aussi la reconnaissance pour chacun d'exister et de jouir de ses droits naturels. Le parti prend comme point de départ de sa politique le fait que les Alsaciens-Lorrains constituent un peuple qui se compose d'éléments appartenant à deux souches qui possèdent le sentiment commun d'une même existence politique, ayant droit à déterminer lui-même la forme de sa politique étatique. «Le Parti autonomiste voit dans l'autonomie de l'Alsace-Lorraine la meilleure application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il veut par là non seulement servir notre propre peuple, mais encore servir la paix européenne. Le Parti autonomiste entend par «autonomie» la création d'une représentation alsacienne-lorraine du peuple avec le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif particulier, ainsi que la constitution du budget. «Au moment de la création de l'Alsace-Lorraine autonome, l'on devra tenir compte de la nécessité reconnue de faire participer à l'administration ethnique les représentants des diverses professions. L'autonomie est une revendication fondamentale à laquelle le parti ne peut pas renoncer, parce qu'elle est la condition primordiale de tout développement de notre peuple, selon son esprit, sa culture et son histoire. «Le Parti autonomiste repousse l'accusation de séparatisme, car l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, comme le prouvent les exemples de l'histoire contemporaine, est réalisable dans le cadre de l'Etat français, si l'Etat français en a la volonté et s'il emploie le système gouvernemental adéquat. Le but final du Parti autonomiste reste cependant une Alsace-Lorraine libre, membre des Etats-Unis d'Europe et médiatrice entre la France et l'Allemagne. Le parti entrevoit un avenir heureux pour l'Alsace-Lorraine dans ses rapports cordiaux avec tous les peuples. Il va de soi qu'il repousse également toute hostilité envers la France ; il estime le peuple français dans sa signification historique et dans ce qu'il a produit dans les domaines de la civilisation et de la culture. Il ne s'oppose à l'Etat français que là où ce dernier se permet des abus préjudiciables au peuple alsacien-lorrain.

«Le Parti autonomiste fait siens les intérêts et les besoins de l'Alsace-Lorraine. Il détermine les plus importants de ses intérêts et de ses besoins dans les points suivants :

- 1 — Ce qui forme l'essence de notre peuple (Volkstum) doit être maintenu, et pour se développer, notre Volkstum doit demeurer en relation avec le développement spirituel de la culture mondiale, conformément à ses lois fondamentales.
- 2 — Notre langue allemande doit être maintenue et doit redevenir la base de la formation du peuple. Elle doit également prendre la première place qui lui revient dans les écoles supérieures comme dans la vie publique, notamment dans l'administration, dans les tribunaux et dans la vie religieuse. La langue française doit être enseignée à l'école primaire, mais comme une langue étrangère, ce qu'elle est en réalité pour nous. L'extension de l'enseignement de la langue française devra être déterminée par les pédagogues. Une importance particulière sera attachée au remaniement et au développement de l'université de Strasbourg, sur la base de notre culture et dans le sens de la collaboration des peuples.
- 3 — L'administration de notre pays doit tenir compte des besoins matériels et intellectuels, ainsi que des conceptions démocratiques. Dans cette administration, les postes directeurs devront être confiés à des indigènes.
- 4 — La justice et les affaires judiciaires doivent être l'objet d'une série d'améliorations. La justice devra être assurée par un tribunal composé de juges indigènes. Les tribunaux des échevins devront

être rétablis. Les Cours d'Assises doivent être transformées en véritables tribunaux populaires par la suppression de la disposition qui exclut les personnes ne parlant pas français. Seront révisés tous les jugements, s'il est prouvé que ceux-ci ont été prononcés sous l'influence du nationalisme français ou sous l'influence de toute autre tendance politique exclusive. Avant tout, pleine et entière satisfaction, tant matérielle que morale, sera donnée à tous les compatriotes qui pendant la guerre ont été déportés et internés en France, aux victimes des Commissions de Triage, aux fonctionnaires qui ont été destitués sous le régime de l'occupation militaire. L'administration pénitentiaire devra également être modifiée en suivant le principe que la prison est moins un établissement pénitentiaire qu'un établissement d'amélioration morale. La peine de mort sera supprimée ; ceux qui sont condamnés à la prison à vie ne devront pas être transportés hors du pays.

5 — Les Chemins de fer d'Alsace-Lorraine devront réellement être la propriété du peuple alsacien-lorrain.

6 — L'Alsace-Lorraine devra posséder sa propre banque d'Etat et son propre service postal.

7 — Les trésors du sous-sol doivent devenir réellement la propriété du peuple qui les mettra en valeur de la manière qui lui semblera la plus profitable.

8 — Le Parti autonomiste voit dans l'armée active une institution qui provient d'une époque passée et qui, par le désarmement progressif en général, doit être supprimée et remplacée par une milice à laquelle incombera uniquement l'obligation de maintenir l'ordre intérieur. Tant que l'armée active existera, les jeunes Alsaciens-Lorrains devront faire le service militaire dans le pays même. Ils doivent être réunis dans les formations spéciales et être placés sous le commandement de supérieurs parlant la langue allemande.

9 — Nos assurances sociales, auxquelles la France ne pourra rien substituer d'équivalent, doivent être maintenues. En cas de besoin, elles doivent être rétablies et perfectionnées, conformément aux besoins et aux expériences des temps modernes.

10 — Notre loi municipale, qui est beaucoup plus moderne que celle de l'Intérieur de la France, doit être maintenue et les dispositions qui en ont été modifiées devront être rétablies et développées dans un esprit moderne.

11 — Il sera tenu compte des revendications de la classe ouvrière. Les autorités devront, plus qu'elles ne l'ont jamais fait jusqu'à présent, contribuer à atténuer la tension naturelle qui existe entre l'employeur et l'employé. Le Parti autonomiste demande l'institution de Chambres d'Ouvriers et en même temps et selon le vœu général, une participation plus grande des classes productives à la vie de l'Etat.

12 — La législation fiscale sera soumise à une réforme radicale. Seront supprimées toutes les dispositions qui ont été introduites par la France sous le signe de l'assimilation et qui sont contraires ou qui ne répondent pas suffisamment à nos intérêts. Les lois fiscales doivent en outre s'adapter à la marche du développement économique et social des temps modernes.

13 — L'industrie, le commerce et la vie économique doivent pouvoir se développer sans entraves, selon les intérêts naturels et les débouchés. Les vins alsaciens-lorrains doivent être l'objet d'une protection particulière contre la concurrence française. Aux pourparlers économiques avec l'étranger qui concernent l'Alsace-Lorraine, devront participer des représentants d'Alsace-Lorraine. L'Alsace-Lorraine devra être considérée comme une zone douanière particulière.

14 — Les agriculteurs, les artisans, les employés de commerce et les techniciens doivent avoir la possibilité de s'instruire dans leurs spécialités et d'acquérir les connaissances générales dans des écoles et des cours créés pour répondre à ce besoin.

15 — Le droit de vote sera accordé aux femmes.

16 — Les questions religieuses et scolaires ne devront plus procurer aux adversaires de l'Alsace-Lorraine le moyen de diviser les Alsaciens-Lorrains, dans la lutte défensive qu'ils sont contraints de soutenir. Le Parti autonomiste demande donc le maintien du statu quo légal actuel jusqu'au moment où sera obtenue l'autonomie. A ce moment et si besoin est, les représentants de l'Alsace-Lorraine, librement élus, pourront prendre de nouvelles décisions sur les lois en question et cela en plein accord avec les confessions intéressées. Si avant l'obtention de l'autonomie on voulait provoquer une décision dans les domaines scolaires et religieux, le Parti autonomiste demanderait sur ce point

un référendum de tous les Alsaciens-Lorrains.
 17 — Les compatriotes qui ont subi des préjudices par la guerre mondiale et par les effets de l'après-guerre, les sinistrés de la guerre, les victimes de la valorisation du mark de 1919, les détenteurs d'emprunts de guerre, etc. doivent être indemnisés». Après la lecture par Paul Schall de ce programme (ici intégralement reproduit parce qu'il ne se trouve plus que dans la Zukunft du 28 septembre 1927), le Dr Karl Roos donna lecture de la motion constitutive du Parti autonomiste :
 «Les partisans du droit de la libre disposition des peuples (Selbstbestimmungsrecht) et de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, réunis en grand nombre, le 25 septembre 1927, dans la salle du restaurant de l'Abattoir à Strasbourg, décident de constituer un Parti autonomiste Alsacien-Lorrain».

Cette motion fut adoptée à l'unanimité dans l'enthousiasme général et Karl Roos proclama solennellement que le nouveau parti était constitué. De nombreux témoignages de sympathie furent alors lus, dont quelques-uns déclenchèrent de longs applaudissements, comme celui du Dr Eugène Ricklin, dernier président de la Deuxième Chambre du Landtag, créateur du Nationalrat et président du Heimatbund. Suivirent les télégrammes des autonomistes bretons, des autonomistes corses et du parti National flamand de Belgique, dont la lecture fit grande impression : les assistants éprouvaient vraiment le sentiment de vivre une heure historique de l'Europe nouvelle. Dans une discussion plus libre furent alors abordées les questions relatives à la propagande, au recrutement des militants et aux mesures de sécurité des membres. Puis l'auditoire entier chanta avec entrain, sur l'air de cavalerie «Frisch auf, Kameraden, aufs Pferd !», un hymne nouveau composé par un instituteur :

Steh auf, Volk am Rhein und am Moselstrand !
 Auf zum Kampf für die Freiheit der Deinen !
 Die rot-weiße Fahne weht herrlich durch's Land,
 Sie ruft euch wohl auf, euch zu einen.
 Wir wollen keine Knechte sein
 Dir Heimat gehört unser Herz allein !

Und ist einst bestanden des Kampfes Not,
 Dann stehn wir in Treue verbundet,
 Und grüssen das strahlende Morgenrot,
 Das uns Frieden und Freiheit verkündet.
 Wir wollen keine Knechte sein,
 Dir Heimat gehört unser Herz allein !

La réunion s'acheva vers les 18 h au milieu des vivats en l'honneur de l'Alsace-Lorraine et par la distribution du tract. Quelques constatations objectives :
 «Le peuple alsacien-lorrain est aussi civilisé que tout autre peuple d'Europe. Au Moyen Age et à l'époque de la Réforme, le territoire de l'Oberrhein (Rhin Supérieur), avec sa capitale Strassburg, était en tête dans tous les domaines du savoir et pouvoir humain. Le peuple alsacien-lorrain est laborieux, pratique, d'un esprit subtil. Il a de l'ordre et est enclin au progrès. Il compte beaucoup de grands hommes : poètes, artistes, savants, généraux et fonctionnaires.
 «Le peuple alsacien-lorrain habite un pays qui jouit d'une excellente position géographique et qui est riche en trésors, tant sur que sous terre. Ses routes sont les meilleures que l'on puisse imaginer. Ses cours d'eau dissimulent encore des forces insoupçonnées qui pourront être d'une grande utilité économique.

«Mais le peuple alsacien-lorrain fait partie de ces petits peuples malheureux que l'on prive du droit de vivre leur propre vie. Par le traité de Versailles, la France s'est fait remettre en 1919 l'Alsace-Lorraine sous prétexte de la libérer. La France nous a promis en 1914 (le général Joffre à Thann), en 1918 et en 1919 (le président Poincaré) qu'elle respecterait nos mœurs, nos coutumes et toutes nos particularités. A la suite de ces promesses, le peuple alsacien-lorrain a remis en toute confiance son sort entre les mains de la France.

«Cependant, huit ans après la signature de la paix, la France n'a pas encore tenu ses promesses solennelles. L'Etat français brime notre langue maternelle. Il l'a fait disparaître de la vie publique du pays. Un scandale sans précédent dans le monde civilisé a été causé par la décision de Paris de n'appeler aux fonctions honorifiques de jurés de Cours d'Assises que les Alsaciens connaissant la langue française. Les écoles ne servent pas à l'éducation, mais à la francisation de nos enfants. Elles ont pour résultat l'abrutissement de notre peuple et sa mise en tutelle intellectuelle. «Les Alsaciens-Lorrains sont refoulés à l'arrière-plan dans toutes les administrations. Des Français qui ne comprennent pas la langue de notre pays occupent tous les emplois supérieurs. Nous possédons ici un corps de gendarmerie quatre fois plus nombreux qu'avant la guerre. La police n'est pas moins forte. Son système de mouchardage constitue un outrage constant pour notre peuple. «Nous autres, Alsaciens-Lorrains, nous payons trois ou quatre fois plus d'impôts que les gens de l'Intérieur de la France. Ce fait constitue une entrave au libre développement de notre vie économique. Le vignoble alsacien-lorrain, une branche importante de notre agriculture indigène, est voué à la ruine. Nos lois modèles et nos institutions (loi municipale, loi sur les assurances sociales par exemple) sont menacées par la politique française d'assimilation. Notre réseau de chemin de fer, merveilleusement organisé, est administré de telle façon qu'il deviendra tôt ou tard un butin pour la Compagnie de l'Est.

«Les catholiques et les protestants alsaciens-lorrains sont menacés par les lois laïques françaises qui signifient l'expropriation des biens culturels et la destruction de la religion. La vie intellectuelle propre à notre pays se désagrège. Les fêtes patriotiques et les banquets se substituent à une culture sérieuse. A ce malheur, il faut ajouter la haine monstrueuse dont les Français poursuivent les Alsaciens-Lorrains qui réclament pour leur peuple les droits les plus élémentaires (Cf. les actes de violences à Colmar, le 22 août 1926). Bref, nous en sommes arrivés au point où il s'agit de dire : Jusqu'ici et pas plus loin !

«La France n'a pas su jusqu'à présent se rendre digne de la confiance de l'Alsace-Lorraine. Les Alsaciens-Lorrains ne peuvent pas continuer à se laisser traiter comme un peuple colonisé. Ils réclament les droits dont ils avaient confié l'exercice à la France.

«Le Parti autonomiste alsacien-lorrain se fait l'avocat de cette revendication. Il veut grouper tous ceux qui sont déjà dégoûtés du rabaissement systématique de leur peuple, des brimades et des mauvais traitements. Le Parti autonomiste est le parti de tous les Alsaciens-Lorrains qui aiment leur pays de la manière dont un peuple cultivé, et qui a du caractère, doit aimer son cher pays. Son mot d'ordre simple et clair est le suivant :

«Contre le chauvinisme français, contre les traîtres qui se trouvent dans le pays, pour le Progrès et la Liberté, l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains ! Elsass-Lothringen den Elsass-Lothringern !» Un bulletin d'adhésion y était inclus ; il était à envoyer au «Comité provisoire du Parti autonomiste, à Strasbourg, 3 rue St Etienne», au siège de la Zukunft.

Les originalités qu'apportait le nouveau parti alsacien-lorrain, étaient, d'abord le remplacement final du «cadre de la France» par le «cadre de l'Europe», puis, la substitution de «Minorité Nationale opprimée» à la simple mention de «Minorité Nationale» du Heimatbund. Et dans les rues de Strasbourg résonnait le nouveau refrain :

Nous ne voulons pas être des valets ;
A toi seule, Heimat, appartient notre cœur!

4. Le Comité Central des Minorités Nationales de France

L'autonomisme et le fédéralisme apparaissent au XXème siècle comme les plus grandes idées-forces qui régiront la politique du prochain siècle ; il s'agit là d'un phénomène mondial encore peu étudié, qui inquiète à juste raison les Etats-Nations du XIXème siècle, fondés par la violence et la ruse, et appelés à disparaître. Les autonomistes alsaciens-lorrains, comme le montrent les télégrammes de félicitation lus le 25 septembre 1927, étaient surtout en relation avec les autonomistes bretons, corses et flamands de Belgique.

Manifestation naturelle du dynamisme vital des peuples, l'autonomisme, pour le gouvernement français, sa police et sa justice, était et ne pouvait être qu'une manœuvre pangermanique. Or, rien n'était plus faux. Sans remonter au XIX^{ème} siècle et en se limitant à quelques faits significatifs, il importe de signaler la diffusion à 100 000 exemplaires par Lionel Radiguet de la Constitution Nationale pour une République Bretonne. En réaction contre la politique linguistique et anticléricale du gouvernement Combes qui voulait proscrire la langue bretonne du catéchisme et des églises, l'abbé Yann-Vari Perrot (1877-1943) avait fondé en 1905 le Bleun-Brug. En 1911, l'année même où le Kaiser Guillaume II octroyait au Land Elsass-Lothringen la célèbre Constitution du 31 mai 1911 qui faisait de l'Alsace-Lorraine l'équivalent d'un Etat fédéré, trois Bretons Le Mercier d'Erm, Le Rumeur et Guenguen, créaient le Parti Nationaliste Breton qui réclamait «la séparation intégrale d'avec la France, l'indépendance politique de la nation bretonne et la reconnaissance de la langue bretonne comme seule langue nationale». Tous ces mouvements, tant politiques que culturels, protestaient cette même année contre l'inauguration du monument de Jean Boucher symbolisant l'Union de la Bretagne à la France que Laine fit proprement sauter au petit matin du 7 août 1932. Le Manifeste séparatiste avait paru en octobre 1911, et en septembre 1912, le mensuel Breiz Dishual (Bretagne Libre) écrivait sous la signature de Georges Le Rumeur : «Bretons, mes chers compatriotes, si vous m'en croyez, ne vous souciez pas plus de la politique française que de celle de l'Angleterre ou de l'Espagne ! Nous avons de tout temps été opprimés, aussi bien par les monarchistes que par les républicains, aussi bien par les Blancs que par les Rouges ou les Bleus. Ne soyons donc ni rouges, ni blancs, ni bleus. Laissons ces trois couleurs aux fils de notre marâtre (la France) : ce sont celles de son drapeau. Soyons Bretons uniquement ! Créons-nous notre politique à nous, c'est-à-dire une politique toute bretonne. Là est le salut de la patrie. Puisque nous n'avons rien à attendre des Français, si ce n'est la vexation et l'opposition perpétuelle, travaillons à nous unir pour pouvoir enfin reconquérir ce dont ils nous privent injustement depuis quatre siècles : la liberté de nous gouverner nous-mêmes...»

En 1914, la guerre entraîna la disparition de Breiz Dishual et du premier parti autonomiste breton. 240 000 Bretons furent massacrés pour une cause qui n'était point la leur, et ironie du sort, pour la destruction de l'Etat fédéré Elsass-Lothringen. Mais la guerre de 1914-1918 avait été proclamée «guerre du Droit», notamment du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes ; et les différents traités qui suivirent essayèrent, plutôt mal que bien, d'en faire l'application partielle à l'Europe Centrale, comme du reste les bolcheviks en Russie. Au début de 1919, Régis de l'Estourbeillon (1858-1946) remettait aux délégués de la Conférence de la Paix à Paris une pétition signée par 800 personnalités bretonnes pour réclamer les droits de la langue et des libertés bretonnes, car «la Bretagne forme véritablement dans la communauté française une nation et un peuple distinct».

Dès 1918, Job de Roince, Prado et Marchal fondaient un nouveau parti politique, Unvaniez Yaouankiz Breiz (Union de la Jeunesse Bretonne) qui en janvier 1919 publiait le premier numéro de son bulletin Breiz Atao (Bretagne toujours). L'homme du destin était alors Morvan Marchal (1900-1963), né en Pays Gallo, à Vitré, à 12 km de la frontière française. Au milieu des jeunes étudiants de l'Ecole des Beaux-Arts de Rennes, Marchal était «celui qui savait». Il possédait à fond son histoire de la Bretagne et il avait été éveillé au celtisme lors de l'enterrement du père de son ami Prado à Ploemeur : à côté du cercueil, les gars ripaillaient et chantaient dans la langue rauque et chuintante du Bro Wened (Vannetais).

Conformément aux pensées du président américain Wilson, qui voulait accorder aux petites nations les mêmes droits qu'aux grandes, Marchal et son équipe de Breiz Atao se fixèrent comme objectif de montrer l'existence de la Nation Bretonne, de manière à lui obtenir une autonomie politique incontestable. Dès la troisième livraison de Breiz Atao, le dilemme était posé : ou bien l'autonomie régionale, ou bien le séparatisme ! Numéro après numéro, Breiz Atao démontrait que la Bretagne, même niée par Paris, n'en constituait pas moins une véritable nation, alors que certains Etats souverains en Europe n'en étaient pas. La Suisse et la Belgique n'étaient que des conglomérats dûs au hasard de l'histoire ; le Luxembourg et le Liechtenstein étaient de simples reliques du Moyen Age ; et ces quatre Etats n'étaient que des zones géographiques neutres, maintenues ainsi par un

l'enseignement

!

Mais c'était sur place, en Belgique occupée, que le nationalisme flamand se développait le plus. Le 17 janvier 1917, une assemblée de 46 activistes, sous la présidence du professeur Pieter Tack, convoquait pour le 25 février suivant une assemblée provisoire de 250 délégués flamands qui approuvaient le principe de l'autonomie de Vlaanderen et la création d'un Landtag ou Conseil de Flandre. Le 21 mars 1917, sur demande des Flamands, le gouvernement allemand accordait l'autonomie à la Flandre. Le Conseil de Flandre déclarait en novembre 1917 la déchéance du gouvernement belge réfugié à Nantes, et le 22 décembre 1917, la Flandre se proclamait indépendante et Etat souverain.

Le mouvement autonomiste flamand se développait non seulement en Hollande et en Belgique mais aussi parmi les troupes belges qui combattaient aux côtés des Français sous les ordres du roi Albert Ier. En effet, les soldats belges eurent vite constaté que les Flamands formaient 80 % des combattants et seulement 20 % des officiers, alors que les Wallons représentaient 80 % des officiers et seulement 20 % des combattants ; les Flamands étaient envoyés au feu par des ordres français qu'ils ne comprenaient pas ! Une telle situation donna naissance en 1917 au Mouvement du Front, qui expédia des lettres au roi, au pape, au cardinal Mercier et entra en contact avec l'Etat indépendant de Flandre. La révolte couvait et les canons risquaient d'être retournés contre le gouvernement belge, lorsque les généraux wallons profitèrent de l'offensive de 1918 pour faire massacrer les régiments flamands.

La guerre finie, se constitua immédiatement le Front Flamand qui en 1919 fit élire 5 députés et 9 en 1925. Le chef du nationalisme flamand était le Dr Auguste Borms, condamné à mort et emprisonné depuis 1918 ; Pourtant, contre toute légalité, il fut élu en 1928 député d'Anvers par 85 000 voix contre 42 000 au belgisant «patriote» Baelde ! L'élection fut annulée, mais le Dr Borms fut libéré en 1929. En 1927, l'autonomiste flamand le plus actif était Ward Hermans, né en 1897 à Tournai ; lui aussi avait envoyé un télégramme de félicitations à Karl Roos pour la fondation du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine (Roos avait passé la guerre en Belgique comme chef de gare).

Au congrès breton de Rosporden les 9 et 10 septembre 1927 se rencontrèrent les délégués du Parti autonomiste breton, du Parti autonomiste corse, du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine et du Parti nationaliste flamand. Le siège de l'assemblée se trouvait à l'hôtel Flatres : «Nos banquets hachés de discours et de chants, notre défilé en ville avec banderoles et drapeaux se terminant par la cérémonie au cimetière, notre réunion publique contradictoire où nous nous sommes imposés de bout en bout firent sensation»

Les Alsaciens-Lorrains étaient représentés par Paul Schall et Hermann Bickler, étudiant en droit. Deux jours plus tard, le 12 septembre 1927, à Quimper, hôtel de l'Epée, fut signée la première charte de fondation du Comité Central des Minorités Nationales de France:

«En présence de MM. Paul Schall, représentant mandaté du Heimatbund d'Alsace-Lorraine et de l'Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei 2 ; Morvan Marchal et Olier Mordrel, représentants mandatés du Strollad Emrenerien Vreiz (S.E.V.) ; Petru Rocca, représentant mandaté du Partitu Corsu Autonomista ; Il a été décidé la fondation d'un «Comité Central des Minorités Nationales de France, composé à l'origine des organisations ci-dessus nommées, et ayant essentiellement pour buts d'harmoniser les efforts de tous les groupements adhérents et, le cas échéant, de les représenter en bloc.

«Il a été entendu :

1 — Que seuls les groupements se réclamant du droit des Minorités Nationales seront ultérieurement admis à poser leur candidature audit Comité, ayant seul autorité pour décider de leur admission.

2 — Qu'étant donné la connexion des politiques des Etats français et belge à l'égard des Minorités Nationales, un ou plusieurs représentants du mouvement nationaliste flamand de Belgique seront sollicités pour entrer dans ledit Comité en qualité d'observateurs.

3 — Que les statuts dudit Comité seront immédiatement mis à l'étude de part et d'autre.

4 — *Qu'afin d'arrêter ces statuts, une réunion de délégués ci-après signataires, auxquels pourront s'adjoindre les représentants d'autres Minorités Nationales de France invités par eux, aura lieu en principe à Paris, dans le courant du mois d'octobre ou du mois de novembre 1927. «En vertu de quoi, le «Comité Central des Minorités Nationales de France» est fondé en date du 12 septembre 1927.*

Olier

Mordrel

Paul

Schall

Petru Rocca Morvan Marchal»

Après la création déjà vue de l'Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei le 25 septembre 1927, devenue l'Unabhangige Landespartei le 19 novembre suivant, se réunit effectivement à Paris, le 4 décembre 1927, le Comité Central des Minorités Nationales de France qui lança une vigoureuse protestation contre l'interdiction par le gouvernement français des journaux autonomistes alsaciens-lorrains le 12 novembre de la même année.

Le second Congrès du Parti autonomiste breton s'était réuni à Châteaulin les 18 et 19 août 1928 ; les Alsaciens étaient représentés par Paul Schall et le nouveau député de Saverne Camille Dahlet. S'y trouvaient aussi les représentants des partis autonomistes ou nationalistes irlandais, gallois, flamand et corse.

Avec le fédéralisme était revendiquée l'autonomie administrative, avec parlement ; l'on réaffirma que l'autonomie ne s'opposait nullement aux intérêts de l'Etat français et que le programme autonomiste pouvait se réaliser «dans le cadre de la France». Pourtant, le gouvernement français avait essayé de faire échouer le congrès en faisant occuper toutes les chambres disponibles de la ville par 80 gendarmes qui avaient précédé les congressistes. Heureusement le temps était beau.

«Et le lendemain de la première séance, on eut ce spectacle savoureux de voir des délégués avec leurs dames sortir un peu fatigués des meules où ils avaient passé la nuit, tandis que les gendarmes grassouilleux se faisaient allègrement la barbe aux fenêtres des meilleures chambres de la ville». (L'Œuvre, 20 septembre 1928).

Le député Camille Dahlet ne retourna pas immédiatement en Alsace ; avec le Breton Maurice Duhamel, il alla participer à Genève du 28 au 30 août 1928 comme observateur au Congrès International des Minorités Nationales, qui représentait environ 30 millions de personnes, la plupart de langue germanique, comme les Allemands de Pologne, des Sudètes (Tchécoslovaquie), du Tyrol (Italie) ou de Lituanie. Maurice Duhamel justifiait ainsi la conduite des autonomistes français dans l'article «Le droit des Minorités Nationales» paru dans Breiz Atao le 17 mars 1929 :

«... Nous sommes en France une minorité ethnique et linguistique. Certes, nos revendications sont réalisables par une entente avec l'Etat français, s'il abandonnait son anachronique forme unitaire pour adopter la forme fédérale. Mais rien ne prouve que les vieillards bornés qui le dirigent délaisseront leur mystique de la Nation Une et Indivisible pour s'accorder enfin au grand rythme de l'évolution mondiale. En ce cas, notre seul espoir résiderait en une solution internationale des questions minoritaires, dont la question bretonne n'est qu'un aspect particulier.

Poincaré, en lisant ces lignes, dira encore, comme il l'a dit à la Chambre, que nous spéculons sur l'aide de l'extérieur. Comme si la France n'avait pas accueilli l'aide de l'extérieur lorsque de 1914 à 1918, elle luttait pour son existence ! Nous luttons, nous aussi, pour notre existence, pour notre nationalité, notre langue, notre culture. Nous ne nous mettons à la remorque de personne. Mais nous serions bien naïfs si nous repoussions les alliés que nous pouvons trouver en chemin, lorsqu'il s'agit des intérêts vitaux de notre pays, lesquels au surplus coïncident ici avec ceux de la paix du monde».

5. L'Elsaessischer Oppositionsblock et la Wahrheit de Zorn von Bulach

On a vu à la fin du chapitre VIII que le baron Claus Zorn von Bulach fils de l'ancien Staatssekretar

du Land Elsass-Lothringen, avait fondé à Strasbourg, le 8 juillet 1922, l'éphémère Elsaesserpartei ou Parti Alsacien. Au début de 1927, il relançait son parti sous le nouveau nom de Elsaessischer Oppositionsblock ou Bloc Alsacien d'Opposition.

Et le 19 février 1927, de ses propres deniers, il fondait un nouveau journal bi-mensuel, Die Wahrheit (La Vérité) avec en sous-titre : Die Wahre Stimme unseres Elsass Und. Offizielles Organ des Elsaessischen Oppositionsblocks, (c'est-à-dire : «la vraie voix de notre cher pays alsacien ; organe officiel du Bloc Alsacien d'Opposition»).

Plus que journal, Die Wahrheit était un recueil de tracts incendiaires et dépassait de loin l'agressivité de la Zukunft ou de la Volksstimme. Alors que la Zukunft tirait à 35 000 exemplaires sous la direction de Paul Schall, la Wahrheit de Zorn von Bulach atteignait déjà 50 000 exemplaires en avril 1927 et parvenait à 70 000 le mois suivant ; et pourtant l'Elsaessischer Oppositionsblock ne comptait même pas 3 000 membres !

Le directeur de ce journal peu ordinaire était un coureur cycliste âgé de 31 ans, Charles Baumann, que le baron von Bulach avait appris à connaître par les courses. «Nous avons porté le combat autonomiste dans les masses populaires, expliquait Baumann. Nous avons su parler au petit peuple dans sa langue à lui, non comme des savants, mais comme le peuple pense et ressent. La Zukunft et la Volksstimme étaient des journaux écrits par des savants et des demi-savants pour des savants. Notre Wahrheit s'imposait au peuple comme feuille du peuple, ainsi que le révèlent les chiffres des ventes».

Les articles, surtout ceux qui étaient signés Verus, étaient écrits au vitriol et dépassaient en violence tout ce qu'on pouvait imaginer. Dans l'article «Fumier Français», on pouvait lire : «La violation du Droit des peuples par Bismarck n'est pas aussi grande que celle commise par la glorieuse et archipourrie Troisième République Française. Bien que l'on nous ait fait violence à l'époque, nous ne pouvons dire que du bien de nos anciens maîtres allemands». Et les condamnations de pleuvoir ! Le 19 mars 1927, la Wahrheit protestait contre l'oppression venant de la part des Armagnacs et des Pirates français : «Oui, la force prime le droit dans le pays de ces Armagnacs, c'est-à-dire de ces Français, qui sont arrivés chez nous, dans ce pays où les pirates de la mer sont venus pour nous piller ! J'ai été condamné à 200 francs d'amende par ces gens sans aveu (dieses hergelaufene Volk), par un tribunal lui-même sans aveu, qui au fond et en attendant nous concerne aussi peu qu'un tribunal chinois, puisque nous n'avons absolument pas encore décidé par un plébiscite ce que nous voulons être !». Le 14 mai 1927, dans un article intitulé «Zehn fur einen !» (Dix pour un !), la Wahrheit appelait à la guerre civile en demandant aux ouvriers et aux paysans alsaciens-lorrains d'aiguiser leurs couteaux et de marteler leurs faux : «die Messer zu wetzen und die Sensen zu dangeln». L'on mobilisait une troupe d'assaut, une troupe de choc, Der Stosstrupp, et cet appel était entendu jusqu'au fond des casernes. Par exemple à la caserne du 4ème bataillon de mitrailleurs à Mulhouse, le jeune Gasser Joseph d'Isenheim écrivait à la Wahrheit : «Tous ceux qui ont donné leurs noms sont partisans du plébiscite. Ils veulent tous faire partie du Stosstrupp. Malheureusement, cela dure trop longtemps avant que cela ne commence, car nous aimerions tous aider à chasser nos libérateurs du pays ! C'est moi qui ai excité tout mon entourage. Si vous avez besoin de moi, vous pouvez compter sur moi ! ...». Et il donnait vingt noms de soldats, parmi lesquels Xavier Guthmann de Dessenheim, Albert Baumann de Colmar, Léon Kauffmann de Turckheim, etc. Le 19 juillet 1927, un Lorrain membre de l'Oppositionsblock se présentait à l'ambassade d'Allemagne au Luxembourg pour demander des armes, surtout des gaz, contre les Français : «Waffen fur den Kampf gegen die Franzosen, vor allem Gas».

L'objectif primordial de la politique du baron Zorn von Bulach et de son parti était la réalisation du plébiscite refusé à l'Alsace-Lorraine après la guerre. A la mi-juillet 1926, le Dr Ricklin avait écrit au secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, Henri Guernut : «Si la France ne veut pas nous accorder l'autonomie à laquelle nous avons un droit naturel, nous nous considérerons comme une Minorité Nationale opprimée et nous nous tournerons vers la Société des Nations». La Wahrheit mit la menace à exécution et le 17 juin 1927, elle envoyait une motion à la Société des Nations à

Genève, afin de réclamer pour les Alsaciens-Lorrains le droit à l'autodétermination. Pour les élections législatives prévues en avril 1928, le baron Clan Zorn von Bulach avait dès le 30 avril 1927 lancé le slogan : «Plébiscite et Indépendance comme la Suisse (Volksabstimmung und Unabhängigkeit. wie die Schweiz !)» et au cas où cette indépendance n'aurait pas encore été réalisable dans le cadre si attendu des Etats-Unis d'Europe, la Wahrheit réclamait au minimum l'érection de l'Alsace-Lorraine en Etat fédéré dans le cadre de l'Etat français. Cette campagne en faveur de l'autonomie et de l'indépendance de l'Alsace-Lorraine dans le cadre des Etats-Unis d'Europe indisposait au plus haut degré les autorités françaises qui cherchèrent un moyen pour étrangler la voix du bouillant baron. Elles en trouvèrent le prétexte en avril 1927 dans l'affaire de Gerstheim. Un militaire alsacien du contingent n'ayant pas réglementairement boutonné son uniforme avait été appréhendé et brutalement battu par les gendarmes. Le baron, témoin de la scène, intervint immédiatement, prit la défense chevaleresque de la victime et convoqua immédiatement un meeting de protestation qui expédia au préfet une motion menaçante pour réclamer réparation et la punition des gendarmes, faute de quoi l'Elsaessischer Oppositionsblock passerait lui-même à l'action ! Le texte de cette motion et sa menace permirent aux représentants du gouvernement français d'accuser Zorn von Bulach d'incitation à l'émeute, et le baron se vit condamné à trois mois de prison. Le 30 juillet 1927, l'illustre prisonnier devait être libéré à 8 heures du matin, et le rédacteur en chef de la Wahrheit, Charles Baumann, avait décidé d'en faire un triomphe. La veille, une édition spéciale de la Wahrheit annonçait la nouvelle et appelait tout le monde à une manifestation de masse devant la prison Rasperhaus. Un cinéaste fut engagé par contrat et payé 3 500 francs pour filmer l'événement. Comme l'administration française craignait précisément une telle manifestation, elle décida de libérer discrètement Claus Zorn von Bulach deux heures plus tôt, de sorte qu'à 6 heures du matin, le frère de la victime et un docteur vinrent le chercher en auto. Le petit trio matinal se rendit d'abord à la Meinau chez Charles Baumann qui se trouvait alors déjà à Strasbourg en train d'organiser la manifestation populaire ; il distribuait une nouvelle édition spéciale de la Wahrheit et plantait des drapeaux rouge-et-blanc, couleurs de l'Alsace-Lorraine. Rappelé d'urgence, Baumann apprit avec consternation qu'un arrêté préfectoral avait contraint le prisonnier à être libéré en avance avec obligation de quitter immédiatement Strasbourg, sous peine d'une nouvelle arrestation ; et cette disposition risquait de faire rater complètement la grande manifestation prévue. Il pressa donc vivement le baron von Bulach de ne point se dérober à la foule : «Si vous avez donné votre parole à un individu, moi, Charles Baumann, je l'ai donnée au peuple». Cet argument démocratique emporta l'adhésion de l'aristocrate. Et un scénario fut de suite mis au point. Afin de tromper les espions et les mouchards de la police, un convoi de trois taxis prit la direction de Gerstheim, via Erstein, puis tourna vers Geispolsheim pour revenir par Lingolsheim à Strasbourg et déboucher à proximité de la prison Rasperhaus. Entre temps, la foule s'était amassée sur le quai des Abattoirs et dans toutes les rues avoisinantes de la prison. Des policiers circulaient dans la foule en déclarant mielleusement que le baron Claus Zorn von Bulach était depuis longtemps sorti de prison ; du reste, les journaux du matin confirmaient leurs dires. Mais les membres de l'Oppositionsblock rétorquaient que ce n'était pas vrai et que sous peu les faits viendraient dévoiler les manœuvres mensongères qui visaient à priver le prisonnier du soutien populaire. Les policiers en uniforme et en civil riaient sous cape en pensant à l'énorme déconvenue des manifestants, déception qui pourrait même se retourner finalement contre le baron qui aurait berné ses partisans. La cloche de la tour des abattoirs sonnait les 8 heures fatidiques, lorsque le convoi de taxis se fraya difficilement un chemin à travers la marée humaine. Sous leurs chapeaux profondément enfoncés et derrière leurs cols hautement relevés, les occupants des voitures ne furent point reconnus. Arrivés devant le portail de la prison, les automobilistes sautèrent prestement hors de leurs véhicules et Charles Baumann cria à tue-tête : «Der Baron ! Der Baron !» Un immense cri de joie s'éleva du milieu de la foule qui était persuadée que Zorn von Bulach sortait en ce moment de prison. Bientôt, le monocle logé dans l'orbite gauche, le baron trônait sur de fortes épaules, tandis que d'un taxi ouvert montait un immense et beau drapeau alsacien que la foule acclamait, avec la libération

du baron, comme la propre libération anticipée de l'Alsace : «Die rotweisen Farben flatterten freudig im Morgenwind. Ein einziger Jubelschrei ging durch die elsässischen Massen, die in der Befreiung des Barons ihre eigene Befreiung vorzuahnen glaubten»¹. Tandis que la police déroutée tentait de s'emparer en vain de Claus von Bulach, ce dernier traversait la foule joyeuse et saluait le fier drapeau ethnique. Dans la dernière voiture, le cinéaste s'affairait à filmer la scène. Longtemps, la police française chercha à mettre la main sur le film documentaire que l'on devait projeter en Allemagne, et même aux Etats-Unis. La police poussa même le directeur de la firme cinématographique à rendre à Baumann les 3 500 francs afin de pouvoir réclamer la remise du film ; le contrat signé fit échouer ces manœuvres policières, et le film fut déposé dans le coffre d'un notaire où il existerait encore, si toutefois le temps ne l'a point détruit. Quant au baron von Bulach, il avait si bien profité du calme de la prison que la baronne mit un héritier au monde, neuf mois après ce mémorable 30 juillet 1927.

1. J. Wurch : Grenzlandschicksal des Elsasses (1973) p. 41.

Le 20 août 1927, Zorn von Bulach envoya une lettre ouverte au Président du Conseil Raymond Poincaré : «Nous Alsaciens, nous vous envoyons tous au diable, vous les Français, et nous vous souhaitons de disparaître d'ici aussi vite que vous y êtes venus en 1918... Nous en avons marre de tout joug étranger (Wir Elsaesser, wir wünschen sie, die Franzosen, alle zum Teufel, dass sie nochmals so schnell verschwinden, als sie 1918 hergekommen sind... Wir haben jedes fremdländische Joch satt bis Über die Ohren). Ce que les Allemands ne sont point arrivés à faire en 44 ans, savoir nous défendre de chanter la Marseillaise en Alsace, les Français y sont parvenus en quelques années avec une incroyable habileté. Personne en Alsace ne chante plus aujourd'hui la Marseillaise !»

6. Création de l'Unabhängige Landespartei (ULP)

L'autonomisme folklorique et haut en couleurs du baron Claus Zorn von Bulach charriait le bien comme le mal ; il galvanisait certes les masses populaires, mais il n'en demeurait pas moins dangereux par ses défis continuels et irresponsables. Les chefs du Parti autonomiste d'Alsace-Lorraine ou Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei pensèrent qu'il était possible d'annexer la popularité du Baron et de neutraliser ses effets néfastes. C'est pourquoi, après de laborieuses tractations, l'Elsass-Lothringer Oppositionsblock de Bulach fusionna le 19 novembre 1927 avec l'Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei du Dr Roos, pour donner naissance à un nouveau parti : die Unabhängige Landespartei ou Parti Régional Indépendant. Et un nouveau programme fut rédigé, que nous reproduisons complètement parce qu'il est introuvable : «L'Unabhängige Landespartei réclame pour l'Alsace-Lorraine la reconnaissance par la France de son droit de disposer d'elle-même. La France avait basé durant près de 50 ans sa revendication de l'Alsace-Lorraine sur la violation par l'Allemagne du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes. La récupération de l'Alsace-Lorraine par la France donne donc à ce Droit des Peuples une signification particulière aux yeux mêmes de la France. «Or, en 1918, la France n'a pas pris en considération notre droit à disposer de nous-mêmes. Jusqu'ici, le plébiscite n'a pas encore eu lieu. Un million et demi d'hommes, qui parlent la langue allemande depuis 15 siècles, habitent en Alsace-Lorraine. A cette population, la France doit accorder tous les droits reconnus aux Minorités Nationales par les traités auxquels le gouvernement français a collaboré. Donc, la France doit aussi accorder à l'Alsace-Lorraine de langue allemande les droits prévus par la Société des Nations en faveur des Minorités françaises, comme par exemple en faveur des Canadiens français, et qui ont été accordés par d'autres nations. «En application de ces principes, l'Alsace-Lorraine doit obtenir pour toujours une administration autonome. La population de langue française d'Alsace-Lorraine sera libre de réclamer son rattachement à cette administration autonome qui s'étendra sur tous les domaines de l'Etat, y compris les richesses du sol, et sur toutes les institutions publiques et juridiques, y compris les transports et l'administration de la justice. Tout ce qui appartenait à l'Alsace-Lorraine au moment de l'armistice demeure sa propriété ; ces biens constituent une propriété inaliénable et incessible

pour l'Alsace-Lorraine. La langue de l'administration, de la justice et de l'enseignement doit être l'allemand, langue nationale de l'Alsace-Lorraine. L'usage d'une autre langue dans la vie publique restera facultatif.

«Le siège de l'administration autonome sera à Strasbourg. L'Alsace-Lorraine aura une représentation particulière, un Parlement issu du suffrage universel. Le droit de vote sera accordé aux femmes. Ce parlement d'Alsace-Lorraine ou Landtag Elsass-Lothringens aura le pouvoir de légiférer dans toutes les affaires intérieures du pays. Dans certains cas spéciaux, le peuple sera appelé à se prononcer par voie de référendum. La première législature donnera ses lois à l'administration autonome et Fixera les relations entre l'Alsace-Lorraine et l'ensemble de l'Etat français.

«Les emplois publics seront occupés exclusivement par des enfants du Pays, parlant la langue du pays. Liberté d'opinion est laissée aux fonctionnaires. A la tête de l'administration autonome se trouvera un Président élu par le peuple et qui ne sera responsable que devant les députés du peuple alsacien-lorrain. En tout cas, les députés alsaciens-lorrains au Parlement Central de Paris n'auront siège et voix que pour les questions qui ne concernent pas l'administration autonome de l'Alsace-Lorraine.

«L'administration autonome de l'Alsace-Lorraine comprendra : des finances indépendantes, un budget indépendant, une banque alsacienne- lorraine (Landesbank) ; elle aura la souveraineté en matière d'impôt L'Alsace-Lorraine ne participera aux dépenses générales de l'ensemble de la France que dans la mesure où il s'agit de dépenses d'Etat qui ne sont pas prévues par l'administration autonome ; la participation de l'Alsace Lorraine à ces dépenses d'Etat sera calculée par tête.

«L'Etat français global remboursera sur les mêmes bases les recettes produites par les douanes et les monopoles en Alsace-Lorraine, sous déduction évidemment des frais de perception. L'administration autonome d'Alsace-Lorraine disposera de tous les impôts indirects du pays Tous les excédents de recettes des services publics, comme les P.T.T., les Chemins de fer, la navigation, la circulation, la banque d'Alsace-Lorraine, etc., appartiennent à l'administration autonome d'Alsace-Lorraine, sans que la France puisse y participer. L'administration autonome indemniserà tous les créanciers alsaciens-lorrains de la France, ses victimes politiques, en particulier les fonctionnaires, les internés, les déportés, les victimes de l'arbitraire judiciaire. L'administration autonome réglera les questions du change des marks en 1919, indemniserà les porteurs de valeurs allemandes, et remboursera les pertes subies par les titulaires de pensions allemandes.

«La France abandonnera, sans préjudice de sa souveraineté militaire, son pouvoir exécutif à l'administration autonome d'Alsace-Lorraine. L'administration autonome assurera l'ordre et la paix dans le pays, et à cet effet créera des organes propres de sécurité. Sans le consentement de l'administration autonome, la France ne pourra prendre aucune mesure de nature à empêcher ou à gêner la circulation frontalière, le séjour de ressortissants étrangers ou l'installation de postes consulaires. Toute mesure d'exception constituera un abus de pouvoir.

«Tous les litiges entre l'administration autonome et l'Etat français global seront soumis à un tribunal arbitral indépendant, composé moitié-moitié par les représentants des deux parties et présidé par un Président élu par tirage au sort.

«S'appuyant sur ces principes nettement délimités, l'Unabhängige Landespartei (ULP) d'Alsace-Lorraine poursuit la réalisation d'un idéal de Liberté, d'Egalité et de Fraternité. L'Unabhängige Landespartei (ULP) poursuit par des moyens légaux la réforme des conditions sociales et politiques présentes. L'Unabhängige Landespartei (ULP) tend à une modification du régime économique, en tenant d'abord compte des besoins des collectivités et en empêchant la spéculation favorisée par le supercapitalisme de la République Française. Dans le nouvel ordre économique, la personnalité de l'ouvrier manuel comme celle de l'ouvrier intellectuel doit être reconnue et jugée selon l'équité. Nous réclamons plus de justice, surtout dans la répartition des impôts et des diverses charges fiscales.

«Dans le domaine économique, nous demandons une stabilisation immédiate, la suppression rapide et par étapes des mesures de contrainte, comme dans la législation sur les loyers, et d'autre part une adaptation des salaires, des traitements, des pensions, des rentes, des assurances sociales, etc. au

coût de la vie. Durant la période de transition, les secteurs industriels qui manquent de vitalité recevront des subventions. Des mesures seront prises pour donner un nouvel essor à la vie économique, telles que la suppression des douanes, les facilités accordées au trafic des marchandises. L'agriculture verra ses rendements augmentés, notre viticulture en détresse sera relevée, grâce à une intensification de l'exportation et d'autres réformes importantes.

« Dans le domaine politique, nous demandons la réalisation de toutes les aspirations non révolutionnaires, pour améliorer la situation des travailleurs, des employés et des fonctionnaires, l'extension des pouvoirs des citoyens dans les communes, l'accroissement des prérogatives des administrations locales autonomes. Nous réclamons des mesures pour le développement d'une classe moyenne saine dans une société bourgeoise et paysanne, la protection des ouvriers et de toutes les industries, une réforme de la législation commerciale. Le nouveau régime que nous prônons prévoit en faveur de toutes les classes sociales, une participation plus active à l'administration des affaires publiques, jusques et y compris au gouvernement autonome.

« C'est seulement ainsi que l'on pourra réaliser la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

« L'Unabhängige Landespartei (ULP) réclame la Liberté et par là revendique expressément le maintien de tous les droits naturels et reconnus appartenant à notre peuple. Font avant tout partie de la Liberté : la liberté de choix pour les parents en matière scolaire, l'obligation scolaire sans l'obligation de telle ou telle école, la liberté d'association, la reconnaissance de toutes les confessions religieuses et l'autonomie réglementée de l'Eglise. Font encore partie de la Liberté : l'indépendance de la justice par rapport à la politique et au gouvernement, l'intangibilité de la magistrature indigène, une participation plus grande du peuple à la Justice, l'abolition de l'arbitraire policier et de tous les abus.

« L'Unabhängige Landespartei veut réaliser l'Egalité et surtout elle veut arriver à une détente dans le domaine social, à une refonte de la législation sur les assurances sociales ; elle veut instaurer les assurances contre le chômage, créer des Chambres de Travail et des Tribunaux d'Arbitrage pour les litiges relatifs au travail et aux salaires. Elle veut réaliser une saine politique pour assurer à chaque ouvrier et à chaque famille la possession d'une petite propriété, afin de procurer un bonheur moyen à chacun.

« L'Unabhängige Landespartei veut réaliser la Fraternité dans tous les domaines, et avant tout, répandre un véritable esprit de paix en Alsace-Lorraine, ce foyer de tant de funestes conflits entre les peuples depuis des siècles. Nous sommes des citoyens français ; comme tels, nous remplirons notre devoir. Mais nous sommes aussi une Minorité Nationale ; comme telle, nous réclamons notre droit. A l'Etat français nous devons notre loyalisme, mais notre amour va à notre Alsace-Lorraine et à nos traditions. Nous ne nous laisserons pas ravir notre langue maternelle. Nous sommes fiers de notre culture. Personne ne brisera notre volonté de culture particulière et cette volonté repose sur la communauté de langue et de mœurs avec les pays voisins du Rhin, du Reich et des pays situés au delà. Entre eux tous et la France, nous voulons une réconciliation sincère et définitive. Mais pour cela, l'Etat français doit soutenir notre particularisme conformément au droit naturel, à la constitution et aux accords internationaux. Nous voulons la Paix ! C'est pourquoi, l'Unabhängige Landespartei réclame la suppression du service militaire obligatoire, le désarmement, la création de zones démilitarisées entre la France et l'Allemagne, surtout en Alsace-Lorraine, la création de tribunaux d'arbitrage, le développement de la Société des Nations, et les Etats-Unis d'Europe.

« Liberté, Egalité, Fraternité ! Aucun pays n'y tend plus ardemment que l'Alsace-Lorraine, car aucun pays n'a souffert autant que le nôtre des guerres et des victoires. L'Alsace-Lorraine est toujours délivrée pour être toujours opprimée. Maintenant la France veut lui enlever sa langue maternelle, base naturelle de sa culture, rendant par là impossible tout développement intellectuel en Alsace-Lorraine. L'Alsace-Lorraine, forte de ses traditions séculaires, doit exiger qu'on lui laisse le chemin libre pour accomplir sa mission, une mission riche de promesses d'avenir.

« Dans nos écoles primaires, une place devra être accordée à la langue française dans la mesure des possibilités, et dans les écoles supérieures, l'on devra se proposer comme but la possession parfaite de la langue française. Notre Université doit devenir le centre de la culture mondiale à laquelle l'élite des deux nations devrait concourir. Notre Université devra recevoir une extension qui lui

permette d'offrir à la technique et à l'agriculture les laboratoires qui manquent encore à l'une et à l'autre ; et nous ne voulons pas parler ici de l'industrie, des mines, etc. Les écoles moyennes ont besoin de recevoir une nouvelle extension. «L'Alsace-Lorraine ne pourra jouer son rôle de médiatrice entre la France et l'Allemagne que si elle atteint un haut degré de culture et un haut degré de développement économique. Seule l'entente entre la France et l'Allemagne peut garantir la paix en Europe. C'est seulement de la paix en Europe que pourront naître les Etats-Unis d'Europe. Pour le bonheur des peuples, pour la grandeur de la France et de l'Allemagne, pour la prospérité d'une Alsace-Lorraine libre, Hoch !». On ne peut s'empêcher d'admirer la modernité du programme du nouveau parti du Dr Karl Roos. Mais pour le gouvernement français, frappé de cécité et de sénilité, comme pour ses dociles représentants, tout cela n'était que duplicité : «un abîme profond dans lequel les autonomistes voudraient précipiter l'Alsace-Lorraine...»

ELSAESSISCHES TRUTZ UND KAMPFLIED

Kameraden auf und tretet an,
 Du Arbeits- und du Bauersmann,
 Und reichet euch die Bruderhand
 Zum Kampf für unser liebes Heimatland.

O Elsassland, Lothringerland,
 So seist du allezeit benannt,
 Wenn auch durch fremde falsche List
 Dein schöner Name nun verhönet ist !

Durch Falschheit, Lug, Gewalt, Verrat
 Und manch gemeine feige Tat :
 Man hat zuviel uns angetan,
 Wir haben jetzt genug, genug daran.

Noch schäumen sie vor Hass und Wut,
 Und manche schänden 's eigen Blut :
 Siefinden alle ihren Lohn
 Wie Judas einst in Schand und Spott und Hohn !

Wir kämpfen für des Volkes Ehr',
 Wir dienen nicht dem Millionär,
 Wir dienen Fremden nicht als Knecht,
 Wir wollen sein daheim ein frei Geschlecht !

Wir kämpfen für Gerechtigkeit,
 Für Treue, Recht und Redlichkeit,
 Für Arbeit kämpfen wir und Brot,
 Für unsre Heimat gehn wir in den Tod !

CHANT ALSACIEN DE DEFI ET DE LUTTE

Camarades, debout ! et rassemblez-vous,
 toi, ouvrier et paysan,
 et serrez-vous une main fraternelle
 pour la défense de notre chère patrie.

Ô pays d'Alsace, ô pays de Lorraine,
 que tel soit ton nom toujours,
 même si par une fausse ruse étrangère
 ton beau nom est maintenant méprisé.

Par fausseté, mensonge, violence, trahison,
 et mainte basse lâcheté,

on nous en a trop fait voir ;
nous en avons assez, assez de cela !

Ils ont beau écumer de haine et de colère,
et plus d'un souille son propre sang :
tous, ils trouveront leur salaire
comme Judas jadis, dans la honte, l'injure et le mépris.

Nous combattons pour l'honneur de notre peuple,
nous ne servons pas le millionnaire,
nous ne servons pas de domestique à l'étranger,
nous voulons être une génération libre chez elle.

Nous combattons pour la justice,
pour la fidélité, le droit et l'honneur ;
nous combattons pour le travail et le pain,
pour notre patrie nous allons à la mort !

Docteur Karl Roos (Surburg 1878 – Champigneulles 1940). Cette chanson de marche, composée le 23 octobre 1933, se chante sur la mélodie célèbre «Argonnerwald» en reprenant les deux derniers vers de chaque strophe.

XIV – L'ÈRE DES PROCÈS

Parmi les personnes de bonne volonté qui firent effort pour comprendre la question de l'autonomisme alsacien-lorrain, les plus sympathiques restent peut-être le comte et la comtesse Jean de Pange. C'est à Reichenberg que le comte écrivit *Les libertés Rhénanes* (1922), critiquant déjà le traité de Versailles.

La comtesse elle-même se rendait compte «de la profondeur du fossé qui semblait se creuser chaque jour un peu plus, et dont les gens de l'Intérieur ne se doutaient pas. Les quelques semaines que je passais à Paris pendant l'hiver me permettaient de constater l'ignorance du plus grand nombre des Français (et non des moindres) de la situation réelle en Alsace» 1. Il fallait faire quelque chose.

Avec la marquise de Loys-Chandieu, qui avait hérité en 1914 du château de la Ruprechtsau (Robertsau), avec son neveu suisse, Guy de Pourtalès, la famille du comte de Pange organisa une «décade» d'étude sur le malaise alsacien-lorrain du 1er au 10 juillet 1926, c'est-à-dire un mois après la publication du Manifeste du Heimatbund. S'y réunirent 18 personnes, 15 hommes : Mario Meunier, Pierre Hepp, J.L. Vaudoyer, Gérard Bauer, Edmond Jaloux, Guy de Pourtalès, François Mauriac, François Le Grix, Simon Lévy, Constantin Photiadès, Jean de Pange, Daniel Halévy, Emile Henriot, René Benjamin, Charles du Bos ; et 3 femmes : Mme Hepp née Saint-René-Taillandier, la comtesse Jean de Pange et la marquise de Loys-Chandieu.

A chaque repas, il y avait des invités alsaciens ou des fonctionnaires français. On écoutait gravement les doléances des uns, la défense des autres, et l'on tâchait de tirer la conclusion la moins pessimiste possible, il y eut des moments d'entente sincère, d'autres plus pénibles où se dévoilaient des vérités complètement incompatibles. La question linguistique était peut-être la plus difficile à faire comprendre aux gens de l'Intérieur. La marquise de Loys-Chandieu n'avait pas hésité à inviter les plus hardis défenseurs du bilinguisme, tels le chanoine Eugène Millier (Ranspach 1861-Strasbourg 1948), le professeur Fritz Kiener (Sulz-unterm-Wald 1874-Clermont-Ferrand 1942) et l'abbé Xavier Haegy (Hirsingue 1870-Colmar 1932). Cette question linguistique, qui primait souvent toutes les autres et qui revenait à tout propos, étonnait beaucoup les invités du château de la Ruprechtsau : «Ils avaient tout à apprendre ! Dans quelle mesure en comprenaient-ils le drame ? C'est difficile de s'en rendre compte, mais tous étaient visiblement impressionnés».

1. Les procès de 1926 et 1927

Les autorités gouvernementales se trouvaient peut-être tout aussi impressionnées par le phénomène autonomiste de l'Alsace-Lorraine qu'elles avaient encouragé avant 1918 et qui se tournait maintenant contre la France ; mais dans leur complexe de belligérant victorieux, au lieu de chercher à comprendre, elles préférèrent sévir et manier la lourde main de la justice politique.

En fait, après les interdictions des partis politiques fédéralistes et neutralistes de 1919, après les procès «honteux» faits comme à la dérobée en mai 1920, qui avaient finalement tourné à l'avantage des inculpés, en dehors du cas particulier de René-César Ley qui s'était livré de lui-même à la justice et qui fut condamné en décembre 1923, les autorités gouvernementales se tenaient sur la réserve, persuadées au demeurant que la question d'Alsace-Lorraine était réglée. Lorsque la politique anticléricale de Herriot eut provoqué le grand et dur réveil, elles s'arrangèrent pour rester d'abord dans les coulisses, et à l'exception des sanctions prises par le ministre Pierre Laval contre les fonctionnaires signataires du Manifeste du Heimatbund et de l'Appel des cheminots en juin 1926, elles se contentèrent d'engager un combat de guérilla par journalistes nationalistes interposés, et avec la connivence des tribunaux soumis aux directives parisiennes. C'est ainsi que le journaliste Claude Lorrain (Ferette) avait intenté un procès en diffamation à la Zukunft, et le tribunal de Metz condamna la Zukunft fin mars 1926 à verser la somme ahurissante de 50 000 francs comme réparation morale au journaliste accusateur. Lorsque la Zukunft à son tour intenta un procès en diffamation au même journaliste Claude Lorrain, ce dernier fut certes aussi condamné le 26 juin 1926, mais seulement à 16 francs d'amende et au franc symbolique à verser à la Zukunft, qui fut par contre obligée de payer les 9/10èmes des frais de justice ! Si bien que la Zukunft, tout en gagnant son procès, se trouvait quand même pénalisée ! Une pareille mésaventure arriva aussi à un signataire du Heimatbund, le Lorrain Victor Antoni, qui avait intenté un procès en diffamation au journal Le Messin. A la mi-juillet 1926, le tribunal de Metz condamnait le journal à 16 francs d'amende et au franc symbolique, mais Antoni dut payer les 4/5èmes des frais du procès ! Ainsi, les autonomistes diffamés pouvaient obtenir justice à condition de se ruiner, tandis que les diffamateurs, même condamnés, s'en tiraient indemnes. Les tribunaux de Lorraine étaient donc aux ordres de Paris ; et ceux d'Alsace ? Après le «Dimanche Sanglant» de Colmar (22 août 1926), l'abbé Alphonse Rohmer (1899-1977), vicaire à Wintzenheim, et son ami, le vicaire d'Ingersheim, avaient intenté un procès pour injures : ils avaient été injuriés et avaient été notamment traités de «sales boches». Mais à la mi-septembre 1926, le tribunal de Colmar rejetait la plainte : la justice en Alsace se trouvait donc comme celle de Lorraine au service du gouvernement. De cela, l'abbé Xavier Haegy aurait dû se méfier ; mais il ne semblait pas s'être rendu compte que les journalistes, tant locaux que parisiens, renseignés par la police secrète (qui violait la correspondance privée, écoutait les communications téléphoniques, filait les chefs de l'autonomisme), servaient d'agents provocateurs en écrivant des articles diffamatoires, et qu'il était extrêmement difficile de se laver des soupçons sans faire le jeu de l'adversaire. L'un de ces complices de la Police Secrète et des préfectures d'Alsace-Lorraine était le journaliste parisien Lucien Coulon, reporter au Journal sous le pseudonyme d'Edouard Helsey. Du 6 au 17 janvier 1927, il avait publié en onze articles une grande enquête sur l'Alsace-Lorraine ; il y affirmait que le Heimatbund était un complot clérical contre la France, en liaison avec le Vatican (cf. la lettre des Heimatbündler à Pie XI le 24 janvier 1927), Moscou (cf. les communistes autonomistes) et surtout avec Berlin (cf. les relations mutuelles entre Alsaciens-Lorrains établis de part et d'autre du Rhin). Helsey (Coulon) affirmait que le clergé d'Alsace-Lorraine utilisait son autorité morale et le confessionnal pour mener une Politique anti-française et pro-allemande, sans que le journaliste ne se doutât — dans son ignorance parisienne — que du moment que les Alsaciens étaient dans leur grande majorité des Germains Alamans et les Lorrains des Germains Franciques, une politique culturelle et administrative normale en Alsace-Lorraine ne pouvait et ne devait qu'être germanique ! Le journaliste provocateur concluait ses articles : «... Les Haegy, les Ricklin, les Keppi, les Médard Brogly, toute la petite bande de fous ou de criminels, en essayant de soulever une nouvelle question d'Alsace, travaillent pour le roi de Prusse et compromettent la paix.

Ainsi

soit-il

!»

Ne se méfiant absolument pas du piège qui lui était tendu, l'abbé Haegy, conseiller général du Haut-Rhin, directeur de l'Elsaesser Kurier et membre du comité central du Heimatbund, engagea un procès en diffamation contre Helsey (Coulon) et réclama 10 000 francs de réparation morale. La Cour d'Assises de Colmar était présidée par maître Loison ; maître Fachot, qui avait tripoté dans les biens alsaciens-lorrains placés sous séquestre, était procureur général. Le journaliste Helsey, agent provocateur et du reste en liaison avec l'espion Henri Riehl, était défendu par les trois meilleurs avocats de Paris, dont l'ancien ministre et avocat-vedette Henri-Robert, plus deux avocats alsaciens partisans de l'assimilation, maître Kalb, qui avait conduit les Anciens Combattants dans le matraquage des autonomistes à Colmar le 22 août précédent, et maître Franck. Confiant dans son bon droit, l'abbé Haegy ne s'était fait assister que par maître Kraehling de Mulhouse. La salle du tribunal était pleine à craquer de journalistes anti-autonomistes, et 117 témoins étaient prévus ! Le procès dura du 8 au 12 avril 1927. Le premier jour, le député Eugène Müller et l'ancien député Médard Brogly apportèrent des explications sur la Volkspartei (UPRA) et le Heimatbund ; des prêtres venaient témoigner en faveur de l'abbé Haegy. Mais le général de Castelnau attaqua les autonomistes, et le général André, la presse dirigée par l'abbé Haegy ; le plus agressif fut le «revenant» et mentor de l'aile nationaliste de la Volkspartei, le général Robert Bourgeois, qui accusa son camarade d'avoir déclaré le 22 novembre 1926 lors d'une réunion du parti : «Je n'aime pas la France ; c'est un pays athée, un pays de francs-maçons sans religion, un pays de persécutions religieuses !» Maître Kraehling rejeta ces propos et l'abbé Haegy déclara ne plus se rappeler avoir dit de telles paroles. Mais le sénateur Jules Scheurer, né à Thann en 1852, qui n'était point membre de la Volkspartei et qui n'avait donc pu assister à ladite réunion, vint cependant confirmer les dires du

général

Bourgeois.

Dès lors, la situation se renversa contre l'abbé Haegy, qui d'accusateur devenait l'accusé ! Il ne s'agissait plus pour le journaliste Helsey (Coulon) d'apporter des preuves à ses diffamations, ce qui du reste risquait de révéler le gigantesque réseau d'espionnage politique et domestique que Paris oui ou non, l'abbé Haegy aimait la France ! Car en Alsace-Lorraine, contrairement à la France de l'Intérieur, il ne suffisait pas d'accepter d'être devenu Français sans avoir été consulté, il fallait encore aimer le conquérant victorieux de 1918, devenu oppresseur ; ne point aimer la France, c'était une faute, un délit justiciable devant tribunal !... Dans son discours du 12 avril, le procureur général Fachot vanta les bienfaits de la liberté de la presse et demanda à l'abbé Haegy de retirer sa plainte contre Helsey ; il le conjura aussi de servir la France. Craignant d'être condamné aux dépens, l'abbé Haegy acquiesça et déclara : «Je crois servir la France en servant l'Alsace». Puis l'avocat Henri-Robert (1863-1936), membre de l'Académie Française, oubliant qu'il avait à défendre un journaliste accusé, supplia l'abbé Haegy de crier spontanément «Vive la France !». Ce dernier s'y résigna, et la foule entonna La Marseillaise. Ce fut un triomphe pour les partisans de l'assimilation, une défaite pour les autonomistes ; l'abbé Xavier Haegy ne devait jamais plus se relever complètement du coup qui lui avait été porté ces 8-12 avril 1927.

Que l'abbé Haegy ait oui ou non prononcé les paroles qu'on lui reprochait, et qu'après tout il avait bien le droit de dire sans commettre un délit, peu importe. Sa véritable pensée se trouvait clairement exprimée dans une déclaration faite au comité directeur de la Volkspartei le 5 avril 1923, précisément contre l'aile nationaliste et chauvine du parti : «Ces messieurs veulent se mettre en première ligne. Ils veulent être de «bons» Français d'abord, Alsaciens ensuite et enfin catholiques. Je suis avant tout catholique, Alsacien et enfin Français. Nous avons été de bons Allemands et nous ferions demain, s'il le fallait, de bons Chinois. Ces messieurs peuvent ramper dans la poussière pour plaire au gouvernement. En ce qui nous concerne, nous ne faisons pas de politique gouvernementale et nous n'en ferons jamais !»

Le mois suivant, c'était au tour de Jean Dumser, gérant d'Erwinia, imprimerie éditrice de la Volksstimme, d'être traîné en justice par l'Action Française qui se prétendait diffamée par un article du journaliste Ritter. Le 28 mai 1927, il était condamné à neuf mois de prison et à 54 000 francs de dommages-intérêts au bénéfice des royalistes nationalistes ! La Volksstimme réagit vivement en

lançant un appel à l'aide étrangère, sous le titre «Ein Notschrei an das Ausland» : «Les pays étrangers doivent savoir, que dans l'Alsace-Lorraine libérée, les tribunaux de la République Française se sont mis au service de la politique nationaliste de haine contre les Minorités Nationales, qu'ils cherchent au moyen de verdicts démesurés à extirper jusqu'à la racine les journaux qui refusent de cautionner le grand mensonge d'une Alsace originellement française, qui osent montrer la libération de 1918 sous son vrai visage, et qui s'engagent inébranlablement et impitoyablement à lutter pour la conservation du Volkstum alsacien. «C'est aux Alsaciens-Lorrains d'Allemagne, d'Amérique, de Suisse c'est aux Minorités Nationales des Etats nouvellement créés que nous nous adressons ! En mendiant, nous les supplions de nous venir en aide contre la terreur des tribunaux français (An die Elsass-Lothringer im Reiche, in Amerika, in der Schweiz, an die nationalen Minderheiten der neu-geschaffenen Staaten wenden wir uns. Bettelnd flehen wir sie um Hilfe gegen den Terror der französischen Gerichte). «Compatriotes Alsaciens-Lorrains d'Allemagne !... Vous êtes le sang de notre sang ! Jamais encore, nous ne vous avons tendu la main pour mendier. Aujourd'hui, nous sommes obligés de le faire, parce que la justice française... cherche à étouffer notre protestation contre l'anéantissement de notre langue maternelle, de notre et de votre identité nationale (unseres und Eures Volkstums). Vous avez trouvé en terre allemande un accueil hospitalier. Vous y avez de nouveaux amis. Adressez-vous à eux, afin qu'ils nous soutiennent dans le dur combat que nous impose l'impérialisme français. La méchanceté welche doit s'écraser contre la fidélité alsacienne, contre la conscience ethnique des Alsaciens».

Et pour alimenter la résistance, la Volksstimme créait la caisse «Andréas Hofer», du nom du héros tyrolien qui défendit à l'aube du XIXème siècle son pays contre l'armée française et ses alliés, et qui fut fusillé le 20 février 1810. Le Dr Robert Ernst entendit l'appel et s'arrangea pour alimenter la caisse de secours ; les premiers versements au tribunal eurent lieu en janvier 1929. Le 12 novembre 1927, le gouvernement français reniait la liberté d'expression et la liberté de la presse pourtant si bien glorifiées par le procureur général Fachot en avril ; il supprima les trois journaux autonomistes : Die Zukunft, Die Volksstimme, Die Wahrheit. L'interdiction de ces journaux se fondait sur la loi du 22 juillet 1895 qui interdisait la vente et la diffusion de journaux écrits «en langue étrangère» ; cette loi visait primitivement la propagande italienne dans le comté de Nice à la fin du XIXème siècle. L'application de cette loi à l'Alsace-Lorraine était une grave injustice, non seulement parce qu'aucun Alsacien-Lorrain n'avait voté cette loi, mais surtout parce que l'allemand était précisément la langue naturelle du pays et le français la langue étrangère ; or par un renversement arbitraire de la réalité, le gouvernement de Paris avait proclamé la langue indigène étrangère, et la langue étrangère indigène ! En fait, toute la presse locale de l'Alsace se trouvait tomber sous l'application perverse de cette loi de 1895, et vive fut la réaction dans tous les milieux. Dès le 18 novembre 1927, les députés Michel Walter, Robert Schuman, Joseph Pflieger, Charles Frey, déposèrent à la Chambre une résolution pour abolir la loi du 22 juillet 1895, évidemment sans résultat, comme d'habitude. Le 3 décembre 1927, le Président du Conseil, Raymond Poincaré, cliquait qu'il n'existait dans la législation française aucune loi ni aucune possibilité légale de mettre fin à la campagne autonomiste, parce que l'on n'avait jamais imaginé que quelqu'un pourrait mettre en question le principe de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République, et que de ce fait, le gouvernement avait dû recourir à des expédients qu'il n'entendait point étendre aux autres journaux allemands d'Alsace-Lorraine.

Par cette lettre, le gouvernement reconnaissait formellement que l'autonomisme était légitime en France, puisque était permis tout ce qui n'était point interdit par une loi ! Et si l'autonomisme n'était point illégal, toutes les mesures répressives prises contre les Alsaciens-Lorrains étaient injustes et pure dictature arbitraire, comme les sanctions de Pierre Laval, la violation du secret de la correspondance privée, l'espionnage domestique, et l'interdiction des journaux autonomistes ! C'est pourquoi, le 25 novembre 1927, le député communiste Charles Hueber attaqua violemment la «Pressediktatur» française et «la brutalité avec laquelle l'impérialisme français traite la population des provinces recouvrées». Et le 8 décembre 1927, Charles Hueber revint à la charge contre la

dictature du gouvernement français et annonçait la prochaine autolibération de l'Alsace. Quant à la promesse de ne pas toucher aux autres journaux publiés en allemand, le général de Gaulle devait la traiter le 13 septembre 1945 comme le gouvernement de la Illème République avait déjà traité les promesses de 1918...

A défaut de loi contre les autonomistes, les autorités gouvernementales continuèrent à recourir aux expédients arbitraires et aux procédés injustes. Un nouveau cas allait précisément se présenter à propos de l'affaire de la SAPART.

En juillet 1927, Joseph Rossé, Médard Brogly et maître Victor Kraehling, l'instigateur, annonçaient la fondation d'une Caisse d'Epargne, qui sous le nom de «Société Alsacienne de Participations Industrielles» (SAPART), était destinée à financer des entreprises alsaciennes et à soutenir les œuvres sociales du corps enseignant de l'académie de Strasbourg. Dès que cette nouvelle fut connue, la presse aux ordres de Paris se déchaîna fin août contre le projet, campagne à laquelle s'associa Le Temps ; elle voyait dans ce projet la main de l'Allemagne ! Le 1er octobre, dans la Revue Scolaire, Joseph Rossé repoussa toutes ces positions calomnieuses ; finalement, le 24 novembre se réunissait à Colmar l'assemblée constitutive de la SAPART ; maître Kraehling fut élu Président, Joseph Rossé et Eugène Hertzog vice-présidents, Emile Pinck trésorier. Deux jours plus tard, la police entreprit des perquisitions domiciliaires chez maître Kraehling, Joseph Rossé, Eugène Hertzog et Emile Pinck Et le 1er décembre 1927, Joseph Rossé, président de la Fédération des fonctionnaires d'Etat et instituteurs d'Alsace et de Lorraine, était arrêté «pour atteinte au crédit de l'Etat». En effet, dans une circulaire adressée à des hommes de confiance, Rossé avait écrit : «La situation économique et financière actuelle est extrêmement propice à l'action que nous avons l'intention d'entreprendre. Personne ne peut prévoir quelle sera la situation à la fin de cette année ou en 1928. Il ne faut pas oublier, dans le cours de la propagande, de souligner le fait que l'argent placé dans les banques ou dans les caisses d'épargne est toujours exposé à un certain risque, qu'il ne rapporte que peu d'intérêts et que les banques réclament des frais énormes». Rossé faisait allusion à la dévaluation du franc, que Poincaré consacrera par une dévaluation officielle de 20 % en juin suivant. Il n'en avait pas fallu davantage pour ordonner les perquisitions et arrêter Joseph Rossé !

Cette arrestation s'effectua dans des conditions particulièrement abjectes. En effet, ce 1er décembre 1927, 438 maîtres du «cadre local» venaient d'élire leur représentant au Conseil départemental de l'Instruction Publique ou Bezirksunterrichtsrat. Deux candidats se trouvaient en présence : l'autonomiste Joseph Rossé, et le candidat gouvernemental Herrmann. Au cours du dépouillement, 393 votes furent déclarés valides ; Rossé avait obtenu 292 voix, et son concurrent 81. Au moment de la proclamation des résultats, le préfet Susini pénétra dans la salle et avec un air hypocrite déclara :

«J'avais prié les amis de M. Rossé de se trouver ce soir à 6 heures dans cette salle pour participer à la proclamation des résultats du vote. J'aurais aimé lui communiquer les réflexions que m'avaient inspirées la correspondance qu'il avait échangé avec l'Inspecteur d'Académie, et il m'aurait été agréable de lui exprimer ouvertement mes félicitations pour son zèle, son dévouement, son activité comme aussi pour les résultats merveilleux qu'il a obtenus dans le département. Par suite de circonstances étrangères à sa volonté, il n'a pas été possible à M. Rossé d'être ce soir au rendez-vous. Néanmoins, je ne voudrais pas vous cacher les raisons de ma présence ici. «Je suis venu dans le Haut-Rhin pour y mettre de l'ordre et pour veiller à l'application de la loi dans tous ses domaines. Depuis l'heure de mon arrivée dans ce département, où m'a appelé la confiance du Grand Français (Poincaré) dont je fus pendant 15 mois le collaborateur et qui couvre d'honneurs ma carrière, j'ai tenu à appliquer le programme qu'il m'a tracé. Le nouveau préfet du Haut-Rhin ne connaîtra que deux partis : celui des amis de la France et celui de ses adversaires ! «Ces derniers, Messieurs, n'ont à attendre de moi, ni faveurs, ni indulgences d'aucune sorte. Ils se verront appliquer sans pitié la loi dans toutes sa rigueur. J'utiliserai toute mon énergie et tous les moyens légaux dont je dispose, je vous le jure solennellement, pour rendre impossible aux mauvais Français de nuire, et je vous jure, Messieurs, que je vais mettre fin à cette odieuse, abominable et criminelle campagne, qui n'a duré que trop longtemps».

En tirant sa montre de la poche, le digne préfet déclara cyniquement : «Messieurs, j'ai l'honneur de vous informer, que depuis cinq minutes, M. Rossé est arrêté !» C'est ainsi que l'instituteur Herrmann, avec seulement 81 voix contre 292 à Rossé, fut proclamé élu, au mépris de toute démocratie, et que Rossé fut jeté en prison, au mépris de toute la justice ! Deux jours plus tard, le 3 décembre 1927, la police arrêtait les deux principaux rédacteurs de la Wahrheit interdite, Charles Baumann et Eugène Kohler, pour «espionnage». Puis, au cours de la veillée de Noël, sur l'ordre de Poggiale, une nuée de gendarmes et de policiers secrets s'abattit sur plus de 100 maisons d'Alsace-Lorraine pour une interminable perquisition domiciliaire, à la recherche des fameux millions allemands, qui seuls pouvaient expliquer aux yeux des Français l'autonomisme alsacien-lorrain ! Tout fut méticuleusement fouillé, la cave et le grenier, les placards, la correspondance privée, sans oublier le tas de charbon. Des femmes durent se déshabiller devant des femmes de gendarme. Les prêtres ne purent chanter la messe de minuit, et parfois même celle du matin. La police saisit jusqu'aux listes des associations paroissiales et des sociétés catholiques de gymnastique ; chez un vicaire, on fit main basse sur les fusils de la section théâtrale du Cercle de Jeunes Gens. Des camions bourrés de documents étaient déversés à Mulhouse devant le juge d'instruction Mitton qui, ne comprenant pas un seul mot d'allemand, fourra un régiment de traducteurs derrière la montagne d'archives. Et se faisant le porte-parole des patriotes, le Journal d'Alsace et de Lorraine écrivait joyeusement : «On leur a bien arrangé leur Noël
boche !»

Et les arrestations de pleuvoir ! Le 30 décembre étaient jetés en prison : l'abbé Joseph Fashauer, Paul Schall, René Schlegel, Charles-Philippe Heil, Conrad, Schneider, Thomann, Hertling, Henri-Gustave Reisacher, Fix, Weber, et Madame Agnès Fashauer. Le lendemain, 31 décembre 1927, l'artiste Henri Solveen et l'instituteur Würtz, directeur du Colportage Evangélique, étaient enfermés en prison. La porte de la prison s'ouvrit encore, le 3 janvier 1928 pour René Hauss ; le 4 janvier pour North et Lobstein ; le 24 février pour Marcel Sturm et Frédéric Schweitzer ; le 16 mars pour le
Dr Eugène Ricklin.

En même temps, d'autres journaux furent interdits : le 30 janvier 1928 D'r Schliffstaad ; le 1er février D'r Muehlstaad ; le 17 mars, Dos Neue Elsass de Camille Dahlet. Moins de dix ans auparavant, le général Gouraud proclamait en entrant à Strasbourg : «La France vient à vous comme une mère vers un enfant chéri, perdu et retrouvé. Non seulement elle respectera vos coutumes, vos traditions locales, vos croyances religieuses, vos intérêts économiques mais elle pansera vos blessures...» «Notre pays est toujours libéré pour être toujours opprimé» répondaient les Alsaciens-Lorrains le 19 novembre 1927 dans le programme de l'Unabhängige Landespartei... ! Et l'histoire donne raison à ces derniers.

2. Le procès de Colmar

Pour les Alsaciens-Lorrains, l'année 1928 restera celle du «Komplott-Prozess von Colmar» (1er-28 mai). Il fut précédé d'un prélude qui augurait mal de l'avenir pour les autorités gouvernementales : «l'affaire
de Haguenau».

Les patriotes nationalistes, qui faisaient régner la terreur en Alsace-Lorraine, voulaient absolument imposer leurs fausses idées politiques à la majorité de la population. Esprits abusés par un fanatisme hystérique, ils se heurtaient continuellement et partout au germanisme alsacien-lorrain, comme s'il était une simple émanation de Berlin et non une réalité autochtone ! Les couleurs héraldiques de la ville de Haguenau, ancienne capitale des Hohenstaufen et du Saint Empire Romain Germanique, étaient bleu et blanc, et à l'occasion des fêtes tant profanes que religieuses, la ville pavaisait avec son drapeau et celui de l'Alsace-Lorraine, rouge et blanc. Or, les patriotes nationalistes, appuyés par le gouvernement français, s'ils n'osaient encore voir le drapeau de Hesse dans le rouge-blanc, s'acharnaient à voir le drapeau bavarois dans le bleu-blanc ; et ils réclamaient la fusion des deux drapeaux en bleu-blanc-rouge. Ils étaient encore profondément mécontents de ce qu'en 1926, la municipalité ait refusé de sanctionner deux de ses membres, Jean Keppi et le Dr Gromer, qui avaient signé le Manifeste du Heimatbund, et de ce qu'elle ait aussi supprimé le vin d'honneur

traditionnel le 14 juillet 1927 parce qu'en 1926, le président d'une société locale avait prononcé à cette occasion un discours chauvin de mauvais aloi. Il n'en fallait pas plus pour qu'aux yeux du gouvernement, le conseil municipal fût «autonomiste», c'est-à-dire «antinational» ! Les autorités françaises incitèrent les bourgeois industriels et francisés à faire pression sur le préfet de Strasbourg, qui ne désirait que cela, pour réclamer la dissolution du «mauvais» conseil municipal trop alsacien à leur gré, «afin de donner à la population l'occasion de se réhabiliter aux yeux de l'opinion publique de la France entière» (!), et ils allèrent jusqu'à menacer de fermer temporairement leurs usines s'ils n'obtenaient satisfaction. Le 24 janvier 1928, le conseil municipal de Haguenau était officiellement dissous. En dehors d'une liste sauvage, deux listes s'affrontaient aux élections municipales du 26 février 1928 : une liste catholique se référant à la Volkspartei et conduite par le maire sortant, et une liste gouvernementale et chauvine, dite Liste de Concorde Nationale, où figuraient les socialistes, les radicaux-socialistes et les démocrates. Au premier tour, la liste du maire comportait 17 candidats élus, auxquels s'ajoutèrent la semaine suivante 10 autres : toute la liste du maire avait passé et les nationalistes gouvernementaux n'obtinrent pas un seul siège ! «Jamais, écrivait Oscar de Férenzy, gouvernement et administration préfectorale n'essuyèrent défaite plus retentissante», tandis que l'Elsaesser Kurier du 2 mars notait que la «fameuse affaire de Haguenau» offrait un cas typique de la manière dont on trompe systématiquement les Français de l'Intérieur sur la situation réelle en Alsace ; jusqu'à son plus haut sommet, le gouvernement français participait à cette gigantesque illusion.

Plus que jamais, la presse française se déchaînait contre les autonomistes et élaborait dans ses officines l'opinion, rapidement devenue conviction, que cet autonomisme n'avait rien de naturel en Alsace-Lorraine ; il ne serait qu'artificiel, la manifestation du pangermanisme revanchard qui préparait un sombre complot criminel contre la France en Alsace-Lorraine. En effet, du moment que la loi n'interdisait point les manifestations autonomistes et qu'elles étaient absolument légitimes, il fallait pour abattre ces gens les compromettre dans un «complot contre la sûreté de l'Etat», que les autorités gouvernementales françaises, leur Police Spéciale et leurs journalistes nationalistes s'affairaient à fabriquer laborieusement. Une puissante campagne de calomnies et de demi-vérités était ainsi orchestrée à grands frais (les fonds secrets de la propagande française en Alsace-Lorraine étaient alors plus importants que ceux du ministère des Affaires Etrangères !) à travers la France entière et l'Alsace-Lorraine.

La Schutztruppe de Paul Schall, une formation de défense d'une quarantaine de personnes, au surplus confondue avec le Stosstrupp, ou troupes de choc, du baron von Bulach qui n'avait jamais dépassé le stade du rêve devint pour le Lorrain une force militaire de 11 régiments de 300 soldats chacun ! L'ineptie de telles révélations journalistiques était si flagrante qu'avant le début du procès de Colmar, les autorités judiciaires durent relâcher Conrad, Fix, Hertling, Lobstein, North, Roesch, Schneider, Thomann et Weber, membres de la Schutztruppe, arrêtés entre le 30 décembre 1927 et le 4 janvier 1928.

Les socialistes publiaient le 2 janvier 1928 dans la Freie Presse la composition fantaisiste du futur gouvernement d'Alsace-Lorraine après la réussite d'un coup d'état imaginaire : Jean Keppi devenait ministre de l'Intérieur ; Paul Schall, ministre de la Justice ; l'abbé Joseph Zemb ministre des Cultes ; Joseph Rossé, ministre de l'Instruction Publique • Karl Roos, «le Moltke autonomiste», ministre de la Guerre ; Henri Solveen, ministre des Beaux-Arts !... Après ces préparatifs journalistiques, le gouvernement français montait lui-même en première ligne. Le 17 janvier 1928, «Poincaré-la-guerre» déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi contre les menées autonomistes et séparatistes : «Quiconque aura cherché, par n'importe quels moyens, à léser l'intégrité du territoire national ou à soustraire une partie de territoire à l'autorité de la France, sera puni d'une peine de prison de une à cinq années». Mais le projet du 17 janvier 1928, comme son devancier du 31 juillet 1926, ne trouva pas l'approbation parlementaire. La presse catholique était effrayée : l'Elsaesser emboucha la trompette nationaliste des adversaires ; l'Elsaesser Kurier et la Lothringer Volkszeitung se tinrent cois ; craignant d'être arrêté lui-même, l'abbé Haegy n'osa trop défendre son rédacteur en chef, Joseph Rossé. Seul, Camille Dahlet levait

la tête et rompait des lances dans son journal Das Neue Elsass ; le 21 janvier 1928, il écrivait courageusement : «L'Alsace vit sous la dictature. L'esprit de Bismarck souffle de nouveau sur le pays, et le fait qu'à la place de la botte allemande, de la botte prussienne mal famée, c'est Marianne qui balance maintenant sa pantoufle armée de gros clous ne rend pas la chose plus supportable». Le gouvernement de Paris ne tolérait aucune opposition, et le 17 mars Das Neue Elsass était interdit. Dans tout le pays, les discours officiels barattaient à qui mieux mieux, et le Président du Conseil y excellait. Le 11 février 1928, il organisait à Strasbourg un gigantesque banquet auquel étaient conviés les 559 maires du Bas-Rhin : «das Gabelplebiszit», ironisait Dahlet. Sans attendre la fin du procès, pas même son ouverture, et oubliant la déontologie de sa profession d'avocat, Raymond Poincaré condamnait d'avance les autonomistes emprisonnés, la bassesse de leur entreprise misérable et criminelle. Il prophétisait que lorsque s'engageraient les débats, «l'Alsace sera stupéfaite des infamies qui seront révélées !... Elle n'admettra plus que des agents suspects préparent sous le voile de l'autonomie la neutralité de l'Alsace et une nouvelle amputation de la France». Il rappelait que d'après Jules César, «Germani trans Rhenum incolunt», et que cela demeurerait toujours valable ; les Alsaciens appartenaient donc à la France. (Poincaré n'avait pas expliqué pourquoi il n'était plus valable que la France fût une colonie italienne !) Et il indiquait la marche à suivre pour les prochaines élections : chaque Alsacien devait poser à son candidat la question : «Etes-vous Français ? Français sans conditions ? Français sans arrière-pensées ?». Les espoirs de M. Poincaré furent cruellement démentis par la volonté des populations alsaciennes. En effet, les élections législatives des 22 et 29 avril 1928 envoyèrent sur 16 députés alsaciens 9 autonomistes à la Chambre, savoir : Camille Dahlet à Saverne avec 10 957 voix sur 20 271 ; le communiste autonomiste Jean-Pierre Mourer à Strasbourg-Ville I, avec 7 140 voix sur 13 514 ; Michel Walter à Haguenau, avec 8 248 voix sur 14 156; Henri Meck à Molsheim, avec 9 206 voix sur 14 740; Camille Bilger à Guebwiller avec 7 848 voix sur 14 441 ; Médard Brogly à Mulhouse-Campagne avec 10 571 voix sur 20 167 ; Joseph Brom à Thann, avec 7 112 voix sur 14 142. Le plus intolérable pour le gouvernement fut l'élection des deux emprisonnés sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat, Eugène Ricklin à Altkirch avec 7 741 voix sur 12 326, et Joseph Rossé à Colmar avec 11 268 voix sur 21 650. Et le surlendemain devait commencer le «Komplott-Prozess de Colmar» !...

Ce 1er mai 1928, Colmar était envahi par des brigades de gendarmes et des compagnies de soldats du 152, l'arme au pied : il fallait bien créer l'ambiance de complot ! Peu après 9 heures, la Cour faisait son entrée, présidée par Mazoyer assisté de Coen et de Bâtot. Le procureur général Fachot, prévaricateur des deniers d'Alsace-Lorraine, était assisté de Boudier. L'on tira les jurés ; le ministère public en récusait 9, la défense autant ; presque tous les récusés étaient des cultivateurs. Douze jurés furent retenus, tous de bonnes conditions (directeurs d'entreprise ou d'usiné, employés de banque, ingénieurs, rentiers, intendants) sauf un, un cultivateur : Arbeit (Sélestat), Louis Millier (Mulhouse), Vogt (Heimsbrunn), Lintzer (Leymen), Bea (Obermorschwihr), Auguste Burgert (Mulhouse), Paul Meyer (Mulhouse), Jules Kohler (Schweighouse), Louis Schroth (Ste Marie-aux-Mines/Markirch), Alfred Ott (Schoenau), Mathieu Neff (cultivateur à Mitlach), Victor Kieffer (Mulhouse).

Le box avait dû être agrandi pour recevoir les 15 «complotteurs» détenus : Eugène Ricklin (65 ans), l'abbé Joseph Fashauer et Charles-Philippe Heil (47 ans), Henri Reisacher, (45 ans), Eugène Kohler (37 ans), Jean-Eugène Würtz (36 ans), Joseph Rossé (35 ans), René Schlegel (34 ans), René Hauss, Charles Baumann, Henri Solveen et Madame Fashauer Xavier née Eggemann (32 ans), Paul Schall et Frédéric Schweitzer (29 ans), Marcel Stürmel (27 ans). Les accusés étaient défendus par les avocats autonomistes alsaciens lorrains, Jaegle et Klein de Strasbourg, et Thomas de Sarreguemines, les avocats autonomistes bretons, Berthon et Fourier ; les avocats autonomistes corses, Feuillet et Palmieri ; l'avocat Peter de Strasbourg défendait Kohler et Baumann de la Wahrheit. La salle du tribunal était pleine de journalistes alsaciens-lorrains, parisiens, suisses, allemands, italiens, anglais et américains. Les tribunes étaient bourrées à craquer, et à l'extérieur, gendarmes et soldats contenaient la foule qui ne pouvait entrer.

L'accusation avait convoqué 40 témoins, dont Stresemann, ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne ; la défense avait proposé 160 témoins à décharge, parmi lesquels Aristide Briand, ministre des Affaires Etrangères de France, le préfet Susini, et pratiquement toutes les personnalités d'Alsace-Lorraine. Le procureur général Fachot lut l'acte d'accusation établi le 4 avril 1928 ; les prévenus étaient accusés :

«D'avoir depuis 1920, sur le territoire national et notamment dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, concerté et arrêté entre eux la résolution d'agir dans le but, soit de détruire ou de changer le gouvernement, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité, avec cette circonstance que le complot ainsi formé pour les buts ci-dessus spécifiés, a été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution. Ce crime prévu et puni par les articles 87, 88 et 89 du Code Pénal».

Ces articles 87, 88 et 89 remontaient à 1852, après le coup d'Etat qui avait permis à Napoléon III d'étrangler la IIème République ; ils donnaient à l'empereur les moyens pour lutter contre ses adversaires républicains, royalistes ou simplement démocrates, et réprimaient «l'attentat dont le but est, soit de détruire, ou de changer le gouvernement, ou l'ordre de succession au trône» ! Cette première constatation montre que la base de l'accusation était fautive, car les autonomistes arrêtés n'avaient absolument jamais commis d'«attentat», seul visé par les articles incriminés. Mais il y avait bien d'autres irrégularités dans l'accusation. Elle prétendait qu'il y avait complot contre la sûreté de l'Etat ; mais l'article 241 du Code d'instruction criminelle demande que soient fournis des documents et des faits indiquant le lieu et le moment où fut établi le plan du complot. Or, l'accusation restait entièrement muette sur ces deux points ; et on la comprend, puisqu'il n'y eut point de complot !

La lecture des actes du procès révèle que les juges français étaient foncièrement réfractaires à la conception de l'autonomie à l'intérieur d'un Etat fédéral ; pour eux, autonomisme signifiait séparatisme, et ils utilisaient à tort et à travers ces deux concepts politiques pourtant fort différents. L'accusation se référait aussi souvent au comportement des accusés avant 1918, à l'époque allemande, alors que les actes de cette époque étaient jusqu'au traité de Versailles couverts par un traité international franco-allemand établi dans toutes les règles d'alors, le traité de Francfort. La défense culturelle des traditions naturelles et des arts d'Alsace, qui sont normalement alémaniques et franciques, et surtout la défense de la langue allemande, étaient interprétées comme des agressions contre l'Etat français et assimilées au séparatisme. C'est ainsi que l'on accusait de séparatisme et de complot contre la sûreté de l'Etat les almanachs artistiques de Solveen des années 1926, 1927 et 1928 parce qu'ils représentaient des châteaux, des maisons paysannes d'Alsace, des costumes folkloriques, qui évidemment ne pouvaient qu'être allemands comme du reste les citations et les proverbes du XVème au XIXème siècles.

L'argument capital du complot reposait sur la Schutztruppe du Heimatbund organisée après le «Dimanche Sanglant», et que pour les besoins de la cause, le procureur général avait transformée en Stosstrupp ou «troupes d'assaut», et associée au Schutzbund allemand ! Mais c'était du roman policier ! Par rapport aux formations paramilitaires des Camelots du Roy (Denise prétendait qu'ils étaient 10 000 à travers la France) et des communistes, il n'existait aucune comparaison : la quarantaine d'hommes de la Schutztruppe de Schall n'avait été réunie qu'une seule fois pour une action toute spécifique ; jamais il n'y eut un incident quelconque dans lequel cette Schutztruppe aurait été impliquée. Les caisses d'armes qu'aurait reçues en août 1926 Marcel Sturmel suivant les dires de l'espion Henri Riehl n'existaient nulle part, et personne ne les avait jamais vues, ni les policiers, ni Sturmel, ni Riehl. On était en pleine affabulation !

Malgré certaines expressions ambiguës dans les réponses du Dr Ricklin à l'agent provocateur Riehl sur la question du «cadre de la France», les cléricaux autonomistes de la Volkspartei, ou proches d'elle, restaient loyaux à l'égard de la France. Devant ses juges, Ricklin déclarait nettement, le 2 mai 1928 : «Mais personne en Alsace, entendez-vous, messieurs, personne ne songe à séparer l'Alsace de la France ! Nous sommes Français et nous le resterons !» D'autre part, les partisans de l'Unabhängige Landespartei, tels Schall et Hauss, visaient certes à créer une Alsace-Lorraine comme Etat fédéré au sein des Etats-Unis d'Europe, mais dans un avenir éloigné bien indéterminé

et de cela, ils ne faisaient pas le moindre mystère, le disant et l'écrivant ouvertement. Et en quoi y avait-il là un sombre complot ? C'est pourquoi, tout au cours des vingt séances de tribunal, jurés public cherchaient en vain où pouvait bien se trouver le fameux complot qui fera frémir l'Alsace-Lorraine. Ce complot était en fait un ectoplasme authentique, issu du nationalisme étroit des autorités gouvernementales y compris de celui de «Poincaré-la-guerre».

A défaut de complot, le gouvernement français et sa Police Spéciale espéraient pouvoir élucider la question du financement de certaines publications, et notamment de celui de la maison d'édition Erwinia ; et dans cette passionnante affaire, ils firent chou blanc. Du reste, recevoir de l'argent de l'étranger n'était absolument pas interdit et ne pouvait en aucun cas constituer un délit.

Dès le 1er mai, l'acte d'accusation avait fait mauvaise impression sur les journalistes. «Notre première déception, disons notre stupéfaction, fut l'acte d'accusation : il ne s'y trouvait pas révélé un seul fait que tout le monde ne connût déjà», écrivait Oscar de Férenzy¹. L'on avait attendu beaucoup de la déposition du commissaire général de la Police Spéciale Bauer, mais lui aussi n'apporta que déception. Le 12 mai 1928, le même journaliste notait dans la Voix d'Alsace : «De la très longue déposition du premier et principal témoin, le commissaire spécial Bauer, il n'est rien ressorti qui établisse la réalité d'un complot contre la sûreté de l'Etat. Et seule l'assurance que révèle le sourire énigmatique du procureur général rassure encore un peu, — bien peu — ceux qui espèrent que ce formidable procès n'a pas été engagé à la légère». En bref, les «initiés» chuchotaient que le président du tribunal était en possession d'un pli cacheté qu'il n'était autorisé à communiquer qu'au jury !...

L'inspecteur primaire Bourgoïn avait charge d'abattre Joseph Rossé, son ancien subordonné. Le 19 mai, Oscar de Férenzy écrivait dans son journal : «... M. Bourgoïn, inspecteur primaire de Colmar, a déposé longuement contre M. Rossé, contre la «Revue Scolaire» publiée sous la direction de ce dernier, contre la théorie de la Muttersprache qui trouve le plus chaleureux appui de l'autre côté du Rhin. Quelques-unes des accusations qu'il formulait contre M. Rossé manquaient cependant de base sérieuse, et M. Rossé a riposté avec véhémence, montrant par exemple que tel article qui lui était reproché n'était que la reproduction d'un article de Jean Guiraud dans La Croix, mettant le témoin au défi de prouver qu'il ait jamais insulté les instituteurs venus de l'Intérieur en disant : «Heraus mit ihnen !» Quoi que l'on pense des idées et de la personne de M. Rossé, il faut reconnaître qu'il a du cran et nous ne croyons pas qu'il ait à se plaindre de la déposition de M. Bourgoïn qui lui a fourni l'occasion d'impressionner le jury par la vigueur de sa réplique».

Le 21 mai 1928, le procureur général Fachot, qui n'avait plus dit un mot depuis le 1er mai, qui souriait toujours avec mystère, allait prononcer son réquisitoire et livrer son secret qui devait pulvériser les autonomistes !... «Pâle d'émotion et visiblement ému, M. Fachot se lève. De sa voix claire et tranchante, il s'adresse au jury. Un silence impressionnant règne dans la salle. Tout le monde veut entendre ce que dit le procureur général». Et que dit-il ? Eh bien ! il parle d'abord de l'abbé Haegy et de son procès contre Helsey en avril 1927 : «Ce fut une occasion unique de ramener cet homme, qui est une force, sur le bon chemin de la France... Cependant il continuait son travail souterrain ; il semait un poison qui engourdit tout et au cours de ce procès, nous voyons toujours et partout planer son ombre sans jamais trouver sa personne». Les adversaires de l'abbé Haegy goûtèrent cet exorde, tout en pensant que cet abbé Haegy était décidément très fort, puisque présent partout, il avait le pouvoir de se rendre à la fois invisible et insaisissable. A défaut de sympathie, une crainte respectueuse s'emparait de tout le monde en présence de ce terrible homme : «Torquemada moderne, qui est le maître de l'Alsace !» Fachot définissait ensuite le complot à sa façon et demandait de bien vouloir distinguer entre «attentat» et «complot». Et feignant ne pas savoir que les articles 87, 88 et 89 qu'il invoquait dans l'acte d'accusation ne concernaient que les complots en vue d'un attentat, il se lança dans l'explication de ce qu'était selon lui un complot : une société se forme, elle ramasse de l'argent, et elle veut séparer une partie du pays de la métropole ; c'était précisément ce qu'avaient fait les accusés... (?) En péroration, le procureur général déclara : «L'Alsace ne peut donc appartenir qu'à l'Allemagne

ou à la France. Bien vite elle serait engloutie par l'Allemagne si elle était autonome». Comme Fachot était totalement prisonnier des vieux concepts d'Etat-Nation et tout autant réfractaire aux concepts modernes de fédération européenne, il se mit à prédire au jury, d'abord la guerre civile, puis la dispersion des Alsaciens aux quatre coins du monde, et enfin une nouvelle guerre mondiale, si on ne châtiât point les autonomistes. Et il terminait : «Nous allons entendre le verdict des Juges français. Messieurs les jurés, pour vous, le jour de gloire est arrivé ; a vous de défendre la France contre la trahison !»

Les plaidoiries des avocats de la défense occupèrent avec les dernières déclarations des accusés le reste des journées. Le 24 mai 1928, vers les 17 heures, le jury se retirait pour délibérer et à 19 h 15, il donnait réponses par l'intermédiaire de son président, M. Arbeit, directeur d'usine à Sélestat. Hauss, Schlegel, Wurtz, Heil, Reisacher, Solveen, Stürmel, Schweitzer, Madame Fashauer étaient acquittés et libérés Baumann et Kohler étaient aussi acquittés, mais immédiatement inculpés à nouveau sous la prévention d'espionnage ; ils retournèrent en prison. L'on fit ensuite entrer les députés Ricklin et Joseph Rossé, l'abbé Fashauer et Paul Schall. Impassibles et pâles d'émotion, peut-être aussi de colère, ils apprirent qu'ils étaient coupables de complot. Et tandis que tous quatre s'écriaient : «Vive l'Alsace !», maître Feuillet leur criait : «Je vous supplie de ne pas juger la France sur le verdict indigne qui a été prononcé», et il s'effondra en pleurs.

Dans la salle, c'était le désordre : les accusés s'embrassaient, l'on félicitait ceux qui étaient libérés, l'on encourageait ceux qui étaient condamnés. Dehors, la foule entonnait le chant autonomiste d'alors : «O Strassburg, o Strassburg, du wunderschöne Stadt !», tandis que la Cour se retirait pour délibérer un quart d'heure.

Quand elle revint, elle prononça le verdict définitif : les députés Ricklin et Rossé, l'abbé Fashauer et Paul Schall étaient condamnés à un an de prison et à cinq ans d'interdiction des lieux que voudra déterminer le gouvernement. La défense exprima immédiatement son dégoût, de nombreuses personnes fondirent en larmes, d'autres témoignèrent de leur crainte pour l'avenir. Certains enfin s'interrogeaient sur ce verdict aussi anormal et irrégulier que le procès lui-même. En effet, d'après les articles 87 et 89.1, si les accusés étaient réellement coupables d'avoir entrepris un complot en vue d'un attentat, ils devaient être condamnés à la déportation ; s'il y avait eu complot en vue d'un attentat, mais s'il n'avait pas été suivi «d'aucun acte commis ou commencé», d'après l'article 89.3, les accusés devaient être condamnés à la détention à vie. L'emprisonnement d'un an n'était applicable que s'il y avait eu «proposition faite et non agréée de former un complot». La condamnation infligée à Ricklin, Rossé, Fashauer et Schall n'était donc point conforme à la loi, car s'il y avait vraiment eu complot, ils devaient être emprisonnés à vie ; si on ne les avait condamnés qu'à un an de prison, c'est qu'il n'y avait point eu de complot, mais seulement un projet raté.

Une fois de plus, l'arbitraire régnait contre les autonomistes, à qui on n'avait fait qu'un procès d'intention et d'opinion, dans un pays qui prétendait être celui de la Liberté !

3. Au lendemain du procès de Colmar

A la sortie du tribunal, des milliers de curieux attendaient le départ des jurés et de certains journalistes, tel M. Helsey (Lucien Coulon), qui avait déjà été conspué deux fois dans l'après-midi du 24 mai 1928. Dès que M. Helsey se présenta, le premier venu lui cracha au visage et, protégé par les gendarmes, le journaliste parisien fut poursuivi par les huées de la foule et les cris de «canaille !».

Depuis 18 heures, les pompiers se trouvaient dans la Grand'rue avec leurs lances à incendie et leurs véhicules, mais ils avaient été refoulés par le public. Un peloton de gendarmes à cheval tentait de disperser les attroupements dans les rues sablées ; lui aussi fut conspué. A leur tour, les juges étaient hués ; les manifestants lancèrent des pierres sur le procureur général Fachot en proférant de violentes menaces.

Dès 20 heures, le Secours Rouge International avait organisé une réunion de protestation aux

Catherinettes. Le député de la Moselle, secrétaire du parti communiste et témoin à décharge le 19 mai, Béron, parla le premier et fit applaudir les avocats de la défense qui se faufilaient à travers l'assistance. Le député de Saverne Camille Dahlet déclara sous les applaudissements répétés : «Si l'on s'imagine que la lutte pour nos vieilles traditions et nos libertés est terminée maintenant, on se trompe, et j'affirme ici que la bataille ne fait que commencer !» Une foule nombreuse s'était rendue devant la maison du procureur général Fachot, gardée par une cinquantaine de gendarmes, et là, elle manifesta bruyamment jusqu'à minuit. Le 1er juin 1928 paraissait un long article dans la Jeune République de Marc Sangnier qui disait ouvertement ce que beaucoup de Français de bonne volonté pensaient du procès de Colmar : «Ce procès des autonomistes a une grande importance. Il s'ajoute à la liste déjà longue des erreurs commises en Alsace et en Lorraine. Les personnes averties conviennent volontiers qu'il eût beaucoup mieux valu ne pas l'entamer. Après l'affirmation péremptoire de M. Poincaré, qui Pourtant n'a pas l'habitude de parler à la légère, que les charges révélées allaient faire frémir la population, les efforts pénibles de l'accusation ont étonné. «Que signifiait ce recours à des coupures de journaux que tout le monde avait eu loisir de lire et à des rapports de police sans importance ! Quand on ne souriait pas des démarches au sujet du peintre Albert Durer mort en 1528 et poursuivi pour collaboration à une publication jugée autonomiste, ou des erreurs grossières commises dans la nomenclature des témoins !» Effectivement, au cours de la séance du 15 mai, le commissaire de la Police Spéciale, Antoine Becker, avait déclaré qu'Albrecht Durer se trouvait à Berlin et qu'on allait bientôt l'arrêter... Or, ce graveur et peintre de réputation mondiale était mort exactement quatre siècles plus tôt ! Une autre réaction de surprise indulgente avait été provoquée par la déclaration du procureur général Fachot qui faisait du Dr Albert Schweitzer un Allemand de Berlin ! En juin 1928, devant un auditoire de personnalités du monde politique et littéraire, le professeur d'histoire de l'Alsace à l'université de Strasbourg, ancien collaborateur de Pierre Bücher avant 1918, et conseiller général du Bas-Rhin, Fritz Kiener, fit à Paris une conférence sous les auspices de l'Union pour la Vérité, intitulée «L'Alsace et le Procès de Colmar». Il s'exprimait en ces termes : «Rien n'a été plus pénible au dernier procès de Colmar que l'apparition à la barre d'un témoin de l'accusation, Henri Riehl. Sous l'odeur nauséabonde de sa déposition, le pays a été pris de dégoût et s'est soulevé d'indignation. Laissons de côté en Alsace ces moyens de l'ancien répertoire policier introduits par Fouché ; laissons de côté le contrôle de la correspondance privée et tous les procédés du cabinet noir qui ne s'accordent pas avec le respect dû aux citoyens. «Fallait-il, après tout, encore le procès de Colmar pour faire fusionner la masse du peuple en un mouvement de protestation ? ... Je me place au point de vue strictement judiciaire. Je n'ai rapporté de ce procès aucune conviction, mais la certitude que la preuve du complot n'a pas été fournie. Il fallait donc, à mon avis, acquitter ou avoir le courage de pousser un procès d'opinion jusqu'à ses dernières conséquences, et envoyer tout ce monde à Cayenne. On a préféré un compromis. On en a retenu quatre accusés, ceux qui étaient les plus gênants, en les condamnant à une peine dérisoire pour des gens qui «ont comploté contre la sûreté de l'Etat». Vous avez lu dans les journaux les comptes rendus du procès. Une chose m'a préoccupé : l'effet produit par la condamnation. On m'a raconté à ce sujet une scène qui m'a impressionné : «La foule enfiévrée était massée autour du Palais de Justice, le verdict allait être prononcé. Elle était houleuse, la rumeur montait en cris stridents, lorsqu'une fenêtre de la salle d'audience s'ouvrit et que, dominant le tumulte, une voix perçante se fit entendre : «Ils sont condamnés !» Alors il se passa quelque chose qu'on ne saurait assez prendre au sérieux. Au tumulte succéda un silence, un silence qui dura une minute, un silence de consternation.

Le témoin qui m'a raconté la scène, un Alsacien de vieille souche, en a été terrifié. Il a eu l'impression du coup de massue venant de celui qui nous doit la protection. Puis, ce fut l'ouragan.

«Dans cette minute, beaucoup de choses ont sombré. N'insistons pas sur les pertes que la France a subies, mais soulignons en quoi le procès de Colmar a choqué le sentiment populaire. D'abord le prélude : la suppression des journaux et les perquisitions... Il n'y a pas de doute qu'il était de la

dernière maladresse de supprimer ces journaux, sous prétexte qu'ils étaient écrits dans une langue étrangère, l'allemand, c'est-à-dire dans une langue qui depuis 1 500 ans est parlée en Alsace et en Lorraine. Le peuple a ressenti cela comme une injure. Ensuite il y eut les malheureuses perquisitions de la veille de Noël. La veille de Noël est pour chaque Alsacien la plus émouvante fête de l'année, c'est la nuit de la naissance du Christ, fêtée par l'arbre de Noël et les chants les plus touchants qui existent pour nous, c'est le jour sacré, c'est le jour de la trêve de Dieu. Le peuple est convaincu que ce jour a été choisi avec intention par le Tribunal, et un journal qui paraît à Strasbourg, semble l'avoir confirmé en publiant le lendemain un article sur le «Petit Noël des autonomistes». En choisissant pour faire les perquisitions la veille de Noël, on a donné l'impression de vouloir la profaner.

«Il y a un autre fait particulièrement grave : les inculpés ont été en grande partie des gens du peuple. Je me rappelle le frémissement avec lequel un chauffeur m'a parlé du petit poêlier de la rue du Fil, un des vingt-quatre qu'on a emprisonnés. Sa boutique s'est fermée et sa famille a été réduite à la misère. Après trois mois cependant, on a dû relâcher cet homme. Dans ma petite ville natale de Soultz-sous-Forêts, un paysan m'a raconté — je cite textuellement — que sa femme en a pleuré quand elle a appris comme on avait traité ces pauvres gens. Et plus loin, dans un village, un mot terrible est sorti de la bouche d'un autre paysan : «Rechtlosigkeit ! nous sommes hors-la-Loi !» Remarquez qu'il s'agit là de deux paysans, dont je suis sûr qu'ils n'ont pas voté pour le candidat autonomiste».

Le 9 juin 1928, Oscar de Férenzy donnait des renseignements intéressants sur les jurés dans la Voix d'Alsace :

«Nous nous sommes laissé dire que MM. Ricklin et Rossé ont été condamnés par 7 voix contre 5 ; une voix de déplacée et c'eût été l'acquittement. Si les 7 jurés qui les ont condamnés par leur «oui» ont certainement cru faire acte de patriotisme, est-ce que les 5 autres étaient de mauvais Français ? Certainement non ! Les uns et les autres avaient sans doute leur opinion faite d'avance et ni les arguments du procureur général, ni l'éloquence des défenseurs, ni les déclarations des inculpés ne pouvaient les en faire démentir. Ils ont jugé en leur âme et conscience, mais en matière politique les consciences parlent un autre langage selon les opinions, la mentalité de chacun. La composition même du jury n'était pas sans inspirer par avance de réelles inquiétudes aux amis des accusés. M. le Procureur Général avait récusé, à l'exception d'un seul, tous les cultivateurs qui lui semblaient peu sûrs, et quoique la défense ait usé jusqu'au bout elle aussi de son droit de récusation, elle n'a plus eu le choix que parmi des hommes appartenant à des milieux présumés plus ou moins hostiles sur le terrain politique... Bref, la composition du jury était due à un hasard défavorable aux inculpés...»

En fait, tout n'était pas terminé avec le procès de Colmar du 1er au 24 mai 1928. Le 8 juin suivant, Charles Baumann et Eugène Kohler, les deux rédacteurs de la Wahrheit, passèrent comme prévu devant le Tribunal Correctionnel de Strasbourg qui les condamna à 8 mois de prison et à 5 années d'interdiction de séjour pour soi-disant espionnage. Mais lorsqu'il fut connu que le juge d'instruction North n'avait demandé aucune sanction et que le procureur général Fachot s'était, de sa propre initiative et sous la pression des circonstances, immiscé dans la procédure, le procès fut envoyé à la Cour d'Appel de Colmar qui acquittait et libérait le 13 juillet 1928 Baumann et Kohler, déjà acquittés le 28 mai dans l'affaire du complot. D'après la loi du 2 février 1852, la condamnation pour complot contre la sûreté de l'Etat rendait le mandat de député invalide. Or, Michel Walter avait été élu député dans la circonscription de Haguenau parce que l'inculpé René Hauss s'était retiré au second tour, avec promesse de Walter de défendre les autonomistes. Le 14 juin 1928, il présentait en conséquence une motion à la Chambre afin d'obtenir la libération des députés Ricklin et Joseph Rossé pour la durée de leur mandat, ce que rejeta le ministre de la Justice Barthou, à cause du pourvoi en cassation du Dr Ricklin et pour ne point désavouer la Cour d'Assises de Colmar par une libération anticipée. Pourtant, le 14 juillet 1928, le Président de la République Gaston Doumergue graciait Joseph Rossé, l'abbé Joseph Fashauer et Paul Schall. Le Dr Ricklin ne pouvait être gracié à cause de son pourvoi en cassation ; ce pourvoi fut rejeté, et Ricklin fut gracié et libéré le 23 juillet 1928. L'ancien Président du Landtag Elsass-Lothringen et chef du Heimatbund traversa le Sundgau dans un cortège de 60 automobiles

enguirlandées et de plusieurs centaines de cyclistes pour faire une entrée triomphale à Dannemarie (Dammerkirch).

Lors du Komplot-Prozess de Colmar, il y avait en réalité non pas 15 mais 22 accusés. Les sept absents étaient considérés comme en fuite. C'étaient: Le Dr Karl Roos, âgé de 49 ans, président de l'Unabhängige Landespartei et signataire du Manifeste du Heimatbund ; Le Dr Robert Ernst, âgé de 31 ans, président des Alsaciens-Lorrains réfugiés en Allemagne ; Le Dr Joseph Schmidlin, prêtre âgé de 52 ans, professeur d'Histoire de l'Eglise à l'université de Munster.

René-César Ley, âgé de 39 ans, ancien membre du «Trio Badois» ; Emile Pinck, âgé de 56 ans, banquier, l'un des chefs de la Zukunft ; Gustave-Frédéric Hirtzel, âgé de 43 ans, pasteur à Molsheim, membre influent de la Zukunft et signataire du Manifeste du Heimatbund ; Eugène Zadock, âgé de 33 ans, invalide de guerre matraqué le 22 août 1926 durant le «Dimanche Sanglant».

Qu'en était-il ? Karl Roos était parti en Suisse peu de temps après la fondation de l'Unabhängige Landespartei, sur les conseils pressants de René Hauss, afin d'informer depuis la Suisse la presse internationale de ce qui se passait en Alsace-Lorraine depuis l'interdiction le 12 novembre 1927 des journaux autonomistes ; il ne se trouvait donc pas en fuite, et sa mission avait commencé avec les arrestations de décembre. Du reste, depuis le 1er juillet 1927, il avait prévu de passer ses vacances auprès des Alamans de Suisse ; ce jour-là, il avait sollicité un passeport dans ce but et aussi parce qu'il voulait profiter de l'occasion «pour faire des études géographiques et géologiques en vue de publier un livre».

Le Dr Robert Ernst avait quitté l'Alsace dès 1918 et n'y était plus revenu depuis ; il n'avait donc pas fui pour échapper à une arrestation. Le Dr Schmidlin avait appris trop tard que la France avait engagé des poursuites contre lui ; comme spécialiste à l'université de Münster, il ne pouvait obtenir un congé que si la France lui accordait un sauf-conduit ; il n'était donc pas fugitif. Quant à Ley, il s'était fixé au pays de Bade après sa libération anticipée de Clairvaux ; son domicile n'était point en France, il n'avait pas fui la France ! Eugène Zadock était un personnage assez trouble ; la police française l'avait expulsé elle-même ; il ne pouvait donc être en fuite ! Restaient Pinck et Hirtzel ; ils s'étaient effectivement dérobés à leur arrestation, de manière à pouvoir continuer le combat alémanique et francique d'Alsace-Lorraine dans une autre fraction des deux Stamme (tribus). Tous ces accusés furent jugés par contumace à Colmar le 12 juin 1928. La Cour d'Assises était toujours présidée par Mazoyer, mais le procureur général Fachot s'était fait remplacer par son collègue Mougenot. Les débats durèrent quatre heures et se déroulèrent devant une salle vide ; n'étaient présents que les deux frères de l'abbé Schmidlin, plus un Allemand et un ivrogne. A 10 h 30 résonna le triple appel des accusés, sans aucun écho. Après cette formalité, le professeur et avocat Grimm, venu exprès de Münster, présenta les raisons de l'absence de son ami, le Dr Schmidlin ; ses excuses furent rejetées par l'avocat général, comme aussi son offre de défendre en qualité d'avocat son ami. Le réquisitoir dura trois quarts d'heure, la Cour délibéra une demi-heure et revint avec un verdict sévère : René-César Ley était condamné à 20 ans de détention • le Dr Roos, le Dr Ernst et Emile Pinck, à 15 ans de détention ; le professeur Schmidlin, le pasteur Hirtzel et l'invalide Zadock, à 10 ans de détention.

Au cours du procès du 12 juin, l'accusation avait lu un tract rédigé par Karl Roos en Suisse et distribué à Strasbourg lors de la manifestation de protestation organisée par le parti communiste et la section strasbourgeoise du Secours Rouge International le 7 juin 1928 : «Déclaration du Dr Roos, chef des autonomistes : «Alsaciens ! Lorrains ! «Le 24 mai 1928, un verdict de culpabilité a été prononcé à Colmar, dans le procès du complot contre les autonomistes alsaciens. Cette journée est une journée noire dans l'histoire de notre malheureux pays. Elle sera aussi une journée noire pour la France et non un «jour de gloire». Ce jugement est celui que le soi-disant intérêt «national» réclamait. La voix du peuple n'a pas compté et ne compte pas. Ni le droit et la loi, ni la vérité et la justice, n'ont été victorieux à Colmar, mais bien la Dictature et la Force, le Mensonge et la Haine chauviniste ! «La France croit devoir défendre avec ces moyens le soi-disant intérêt national contre

les revendications légitimes de la majorité du peuple alsacien. Mais la majorité du peuple est du côté des autonomistes accusés et condamnés. On était convaincu en général qu'il ne pouvait s'agir d'un complot. On attendait et on réclamait des jurés un acquittement ! Cette opinion du peuple se manifestait dans toute la presse de notre pays et même dans la presse neutre suisse. Néanmoins, dans l'Alsace Française, les mensonges de la police et de ses auxiliaires criminels triomphent aujourd'hui d'un air moqueur de l'opinion publique, des dépositions faites, sous serment, par des hommes honorables, des hommes politiques respectés et des représentants élus du peuple d'Alsace-Lorraine. La France se moque des Alsaciens-Lorrains ! Elle se moque aussi de l'opinion mondiale !

«Une atmosphère de haine et de mensonge contre les Alsaciens a rempli pendant trois semaines la salle des Assises ! On voulait influencer les jurés et l'opinion de l'Intérieur et de l'étranger avec l'argent allemand, le danger allemand, voire même avec une affaire d'espionnage. Toutes ces accusations reposent sur des mensonges du commencement à la fin, sur des combinaisons arbitraires ou des documents falsifiés. Cela doit être déclaré expressément encore une fois ici, surtout en ce qui concerne l'affaire d'espionnage. Il n'y a pas un mot de vrai ! Pas l'ombre d'une preuve d'espionnage ne peut être apportée. Et pourtant on voudrait bien discréditer notre mouvement avec cela.

«Je proteste devant le monde entier contre les mensonges de la police, contre les méthodes de l'administration et de la justice française, contre la condamnation injuste de mes amis. Il n'a été apporté aucune preuve honnête et solide de toutes ces graves accusations. Celui qui a observé l'attitude de la Cour, celui qui était en outre au courant du choix des jurés, pouvait se dire : Il sera rendu un verdict «national», un de ces fameux jugements français comme nous en connaissons maintenant en Alsace par centaines, même si c'est dans une mesure plus faible. «Le but du gouvernement français et de sa servante, la justice, était clair dès le début. Il s'agissait de priver le mouvement ethnique (die Heimatbewegung) de ses chefs courageux, et de le juguler par ce moyen. Deux députés élus par le peuple à une grande majorité et deux excellents journalistes ont donc été victimes de la vengeance et non de la justice. Ils sont condamnés bien qu'innocents ! Le monde entier le sait !

«Tout Alsacien et tout Lorrain sincère se révolte contre ce nouveau jugement honteux (Schandurteil). Ceux qui, innocents, ont été condamnés ne peuvent maintenant plus parler au peuple et pour le peuple ; mais il existe en Alsace encore des hommes fidèles à leurs convictions qui sont résolus à continuer la lutte avec persévérance pour les Droits du Pays et du Peuple (Heimat- und Volksrechte). Je mettrai aussi toute mon énergie au service de cette noble tâche, car je ne suis pas parti en exil par lâcheté ou par conscience de ma culpabilité, mais uniquement avec l'intention de pouvoir travailler et agir en ces temps plus durs, en faveur de notre cause sacrée. C'est pourquoi j'ai adressé dans ce sens, le 15 janvier dernier, un manifeste sans équivoque à la Presse Mondiale. «Aucun chauvin, aucun mouchard et aucun tribunal ne pourra me convaincre d'un autre délit que de celui d'aimer mon pays (Heimat) ! Je resterai toujours à l'étranger fidèle à mon pays ! Je demande à tous mes amis de reprendre plus que jamais opiniâtrement la lutte contre la politique française de force en Alsace-Lorraine ! Tous peuvent être convaincus que je ne resterai pas un moment inactif. Luttez pour la Vérité, la Liberté et le Droit ! Luttez pour votre Pays contre l'oppression, contre le chauvinisme intolérant et provocateur ! Vive la Paix des Peuples ! Vive une Alsace-Lorraine libre et plus heureuse ! Vive les condamnés innocents !

«Bâle, le 25 mai 1928 Dr Roos»

Le document de protestation adressé à la presse mondiale et auquel faisait allusion le Dr Roos dans sa lettre précédente, datait effectivement du 5 janvier 1928 et portait une triple signature : celle du Dr Roos, président de l'Unabhängige Landespartei für Elsass-Lothringen ; celle du pasteur Hirtzel, président du Heimatbund für Elsass-Lothringen ; et celle d'Emile Pinck, Directeur des Postes (sic), cofondateur de la Zukunft à Strasbourg. Les trois chefs de l'autonomisme expliquaient qu'il n'avaient point quitté l'Alsace «par crainte de la responsabilité ou par manque de courage personnel», mais uniquement afin de pouvoir continuer librement à lutter pour le pays là où cela était encore possible. Ils rejetaient aussi les accusations lancées par le gouvernement et la presse nationaliste : complot contre la sûreté de l'Etat, armement clandestin, troupes paramilitaires, plan de

mobilisation et programme d'attentats' établissement d'un gouvernement révolutionnaire, etc. Ils présentaient les grandes lignes des revendications autonomistes de l'Alsace-Lorraine :

1 — l'autonomie administrative ;

2 — le maintien des coutumes et traditions, de toutes les libertés et de l'usage de la langue allemande qui est depuis 15 siècles la langue maternelle d'un million et demi d'Alsaciens-Lorrains.

La justice ne leur faisait point peur : «Nous nous présenterons devant toute juridiction qui nous offrira la garantie d'un jugement impartial. La France a abaissé la justice en Alsace-Lorraine au rang d'une servante de la politique. Personne n'a plus confiance en elle». Ils évoquaient enfin la triste situation des familles dont le chef avait été incarcéré :

«Plus de vingt de ceux qui partagent nos opinions languissent en prison depuis des semaines et quelques-uns depuis des mois. Le nombre des femmes et enfants innocents privés de leurs soutiens est encore plus élevé. Ils se voient jetés dans la détresse et la misère. Nous élevons pour eux tous une protestation énergique contre l'arbitraire de la police et contre la politique de violence de la France. Nous adressons un appel, devant le monde entier, à la compassion de tout homme juste, en faveur de chacune de ces victimes».

4. Retour du Dr Karl Roos en Alsace

En Suisse, le Dr Karl Roos déploya une intense activité. En sa qualité de secrétaire régional du Heimatbund, il rassembla des documents, rédigea et fit publier à Zurich en 1928 une brochure à la couverture rouge et blanche de 169 pages ; elle fut tirée au moins à 10 000 exemplaires sous le titre : Politik und Gewaltpolitik in Elsass-Lothringen (Politique et politique de violence en Alsace-Lorraine), avec comme sous-titre : «Eine Schrift zur Lehr und Wehr», «un écrit pour instruire et défendre, à l'occasion des persécutions contre les Autonomistes à Noël 1927». Elle est datée de Bâle, mars 1928.

Le livre comporte deux parties inégales. La première s'étend sur 128 pages en 34 chapitres de longueur variable qui présentent la situation politique et psychologique en Alsace-Lorraine, la lutte fanatique des Français contre tout ce qui est alsacien-lorrain, systématiquement considéré par eux comme «boche». Ils expliquent les principes antithétiques du nationalisme centralisateur et du régionalisme autonomiste, le loyalisme à l'égard de l'Etat ; plusieurs chapitres sont consacrés à raconter certains événements caractéristiques de l'histoire alsacienne depuis une décennie.

Le chapitre 23 est un petit catéchisme autonomiste :
«1 — Qu'est-ce qu'un autonomiste ? — Un autonomiste est un citoyen loyal et en même temps un authentique Alsacien ou Lorrain.

«2 — Qui est autonomiste ? — Est autonomiste tout Alsacien ou Lorrain loyal, qui s'engage honnêtement et logiquement pour la défense de tous les droits ethniques de notre peuple, parce que ce n'est que par l'autonomie ou l'administration propre, que nous pourrons sauver notre langue et notre identité (Volkstum) de leur destruction.

«3 — Qui n'est pas autonomiste ? — Celui qui n'est plus un vrai Alsacien ou Lorrain, celui que les droits ethniques de notre peuple laissent indifférent ou celui qui ne prend pas au sérieux leur défense.

«4 — Pourquoi les autonomistes sont-ils décriés et persécutés comme antinationaux ? — Uniquement parce qu'ils s'engagent à sauvegarder leurs droits particuliers, car le gouvernement a déclaré qu'il ne connaît que deux espèces de citoyens : les «bons» Français ou Français à part entière, et les «mauvais» Français qui réclament toujours le droit à quelque chose de particulier.
«5 — Pourquoi les autonomistes sont-ils décriés et combattus comme cléricaux ? — Parce qu'ils s'engagent pour tous les droits ethniques, et donc aussi pour les exigences ecclésiastiques et religieuses de la grande majorité de notre peuple, et que de ce fait, ils font cause commune avec les cléricaux.

«6 — Qu'est-ce que les autonomistes ne sont pas avant tout ? — Les autonomistes ne sont point antinationaux ; ils ne sont point des ennemis de la France ; ce ne sont point des comploteurs contre

la sûreté de l'Etat, bien qu'ils soient estampillés citoyens de seconde classe ; ce ne sont pas des boches ; ce ne sont pas des irrédentistes qui voudraient ramener l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne ; c'est pourquoi, ils ne sont ni traîtres ni provocateurs de guerre». Etc. La première partie du livre s'achève par un certain nombre de constatations, comme : «L'Alsace-Lorraine n'est pas heureuse ! Dictature ! Politique du pire ! Telle est la vérité sur la libération de l'Alsace-Lorraine ! » La seconde partie est un complément de 15 pièces documentaires, dont la dernière est la lettre de protestation envoyée le 15 janvier 1928 à la presse mondiale : «Protest der Autonomisten gegen die französische Gewaltpolitik». D'autre part, le Dr Karl Roos multipliait ses conférences à travers la Suisse et répercutait à l'étranger les manifestations monstres déclenchées par le Komplott-Prozess de Colmar. «Jusqu'à la fin de 1927, écrivait-il dans la Frète Zeitung du 20 août 1928, on était bourré de préjugés en Suisse à notre égard. Grâce aux campagnes d'excitation d'une certaine presse alsacienne et de la presse française, on croyait dur comme fer à la légende des machinations allemandes, de l'argent et des agents allemands. Combien de fois nous nous en sommes rendus compte, chaque fois avec un peu plus d'amertume ; et nous avons compris qu'il était nécessaire d'éclairer enfin l'étranger sur les affaires d'Alsace-Lorraine. Aujourd'hui, Dieu merci, les choses vont un peu mieux. Dès le début des poursuites contre les autonomistes, au début de 1928 et surtout depuis le procès et le jugement honteux de Colmar, l'on montra en Suisse un intérêt croissant et une compréhension plus grande à l'égard du mouvement autonomiste. L'on sait aujourd'hui que notre mouvement est bien né en Alsace et qu'il est sorti du peuple alsacien-lorrain, pour qui c'est une question d'être ou de ne pas être. Aucun homme sensé ne croit plus à la légende de l'argent allemand, pour ne pas parler de l'incroyable complot et de cette histoire d'espionnage. «Les mensonges de la presse sur le «complot» et ceux de certains propagandistes ennemis du peuple alsacien-lorrain ont été heureusement réduits à néant. Tel a été le résultat de cette longue campagne haineuse des nationalistes contre les autonomistes !... Nos adversaires ont dû constater avec fureur la sympathie que les milieux de la Suisse neutre manifestaient de plus en plus en faveur des autonomistes alsaciens. Cependant, les excitateurs français ne sont pas disposés à nous laisser ainsi les positions conquises. Redoublant de zèle, ils cherchent à développer une nouvelle propagande en se servant de vieux mensonges. Ne sous-estimons pourtant pas leur action : ils disposent de puissants moyens de force et d'argent. Nous devons lutter d'autant plus fermement contre cette propagande mensongère à l'étranger, si nous ne voulons pas perdre une partie importante de la ligne de combat atteinte, qui ne doit pas être ni enfoncée ni reconquise par l'adversaire en aucun point. Mais notre travail de défense d'éclaircissement ne doit en aucune façon dégénérer en excitations anti-françaises. Nous ne recourons jamais aux méthodes de nos adversaires, même si nous nous trouvons dans une situation plus difficile. Nous laisserons loin de nous le mensonge et la haine, même si l'on nous couvrirait d'insultes et de suspicions». Le Dr Roos racontait ensuite tout ce que les agents français en Suisse avaient inventé pour le bâillonner et le réduire au silence ; ils avaient espéré obtenir son expulsion, surtout après la publication en mars 1928 de Politik und Gewaltpolitik in Elsass-Lothringen, sous prétexte que ce livre violait la neutralité du pays d'accueil. Karl Roos se défendit et les autorités suisses se refusèrent à voir dans l'ouvrage «une entreprise contre la France». L'exilé politique se trouvait surtout appuyé par les Suisses alémaniques, «de même race et de même langue que nous». Les autorités alémaniques suisses l'invitèrent alors à donner des précisions sur les affaires d'Alsace-Lorraine dans une tournée de conférences : «Je l'ai fait dans les grandes et les petites localités, sans m'abaisser dans mes discours à faire de l'excitation nationaliste ou de la provocation : ce n'eût d'ailleurs pas été du goût des Suisses et cela n'aurait pu servir notre cause. Notre lutte pour les droits ethniques doit être conduite uniquement sous le signe de la réconciliation des peuples, de la paix et d'une action défensive. Tout reproche de faire de l'excitation anti-française serait mal fondé, parce qu'absurde. Qu'y a-t-il d'ailleurs d'anti-français à dire de simples vérités et à signaler de simples faits sans un mot de haine ou d'excitation ? La vérité peut-elle être en elle-même anti-française ? «Il en est de même de la justice, car la justice d'un Fachot n'en est pas une ! La Suisse a un

sentiment particulier de la vraie justice, du droit et de la démocratie. Je ne l'ai jamais aussi bien constaté que dans ces deux «jours de gloire» où les jugements de Fachot ont été prononcés dans l'affaire du complot. La désapprobation et même l'indignation étaient pour ainsi dire générales. Le hasard a voulu que je parle précisément le 12 juin, le jour du verdict du procès par contumace ; c'était à Zurich. Les manifestations de sympathie dont furent l'objet les autonomistes alsaciens resteront pour moi un souvenir ineffaçable, et lorsque le moment voulu je quitterai la Suisse hospitalière pour revenir dans mon Alsace natale, j'emporterai la conviction que nous possédons en Suisse de vrais amis qui ne nous abandonneront pas. Ils savent aujourd'hui ce que nous sommes. Ils hocheront la tête si le Tribunal français voulait m'accuser de Propagande anti-française. Et il me sera facile de réfuter cette accusation d'avoir comploté contre l'Etat français, par laquelle j'ai été condamné innocemment par contumace au même titre que mes amis». Comme le laissait entendre la conclusion de l'article précédent Dr Karl Roos préparait son retour en Alsace afin de rouvrir par son arrestation le dossier du Komplott-Prozess de Colmar. L'occasion propice semblait fournie par le Parti communiste français qui organisait du 7 a 11 novembre 1928 une grande campagne de réunions à travers toute la France contre les préparatifs de guerre contre l'URSS, contre l'augmentation du budget militaire, contre la construction de la Ligne Maginot contre l'appel des réservistes, pour l'amnistie générale, pour le droit de disposer de soi-même tant pour les minorités nationales que pour les colonies Une grande manifestation était prévue à Strasbourg au Sängershaus, le 9 novembre 1928 à 20 heures ; devaient y prendre la parole maître Marcel Fourier, avocat des autonomistes à Colmar, et deux communistes autonomistes, Jean-Pierre Mourer, nouveau député du Bas-Rhin, et Charles Hueber, député sortant. Deux jours plus tôt, le journal de Paul Schall et de René Hauss, Der Volkswille, avait annoncé que l'Unabhängige Landespartei participerait à cette manifestation. Le 8 novembre 1928, René Hauss vint chercher Karl Roos à Bâle, et à la fin de la soirée, tous deux se rendirent dans une forêt frontalière où devait les attendre une voiture. Mais au cours de la longue marche nocturne dans les bois, ils s'égarèrent, et ce ne fut que très tard dans la nuit qu'ils découvrirent enfin l'automobile : heureusement, le chauffeur avait attendu contre toute espérance ! A toute vitesse, l'exilé traversa l'Alsace pour rentrer à Strasbourg et se cacher dans la maison particulière de Charles Hueber. La police française, immédiatement avisée de la disparition de Karl Roos à Bâle, était sur les dents et le recherchait fiévreusement partout. Toute la journée du 9 novembre 1928 avaient circulé des bruits selon lesquels le Dr Roos assisterait à la manifestation, de sorte que bien avant 20 heures, le Sängershaus était plein à craquer. Le commissaire de police, qui avait mission d'assurer la sécurité de la réunion, avait pris place à la table du bureau de l'assemblée, silencieux et embarrassé. Des milliers de gens se trouvaient entassés dans une atmosphère survoltée, lorsque Charles Hueber ouvrit la réunion en donnant la parole d'abord à maître Fourier, puis à René Hauss et au député Jean-Pierre Mourer. Plus de cent policiers étaient répandus à travers la masse humaine, prêts à intervenir. Pendant ce temps, Karl Roos s'était déguisé dans la maison de Charles Hueber en revêtant le bleu de travail d'un ouvrier télégraphiste. Dans l'obscurité, il saisit devant la maison une charrette à bras, remplie de fils téléphoniques et de différents outils, et se faufila ainsi, sans être reconnu, à travers la ville jusqu'au Sängershaus, où il gagna un sous-sol situé sous la tribune des orateurs ; René Hauss et Paul Schall l'y attendaient avec angoisse et lui donnèrent des vêtements. Charles Hueber parlait toujours ; il avait mission de tenir jusqu'à ce que tout fût prêt au-dessous ; puis il aborda la situation du Dr Karl Ross, la tension de l'auditoire monta à son apogée. Soudain, l'orateur se tourna vers le fond, fit quelques pas et s'écria : «Et maintenant, avance cher ami ! Parle toi-même !» Une trappe venait de s'ouvrir, et il en jaillit un gigantesque drapeau ethnique rouge et blanc, que Schall saisit et déploya au milieu d'un ouragan d'applaudissements et de cris de joie, tandis que grimpé sur une caisse, le Dr Roos était hissé à la surface par quatre hommes musclés. Véritable deus ex machina, le héros marcha au pupitre des orateurs. Le commissaire de police avait bondi en brandissant nerveusement à bout de bras l'ordre d'arrestation de Roos ; il fut immédiatement neutralisé par un mur d'autonomistes et ses phrases se

perdirent inaudibles dans le tonnerre qui emplissait la salle. Au premier rang devant la tribune, une douzaine de gendarmes en uniforme restaient cloués et paralysés sur leurs sièges avec des visages qui s'allongeaient de seconde en seconde. Debout au pupitre se tenait Roos environné du vacarme des «Bravo ! Bravo !», des «Roos ! Roos !» et des claquements des mains : les larmes lui coulaient sur le visage et dans son émotion, il ne put prononcer que quelques mots hachés par les applaudissements : «Les défenseurs de l'identité ethnique rendront fidélité à fidélité ! Et puisque Poincaré se montre toujours entêté, l'Alsace le sera encore plus ! Le combat reprend à nouveau, le procès de Colmar va être rouvert ! Je suis venu pour me mettre à la disposition de la justice française ; c'est volontairement que je me présenterai, et la police ne pourra pas m'arrêter ici ! (Die Kämpfer für das Volkstum werden Treue mit Treue vergelten. Und da Poincaré hartnäckig bleibt, wird das Elsass noch hartnäckiger sein ! Der Kampf wird aufs neue angesagt, der Kolmarer-Prozess wird wieder aufgerollt. Ich bin gekommen, um mich dem französischen Gericht zu stellen. Ich werde mich freiwillig stellen, die Polizei wird mich nicht verhaften !)».

Charles Hueber déclara qu'on avait décidé de ne pas laisser arrêter Karl Roos ce soir ; à ces mots, au milieu d'un tohu-bohu infernal, des centaines d'autonomistes sautèrent sur la tribune pour se grouper autour du drapeau en criant «Roos ! Roos !» ; les policiers de la salle se précipitèrent et encerclèrent la troupe au drapeau, persuadés de toucher au but ! Ce n'était qu'un leurre ! En effet, hors de la mêlée, le Dr Roos disparut dans une trappe, d'où il fut conduit dans la maison de René Schlegel pour y achever la nuit. Quant à la police, elle matraqua les autonomistes et ne put que saisir le drapeau de l'Alsace. Le lendemain matin, Karl Roos se rendait chez le juge d'instruction à Strasbourg qui se montra très poli, exprima son admiration et le fit arrêter. Ce même matin, Der Volkswille Publiait la déclaration suivante : «Je me mettrai aujourd'hui volontairement à la disposition de la justice française et demanderai la reprise du procès contre moi afin d'écarter définitivement en ce qui me concerne tout ce qu'il y a encore d'obscur dans cette fameuse affaire du complot. La condamnation par contumace à 15 ans de détention et 20 ans d'interdiction de séjour qui a été prononcée contre moi le 12 juin de cette année ne peut que renforcer ma décision Je le fais d'accord avec mes amis et avec la même réflexion et la même tranquillité qu'il y a dix mois quand j'ai pris le chemin d'un pays neutre. Je le fais aujourd'hui comme auparavant avec l'unique but de servir la cause de notre pays. «A cette occasion, je remercie bien sincèrement les autorités suisses pour l'asile que j'ai trouvé dans leur pays hospitalier. Je remercie particulièrement la presse suisse pour la prévenance dont j'ai toujours été l'objet dans les diverses villes. J'adresse aussi l'assurance de ma cordiale gratitude aux nombreux amis et milieux du peuple suisse, avec lesquels j'étais en relation, pour la grande bienveillance qu'ils ont montrée à mon égard et par là-même à mon pays d'Alsace. J'ai été particulièrement touché durant ces mois de la droiture et du sentiment de justice du peuple suisse libre. Vive la liberté ! Vive le droit !

«Bâle, le 9 novembre 1928 Dr K. Roos»

5. Le procès de Besançon

Le juge d'instruction de Strasbourg envoya le Dr Karl Roos à son collègue de Colmar qui mit tout en œuvre pour éviter que le prévenu ne fût jugé en Alsace. En effet, le jury de Strasbourg avait acquitté les accusés de mai 1920 et le juge North tout récemment n'avait réclamé aucune sanction contre les «espions» Baumann et Kohler ; au procès de Colmar, il s'en était fallu d'une seule voix pour que les 15 «comploteurs» ne fussent tous acquittés et ce ne fut que grâce aux irrégularités que le gouvernement échappa au ridicule. Sous un prétexte quelconque, Karl Roos fut donc transféré à Besançon, dans une cellule de prison de 2,50 m sur 3,50 m, impossible à chauffer pendant l'hiver rigoureux de 1928-1929. Il y avait bien un poêle de tranchée, mais il fumait tellement qu'il ne restait que le dilemme de mourir, soit asphyxié, soit de froid. Le 4 mai 1929, une grande manifestation fut organisée en faveur du prisonnier à Strasbourg, à l'issue de laquelle l'avocat Marcel Fourier, un Breton, reçut une immense gerbe aux fleurs «rouges

et blanches» avec mission de la porter le surlendemain à Besançon. Enfin, l'on apprit que le procès de Besançon s'ouvrirait le lundi 10 juin 1929. Une manifestation de protestation fut immédiatement organisée le samedi 8 juin à l'Aubette de Strasbourg avec comme orateurs le député René Hauss, le maire de Strasbourg Charles Hueber, le conseiller municipal de Strasbourg Paul Schall et M. Simon de Metz. Le lendemain, le Secours Rouge International organisait une manifestation analogue à Besançon, avec comme orateurs le député Marcel Sturmel, le député invalidé Joseph Rossé, et Daniel Renoult. Le lundi 10 juin 1929, au début de l'après-midi, environ 200 personnes stationnaient devant l'ancien Palais du Parlement de la Franche-Comté, devenu Palais de Justice. A 14 heures, le Dr Roos arriva entre quatre gendarmes. Il allait être défendu par son ami maître Thomas de Sarreguemines, par maître Klein de Strasbourg et par les deux avocats autonomistes bretons, Fourrier et Berthon. Le Président du Tribunal s'appelait Danion, le procureur général Mettas, et le chef des jurés Félix Mercier. Environ 80 personnes avaient pu trouver place à l'intérieur de la salle, notamment les journalistes du Temps, du Petit Parisien, du Journal, du Journal des Débats, de la Vossische Zeitung, de la Berliner Telegraphen Union, les photographes d'Excelsior, etc. La chaleur était torride.

Dès le début, le président Danion demanda à l'inculpé s'il désirait les services d'un traducteur. «En principe, rétorqua le Dr Roos, je désire parler allemand ; pour l'interrogatoire d'identité, je me passerai de traducteur». Puis, le procureur Mettas lut l'acte d'accusation, et conformément aux thèses gouvernementales, il prétendit que la victoire des autonomistes entraînerait la ruine de l'autorité française en Alsace et aboutirait au séparatisme. Il donna aussi avec indignation lecture du télégramme envoyé de Strasbourg, dans lequel des milliers de gens avaient réclamé le 8 juin la libération de Roos, de même qu'il s'éleva contre la manifestation de la veille à Besançon. L'acte d'accusation, pratiquement incompréhensible, s'était étendu sur trois quarts d'heure. Puis, après l'intervention des avocats de la défense, la séance fut levée à 18 heures. Autour du Palais de Justice patrouillait la Garde Républicaine à cheval. Le lendemain 11 juin 1929, l'inculpé obtint la permission, absolument inusitée alors, de faire une déclaration de principe qui occupa tout ce mardi et qui devait peser d'une manière décisive sur l'issue du procès. Cette déclaration préliminaire, d'un ton modéré pour ne pas dire patelin, dite par un homme calme qui parlait lentement, était fort habile et servait autant la propre défense de l'accusé que la propagande autonomiste, devant un jury populaire qui n'avait point encore oublié le souvenir de ses anciennes libertés ravies au XVII^{ème} siècle par Louis XIV. L'atmosphère de la salle était sereine et ne ressemblait en rien à l'atmosphère de fanatisme et de patriotisme désaxé qui régnait dans les milieux administratifs d'Alsace-Lorraine. L'environnement était sain et non point morbide.

Le Dr Roos commença donc par faire comprendre que la langue normale et naturelle des Alsaciens était la langue allemande :

«... Je me vois obligé de lire ma déclaration pour les raisons suivantes. Je ne possède pas suffisamment la langue française pour m'exprimer oralement, sans préparation, d'une façon claire, précise et courante. Vous n'ignorez pas, MM. les jurés, que chez nous en Alsace, la langue populaire et même littéraire, c'est l'allemand. 85 % environ de toute la population ne parle que cette langue... Je sais peut-être passablement écrire le français quand j'ai assez de temps pour réfléchir et chercher les expressions dans un dictionnaire ou pour les demander, car le vocabulaire dont je dispose n'est que très restreint. Et même pour certaines expressions ou tournures, je ne pourrais pas toujours me rendre compte de leur sens exact. Il pourrait arriver que ce que je dirais, souvent en hésitant, ne corresponde pas exactement ou même pas du tout à ce que je pense ou voudrais exprimer. Je risquerais donc de déformer ma pensée même. Et aussi je ne comprendrais pas d'une façon certaine ce qu'on me demanderait ou dirait en français... Dans ma parole, je ne suis pas maître de ma pensée».

Mine de rien, le Dr Roos faisait toucher du doigt l'iniquité foncière de la Justice Française en Alsace-Lorraine, et cela devant un auditoire.

XV – EINHEITSFRONT, LE FRONT UNIQUE ALSACIEN

L'interdiction des journaux autonomistes de la Zukunft, de la Volksstimme et de la Wahrheit le 12 novembre 1927, du Schliffstaan le 30 janvier 1928, du Muehlstaan le 1er février 1928, de Das Neue Elsass 17 mars 1928, n'eut en réalité que de faibles conséquences.

Dès le 23 juin 1928, le député Camille Dahlet sortait, à la place de Neue Elsass, Die Freie Zeitung, avec comme objectif l'autonomie manière de la Constitution d'Elsass-Lothringen de 1911 et le bilingue authentique. Le 7 juillet 1928, le Schliffstaan et le Muehlstaan se trouvaient avantageusement remplacés par Das Narrenschiff qui défendait idées autonomistes sur un ton satirique jamais atteint jusqu'alors.

Le 26 septembre 1928, naissait le Volkswille de Hauss et de Stürmel, place de la Volksstimme, mais sur un ton plus modéré, et qui se d'organe à l'Unabhängige Landespartei du Dr Karl Roos. Enfin, remplacer sa Wahrheit, le baron Zorn von Bulach sortait d'abord Folies, qui furent immédiatement interdites et saisies dans les kiosques Der Widerhall en prit la succession les 11/12 janvier 1929, immédiatement interdit par le préfet Borromée et saisi à nouveau par la police, être finalement remplacé le 19 janvier 1929 par Les Folies — Der Widerhall «Journal hebdomadaire de critique indépendante» (Wochenblatt der unabhängigen Kritik).

En Lorraine, la nouvelle Union Chrétienne-Sociale-Christlich-Soziale Volkspartei de Victor Antoni créait un nouveau journal le 19 décembre 1928, le Lothringer Journal, Anzeiger für Ostlothringen und das elsässische Saartal, qui paraissait les mercredis et les samedis.

1. Les élections législatives de 1928 ; création de la Christlich-Soziale Volkspartei

La vague d'arrestations arbitraires, la violente campagne anti-autonomiste de décembre 1927 et de janvier 1928, le banquet pantagruélique des maires au «Gabelplebiszit» (plébiscite des fourchettes) avec le discours du Président du Conseil Raymond Poincaré en février, avaient comme principal but la préparation de l'opinion publique en vue des prochaines élections législatives et même des élections cantonales de l'automne. Sur ce point, comme sur celui de l'interdiction des journaux, le gouvernement français et les nationalistes jacobins essuyèrent une cruelle défaite. En effet, passé le premier moment de peur et de stupeur, la population alsacienne-lorraine releva le gant et se lança courageusement dans la lutte en faveur de l'autonomie. L'Unabhängige Landespartei se ressaisit assez rapidement et créa un «Comité d'Action», qui dès le 14 janvier 1928 publiait un «Appel au Peuple Alsacien-Lorrain». Cet appel était un véritable défi au gouvernement, du fait qu'il proposait comme candidats aux élections législatives précisément cinq autonomistes emprisonnés sous l'accusation grave de «complot contre la sûreté de l'Etat» et la veille de leur grand procès. Il parut dans L'Humanité d'Alsace et de Lorraine le 14 janvier 1928 : «L'heure décisive de notre pays a sonné. Jamais la dictature militaire allemande pendant la guerre n'a entravé la liberté de parole en Alsace-Lorraine comme c'est le cas maintenant. L'interdiction des journaux autonomistes marqua le début de la terreur. Puis vinrent les perquisitions et enfin les arrestations en masse. Une presse stipendiée, dépourvue de sens moral, travaille à répandre les plus incroyables et les plus naïfs mensonges. La politique que pratique actuellement la France en Alsace est criminelle et stupide. De quel droit ? «Jamais les Etats conquérants de notre pays n'ont osé demander à notre peuple de se prononcer sur son sort. La question d'Alsace-Lorraine demeure entière. Au nom du Dieu de la vérité et de la justice, au nom de notre amour et de notre fidélité inébranlable à l'égard de notre pays d'Alsace-Lorraine, nous déclarons solennellement : «1. Notre action et notre but ne tendent pas à rendre l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. «2. Notre conscience est tranquille et nos mains sont propres. Aucun d'entre nous n'a reçu un seul pfennig de l'Allemagne pour notre action politique en Alsace-Lorraine. «3. Celui qui accepterait de l'argent allemand à ces fins serait immédiatement considéré comme un traître à notre cause.

«4. En dépit des menaces, nous réclamons l'autonomie administrative et politique de l'Alsace-Lorraine afin de protéger les droits ethniques de notre pays. La France actuelle refuse d'accorder l'autonomie que nous réclamons, et elle est soutenue par tous les partis, à l'exception du parti communiste. L'heure du compromis est passée. On ne peut être que «pour» ou «contre» nous, «pour» ou «contre» les mesures de force, contre la terreur, contre les arrestations, contre les calomnies, contre la corruption, contre le scandale des millions (cf. les accusations portées par le sénateur Helmer contre le procureur général Fachot), contre les violations des droits des fonctionnaires, contre la haine, contre l'infamie et contre les abus judiciaires. «Nous protestons de la façon la plus énergique contre l'abus fait à notre peuple, à notre pays et à la question de l'Alsace-Lorraine par le Président Poincaré, dans le but de réaliser ses ambitions en politique extérieure et intérieure, uniquement par haine fanatique de l'Allemagne, abus qui consiste à construire des complots contre la sûreté de l'Etat et à chercher à prouver par tous les moyens la complicité de l'Allemagne dans le mouvement autonomiste (La justice est là encore l'instrument de la politique). On trompe d'une façon infâme le peuple et la nation ! «Nous exigeons de la France, malgré toutes les mesures de répression, qu'elle justifie ses agissements contre nous. Jusqu'à cette heure, elle n'a pas encore réussi à le faire, non point parce que nous manquons de bonne volonté, mais parce qu'elle croit pouvoir faire passer la force avant le droit ! Notre raison et notre conscience nous obligent à répudier la France de Poincaré, c'est-à-dire celle de la haine et de l'excitation des peuples les uns contre les autres, car nous sommes des pacifistes et des Européens aimant la paix ! «Il faut à tout prix que le choix des électeurs se porte sur des candidats autres que les candidats nationaux, tels ceux de la Volkspartei (UPRA), les socialistes, les radicaux ou les démocrates ; autrement, le mensonge de la paix de Versailles ne pourrait être dénoncé et les peuples ne pourraient défier les paroles de Poincaré : le plébiscite est fait ! Car on n'ose pas accorder à l'Alsace-Lorraine le droit de libre disposition que réclame la grande majorité de notre peuple. L'ère de dénonciation des Commissions de Triage qui a déshonoré la France est de nouveau en vigueur. Le mouchardage prend de telles proportions que nous en éprouvons un profond dégoût. «Malheur si tous les Alsaciens-Lorrains acquièrent la conviction que tous ces mensonges, toutes ces bassesses et toutes ces mesures de terreur Qui choquent tout sentiment démocratique, signifient la France ! Les prisons alors ne seront plus d'aucun secours. Pourquoi des perquisitions ? Pour opérer des arrestations ! Pourquoi des arrestations ? Parce que l'on craignait que l'un ou l'autre des incarcérés se porte candidat aux élections législatives ou fasse trop de propagande ! L'on porte ainsi atteinte au libre exercice du droit électoral. «Les Alsaciens-Lorrains ne devraient élire que des candidats agréables au gouvernement ! Nous protestons contre cette terreur gouvernementale. Parmi les personnes arrêtées, nous désignons comme candidats :

arrondissement de Wissembourg : René Hauss, fils de l'ancien député centriste (Zentrum) ;
 arrondissement de Molsheim : M. Würtz, instituteur ;
 arrondissement de Strasbourg-Est : Dr Karl Roos ;
 arrondissement de Strasbourg-Ouest : Paul Schall ;
 arrondissement de Sélestat : abbé Fashauer.

Sous peu, nous procéderons à la désignation des candidats des autres arrondissements. «Convaincus de l'innocence des inculpés, nous demandons leur comparution devant les juges avant les élections, afin de leur permettre de faire campagne, sinon, nous contesterons ces élections devant le monde entier. «Electeurs alsaciens-lorrains, ne donnez pas une voix aux traîtres à votre pays. Ne vous laissez pas duper ; il suffit que vous écriviez sur une feuille blanche le nom d'un de nos candidats. Des prochaines élections dépend le sort du peuple alsacien-lorrain. Soyez des hommes, Alsaciens-Lorrains ! L'heure décisive pour notre pays a sonné. «Le Comité d'Action de l'Unabhängige Landespartei».

Cette liste de candidats prisonniers et accusés de complot contre la sûreté de l'Etat fut modifiée par

la suite : René Hauss fut désigné pour l'arrondissement de Haguenau, Paul Schall pour Strasbourg-Nord-Est, Charles Baumann pour Strasbourg Sud-Ouest, Eugène Ricklin pour Altkirch, Joseph Rossé pour Colmar. L'autonomiste Herber, non emprisonné, était candidat à Wissembourg. La Volkspartei (UPRA), soumise à la pression de la minorité nationaliste et pro-gouvernementale, et malgré le changement de système électoral qui remplaçait le scrutin de liste par le scrutin uninominal par arrondissement, espérait continuer sa politique routinière d'alliance avec les démocrates, politique qui lui avait bien réussi en 1919 et en 1924. Avec les démocrates, la Volkspartei du Bas-Rhin forma donc l'Union Nationale, qui déclarait «que l'Alsace se reconnaît française sans réserve aucune» et repoussait «de la façon la plus énergique toute tentative destinée à modifier cette situation ou à essayer de détacher l'Alsace de la mère patrie». Toutefois, sur les sept candidats de l'Union Nationale du Bas-Rhin l'on trouvait deux autonomistes : Michel Walter à Haguenau où il affrontait un autre autonomiste en la personne de René Hauss incarcéré, et Henri Meck à Molsheim. Dans le Haut-Rhin, l'Union Nationale devint impossible parce que l'aile autonomiste de la Volkspartei dominée par l'abbé Haegy était beaucoup trop forte, comme le montrait l'échec de l'expulsion de Joseph Rossé réclamée par le général Bourgeois dans sa lettre du 25 janvier 1928. Ainsi, la Volkspartei du Haut-Rhin présentait trois députés autonomistes, Bilger à Guebwiller, Brom à Thann et Brogly à Mulhouse-Campagne ; il y eut ensuite l'outsider Joseph Rossé qui se présenta contre un autre membre officiellement mandaté par le parti. Les communistes autonomistes, voire même séparatistes, présentèrent des candidats partout, notamment Charles Hueber et J.P. Mourer à Strasbourg ; ce dernier réclamait le 14 avril 1928 «que le peuple alsacien se prononce contre l'oppression que l'Alsace subissait depuis le retour de l'Alsace à la France».

Tous les autres partis étaient anti-autonomistes déclarés, sauf la Fortschrittspartei récemment fondée par Georges Wolf et qui présentait à Saverne Camille Dahlet, largement soutenu par les communistes autonomistes.

Dès le premier tour, le 22 avril 1928, l'on vit que l'électorat avait changé. Une première certitude : les défenseurs de l'assimilation et adversaires de l'Alsace-Lorraine avaient essuyé un grave échec ; ils avaient reculé de 13,5 % dans le Bas-Rhin et de 13,8 % dans le Haut-Rhin. La Volkspartei, pour sauver ses sièges en ballottage, se rapprocha immédiatement des autonomistes ; à Haguenau, l'autonomiste René Hauss avec ses 5 853 voix se désistait en faveur de Michel Walter qui s'engageait à défendre les revendications autonomistes de la Landespartei ; de même, à Wissembourg, Weydmann obtint le soutien des autonomistes de Herber ; enfin à Molsheim, les communistes autonomistes votèrent pour Henri Meck. Dans le Haut-Rhin les candidats autonomistes de la Volkspartei se trouvaient en bonne position. Le 29 avril 1928, après le second tour et deux jours avant le début du Komplott-Prozess de Colmar, 16 députés avaient été élus en Alsace de la manière suivante : les partisans de l'assimilation et de la destruction de »originalité ethnique de l'Alsace-Lorraine n'avaient que 3 députés, savoir les socialistes Grumbach et Peirottes, et le républicain-démocrate Charles Frey. Très proches d'eux, et ne différant que par le refus de l'assimilation religieuse (maintien du Concordat et de la loi Falloux), on trouvait deux députés de l'aile nationaliste de la Volkspartei : le Dr Pfleger et Oberkirch.

Face à ces 5 députés se dressaient 11 députés défenseurs des droits ethniques de l'Alsace-Lorraine, savoir 2 députés de la Volkspartei, Seltz et Weydmann, régionalistes modérés, et surtout 9 députés franchement autonomistes : 6 de la Volkspartei, Michel Walter, Brom, Meck, Bilger Brogly et Joseph Rossé emprisonné ; le député communiste J.P. Mourer ; le député de la Fortschrittspartei Dahlet, et le Dr Ricklin, autonomiste incarcéré. Ainsi, les deux tiers des élus d'avril 1928 étaient des autonomistes de différentes nuances et l'on peut dire que Poincaré avait lamentablement échoué. Les interventions politiques de Mgr Pelt compliquèrent les élections en Moselle. Sur les 9 députés, il n'y eut que trois députés régionalistes ou autonomistes modérés : Robert Schuman, Nominé et Labach de l'Union Populaire Lorraine. Tous les autres étaient des adversaires de l'Alsace-Lorraine et des partisans de l'assimilation. Ces circonstances et les élections cantonales provoquèrent l'éclatement de la Lothringische

Volkspartei ou Union Populaire Lorraine, notamment dans sa zone germanophone ; il en résulta la fondation d'un nouveau parti autonomiste, l'Union Chrétienne-Sociale de Lorraine ou Christlich-Soziale Volkspartei Lothringens qui lançait un nouveau journal le 19 décembre 1928, le Lothringer Journal.

Le principal fondateur et premier président du nouveau parti lorrain autonomiste était le conseiller général Victor Antoni, né le 23 novembre 1882 à Fénétrange (Finstingen). Avant 1918, il avait été secrétaire général du grand mouvement d'action catholique Katholischer Volksverein. Membre du comité directeur de l'Union Populaire de Lorraine, il en fut exclu pour avoir refusé de retirer sa signature au Manifeste du Heimatbund en juin 1926. Le 29 avril 1928, il n'avait manqué que de quelques voix le siège de député de Forbach, avec 5 065 voix contre l'abbé Sorné recommandé par Mgr Pelt. A la Christlich-Soziale Volkspartei Lothringens adhéra le député Jean Labach, maire de Spittel, né en 1872, et le député Robert Schuman (1886-1963), né à Luxembourg et ancien étudiant à l'université de Cologne. Le secrétaire général du parti était le conseiller général et écrivain Straef, né en 1897 à Sarralbe. Parmi ses membres importants, il faut nommer André Schaaf, signataire de la lettre au pape en janvier 1927 et l'avocat de Sarreguemines maître Thomas, défenseur des autonomistes aux Procès de Colmar et de Besançon, tous deux également signataires du Heimatbund ; ils avaient avec Antoni quitté l'Union Populaire Lorraine le 17 novembre 1928. Le programme du parti autonomiste lorrain d'Antoni était très proche de celui de l'aile autonomiste de la Volkspartei alsacienne, comme le montre cet extrait du Lothringer Journal, le 23 février 1929, après l'intervention de René Hauss à la Chambre : «Personne ne peut nous prouver que nous commettons un acte délictueux contre la France — contre les lois actuelles ou futures — si nous voulons, en raison des particularités de la langue et de l'histoire qui ont été exposées à la Chambre française par le député Hauss, faire profiter notre population du traitement spécial reconnu aux Minorités Nationales. Si l'on veut combattre cette conception avec une loi d'exception, on méconnaît totalement les faits. Nous n'y pouvons rien si nous sommes un peuple de Germains, de Francs ou d'Alamans. Ce n'est pas notre faute si nos ascendants parlent l'allemand depuis un millénaire et demi, si durant 800 ans, puis 50 autres, nous avons appartenu à l'empire allemand, alors que nous n'avons fait partie de la France que pendant 200 ans ! Nous ne pouvons rien changer si nos villages ont un autre aspect que ceux de l'Intérieur de la France, et si nous possédons pour certaines affaires des lois plus appropriées que celles qui existent à l'Intérieur. Ce sont des faits sur lesquels il n'y a pas lieu de discuter, mais que l'on est obligé d'accepter tels qu'ils sont. Même une loi d'exception n'y changerait rien...». La Christlich-Soziale Volkspartei tint son premier congrès à Forbach, fin février 1929. 75 délégués ou hommes de confiance ovationnèrent le député Labach et le nommèrent président d'honneur. Par contre, le député Robert Schuman fut l'objet de vives critiques, parce que son comportement à la Chambre avait déçu : il avait manqué de courage ; certes, Schuman avait bien parlé, mais il avait mal voté. L'assemblée adopta ensuite la résolution suivante : «Le congrès des délégués du Parti Populaire Chrétien-Social déclare à nouveau que la rupture des pourparlers d'entente avec l'Union Populaire de Lorraine n'est due qu'à la politique malhonnête de ce parti, dans lequel se rencontrent les contrastes les plus insensés, uniquement destinés à garantir le maintien de la position prédominante de ce parti de notables».

2. Les élections cantonales et la fondation de l'Action Populaire Nationale d'Alsace (APNA)

La fièvre des élections législatives était à peine tombée que déjà le pays s'enflammait à nouveau en vue des élections cantonales d'automne. Comme Mgr Pelt en Moselle, Mgr Ruch intervint en août et septembre 1928 par deux lettres pastorales. Sur un ton de tristesse, l'évêque de Strasbourg expliquait que l'on ne sauverait pas les libertés religieuses en prenant des positions politiques aussi condamnables que celles prises par les autonomistes. De toute évidence, les deux évêques récitaient la leçon que leur avait dictée le Président du Conseil, Raymond Poincaré, et les dissensions entre catholiques n'en furent que plus aggravées. Du reste l'évêché remania son administration et

s'entoura d'un personnel nationaliste et patriote ; il nomma quatre nouveaux vicaires généraux :
Douvier Vuillard, Kolb et Kretz.
Pour l'élection des conseillers généraux, fixée aux 14 et 21 octobre 1928, les autonomistes avaient réalisé le Front Unique Alsacien ou Elsaessische Einheitsfront, qui regroupait les membres de l'Unabhängige Landespartei du Dr Karl Roos, ceux de la Fortschrittspartei de Camille Dahlet, les communistes et la branche autonomiste de la Volkspartei. Dans l'impossibilité de suivre le déroulement de la bataille électorale dans chaque canton, nous retiendrons le cas de Strasbourg. Dès le jeudi 11 octobre 1928, le Dr Alfred Koessler de Neudorf, président du comité de propagande de l'Unabhängige Landespartei, envoyait à certains électeurs la circulaire suivante :

«Le Comité pour la Défense des intérêts ethniques du pays se permet de t'adresser ci-joint un prospectus relatif à l'élection prochaine. En ta qualité d'Alsacien fidèle à la terre natale (Heimattreuer), tu es conscient du devoir qui s'impose à toi. Tu dois, ou plutôt il faut donner ta voix à Paul Schall, afin que notre cher petit coin d'Alsace soit délivré du joug de ses oppresseurs. Paul Schall défendra les intérêts de notre pays absolument dans le cadre de la vieille liberté française. «Il faut que dimanche, la voix des électeurs alsaciens retentisse puissamment, et en premier lieu celle des intellectuels. Nous comptons particulièrement sur ton appui, et tu ne manqueras pas, cher électeur, de venir samedi soir à l'Aubette, participer à notre démonstration monstre, afin que la bande des capitalistes entende une fois exactement l'opinion des Alsaciens fidèles à leur terre natale.

«En vue de constituer une Schutztruppe (groupe de défense), nos sympathisants sont priés de bien vouloir se trouver à 7 heures au coin de la place des Etudiants, là où se trouvait l'ancien Adelshofen, afin de prendre connaissance des dernières instructions des chefs de groupe, et nous comptons fermement sur ta participation, convaincus qu'après le colossal succès, tu te feras inscrire samedi comme membre actif du parti. Ne sois pas l'ennemi des Heimabündler, car tu pécherais contre ta chère patrie d'Alsace ; aide-la à se défendre contre les intrigues d'une bande de Français ! Avec le cri puissant : Heimat fidèle ! Alsace ! (Treue Heimat ! Elsass !).
«Propaganda – Ausschuss der Landespartei
Dr Koessler».

Entre le premier et second tour se tinrent deux réunions du Front Unique ou Einheitsfront. La première était privée et avait lieu à l'Imprimerie Hauss, le mercredi 17 octobre 1928 vers 19 heures. Etaient présents 13 militants et candidats, savoir 8 de l'Unabhängige Landespartei : Paul Schall, René Hauss, Alfred Koessler, Kopp (professeur du Lycée, destitué pour avoir signé le Manifeste du Heimatbund), Reisacher (trésorier du parti), Thomann, Schneider et Fashauer ; deux de la Fortschrittspartei : Camille Dahlet et Bauer ; 3 communistes : Schreckler, Charles Hueber et Alfred Daull, futur député. Charles Hueber annonça que les candidats communistes se désistaient là où les autonomistes arriveraient en tête, et demanda la réciproque. En conséquence, les communistes Liebrich, Würtz et Daull se retirèrent à Lützelstein (La Petite Pierre), à Drulingen et à Brumath en faveur de Bauer, Deiss et du Dr Koessler. D'autre part, Paul Schall espérait pouvoir obtenir le retrait des candidats de la Volks-partei à Barr et à Soultz-sous-Forêts en faveur d'un candidat de la Landespartei. Enfin, Charles Hueber pouvait compter sur le soutien des autres autonomistes des différentes nuances, pour son élection à Brumath. La seconde réunion eut lieu le vendredi 19 octobre 1928 au Sangerhaus, à 20 h 30, sous la présidence du Komitee der Elsassischen Einheitsfront ou Comité du Front Unique alsacien. Les tracts annonçaient que les députés Joseph Rossé et Camille Dahlet, le Dr Koessler, Hauss et Schall prendraient la parole, et ils se terminaient par cet appel : «Citoyens fidèles à la Heimat ! (Heimattreue Bürger !) Une fois de plus, les adversaires chercheront à saboter la réunion. C'est pourquoi, venez en masse, afin de mettre, une fois pour toutes, fin à ces mœurs du Far-West !» Environ 1 800 personnes répondirent à la convocation ; elles appartenaient essentiellement aux milieux des fonctionnaires et des petits employés privés. Au bureau siégeaient Goetzmann, Schlegel et Reisacher ; René Hauss, retenu par la campagne électorale de Brumath, ne devait venir que plus tard, et dès son arrivée, il prit la présidence, se félicitant des résultats obtenus au premier tour et

rappelant que la campagne était menée sous le slogan : «Amnistie et Autonomie !». Le candidat de Strasbourg-Nord, Paul Schall, reçut la parole pour se plaindre d'abord des «déformations» pratiquées dans la presse, notamment dans le Journal d'Alsace et de Lorraine, qui perfidement traduisait toujours Schutztruppe par «Troupes d'Assaut» et faisait passer l'appel du Dr Koessler pour un appel à la violence. Mais il restait vrai que les autonomistes ne se laisseraient plus matraquer par les nationalistes comme à Colmar le 22 août 1926 : à la force, ils opposeraient la force ! 11 flétrissait l'attitude des socialistes de son concurrent Henri Lévy qui avaient tenté d'empêcher la réunion de samedi dernier. Paul Schall s'attaqua ensuite à Henri Lévy : «Il y a actuellement dans notre pays deux camps qui se livrent un combat acharné : celui du capitalisme chauvin et celui de la classe laborieuse alsacienne. Notre bourgeoisie alsacienne a toujours fait cause commune avec les différents gouvernements. C'est elle qui est en partie responsable du malaise alsacien c'est sur ses conseils que furent instituées les Commissions de Triage de sinistre mémoire et qu'on a sévi contre les fonctionnaires de l'époque allemande. Elle continue encore maintenant à mal inspirer le gouvernement Le mouvement autonomiste n'est pas d'origine cléricale. Notre bourgeoisie s'est servie d'hommes, tels que Casa Soprana, Fachot et autres, pour faire «sa» politique. Quelques hommes du peuple, égarés, comme les sept jurés du Komplott-Prozess de Colmar, lui prêtent malheureusement leur concours empressé. Ce procès a prouvé d'une manière éclatante que notre mouvement a pris racine dans toutes les couches de la population. Nous avons en effet repris l'ancienne politique autonomiste d'avant-guerre inaugurée par les socialistes allemands. Nous voulons que notre pays devienne un pont reliant l'Allemagne à la France. Pour atteindre ce but, il faut avant tout nous débarrasser de la camisole de force que les assimilateurs de Paris ont voulu nous passer malgré nous. Tous nos efforts tendent à créer une nouvelle Europe. Cela ne sera toutefois possible que lorsque nous serons maîtres chez nous et que le drapeau rouge et blanc flottera dans tout le pays». Après que l'ouragan des applaudissements se fût calmé, Schall prit les socialistes vivement à partie ; il les traita de laquais des capitalistes et de traîtres à leur propre cause. Il fit ressortir que les auditeurs devaient lui donner leurs voix dans l'intérêt de la cause alsacienne, que les couleurs rouge et blanc hissées au sommet de la tour de la cathédrale ne signifiaient pas le début d'un nationalisme alsacien outrancier, mais le commencement d'une ère nouvelle, celle de la libération de tous les peuples et de toutes les minorités nationales. C'est pourquoi il importait que le peuple souverain se prononçât dimanche 21 octobre contre le capitalisme et le nationalisme, et pour une Alsace libre !

Le député Camille Dahlet monta ensuite au pupitre : «Nos partisans peuvent être particulièrement fiers de la belle victoire que nous avons obtenue. Ce premier succès doit nous encourager à persévérer puisque les faits nous donnent raison». Il montra qu'à l'exception des socialistes, tous les anciens partis politiques alsaciens avaient inauguré, depuis le Komplott-Prozess de Colmar, une nouvelle politique nettement orientée vers la défense des droits ethniques. Il reprocha aux dirigeants nationalistes de la Volkspartei (UPRA) d'avoir manqué de courage et d'avoir lâchement abandonné Joseph Rossé et le Dr Eugène Ricklin, comme les autres membres de leur parti inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat. Quant au parti radical, ses effectifs s'étaient effondrés, et Georges Wehrung, l'ancien co-fondateur de l'Elsaesser-Bund en août 1918, conseiller général de Drulingen depuis 1919, l'un des piliers des radicaux d'Alsace, avait jugé plus prudent de ne se présenter que sous l'étiquette d'indépendant !

Camille Dahlet rappela ensuite qu'il avait participé au dernier congrès des autonomistes bretons les 18 et 19 août précédents à Châteaulin, et qu'avec Paul Schall, il avait été chaleureusement accueilli, contrairement aux racontars de certains journaux mal renseignés et malveillants : «Les habitants de cette province ont le même programme que nous et appuient énergiquement nos revendications ; une nouvelle ère va s'ouvrir en France et dans toute l'Europe». Le député de Saverne protesta ensuite contre certaines interprétations du discours qu'il avait prononcé à Munster, en compagnie de Joseph Rossé, et affirmait n'avoir jamais tenu les propos insensés qu'on lui prêtait : «Je n'ai pu dire qu'il m'était égal d'être Français, Allemand ou Chinois, car j'ai la conviction que les Chinois n'auraient pas commis la maladresse de nous envoyer des

fonctionnaires qui ne comprendraient point notre langue». Puis il en arriva à Poincaré. «Le Président du Conseil a affirmé avant la clôture de la session parlementaire qu'il voulait s'occuper «passionnément» du problème alsacien. Mais comment manifeste-t-il son intérêt pour nous ? En allant écouter à Metz des discours provocateurs contre les autonomistes, tel que celui de M. Wallach, président de la Fédération des Engagés Volontaires. C'est une mauvaise tactique. Elle aura le même résultat que celle dont se sert l'évêque de Strasbourg pour influencer son clergé. Ce n'est pas par de telles méthodes que l'on fait aimer la France».

L'orateur annonçait ensuite que la Fortschrittspartei avait retiré son candidat contre Schall pour lui donner l'occasion de se faire réhabiliter par le peuple alsacien ; d'autre part il soutenait à Brumath la candidature de Charles Hueber, tout en regrettant que les communistes ne l'aient pas soutenu à Bouxwiller. «On me reproche, paraît-il, d'avoir fait passer certaines revendications communistes dans mon programme et surtout Ravoir assisté au banquet donné en l'honneur de M. Poincaré lors de l'inauguration de la troisième foire-exposition de Strasbourg. Je réponds à la première critique que je n'ai signé que ce qui était conforme à mes propres convictions. Quant à ma présence au banquet de Poincaré, j'estime qu'il faut distinguer entre le politique et l'économique. Un représentant du peuple ne doit pas, à mon avis, refuser son concours au gouvernement quand il s'agit d'obtenir des améliorations d'ordre économique. Je tiens même à dire que je n'aurais pas manqué d'assister à l'inauguration de la nouvelle ligne de voie ferrée Saales-St Dié, si je n'avais été retenu par des obligations électorales».

Le député Joseph Rossé était arrivé en retard à la manifestation par qu'il était d'abord allé soutenir la candidature du Dr Alfred Koessler à Brumath. Dès qu'il eut reçu la parole, il souligna l'importance des élections de 1928 : «Je suis venu à Strasbourg pour vous dire qu'il ne faut pas se leurrer sur les intentions du gouvernement à notre égard et aussi pour protester avec vous contre le jugement rendu ce matin même par le Tribunal Correctionnel de Mulhouse contre un certain nombre de jeunes gens de Dannemarie (Dammerkirch) inculpés d'outrages à des gendarmes pour avoir manifesté dimanche dernier lorsque M. Centlivre fut proclamé conseiller général à la place du Dr Ricklin». En effet, le 14 octobre, le Dr Ricklin avait obtenu plus de la moitié des voix dès le premier tour mais du fait qu'il n'était pas amnistié, la préfecture déclara son élection nulle et mit à sa place le candidat battu, le républicain démocrate Centlivre. Ce mépris de la volonté populaire avait provoqué une manifestation que les autorités réprimèrent d'une manière aussi dictatoriale que lorsqu'elles avaient invalidé l'élu du peuple.

Joseph Rossé continua en s'en prenant au concurrent de Schall, le socialiste Lévy : «J'attire votre attention sur le fait que M. Henri Lévy est l'homme de confiance du Journal de l'Est et du Journal d'Alsace et de Lorraine. Ces deux organes ont contribué à créer le malaise et sont en partie responsables de notre incarcération. Le Journal de l'Est s'est particulièrement fait remarquer par ses articles haineux contre la SAPART, et d'autre part par ses hommages à Fachot et Bauer, lorsque ces hommes furent décorés de la Légion d'honneur». Puis Rossé fit l'éloge de Paul Schall et de son attitude courageuse durant sa détention comme durant son procès ; «que les auditeurs suivent donc l'exemple du Haut-Rhin et qu'ils accordent leurs suffrages aux défenseurs des droits ethniques». Après l'ovation faite à Joseph Rossé, Charles Hueber indiqua les raisons pour lesquelles les communistes n'opposaient point de candidat à Schall ; il conseilla au député Dahlet un peu plus de réserve avec les représentants de l'Etat afin de ne point glisser sur la pente dangereuse de la collaboration avec le gouvernement : «Les communistes surveillent, non seulement leurs adversaires, mais aussi et surtout leurs amis et alliés !» Toutefois il assura Dahlet que les communistes voteraient contre le démocrate Hoeffel, l'un des bourgeois alsaciens partisans des Schlumberger, du comte de Leusse, etc. Hueber, en un discours libre, flétrit ensuite l'attitude des socialistes et déclara que les communistes demandaient en faveur des Alsaciens-Lorrains le droit de disposer d'eux-mêmes avec toutes ses conséquences : ils ne voyaient dans l'autonomie que le début d'une libération totale des travailleurs alsaciens-lorrains du joug capitaliste. Charles Hueber rappela qu'il préconisait un plébiscite effectué en toute indépendance, après évacuation préalable du territoire alsacien-lorrain par l'administration française ; cette évacuation était la seule garantie de la

sincérité de la consultation populaire. Tout en caressant l'espoir qu'un jour le rouge effacerait ou mieux absorberait le blanc du drapeau alsacien, Hueber conclut en insistant sur le fait que dans le moment présent, il importait de grouper tous les autonomistes de toutes nuances dans la lutte contre le nationalisme, pour la libération de l'Alsace et pour celle des peuples du monde entier. Charles Baumann, le rédacteur en chef de l'ancienne Wahrheit, expliqua aux assistants les différentes phases de son procès et critiqua la justice française pour l'avoir maintenu en prison pendant plus de sept mois sans motif. Il révéla que le préfet du Bas-Rhin lui avait interdit le 22 septembre précédent de faire paraître un nouveau journal intitulé Die Zeit. Il revendiqua également pour l'Alsace-Lorraine le droit de disposer de soi-même, le plébiscite, seul moyen de statuer définitivement sur le sort de l'Alsace-Lorraine ; il termina en faisant l'éloge de Schall et de Hueber dont il recommanda les candidatures. Le député Jean-Pierre Mourer fut le dernier orateur. Il répondit aux reproches des socialistes en expliquant que les communistes réclamaient l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, parce qu'ils s'étaient rendu compte que quelques parlementaires isolés à la Chambre ne seraient jamais en mesure de faire sanctionner les droits sacrés de la population alsacienne-lorraine, et que devant la carence parlementaire, il importait que le peuple alsacien-lorrain prît en main sa propre destinée : «Nous savons très bien ce que nous voulons ; nous poursuivrons méthodiquement notre but, mais pour le moment, la question de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine prime toutes les autres. Depuis dix ans, nous attendons des réformes, et puisque le gouvernement est incapable de nous les procurer, nous serons forcés un jour de les appliquer nous-mêmes. Le problème alsacien-lorrain ne trouve pas uniquement sa solution dans l'autonomie administrative ; il faut que nous ayons en outre les moyens de vivre et que les richesses du sol deviennent notre propriété à nous, Alsaciens-Lorrains». René Hauss clôtura la manifestation en remerciant les différents orateurs. Il adressa un dernier appel aux auditeurs et les invita à infliger un démenti aux paroles du préfet du Bas-Rhin, lorsqu'il présidait à la Haut-Koenigsbourg le banquet de l'Association des Proscrits ; aux Alsaciens de prouver par leur bulletin de vote que le «Hans em Schnokeloch» sait bien ce qu'il veut ! Il était minuit.

Finalement, les élections cantonales du 21 octobre 1928 renforcèrent la victoire des autonomistes lors des élections législatives du 28 avril. Dans le Bas-Rhin, sur 35 sièges, le Front Unique Alsacien ou Einheitsfront en enlevait 12 à 13, soit 6 à 7 en faveur de l'aile autonomiste de la Volkspartei³ en faveur du nouveau parti de l'Unabhängige Landespartei (Koessler, René Hauss et Heil), deux en faveur également de la nouvelle Fort-schrittspartei (Bauer et Deiss) et un en faveur des communistes, Charles Hueber. Contrairement aux espoirs, Paul Schall fut battu par le socialiste Henri Lévy ; «cet échec serait dû au manque de discipline comme à l'indifférence dans les rangs de la Landespartei, et à la crise que traversait alors le parti communiste». Dans le Haut-Rhin, sur 26 sièges, les autonomistes de la Volkspartei enlevèrent 11 sièges ; parmi les élus figuraient l'abbé Haegy, Joseph Rossé, le Dr Ricklin, Médard Brogly, Brom, Marcel Sttlrmel. Le 23 octobre, les autonomistes décidèrent de former au conseil général du Bas-Rhin un groupe spécial, comprenant : le Dr Koessler, Heil et Hauss de l'Unabhängige Landespartei (dont le président, Karl Roos se trouvait encore en Suisse) ; le vétérinaire Brickert, Herber, Gromer, Walter et Elsaesser de la Volkspartei ; l'indépendant Reisacher et le communiste Charles Hueber. Tous avaient été élus sur des programmes à peu près identiques. Dès la première session, c'est-à-dire dès le 23 octobre 1928, ce groupe demandait que les débats au conseil général se fissent dans le dialecte alsacien au même titre que dans la langue française : «Nous luttons pour le bilinguisme et, étant conséquents avec nous-mêmes, nous voulons que ce bilinguisme soit également employé dans notre parlement départemental. Nous ne voulons naturellement pas éliminer le français, bien qu'il y ait parmi les élus un ou deux qui ne parlent pas le français. Nous demanderons l'emploi des deux langues, du français par égard pour M. le Préfet et pour les autres fonctionnaires français de l'Intérieur, et de l'allemand classique. Nous demanderons en outre que les procès-verbaux soient écrits dans les deux langues et que les discours en français soient traduits en allemand». La proposition des autonomistes fut débattue au conseil général du Bas-Rhin, le lundi 29 octobre 1928 ; la motion fut repoussée à une faible majorité : 18 voix contre 15. Néanmoins l'on constata

une innovation au demeurant absolument naturelle : une partie importante des conseillers s'exprimaient durant les débats, les uns en dialecte alsacien, les autres en hochdeutsch, et ils rédigeaient leurs rapports en hochdeutsch.

Dans le Haut-Rhin, la première séance du nouveau conseil général fut beaucoup plus houleuse. Ce 24 octobre 1928, lorsque la séance fut déclarée ouverte, les conseillers autonomistes, dits «nuance abbé Haegy», étaient absents ; le préfet Susini décida de les attendre de 10 h 30 à 11 heures, puis l'on commença les débats. Soudain, un quart d'heure plus tard, voilà que brusquement apparut à la tribune réservée au public l'abbé Haegy flanqué de Marcel Sturm, Médard Brogly, Joseph Rossé et du docteur Eugène Ricklin, représentant les cantons de Neuf-Brisach, St-Amarin, Huningue, Colmar et Dannemarie, suivis d'une bonne douzaine de partisans. Une violente discussion éclata alors entre le préfet et les cinq conseillers généraux autonomistes, discussion toujours passionnée, souvent tumultueuse, qui dura pendant deux heures et demie. Il s'agissait de savoir si Rossé et Ricklin, élus mais non proclamés élus, parce que leur condamnation du 24 mai précédent les rendait inéligibles, pouvaient, oui ou non, être admis aux délibérations avant que le Conseil d'Etat n'ait statué à leur égard. Le préfet Susini prétendait que l'admission de ces deux conseillers non proclamés entacherait de nullité les décisions du conseil général. Le député et conseiller Brom répondit : «Il faut que ces deux conseillers, également élus députés, siègent malgré tout, et tout de suite, tout simplement parce qu'ils ont obtenu la majorité des voix de leurs cantons dès le premier tour. On ne saurait tolérer que les libertés françaises et les arrêts du suffrage universel ne soient point respectés». Bref, les conseillers généraux autonomistes faisaient de l'obstruction, alors que le Dr Ricklin et Joseph Rossé restaient dans l'enceinte réservée au public. Il devint impossible d'élire le bureau du conseil général ; finalement, au milieu d'un tohu-bohu invraisemblable où se croisaient les injures, la séance fut levée.

Cependant, à la Chambre des Députés, le Dr Ricklin et Joseph Rossé provoquaient aussi des émois. Du fait de leur condamnation au Komplott-Prozess, ils n'avaient plus leurs droits civiques. Déjà le 14 juin 1928, le député Michel Walter avait demandé la libération immédiate des deux députés pour la durée de leur mandat et en vertu de l'article 14 de la Constitution de la IIIème République ; mais le ministre de la Justice, Barthou, s'y opposa.

Le 8 novembre 1928, la question de l'invalidation des deux députés fut à nouveau débattue à la Chambre. Se fondant sur la loi dictatoriale de 1852, le rapporteur demandait l'invalidation des mandats du Dr Ricklin et de Joseph Rossé. Le député communiste de Paris, maître Berthon, qui avait défendu les accusés du Komplott-Prozess de Colmar, rejetait cette thèse en soulignant qu'elle était juridique, mais non politique, puisque les élections des deux députés en question s'étaient faites démocratiquement. Le socialiste Paul Faure proposa la motion suivante : «La Chambre, estimant qu'une loi d'amnistie pour faits politiques doit être votée sans retard, décide de subordonner à la discussion de cette loi tout examen relatif aux déchéances demandées, ou qui pourraient être demandées». Mais la motion Faure fut repoussée par 235 voix contre 184. Le député Brom voulut alors limiter une résolution d'amnistie à Rossé et à Ricklin, mais il fut violemment attaqué par le radical-socialiste Philippoteaux, et la résolution Brom fut rejetée par 422 voix contre 171. Le député communiste Jacques Doriot (1888-1945) monta alors à la tribune pour réclamer en faveur des Alsaciens-Lorrains le droit à disposer d'eux-mêmes, le droit à l'autodétermination, y compris le droit de se séparer de la France. Camille Dahlet lui succéda pour condamner la situation exceptionnelle qui était faite aux Alsaciens-Lorrains ; alors que le Reichstag allemand avait supporté la présence de députés protestataires d'Alsace-Lorraine sur ses bancs, la Chambre française les expulsa, bien qu'ils se soient déclarés loyaux à la France ! La parole fut donnée ensuite au Dr Ricklin qui proclama son attachement à la France et rejeta le séparatisme ; puis à Joseph Rossé qui défendit le Manifeste du Heimatbund et se proclama en communion de pensée avec les régionalistes de France, notamment avec le projet de régionalisation déposé en 1920 par le député Hennessy sur le bureau de la Chambre. Finalement, l'intervention de Poincaré, alors en pleine crise ministérielle, provoqua l'invalidation des deux députés de Colmar et d'Altkirch, par un vote de 195 voix contre 29 et 416 abstentions !

Rossé et Ricklin publièrent immédiatement une lettre d'explication à leurs électeurs. Dans celle du

Dr Ricklin, datée de Paris le 8 novembre 1928, on pouvait lire : «... L'incompréhension de la situation en Alsace-Lorraine chez ces représentants du peuple va aussi loin que leur rage assimilatrice, de sorte qu'ils n'hésitent pas à fouler aux pieds le principe de la souveraineté de la volonté populaire pour étouffer la voix de ceux qui sont décidés à défendre fermement, courageusement et impitoyablement vos droits et vos libertés...». Ricklin désigna Marcel Stürmel comme son candidat à Altkirch, et Rossé, René Hauss comme le sien à Colmar ; ces deux candidats avaient été acquittés au Komplott-Prozess de Colmar. Les nouvelles élections législatives eurent lieu les 13 et 20 janvier 1929 et furent un nouveau triomphe des autonomistes. A Altkirch, Stürmel recueillit 7 150 voix contre 3 650 à son adversaire ; et à Colmar, René Hauss 10 251 contre 6 328 au candidat jacobin de la Volkspartei, un prêtre. Le Conseil d'Etat avait également prononcé le 22 mars 1929 l'invalidation de Joseph Rossé et du Dr Ricklin comme conseillers généraux ; les deux hommes se représentèrent à nouveau en 1929, et les cantons de Colmar et de Dannemarie les réélurent largement le 2 juin. Dans cette affaire, le gouvernement français essuya un nouvel échec. Tous ces événements eurent de profondes répercussions au sein des deux grands partis catholiques centristes d'Alsace et de Lorraine. On a déjà vu que les autonomistes lorrains, dégoûtés par la malhonnête de l'Union Populaire de Lorraine, ou Lothringische Volkspartei, dominée par une bourgeoisie nationaliste et assimilatrice, quittèrent le 17 novembre 1928 leur parti pour fonder, sous la direction de Victor Antoni, la Christlich-Soziale Volkspartei ou Union Chrétienne-Sociale. Si en Lorraine, une minorité autonomiste et germanophone quittait une majorité nationaliste et gouvernementale, en Alsace, ce fut la minorité nationaliste et gouvernementale qui dut quitter l'Elsaessische Volkspartei (UPRA). En fait, l'éclatement du 8 novembre 1928 révélait une ancienne fêlure qui remontait à l'origine même de la fondation de la Volkspartei en 1919, avec l'accueil de traîtres à l'Alsace, comme l'abbé Wetterlé, ou de «revenants», comme le général Bourgeois. Les interventions successives de Mgr Ruch contre les autonomistes alsaciens, d'abord en automne 1926, puis dans l'été de 1928, engendrèrent un douloureux et grave malaise chez les catholiques non contaminés par le virus nationaliste ; ils avaient l'impression que l'Eglise Catholique sacrifiait «leurs droits ethniques naturels» pour conserver «ses propres avantages» dans un odieux chantage orchestré par le gouvernement anticlérical de Paris, en tirant les fils concordataires. En effet, le 11 septembre 1928, l'évêque de Strasbourg enseignait que seul un patriotisme français intègre pourrait permettre à l'Eglise de sauvegarder ses droits et sa situation sociale, que «si l'Alsacien ne veut se préoccuper que de l'intérêt alsacien, il le compromet», etc. Cette lettre pastorale et nationaliste, les curés devaient la lire le dimanche en chaire. Certains prêtres s'arrangèrent pour en rendre la lecture inaudible ou incompréhensible ; d'autres ajoutaient à la fin : «Ainsi pense l'évêque ; ce que je pense, c'est une autre paire de manches ! (So denkt der Bischof ; wie ich denke, ist eine andere Sache !)». Dans une troisième lettre pastorale adressée aux rédacteurs et aux journaux, Mgr Ruch condamnait une fois de plus le Front Unique Alsacien ou Einheitsfront, notamment la collaboration des chrétiens avec les communistes, en s'appuyant sur deux notes du cardinal Gaspard. Que des fidèles, bien enracinés dans le sol de leur Heimat, n'aient plus distingué alors les traits du Christ dans le visage d'une Eglise officielle grimaçant de nationalisme, même sous le voile du culte de Jeanne d'Arc, et qu'ils aient délaissé une telle Eglise, ou plus souvent simplement l'église, c'était une triste évidence. Les autonomistes catholiques risquaient d'être complètement réduits au silence par le bâillon ecclésiastique, et il fallait absolument prévenir ce malheur. De 1929 à 1932, ils négocièrent à nouveau avec le Vatican, comme l'avaient fait les Heimatbündler en janvier 1927. En janvier 1929, le chanoine et sénateur Eugène Millier et le député Michel Walter s'efforcèrent d'instruire les différentes «congrégations» romaines et les autorités responsables de l'administration de l'Eglise sur la situation exacte des catholiques engagés dans le combat politique de l'autonomie. Puis, en décembre de cette même année 1929, le chanoine Riehl et l'abbé Schies remirent à Mgr Pizzaro, secrétaire de la «congrégation des affaires extraordinaires» un long mémoire qui prenait la défense des catholiques autonomistes engagés à côté des communistes autonomistes ; il exposait la nécessité du maintien de la langue allemande et justifiait la revendication d'une autonomie de l'Alsace-Lorraine ; il montrait que les communistes alsaciens

étaient de loin moins anticléricaux que les socialistes français, car ils avaient hérité l'esprit de la Sozial-Demokratie allemande qui était en train de signer un Concordat entre le Vatican et la Prusse. Puis parlant du chauvinisme de Mgr Ruch, le mémoire s'exprimait ainsi : «Nous ne nions pas que l'évêque ait le droit de favoriser l'éclosion de ce sentiment patriotique. Mais peut-il l'imposer, dès maintenant, comme un devoir strict et religieux dont la non-observance attire à cette population la damnation éternelle ?... Nous allons à une catastrophe. L'attitude de Mgr Ruch menace de jeter le trouble dans les rangs de ses diocésains... Les catholiques d'aujourd'hui sont aux abois». Les autonomistes catholiques lorrains avaient ajouté au mémoire alsacien un mémoire lorrain pour exposer également leur situation politique. Ils reprochaient à l'évêque de Metz, Mgr Pelt, de s'opposer à la langue allemande et ils l'accusaient surtout d'être lié au nationalisme et au capitalisme du gros industriel De Wendel, ce qui entraînait comme conséquence que les travailleurs chrétiens se jetaient dans les bras des communistes. Le mémoire lorrain s'achevait par cette constatation : «Ce patriotisme nationaliste... n'a pas été à même de sauvegarder les intérêts catholiques».

Assurément, la portion bourgeoise du clergé et l'épiscopat d'Alsace-Lorraine croyaient bien faire ; peut-être ne commettaient-ils point de faute ; mais ce qui était plus grave, ils faisaient erreur ! Cette erreur favorisait en effet les bourgeois nationalistes de la Volkspartei et renforçait leur aversion contre les inculpés du Komplott-Prozess de Colmar, et avant tout contre le Front Unique Alsacien ou Einheitsfront qui unissait dans un même combat ethnique, croyants et incroyants, catholiques et protestants, chrétiens et communistes. En janvier 1928, le général Bourgeois n'était point parvenu à obtenir l'expulsion de Joseph Rossé de la Volkspartei. Le 1er juillet 1928, les délégués de la Volkspartei contre-attaquaient et s'élevaient contre la campagne nationaliste et royaliste développée par un Jésuite originaire de Wintzenheim, le Rd père Aloyse Riedinger ; pour soutenir sa campagne d'assimilation nationale, il avait fondé à Strasbourg un «Institut d'Information» qui puisait ses renseignements auprès des pires ennemis des autonomistes. «L'Assemblée des Délégués de la Volkspartei (UPRA), publiait la Volkspartei, dénie à cette presse et à cet Institut tout droit d'élever la voix au nom de l'Alsace». Le comte de Leusse riposta immédiatement dans son Journal de V en disant «merde» à la Volkspartei et en quittant le comité directeur parti le 5 juillet suivant. Le 3 novembre 1928, à la réunion du con directeur de la Volkspartei, le député de Wissembourg, Weydmann, s tenu par Oberkirch, le comte de Leusse, le conseiller général Rohi (Erstein), l'abbé Hincky et l'avocat de Saverne, Heil, exigeait des sanctions contre les militants du parti qui avaient collaboré avec Joseph Rossé et le Dr Ricklin pour faire échouer les candidatures nationalistes que la Volkspartei leur avait officiellement opposées ; surtout, il demande l'expulsion du député Joseph Rossé et de leur trésorier, le député Mie Walter ; enfin, il réclamait la «répudiation formelle de toute entente alliance avec les partis communiste et autonomiste, et le désaveu public leurs principes, contraires à notre programme». Mais la motion Weydmann fut repoussée et ses partisans quittèrent la Volkspartei pour fonder, le 17 décembre 1928 à Strasbourg, un nouveau parti : l'Action Populaire Nationale d'Alsace (APNA), qui devait doubler en quelque sorte la Volkspartei primitive. Dans son programme, le nouveau venu déclarait : «L'APNA est parti politique national qui veut servir la France». Quant au reste, il contentait de démarquer le programme de 1919 de la Volkspartei. Depuis octobre 1926, cette tendance avait publié un bi-hebdomadaire S'Elsass pour combattre l'aile autonomiste de la Volkspartei jusqu'à la disparition de la feuille en mars 1929. Cette disparition était la conséquence de parution d'un nouveau journal. En effet, à partir du 25 décembre 1928, l'APNA publiait, avec la bénédiction de Mgr Ruch et avec les subventions du gouvernement français, à Strasbourg l'Elsaesser Bote, à Colmar le Colmarer Bote et à Mulhouse le Mülhauser Bote, le tout doublé par bi-hebdomadaire en français, Message d'Alsace. Le rédacteur en chef l'Elsaesser Bote n'était autre que Jean Dumser (Tout abonnement annuel était récompensé par le don d'une montre en or !...). La Volkspartei (UPRA) perdit à cet éclatement un certain nom d'élus ; 4 sénateurs sur 6 passèrent à l'APNA, ainsi que 3 députés sur 10 et 18 conseillers généraux sur 34, suivis par une petite minorité d'adhérents. Mais le départ de ces bourgeois coupés du peuple assainit l'atmosphère.

3. Le débat parlementaire sur l'Alsace-Lorraine

Le 21 décembre 1928, le fils du maire de Walbourg, Georges Benoît, âgé de 28 ans, avait tiré à Paris sur le procureur général Fachot. L'attentat provoqua une vive émotion dans toute la France ; la presse et l'opinion publique rendait la «presse haegyste» responsable du crime. L'on alla jusqu'à offrir une grosse somme d'argent et un verdict très clément, si l'auteur de l'attentat voulait bien déclarer qu'il avait agi sous l'emprise de la lecture des journaux de l'abbé Haegy. Malgré tous les efforts des suborneurs, Georges Benoît affirma qu'il n'avait jamais lu les journaux de l'abbé Haegy ; bien au contraire, il lisait la presse anti-autonomiste, notamment les Dernières Nouvelles, où il avait pris connaissance des Lettres Ouvertes adressées au président Poincaré par le sénateur Helmer, chargé après la guerre, avec Fachot, du séquestre des Mines de Potasse d'Alsace. Or, le sénateur Helmer accusait son ancien collègue, devenu procureur général, d'avoir laissé prendre 2,5 millions de francs au séquestre des Mines de Potasse pour les mettre au crédit d'un spéculateur de Nancy, Bailly. Lorsque Benoît lut qu'à la suite du réquisitoire du procureur général Fachot, Ricklin et Rossé avaient été déchus de leurs droits civiques, le jeune homme pleura toute la nuit, et au matin décida de venger un jour l'Alsace. Avant de s'engager dans l'armée pour Madagascar, Georges Benoît se rendit à Paris, acheta une arme, et sans rien dire à personne, tenta de tuer le procureur Fachot, prévaricateur. Il sera acquitté, le 9 juillet 1929. Toujours est-il que le parlement décida d'aborder sérieusement la question de l'Alsace-Lorraine qui n'en finissait pas d'alourdir l'atmosphère politique de la France. Les débats à la Chambre durèrent du 24 janvier au 9 février 1929 ; ils occupèrent 11 séances et permirent à 41 orateurs de s'exprimer, parmi lesquels tous les députés alsaciens-lorrains. Le 24 janvier, Joseph Brom obtint le premier la parole : «Notre peuple ne demande rien d'autre qu'une autonomie régionale dans une France réorganisée. Faites-lui confiance !... Engagez une politique régionale hardie ! Ecoutez les vœux du peuple et tenez-en compte !... Ah ! messieurs, en cet instant je sens que je parle au nom de l'Alsace et mon âme se trouve en communauté avec des centaines de milliers d'autres âmes. Elles viennent vers moi, je les résume, je vous les présente !... «Laissez-nous être comme nous sommes !» Prenez-les comme elles sont ! Il n'y a rien à y changer, rien à assimiler ! Je vous en prie : assez de procès, assez d'articles haineux ! Faisons la paix !...». Michel Walter le même jour, Thomas Seltz, Moncelle et Robert Schuman le lendemain, défendirent les mêmes idées. Le 29 janvier 1929, Camille Dahlet rappela d'abord qu'il avait fait autrefois partie du comité exécutif des radicaux de la rue de Valois, puis il attaqua durement la politique de violence menée par la France en Alsace : «...L'autonomie, qui est le contraire de la centralisation, se rencontre essentiellement dans les Etats où une même domination s'étend sur différentes races... Les Français alsaciens sont d'une autre race que les Français de l'autre côté des Vosges ! Les Alsaciens, et M. Seltz l'a rappelé en citant une phrase de Renan dans la Revue des Deux Mondes du 15 septembre 1871 sont de langue et de race germaniques. Est-ce une honte qu'il faille cacher ? Est-ce un honneur ? Je ne le sais ; en tout cas c'est un fait !... Je vous assure qu'on en a assez en Alsace de cette sentimentalité politique, de ces déclarations et de ces manifestations patriotiques ! On n'en veut plus ! Il est aussi grand temps de mettre fin à cette regrettable idée, qui veut que chaque fois qu'un député alsacien ouvre le bec... (Mouvements divers) ou si vous préférez, chaque fois qu'il prend la parole, il se sente obligé de proclamer sa foi patriotique ou de faire une déclaration patriotique... Je ne crois pas que vous, Monsieur le Président Poincaré, vous soyez fier du résultat des premières années de politique française en Alsace... Car, si l'interdiction de plus d'une douzaine de journaux, si des perquisitions domiciliaires dans 100 à 200 habitations à travers toute l'Alsace, si une douzaine d'Alsaciens jetés en prison qu'on est ensuite obligé de libérer, en grande majorité parce qu'ils sont innocents, si la liberté de réunion est interdite, si sur les places publiques de Strasbourg les charges de cavalerie contre les masses humaines, si le contrôle des personnes sur les voies publiques, si l'extension de la terreur sur tout le pays par un système de basse police et d'agents provocateurs, si la confiscation des tracts électoraux comme cela m'est arrivé, si tout cela ce n'est pas la dictature, je voudrais bien savoir ce qu'elle pourrait être, si un beau matin elle était introduite en Alsace !» (Applaudissements

très forts à gauche surtout). Le colonel Picot se montra offusqué par l'approbation des communistes, de sorte que Dahlet lui rétorqua : «Monsieur le colonel Picot, les Alsaciens sont précisément ainsi, qu'ils préfèrent les communistes qui les défendent aux nationalistes qui les injurient et au gouvernement qui les fourre en prison ! (Mouvements divers)... J'ajoute que si l'on se voit obligé de traîner devant la Cour d'Assises un vieillard comme M. Ricklin, dont le nom est lié étroitement à l'histoire des trente dernières années de l'Alsace, un homme qui fut porteur de tous les mandats électoraux qu'autorisent les élections ordinaires, qui avait même assumé la plus haute fonction que le suffrage ordinaire permette de confier à un homme en Alsace-Lorraine, celle de Président du Parlement d'Alsace-Lorraine, si on se croit obligé d'expulser des députés du parlement français dans lequel les électeurs les avaient envoyés parce qu'ils voulaient précisément être représentés par ces hommes, si l'on continue à interdire des journaux comme c'est aujourd'hui encore le cas, si l'on se croit obligé de créer de nouvelles lois d'oppression, parce que celles qui étaient utilisées jusqu'à Présent et qui avaient suffi depuis 50 ans à la France, ne suffisaient plus depuis que l'on avait libéré les Alsaciens, eh bien ! je vous dis que si on se croit obligé de prendre de telles mesures pour gouverner l'Alsace, alors on n'a vraiment pas besoin d'être fier ! Et je suis même sûr, Monsieur le Président du Conseil, que personnellement vous n'en êtes pas fier et que peut-être, moralement, vous en avez beaucoup souffert !...»

Le député de Saverne continuait sur ce ton vif, au milieu des interruptions et du bruit de ceux qui ne voulaient pas comprendre la véritable Alsace. «...Le malaise alsacien n'est pas une cause, c'est une conséquence. Nous Alsaciens, nous avons cette particularité de ne pas aimer qu'on nous marche sur les pieds ; (Cris et mouvements divers) c'est peut-être un défaut, mais c'est comme ça ! Et quand on nous marche sur les pieds, nous crions ! ... Nous avons toujours fait ainsi dans de tels cas, et rien au monde ne pourra nous enlever cette habitude... L'Alsace a toujours refusé d'être un enjeu de guerre, mais elle se refuse aussi d'être un enjeu de paix !» Dahlet réclamait ensuite l'égalité de traitement de la langue allemande avec la langue française, et non point comme le demandait le socialiste Grumbach, la priorité du français ! Il revendiquait aussi les libertés de pensée et d'expression, la liberté des passeports, la priorité accordée aux Alsaciens dans les différentes fonctions en Alsace, et finalement l'amnistie. Le discours de Camille Dahlet était un véritable défi, et le président Poincaré se sentit obligé d'intervenir plus tôt que prévu. Il le fit dans un discours fleuve qui dura 10 heures. Dans la première partie de ce discours, Poincaré commença par donner libre cours à sa haine contre les manœuvres autonomistes ; il voulait bien reconnaître que la France avait commis quelques petites erreurs, mais c'était inévitable. Du reste, jamais l'Alsace n'aurait été aussi heureuse que depuis 1918 (!) et s'il y avait mécontentement c'était uniquement à cause d'une petite bande de mauvais bergers. Puis, il énuméra longuement tous les bienfaits que la France aurait apportés à l'Alsace.

Le 1er février 1929, dans la seconde partie de son discours, le Président du Conseil Poincaré tint à régler ses comptes avec les autonomistes. Il passa en revue toutes les investigations policières depuis 1918, tendant à démontrer que l'autonomisme était l'œuvre d'agents allemands au service de la politique étrangère allemande. Il révéla le montant des fonds allemands de propagande qu'il chiffrait exactement à 94 548 720 marks, feignant de croire que ces sommes étaient essentiellement destinées à l'Alsace. Le ministre des Affaires Etrangères allemand, Stresemann, fut très étonné des chiffres fantaisistes de Poincaré et lui demanda d'où il tirait ces 94 548 720 marks ! Il n'eut point de peine à montrer que les fonds allemands de propagande se montaient seulement à 21 639 000 marks, qui s'adressaient avant tout et essentiellement aux territoires allemands occupés par la France et les Alliés et pour des dépenses d'ordre scolaire. Poincaré, qui s'était trop naïvement fié aux élucubrations policières de Becker et de Bauer, évita de répondre et désormais ne parla plus jamais de cette question.

De leur côté, l'Elsaesser et l'Elsaesser Kurier écrivaient le lendemain 2 février : «Le discours du 1er février de Poincaré... était un réquisitoire d'un procureur qui aurait pu être fait au procès de Colmar. Une compilation de citations provenant de différents journaux et revues d'Alsace et de la

Rive Droite du Rhin... Leur lecture a été souvent interrompue par nos députés qui ont protesté contre une méthode qui consiste à opérer au moyen de citations incontrôlables, séparées de leur contexte et dont on peut discuter la traduction phrase par phrase... Un autre fait donne encore plus à réfléchir ; c'est le fait que le Président du Conseil a reproduit presque textuellement dans son réquisitoire les déclarations des commissaires de police Bauer et Becker au procès du complot de Colmar, bien que ces déclarations devant la Cour d'Assises de Colmar aient été considérées comme de la pure fantaisie, comme cela a été prouvé devant le monde entier... Si les amis de la cause française en Alsace se réjouissent d'une pareille politique, ils font preuve d'un manque de psychologie qui dépasse la normale».

Dans la troisième et dernière partie de son discours, Poincaré parla de ses vues d'avenir. Il sépara les brebis des boucs, les bons des mauvais patriotes. Les bons patriotes étaient contents et satisfaits de la France ; les mauvais, c'étaient les mécontents, qu'il espérait pourtant ramener sur la bonne voie en faisant installer un émetteur et un relais radio à Strasbourg pour les instruire. Du reste, il serait bientôt armé légalement contre les récalcitrants ! Et alors, gare ! En conclusion, il rappelait que 1 400 000 Français étaient morts dans l'espoir de libérer l'Alsace de l'oppression. Alors, tous les députés se levèrent pour une longue ovation à «Poincaré-la-guerre», tous sauf cinq députés alsaciens, trois de la Volkspartei (UPRA), savoir Michel Walter, Médard Brogly, Marcel Stürmel, celui de l'Unabhängige Landespartei René Hauss, et celui de la Fortschrittspartei Camille Dahlet. Nombreuses furent les réactions de la presse. Dans La République, Hecker écrivait le lendemain : «... Le discours du Président du Conseil ne pouvait être plus défavorable. Il a parlé dans une fièvre nationaliste, comme un homme qui, sortant d'un rêve profond, apprend que des hordes allemandes se trouvent sur le Rhin prêtes à envahir la France. Non, Monsieur Poincaré... ne commettez pas l'erreur de désigner comme des fripons payés, des agents de l'étranger, ces hommes qui défendent ici quelque chose qu'ils ne comprennent peut-être pas... M. Poincaré, vous avez dépassé le but ! » Die Freie Presse notait : «... M. Poincaré a prouvé par son discours des 10 heures qu'il n'est pas homme à résoudre le problème alsacien».

Le Courrier de Strasbourg donnait l'impression générale suivante : «La fin du discours de M. Poincaré sur l'Alsace doit être accueillie sous toutes réserves. Elle contient une foule d'affirmations, d'accusations même, de citations, qui méritent d'être contrôlées... Beaucoup de ses assertions sont grossièrement erronées. La réponse des autonomistes ne tardera pas. Aussi voyons-nous qu'ils ripostent violemment pendant le discours même de M. Poincaré. La thèse du Président du Conseil est simpliste : «Nous avons fait beaucoup de bien à l'Alsace ; il n'y a pas de raison pour qu'elle soit malheureuse ; donc elle est empoisonnée par des agitateurs». Ne voulant pas reconnaître le bien qui n'a pas été fait, mais qui aurait dû être fait, ne voulant ou ne pouvant, par fierté, reconnaître ses fautes (refus d'amnistie, etc.) il décharge le fiasco de sa politique sur les autonomistes. C'est une façon bien simple de gagner la sympathie de la Chambre. Il ne lui restera plus qu'à prendre des mesures de rigueur pour prouver qu'il avait raison. Admettons qu'il ait raison ! Dans ce cas, le malaise devrait disparaître sous peu. Si au contraire il ne disparaît pas, alors la preuve sera faite une fois de plus que M. Poincaré s'est trompé. Nous sommes enclins à dire d'avance qu'il se trouve sur la fausse route. Qu'il les prenne, ces mesures, qu'il sévisse contre les autonomistes, qu'il en fasse les héros d'une idée déjà bien ancrée dans le peuple, et le mouvement grandira de jour en jour ! Puisqu'on est décidé à suivre la politique du pire, qu'on le fasse ! Nous ne sommes pas de ceux qui applaudiront !».

L'Humanité d'Alsace et de Lorraine réfutait le discours de Poincaré dans les termes suivants : «La déclaration du Président du Conseil, à savoir que l'Alsace-Lorraine n'est pas une Minorité Nationale, ne changera rien au fait que dans le département de Lorraine — Moselle — (75 %) dans le Bas-Rhin (95 %) et dans le Haut-Rhin (90 %), soit en moyenne 85 % dans les trois départements, il existe une minorité de langue allemande, qui représente une Minorité ethnique dans le cadre de la France. Même le meilleur avocat général de la bourgeoisie ne pourra convaincre personne du contraire ! Ni la loi d'exception, ni les paragraphes de dictature, ni la prison, ne pourront réduire au silence les revendications des travailleurs à l'égard de l'impérialisme français. Malgré les nouvelles mesures de répression annoncées, le mot d'ordre est le suivant : le combat pour les revendications

de la population ouvrière dans les entreprises, dans les administrations et dans le pays ! Le combat pour le droit à disposer de soi-même, malgré tout !» Dans l'Humanité de Paris, Béron, député de la Moselle, publiait un long article le 4 février 1929, sous le titre «Le problème Alsacien-Lorrain. Avec les masses opprimées contre l'impérialisme» : «Le débat qui se déroule actuellement sur l'Alsace-Lorraine se terminera par une motion de confiance à l'Alsace, un arsenal de lois répressives et un poste de radio. Ce seul fait montre clairement que la bourgeoisie française est incapable de résoudre même partiellement le conflit entre les masses d'Alsace-Lorraine et elle. Un fait essentiel a dominé à notre sens ce débat. C'est la négation, de la part de la bourgeoisie française, du caractère de Minorité Nationale que revêt l'Alsace-Lorraine. La bourgeoisie française ne peut et ne veut concevoir que l'Alsace est de par son histoire, de par sa langue, de par ses traditions, de par son unité économique, une Minorité Nationale. Le fait est cependant indéniable. «Le seul mot de Minorité Nationale met en fureur les représentants de la bourgeoisie française et déchaîne sur leurs bancs des rumeurs invraisemblables. Et cela des socialistes aux plus blancs des royalistes. Lorsqu'ils agissent ainsi, les représentants de la bourgeoisie font preuve d'une incompréhension qui égale seulement leur chauvinisme borné. La bourgeoisie française a depuis longtemps réalisé la centralisation de l'Etat. Elle s'est formée sous ce signe... Chaque atteinte au principe sacro-saint du centralisme étatique et administratif lui paraît un crime !... La bourgeoisie d'Alsace-Lorraine, qui a largement profité de l'union avec la France, n'a que faire des revendications nationales des Alsaciens-Lorrains... Actuellement, elle s'entend comme larrons en foire avec la bourgeoisie française, ce dont elle profite largement... «Beaucoup de bourgeois français prennent alors l'union des deux bourgeoisies pour l'union des deux peuples ! Pour eux, la résistance des masses d'Alsace-Lorraine est inexplicable et reste inexpiquée. Ils ne voient là-dedans que la main de l'Allemagne, voire même celle du pape ou de Moscou. Ils ne voient aussi qu'une issue, la répression accentuée contre le mouvement autonomiste et contre les communistes...».

Le 1er février 1929, le gouvernement allemand remettait au secrétariat général de la Société des Nations à Genève une proposition en faveur des Minorités Nationales, revêtue de la signature de Stresemann. Or, c'était le jour même des attaques de Poincaré contre le ministre des Affaires Etrangères allemand. Le journaliste Gabriel Péri (1902-1941) y trouvait l'explication de la mauvaise humeur du Président du Conseil français ; c'est pourquoi, dans le même numéro du 4 février de l'Humanité, il écrivait un article intitulé «En marge du débat alsacien : la polémique Poincaré-Stresemann et la question des Minorités» :

«A quelques jours de la réunion des experts de la Société des Nations, un âpre débat met aux prises les dirigeants français et allemands. De part et d'autre, notes au picrate, manifestes aigre-doux, commentaires véhéments de la grande presse... Les accusations de M. Poincaré correspondent à un dessein plus vaste et qu'il faut sans tarder dénoncer. Elles visent à compromettre immédiatement les efforts des Minorités Nationales en rébellion contre les traités de 1919. «On n'a pas oublié à Genève l'incident qui, au cours de la récente session de Lugano, mit aux prises M. Zaleski et M. Stresemann. Comme M. Zaleski, le ministre polonais, accusa la diplomatie allemande de subventionner la propagande du Deutscher Volksbund, l'organisation de la minorité de Haute-Silésie, il s'attira une réplique foudroyante du délégué allemand. Celui-ci vient d'informer le Secrétariat de la Société des Nations de son intention d'évoquer lors de la prochaine session genevoise le problème des minorités dans toute son ampleur. C'est une initiative qu'il s'agit désormais de discréditer. Les bénéficiaires des traités de 1919, la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie, s'y emploient de leur mieux. Ils font proclamer que les Minorités Nationales sont satisfaites du joug qui les écrase ; que leur agitation est factice ; qu'elle a pour origine exclusive les fonds de la propagande germanique. «Telle est la manœuvre que révèle le récent discours du Président du Conseil. Il exprime une politique à courte vue. Le problème des Minorités Nationales, quelles que soient les clameurs coléreuses des vainqueurs, domine la politique européenne. Qu'il soit exploité par l'impérialisme allemand, puisque la plupart des Minorités créées par les traités sont de langue et d'origine

allemandes, ce n'est pas cela qui importe. «Ce qui importe, c'est que l'édifice dressé par l'impérialisme ententiste fait entendre des craquements sinistres. Ce qui importe, c'est que les populations minoritaires trouvent insupportable la domination qui les étouffe. Ce qui importe, c'est que déjà des couches importantes de groupements nationaux comprennent qu'il n'est point de salut pour elles dans les cadres de la Société des Nations. Et qu'elles organisent en commun avec les classes exploitées des pays oppresseurs la lutte contre l'impérialisme, pour l'instauration d'un système fédératif dont la Constitution de l'Union Soviétique fournit un modèle si remarquable». Eugène Lautier, dans l'Homme Libre du 2 février 1929, souligne la place spéciale de l'autonomisme alsacien-lorrain parmi les autres mouvements analogues : «L'autonomisme breton, l'autonomisme basque et l'autonomisme corse sont trois ratés ; l'autonomisme alsacien se porte mieux, ayant été gavé par la mère nourricière... M. Poincaré n'a vu, ou même n'a voulu voir dans l'autonomisme alsacien que les épisodes qui ne constituent que les 10 % du problème. Un homme de son intelligence n'ignore pas les autres 90 %. Mais il affecte de ne point voir, et c'est là le drame intérieur... Il s'est trompé il y a deux ans et demi. Il s'est trompé autant qu'un homme au monde peut se tromper... Cette erreur lui a fait commettre une série de fautes qui ont créé la situation actuelle. Il le sait... D a parlé trois jours. Son discours pourrait se résumer en un seul mot. Et voici comment le Journal Officiel en rendrait compte : «M. le Président du Conseil monte à la tribune, fait face à l'assemblée, pose l'index de la main droite sur ses lèvres, et laisse tout à coup échapper ce monosyllabe : «Chut !» Puis il descend». Il est aussi intéressant de voir comment l'écrivain rhénan, Friedrich Sieburg, qui publiera l'année suivante Dieu est-il français ?, rendit compte du discours de Poincaré dans la Frankfurter Zeitung : «... On ne peut malheureusement pas nier que le Président du Conseil, qui parle depuis plusieurs jours et qui souffre de surmenage, n'a plus été maître de ses nerfs à cette occasion et qu'il s'est laissé aller à des éclats de colère, qu'il n'a pas pu réprimer, à l'égard des députés alsaciens en question... Pendant des minutes entières, la Chambre n'était plus qu'un chaos en fureur que la cloche du président essayait en vain de dominer. On voyait des hommes criant et gesticulant dans le bruit, on voyait le Président du Conseil la tête rouge, crier dans une colère insensée (sinnlos) et mouvoir les bras. Tout le calme et toute la réflexion dont la Chambre avait fait preuve jusqu'à présent au cours des débats sur l'Alsace, avaient disparu en une seconde et nous avions subitement devant nous cet état d'esprit qui véritablement vous bouleverse et qui est plein d'incompréhension et d'hostilité, et qu'on a toujours pu observer chaque fois qu'à la Chambre on confrontait l'esprit du petit peuple alsacien avec celui du grand peuple français... «Poincaré a fait comprendre que tous ces mouvements autonomistes avaient été créés et étaient entretenus de l'extérieur. Mais le Président du Conseil, en faisant ces allusions, a été absolument correct ; il a évité avec soin d'en rendre l'Allemagne ou des milieux allemands responsables, comme cela a été trop fait au procès de Colmar. Son discours a toujours tourné autour de l'idée que les autonomistes veulent être des Français sous conditions, et s'ils n'ont pas cherché la séparation, ils ont du moins désiré un plébiscite. Il a ensuite demandé aux Alsaciens le même patriotisme verbal qui grise (worttrunkenen) et qui se place toujours au-dessus des autres peuples, comme c'est la coutume en France lorsqu'il s'agit d'échapper au devoir de comprendre un autre peuple». Après les discours de Dahlet et de Poincaré, ceux de Pfleger le 7 février, de Brogly, de Bilger, de Weydmann, de Stürmel, de Hauss et de Meck le 8 février, n'apportèrent plus d'éléments nouveaux au débat. Finalement, la montagne accoucha d'une souris. L'immense joute oratoire parlementaire de 11 séances et de 50 heures de discours s'acheva en queue de poisson par le vote de la motion Thomson adoptée par 461 voix contre 17 et 110 abstentions : «La Chambre des Députés, confiante dans le patriotique attachement des populations d'Alsace et de Lorraine à la République, à la France une et indivisible, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour». Avaient voté la résolution Thomson : Serot, Moncelle, Nominé, Peter Wolff, Weydmann, Frey, Oberkirch, Pfleger et Robert Schuman, auquel la Christlich-Soziale Volkspartei reprocha ensuite ce geste pro-gouvernemental. Avaient voté contre parce que la résolution Thomson ne tenait aucun compte des besoins et de la volonté de l'Alsace-Lorraine • Dahlet, Béron, Mourer, Walter, Stiirmel

et Hauss. S'étaient abstenus pour la même raison de statu quo : Labach, Peirottes, Meck, Seltz, Grum-bach, Brom, Bilger et Brogly.

A la suite de ce vote terriblement décevant, Michel Walter demanda la parole : «... Monsieur le Président du Conseil, n'oubliez pas que vous venez de commettre une grave erreur psychologique : le malaise alsacien n'est pas seulement d'ordre matériel, il est avant tout d'ordre moral ! Vous pouvez longtemps dire à une population qui se rebiffe contre la politique de violence et l'esprit dictatorial du gouvernement : «Je vous ai fait ceci et cela de bien dans le domaine économique, et ceci et cela dans le domaine social».

Mais cette population vous répondra : «C'est bien ; cependant en première ligne je veux vivre dans une atmosphère de Justice, de Liberté et de vraie Démocratie. Je veux que vous teniez compte de mes revendications justifiées, qui sont la fierté de mon passé et le symbole de mon originalité». Vous voulez, Monsieur le Président du Conseil, poursuivre votre politique de violence ; vous voulez refuser l'amnistie aux condamnés politiques ; vous ne voulez plus rétablir la liberté de la presse et la liberté de pensée. Au contraire, vous avez l'intention de poursuivre cette néfaste politique et même vous voulez la rendre plus dure en poussant la Chambre à voter une nouvelle loi d'exception et d'oppression... Vous voulez le combat, Monsieur le Président ! Eh bien, le jour viendra où vous devrez convenir que la volonté d'un gouvernement se brise tôt ou tard devant la résistance d'une population qui défend ses droits et ses libertés... Quand demain vous verrez les effets de votre politique, ses suites fatales dans le pays, alors vous serez obligé d'admettre que l'Alsace ne ment pas, car l'Alsace ne ment jamais ! L'Alsace est et restera ce qu'elle a toujours été, fidèle à la France, mais fermement décidée à défendre ses droits et l'originalité de sa personne !...»

4. Le nouveau programme de la Fortschrittspartei

Moins de deux semaines plus tard, le 17 février 1929, le député Camille Dahlet réorganisait, voire même refondait l'Elsaessische Fortschrittspartei créée à l'automne 1926 par l'éclatement du Parti radical du Bas-Rhin ; mais le parti de Georges Wolf était en pleine désorganisation depuis l'été de 1927 et en février 1928, ce dernier décidait de reprendre un ministère pastoral, abandonnant ainsi son parti à Camille Dahlet. Le 6 février 1928, Wolf écrivait au Président du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg une longue lettre biographique : «Comme l'un des fondateurs et dirigeants du Parti Alsacien du Progrès Républicain, j'ai souligné dès le commencement son caractère alsacien et français ; j'ai exclu, en m'inspirant du mouvement régionaliste français, dès la première heure, l'autonomie politique du programme... J'ai toujours combattu un particularisme outré qui tend à isoler l'Alsace du reste de la France. Si le Parti Progressiste dont j'étais le président, n'a pas réussi à endiguer ou à réprimer le mouvement autonomiste, si même certains de nos adhérents ont subi l'influence du Heimatbund, on ne peut en rendre responsable les dirigeants du parti. D'autres partis régionalistes plus importants présentent les mêmes symptômes d'une façon peut-être encore plus prononcée. Nous aussi, nous avons subi le sort des partis modérés dans leur lutte contre les partis extrémistes...». Effectivement, lorsque fut connu le programme adopté le 25 septembre 1927 par l'Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei du Dr Karl Roos, Georges Wolf avait publié un long article d'opposition à la doctrine des Minorités Nationales, dans Das Neue Elsass, dont voici un fragment : «Si tous les groupes de Minorité Nationale en Europe voulaient invoquer leur droit de libre disposition en vue d'une autonomie nationale, au lieu de se contenter de la garantie de leur particularisme, de la sauvegarde de leur langue et de leur religion, les luttes très violentes qui se déchaîneraient et qui transformeraient le nationalisme en fanatisme, amèneraient un chaos européen, car une telle exigence provoquerait des explosions en Europe orientale et ferait partout surgir l'incendie. Le bolchevisme en recueillerait les fruits. Nous avons forgé le slogan : «Le devoir envers la Heimat passe avant tout autre !», mais nous avons déclaré en même temps avec la même énergie que nous mènerions le combat pour les droits ethniques, tout en faisant opposition à l'actuelle politique du gouvernement républicain, dans la République et non contre la République...

Le Parti progressiste ne saurait renoncer à ce point de vue sans se suicider... Il ne franchira donc pas en matière politique les limites tracées par le pacte de Locarno, parce que les intérêts de la Heimat doivent être subordonnés à la paix européenne». L'on comprend dès lors la suite de la lettre de Wolf au directoire de »Eglise d'Augsbourg le 6 février 1928 : «Je n'ai pas seulement décliné l'offre d'une entente électorale venant de l'Elsass-Lothringisch-Autonomistische Partei le 9 novembre 1927, j'ai même préféré dissoudre mon parti plutôt que de le laisser dévier. Trouvant de l'opposition à ce projet, j'ai donné ma démission comme président ; d'autres m'ont suivi et le parti s'est effondré peu de temps après... Je puis donc donner au Directoire comme au Gouvernement l'assurance formelle que je suis sincèrement décidé à renoncer définitivement à toute activité politique et à rentrer dans la carrière pastorale pour reprendre une fonction qui m'est restée chère... Je puis ajouter que, redevenu pasteur, mon attitude politique sera celle d'un citoyen français conscient de ses devoirs vis-à-vis du gouvernement de la République et décidé à servir en toute loyauté et fidélité sa patrie et à exercer son ministère dans un esprit de paix, d'union et de concorde». La demande fut agréée ; le pasteur Georges Wolf, auteur du célèbre «Code des Autonomistes» en 1926, fut rayé du Carnet B où le commissaire de police l'avait inscrit en 1923 comme personne à surveiller, et en mars 1929 il reçut la charge de la paroisse protestante de Wimmenau, dans les forêts des Vosges du Nord. Ce fut dans ces conditions que Camille Dahlet fut amené à reprendre et à développer l'œuvre de Georges Wolf. Il était né à Saverne le 21 juillet 1883 dans une famille protestante francophile. Sa mère était originaire de Marmoutier (Maursmünster) et son père, né à Sarre-Union, était le président local du «Souvenir Français», de sorte que le jeune Dahlet fut d'abord un propagandiste de l'idée française sous le régime allemand. Durant ses études en pharmacie, il participa aux manifestations anti-allemandes de l'entourage de Pierre Bücher ; dans les journaux d'étudiants, il s'en prenait au nationalisme allemand. Il avait épousé Mathilde Stahl, d'origine allemande ; et son cousin, Rudolf Diffort, avocat à Strasbourg-Robertsau, fut l'un des 63 signataires de l'Elsaesser-Bund d'août 1918 avant d'aller se fixer définitivement en Allemagne. Au moment de l'armistice, Camille Dahlet abandonna la pharmacie pour se vouer au journalisme, d'abord dans le Strassburger Echo, puis dans La République, feuille radicale, dont il fut le rédacteur en chef. C'est là qu'il publia le 11 septembre 1919 son fameux article «Les Revenants» qui eut un très grand retentissement et qui révéla au monde ce phénomène alsacien, d'abord appelé «le malaise», qui était en réalité une manifestation de l'éternelle tendance autonomiste du pays. Sa silhouette était légendaire : grand chapeau noir à bords plats, lavallière personnalisée, figure pâle teintée de bleu par une barbe drue rasée de près, grands yeux sombres, air fatal. Il avait participé à la fondation du Heimatbund, mais par anticléricalisme il avait refusé d'en signer le Manifeste. Il participa ensuite activement à l'éclatement du parti radical du Bas-Rhin pour assister Georges Wolf dans la fondation de l'Elsaessische Fortschrittspartei au début de l'hiver 1926. Conseiller municipal de Strasbourg depuis le 10 mai 1925, il fut élu député de Saverne avec l'aide des voix communistes en 1928 ; la même année, il assistait au Congrès des autonomistes bretons de Breiz Atao à Châteaulin, puis au Congrès international des Minorités ethniques à Genève. Dès la première heure, et jusqu'à sa mort survenue à Brumath le 28 décembre 1963, Camille Dahlet fut un champion de l'idée européenne. En juin 1928, il déclarait à Victor Basch (Budapest 1863-Neyron 1944), professeur à la Sorbonne et président de la Ligue des Droits de l'Homme : «L'Alsacien est un Européen ; il n'a pas le sentiment d'attachement national à la patrie française. Il ne peut pas en avoir, car il considère l'idée française de patrie comme une idolâtrie, comme une mystique que notre sens réaliste ne peut comprendre. Aussi la question alsacienne-lorraine trouvera sa solution seulement quand les poteaux frontières auront été brisés et que les Etats-Nations auront disparu. L'Alsacien renoncera avec joie à la France pour prendre part aux Etats-Unis d'Europe !» Dès son retour de Paris où son discours à la Chambre avait lancé un défi à Raymond Poincaré, Camille Dahlet réunit un congrès de son parti qu'il rebaptisa Elsass-Lothringische Fortschrittspartei ou Parti Progressiste d'Alsace-Lorraine, témoignant par là son intérêt pour la Lorraine. Il fit adopter

à cette occasion un nouveau programme politique. En préambule, il exposa d'abord les principes : «Le Parti Progressiste Alsacien-Lorrain (E.L.F.P.) a pour but de permettre au peuple alsacien-lorrain de se développer naturellement et librement dans la République Française devenue progressivement un véritable Etat populaire démocratique. C'est le Parti des travailleurs de toutes professions, de l'agriculture, de l'artisanat, des professions libérales, du commerce, de l'industrie et du corps des fonctionnaires. Libre d'ambitions sur le pouvoir, il poursuit une politique de bon sens en voulant rendre agréables et fécondes les relations entre les citoyens, les groupes de citoyens dans l'Etat et entre les Etats.

«Il se base sur la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la grande Révolution Française, qui renferme presque tous les principes d'un Etat populaire parfait, notamment la garantie de la liberté d'opinion, soit par la parole soit par les écrits, ainsi que la liberté individuelle. Il repousse toute dictature de classe ou de gouvernement. Le programme de l'Elsass-Lothringische Fortschrittspartei comprend un programme général de politique intérieure et extérieure, et un programme particulier Pour l'Alsace-Lorraine». Dans le programme général de politique intérieure, le Parti Progressiste réclamait une profonde réforme démocratique de la Constitution Française, «la transformation radicale des rouages bureaucratiques, pesants et rouilles, et du système administratif routinier et centralisateur, hérité en grande partie de la période dictatoriale bonapartiste». Il réclamait encore la réorganisation des communes et l'instauration des provinces et des régions, afin de régler les affaires par le conseil municipal et les Parlements Régionaux, sous le contrôle du Parlement National et du gouvernement de Paris, auxquels étaient réservées les affaires générales. «Le parti admet ainsi le principe du fédéralisme et réclame une large autonomie pour les différentes provinces».

Il demandait en outre la pratique du référendum, l'égalité politique et juridique de l'homme et de la femme, la rénovation de la jurisprudence surannée, la responsabilité des juges d'instruction, le dédommagement obligatoire des citoyens innocemment emprisonnés¹, la modernisation des prisons, la suppression du mouchardage, et il exigeait la restriction des attributions de la police conformément à la loi. Il demandait aussi la suppression des passeports et la liberté de circuler entre les Etats.

Il prônait l'école primaire «unique» pour permettre aux enfants du peuple d'accéder à l'enseignement secondaire et à l'Université, grâce à la suppression des barrières établies par la bourgeoisie entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Là où existaient des langues de Minorités, elles seraient enseignées dans l'école primaire. L'enseignement serait gratuit à tous les degrés et les familles pauvres aidées : «Cette méthode permettra aux forces endormies des masses populaires de s'élever pour le bonheur de tous». Il proposait aussi l'obligation scolaire en France jusqu'à 14 ans, avec amélioration des Cours Complémentaires, de l'apprentissage, des écoles ménagères rurales et professionnelles «qui ne doivent pas servir une politique linguistique», mais l'éducation professionnelle.

Il demandait ensuite la modernisation du Crédit Agricole et Commercial, l'abolition des droits des bouilleurs de cru de manière à limiter la criminalité. «Les travailleurs manuels et intellectuels ne doivent plus être l'objet de l'exploitation capitaliste ; ils ont au contraire le droit matériel et moral à une part proportionnelle des valeurs qu'ils ont produites». Il fallait soumettre les cartels, trusts et banques au contrôle «sévère» de l'Etat pour réaliser la démocratisation économique. Un droit de décision devrait être accordé aux employés des entreprises. Il demandait en outre différents droits sociaux, la protection des femmes en couches et de l'enfance, le syndicalisme des fonctionnaires de toutes les catégories, la lutte contre la crise du logement, avec terrains de construction à prix réduits, la réforme fiscale par la suppression des contributions indirectes et des douanes ; ces dernières ne servent du reste qu'à quelques rares profiteurs, et nuisent à l'ensemble de la population par l'instauration d'une brutale dictature des prix. «Le parti défend une politique dont le but final est l'unité économique européenne qui entraînera la suppression de toutes les barrières douanières».

Au point de vue médical, il demandait la lutte efficace contre la tuberculose et les maladies vénériennes, la création de sanatoria avec hospitalisation gratuite des indigents. En politique extérieure, le parti proposait la continuation de la politique d'entente entre les Etats. «La première

condition est un accord définitif entre la France et l'Allemagne, pour lesquelles l'Alsace-Lorraine ne doit pas être une cause de division, mais un trait d'union.

Le parti réclame en outre la transformation démocratique de la Société des Nations en un Parlement des Peuples, dont le but final sera la création des Etats-Unis d'Europe. Il ne considère pas comme définitive la structure actuelle de l'Europe basée sur l'égoïsme national et sur des différences politiques, culturelles et économiques. Cette situation compromettante pour la paix, le bonheur et le bien-être de l'humanité, doit être supprimée le plus tôt possible». Et dans ce but, il réclamait l'étatisation de l'industrie de guerre, de manière à permettre le «désarmement matériel et moral».

«Affirmation de la communauté entre les peuples et abolition de la conception de la souveraineté absolue des Etats. Création d'institutions internationales dans le genre de l'Union Postale Universelle et d'une justice internationale qui seront au-dessus des Etats. La violence et la force devront être écartées dans les relations entre Etats, comme elles le sont déjà dans les relations entre les citoyens, les communes et les régions à l'intérieur des différents Etats. Resserrement des relations économiques et culturelles entre les Etats, avec suppression des visas et des douanes. Désarmement dans les différents Etats et création de troupes internationales (überstaatlich)». Comme ce programme de l'Elsass-Lothringische Fortschrittspartei est introuvable, nous reproduisons intégralement la partie spéciale consacrée à l'Alsace-Lorraine : «Retour immédiat de l'Alsace-Lorraine au moins au régime autonome dont elle jouissait d'une façon à peu près satisfaisante avant sa réincorporation dans la République Française, sans attendre la réforme générale de la Constitution Française, avec introduction du référendum et d'un droit de veto restreint pour le Sénat. Rétablissement d'un Parlement Régional Alsacien-Lorrain, issu du suffrage universel, par scrutin direct et secret qui dans le cadre de la législation générale pourra s'occuper librement du budget, des affaires judiciaires, de l'enseignement, des cultes, des affaires économiques, des Postes et des Chemins de fer. «Bilinguisme dans l'administration et la justice, étant donné que la langue allemande est la langue maternelle et usuelle de 80 % de la population. Obligation pour tous les instituteurs, fonctionnaires et magistrats en service dans le pays, de posséder à fond la langue allemande. Fixation d'un délai à tous les fonctionnaires de l'Intérieur pour apprendre cette langue. Ceux qui ne connaîtront pas suffisamment l'allemand après ce délai devront cesser leur service dans notre pays. Choix démocratique des jurés dans tous les milieux du peuple, sans tenir compte de la connaissance de la langue française. Enseignement primaire en allemand dans les régions de langue allemande avec étude progressive du français. «Réforme immédiate de la législation fiscale en vigueur en Alsace-Lorraine, dont les charges sont beaucoup plus grandes pour le contribuable alsacien-lorrain que pour le contribuable français. Prise en charge par l'Etat de certains impôts communaux et départementaux. Dégrevement pour les classes moyennes et inférieures. Réalisation définitive des revendications légitimes des invalides de guerre et du travail, des internés de guerre, des victimes des Commissions de Triage, des retraités, des petits rentiers, etc. Suppression des dispositions de la convention de 1921 pour le réseau d'Alsace et de Lorraine, afin d'employer les bénéfices à l'amélioration de ce réseau, des salaires et traitements du personnel. Suppression du statut Tissier. Réintroduction du statut local pour les fonctionnaires. «Le parti réclame que l'on tienne compte uniquement, et dans tous les services publics, de l'aptitude et de l'ancienneté des fonctionnaires. Les droits acquis des fonctionnaires indigènes devront être respectés et on donnera la préférence notamment à ces derniers. Admission des fonctionnaires du cadre local aux emplois les plus élevés de l'administration. «Le Parti Progressiste, qui est un parti de gauche, réclame la neutralité absolue de l'Etat dans les questions religieuses et de conscience ; il est partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat basée sur des principes de bon sens. Il repousse la législation laïque française actuelle, qui est issue de circonstances complètement différentes de celles de l'Alsace-Lorraine. Dispositions bienveillantes de l'Etat envers l'Eglise sur la base d'une véritable tolérance en tenant compte du passé historique. Droit de propriété pour les communautés religieuses. Droit d'imposition pour leurs membres, comme c'est le cas pour les corporations agricoles et commerciales en Alsace-Lorraine. Liberté de

conscience complète pour chaque citoyen à qui est laissé le droit de décider si ses enfants doivent recevoir un enseignement confessionnel. Quoique la question des relations de l'Etat avec l'Eglise ne fasse pas partie des revendications spécifiques des droits ethniques (Heimatrechte), le parti est d'avis que toutes ces questions ne pourront être réglées qu'avec le consentement de la majorité de la population de notre pays.

«L'Elsass-Lothringische Fortschrittspartei désire dans toutes les affaires politiques un arrangement naturel entre les différents besoins de l'individu et de la communauté. De concert avec les autres minorités linguistiques et culturelles de la France, le parti lutte pour une réforme de la Constitution Française dans un sens régionaliste et fédéraliste. Il ne songe pas à détruire l'unité politique de la France, mais il veut modifier les structures intérieures de cette unité, parce qu'il est d'avis qu'elles doivent être changées.

«Son but est l'équivalence et non l'uniformité des citoyens, leur réunion libre dans un Etat vivant et moderne, et la collaboration harmonieuse de ce système d'Etat dans une communauté universelle.

Voici en résumé nos principales revendications :

—	liberté	aux	communes	pour	les	affaires	communales	;	
—	liberté	à	la	région	pour	les	affaires	régionales	;
—	liberté	à	l'Etat	pour	les	affaires	de	l'Etat	;
—	liberté à la Société des Nations pour les affaires de la Société des Nations.								

«Le parti, qui défend à l'extérieur le droit de libre disposition des peuples ou des fractions de peuple, ainsi que le droit des Minorités Nationales, a aussi le devoir de défendre le maintien du particularisme, de la langue et de la culture de notre peuple. Afin d'atteindre ces buts, pour lesquels le parti a déjà lutté avec succès aux dernières élections, il invite les Alsaciens-Lorrains qui partagent ses vues à lui donner leur adhésion, à collaborer avec lui et à le soutenir.

«Strasbourg, le 17 février 1929
Die Elsass-Lothringische Fortschrittspartei».

Et avant de se séparer, le Parti Progressiste élut Camille Dahlet, député de l'arrondissement de Saverne, président, et Frédéric-Guillaume Goetz-mann, secrétaire général. Ce dernier figurait sur le carnet B des suspects de la police.

5. Communauté de travail entre la Landespartei et la Fortschrittspartei

Depuis le retour triomphal de Karl Roos après son acquittement à Besançon le 22 juin 1929, l'Unabhängige Landespartei (ULP) reprit plus activement ses travaux : en quelques jours, une trentaine de nouvelles adhésions étaient enregistrées. Le 6 juillet 1929, au cours de la réunion HS la section de Strasbourg, René Schlegel proposa la transformation du bi-hebdomadaire Der Volkswille en quotidien, et dans ce but, il fallait former une société par actions, appelée «Freunde der neuen Tageszeitung» (Amis du nouveau quotidien) ; les actions seraient de 100 et de 500 francs ; la moitié des membres présents souscrivit immédiatement. Mais le quotidien espéré ne vit le jour qu'à la fin de l'année.

En attendant, les autonomistes répartissaient les sommes d'argent quêtées pour les victimes du Komplott-Prozess de Colmar. Camille Dahlet avait collecté 41 400 francs, l'Elsaesser Kurier 40 143,80 francs, René Hauss 24 951,20 francs et Marcel Sturm 17 218 francs, soit un joli total de 123 713 francs. La distribution se fit de la manière suivante : chacun des 21 emprisonnés toucha 2 000 francs ; l'on prêta à six d'entre eux 33 000 francs ; des secours divers furent en outre accordés pour 38 252,40 francs ; les réunions à Besançon pour soutenir Roos avaient coûté 2 800 francs ; enfin, la location du Sängershaus, l'impression des tracts et des affiches se montaient à 1 917,50 francs. L'on avait donc dépensé 117 969,90 francs, et il restait en caisse un reliquat de 5 713,10 francs. D'autre part, trois des inculpés avaient renoncé à leur part personnelle pour reverser les 2 000 francs à leur parti ; un quatrième avait renoncé à ses 2 000 francs pour les consacrer à la révision du procès. Le 7 octobre, l'Unabhängige Landespartei remaniait ses structures ; le parti était articulé en «rayons» et les Rayons en «cellules». La semaine suivante, 15 octobre 1929, il fondait une maison d'édition pour une durée de 30 ans, à Strasbourg, 14 rue de Bischheim, sous le nom de

«Neuer Elsaesser Verlag» (Nouvelle Société d'Édition Alsacienne). Le gérant en était Paul Schall, le secrétaire Aloyse Thomann, le président Alphonse Matter, le vice-président Eugène Wurch, instituteur ; les autres associés étaient Karl Roos, Alfred Koessler et Würtz, directeur du Colportage Évangélique à Dorlisheim.

Depuis le départ de Georges Wolf et sous l'impulsion de Camille Dahlet, la Fortschrittspartei s'était rapidement rapprochée de la Landespartei du Dr Karl Roos. Le dimanche 10 novembre 1929, son congrès décida, à l'unanimité moins une voix, de travailler étroitement avec la Landespartei. Afin de regrouper davantage les forces autonomistes dans l'action et la propagande, le congrès élaborait un projet qui respectait les deux organisations primitives et leur programme respectif, mais instituait au-dessus des deux partis un comité directeur et un journal unique et commun. «L'union de toutes les forces fidèles doit s'opposer à l'union future de toutes les forces ennemies du pays. La Fortschrittspartei et la Landespartei doivent former ce noyau solide autour duquel se cristalliseront tous les éléments autonomistes (heimatrechtliche) qui se trouvent entre la Volkspartei (UPRA) et les communistes autonomistes. La nouvelle organisation des partis autonomistes non cléricaux et non communistes, n'aura son P^{er} et que l'orsQu'e » disposera d'un journal quotidien... Par contre, ses adversaires nagent en partie dans l'argent qui ne vient pas d'Alsace et qui est versé uniquement dans le but de détruire la conscience alsacienne et de mater le mouvement ethnique. Ce n'est pas la presse autonomiste qui est à la solde de l'étranger et qui est stipendiée, mais c'est celle qui la combat en faisant des dépenses absolument disproportionnées à ses recettes normales» (Freie Zeitung, 16 novembre 1929).

Dix jours plus tard, Der Volkswille du 20 novembre 1929 annonçait l'union de la Fortschrittspartei et de la Landespartei par la note suivante : «La fusion des deux partis favorables aux droits ethniques est désormais un fait accompli. Bien que les instances de la Landespartei ne se soient pas encore prononcées définitivement, l'on peut admettre qu'elles approuveront la «communauté de travail» (Autonomistische Arbeitsgemeinschaft) qui a été décidée entre les deux partis. Ces derniers conserveront leurs programmes et leurs organisations, mais travailleront sous la direction d'un comité commun et publieront un journal commun. Nous espérons que ce journal sera quotidien à partir du 1^{er} janvier 1930». La création du quotidien fut la plus facile à réaliser. Der Volkswille de l'Unabhängige Landespartei et la Freie Zeitung de la Fortschrittspartei fusionnèrent pour donner le 7 décembre 1929 VELSASS-Lothringer Zeitung connue surtout sous l'abréviation ELZ ; ce journal dura jusqu'en 1939. De 1932 à 1934, ELZ publiait un complément hebdomadaire, Neue Zukunft (Nouvel Avenir), qui devint ensuite Die Zukunft, de même nom que le célèbre journal qui avait paru de 1925 à 1927. De 1932 à 1936, ce supplément servait surtout d'organe à la Fortschrittspartei ; de 1936 à 1939, il était simplement mensuel.

Quant au comité directeur commun, il ne fut officiellement constitué sous le nom de Autonomistische Arbeitsgemeinschaft que le 4 mai 1930.

6. Elections municipales et fondation de la Kommunistische Partei-Opposition

Symptomatiques de la puissante poussée autonomiste du Front Unique Alsacien ou Einheitsfront furent les élections municipales des 5 et 12 mai 1929, alors que le procès de Besançon contre Karl Roos n'avait point encore débuté. Les villes de Strasbourg et de Colmar avaient été jusqu'alors dominées par les partis gouvernementaux et assimilateurs, les socialistes et les radicaux-socialistes ; en mai 1929, les autonomistes en devenaient les maîtres. A Colmar, l'entente électorale avait permis l'établissement d'une liste commune sur laquelle les cléricaux de la Volkspartei — débarrassée depuis novembre 1928 de ses membres nationalistes et jacobins par la création de l'APNA — se rencontraient avec les communistes autonomistes. Cette liste autonomiste, affrontée à la liste nationaliste, emporta les 30 sièges à pourvoir. Par défi à Paris, le nouveau conseil municipal proposa Joseph Rossé comme maire de Colmar ; comme il n'avait pas encore été amnistié, il déclina l'offre en faveur de son ami et confident, Eugène Hertzog, qui fut élu maire.

A Strasbourg, le 12 mai 1929, au second tour, les communistes de Charles Hueber avaient formé une liste unique avec l'Unabhängige Landespartei du Dr Roos alors en prison, tandis que la Volkspartei (UPRA) la Fortschrittspartei et d'autres membres de la Landespartei en avaient formé une seconde. Ces deux listes autonomistes rassemblèrent 167 906 voix sur un peu plus de 305 000 suffrages exprimés, c'est-à-dire 53,31 % des voix. Le conseil municipal sortant avait compté 25 socialistes et 11 radicaux-socialistes ; le nouveau ne comptait plus que 4 socialistes et 7 pro-gouvernementaux (radicaux-démocrates anticléricaux et cléricaux de l'APNA). Les 22 mandats autonomistes se répartissaient ainsi : 11 communistes, 5 membres de l'Unabhängige Landespartei, 4 membres de la Volkspartei (UPRA) et 2 membres de la Fortschrittspartei. Parmi les élus se trouvaient Paul Schall, René Schlegel et Charles-Philippe Heil, accusés de complot contre la sûreté de l'Etat au Komplott-Prozess de 1928, et Karl Roos, qui attendait son procès dans la prison de Besançon. Avec Charles Hueber, Jean-Pierre Mourer, Michel Walter et Camille Dahlet, le conseil municipal était un Landtag alsacien en miniature. Comme à Colmar, le nouveau conseil municipal de Strasbourg lança un double défi à Paris. D'abord en guise de manifestation en faveur de l'amnistie, le Dr Karl Roos, toujours emprisonné pour complot contre la sûreté de l'Etat, était élu maire de Strasbourg ; mais immédiatement, Paul Schall fit savoir que le prisonnier déclinait cet honneur. Second défi : le communiste autonomiste séparatiste Charles Hueber fut élu maire par 18 voix contre 11 : les 11 voix communistes, 4 voix de la Landespartei (Karl Roos était absent), 2 voix de la Fortschrittspartei et 1 voix de la Volkspartei (celle de Michel Walter ?). 7 voix s'étaient égarées sur le radical-démocrate Haug et 4 sur le maire socialiste sortant, Jacques Peirottes. L'Humanité d'Alsace et de Lorraine publiait le 5 juin une déclaration du nouveau maire :

«Le Parti communiste a remporté aux dernières élections municipales de Strasbourg un important succès, après avoir amplement développé devant les masses son programme de révolution sociale et de lutte contre l'impérialisme français. Le chiffre de ses voix est passé de 45 000 à 80 000 de 1925 à 1929. Grâce à la lutte énergique, il a conquis onze sièges de conseillers municipaux et il est devenu la plus forte fraction du conseil municipal. Appliquant sa politique anti-impérialiste et soutenant les groupes autonomistes, soutien conditionné par la nette attitude de ces groupes dans la lutte contre le gouvernement bourgeois oppresseur, le Parti communiste a assuré l'élection dans les cantons Sud et Est de 4 autonomistes. Tous les 4 sont des victimes de la répression gouvernementale et parmi eux se trouve le Dr Roos, l'emprisonné de Besançon. Une telle attitude a la double signification d'une action en faveur des revendications de la Minorité Nationale d'Alsace-Lorraine et d'une lutte pour l'amnistie et pour la libération de tous les emprisonnés. Ces 4 élections portent le nombre des conseillers anti-impérialistes à 15. Deux conseillers d'un autre groupe contestataire, la Fortschrittspartei, peuvent encore s'y adjoindre....

«... En présence du danger de devoir abandonner l'administration municipale aux mains des socio-impérialistes (Peirottes-Poincaré) ou aux mains des représentants directs des capitalistes de l'industrie et du grand commerce, dirigés par Haug, la fraction communiste a cru devoir ne pas pouvoir se décharger de la lourde responsabilité qui pesait sur elle...». Comme vice-maire, le conseil municipal élu ensuite premier adjoint sans attributions ni traitement le cléricale Michel Walter de la Volkspartei (UPRA) ; le deuxième adjoint fut C.P. Heil de la Landespartei ; le troisième, Koessler, de la Volkspartei ; le quatrième et le cinquième les communistes Haas et Heysch. Poincaré ressentit ces élections comme un soufflet ; en juin il abandonna le gouvernement et jusqu'à sa mort en 1934, il ne revint plus dans cette ville où il avait tant aimé banqueter et plastronner. Le gouvernement supprima la remise des impôts sur le Théâtre de la ville, et Strasbourg riposta en refusant d'illuminer la cathédrale le 14 juillet 1930. Une autre conséquence des élections municipales de mai 1929 fut l'éclatement du Parti communiste en Alsace. Le Comité Central à Paris s'élevait vivement contre la collusion des communistes alsaciens avec les autres partis. Le 6 juin 1929, dans l'Humanité d'Alsace et de Lorraine, Jacques Doriot écrivait : «Notre parti a relevé une série de fautes en Alsace-Lorraine... Il y a eu des

coalitions avec les socialistes à Metz, Grafenstaden et Riedisheim. A Colmar et à Strasbourg, nos camarades ont étendu le front anti-impérialiste aux éléments cléricaux des partis réactionnaires et ont enfreint ainsi les décisions de la Conférence d'Alsace-Lorraine et du Comité Central». Le lendemain, l'Humanité d'Alsace et de Lorraine s'en prenait encore vivement à ces alliances de l'Einheitsfront, dans son article «Les Communistes et la question alsacienne-lorraine : Hypocrisie et fourberie de la Volkspartei et de l'Union des Républicains de Lorraine dans la question du mouvement ethnique» :

«... Ces messieurs de Rome sont rusés comme des renards. Ils comprirent immédiatement la situation difficile dans laquelle se trouvait le gouvernement français à la suite de la révolte des masses opprimées d'Alsace-Lorraine. Naturellement, ils envisagèrent l'avantage que l'on pouvait en tirer et ils se placèrent hypocritement au côté et même à la tête de la Minorité Nationale en lutte pour sa liberté.

«Séparation d'avec la France ! — Autonomie intégrale pour l'Alsace-Lorraine ! etc. Tels furent au début les mots d'ordre de combat. Le clergé romain réussit pendant un certain temps sous ce masque à entraîner à sa suite les travailleurs d'Alsace-Lorraine, dont il a abusé pour ses propres buts. Ce courant des masses obligera le gouvernement impérialiste français anxieux à faire des concessions au clergé... Le but est atteint. Les relations entre Paris et le Vatican sont rétablies. Un nonce a fait son entrée à Paris en grande pompe. On a garanti le Concordat en Alsace-Lorraine. Le décret de février 1928 a augmenté de 100 % les traitements du clergé. Les contribuables alsaciens-lorrains verseront 44 millions de francs au lieu de 21 millions au clergé. Les congrégations religieuses jouissent à nouveau de leurs anciens droits. «Aucune revendication des ouvriers, paysans et classes moyennes n'a été réalisée jusqu'à présent. Rome seule a empoché le bénéfice des luttes anti-impérialistes en Alsace-Lorraine. Tout cela ne suffit pas encore à ces affamés de pouvoir. Ces messieurs de la Volkspartei en Alsace, ainsi que ceux de l'Union Populaire des Républicains de Lorraine, Walter, Brogly, Bilger, Haegy, Rossé, etc., veulent faire croire encore aux travailleurs alsaciens-lorrains qu'ils sont partisans des droits ethniques. Le travail du Parti communiste consiste à démasquer cette duplicité romaine dans le mouvement impérialiste alsacien-lorrain. Il continuera à arracher le masque du visage hypocrite des cléricaux afin de grouper les travailleurs autour de son drapeau... Il ne s'agit pas dans cette lutte, de Concordat, de traitements d'ecclésiastiques et d'autres râteliers pour le clergé, mais de réduction d'impôts, d'augmentation des salaires et des traitements, de la liberté linguistique, du droit de libre disposition jusqu'à la séparation complète d'avec l'Etat impérialiste et oppresseur». Hueber, Mourer, Schreckler restèrent insensibles à ces admonestations et puisque l'Humanité d'Alsace et de Lorraine ne défendait plus que les points de vue du Comité Central de Paris, ils décidèrent de créer leur propre journal en reprenant l'ancienne Neue Welt qui avait paru de 1921 à mai 1926 ; à cette date, par suite de difficultés techniques, Die Neue Welt dut fusionner avec la Volkstribüne ou Tribune Populaire Lorraine pour donner l'Humanité d'Alsace et de Lorraine, dite tantôt Humanité de Strasbourg, tantôt Humanité de Metz. Mais cet autonomisme des communistes d'Alsace-Lorraine n'était absolument pas du goût du Comité Central ; le maire de Strasbourg, Charles Hueber, et le député Jean-Pierre Mourer furent sommés de se rendre à Paris où ils se virent notifier l'ukaze de Moscou de rompre avec les petits-bourgeois clérico-autonomistes, et interdiction leur fut faite de publier un nouveau journal. De retour à Strasbourg, ils ne tinrent aucun compte de la volonté du Comité Central et le 9 juillet 1929, sortait le numéro 1 de Dies Neue Welt. Deux jours plus tard, le 11 Juillet 1929, le bureau politique parisien du P.C. ripostait : «Le Bureau Politiques proteste énergiquement contre la publication de la Neue Welt, nommée organe du Parti communiste de l'Alsace, et considère cela comme un acte de grave rupture de discipline. D'après la résolution du samedi 6 juillet, la Neue Welt doit cesser de paraître». Non seulement Die Neue Welt continua, mais de bi-hebdomadaire elle devint quotidienne dès le 1er septembre 1929. Entre temps, le 24 juillet 1929, Schreckler et le député Jean-Pierre Mourer avaient été expulsés du Parti communiste, ce que l'Humanité d'Alsace et de Lorraine avait laissé pressentir dès le 18 juillet 1929 :

«Aujourd'hui la question se pose «pour» ou «contre» l'Internationale Communiste. C'est pourquoi

il faut en finir avec l'opportunisme. Les camarades indisciplinés de Strasbourg se sont encore éloignés davantage du parti de Lénine. L'opportunisme a triomphé, car ils ont refusé la main que leur tendait le Comité Central. Ils sont plus près des autonomistes déloyaux et des cléricaux que du Parti communiste».

Inexplicable demeure encore le fait que le principal agent de cette résistance à Paris, Charles Hueber, n'avait point été exclu du Parti communiste. Était-ce l'amitié de Marcel Cachin qui l'avait préservé ? Quant au député Jean-Pierre Mourer (1897-1947) et à Georges Schreckler, ancien secrétaire des Jeunesses Communistes et conseiller général du Bas-Rhin, ils fondèrent un parti communiste dissident, la Kommunistische Partei-Opposition, à laquelle se rallièrent la majorité des communistes du Bas-Rhin, la minorité des communistes du Haut-Rhin¹, six conseillers municipaux de Strasbourg et, après quelques hésitations, le maire Charles Hueber. En réalité, les communistes orthodoxes et les communistes-opposition ne différaient guère entre eux, si ce n'est par la tactique d'alliance de ces derniers avec les autonomistes non communistes. Les deux partis communistes, chacun de leur côté, continuèrent après comme avant à réclamer pour l'Alsace-Lorraine le droit à disposer d'elle-même. Par exemple le 13 octobre 1931, Maurice Thorez déclarait dans un grand discours : «Nous communistes, nous proclamons le droit à la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, jusques et y compris sa séparation d'avec la France». Ce n'était que la formule traditionnelle de Charles Hueber ! Les élections municipales de mai 1929 eurent encore une troisième conséquence, la fondation de l'«Association des Maires d'Alsace» des communes de plus de 2 000 habitants. L'initiative en revenait au maire de Sélestat, le Dr Bronner, un socialiste que l'autonomisme fit passer à la Volkspartei (UPRA), et au maire de Colmar, Eugène Hertzog, l'ami et le suppléant de Joseph Rossé. Il s'agissait de créer une Ligue, un peu à la manière de la fameuse Décapole du Saint Empire Romain Germanique, afin de résister aux mesures légales et administratives contre lesquelles luttaien les autonomistes. L'assemblée constitutive se tint à Sélestat le 24 novembre 1929 et elle approuva après quelques modifications les statuts. C'est ainsi que le nom officiel devint «Association des Communes d'Alsace et de Lorraine» à la place de «Association des Maires d'Alsace». Un comité provisoire fut désigné et chargé de prier les communes d'adhérer à la nouvelle association et de préparer le premier «Gemeindetag» ou «Diète des Communes». En effet, «sans que l'avis des communes ait été demandé, des modifications essentielles sont en voie de s'accomplir : réforme des finances municipales, nationalisation des lycées, changement des bases légales des collèges, mesures gouvernementales relatives aux archives et aux bibliothèques, etc. Il faut veiller à ce qu'aucune question importante touchant la vie des communes d'Alsace et de Lorraine ne soit réglée sans que les communes aient pu, par l'intermédiaire de leur organisation, prendre position vis-à-vis de ces questions». Ainsi s'exprimait le Dr Bronner. En fait, cette première réunion fut bouleversée par une contre-manifestation. Le maire de Mulhouse, le socialiste Auguste Wicky, avait rassemblé 32 maires anti-autonomistes qui allèrent à Sélestat sans être invités, pour y faire de l'obstruction et jeter les bases d'une contre-association, celle «des Maires du Haut-Rhin». Par suite de cette circonstance, l'«Association des Communes d'Alsace et de Lorraine» ne put tenir véritablement sa première assemblée que le 4 mai 1930 au Luxhof à Strasbourg.

Cette association des maires d'Alsace fit d'autant plus peur au gouvernement français, que dans l'été de 1929 courait le bruit que l'Elsaessische Volkspartei (UPRA) cherchait à s'allier au Zentrum allemand. En effet Joseph Rossé avait représenté les catholiques alsaciens au Katholikentag (28 août- 1er septembre 1929) tenu à Fribourg-en-Brigau sous la présidence du futur Pie XII, Mgr Pacelli. Rossé y prononça un discours qui fut interprété comme «une manifestation séparatiste savamment calculée» : le 1er septembre 1929, le Journal d'Alsace et de Lorraine écrivait : «La démarche du député inpartibus de Colmar caractérise bien la mentalité de nombre de cléricaux d'Alsace qui, loin de chercher des appuis auprès des catholiques français et d'assurer une communauté de vue avec eux, préfèrent tourner leurs regards vers l'étranger... ; sous prétexte de seconder la collaboration entre catholiques français et catholiques allemands, nos autonomistes ont cherché une fois de plus à Fribourg le concours d'une sorte «d'internationale noire» qui doit les aider à renforcer l'influence cléricale en Alsace et à réaliser leur rêve... la création d'une sorte

d'Etat-tampon clérical entre Vosges et Rhin».

Une part importante était faite durant ce Katholikentag aux Minorités Nationales. Le Dr Bleyer, de Budapest, déclara : «Les droits les plus sacrés des parents exigent que la possibilité leur soit garantie de faire enseigner à leurs enfants la Muttersprache, la langue maternelle. L'ennemi le plus acharné de ce droit est le nationalisme païen de nos jours». C'est pourquoi, le 29 septembre 1929, alors que Joseph Rossé revenait en motocyclette à 15 heures de Fribourg-en-Brigau où il avait réglé certaines affaires relatives au Katholikentag, il fut fouillé «à corps» au pont de Neuf-Brisach sans résultat, en même temps que l'abbé Kannengieser, vicaire autonomiste à Soultzmatt, qui l'avait accompagné. Et à partir du 3 octobre 1929, la Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine surveillait attentivement Jean Keppi que les journaux avaient présenté en janvier 1928 comme futur «Président de la République d'Alsace-Lorraine» ; elle craignait qu'avec une délégation de la Volkspartei (UPRA), il ne signât le 15 octobre un traité d'alliance avec le Zentrum allemand, comme le préconisait l'abbé Xavier Haegy.

C'est ainsi que la réalisation de l'Einheitsfront avait changé profondément le paysage politique de l'Alsace-Lorraine en provoquant un triple éclatement :

le 17 novembre 1928, la Christlich-Soziale Volkspartei, autonomiste et minoritaire, s'était séparée de l'Union Populaire des Républicains Lorrains, nationalistes et majoritaires ;

le 17 décembre 1928, était fondée l'Action Populaire Nationale d'Alsace (APNA), nationaliste et minoritaire, par sa séparation de l'Elsaessische Volkspartei (UPRA), autonomiste et majoritaire ;

en juillet-août 1929, la Kommunistische Partei-Opposition se séparait du Parti communiste français, mais les deux partis demeuraient autonomistes et même séparatistes.

Par contre, la création de l'Autonomistische Arbeitsgemeinschaft unissait désormais l'Unabhängige Landespartei et l'Elsass-Lothringische Fortschrittspartei.

A la fin de 1929, le camp autonomiste alignait donc les forces suivantes : à gauche, deux partis communistes ; au centre, l'alliance Landespartei-Fortschrittspartei ; à droite l'aile cléricale constituée par la puissante Elsaessische Volkspartei (UPRA) épaulée en Lorraine par la Christlich-Soziale Volkspartei.

WASGAU UND SCHWARZWALD

Ihr Schwarzwaldberge, wie so nah,
 Wie ganz erschlossen liegt ihr da !
 Ich seh' auf euern lieben Hohn
 Die Schlüsser alle leuchtend stehn,
 Die Pfade seh ich durch den Wald,
 Ahn ' manche wandelnde Gestalt.

Inmitten rauscht der alte Rhein,
 Der sagt : «Ihr müsset Brüder sein !»
 Und schau ' ich euch ins auge Klar,
 So find' ich auch die Deutung wahr
 Ihr Menschen zwischendrin im Land,
 So reicht euch denn die Bruderhand !

VOSGES ET FORÊT-NOIRE

Vous, montagnes de la Forêt-Noire, comme vous êtes proches,
 comme vous êtes là, étendues tout épanouies !
 Je vois sur vos monts chéris
 se dresser tous les châteaux étincelants ;
 les sentiers, je les vois à travers la forêt,
 j'y devine mainte personne qui chemine...

Au milieu coule le vieux Rhin
 qui dit : «Vous devez être frères !»
 Et si je vous regarde au fond de l'œil clair,

j'y découvre aussi la vraie signification.
Vous hommes, à travers le pays,
donnez-vous donc une main fraternelle !

Auguste Stoeber (Strasbourg 1808 — Strassburg 1884).

XVI – SOUS L'EGIDE DU VOLKSFRENT (1930-1932)

Jusqu'à la démission de Raymond Poincaré en juin 1929, les Alsaciens étaient particulièrement montés contre la politique nationaliste du gouvernement et surtout contre la personne du Président du Conseil. L'exemple extrême de cette violence sous sa forme verbale était fourni par le baron Zorn von Bulach, qui dans le premier numéro du 19 janvier 1929 de *Les Folies – Der Widerhall* protestait contre la saisie de ses deux précédents journaux :

«Maître Poincaré, vous avez la frousse !

«Oui, mon rusé compère, trois fois oui, vous avez la frousse, Maître Poincaré, devant ces Alsaciens à jamais maudits et les «choses abominables» d'Alsace ! Sinon, vous ne seriez pas allé jusqu'à faire boycotter systématiquement à Strasbourg le 12 janvier 1929, par la police préfectorale de votre dévoué serviteur servile de Borromée et par toute une légion de détectives (bientôt il y en aura plus à Strasbourg que d'habitants dans la ville), le *Widerhall*, traduction textuelle en allemand de mon journal *Les Folies*... J'espère qu'en Alsacien, donc en Français, j'ai le droit d'écrire en allemand ce que je pense en français et inversement !... Maître Poincaré, vous le protecteur de notre Illème République «essentiellement démocratique», comment conciliez-vous le boycottage systématique des journaux avec la célèbre loi constitutionnelle et surtout avec cette maxime si séduisante et si trompeuse : Liberté ! Egalité ! Fraternité!?

«De plus, pourquoi les journaux allemands ont-ils le droit de séjour en France, alors que les journaux français écrits en allemand par des Alsaciens ne peuvent pas être publiés en Alsace-Lorraine, donc en France, et y sont boycottés ? Comme nous venons de l'apprendre, on permet même à Paris, dans la capitale de la France, la publication, voire même l'impression illimitée d'un journal en hébreu. Dites-nous donc, Maître Poincaré, si les Hébreux sont meilleurs Français que nous Alsaciens, ou bien leur pouvoir financier est-il si grand que non seulement tout leur soit permis, mais que même les «personnalités les plus augustes» de la République rampent honteusement devant eux dans la poussière ! Mais, Maître Poincaré, ne voyez-vous pas que par ces mesures exceptionnelles, uniquement appliquées à l'Alsace-Lorraine, vous êtes le premier à fortifier un régionalisme presque absolu et à en reconnaître la nécessité ?»

1. Un «Soldatenbund»?

Une semaine plus tôt avait paru «*Le Franc-Parler d'Alsace*», journal régionaliste, économique et social, avec comme devise : «Paris a sa Rumeur, Marseille son Murmure, l'Alsace son Franc-Parler». Le gérant en était un certain J. Juncker habitant Mulhouse, mais son hebdomadaire était imprimé à l'imprimerie Erwinia de Strasbourg. Dans son numéro 2 du 17 janvier 1929, il citait ce texte de Maurice Barrès : «Une voix d'outre-tombe : Tant qu'il restera là-bas un descendant des indigènes, il se réclamera du droit des peuples et affirmera qu'il appartient aux seuls Alsaciens-Lorrains de disposer d'eux-mêmes» (Alsace-Lorraine).

Le 30 mars 1929, Juncker reprenait une idée déjà avancée en 1926 par Würtz de Dorlisheim, puis par le Dr Roos qui avait consacré plusieurs articles de la *Zukunft* à cette question, celle de rassembler tous les anciens soldats alsaciens-lorrains en une seule fédération, le *Soldatenbund*. Son article était intitulé : «Rassemblement ! A tous les Anciens Combattants Alsaciens-Lorrains du Front» :

«L'heure décisive a sonné. La fausseté et la haine sont à l'œuvre pour nous enlever ce que nos pères et ce que nous-mêmes avons toujours considéré comme notre bien le plus sacré : la liberté

d'opinion, la liberté de volonté, la liberté de dire ce que nous pensons et dans la langue qui est la nôtre. On a fabriqué pour nous autres Alsaciens-Lorrains, et pour nous seuls, la loi Cautru, qui est prête dans les dossiers du gouvernement qui veut l'imposer à la Chambre.

«Dix ans se sont passés depuis que nous sommes rentrés dans notre Heimat, venant de toutes les parties de l'Europe et de l'Asie, miséreux, en loques, remplis de vermine, affamés, portant le Feldgrau et très souvent à peine vêtus, tandis que chez nous on était grisé de joie en raison de l'entrée des troupes françaises... Dix ans se sont passés également depuis qu'a commencé la lutte contre nous autres Alsaciens-Lorrains, contre nos mœurs, notre langue, notre école, lutte conduite par des gens qui ne nous connaissaient pas, et qui nous haïssaient, qui ne nous comprenaient pas et qui se moquaient de nous... Nous croyions entrevoir cette liberté dans les plis de la bannière tricolore qui nous saluait du haut de la cathédrale de Strasbourg. Nous nous sommes trompés. La France d'aujourd'hui n'est plus le pays de la liberté. «La France d'aujourd'hui est le pays du despotisme, le pays de l'arbitraire, le pays dont les institutions arriérées ne supportent pas la critique, le pays dont le gouvernement étroit ne recule pas devant le bâillonnement de la liberté d'opinion, le pays qui nous fait administrer par des individus qui n'ont absolument aucune notion de notre langue, de nos mœurs, de notre administration, le pays qui veut et qui est obligé de sacrifier tout à son unitarisme qui tue. «Et parce que nous autres Alsaciens-Lorrains nous ne voulons pas être ruinés par cet unitarisme, parce que nous exigeons qu'on respecte notre langue, nos coutumes, parce que nous exigeons le maintien de notre administration autonome, on nous persécute, on nous porte préjudice moralement et matériellement, on nous enlève notre pain, on nous jette en prison. Bien plus, le gouvernement a l'intention de punir de prison, comme un délit, le fait de revendiquer une administration autonome. Camarades, maintenant c'en est assez ! «Pendant dix ans, nous avons assisté en silence, mais avec colère à l'étranglement systématique de toutes nos libertés. Pendant dix ans, nous nous sommes patiemment laissés marcher sur les pieds par ces génies de l'administration française et ses suppôts venus de nos rangs ; pendant dix ans, nous avons été obligés de voir comment l'incompétence et l'arrogance se sont installées à la place des enfants de notre pays. Pendant dix ans, on nous a laissé sentir très délicatement, que nous devons être punis pour avoir porté l'uniforme de Guillaume. Maintenant, cela suffit ! «Maintenant, le mort d'ordre est : Rassemblement ! Tous les anciens combattants du front alsaciens-lorrains doivent se grouper en une association puissante, bien organisée et bien disciplinée. Le Volkstum (= identité ethnique) alsacien-lorrain est en jeu !... La victoire française n'a pas détruit l'héritage que nous a laissé le passé. L'avenir de l'Alsace-Lorraine est entre nos mains. Nous l'arrangerons selon notre volonté dans le cadre de la nation française. Paris ne nous dictera pas sa volonté !... «Nous voulons être libres dans une France libre ! «Nous voulons être libres dans notre Alsace-Lorraine libre ! «Libres dans notre langue ! «Libres dans nos mœurs et coutumes ! «Libres de la tyrannie de quelques super-patriotes ! «Libres de la tyrannie d'une législation arriérée ! «Libres dans notre Heimat !...»

Dans quelle mesure cet appel à créer un Elsass-Lothringischer Soldatenbund avait-il trouvé un écho ? Il est difficile de le dire : l'histoire des anciens combattants d'Alsace-Lorraine dans l'entre-deux-guerres reste encore à écrire. Quant au Franc-Parler d'Alsace, qui tirait à 3 000 exemplaires, il semble qu'il n'ait point passé le cap de l'année 1930.

2. La Volkspartei jusqu'aux élections législatives de mai 1932

Depuis l'éclatement de la primitive Elsaessische Volkspartei (UPRA) par la sécession de la minorité nationaliste de l'APNA, un certain malaise taraudait ses principaux chefs qui craignaient que l'Eglise catholique ne se trouvât affaiblie par ces oppositions politiques que doubleraient fréquemment des rivalités de personnes. Par les exigences politiques de la lutte, si la Volkspartei se

trouvait rejetée vers les communistes-opposition, l'APNA se trouvait rejetée vers les socialistes et les anticléricaux gouvernementaux. C'est pourquoi, les deux partis multipliaient les confrontations et les explications à travers toute l'Alsace. Le député Weydmann avait été élu à Wissembourg avec l'aide des autonomistes ; mais à la fin de l'année 1928, il avait été l'un des trois députés de la Volkspartei à rallier l'APNA nationaliste, jetant le trouble dans son électorat. Le conseiller général Charles Elsaesser décida alors d'organiser à Lauterbourg, le 9 juin 1929, une réunion contradictoire entre l'abbé Haegy, l'autonomiste, et Weydmann, le nationaliste. La réunion eut lieu à l'hôtel de l'Etoile, sous la présidence de Charles Elsaesser (il ravira le siège à Weydmann en mai 1932), devant 350 à 400 personnes, en grande majorité (80 %) des cultivateurs des environs. A 15 heures, l'abbé Haegy reçut la parole, et s'exprima en dialecte alsacien :

«Je suis venu vous exposer, en Alsacien sincère, les doléances du peuple alsacien et vous expliquer la situation politique et religieuse de l'Alsace du fait de son rattachement à la France... Avant la guerre de 1914, je passais pour un mauvais Allemand et je fus déporté en Pologne pendant la guerre à cause de mon activité en faveur de la cause alsacienne. Aujourd'hui, pour les mêmes motifs, l'on me traite de mauvais Français. Je ne connais qu'une chose : catholique d'abord, intérêts du peuple alsacien ensuite, et Français en dernier lieu. Les deux premiers points, je les soutiens depuis 30 ans ; et cet amour que je voue à l'Alsace m'a déjà coûté de gros sacrifices. «Depuis ces dernières années, je me suis vu traîné dans la boue par la presse adverse comme personne ne l'a encore été. Et pourquoi ? Toujours parce que l'on me reproche de trop soutenir les intérêts du peuple d'Alsace. Et cependant, n'est-ce pas aux Alsaciens à veiller sur leurs propres intérêts ?

«Nous ne pouvons pas exiger des Bretons ou des Provençaux qu'ils changent leurs us et coutumes ; mais nous nous révoltons aussi lorsque d'autres attentent à nos traditions. Nous sommes un peuple pacifique qui peut se passer d'un protectorat quelconque, fût-il allemand ou français ! Et notre indépendance au contraire ne pourrait que favoriser notre avenir moral et intellectuel. En France, pour avoir gain de cause, il faut faire du bruit, et c'est ce que nous faisons. Nous voulons la paix intérieure et extérieure. C'est du reste une chose essentiellement catholique et qui se place bien au-dessus d'un Etat...

«La nouvelle religion est le socialisme. Il faut combattre ses théories. Ce que nous voulons, c'est la garantie la plus formelle du respect de nos institutions religieuses et sociales. Les promesses ne nous suffisent pas. La France peut vivre sans l'Alsace, l'Allemagne également ; donc, dites à ces peuples de vous laisser votre liberté. Dans un régime autonomiste sagement étudié, l'Alsace peut vivre indépendamment de l'un et de l'autre, et leur servir de trait d'union, ce qui serait une garantie de paix universelle...

«M. Mitton, le juge d'instruction de Mulhouse, a confié à une tierce personne qu'il aurait préféré mettre en liberté les 24 inculpés du Komplott-Prozess de Colmar en échange du seul Dr Haegy ! Cela prouve clairement que tous les inculpés de ce procès étaient innocents. (Applaudissements). Du reste, au prochain procès de Besançon, je serai de nouveau cité comme témoin. Je ne manquerai alors pas de répéter ce que j'ai dit à Colmar...».

L'abbé Haegy parla ensuite du climat de confiance franco-allemand dû au Pacte de Locarno (1925), de l'autorisation accordée au dirigeable «Graf Zeppelin» de survoler la France, du développement économique de l'Italie fasciste, des Accords du Latran signés le 11 février précédent entre Mussolini et Pie XI, de la victoire électorale du Labour Party en Angleterre, pour en revenir à Raymond Poincaré qui l'avait convoqué le 17 juin 1928 pour un entretien entre quatre-yeux et qui lui avait déclaré : «Le malaise alsacien gêne la France, mais ne lui nuit pas». Haegy avait demandé à Poincaré l'octroi à l'Alsace-Lorraine d'un Landtag dans le cadre de la France, des fonctionnaires bilingues, etc.

L'exposé de l'abbé Haegy fut souvent interrompu par des applaudissements enthousiastes ; le douanier Michel, un chauvin, avait essayé de le contredire : il fut expulsé de la salle sans ménagements. Haegy avait parlé durant 100 minutes ; ce fut donc à 16 h 40 que l'autonomiste transfuge, le député Weydmann, obtint la parole à son tour pour attaquer l'abbé Haegy, expliquer la

sécession de l'APNA et finalement s'en prendre au Front Unique Alsacien ou Einheitsfront réalisé à l'occasion des dernières élections législatives, cantonales et municipales. Il ne parla que 40 minutes, et la réunion prit fin à 17 h 25. La question de la sécession de l'APNA se retrouvait dans la réunion organisée le 5 juillet 1931 au café du Crocodile à Haguenau, sous la présidence du maire de cette ancienne capitale des Hohenstaufen, M. Weiss. A 14 h 30 il donnait la parole à l'abbé Haegy venu de Colmar. L'abbé Haegy commença par une fresque de la politique générale depuis 1918, soulignant la vocation permanente de la Volkspartei : défendre les intérêts du peuple alsacien-lorrain, c'est-à-dire ses traditions, ses coutumes et ses mœurs. Il continuait ensuite : «J'ai toujours défendu avec acharnement les questions religieuses et scolaires, et je défie qui que ce soit de prouver le contraire. Durant ma carrière politique au Reichstag, j'ai pratiqué la même politique que celle que je fais aujourd'hui, dont l'objectif est de protéger l'Alsace-Lorraine de l'Etat laïque Français. Notre province, qui a puisé sa culture dans les deux Etats français et allemand, doit servir à réconcilier les peuples européens et à amener ensuite la paix mondiale. La Volkspartei, qui défend l'Alsace catholique contre les menées des francs-maçons cherchant par tous les moyens à introduire chez nous les lois laïques, luttera avec toute son énergie pour maintenir en Alsace-Lorraine notre statut religieux et scolaire spécial». L'orateur s'étendait ensuite longuement sur la scission Volkspartei/APNA en octobre 1928 et l'attribuait à l'action de la franc-maçonnerie. Il exposa ensuite la question de l'autonomie administrative, qui ne devrait pas seulement s'appliquer à l'Alsace-Lorraine, mais encore à la France entière, l'autonomie étant l'unique ressource pour maintenir les traditions locales. Il insista sur le fait qu'autonomiste ne signifiait point séparatiste ; s'il avait rempli loyalement ses devoirs envers le Kaiserreich à l'époque allemande, il les remplirait de même à l'égard de la France. L'abbé Haegy raconta aussi tout ce que la Volkspartei avait fait pour aider les accusés du Komplott-Prozess, pour obtenir la libération des emprisonnés, et narra au passage la perquisition domiciliaire effectuée chez lui dans la nuit de Noël 1927. Il terminait son discours en signalant que les ouvriers catholiques de l'Intérieur professaient les mêmes points de vue que la Volkspartei alsacienne sur l'opposition aux lois laïques et qu'on allait voir comment l'on pourrait leur venir en aide. Le député Michel Walter, deuxième orateur, traita de la politique générale en Alsace, donna des nouvelles du sénateur Millier alité, et définît la Volkspartei comme la réunion de tous les Alsaciens qui, dans le cadre de la France, défendaient les droits de la religion et de la Heimat. Au point de vue social, la Volkspartei réclamait le droit au travail pour tout le monde (critiquant au passage le plan Hoover américain incapable de porter remède à la crise économique mondiale, mais approuvant le statut paneuropéen de Briand sur les Etats-Unis d'Europe). Michel Walter traita aussi de la sécession de l'APNA, qui d'après lui s'était produite «sur l'ordre du préfet Borromée». Sur cette affaire, le député Oberkirch, membre de l'APNA, voulut interrompre Walter ; il fut hué par les cultivateurs présents, d'autant plus vigoureusement que la chaleur avait poussé à la consommation de nombreux bocks. Michel Walter reprit la parole une fois le calme relatif rétabli, demandant que l'on cesse de traiter les Alsaciens de «bons» ou de «mauvais» Français, d'autant plus que l'injure de «mauvais» Français s'appliquait souvent à des gens qui remplissaient loyalement leurs devoirs vis-à-vis de l'Etat français. Et il terminait par cette phrase : «Nous sommes Français et nous le resterons ! mais... sans abandonner nos revendications ethniques !» Le député Seltz parla des questions agricoles : houblon, vin, tabac, et effleura la nouvelle loi sur les bouilleurs de cru. La parole fut alors accordée à Oberkirch pour porter sa contradiction au nom de l'APNA. Malgré les objections de Haegy et de Walter, il parvint, tant bien que mal, et plutôt mal que bien à cause du tumulte, à présenter sa version de l'écclatement de la Volkspartei en 1928 : «C'est en août 1928 et non en octobre 1928 que la scission a été un fait accompli, au cours d'une réunion du comité directeur, parce que la Volkspartei s'écclartait de son programme et se rapprochait trop des autonomistes. Jamais je n'ai reçu de directives de Paris ou de Strasbourg pour provoquer la scission».

Le député Oberkirch donna ensuite des renseignements sur les démarches qu'il avait entreprises en

sa qualité de sous-secrétaire d'Etat au Travail, Hygiène, Assistance et Prévoyance Sociales dans le 5ème Ministère de Poincaré, en faveur de l'amnistie des députés Rossé et Ricklin, mais ses efforts auraient échoué uniquement à cause des journaux de l'abbé Haegy ! Sur ces propos se déclencha la mêlée générale, au milieu d'un charivari indescriptible, opposant la majorité de la Volkspartei derrière Haegy et Walter à la petite minorité de l'APNA groupée derrière Oberkirch, qui put cependant faire comprendre qu'aucune réconciliation n'était possible au sein du parti catholique, tant que la Volkspartei maintiendrait son alliance avec les autonomistes de la Landespartei, de la Fortschrittspartei et des communistes-opposition. En réalité, la réunification était impossible parce que le général Bourgeois et Pfleger, tous deux sénateurs et nationalistes chauvins, étaient opposés à l'amnistie et réclamaient le châtement des autonomistes. Mais de cela, Oberkirch ne souffla mot ! Finalement, l'assemblée adopta la résolution suivante : «La réunion publique organisée le 5 juillet 1931 par la Volkspartei de l'arrondissement de Haguenau :

- approuve les déclarations de MM. Haegy, Seltz et Walter ;
- remercie les représentants du peuple de leur activité en faveur de l'Alsace-Lorraine ;
- maintient d'une façon intangible le programme d'action populaire alsacienne ;
- demande que les intérêts alsaciens relatifs aux questions religieuses, culturelles et sociales soient énergiquement défendus ;
- oppose aux anticléricaux et francs-maçons, qui se sont réunis dernièrement au Sängershaus à l'occasion d'une manifestation en faveur de Jules Ferry, les milliers de familles catholiques de Haguenau ;
- espère que le Sénat approuvera le plus tôt possible la réforme des impôts locaux».

Après avoir demandé à l'assistance un effort en vue de la propagande, le maire Weiss clôtura la réunion par un triple vivat en l'honneur de la Volkspartei (UPRA), dont une quête à la sortie devait conforter la caisse, et qui était d'avance sûre de battre les anticléricaux aux prochaines élections. Les 18 et 25 octobre 1931 devaient avoir lieu les élections cantonales, et le chanoine Didio, ancien membre du gouvernement Schwander/Hauss d'Elsass-Lothringen en 1918, travaillait à refaire l'unité du parti catholique en réunissant l'APNA nationaliste et la Volkspartei autonomiste. Dans ce but, il avait lancé un supplément à l'Elsaesser, Zeitfragen (Questions actuelles), afin de créer un terrain d'entente et faire un pas en direction de l'APNA, ce qui lui valut l'approbation et le soutien de l'agent gouvernemental, l'abbé Aloyse Riedinger (né à Wintzenheim en 1874), qui venait de quitter l'ordre des Jésuites auquel il avait appartenu jusqu'alors, et qui dirigeait la feuille nationaliste Messages d'Alsace. Ce rapprochement échoua, surtout à cause de l'opposition de l'abbé Haegy, de Rossé, de Keppi et de Walter. La Volkspartei (UPRA) donnait pourtant des signes d'essoufflement. L'élection municipale de Joseph Rossé à Colmar le 5 mai 1929 avait été invalidée par le Conseil d'Etat, comme l'avaient été précédemment ses mandats de député et de conseiller général du Haut-Rhin. Le 19 octobre 1930, il ne fut pas réélu ; il s'était présenté avec Oscar Didier de la Kommunistische Partei-Oppeposition, qui réclamait «la libération de l'Alsace-Lorraine de l'impérialisme français». Tous deux furent battus de justesse : un déplacement de cinq voix seulement aurait assuré la réélection de Rossé, tout comme du reste il avait été réélu conseiller général. Cette élection n'eut aucune conséquence : au lieu de la totalité des mandats, les autonomistes du conseil municipal de Colmar n'en détenaient plus que 28 sur 30...

Par contre, les élections cantonales des 18 et 25 octobre 1931 furent nettement favorables à la Volkspartei par un gain de trois nouveaux conseillers généraux. Il est vrai qu'elle avait affirmé «qu'il fallait abattre la majorité du conseil général et la remplacer par des hommes courageux et pleins de conscience». Non seulement elle conserva ses trois mandats dans le Haut-Rhin, à Hirsingue (Brom), Neuf-Brisach (Haegy) et Ribeauvillé (Sipp), mais dans le Bas-Rhin, outre la conservation du mandat de Geispolsheim (Schalck), elle acquit celui de Sélestat où le Dr Bronner, précédemment élu comme socialiste, s'était présenté cette fois comme membre de la Volkspartei, et surtout elle enleva deux mandats à l'APNA, à Obernai et à Woerth, où les sièges de De Hell et de Weydmann, député et chef de la Ligue des Catholiques, passèrent à Nierenberger et à G. Weiss. La perte des deux sièges de l'APNA au bénéfice de la Volkspartei fut douloureusement ressentie à

l'assemblée générale de l'Action Populaire Nationale d'Alsace le 10 janvier 1932 à Strasbourg. Environ 800 personnes étaient réunies à 14 h 30 au restaurant «Baeckehiesel», allée de la Ruprechtsau.

Le Dr Alfred Oberkirch, député de 1919 à 1942, présidait. Né à Sélestat en 1876, il avait fait ses études de médecine aux universités de Strasbourg, Berlin, Dresde et Paris. Il avait fait partie du cinquième ministère Poincaré, et des ministères Briand (29 juillet 1929), Tardieu (3 novembre 1929), et après la courte interruption du ministère Chautemps (21 février 1930), à nouveau du ministère Tardieu (2 mars 1930) ; Oberkirch fut donc sous-secrétaire d'Etat au Travail, Hygiène, Assistance et Prévoyance Sociales du 4 Juin 1928 au 21 février 1930 ; sous-secrétaire d'Etat à la Guerre de 1928 à 1929 avec le ministre de la Guerre André Maginot (1877-1932), et finalement sous-secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie du 2 mars au 4 décembre 1930. A la tribune présidentielle, se trouvaient à côté d'Oberkirch le sénateur comte de Leusse, le député Weydmann, et les conseillers généraux Schmutz, E. Koessler et Kleitz. En ouvrant la séance, le Dr Oberkirch prononça d'abord l'éloge d'André Maginot qui venait juste de mourir et il demanda à l'assistance de se lever «pour honorer la mémoire du grand patriote». Il donna ensuite la parole à Schmitt-le-Roi, gérant de l'APNA, qui après avoir examiné l'attitude du parti lors des dernières élections cantonales, déclara : «Je suis heureux de pouvoir vous dire que notre parti n'a trahi aucun de ses principes et que nous n'avons conclu aucune alliance contraire à notre programme. Nos candidats ont presque tous remporté une belle victoire, et MM. Weydmann et De Hell ne doivent leur échec qu'à la politique honteuse suivie par les dirigeants de la Volkspartei, qui ont foulé aux pieds tous les principes religieux et sociaux. Grâce à leur tactique, le président de la Ligue des Catholiques d'Alsace (Weydmann) a été battu à Woerth par un ancien anticlérical notoire (Nierenberger, passé à la Volkspartei), alors qu'à Mulhouse, les socialistes ont été élus contre les partisans de l'ordre. «Malgré cette trahison de la Volkspartei, nous étions prêts à pardonner et à entrer en pourparlers avec ses dirigeants. Cette ligne de conduite nous a été dictée pour deux raisons : une d'ordre national, parce que nous espérions barrer la route aux autonomistes lors des prochaines élections, l'autre d'ordre religieux. Vous vous rappelez tous, que Mgr Ruch a adressé un vibrant appel aux catholiques de son diocèse pour les inviter à refaire l'union et à bannir la haine. Différentes organisations sportives et autres, notamment les groupements de l'Avant-Garde du Rhin, s'étaient prononcées dans le même sens. Pour ces motifs, nous avons donné suite à l'initiative prise par M. le comte d'Andlau et nous nous sommes rencontrés, M. Oberkirch, Weydmann et moi avec quelques représentants qualifiés de la Volkspartei. Dès la première prise de contact, nous avons déclaré qu'aucun résultat ne saurait être obtenu si la Volkspartei ne renonçait pas à son alliance avec les autres partis de la Volksfront formée en octobre 1930, à l'occasion des élections complémentaires municipales. Au cours de ces entretiens, nous avons pu constater que certains chefs de la Volkspartei étaient prêts à abandonner cette politique et à favoriser un rapprochement avec notre parti. Mais Michel Walter ne voulut pas suivre ses collègues. Il a essayé de justifier sa tactique en affirmant que la Volkspartei n'avait conclu aucune alliance effective avec les partis de la Volksfront (Landespartei, Fortschrittspartei, Kommunistische Partei-Opposition), mais qu'elle avait simplement établi une communauté de travail (Arbeitsgemeinschaft) d'un caractère local. Il a profité de la discussion sur le budget municipal de Strasbourg pour répéter les mêmes affirmations, bien que les pourparlers entre la Volkspartei et l'APNA fussent encore en cours. A la dernière séance, tous les membres du comité directeur de la Volkspartei se sont prononcés pour la continuation des pourparlers, à l'exception de Jean Keppi. C'est lui le principal coupable avec Michel Walter ! Malgré leurs dénégations, l'alliance entre leur parti et ceux de la Volksfront est effective et son effet est préjudiciable aux intérêts de l'Alsace. Le catholique Reibel a dû se désister en faveur du communiste Schreckler¹ ; le Dr Karl Roos, autre protégé de Michel Walter, s'est écrié le lendemain de son élection au conseil général du Bas-Rhin (25 octobre 1931) : «Vive le droit de libre disposition des peuples !» Le député de Haguenau, Michel Walter, est prisonnier de ces gens-là et il a sans doute dû leur faire des concessions, car il a besoin d'eux pour assurer sa réélection. Jamais l'APNA ne s'associera à des manœuvres ayant pour but de faire réélire à Strasbourg un

Mourer qui a toujours voté contre le gouvernement et l'armée. Notre attitude à l'égard de la Volkspartei est claire. Nous suivrons toujours une politique nationale dirigée contre les autonomistes et leurs alliés qui revendiquent le plébiscite. Nous sommes heureux d'être redevenus Français ! (Vifs applaudissements). Nous combattons de toutes nos forces un Keppi qui n'attend qu'une occasion favorable pour ranimer la flamme autonomiste ! «C'est également du point de vue social que nous sommes des adversaires acharnés de la Volksfront. Nous condamnons la politique collectiviste préconisée par les éléments de la gauche. L'Alsacien tient aux traditions de ses ancêtres. Nous voulons résoudre les problèmes sociaux en nous inspirant des principes religieux et non à la façon d'un Rossé, qui d'un côté excite l'ouvrier contre son patron, et de l'autre tend la main pour empocher de grosses sommes ! (On entend les cris «Burrus !»²). Nous osons espérer que les délégués de la Volkspartei reconnaîtront l'utilité d'un rapprochement avec nous et qu'ils le rendront possible, même contre l'opposition de certains de leurs chefs. L'APNA a fait preuve de bonne volonté. On ne pourra plus nous reprocher d'avoir voulu la scission. Nous désirons la réconciliation surtout en nous plaçant au point de vue catholique».

Schmitt-le-Roi parla ensuite de l'Action Catholique et acheva son long discours par cette phrase : «Ayez confiance en vos chefs ; ils préfèrent perdre leurs mandats plutôt que de trahir leurs principes !» (Vifs applaudissements). Il donna alors lecture de deux résolutions. La première constatait que les membres de l'APNA approuvaient l'attitude de leurs dirigeants qui avaient essayé d'arriver à un compromis avec les représentants de la Volkspartei tout en s'inspirant du programme du parti ; mais que les pourparlers n'avaient permis d'aboutir à aucun résultat pratique en raison de l'attitude inqualifiable de certains dirigeants de la Volkspartei. La seconde résolution concernait la division des catholiques alsaciens et précisait qu'elle avait été provoquée par des divergences d'ordre national et social.

Après l'intervention de certains auditeurs qui demandèrent de ne plus essayer de fusionner avec la Volkspartei et de donner une large publicité aux deux résolutions, elles furent adoptées par l'assemblée générale. Le député Weydmann, président du comité directeur de l'APNA, prit ensuite la parole pour exposer la situation due à la crise économique mondiale qu'il attribuait à la surproduction et au manque de débouchés. Il demanda donc la réglementation des importations de bétail et celle des exportations de produits agricoles, recommandant le protectionnisme douanier sévère pour «protéger par tous les moyens possibles les produits nationaux». Vivement applaudi, le Dr. Oberkirch déclara ensuite : «La manifestation d'aujourd'hui prouve que l'APNA est et restera toujours un parti national français. National ne veut pas dire chauvin à la façon de Hitler et Mussolini ; dans le même ordre d'idées, nous combattons non seulement le socialisme et le communisme, mais aussi le chauvinisme alsacien qui a causé un si grand préjudice à notre petite province. Nous avons le courage de dire que nous sommes des patriotes, car aimer sa petite patrie est un devoir chrétien, a écrit récemment un de nos écrivains. Nous repoussons toute idée régionaliste en tant qu'elle ne doit servir qu'à nous mettre en opposition avec l'idée nationale, comme certains mauvais bergers le désireraient. Nous voulons que nos enfants apprennent toujours à mieux connaître la culture française et que les Alsaciens ne s'enferment pas dans une tour. Nous leur disons au contraire, d'accord avec un des représentants les plus en vue de la Volkspartei : Sortez de la tour et pénétrez toujours davantage dans la vie intellectuelle de la France !»

Oberkirch renvoyait ici à l'article «Aus dem Turm heraus !» du chanoine Didio, paru dans ses Zeitfragen les 25/26 mai 1930, où il écrivait : «Il faut sortir de notre tour, notamment dans le domaine culturel. Nous nous sommes trop coupés des courants culturels hors d'Alsace. A cause des circonstances, nous nous sommes repliés sur nous-mêmes... A cela s'ajoute que les anciennes générations se nourrissent davantage de la culture allemande, et les jeunes de la culture française. Cette juxtaposition est malsaine».

Le Dr. Oberkirch continua ensuite : «Je juge utile d'exposer les multiples avantages au point de vue économique que nous vaut notre retour à la France. La guerre a coupé tous les liens économiques internationaux. Chaque pays a dû

recourir à des mesures protectionnistes exceptionnelles, mais la France se trouve dans une situation privilégiée, parce que l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture n'a point été rompu. Notre gouvernement a pris les mesures nécessaires pour combattre la crise aussi efficacement que possible».

L'ancien sous-secrétaire d'Etat se prononçait ensuite contre toute politique sectaire en Alsace et en Lorraine et signala que des événements d'une importance considérable auraient lieu dans les prochains mois : l'élection d'un nouveau président de la République de Weimar en mars/avril 1932, les élections pour le Landtag de Prusse, les élections législatives françaises en mai, et deux grandes conférences internationales, l'une sur les Réparations, l'autre sur le Désarmement. Il ajouta qu'il était nécessaire que la France possède «une armée forte et disciplinée en face d'une Italie et d'une Allemagne militarisée», bien que l'APNA fût pour l'entente entre les peuples. En conclusion, il s'écria : «Dans la campagne électorale qui va s'ouvrir, il ne s'agit pas uniquement pour nous de conquérir des mandats. Nous avons des idéaux plus élevés. Que nous soyons vainqueurs ou vaincus, nous porterons toujours dans notre main le drapeau tricolore !». Après l'ovation enthousiaste, l'assistance se leva pour hurler la Marseillaise. Schmitt-le-Roi donna finalement lecture d'une troisième résolution, adoptée à l'unanimité, qui manifestait la volonté de l'APNA de collaborer à la solution des grands problèmes actuels dans un esprit de solidarité internationale, et qui remerciait Pierre Laval (1883-1945), président du conseil, de son activité inlassable à défendre les intérêts de la France, et demandait au gouvernement de sauvegarder les droits et les intérêts de la nation à l'occasion des prochaines conférences internationales. L'assemblée générale de l'APNA se dispersa à 17 heures. Le lendemain, 11 janvier 1932, toujours à Strasbourg, mais cette fois au «Münsterhof», la Volkspartei réunissait son comité directeur à 14 heures, sous la présidence du chanoine sénateur Eugène Müller, assisté de sept députés : Walter, Seltz, Meck, Brom, Brogly, Bilger, Stürmel, et de nombreux conseillers généraux, tels les abbés Haegy et Gromer, le vétérinaire Lux, le notaire Charles Elsaesser. Etaient aussi présents, l'abbé Schies, directeur de la Société d'Edition de la Basse-Alsace ; Jean Keppi, secrétaire général de la mairie de Haguenau ; Joseph Rossé, rédacteur en chef de l'Elsaesser Kurier ; Hausherr, viticulteur à Egisheim ; Fuchs et Meyer, secrétaires départementaux de la Volkspartei, et Schmidt, secrétaire général de la Fédération des Syndicats indépendants. Deux questions se trouvaient à l'ordre du jour : 1 – Attitude de la Volkspartei à l'égard des autres partis ; 2 – L'assemblée départementale des délégués.

Le président Eugène Müller déclara que la convocation du comité directeur était une conséquence des résolutions prises la veille par l'APNA au Baeckehiesel et il donna connaissance de la lettre de démission du comité directeur que le chanoine Didio, cité la veille par Oberkirch, avait cru devoir écrire. Puis, il donna la parole à Michel Walter. Le député de Haguenau rendit compte d'abord de la dernière entrevue entre les délégués de la Volkspartei et ceux de l'APNA, précisant qu'en raison des attaques dont il avait été l'objet par l'Elsaesser Bote, il avait refusé de continuer les pourparlers pour consulter le comité directeur. Il ajouta que certains dirigeants de l'APNA espéraient pouvoir provoquer une nouvelle scission de la Volkspartei au sujet de la divergence de vues relative aux tactiques à utiliser. Il rappela qu'aucune alliance formelle n'existait entre la Volkspartei et la Volksfront, mais simplement une communauté de travail (Arbeitsgemeinschaft) d'un caractère purement local. En outre, il avait cru devoir profiter de la discussion du budget municipal de Strasbourg pour préciser une fois de plus l'attitude de la Volkspartei (UPRA) à l'égard des autres partis, et il s'élevait en conséquence contre les insinuations de Schmitt-le-Roi qui prétendait que Walter agissait sous la pression de la Volksfront. Oberkirch et Schmitt-le-Roi n'avaient pas dit toute la vérité, lorsqu'ils affirmaient ne pas avoir de préoccupations électorales : «J'estime au contraire, que c'est principalement pour ce motif qu'ils sont entrés en pourparlers avec nous. Ils se sont gardés de dire au Baeckehiesel qu'ils ne se seraient pas élevés contre la Volksfront, si nous avions accepté leur proposition de soutenir les candidatures de MM. Oberkirch et Weydmann dans les arrondissements de Sélestat et de Wissembourg. Cette condition était pour nous inacceptable». Il fit ensuite remarquer qu'il lui semblait bien difficile de reprendre les pourparlers d'union à la

suite des discours prononcés la veille à l'assemblée générale de l'APNA, et il donna lecture de la résolution suivante : «Le comité directeur de la Volkspartei (UPRA) constate que la communauté de travail (Arbeitsgemeinschaft) existant jusqu'à ce jour entre les représentants de la Volkspartei et les représentants d'autres partis au sein du conseil municipal de Strasbourg et du conseil général du Bas-Rhin, ne constitue pas un engagement de parti à parti, ni une restriction à notre liberté d'action, et qu'elle n'a jusqu'ici dans ses conséquences nullement porté atteinte à la sauvegarde des principes fondamentaux du parti. Le comité directeur repousse avec énergie toutes les attaques qui ont été dirigées ces derniers temps d'un certain côté contre le parti, ses dirigeants et en particulier contre le président départemental du parti dans le Bas-Rhin, le député Michel Walter». Jean Keppi proposa alors d'adopter cette motion à l'unanimité et de lui donner la publicité nécessaire afin de faire savoir que l'attitude de Michel Walter était approuvée par tous les membres du parti (le reproche qui lui avait été fait la veille par un orateur de l'APNA, que Walter faisait prévaloir sa propre politique au sein de la Volkspartei, était injustifié), et qu'il n'avait jamais poursuivi d'autres buts que ceux de servir au mieux les intérêts de la Volkspartei. L'abbé Gromer se prononça dans le même sens. Mais Henri Meck déclara qu'il voterait contre la résolution telle qu'elle était présentée, parce qu'il reprochait à Walter le discours qu'il avait prononcé à l'occasion de la discussion du budget de la ville de Strasbourg ; Meck proposait en conséquence de supprimer la fin de la résolution : «ses dirigeants et en particulier contre le président départemental du parti dans le Bas-Rhin, le député Michel Walter». Les députés Brom et Brogly estimaient de leur côté plus sage de ne point mettre en avant le nom de Michel Walter, et Brom insistait sur le fait que la situation n'était pas la même dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin : un rapprochement avec les démocrates du Haut-Rhin deviendrait difficile si la motion était adoptée intégralement. Michel Walter reprit alors la parole : «Je ne suis pas de votre avis. Rien ne vous empêche dans le Haut-Rhin de marcher avec les démocrates comme rien ne nous empêchera dans le Bas-Rhin de voter le cas échéant pour Jean-Pierre Mourer à Strasbourg-Ville, pour Charles Frey à Strasbourg-Campagne, et pour un autre démocrate à Strasbourg-Nord, pourvu que tous les candidats socialistes soient battus».

Marcel Stürmel et Joseph Rossé se rallièrent à l'opinion de Keppi et de Gromer et demandèrent l'adoption sans modification de la résolution, parce que le comité directeur avait le devoir de prendre la défense de Michel Walter attaqué par l'APNA. L'abbé Haegy exprima le regret au sujet de la démission, comme membre du comité directeur, du chanoine Didio, et donnait les raisons de cette démission : la première, c'est qu'au lendemain des élections cantonales, l'Elsass-Lothringer-Zeitung (ELZ) avait publié un article réclamant le droit d'autodétermination du peuple alsacien-lorrain ; et la seconde, c'est que les pourparlers entre l'APNA et la Volkspartei étaient rompus. Toutefois l'abbé Haegy ajouta qu'il essaierait de faire revenir le chanoine Didio sur sa décision. Pour trancher le différend, le sénateur Müller proposa de mettre aux voix d'abord la première partie de la résolution : elle fut adoptée à l'unanimité. Puis il fit voter sur la dernière phrase relative à Walter ; Meck, Seltz, Brom, Brogly, Bilger, Haegy et Schmidt votèrent contre ; les treize autres pour. Mais Walter déclara qu'il ne pouvait accepter ce vote en raison des calomnies et des attaques dont il avait été l'objet : il ne cherchait point une satisfaction personnelle, mais une justification de son attitude politique. L'abbé Schies adressa un pressant appel à l'unité au sein du comité directeur et l'on procéda à un nouveau vote. Cette fois, la seconde partie de la résolution était adoptée par tous, à deux exceptions près : Henri Meck s'était abstenu et Thomas Seltz s'était retiré. Le comité directeur décida ensuite la réunion d'une assemblée de délégués pour février, et en prévision, il fallait dès maintenant procéder aux réunions des hommes de confiance dans chaque section cantonale.

Les 14 février 1932, les députés Michel Walter, Thomas Seltz et Médard Brogly prenaient la parole à Herrlisheim (Bas-Rhin) devant 450 à 500 cultivateurs, au restaurant du Cheval Noir. En plus des différents thèmes ordinaires, les orateurs se réjouissaient de la disparition du Parti radical-socialiste dans le Bas-Rhin, rendaient hommage aux efforts déployés par le chancelier allemand Brüning en vue de l'entente internationale et des Etats-Unis d'Europe, et approuvaient les thèses présentées par

Aristide Briand (1862-1932) à la Société des Nations (Genève). Le 6 mars 1932, la Volkspartei organisait sa réunion publique à Lauterbourg, hôtel de l'Etoile, de 14 h 30 à 18 heures. Charles Elsaesser présidait, assisté d'Eugène Guckert, de Meyer et du député Michel Walter. Devant 200 personnes environ, pour les 4/5èmes des cultivateurs, Elsaesser expliqua d'abord la scission qui n'avait fait perdre que 5 % des effectifs de la Volkspartei. Il regrettait l'absence du député Weydmann qui avait été invité et taxait cette absence de lâcheté. Puis, il donna la parole à Michel Walter :

«Si nous, Alsaciens, nous avons été la cause de la chute du gouvernement Laval lors de la Conférence de Genève, on nous aurait traités d'antinationaux. On nous qualifie d'autonomistes parce que nous entendons défendre nos droits et nos traditions religieuses. Nous ne voulons pas être menés par des fonctionnaires, surtout par des préfets qui favorisent certains partis». Walter déclara que le déplacement des préfets Henri Borromée (Bas-Rhin) et Susini (Haut-Rhin) tous deux le même 2 mai 1930 avait été obtenu par les députés de la Volkspartei qui l'avaient demandé au président du Conseil André Tardieu (1876-1945). Walter se montra fervent partisan de la politique de rapprochement des peuples et assura que les organisations hitlériennes ne présentaient aucun danger pour la sécurité de la France : elles ne devaient leur existence qu'à la crise économique persistante en Allemagne et à l'armée des chômeurs. Par contre, le conflit sino-japonais était bien plus dangereux et symbolisait le réveil de la race jaune ; ce conflit constituait une menace pour l'Europe dont l'unité pourrait être réalisée avant dix ans. Pour cette raison, il importait que le projet de la fondation des Etats-Unis d'Europe passât dans les faits rapidement. Et Walter prononça l'éloge d'Aristide Briand.

Quant à la question du désarmement, Walter pensait que l'Allemagne devait avoir autant de droits que les autres nations, et que notamment la restitution des colonies à l'Allemagne serait le seul gage d'apaisement appréciable. Il préconisait en outre l'entente sincère avec l'Allemagne et la remise des dettes de guerre. En effet, l'entente avec l'Allemagne permettrait de réduire les armements, et les économies ainsi réalisées compenseraient largement les dettes de guerre que les Allemands devraient nous payer ! Il proposait aussi la construction du canal de l'Adriatique qui permettrait à l'Allemagne du Sud d'accéder à la Méditerranée. En ce qui concernait l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, le député réclamait un «additif constitutionnel» qui garantirait pour toujours les traditions aux Alsaciens : «Nous ne voulons pas que l'idée alsacienne soit sacrifiée par une assimilation trop brutale. Nous sommes tous d'aussi bons Français que ceux qui nous critiquent et qui, c'est souvent le cas, font excès d'exubérance patriotique pour cacher leurs antécédents. Nous sommes d'aussi bons patriotes que ces brigueurs de décorations et que ceux qui portent le ruban rouge à la boutonnière après avoir volé 11 millions de francs à l'Etat !»

Après les applaudissements, Elsaesser raconta les souffrances physiques et morales de Joseph Rossé dans sa prison et traita le Dr Oberkirch de «a Schlappschwanz !» (d'andouille !). Le rédacteur de l'Echo de Wissembourg, Meyer, s'insurgea contre la disparité des salaires entre les ouvriers alsaciens-lorrains et les étrangers qui travaillaient à la Ligne Maginot : l'Alsacien-Lorrain n'était payé que 3,50 F l'heure, mais l'ouvrier étranger 5 F !... «Et l'on nous parle de régime terroriste qui sévit en Russie soviétique. Que diriez-vous si vous appreniez que les Russes n'avaient rien à nous envier en Alsace ?»

Effectivement, les importants travaux de construction de la Ligne Maginot commençaient à bouleverser le Nord de l'Alsace-Lorraine. Les travaux étaient répartis en trois groupes : la direction de Strasbourg, la direction de Metz-Est et la direction de Metz-Ouest. Le jour même de la réunion publique de Lauterbourg, le 6 mars 1932, Gadomsky consacrait un grand article à la Ligne Maginot dans ses *Elsass-Lothringische Mitteilungen*. Il parlait d'une armée d'officiers du génie, d'inspecteurs qui travaillaient sans répit, et des visites continuelles de hautes personnalités. La journée de 10 à 11 heures avait remplacé la journée de 8 heures ; les travaux se poursuivaient sans interruption, jour et nuit, souvent le dimanche même. Sur les chantiers étaient occupés des Yougoslaves, des Croates, des Polonais, des Italiens, des Français du Midi, des Lorrains, et même des Allemands de la Sarre ; les entrepreneurs évitaient d'embaucher des Alsaciens et leur préféraient des étrangers. En 1931, la Chambre avait voté un crédit de deux milliards et demi de francs pour les

travaux de 1932. Plus que jamais, l'Alsace-Lorraine se trouvait submergée par des milliers d'agents de la Police Politique ou Police Spéciale, auxquels se joignaient les policiers qui avaient travaillé dans la Ruhr et la rive gauche du Rhin jusqu'à l'évacuation le 30 juin 1930 et qui furent repliés sur l'Alsace-Lorraine, s'infiltrant dans la population, corrompant des militants, maniant le chantage et la peur, lançant de faux bruits par la presse vénale, etc. La construction de la Ligne Maginot comportait aussi des conséquences économiques ; l'armée avait enlevé aux petits cultivateurs la base de leur existence et menaçait d'étouffement économique de nombreuses localités. Le cinquième, le quart, parfois le tiers de la surface du territoire des communes concernées avaient été expropriés, et les indemnités d'expropriation étaient payées avec beaucoup de retard. Il y avait encore beaucoup de terrains occupés temporairement par les baraquements des ouvriers. D'autres terres de culture se trouvaient transformées en sablières ou en carrières de gravier. «Il faut y ajouter la construction de chemins, de routes stratégiques d'une largeur de 9 mètres en moyenne, de lignes de chemins de fer dont un grand nombre à voie étroite. La construction des lignes stratégiques était établie de manière qu'elles puissent être élargies en cas de besoin. Les lignes existantes étaient doublées, parfois quadruplées. En certains endroits, l'on construisait des lignes circulaires, comme dans la région de Thionville, destinée à devenir le centre de tout le système défensif... Deux autres ceintures de fortifications étaient prévues en arrière». Evidemment, la population alsacienne-lorraine, directement concernée par cette transformation de son sol en glacis et en futur champ de bataille, n'avait point été consultée et était maintenue dans l'ignorance de ce qui se faisait. Et ceux qui devinaient se demandaient à quoi tout cela pouvait bien rimer, puisque dans son célèbre discours à la Société des Nations, Briand avait proposé en septembre 1930 la création des Etats-Unis d'Europe. Cependant, à l'approche des élections législatives, la Volkspartei multipliait les efforts de sa propagande électorale. Le 17 mars 1932, l'abbé Xavier Haegy se rendit à Strasbourg, au restaurant de l'Abattoir, pour apporter son concours au communiste-opposition Jean-Pierre Mourer, dans le cadre de la Volksfront. Il justifiait en ces termes son attitude : «Volksfront signifie pour nous : défendre partout les intérêts du peuple. Pour cette raison, nous ne pouvons rien avoir de commun avec les socialistes et les radicaux, et encore moins avec les francs-maçons. Avec les communistes alsaciens, nous prenons soin du pauvre prolétariat ; nous agissons dans le sens de la parole du Seigneur : J'ai pitié de ce peuple... Ceux qui sont avec nous ne portent ordinairement pas de ruban à la boutonnière ; si le Christ revenait parmi nous, il n'en porterait pas non plus et ses apôtres n'en avaient jamais porté !» Le 28 mars 1932, la Volkspartei (UPRA) réunissait en assemblée générale ses délégués et hommes de confiance (Vertrauensleute) du Bas-Rhin à Strasbourg, au Münsterhof. 122 personnes s'y trouvaient à 14 h 30, avec les députés Walter, Seltz et Meck. Le rapport moral signalait qu'en 1931, la Volkspartei avait recruté 4 000 adhérents nouveaux dans le Bas-Rhin. L'on étudia ensuite la stratégie électorale, notamment au premier tour où le parti soutiendrait la candidature du Dr Karl Roos ; mais comme il n'avait guère de chance d'être élu, son cas serait réexaminé pour le second tour. L'on vota pour terminer la résolution suivante : «La Volkspartei intervient pour la sauvegarde des intérêts de la religion, pour le développement social dans l'esprit et le sens des principes chrétiens, enfin pour la réconciliation des peuples. Le parti considère comme adversaires les milieux et les partis à tendance anticléricale, réactionnaires en matière sociale ou chauvins en politique générale. Se plaçant à ce point de vue, la Volkspartei souligne la nécessité d'une défense efficace des droits et des libertés ethniques de l'Alsace, des intérêts et des revendications de notre peuple. Elle défend notre législation religieuse et notre statut scolaire local, intervient en faveur de la langue du pays qui doit former le point de départ dans l'enseignement scolaire...». La campagne électorale se déroula dans un climat nettement moins tendu qu'en 1928. En effet, le 24 décembre 1931, le gouvernement de Pierre Laval avait signé le décret d'amnistie réclamé depuis 1928 et voté par la Chambre ; il rendait les droits civiques aux condamnés autonomistes, notamment à Joseph Rossé, Eugène Ricklin, Paul Schall et Joseph Fashauer. Les discours se faisaient ordinairement en «français d'Alsace», c'est-à-dire dans le dialecte alémanique du pays.

Les 1er et 8 mai 1932, la Volkspartei emporta 9 sièges ; elle obtint 4 mandats sur 5 candidats dans le Bas-Rhin et 5 mandats sur 7 candidats dans le Haut-Rhin ; au total, elle gagnait 2 sièges de plus que dans la précédente législature. Ses élus étaient dans le Bas-Rhin : Thomas Seltz (né en 1872 à Artolsheim, mort en 1959), élu à Erstein avec 9 249 voix sur 12 256 suffrages ; Michel Walter (né en 1884 à Haguenau), élu à Haguenau avec 8 959 voix sur 14 040 suffrages ; Henri Meck (né en 1897 à Saverne, mort en 1967) élu dès le premier tour à Molsheim avec 10 861 voix sur 15 351 suffrages ; Charles Elsaesser (né en 1891 à Strasbourg) élu à Wissembourg avec 6 843 voix sur 12 386 suffrages. Koebel avait été battu à Strasbourg Nord-Est, où il avait très peu de chances de passer. Dans le Haut-Rhin : Marcel Sturmel (né à Mulhouse en 1900, mort à Altkirch le 1er janvier 1972) élu à Altkirch au premier tour avec 7 579 voix sur 12 772 suffrages ; Joseph Rossé (né en 1892 à Montreux-Vieux, mort en 1951 dans la prison des Eysses), élu à Colmar avec 11 156 voix sur 22 093 suffrages ; Camille Bilger (né à Mulhouse en 1879, mort à Soultz en 1947) élu à Guebwiller avec 7 505 voix sur 14 188 suffrages ; Médard Brogly (né en 1878 à Rixheim, mort en 1959 à Riedisheim), élu à Mulhouse-Campagne avec 11 807 voix sur 21 464 suffrages ; Joseph Brom (né en 1881 à Blotzheim, mort en 1945 à Mulhouse), élu à Thann au premier tour avec 8 622 voix sur 14 481 suffrages. Avaient été battus Sipp à Ribeauvillé et Fuchs à Mulhouse-Ville ; tous deux s'étaient retirés au second tour pour permettre l'élection d'un allié, l'indépendant Burrus et le démocrate Wallach. Avec 21,6 % des voix du Bas-Rhin et 39,4 % du Haut-Rhin, l'Elsaessische Volkspartei restait de loin le plus fort parti d'Alsace. L'APNA n'avait réuni que 11,8 % des voix du Bas-Rhin et 10,2 % du Haut-Rhin. Elle avait présenté 8 candidats et perdait le siège de Wissembourg passé à la Volkspartei et celui de Ribeauvillé passé à un indépendant ; finalement, elle n'arriva à garder que le siège de Sélestat où Oberkirch, le «Schlappschwanz», fut élu dès le premier tour avec 7 564 voix sur 14 756 suffrages. C'était l'effondrement des nationalistes catholiques.

3. La Fortschrittspartei jusqu'aux élections législatives de mai 1932

La Fortschrittspartei, c'était avant tout et presque uniquement l'original député Camille Dahlet. Le 12 juin 1931, il écrivait dans la Deutsche Allgemeine Zeitung : «Les Alsaciens ont trouvé dans l'Etat, vers lequel les poussait une sympathie traditionnelle, la plus centralisatrice des constitutions et en même temps le plus étroit et le plus intolérant de tous les concepts de patrie, qui ne se contente pas de la loyauté civique, mais qui exige des Alsaciens l'abandon de leur Volkstum et leur assimilation linguistique et culturelle... La meilleure solution serait que la France et l'Allemagne s'entendent de nouveau et forment un ménage commun qui pourrait être la Paneurope».

Le 7 septembre suivant, dans l'Elsass-Lothringer Zeitung, Dahlet publiait un autre article explicatif sous le titre «Lutte de propagande» ; il y déclarait qu'il n'avait point assisté au 7ème Congrès des Minorités Ethniques à Genève et précisait ses relations avec les Alsaciens-Lorrains d'Allemagne, et plus particulièrement avec le Dr Robert Ernst, «jeune homme sympathique possédant le véritable caractère alsacien» : «Bien que le Dr. Ernst ait sur de nombreux points une opinion différente de la mienne en raison de ses sentiments germanophiles, je respecte néanmoins sa conception ; c'est bien son droit de s'occuper de son pays, l'Alsace, au même titre que l'on fait ceux qui après 1871 ont opté pour la France». Le député Dahlet prenait aussi la défense du journal du Dr Ernst : Elsass-Lothringen / Heimatstimmen, qu'il trouvait «très intéressant et modéré en comparaison des excitations fomentées après 1871 par les émigrés alsaciens et lorrains». En tant que membres importants du «Souvenir Français» d'après 1871, les Dahlet savaient de quoi il retournait en la matière ! En conclusion, Dahlet niait toute relation «financière ou morale» avec les sociétés politiques allemandes, et attaquait violemment le régime français en Alsace, dont l'arbitraire à lui seul aurait suffi à provoquer la réaction autonomiste.

Le dimanche 17 janvier 1932, la Fortschrittspartei tenait une réunion de propagande à Lichtenberg, paroisse de l'abbé Joseph Zemb, à l'auberge du Lion d'Or. Quarante à cinquante personnes étaient venues. En l'absence du député et président du parti Camille Dahlet, Philippe Schmidt, qui présidait, donna la parole au Dr Brumbder. Après avoir indiqué que son intention était de recruter de nouveaux membres, il expliqua que la Fortschrittspartei était un parti de gauche qui prenait la défense des droits ethniques et de la langue maternelle, en laissant au peuple alsacien le soin de régler lui-même la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une fois l'autonomie obtenue. «Nous ne protestons pas, parce que nous sommes redevenus Français, mais nous protestons pour lutter contre l'assimilation brusquée et la centralisation qui seraient néfastes au pays. Le parti du Progrès revendique le régionalisme et une administration autonome avec son siège à Strasbourg». Le Dr Brumbder critiqua ensuite les méthodes d'enseignement dans les écoles en Alsace-Lorraine, demandant que l'on enseigne d'abord la langue maternelle, l'allemand, puis le français, comme cela se faisait en Suisse alémanique. A propos de politique générale, il indiquait que la Fortschrittspartei était profondément attachée à la cause de la paix, et à ce titre, elle s'élevait contre la construction des fortifications de la Ligne Maginot. Le parti n'avait pas confiance dans le gouvernement de Pierre Laval, parce qu'il ne s'inspirait pas de l'idée de rapprochement et de collaboration sincères avec l'Allemagne. Le Dr Brumbder recommandait la lecture de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) qui fut distribuée gratuitement aux assistants, soulignant que cette feuille n'était nullement subventionnée par l'industriel sarrois Röchling ni alimentée par la propagande allemande. Il s'en prit vivement à la presse adverse, surtout au Messenger d'Alsace (Elsaesser Bote), à La République, et aux Dernières Nouvelles de Strasbourg, en indiquant que ces journaux étaient à la solde de l'impérialisme français.

En conclusion, Brumbder invita les assistants à se faire inscrire à la Fortschrittspartei et fit distribuer des bulletins d'adhésion. Comme aucun des présents ne se faisait inscrire, le président Schmidt déclara que la section de Lichtenberg comptait 27 membres, dont 9 seulement étaient présents ; le maire absent en faisait partie. Le comité local du Parti du Progrès comprenait Philippe Trautmann comme président, Ernest Wagner comme secrétaire, Schmidt Philippe comme trésorier, et Louis Fehr comme trésorier-adjoint.

La parole fut alors donnée au conseiller général Deiss ; il expliqua les dispositions de la loi sur le chômage en France, souhaita que la commune fit partie de la Caisse départementale pour le Chômage, et regretta l'absence de trop de membres. La réunion avait duré trois heures. L'assemblée générale de la Fortschrittspartei eut lieu le dimanche 14 février 1932, le matin, au restaurant de la Concorde, rue des Serruriers, à Strasbourg. Le bureau du parti comprenait le député Camille Dahlet, président ; cinq vice-présidents : le conseiller général Deiss, l'adjoint au maire de Strasbourg maître Klein, le conseiller d'arrondissement Hoffmann, Roehrig et le Dr Brumbder ; le secrétaire général Speckel, le secrétaire-adjoint Dorfmeier et le trésorier Gloeckler. L'on remarquait aussi dans l'assistance le conseiller général Bauer et l'adjoint au maire de Colmar, Faullimmel. A 9 heures, Dahlet ouvrit la séance par le bilan d'activité de l'année ; la Fortschrittspartei avait gagné deux mandats, l'un à Colmar où Faullimmel avait été élu conseiller d'arrondissement, l'autre à Lützelstein où Hoffmann de Petersbach avait obtenu le siège pour le conseil d'arrondissement de Saverne. Du 1er mars 1931 au 14 février 1932, le parti avait organisé 110 réunions publiques. Pour la prochaine campagne électorale, le parti participerait activement au combat en faisant cause commune avec tous les partis prêts à lutter pour les droits ethniques et l'autonomie de toute l'Alsace-Lorraine. La tactique électorale serait précisée lorsque la loi électorale aurait paru ; lui-même était partisan du scrutin majoritaire. Le bureau du parti fut reconduit, sauf Dorfmeier qui demanda à être remplacé dans ses fonctions de secrétaire-adjoint, et l'assemblée élut à sa place le Strasbourgeois Wiedemann, né à Kassel en Allemagne, devenu Français par réclamation. Puis la réunion, qui groupait une centaine de personnes, se dispersa.

Une autre réunion de la Fortschrittspartei attira davantage de monde. C'était à Marmoutier, le 20 février 1932, au restaurant Heimbürger. A 20 h 40, maître Klein de Strasbourg ouvrit la séance devant 150 personnes environ, pour affirmer une fois de plus : «La Fortschrittspartei veut la

réconciliation des peuples français et allemand entre lesquels l'Alsace-Lorraine devrait servir de trait d'union».

Le député Dahlet fit ensuite l'éloge de maître Klein, et aborda la crise économique mondiale, se prononçant pour la suppression des frontières et la création des Etats-Unis d'Europe qui rendraient les conflits extérieurs impossibles et apporteraient un sérieux remède à la situation actuelle. Il expliquait d'autre part le succès des nazis par la misère qui régnait en Allemagne et par les manifestations nationalistes à Paris, notamment celle du Trocadéro, où les Croix de Feu du colonel de La Rocque avaient saboté le meeting pacifiste présidé par Edouard Herriot ; ces manifestations chauvines et militaristes excitaient les esprits en Allemagne. Maître Heil, avocat à Saverne, et Henri Pfirsch avaient apporté une légère contestation facilement surmontée, et maître Klein déclara que Dahlet était le seul député alsacien qui osait prendre sérieusement la défense des intérêts du peuple alsacien au Parlement à Paris. La réunion ne se termina qu'à minuit et demie. Aux élections législatives des 1er et 8 mai 1932, la Fortschrittspartei ne présenta qu'un seul candidat, Camille Dahlet, qui fut réélu à Saverne par 11 516 voix sur 20 695 suffrages. Ailleurs, elle soutint les autres partis autonomistes de la Volksfront.

4. Les communistes jusqu'après les élections législatives de mai 1932

Les communistes, tant les orthodoxes restés fidèles au Comité Central de Paris que ceux qui avaient suivi Mourer dans l'opposition, restaient toujours à l'avant-garde des exigences autonomistes extrêmes, puisqu'elles comprenaient la séparation d'avec la France. A l'occasion, ils ne manquaient pas de polémiquer contre les autonomistes plus modérés qu'ils accusaient de lâcheté. C'est ainsi qu'en réponse à Camille Dahlet, l'Humanité d'Alsace et de Lorraine écrivait dans son numéro du 18 juin 1931 :

«Les chefs autonomistes renoncent à tout droit de libre disposition, à l'autonomie politique, et reconnaissent tous les traités de rapine de Versailles et de Locarno. La seule revendication de Dahlet, qui est aussi celle des autres autonomistes, est la sauvegarde du caractère et des traditions de la culture alsacienne. L'oppression économique et politique du peuple alsacien-lorrain, qui est la base de l'oppression culturelle, peut donc subsister».

Les communistes-opposition de leur côté reprenaient dans Die Neue Welt du 27 janvier 1932 une indication de l'Elsaesser, pour la commenter :

«Des 3 382 millions de francs prévus par le gouvernement pour lutter contre le chômage, l'Alsace-Lorraine reçoit 21 600 000 francs, soit 0,63 %. Etant donné que la plupart des crédits ont déjà reçu leur destination, il n'y a pas lieu d'admettre que le pourcentage des sommes destinées à l'Alsace-Lorraine sera augmenté. Notons encore que l'Alsace-Lorraine est obligée d'envoyer tous les ans à Paris 2 milliards de francs d'impôts ! Voilà la fameuse bienveillance de la France à l'égard de l'Alsace-Lorraine ! L'Alsace-Lorraine est la Cendrillon de la Grande Nation ! Toujours travailler, toujours payer, toujours se taire, même lorsqu'on reçoit des coups !...»

En octobre 1930, à l'occasion des élections municipales complémentaires de Strasbourg et de Colmar, les communistes-opposition avaient constitué avec l'Unabhängige Landespartei, la Fortschrittspartei et la Volkspartei une alliance pour constituer le «Front Populaire» ou Volksfront, qui sur les 4 sièges à pourvoir au Conseil Municipal de Strasbourg en enleva 3. L'année suivante, à l'occasion des élections cantonales des 18 et 25 octobre 1931, grâce à la Volksfront, les communistes-opposition purent ravir un siège aux socialistes : Schreckler fut élu conseiller municipal de Strasbourg-Ouest et rejoignait ainsi le maire de Strasbourg, Charles Hueber, déjà conseiller général de Strasbourg-Sud depuis 1928. Malheureusement, trois mois plus tard, le 26 janvier 1932, Schreckler mourut et il fallut procéder à de nouvelles élections cantonales. Dans ce but, la Volksfront organisa le 25 février 1932 une réunion politique à l'Aubette, sous la présidence de Michel Heysch, adjoint au maire de Strasbourg, Charles Hueber, qui présenta le remplaçant de Schreckler, le député Jean-Pierre Mourer. Le Dr Karl Roos, président de la Landespartei, reçut la parole après le discours de Mourer et déclara

: «... La politique du «bras long» de Paris n'existe plus. Elle a fait place à une politique populaire qui combat celle de l'Etat, parce que cette politique de l'Etat est souvent très dangereuse pour le peuple. Nous ne voulons pas que le conseil général soit une filiale du gouvernement, mais un Parlement régional. Nous demandons que sa compétence soit étendue et qu'il ait pouvoir de légiférer dans le sens de l'autonomie qui est notre but (Applaudissements et bravos). Il est impossible de régler les questions alsaciennes à Paris. Les représentants du Midi ou des Colonies ne peuvent comprendre nos besoins et réciproquement. Il est impossible au Parlement français de s'occuper sérieusement de nous à Paris. Nous sommes prêts dans ces conditions à le décharger de ce travail... Le petit fonctionnaire français qui a découvert la fraude à la Brasserie du Pêcheur a été muté à Lille par mesure disciplinaire. Nous protestons énergiquement contre cette mesure, car nous ne sommes pas contre les Français, mais contre l'injustice (Bravos). Nous avons obtenu l'amnistie parce que nous l'avions réclamée avec ténacité depuis trois années. Nous demandons toujours que la langue allemande soit à la base de l'enseignement à l'école primaire (Bravos) et qu'en justice les débats soient en allemand lorsque l'inculpé ne possède pas suffisamment le français. Nous avons introduit la langue allemande au conseil général et cela a permis à beaucoup de membres de cette assemblée de participer activement aux délibérations. Napoléon III avait reconnu l'allemand comme seconde langue nationale, nous voulons qu'il en soit ainsi !» Le Dr Roos acheva par la question du désarmement.

Au nom de la Fortschrittspartei, maître Klein déclarait ensuite que son parti voterait pour le communiste Mourer. De même, Reibel, rédacteur à l'Elsaesser, signalait que le comité cantonal de Strasbourg-Ouest de la Volkspartei avait donné ordre de voter dès le premier tour pour Mourer afin de battre le socialiste. Koessler. En conclusion, Charles Hueber, maire de Strasbourg, fit l'éloge des différents partis de la Volksfront (Front Populaire), notamment de la Volkspartei (UPRA), qui se montraient fidèles à la Communauté de Travail, l'Arbeitsgemeinschaft. Quelques jours plus tard, comme prévu, le député du Parti communiste-opposition Mourer entra au conseil général du Bas-Rhin. Aux élections législatives des 1er et 8 mai 1932, les communistes-opposition présentèrent 8 candidats ; 7 dans le Bas-Rhin et un seul (à Colmar) dans le Haut-Rhin. Les communistes orthodoxes fidèles au Comité Central de Paris en présentèrent 15, c'est-à-dire dans toutes les circonscriptions électorales de l'Alsace, à l'exception d'Altkirch. Aucun d'entre eux ne fut élu, sauf Jean-Pierre Mourer qui fut réélu à Strasbourg Sud-Ouest par 6 575 voix sur 13 643 suffrages ; ce fut du reste la seule circonscription où le jeu de la Volksfront ait été appliqué correctement. Malgré leurs piètres résultats en Alsace, les communistes français continuaient à faire campagne contre les traités de l'après-guerre et en faveur de l'autonomie séparatiste de l'Alsace-Lorraine. Le 31 octobre 1932, ils avaient organisé le grand meeting de Bullier auquel avait été invité le député Thaelmann, chef des communistes allemands (ils disposaient de 89 sièges au Reichstag) et candidat contre Hindenburg et Hitler aux élections présidentielles de mars/avril 1932 (il avait obtenu 1,9 millions de voix). Thaelmann y prononça un discours célèbre :

«Le système de Versailles doit être détruit. Car il augmente les souffrances des masses travailleuses engendrées par la crise du système capitaliste pourri, en Allemagne comme en France. Les travailleurs d'Allemagne gémissent sous la double exploitation de la part de la bourgeoisie allemande et de la part des vainqueurs impérialistes de Versailles. Le traité de Versailles a jeté des millions d'Allemands sous la domination de l'impérialisme français et de ses Etats vassaux, ou dans les chaînes de l'impérialisme italien, comme c'est le cas pour des centaines de milliers d'Allemands du Tyrol du Sud. Nous communistes, nous voulons arracher le droit pour tous, pour le peuple travailleur d'Autriche, et en premier lieu aussi pour la population d'Alsace-Lorraine. Nous voulons arracher leur libération sociale et nationale. Ici à Paris, nous voulons, communistes allemands et communistes français ensemble, revendiquer pour les masses laborieuses, pour le peuple d'Alsace-Lorraine, le droit de décider lui-même de son propre sort, y compris le droit de se séparer de la France ! «Nous autres communistes, nous avons le droit absolu de poser une telle revendication, car nous défendons l'héritage de Bebel² et de Wilhelm Liebknecht, des lutteurs socialistes d'autrefois en Allemagne, l'héritage de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg qui avant-guerre ont toujours

protesté et lutté contre l'oppression du peuple alsacien-lorrain par l'impérialisme allemand du temps de Guillaume II... De même que nous voulons mettre fin à l'asservissement social des travailleurs par le système capitaliste, de même nous voulons briser et abolir l'oppression nationale par le traité de Versailles !»

1. Ernst Thaelmann, partisan de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, mourut en juillet 1944 dans le camp de concentration de Buchenwald.

2. August Bebel (1840-1913) avait été député de Strasbourg de 1893 à 1898 au Reichstag.

5. L'Unabhängige Landespartei jusqu'en 1933

Après l'invalidation par le Conseil d'Etat des élections de Joseph Rossé au conseil municipal de Colmar et de Paul Schall au conseil municipal de Strasbourg, l'Unabhängige Landespartei, la Fortschrittspartei, la Kommunistische Partei-Opposition et l'Elsaessische Volkspartei (UPRA) avaient transformé leur Front Unique Alsacien ou Einheitsfront en Volksfront ou Front Populaire Alsacien, coiffé par une «Communauté de Travail» ou Arbeitsgemeinschaft. La Volksfront groupait les forces du peuple autonomiste alsacien contre les forces de la bourgeoisie nationaliste, francisée et assimilatrice, représentée par les radicaux, les démocrates, les socialistes et l'APNA.

On a vu qu'à Colmar, la Volksfront n'avait pas réussi à faire passer ses deux candidats, Joseph Rossé et Oscar Didier, ce qui au fond n'avait guère d'importance, puisque même après cet échec, le conseil municipal de Colmar comprenait encore 28 autonomistes sur 30 membres. Par contre, la Volksfront remporta un grand succès à Strasbourg où 4 sièges étaient à pourvoir. En effet, pour un mandat d'invalidé, les autonomistes de la Volksfront enlevèrent trois mandats sur quatre, et Paul Schall retrouvait triomphalement sa place au conseil municipal de Strasbourg qui comptait désormais 25 mandats autonomistes de la Volksfront contre seulement 8 mandats nationalistes et pro-gouvernementaux.

La Volksfront remporta un autre succès aux élections cantonales des 18 et 25 octobre 1931. Désormais, la Volkspartei disposait de 9 mandats au conseil général du Bas-Rhin (Geispolsheim, Obernai, Haguenau, Bischwiller, Marckolsheim, Sélestat, Hochfelden, Lauterbourg, Woerth) et 12 mandats au conseil général du Haut-Rhin (Altkirch, Hirsingue, Dannemarie, Colmar, Munster, Neuf-Brisach, Guebwiller, Habsheim, Huningue, Landser, Ribeauvillé, St-Amarin). La Kommunistische Partei-Opposition en avait deux à Strasbourg Ouest et Sud ; la Fortschrittspartei également deux dans le Bas-Rhin, à Drulingen et Lützelstein. Enfin, l'Unabhängige Landespartei, qui possédait déjà les mandats de Brumath, Seltz et Soultz-sous-Forêts dans le Bas-Rhin, en ajouta un quatrième enlevé aux socialistes à Strasbourg-Est et qui fut conquis par Karl Roos. A la suite des élections cantonales d'octobre 1931, les autonomistes de la Volksfront disposaient donc dans le Bas-Rhin de 17 sièges contre 16 laissés aux partis nationalistes (8 puis 7 à l'APNA, 5 aux démocrates, un puis 2 aux radicaux, un aux socialistes et un aux républicains de gauche), sans parler de 2 aux indépendants (Schirmeck et Barr). Dans le Haut-Rhin, au conseil général, les autonomistes occupaient 11 sièges, tous des membres de la Volkspartei, contre 13 sièges aux nationalistes (8 APNA, 3 socialistes, 2 démocrates) et pareillement 2 indépendants (Soultz et Cernay/Sennheim). Dans les deux conseils généraux, les deux indépendants étaient les maîtres du jeu.

La première séance du nouveau conseil général du Bas-Rhin avait lieu le 28 octobre 1931 à 15 h 15, sous la présidence du doyen d'âge, Schmutz, qui invita le communiste-opposition Schreckler à remplir les fonctions de secrétaire. A l'appel nominal, tous les conseillers répondirent «Présent !» sauf le Dr Roos, le député René Hauss, le Dr Koessler et Heil qui répondirent «Ja !». Michel Walter, de la Volkspartei, fut alors élu président par 18 voix contre 17 au démocrate Schisselé, conseiller général de Saverne depuis 1919. Les deux indépendants avaient partagé leurs voix entre les deux camps. Immédiatement, les membres de la Landespartei, de la Fortschrittspartei et de la Kommunistische Partei-Opposition déposèrent un vœu en faveur de l'autonomie administrative de l'Alsace-Lorraine et du désarmement. Il fallait s'y attendre !

Depuis le 16 mars 1930, le comité directeur de l'Unabhängige Landespartei était constitué par les personnes suivantes : Président, Karl Roos, élu à l'unanimité moins 5 voix ; venaient ensuite, par ordre du nombre de voix, le Dr Koessler, Paul Schall, René Schlegel, Henri Reisacher, Joseph Wurch, Albert Reithler (architecte), Alphonse Matter (dentiste), Fritz Mallo, Louis-Alfred Nas et l'architecte Sigrist.

La Landespartei préparait activement les élections législatives de mai 1932. Le 31 janvier 1932, le Dr Roos, candidat à Strasbourg-Campagne, organisait une réunion de propagande au restaurant de la Rose à Brumath. Le Dr Koessler ouvrit la séance à 20 h 30 devant une centaine de personnes pour expliquer que la Landespartei était un parti indépendant qui n'avait en vue que les intérêts du peuple alsacien. Il reprocha aux conseillers généraux de l'opposition nationaliste de défendre avant tout les intérêts du gouvernement de Paris et des capitalistes. Il signala que les conseillers généraux autonomistes étaient intervenus dans différentes affaires relatives aux routes et à l'allégement fiscal et fit remarquer que quelques millions de francs seulement étaient affectés à l'hygiène du peuple, alors que le budget de guerre absorbait le tiers des recettes. Karl Roos parla ensuite de la crise économique qui se faisait fortement sentir en Alsace. Le houblon avait été sacrifié dans un traité avec la Tchécoslovaquie parce que la France avait conclu une alliance militaire avec ce pays, comme avec la Pologne et la Roumanie. Dans le Haut-Rhin, l'industrie textile, qui avait dû chercher des débouchés à l'Intérieur, était écrasée par celle du Nord. Il en était de même pour la viticulture et les produits maraîchers. Il était grand temps de penser aux chômeurs alsaciens ! On hésitait à refouler les ouvriers étrangers parce qu'ils étaient venus de pays alliés et l'on sacrifiait les intérêts du peuple alsacien à des intérêts nationaux. «L'on nous qualifie d'agents à la solde de l'Allemagne. On s'est servi des mêmes expressions à l'égard de MM. Caillaux, Malvy et Briand. Ce dernier, fatigué des injures, a quitté le gouvernement où il avait des ennemis. On nous traite de canailles, mais c'est parmi les patriotes nationalistes qu'il faudrait les chercher. Sept dignitaires de la Légion d'Honneur sont actuellement inculpés d'escroquerie !» Le Dr Roos aborda ensuite la question linguistique qui lui tenait à cœur : «Les jeunes gens qui sortent des écoles ne connaissent ni l'allemand ni le français». Il critiqua les méthodes pédagogiques utilisées et aussi les procédés de discrimination employés contre les Alsaciens qui ne comprenaient point le français. Il terminait en disant que si les candidats de la Landespartei étaient élus, ils voteraient contre les crédits militaires, parce qu'ils étaient les adversaires résolus de la guerre.

Le congrès des membres de l'Unabhängige Landespartei avait été réuni dans la matinée du 14 février 1932 à Strasbourg, au Sängershaus, Salle du Cygne. Karl Roos présidait, assisté du député René Hauss, des conseillers généraux Philippe Heil et Koessler, du conseiller municipal Paul Schall, d'Alphonse Matter, de Rosenfelder secrétaire de la section de Strasbourg, d'Albert Reithler architecte auxiliaire de la Ville de Strasbourg, et de Martin Kalbach, employé municipal. Le Dr Roos souhaita la bienvenue aux 150 assistants, exprima la satisfaction de voir représentées les sections des deux départements, notamment celles de Wissembourg, Seltz, Brumath, Bischwiller, Gries, Saverne, Auenheim du Bas-Rhin, Altkirch, Thann et Munster du Haut-Rhin. Après la lecture de l'ordre du jour, le Dr Roos déclara : «La journée du 14 février 1932 doit compter parmi les plus importantes de l'existence et de l'évolution de notre parti. Les résolutions qui seront soumises à l'approbation du congrès doivent servir de base et de directives pour notre lutte future. Il ne s'agit pas seulement de gagner des mandats, nous voulons aller de l'avant ! L'idée que nous représentons est juste et sacrée. Nous n'avons pas le droit de connaître la faiblesse et de nous reposer sur quelques lauriers. Plus que jamais, nous devons aujourd'hui faire le serment de continuer la lutte pour la défense des intérêts de notre petit pays. Tout autonomiste consciencieux de sa tâche et de sa mission doit être un homme d'action, un propagandiste et un combattant pour la bonne cause. Le peuple alsacien-lorrain doit avoir conscience de lui-même. Les points essentiels de notre programme : droit de libre disposition de soi-même (Selbstbestimmung), autonomie administrative (Selbstverwaltung) et question linguistique (Muttersprache), ne reflètent que l'expression de la liberté pour laquelle le peuple alsacien-Lorrain a toujours lutté. Notre programme politique n'est pas strictement limité. Il n'exclut

pas les compromis avec d'autres partis. La bataille électorale sera ardente. Si nous voulons triompher, nous devons être résolus et disciplinés. L'union et la mobilisation de toutes nos forces doivent nous assurer le succès pour le droit, la liberté, l'avenir et le plus grand bien de notre Heimat !»

Paul Schall donna alors lecture des différentes résolutions préparées par le comité directeur et qui devaient être soumises à l'approbation du congrès. Philippe Heil présenta l'activité de la fraction autonomiste au sein du conseil municipal de Strasbourg et souligna les améliorations dans les logements populaires, les avantages du percement d'un nouveau boulevard, de l'éclairage municipal, de l'installation de nouvelles canalisations et conduites d'eau, de la cession à des prix intéressants de terrains de construction. Le député René Hauss parla des succès obtenus au conseil général du Bas-Rhin, et ajouta : «A la suite d'une manœuvre, nous avons essuyé un échec en ce qui concerne le vœu sur l'autonomie administrative. Mal présenté dans sa forme, ce vœu a provoqué une défaillance momentanée des représentants de la Volksfront. Cela nous servira de leçon et nous aurons sans doute l'occasion de revenir sur cette question. La perte de notre ami Schreckler du parti communiste-opposition, le 26 janvier dernier, nous est très sensible. La tactique du Front Populaire autonomiste doit nous assurer à nouveau ce mandat pour que la majorité d'hier ne devienne pas la minorité de demain. Quant aux prochaines élections législatives, nous ne pourrions en fixer la tactique que lorsque nous connaîtrons le sort réservé par le Sénat à la loi électorale qui vient d'être votée par la Chambre». Les quatre résolutions furent alors adoptées ; la première réclamait l'autonomie administrative, la seconde les droits de la langue allemande, la troisième le désarmement et la quatrième les garanties de sécurité.

Une cinquantaine de membres se rendirent ensuite au restaurant du Pigeon à la Kliferstrasse pour le banquet ; on y remarquait aux côtés du Dr Roos, le député Hauss, les conseillers généraux Heil et Koessler, les conseillers d'arrondissement Reisacher et Brechbihler, l'adjoint au maire de Strasbourg René Schlegel, le conseiller municipal Paul Schall, le cordonnier Fix et Georges Metz. On a vu précédemment que ce même 14 février 1932 se tenaient aussi à Strasbourg le congrès de la Fort-schrittspartei, et une réunion publique de l'Elsaessische Volkspartei à Herrlisheim. Aux élections législatives du 1er mai 1932, la Landespartei présenta quatre candidats : Karl Roos contre Charles Frey (démocrate) à Strasbourg-Campagne, Paul Schall contre Georges Weil (socialiste) à Strasbourg Nord-Est, le député René Hauss contre l'ancien sous-secrétaire d'Etat Oberkirch (APNA) à Sélestat et Philippe Heil contre Weydmann (APNA) à Wissembourg. A la fin du premier tour, le Dr Roos (2ème place) avait récolté 5 379 voix contre 8 033 à Frey, Paul Schall (3ème place) 2 784 voix contre 5 876 à Georges Weil, René Hauss (2ème place) 5 109 voix contre 7 564 au Dr Oberkirch élu au premier tour, et Philippe Heil (4ème place) 1 712 voix contre 2 919 à Weydmann député sortant (APNA) et 4 397 à Elsaesser (Volkspartei). Environ 70 personnes de la section de Strasbourg de la Landespartei se réunirent le surlendemain, 3 mai 1932, en assemblée extraordinaire, afin d'étudier la situation. L'on déplora l'échec de René Hauss à Sélestat ; la cause principale en aurait été l'insuffisance de la propagande électorale, car l'on constatait que la Volkspartei avait loyalement voté contre l'APNA ; l'on reconnaissait en outre que la circonscription de Sélestat était chauvine. A Wissembourg, l'on se réjouissait de l'échec probable de Weydmann (APNA) au profit d'Elsaesser (Volkspartei) ; pourtant Heil décida de se maintenir. Pareillement, le Dr Roos se maintenait à Strasbourg-Campagne où le jeu semblait être entre les mains des communistes orthodoxes de Daull ; si ce dernier se désistait en faveur de Roos, c'était gagné. Enfin l'on déplora la situation faite à Paul Schall à Strasbourg Nord-Est, contre lequel la Volkspartei avait lancé un candidat, Koebel (1307 voix), ce qui valut quelques cris hostiles à Michel Walter, député de Haguenau, président du conseil général du Bas-Rhin et adjoint au maire de Strasbourg, accusé de trahison : «Il s'était récemment vanté dans une boîte de nuit d'avoir exterminé le mouvement autonomiste», déclara un assistant. Au second tour des élections, le 8 mai 1932, les trois candidats de la Landespartei encore en piste étaient battus ; Karl Roos, contre lequel Daull s'était maintenu, par 6 708 voix contre 11 730 à Frey (démocrate), Paul Schall par 4 838 voix contre 8 882 à Georges Weil (socialiste), et Philippe Heil

par 1061 voix contre 6 843 à Elsaesser (Volkspartei). L'échec aux élections législatives de mai 1932 fut douloureusement ressenti par les membres de la Landespartei et risquait de paralyser le dynamisme du parti. Il fallait le surmonter en réunissant le plus tôt possible une assemblée générale. Elle eut lieu le 29 mai 1932, de 9 h 30 à 13 h 30 à Strasbourg, au restaurant de la Concorde, sous la présidence du Dr Karl Roos. Ce dernier souhaite la bienvenue aux assistants après la lecture du procès-verbal de la réunion du 14 février par Rosenfelder, puis il expliqua la situation actuelle du parti à la suite de la dernière campagne électorale. Il précisa que la Landespartei n'était point un parti politique comme les autres, mais qu'elle se trouvait placée en fer de lance du mouvement autonomiste dont le développement continu et régulier était plus important que la conquête de mandats électoraux à la suite de compromis. Surprises et défaites dans le domaine électoral n'empêcheraient jamais la Landespartei de poursuivre inlassablement son but malgré les obstacles qui pourraient entraver la route tracée. Il annonça ensuite le vote de différentes motions desquelles dépendrait la nouvelle orientation devenue nécessaire à la suite des expériences récentes.

Paul Schall donna alors lecture des différentes motions présentées par le bureau et certains membres ; l'on discuta surtout la motion présentée par un avocat stagiaire, Hermann Bickler, au sujet de la langue maternelle et contre la «Verwelschung» (francisation) de la jeunesse ; l'assemblée adopta cette résolution après avoir remplacé le mot «Verwelschung» par celui d'«oppression nationale» proposé par le Dr Roos et Schall.

Au cours de cette discussion, Bickler, North et Victor Ruhlmann (un cheminot), prirent vivement à partie le député Michel Walter, qu'ils traitèrent de «Schuft» (gredin) et réclamèrent une rupture complète avec la Volkspartei ; mais ils furent combattus par d'autres membres. Finalement, l'on adopta une résolution stipulant que la Landespartei n'abandonnait point l'idée de la Volksfront qu'elle avait été la première à réaliser ; toutefois dans l'avenir, la Landespartei ne contracterait plus aucune alliance susceptible de l'entraver dans la propagation et dans le développement de l'autonomie.

On décida en outre qu'aucune alliance ne serait conclue dorénavant au premier tour des élections, et qu'au second tour, des accords ne pourraient être réalisés que lorsque les circonstances l'exigeraient et en prenant les garanties nécessaires.

Hermann Bickler présenta encore une seconde résolution, demandant le changement de nom de l'Unabhängige Landespartei en «Landespartei der Elsass-Lothringischen Befreiungsbewegung», résolution qui fut ajournée.

Le trésorier de la section de Strasbourg, Alphonse Matter, regretta ensuite de ne pouvoir présenter qu'un rapport provisoire de la situation financière du parti, précisant que les dépenses occasionnées par les élections législatives s'élevaient à 78 000 francs, que les souscriptions avaient atteint la somme de 28 600 francs et qu'il restait 34 000 francs en caisse.

Paul Schall fit connaître que 53 nouvelles adhésions avaient été enregistrées dans le courant de l'année, mais aussi 12 démissions, parmi lesquelles malheureusement des personnes de mérite. L'on chuchota alors le nom du député battu, René Hauss, qui de fait était absent de la réunion. Henri Reisacher, conseiller d'arrondissement, et Auguste Rosenfelder déclarèrent que leurs occupations multiples ne leur permettaient plus d'être membres du comité directeur de la Landespartei et demandaient leur remplacement.

L'on procéda alors à l'élection du nouveau comité directeur ; le Dr Karl Roos fut réélu président, assisté, en ordre décroissant des voix, par Paul Schall, journaliste ; Albert Reithler, architecte de la ville de Strasbourg ; Alphonse Matter, dentiste à Strasbourg ; Julien Marco, cheminot révoqué pour avoir signé le Manifeste du Heimatbund et employé auxiliaire à la Bibliothèque de la ville de Strasbourg ; Hermann Bickler, avocat stagiaire à Strasbourg ; Aloyse Thomann ; E. Hollaender, marchand de cycles ; Charles-Philippe Heil, adjoint au maire de Strasbourg ; Emile North, gérant du Narrenschiff ; Alfred Koessler, médecin ; Wetzels, actuellement chômeur à Munster ; Meyer de Weyersheim ; Klein-Brecht, d'Obermodern.

L'on peut dire que cette réunion du 29 mai 1932 marquait le début de la rupture de la Volksfront créée en octobre 1930 par une mutation de l'Einheitsfront ; la Volkspartei attaquée allait reprendre sa liberté d'action par rapport aux trois autres partis autonomistes, la Landespartei, la Fortschrittspartei et la Kommunistische Partei-Opposition. Il semble en effet que le président du conseil général du Bas-Rhin, Michel Walter, ait eu connaissance des attaques dont avait été l'objet sa personne et qu'il ait décidé de prendre progressivement ses distances.

C'est ce qui expliquerait d'abord le curieux télégramme que Walter avait envoyé le 1er janvier 1933 au Président du Conseil à Paris, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Léon Gambetta ! A cette occasion, la Freie Presse socialiste ironisa :

«Qu'on le dise encore que Michel Walter n'est pas un bon Français ! Qui aurait eu comme lui l'idée géniale de faire parvenir à l'occasion du cinquantième de la mort du républicain et démocrate Gambetta... un télégramme au nom du conseil général ? Quand on sait que le conseil général se compose dans sa majorité de cléricaux autonomistes, d'autonomistes et de communistes cléricaux, il faut admirer le courage civique dont fait preuve M. Walter».

Durant l'été 1932, la Landespartei fit un grand effort de propagande en donnant un supplément hebdomadaire à l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), appelé Die Neue Zukunft (Le nouvel Avenir), et qui, prévu pour le 1er octobre 1932, devait être moins un journal de combat qu'un journal de doctrine et d'exposition des principes autonomistes. Souvent, les meilleurs articles de fond de l'ELZ y étaient repris. Au cours de la réunion mensuelle du 7 octobre 1932 qui rassemblait une quarantaine de membres de la Landespartei, parmi lesquels Schall, Heil, Mallo, Reithler, Matter, Koessler, Schlegel, Marco, Rosenfelder et Hauss (qui était donc revenu sur sa démission), Karl Roos fit l'éloge du militant Joseph Demesse récemment décédé, ancien cheminot de Metz révoqué pour avoir signé le Manifeste du Heimatbund en juin 1926 ; une collecte fut lancée en faveur de sa veuve. Il donna aussi le coup d'envoi de la propagande d'hiver, citant en exemple l'équipe de militants qui avait visité en automobile ces derniers dimanches un grand nombre de localités des arrondissements de Strasbourg-Campagne, de Saverne et de Sélestat afin d'y distribuer gratuitement l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), l'organe du parti. Schall compléta ces informations en déclarant que l'hebdomadaire Die Neue Zukunft était avant tout destiné aux militants et aux sympathisants qui voudraient suivre la politique du parti, mais que ces temps de crise économique et financière faisaient hésiter pour s'abonner à un quotidien. Die Neue Zukunft devrait particulièrement intéresser les départements de la Moselle et du Haut-Rhin, où des résultats notables avaient déjà été enregistrés, surtout dans la région de Mulhouse. Il regrettait aussi le manque d'ardeur des militants à venir aux Arbeitsabende ou soirées de travail pour l'expédition des journaux-propagandes et autres activités. Charles-Philippe Heil exposa ensuite le bilan des activités du parti au conseil général du Bas-Rhin durant la session de septembre. Les conseillers généraux de la Landespartei et de la Fortschrittspartei avaient pu déjouer certaines manœuvres du front anti-autonomiste et, à l'occasion de l'élection du bureau, amener Michel Walter à jouer franc-jeu. La réunion mensuelle suivante eut lieu le 4 novembre 1932 au restaurant du Pigeon, sous la présidence d'Eugène Sigrist, ancien chef de gare. L'architecte Fritz Mallo donna d'abord à la quarantaine de militants présents lecture du procès-verbal de la réunion précédente et laissa la parole à Paul Schall. L'orateur traita de la politique actuelle et de la crise économique. Il approuvait le projet de désarmement proposé par le gouvernement français qui pourrait servir comme base de discussion pour l'établissement d'une paix durable par la création des Etats-Unis d'Europe. «Mais, continua-t-il, il ne faut pas se faire trop d'illusions. Le projet français s'inspire avant tout du souci d'hégémonie de la France en Europe, et pour ne pas rester complètement isolée, la France doit tenir compte des courants hostiles qui se manifestent chez ses anciens alliés. La paix durable par une entente européenne ne pourra être réalisée que par une large et confiante collaboration des deux nations les plus directement intéressées : la France et l'Allemagne. C'est sur un pied d'égalité des droits et des devoirs que les discussions doivent être menées afin d'aboutir à un résultat positif».

Quant à la crise économique mondiale, Schall l'imputait en premier lieu au système des contingentements, de sorte qu'il n'existait qu'un seul remède à la crise : la suppression des barrières douanières.

Eugène Sigrist s'attacha à la situation politique spéciale en Alsace-Lorraine et déclara qu'aucun homme d'Etat français n'admettait que l'Alsace-Lorraine fût considérée comme une Minorité Nationale avec les droits et les prérogatives qui s'y rattachaient. «L'Alsace n'a d'autres droits que celui de s'incliner devant les décisions prises à Paris. Le Parti communiste français est catégorique dans ses revendications : il réclame ouvertement le plébiscite et le droit de libre disposition de l'Alsace-Lorraine jusqu'à la séparation d'avec la France». Et Sigrist renvoyait au congrès de Bullier et au discours de Thaelmann.

La dernière réunion de l'année 1932 se tint le 2 décembre, toujours au restaurant du Pigeon, de 20 h 30 à minuit, et rassemblait la quarantaine d'autonomistes habitués. Cette fois, c'était l'architecte Albert Reithler qui présidait, et comme les autres fois, c'était l'architecte Mallo qui donna lecture du procès-verbal de la réunion précédente. Philippe Heil parla le premier et attira l'attention sur la conférence que le grand journaliste allemand Sieburg venait de faire au Conservatoire de Strasbourg et il en donna l'essentiel à son auditoire. Les radicaux-socialistes de la section de Strasbourg voulaient saboter la conférence, mais ils en furent empêchés par l'intervention opportune de plusieurs membres de la Landespartei et du parti communiste. Si Heil avait cru intéresser les militants, il fut vite désillusionné par l'intervention d'Emile North qui rouspéta en disant qu'il n'était pas venu pour entendre un exposé interminable sur un sujet aussi peu intéressant pour des autonomistes ; il invita les dirigeants à traiter à l'avenir des questions d'actualité, comme celles des Minorités Nationales et du désarmement. Là-dessus, Paul Schall s'empressa de faire également l'éloge de Sieburg et de sa conférence ; il souligna l'attitude courageuse de ce dernier qui écrivit des articles objectifs sur le Klomplott-Prozess de Colmar dans la presse allemande. Le chauffeur de taxi Marx attira l'attention des militants sur la construction de la Ligne Maginot où il conduisait des clients venus de l'Intérieur qui ne pouvaient contenir leur étonnement et leur admiration au sujet de ces fortifications. Karl Roos répliqua qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de se rendre compte de l'importance de ces travaux, bien que ses adversaires lui reprochaient d'aller trop souvent de l'autre côté du Rhin où il aimait boire un bock et fumer bourgeoisement un cigare. Et ironiquement il ajouta : «Mais que voulez-vous, nous nous trouvons là en présence du désarmement tel que l'entendent les Français !»

6. Bongartz, Neff, Schneider et Baumann

Avant 1914, professaient à la Präparandenschule (Ecole Primaire Supérieure) de Colmar un certain Albert Bongartz et un certain Sébastien Neff. En 1918, le premier, qui avait commandé un bataillon allemand durant la guerre, passa le Rhin et se fixa à Kirchzarten, près de Fribourg-en-Brisgau, dans le Höllental (Val d'Enfer), tandis que le second restait en Alsace, à Colmar, 2 rue de Logelbach, où il reprit ses fonctions d'enseignant avec son collègue Joseph Rossé.

En territoire badois, Albert Bongartz exerçait un double métier. Il était d'abord journaliste, correspondant notamment de la Deutsche Zeitung et de l'Augsburger Post, mais aussi de plusieurs journaux de Suisse alémanique. A ce titre de journaliste, il avait maintenu ses relations amicales avec les Alsaciens qu'il avait connus avant l'armistice et en obtenait des informations journalistiques ; le Dr Karl Roos par exemple lui fournissait des renseignements sur l'évolution de la situation du mouvement autonomiste en Alsace-Lorraine.

Malheureusement, le journaliste Bongartz, comme du reste certains journalistes français de la même époque, se piquait de faire de l'espionnage, entraînait en relations avec l'Ueberseedienst (contre-espionnage de la République de Weimar) et servait d'informateur au commandant Knabbe, aidé dans cette fonction par sa fille Weldtraut.

En 1925, Bongartz fixa un rendez-vous à Sébastien Neff pour lui demander de venir à Bâle s'il voulait gagner 1 000 à 1 200 francs mensuels comme «Nebendienst» (gain supplémentaire).

Croyant qu'il s'agissait d'articles de journaux à écrire, Neff se rendit en Suisse où Bongartz lui demanda des renseignements sur les soldats de Colmar. Neff répondit qu'il ne s'occupait point de ces questions, mais qu'il savait que le 152 se trouvait en garnison à Colmar. Déçu, Bongartz lui rétorqua qu'il faudrait de plus grandes précisions s'il voulait toucher les 1 200 francs par mois. Dans la suite, le professeur Neff continua de rencontrer son ancien collègue Bongartz, mais il ne fut plus jamais question entre eux d'espionnage.

Muté au début de 1927 au collège Chapsal à Paris, le professeur Neff resta en relation avec Bongartz, et il lui envoya même des articles de journaux destinés à la Telegraphen Union : en effet, avant 1918, Neff était pangermaniste et avait combattu la France, et depuis la création du journal autonomiste Die Volksstimme, il collaborait à sa rédaction. En 1929, Sébastien Neff retournait à Colmar.

Au procès de Besançon contre le Dr Roos (10-22 juin 1929), le juge avait révélé que l'autonomisme n'avait rien d'illégal, pas plus que le fait de toucher une aide financière de l'étranger. Le gouvernement jacobin français, qui ne voulait absolument pas reconnaître les justes revendications autonomistes de l'Alsace-Lorraine, dut chercher d'autres moyens. Il n'y en avait qu'un seul : compromettre les chefs de l'autonomisme dans une affaire d'espionnage réelle ou fictive. C'est pourquoi la police spéciale d'Alsace et de Lorraine tenta d'utiliser la petite lettre écrite par le Dr Roos en abréviations et en sigles (lettre qui, non expédiée, avait été saisie lors des perquisitions domiciliaires de la nuit de Noël 1927). Au procès, le Dr Roos expliqua les sigles et les abréviations de cette lettre anodine et soutint qu'elle était destinée à l'abbé Gies-singer, un Alsacien de la vallée de Munster, devenu curé de Kappel en Allemagne, qu'il connaissait depuis le temps de ses études universitaires à Fribourg-en-Brisgau, et qui mourut en 1928, quelques mois avant le procès. Albert Bongartz s'était rendu à Besançon pour se mettre à la disposition de la justice française, et fort curieusement, la Cour d'Assises refusa de l'entendre ! L'année suivante, à la mi-août 1930, se répandit le bruit qu'une personne avait offert 200 000 francs pour dénoncer le Dr Karl Roos comme espion allemand. Et précisément le 26 août 1930, Maxime Felsenstein, rédacteur en chef du journal anti-ethnique Dernières Nouvelles de Colmar, correspondant du Temps et du Journal, envoyait au Président du Conseil, André Tardieu, une longue note qui justifiait par écrit ce qu'il avait dit oralement dans une entrevue avec le chef du gouvernement. Il s'agissait des «révélations» du professeur Sébastien Neff, «anticlérical farouche», accusant Karl Roos, conseiller municipal de Strasbourg, Philippe Heil, adjoint au maire de Strasbourg et conseiller général, Joseph Rossé, son ancien collègue, conseiller municipal de Colmar et conseiller général, Wttrtz, pasteur de Dorlisheim directeur du Colportage Evangélique, et l'instituteur de Strasbourg, Schiellin, d'être en relation avec Albert Bongartz ! L'exploitation politique et policière de ces «révélations» se fit sans tarder. Dès l'automne 1930, dans des articles violents qui paraissaient dans La République, journal radical et gouvernemental de Lucien Minck, Fritz Hecker les utilisait en même temps qu'un rapport que le Dr Roos aurait envoyé au gouvernement au temps où il était inspecteur des écoles de la Sarre occupée. Au début de décembre 1930, Karl Roos intenta un procès en diffamation à Lucien Minck, réclamant en dommages et intérêts 10 000 francs qu'il avait dessein de distribuer aux pauvres de Strasbourg. Au procès vinrent témoigner l'ancien banquier de la Zukunft, Emile Pinck, et le professeur Sébastien Neff. Le Dr Roos n'eut point de peine à confondre les deux hommes, dont le premier avait envoyé une déclaration écrite ; il prouva facilement que le professeur Neff était toujours en relations avec Albert Bongartz, puisqu'il présentait une carte qu'il avait envoyée à Bongartz et que pour la ravoir, il avait bien dû la lui redemander ! Bref, le tribunal donna raison au Dr Karl Roos, mais il reconnut «la bonne foi» (!!!) de l'inculpé Minck. En conséquence, il condamna le diffamateur à l'amende minimale de 16 francs et le diffamé dut se contenter du franc symbolique... Ce fut alors que le professeur Neff et le journaliste Hecker entrèrent en relations avec Joseph Schneider qui se proclamait autonomiste indépendant. Ce dernier avait été interné en France durant toute la guerre de 1914-1918 et jamais il ne put obtenir réparation des préjudices subis à cette occasion.

Lors des premiers procès de mai 1920, Joseph Schneider avait reçu 50 francs du commissaire de

police Bauer pour déposer contre les autonomistes. Mais furieux de ne pouvoir obtenir réparation pour son internement civil en France, il raconta son odyssée du camp de concentration au cours de la réunion organisée par les communistes à l'Aubette, le 10 janvier 1923. Il adhéra ensuite à l'Elsaesser Partei du baron Zorn von Bulach et fut l'un des premiers, le 30 juillet 1927, à le féliciter de sa libération de prison. A cette même époque, il avait publié des articles dans la Zukunft et était entré en contact avec ses dirigeants. Sur les conseils de Wurch et de Reisacher, il avait encore adhéré au Heimatbund et avait été élu au bureau du Parti autonomiste de la section de Strasbourg, après Schall, Reisacher, Roos, Schlegel, Hauss, Benmann, Stiegler, mais avant Tschill, Kiermann, Mallo, Heil, Krebs, Nast, Goetzmann et Conrad. Joseph Schneider n'avait point d'argent ni de travail ; il demanda à être engagé à la Volksstimme ou à la Zukunft, mais Karl Roos s'y opposa pour des motifs ignorés. Ce fut dans cette détresse qu'il reçut une lettre du 3 octobre 1927 envoyée par Albert Bongartz qui lui fixait un rendez-vous dans la tête de pont de Kehl, à Appenweier. Le journaliste-espion lui remit alors 100 marks-or, avec mission de lui fournir des livres militaires français concernant l'artillerie et les autres espèces d'armes ; il lui indiqua comme adresse la boîte postale 652 à Stuttgart et comme signature la lettre «Z». Lorsque Paul Schall apprit que Schneider avait accepté de l'argent pour servir d'agent allemand, il lui fit de sévères reproches et lui signifia son exclusion du Parti autonomiste. Complètement désespéré, Schneider se résigna à s'ouvrir au commissaire de la police spéciale Antoine Becker, à qui il remit les lettres des 3 et 24 octobre et du 7 décembre 1927, envoyées par Bongartz ; il fut ensuite minutieusement interrogé par le commissaire de la police spéciale, Bauer, si bien qu'à la fin, Joseph Schneider se trouvait complètement désorienté, ne sachant plus s'il avait affaire avec l'espionnage allemand ou le contre-espionnage français ! Il se persuada même finalement que Bongartz était un agent français (ce qui expliquerait peut-être que le tribunal de Besançon ne voulut point l'entendre). Toujours est-il qu'au procès de Roos en juin 1929, il déposa dans ce sens. Mais les difficultés matérielles ne s'étaient point arrangées ; avec sa femme et ses cinq enfants, il fut expulsé de son logement de Schiltigheim par l'huissier Pflieger pour n'avoir point payé son loyer ; les plus beaux meubles furent vendus aux enchères et le reste séquestré chez le juge de paix. Les autonomistes lui refusèrent toute aide parce qu'ils le considéraient comme un espion. Pourtant, grâce à son commerce de physiothérapie (Naturheilmagnat), il parvint à rétablir sa fortune d'abord à Grafenstaden, puis à Schafersheim. Sur le marché de Strasbourg, il recevait souvent la visite de fonctionnaires français qui lui proposaient de faire de l'espionnage. Pour en avoir le cœur net, il se résolut à rencontrer le 7 octobre 1930 Bongartz à Kirchzarten ; mais il ne le reconnut plus et avait le sentiment qu'un autre lui avait été substitué ; il lui remit les 100 marks-or sans avoir fourni aucun renseignement et lui signifia qu'il ne voulait point faire de l'espionnage. Mais quand il voulut prendre le train du retour, il fût arrêté comme espion par la police allemande, et relâché le lendemain après d'énigmatiques coups de téléphone. C'en était trop pour Joseph Schneider qui ne savait plus qui était le vrai ni qui était le faux Bongartz, s'il s'agissait d'un espion ou d'un contre-espion. Finalement il se mit en tête que Karl Roos et Paul Schall étaient des espions au service de l'Allemagne !...

De Colmar où il s'était fixé au 9 de la Place de la Franche-Comté, Joseph Schneider décida alors de fonder son propre parti autonomiste, l'ELSUV ou Elsaessischer Unabhàngiger Volksbund (Ligue Populaire Indépendante d'Alsace). Dans ce but, il vendait un cahier ronéoté : Die verbotene Frucht ! Im Elsass was Neues. Ist Bongartz ein Spion ? Ist Dr Roos sein Agent ? Herausgeber J. Schneider, Zeuge im Dr Roos-Prozess, Besançon». (Le fruit défendu ! Du neuf en Alsace. Bongartz est-il un espion ? Le Dr Roos est-il son agent ? Edité par J. Schneider, témoin au procès Roos à Besançon). Le cahier avait 38 pages 26 x 21 cm, plus un tract sur l'ELSUV. Le tract était un appel :

«Vous les opprimés et les écrasés ! Vous qui souffrez injustement ! Vous les sans-parti, les familles nombreuses, les victimes de la justice et les chômeurs ! Unissez-vous à l'Elsaessischer Volksbund ! Soutenez par une contribution de 10 francs notre travail et notre but ! Quiconque possède le sens de la justice et de l'équité doit nous soutenir et inciter amis et connaissances à nous rejoindre. Comme je ne dispose ni de journal ni d'imprimerie pour ma brochure, je dois me débrouiller tout seul et tout

faire de moi-même.

«Entre autres, l'Elsaessischer Unabhängiger Volksbund (ELSUV) réclame :

1. la suppression des lois allemandes... ;
2. la lutte de toutes ses forces contre les éléments nuisibles à l'Alsace et à la France, le rejet d'éventuelles influences allemandes ;
3. la défense des victimes de la justice ;
4. l'ELSUV admet tous les membres qui sont en faveur des intérêts de l'Alsace et de la France, c'est-à-dire dans le vrai cadre de la France ;
5. l'ELSUV protège quiconque est victime d'un autre parti politique ;
6. l'ELSUV réclame l'introduction de la langue alsacienne ou allemande dans les affaires judiciaires (procédures, convocations, etc.) et le bilinguisme...
7. L'ELSUV réclame les mêmes impôts que dans l'Intérieur de la France, c'est-à-dire la suppression des impôts locaux ;
8. L'ELSUV se fait un devoir d'employer toutes les forces pour que l'Alsace ne paie plus les 50 millions aux ecclésiastiques, qu'ils soient rabbins, protestants ou catholiques ;
9. L'ELSUV demande que les Alsaciens soient privilégiés dans les administrations alsaciennes ;
10. L'ELSUV demande que les étrangers ne jouissent absolument d'aucun avantage dans l'administration alsacienne ;
11. L'ELSUV demande la protection des fonctionnaires ;
12. L'ELSUV réclame l'élimination des femmes des postes de fonctionnaires ; ces femmes enlèvent aux hommes et aux pères de famille le pain et sont une cause importante du chômage des hommes et des pères de famille».

Le 13 décembre 1931, Joseph Schneider avait organisé une réunion publique à Colmar pour y distribuer sa brochure. Puis, l'on n'entendit plus parler de lui. Était-il manœuvré par la Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine ?

Une chose est sûre : il se trouvait en relations avec le professeur Sébastien Neff, le journaliste anti-autonomiste Hecker, et les commissaires Bauer et Becker, depuis 1920 pour Bauer ! Quoi qu'il en soit, Joseph Schneider demeure un exemple troublant et douloureux des situations inextricables dans lesquelles la police en Alsace-Lorraine ne craignait point de plonger des gens sincères, mais trop naïfs.

Un autre mouvement autonomiste aberrant fit une éphémère apparition six mois plus tard, en juin-juillet 1932. Il était créé par Charles Baumann, ancien rédacteur de la Wahrheit du baron Zorn von Bulach, accusé d'espionnage au Komplot-Prozess de Colmar et acquitté en 1928, mais qui semble bien avoir été un court instant en contact avec René-Caesar Ley.

En 1929, Baumann s'était séparé de ses anciens amis de l'Unabhängige Landespartei pour des motifs financiers. Il reprochait en effet à Paul Schall d'avoir dilapidé une partie de la collecte destinée aux victimes de la justice française ; en réalité, comme le baron Zorn von Bulach avait promis de se charger des dédommagements de ses deux rédacteurs Baumann et Kohler, Schall n'avait point compris ces deux personnes dans les distributions, d'où l'animosité de Baumann.

Ce dernier lança d'abord une éphémère feuille critique, Critica, puis il se rapprocha des communistes orthodoxes restés fidèles au Comité Central de Paris, et avec leur aide, il travaillait à susciter des dissensions entre les autonomistes, comme aux élections législatives de mai 1932, où il récolta à Strasbourg Sud-Ouest, 204 voix au premier tour et 127 au second ! Le 23 juillet 1930, il avait été condamné à 50 francs d'amende pour coups et blessures, plus 4 mois de prison pour outrages à magistrat en audience publique.

Charles Baumann créa donc un parti autonomiste violemment anti-français, la National-Elsaessische Volkspartei (NEV) ou Parti Populaire National d'Alsace, dont le but semblait avoir été de brouiller les autonomistes entre eux. Il reprenait une partie du programme autonomiste des communistes français et reprochait à la Volkspartei (UPRA) de s'être alliée dans la Volksfront ou

Front Populaire Alsacien à la Landespartei et la Kommunistische Partei-Opposition, les pires ennemis, prétendait-il, du mouvement autonomiste (Selbständigkeitsbewegung) !...

Le tract, qu'il fit imprimer et vendre 1 franc pièce, était sous couverture blanche avec trois grosses raies verticales rouges et portait en titre : «Heimat ! Europa ! Was will die National-Elsaessische Volkspartei (NEV) ? » ou «Heimat ! Europe ! Que veut le Parti Populaire National d'Alsace ?» Baumann déclarait :

«Sous le slogan de l'autonomie, la masse de notre peuple a été abusée et trompée dans sa lutte contre l'oppression nationale par la petite bourgeoisie alsacienne... Une partie de notre petite bourgeoisie a usé du slogan de l'autonomie uniquement pour susciter dans la majorité de notre peuple l'illusion que la libération de l'oppression nationale était possible au sein d'un Etat impérialiste sans combat ni mouvement de masse, afin de pouvoir mendier des concessions auprès de nos oppresseurs.

Alors que pas la moindre satisfaction n'a été obtenue pour l'énorme masse du peuple, les chefs cléricaux ont renforcé leur position et rempli leur râtelier... La Landespartei, parjure à son programme, en union avec les communistes-opposition, tous se sont dégradés dans ce résultat suspect qui les a conduits à servir d'étrier à la bourgeoisie. Le gouvernement français a très bien compris que la soi-disant Volksfront (Volkspartei + Landespartei + Fortschrittspartei + renégats du Parti communiste) ne présentait plus aucun danger.

C'est à cause de cela qu'a été créée la National-Elsaessische Volkspartei (NEV) afin de reprendre à nouveau avec toute sa violence la lutte contre notre oppression nationale. Elle considère les chefs responsables de la trahison de la Volksfront comme les plus dangereux ennemis dans la lutte pour notre libération nationale. Comme programme minimal, la National-Elsaessische Volkspartei (NEV) réclame :

1. Le plein droit de l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine par l'annulation de l'article 51 du traité de Versailles, aux termes duquel la France a revendiqué sa pleine souveraineté sur l'Alsace-Lorraine.
2. La rétrocession à l'usage de notre peuple des biens nationaux qui nous ont été volés : charbon, minerais, pétrole, potasse, etc.
3. Arrêt et destruction dans notre pays des constructions de la Ligne Maginot, parce qu'elle transforme notre pays en champ de bataille et a comme conséquence la destruction totale de notre Heimat.
4. Suppression du service militaire obligatoire dans l'armée française pour les habitants de l'Alsace-Lorraine.
5. Emploi, en Alsace-Lorraine même, des impôts et autres revenus fiscaux.
6. Contre la braderie du réseau de Chemin de fer d'Alsace-Lorraine et pour la levée des hypothèques que lui a imposées l'Etat français.
7. Préférence accordée aux fonctionnaires indigènes dans les services publics et les administrations, comme aussi l'égalité des traitements.
8. Egalité entière des langues allemande et française devant les tribunaux et dans l'administration.
9. Enseignement à l'école avec comme langue de base l'allemand, langue maternelle de la majorité de notre population.
10. Suppression de la loi française sur les bouilleurs de cru, que nos vignerons et nos paysans ressentent comme particulièrement oppressive.
11. Réduction des hauts salaires et des impôts sur le revenu dans notre pays, comme aussi la dispense pour les petits commerçants du paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

12. Protection du monde commercial contre la concurrence déloyale des colporteurs étrangers qui ne payent pas d'impôts, alors que les commerçants sédentaires sont presque écrasés par le poids des impôts.

13. Liberté totale des prix dans notre pays et libre circulation entre les Etats.

«Afin de réaliser cette fraction de son programme, la National-Elsaessische Volkspartei (NEV) proclame la plus vive résistance passive contre le conquérant, en union avec une protestation énergique devant le monde entier. Au point de vue confessionnel,... elle considère chaque religion sans distinction comme une simple affaire privée et une question de conscience. C'est pourquoi elle combat la Volkspartei (UPRA) et l'Action Nationale Populaire d'Alsace (APNA).

«En politique extérieure, la NEV recommande l'idée des Etats-Unis d'Europe comme seul moyen efficace d'empêcher la guerre entre les pays européens. Chaque pays y conservera son autonomie, qui sauvegardera son originalité et sa culture. Modèle : les USA. Les frontières territoriales entre chaque Etat comme les frontières douanières doivent disparaître. Le commerce et la circulation devront pouvoir se développer librement entre les Etats. C'est l'unique moyen de combattre la crise économique...

«Outre une monnaie unique pour l'ensemble de l'Europe, il faut former une force de police européenne... Les lourdes dépenses pour l'entretien des armées actuelles seront effacées ; par là disparaîtra le principal impôt. Soldats, douaniers et leurs semblables seront reversés dans les forces de production et le processus productif, où ils ne seront plus payés au détriment de la communauté et deviendront utiles, à rencontre de leur situation improductive actuelle. Le régime capitaliste de nos jours est dépassé et il doit céder la place à un nouvel ordre de société.

«La National-Elsaessische Volkspartei (NEV) considère la soi-disant libération par la force de notre chère Heimat par n'importe quel Etat victorieux comme une violence faite à notre Minorité Nationale. C'est pourquoi, la NEV réclame le droit total d'autodétermination pour l'Alsace-Lorraine. Vive une Alsace-Lorraine libre dans une Europe libre ! (Es lebe ein freies Elsass-Lothringen in einem freien Europa !)».

Pour les renseignements supplémentaires, Charles Baumann donnait comme adresse le restaurant «Zum Weissen Turm» (restaurant de la Tour Blanche), au 48 de la Weissturmstrasse (Faubourg National) à Strasbourg.

Qu'advint-il de la National-Elsaessische Volkspartei (NEV) ? Mystère. Une certitude : le tract ne fut pas mis officiellement en vente parce que contrairement à la loi du 29 juillet 1881, il ne portait ni le nom ni l'adresse de l'imprimeur. Et une évidence : la National-Elsaessische Volkspartei de Baumann visait à déborder par son extrémisme la Volksfront, et notamment la Landespartei qui se voulait le fer de lance du mouvement autonomiste.

XVII – LES MOUVEMENTS DE JEUNESSE

Progressivement, la vieille garde du combat autonomiste payait son tribut à la mort ou à la vieillesse. Karl Hauss (1871-1925), le dernier chef du gouvernement d'Elsass-Lothringen, et l'abbé Charles Sigwalt étaient morts en pleine crise d'opposition religieuse de l'Alsace-Lorraine au gouvernement anticlérical français. A dix mois d'intervalle, deux autres combattants disparaissaient, les abbés Emile Wetterlé (1861-1931) et Xavier Haegy (1870-1932).

1. Les vides

Le premier était mort à Lausanne (Suisse) le 24 juillet 1931 ; il avait mené le combat autonomiste avant 1914, un combat au demeurant fort ambigu, et après 1914, il versa complètement du côté nationaliste et assimilateur. Dans les Elsass-Lothringische Mitteilungen du 2 août 1931, Erwin Gadomsky lui consacra un article nécrologique :

«... Bien que la famille du père de Wetterlé soit originaire du Wurtemberg, il n'a jamais parlé de cette origine et les glorificateurs de son œuvre comme de sa personne n'en ont jamais fait mention. Il lui devait cependant sa ténacité, sa bonne tête qui savait se dominer malgré ses emportements intérieurs. Il lui devait encore son application au travail, son désir de s'instruire et aussi cette préférence marquée pour les joies de la vie. Il subit l'influence de sa mère, d'origine alsacienne, qui était animée d'un amour passionné pour la France. «Wetterlé obtint l'autorisation de fonder un journal français qui n'était d'ailleurs pas nécessaire. Cette feuille, Le Journal de Colmar, fut le début de sa carrière politique. Né Français, Wetterlé fut naturalisé Allemand (vers 1890) sur la chaude recommandation de la princesse Léonville-Wittgenstein, proche parente du Statthalter, le prince de Hohenlohe-Schillingsfurst. A partir de ce moment, il commença la lutte. Elle ne pouvait être plus perfide. Il maniait sa plume imprégnée de fiel avec élégance et esprit. Ce n'étaient que ruses, intrigues et sarcasmes. Son but était de placer au premier plan l'idée d'une Alsace Française, de poser constamment la question de l'Alsace-Lorraine et de tenir en agitation le pays et les gens. Pour cela, tous les moyens étaient bons et il acceptait n'importe quelle opinion politique...». Comme exécuteur testamentaire, l'abbé Wetterlé avait désigné le journaliste Paul Bourson, son ancien collaborateur. Ce dernier rêvait de lui élever un monument, mais il dut renoncer rapidement à son projet. En effet, l'érection d'un monument à la gloire de Turenne, proposé par les sénateurs Pflieger et Robert Bourgeois, l'ancien député Baradé et J.J. Waltz (Hansi), et dont l'inauguration eut lieu le 18 septembre 1932 dans la ville même que le maréchal avait barbaquement détruite en 1675, était déjà une monstruosité suffisamment perverse pour émouvoir une opinion publique encore saine. Il importait de ne pas récidiver. Quant à l'abbé Haegy, il s'était fortement dépensé pour assurer le triomphe des candidats de la Volkspartei et de la Volksfront : sur sept circonscriptions dans le Haut-Rhin, cinq furent emportées par ses candidats les 1er et 8 mai 1932. Il eut notamment la grande joie de voir son disciple (et successeur à la tête de l'Elsaesser Kurier) Joseph Rossé élu à Colmar. Trois jours plus tard, une attaque le terrassait et il mourut subitement. Son enterrement le 16 mai 1932 à la collégiale Saint-Martin de Colmar fut un triomphe et dura quatre heures et demie, de 10 h à 14 h 30. Parmi les orateurs l'on remarquait aussi bien Karl Roos que le Lorrain Victor Antoni. Les étudiants de l'association «Alsatia» y assistaient «en couleurs». Après la cérémonie, le corps fut inhumé à Huningue, sa ville natale. Il aimait répéter :

Ich	trage	still	–	was	Jésus	will,
und	schaue	in	sein	Herz	hinein	;
und	jage	nicht	–	und	Klage	nicht :

Sein Wille ist mein Seligsein

Le décès de l'abbé Haegy fut particulièrement ressenti par le Dr Eugène Ricklin, alors âgé de 70 ans. Le Dr Ricklin et le Dr Haegy avaient été les derniers Alsaciens-Lorrains à parler comme députés au Reichstag. On a vu que les 23 et 25 octobre 1918, ils avaient commis une grave erreur : ils avaient imaginé une France meilleure qu'elle ne l'était réellement, comme d'autres en 1940 imaginèrent aussi une Allemagne meilleure. Si l'erreur est le fait de l'homme, elle est deux fois celui de l'Alsacien ! Toujours est-il que les deux hommes se sacrifièrent littéralement pour essayer de réparer la faute stratégique. Après le décès de Haegy, Ricklin se retira de la politique, laissant les mains libres à son successeur, Marcel Stürmel. Le Dr Ricklin mourut à son tour en 1935. Le combat ethnique en faveur de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine demandait une résistance physique et surtout morale hors du commun, souvent aux limites humaines. Quelques-uns des meilleurs finirent par succomber, tels Jean Dumser et Emile Pinck (1872-1931). On a vu qu'écrasé par les difficultés financières de la maison d'édition Erwinia et piégé dans les filets royalistes, Jean Dumser avait fini par devenir dangereux et nuisible pour les autonomistes contre lesquels il entra en lutte à partir de 1929. Lié à Emile Pinck, il exerça bientôt sur ce dernier une influence néfaste. Emile Pinck avait été l'un des principaux, sinon le principal acteur du réveil ethnique soutenu par la Zukunft-Bewegung en 1925. Il se trouvait en Allemagne à l'époque des perquisitions domiciliaires

de décembre 1927 et le 12 juin 1928 il avait été condamné par contumace à 15 ans de détention, en même temps que les Dr Roos et Ernst. A la suite des manœuvres de Dumser, Pinck se mit à attaquer violemment dans les journaux anti-autonomistes ses anciens amis devenus ses ennemis, notamment Fashauer et Rossé. Les Alsaciens-Lorrains d'Allemagne vinrent d'abord au secours de Pinck exilé en lui assurant 500 à 600 marks par mois ; le chancelier Brüning, le secrétaire d'Etat Punder et l'ancien Alsacien devenu député au Reichstag, Joos, se démenaient pour essayer de lui trouver dans l'administration allemande une fonction convenable, mais tous les essais échouèrent devant l'opposition du ministère des Affaires Etrangères allemand. Malade, déprimé, il rendit Robert Ernst responsable de ses malheurs, le fit attaquer dans les journaux nationalistes d'Alsace-Lorraine, et finalement, complètement découragé, il se constitua prisonnier à la frontière française le 10 juillet 1931. Libéré en septembre, il s'installa à Homburg-an-der-Höhe et préparait son retour définitif en France, réconcilié avec sa famille qui l'avait renié, et assuré de la haute bienveillance de la Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine en même temps que de la grande indulgence de la justice française. En effet, la police pensait l'utiliser dans la lutte anti-autonomiste, et Pinck avait proposé d'écrire un livre pour compromettre les chefs de l'autonomisme alsacien-lorrain, lorsqu'il mourut quelques semaines plus tard. A la même époque, l'abbé Joseph Schmidlin (1876-1944), professeur à l'université de Munster (Westphalie), spécialiste de l'histoire des Missions Catholiques et des papes, qui avait été condamné par contumace au procès de Colmar à 10 ans de détention le 12 juin 1928, fut arrêté le 8 septembre 1931 à Hagenthal-le-Bas près de Bâle au cours d'un séjour en famille. N'ayant point repris le procès de Colmar à propos de Pinck, condamné plus sévèrement, la justice française pouvait difficilement le rouvrir à propos du Dr Schmidlin, écrivain déjà célèbre ; au bout de quelques semaines, tout s'arrangea pour le mieux, et le professeur put retourner libre en Allemagne. Après la prise du pouvoir par Hitler, Schmidlin attaqua le paganisme du nazisme. Mis à la retraite, puis emprisonné successivement à Fribourg-en-Brigau et à Offenbach, il mourut finalement au Bunker de Schirmeck, âgé de 68 ans, le 10 janvier 1944. Le pasteur Hirtzel, signataire du Heimatbund, autre acteur important de la Zukunft-Bewegung, condamné par contumace au Komplott-Prozess de Colmar le 12 juin 1928 à 10 ans de détention comme l'abbé Joseph Schmidlin, s'était fixé au Wurtemberg où il reçut la paroisse d'Elpersheim. Il était perdu pour le combat autonomiste sur place en Alsace-Lorraine, au même titre que le pasteur Georges Wolf qui avait définitivement abandonné la politique en 1928 pour les activités pastorales. Ainsi, pendant que les premiers champions de la noble cause ethnique quittaient de gré ou de force le devant de la scène politique, d'autres se préparaient à la relève dans les différents mouvements de jeunesse, qui, s'ils se voulaient tous «éducatifs» au sens complet du terme, étaient pourtant à dominante spirituelle chez les Jungkreuzfahrer, à dominante culturelle dans l'Erwinbund, à dominante corporative dans les associations d'étudiants de l'université de Strasbourg, à dominante politique dans la Jung-Volkspartei et la Jungmannschaft.

2. Les Jungkreuzfahrer de l'abbé Eugène Arnold (1887-1976)

Le mouvement des Jungkreuzfahrer (Jeunes Croisés) demeure intimement lié au nom de son fondateur, l'abbé Eugène Arnold (1887-1976). Il était né à Mitzach, petite localité au fond de la vallée de St-Amarin, le 13 juillet 1887, dernier enfant d'une famille de cinq. Le père était ébéniste et adjoint au maire de la commune. Comme le jeune Eugène avait exprimé le désir de devenir prêtre, son curé, l'abbé Schacherer, lui obtint une bourse importante de Mgr F.X. Lender, fondateur-propriétaire à Sasbach, dans l'archidiocèse de Fribourg-en-Brigau, d'une institution scolaire, la «Lendersche Lehranstalt», qui s'appelle actuellement «Heimschule Lender». En 1900 il y entra directement en classe de quatrième et fut un élève si brillant que le directeur de l'établissement lui offrit la gratuité de toutes ses études ultérieures, universitaires comprises, s'il acceptait d'entrer au service du diocèse de Fribourg. Mais le curé de Mitzach entendait conserver le brillant jeune homme au diocèse de Strasbourg, et il obtint de l'évêque auxiliaire Mgr Zorn von Bulach une bourse pour permettre à Eugène Arnold de

poursuivre ses études au collège épiscopal de Zillisheim qu'il fréquenta de 1904 à 1908, c'est-à-dire jusqu'à l'Abitur (Baccalauréat) classique (latin et grec). A l'oral, l'examineur ne put s'empêcher de s'écrier : «Doch, doch ! dieser junge Mann beherrscht die deutsche Muttersprache ! (Oui, oui ! ce jeune homme maîtrise la langue maternelle allemande !)) et il le dispensa de l'interrogation de français ! Ce qui était alors une grande faveur. Au grand séminaire de Strasbourg, dirigé de 1908 à 1921 par le «Regens» F.X. Mathias, célèbre compositeur de musique religieuse, Eugène Arnold créait le Cercle St Jean-Baptiste d'une trentaine de membres qui s'engageaient à ne point boire d'alcool. En effet, il existait à cette époque de nombreuses ligues de jeunes gens qui s'abstenaient d'alcool et de tabac. Il eut tôt fait de fonder une autre association anti-alcoolique parmi les «Menschterspätze», c'est-à-dire parmi les élèves de la Manécanterie de la cathédrale. Il fut ordonné prêtre par Mgr Fritzen en 1913. Précisément cette même année 1913, les 13-14 octobre, un grand congrès rassemblait sur le «Hohe-Meissner» près de Kassel, les différentes branches du célèbre mouvement de jeunesse allemand, le «Wandervogel», né à Berlin en 1896. Au cours de ce congrès, les jeunes fondèrent une organisation fédérative de la jeunesse, la «Freideutsche Jugend» (Jeunesse Allemande Libre), dont la célèbre formule s'énonçait : «La Freideutsche Jugend veut former elle-même sa vie d'après ses propres idéaux, sous sa propre responsabilité, et dans son authenticité intérieure ; pour cette liberté de conscience, elle s'engage unanimement, quoi qu'il arrive !» L'année suivante, au congrès de Marburg, la formule fut complétée par la phrase : «La Freideutsche Jugend, c'est l'union des Associations de Jeunesse qui ont été créées par la jeunesse et qui veulent que leur communauté soit représentée par la jeunesse». En somme, après l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, et avant l'émancipation des femmes par elles-mêmes, c'était l'émancipation des jeunes par eux-mêmes.

Les catholiques, beaucoup moins libéraux que les protestants, fondèrent des mouvements de jeunesse du même type, mais avec des responsables adultes au sommet. C'est ainsi qu'un prêtre silésien avait créé le mouvement «Quickborn» (Fontaine Vive) en 1900 en partant des groupes d'écoliers et d'élèves abstinents, c'est-à-dire anti-alcooliques. Non sans hésitations ni restrictions intérieures, le Quickborn adhéra néanmoins à la formule du Hohe-Meissner et donc à la Freideutsche Jugend.

Cependant, après son ordination de 1913, l'abbé Eugène Arnold était envoyé comme neuvième et dernier vicaire dans la paroisse Saint-Etienne de Mulhouse. Un de ses premiers soucis fut d'ériger des groupes d'élèves abstinents dans les établissements de la ville. Il écrivit aussi à l'Oberschulrat (Conseil Supérieur de l'Instruction) à Strasbourg pour obtenir l'autorisation de fonder des groupements analogues dans tous les établissements secondaires d'Alsace : Gymnasien, Realschulen et Mittelschulen. Proviseurs catholiques comme proviseurs protestants l'invitaient à prendre la parole devant les élèves et même devant le corps professoral ! Pour les écoles primaires (Volksschulen), l'abbé Arnold créa le «Schutzengelbund» (Ligue de l'Ange Gardien) ; rien qu'à Mulhouse, le Schutzengelbund comptait plus de 1 000 écoliers ! Pour eux il éditait un bulletin de liaison : «Der Schutzengel» (L'Ange Gardien). La première guerre mondiale apporta aux deux groupements un vaste champ d'action. La ville de Mulhouse avait été prise deux fois et perdue deux fois par les soldats français en août 1914, et durant toute la guerre, la ville était proche du front, c'est-à-dire qu'elle était pleine de soldats allemands d'Alsace, de Bade et du Wurtemberg, mais aussi de Bavaïois. Et c'est dans ces conditions qu'il fallait quand même éduquer et amuser les jeunes.

Pour quartier général de ses mouvements de jeunesse, l'abbé Arnold avait jeté son dévolu sur une chapelle de couvent. Il était impossible que les enfants ne jouassent point aux soldats, mais ces «Kriegsspiele» se terminaient comme le «Jeu des Numéros» non point dans les hôpitaux et les cimetières, mais devant une grosse marmite de soupe fumante et consistante ! Pour les blessés et les nécessiteux, les jeunes organisèrent des «galas» : le «Quickborn-Zirkel» des garçons exhibait un excellent orchestre de trente instrumentistes dirigés par l'élève Emde ; le «Quickborn-Zirkel Herrad», qui groupait les jeunes filles, présentait sa belle chorale.

Certains récitaient le difficile poème de Schiller : «Die Schlacht», d'autres jouaient les scènes maîtresses du «Marchand de Venise» de Shakespeare, etc. Bien que le théâtre paroissial comptât 1 000 places, il fallut reprendre quatre fois la même séance devant une salle toujours comble et complice ; au nom de ces jeunes, l'abbé Arnold put offrir 1 000 marks aux blessés et aux pauvres.

Frappé de tuberculose et de la fameuse «grippe espagnole» dans l'hiver 1917-1918, le jeune vicaire dut se rendre en Forêt-Noire, mais le sanatorium de Sankt-Blasien était archi-plein, et il se réfugia chez les Franciscaines d'Erlenbad. Pratiquement condamné, Eugène Arnold guérit comme par miracle, et en 1918, juste avant que les Français ne ferment la frontière rhénane, il put rentrer en Alsace.

Après un bref séjour à la cure de Strasbourg-Koenigshofen, l'abbé Arnold fut chargé des Religieuses de Sainte-Croix, d'où il pouvait plus facilement s'occuper de ses cercles Quickborn. C'était l'époque de la dépersonnalisation de l'Alsace et de la francisation à outrance ; l'abbé Arnold se lança dans le combat de la défense ethnique. Sur la demande du député Thomas Seltz et sous le prudent pseudonyme «Nobilis a Monte», il fit paraître en 1922 une série d'articles dans l'Elsaesser pour défendre les droits de la langue allemande.

Longtemps, Mgr Ruch essaya vainement d'en découvrir l'auteur, mais il ne l'identifia que deux années plus tard, en 1924. L'évêque de Strasbourg convoqua l'abbé Arnold à son bureau, le tança, lui interdit d'écrire durant deux années dans les revues et les journaux, puis le déplaça dans une petite paroisse à la frontière suisse, à Folgensbourg. Bref, le sort de l'abbé Perrot en Bretagne ! Or, le chanoine et député Eugène Müller, son protecteur, avait voulu en faire un professeur de l'université de Strasbourg...

A l'occasion de ses catéchismes paroissiaux à Folgensbourg, l'abbé Arnold consacrait soigneusement un instant à l'enseignement de la langue catéchétique, l'allemand, et faisait apprendre les beaux cantiques traditionnels. Il entra aussi en correspondance avec l'inspecteur d'académie de Mulhouse, et l'abbé Haegy estima fort instructif de publier ces lettres et mémoires dans sa revue Die Heimat. Lors des tournées de confirmation, il ne manquait jamais de remettre avec persévérance à Mgr Ruch une motion contresignée par tout le clergé du canton, pour demander que l'Eglise catholique n'utilise point son influence et son action au bénéfice de l'impérialisme de la langue française et au détriment de la langue indigène allemande. En vain !

Finalement, excédé par le culte idolâtrique rendu par les plus hauts responsables de l'Eglise catholique en Alsace-Lorraine à l'Etat Français, surtout après le Komplott-Prozess de Colmar, l'abbé Eugène Arnold demanda asile en 1931 au diocèse de Bâle, où il fut régulièrement incardiné en 1934, et devint successivement vicaire à la St Josefs Pfarrei (Bâle), curé d'abord à Grellingen, puis à Dittlingen ; il ne devait rejoindre l'Alsace qu'en 1950.

Malgré ses difficultés personnelles et professionnelles, en dépit de ses démêlés avec les autorités tant religieuses que profanes, l'abbé Eugène Arnold continuait à s'occuper de ses mouvements de jeunesse, en liaison avec le Quickborn allemand, que dirigeaient alors le célèbre théologien Romano Guardini et J. Aussem ; il groupait près de 5 500 membres et publiait un bulletin : Die Schildgenossen. Lorsqu'après l'armistice de 1918, le Quickborn acquit le château féodal de Rothenfels-am-Main pour y installer ses quartiers généraux et sa direction, l'abbé Arnold y assistait. Le mot Quickborn sonnait un peu étrangement aux oreilles alsaciennes : il fut remplacé dès 1920 par celui de «Jung-Elsass» (Jeune Alsace).

Seulement, quand le mouvement «Jung-Elsass» se rendait en Forêt-Noire pour rencontrer d'autres groupes «Quickborn», la police spéciale d'Alsace et de Lorraine commençait à s'émouvoir de cette fraternisation des jeunes par-delà la sacro-sainte frontière qui coupait le peuple alaman en deux ! Aux yeux des autorités françaises c'était un crime, et l'abbé Arnold fut l'objet de critiques malveillantes ; au Komplott-Prozess, l'on évoqua la fraternisation de «Jung-Elsass».

L'on jugea alors plus prudent de changer encore le nom, en faisant un pas dans le sens de l'évêque qui patronnait les «Croisés» français ; l'on adopta alors le terme de «Jungkreuzfahrer» (Jeunes

Croisés). Enfin, lorsqu'en 1928 le mouvement abandonna les prescriptions interdisant les boissons alcoolisées dans un pays célèbre par ses bons vins, les «Jungkreuzfahrer» se renommèrent «Bund Hohenburg» (Ligue de Hohenburg), du nom de la montagne qui porte le couvent du Mont Sainte-Odile.

Pour 1 000 francs, l'abbé Eugène Arnold avait acheté en 1922-1923 une petite maisonnette délabrée, au lieu-dit «Champagne», annexe du village de Lichtenberg. Retapée avec l'enthousiasme de la jeunesse, la mesure devint la «Wanderherberge der Jungkreuzfahrer» (L'Auberge de Jeunesse des Jeunes Croisés), qui fut transférée après 1930 à St-Petersholz (St-Pierre-Bois) dans le Val de Ville (Weilertal).

L'abbé Arnold laissait une très grande liberté à son mouvement de jeunesse qui prenait les initiatives en toute responsabilité. Il est vrai qu'il avait la chance de disposer d'un collaborateur capable et exemplaire auquel il faisait entièrement confiance, Paul Hauss, surnommé Saul, né le 14 février 1905 à Bergheim et dont le père était contrôleur des contributions indirectes.

Paul Hauss cumulait du reste de multiples fonctions, à la fois étudiant en droit, secrétaire de l'association estudiantine Alsatia, bras droit de l'abbé Arnold pour les Jungkreuzfahrer/Hohenburger, et de surcroît chef de patrouille chez les Eclaireurs Unionistes, c'est-à-dire qu'il commandait une patrouille de catholiques dans un mouvement protestant. En effet, il n'y avait pas encore de scouts catholiques en Alsace.

L'abbé Arnold et Hauss tentèrent de combler cette lacune, mais il existait alors de fortes préventions de la hiérarchie catholique contre un mouvement de jeunesse que non seulement elle n'avait pas fondé, mais qui venait des protestants et des francs-maçons ! L'évêché de Strasbourg ne voulut donc point les écouter, pas plus que le père d'un éclaireur «catholique» qu'on lui envoya dans la suite ; de plus, le directeur des œuvres diocésaines craignait une concurrence.

Quelque temps après, la femme du général de la garnison de Strasbourg se plaignit auprès de l'évêque de ce que ses deux garçons se trouvaient nécessairement dans une organisation protestante. Ce que Mgr Ruch refusait à ses prêtres ou à ses diocésains, il ne pouvait le refuser à la femme d'un général français, et il l'adressa à l'abbé Arnold entre les mains de qui se trouvait cette question. L'abbé Arnold accepta cette mission, mais à condition que le bulletin diocésain annonce officiellement la fondation en Alsace d'un mouvement de Scouts catholiques et qu'un aumônier militaire, grand blessé de guerre, en fût nommé directeur spirituel. Ce fut dans ces circonstances que prit naissance le mouvement scout catholique en Alsace.

Les Jungkreuzfahrer eurent encore une influence sur les «Cadets» du R.P. Doncoeur et sur les Scouts français en général. Vers 1927, le père Doncoeur et l'abbé Arnold avaient organisé un camp commun à leurs mouvements à travers les Vosges, l'Alsace et la Sarre. L'écho que chants et danses populaires rencontraient auprès des populations rurales attira l'attention du Jésuite sur l'intérêt et l'importance de la culture orale populaire. Cette richesse, qui existait aussi en France, il fallait la sauver à tout prix. Avec ses jeunes, le père Doncoeur se mit au travail, et le premier résultat fut la publication de son recueil de chansons «Roland». Dans la préface, le Jésuite rappelait d'abord qu'il fut emmené prisonnier à Noyon en octobre 1914 :

«A la nuit, chaque nuit, la fusillade éclate tout autour de la ville et s'étend comme un crépitement d'incendie ; le sang nous battant à la gorge, nous guettons aux lucarnes des toits les lueurs du combat qui, semblant approcher, affole nos espoirs, tous les soirs aussi fous, aussi vains ; car de même, chaque nuit, le rythme enfin se ralentit : le tir, tout à l'heure déchaîné, se disperse ; il s'éloigne, et finalement s'éteint, tandis que sourd et régulier monte le battement du pas des fantassins allemands qui rentrent en ville : puis, une voix jaillit, une seule, la compagnie tout entière qui scande ou balance son chant de guerre, tour à tour fière ou tendre mélodie qui se développe et emplit les rues.

Rien ne m'a inspiré plus d'angoisse que ces chants de relève, expression formidable de discipline, de force et de foi. Lorsque dans la nuit du 20 octobre 1914, passant la frontière allemande, nous

entendîmes monter de tout le train, glissant lentement dans la neige, la lente et poignante mélodie: «Ich hatt' einen Kameraden», nous pûmes mesurer les énergies secrètes d'une armée dont la puissance matérielle ne nous avait point émus.

Tous ceux qui ont vécu ces heures comprennent pourquoi, voulant refaire une race belle et forte, nous nous sommes promis de lui réapprendre à chanter, et à chanter autre chose que des «Marseillaises» braillardes ou de souillonnes «Madelons»...

«C'est parce que j'ai eu le cœur noyé dans la même tristesse qu'Ernest Psichari, mordu par la même douleur, chaque fois que d'Italie, de Suisse ou d'Allemagne, d'Allemagne surtout, je suis rentré en France, c'est pour cela que je vous présente aujourd'hui, fils de France, ces chansons. Il y a trois ans, au cours d'une soirée passée chez de jeunes catholiques du Quickborn Sarrois, nos hôtes nous prièrent de leur faire entendre quelques beaux chants de France. C'est à peine si nous pûmes leur chanter la ballade d'Anne de Bretagne ! Et comme nous feuilletions ce trésor qu'est leur «Spielmann» : «Nous n'avons rien de ce genre, dûmes-nous confesser. On n'a jamais beaucoup chanté en France». «Comment, répondit un jeune ouvrier sarrois, mais nous connaissons de vieux chants français et très beaux... Envoyez-nous ceux que vous trouverez». Sur quoi, le jeune ouvrier nous offrit son «Spielmann», mais il attend encore notre envoi d'échange et ce sera notre Roland...».

Agés de 10 à 24 ans, garçons et filles Jungkreuzfahrer/Hohenburger cultivaient ainsi le Volkslied et les danses populaires. Dans les villages, ils organisaient des «Elsasser-Owe», et la population s'assemblait pour chanter avec eux dans la fraternité ethnique. Il n'existait entre les jeunes aucune hiérarchie officielle, mais uniquement des fonctions bien déterminées.

Paul Hauss, le chef d'état-major de l'abbé Arnold, était assisté d'Albert Guggenbühl, responsable et guide des randonnées ; de Joseph Reithler, ménétrier qui jouait du luth et de la guitare ; de Franz Klee (1910-1974), responsable des séances musicales, et dont le frère, Raymond-Lucien Klee, professeur de philosophie, arrêté en 1943, sera tué par un Français au camp de Schirmeck à coups de planche en avril 1944.

Les sketches et le théâtre étaient la spécialité d'Emile Schaeffer, dit «Max», et de René Meussner, dit «Moritz» ; à eux deux ils formaient un couple d'un comique irrésistible : «Max und Moritz» ; et pourtant, le comique «Max» jouera plus tard, de 1936 à 1968, le rôle central du Christ à la perfection dans le célèbre «Passionsspiel» de Koenigshofen. Parmi les figures légendaires du groupe, il faut encore mentionner Charles Zents, dit «Absalon», skieur de valeur internationale, Henri Mourton et E.A. Usselman, devenu médecin et poète sous le pseudonyme d'Anton Sandauer.

La «Wanderherberge» de Lichtenberg d'abord, puis celle de St-Petersholz (St-Pierre-Bois), convenaient à merveille, soit pour un séjour de deux jours, soit même pour des sessions prolongées. De là, les jeunes rayonnaient dans les bois et les monts, admirant les beautés et les lois de la nature, organisant parfois des randonnées nocturnes pleines de mystères ; l'on chantait les vieilles chansons populaires, dont la plus appréciée était peut-être : «Auf ! du junger Wandersmann !», un chant de compagnonnage.

Les jeunes vivaient leur enracinement dans le pays et son peuple : «Nous connaissions tous notre Alsace, son histoire et son peuple, écrit l'un des survivants ; il existe peu de villages où nous n'avions pas passé une nuit dans une grange après avoir réappris aux habitants leurs vieilles chansons populaires. Et c'était merveille de constater comment progressivement les assistants participaient aux chansons, mêlaient leur voix à celle des jeunes pour se réjouir des anciennes richesses du patrimoine ethnique».

3. Le Bund Erwin von Steinbach et Fritz Spieser

Comme le mouvement de jeunesse de l'abbé Arnold, qui fut le premier mouvement alsacien, ne

concernait que les catholiques, il fut doublé à partir de 1926 par un mouvement inter-confessionnel à large dominante protestante, le «Bund Erwin von Steinbach», en souvenir du célèbre architecte de la cathédrale de Strasbourg. Il était une création de Fritz Spieser.

Fritz Spieser était né à Waldhambach, le 1er octobre 1902, où son père Hans Spieser était pasteur. Hans Spieser lui-même était originaire de la vallée de Munster et avec Ernst Martin et Hans Lienhart, il avait collaboré au célèbre dictionnaire alsacien : «Wörterbuch der elsässischen Mundarten» ; il avait aussi rédigé une méthode pour lire et étudier le Hoch-Deutsch en partant, comme l'actuelle méthode Holderith, de l'alsacien. Le jeune Fritz, qui était le quatrième enfant sur cinq (Hilda, Erich Hedwig, Fritz et Willy), avait de quoi tenir !

Et il le montra dès 1918. Un de ses professeurs du lycée de Saverne avait été responsable de la formation pré-militaire allemande ; au moment de l'armistice, il allait déployer d'autant plus visiblement un zèle francophile, et, avant toute notification officielle, exigea de ses élèves des devoirs uniquement en langue française. En guise de devoir français, Fritz Spieser lui remit le célèbre poème de Schenkendorf que le même professeur lui avait fait apprendre peu auparavant :

Muttersprache,					Mutterlaut,
Wie	so	wonnesam,	so	traut	!...
O	wie	trüb	ist	meinem	Sinn,
Wenn	ich	in	der	Fremde	bin,
Wenn	ich	fremde		Zungen	üben,
Fremde		Worte		brauchen	muss,
Die	ich	nimmermehr		kann	lieben,
Die nicht klingen wie ein Gruss !					

(Langue maternelle, sons maternels : quels délices, quelle intimité !... Comme mon esprit est triste lorsque je suis à l'étranger, que je suis obligé d'utiliser une langue étrangère, d'employer des mots étrangers que jamais je ne pourrai aimer, qui ne résonnent pas comme un salut !)

Et le jeune Spieser fut mis à la porte du lycée.

Après un bref passage au Gymnase protestant de Strasbourg, son père l'envoya en avril 1920 en pays souabe, à Kirchheim-unter-Teck, où l'écrivain alsacien Bernd Isemann tenait une institution privée. Le décès de son père en 1922 le rappela en Alsace, et, pour gagner sa vie en même temps que pour apprendre le français, il alla exercer le métier de surveillant à l'Institut Ritz situé à Glay, petit village du pays de Montbéliard; mais dès le 10 mai 1923, il était appelé à faire son service militaire au 507ème Rgt. de chars de combat à Metz. Réformé temporairement le 26 octobre de la même année pour arthrite chronique, il put retourner en Allemagne où le poète Friedrich Lienhard lui avait facilité l'admission au Realgymnasium protestant de Stuttgart ; il y passa l'Abitur (Baccalauréat) le 4 mars 1926.

Il devait y subir la profonde influence du mouvement de jeunesse «Wandervogel» local, le «Bund der Köngener». Primitivement, ce mouvement était un cercle d'études bibliques, un «Schillerbibelkreis» (B.K.) qui travaillait à christianiser la vie scolaire. En 1919-1920, une crise interne avait abouti à l'abandon de la référence confessionnelle et biblique et à la naissance du «Köngener Bund» (K.B.), d'après le nom d'une ville des environs de Stuttgart. Sous la direction de J. Boeckh et du professeur J.W. Hauer, le Köngener Bund éditait un bulletin : Unser Weg (Notre chemin).

Dans son ouvrage Tausend Brücken, Fritz Spieser écrivait lui-même :

«Je fus saisi par la vague pure de ce mouvement de jeunesse alors à son apogée, qui des profondeurs de la vie populaire montait jusqu'à notre temps, de sorte que durant une période, toute mon âme en était submergée. Son contact m'apprit une chose importante : seule une élite était capable de se mouvoir à cette altitude, pouvait garder pur le temple et le feu qui cachait le Saint, qui ainsi valait pour tous» (p. 108).

Au cours de l'été de 1925, Fritz Spieser avait participé au voyage du Versöhnungsbund ou Mouvement International Pacifiste de la Réconciliation, qui donna lieu à de nombreuses rencontres avec d'autres groupes de Wandervogel. Il regrettait en Alsace l'absence d'un mouvement similaire et cherchait le moyen d'en créer un. Durant l'hiver de 1925-1926, en pleine Zukunft-Bewegung, il réunit les Alsaciens du Versöhnungsbund avec d'anciens membres du Wanderwogel d'Alsace-Lorraine et leur adjoignit des jeunes gens qui avaient épousé l'esprit de la Jugendbewegung.

L'on chanta des chansons puisées dans le Zupfgeigenhansl, le célèbre recueil du Wandervogel ; dans la chaude ambiance de l'amitié juvénile, des plans s'échafaudèrent, et déjà les esprits ardents rêvaient de reconstruire, à l'instar des mouvements de jeunesse allemands, une «Jugendburg», un Château de la Jeunesse. Au début de 1926, ils organisèrent une randonnée dans les Vosges du Nord et entraient en relations avec les Jungkreuzfahrer/Hohenburger de l'abbé Arnold à Lichtenberg. Les explorations préliminaires étaient terminées.

La réunion constitutive de l'Erwinbund ou «Bund Erwin von Steinbach (Elsaessische Jugendwanderer)» avait été fixée au dimanche d'après Pâques, le 11 avril 1926 à Aubure près de Ribeauvillé où un pasteur lui avait trouvé un abri. Tard dans la nuit étoilée du samedi au dimanche résonnèrent autour du feu de camp les chants des garçons et des filles soutenus par la guitare. L'on adopta comme insigne distinctif la marque d'un tailleur de pierre de la cathédrale de Strasbourg, emblème rouge sur fond blanc. Et l'on établit les statuts suivants :

«La ligue Erwin von Steinbach (Bund Erwin von Steinbach) est une ligue interconfessionnelle de la jeunesse d'Alsace. Elle a pour but l'éducation morale de ses membres et, avant tout, de renforcer en eux le sentiment du vrai et du pur. Toute action ou immixtion politique est interdite. Par contre, le Bund Erwin von Steinbach s'emploiera à rapprocher les différences confessionnelles, sociales ou nationales. Il désapprouve énergiquement toute intolérance en ces domaines. Par l'organisation d'excursions et de soirées, il entretiendra les traditions ethniques.

«L'insigne de l'Erwinbund est un insigne rouge représentant la marque d'un tailleur de pierre qui figure au grand portail de la cathédrale de Strasbourg. Le Bund Erwin von Steinbach se compose de groupements locaux qui comprennent des sections de jeunes gens et de jeunes filles (Nester). A la tête de chaque groupe se trouve un chef. Les chefs de groupe se réuniront tous les mois pour discuter avec le Comité sur les questions intéressant le Bund. Le Comité se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un agent de conciliation. Ce dernier s'occupe du comportement d'éventuels perturbateurs et en informe le Comité.

«Un nouveau groupe ne pourra être admis définitivement qu'à la suite d'une décision des chefs et après un stage d'un an qui pourra éventuellement être prolongé. Pour être admis, un candidat devra adresser une demande au groupe local. S'il est âgé de plus de 12 ans, il devra être recommandé par deux membres, dont le chef de groupe, autant que possible. L'admission provisoire sera prononcée à la majorité des voix et après deux tours de scrutin. L'admission définitive devra réunir les deux tiers des voix après un stage de deux mois.

«Les groupes comprennent : Pour les jeunes gens de 8 à 12 ans : les Roitelets (Zaunkönige) ; de 12 à 18 ans : les Ecuyers (Knappen) ; de 18 à 27 ans : les Chevaliers (Ritter). Pour les jeunes filles de 8 à 12 ans : les Roitelets (Zaunkönige) ; de 12 à 17 ans : les Hirondelles (Schwalben) ; de 17 à 27 ans : les Faucons (Falken). Les membres plus âgés ou mariés font partie de l'Otfriedgilde. Les «Zaunkönige» forment des nichées (Nester) de 12 membres au plus, sous la conduite des «Ritter» ou des «Falken».

Les «Knappen» forment des faisceaux de 12 membres au plus, sous la conduite d'un «Ritter».

Les «Schwalben» forment des nichées (Nester) de 12 membres au plus, sous la conduite d'un «Falke».

«Zaunkönige», «Knappen» et «Schwalben» se réuniront toutes les semaines. «Ritter» et «Falken» tous les quinze jours.

«L'usage de l'alcool et du tabac est interdit au cours des excursions et des réunions. Les membres se tutoient, sauf les membres de l'Otfriedgilde qui devront être consultés à ce sujet. La cotisation annuelle est de 1 franc pour les membres de 8 à 12 ans ; de 5 francs pour les membres de 12 à 17 ans ; et de 8 francs pour ceux de 17/18 à 27 ans. La cotisation de l'Otfriedgilde est de 20 francs.

«Les membres qui veulent quitter le Bund Erwin von Steinbach doivent adresser une demande motivée ; une décision sera prise à la majorité. Peuvent être exclus du Bund les membres qui lui portent préjudice ou qui ne se soumettent pas à ses statuts. L'exclusion sera prononcée par le groupe local à la majorité des deux tiers. L'exclusion d'un groupe local sera prononcée au cours d'une réunion des chefs, à la majorité des trois quarts ; l'on pourra faire appel au président dans un délai de huit jours. Chaque groupe particulier (Zaunkönige, Knappen, Schwalben) a sa propre juridiction présidée par le chef de la nichée. Les «Ritter» et les «Falken» jugeront eux-mêmes leurs différends sous la présidence de leur chef. L'insigne doit être restitué en cas de démission ou d'exclusion».

Un prospectus fut également rédigé et diffusé :

«La révolte contre la domination du matériel sur le spirituel a provoqué dans la jeunesse un mouvement général. Le Bund Erwin von Steinbach a pris naissance parmi la jeunesse alsacienne. C'est la ligue des jeunes gens qui aiment leur pays, qui éprouvent le besoin de connaître davantage leur pays et son peuple.

«Au cours d'excursions, ils pourront découvrir les beautés de l'Alsace. Ils chanteront des chants populaires. Ils auront l'occasion d'apprendre à connaître au cours des soirées, le passé et l'histoire de l'Alsace, les principaux héros, l'apogée de son art et de sa vie spirituelle.

«Le Bund Erwin von Steinbach contribuera aussi à rapprocher, autant que faire se peut, les différences et les oppositions confessionnelles et nationales. Il veut créer une communauté de jeunes gens qui tendent vers tout ce qui est vrai et pur, vers une humanité généreuse».

L'année suivante, en 1927, Fritz Spieser éditait à ses propres frais une brochure de 24 pages : «Bund Erwin von Steinbach (Elsaessische Jugend-wanderer)», dans le style créé par le mouvement Wandervogel et portant en dédicace ces quatre vers de Müller :

Es ist das kleinste Vaterland
Der grössten Liebe nicht zu klein,
Je enger es dich rings umschliesst,
Je näher wird's dem Herzen sein.

(La plus petite patrie
n'est pas indigne du plus grand amour ;
plus ses limites te serrent de près,
plus elle est proche de ton cœur).

Dans un langage très poétique, Spieser expose les avantages des excursions qui éloignent des atmosphères enfumées et des montagnes de verres des dimanches après-midis passés au bistrot, mais rapprochent de la saine nature ; il décrit les éléments, les instruments et les phases d'une excursion, les aspects psychologiques de l'excursion en groupe (Zusammenwandern) et leur évolution selon les âges ; il étudie les richesses du Volkslied (chanson populaire), les chorales, les rondes, les mystères imités du Moyen Age ; il prêche la réconciliation entre les classes sociales et les nations, évoque le congrès pacifiste de la jeunesse européenne à Bierville dans le parc de Marc Sangnier et achève par une courte conclusion sur la finalité du mouvement :

«Peut-être la prétention de la jeunesse à se former elle-même pourrait-elle paraître quelque peu comme une outrecuidance. Mais n'est-elle pas un trait de lumière pour tous ceux dont le cœur a été étreint par l'annonce du déclin de l'Occident qui a assombri leurs espérances ? Mais ce n'est point un déclin, il s'agit d'une rénovation culturelle ! Quoi qu'il en soit, la question se pose de savoir quelles sont les forces les plus puissantes, celles de la destruction et du déclin, ou celles de

la reconstruction. Dans sa grande majorité (pas tous !), la jeunesse se trouve déjà entraînée dans les tourbillons de la décadence, ou bien elle dort, douillettement protégée par des associations étroites sans se soucier du monde dans lequel devrait pourtant retentir sa voix ! Que nous reste-t-il encore de vivant de ce que nous voulions ici entreprendre ? Tout effort s'affadit dans le comportement actuel de l'arrivisme. L'esprit du temps ne veut faire de nous que des spécialistes et de froids gagneurs d'argent. L'effort de l'intériorisation et de la formation d'authentiques hommes civilisés doit être le nôtre. Alors seulement nous serons mûrs pour le service du peuple et en fin de compte de l'humanité, service auquel nous sommes tous destinés».

Dans l'organisation et la direction de son Erwinbund, Fritz Spieser disposait de précieux collaborateurs, notamment de Haug, Brum et Haas pour les garçons, des sœurs Sieffert, et plus tard de Baer, pour les filles.

Eduard Haug était né le 24 septembre 1907 à Habsheim ; son père receveur de l'enregistrement (Rentamtman), mourut en 1922. Après des études secondaires à Strasbourg, et des cours à l'université de la même ville, il passa sa licence et en juillet 1929 son agrégation. Le 15 avril 1930, il était incorporé au 508ème régiment de chars de combat, et à la fin des EOR, en avril 1931, promu sous-lieutenant de réserve, traducteur-interprète au 2ème Bureau à Belfort. Malheureusement, le 20 mai 1931, il perdit une jambe dans un accident de tramway au Brandtplatz de Strasbourg. Démobilisé, il reçut un poste de professeur au lycée de Vesoul. Eduard Haug était membre fondateur de l'Erwinbund et appartenait au Heimatbund.

Werner Brum, né à Lorenzen le 6 juin 1903, fils de pasteur et pasteur lui-même en 1931 à Niederroedern, avait fait ses études à l'Institut Ritz de Glay (Doubs), au séminaire protestant et à la faculté de Théologie de l'université de Strasbourg d'abord, puis de Genève. Lui aussi était au temps de ses études, membre fondateur de l'Erwinbund.

Albert-Frédéric Haas était né le 26 septembre 1907 dans une famille d'artistes à Strasbourg, et avait fait des études scientifiques à l'université de cette ville. Dès son incorporation au 67ème régiment d'infanterie à Soissons le 15 octobre 1931, il devint Maître de Musique et de Danse du mouvement.

Marie, Marguerite et Jeanne Sieffert étaient nées respectivement le 20 mai 1905, le 28 mars 1906 et le 26 août 1907 à Colmar. Marie fit des études religieuses à la faculté de Théologie de Strasbourg, Marguerite des études d'infirmière pour enfants et Jeanne alla aider un temps le Dr Albert Schweitzer à Lambaréné, au Cameroun. Ces trois sœurs mirent sur pied la branche féminine du Bund Erwin von Steinbach dont Marthe Baer, née à Strasbourg le 12 août 1909, fut un peu la cheville ouvrière.

Après son Abitur passé l'année même de la fondation de l'Erwinbund, et pour lequel il avait reçu l'équivalence du baccalauréat le 10 janvier 1927, Fritz Spieser s'était fait inscrire à la faculté des Lettres de Strasbourg, lorsque la maladie l'obligea à se rendre dans les Alpes, à Grenoble, où il réussit sa licence es Lettres.

En novembre 1929, il retournait en Allemagne, d'abord à l'université de Goettingen, puis à celle de Marburg où il passa sa thèse de doctorat, imprimée en 1934 : *Das Leben des Volksliedes im Rahmen eines Lothringerdorfes : Hambach (Kreis Saargemünd)* (La vie du chant populaire dans le cadre d'un village lorrain : Hambach, arrondissement de Sarreguemines).

A l'université de Goettingen il rencontra sa femme, une comtesse de vieille noblesse, Burggräfin Amalia-Agnès von und zu Dohna-Schlobitten, avec qui il se maria civilement à Strasbourg le 24 août 1931 et religieusement quelques jours plus tard au château de Schlobitten, en Prusse-Orientale. Puis le couple vint se fixer dans une villa entre Ottrott et Saint-Nabor, au pied du Mont-Sainte-Odile.

Comme les Jungkreuzfahrer/Hohenburger de l'abbé Arnold, qui avaient une «Wanderherberge» d'abord à Lichtenberg, puis à St-Petersholz, le Bund Erwin von Steinbach avait acheté en 1926, par l'intermédiaire du pasteur Klein, beau-frère de Fritz Spieser, une vieille demeure paysanne

appartenant à Madame Christine Müller, dans la forêt de Hanau, à Obermühlthal près de Baerenthal. Restauré et équipé d'une vingtaine de lits de camp, ce «Landheim» ou «Foyer» restait ordinairement sous la surveillance de Bernhard Christian, cultivateur voisin.

En dehors des week-ends et autres petites vacances, le «Landheim» d'Obermühlthal servait à des sessions de formation pour les membres du Erwinbund au cours des vacances d'été. Par groupes de 15 à 20, jeunes gens et jeunes filles venaient y séjourner deux à trois semaines.

Garçons et filles avaient des chambres séparées ; une cuisine fonctionnait à l'intérieur par mauvais temps ; par beau temps, l'on préférerait la cuisine de camping aux environs. A certaines époques, le «Landheim» se trouvait insuffisant et les garçons devaient coucher dans la grange, c'était le cas lors des sessions de chants qui rassemblaient de 30 à 40 jeunes. Les répétitions se faisaient dans les petites vallées adjacentes, au milieu de petites clairières aux résonances extraordinaires. Généralement, Albert Haas venait préparer les chants et les danses ; parfois, le musicien-compositeur de Colmar, Josef Simon, prenait la baguette, aussi bien au Mühlthal qu'à la Hunenburg plus tard.

Le recueil des chants de base pour le Bund Erwin von Steinbach était depuis 1928, non plus le célèbre «Zupfgeigenhansl», mais «Frau Nachtigall» qui regroupait des Volkslieder du XIIème au XXème siècle. Ce recueil, édité par Lamy, avait été préparé par Fritz Spieser et un instituteur de la Volksschule de la Ruprechtsau, le musicien-compositeur Carl Reysz, né à Strasbourg le 13 novembre 1889. Les danses populaires se déroulaient en costume folklorique, les filles en robes rouges, les garçons en culottes grises et gilets verts. L'orchestre était assuré par des flûtes, des clarinettes, des violons et naturellement des guitares.

La Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine épiait soigneusement les faits et gestes du Landheim d'Obermühlthal ; en 1929, elle relevait que la lettre «o» de Wasenbourg avait été grattée dans la forêt d'Oberbronn : «Il est à présumer, écrivait le Commissaire de Police de Haguenau, que le ou les auteurs ne peuvent être que les étudiants membres de l'Erwinbund, dont la lettre «o» du mot Wasenbourg choque les sentiments allemands».

De son côté, le commissaire spécial de Strasbourg avait fait espionner l'intérieur du Landheim et faisait surveiller la correspondance d'Obermühlthal pour y découvrir les sentiments des jeunes. Le 22 août 1932 il envoyait par exemple un rapport au préfet du Bas-Rhin, dans lequel il déclarait :

«Si la conduite de ces jeunes gens et jeunes filles, qui sont presque tous des enfants de pasteurs protestants, de pharmaciens ou de médecins, n'a pas jusqu'à présent retenu particulièrement l'attention au point de vue tenue, politesse, etc., il n'en est pas de même quant aux sentiments qui paraissent les animer. En effet, ils conversent uniquement en Hochdeutsch et ne chantent que des chansons allemandes. Dans la maison même règne la discipline allemande.

Dans la cuisine, sur le tableau des corvées, toutes les inscriptions sont rédigées en allemand. On peut relever sur ce tableau des prénoms de jeunes filles tels Elfriede, Hertha. Certaines adresses des correspondances que reçoivent les intéressées sont rédigées en allemand pur, telle que la suivante : Fräulein Brumbder, Landhaus Obermühlthal, Baerenthal. M. le commissaire spécial de Bitche qui m'a fourni les éléments de ces renseignements, conclut ainsi : En résumé, pour toute personne se rendant dans ce hameau d'Obermühlthal et qui est témoin de la façon dont est dirigée cette colonie de vacances et de l'esprit qui semble y régner, il peut subsister des doutes à savoir si l'on se trouve réellement sur le territoire français».

Visiblement, les autorités françaises et la police spéciale étaient imprégnées du mythe d'une pseudo-Alsace française germanisée après 1871. Un autre exemple de cette mentalité erronée des Français de l'Intérieur et des Fonctionnaires apparaît dans le rapport écrit le 27 octobre 1928 par le commissaire de la police spéciale de Haguenau :

«Je signale à toutes fins utiles que l'Elsaessische Jugendwanderer, Bund Erwin von Steinbach (genre boy-scouts) a donné ces jours-ci une soirée de famille dans la salle de la douane à

Haguenau. Le programme comportait des chansons populaires allemandes, des danses et rondes anciennes en costume souabe (allemand). La présence d'un grand nombre d'autonomistes, le programme développé et l'article paru dans un journal local à ce sujet, permettent d'affirmer que les tendances de cette association ne sont pas faites pour favoriser le développement de l'idée française en Alsace... J'ajoute que le programme a été signé par un nommé Fritz Spieser et imprimé à la firme Ch. Hauss, rue de l'Ail, à Strasbourg».

Les chants étaient des plus variés. Il y avait des chansons de lansquenets comme «Und unser liebe Frauen vom kalten Bronnen», des chansons de tisserands comme «Ei, wie so töricht», des chansons typiquement alsaciennes comme «O Strassburg» ou bien «Zu Strassburg auf der Schanz», des chansons montagnardes comme «Da droben auf jenem Berg», des chansons d'excursionniste comme «Auf ! Auf ! ihr Wandersleut !», des chansons de chasse comme «Der Jager in dem grünen Wald», des chansons de veilleur de nuit comme «Hört ihr Herrn und lasst euch sagen», des cantiques de Noël comme «Es ist ein Ros' entsprungen» ou bien «Vom Himmel hoch», des chansons du recueil de l'abbé Louis Pinck comme «O du schöner Rosengarten». L'un des chants préférés de l'Erwinbund était le traditionnel «O ich armer Lothringer Bur !».

Au programme des danses figuraient notamment les pas suédois de Westgötha et d'Ostgötha, le Drei-Burschen-Tanz, le Schwedisch-Schottisch, le Spinnradl. Les valse et les polkas n'étaient point exclues, mais les Erwinbündler ne les dansaient qu'aux «Messti» (d'Uhrwiller et d'Engwiller par exemple).

Jamais l'Erwinbund ne manquait au «Bürefäsenächt» de rehausser la fête populaire du «Schiwesschläwe» d'Offwiller. Cette authentique coutume renvoyait à un très ancien culte solaire de l'équinoxe du printemps que l'Eglise avait toléré. Armés de longs bâtons, les jeunes gens postés sur un abrupt du Scheibenberg (Montagne des disques) projetaient des disques de bois enflammés par-dessus la vallée en frappant un rocher.

A pied, à bicyclette, les groupes du Bund Erwin von Steinbach sillonnaient l'Alsace pour animer la vie culturelle traditionnelle du peuple des villages et même des villes ; ils organisaient ainsi des séances à Ingolsheim, Hunspach, Birlenbach, Rotbach, Keskastel, Bütten, Petersbach, Büst, Eywiller, Adamswiller, Durstel, Kirchberg, Offwiller, Ottwiller, Wolfskirchen, Uhrwiller, Engwiller, Munster, Colmar, etc.

Les Elsass-Lothringen/Heimatstimmen avaient ainsi décrit dans leur numéro du 15 mai 1930 les activités de l'Erwinbund :

«La jeunesse alsacienne s'occupe depuis quelque temps de son avenir culturel. Les membres d'une ligue de Strasbourg se déplacent dans le pays pour donner des représentations populaires. On n'est pas accoutumé à ces manifestations de la jeunesse, bien connues ailleurs. Toutefois celles du Bund Erwin von Steinbach ont trouvé un certain écho. Le groupe chante et danse. Il réunit les mélodies populaires aux danses populaires, le chant au mouvement. Le Bund Erwin von Steinbach veut servir le pays et contribuer au relèvement culturel de la jeunesse».

En septembre 1931, le Bund Erwin von Steinbach publiait le premier numéro de son bulletin de liaison, Der Wanderfalke (Le Faucon Pèlerin), édité chez Sohn et Robitzer de Saverne, ancien imprimeur de la Zukunft. La publication était prévue tous les deux mois, donc six fois par an. Le second numéro, de 30 pages et tiré à 1 500 exemplaires en janvier 1932, devait servir de numéro de propagande.

Le gérant du Wanderfalke était Fritz Ihme, né le 2 avril 1910 à Fénétrange en Lorraine, et fils du pasteur d'Offwiller. Après ses études au collège de Bouxwiller, il se rendit le 4 novembre 1929 à Strasbourg pour ses études de théologie, mais il dut quitter la ville pour Montpellier, le 24 mars 1930, à cause de sa santé, puis revint à Strasbourg comme boursier et interne du Thomasstift au printemps de 1931.

Dès la parution du numéro 2 du Wanderfalke, la presse assimilatrice et anti-autonomiste se

déchaîna. Le journal radical et gouvernemental La République écrivait par exemple le 9 janvier 1932 :

«Le Colportage Evangélique qu'Ernst fonda pour M. Würtz de Dorlisheim cherche à prendre contact à nouveau avec la jeunesse. Non, M. Würtz ! Cette fois-ci ça ne prendra pas ! Nous ne supporterons pas que l'on intoxique la jeunesse, et devant la carence des autorités, nous portons le cas devant l'opinion publique. Notre jeunesse grandit dans l'esprit français et doit croître dans la culture française ; nous ne supporterons pas qu'un Robert Ernst avec quelques pasteurs d'esprit prussien détourne la jeunesse de son véritable avenir et de ses vrais buts. Tel est notre devoir en notre qualité d'Alsaciens français et d'Européens qui ne veulent pas voir la paix de leur patrie mise en danger pendant des années à cause de quelques trublions».

Le recteur de l'académie de Strasbourg avait donné ordre à M. Strohl, doyen de la faculté de Théologie protestante, de convoquer le jeune Ihme pour le blâmer et l'inciter à arrêter la publication du Wanderfalke. Fritz Ihme avala le blâme, ne promit rien et continua comme avant. En juin 1932, les sanctions fondirent sur le «criminel» ; il perdit sa bourse et fut exclu du Thomasstift dont le directeur, le pasteur Christian Brandt, un patriote «cabochard», justifia son expulsion : «D'après le jugement porté par la presse sur cette revue, Der Wanderfalke, il résulte qu'il s'agit d'une feuille politique et à cette occasion les journaux ont parlé défavorablement du protestantisme. Il y a assez d'affaires politiques au Thomasstift !».

Christian Brandt ne jugeait qu'à travers les journaux pro-gouvernementaux !... Quant au Directeur du Consistoire Supérieur de la confession d'Augsbourg, Ernwein, il ajouta : «L'étudiant en question n'a pas suivi les conseils des professeurs qui lui ont demandé de cesser ses fonctions de rédacteur de la revue Der Wanderfalke». La revue n'en continua pas moins à paraître régulièrement jusqu'en 1937 où elle fut remplacée par les Strassburger Monatshefte.

En 1932, le grand directeur commercial Alfred Toepfer, ancien Wandervogel, fit don de 100 000 francs pour l'érection à Sesenheim d'une Auberge de Jeunesse à l'occasion du centenaire de la mort de Goethe. En effet, c'est à Sesenheim que Goethe était tombé amoureux de la fille du pasteur, Frederike Brion, et qu'il devint un grand poète lyrique européen.

Mais Robert Ernst intervint alors pour proposer la reconstruction d'un château médiéval, à l'instar de ce qui se pratiquait dans les mouvements de jeunesse allemands, où le Wandervogel avait restauré Burg Ludwigstein-an-der-Werra, le Quickborn Burg Rothenfels-am-Main, les Pfadfinder Burg Waldeck. Il valait mieux fonder une «Jugendburg» (château de la jeunesse) qu'une «Wanderherberge» (auberge de la jeunesse).

Alfred Toepfer acquiesça et l'exécution du projet fut confiée au Dr Fritz Spieser qui jeta son dévolu sur les ruines de la Hünenburg au nord de Saverne. Les travaux de construction de l'Auberge de Jeunesse commencèrent immédiatement et le bâtiment fut inauguré solennellement avec la participation des directeurs des Œuvres des Auberges de Jeunesse de France et d'Allemagne.

Puis, avec une partie du patrimoine de son épouse, Agnès von und zu Dohna-Schlobitten, le Dr Spieser fit élever une grande bâtisse seigneuriale pour servir de Centre Culturel Alsacien, lieu de discussions et de rencontres, et haut-lieu artistique et musical.

Les travaux durèrent de 1932 à 1944, date à laquelle ils furent interrompus. L'architecte en était Erich Loebell, l'entrepreneur Victor Bottlaender, le sculpteur Alphonse Rompel, les tailleurs de pierre Briwa et Trummer, le charpentier Fritzinger et le maître-forgeur Adolf. En 1938, à la place du donjon, le Dr Spieser fit élever un «Friedensturm» (Tour de la paix), dédié aux Alsaciens-Lorrains morts durant la guerre de 1914-1918 et renfermant un sarcophage rempli de la terre prélevée sur tous les champs de bataille où se sacrifièrent les «Feldgraue» alsaciens-lorrains.

Le Dr Fritz Spieser avait une conception aristocratique et élitare de la société. Son but à court terme était la formation d'une élite politique et intellectuelle, qui par son existence

même et son propre style de vie, puisse développer assez de forces attractives pour attirer le peuple et lui indiquer clairement la bonne voie à suivre. Toutes les femmes, et les hommes qui possédaient une instruction moyenne, devaient dans un second temps être engagés dans la lutte contre l'assimilation destructrice du Volkstum alsacien-lorrain.

«Tout notre travail, écrivait-il vers 1934, ne consiste qu'à enraciner à leur insu ces gens dans leur sentiment naturel d'appartenance ethnique. Au contact de leur Heimat, de leurs maisons, de leurs chants, de leur beau dialecte, de leurs danses, doit jaillir un beau jour un sentiment inébranlable de différence par rapport aux immigrés Welsches».

C'est pourquoi, l'Erwinbund engageait les jeunes étudiants à se mettre en relation surtout avec les paysans, «matière première du peuple alsacien», et dont les villages offraient encore l'image non altérée, authentique, de la vie populaire et de la pure culture alsacienne. C'était aussi aux paysans que s'adressait en priorité l'almanach que Fritz Spieser publiait depuis 1936 : Elsass-Lothringen. Neuer Heimatkalender.

Cet almanach présentait de belles reproductions de ruines médiévales, d'anciennes églises, de «Fachwerkhäuser» (maisons traditionnelles), de monuments historiques, de costumes et de sculptures qui renvoyaient au passé germanique de l'Alsace et soulignaient le caractère étranger des apports français. Le tout était mêlé de proverbes, de courts récits historiques, de légendes, etc. Le Dr Spieser ne réclamait pas seulement «le droit à la différence», il rendait cette différence tangible et visible.

Enfin en 1937, il lançait les Strassburger Monatshefte à dominante littéraire et artistique, avec l'espoir que l'enracinement dans le pays, dans son paysage et dans sa langue, indiquerait le chemin à suivre. Dans le comité de rédaction figuraient le peintre Lucien Bienaepfel qui avait écrit la préface du premier numéro, le psychiatre Rodolphe Schneider et René Schickele (1883-1940). La publication provoqua une contre-revue nationaliste, la Revue du Rhin, dirigée par Lucien Minck, anti-autonomiste, directeur des journaux français (bien écrits mais sans lecteurs), La République et La Dépêche.

4. Les associations d'étudiants universitaires

L'une des originalités qui caractérisaient les universités allemandes provenait de l'existence d'associations corporatives d'étudiants, issues des «nations» universitaires et des «Landmannschaften» populaires du Moyen Âge, à travers la «Burschenschaft» et les «Korps». En Alsace s'étaient ainsi constituées dès avant 1870 deux corporations à l'université de Strasbourg, en 1855 la «Wilhelmitana» et en 1857 l'«Argentina». Mises en veilleuse après 1918, elles reprirent vigueur et influence vers 1925, dans le sillage de la Zukunft-Bewegung. Les étudiants de la Wilhelmitana et de l'Argentina arborèrent à nouveau leurs «couleurs» et leurs uniformes (Wichs), mais les difficultés de l'après-guerre les préservèrent de certains excès dans lesquels tombaient facilement les étudiants d'outre-Rhin.

Parmi les quatre corporations existantes à l'université de Strasbourg, la Wilhelmitana, l'Argentina, l'Alsatia et la Nideck, la plus dynamique semble avoir été l'Argentina, dont les Alt-Herren (les Anciens) étaient présidés par le pasteur Eberhard Stricker, signataire de l'Elsaesser-bund en 1918. Le président des «membres actifs» était en 1927 Werner Brum, membre fondateur du Bund Erwin von Steinbach ; en 1929, c'était Charles-Richard Guerrier, né à Windstein le 7 janvier 1906, matraqué à Colmar au cours du «Dimanche Sanglant» du 22 août 1926.

Les quatre corporations avaient formé une Fédération Corporative des Etudiants de Strasbourg, à la tête de laquelle se trouvait en 1929 Werner Brum. Le 17 novembre 1929, il assistait à ce titre au banquet qui suivait l'inauguration de la statue du «Meiselocker» qui remplaçait le célèbre et romantique «Vater Rhein» expulsé outre-Rhin et paradoxalement envoyé à Munchen en Bavière ! A la fin du banquet, Brum prononça un discours dans lequel il soulignait que cette fête avait permis pour la première fois de déployer publiquement les couleurs et les drapeaux des quatre corporations

(Wilhelmitana, Argentina, Alsatia et Nideck).

Deux semaines plus tard, le 4 décembre 1929, sur l'initiative du pasteur Stricker et de Guerrier, l'Argentina organisait une «Friedrich Lienhard Gedenkfeier» (Hommage à Frédéric Lienhard). En ouvrant la séance, le pasteur Stricker fit l'éloge de Lienhard, poète alsacien, né le 4 octobre 1865 à Rothbach (Bas-Rhin), membre de l'Argentina et mort le 30 avril 1929 à Eisenach en Allemagne. Il fit partie de ces intellectuels alsaciens-lorrains qui s'exilèrent volontairement en Allemagne après l'armistice, de manière à pouvoir continuer leur œuvre littéraire en toute quiétude.

Puis commença la seconde partie du programme, animée par le beau-frère du député René Hauss, Lorentz Karl, basse chantante à l'opéra de Würzburg en Allemagne. Il déclama quelques poésies de Fritz Lienhard, comme «Sommerdorfchen», «Sontagsmorgen auf dem Odilienberg», «Die schöne Barbel», «Woher ?», «Letzte Fahrt», «Heim-weh», «Ihr Liebesbrief», «Herzeneinsamkeit», «Trotz», «Jugendland», «Wiederverkörperung», «Die Sonntage von Einst», «Meiner toten Mutter», «Das klassische Weimar-Schloss».

Au cours de la troisième partie, la jeune Jeanne Forstler de Mulhouse, élève au conservatoire de Strasbourg, chanta des romances de Lienhard, accompagnée au piano par Juliette Nussbicker de Strasbourg : «Heilige Frau von Odilia», «Sommerwald», «Waldgruss», «Silberne Glocken», «Heilige Frau», «Glaube» et «Abendrot». La séance s'était déroulée dans la Salle Berlioz du conservatoire, ex-Palais du Landtag Elsass-Lothringens, devant un parterre de 200 personnes admises seulement sur présentation de la carte d'invitation.

La seconde corporation la plus importante par son dynamisme était «Alsatia- Argentoratum-Katholische Studentenverbindung». Elle avait été fondée en avril 1926, donc avant le Heimatbund, sur la proposition du député de la Volkspartei (UPRA) Michel Walter, de Jean Keppi alors secrétaire général de la mairie de Haguenau et adjoint au maire de Strasbourg de 1919 à 1925, de l'abbé Julien Schies, directeur de l'Elsaesser et du professeur de lycée Pierre Paulin. Son siège social était au 19 rue Jeanne d'Arc, à Strasbourg-Robertsau, mais ses 25 premiers membres se réunissaient volontiers aussi à «La Licorne», 40 rue du Vieux Marché au Vin.

Les membres d'Alsatia étaient tous catholiques et fréquentaient les établissements supérieurs de la ville. Parmi les buts corporatifs et moraux, communs à toutes les corporations d'étudiants, figurait formellement le devoir de cultiver l'histoire et les traditions de l'Alsace. La devise était : «In Fide, Virtus et Amicitia» (IFVA) (c'est-à-dire la vertu et l'amitié dans la Foi chrétienne). Ses membres utilisaient le Kommersbuch ou recueil de chants des étudiants allemands ; entre eux, ils s'exprimaient exclusivement en Hochdeutsch ou en dialecte alémanique d'Alsace.

En 1926, son premier président fut Alphonse Barthelmé ; le vice-président était Henri Pinck, neveu du banquier lorrain Emile Pinck, l'un des chefs de la Zukunft, et de l'abbé Louis Pinck, spécialiste du chant populaire lorrain ; en outre, Henri Pinck était assistant à l'Institut de Chimie à l'Université. Le secrétaire général était Paul Hauss, qui avait commencé ses études de droit en 1923 et qui était le bras droit de l'abbé Arnold dans la direction des Jungkreuzfahrer/Hohenburger ; la Police Spéciale d'Alsace et de Lorraine le surveillait comme autonomiste. Le trésorier d'Alsatia était Emile Keller. Le 11 mai 1932, Alsatia assistait «en couleurs» et avec son drapeau à l'enterrement de l'abbé Xavier Haegy à Colmar.

Les liaisons de ces corporations d'étudiants avec les mouvements de jeunesse étaient visibles, notamment celles qui unissaient l'Argentina au Bund Erwin von Steinbach du Dr Fritz Spieser, et celles qui unissaient l'Alsatia aux Jungkreuzfahrer/Hohenburger de l'abbé Arnold. D'autre part, leurs relations avec les partis autonomistes étaient aisées à supposer, et si la police spéciale les surveillait, c'est qu'elle craignait que ces corporations ne soient utilisées dans les réunions publiques organisées par le Heimatbund.

Cependant, Jungkreuzfahrer/Hohenburger, Bund Erwin von Steinbach, Argentina, Alsatia, Wilhelmitana, Nideck, étaient exclusivement des mouvements alsaciens et autonomistes s'adressant à la fraction de la bourgeoisie encore consciente de son identité. Comment engager la grande masse

des jeunes du peuple ? La réponse, c'étaient la Jung-Volkspartei, Jung-Lothringen et la Jungmannschaft qui essayèrent de la donner.

5. Die Jung- Volkspartei

Professeur injustement révoqué en 1926 pour avoir signé le Manifeste du Heimatbund (condamnation annulée le 3 mars 1933 comme illégale et abusive par la Cour de Cassation), député élu et invalidé en 1928, conseiller général élu en 1928 et invalidé en 1929, conseiller municipal de Colmar élu et invalidé en 1929 (invalidé chaque fois parce que iniquement condamné au Komplott-Prozess de Colmar en mai 1928), Joseph Rossé (1892-1951) sentait toute l'importance que représentait la création d'un mouvement de jeunesse recruté dans cette fraction du peuple encore préservée de la déculturation française et qui, dans sa grande majorité, avait su demeurer authentique et fidèle.

C'était grâce à ces Alsaciens véritables qu'il lui paraissait possible de neutraliser les effets nocifs et délétères d'une certaine bourgeoisie qui bradait l'héritage ethnique par arrivisme social au détriment des masses et du Volkstum, qu'elle avait pourtant mission de protéger et de guider.

La «déchéance politique de la haute bourgeoisie alsacienne» avait été brillamment analysée par le royaliste A.E. Kuhlmann, dans la Revue Universelle du 1er mars 1930. Après un bref rappel de la bourgeoisie de la Décapole qui s'était francisée à partir du XVIIIème siècle sans renier son héritage germanique naturel, et après la période allemande de 1871-1918, l'auteur en arrivait à l'après-guerre :

«Au lieu de l'idéal qu'il espérait, ce peuple à l'âme comprimée allait se trouver devant une vulgaire réalité. On sait le reste ; au lieu de la France rêvée, ce fut Marianne ; au lieu des Français de légende, des hommes comme les autres ; et puis, de nouveau, les misères habituelles. Les illusions ne furent pas épargnées non plus aux classes supérieures, car partageant l'illusion de tant de Français, elles crurent qu'à leur exemple le peuple se franciserait comme par enchantement... L'on crut qu'il suffisait de désirer pour vouloir, de vouloir pour réussir, et, — folie ! — on crut que les grandes masses populaires y parviendraient... Or, bien que par une sorte de clause de style on reconnût qu'il convenait de laisser agir le temps, des deux côtés des Vosges on voulait tant cette francisation du peuple qu'on se figura qu'elle était faite.

«La haute bourgeoisie surtout avait besoin d'y croire, car sans cette francisation, il ne lui était guère possible de reprendre son office de direction politique. Pendant une vingtaine d'années, elle s'était trouvée à mi-chemin entre le peuple alsacien, la puissance allemande et le souvenir français. Cette position lui avait laissé quelque raison de jouer un rôle et, maintenant que deux termes du problème subsistaient seuls, le peuple alsacien dans son originalité propre et la France qui allait l'absorber, ce rôle de la haute bourgeoisie pouvait redevenir prépondérant ; mais à cela il y avait deux conditions : qu'elle fût fermement française et qu'elle fût en parfaite communion avec le peuple.

«Or, il est un fait que chacun peut apercevoir, c'est que depuis la paix de 1918, la position de la haute bourgeoisie d'Alsace tend à devenir celle d'une caste de plus en plus étrangère à la masse du peuple. Elle s'est francisée complètement, elle se mélange aux Français de l'Intérieur, tandis que les gens du peuple ne changent rien encore à leurs allures et se tiennent même assez jalousement entre eux ; et le mouvement de la vie emporte les deux classes vers des pôles opposés ; le lien se relâche entre elles ; on court à un divorce.

Certaines gens des hautes classes affectent volontiers du dédain pour ce que les plus écervelés d'entre eux appellent criminellement la «bocherie» du plébéien qui n'a pas su se teindre en Français. Celui-ci n'est pas comme tant de grands messieurs, hier flagorneurs d'Allemands, mués aujourd'hui en patriotes tapageurs. On rencontre parmi ceux-ci des gens qui se font une gloire d'avoir désappris l'allemand, que dis-je, qui oublient jusqu'au dialecte qu'ils ont parlé ! S'étonnera-t-on dès lors, que beaucoup d'Alsaciens se sentent froissés jusqu'au tréfonds de ce cœur

qu'ils avaient naïvement apporté à la France et que, rebutés, mais rudes et fiers et d'esprit contradictoire, ils se jettent en arrière, se complaisent dans tout ce qui fait leur particularisme : leur dialecte, leurs coutumes, et confondent dans une même désaffection la France et ses flatteurs.

Ceux-ci et par extension leurs pairs de la haute classe, et tous les Alsaciens de langue et de formation françaises, leur paraissent en bloc plus irritants que de vrais étrangers, parce qu'étant des leurs, ils font figure de transfuges. Ce sont des chefs qui ont fait faillite à leur mission.

«On ne peut dès lors s'étonner de la diffusion des idées autonomistes, même dans les profondeurs des classes populaires qui cependant ne se soucient guère en général d'idées ou de doctrines. Vu sous cet angle, l'autonomisme apparaît comme une forme de la lutte des classes ; c'est un tissu complexe d'envie sociale, de dépit, de patriotisme rebuté ou aigri. Mais que devient dès lors la bourgeoisie ? Une caste, et la plus anachronique qui soit, car elle ne s'appuie ni sur la force ni sur la fortune. Elle ne se soutient que par sa différence. L'ampleur que prend par là le mouvement autonomiste exaspère par un choc en retour la colère des hautes classes, de sorte que, entre les deux camps, la fissure s'accroît chaque jour. Le peuple livré à lui-même devient une plèbe, et son autonomisme une virulente démagogie.

«L'action politique de la haute bourgeoisie depuis l'armistice a été également fâcheuse. En amateurs souvent, ses membres prêtèrent leurs concours à la propagande officielle. On sait ce que signifie chez nous ce mot délicieux en sa naïveté : une sage petite bureaucratie s'installe ici et là, paisible, bien en évidence ; elle compose des brochures orthodoxes, fait donner des conférences, des soirées de cinéma, où l'on sait d'avance que tout sera optimisme et louange ; elle publie des journaux cousus de fil blanc, en un mot elle s'étale avec candeur là où tout devrait être imprévu, souterrain, caché, dosé. Tout cela a bien des chances de n'atteindre jamais que des publics convaincus d'avance. De leur côté, les partis gouvernementaux font aussi paraître à grands frais des journaux parfois fort bien rédigés, composés dans le style du Temps et que ne peuvent lire, bien entendu, que des bourgeois «bien», ceux-là même qui les subventionnent.

«D'autre part, jamais on ne verra un grand bourgeois se dresser et prendre la parole en dialecte dans une assemblée populaire. Il est juste cependant de reconnaître que les femmes ont agi avec plus de discernement et d'énergie, et c'est un vrai plaisir de citer ces dames courageuses de la société élégante de Strasbourg, qui aux dernières élections législatives firent de leur personne et en alsacien une utile campagne pour les candidats patriotes. Mais pour un acte d'énergie, combien de faiblesses ! L'on aime mieux se draper dans sa dignité et décocher des sarcasmes, se perdre en criailleries, agonir les «sales Boches». La série des élections de 1928 et 1929 a fait ressortir non seulement l'impuissance de cette classe, mais vraiment sa nocivité politique. Elle ouvre trop souvent le chemin aux ennemis de la France qui sont en même temps ses ennemis de classe...».

Joseph Rossé, Marcel Stürmel et leurs amis d'une Volkspartei délestée des bourgeois nationalistes par la création de l'APNA, se tournèrent donc résolument vers le peuple et en 1929 ils commencèrent à mettre en route le mouvement de Jeunesse de la Volkspartei sous le nom de «Jung-Volkspartei». C'était à Colmar et cette première section ne comptait alors que huit membres. Progressivement, la Jung-Volkspartei se développait de sorte que le 16 août 1931, Joseph Rossé et le chapelain du pèlerinage de Notre Dame de Dusenbach purent organiser le premier congrès du mouvement dans une clairière à l'ouest de Ribeauvillé, la «Glashütte» (La Verrerie).

Une centaine de jeunes gens, dont un tiers de jeunes filles, encadrés d'une dizaine d'aînés de la Volkspartei, se rassemblèrent au Herrengarten de Ribeauvillé, où se forma le cortège officiel pour la Glashütte. Deux pancartes précédaient, avec l'inscription «Plus jamais de guerre» et le dessin d'un fusil brisé, puis une fanfare aux cuivres.

Sur une grande estrade et devant un autel pavoisé aux couleurs tricolores, le chapelain de Dusenbach célébra la grand-messe en présence de l'abbé Haegy, puis il bénit le drapeau «rot un wiss» (rouge et blanc), drapeau de l'Alsace. Le jeune Weiss, chef de la section de Colmar, prononça une courte allocution d'ouverture pleine d'enthousiasme, suivie de la sonnerie du «salut au

drapeau» et de la remise solennelle du drapeau par le député Marcel Stürmel, qui expliqua la signification des couleurs «rouge et blanc», symbole de l'amour à l'égard de l'Alsace, et le sens de la cravate tricolore fixée à la hampe, symbole de la loyauté de la Jung-Volkspartei à l'égard de l'Etat français.

«Le grand drapeau blanc et rouge, le petit nœud tricolore : le grand symbole, les petits devoirs !...» commentait ironiquement la France de l'Est du 18 août 1931. L'on procéda ensuite à la remise de trois écharpes, la première par Weber de Mulhouse au nom de la Volkspartei du Sundgau ; la seconde aux couleurs «rouge et vert» de la ville de Colmar par le conseiller municipal Haag au nom de la Volkspartei de Colmar ; la troisième par le trésorier Schillinger d'Ensisheim, aux couleurs locales «bleu et blanc».

Le repas champêtre fut suivi par une séance de travail, au cours de laquelle Joseph Rossé exposa les devoirs actuels de la jeunesse chrétienne d'Alsace ; l'on discuta les statuts provisoires de l'union régionale des sections de la Jung-Volkspartei, et l'on désigna un comité directeur provisoire comprenant Joseph Rossé, Marcel Stürmel, Eugène Hertzog (maire de Colmar), Vogel (adjoint au maire de Colmar), Barthel de Ribeauvillé, Schillinger d'Ensisheim (trésorier), Soszler de Guebwiller et Weber de Mulhouse. La réunion s'acheva vers 17 heures, après le vote de deux résolutions ; la dernière était un salut au chanoine sénateur Eugène Millier, président de la Volkspartei, et à l'abbé Xavier Haegy, pour les appuyer dans leur opposition au chanoine Didio qui rêvait alors de réunir l'APNA à la Volkspartei ; la première s'exprimait comme suit :

«La Jung-Volkspartei, à l'occasion de son premier congrès régional tenu le 16 août 1931 à la Glashutte à Ribeauvillé, constate avec satisfaction que le programme de la Volkspartei (UPRA) est approuvé par la jeunesse alsacienne qui le soutient à bloc. Cette jeunesse appuie particulièrement les revendications suivantes :

*1 — l'organisation de toute la vie publique d'après les principes chrétiens ;
2 — la lutte contre la haine entre les peuples et pour le développement de l'entente entre les Etats, particulièrement entre la France et l'Allemagne ;
3 — des réformes radicales dans le domaine social et économique, tendant à procurer à toutes les classes, notamment aux ouvriers, la situation à laquelle ils peuvent prétendre en tant qu'hommes, chrétiens et citoyens ;
4 — la réalisation prévue dans le programme de notre parti en 1919 et conforme aux intérêts de notre région, d'une autonomie administrative, d'un budget particulier, et d'une représentation régionale (Landtag), seule capable d'assurer la vie de notre Heimat au mieux des intérêts de l'Alsace, de la paix mondiale et de la France.*

«La Jung-Volkspartei salue avec respect et reconnaissance les chefs du parti ; elle s'engage à se montrer digne de ses aînés et à travailler sans repos pour le bien de la Volkspartei».

En attendant que la Jung-Volkspartei puisse disposer d'un journal particulier, elle s'exprimait dans La Voix d'Alsace d'Oscar de Férenzy, notamment sous la plume du jeune Georges Spitz, âgé de 17 ans, fils du boulanger de Bergheim, qui était déjà le village natal de Paul Hauss, chef des Jungkreuzfahrer/Hohenburger et secrétaire de l'Alsatia.

Dès le 8 août 1931, Georges Spitz avait publié un article qui attira l'attention et qui s'achevait par ces mots : «Nous sommes des Français, nous sommes de bons Français, mais des Français avec restriction !... Et cela tant que le peuple n'aura pas casé à sa vraie place la bande infâme qui le tyrannise !».

Le samedi 26 février 1932, la section Jung-Volkspartei de Bergheim tenait sa réunion pour écouter M. Wendling amené par le conseiller général de Ribeauvillé, Sipp, et surtout pour préparer la campagne des élections législatives de mai. Le président d'honneur de la Jung-Volkspartei de Bergheim était l'adjoint au maire, Ignace Mahler ; le président, Paul Hugg ; le vice-président, Georges Spitz, étudiant en droit à Strasbourg ; le secrétaire, Charles Bass, également étudiant. Parmi les membres figuraient Julien et René Hugg, Joseph et Charles Dillenseger, Stephan, Eugène

Maiblum, Laurent Bohn, Robert et Joseph Feiss, enfin Buecher.

La Jung-Volkspartei se trouvait bientôt fortement implantée en Haute-Alsace, notamment à Colmar (président A. Weiss), à Mulhouse (président Fuchs), à Ribeauvillé (président Vonfeld), à Bergheim (président Hugg) à Rodern, Husseren-les-Châteaux etc., mais aussi en Basse-Alsace à Strasbourg, Schiltigheim, Illkirch-Grafenstaden, Saverne, Erstein, Molsheim, Benfeld et Hüttenheim.

Le comité directeur de la Volkspartei s'était réuni au Münsterhof à Strasbourg le 13 juin 1932 pour étudier les résultats des élections et la situation du mouvement de jeunesse. Le député Michel Walter déclara que l'«Arbeitsgemeinschaft», la communauté de Travail avec la Volksfront (Front Populaire Alsacien) devait être maintenue — c'est-à-dire la collaboration avec la Landespartei, la Fortschrittspartei et la Kommunistische Partei-Opposition — aussi longtemps que la sauvegarde des intérêts particuliers de l'Alsace ne serait point garantie.

Il signala que les différends entre la Volkspartei et la Landespartei, manifestés au lendemain des élections législatives de mai, étaient aplanis est que l'entente régnait à nouveau. Puis, l'abbé Schies insista fortement sur la nécessité d'implanter partout des sections de Jung-Volkspartei et le rédacteur à Velsaesser, Reibel, fit alors un exposé détaillé sur la situation de ce mouvement de jeunesse.

Il annonça que de nouveaux groupements de Jung-Volkspartei étaient en formation à Bischheim, Hochfelden, Strasbourg-Neudorf, Strasbourg-Kronembourg, Bischwiller, Uttenheim, Bolsenheim, Wasselonne (Wasselnheim) et Truchtersheim. Il remercia le député Seltz pour les efforts qu'il déployait en vue de la création de sections de Jung-Volkspartei dans tout son arrondissement d'Erstein. Le député Meck fit également l'éloge du mouvement de jeunesse et demanda qu'il soit développé le plus possible.

Au congrès des délégués de la Jung-Volkspartei, le 22 octobre 1933, le député Marcel Stürmel exposa ainsi les caractéristiques du mouvement :

«La jeunesse d'Alsace s'engage en faveur des traditions religieuses... Cette jeunesse alsacienne veut rester liée au sang, au sol et aux sentiments de la Heimat. Elle remplit loyalement ses devoirs à l'égard de l'Etat auquel elle appartient. Mais peut-être place-t-elle, au point de vue sentimental, la petite Heimat, où s'enracine la famille, à la place où d'autres peuples ont placé une patrie plus grande. Cette jeunesse, ouverte au monde, située entre deux cultures, touchée et fécondée par les deux, est disposée à prendre contact, à trouver un rattachement, avec tous ceux qui pensent comme elle. L'étude de la langue française dans notre pays de frontière ne trouve point d'adversaire chez nous, mais cette langue ne doit pas servir d'arme contre la langue maternelle allemande !»

Pour ses congrès annuels, la Jung-Volkspartei pouvait désormais réunir environ 5 000 jeunes gens de 18 à 28 ans dans une atmosphère de dynamisme enthousiaste. Au quatrième congrès de Haguenau le 12 mai 1934, elle prit la résolution suivante :

«Nous rejetons toute assimilation qui veut étrangler notre particularisme et qui veut nous déraciner. Car plus que jamais, les faits démontrent que seul un développement édifié sur les fondements traditionnels, naturels et historiques (dass nur eine bodenständige, auf den natürlichen und geschichtlichen Grundlagen aufgebaut) est capable de tenir tête aux assauts répétés.

«Sur les ruines du socialisme et du libéralisme qui s'effondrent autour de nous, nous voulons créer une société nouvelle, qui ne connaisse plus aucun capitalisme exploiteur d'homme, mais qui assure au plus pauvre de nos compatriotes une existence digne, aux professions la collaboration de droit au destin du pays, et qui enchaîne au Bien Général l'arbitraire économique des individus et des groupes de pression».

Le ton de la Jung-Volkspartei était devenu plus révolutionnaire sous l'influence de la victoire du nazisme en Allemagne. Hitler avait signé un concordat avec le Vatican ; le nonce apostolique à Berlin était le futur Pie XII, Mgr Pacelli ; «Die Nacht der langen Messer» (la Nuit des Longs Couteaux) n'avait pas encore rougi les mains du chancelier Hitler ni terni le blason de la croix

gammée.

A l'occasion du 19ème centenaire de la mort du Christ, la ville de Trêves avait exposé la Sainte Tunique qui avait attiré plus de 100 000 pèlerins d'Alsace, stupéfaits de la gentillesse de l'accueil, de la propreté des rues, de l'ordre social et du travail des Allemands. Par contre, le libéralisme et la démocratie parlementaire française corrompue et éclaboussée par les scandales à répétition, donnaient l'impression que l'on assistait à la fin d'une civilisation et à l'avènement d'un monde nouveau, jeune, beau, ordonné, généreux et dynamique, dont l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie semblaient alors offrir un avant-goût de paradis.

Il faut tenir compte de ces circonstances pour comprendre l'article que Joseph Rossé, président de la Jung-Volkspartei, écrivait précisément la veille et en préparation du congrès de Haguenau, et dans lequel il déclarait : «Les grands mots de progrès, de liberté, d'accroissement de la production, ont perdu leur dynamisme... Un progrès sans frein a souvent donné le travail à la machine, auquel jeunes et vieux doivent assister en chômeurs. Le libéralisme doit céder le pas à l'autorité, la liberté à la discipline, le matérialisme à la domination de l'esprit».

Entre temps, le mouvement s'était doté d'un hebdomadaire de quatre pages qui s'appelait simplement Jung-Volkspartei, portait les armes et le drapeau de l'Alsace dans le titre avec la croix lorraine et la devise : «Für Gott, Volk und Heimat» (Pour Dieu, le Peuple et l'Alsace). Dans le numéro du samedi 3 novembre 1934, ce journal annonçait entre autre la création, le 28 octobre précédent, de deux nouvelles sections de Jung-Volkspartei, l'une à Kutzenhausen avec la participation du député Elsaesser, l'autre à Eguisheim au restaurant Schreiner, sous la présidence de Hausherr, avec la participation du député Joseph Rossé et de A. Weiss.

On annonçait aussi, pour le lendemain 4 novembre, le congrès des délégués de la Jung-Volkspartei à Sélestat avec une messe à la mémoire de l'abbé Haegy et un programme très chargé où figurait en bonne place le discours du député Rossé : «Quelles leçons tirons-nous de l'expérience acquise avec et dans la Jung-Volkspartei ?». On y trouvait encore le projet de Wallach de créer un Mouvement de Jeunesse Démocrate et la nouvelle que même les Anciens Combattants avaient créé des «Jeunesses UNC» alimentées par les caisses de l'Etat !

A l'imitation de l'Elsaessische Volkspartei, la Christlich-Soziale-Volkspartei (Union Chrétienne de Lorraine) fondait à Sarreguemines, le 3 février 1935, son propre mouvement de jeunesse, «Jung-Lothringen» (Jeune Lorraine) qui de suite entra en relation avec la Jung-Volkspartei dont elle suivait les mots d'ordre et l'évolution. Au congrès de Colmar le 7 Juillet 1935, ce fut dans l'enthousiasme du souvenir d'Elsass-Lothringen qu'une délégation de 50 jeunes Lorrains était accueillie.

A la veille de la guerre, la jeunesse était persuadée que le salut se trouvait uniquement en Alsace et que tous les maux venaient de Paris. La France mythique de 1918 s'était muée en repoussoir ! Et la Heimat, sous le pseudonyme de Hans Mörsperg, posait cette question qui sonnait comme un adieu : «Nous interrogeons le pays, qui de toute façon n'est pas le pays que nous avons choisi : où sont les grands porte-drapeau de la culture de l'âme et du cœur qui jadis avaient fourni à la nation française enthousiasmée de sa civilisation les plus grandes et les meilleures traditions ? La France est-elle épuisée et n'a-t-elle plus rien à dire ?»

6. La Jungmannschaft de Hermann Bickler

La Jungmannschaft (Equipe de Jeunes) était intimement liée à la personne de l'avocat Hermann Bickler, né le 28 décembre 1904 dans une ferme lorraine du pays de Bitche (Bitscherland) à Hottwiller. Il perdit tôt son père et fut surtout élevé par sa famille maternelle. Durant ses études de droit, il s'intéressa beaucoup à la Heimatbewegung et à la question des Minorités Nationales. En 1927, avec Paul Schall, il représentait l'Alsace-Lorraine au congrès autonomiste breton de Rosporden, et le 12 septembre 1927, il assistait à Quimper à la fondation du Comité Central des Minorités Nationales de France.

A l'université de Strasbourg, il avait regroupé dès 1924 les militants les plus actifs de la Wilhelmitana et de l'Argentina en une association autonomiste, le Heimatbund, qui, l'année suivante, propageait la Zukunft dans les milieux estudiantins. Lors de la création du grand Heimatbund à la Pentecôte 1926, le groupement s'y affilia, et pour éviter toute confusion adopta le nouveau nom de «**Wasgau**» (Vosges).

En 1927, le groupe Wasgau suivit Karl Roos dans la fondation de l'Unabhängige Landespar-tei. A partir de janvier 1931, Hermann Bickler obtint une page à l'intérieur de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), qu'il intitula Jungmannschaft (L'équipe des Jeunes). Il y publiait des textes sans compromissions et sans ambiguïtés.

Par exemple, le 21 février 1931, il écrivait un article linguistique : «Unsere Sprache» (Notre langue) ; il ne reconnaissait qu'une seule langue légitime, l'allemand ; toutes les autres langues étant des langues étrangères :

«En soi, la langue française nous est aussi étrangère que l'italien ou l'espagnol. Nous apprenons plus facilement l'anglais que le français, parce que l'anglais se rapproche davantage de l'allemand... En allemand, langue nationale signifie langue du peuple».

Et Hermann Bickler réclamait une étude approfondie de la langue allemande pour les Alsaciens-Lorrains, car «chaque peuple ne possède qu'une seule langue (Jedes Volk hat nur eine Sprache)». Logique avec lui-même, il ne parlera que le Hochdeutsch dans sa famille et avec ses enfants.

Le 8 novembre 1931, la faculté de Droit de Strasbourg était en émoi à cause d'un tract en allemand rédigé par un étudiant appartenant au groupe de Hermann Bickler, Peter Bieber : «Aux étudiants d'Alsace-Lorraine !». Il disait notamment :

«Vous êtes étudiants ! Comme tels, vous êtes appelés à devenir plus tard le modèle et le guide de votre peuple. Comme tels, vous avez le devoir de clarifier votre comportement intime à l'égard de votre peuple, et cela librement, sans vous laisser tromper par les slogans politiques, et indépendamment des vues officielles et des finalités de l'école... Avez-vous déjà pensé que vous appartenez à un peuple dont la langue de toujours a été l'allemand ? Avez-vous honte de la langue de vos pères ? Si non, trouvez-vous juste que cette langue ne doive plus être valable en Alsace et en Lorraine ?... Si une langue n'est plus étudiée à l'école et à l'Université, si elle n'est plus employée que sous sa forme dialectale, elle perd sa capacité d'exprimer les réalités abstraites et dépérit.

Votre langue n'est étudiée à l'école que comme langue étrangère ; est-ce juste ? On vous enseigne les connaissances scientifiques dans une langue qui n'est pas la vôtre et que seule l'école vous fabrique ; est-ce juste ? Avez-vous conscience que celui qui change de langue fait violence à son âme ?... Nous Alsaciens-Lorrains, nous sommes nos pires ennemis si nous méprisons ce que nos ancêtres nous ont transmis et si nous nous attachons aux choses étrangères. Méditez cela en silence et parlez-en entre vous. Et alors, laissez la langue welche. Parlez allemand, gardez en honnête homme le caractère sans équivoque et authentique de votre peuple. Car sachez-le : toute langue vient de Dieu, mais une seule est pour vous seuls. Gardez la langue sacrée ! (Gottes ist jede Zunge. Aber Eine für Euch allein. Hütet den heiligen Laut)».

Le conseil de l'université exigea une manifestation publique de protestation ; les journaux à la solde du gouvernement tirèrent à boulets rouges sur cet «attentat contre la France» (!), et comme les autorités n'arrivèrent à découvrir ni l'auteur Bieber, ni le diffuseur Krämer, elles accusèrent injustement un auditeur libre allemand, nommé Hartmann, qui travaillait à une thèse de doctorat sur le Droit administratif en Elsass-Lothringen ; et l'étudiant innocent fut expulsé de France !

D'autre part, le supplément Jungmannschaft avait provoqué bien des remous chez les lecteurs de l'Elsass-Lothringer Zeitung, de sorte que la rédaction du journal lança le 20 novembre 1931 une enquête. Elle signalait que Jungmannschaft avait recueilli de vifs éloges, mais avait aussi fait l'objet de sévères critiques ; du reste, plutôt qu'un supplément, il ne s'agissait que d'une «tribune libre» mise à la disposition du groupe de jeunes. Leurs idées avaient été approuvées par les uns,

condamnées par les autres.

Pourtant il était nécessaire que ces idées fussent exprimées au moins une fois,

«parce que nous, autonomistes, nous ne voulons pas nous atrophier dans notre tour; mais nous voulons prendre part au développement intellectuel du monde entier. Nous espérons d'ailleurs que nos amis de la Jungmannschaft continueront de collaborer à notre journal, même si nous devons renoncer à publier comme auparavant Jungmannschaft».

Ainsi que le laissait prévoir la note du 20 novembre 1931, le supplément Jungmannschaft fut supprimé, mais le nom resta. Assurément, Hermann Bickler et ses compagnons continuaient d'écrire dans l'Elsass-Lothringen Zeitung (ELZ)), mais à titre de simples rédacteurs.

Par exemple le 9 janvier 1932, l'avocat Bickler revenait sur «le cas Hartmann» et s'en prenait à l'université de Strasbourg envahie et dominée par les étrangers ; elle n'avait plus rien d'alsacien ; par l'intermédiaire de l'Association Générale Fédérative des Etudiants, ces étrangers opprimaient intellectuellement et spirituellement les indigènes d'Alsace-Lorraine, et s'exprimaient à leur place dans un sens qui était celui des conquérants et non du Volkstum.

Le 29 mai 1932, après les élections législatives, Hermann Bickler était élu membre du comité directeur de l'Unabhängige Landespartei du Dr Karl Roos. Le 2 septembre suivant, au restaurant du Pigeon, la «Dicke Marie» des étudiants, la section de Strasbourg, débattit de la création d'un mouvement de jeunesse pour la Landespartei, analogue à celui de la Jung-Volkspartei qui venait de tenir son second congrès. Ce mouvement s'appela naturellement «Elsass-Lothringische Jungmannschaft» (Equipes de Jeunes d'Alsace-Lorraine) ; il fut confié à Hermann Bickler qui devait l'organiser et l'instruire en vue d'en faire les futurs piliers du mouvement autonomiste.

L'organisation interne du mouvement de jeunesse fut rondement menée d'après le principe de la camaraderie et de l'autorité (Führerprinzip), avec comme cadres, des hommes de confiance (Vertrauensleute), des cellules (Zellen) et des groupes (Ortsgruppen), comme cela se faisait dans les mouvements de jeunesse de la République de Weimar, la «Bündische Jugend».

A la tête des Zellen et des Ortsgruppen se trouvaient des Führer ou Guides, responsables non devant leurs équipiers mais devant la direction centrale du mouvement. Deux ou trois fois par an, les Ortsgruppenführer et les Vertrauensleute se réunissaient pour étudier la situation et fixer la ligne politique de la Jungmannschaft ; l'application des décisions était laissée au Rat der Leitung ou Conseil de direction.

Au cours de ces réunions de guides, Vertrauensleute et Ortsgruppenführer exposaient leurs rapports dont les conclusions ne donnaient pas lieu à un vote ; la Direction prenait seule les décisions finales, éventuellement à rencontre des opinions ouvertement exprimées par la majorité de l'assemblée. Entre eux, du dernier à Hermann Bickler, les jeunes ne s'appelaient que «camarades».

Comme emblème le mouvement avait adopté la Wolfsangel, une vieille rune symbole de détresse, déjà utilisée aux Pays-Bas par Anton Mussert (1894-1946). Le drapeau était noir, frappé d'une Wolfsangel verticale rouge comme sang et feu. La devise résumait le but du mouvement : «Frei Volk in eigenem Land» (Peuple libre dans son propre pays). La Jungmannschaft se recrutait primitivement dans la paysannerie considérée comme partie encore saine du peuple, mais plus tard elle s'ouvrit également aux ouvriers. Le caractère rural de ce mouvement de jeunesse resta toujours dominant.

En 1932, la Jungmannschaft publiait un petit fascicule de propagande en dix points qui exprimaient son programme sous le titre : «Was wir wollen» (Ce que nous voulons) :

«1. L'Elsass-Lothringische Jungmannschaft, en tant que nouveau mouvement, veut regrouper tous les Alsaciens-Lorrains pour défendre efficacement leur identité ethnique (Volkstum) et leurs droits vitaux. Sa devise est : un peuple libre dans son propre pays ! Elle lève le vieux drapeau de la Guerre des Paysans avec la Wolfsangel rouge en signe de défi de notre résistance à toute violence

injuste.

«2. Nous combattons dans le cadre légal, bien que depuis 1918 tous les gouvernements de Paris aient attaqué les droits vitaux (Lebensrechte) de notre peuple. Nous ne voulons pas porter atteinte à la France, mais nous n'aurons de cesse tant que l'existence spirituelle, intellectuelle et matérielle d'un million et demi d'Alsaciens-Lorrains ne sera pas assurée et jusqu'à ce qu'elle puisse se développer librement. Nous rejetons absolument toute assimilation.

«3. Nous ressentons comme la pire des injustices et le plus grave dommage l'oppression de la langue allemande par l'Etat Français. On nous demande de faire ce qui ne se fait nulle part : nous ajuster à ceux qui viennent chez nous ! Dans notre propre pays, notre langue doit être partout en première place, car les deux éléments) le pays et la langue, n'appartiennent qu'à nous seuls. L'oppression de notre langue maternelle est une attaque contre notre propre culture qui vaut bien celle de la France. Notre belle langue est parlée par plus de 100 millions de personnes au monde. En combattant notre langue allemande sous sa forme dialectale orale ou sous sa forme littéraire écrite, l'on méprise notre propre être, tel qu'il s'était constitué depuis mille ans, l'on nous vexe, nous et nos ancêtres. Lorsque nous ne pourrons plus utiliser notre langue allemande par la parole ou par l'écrit que difficilement, ou même plus du tout, nous serons devenus des handicapés intellectuels, incapables de soutenir le dur combat de l'existence. Nous devons nous-mêmes, chaque jour et partout, nous engager et combattre par les actes en faveur de notre belle langue allemande.

«4. Chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite. Il est insensé d'injurier le gouvernement de Paris. Les Alsaciens-Lorrains sont eux-mêmes responsables de la situation ! Au lieu d'aller se lamenter et de parlementer à Paris, nous ne devons finalement compter que sur nous-mêmes. Nous n'avons pas seulement le droit, nous avons aussi le devoir de déterminer seuls notre propre destin. Notre destin ne se décidera que chez nous et seulement par nous. Nous disposons des moyens pour fixer le destin qu'il nous faut. Il suffit de le vouloir fermement. Dans le monde ne vaut et n'existe que ce qui s'obtient et se soutient courageusement. Et nous devons enfin nous unir.

«5. La multiplicité des partis politiques est un malheur... Nous sommes contre les partis politiques et pour l'unité du peuple d'Alsace-Lorraine. Peu importe si nous sommes catholiques ou protestants : nous sommes d'un même sang et nous avons à défendre des richesses communes. C'est folie que paysans, travailleurs manuels et intellectuels se divisent en classes qui se querellent mutuellement. Ne dépendent-ils pas tous les uns des autres et leur existence n'est-elle pas également menacée par la force extérieure et la détresse intérieure ? D'abord nous sommes des Alsaciens-Lorrains ! Nous voulons réaliser la communauté de notre peuple. Il n'y a de vraie communauté du peuple que dans la mesure où nous nous soutenons fraternellement corps et âme. Dans notre mouvement, nous voulons donner la première preuve d'une authentique camaraderie.

«6. Qu'un peuple vive honnêtement ne dépend pas d'abord du régime de son Etat, mais de la mentalité de ses citoyens. Nous constatons que la Troisième République a failli à notre égard, mais une dictature à Paris n'y portera pas remède. Notre gouvernement doit être soutenu par la volonté du peuple d'Alsace-Lorraine et il doit d'abord être à son service. C'est pourquoi nous avons besoin de gens sans peur et sans reproche sortis de nos rangs ; eux seuls pourront faire une politique sans peur et sans reproche. Nous avons besoin d'ordre ; mais un ordre véritable ne règne que si les hommes qui commandent et administrent sont vraiment responsables. Et l'ordre, c'est-à-dire la vraie liberté, n'existe que si le principe supérieur de l'égalité régit les relations de citoyen à citoyen, de profession à profession, et d'Etat à citoyens.

«7. Nous luttons aussi pour notre sécurité ethnique et pour la libération sociale de notre peuple. C'est pourquoi nous plaçons le mouvement d'Alsace-Lorraine dans la grande révolution de notre temps qui doit permettre à chaque peuple de se construire un nouvel ordre particulier. Le système capitaliste ne connaît ni hommes ni peuples ; il ne connaît que le profit. Le système capitaliste a livré le monde aux plus téméraires brigands ; nous sommes ses ennemis. La propriété privée ne se justifie que par son service à la communauté tout entière. Ce ne sont point les propriétés qui

doivent distinguer les gens, mais seulement les réalisations.

«8. Nous ignorons les classes sociales et nous rejetons la lutte de classes du marxisme athée et étranger au peuple. Mais il faut briser la puissance des bourgeois et de leurs satellites. Ils sont assis à la ville et à la campagne sur le dos du peuple des travailleurs, dont ils trahissent au surplus la langue et le caractère. La paysannerie de l'Alsace-Lorraine, qui représente le noyau et la fontaine de jouvence de notre peuple, est gravement menacée ; l'agriculture de l'Alsace-Lorraine se trouve dans une situation particulière et possède ses propres intérêts ; ceux-ci doivent être protégés par Strasbourg, sinon, notre paysannerie s'en ira à sa ruine. Nous réclamons le retour des richesses volées à notre pays : elles appartiennent à l'ensemble de notre peuple et doivent en premier lieu revenir aux travailleurs. Les ouvriers d'Alsace-Lorraine ne sont pas là pour être exploités par les étrangers et par ceux qui le sont devenus. Avec les autres professions, ils doivent soutenir la communauté ethnique dans le besoin et le danger, et de ce fait, ils doivent aussi avoir part au bonheur et à la paix du peuple.

«9. Nous considérons la politique extérieure française depuis 1918 comme désastreuse. La France s'est empêtrée dans un filet d'alliances qui pèse lourdement sur le pays, désagrège l'Europe encore un peu plus et de toute façon n'atteint point son but, puisque la France se trouve incapable de conserver le traité de Versailles. Tant que la question la plus importante, celle des relations de la France avec l'Allemagne, n'est point résolue, la paix ne sera pas assurée. Quant à nous, nous ne voulons pas la guerre qui transformerait demain en désert d'entonnoirs et no man's land notre Heimat, que hier l'on a appelée un «beau jardin» et qui est devenue aujourd'hui un glacis de fortifications. Nous ne voulons pas la guerre qui risquerait de nous jeter en première ligne d'un combat insensé, tandis que loin des tirs, les provocateurs continueraient tranquillement comme la dernière fois à faire leur petit commerce.

«10. C'est ainsi que nous menons le juste et bon combat :

*pour notre entité ethnique (Volkstum) et notre langue allemande ;
pour le retour sur nous-mêmes et notre autodétermination ; pour l'unité de l'Alsace-Lorraine ;
pour la véritable communauté du peuple et la justice ;
pour un ordre nouveau ;
pour tous les travailleurs de la ville et de la campagne ; pour une paix véritable ;
pour un peuple libre dans son propre pays !».*

Le mouvement de jeunesse Jungmannschaft offrait ainsi un vaste programme de réorganisation globale de la société, qui sur beaucoup de points ressemblait alors à celui de bien d'autres mouvements de jeunes d'Europe, à commencer par celui de la **Jung-Volkspartei** et de la **Jung-Lothringen**.

Les réunions des membres de la Jungmannschaft revêtaient pourtant un caractère plus clandestin que celles des autres mouvements de jeunes au moins en Alsace. En effet, les réunions avaient lieu à la «Dicke Marie» (restaurant du Pigeon) dans la Kilfergasse, fenêtres et volets hermétiquement clos, les portes verrouillées.

Les serveuses devaient frapper trois coups à la porte avant d'obtenir le droit d'entrer et en leur présence personne ne parlait. Un tel climat n'était assurément pas pour déplaire à la jeunesse toujours fascinée par un certain mystère et par certains rites. Un drapeau noir de 1 m sur 0,50 m, frappé de la Wolfsangel rouge, ornait sobrement le local. Les entretiens se faisaient exclusivement en Hochdeutsch et ne craignaient pas d'aborder les concepts les plus abstraits.

A la réunion du 12 juillet 1933 étaient présents, outre le président, l'avocat Hermann Bickler, le trésorier Alexander Kraemer, Maritz (employé aux Hospices Civils), Hanauer (étudiant en médecine), Michel (fils du pasteur de Mietesheim), Ihme (fils du pasteur d'Offwiller et membre important du Bund Erwin von Steinbach), Schmitt, Metz, Marckgraf, Oscar Stolz, Richert, Sur, Gustave et Richard Liebrich, etc.

Hermann Bickler ouvrit la séance par l'étude du principe de la Gleichschaltung alors en cours en Allemagne, principe que sous le nom d'Egalité la France avait appliqué dès 1789 en détruisant les provinces et en les remplaçant par des départements. Il donna aussi lecture de quelques extraits de journaux, notamment du Voelkischer Beobachter au sujet du récent concordat signé entre Berlin et le Vatican ; comme l'Alsace-Lorraine vivait pareillement sous un régime concordataire, Ihme fut chargé de préparer une conférence sur ce sujet en vue de la réunion de septembre.

Après une petite discussion libre sur le Bund der Wanderfreunde (Ligue des Amis de l'Excursion), créé par Paul Schall, dont on craignait la concurrence, l'on décida de s'opposer à l'utilisation par cette nouvelle association du drapeau de la Jungmannschaft. En troisième partie de la réunion se plaçait la réception de cinq nouveaux membres : Gustave Liebrich, Oscar Stolz, Sur, Richert et Schmitt. Le président leur adressa une courte allocution, rappela les finalités du mouvement de jeunesse d'après la dernière circulaire du 1er juin précédent, puis prononça le serment de fidélité répété pour chaque candidat :

«Tu dois rester fidèle à l'Alsace et tu dois combattre avec nous pour la libération de notre Heimat. Sur ton honneur et ta conscience, tu promets de mener cette lutte avec tes camarades. (Treu dem Elsass sollst du bleiben und mitkämpfen für die Befreiung unserer Heimat. Auf Ehr und Gewissen versprichst du diesen Kampf mit deinen Kameraden aufzunehmen)».

Chaque fois, le candidat en question répondait par «Ja !» (Oui !) ; le président Bickler lui serrait la main et agrafait la Wolfsangel, insigne de la Jungmannschaft. Puis, il donna quelques nouvelles sur la marche du mouvement : le Dr Kirsch de Phalsbourg était sur le point de créer une section de Jungmannschaft avec l'aide de Victor Antoni ; à Offwiller, le contact avait été établi avec les Jeunesses Communistes en vue de s'en faire des alliés, etc.

Avant la séparation vers 23 heures, Hermann Bickler notait les adresses de personnes susceptibles de s'intéresser au mouvement, promettait de leur rendre visite personnellement et engageait les membres de la Jungmannschaft à faire du recrutement au cours des vacances. Enfin, sur proposition d'Ihme, Marckgraf fut chargé de dresser la liste des commerçants à recommander particulièrement au mouvement de jeunesse.

Durant les grandes vacances et à l'occasion de l'annexion de Bouxwiller-Ingwiller par la France dont le gouvernement fêtait le tricentenaire, les militants de la Jungmannschaft collèrent partout des papillons et distribuèrent des tracts de protestation. Le 7 septembre 1933, l'on discuta la conférence sur le Concordat et le 9 octobre suivant une importante assemblée réunissait notamment autour du président Hermann Bickler, Krieg, Kraemer, Michel, Hollweck, Marckgraf, Ihme, Stolz, Schmitt et Rudi Lang de retour de son service militaire à Rennes. Trois nouveaux adhérents furent acceptés : Ehrhardt, Stricker et Roos (employé à la Caisse d'Epargne de Strasbourg). L'absence de Sur, excusé, fit remettre le rapport politique de la quinzaine.

Hermann Bickler présenta ensuite le Jungmann Michel revêtu du costume adopté par le mouvement : anorak brun avec col fermé et une seule rangée de boutons ; knickerbocker (culotte de golf) de même couleur et ceinturon ; bref, le costume du sportif à la mode de l'époque. Mais pour les autorités françaises, c'était le costume des S.A. (Sturm Abteilung) !... La coupe du costume fut adoptée, mais des discussions et des oppositions apparurent au sujet de la couleur et la question ne fut point tranchée. La coiffure également resta encore au niveau des recherches. L'uniforme de la Jungmannschaft demeurerait facultatif, et ceux qui voulaient le porter devaient se le faire confectionner à leurs propres frais.

La seconde partie de la réunion était consacrée à l'analyse politique des relations entre la Landespartei et la Volkspartei au conseil général du Bas-Rhin, aux oppositions entre Michel Walter et le Dr Roos, mais aussi à l'opposition entre les jeunes et les vieilles générations : «Il nous faut avant tout gagner les jeunes éléments de la Volkspartei, les Jungmannen de la Jung-Volkspartei, qui comme nous, aspirent à évincer de la direction du parti les vieux bonzes aux idées arriérées. En attendant, nous ne tiendrons plus compte comme par le passé, des contingences électorales et des

considérations de pactes d'alliance. Le mouvement autonomiste ira son chemin en propageant «die neuen deutschen Ideen» (les nouvelles idées allemandes) seules capables peut-être de sauver l'Alsace».

La politique de rapprochement entre la Jung-Volkspartei et la Jungmannschaft s'expliquait non seulement parce que les deux mouvements de jeunesse avaient la même volonté de construire sur les ruines du capitalisme et du libéralisme un monde nouveau, mais aussi parce que Joseph Rossé, chef de la Jung-Volkspartei était sensible comme Hermann Bickler, chef de la Jungmannschaft, aux changements apportés par Hitler dans les premiers mois de son gouvernement.

Le 21 juillet 1933, l'Elsaesser Kurier de Rossé écrivait:

«...En Allemagne, le nouveau régime se prononce officiellement en faveur du christianisme. Le mouvement athée est écrasé. Les partis marxistes ainsi que le libéralisme sont détruits. En un clin d'œil, toute la littérature pornographique, toute l'industrie anticonceptionnelle a été liquidée, les kiosques et les vitrines sont nettoyées de ces saletés. L'école chrétienne est garantie par l'Etat. Les congrégations religieuses sont reconnues officiellement ; l'action catholique est placée sous la protection de l'Etat. Voilà des éléments dont Rome a pris note avec reconnaissance».

Le rapprochement de la Jungmannschaft avec la Jung-Volkspartei se doublait d'une séparation d'avec la Fortschrittspartei du député Camille Dahlet qui, en tant que co-directeur de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), se plaignait de ce que le journal autonomiste de la Landespartei, violemment aiguillonné par les jeunes de la Jungmannschaft, prît des positions extrémistes nuisibles à la politique électorale.

Finalement, n'ayant pu obtenir gain de cause, Camille Dahlet quittait la direction politique de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) le 16 septembre 1933. Cette circonstance expliquait les attaques de la Jungmannschaft contre Dahlet ce 9 octobre 1933.

«Nous ne pouvons pas suivre non plus, expliquait Hermann Bickler, nos anciens alliés de la Fortschrittspartei de M. Dahlet. Ce parti n'est qu'un «Spiessbürgerclub», un club petit bourgeois, de libre-penseurs et de francs-maçons. Il nous faut à nous un mouvement à base chrétienne large et susceptible d'englober le plus de monde possible».

Et comme Camille Dahlet s'était rabattu sur l'hebdomadaire Neue Zukunft, l'orateur demanda à ses partisans de boycotter partout cette feuille. Puis, Hermann Bickler rendit compte de la «fumisterie» officielle à l'occasion du tricentenaire de l'annexion de Bouxwiller-Ingwiller, regrettant que la police ait saisi et détruit une partie des tracts de protestation.

Il annonça également la création d'une société de protection et d'aide, le «Bund der Freunde der Jungmannschaft» (Ligue des Amis des Equipes de Jeunes), qui comprendrait tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne voulaient ou ne pouvaient pas devenir membres actifs de la Jungmannschaft, tout en sympathisant avec elle. Les cotisations et autres dons en argent de cette nouvelle association devaient être versés au nom du trésorier de cette fondation, Marckgraf ; les bienfaiteurs seraient inscrits à l'aide d'un chiffre sur une liste particulière qui serait tenue encore plus rigoureusement secrète que les autres.

Ces précautions étaient nécessaires, parce que la police était partout à l'affût. Après l'approbation du projet précédent, Hermann Bickler donna connaissance de l'organisation de soirées d'éducation physique, de «Körperertüchtigungsabende», avec boxe, mouvements offensifs et défensifs ; les séances étaient prévues au siège de la Landespartei, 17 Knoblochgasse (rue de l'Ail), en attendant que l'on trouve mieux. Comme l'ex-boxeur Appel qui assurait ces cours l'année dernière ne voulait plus les reprendre, la direction technique de la gymnastique fut confiée au cordonnier Fix.

Le président insista sur l'importance de la discipline, une discipline de fer à laquelle il fallait se soumettre de bon cœur, car tous les membres de la Jungmannschaft seraient astreints à cette éducation physique.

Avant la séparation, Hermann Bickler distribua sa 5ème Circulaire ; elle attaquait les «bonzes» des partis politiques qui exploitaient les masses qui leur avaient fait confiance, les conduisaient à la défaite en les faisant fouler aux pieds des chevaux de la gendarmerie et matraquer par les policiers. «Ces bonzes n'ont en vue que leur intérêt personnel et celui de leur parti... Il faut faire disparaître ce système et il disparaîtra».

Dans cette même circulaire, Hermann Bickler envisageait une révolution sociale complète :

«La Jungmannschaft ne lutte pas seulement pour l'existence de la nation alsacienne-lorraine, elle lutte aussi pour sa réorganisation sociale. Elle rejette la lutte des classes, car le peuple une fois débarrassé de ses parasites sera uni. Plus d'Internationale, mais un Etat dirigé par ceux qui travaillent... Un Etat dont le gouvernement se trouvera dans notre propre pays et non à Paris, et qui sera assez fort pour empêcher certaines classes de s'enrichir au détriment des autres...».

La circulaire n°5 faisait alors allusion aux difficultés du gouvernement français qui en cinquante mois, depuis le 29 juillet 1929, avait changé onze fois, et qui croyait régler les ennuis de la crise économique mondiale par des pourparlers avec les capitalistes et le matraquage policier des grévistes:

«Nous devons condamner avec la dernière énergie l'intervention de la police et des mercenaires étrangers, qui chez nous ne connaissent pas notre langue et qui doivent donc se considérer chez nous comme en pays étranger. Leur intervention constitue une injure à l'égard de tout notre peuple. Ces mêmes mercenaires sont sans doute prêts à écraser sans pitié les indigènes alsaciens-lorrains au cas où ceux-ci voudraient manifester dans la rue pour la sauvegarde de leurs droits. Ne l'oublions pas. Peut-être certains Alsaciens n'ont-ils pas encore compris suffisamment depuis 1918 ce que signifie en réalité le mot de Liberté !... Si certains journaux policiers reprochent à la Jungmannschaft d'avoir fomenté les incidents qui se sont produits pendant la grève générale, cela ne nous touche guère : nous nous contentons de hausser les épaules et de sourire. Cela prouve en effet que beaucoup de personnes nous craignent. Chers camarades ! Si ces gens-là ne nous craignaient pas et ne nous haïssaient pas, nous devrions nous demander si nous sommes à la hauteur de notre tâche et si nous sommes sur la bonne voie!»

En janvier 1934, la Jungmannschaft se dotait d'un chant de marche : «Rouge flamboie sur drapeaux noirs le signe de la grande détresse, comme un appel des vieux ancêtres à la vie, au défi et à la mort !... Les anciennes puissances tombent, un temps nouveau est en train de naître... Côte à côte nous combattons pour les héritiers !» Les paroles étaient du président, Hermann Bickler, et la mélodie était empruntée au chant bien connu «Wir traben in die Weite, das Fä

nlein weht im Wind» ; cette mélodie fut adaptée par Olier Mordrel pour les autonomistes bretons de Breiz Atao : «En avant les Bretons !». La même année, la Jungmannschaft ouvrait encore une librairie et une bibliothèque attenantes à son siège à Strasbourg, et l'avocat Peter Bieber sortait une histoire de l'Alsace-Lorraine populaire d'une centaine de pages : ***Geschichte von Elsass-Lothringen***, vendue à plusieurs milliers d'exemplaires à travers l'Alsace-Lorraine.

Au congrès du 22 avril 1934, Hermann Bickler développa un parallèle entre les jeunes de la Jungmannschaft et les anciens «Feldgräue» de 1914-1918, soulignant qu'un même esprit les animait tous : «Ce que les soldats de la grande guerre, que nous saluons, ont fait, nous, les petits-fils, nous le garderons ! Puisse la postérité dire de nous aussi : ils furent des hommes !».

L'orateur avait encore déclaré :

«Des imbéciles nous disent : vous haïssez la France ! Je pourrai simplement leur répondre: Mais nous sommes encore trop jeunes pour haïr ! Je voudrais cependant leur demander, à ces gens : Dites-moi, dans quel coin du monde un homme raisonnable et honnête pourrait-il nous reprocher de tenir à notre caractère ethnique ? Quel Français raisonnable et honnête pourrait nous gronder parce que nous ne voulons pas nous séparer de la langue allemande ? L'abandonnerait-il, lui, s'il était à notre place ? Sûrement pas !»

A la fin de 1935, le bulletin des étudiants français L'Appel lançait une grande enquête sur la jeunesse alsacienne. Dans sa réponse très longue, Hermann Bickler notait :

«... L'orientation morale et intellectuelle d'une jeunesse bien formée doit nécessairement correspondre à l'état moral et intellectuel du peuple dont elle est issue. La population d'Alsace et de Lorraine orientale, que pour faire court j'appellerai tout simplement la population alsacienne, possède par rapport à la population des territoires de l'Etat français d'avant 1918 un caractère propre et particulier... Elle parle des dialectes allemands, dont la forme littéraire est le hochdeutsch, c'est-à-dire une langue que presque 100 millions de gens utilisent en Allemagne, Autriche, Suisse et en d'autres pays... Mais voici que depuis son rétablissement, la domination française, avec son système scolaire surtout, ne veut aucunement tenir compte de ce cas particulier. On nous traite exactement comme les populations des autres départements...

C'est pourquoi la jeunesse alsacienne est contrainte à se révolter... Nous sommes anti-bourgeois aussi bien au sens alsacien qu'au sens général. Notre jeunesse doit rester profondément enracinée dans le peuple que vous ne devez pas regarder comme un tas de paysans naïfs et comme une masse de prolétaires méprisés ! Les jeunes viennent du peuple et ils doivent toujours lui appartenir. Or s'ils veulent rester en communion avec leur peuple, ils ne doivent pas oublier que ce peuple a parlé l'allemand depuis qu'il existe une langue allemande ! Donc, la formation des jeunes alsaciens doit être déterminée par cette considération fondamentale qui l'emporte sur toutes les autres... La politique d'assimilation qui ne devint radicale que vers 1850 ou 1860 et qui fut reprise avec une ardeur double depuis 1919, ne renferme-t-elle pas le risque de bouleverser avant d'atteindre ses buts, l'équilibre et l'harmonie internes de notre peuple qui en a plus que quiconque besoin ? ...»

Avec grand intérêt, l'on suivait les événements d'Allemagne. Le 13 janvier 1935, la Sarre votait son rattachement à l'Allemagne par 528 005 voix contre seulement 2 124 à la France ! Puis venait le rétablissement du service militaire d'un an et la création de la Wehrmacht en attendant la remilitarisation de la rive gauche du Rhin en mars 1936 : le traité de Versailles s'en allait en lambeaux devant une France impuissante. C'était dans ce contexte qu'Hermann Bickler prononçait son discours à Strasbourg, le 26 janvier 1936, devant les Guides de la Jungmannschaft.

Il comparait l'Alsace-Lorraine à un champ abandonné recouvert de mauvaises herbes et envahi de plantes vénéneuses. Les uns voulaient simplement arracher les végétaux les plus nocifs ; les autres voulaient incendier toute la végétation du champ. Mais la Jungmannschaft rejetait l'une et l'autre méthode : elle prenait la bêche et retournait profondément le sol... Hermann Bickler fixa ensuite les deux buts à atteindre :

«1. Puisque notre politique ne peut être faite à Paris, mais qu'elle doit venir de Strasbourg, il nous faut l'autonomie.

«2. Pour sortir notre peuple de l'impasse et lui assurer la position dont il a un besoin vital, il nous faut combattre sur deux fronts : premièrement contre Paris, deuxièmement contre les demi-mesures et les trahisons en Alsace, contre les bonzes des partis politiques, pour unifier le peuple sur la base d'une authentique communauté ethnique».

La critique incessante contre les «bonzes» politiques, et les élections législatives du Front Populaire les 26 avril et 3 mai 1936 qui consacrèrent l'échec électoral de la Landespartei du Dr Karl Roos, eurent comme suite la sécession complète de la Jungmannschaft qui devint entièrement indépendante de l'Unabhängige Landespartei. Puis en 1937, après la dissolution des Ligues de Droite, la Jungmannschaft se transforma en parti politique, Die Elsass-Lothringer Partei, le Parti d'Alsace-Lorraine.

JUNGMANNSCHAFT (1934)

Rot	glüht	auf	schwarzen	Fahnen
Das	Zeichen		arger	Not,
Als	Ruf	der	fernen	Ahnen,

Von Leben, Trotz und Tod.
 Und sollten viele zagen,
 Heraus ! Der Kampf hebt an !
 Wir werden 's dennoch wagen,
 Heraus ! Steht Mann für Mann !

Wir werden keine Knechte,
 So klingt das neue Lied ' ,
 Und gilt es hart' Gefechte,
 Jungmannschaft tritt in 's Glied.
 Die schwarzen Fahnen fliegen.
 Heraus ! Wir halten stand !
 Wir müssen endlich siegen.
 Frei Volk in eignum Land !

Die alten Mächte fallen,
 Es kommt die neue Zeit.
 Wenn junge Schritte hallen,
 Ist unser Tag nicht weit.
 Und geht es gar zum Sterben,
 Wohlan ! Was liegt daran !
 Wir kämpfen für die Erben,
 Wir stehen Mann für Mann !

JUNGMANNSCHAFT

Rouge brûle sur les drapeaux noirs
 le signe de la grande détresse,
 comme un appel des lointains ancêtres
 à la Vie, au Défi et à la Mort.
 devraient beaucoup trembler de peur :
 «Dehors ! Le combat commence !
 «.Nous allons le tenter quand même !
 «Dehors ! L'un derrière l'autre !»

Nous ne deviendrons pas des domestiques,
 chante l'hymne nouveau ;
 et faut-il livrer de dures batailles,
 Jungmannschaft avance en rangs.
 Les drapeaux noirs flottent.
 «Dehors ! Nous résistons !
 «Nous devons enfin vaincre !
 «Peuple libre en son propre pays !»

Les vieilles puissances s'effondrent,
 il vient le Temps Nouveau.
 Lorsque résonnent les jeunes pas,
 c'est que notre jour n'est plus loin.
 Et faut-il même mourir.
 Eh bien ! qu'importe !
 Nous combattons pour nos héritiers,
 Nous sommes l'un derrière l'autre.

Hermann Bickler

Chant officiel de l'Elsass-Lothringische Jungmannschaft et de l'Elsass-Lothringer Partei.
 Mélodie : «*Wir traben in die Weite, das Fahnlein weht im Wind*».

XVIII – DU HEIMATFRONT A LA PRISON ET A LA MORT

A la Chambre des Députés, le grand événement de l'année 1933 avait été les deux discours prononcés par Camille Dahlet et Maurice Thorez le 3 avril. Le député de Saverne dénonçait l'utilisation éhontée, par le gouvernement, des fonds secrets afin de combattre les légitimes tendances autonomistes de l'Alsace-Lorraine. l'Elsaesser Bote à lui seul empochait 130 000 francs par mois, soit 1 560 000 francs par an, pour soutenir la politique assimilatrice et destructrice de Paris.

Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, appuya énergiquement Dahlet, dénombrant les 2 000 chômeurs du Bas-Rhin, les 8 000 du Haut-Rhin, critiquant la politique impérialiste et linguistique de la France ; il réclamait :

«que l'école alsacienne soit débarrassée du représentant de l'impérialisme français et qu'elle soit confiée à l'instituteur laïque de nationalité alsacienne (sic)...., l'indépendance absolue et inconditionnée du peuple d'Alsace et de Lorraine,... le retrait immédiat de tous les corps de troupes d'occupation et de tous les fonctionnaires français d'Alsace-Lorraine... Nous estimons que l'autonomie n'est pas une revendication suffisante. Dans le cadre de la France, elle laisse subsister la domination impérialiste...».

Et Maurice Thorez terminait par ce cri : «Vive la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine jusques et y compris sa séparation d'avec la France !»

1. La Landespartei jusqu'en 1936

Mais en Alsace-Lorraine, la situation des autonomistes était plutôt médiocre, et cela en dépit de leur succès électoral de mai 1932. La Landespartei subissait une période de dépression et donnait des signes de fatigue. En dehors des articles de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), à la direction tiraillée par des forces diverses, et à côté de ses réunions plus ou moins clandestines à la «Dicke Marie» ou restaurant du Pigeon, elle n'avait point cherché à toucher les masses.

Le maire Charles Hueber avait licencié de la Bibliothèque de la ville de Strasbourg l'artiste Henri Solveen et le cheminot signataire du Heimatbund Julien Marco ; d'autres comme North et le dentiste Alphonse Mat-ter se sentaient lésés dans leurs intérêts matériels ; à ces querelles financières et professionnelles s'ajoutaient les dissensions d'ordre politique entre la Landespartei et ses alliés de la Volksfront.

La Landespartei était réduite à la défensive, face à une partie de la Volkspartei du Bas-Rhin qui se rapprochait des républicains-démocrates et était en butte aux attaques des communistes-opposition. Charles Hueber, comme Michel Walter, lui reprochait une trop grande sympathie à l'égard de ce qui se passait en Allemagne. Camille Dahlet et la Fortschrittspartei prenaient leurs distances et le député de Saverne quittait l'Elsass-Lothringer Zeitung pour se contenter de la Neue Zukunft.

A ces crises s'en ajoutait une autre encore plus insidieuse provenant du mouvement de jeunesse du parti. Les jeunes Stürmer de la Jungmannschaft de Hermann Bickler poussaient les anciens vers un certain extrémisme et un certain radicalisme autonomiste, cherchant à évincer les chefs traditionnels du mouvement. Les membres de la Jungmannschaft voyaient avec satisfaction le relâchement des liens qui unissaient depuis 1930 la Landespartei, la Fortschrittspartei, la Volkspartei et la Kommunistische Partei-Opposition au sein de la Volksfront. Ils voulaient épurer le parti des éléments peu sûrs, des hommes capables un beau jour de se rallier aux nationalistes assimilateurs si les circonstances s'y prêtaient.

Le Dr Roos devait faire face à toutes les difficultés à la fois. L'artiste Solveen fut recasé comme professeur à l'Ecole des Arts Décoratifs de la ville de Strasbourg ; Julien Marco reçut un emploi aux Hospices civils de la ville. Plus délicates étaient les situations d'Alphonse Matter et de North. Matter avait mal géré la caisse du parti ; il était accusé de détournement de fonds, ce qui avait créé

un véritable malaise ; il donna sa démission et l'on renonça à porter plainte contre lui ; l'on dut établir un système de comptabilité double et secrète. Le quatrième boulet du Dr Roos et de Paul Schall était l'éternel mécontent, North, responsable de la publicité dans l'Elsass-Lothringer Zeitung ; on ne le congédia point et l'on continua de lui allouer un salaire de 1 100 francs par mois pour une sinécure.

Il fallut aussi songer à réorganiser sérieusement le parti. En l'absence du Dr Karl Roos parti en voyage d'information en Europe centrale, ce fut Paul Schall qui procéda à la réforme interne. Jusqu'alors, la Landespartei n'avait pas vraiment de sections ni de sous-sections ; elle était essentiellement constituée par des membres inscrits, disséminés à travers les trois départements d'Alsace-Lorraine, payant plus ou moins régulièrement leurs cotisations. L'on se retrouvait bien au cours des assemblées générales, mais les délégués ne représentaient trop souvent que leur seule personne. L'on comptait essentiellement sur les sympathisants et les lecteurs de l'Elsass-Lothringer Zeitung lors des consultations électorales. La réorganisation était devenue d'autant plus urgente que le mouvement de jeunesse, la Jungmannschaft, présentait une organisation claire et ferme, et que cette dernière constituait l'élément le plus dynamique et le plus idéaliste.

Paul Schall créa donc les sections et les sous-sections ; il mit à leur tête des Vertrauensleute (des hommes de confiance), triés sur le volet et soumis à l'agrément du Dr Karl Roos. Les Vertrauensleute étaient convoqués à des réunions spéciales au cours desquelles seraient traitées les questions délicates et confidentielles. Persuadés que ces Vertrauensleute exerceraient une plus grande influence que le journal, Paul Schall et Karl Roos leur remirent le Mémoire suivant qu'il fallait conserver soigneusement, et toujours relire en vue d'une propagande efficace :

« 1 — Pour qu'une idée politique fasse son chemin, il faut continuellement faire de la propagande.

« 2 — C'est principalement aux Vertrauensleute (hommes de confiance) qu'échoit ce travail ; de leur activité dépend en grande partie le succès du mouvement.

« 3 — Les Vertrauensleute doivent continuellement penser à la propagande et se demander : Que pourrait-on faire à tel ou tel endroit, dans telle ou telle situation, pour servir notre idée ? Les Vertrauensleute ne doivent jamais venir à la réunion sans s'y être préparés. Cette préparation portera sur les points suivants :

« 4 — Pour faire une bonne propagande, il faut avant tout connaître l'état d'esprit de la population. Aussi les Vertrauensleute de l'Unabhängige Landespartei étudieront-ils cet état d'esprit pour en connaître l'origine et les causes, ce qui leur permettra de comprendre les effets.

« 5 — Très importantes sont les observations que l'on peut faire journellement au bureau, à l'atelier, dans ses relations avec les clients, à l'école ou à l'église. On arrive à y faire des constatations très intéressantes qui permettent de se rendre compte si le terrain est propice à nos idées. Il est préférable de noter les constatations faites (même si on n'aime pas écrire) : tout est possible lorsqu'on a surmonté les débuts. Ces notes seraient apportées à l'Elsass-Lothringer Zeitung qui pourra en exploiter certains cas particulièrement intéressants.

« 6 — La meilleure propagande est le «petit travail». On entend par là une propagande d'homme à homme. C'est à ce travail que les Vertrauensleute doivent s'attacher tout particulièrement et inviter les membres et sympathisants à faire de même. Si l'on se trouve par exemple en face d'un adversaire politique, il ne faut pas se figurer qu'il sera convaincu du premier coup. Certaines personnes devront être amenées tout doucement à reconnaître le bien-fondé de notre idée.

« 7 — Très important est également le travail de propagande dans les sociétés. Là, il ne s'agit pas de faire de la politique, mais de contredire simplement certaines personnes qui y font une politique chauvine, quand ce ne serait que pour obtenir une décoration.

« 8 — Parlez souvent avec d'autres membres de notre mouvement ; vous ne perdrez pas votre temps ; au contraire, vos conceptions politiques s'élargiront en se perfectionnant. Cela vous servira beaucoup pour la propagande.

« 9 — Lisez souvent notre journal, l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ). Si vous y découvrez un article qui pourrait avoir une certaine influence, demandez sur le champ, aujourd'hui et pas demain ! quelques numéros du journal qui sont fournis gratuitement, et distribuez-les aux personnes que vous jugerez pouvoir s'y intéresser. Si Y Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) écrit par exemple un article sur les employés du Tramway, vous vous arrangerez pour que tous les employés de tramway que vous connaissez directement ou indirectement lisent cet article. Il est recommandé de souligner en rouge les articles devant attirer l'attention du destinataire.

«10 — De toute façon, il est à remarquer que la propagande par l'écrit est la plus efficace. Mais les bulletins n'ont de nos jours plus grande valeur, à moins d'être illustrés. Le tract par contre est encore un bon moyen de propagande, à condition qu'il ne contienne qu'un texte très court. Le moyen le plus efficace consiste à déposer le dimanche matin dans les boîtes à lettres des tracts ou des numéros de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), afin que les destinataires puissent les lire en prenant leur petit déjeuner. Par conséquent, il est recommandé que les hommes de confiance, accompagnés d'autres membres, fassent de temps à autre de la propagande de maison à maison pour l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ).

«11 — Il est important d'obtenir que tous les membres et sympathisants fassent leurs achats dans les magasins qui font paraître des annonces dans l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) et boycottent les magasins qui ne s'intéressent pas à notre mouvement. Cette question devrait être soulevée dans chaque réunion des Vertrauensleute.

«12 — La propagande n'a de valeur que si elle est faite avec conviction et énergie. Venez régulièrement aux réunions des Vertrauensleute. Ce que vous ferez, aucun ne le fera à votre place !»

Le 2 juin 1933, la section strasbourgeoise de la Landespartei réunissait une cinquantaine de militants dans une salle de la «Dicke Marie» sous la présidence du conseiller général, Karl Roos. L'architecte auxiliaire de la ville de Strasbourg, Albert Reithler, et le conseiller général, adjoint au maire de Strasbourg, Charles-Philippe Heil, firent un exposé sur l'acquisition, l'aménagement et l'aliénation des terrains de la zone militaire déclassée, de l'ancienne enceinte fortifiée. Le conseiller municipal Paul Schall donna connaissance de cinq nouvelles admissions, dont il ne livrait pas les noms, n'en ayant pas encore la demande écrite ; l'admission fut décidée sous réserve de l'approbation par le comité directeur du Parti.

L'ancien chef de gare, Eugène Sigrist, présenta une motion demandant à la Landespartei de préciser son attitude à l'égard du député Camille Dahlet, directeur politique de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), à la suite de son article du 13 mai 1933 qui avait provoqué des protestations : «L'Angleterre et le cousin allemand». Or Dahlet y écrivait :

«... Le revirement d'opinion qui s'est accompli en Angleterre, en Amérique et dans d'autres pays n'est, bien entendu, pas resté inaperçu en Allemagne où le rôle d'information de l'opinion publique convient mal à une presse muselée par la «Gleichschaltung» (Egalisation). Les fanfares de l'autre côté du Rhin font entendre déjà un ton moins provoquant. On jongle moins avec la force. Cependant un beau jour, comme en 1914, le peuple allemand pourrait, s'il ne devient plus clairvoyant, se réveiller désagréablement de son utopie et se frotter les yeux avec étonnement en constatant qu'il est complètement entouré d'ennemis !».

Hermann Bickler, chef de la Jungmannschaft, prit la parole pour faire remarquer que l'article de Dahlet était germanophobe et qu'il avait été repris partiellement par les revues et les organes anti-autonomistes et nationalistes. Camille Dahlet donnait l'impression depuis un certain temps de chercher à vouloir occuper une place prépondérante à l'Elsass-Lothringer Zeitung ; il aurait même intrigué contre le rédacteur en chef, Paul Schall, qu'il voulait «débarquer» ; il importait de savoir si

la Landespartei approuvait ou condamnait cette attitude.

Sigrist et North partagèrent le même point de vue que Hermann Bickler et prirent vivement à partie le député Dahlet. Après discussion, l'on adopta une résolution qui renouvelait toute la confiance de la Landespartei à Paul Schall, mais abandonnait à une assemblée extraordinaire le soin de trancher ce qui concernait le député de Saverne.

La réunion du 7 juillet 1933 était présidée par l'architecte Albert Reithler. Paul Schall commença par brosser un tableau d'ensemble de l'évolution politique de l'Allemagne depuis l'avènement, le 30 janvier précédent, du chancelier Adolf Hitler. Il souligna que Hitler réalisait son programme avec logique et obstination : le chômage diminuait sensiblement, l'ordre était rétabli.

Puis il passa rapidement en revue les différents mouvements fascistes qui se dessinaient en Europe, en Belgique, en Italie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Suisse surtout, et naturellement en France avec les Camelots du Roy, les Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger (1924), le Faisceau de Georges Valois, les Croix de Feu du colonel de La Rocque.

Et Paul Schall suivait attentivement cette évolution politique vers une Europe nationale-socialiste, car «à la faveur d'un mouvement général de ce genre, l'Alsace-Lorraine ne pourrait que profiter des troubles éventuels pour réaliser enfin son indépendance».

Cette dernière déclaration de Paul Schall le 7 juillet 1933 montre très clairement que la Landespartei n'était point un parti irrédentiste qui aurait travaillé à ramener l'Alsace-Lorraine dans le sein de l'Allemagne. Comme les jeunes de la Jung-Volkspartei ou de la Jungmannschaft, les membres de la Landespartei étaient persuadés de la Fin du monde politique d'alors ; et, puisque la France se refusait d'abandonner sa politique d'assimilation et de destruction ethnique, ils espéraient parvenir à une indépendance complète, tant par rapport à la France que par rapport à l'Allemagne, grâce à une révolution européenne qui balayerait le capitalisme, le libéralisme et le chauvinisme en unissant le nationalisme ethnique (et non pas le nationalisme statocratique) au socialisme à visage humain dans le vaste cadre d'une fédération européenne qui pourrait donner la grande chance à l'Alsace-Lorraine en lui conférant le privilège de centre culturel et économique, peut-être même administratif, pratiquement à égale distance de la Mer du Nord et de la Méditerranée, de l'Atlantique et de l'URSS.

Du reste, une activité irrédentiste aurait été parfaitement illusoire après 1933 en Alsace-Lorraine, puisque c'étaient les finances de cette France anti-autonomiste qui précisément avaient permis à Adolf Hitler d'arriver finalement au pouvoir en Allemagne ; ce dernier en savait gré à la France. Sans doute, en novembre 1926, Adolf Hitler écrivait dans *Mein Kampf* que la France «soit dit en passant, nous a volé l'Alsace et la Lorraine», mais un peu plus loin il ajoutait : «La prétention de rétablir les frontières de 1914 est une insanité politique par ses proportions et ses conséquences qui la révèlent comme un véritable crime».

Paul Schall continuait ensuite sa conférence en abordant les questions d'ordre intérieur à la Landespartei ; il annonça la création d'un «Parteisekretariat» (Secrétariat du Parti) installé au 17 de la Knoblochgasse (rue de l'Ail)¹ à Strasbourg, dans un local contigu à celui de la rédaction de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), et sous la direction de Hasselmann, par ailleurs déjà rédacteur au journal du parti. Hasselmann était occupé au classement des fiches de chaque membre ainsi qu'à la révision des listes des Vertrauensleute, des adhérents et des sympathisants de la Landespartei.

Après les vacances d'été, à partir d'octobre, la campagne de propagande devait être reprise avec plus d'intensité ; les réunions mensuelles deviendraient moins strictement privées, plus ouvertes ; pour y être admis, il ne serait plus nécessaire d'être inscrit comme membre du parti ; une recommandation par un «ancien» suffirait. En conséquence, l'on ne soulèverait point dans ces réunions les questions internes au parti ou concernant l'Elsass-Lothringer Zeitung ou touchant les dirigeants de la Landespartei et de la Jungmannschaft. Les Vertrauensleute seraient convoqués dans des assemblées spéciales pour traiter à huis clos de ces problèmes.

La discussion des «questions diverses» donna lieu à un vif échange à propos des soumissions de construction d'immeubles aux frais de la ville de Strasbourg. Le dessinateur Bauer (successeur de René Schlegel au 8 quai des Pêcheurs) et l'architecte Albert Reithler se plaignirent de ce que des architectes et des entrepreneurs, tels que Nadler et Maulbecker, eussent été favorisés ; ils allèrent jusqu'à suggérer que Karl Roos aurait accepté des pots de vin.

Ils accusèrent amèrement la municipalité de Strasbourg de ne point leur attribuer de travaux et de favoriser toujours les mêmes, savoir les architectes Luft et Krebs, ou l'électricien Jean Schmitt, qui ne venaient jamais aux réunions et ne faisaient, aucun sacrifice pour le parti. Albert Reithler déclara que les dirigeants de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ), Roos, Hauss et Schall, avaient confié la construction des nouveaux locaux devant abriter les bureaux de l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) aux entrepreneurs anti-autonomistes Risch et Hervé, et que dans ce cas aussi, l'on avait préféré faire une «bonne affaire» plutôt que de favoriser les membres du parti.

1. La francisation des noms de rue en Alsace a toujours été un bon test pour révéler l'ignorance et la bêtise de ceux qui s'y livraient. Ainsi, dans Knoblochgasse, le mot Knobloch ne renvoyait pas à un légume, l'ail, mais à une famille de pionniers de l'imprimerie, Heinrich Knobloch (imprimeur strasbourgeois de 1477 à 1483) et son fils Hans. On a vu qu'au procès de Colmar en mai 1928, la police française voulait arrêter Albrecht Dürer, mort en 1528, dont elle avait déjà les empreintes digitales !...

Si ce comportement de la Landespartei tournait finalement à son honneur, en ce qu'elle se refusait à faire une «magouille» en faveur des membres du parti, il n'en demeurait pas moins que cette discussion embarrassait visiblement Paul Schall, d'autant plus que la présidence de l'assemblée appartenait précisément au plaignant. Schall donna donc quelques vagues explications, soulignant que les soumissions avaient été régulièrement réalisées, avec le concours de la Caisse d'Epargne qui accordait d'importants prêts hypothécaires ; puis il mit brusquement fin à la discussion en levant la séance. Toutefois, avant la séparation, Paul Schall recommanda vivement l'adhésion au «Bund der Wanderfreunde» qu'il venait de fonder.

Effectivement, comme prévu, le 11 juillet 1933, une importante assemblée se tenait, toujours à la «Dicke Marie» de la Küfergasse, à Strasbourg. L'on notait la présence, à côté de Paul Schall, de Mesdames Reisa-cher, Hentches, Marckgraf, de Mademoiselle Hampe, et de Messieurs Hartelmeyer, Schlegel, Fix, Hasselmann, Hollweck, Metz, Thomann, le poëlier Conrad (ancien membre de la Schutztruppe du Heimatbund, arrêté puis libéré avant le Komplott-Prozess comme innocent), Heck, Obergessell, Hollaender, Brumbder, Schmitt, Hey, Xavier Gillig, Oscar Stolz, Rudi Lang, Walter (employé à l'hôpital civil), Gasser (mécanicien au même hôpital), Julien Marco, Madame Woerner et Claire Jacobowsky, la première employée, la seconde secrétaire à l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ).

Paul Schall souhaite la bienvenue et annonça que le «Bund der Wanderfreunde» (Association des Amis des Excursions) comptait déjà 87 membres ; il se félicitait du succès obtenu et retraça les buts de l'association : faire connaître et aimer l'Alsace, propager les idées autonomistes tout en se livrant au sport. Il présenta ensuite un projet de fanion esquissé par l'architecte Albert Reithler, puisque la Jungmannschaft interdisait l'utilisation de la Wolfsangel rouge sur fond noir.

Ce fanion triangulaire était aussi inspiré de la Guerre des Paysans (Bauernkrieg) du début du XVI^{ème} siècle : il était noir et portait en rouge un Bundschuh, un soulier à lacet, symbole du peuple révolté contre l'oppression féodale. Le revers portait en lettres gothiques rouges l'inscription : «Elsaesser Wanderbund» (Association alsacienne d'excursionnistes). Ce fanion serait porté, non seulement par les excursionnistes à pied, mais aussi par les cyclistes dont une section était en voie de formation. La broderie de ces fanions serait effectuée par les dames du Wanderbund.

Hasselmann, secrétaire général du parti, donna ensuite lecture des statuts provisoires, qui furent adoptés, et proposa que l'on n'inscrive point sur le Registre des Sociétés le Wanderbund pour éviter que la police spéciale d'Alsace et de Lorraine n'y mette son nez, proposition qui fut aussi adoptée.

L'on élit alors le comité directeur définitif du Bund der Elsaessischen Wanderfreunde, savoir Paul Schall comme président, Hasselmann comme vice-président, et comme assesseurs Haertelmeyer, Fix, Schlegel, Claire Jacobowsky, Stolz, Julien Marco, Heck, Hollaender.

Hasselmann reprit la parole pour annoncer le prochain voyage au Schwarzwald, en Forêt Noire, «pour faire enrager les chauvins français» et invita les assistants à y participer, en leur recommandant de se munir soigneusement d'un passeport ou d'une carte de frontalier.

Et puisque le Dr Fritz Spieser avait construit une Jugendherberge (Auberge de Jeunesse) à la Hünenburg, des contacts avaient été établis avec le Bund Erwin von Steinbach. Madame Reisacher proposa alors un autre rapprochement, avec l'association Vogesenfreund (Amis des Vosges) fondée en 1927, mais Hasselmann s'y opposa vivement en déclarant que cette dernière était «une société de mouchards», présidée par l'inspecteur de police Henny. L'on décida encore que l'Institution Meyer à Schiltigheim serait l'école de chant pour apprendre aux membres nos chansons populaires allemandes. En attendant, une excursion était prévue le dimanche 16 juillet pour la visite des châteaux d'Ottrott (le Dr Spieser habitait encore à Ottrott) ; ce serait l'occasion de la première sortie pour la section des cyclistes.

La première réunion des Vertrauensleute de l'Unabhängige Landespartei eut lieu le 29 septembre 1933, au local habituel de la «Dicke Marie». Comme hommes de confiance, Paul Schall avait convoqué Hunsinger, Hentches, Fix, Barth, Metz, Schmitt, Thomann, Walter et Julien Marco. La discussion porta sur l'organisation des cellules et sur l'adoption des «idées nouvelles» qui unissaient le nationalisme ethnique au socialisme, idées qui sauveraient l'Europe. Les Vertrauensleute étaient les agents de confiance qui assureraient la liaison entre le comité directeur et la masse des membres ; agréés par Karl Roos, ils pourraient présenter des résolutions au comité directeur.

La seconde assemblée des hommes de confiance se tint le 13 octobre 1933. Schmitt fut nommé secrétaire et Marckgraf secrétaire adjoint. Il fut décidé que pour garantir le caractère secret des réunions des Vertrauensleute, elles ne seraient plus annoncées dans la presse.

Hunsinger engagea une discussion au sujet du vrai rôle des Vertrauensleute et des cellules autonomistes. Il réclama une sévère discrimination entre les personnes auxquelles le parti et ses alliés accordaient des emplois à la mairie de Strasbourg et des mesures pour empêcher que les employés municipaux nationalistes et chauvins ne chicanent leurs collègues autonomistes. Il se plaignait que le maire de Strasbourg, Charles Hueber, et ses adjoints, fussent sans pouvoir sur les chefs de division et que l'on manquât de respect à leur égard ; l'architecte Reithler et l'ingénieur Brumbder, qui exerçaient des fonctions d'auxiliaires à la mairie, étaient discrédités par les vieux employés non-autonomistes ou anti-autonomistes.

Schall promit de remédier à la situation : il proposerait que l'on n'engageât plus à l'avenir que des autonomistes à 100 %, capables de surveiller les services municipaux. Schuster s'étonna de ce qu'on eût engagé à la mairie Herrmann, membre des «Jeunesses Patriotes» de Pierre Taittinger, et Nester, un royaliste convaincu ; Schuster demandait une épuration des employés municipaux en faveur des autonomistes.

La troisième réunion des Vertrauensleute eut lieu le 27 octobre 1933. La situation interne du parti fut d'abord l'objet d'un examen approfondi. Schall donna lecture de la liste expurgée des membres de la Landespartei et développa sa manière de comprendre le fonctionnement des cellules, en partageant par exemple Strasbourg en quatre cellules : Nord, Est, Sud et Ouest. Il rendit aussi compte de l'apparition d'un nouveau parti fasciste en Alsace, «La Force Nouvelle», dont Schmitt-le-Roi, membre de l'Action Populaire Nationale d'Alsace (APNA) et président des Jeunesses Patriotes fascistes, serait l'instigateur.

A côté de la Jung-Volkspartei, mouvement de jeunesse de la Volkspartei, et de la Jungmannschaft, mouvement de jeunesse de la Landespartei, La Force Nouvelle apparaissait comme le mouvement de jeunesse de l'APNA. Le nouveau venu, serait-il un allié ou un concurrent ? La question restait en

suspens et elle fut renvoyée à plus tard pour permettre plus ample information.

L'on se préoccupa alors de trouver des Vertrauensleute qui puissent être placés dans les différents secteurs de l'industrie, du commerce, de l'administration, etc. Klein fut désigné comme Vertrauensmann (homme de confiance) pour les hospices civils de Strasbourg, et Deutz comme Vertrauensmann dans les Tramways de cette ville. L'on étudia également les possibilités de pénétration dans les services de la police spéciale d'Alsace et de Lorraine, où les chances étaient pratiquement nulles ; mais Schall fit remarquer que la situation était différente dans la police d'Etat où la Landespartei avait déjà ses Vertrauensleute.

L'on examina finalement la demande d'admission de Charles Baumann, qui l'année précédente avait essayé de fonder le parti extrémiste de la National-Elsaessische Volkspartei, dont il a été question à la fin du chapitre XVI ; la candidature fut rejetée.

Pendant que Paul Schall réorganisait la Landespartei, le président du parti, Karl Roos, se trouvait en voyage d'information auprès des différentes organisations de Minorités Nationales en Europe centrale, comme auprès des habitants du Tyrol rattaché à l'Italie en 1919 ou des habitants des Sudètes rattachées à la Tchécoslovaquie en 1920, et il s'était entretenu avec leurs dirigeants.

Il en profita, comme les 100 000 pèlerins alsaciens à Trêves, pour se faire une idée personnelle et directe sur le national-socialisme de Hitler et de ses partisans, pour savoir ce qui se passait exactement en Allemagne. Pour cela, il rendit visite à son ami Haltenhoff, plutôt conservateur et plus que réservé par rapport au nazisme, maire de la grande ville de Hanovre.

Durant le repas, Haltenhoff raconta à son ami qu'il était désormais obligé de porter l'uniforme brun du parti, die Amtsträgeruniform, dans ses fonctions officielles de maire. L'uniforme amusa le Dr Karl Roos ; pour rire, il l'enfila, se coiffa de la casquette avec l'aigle aux ailes déployées, se plaça devant un grand miroir, et leva son bras pour saluer à la manière d'Adolf Hitler. Le maire de Hanovre se divertit à photographier son ami ainsi déguisé et dans cette posture ; Karl Roos commit l'imprudence d'emporter une épreuve de cette photo pour amuser ses amis : il était alors loin de se douter que cette plaisanterie pouvait un jour lui coûter la vie...

Le président de la Landespartei se trouvait de retour en Alsace pour la Toussaint ; le 3 novembre 1933, il présidait la réunion publique à la «Dicke Marie». La Jungmannschaft y était aussi représentée. Roos commença par raconter son long voyage d'information auprès des minorités nationales, s'attardant surtout sur le Tyrol, les Sudètes et sur les relations amicales qu'il y avait nouées avec les dirigeants.

Puis, Schall fit l'historique du fascisme italien et du nazisme allemand, soulignant que les deux systèmes politiques avaient sorti leur pays du chaos et de la ruine.

En troisième orateur, Hermann Bickler parla du mouvement fasciste en Alsace, notamment de La Force Nouvelle dont Schmitt-le-Roi, président des Jeunesses Patriotes, était l'inspirateur. Bickler recommanda à la Landespartei d'observer une attitude réservée à son égard ; si la Landespartei était sollicitée d'adhérer à ce groupement, elle devait préalablement s'assurer que La Force Nouvelle s'engageait à défendre et à sauvegarder les droits ethniques de l'Alsace.

Le chef de la Jungmannschaft termina son exposé en déclarant qu'un gouvernement fasciste en France serait l'adversaire du mouvement autonomiste et dans cette éventualité, ses dirigeants seraient à nouveau l'objet de poursuites et même collés au mur ! Joseph Weisshaar critiqua ensuite l'attitude des députés alsaciens-lorrains qui, à la Chambre, ne tenaient pas compte des doléances et des droits ethniques de leurs électeurs. Vers 23 h 30, la réunion prit fin avec le chant de la Landespartei :

***Wir wollen keine Knechte sein,
Dir Heimat gehört unser Herz allein !***

Six jours plus tard, le 9 novembre 1933, Paul Schall convoquait pour la quatrième réunion les Vertrauensleute. Contrairement à l'accoutumé, la conférence se tint au restaurant de L'Hommelet

Rouge. Schall exposa à nouveau son point de vue sur le mouvement fasciste La Force Nouvelle de Schmitt-le-Roi, mouvement qui à son avis prenait des proportions inquiétantes en Alsace. Il estima qu'il fallait à tout prix s'opposer à son extension, ou du moins essayer de profiter du nouvel état d'esprit en Alsace pour l'avantage du mouvement autonomiste.

Hasselmann rendit compte de la nouvelle orientation que semblait prendre la Kommunistische Partei-Oppeosition de Mourer et de Hueber ; de plus en plus, leur journal Die Neue Welt promouvait des idées politiques peu dignes d'un parti allié et ami, membre de la Volksfront. L'explication, Hasselmann la trouvait dans l'action de la police spéciale d'Alsace et de Lorraine qui avait réussi à introduire dans ce parti à Strasbourg des réfugiés allemands qui avaient fui le nazisme, Brandler et Thalheimer, avec pour mission secrète de détacher les communistes des autonomistes, sous le couvert de l'anti-hitlérisme.

L'on se demanda si devant la menace fasciste de La Force Nouvelle, il ne serait pas mieux de changer le programme de la Landespartei dans un sens franchement national-socialiste ; faudrait-il prôner un antisémitisme officiel ? Faudrait-il d'autre part rejeter plus visiblement l'athéisme et essayer de rallier davantage les chrétiens, tous les chrétiens ? Dans ce dernier cas, il serait utile de se détacher de tous les alliés peu sûrs, à commencer de la Fortschrittspartei de Camille Dahlet, dont le journal, Die Neue Zukunft, ne tarderait guère à disparaître.

En réalité, la Landespartei était inquiète devant les distances que prenaient ses alliés de la Volksfront. Michel Walter entraînait de plus en plus la Volkspartei du Bas-Rhin vers les républicains démocrates. Le 28 février 1934, la Fortschrittspartei de Camille Dahlet dissolvait l'Autonomistische Arbeitsgemeinschaft (Communauté autonomiste de Travail) qui la liait depuis novembre 1929 à l'Unabhängige Landespartei pour reprendre sa complète liberté d'action, tout en prétendant continuer à lutter aux côtés de la Landespartei dans le cadre de la Volksfront créée à la fin de l'année 1930.

Quand aux communistes-opposition, ils traitaient le Illème Reich d'Etat meurtrier, attaquaient l'esprit hitlérien dans la Neue Welt du 15 septembre 1933, demandaient le 5 janvier 1934 une révision du problème des droits ethniques et cinq jours plus tard suggéraient la réunification des deux partis communistes d'Alsace-Lorraine, le Parti communiste français et la Kommunistische Partei-Oppeosition, pour instaurer en France la République des Soviets qui serait seule en mesure d'accorder l'autonomie à l'Alsace-Lorraine sous forme d'une République fédérée.

Finalement, les 27-28 janvier 1934, Charles Hueber convoquait les délégués de son parti en congrès à Strasbourg ; par 53 voix contre 2 et 7 abstentions, les délégués décidèrent de ne point rompre avec la Landespartei et de continuer la politique de la Volksfront (Front Populaire Alsacien) comme auparavant. Le congrès de la Kommunistische Partei-Oppeosition s'acheva par le vote d'une résolution en faveur du «combat de libération des Minorités Nationales opprimées» et promit de s'y tenir «à l'avenir en première ligne».

En mai 1934, afin de renforcer la Volksfront plutôt branlante et pour préparer les élections cantonales, le Dr Karl Roos proposa une action commune en faveur de la langue allemande au sein du Conseil Général du Bas-Rhin ; comme organes communs de la Volksfront, il suggéra la création d'un Comité de Coordination pour les Entreprises Ethniques et l'établissement d'un Comité de Presse.

Ces projets furent approuvés par la Fortschrittspartei et la Kommunistische Partei-Oppeosition (KP-O), mais rejetés par la Volkspartei qui doutait de la loyauté de la Landespartei vis-à-vis de l'Etat français et la trouvait trop favorable au national-socialisme. Lors des élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934, les membres de la Volksfront s'opposèrent à Bischwiller (Paul Schall contre Michel Walter) et à Seltz (René Hauss contre Bisch). Finalement, Paul Schall, René Hauss, Camille Dahlet et Joseph Rossé étaient battus et perdaient leur mandat de conseiller général.

Ces élections furent assurément un cuisant échec pour la Volksfront dans la mesure où elle existait encore, mais non un échec pour les autonomistes, surtout au sein de la Volkspartei victorieuse sans

conteste. En effet, sur 32 mandats renouvelés, les autonomistes avaient emporté 20 sièges (12 dans le Bas-Rhin et 8 dans le Haut-Rhin) contre seulement 6 nationalistes assimilateurs (3 dans chaque département) et 6 indépendants (3 dans chaque département). Dans les deux conseils généraux, les autonomistes gardaient la majorité ; ils étaient dans le Bas-Rhin 19 contre 14 nationalistes assimilateurs plus 3 indépendants, et dans le Haut-Rhin 13 contre 10 nationalistes assimilateurs plus 3 indépendants. Au total, sur 62 conseillers généraux, l'on comptait 32 autonomistes, 24 nationalistes assimilateurs et 6 indépendants.

Aux élections municipales de Strasbourg, au second tour le 12 mai 1935, la Volksfront sans la Volkspartei avait recueilli 46 % des voix et 16 sièges, savoir 10 de la Kommunistische Partei-Opposition (Hueber, Mourer, Muerschel, Schluck, Heck, Hincker, Heysch, Hengstler, Gantzer et Ferrenbach), 4 de la Landespartei (Roos, Schall, Hauss, Schlegel) et 2 de la Fortschrittspartei (Dahlet et Klein). La Volkspartei avait recueilli 14,30 % des voix et 5 sièges (Michel Walter, l'abbé Schies, Merckel, Spiesser, et Wach). Les autonomistes avaient donc obtenu 60,30 % des voix et 21 mandats contre 39,70 % des voix et 15 sièges aux nationalistes ; mais les cinq membres de la Volkspartei étaient les arbitres du jeu.

Le samedi 18 mai 1935, pour l'élection du maire, Michel Walter et ses quatre collègues de la Volkspartei trahirent la Volksfront et votèrent avec les nationalistes assimilateurs en faveur du républicain démocrate Charles Frey, qui fut élu maire par 20 voix contre 16 à Charles Hueber maire sortant. Puis, Michel Walter fut élu en récompense de sa trahison premier adjoint, le socialiste Naegelen deuxième adjoint, le démocrate Maechling troisième adjoint, l'abbé Schies de la Volkspartei quatrième adjoint et le démocrate Garcin cinquième adjoint. Ainsi, à la suite de cette machination, Strasbourg qui avait voté à 60,30 % autonomiste, se retrouvait avec un maire nationaliste ; quant au 46 % des voix de la Volksfront, ils n'avaient reçu pas un seul siège d'adjoint ! La Volksfront était bel et bien morte.

Ce comportement politique faillit provoquer non seulement la séparation de la Jung-Volkspartei d'avec la Volkspartei, mais encore l'éclatement de la Volkspartei elle-même: d'un côté ceux qui entendaient rester fidèles à la Volksfront et au peuple, savoir la Volkspartei du Haut-Rhin et le groupe de Haguenau autour de Jean Keppi et de l'abbé Gromer ; de l'autre côté, essentiellement la Volkspartei du Bas-Rhin, qui pataugeait de plus en plus dans la mare bourgeoise des nationalistes. Seule la défense des intérêts religieux menacés par la victoire électorale du Front Populaire au printemps de 1936 sauva l'Elsaessische Volkspartei de ce nouvel éclatement.

2. L'Alsace-Lorraine contre le gouvernement Léon Blum

Le 6 février 1934, les Ligues de Droite, fascistes, anti-parlementaires, antisémites, adeptes de la force et de l'autorité, manifestaient contre le gouvernement Daladier à Paris : 15 à 25 morts, 1 500 à 2 300 blessés. Le scandale de Stavisky et le limogeage du préfet de police Chiappe avaient fait déborder un vase déjà trop plein des scandales de la Gazette du Franc, de la banque Oustric et de l'Aéropostale. La «République des Camarades» politicards s'effondrait.

Le 9 février 1934, une contre-manifestation de gauche fit encore 20 morts. Le 5 mars, radicaux, socialistes et communistes créaient le Comité d'Action Anti-Fasciste et de Vigilance. Le 14 juillet 1935 se forma le «Front Populaire du Travail, de la Liberté et de la Paix». La CGT, divisée depuis fin 1920, se réunifiait ; en janvier 1936 était établi un Programme Commun entre les trois partis de gauche et le 3 mai, le Front Populaire sortait victorieux de la consultation électorale : la France envoyait 66 % de députés de gauche à la Chambre, 386 mandats du Front Populaire contre 222 mandats nationaux. Le 4 juin 1936, Léon Blum, secrétaire général de la SFIO, formait son premier gouvernement.

Les élections législatives en Alsace-Lorraine, comme cela avait déjà été le cas en 1924, s'étaient faites en sens inverse de celles de la France. Même si l'unité ne régnait pas dans le camp des autonomistes, même si dans certaines circonscriptions, la Volkspartei s'opposait à ses anciens

alliés de la Volksfront pour des motifs religieux, il n'en demeurait pas moins que les autonomistes sortaient grands vainqueurs de la consultation électorale, avec une nette domination des autonomistes cléricaux. Significatif fut aussi le fait que la Kommunistische Partei-Oppeposition avait coupé ses références communistes à Moscou pour privilégier le caractère autonomiste alsacien-lorrain ; le parti changea de nom et s'appelait désormais «Arbeiter- und Bauernpartei» (Parti Ouvrier et Paysan).

Il importe de ne point confondre l'Arbeiter- und Bauernpartei de Hueber et de Mourer avec l'Elsass-Lothringischer Bauernbund, la Ligue des Paysans d'Alsace-Lorraine, fondée par Joseph Bilger d'après les idées et le mouvement de Henri d'Halluin, dit Dorgères. Cette ligue paysanne comptait dans ses rangs, au moment de sa première apparition vers la fin de 1929, des personnalités telles que René Beyer, vigneron à Eguisheim et vice-président du syndicat des vignerons ; Joseph Heitzler, maire de Wolfzangen ; Jean Kampf, maire de Sulzeren ; Eugène Mergel, président des maraîchers de Colmar, etc.

En 1935, la Ligue Paysanne (Bauernbund) avait adopté une dimension politique et se réorganisait ; ses membres revêtirent comme uniforme une chemise verte (die Grünhemden) et saluaient le bras levé à la manière fasciste. Ils se proclamaient nationalistes sous la bannière d'une bergère du Barrois, sainte Jeanne-d'Arc, canonisée en 1920. Hostiles à la guerre et au séparatisme, ils prônaient un régionalisme autonomisant qui débordait l'Alsace-Lorraine pour englober tout l'Est de la France. Leur idéal :

«Travailler dans le cadre régional pour l'intérêt de la nation tout entière, chaque région étant à traiter différemment suivant ses ressources, ses intérêts, son caractère».

Ils attaquaient vivement la Volkspartei qu'ils trouvaient trop tiède et trop gouvernementale à leur gré. Ils avaient présenté deux candidats aux élections législatives de 1936, remportèrent un certain succès qui surprit, mais n'enlevèrent en Alsace aucun siège de député. Partisans de la manière forte, ils provoquèrent de grandes manifestations le 18 décembre 1936 et le 2 février 1937, qui les opposèrent violemment aux forces de police. En avril 1938, la Sûreté Générale caractérisait le Bauernbund de «régionalisme corporatif à tendances fascistes».

Les élections du 3 mai 1936 n'apportèrent aucun renversement politique en Alsace-Lorraine ; les nationalistes perdirent encore deux sièges occupés précédemment par un socialiste et un républicain-démocrate ; ces sièges passèrent aux communistes, l'un aux communistes français, l'autre aux communistes alsaciens-lorrains de l'«Arbeiter- und Bauernpartei».

A l'époque de la victoire du Front Populaire, le camp autonomiste en Alsace comptait 12 députés sur 16 ! D'abord 9 autonomistes «noirs» ou cléricaux de la Volkspartei : Thomas Seltz, Michel Walter, Henri Meck, Charles Elsaesser, Edouard Fuchs, Joseph Gullung, Charles Hartmann, Joseph Rossé et Marcel Stürmel. Puis venaient les deux députés de l'autonomisme «rouge», ceux de l'Arbeiter- und Bauernpartei: Charles Hueber qui battit le socialiste Georges Weil, et Jean-Pierre Mourer qui fut réélu.

Enfin, 1 membre de la Fortschrittspartei, Camille Dahlet. On pourrait aussi y ajouter avec des restrictions le communiste français, Alfred Daull, adversaire des autonomistes mais partisan du droit d'autodétermination de l'Alsace-Lorraine, qui battit le maire de Strasbourg, le républicain-démocrate nationaliste Charles Frey. Il n'y avait donc véritablement que trois députés anti-autonomistes, l'indépendant Maurice Burrus, le républicain-démocrate Alfred Wallach et Alfred Oberkirch de l'APNA (Action Populaire Nationale d'Alsace).

En Lorraine, les indépendants enlevèrent 6 mandats (dont un pour l'Elsass-Lothringischer Bauernbund de Joseph Bilger) sur 9 ; les 3 autres allèrent à la Lothringische Volkspartei (Union Populaire des Républicains de Lorraine). Sur ces 9 députés lorrains, deux pouvaient être considérés comme des autonomistes modérés, dont Robert Schuman.

En mai 1936, la France avait voté à 65,3 % en faveur du Front Populaire, mais l'Alsace-

Lorraine avait voté à 84 % contre ce même Front Populaire. Le scrutin révélait clairement que l'Alsace-Lorraine constituait une authentique Minorité Nationale aux réactions complètement opposées à celles de l'Etat auquel le sort de la guerre de 1914-1918 l'avait livrée.

Les députés de l'Alsace-Lorraine en eurent nettement conscience et au lieu de se rattacher à un groupe parlementaire hexagonal, ils formèrent un groupe particulier, le «Groupe Indépendant d'Action Populaire», auquel adhèrent les 12 députés autonomistes alsaciens, savoir les 9 de la Volkspartei (Seltz, Walter, Meck, Elsaesser, Fuchs, Gullung, Hartmann, Rossé et Stürmel), les 2 de l'Arbeiter- und Bauernpartei (Hueber et Mourer) et un de la Fortschrittspartei (Camille Dahlet). S'y adjoignirent encore 4 députés lorrains (dont Robert Schuman) et 9 autres députés de France.

Il existait donc désormais à la Chambre un front autonomiste, une Heimatfront de 25 députés, qui dans l'article 4 de son programme de travail revendiquait «une politique de développement progressif suivant le principe régionaliste et une large décentralisation administrative». Ainsi, les députés alsaciens-lorrains de 1936 à la Chambre française retrouvaient le réflexe des députés de 1912 au Reichstag allemand. Elus en mai 1936, ces députés le resteront jusqu'au 1er juin 1942 par suite du décret du 29 juillet 1939 sur la prorogation des pouvoirs des membres de la Chambre des Députés.

Dans le but de dissuader le gouvernement du Front Populaire de reprendre à l'égard de l'Alsace-Lorraine la politique du Cartel des Gauches en 1924, le Comité d'Action pour la Défense des Libertés et des Traditions Religieuses en Alsace commença une vive campagne de manifestations : le 13 septembre 1936, le congrès de l'Action Catholique à Strasbourg avait réuni 60 000 personnes et la fête du Christ-Roi à Mulhouse le 25 octobre de la même année, 100 000.

Le président du conseil, Léon Blum, était trop malin pour attaquer la religion catholique de front et préféra passer par le biais discret de l'école. Les lois du 9 et 11 août 1936 prolongèrent et sanctionnèrent l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans dans toute la France. L'article 14 de la loi du 11 août stipulait : «Des décrets détermineront les conditions d'application de la présente loi et de la loi modifiant la loi du 28 mars 1882 relative à la prolongation de l'obligation scolaire, dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ainsi que dans l'Algérie».

Par la prolongation de la scolarité obligatoire d'un an, le gouvernement espérait limiter les progrès du chômage : les jeunes en âge de travailler étaient placés au parking scolaire. En Alsace, cela ne changeait rien pour les garçons puisque depuis le 18 avril 1871, le gouverneur Graf von Bismarck-Bohlen leur avait déjà imposé la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans ; la loi ne semblait dès lors ne concerner en Alsace-Lorraine que les filles qui voyaient leur scolarité alignée sur celle des garçons et prolongée d'un an. Personne n'y trouva à redire, l'on attendit tranquillement les décrets d'application à l'Alsace-Lorraine.

Le 22 octobre 1936, alors que l'année scolaire était commencée, le Journal Officiel publiait les deux décrets d'application des lois d'août à l'Alsace-Lorraine, signés par le Président de la République Albert Lebrun le 10 octobre précédent. L'article 2 du premier décret stipulait : «L'admission à l'examen de libération de l'instruction primaire obligatoire ne peut avoir lieu qu'à l'âge de 15 ans révolus pour les garçons et à l'âge de 14 ans révolus pour les filles».

L'article 135 du code industriel local du 26 juillet 1900, modifié par la loi locale du 28 décembre 1908, était modifié comme suit :

«Les enfants ne peuvent être employés ni être admis dans les établissements industriels ni commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïcs ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, avant l'âge de 15 ans pour les garçons et de 14 ans pour les filles. Cette disposition est applicable aux enfants placés en apprentissage dans un de ces établissements...»

Le second décret remplaçait simplement l'ensemble des règlements locaux concernant les sanctions de l'obligation scolaire par les dispositions de la loi du 11 août 1936.

La stupeur que provoquèrent ces deux décrets était d'autant plus intense que la population sentait confusément que cette prolongation de l'obligation scolaire qui frappait l'Alsace-Lorraine était une pénalisation de son enseignement de la religion et d'un peu d'allemand. Les sénateurs alsaciens réagirent immédiatement ; le comte d'Andlau, le comte de Leusse, le chanoine Eugène Müller, Sigrist, Urban, Brogly, Brom, Ostermann, Jourdain protestèrent :

«Les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et les groupes intéressés de l'agriculture, du commerce et des métiers, protestent contre la tendance de ce décret, et ils se trouvent dans l'obligation de demander très énergiquement au gouvernement de tenir compte du désir de notre population, tel qu'il a été présenté lors de la séance du Sénat, le 30 juillet 1936, par le sénateur Eugène Müller. Le décret que vous venez de prendre se trouve en contradiction complète avec ce que le gouvernement faisait prévoir lors des débats de cette séance. En plus, ce décret a été pris sans consultation préalable des corps élus, des organisations professionnelles et des représentants des cultes. Rien dans la déclaration du gouvernement ne laissait prévoir la possibilité d'une telle transformation de la loi en vigueur dans les trois départements recouverts».

Une vague de protestation secoua le pays : protestèrent, la Chambre de Commerce de Strasbourg, les Chambres de Métiers des trois départements d'Alsace-Lorraine, les conseils généraux (à Metz et à Colmar les préfets quittèrent la séance), les députés au cours de la séance du 11 décembre et les sénateurs à nouveau le 29 décembre 1936.

Dans Le Lorrain du 30 octobre, Paul Durand soulignait les conséquences de ces décrets :

«... Pendant que les parents d'Alsace et de Lorraine s'inquiéteront de trouver une situation à leurs enfants qui traînent leur quinzième année sur les bancs de l'école, nos petits voisins de Joeuf, Briey, Homécourt ou d'ailleurs, libérés un an plus tôt, auront toute latitude s'ils ne trouvent rien chez eux, pour occuper les emplois vacants dans nos départements. De quel droit, en effet, empêcherait-on un enfant de Joeuf de venir travailler à Moyœuvre ? Pourquoi un petit Nancéien ne viendrait-il pas faire son apprentissage dans un atelier, une pâtisserie ou un bureau de Metz ? Le placement de nos enfants, déjà si difficile depuis plusieurs années, va se compliquer encore, et le père de famille se demande ce qu'il fera d'un garçon qui quitte l'école communale à un âge où d'autres sont à la veille de passer leur baccalauréat. C'est là qu'apparaît le mieux la stupidité d'un décret qui se contente de mettre une rallonge à l'obligation, sans s'inquiéter de la réforme de l'enseignement primaire...»

De son côté, la Chambre de Commerce de Strasbourg déclarait : «... Les jeunes gens qui quitteront l'école primaire entre 15 et 16 ans et qui effectueront ensuite un apprentissage de 3 ou 4 années entreront à peine dans la vie active quelques mois avant leur service militaire, et l'économie de notre région se trouvera ainsi privée d'une partie du personnel qu'elle utilise et qui est d'ores et déjà considéré numériquement insuffisant».

«Hélas, notait l'Elsaesser Kurier du 21 novembre 1936, toutes ces protestations n'auront pas auprès de notre gouvernement l'effet que produit infailliblement le moindre télégramme de félicitations envoyé par la Société des Cyclistes Libres-Penseurs, après des agapes prolétariennes».

Enfin, le 21 décembre 1936, au nom de 36 députés et sénateurs sur les 39 d'Alsace-Lorraine, Robert Schuman déposait auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation des décrets d'octobre pour excès de pouvoir.

Le 20 janvier 1937, 30 des 39 parlementaires alsaciens-lorrains se rendirent auprès du chef du gouvernement pour réclamer oralement le retrait des décrets dictatoriaux ; Blum ne répondit que par écrit, dix jours plus tard, dans une lettre au sénateur et chanoine Eugène Müller. Dans cette lettre du 30 janvier 1937, Blum donnait un rapide résumé de l'évolution de la situation scolaire et notamment du maintien après 1919 d'une année supplémentaire par rapport à la France de l'obligation scolaire en Alsace-Lorraine :

«... Cet écart avait été maintenu au retour à la France des provinces désannexées, car il est bien

évident que dans un même laps de temps, on ne peut songer à donner aux petits Alsaciens, aux petits Lorrains, à la fois les mêmes connaissances en français, en histoire, en géographie, en arithmétique, etc. qu'aux autres petits Français de leur âge, et en outre, leur enseigner une seconde langue, l'allemand grammatical, et ; - leur donner chaque semaine plusieurs heures d'instruction religieuse obligatoire.

La loi du 9 août ayant prolongé d'un an la scolarité dans le reste de la France, devait forcément s'accompagner d'une mesure analogue pour l'Alsace et la Lorraine, car le maintien d'un programme plus chargé implique nécessairement le maintien d'une scolarité plus longue, si l'on ne veut pas aboutir à la fois au surmenage des enfants et au fléchissement du niveau de leurs études. Tel est l'objet du décret du 10 octobre que vous me demandez aujourd'hui de rapporter.

«Quoi qu'il en soit, vous estimez aujourd'hui, avec un certain nombre de vos collègues, que nous nous sommes mépris sur la nature de vos intentions et le fond de votre pensée. Il n'est point dans mes habitudes d'accepter même l'apparence de jouer sur des équivoques et de mettre à profit des malentendus. J'ai donc l'intention de soumettre dans le plus bref délai au Parlement un projet de loi relatif au régime scolaire des départements recouvrés.

Au cours des amples débats auxquels la discussion de ce projet donnera lieu, dans l'une et l'autre assemblée, chacun des représentants du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pourra faire connaître individuellement et publiquement s'il est partisan, comme le gouvernement l'avait cru, du maintien du statut scolaire actuellement en vigueur, c'est-à-dire du maintien du bilinguisme et de l'enseignement religieux, avec le corollaire nécessaire du maintien d'une scolarité plus longue que dans les anciens départements, ou si, au contraire, il demande la même durée de scolarité, et partant les mêmes programmes que dans le reste de la France».

Du coup, du domaine technique, Léon Blum portait le conflit sur le terrain religieux et achevait de se donner le caractère d'un provocateur. Le chanoine Ritz, conseiller général de la Moselle et directeur du Lorrain réagit immédiatement ; le 3 février 1937 il publia un long article :

«Tel est l'horrible cas de conscience en face duquel sont placés les parents croyants de nos départements recouvrés. Parents alsaciens et lorrains, leur dit aujourd'hui M. Blum, si vous voulez garder pour vos garçons l'école confessionnelle héritée de la France dont vous fûtes séparés en 1871, ils devront fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 15 ans pour rattraper le temps perdu à apprendre le catéchisme et, pour ceux qui sont de langue allemande, les premiers éléments de leur langue maternelle. Mais si vous voulez que vos garçons, comme ceux de l'autre côté de l'ancienne frontière, quittent l'école à l'âge de 14 ans, vous devrez accepter l'école laïque où l'on ne perd pas son temps à apprendre le catéchisme et, vous qui êtes de langue allemande, renoncer à l'étude de la langue maternelle pour vos garçons... C'est tout le problème de la parole donnée par Joffre, Poincaré et Millerand qui se pose. La parole de la France dont il faudrait douter !... C'est tout le problème (et cet argument pour nous est l'essentiel) de la population qui, si nous devons la consulter, répudiera les lois laïques, et dont n'a pas le droit de disposer une majorité parlementaire... Si on nous jette le gant, nous saurons le relever. Et nous déclarons d'avance que nous répudions toute responsabilité dans les conséquences de la lutte, si elle doit s'engager».

Ce même 3 février, l'Elsaesser Kurier publiait un article : «Léon Blum jette le masque» et le lendemain il menaçait : «... Non, nous n'accepterons pas de marché de Juif... Le traitement d'une effronterie sans limite infligé à notre représentation populaire est unique dans l'histoire de notre pays... La gloire de traiter ainsi nos parlementaires revient au premier Président du Conseil juif que la France s'est donné (citation de Xavier Vallat, du 6 juin 1936)».

Le 4 février 1937, tous les députés et sénateurs d'Alsace-Lorraine, à l'exception des communistes français Daull et Béron, envoyèrent une lettre collective pour signifier le refus de ce «marchandage indigne et immoral». Le 5 février 1937, Mgr Ruch ordonna à la Ligue des Catholiques d'Alsace d'organiser dans chaque paroisse des réunions terminées par un vœu en faveur du maintien de l'école religieuse existante et de lancer une pétition par laquelle tous les

catholiques majeurs, hommes et femmes, sont invités à faire savoir dans le plus bref délai ce qu'ils préfèrent. En outre, l'évêque de Strasbourg faisait lire le dimanche 7 février 1937 une lettre pastorale contre l'école laïque française :

«... Catholiques, on vous propose l'école laïque. Avant tout il faut savoir ce qu'elle est. La voici, d'après ce que j'ai vu moi-même de mes propres yeux durant de nombreuses années, telle qu'on la trouve dans toutes les communes du pays, hors de l'Alsace et de la Lorraine recouvrées, telle que l'organisent lois, décrets, circulaires et autres décisions officielles qui la régissent. L'école laïque, c'est le Crucifix enlevé de la maison où est préparée à la vie la jeunesse... L'école laïque, c'est la prière supprimée avant et après la classe... L'école laïque, c'est la suppression en toute commune du régime scolaire confessionnel...

L'école laïque, c'est partout, même dans les communes les plus catholiques, la possibilité pour les parents d'avoir pour collaborateur quotidien et intime un maître étranger ou hostile à leur foi religieuse, parfois un instituteur qui la méprisera et l'aura en exécration. L'école laïque, ce sont les religieuses de Ribeauvillé, de St-Jean-de-Bassel, Alsaciennes ou Lorraines elles-aussi et peut-être unies à vous par les liens du sang... expulsées de leurs chaires, déchues de leur droit d'enseigner, dépouillées des biens de leur congrégation et condamnées ou à défroquer ou à cesser leur bienfaisant ministère ou à prendre le chemin de l'exil. L'école laïque, c'est celle où l'on ne parle pas plus de Dieu que s'il n'existait pas...

L'école laïque, c'est six heures par jour dans un milieu où il est défendu au prêtre de pénétrer, tout l'enseignement séparé du christianisme, et l'attention de l'enfant attirée uniquement sur ce qui n'est pas Dieu ; donc après huit ans de ce régime, c'est l'homme exposé, habitué à vivre sans religion et à se passer d'elle entièrement. L'école laïque, c'est celle qui, de l'avis de tous les philosophes spiritualistes et de tous les chrétiens, se met dans l'impossibilité d'enseigner à ses élèves une morale complète, précise, efficace, non seulement sur une élite, mais sur les masses... L'école laïque, c'est celle où le Décalogue et l'Evangile seront proscrits... L'école laïque,... c'est alors celle où le professeur d'irréligion peut essayer de former un peuple de libres-penseurs ou d'athées...».

Le Comité d'Action de la Défense des Libertés et des Traditions Religieuses d'Alsace se réunit le 8 février 1937 et décidait de «faire prendre dans toutes les communes les dispositions nécessaires afin qu'une main athée ne vienne pas arracher le crucifix de nos écoles». Dans sa longue résolution, il déclarait notamment :

«... Le Comité de Défense Religieuse oppose à la proposition de M. le Président du Conseil un non catégorique et définitif. Il adresse au gouvernement français et au Parlement un solennel appel à la sagesse et au bon sens et les supplie de ne pas provoquer sur les Marches de l'Est une population qui ne demande qu'à vivre paisiblement dans ses traditions de liberté et de tolérance religieuse... L'Alsace ne reculera devant aucun effort et aucun sacrifice pour défendre les droits et les libertés des croyants. Le Comité refuse d'admettre que le gouvernement français, particulièrement en une heure où les problèmes les plus graves se posent à la nation, ne respectera pas la parole de la France maintes fois et solennellement donnée».

Le 13 février 1937, un véritable Parlement Alsacien-Lorrain se réunissait à Metz : 101 sénateurs, députés et conseillers généraux représentants 123 sur 136 mandats des trois départements ! La Heimatfront d'Alsace-Lorraine disait non au Front Populaire de Paris. Robert Schuman prouva l'inutilité de cette prolongation de l'obligation scolaire, car d'après les statistiques officielles de 1931, il n'y avait dans le Bas-Rhin que 0,6 % d'analphabètes masculins et 0,5 % d'analphabètes féminins ; dans le Haut-Rhin, seulement 1,1 % d'analphabètes masculins et 0,8 % d'analphabètes féminins ; dans la Moselle, 2,5 % d'analphabètes masculins et 1,5 % d'analphabètes féminins.

Or le Bas-Rhin, qui pratiquement était totalement germanophone, occupait la première place de la France entière, le Haut-Rhin la deuxième place et la Moselle la treizième place sur 89 départements,

sous le rapport du plus faible pourcentage d'analphabètes ! Le taux d'illettrés du département d'origine de Léon Blum, l'Aude, était de 5,2 %... ! Logique, Robert Schuman réclamait la suppression des décrets Blum, même au cas où le Conseil d'Etat reconnaîtrait leur validité.

Le député Jean-Pierre Mourer (Arbeiter- und Bauernpartei) insista davantage sur le droit moral que possède l'Alsace-Lorraine sur le bilinguisme et l'école confessionnelle ; il laissa deviner que la violation des droits sacrés pourrait donner naissance à une résistance qui ne se limiterait pas nécessairement aux questions linguistiques et religieuses, mais qui pourrait poser la question de l'appartenance de l'Alsace-Lorraine à la France :

«Il faut le dire : un gouvernement qui se permettrait de renier les promesses de 1914/1915 et de 1918, promesses souvent répétées depuis, soulèverait à nouveau et d'un seul coup toute la question du rattachement et prendrait sur lui l'entière responsabilité de toutes les conséquences qui en découleraient, qu'elles fussent d'ordre national ou d'ordre international !».

L'esprit de Guillaume Tell soufflait visiblement sur le «Parlement Alsacien-Lorrain» de Metz !

Le député Thomas Seltz (Volkspartei) prit ensuite la parole : «J'appartiens, dit-il, au nombre de ceux qui en 1917 aidèrent à étouffer la propagande neutraliste en Alsace-Lorraine. En 1918 et en 1919, j'ai aussi combattu le plébiscite. J'ai donc endossé une responsabilité. Eh bien, dans le cadre de cette responsabilité, je déclare : si l'on veut revenir sur le problème, il ne faudra point se borner à la question linguistique et religieuse, mais c'est sur le problème dans sa totalité qu'il faudra revenir !». A bon entendeur, salut !

Le dimanche 21 février 1937, d'imposantes manifestations soulevaient les populations des principales villes alsaciennes ; à Strasbourg parlèrent Meck, Oberkirch et le chanoine Hincky, directeur des œuvres diocésaines ; à Colmar, c'étaient Rossé et l'abbé Billing. Désormais, dans chaque village se déroulaient meetings ou réunions : la campagne de pétition battait son plein. Ordinairement, la manifestation débutait par une ou deux heures d'adoration et de prière à l'église afin que Dieu conduise le destin de l'Alsace-Lorraine dans le bon chemin. De Wissembourg à Bâle, les cloches sonnaient de 15 à 30 minutes : c'était le tocsin qui appelait à la lutte pour la vie ou la mort de la Heimat.

Cependant, «das Komitee zur religiösen Verteidigung» (Comité d'Action de Défense Religieuse) et le Lothringer Volksbund (Action Catholique Lorraine) avaient achevé la campagne de pétitions : 71,3 % des électeurs de la Haute-Alsace, 72,5 % des électeurs de la Basse-Alsace et 73,7 % des électeurs de la Moselle avaient réclamé le maintien intégral du système scolaire alsacien-lorrain, tant en ce qui concernait le bilinguisme qu'en ce qui concernait l'enseignement de la religion à l'école. Partout, les résultats dépassaient ceux de 1924 : de 6,8 % en Haute-Alsace, de 36,6 % en Basse-Alsace et de 14,9 % en Lorraine mosellane. Le statut religieux et scolaire était devenu en quelque sorte le symbole de l'originalité ethnique de la nation d'Alsace-Lorraine.

Les protestants de leur côté ne restèrent point inactifs. Le 25 février 1937, l'Association Protestante d'Alsace et de Lorraine s'était réunie à Strasbourg avec la Ligue Populaire Evangélique, la Ligue Luthérienne des Hommes Evangéliques, l'Association des Pasteurs d'Alsace et de Lorraine, bref toutes les Eglises protestantes et tout le peuple protestant sous la présidence de G. de Schlumberger ; ils prirent une longue et grave résolution :

«Ils repoussent énergiquement l'alternative posée par M. le Président du Conseil invitant à choisir entre le maintien des décrets scolaires et le maintien de l'instruction religieuse avec l'enseignement de la langue allemande, proposition que rien ne justifie et qui équivaut à une menace d'intimidation ; ils se prononcent énergiquement pour le maintien de l'instruction religieuse et de l'enseignement de la langue allemande dans le programme de nos écoles primaires ; ils contestent la légalité des décrets du 10 octobre 1936, d'accord avec la plus grande partie de la population et avec la quasi unanimité des représentants du peuple ; ... ils déclarent qu'ils souhaiteraient vivement un texte de loi qui confirmerait définitivement l'existence indestructible de l'enseignement religieux et de la langue allemande dans le programme des écoles primaires d'Alsace et de Lorraine...»

Ce même 25 février 1937, Madame Léon Brunschwig, sous-secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, voulait faire une conférence à la Salle Pasteur de l'université de Strasbourg sur ses «Huit mois d'activités sociales au ministère». A peine fut-elle entrée accompagnée du préfet Roblot, du gouverneur militaire, du recteur, du doyen, et de «tutti quanti», que les étudiants déchaînèrent un ouragan où les injures s'entrecroisaient avec les encriers. Les illustres hôtes battirent en retraite et renoncèrent à leur programme.

Le 15 mai 1937, les parlementaires d'Alsace-Lorraine renouvelèrent leur assemblée de Metz du 13 février précédent, mais cette fois à Strasbourg, et intentionnellement dans les bâtiments de l'ancien Landtag Elsass-Lothringens. Ils étaient plus de cent sénateurs, députés et conseillers généraux, représentant 126 mandats sur les 136 d'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire pratiquement la totalité. La presse invitée occupait les tribunes, le public s'écrasait dans les fonds et les bas-côtés. Sur le podium, une grande table verte, avec fauteuil présidentiel pour Michel Walter. Parmi les parlementaires, les sénateurs von Andlau, Eugène Müller, Médard Brogly et Joseph Brom, anciens membres du Landtag Elsass-Lothringens...

La séance débuta à 14 h 30 par un discours de Robert Schuman, mais ce fut l'intervention de Camille Dahlet qui fut la mieux remarquée : «... Au nom des populations que nous avons l'honneur de représenter, nous déclarons que notre pays ne lâchera pas dans une affaire où le bon droit est de notre côté. Aux illégalités, nous répondrons d'abord par des moyens légaux, et s'il le faut, aussi par des moyens illégaux. La mesure est pleine ! Nous avertissons le gouvernement : on ne s'amuse pas avec l'Alsace-Lorraine !»

Thomas Seltz de la Volkspartei prit aussi la parole et fit allusion à une éventuelle autodétermination de l'Alsace-Lorraine : «En ce qui me concerne, je tiens à déclarer que je serai aussi d'accord avec des décisions ultérieures qui devront être prises si le gouvernement persiste à ne point nous comprendre, — étant bien entendu que ces décisions ultérieures à prendre alors dépasseront dans la logique de celles d'aujourd'hui les dernières possibilités !». Il y eut un moment de silence lourd de pensées que rompit l'éclatement d'une tempête d'applaudissements.

Dans la suite, Paul Schall et la Landespartei cherchèrent à créer un Front d'Alsace, «eine Elsass-Front», alors que Michel Walter et la Volkspartei de la Basse-Alsace proposaient un Bloc Populaire Alsacien, «ein Elsaessischer Volksblock». Quant à Léon Blum, ayant échoué dans sa politique financière, il démissionnait le 21 juin 1937. Son successeur, Camille Chautemps transmet la demande d'annulation des décrets Blum déposée par les parlementaires Alsaciens-Lorrains au Conseil d'Etat qui les annula le 3 décembre 1937.

3. Dernières manifestations autonomistes

L'une des premières réalisations du Front Populaire fut la dissolution des Ligues de Droite, le 18 juin 1936. Cette interdiction entraîna la transformation de la Jungmannschaft, qui s'était émancipée de la Landespartei un an plus tôt, en parti politique, «die Elsass-Lothringer Partei», le Parti Alsacien-Lorrain. Ce nouveau parti, que son intransigeance situait maintenant à la pointe du combat autonomiste, organisait le 10 juillet 1937 une cérémonie d'hommage en l'honneur du soldat le plus inconnu au monde, «der Unbekannteste Soldat», le soldat alsacien-lorrain de l'armée allemande de 1914-1918.

Ces «Feldgräue» alsaciens-lorrains avaient lutté et étaient morts, comme l'avait déclaré le Dr Eugène Ricklin, président de la Deuxième Chambre du Landtag, en pleine séance le 12 juin 1917, non seulement pour la défense du Kaiserreich, mais aussi et surtout pour obtenir à l'Alsace-Lorraine la plus complète autonomie d'un Etat fédéré, d'un Bundesstaat.

Or, en 1937, le gouvernement Léon Blum avait projeté de supprimer la pension d'ancien combattant aux Alsaciens-Lorrains qui s'étaient portés volontaires dans l'armée allemande, comme si la pension de combattant n'était qu'un acte de générosité de Paris et non un devoir d'honneur. En plus, dans tous les pays, les combattants étaient honorés par les survivants pour leur courage et leur esprit

de sacrifice, qu'ils aient donné leur vie, leur santé ou une partie d'eux-mêmes pour défendre leur peuple.

Partout, sauf en Alsace-Lorraine, où n'avaient droit aux honneurs que ceux qui avaient combattu dans les rangs de l'armée française précisément contre les Alsaciens-Lorrains ! Et comble d'ironie et d'humiliation, ces derniers se voyaient obligés de participer aux fêtes officielles derrière le drapeau tricolore qui n'avait point été le leur et qu'ils avaient combattu.

La cérémonie d'hommage aux Feldgrauen d'Alsace-Lorraine se déroula dans la nuit du 10 au 11 juillet 1937 au château de la Hünenburg, où s'élevait déjà l'Auberge de Jeunesse du Bund Erwin von Steinbach, et où Fritz Spieser et la comtesse von und zu Dohna-Schlobitten se préparaient à construire la «Tour de la Paix», le «Friedens-Turm». A la Hünenburg, l'Alsace et la Lorraine semblaient se donner une main fraternelle.

A l'insu des forces de police, plus de 700 membres de l'Elsass-Lothringer Partei de Hermann Bickler s'étaient portés au rendez-vous, à pied, à bicyclette, en train ou en camion. Lorsque la nuit fut enfin complètement tombée, les participants formèrent un immense carré sur l'esplanade de la Hünenburg ; le côté qui permettait d'embrasser du regard l'immense plaine du Rhin resta d'abord libre et ouvert ; dans chaque coin se tenaient des porteurs de flambeaux.

Sous un lent roulement de tambours furent alors apportés les drapeaux noirs frappés de la Wolfsangel rouge, encadrés de porteurs de flambeaux ; ils vinrent fermer le quadrilatère. Une musique joua ensuite le chant mélancolique, pris alors comme hymne autonomiste : «O Strassburg, o Strassburg, du wunderschöne Stadt !» pendant qu'un grand drapeau ethnique, «Rot un Wiss» (rouge et blanc) frappé de la Croix de Lorraine jaune, montait le long d'un beau mât.

Et tandis que quatre porteurs de flambeaux mettaient le feu à un gigantesque bûcher dressé au centre, dont les flammes s'élançaient en tourbillonnant dans la nuit profonde, et que flamboyaient les Wolfsangel rouges des drapeaux noirs, retentit le salut aux couleurs :

Flamme		empor		!
Lodere	durch		die	Nacht
Unseren	Toten	zur	Wacht	!
Flamme empor !				

(Monte, flamme ! Flamboie dans la nuit pour la garde de nos morts ! Monte, flamme !)

Le jeune président du parti, Hermann Bickler, prit alors la parole pour expliquer le sens et la portée de la manifestation :

«Cette cérémonie silencieuse en l'honneur de nos morts de la guerre est en faveur de la paix et de notre Heimat ! Nous n'avons pas à examiner les sentiments qui animaient ces morts lorsqu'ils étaient au front, s'ils acceptaient en connaissance de cause leur service, ou bien s'ils le ressentaient comme une nécessité dure et sans pitié. Pourtant, nous croyons qu'ils nourrissaient tous une grande espérance, celle que leur combat contribuerait à donner enfin la paix à notre Heimat...

Nous ne sommes pas habilités à utiliser ces morts pour telle couleur ou telle idéologie politique. Il nous suffit de savoir qu'ils avaient rempli leur devoir et qu'ils avaient persévéré jusqu'au dernier sur leurs positions, qui tel un gigantesque mur, avaient protégé notre pays durant quatre ans et demi contre les vagues extérieures de la rage destructrice de la guerre. Pour cet exploit, nous ne saurions jamais assez les honorer. C'est pourquoi, ils sont nos morts ! Nous serions une race indigne, si nous négligions ce devoir de reconnaissance à leur égard.

«... Et c'est pourquoi il est naturel qu'aujourd'hui nous honorions nos morts de la grande guerre, comme nous sommes aussi fiers de tous ceux qui à travers les siècles donnèrent ce qu'ils avaient de plus cher pour procurer à notre peuple, dans ce pays malgré tout béni par Dieu, un foyer (eine Heimstätte) ; fiers aussi de tous ceux qui ont construit et défendu nos belles villes libres ; fiers de tous les paysans qui, sous les drapeaux et les emblèmes que nous avons repris, ont combattu il y a plus de quatre siècles pour l'honneur et la dignité de l'homme laborieux, et qui non loin d'ici furent

misérablement massacrés...

«Faisons en sorte de n'avoir pas à rougir devant eux ! Nos soldats sont morts pour que vive notre Heimat ! Jamais on ne les en remerciera assez. Et nous ne pourrons solder une partie de notre dette à leur égard que si en cette heure nous faisons le serment solennel de protéger fidèlement et de ne jamais trahir notre peuple tel que l'ont fait les siècles et tel que nos morts l'ont connu, et de nous vouer avec toutes nos forces à notre Heimat ! Et que Dieu nous soit en aide !»

Hermann Bickler n'avait même pas 14 ans au moment de l'armistice ; il fallait donc qu'un ancien Feldgrau de la grande guerre puisse s'exprimer. Ce fut le Dr Louis Benmann (1893-1966), médecin pédiatre, qui parla au nom de ses camarades de guerre :

«... Si dans tous les pays civilisés du monde l'on a pensé aux morts de la grande guerre, personne jusqu'ici n'a encore officiellement rendu hommage aux nôtres : on les a oubliés comme s'il y avait lieu d'en avoir honte ! Evidemment, pour leurs proches ils n'étaient et ne sont pas oubliés... Mais les autorités, dont c'était le devoir de garder vivant le souvenir de nos morts, ont failli. C'était à d'autres morts qu'elles rendaient hommage en d'innombrables cérémonies, et ceux que notre propre sol avait portés, sur ce même sol elles les avaient reniés !

C'est pourquoi, nous les vieux soldats qu'un sort différent de celui de nos camarades morts a frappé, nous sommes remplis d'une joie mêlée de mélancolie, parce qu'une imposante troupe de jeunes gens a considéré de son devoir de consacrer, maintenant et régulièrement dans l'avenir, une digne cérémonie commémorative à ceux qui jadis marchèrent avec nous au même pas, persévérèrent avec nous dans la boue des tranchées et des entonnoirs, et qui avec nous furent exposés aux pluies de feu des mitrailleuses et des obus. Pour ces morts qui ne peuvent plus parler, nous vous disons notre gratitude, chers et jeunes camarades !...

«Cependant, comme sur le champ de bataille les brèches faites par le tir ennemi étaient comblées par les survivants, nous devons continuer de le faire. Le devoir à l'égard de l'Alsace-Lorraine, pour laquelle ils laissèrent leur vie, nous avons à continuer de l'accomplir dans leur esprit. C'est l'héritage qu'en cette heure solennelle chaque ancien soldat doit avoir devant les yeux, héritage que nous ont légué ceux qui marchèrent à nos côtés au même pas et que les balles arrachèrent à notre amitié».

Il y eut un moment de silence et de réflexion ; les drapeaux noirs aux Wolfsangel rouges s'inclinaient ; un tambour roulait lentement et sourdement. Une nouvelle minute de silence fut rompue par le chant alémanique, grave et mélancolique, vieux de plus de 100 ans, celui du «Bon Camarade» :

<i>Ich</i>	<i>hatt'</i>	<i>einen</i>	<i>Kameraden,</i>
<i>Einen</i>	<i>bessern</i>	<i>findst</i>	<i>du nit.</i>
<i>Die</i>	<i>Trommel</i>	<i>schlug</i>	<i>zum Streite</i>
<i>Er</i>	<i>ging</i>	<i>an</i>	<i>meiner Seite</i>
<i>In gleichem Schritt und Tritt. (bis)</i>			

Paroles de Ludwig Uhland (1787-1862), musique de Friedrich Silcher en 1827.

Et pendant que le chant viril et émouvant finissait de résonner dans les échos de la montagne, sonna le couvre-feu allemand du haut d'un rocher éloigné, comme un salut et une réponse des soldats morts.

L'Elsass-Lothringer Partei de Hermann Bickler se développait puissamment parmi les jeunes ; en avril 1938, elle constituait un véritable parti-cadre qui s'étendait sur toute l'Alsace-Lorraine, avec 116 Ortsgruppen (groupes locaux) et plus de 1 000 membres bien entraînés.

Ces jeunes, qui reconnaissaient sincèrement les réalisations nazies, gardaient néanmoins un profond attachement à leur foi chrétienne, et bien que beaucoup d'entre eux fussent membres de familles de pasteurs protestants, ils considéraient le catholicisme au même titre que le protestantisme comme

des éléments constitutifs de la tradition alsacienne-lorraine ; à l'occasion, ils ne manquaient pas de critiquer l'Allemagne hitlérienne pour prendre la défense des victimes de la persécution anti-religieuse nazie.

Certes, ils trouvaient normal le rattachement de l'Autriche et des Sudètes à l'Allemagne, mais ils s'opposaient vivement à l'annexion de la Bohême et de la Moravie en mars 1939. D'autre part, Hermann Bickler, par la Jungmannschaft d'abord, par l'Elsass-Lothringer Partei ensuite, s'opposait radicalement à l'assimilation linguistique de l'Alsace-Lorraine, parce que la langue allemande en Alsace-Lorraine faisait pour lui partie de l'ordre mondial voulu par Dieu et réalisé par la nature ; au cas où le gouvernement français aurait continué à détruire les richesses linguistiques et à assassiner l'âme du peuple alsacien-lorrain, il était prêt à en tirer les conséquences jusqu'à la séparation de l'Alsace-Lorraine d'avec la France ; mais nulle part, il ne réclamait son rattachement à l'Allemagne.

Cela ne signifiait évidemment pas qu'un pareil souhait, qui pour un membre de la nation alémanique ne pouvait rien avoir d'anormal en dépit des frontières artificielles, n'existât point ouvertement chez tel ou tel membre influent de l'Elsass-Lothringer Partei.

Le Dr Louis Benmann, membre du comité de direction, avait ainsi fortement critiqué le renoncement de Hitler à l'Alsace-Lorraine le 12 septembre 1938 ; il estimait que c'était le sacrifice d'un droit consenti en vue de l'amélioration des relations franco-allemandes, mais qu'une renonciation consentie même par l'autorité la moins contestée n'enlevait pas le droit vital aux peuples. Il est vrai que cet article avait été publié, non point dans la presse du parti de Hermann Bickler, mais dans les Strassburger Monatshefte de Fritz Spieser, en tant qu'article de réflexion et de discussion.

Il ne pouvait donc pas être question de réclamer et d'obtenir une déclaration de loyauté de l'Elsass-Lothringer Partei à l'égard de la France. Par contre, les défis spontanés à la France de la part d'un parti de jeunes étaient fréquents, qu'il s'agisse du refus de jouer la Marseillaise par la fanfare de Saverne lors de la venue du sous-préfet, de l'enlèvement du drapeau tricolore à Hirschland le 14 juillet 1937, ou encore du chant du «Deutschland über alles» ce même 14 juillet à Diemeringen.

Fin 1936, l'Elsass-Lothringer Partei avait fondé un nouveau journal de combat, Frei Volk (Peuple Libre) ; le titre était emprunté au salut des membres : «Frei Volk ! — In eignem Land !» (Peuple Libre ! — En son propre pays !) D'abord bimensuel, le journal devint hebdomadaire en 1938 ; son rédacteur en chef était le professeur d'histoire et poète, Dr Fritz Eyer, né et enterré à Haguenau (1907-1978).

L'Elsaessische Volkspartei, qui dominait littéralement la vie politique en Alsace, prenait beaucoup plus ses distances avec le Illème Reich, auquel elle reconnaissait assurément le droit de rattacher l'Autriche et les Sudètes, et le droit à l'espace vital ; par contre, elle critiquait le néo-paganisme nazi et la persécution religieuse comme du reste l'absence d'esprit et de comportement démocratique. Mais elle critiquait également la politique assimilatrice et laïque de la Illème République Française.

En juillet 1938, le député Henri Meck déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour garantir légalement le bilinguisme à l'Alsace-Lorraine:

*«1 — La langue allemande doit constituer la langue de base du premier enseignement dans toutes les écoles d'Alsace-Lorraine et à côté du français, auquel priorité sera accordée dans les années suivantes, elle doit être étudiée au cours de la scolarité entière.
«2 — Les accusés et les témoins ont le droit de s'exprimer en dialecte devant le tribunal.
«3 — Toutes les communications administratives doivent être rédigées dans les deux langues. Sur demande, il faut répondre à chaque citoyen alsacien-lorrain en allemand».*

Lors du congrès des délégués de la Volkspartei à Strasbourg, les 10 et 11 décembre 1938, la résolution finale déclarait : «Le caractère du peuple, la mentalité et la langue, la législation et

l'organisation du pays diffèrent de beaucoup de manières de la situation des autres provinces de France. L'Elsaessische Volkspartei souhaiterait dans l'intérêt de sa collaboration pacifique avec l'administration et le gouvernement, que cette situation particulière de l'Alsace-Lorraine fût ancrée dans la Constitution Française et fût assurée contre toutes les attaques quelles qu'elles soient».

En 1939, après l'annexion le 15 mars de la Bohême et de la Moravie par Hitler, contrairement au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Volkspartei s'opposa franchement à l'Allemagne nazie et proclamait la volonté des Alsaciens-Lorrains de se comporter en citoyens français loyaux. Le III^{ème} Reich ne pouvait absolument pas constituer une alternative à la III^{ème} République»! Entre deux maux, il fallait se résigner au moindre.

Le problème de l'attraction des idées national-socialistes provoqua l'éclatement de la Fortschrittspartei en deux fragments, l'un autour de l'avocat Klein et de quelques pasteurs protestants qui se montrèrent plutôt favorables aux nouvelles conceptions politiques, l'autre autour de Camille Dahlet qui se cramponnait aux principes démocratiques et bon gré mal gré à la France. Au cours de la session d'automne 1938 au conseil général du Bas-Rhin, Dahlet fit adopter un «vœu» en faveur de la langue allemande :

«... Les événements européens des derniers temps ont montré combien il est dangereux pour l'Etat de négliger les justes réclamations de ses minorités linguistiques. Nous pensons qu'il est grand temps de changer de méthode en Alsace-Lorraine. La situation économique est pratiquement sans issue. On ne doit pas laisser à ceux qui seraient tentés d'utiliser cette situation un argument aussi efficace que la méconnaissance systématique d'un droit naturel qui se trouve aujourd'hui en passe de devenir un élément constitutif du nouvel ordre européen, voire même du nouvel ordre mondial. C'est pourquoi nous réclamons la révision de la politique linguistique pratiquée depuis vingt ans en Alsace et en Lorraine et insistons sur la nécessité d'une rapide solution satisfaisante de ce problème».

Comme tous les vœux similaires des conseils généraux, celui-là ne trouva pas davantage grâce devant l'injuste impérialisme linguistique de l'Etat français. Le 4 janvier 1938, l'Unabhängige Landespartei faisait le bilan de la politique française en Alsace-Lorraine depuis le Komplott-Prozess de Colmar (mai 1928) :

«... Il demeure l'iniquité de la politique linguistique de Paris qui refoule notre langue et la méprise ! Il demeure l'iniquité du système scolaire qui n'éduque pas à partir de la langue maternelle... Il demeure la mentalité paternaliste qui défavorise toujours un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains et qui dans l'administration comme dans les entreprises privées garantit aux forces étrangères les postes importants que les indigènes sont au moins aussi capables d'occuper.

Il demeure la lenteur et en partie l'incapacité d'une administration qui semble combattre les intérêts qu'elle devrait au contraire promouvoir. Il demeure les impositions spéciales qui pèsent sur notre économie, par suite des impôts trop élevés et du refus de l'Etat à prendre à son compte une partie des charges qui ne servent pas uniquement les intérêts de nos communes».

Ainsi, depuis 1928, rien, absolument rien n'avait changé dans le comportement figé du gouvernement français. Et puisque la France continuait à violer superbement les droits justes et sacrés de la Minorité Nationale d'Alsace-Lorraine, beaucoup de membres de la Landespartei (et aussi en-dehors de la Landespartei !) caressaient le rêve d'un retour à l'Allemagne ; mais il faut ajouter que ce rêve restait au niveau du sentiment au demeurant tout à fait légitime, sans qu'aucune action ne fût entreprise pour assurer sa réalisation.

Le 22 mai 1938, à l'occasion du dixième anniversaire du Komplott-Prozess de Colmar, la Heimatfront issue de la lutte contre les décrets Blum se réunissait pour la dernière fois à Strasbourg, au Théâtre de l'Union. A la tribune étaient assis trois membres de la Landespartei (Roos, Schall, Hauss), deux membres de l'Arbeiter- und Bauernpartei (Hueber et Mourer), un membre de la Fortschrittspartei (Klein), un membre de l'Elsass-Lothringer Partei (Bickler) et un membre de la Christlich-Soziale Volkspartei Lothringens (Antoni). Manquaient Dahlet et surtout les membres de

l'Elsaessische Volkspartei (même Rossé était absent) qui refusèrent l'invitation parce qu'ils estimaient que la Landespartei et l'Elsass-Lothringer Partei affichaient trop de sympathies pour l'idéologie national-socialiste.

Au moment du congrès de Munich, la police reprit ses perquisitions chez les principaux membres de l'Elsass-Lothringer Partei, c'est-à-dire chez Hermann Bickler, Fritz Eyer, Rudi Lang, Alexander Kraemer, Fritz Spieser, etc. comme dans les locaux de Frei Volk ; c'était du 28 septembre au 6 octobre 1938. Suivirent des convocations et des interrogatoires dans les commissariats de police. Le climat politique s'alourdissait rapidement et l'on sentait partout que quelque chose allait se passer.

Mais Karl Roos continuait tranquillement ses activités. Sa dernière création était en automne 1937 un genre d'Université Populaire, le «Volksbildungsverein». La politique pure s'avérait insuffisante et la formation intellectuelle restait l'apanage de la bourgeoisie.

Le peuple alsacien-lorrain, à qui on arrachait sa langue et dont on méprisait la culture traditionnelle, avait été complexé par l'école, l'administration, les mass média et la politique française. Il fallait absolument commencer par arracher le peuple au complexe d'infériorité que le vainqueur avait su inoculer aux vaincus. Le Dr Karl Roos s'en expliquait dans un prospectus :

«L'Elsaessischer Volksbildungsverein veut fortifier dans notre peuple le sentiment de la sécurité morale. Au sentiment déprimant d'une soi-disant infériorité alsacienne, qui fait souffrir, doit se substituer chez tous la conscience exaltante de l'équivalence alsacienne. L'Elsaessische Volksbildungsverein s'adresse à l'ensemble du peuple alsacien, de la ville et de la campagne, à tous les travailleurs, hommes et femmes, et avant tout à notre jeunesse. L'Elsaessischer Volksbildungsverein ne tient compte ni des classes sociales, ni des richesses ni des études antérieures. Il veut être une authentique société populaire et s'efforce comme telle d'unir tous ceux qui partagent ses buts et qui se reconnaissent sans peur comme Alsaciens».

«L'Elsaessischer Volksbildungsverein n'est au service d'aucun parti politique et laisse à chacun ses conceptions politiques et ses manières de voir ; il demande aussi le respect qui convient aux confessions religieuses et encourage par raison de justice et d'équité la reconnaissance sans restriction des droits de la communauté alsacienne».

Pour cette université populaire alsacienne, Karl Roos obtint le concours d'Albert Goetz, directeur de l'orphelinat de la ville ; du Dr Joseph Brauner (1892-1945), prêtre et directeur des archives de la ville de Strasbourg ; du Dr Joseph Lefftz (1888-1977) ; du médecin Kissel ; de l'architecte Albert Reithler, etc. Le succès de ces soirées culturelles populaires fut immédiat.

Fin janvier 1939, Karl Roos tenait sa dernière conférence populaire. Brusquement, il fit un écart dans le domaine politique : «Qu'on ne nous prenne pas toujours pour le Hans em Schockeloch qui ne sait pas ce qu'il veut. Nous savons fort bien ce que nous voulons. Nous pouvons attendre !». Et la salle de la Mauresse (zum Mohren) croula sous les applaudissements. Quelques jours plus tard, le 2 février, il était convoqué à la direction de la police à Strasbourg ; le 4 février 1939 la police venait l'arrêter sous l'accusation d'espionnage.

Quant à l'Elsass-Lothringer Partei, elle avait publié le 8 novembre 1938 un programme d'urgence, «ein Sofortprogramm», qui réclamait l'égalité de traitement de la langue allemande avec la langue française, l'autonomie politique de l'Alsace-Lorraine, la rétrocession des richesses minières au peuple alsacien-lorrain, et la création d'une authentique communauté populaire par l'élimination des éléments étrangers.

Quelques mois avant la victoire du Front Populaire, le Parlement Français avait voté la loi du 10 janvier 1936 contre les groupes de combat et les milices privées de caractère plus ou moins fascisant du genre Camelots du Roy, Jeunesses Patriotes, le Faisceau, le Francisme, etc. Le gouvernement de Pierre Laval en avait profité pour insérer un paragraphe 3 qui permettait

d'appliquer la dissolution par décret aux associations ou groupements de fait qui auraient pour but «de porter atteinte à l'intégrité du territoire national».

En vertu de cette loi du 10 janvier 1936, le gouvernement Daladier interdit par décret, le 21 avril 1939, l'Elsass-Lothringer Partei de Hermann Bickler, le Bund Erwin von Steinbach, et l'Elsaessischer Volksbildungsverein du Dr Karl Roos déjà en prison, avec la justification suivante :

«Un certain nombre de groupements se sont formés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui sous couleur de rechercher avec un pays étranger des relations culturelles ou de préconiser une réforme administrative locale, s'efforcent en réalité de détacher moralement de la France les populations de ces départements et de préparer ainsi leur séparation de fait, et éventuellement de droit, du reste de la patrie. Leur action... n'en présente pas moins un danger public, tant par les craintes qu'elle suscite chez les uns, que par les espoirs, d'ailleurs vains, qu'elle éveille chez les autres. Etant donné qu'il est constant que leur but réel est de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, nous avons estimé qu'il y avait lieu de dissoudre les divers organismes».

Le préambule du décret Daladier de ce 21 avril 1939 révèle brutalement l'opposition entre le mythe jacobin officiel d'une nation française supposée uniforme et identique en tous ses éléments constitutifs — mythe tragique chevauché par tous les gouvernements français depuis la Révolution — et la réalité objective d'une France multinationale, composée d'environ huit nations ou fragments de nations que nous appelons pour faire court «ethnies». Pour le mythe jacobin, le Rhin est une frontière naturelle, décrétée au premier siècle avant notre ère par un conquérant sans scrupules, Jules César ; et une frontière qui sépare. Pour l'ethnie alémanique, au contraire, le Rhin est un lien qui unit les Alamans d'Alsace aux autres Alamans de Suisse, du territoire de Bade, du Liechtenstein et du Vorarlberg autrichien. Pour le mythe jacobin, les Alamans de la rive orientale et méridionale du Rhin sont des étrangers. Pour l'ethnie alémanique, au contraire, ces Allemands et ces Suisses sont des frères de race et de culture, issus du même «alemannischen Stamm» ; et s'il faut absolument trouver des étrangers ethniques, c'est à Paris qu'ils se trouvent. Enfin, pour le mythe jacobin officiel, l'Alsace est de culture française, alors qu'en réalité, sa culture naturelle et normale est une culture germanique rhénane ; en Alsace la culture française est le résultat de la violence scolaire et administrative d'un Etat qui n'a jamais voulu reconnaître à sa population le droit de disposer d'elle-même. Ainsi, la cause fondamentale de tous les malheurs et de toutes les souffrances, comme de toutes les perversions intellectuelles et sentimentales des masses populaires alsaciennes, se trouve dans le mythe officiel jacobin d'une pseudo-France uniforme, limitée par des frontières providentielles et naturelles, alors qu'en réalité la France est une construction artificielle réalisée par le feu et le sang, et dont les frontières tranchent partout à vif à travers les ethnies naturelles, qu'il s'agisse des Flamands, des Wallons, des Franciques, des Alamans, des Franciens du Jura suisse, des Franco-Provençaux de Neuchâtel, de Vaud et du Val d'Aoste, des Occitans du versant italien des Alpes, des Catalans du Roussillon, des Occitans du Val d'Aran et des Basques d'Euzkadi. Que les réalités naturelles et géopolitiques ne correspondaient point au mythe officiel de la France jacobine, beaucoup d'Alsaciens en avaient conscience et quelques-uns osaient le dire. Par exemple lors d'une réunion de la Landespartei, le 30 décembre 1933, Paul Schall, après avoir parlé du «péril jaune japonais», distinguait «Vaterland» (= «Patrie»), et «Heimatland», mot qui n'a pas d'équivalent en langue française (mais chez les Bretons) et qui indique le pays d'un Stamm, d'une tribu. Schall ajoutait : «L'Alsacien n'a pas de Vaterland pour le moment ; il n'a qu'un Heimatland, l'Alsace-Lorraine. Nous sommes des patriotes alsaciens-lorrains et nous ne pouvons reconnaître la France comme étant notre patrie !» Il fut alors interrompu par Metz : «Notre Vaterland est l'Allemagne. Au cours de la prochaine guerre, cette situation devra être mise au clair et ce sera le devoir de tout Alsacien d'y contribuer». Pour ces mêmes motifs, l'on oblige les Alsaciens à proclamer à temps et à contre-temps qu'ils sont Français ; ils doivent manifester continuellement cette appartenance par une saturation de cérémonies patriotiques franchement ridicules. La France conquérante et assimilatrice agit suivant

la méthode Coué ; ces manifestations, épaulées par la déculturation scolaire et les mass média (journaux, radio), doivent effacer la réalité ethnique grâce à l'autosuggestion, et renforcer le mythe jacobin d'une France uniforme, uniformité qui justifierait sa centralisation dictatoriale. Après le décret du 21 avril 1939, les événements se précipitèrent. L'imprimerie de Fret Volk fut confisquée et le journal de l'Elsass-Lothringer Partei cessa de paraître avec son dernier numéro du 6 mai 1939. En juillet furent interdits les Strassburger Monatshefte du Dr Fritz Spieser ; l'Elsass-Lothringer Zeitung (ELZ) fut interdite à son tour le 31 août 1939. En juillet, l'Unabhängige Landespartei, désormais dirigée par Paul Schall, fusionnait avec l'Arbeiter- und Bauernpartei de Mourer et de Hueber pour constituer l'Elsass-Lothringische Arbeiter- und Bauernpartei, qui fut interdite le 31 octobre 1939. Mais la guerre était déclarée depuis deux mois. Malgré le traité d'amitié et de non-agression signé à Paris entre l'Allemagne et la France le 6 décembre 1938, la France proclamait la mobilisation générale le 1er septembre 1939 et déclarait la guerre aux Allemands le 3 septembre, six heures après le Royaume-Uni.

En 1794, la Révolution Française avait imaginé la déportation d'une «bonne partie des Alsaciens dans des lieux où il faudra qu'ils deviennent Français, et on laissera l'autre pour se franciser avec la colonie qu'on appellera de l'intérieur de la République, en l'occurrence les Vendéens que l'on déportera sur le Rhin». Le gouvernement français reprenait une politique analogue. Dès le 2 septembre 1939, et en quelques heures, Strasbourg fut vidé de sa population qui n'avait le droit d'emporter que le strict nécessaire. 25 000 Strasbourgeois furent déportés dans l'Indre, 80 000 dans la Dordogne, plus de 11 000 dans la ville de Périgueux. Un plan d'évacuation totale de l'Alsace était prévu, avec la dispersion des Alsaciens au sud de la Loire. Le premier tiers, situé sur la Ligne Maginot, avait été transplanté de suite ; les deux tiers restants devaient suivre plus tard. 127 000 hectares de terres cultivées étaient livrés à l'abandon ; tous les bestiaux et toutes les bêtes domestiques étaient lâchés dans la nature et désemparés erraient au hasard.

Loyaux envers l'Etat français, les autonomistes mobilisés avaient rejoint leurs casernes et les autres accomplissaient correctement leurs devoirs civiques. En quelques jours, les principaux responsables de l'Alsace authentique étaient arrêtés, les plus dangereux transférés à Nancy; plus tard, en mai 1940, les autres, des centaines d'hommes et de femmes, étaient internés dans le camp de concentration d'Arches près d'Epinal ».

A la prison militaire de Nancy où se trouvait depuis sept mois le Dr Karl Roos, furent incarcérés cinq membres de l'Elsaessische Volkspartei, savoir les députés Joseph Rossé et Marcel Stürmel, le directeur des hôpitaux civils de Strasbourg, Joseph Oster, l'abbé Joseph Brauner (archiviste de la ville de Strasbourg), Jean Keppi (secrétaire général de la mairie de Haguenau) ; six membres de la récente Elsass-Lothringische Arbeiter- und Bauernpartei, savoir le député Jean-Pierre Mourer, les trois conseillers municipaux de Strasbourg Paul Schall, René Hauss et René Schlegel, le journaliste Camille Meyer et la secrétaire du Dr Roos, madame Woerner ; quatre membres de l'Elsass-Lothringer Partei, savoir les avocats Hermann Bickler et Peter Bieber, le dentiste Rudi Lang et Edmond Nussbaum ; un membre de la Christlich-Soziale Volkspartei Lothringens, le conseiller général Victor Antoni ; un membre de l'Elsaes-sischer Volksbildungsverein, Joseph Lefftz.

En quelques jours, toutes les structures ethniques se trouvaient détruites et le peuple menacé d'une «déportation à Babylone»... La France jacobine appliquait à sa manière la belle devise : Liberté, Egalité, Fraternité !

4. Le chemin de croix des chefs autonomistes

Jusqu'à la loi du 10 janvier 1936, il n'existait aucune loi interdisant les activités autonomistes en France ; mais cette loi ne permettait que la dissolution par décret-loi des mouvements autonomistes qui porteraient atteinte à l'intégrité du territoire national.

C'était beaucoup trop insuffisant pour les services spéciaux français, c'est-à-dire l'espionnage et le contre-espionnage ; ils firent donc pression sur le gouvernement Daladier pour l'amener à instaurer

dans le pays une véritable terreur policière. Paul Paillole harcela Corvisy, haut fonctionnaire du ministère de la Justice, pour lui faire admettre qu'il fallait enlever à l'espionnage son caractère politique, faire des «crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat» des infractions de droit commun ; si l'auteur de ces infractions est Français, c'est un «traître» ; s'il est étranger, c'est un «espion». On exhibe de l'Ancien Régime le crime de lèse-majesté contre les rois de droit divin, et on en fait un crime de «lèse-nation» contre la nation française de droit divin, donc un crime punissable en tout temps de la peine de mort !

Et sans passer démocratiquement par les débats parlementaires, un décret-loi est pris le 24 mai 1938, contre-signé, comme l'on signerait une vulgaire carte postale, le 17 juin suivant par le Président du Conseil, Edouard Daladier. Les responsables du contre-espionnage français, surtout Schlessier et Paillole, sont heureux : ils ont obtenu ce qu'ils souhaitaient depuis longtemps, une nouvelle «Loi des Suspects», qui permettrait comme au bon vieux temps de la terreur de Robespierre d'envoyer à la mort des innocents, coupables d'être suspects d'espionnage ou coupables de ne pas admettre le dogme infallible d'une France Uniforme, d'un Etat impérialiste qui aurait toujours le droit d'annexer de nouveaux territoires et de nouvelles colonies, mais jamais d'en perdre !

L'inique décret-loi du 17 juin 1938 fut complété le 29 juillet 1939 par un second décret-loi qui reprenait le précédent ; il l'introduisait dans l'article 80 du Code Pénal et codifiait la notion de «secret de la Défense Nationale» dans les termes mêmes proposés par les Services Spéciaux français : «Sont secrets : les renseignements ou documents d'ordre militaire, diplomatique ou industriel qui, par leur nature, ne doivent être connus que des personnes qualifiées pour les détenir et doivent dans l'intérêt de la Défense Nationale être tenus secrets à l'égard de tout autre personne».

Les effets de la nouvelle législation terroriste furent immédiats : en 1938, la police arrêtait 274 «traîtres» ou «espions», et dans les cinq premiers mois de 1939, plus de 300 ! En moyenne, plus de deux traîtres ou espions par jour ! Pour sentir tout le ridicule et tout l'odieux de ces mesures, il faut savoir que la construction de la Ligne Maginot employait 45 % d'étrangers à la France, parmi lesquels des chefs de chantier «100 % allemands, aryens pur sang, dont la famille habite l'Allemagne».

En 1938, «on se promène librement sur la Ligne Maginot. Sous prétexte de visites à leurs cimetières voisins, les anciens combattants allemands, leurs familles... et les agents de l'Abwehr arrivent en cars, sans contrôle, questionnent, photographient...».

Les plans de la Ligne Maginot à Thionville, centre stratégique de toute la ligne de fortifications, traînent sur les tables et quiconque possède assez de sang-froid peut s'en emparer. Bien plus, lorsque les Allemands entrent à Prague en mars 1939, ils trouvent tous les plans de la Ligne Maginot dans les placards de l'état-major !

Depuis avril 1939, les Italiens alliés de Hitler disposent de tous les codes militaires secrets, à l'exception des codes de l'URSS et du Japon ! C'est encore la firme berlinoise «Siemens» qui avait réalisé l'installation électrique de la Ligne Maginot ! Un sous-officier vendait le nouveau fusil-mitrailleur français aux Allemands ; des agents allemands travaillaient dans les usines d'armement, comme dans l'usine qui construisait les chars «Somua» ; un inspecteur de police de Longwy était un espion allemand ; les délibérations ultra-secrètes de la Commission des Affaires Etrangères au Sénat étaient connues dans tous leurs détails dès le lendemain par les Allemands, et les rapports des réunions à huis clos de la Commission de la Défense Nationale à la Chambre des Députés n'avaient plus guère de secrets pour les Allemands.

Du reste, le Journal Officiel apportait à lui seul une foule de renseignements militaires ! Et quand enfin la Wehrmacht lancera la grande offensive du 10 mai 1940, ce ne sera que 40 minutes après le début des opérations que le Service de Renseignements français annoncera : «Alerte ! Invasion du grand-duché par les troupes allemandes».

Si les mesures draconiennes prises par le gouvernement français sous la pression des services

spéciaux se révélèrent incapables de sauver la France de la défaite, elles servirent par contre à emprisonner et à tuer bien des innocents !

Le nouveau procès du Dr Karl Roos débuta le 23 octobre 1939 devant le tribunal militaire de Nancy et s'acheva le 26 par sa condamnation à mort. Pour sa défense, l'accusé avait demandé trois avocats : le premier fut mobilisé, le second, Me Klein, qui avait défendu Rossé et Wiltz en 1928 au Komplott-Prozess, ne dut qu'à la fuite de ne pas être arrêté lui-même ; finalement, le Dr Roos ne pouvait disposer que de Me Berthon, son défenseur de Colmar et de Besançon, qui avait le double tort d'être du barreau de Paris et non de Nancy, et surtout d'avoir été communiste alors que le gouvernement venait de dissoudre le PCF. L'avocat Peter Bieber, qui s'était spontanément offert pour aider la défense, fut arrêté au moment même où il se présentait et jeté immédiatement en prison. En outre, toutes les pièces de l'accusation n'étaient pas soumises à la défense qui se trouvait par là incapable de les réfuter.

Dans son ouvrage «Services Spéciaux 1935-1945», Paul Paillole se félicite d'avoir fait arrêter «le chef le plus en vue du mouvement autonomiste alsacien» comme espion. La preuve de son espionnage ? «En examinant un carnet trouvé sur lui, notre section allemande du Contre-Espionnage remarque qu'une page en a été mal déchirée, sans doute à la hâte. La page blanche suivante, expertisée par nos services techniques, relève les traces de l'écriture de la page arrachée. La limaille de plomb répandue sur cette page blanche fait apparaître deux numéros de téléphone en Suisse écrits de la main même de Karl Roos. Nous les connaissons. Ce sont ceux donnés par l'antenne de Francfort à ses agents pour n'être utilisés qu'en cas de guerre».

Ce n'était un secret pour personne que Karl Roos avait de nombreuses relations parmi les Allemands ; il avait été longtemps professeur à Bochum et à Cologne, il avait été inspecteur français en Sarre ; il avait surtout des relations avec les rives orientales et méridionales du Rhin, c'est-à-dire avec les Alamans du territoire de Bade et de Suisse ; il avait fait une partie de ses études universitaires en Forêt Noire, à Fribourg-en-Brigau, et il avait séjourné en Suisse. Volontiers il aimait échapper à l'atmosphère étouffante du Strasbourg d'avant-guerre pour aller déguster une bière et fumer un cigare dans une ambiance alémanique.

Parmi ses relations, il y avait notamment l'ancien professeur de Colmar, Bongartz, journaliste mais malheureusement aussi agent de renseignements allemand ; à cet ami, il envoyait les coupures de journaux ou de petits renseignements politiques, militairement sans valeur ; bref, les relations Roos-Bongartz étaient des relations journalistiques et amicales, mais absolument pas d'espions !

D'autre part, en tant que responsable autonomiste du peuple d'Alsace-Lorraine, le Dr Roos estimait de son devoir politique d'être exactement renseigné en cas de besoin, notamment en cas de guerre, puisque d'après les conceptions mêmes de la France, l'Alsace-Lorraine devait en être le principal champ de bataille. Que Bongartz indiquât alors au chef autonomiste les deux numéros de téléphone suisses était parfaitement naturel : on ne voit pas pourquoi Paillole ou d'autres avaient seuls le droit de connaître la vérité pour la déformer ensuite à l'usage des populations ! Du reste, ces relations du Dr Roos avec Bongartz, la police les connaissait dès le procès de 1929 ; or précisément Bongartz s'était déplacé à Besançon pour se mettre à la disposition de la Cour d'Assises, qui curieusement refusa de l'entendre !

Karl Roos avait encore des relations avec un autre Alsacien, le Dr Robert Ernst, qui de son côté, après avoir choisi en 1918 de se retirer en Allemagne, travaillait à la conservation des droits ethniques de sa Heimat. Or, comme le déclarait le Dr Roos lui-même à son compagnon de cellule, le journaliste allemand Baron :

«Sur toutes les rumeurs de soi-disant atteintes à la sûreté de l'Etat que j'aurais manigancées avec le Dr Ernst, nous n'avons absolument pas besoin de nous entretenir. Les Français devront s'habituer à ce que les Alsaciens conscients de leur appartenance ethnique (et cela veut dire une fois pour toutes que les Alsaciens font par tie du monde allemand) forment et demeurent une unité ethnique qui demeure, quel que soit le coin du monde où ils se trouvent».

Or, au procès de Nancy contre le Dr Roos, tout Allemand passait pour espion ; du coup, toute relation avec un Allemand, de quelque nature qu'elle fût, était considérée comme de l'espionnage. A charge de l'inculpé de prouver qu'effectivement, il n'avait jamais espionné ! Preuve qu'il était pratiquement impossible de fournir.

Lorsque le conseiller général du Bas-Rhin, l'abbé Gromer, vint témoigner à Nancy : «Je ne tiens pas Roos pour espion ; il n'est vraiment pas doué pour ce genre d'activité», le président du tribunal militaire lui rétorqua : «Pouvez-vous prouver que Roos n'a pas espionné ?» Et comme le témoin déclara que cela lui était naturellement impossible, il fut remercié : «Bien, alors vous pouvez partir». Le système judiciaire était renversé : à priori, le Dr Roos était un espion ; à lui de prouver qu'il était innocent !

Pour donner à l'opinion publique l'impression que non seulement le Dr Karl Roos était un espion, mais qu'il dirigeait en plus un réseau d'espionnage, l'accusation versa dans le même procès les cas d'un jeune soldat, Lobstein, et de son compagnon Kauffmann ; ils avaient fourni quelques renseignements anodins aux Allemands. Mais le tribunal dut rapidement se persuader que le Dr Roos ne connaissait ni Lobstein ni Kauffmann ! On y mêla encore le cas du Dr Alfred Hanauer qui avait commis le crime abominable d'avoir essayé de fonder un mouvement de jeunesse et chez qui la police avait découvert quelques images de Hitler ! Mais cela n'avait rien à voir avec le Dr Roos.

Finalement, l'argument capital contre le Dr Roos était fourni par Julien Marco, membre de la Landespartei et souvent chauffeur particulier de l'accusé. Marco était le fils d'un instituteur assez sévère à qui le comportement de son fils apporta bien des déceptions. Cheminot à Strasbourg-Neudorf, Julien Marco avait signé le Manifeste du Heimatbund le jour de la Pentecôte de 1926 et pour ce motif, il avait été injustement révoqué.

Ayant donc perdu sa place, il travailla un moment à l'imprimerie Erwinia avec Jean Dumser, puis le Dr Roos lui avait trouvé un emploi de bibliothécaire auxiliaire d'où il fut renvoyé par Charles Hueber, maire de Strasbourg. Le Dr Roos, grâce aux relations amicales qui le liaient au Dr Oster, put à nouveau lui fournir un emploi aux hôpitaux civils de la ville de Strasbourg. Julien Marco avait un sale caractère et se plaisait à calomnier, de sorte qu'il n'avait point d'amis.

Il se rattrapait alors sur les amies, pour lesquelles il fallait de l'argent. A cette fin, il était entré en relation avec la Gestapo de Kehl où les services spéciaux avaient introduit un espion français depuis 1931, c'est-à-dire immédiatement après l'évacuation de la tête de pont en face de Strasbourg.

A la Gestapo, Marco n'apportait que des renseignements que n'importe quel touriste allemand du dimanche aurait pu fournir, mais son intérêt était ailleurs, dans ses relations avec les autonomistes, notamment avec Karl Roos qui, voyant en lui un homme très malheureux, s'évertuait à se montrer paternel à son égard et l'aidait dans toute la mesure du possible. Lorsque les services spéciaux jugèrent le moment venu d'écraser les autonomistes alsaciens-lorrains, ils se saisirent de Julien Marco, lui faisant connaître qu'il avait à choisir, ou bien le poteau d'exécution, ou bien la perte du Dr Roos par des témoignages appropriés.

Devant ce chantage, angoissé par la mort, Julien Marco pensa qu'il était encore jeune, tandis que Karl Roos avait déjà la plus belle partie de sa vie derrière lui ; il accepta donc le chantage policier et le rôle de Judas.

Julien Marco avait subtilisé au Dr Roos la photo de Hanovre où en 1933, par plaisanterie, Roos s'était déguisé avec l'uniforme officiel de maire du Illème Reich, saluant le bras levé. Cette photo devenait pour les besoins de la cause celle du Dr Roos en uniforme de S.A. en Allemagne, s'entraînant à jouer le Konrad Henlein d'Alsace, assuré d'être nommé Gauleiter d'Alsace ; du reste ses amis auraient déjà en poche la nomination à des postes importants !

Marco déclarait encore que Roos l'avait chargé de faire de l'espionnage militaire au bénéfice de l'Allemagne ; le Dr Roos avait beau expliquer les faits falsifiés et déformés, nier les accusations fantaisistes et calomnieuses de son ancien compagnon terrifié par le chantage policier ; le professeur

Goosz, beau-frère du Dr Roos, et Madame Woerner, sa secrétaire (à qui on avait eu soin d'annoncer avant sa déposition qu'elle allait aussi être arrêtée), avaient beau confondre Marco et montrer l'inanité de ses faux témoignages. En vain ! Le tribunal, qui voulait absolument la peau du chef de l'autonomisme alsacien-lorrain, n'entendait et ne croyait que le faux témoin.

Les trois commissaires de la police spéciale de Strasbourg, Monnard, Becker et Léonard, jubilaient. Monnard accusait Roos d'être responsable de ce que certains Alsaciens mettaient encore leurs espoirs dans l'Allemagne ; le peuple alsacien, déclarait ce Français, exigeait la mise à mort de Roos. Le commissaire Antoine Becker (celui-là même qui possédait les empreintes digitales du grand graveur Albrecht Durer mort en 1528, qu'il avait été sur le point d'arrêter à Berlin en 1928), se réjouissait sadiquement d'être, après 15 années d'efforts, arrivé à son but, celui de la mort de Roos et de l'extermination de «la peste autonomiste» ; enfin seraient réparées les erreurs judiciaires de Colmar et de Besançon !

Le colonel Marcy, procureur général, traita Roos de «mauvais berger», déclara que l'Allemagne était entrée en guerre parce qu'elle espérait une révolte de la population alsacienne (comme si ce n'était pas la France qui avait déclaré la guerre à l'Allemagne !) et qu'il importait absolument d'intimider par l'exécution de Roos les Alsaciens, tant ceux qui étaient encore en Alsace que ceux qui avaient été déportés au sud de la Loire.

Mais ni le juge d'instruction Laroubine, ni le procureur général Marcy, ni aucun témoin à charge, ne purent apporter la moindre preuve réelle que le Dr Roos ait été un espion ; personne, sauf le malheureux Julien Marco manœuvré par la police, qui n'apportait que de faux témoignages.

Le 26 octobre 1939, à 12 h 30, Karl Roos était condamné à mort en même temps que le soldat alsacien Lobstein, Kauffmann, Hanauer et Marco s'en tiraient avec 5 années de détention ; mais à Marco, Laroubine et Marcy avaient fait savoir qu'en retour de ses bons services, il serait rapidement remis en liberté.

Dès son retour en prison, Roos fut conduit dans la cellule réservée aux condamnés à mort, en compagnie de Lobstein ; il dut revêtir les habits spéciaux et sales ; ses pieds restaient jour et nuit entravés par une chaîne lourde de 5 livres, mais les mains n'étaient enchaînées que pour la nuit. Au bout de trois mois, le Dr Roos avouait qu'à la longue, l'on arrivait à s'habituer aux chaînes des pieds, alors que les chaînes des poignets empêchaient toujours de dormir correctement et qu'à chaque faux mouvement elles tailladaient les chairs.

Le condamné avait conscience de son innocence, de l'iniquité de la sentence du tribunal militaire, du chantage policier qui pourrit la justice. Déjà au cours de l'instruction du procès, le juge Laroubine et d'autres complices lui avaient promis la vie sauve avec une haute récompense, s'il acceptait de les aider à faire condamner les autres autonomistes que l'on était en train d'arrêter et dont la police spéciale réclamait la peau. Il leur avait répondu : «Plutôt mourir que mentir !» Dès le lendemain de la condamnation, le 27 octobre 1939, le directeur de la prison de Nancy, Guichard, vint lui rendre visite :

— Ça va, Roos ? Le moral est bon ?
— Il pourrait être meilleur.
— Il ne tient qu'à vous. Vous savez tout. Vous pouvez vous sauver. Mais il faut causer, il faut causer... Je reviens un de ces jours.

Quinze jours plus tard, Guichard réapparaissait devant la cellule du condamné à mort :

— Ça va, Roos ? Vous connaissez Mourer ?
— Oui.
— Mourer vous a remplacé ?
— Non, Mourer est plus que moi, il est député.
— Non, Roos, vous étiez le chef. Vous savez tout. Il faut causer.
— Je ne sais rien !

— *Vous pouvez vous sauver. Faites comme l'autre. Vous pouvez sortir d'ici. En deux ans ou même en six mois, vous serez libre !*
 — *(Roos ne répondit point, regarda avec mépris son interlocuteur et lui tourna le dos).*
 — *Alors, je reviens encore une fois. Guichard revint quatre semaines plus tard :*
 — *Ça va Roos ?*
 — *Oui, ça va.*
 — *Alors la cassation ? Il ne faut pas trop y compter. En général elle est rejetée. Et vous savez un soir, vers dix heures, je reçois un télégramme. Pendant que vous sommeillez tranquillement, j'ai beaucoup de travail. Je dois me mettre en règle avec mes livres. Je dois informer l'aumônier, chercher vos affaires, etc. Et le matin, il y a là-bas, au dehors, douze soldats, baïonnette au canon. On vous cherche, et après...*

Roos garda le silence et tourna le dos. Guichard resta encore un moment immobile devant la grille, ricana nerveusement, et disparut.

Le jour même de sa condamnation à mort, le 26 octobre 1939, le Dr Karl Roos, conseiller général du Bas-Rhin et conseiller municipal de la ville de Strasbourg, s'attendait à être rapidement fusillé. A sa sœur et à son beau-frère venus le voir dans l'après-midi, il avait déclaré : «Je n'ai maintenant plus de temps pour vous parler, je dois me préparer à la mort». Mais au fur et à mesure que le temps passait, qu'il en avait appelé à la Cour de Cassation, puis qu'il avait signé son recours en grâce, il s'était remis à espérer sa grâce, d'abord pour Noël, puis pour le Nouvel An. En vain ! L'aumônier de la prison, le R.P. Brandicourt, s.j. entra alors en jeu. Il demanda à Roos d'oublier la «justice» humaine et de se mettre dans la peau du Christ qui, innocent, fut condamné et crucifié. En outre, l'occasion se présentait pour lui de devenir un saint.

Un saint ? Roos était perplexe. Sûrement il n'avait point vécu en saint ; cela on le savait en Alsace, et ses adversaires ne manquaient pas de le faire passer pour anticlérical, communiste, et tout le reste... Roos réclama donc des livres religieux, et très méthodiquement, suivant le caractère germanique, il se mit à étudier les dogmes et la morale chrétienne. Une difficulté : la confession ; elle lui pesait comme un énorme caillou sur la conscience. Le R.P. Brandicourt lui prêta alors l'Examen de Conscience de Charles Péguy, et cette lecture l'enthousiasma au point que bientôt il fit sa confession générale ; les larmes aux yeux, il embrassa son confesseur après l'absolution.

Deux Alsaciens-Lorrains avaient été fusillés près de Nancy en 1939 : Franz-Helmuth Grüneberg, le 18 avril, et Lucien Frank, le 21 juillet ; ce dernier n'avait jamais bien su pourquoi ! Et depuis le 31 janvier 1940, quatre autres condamnés à mort attendaient leur exécution : les deux Alsaciens condamnés le 26 octobre 1939, Karl Roos et le soldat Lobstein ; et deux journalistes allemands de Paris, Baron et Klein¹.

Il était interdit aux autonomistes de la prison de Nancy de communiquer entre eux et de se voir. Pourtant, grâce à l'humanité d'un gardien, au cours d'une «promenade», le Dr Roos put s'entretenir un instant à travers un trou d'observation avec l'ancien député de Colmar, René Hauss, qui lui demandait comment il allait. «Tu vois bien ! Mais j'ai déjà trop souffert pour ressentir encore quelque chose ! C'est même un miracle si je vis encore !». Et comme Hauss lui indiquait que personne n'avait encore été interrogé par le juge d'instruction, Roos répliqua : «Résistez et tenez bon ! Vous pouvez compter sur moi comme je compte sur vous ! »

Le Mardi-Gras 6 février 1940, le Dr Roos demandait à l'aumônier de lui expliquer l'état de l'âme après la mort. C'était une question à laquelle il était d'autant plus difficile de répondre qu'elle venait de la part d'un homme qui attendait son exécution d'un moment à l'autre. Le R.P. Brandicourt lui proposa donc de traiter ce sujet plus tard.

Pourtant, la soirée du Mardi-Gras se passait gaiement dans l'étroite cellule des quatre condamnés à mort ; ils se racontaient leurs souvenirs de jeunesse et d'études. Soudain, ils aperçurent l'ombre de Guichard, chef de la prison de Nancy, qui les épiait depuis un moment : «Aha ! s'écria-t-il quand il se vit découvert, vous vous amusez ! Il y a bonne ambiance et sûrement vous avez la conscience

tranquille ?» Il fixa l'un après l'autre chacun dans les yeux, et se tournant vers Roos, il demanda :

— *Et vous Roos, désirez-vous quelque chose ?*
— *Ma liberté ! répliqua ce dernier avec une telle violence qu'involontairement tous le regardèrent.*
— *La liberté ? reprit Guichard, elle finira bien par venir, d'une manière ou d'une autre ! Et, se retournant pour s'en aller, il ajouta à voix basse mais suffisamment claire pour être entendu : «Et puis, c'est l'autre manière...»*

L'envie de rire se dissipa immédiatement et le Dr Roos demanda au gardien qui les surveillait jour et nuit, de lui expliquer comment cela se passait lorsqu'on fusillait quelqu'un. Après les explications, il déclara : «Eh bien ! Si je dois mourir, je suis prêt». Puis, tous les quatre firent leur prière du soir en commun, et à la fin, Roos leur dit : «A partir de maintenant, appelez-moi père». Les trois autres lui répondirent : «Ja, du bist unser Vater (Oui, tu es notre père)». Le Dr Karl Roos, qui appartenait à une famille de six enfants et qui lui-même s'était marié trois fois, n'avait jamais eu d'enfants ; et voici que quelques heures avant sa mort, des profondeurs de l'instinct montait en lui un puissant désir nostalgique d'une paternité qui lui avait toujours été refusée.

Le lendemain matin, Mercredi des Cendres, le 7 février 1940, vers les six heures du matin se tenait devant la grille des condamnés le président du tribunal militaire de Nancy, le képi doré sur la tête. Exceptionnellement, Roos ne s'était pas encore réveillé et il dormait profondément. On dut le secouer : «Roos ! Soyez courageux ! Votre heure est venue !» «Déjà ?», s'écria la victime brutalement tirée du sommeil ; «Je proteste ! Vous savez fort bien que je suis innocent !». Le R.P. Brandicourt se précipita alors dans la cellule pour lui offrir la croix à baiser : «Mon ami ! hier vous m'aviez demandé de vous expliquer comment sera l'âme après la mort ; dans quelques instants, vous en saurez davantage là-dessus que tous les théologiens au monde !»

En même temps, l'autorité judiciaire annonça que la veille le président Lebrun avait gracié Lobstein, mais qu'il demandait qu'en ce qui concernait Roos, la justice poursuive son cours. En pleurant, le gardien enleva aux deux hommes les lourdes chaînes qu'ils traînaient depuis trois mois, puis Roos assista avec une profonde dévotion à la messe «Pour obtenir une Bonne Mort», à laquelle il communiait pour la dernière fois.

Durant cette messe, le prêtre prononça quelques prières en français et insista sur cette parole du Christ : «Ne jugez pas, et vous ne serez pas jugés !». A la conciergerie, le Dr Roos but tranquillement le petit verre de «mirabelle» offert par le R.P. Brandicourt, et trinqua avec les gardiens en signe d'amitié et de reconnaissance pour tout le bien qu'ils lui avaient fait. Et toujours aussi calme et maître de lui, il monta dans la voiture cellulaire en compagnie de l'aumônier, en récitant le chapelet.

Après un voyage d'une vingtaine de minutes, au petit matin, le cortège arriva au lieu dit «La Petite Malepierre» de la commune de Champigneulle, où se dressait déjà le poteau. Roos remercia le prêtre et ajouta : «Je meurs fidèle à ma foi en l'Incarnation, la Rédemption et la Résurrection ; je meurs fidèle à ma Heimat et à mes amis».

Deux soldats se saisirent de lui, lui bandèrent les yeux, l'obligèrent à s'agenouiller dans la neige et lui attachèrent les mains derrière le poteau. Une dernière fois, Roos pria le «Notre Père» : «Pardonne-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés...» et le souvenir de Julien Marco qui l'avait livré lui glissa à travers l'esprit. Il récita ensuite le «Je vous salue» : «Priez pour nous, maintenant et à l'heure de notre mort». Brusquement, un cri d'angoisse : «Père ! je ne vous entends plus !» «Si, lui répondit le prêtre, je suis toujours là».

Il y eut une longue seconde de silence. Soudain, au milieu de l'émotion générale, s'éleva la voix du Dr Karl Roos, chef des autonomistes Alsaciens-Lorrains ; une voix extraordinairement sereine, claire et forte : «Jésus ! à toi ma vie ! — Jésus ! à toi ma mort !» Il ne put ajouter la troisième partie de la célèbre prière d'Alsace-Lorraine : «Jesu, dein bin ich tot und lebendig ! — Jésus, je suis à toi vivant et mort !». Une salve de douze balles venait de cribler la poitrine de la victime, douze balles qu'à dessein tirèrent douze soldats alsaciens... 1. La tête bascula en avant, et après l'inutile coup de

grâce dans la nuque donné par l'officier qui commandait le peloton, le médecin capitaine Wolf dressa l'acte de décès. Autour du cadavre, le sang vif rougissait la neige immaculée : «rouge et blanc», les couleurs de l'Alsace !...

Lorsqu'au retour à la prison, le P. Brandicourt revint chercher ses livres prêtés au Dr Karl Roos, il trouva sous l'oreiller le livre du Père Henri de Lubac : «Catholicisme. Les aspects sociaux du dogme». Il l'ouvrit machinalement ; le signet marquait le milieu du chapitre IV : «La Vie Eternelle : dans l'attente de la vision».

Le vendredi 9 février 1940, Paris-Soir tirait à «la une» : «Ainsi mourut hier à l'aube Roos, traître et espion. En quatre minutes justice fut faite». Et en page 3, le lecteur pouvait lire cette version journalistique de la tragédie alsacienne :

«Lobstein dort quand l'aumônier et Me André Berthon pénètrent dans la cellule où reposent les deux condamnés à mort. Il faut le réveiller pour lui apprendre qu'il a la vie sauve. Mais Roos, lui, a les yeux grands ouverts. Il apprend la nouvelle sans manifester la moindre émotion. Tandis qu'il s'habille, un fourgon cellulaire encadré par quatre motocyclistes de l'armée se range devant la prison et pénètre dans la cour intérieure. Deux autos le suivent. De la première descendent le commissaire du gouvernement, le juge d'instruction et son greffier. Dans la seconde ont pris place des officiers d'état-major. Une porte s'ouvre. Une fenêtre s'éclaire. Roos est à la chapelle. Au loin, les cloches sonnent les matines.

«Les portes de la prison se rouvrent, et le fourgon, où l'aumônier a pris place au côté de Roos, surgit. Il part à très vive allure, suivi de trois voitures. C'est un lugubre cortège qui traverse les faubourgs de Nancy et s'éloigne dans la banlieue. Il est 6 h 40. Le jour s'est levé. Le ciel, chargé de nuages, éclaire d'une lumière gris-bleu les talus couverts de neige et les taillis rouilles. Toute la campagne est blanche. Le convoi s'étire, se resserre. Les motocyclettes qui encadrent le fourgon dérapent sur le verglas. Les voitures s'arrêtent. C'est là. Un vaste terrain vallonné, bordé de taillis.

1. Parmi les Alsaciens qui fusillèrent le Dr Karl Roos, Camille Wolff a poussé son abjection jusqu'à s'en vanter en 1945 dans un tract électoral.

«Douze hommes sont alignés en peloton, l'arme au pied. Roos est descendu du fourgon. Les yeux bandés, il est conduit au poteau. L'officier qui commande l'exécution fait lire l'acte d'accusation. Puis des ordres brefs se succèdent : «En joue ! — Feu !» Une seule détonation retentit. L'homme s'affaisse. Un dernier claquement. C'est le coup de grâce. Roos a expié ses crimes. Le corps est déposé dans un cercueil. Le cercueil est hissé dans le fourgon. Une sonnerie de clairon rassemble les hommes. Justice est faite. Il est 6 h 58. L'exécution a duré 4 minutes... Et tandis que dans tous les cantonnements des environs des Français se lèvent pour servir la France, le corps de l'homme qui a trahi son pays est transporté quelque part, loin d'ici, dans l'ignorance et le silence. Jean Laubespain».

Le 10 février 1940, le gouvernement allemand communiqua cette note à la presse :

«L'Alsacien Roos ne s'est trouvé à aucun moment en relation avec un poste de renseignement allemand. L'affirmation qu'il avait fourni des agents allemands et des renseignements sur les mesures de sécurité françaises ou sur d'autres questions militaires est de ce fait pure invention et pur mensonge. Il faudra que le gouvernement français trouve une autre justification au meurtre de ce chef alsacien depuis longtemps connu comme autonomiste, et qui était devenu insupportable à cause des critiques que les Alsaciens déportés dans le centre de la France ont porté sur les circonstances inouïes de cette mesure».

Que le Dr Karl Roos ait été un espion, les juges eux-mêmes ne le croyaient pas. Le juge d'instruction Laroubine, celui-là même qui avait déjà instruit le cas «Schlageter» dans la Ruhr, l'avait du reste formellement avoué : «Juridiquement cette affaire ne tient pas. Mais Roos a fait tant de mal à la France que nous avons voulu l'éliminer».

Cependant, la Wehrmacht passait à l'offensive le matin du 10 mai 1940 ; en quelques

semaines, l'armée française était complètement écrasée. Le 11 juin, le gouvernement ordonnait à tous les Alsaciens de 17 à 55 ans de rejoindre l'Intérieur ; le 14 juin, les fonctionnaires français s'éclipsaient ; le 15 juin, les « Sturmboote » traversaient le Rhin près de Neuf-Brisach ; les Allemands entraient le 17 juin à Colmar et le 19 à Strasbourg où ne restaient qu'environ 300 personnes. Un adjudant, dont le père avait été chassé d'Alsace-Lorraine en 1918, fixa la Reichsflagge au sommet de la cathédrale de Strasbourg.

Lorsque l'on apprit que le 14 juin 1940 la Wehrmacht avait déjà traversé la Seine, le directeur de la prison de Nancy forma un convoi de trois autobus pour les autonomistes alsaciens-lorrains ; et en route vers le Sud ! Ils roulèrent toute la nuit pour s'arrêter finalement le 15 juin à 7 heures du matin dans la cour de la prison de Dijon ; le soir, sales, non rasés, en habits hétéroclites mi-civils mi-militaires, avec de vraies figures de bandits, ils étaient répartis entre les prisons St-Paul et St-Joseph de Lyon.

Les badauds s'étaient attroupés, injuriaient et criaient : « Il faut les griller comme des rats ! » Durant plusieurs heures, les autonomistes alsaciens-lorrains étaient plaqués debout, face aux murs de la cour, avant d'être entassés dans des cellules dégoûtantes et grouillantes de vermine. Le lendemain, la plupart des prisonniers partaient pour la prison de Privas, tandis que Bickler, Schall, Schlegel et Hauss étaient dirigés sur Valence, Tarascon, Nîmes et finalement Carcassonne.

Les autorités françaises avaient dessein de les embarquer pour l'Algérie afin de les y faire condamner à mort et exécuter ; mais le navire qui devait les transporter en Afrique avait été torpillé par les Italiens. Les autonomistes Alsaciens-Lorrains furent donc mis au secret en attendant que l'on trouve une solution pour en finir avec eux.

Le 22 juin 1940, l'armistice franco-allemand était signé pour entrer en vigueur le 25 juin à 1 h 35.

XIX – ÉPILOGUE

Par peur du bolchevisme, la France avait avancé des dizaines de milliards de francs depuis 1923 à Adolf Hitler et elle avait rendu possible la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne. De cette aide, Hitler savait gré à la France, notamment en renonçant à revendiquer l'Alsace-Lorraine, alors que l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain constituait depuis 1920 le second des 25 points du programme de la NSDAP. Aussi dès 1926, Hitler affirmait dans Mein Kampf que rendre à l'Allemagne ses frontières de 1914 serait un crime.

Après son arrivée à la chancellerie, Hitler ne changea point d'opinion au sujet de l'Alsace-Lorraine ; à l'ambassadeur de France à Berlin, François Poncet, il déclarait le 25 septembre 1933, qu'une question d'Alsace-Lorraine n'existait absolument pas pour les nazis : « Au cours de cinquante années, nous avons fait notre expérience avec les Alsaciens-Lorrains ; nous la souhaitons maintenant de bon cœur aux Français ! »

De mentalité jacobine comme le gouvernement français, Hitler était comme lui un adversaire des autonomistes ; son putsch manqué des 8-9 novembre 1923 était d'abord dirigé contre von Kahr et les autonomistes bavarois.

C'est ainsi que les nazis avaient aussi ouvert une enquête contre le Dr Robert Ernst, chef des Alsaciens-Lorrains en Allemagne, et ce ne fut que par l'entremise du Dr Goebbels et la grande compréhension de Rudolf Hess que cette affaire fut classée. Même si le Dr Ernst avait cru prudent de se faire inscrire à la NSDAP, il devait se tenir soigneusement sur ses gardes.

Assurément, l'on pouvait trouver des revendications nazies sur l'Alsace, mais elles ne provenaient que d'initiatives locales et de provocations, comme ces papillons collés sur les wagons ou le long des routes frontalières du Nord de l'Alsace :

<i>Grüssen</i>	<i>Sie</i>	<i>bitte</i>	<i>das</i>	<i>Strassburger</i>	<i>Münster.</i>
<i>Wir</i>	<i>holen</i>	<i>heim</i>		<i>geraubtes</i>	<i>Land.</i>

Auch das Elsass wird wieder deutsch.
Heil Hitler !

(Saluez s.v.p. la cathédrale de Strasbourg. Nous ramènerons à la maison le pays volé. L'Alsace aussi redeviendra un jour allemande. Vive Hitler !)

De telles gamineries ne faisaient pas le poids avec des traités comme celui qui fut signé le 6 décembre 1938 à Paris entre von Ribbentrop pour l'Allemagne et Georges Bonnet pour la France. L'article 2 déclarait : «Les deux gouvernements constatent qu'il n'existe plus aucune question d'ordre territorial entre leurs deux pays et ils reconnaissent solennellement comme définitivement valables les frontières telles qu'elles sont tracées actuellement entre les deux pays».

Néanmoins, la France déclara la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, c'est-à-dire moins d'un an plus tard. Après la défaite de la Pologne, Hitler fit des propositions de paix à la France du 6 au 8 octobre 1939 uniquement sur la base de la rétrocession des colonies allemandes annexées par les Alliés en 1919. Le rejet des propositions de paix allemandes entraîna un changement de politique et Hitler dut envisager le cas d'une victoire contre la France.

Le gouvernement de Berlin demanda donc au Dr Robert Ernst, chef des Alsaciens-Lorrains installés en Allemagne, de se tenir prêt à toute éventualité, sans autre précision. Le Dr Ernst se rendit donc au château de Bellevue auprès de l'Alsacien Otto Meissner, né à Bischwiller le 13 juillet 1880, et qui depuis 1923 avait trouvé le moyen d'être membre de tous les gouvernements allemands jusqu'à la chute de Hitler en 1945, avec le titre de Präsidialkanzler (Chancelier de la Présidence) de 1934 à 1945, et le rang de ministre d'Etat depuis 1937.

Dans une libre discussion en dialecte alsacien, les deux hommes envisagèrent l'érection de l'Alsace-Lorraine en un Etat «Elsass-Lothringen» autonome, placé sous le protectorat de l'Allemagne, un peu à la manière du protectorat de Bohême-Moravie instauré en mars 1939.

Le ministre d'Etat Otto Meissner serait proclamé «Protecteur d'Elsass-Lothringen» et continuerait à siéger au gouvernement central de Berlin ; mais il déléguerait sur place pour y exercer les fonctions réelles le Dr Robert Ernst. A Strasbourg, le Dr Ernst formerait un gouvernement autonome d'Alsaciens-Lorrains, avec par exemple Hermann Bickler comme ministre de l'Intérieur et Joseph Rossé comme ministre des Cultes, étant bien entendu que ces prisonniers ne seraient point fusillés et qu'ils pourraient être libérés à temps !

Au delà d'Elsass-Lothringen, le Dr Ernst rêvait d'une confédération d'Etats autonomes d'environ 17 millions d'habitants, placée sous protectorat allemand. Cette confédération, qu'il appelait «**Westliche Vorlande**» (Avant-Pays de l'Ouest), pourrait comprendre le nouvel Etat Elsass-Lothringen, le Luxembourg, la Hollande, les Flamands de Belgique et du Nord de la France, la Suisse alémanique et le Liechtenstein.

Du 3 au 5 juin 1940, au moment où s'achevait la bataille de Dunkerque, une conférence d'experts fut réunie à Berlin pour discuter sur les possibilités de restauration, soit de l'ancienne Lotharingie carolingienne, qui n'avait duré que le temps d'un éclair mais dont le souvenir hantait toujours l'esprit des populations rhénanes, soit du Grand Duché d'Occident de Charles le Téméraire.

La veille de la signature de l'armistice, un entretien entre Hitler et Goering amena sur le tapis la question du retour au Reich d'Elsass-Lothringen, du Luxembourg, le rattachement de la Norvège, la résurrection d'un Etat breton et même d'un Etat bourguignon. Finalement, lorsque les accords d'armistice furent signés le 22 juin 1940, ils ne comportaient pas la moindre allusion à l'Alsace-Lorraine.

Le Dr Robert Ernst, qui venait de s'installer aux Trois-Epis (Drei-Aehren) demeurait toujours dans le vague au sujet de sa mission, lorsqu'un coup de téléphone, le soir du 20 juin, lui apprit que Hitler avait soustrait aux autorités militaires l'administration de l'Alsace, non point pour la confier au ministre alsacien Otto Meissner, ni à lui-même, mais au Gauleiter de Bade, Robert Wagner ; la Moselle était confiée au Reichsstatthalter de Vienne, Josef Bürckel, à qui revenait encore le

Palatinat.

C'était une première déception. Non seulement Elsass-Lothringen allait se trouver disloqué et partagé entre deux Gaue voisins, mais Hitler montrait nettement qu'il continuait à se méfier des autonomistes et qu'il leur préférait les vieux compagnons de la première heure de l'aventure nazie.

Entre temps, vers le 19 juin 1940, la Wehrmacht put libérer les centaines de détenus au camp de concentration d'Arches près d'Epinal, tandis qu'un commando spécial de recherche fut constitué sous la direction du Major Dehmel et lancé à la recherche des prisonniers survivants de Nancy. En application de l'article 19 de la Convention d'Armistice, qui demandait la libération des prisonniers militaires et civils allemands, le gouvernement français accepta de relâcher les prisonniers autonomistes alsaciens-lorrains ; ceux de Privas furent libérés le 14 juillet 1940, et ceux de Carcassonne le lendemain.

Ainsi, la France semblait reconnaître implicitement que l'Alsace-Lorraine était redevenue allemande. Pour ce même motif, les soldats alsaciens-lorrains faits prisonniers furent aussi libérés et rendus à leurs foyers. Ce comportement ancre l'illusion, qu'il existait des articles secrets, dont l'un proclamait précisément le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

Le 17 juillet 1940, les 15 rescapés de la prison de Nancy, désormais appelés «Nanziger», se trouvaient réunis aux Trois-Epis (Drei-Aehren) ; c'étaient outre les trois députés Joseph Rossé, Marcel Stürmel et Jean-Pierre Mourer, les avocats Hermann Bickler et Peter Bieber, l'abbé Brauner, l'ancien député René Hauss, le directeur des Hôpitaux Civils de Strasbourg, Oster, Edmond Nussbaum, Camille Meyer, Jean Keppi, les conseillers généraux ou conseillers municipaux, Victor Antoni, Paul Schall, René Schlegel, et le dentiste Rudi Lang.

Le soir même, le Dr Robert Ernst leur fit connaître la dislocation de l'Alsace-Lorraine, l'interdiction de former un gouvernement autonome, et qu'enfin lui-même était le Generalreferent de l'Alsace, c'est-à-dire le conseiller du Gauleiter Wagner pour les affaires alsaciennes. La situation s'annonçait mauvaise.

Le 1er juillet 1940, Hitler avait finalement pris la décision d'annexer l'Alsace au IIIème Reich, et comme il devait prononcer un important discours au Reichstag le 19 juillet, l'on était persuadé qu'à cette occasion serait aussi proclamée l'annexion de l'Alsace. Ordre avait même déjà été donné de préparer les festivités. Il fallait faire vite et prendre position. Afin de ménager un minimum d'autonomie dans l'avenir, le Dr Robert Ernst crut habile de faire remercier Hitler d'avoir épargné à l'Alsace les destructions que laissait craindre la Ligne Maginot, et de faire demander le rattachement de l'Alsace à l'Allemagne, puisque de toute manière le gouvernement français semblait l'avoir accepté par un article secret de la convention d'armistice.

Au cours des discussions relatives à l'établissement du texte de ce que l'on appellera dans la suite bien improprement le «Manifeste des Trois-Epis», plusieurs projets avaient été rédigés. Joseph Rossé obtint la radiation des expressions trop violentes contre la politique française et la prise en considération de trois conditions préalables au rattachement :

1 — l'Allemagne devra obtenir de la France une renonciation formelle et publique à l'Alsace-Lorraine

2 — l'Alsace-Lorraine jouira du droit au plébiscite, à l'autodétermination, afin qu'elle puisse disposer librement de son destin

3 — l'Allemagne s'interdira de toucher aux droits religieux en usage en Alsace-Lorraine. Le 18 juillet 1940, à 16 heures, le Dr Robert Ernst faisait remettre à Berlin le texte définitif, pour être transmis à Hitler. Mais à la grande déception de tout le monde, une fois de plus, Hitler ne souffla mot de l'Alsace-Lorraine. Quant au texte original du «Manifeste des Trois-Epis», il a disparu depuis ; de toute façon, il n'avait servi à rien et il ne fut jamais employé par les Allemands.

Le 25 septembre 1940, Hitler tenait une importante conférence politique à la chancellerie de Berlin. Le secrétaire d'état, le Dr Stuckart, nota :

«... En outre, le Führer a donné les directives générales suivantes... L'Alsace et la Lorraine doivent en l'espace de dix années devenir des régions complètement allemandes. Quoique leur annexion n'ait pas encore été réalisée en droit public, l'Alsace et la Lorraine doivent être traitées comme si elle avait déjà eu lieu. Les autorités militaires doivent traiter l'Alsace et la Lorraine non pas comme un pays occupé, mais comme un territoire national allemand...».

Il fallait donc entièrement renoncer à voir Hitler accorder la moindre autonomie à l'Alsace et à la Lorraine. Que faire ?

En refusant le plébiscite, Hitler refaisait exactement la même erreur qu'avait commise la France en 1918 ! Rien n'était donc réglé, et tout était à recommencer. Or, depuis les dissolutions décrétées par Daladier et les arrestations opérées par la police, il n'existait plus ni mouvements ni partis politiques autonomistes ; c'était donc à titre uniquement personnel que désormais les autonomistes devaient prendre ou refuser leurs engagements. Ils le firent selon deux tendances différentes.

Les uns, surtout les anciens de l'**Elsass-Lothringer Partei** et de l'**Elsass-Lothringische Arbeiter-und Bauernpartei**, estimèrent que dans les circonstances du moment, alors que l'Allemagne apparaissait comme le vainqueur définitif de la guerre, mieux valait collaborer ouvertement, puisqu'au moins une des revendications primordiales, celle concernant l'usage officiel de la langue allemande, se trouvait satisfaite. Il importait aussi que des Alsaciens-Lorrains occupent, de préférence à des émigrés, les positions importantes dans l'administration de l'Alsace et de la Lorraine, car en dehors de protestations formelles, platoniques et secrètes, le gouvernement français de Vichy avait abandonné l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

Le député Jean-Pierre Mourer, redevenu Hans-Peter Murer, fut donc nommé Kreisleiter de Mülhausen (Mulhouse) ; Hermann Bickler, Kreisleiter de Strassburg (Strasbourg) ; Rudi Lang, Kreisleiter de Zabern (Saverne), remplacé plus tard par Rainer (René) Schlegel ; Renatus (René) Hauss, Kreisleiter de Haguenau ; le Dr Alexander Kraemer, Kreisleiter de Gebweiler (Guebwiller) ; Edmund Nussbaum, Kreisleiter à Molsheim, où il fut ensuite remplacé par Paul Schall.

Mais rapidement, ces fonctions et les grades qui leur étaient adjoints s'avérèrent insuffisants pour influencer efficacement la politique et l'administration assez arbitrairement conduites par les dignitaires du parti nazi, qui se hâtèrent de recommencer toutes les injustices opérées en sens inverse par l'administration française après 1918.

Pourtant, l'option collaboratrice de ces autonomistes semblait corroborée par le chef du Gouvernement de Vichy, l'amiral Darlan, qui en février 1942 voulait régulariser en droit international l'annexion de l'Alsace-Lorraine au III^{ème} Reich ; en échange de l'Alsace-Lorraine, la France recevrait la Wallonie belge, que Mussolini voulait de son côté plutôt échanger contre la Savoie, Nice et la Corse.

D'autres, tels les députés Joseph Rossé et Camille Dahlet, ne pouvaient admettre que la création du «Gau Oberrhein» et du «Gau Westmark» pût constituer une alternative à l'autonomisme alsacien-lorrain. Dès 1941 au moins, ils reprenaient la lutte clandestine en faveur d'une authentique autonomie.

Dans son livre *«A mort !»* (1946), Robert Heitz indiquait :

«Les autonomistes cléricaux s'étaient retirés sous leur tente après quelques semaines d'occupation allemande. Il semble qu'ils ont volontiers laissé propager la rumeur de leur désaccord et de leurs démarches en faveur de leurs compatriotes. Dans cet ordre d'idées, il faut mentionner un fait bien suggestif. Depuis des mois, on apprenait que Rossé avait entrepris dans sa circonscription de Colmar et plus généralement dans le Haut-Rhin une campagne pour une Alsace «autonome et neutre»...

Fin juin 1941, il convoquait à Colmar une réunion des parlementaires et conseillers généraux actuellement présents en Alsace». Du reste, Rossé était traité en indésirable, sinon en suspect, par

les nazis.

De par ses fonctions de directeur des Editions Alsatia et de par sa qualité de député français, Joseph Rossé circulait assez facilement en France, aussi bien en zone occupée qu'en zone libre. Il put ainsi informer le gouvernement de Vichy et le Vatican de la situation en Alsace et des avantages de son autonomie. Un écho de cette politique autonomiste se trouve dans le rapport rédigé en septembre 1942 par l'ancien secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Pierre Pucheu :

«... Certes, les positions individuelles diffèrent profondément d'un Allemand à un autre ; mais comment négliger d'inquiétantes confidences de personnages également qualifiés : tel prévoit l'annexion plus ou moins déguisée de la Scandinavie, tel n'admet que l'annexion pure et simple de la Hollande, tel préconise un protectorat d'apparence flamande sur la Belgique, tel enfin envisage un contrôle politique, économique, idéologique de très longue durée sur la France à travers des hommes de paille interposés. Et, au delà des articles de journaux ou de revues et des paroles rassurantes ou inquiétantes, l'annexion unilatérale de l'Alsace et de la Lorraine s'inscrit dans les faits depuis deux ans, avec son cortège d'expulsions, de spoliations, de déportations organisées.

Il faut le dire nettement, il n'y aura jamais de règlement définitif dans l'esprit des deux peuples si quelque chose de leur chair leur paraît sacrifié. Les peuples de l'Europe occidentale ont marqué les terres qu'ils occupent depuis des siècles de leurs cultures, de leurs civilisations particulières, et nul d'entre eux ne peut, sans péché mortel contre l'esprit, ni chercher à s'avancer, ni accepter de reculer. C'est pourquoi, la question d'Alsace-Lorraine est le seul chapitre extrêmement difficile à écrire d'un règlement franco-allemand. Si le peuple allemand lui attache vraiment, comme le peuple français, un intérêt passionné, il n'existe pour l'honneur et la satisfaction des deux pays qu'une seule solution correcte : laisser les Alsaciens-Lorrains se prononcer eux-mêmes en toute liberté. Alors seulement chacune des deux nations pourra définitivement accepter leur verdict».

De son côté, le député Camille Dahlet, redevenu pharmacien, rêvait toujours de l'autonomie de l'Alsace. Un jour, c'était en 1941, il demandait à Robert Heitz :

— Avez-vous des contacts avec Londres ?
— Si j'en avais, ce n'est pas à vous que je le confierais. Pourquoi ? Que voulez-vous à Londres ?
Et Dahlet de répondre : «Il faudrait absolument que la BBC garantisse solennellement l'autonomie de l'Alsace après la victoire des Alliés ! ».

A Vichy, par l'intermédiaire du nonce Mgr Valerio-Valeri, Joseph Rossé contacta l'ambassadeur des U.S.A., lequel finit par convaincre en 1943 le président Roosevelt «de créer un Etat nouveau, la Wallonie, constituée par les zones wallonnes de Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine et une partie du Nord de la France»³. Ce même projet réapparaissait dans le «rapport Strang» : «Le président (Roosevelt) avait aussi parlé de détacher une région du Nord-Est de la France comprenant l'Alsace-Lorraine et de l'incorporer dans un nouvel Etat tampon qui serait nommé Wallonie»⁴.

Dès 1943, Joseph Rossé avait noué des contacts avec le groupe anti-nazi de Klaus von Stauffenberg, Goerdeler, von Beck, Canaris et autres, qui cherchaient à éliminer Hitler par un attentat. Des réunions clandestines avaient été organisées par Rossé à Colmar, auxquelles participèrent notamment les sénateurs Médard Brogly et Joseph Brom, les abbés Gromer et Zemb, Jean Keppi, Hincker et Sorgus.

Il avait été décidé qu'immédiatement après la réussite de l'attentat et du putsch, les conseillers généraux de l'Alsace s'empareraient de l'administration conformément à la loi du 15 février 1872 et proclameraient l'indépendance de l'Alsace, tandis que les troupes allemandes se retireraient d'elles-mêmes.

Puis, lors d'un traité de paix séparée avec les Alliés et la France, l'Alsace indépendante et auto-libérée négocierait d'égal à égal son retour à la France, mais en obtenant toutes les garanties légales pour sauvegarder dans le «cadre de la France» l'autonomie de l'Alsace, sa langue, sa culture, sa législation religieuse et scolaire, ses richesses ethniques et économiques. Bref, la réalisation du

«Manifeste du Heimatbund» de la Pentecôte 1926. Mais le 20 juillet 1944 le putsch libérateur de l'Alsace échouait à Rastenburg.

Pourtant, au cours de l'hiver 1944-1945, les autorités américaines se réservèrent le droit de décider du sort de l'Alsace. Dans le règlement final, elles voulaient arbitrer à son sujet entre la France et l'Allemagne, probablement avec la solution autonomiste proche des projets de Rossé. En effet, «les autorités américaines avaient refusé en bloc tous les laisser-passer aux autorités françaises, commissaires de la République, évêques, préfets et recteur».

Comme en 1918 et en 1940, une fois de plus l'Alsace ratait en 1945 son autonomie. Et pas plus alors que maintenant, la question de l'Alsace-Lorraine ne semble réglée.

Tant que l'Alsace-Lorraine demeurera la Nation Interdite !...